



Bulletin

de l'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Volume 6 - Numéro 28

17 juillet 2009



AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Bulletin de l'Autorité des marchés financiers

Autorité des marchés financiers

Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Canada, 2009

ISSN 17104149

Table des matières

1. Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers	4
1.1 Avis et communiqués	
1.2 Réglementation	
1.3 Autres décisions	
2. Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières	8
2.1 Rôle d'audiences	
2.2 Décisions	
3. Distribution de produits et services financiers	26
3.1 Avis et communiqués	
3.2 Réglementation	
3.3 Autres consultations	
3.4 Retraits aux registres des représentants	
3.5 Modifications aux registres des inscrits	
3.6 Avis d'audiences	
3.7 Décisions administratives et disciplinaires	
3.8 Autres décisions	
4. Indemnisation	791
4.1 Avis et communiqués	
4.2 Réglementation	
4.3 Autres consultations	
4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers	
4.5 Fonds d'assurance-dépôts	

4.6 Autres décisions	
5. Institutions financières	800
5.1 Avis et communiqués	
5.2 Réglementation et lignes directrices	
5.3 Autres consultations	
5.4 Modifications aux registres de permis des assureurs, des sociétés de fiducie et sociétés d'épargne et des statuts des coopératives de services financiers	
5.5 Sanctions administratives	
5.6 Autres décisions	
6. Marchés des valeurs et des instruments dérivés	808
6.1 Avis et communiqués	
6.2 Réglementation et instructions générales	
6.3 Autres consultations	
6.4 Sanctions administratives pécuniaires	
6.5 Interdictions	
6.6 Placements	
6.7 Régime de l'autorité principale	
6.8 Offres publiques	
6.9 Information sur les valeurs en circulation	
6.10 Autres décisions	
6.11 Annexes et autres renseignements	
7. Bourses, chambres de compensation, organismes d'autorégulation et autres entités réglementées	1455
7.1 Avis et communiqués	
7.2 Réglementation de l'Autorité	
7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées	
7.4 Autres consultations	
7.5 Autres décisions	

Liste des acronymes et abréviation :

Autorité :	Autorité des marchés financiers instituée en vertu de la LAMF
BDRVM :	Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières
CSF :	Chambre de la sécurité financière
ChAD :	Chambre de l'assurance de dommages instituée en vertu de la LDPSF
OAR :	Organismes d'autorégulation et organismes dispensés de reconnaissance à titre d'OAR mais qui sont assujettis à la surveillance de l'Autorité
OCRCVM :	Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières

1.

Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers

- 1.1 Avis et communiqués
 - 1.2 Réglementation
 - 1.3 Autres décisions
-

1.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

1.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

1.3 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

2.

Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières

2.1 Rôle d'audiences

2.2 Décisions

2.1 RÔLES D'AUDIENCES



RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
1°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Réal Samson et Suzanne Labrecque</i> (Tremblay Bois Mignault Lemay Avocats) (intimés) et <i>M^e Joël Lafrenière</i> (mis en cause)	2009-012	Alain Gélinas Gerald La Haye	22 juillet 2009, 10 h 00	Demande d'ordonnance de blocage Demande d'être entendus des intimés Réal Samson et Suzanne Labrecque [LVM-249 et 323.7]	À la suite de l'audience <i>ex parte</i> du 23 juin 2009 et de la décision 2009-012-001 rendue sur le banc et de la décision 2009-012-002 et de l'avis d'audience du 6 juillet 2009
2°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Themistoklis Papadopoulos et Mario Bright et PNB Management Inc.</i> et 2967-9420 Québec Inc. et 4384610 Canada Inc. et 4190424 Canada Inc. (intimés) et <i>Angela Skafidas et Anthanasios Papadopoulos et Paul Chronopoulos et Jean Robillard, ès qualités d'administrateur provisoire de P.N.B. Management Inc., 2967-9420 Québec Inc., 4190424 Canada Inc. et 4384610 Canada Inc.</i>	2008-004	Alain Gélinas	30 juillet 2009, 9 h 30	Prolongation de blocage [LVM-249 et 250]	À la suite de l'avis d'audience du 30 juin 2009

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
	(McCarthy Tétrault) (mis en cause) et <i>Nechi Investments inc.</i> et <i>2938201 Canada inc.</i> et <i>Hymson Holdings inc.</i> et <i>Einvest Holdings Ltd</i> et <i>Franfreluche Investments inc</i> et <i>Michael Zunenshine</i> et <i>Hazel Zunenshine</i> et <i>Howard Zunenshine</i> et <i>Linda Zunenshine</i> (Stikeman Elliott, avocats) (intervenants)					
3°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Gestion Guychar (Canada) Inc.</i> et <i>177889 Canada Inc.</i> et <i>3330575 Canada Inc.</i> et <i>3965121 Canada Inc.</i> et <i>Guy Charron</i> et <i>Richard Lanthier</i> et <i>Huguette Gauthier</i> (Pariseau Olivier) et <i>Banque de Montréal</i> et <i>Gérald Turp</i> et <i>Turp DTD Consultants Inc.</i> (Gowling Lafleur Henderson) et <i>Caisse populaire de Rosemont</i> (Intimés) et <i>Primatlantis Capital S.E.C.</i> (2007-005 2007-008	Alain Gélinas	30 2009, 14 h 00	prolongation de blocage [LVM-250]	À la suite de l'avis d'audience du 10 juillet 2009

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
	Borden Ladner Gervais, s.r.l.) (intervenante)					
4°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Oversea Chinese Fund Limited Partnership</i> et <i>Weizhen Tang And Associates Inc.</i> et <i>Weizhen Tang Corporation</i> et <i>Weizhen Tang</i> et <i>Interactive Broker</i> (intimés)	2009-007	Claude St Pierre	4 août 2009, 9 h 30	Prolongation de blocage [LVM-250]	À la suite de l'avis d'audience du 8 juillet 2009
5°	<i>Conseillers Interinvest Corporation du Canada Ltée</i> (Ogilvy Renault, avocats) (demandeur) c. <i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) (intimée)	2009-001	Alain Gélinas Claude St Pierre	27 août 2009, 9 h 30	Demande de révision d'une décision de l'Autorité [LVM-322]	À la suite de l'audience du 6 avril 2009 et de la remise de l'audience prévue le 22 juin 2009
6°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Marchés mondiaux State Street Canada Inc.</i> (Fasken Martineau, avocats)	2009-005	Alain Gélinas Claude St Pierre	28 août 2009, 9 h 30	Demande d'imposition d'une pénalité administrative [LVM-152, 158, 262.1 et 273.1]	À la suite de l'avis d'audience du 3 mars 2009 et de la remise lors de l'audience <i>pro forma</i> du 8 mai 2009

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
	(intimée)					
7°	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Sylvester Petryk et Darla Petryk</i>	2009-011	Alain Gélinas Claude St Pierre	18 septembre 2009, 9 h 30	Demande d'interdiction d'agir à titre de conseiller en valeurs [LVM-266]	À la suite de l'audience <i>pro forma</i> du 30 juin 2009
8°	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Future Growth Group inc. et Future Growth Fund Limited et Future Growth Market Neutral Equity Fund Limited et Future Growth World Fund et Adrian Samuel Leemhuis (intimés)</i>	2008-013	Alain Gélinas	7 octobre 2009, 9 h 30	Interdiction d'opération sur valeurs [LVM-265]	À la suite des audiences <i>pro forma</i> des 2, 20 mai, 26 juin, 28 août, 3 décembre 2008, 10 mars et 17 juin 2009
9°	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Centre de traitement d'information de crédit (C.T.I.C.) inc. et CITCAP groupe financier inc. et</i>	2009-009	Alain Gélinas Claude St Pierre	2 novembre 2009, 9 h 30	Demande d'être entendu suivant une audience <i>ex parte</i> [LVM-265 et 323.7]	À la suite de l'audience <i>ex parte</i> du 7 mai 2009 et des décisions 2009-009-001 et 2009-009-002 et de l'avis d'audience du 12 juin 2009

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
	<i>Financière CTIC inc. et Gestion financière Appalaches inc. et Patrick Gauthier (Hickson Noonan, avocats) et André Traversy et Benoit Mercier et Réjean Lessard et Banque de Montréal (Bernier Beaudry inc.) et Desjardins centre financier de la Capitale (BCF Avocats) (intimés) et Roy, Métivier, Roberge inc., ès qualités de séquestre intérimaire de CTIC, CITCAP et Gestion Appalaches inc. (Gravel Bernier Vaillancourt) (mis en cause)</i>					
10°	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Centre de traitement d'information de crédit (C.T.I.C.) inc. et CITCAP groupe financier inc. et Financière CTIC inc. et Gestion financière Appalaches inc. et Patrick Gauthier (Hickson Noonan, avocats) et André Traversy</i>	2009-009	Alain Gélinas Claude St Pierre	3 novembre 2009, 9 h 30	Demande d'être entendu suivant une audience <i>ex parte</i> [LVM-265 et 323.7]	À la suite de l'audience du 2 novembre 2009

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
	<i>et Benoit Mercier et Réjean Lessard et Banque de Montréal (Bernier Beaudry inc.) et Desjardins centre financier de la Capitale (BCF Avocats) (intimés) et Roy, Métivier, Roberge inc., ès qualités de séquestre intérimaire de CTIC, CITCAP et Gestion Appalaches inc. (Gravel Bernier Vaillancourt) (mis en cause)</i>					
11°	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Centre de traitement d'information de crédit (C.T.I.C.) inc. et CITCAP groupe financier inc. et Financière CTIC inc. et Gestion financière Appalaches inc. et Patrick Gauthier (Hickson Noonan, avocats) et André Traversy et Benoit Mercier et Réjean Lessard et Banque de Montréal (Bernier Beaudry inc.) et Desjardins centre financier de la Capitale</i>	2009-009	Alain Gélinas Claude St Pierre	4 novembre 2009, 9 h 30	Demande d'être entendue suivant une audience <i>exparte</i> [LVM-265 et 323.7]	À la suite de l'audience du 3 novembre 2009

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
	(BCF Avocats) (<i>intimés</i>) et Roy, Métivier, Roberge inc., ès qualités de séquestre intérimaire de CTIC, CITCAP et Gestion Appalaches inc. (Gravel Bernier Vaillancourt) (<i>mis en cause</i>)					
12°	Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Centre de traitement d'information de crédit (C.T.I.C.) inc. et CITCAP groupe financier inc. et Financière CTIC inc. et Gestion financière Appalaches inc. et Patrick Gauthier (Hickson Noonan, avocats) et André Traversy et Benoit Mercier et Réjean Lessard et Banque de Montréal (Bernier Beaudry inc.) et Desjardins centre financier de la Capitale (BCF Avocats) (<i>intimés</i>) et Roy, Métivier, Roberge inc., ès qualités de séquestre intérimaire de CTIC, CITCAP et Gestion	2009-009	Alain Gélinas Claude St Pierre	5 novembre 2009, 9 h 30	Demande d'être entendu suivant une audience <i>exparte</i> [LVM-265 et 323.7]	À la suite de l'audience du 4 novembre 2009

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
	<i>Appalaches inc.</i> (Gravel Bernier Vaillancourt) (<i>mis en cause</i>)					
13°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Centre de traitement d'information de crédit (C.T.I.C.) inc. et CITCAP groupe financier inc. et Financière CTIC inc. et Gestion financière Appalaches inc. et Patrick Gauthier</i> (Hickson Noonan, avocats) et <i>André Traversy et Benoit Mercier et Réjean Lessard et Banque de Montréal</i> (Bernier Beaudry inc.) et <i>Desjardins centre financier de la Capitale</i> (BCF Avocats) (<i>intimés</i>) et <i>Roy, Métivier, Roberge inc.</i> , ès qualités de séquestre intérimaire de <i>CTIC, CITCAP et Gestion Appalaches inc.</i> (Gravel Bernier Vaillancourt) (<i>mis en cause</i>)	2009-009	Alain Gélinas Claude St Pierre	6 novembre 2009, 9 h 30	Demande d'être entendu suivant une audience <i>exparte</i> [LVM-265 et 323.7]	À la suite de l'audience du 5 novembre 2009

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
14°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Kenneth Battah</i> (Laframboise et Gutkin, avocats) (intimé)	2008-032	Alain Gélinas Claude St Pierre Gerald La Haye	23 novembre 2009, 9 h 30	Interdiction d'opération sur valeurs d'agir à titre de conseiller en valeurs [LVM-265 et 266]	et À la suite de l'audience du 12 février 2009
15°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Kenneth Battah</i> (Laframboise et Gutkin, avocats) (intimé)	2008-032	Alain Gélinas Claude St Pierre Gerald La Haye	24 novembre 2009, 9 h 30	Interdiction d'opération sur valeurs d'agir à titre de conseiller en valeurs [LVM-265 et 266]	et À la suite de l'audience du 23 novembre 2009
16°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Kenneth Battah</i> (Laframboise et Gutkin, avocats) (intimé)	2008-032	Alain Gélinas Claude St Pierre Gerald La Haye	25 novembre 2009, 9 h 30	Interdiction d'opération sur valeurs d'agir à titre de conseiller en valeurs [LVM-265 et 266]	et À la suite de l'audience du 24 novembre 2009

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
17°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Kenneth Battah</i> (Laframboise et Gutkin, avocats) (intimé)	2008-032	Alain Gélinas Claude St Pierre Gerald La Haye	26 novembre 2009, 9 h 30	Interdiction d'opération sur valeurs et d'agir à titre de conseiller en valeurs [LVM-265 et 266]	et À la suite de l'audience du 25 novembre 2009
18°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Kenneth Battah</i> (Laframboise et Gutkin, avocats) (intimé)	2008-032	Alain Gélinas Claude St Pierre Gerald La Haye	27 novembre 2009, 9 h 30	Interdiction d'opération sur valeurs et d'agir à titre de conseiller en valeurs [LVM-265 et 266]	et À la suite de l'audience du 26 novembre 2009
19°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Bernard Dionne</i> et <i>Jean-Marc Leblond</i> et <i>Mathieu Truchon</i> et <i>Michel Beaulieu</i> (Heenan Blaikie, avocats) et <i>BMO Nesbitt Burns Ltée</i> (Ogilvy Renault, avocats) (intimés)	2008-034	Alain Gélinas Claude St Pierre	7 décembre 2009, 9 h 30	Demande d'imposition d'une pénalité administrative [LVM-273.1]	et À la suite de l'audience du 21 octobre 2008, de la remise du 19 décembre 2008, de l'audience du 13 février 2009, du 7 avril 2009 et du 13 mai 2009

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
20°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Bernard Dionne</i> et <i>Jean-Marc Leblond</i> et <i>Mathieu Truchon</i> et <i>Michel Beaulieu</i> (Heenan Blaikie, avocats) et <i>BMO Nesbitt Burns Ltée</i> (Ogilvy Renault, avocats) (intimés)	2008-034	Alain Gélinas Claude St Pierre	8 décembre 2009, 9 h 30	Demande d'imposition d'une pénalité administrative [LVM-273.1]	À la suite de l'audience du 21 octobre 2008, de la remise du 19 décembre 2008, de l'audience du 13 février 2009, du 7 avril 2009 et du 13 mai 2009
21°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Bernard Dionne</i> et <i>Jean-Marc Leblond</i> et <i>Mathieu Truchon</i> et <i>Michel Beaulieu</i> (Heenan Blaikie, avocats) et <i>BMO Nesbitt Burns Ltée</i> (Ogilvy Renault, avocats) (intimés)	2008-034	Alain Gélinas Claude St Pierre	9 décembre 2009, 9 h 30	Demande d'imposition d'une pénalité administrative [LVM-273.1]	À la suite de l'audience du 21 octobre 2008, de la remise du 19 décembre 2008, de l'audience du 13 février 2009, du 7 avril 2009 et du 13 mai 2009
22°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Bernard Dionne</i> et <i>Jean-Marc Leblond</i> et <i>Mathieu Truchon</i> et <i>Michel Beaulieu</i> (Heenan Blaikie, avocats) et <i>BMO Nesbitt Burns Ltée</i> (Ogilvy Renault, avocats) (intimés)	2008-034	Alain Gélinas Claude St Pierre	10 décembre 2009, 9 h 30	Demande d'imposition d'une pénalité administrative [LVM-273.1]	À la suite de l'audience du 21 octobre 2008, de la remise du 19 décembre 2008, de l'audience du 13 février 2009, du 7 avril 2009 et du 13 mai 2009

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
23°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Bernard Dionne</i> et <i>Jean-Marc Leblond</i> et <i>Mathieu Truchon</i> et <i>Michel Beaulieu</i> (Heenan Blaikie, avocats) et <i>BMO Nesbitt Burns Ltée</i> (Ogilvy Renault, avocats) (intimés)	2008-034	Alain Gélinas Claude St Pierre	11 décembre 2009, 9 h 30	Demande d'imposition d'une pénalité administrative [LVM-273.1]	À la suite de l'audience du 21 octobre 2008, de la remise du 19 décembre 2008, de l'audience du 13 février 2009, du 7 avril 2009 et du 13 mai 2009
24°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Kenneth Battah</i> (Laframboise et Gutkin, avocats) (intimé)	2008-032	Alain Gélinas Claude St Pierre Gerald La Haye	14 décembre 2009, 9 h 30	Interdiction d'opération sur valeurs et d'agir à titre de conseiller en valeurs [LVM-265 et 266]	À la suite de l'audience du 27 novembre 2009
25°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Kenneth Battah</i> (Laframboise et Gutkin, avocats) (intimé)	2008-032	Alain Gélinas Claude St Pierre Gerald La Haye	15 décembre 2009, 9 h 30	Interdiction d'opération sur valeurs et d'agir à titre de conseiller en valeurs [LVM-265 et 266]	À la suite de l'audience du 14 décembre 2009

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
26	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Kenneth Battah</i> (Laframboise et Gutkin, avocats) (intimé)	2008-032	Alain Gélinas Claude St Pierre Gerald La Haye	16 décembre 2009, 9 h 30	Interdiction d'opération sur valeurs et d'agir à titre de conseiller en valeurs [LVM-265 et 266]	À la suite de l'audience du 15 décembre 2009
27	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Kenneth Battah</i> (Laframboise et Gutkin, avocats) (intimé)	2008-032	Alain Gélinas Claude St Pierre Gerald La Haye	17 décembre 2009, 9 h 30	Interdiction d'opération sur valeurs et d'agir à titre de conseiller en valeurs [LVM-265 et 266]	À la suite de l'audience du 16 décembre 2009
28	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Kenneth Battah</i> (Laframboise et Gutkin, avocats) (intimé)	2008-032	Alain Gélinas Claude St Pierre Gerald La Haye	18 décembre 2009, 9 h 30	Interdiction d'opération sur valeurs et d'agir à titre de conseiller en valeurs [LVM-265 et 266]	À la suite de l'audience du 17 décembre 2009

Le 17 juillet 2009

Salle d'audience : Salle *Paul Fortugno*
500, boulevard René-Lévesque Ouest, Bureau 16.40, Montréal (Québec) H2Z 1W7

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec M^e Cathy Jalbert, au Secrétariat à l'adresse suivante :

500, boulevard René-Lévesque Ouest, Bureau 16.40, Montréal (Québec) H2Z 1W7 Tél. : (514) 873-2211

Courriel : secretariat@bdrvm.com www.bdrvm.com

2.2 DÉCISIONS

BUREAU DE DÉCISION ET DE RÉVISION EN VALEURS MOBILIÈRES

PROVINCE DE QUÉBEC

MONTRÉAL

DOSSIER N° : 2008-041

DÉCISION N° : 2008-041-001

DATE : Le 2 juin 2009

EN PRÉSENCE DE : M^e ALAIN GÉLINAS
M^e CLAUDE ST PIERRE

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

DEMANDERESSE

c.

PARTENAIRES EVERGREEN CAPITAL

INTIMÉE

JEFFREY D. KERBEL, ERNST & YOUNG ÈS QUALITÉ DE SYNDIC DE
PARTENAIRES EVERGREEN CAPITAL

MIS EN CAUSE

RETRAIT DES DROITS CONFÉRÉS PAR L'INSCRIPTION D'UN COURTIER

[art. 152, *Loi sur les valeurs mobilières* (L.R.Q., chap. V-1.1) et art. 93 (1^o), *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* (L.R.Q., chap. A-33.2)]

M^e Émilie Robert

Procureure de l'Autorité des marchés financiers

Date d'audience : 9 janvier 2009

DÉCISION

Le 25 novembre 2008, l'Autorité des marchés financiers (ci-après l'« Autorité ») a saisi le Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières (ci-après le « Bureau ») d'une demande à l'effet de retirer à l'intimée Partenaires Evergreen Capital (ci-après « Evergreen ») les droits conférés par l'inscription à titre de courtier auprès de l'Autorité, le tout en vertu de l'article 152 de la *Loi sur les valeurs mobilières*¹ (ci-après la « Loi ») et des articles 93 (1^o) et 94 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*².

À la suite de cette demande, un avis d'audience, pour une audience *pro forma* devant se tenir le 16 décembre 2008, fut dûment signifié à l'intimée. Au cours de cette audience, la procureure de l'Autorité a mentionné qu'un syndic à la faillite de l'intimée avait été nommé, soit Jeffrey D. Kerbel, d'Ernst & Young. Par conséquent, une demande amendée a été déposée au Bureau par l'Autorité afin que soit ajouté le syndic à titre de mis en cause. Par la suite, un avis d'audience, pour l'audience du 9 janvier 2009, a été dûment signifié au syndic.

Enfin, lors de l'audience qui s'est tenue au Bureau le 9 janvier 2009, l'intimée et le mis en cause n'étaient ni présents ni représentés, ces derniers ayant informé l'Autorité qu'ils ne souhaitaient pas se présenter à cette audience.

LES FAITS

Dans sa demande amendée, l'Autorité expose les faits suivants:

¹ L.R.Q., c. V-1.1.

² L.R.Q., c. A-33.2.

1. Evergreen est un courtier en valeurs de plein exercice inscrit auprès de l'Autorité depuis le 11 juillet 2007 par la décision n° 2007-SENT-0257;
2. Le 5 novembre 2008, une formation d'instruction de l'Organisme de réglementation du commerce des valeurs mobilières (ci-après l'« OCRCVM ») a suspendu la qualité de membre de l'intimée³;
3. La perte du statut de membre de l'OCRCVM a pour conséquence de priver l'intimée et ses clients de la protection du Fonds canadien de protection des épargnants;
4. L'intimée contrevient donc à l'article 215 du *Règlement sur les valeurs mobilières*⁴ (ci-après le « Règlement ») qui prévoit ceci :

215. Le courtier de plein exercice ou le courtier exécutant doit être membre d'un organisme d'autorégulation et participer à un fonds de garantie acceptable, de l'avis de l'Autorité.

Le courtier non-membre d'un organisme d'autorégulation participe à un fonds de garantie approuvé par l'Autorité; celle-ci peut déterminer le montant de la contribution.

L'Autorité a soumis au Bureau les arguments suivants à l'appui de sa demande :

- (a) Le Bureau a, en vertu de l'article 152 de la Loi le pouvoir de retirer les droits conférés;
- (b) L'Autorité peut, en vertu de l'article 93(1°) de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*⁵, demander au Bureau de retirer à l'intimée les droits conférés par son inscription; et
- (c) L'intimée contrevient à l'article 215 du Règlement.

L'AUDIENCE DU 9 JANVIER 2009

Lors de l'audience, la procureure de l'Autorité a déposé en preuve une décision de l'OCRCVM qui suspend la qualité de membre de l'intimée, en date du 5 novembre 2008⁶. Un document faisant état de la nomination, en date du 2 décembre 2008, d'un syndic à la faillite de l'intimée, de même qu'un rapport du syndic avaient été déposés antérieurement lors de l'audience *pro forma* du 16 décembre 2008.

Au cours de l'audience du 9 janvier 2009, un analyste de l'Autorité a été entendu, lequel a mentionné que la protection des clients de l'intimée était assurée, leurs comptes étant en sécurité auprès de Penson Financial Services Canada Inc.

La procureure de l'Autorité demande au Bureau de retirer les droits conférés par l'inscription de l'intimée à titre de courtier, puisque le statut de membre de l'OCRCVM de l'intimée a été suspendu et que par conséquent, l'intimée contrevient à l'article 215 du Règlement.

La procureure a également soumis au Bureau que la faillite de l'intimée était un motif additionnel au soutien de la demande de retrait des droits en vertu de l'article 151 (2°) de la Loi.

L'ANALYSE

L'article 152 de la Loi prévoit que le Bureau peut retirer les droits conférés par l'inscription, lorsqu'il « estime qu'une personne inscrite ne respecte pas les dispositions de la présente loi ou des règlements pris pour son application... »⁷. Or, il a été démontré que la qualité de membre de l'OCRCVM de l'intimée avait été suspendue, le 5 novembre 2008, par une décision de la formation d'instruction de ce même organisme. L'article 215 du Règlement prévoyant que le courtier « doit être membre d'un organisme d'autorégulation et participer à un fonds de garantie acceptable, de l'avis de l'Autorité »⁸, il s'ensuit que l'intimée est en défaut en regard de la réglementation applicable à son inscription.

De plus, un syndic à la faillite d'Evergreen ayant été nommé le 2 décembre 2008, l'intimée ne respecte plus les conditions requises par son inscription à titre de courtier en vertu de l'article 151 (2°) de la Loi. En effet, cet article prévoit que la solvabilité d'une personne inscrite auprès de l'Autorité est une condition

³ . *Evergreen Capital Partners Inc.*, Investment Industry Regulatory Organization of Canada, November 5th. 2008, B. Foster, K. Jost et B. Wenton, 2 pages.

⁴ R.R.Q., c. V-1.1, r.1.

⁵ Précitée, note 2.

⁶ Précité, note 3.

⁷ Précitée, note 1, art. 152.

⁸ Précitée, note 4, art. 215.

nécessaire à son inscription; la personne morale doit présenter les assises financières nécessaires à la viabilité de son entreprise⁹.

Par conséquent, le Bureau estime que l'Autorité est justifiée de lui demander qu'il prononce à l'encontre d'Evergreen une décision à l'effet de lui retirer les droits conférés par l'inscription, en vertu de l'article 152 de la Loi.

LA DÉCISION

Après avoir pris connaissance de la demande de l'Autorité, des pièces présentées à son soutien et des arguments de la procureure de l'Autorité, le Bureau, en vertu des articles de l'article 152 de la *Loi sur les valeurs mobilières*¹⁰ et de l'article 93 (1°) de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*¹¹, accueille la demande de l'Autorité des marchés financiers et retire à la société Partenaires Evergreen Capital, intimée en l'instance, les droits qui lui avaient été conférés par son inscription de courtier en valeurs de plein exercice auprès de l'Autorité.

Cette décision est prononcée au motif que l'intimée a fait défaut de respecter les dispositions suivantes de la *Loi sur les valeurs mobilières*¹² et du *Règlement sur les valeurs mobilières*¹³, à savoir :

1. l'article 151 (2°) de la *Loi sur les valeurs mobilières*¹⁴ qui prévoit qu'une personne inscrite doit présenter les assises financières nécessaires à la viabilité de son entreprise ; et
2. l'article 215 du *Règlement sur les valeurs mobilières*¹⁵ qui prévoit qu'un courtier de plein exercice doit être membre d'un organisme d'autoréglementation et participer à un fonds de garantie acceptable.

Fait à Montréal, le 2 juin 2009.

(S) *Alain Gélinas*

Me Alain Gélinas, président

(S) *Claude St Pierre*

Me Claude St Pierre, vice-président

⁹ Précitée, note 1, art. 151 (2°).

¹⁰ Précitée, note 1.

¹¹ Précitée, note 2.

¹² Précitée, note 1.

¹³ Précité, note 4.

¹⁴ Précitée, note 1.

¹⁵ Précité, note 3.

3.

Distribution de produits et services financiers

- 3.1 Avis et communiqués
 - 3.2 Réglementation
 - 3.3 Autres consultations
 - 3.4 Retraits aux registres des représentants
 - 3.5 Modifications aux registres des inscrits
 - 3.6 Avis d'audiences
 - 3.7 Décisions administratives et disciplinaires
 - 3.8 Autres décisions
-

3.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

3.2 RÉGLEMENTATION

3.2.1 Consultation

Règlements concordants au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription

[Avis réglementaire](#)

[Règlement modifiant le Règlement 24-101 sur l'appariement et le règlement des opérations institutionnelles](#)

[Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 24-101 sur l'appariement et le règlement des opérations institutionnelles](#)

[Règlement modifiant le Règlement 81-104 sur les fonds marché à terme](#)

[Règlement modifiant le Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif](#)

[Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif](#)

[Regulatory Notice](#)

[Regulation to amend Regulation 24-101 respecting Institutional Trade Matching and Settlement](#)

[Amendments to Policy Statement to Regulation 24-101 respecting Institutional Trade Matching and Settlement](#)

[Regulation to amend Regulation 81-104 respecting Commodity Pools](#)

[Regulation to amend Regulation 81-105 respecting Mutual Fund Sales Practices](#)

[Amendments to Policy Statement to Regulation 81-105 respecting Mutual Fund Sales Practices](#)

Projets de règlement

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 26° et 34° et a. 331.2)

Règlements concordants au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1, les règlements suivants dont les textes sont publiés ci-dessous, pourront être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de leur publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement 24-101 sur l'appariement et le règlement des opérations institutionnelles ;*
- *Règlement modifiant le Règlement 81-104 sur les fonds marché à terme ;*
- *Règlement modifiant le Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif.*

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, les projets, en versions anglaise et française, de certaines instructions générales découlant du *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription* :

- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 24-101 sur l'appariement et le règlement des opérations institutionnelles ;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif.*

Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit avant le **17 août 2009**, en s'adressant à :

M^e Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire de l'Autorité
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Télécopieur : (514) 864-6381
Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Isabelle Pelletier
Avocate
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 2566
Numéro sans frais : 1 877 525-0337, poste 2566
isabelle.pelletier@lautorite.qc.ca

Le 17 juillet 2009

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 24-101 SUR L'APPARIEMENT ET LE RÈGLEMENT DES OPÉRATIONS INSTITUTIONNELLES*

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 26° et 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 24-101 sur l'appariement et le règlement des opérations institutionnelles est modifié par l'insertion, après la définition de « partie à l'appariement », de la suivante :

« « société inscrite » : une personne qui est inscrite à titre de courtier ou de conseiller en vertu de la législation en valeurs mobilières; ».

2. Ce règlement est modifié par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « personne inscrite » par les mots « société inscrite ».

3. Le présent règlement entre en vigueur le 28 septembre 2009.

* Le Règlement 24-101 sur l'appariement et le règlement des opérations institutionnelles, approuvé par l'arrêté ministériel n° 2007-03 du 6 mars 2007 (2007, *G.O.* 2, 1743), n'a pas subi de modification depuis son approbation.

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU
RÈGLEMENT 24-101 SUR L'APPARIEMENT ET LE RÈGLEMENT DES
OPÉRATIONS INSTITUTIONNELLES**

1. *L'Instruction générale relative au Règlement 24-101 sur l'appariement et le règlement des opérations institutionnelles* est modifiée par le remplacement, partout où elles se trouvent, des expressions « personne inscrite » et « personnes inscrites » par « société inscrite » et « sociétés inscrites », respectivement.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-104 SUR LES FONDS MARCHÉ À TERME*

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 34°)

1. Le paragraphe 1 de l'article 1.1 du Règlement 81-104 sur les fonds marché à terme est modifié par le remplacement, dans la définition de « personne physique dont les activités sont restreintes aux organismes de placement collectif », des mots « comme représentant, associé, administrateur ou dirigeant d'un courtier » par les mots « à titre de représentant de courtier d'un courtier inscrit ».
2. Le présent règlement entre en vigueur le 28 septembre 2009.

* Les dernières modifications au Règlement 81-104 sur les fonds marché à terme, adopté par la décision n° 2003-C-0075 du 3 mars 2003 et publié au Supplément au Bulletin de la Commission des valeurs mobilières du Québec volume 34, n° 19 du 16 mai 2003, ont été apportées par le règlement modifiant ce règlement approuvé par l'arrêté ministériel n° 2008-06 du 4 mars 2008 (2008, *G.O.* 2, 1185). Pour les modifications antérieures, voir le « Tableau des modifications et Index sommaire », Éditeur officiel du Québec, 2009, à jour au 1^{er} mars 2009.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-105 SUR LES PRATIQUES COMMERCIALES DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF*

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif est modifié par le remplacement de la définition de « préposé » par la suivante :

« « représentant » : à l'égard d'un courtier participant, les personnes suivantes :

a) un associé, un dirigeant, un administrateur ou un salarié du courtier participant;

b) une personne physique qui effectue des opérations sur titres pour le compte du courtier participant, qu'elle en soit ou non un salarié;

c) une société par l'entremise de laquelle une personne visée au paragraphe *a* ou *b* exerce des activités reliées aux services fournis au courtier participant; ».

2. L'article 1.2 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« 1.2. Interprétation

Les expressions utilisées dans le présent règlement et définies par le Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif, adopté par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2001-C-0209 du 22 mai 2001, ont le sens qui leur est donné dans ce règlement. ».

3. Ce règlement est modifié par le remplacement, partout où ils se trouvent dans le texte français, des mots « préposé » et « préposés » par les mots « représentant » et « représentants », respectivement.

4. Le présent règlement entre en vigueur le 28 septembre 2009.

* Les dernières modifications au Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif, adopté le 22 mai 2001 par la décision n° 2001-C-0212 et publié au Supplément au Bulletin de la Commission des valeurs mobilières du Québec volume 32, n° 22 du 1^{er} juin 2001, ont été apportées par le règlement modifiant la Norme canadienne 81-105, Les pratiques commerciales des organismes de placement collectif approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-19 du 10 août 2005 (2005, G.O. 2, 4688). Pour les modifications antérieures, voir le « Tableau des modifications et Index sommaire », Éditeur officiel du Québec, 2009, à jour au 1^{er} mars 2009.

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 81-105 SUR LES PRATIQUES COMMERCIALES DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF

1. L'article 3.1 de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif* est modifié :

1° par le remplacement, dans l'intitulé du texte français, du mot « préposé » par « représentant »;

2° par la suppression du paragraphe 1.

2. Le sous-paragraphe *a* du paragraphe 3 de l'article 4.4 de cette instruction générale est modifié, dans le texte français, par le remplacement du mot « employés » par « salariés ».

3. Cette instruction générale est modifiée par le remplacement, partout où ils se trouvent dans le texte français, des mots « préposé » et « préposés » par « représentant » et « représentants », respectivement.

Draft Regulations

Securities Act
(R.S.Q. c. V-1.1, s. 331.1, par. (26) and (34) and s. 331.2)

Concordant Regulations to Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, R.S.Q. c. V-1.1, the following Regulations, the texts of which are published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 30 days have elapsed since their publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to amend Regulation 24-101 respecting Institutional Trade Matching and Settlement;*
- *Regulation to amend Regulation 81-104 respecting Commodity Pools;*
- *Regulation to amend Regulation 81-105 respecting Mutual Fund Sales Practices.*

The Authority is also publishing in this Bulletin draft amended texts, in English and French, of Policy Statements arising from the *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions*:

- *Amendments to Policy Statement to Regulation 24-101 respecting Institutional Trade Matching and Settlement;*
- *Amendments to Policy Statement to Regulation 81-105 respecting Mutual Fund Sales Practices.*

Request for comment

Comments regarding the above may be made in writing before **August 17, 2009**, to the following:

M^o Anne-Marie Beaudoin
Corporate Secretary
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Fax: (514) 864-6381
E-mail: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Further information

Further information is available from:

Isabelle Pelletier
Avocate
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, ext. 2566
Toll-free: 1 877 525-0337, ext. 2566
isabelle.pelletier@lautorite.qc.ca

July 17, 2009

REGULATION TO AMEND REGULATION 24-101 RESPECTING INSTITUTIONAL TRADE MATCHING AND SETTLEMENT*

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, pars. (26) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 24-101 respecting Institutional Trade Matching and Settlement is amended by inserting the following definition after the definition of “matching service utility”:

““registered firm” means a person registered under securities legislation as a dealer or adviser;”.

2. The Regulation is amended by replacing, wherever it appears, the word “registrant” with the words “registered firm”.

3. This Regulation comes into force on September 28, 2009.

* Regulation 24-101 respecting Institutional Trade Matching and Settlement, approved by Ministerial Order No. 2007-03 dated March 6, 2007 (2007, G.O. 2, 1270), has not been amended since its approval.

**AMENDMENTS TO *POLICY STATEMENT TO REGULATION 24-101*
*RESPECTING INSTITUTIONAL TRADE MATCHING AND SETTLEMENT***

1. *Policy Statement to Regulation 24-101 respecting Institutional Trade Matching and Settlement* is amended by replacing, wherever they appear, the words “registrant” and “registrants” with “registered firm” and “registered firms”, respectively.

REGULATION TO AMEND REGULATION 81-104 RESPECTING COMMODITY POOLS*

Securities Act
(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, par. (34))

1. Paragraph (1) of section 1.1 of Regulation 81-104 respecting Commodity Pools is amended, in the definition of “mutual fund restricted individual”, by replacing the words “salesperson, partner, director or officer of a dealer” with the words “dealing representative of a registered dealer”.
2. This Regulation comes into force on September 28, 2009.

* Regulation 81-104 respecting Commodity Pools, adopted pursuant to Decision No. 2003-C-0075 dated March 3, 2003 and published in the Supplement to the Bulletin of the *Commission des valeurs mobilières du Québec*, Vol. 34, No. 19, dated May 16, 2003, was last amended by the Regulation to amend the Regulation approved by Ministerial Order No. 2008-06 dated March 4, 2008 (2008, G.O. 2, 726). For previous amendments, refer to the "Tableau des modifications et Index sommaire," *Éditeur officiel du Québec*, 2009, updated to March 1, 2009.

REGULATION TO AMEND REGULATION 81-105 RESPECTING MUTUAL FUND SALES PRACTICES*

Securities Act
(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, par. (34))

1. Section 1.1 of Regulation 81-105 respecting Mutual Fund Sales Practices is amended by replacing the definition of “representative” with the following:

““representative” ” means, for a participating dealer,

- (a) a partner, director, officer or employee of the participating dealer,
- (b) an individual who trades securities on behalf of the participating dealer, whether or not the individual is employed by the dealer, and
- (c) any company through which a person referred to in paragraphs (a) or (b) carries on activities in connection with services provided to the participating dealer;”.

2. Section 1.2 of the Regulation is replaced with the following:

“1.2. Interpretation

Terms defined in Regulation 81-102 respecting Mutual Funds adopted pursuant to decision no. 2001-C-0209 dated May 22, 2001 and used in this Regulation have the respective meanings ascribed to them in Regulation 81-102 respecting Mutual Funds.”.

3. The Regulation is amended by replacing, wherever they appear in the French text, the words “préposé” and “préposés” with the words “représentant” and “représentants”, respectively.

4. This Regulation comes into force on September 28, 2009.

* Regulation 81-105 respecting Mutual Fund Sales Practices, adopted pursuant to Decision No. 2001-C-0212 dated May 22, 2001 and published in the Supplement to the Bulletin of the *Commission des valeurs mobilières du Québec*, Vol. 32, No. 22, dated June 1, 2001, was last amended by the Regulation to amend National Instrument 81-105, Mutual Fund Sales Practices approved by Ministerial Order No. 2005-19 dated August 10, 2005 (2005, G.O. 2, 3516). For previous amendments, refer to the "Tableau des modifications et Index sommaire," *Éditeur officiel du Québec*, 2009, updated to March 1, 2009.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 81-105
RESPECTING MUTUAL FUND SALES PRACTICES**

1. Section 3.1 of *Policy Statement to Regulation 81-105 respecting Mutual Fund Sales Practices* is amended:

(1) by replacing, in the title of the French text, the word “préposé” with “représentant”;

(2) by deleting subsection (1).

2. Subparagraph (a) of paragraph (3) of section 4.4 of the Policy Statement is amended, in the French text, by replacing the word “employés” with “salariés”.

3. The Policy Statement is amended by replacing, wherever they appear in the French text, the words “préposé” and “préposés” with “représentant” and “représentants”, respectively.

3.2.2 Publication

Avis de publication

Règlement modifiant le Règlement 11-102 sur le régime de passeport et ses concordants

(Voir section 6.2.2.1 du présent bulletin)

Avis de publication

Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription et ses concordants

(Voir section 6.2.2.2 du présent bulletin)

Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription

[Avis réglementaire](#)

[Avis de publication](#)

[Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription](#)

[Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription](#)

[Regulatory Notice](#)

[Publication Notice](#)

[Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions](#)

[Policy Statement to Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions](#)

Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie le texte révisé, en versions française et anglaise, du règlement suivant :

- *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription* (Règlement 31-103).

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, le texte révisé, en versions française et anglaise, de l'*Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription*.

Au Québec, le règlement sera pris en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et sera approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Le règlement entrera en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'il indique, tandis que l'Instruction générale sera adoptée sous forme d'Instruction et prendra effet de façon concomitante à l'entrée en vigueur du règlement.

Nous réitérons que le Règlement 31-103 instaure un nouveau régime d'inscription et est par conséquent destiné à remplacer le Titre V du *Règlement sur les valeurs mobilières* ainsi que l'Instruction générale Q-9, *Courtiers, conseillers et représentants*. Nous vous référons également à l'avis sur les règlements concordants au Règlement 31-103 ainsi qu'aux textes réglementaires afférents qui vous permettront d'obtenir un portrait global des modifications réglementaires corrélatives à l'entrée en vigueur du Règlement 31-103.

Enfin, les amendements législatifs nécessaires à la mise en place de ce nouveau régime ainsi qu'au transfert des disciplines de valeurs mobilières actuellement régies par la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2, dans la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1, seront introduites par le Projet de loi no 8 *Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives* qui a été sanctionné le 17 juin 2009.

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Sophie Jean
Conseillère en réglementation
Surintendance de la distribution
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 4786
Numéro sans frais : 1 877 525-0337, poste 4786
Courriel : sophie.jean@lautorite.qc.ca

Le 17 juillet 2009

Avis de publication

Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription

Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription

Modifications corrélatives

Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») ont approuvé le *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription* (le « règlement »), l'*Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription* (l'« instruction générale ») et les modifications corrélatives apportées aux règlements, annexes et instructions générales connexes. Le règlement et l'instruction générale sont ci-après désignés collectivement comme le règlement. Sous réserve de l'approbation des ministres compétents, le règlement entrera en vigueur le 28 septembre 2009 (la « date d'entrée en vigueur »).

La mise en œuvre du règlement constitue la dernière étape du projet de réforme du régime d'inscription des ACVM, qui instaure un régime d'inscription pancanadien souple et efficient. Outre l'élaboration et la mise en œuvre du règlement, le projet comporte trois étapes :

- le remplacement du Régime d'inscription canadien (mis en œuvre en 2005) à la date d'entrée en vigueur par le régime de passeport institué en vertu du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « Règlement 11-102 ») et les modes d'interaction établis avec l'Ontario en vertu de l'*Instruction générale 11-204 relative à l'inscription dans plusieurs territoires* (l'« Instruction générale 11-204 »);
- les modifications aux procédures de demande d'inscription et d'utilisation de la Base de données nationale d'inscription (BDNI) (mises en œuvre en 2007);
- la mise en œuvre des principes centraux du modèle de relation client-conseiller (MRCC) au moyen des règles de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) et de l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels (ACCFM) (collectivement, les « organismes d'autoréglementation » ou « OAR ») (publiées pour consultation en 2008 et 2009).

Contenu de l'avis

Le présent avis donne une vue d'ensemble du nouveau régime d'inscription instauré par les ACVM et des renseignements sur la transition vers le régime. Il comprend les dix sections suivantes :

1. Objet du règlement
2. Commentaires sur le projet de 2008
3. Changements apportés au projet de 2008
4. Le régime d'inscription
5. Les modalités de l'inscription
6. Transition
7. Modification des règles des OAR

8. Modifications législatives et prise du règlement
9. Modifications corrélatives
10. Renseignements complémentaires

Le présent avis contient également les annexes suivantes :

- Annexe A, *Résumé des commentaires et réponses concernant le projet de 2008*;
- Annexe B, *Résumé des changements apportés au projet de 2008*;
- Annexe C, *Table de concordance des modifications apportées au projet de 2008*;
- Annexe D, *Encadrement réglementaire des intermédiaires sur le marché dispensé différent dans certains territoires*;
- Annexe E, *Avis 31-311 du personnel des ACVM, Projet de Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription, Transition vers le nouveau régime d'inscription*
- Annexe F, *Prise du règlement et modifications corrélatives*;
- Annexe G, *Modifications corrélatives aux règlements et aux instructions générales d'application pancanadienne ou multiterritoriale*.

Une version soulignée du règlement qui montre les changements apportés au projet de 2008 est diffusée sur le site Web de certains membres des ACVM.

1. **Objet du règlement**

Le règlement et les modifications connexes harmonisent, simplifient et modernisent les obligations d'inscription dans l'ensemble du Canada pour les sociétés et les personnes physiques qui vendent des titres (et des contrats négociables dans certains territoires), offrent des conseils en investissement ou gèrent des fonds d'investissement. Le règlement vise le juste équilibre entre l'efficacité du régime pour les personnes inscrites et la protection des investisseurs.

Nous croyons que le règlement contribuera à améliorer l'efficacité des conditions d'exercice des quelque 2 000 sociétés et 130 000 personnes physiques actuellement inscrites en vertu de la législation en valeurs mobilières, ce qui devrait entraîner des économies pour le secteur et, à terme, pour les investisseurs. Nous nous attendons également à une réduction du fardeau réglementaire pour le secteur grâce à l'adoption d'un régime d'inscription permanente et de procédures de transfert simplifiées.

Par ailleurs, l'établissement d'obligations plus exhaustives devrait bénéficier aux investisseurs et nous permettre de mieux réglementer les participants aux marchés. Nous avons étendu l'obligation d'inscription aux gestionnaires de fonds d'investissement et aux courtiers sur le marché dispensé. Le règlement renforce les normes de compétence de certaines personnes inscrites et introduit des obligations en matière de traitement des plaintes et de règlement des différends. Il traite également des conflits d'intérêts et rehausse les obligations de solvabilité. Nous insistons également sur la surveillance de la conformité au sein des sociétés, notamment par le truchement des personnes physiques responsables de la conformité à la réglementation.

Nous reconnaissons que le régime d'inscription doit s'adapter à une grande variété de modèles d'entreprise, à des activités de toutes tailles, et à une diversité de clients et de

produits. Pour offrir la souplesse voulue, le règlement réunit des principes, complétés par des indications dans l'instruction générale, et des règles normatives, au besoin.

Nous avons réorganisé le règlement depuis la dernière publication afin qu'il soit plus facile pour les personnes inscrites de comprendre et de respecter les obligations d'inscription. Nous faisons désormais une distinction nette entre les obligations applicables aux personnes physiques et celles applicables aux sociétés. Nous avons également réordonné l'instruction générale afin que sa numérotation suive celle du règlement. Les numéros d'articles de l'instruction générale correspondent à ceux du règlement, afin qu'il soit facile de s'y reporter.

Nous suivrons de près la mise en œuvre du règlement et proposerons des modifications si la protection des investisseurs, l'efficacité des marchés ou d'autres questions d'ordre réglementaire l'exigent.

2. Commentaires sur le projet de 2008

Le règlement et les modifications connexes ont été publiés pour consultation le 20 février 2007 et le 29 février 2008 (le « projet de 2008 »). Nous avons reçu plus de 300 mémoires sur le projet de 2008. Nous remercions les intervenants de leur participation. Un résumé des commentaires reçus sur le projet de 2008 figure à l'Annexe A du présent avis, accompagné de nos réponses.

Les mémoires peuvent être consultés sur les sites Web suivants :

www.lautorite.qc.ca
www.osc.gov.on.ca

3. Changements apportés au projet de 2008

Nous avons étudié tous les commentaires reçus à propos du projet de 2008 et avons modifié le règlement. Nous avons conclu que ces modifications ne nécessitent pas de nouvelle publication pour consultation. On trouvera à l'annexe B du présent avis un exposé des principales modifications.

4. Le régime d'inscription

Le nouveau régime d'inscription comprend le règlement, le régime de passeport et les modes d'interaction avec l'Ontario ainsi que des textes législatifs et réglementaires en valeurs mobilières dans l'ensemble des provinces et des territoires.

Le règlement prévoit que toute personne physique ou société qui, le jour précédant la date d'entrée en vigueur, bénéficie d'une dispense discrétionnaire de l'application d'une obligation qui est substantiellement similaire à une obligation prévue dans le règlement peut continuer à en bénéficier, dans la même mesure et aux mêmes conditions.

La présente section présente un aperçu du régime d'inscription.

a) L'obligation d'inscription

L'obligation d'inscription est prévue par la législation en valeurs mobilières de chaque province et territoire. Toute société doit s'inscrire pour exercer l'activité de courtier ou de conseiller en valeurs mobilières, pour agir comme placeur ou pour gérer un fonds d'investissement.

Les personnes physiques doivent également s'inscrire pour exercer le courtage de titres, agir comme placeur ou fournir des conseils en valeurs mobilières pour le compte d'un courtier inscrit ou d'un conseiller inscrit, ou encore pour agir comme personne désignée responsable ou chef de la conformité d'une société inscrite. Les personnes

physiques qui agissent pour le compte d'un gestionnaire de fonds d'investissement n'ont pas l'obligation de s'inscrire.

Les personnes physiques et les sociétés doivent demander à s'inscrire dans les catégories applicables et démontrer qu'elles remplissent les conditions dont les catégories sont assorties. Ces conditions visent à ce que les personnes physiques et les sociétés soient aptes à l'inscription.

Obligation d'inscription des courtiers et des conseillers en fonction de l'activité

En vertu du nouveau régime, la personne physique ou la société qui exerce l'activité de courtier ou de conseiller est tenue de s'inscrire à ce titre. L'exercice de l'activité entraîne l'obligation d'inscription, et c'est ce que nous appelons l'« obligation d'inscription en fonction de l'activité ». Pour savoir si elle doit s'inscrire, la personne physique ou la société doit évaluer si elle fait du courtage ou fournit des conseils en valeurs mobilières, et voir si cela constitue son activité.

Nous évaluons s'il y a exercice de l'activité selon divers facteurs, notamment le fait que la personne physique ou la société se livre à des activités analogues à celles d'une personne inscrite, qu'elle agit comme intermédiaire entre un vendeur et un acquéreur, qu'elle exerce l'activité de façon répétitive, qu'elle est rémunérée ou qu'elle fait du démarchage. L'article 1.3, *Notions fondamentales*, de l'instruction générale présente la manière dont nous appliquons les facteurs d'inscription en fonction de l'activité.

L'obligation d'inscription en fonction de l'activité permet de mieux centrer le régime d'inscription. Elle rend inutile certaines dispenses et nous nous attendons à ce qu'elle réduise les demandes de dispense discrétionnaire. À titre d'exemple, la dispense pour les opérations effectuées par une personne physique dans son REER n'est plus nécessaire, parce que la personne n'exerce pas l'activité de courtier.

Avec le passage au régime d'inscription en fonction de l'activité pour les courtiers, certains intervenants du secteur qui sont actuellement dans l'obligation de s'inscrire n'y seront plus tenus.

Institution du régime d'inscription des courtiers en fonction de l'activité

Le régime d'inscription des courtiers en fonction de l'activité est nouveau. Dans la plupart des provinces et territoires, il sera institué par voie de modification législative, en prévoyant dans la loi sur les valeurs mobilières que les personnes physiques et les sociétés ne seront tenues de s'inscrire à titre de courtier que si elles exercent l'activité de courtier.

En Alberta, la législation désignera l'activité de courtier entraînant l'obligation d'inscription par le terme « dealing » plutôt que « trading ». Cependant, l'Alberta Securities Commission prendra le *Rule 31-504 Dealer Registration Requirement – Scope of Application*, parallèlement au règlement, afin de préciser le champ d'application de l'obligation d'inscription à titre de courtier prévue par le *Securities Act* de l'Alberta et d'harmoniser l'obligation d'inscription avec celle des autres territoires.

La Colombie-Britannique, le Manitoba et le Nouveau-Brunswick n'introduisent pas le régime d'inscription des courtiers en fonction de l'activité dans leur législation, mais pour produire les mêmes effets, le règlement prévoit dans ces provinces une dispense pour les personnes physiques et les sociétés qui n'exercent pas l'activité consistant à effectuer des « opérations visées » sur des titres.

Ces procédés produisent tous les mêmes effets.

Inscription en fonction de l'activité de gestionnaire de fonds d'investissement

La société qui exerce l'activité de gestionnaire de fonds d'investissement est tenue de s'inscrire, mais pas en fonction des facteurs de détermination de l'exercice de l'activité. Elle doit s'inscrire dès lors qu'elle agit à titre de gestionnaire de fonds d'investissement.

Les personnes physiques qui agissent pour le compte d'un gestionnaire de fonds d'investissement n'ont pas à s'inscrire. Le règlement prévoit une dispense à cet effet. Toutefois, le gestionnaire de fonds d'investissement doit avoir une personne désignée responsable et un chef de la conformité inscrits.

La loi sur les valeurs mobilières de toutes les provinces et de tous les territoires a été modifiée afin d'obliger les sociétés et les personnes physiques qui gèrent un fonds d'investissement à s'inscrire à titre de gestionnaire de fonds d'investissement.

b) Catégories d'inscription

Les catégories d'inscription ont deux objectifs principaux :

- elles précisent les activités nécessitant l'inscription que les sociétés et les personnes physiques peuvent exercer;
- elles prévoient les obligations particulières de chaque catégorie.

Est une « activité nécessitant l'inscription » toute activité pour laquelle il faut être inscrit comme courtier, conseiller ou gestionnaire de fonds d'investissement.

Bien que nous ayons introduit quelques nouvelles catégories, nous avons réduit considérablement le nombre total de catégories d'inscription des personnes physiques et des sociétés. Nous estimons que cela simplifiera les procédures de demande d'inscription et allégera le fardeau réglementaire.

Catégories d'inscription des sociétés

Le tableau ci-dessous présente les catégories d'inscription des sociétés sous le nouveau régime :

Catégories d'inscription des sociétés		
Courtiers	Conseillers	Gestionnaires de fonds d'investissement
<ul style="list-style-type: none"> • Courtier en placement • Courtier en épargne collective • Courtier en plans de bourses d'études • Courtier sur le marché dispensé (nouveau) • Courtier d'exercice restreint (nouveau) 	<ul style="list-style-type: none"> • Gestionnaire de portefeuille • Gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint (nouveau) 	<ul style="list-style-type: none"> • Gestionnaire de fonds d'investissement (nouveau)

Courtier sur le marché dispensé

En Ontario et à Terre-Neuve-et-Labrador, cette catégorie remplace celle de *limited market dealer*. Elle est nouvelle dans les autres territoires. Les dispenses d'inscription actuelles pour la collecte de capitaux seront supprimées.

La personne physique ou la société inscrite dans la catégorie de courtier sur le marché dispensé peut agir à titre de courtier uniquement sur le « marché dispensé ». Les activités qu'elle peut exercer sont liées au *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription* (le « Règlement 45-106 »). Les principales consistent à effectuer des opérations sur des titres placés sous le régime d'une dispense de prospectus avec certains clients particuliers, dont les « investisseurs qualifiés », des opérations avec des clients qui souscrivent ou acquièrent au moins 150 000 \$ de titres en une seule opération, et, lorsqu'elles sont permises, des opérations sur des titres placés sous le régime d'une notice d'offre.

L'Alberta, la Colombie-Britannique, le Manitoba, les Territoires du Nord-Ouest, le Nunavut et le Yukon prononceront une ordonnance dispensant les personnes physiques et les sociétés de l'obligation d'inscription à titre de courtier lorsqu'elles effectuent des opérations sur des titres qui ont été placés sous le régime de l'une des dispenses de prospectus suivantes, prévues par le Règlement 45-106 :

- investisseur qualifié;
- parents, amis et partenaires;
- notice d'offre;
- acquisition de titres d'une valeur minimale de 150 000 \$ en une opération.

Pour être visée par l'ordonnance, une personne physique ou une société doit remplir les conditions suivantes dans ces provinces et territoires :

- n'être inscrite dans aucune catégorie d'inscription dans quelque territoire que ce soit;
- ne pas fournir de conseils à l'acquéreur ou au souscripteur concernant la convenance de l'opération;
- sauf en Colombie-Britannique, ne pas fournir d'autres services financiers à l'acquéreur ou au souscripteur;
- ne pas avoir accès aux actifs de l'acquéreur ou du souscripteur ni en détenir;
- fournir à l'acquéreur ou au souscripteur de l'information sur les risques en la forme prévue;
- déposer un rapport d'information auprès de l'autorité en valeurs mobilières.

On trouvera de plus amples renseignements sur l'ordonnance à l'Annexe D du présent avis.

La Saskatchewan envisage la possibilité de prononcer une telle ordonnance et publiera un avis distinct lorsqu'elle aura pris sa décision.

Courtier d'exercice restreint

Cette nouvelle catégorie d'inscription est destinée aux sociétés qui exercent des activités de courtage limitées et qui ne correspondent à aucune autre catégorie d'inscription de société. Elle nous offre la latitude de reconnaître des modèles d'entreprise uniques, notamment certaines catégories d'inscription locales qui y seront intégrées. L'autorité assortira l'inscription de la société de conditions limitant l'exercice de l'activité envisagée.

Activité de placeur

L'activité de placeur est permise dans certaines catégories de courtier. Les courtiers en placement peuvent agir comme placeur à l'égard de tout titre. Les courtiers sur le marché dispensé peuvent aussi le faire dans certaines circonstances.

Gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint

Cette nouvelle catégorie est destinée aux conseillers spécialisés. Il s'agit des conseillers ayant un domaine de spécialité, mais ne possédant pas nécessairement les compétences voulues pour s'inscrire comme gestionnaire de portefeuille de plein exercice. L'autorité assortira l'inscription du gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint de conditions qui limiteront l'activité à certains titres précis, types ou catégories de titres ou secteurs particuliers.

Gestionnaire de fonds d'investissement

Cette catégorie d'inscription est nouvelle dans tous les territoires, bien que le *Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif* impose déjà des conditions à certains gestionnaires de fonds d'investissement. Cette catégorie vise à ce que les gestionnaires de fonds d'investissement aient les compétences, l'intégrité et les assises financières (notamment le capital) nécessaires pour remplir adéquatement leurs fonctions.

L'obligation d'inscription s'appliquera à compter de la date d'entrée en vigueur aux nouveaux gestionnaires de fonds d'investissement dont le siège est au Canada. Ces gestionnaires devront s'inscrire dans la province ou le territoire où leur siège se situe. Les gestionnaires de fonds d'investissement existant ayant leur siège au Canada disposeront d'une période de transition d'un an pour s'inscrire dans le territoire où se situe le siège, et de deux ans pour s'inscrire dans ceux où ils exercent leurs activités. La période de transition sera de deux ans pour les gestionnaires existants et nouveaux dont le siège n'est pas au Canada. On trouvera de plus amples renseignements sur les périodes de transition dans l'Annexe E du présent avis.

Nous prévoyons lancer une consultation au cours de la prochaine année sur une proposition pour indiquer les circonstances dans lesquelles les gestionnaires de fonds d'investissement n'ayant pas de siège au Canada devront s'inscrire et préciser les autres provinces et territoires dans lesquels ceux qui en ont un au Canada seront tenus de s'inscrire.

Conseillers et fonds d'investissement

Antérieurement, certains membres des ACVM étaient d'avis qu'un conseil fourni à un fonds d'investissement est un conseil fourni directement aux investisseurs. La conséquence de cette interprétation était que le conseiller du fonds devait s'inscrire ou en être dispensé dans le territoire dès lors que des parts du fonds y étaient offertes. L'obligation s'appliquait même si le conseiller n'était pas situé dans le territoire et que le fonds n'y était pas établi. Nous avons mis fin à cette interprétation.

En vertu du règlement, le conseiller du fonds doit s'inscrire à titre de gestionnaire de portefeuille dans la province ou le territoire où le fonds est établi, quel que soit le lieu où se trouvent les investisseurs, car le client qui reçoit le conseil est le fonds et le conseil est donné à la fois dans le territoire où il est reçu et celui où le conseiller se situe.

Si le fonds est établi dans un territoire autre que celui où ses parts sont offertes et que le conseiller n'y est pas situé, le conseil n'est pas donné au fonds dans ce territoire. En pareil cas, le conseiller n'a pas à s'inscrire dans ce territoire.

Sociétés inscrites dans plusieurs catégories

En général, les sociétés exerçant plus d'un type d'activité nécessitant l'inscription doivent s'inscrire dans chaque catégorie pertinente et remplir les obligations liées à toutes ces catégories.

Nous avons cependant conçu l'inscription des sociétés dans plusieurs catégories dans un souci d'efficacité maximale. Par exemple, les obligations en matière de capital et d'assurance ne sont pas cumulatives, et une société ne doit avoir qu'un seul chef de la conformité, lequel est tenu aux obligations de compétence les plus rigoureuses de toutes les catégories d'inscription de la société.

Sociétés non résidentes

Le règlement n'oblige pas les sociétés inscrites à se constituer en personne morale au Canada, mais les OAR peuvent l'imposer à leurs membres par leurs règles.

Les sociétés inscrites non résidentes sont tenues d'aviser leurs clients qu'elles ne sont pas résidentes du Canada. Elles sont également soumises à des restrictions en matière de détention des actifs des clients.

Cadre réglementaire des courtiers en épargne collective et des courtiers en plans de bourses d'études au Québec

Au Québec, les sociétés et les personnes physiques des secteurs de l'épargne collective et des plans de bourses d'études font l'objet d'un encadrement réglementaire particulier :

- les courtiers en épargne collective inscrits seulement au Québec ne sont pas tenus d'être membres de l'ACCFM;
- les courtiers en épargne collective et les courtiers en plans de bourses d'études inscrits seulement au Québec sont sous la supervision directe de l'Autorité des marchés financiers;
- les représentants des courtiers en épargne collective et des courtiers en plans de bourses d'études inscrits au Québec sont tenus d'être membres de la Chambre de la sécurité financière;
- les courtiers en épargne collective et des courtiers en plans de bourses d'études inscrits au Québec et leurs représentants inscrits au Québec doivent souscrire une assurance professionnelle;
- les courtiers en épargne collective et des courtiers en plans de bourses d'études inscrits au Québec doivent cotiser au Fonds d'indemnisation des services financiers, qui dédommage les victimes de manœuvres dolosives ou de détournement de fonds commis par ces sociétés et personnes physiques;
- les représentants de courtiers en placement ne peuvent à la fois exercer des activités à ce titre dans une succursale au Québec d'une institution financière et travailler pour cette institution financière, sauf s'ils sont représentants spécialisés en épargne collective ou en plans de bourses d'études.

Catégories d'inscription des personnes physiques

Les sociétés inscrites doivent exercer leur activité nécessitant l'inscription par le truchement de personnes physiques inscrites. Nous avons réduit considérablement le nombre de catégories d'inscription des personnes physiques en harmonisant les catégories existantes de représentants de courtier et de représentants-conseil.

Nous avons également ajouté trois nouvelles catégories d'inscription de personnes physiques :

- personne désignée responsable;
- chef de la conformité;
- représentant-conseil adjoint.

Une personne désignée responsable et un chef de la conformité sont essentiels à un système de conformité efficace. La personne désignée responsable et le chef de la conformité peuvent être une seule et même personne ou des personnes différentes, selon la taille et la structure de la société. Ces catégories prennent appui sur d'anciennes obligations de certaines catégories et sur les obligations imposées par l'OCRCVM.

Personne désignée responsable

La personne désignée responsable a la responsabilité de promouvoir la conformité et de surveiller l'efficacité du système de conformité de la société. Elle doit être le chef de la direction de la société, son propriétaire unique ou l'équivalent. Aucune obligation de compétence ne s'applique à elle.

Chef de la conformité

Le chef de la conformité est un dirigeant responsable de l'exploitation qui est chargé de diriger le contrôle et la supervision du système de conformité de la société, notamment établir les politiques et procédures et faire rapport sur la conformité de la société avec la législation en valeurs mobilières. Il relève de la personne désignée responsable de la société. Certaines obligations de compétence s'appliquent à lui.

Représentant-conseil adjoint

Cette catégorie d'inscription est nouvelle dans certaines provinces et certains territoires. Elle est destinée aux personnes physiques qui aspirent à devenir représentants-conseil de plein exercice mais qui ne satisfont pas encore aux obligations de scolarité ou d'expérience. Elle s'adresse aussi aux personnes physiques qui ne comptent pas devenir représentants-conseil.

Tous les représentants-conseil adjoints doivent être sous la supervision d'un représentant-conseil, et leurs conseils doivent être préalablement approuvés par un superviseur désigné.

Personnes physiques inscrites dans plusieurs catégories

Les personnes physiques exerçant plus d'un type d'activité nécessitant l'inscription doivent s'inscrire dans chaque catégorie pertinente et remplir les obligations liées à chaque catégorie. Toutefois, leurs obligations de compétence ne sont pas cumulatives : la plus rigoureuse des obligations pertinentes s'appliquera.

Personnes physiques autorisées

Les personnes physiques autorisées ne sont pas inscrites, mais elles sont soumises à l'examen de l'autorité dans le cadre de son évaluation de l'aptitude des sociétés à l'inscription. Ainsi, ces personnes physiques sont tenues de présenter des documents aux autorités en vertu du *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription* (le « Règlement 33-109 »). Nous avons modifié la définition de « personne physique autorisée » afin qu'elle ne vise que « l'âme dirigeante » de la société, telle que les hauts dirigeants et les administrateurs, ou leurs équivalents fonctionnels, qui exercent une influence ou un contrôle directs sur la société.

Les personnes physiques qui portent un titre de dirigeant mais qui n'exercent pas d'influence sur l'orientation générale de la société ne sont plus des personnes physiques autorisées. Ainsi, nous pouvons nous concentrer sur celles qui ont une influence ou un contrôle directs sur la société.

c) *Dispenses d'inscription*

Les dispenses d'inscription reflètent l'institution du régime d'inscription des courtiers en fonction de l'activité. Nous avons maintenu ou ajouté des dispenses visant des activités soumises à d'autres régimes réglementaires ou qui ne nous paraissent pas poser de risque pour les investisseurs et l'intégrité des marchés.

Dispenses pour les courtiers

Le tableau ci-dessous résume les anciennes dispenses visant les courtiers qui ont été maintenues et les dispenses qui étaient anciennement des catégories d'inscription dans certaines provinces, ainsi que les nouvelles dispenses introduites.

Dispenses maintenues	Nouvelles dispenses
<ul style="list-style-type: none"> • Dispenses pour activités sous un autre régime réglementaire. Elles concernent notamment les créances hypothécaires, la législation sur les sûretés mobilières, les contrats d'assurance à capital variable et les banques de l'annexe III. • Dispenses relatives à la relation avec l'investisseur. Certaines dispenses ont été maintenues, par exemple, pour les plans de réinvestissement. • Dispenses fondées sur un risque relatif faible ou une politique publique. Certaines dispenses ont été maintenues, par exemple, pour les dettes particulières. • Dispense pour opérations effectuées avec un courtier inscrit ou par son entremise. 	<ul style="list-style-type: none"> • Gestionnaires de portefeuille. Les gestionnaires de portefeuille sont dispensés de s'inscrire à titre de courtier pour effectuer des opérations sur les titres de leurs propres fonds d'investissement qui ne sont pas placés au moyen d'un prospectus, auprès ou avec leurs comptes gérés. • Courtiers internationaux. Il s'agissait antérieurement d'une catégorie d'inscription en Ontario et à Terre-Neuve-et-Labrador. Cette dispense permet aux courtiers non résidents d'exercer des activités au Canada, sous certaines réserves. Les courtiers non résidents qui souhaitent obtenir un accès plus large aux marchés canadiens devraient demander à s'inscrire dans la catégorie appropriée.

Dispenses pour les conseillers

Étant donné que l'obligation d'inscription des conseillers était déjà fonction de l'exercice de l'activité, nous avons maintenu essentiellement les mêmes dispenses et en avons ajouté quelques nouvelles.

Dispenses maintenues	Nouvelles dispenses
<ul style="list-style-type: none"> • Membres de l'OCRCVM fournissant des conseils en vertu d'un mandat discrétionnaire. Cette dispense permet aux membres désignés de l'OCRCVM de fournir, en vertu d'un mandat discrétionnaire, des conseils conformément aux règles de l'OCRCVM. 	<ul style="list-style-type: none"> • Courtiers fournissant des conseils sans mandat discrétionnaire. Cette dispense permet aux courtiers inscrits de fournir sans mandat discrétionnaire des conseils nécessaires à leurs activités de courtage. • Conseils généraux. Cette dispense permet aux sociétés de fournir des conseils généraux, lesquels ne visent

	<p>pas à répondre aux besoins et à la situation du destinataire. Les conseils généraux sont habituellement fournis dans des bulletins d'information sur l'investissement et des articles de journaux ou de magazines à grand tirage ou encore par Internet, à la télévision ou à la radio.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conseillers internationaux. Semblable à celle ouverte aux courtiers internationaux, cette dispense permet aux conseillers non résidents d'exercer des activités au Canada, sous certaines réserves. Les conseillers non résidents qui souhaitent obtenir un accès plus large aux investisseurs canadiens doivent s'inscrire.
--	--

Nouvelles dispenses pour les courtiers et les conseillers

Les sections suivantes décrivent les nouvelles dispenses ouvertes aux courtiers et aux conseillers.

Dispenses relatives aux clients autorisés

Le concept de client autorisé est nouveau. Il s'agit essentiellement d'un sous-groupe du groupe des « investisseurs qualifiés », défini dans le Règlement 45-106. Les clients autorisés comprennent principalement des institutions et des sociétés ainsi que des personnes physiques dont l'avoir a une valeur nette très élevée.

Les personnes physiques exerçant des activités de courtier ou de conseiller auprès de clients autorisés peuvent être dispensées de certaines obligations régissant leur conduite, notamment l'obligation d'évaluer la convenance au client et celle de lui fournir de l'information sur la relation lorsque le client autorisé a renoncé à l'application de ces obligations. Les courtiers internationaux et les conseillers internationaux exerçant des activités de courtage ou de conseil pour des clients autorisés bénéficient d'une dispense conditionnelle de l'obligation de s'inscrire.

Dispense fondée sur la mobilité

Cette dispense permet aux personnes inscrites dans une province ou un territoire du Canada de maintenir leur relation avec des clients qui déménagent dans une autre province ou un autre territoire, sans s'y inscrire. Les personnes physiques inscrites pourront maintenir leurs relations avec un maximum de cinq clients dans l'autre province ou territoire, et les sociétés inscrites, avec un maximum de dix.

d) L'aptitude à l'inscription

Nous évaluons l'aptitude des personnes physiques et des sociétés à s'inscrire au moment de leur première demande d'inscription. Pour maintenir leur inscription, les personnes physiques et les sociétés doivent répondre aux critères d'aptitude de façon continue. Les critères d'aptitude reposent sur trois principes fondamentaux : la compétence, l'intégrité et la solvabilité.

L'autorité peut subordonner l'inscription à des conditions en tout temps si elle a des réserves au sujet de l'aptitude de la personne physique ou de la société à l'inscription. Elle peut en outre suspendre l'inscription en tout temps.

La compétence

Les obligations de compétence visent à exiger des personnes physiques inscrites un niveau de connaissance suffisant avant de fournir des services de courtage ou de conseil à leurs clients ou de remplir des fonctions de conformité pour leur société. Le principe de compétence oblige la personne physique à posséder la scolarité, la formation et l'expérience qu'une personne raisonnable estimerait nécessaires pour exercer de façon compétente une activité nécessitant l'inscription. Les connaissances à posséder doivent s'étendre aux produits offerts.

Les personnes physiques doivent réussir des examens plutôt que des cours, mais il leur incombe de suivre la formation nécessaire pour les réussir. Celles qui sont inscrites dans plusieurs catégories sont tenues aux obligations de compétence les plus rigoureuses de toutes ces catégories.

Nous tenons compte de l'expérience pertinente acquise dans le secteur en vue de déterminer si la réussite d'un examen est suffisamment récente. Nous tenons compte également du fait que l'expérience pertinente peut s'acquérir de différentes façons.

L'établissement des obligations de compétence des courtiers en placement est et demeurera du ressort de l'OCRCVM.

L'intégrité

Les personnes inscrites doivent agir avec intégrité et honnêteté. L'autorité évaluera l'intégrité des personnes physiques et des sociétés au moyen de l'information qu'elles sont tenues de fournir et de mettre à jour dans leurs formulaires d'inscription, et au moyen des examens de conformité. En outre, certains antécédents des candidates doivent faire l'objet d'une vérification, notamment le casier judiciaire et les faillites.

La solvabilité

Les obligations en matière de capital et d'assurance visent à garantir la solvabilité des sociétés et leur capacité à exécuter leurs obligations quotidiennement.

Obligations en matière de capital

Toutes les sociétés inscrites devraient pouvoir démontrer qu'elles ont la capacité de poursuivre leur activité. Nous exigeons qu'elles maintiennent un capital minimal afin d'être en mesure de satisfaire à toutes leurs obligations financières lorsqu'elles deviennent exigibles.

Obligations d'assurance

Toutes les sociétés inscrites doivent maintenir une couverture d'assurance minimale pour se protéger contre la perte de biens. Nous avons revu la méthode de calcul de la garantie minimale afin qu'elle corresponde mieux aux risques opérationnels des personnes inscrites.

Information financière

L'information financière aide les autorités à surveiller la conformité des sociétés inscrites avec leurs obligations permanentes de solvabilité.

Toutes les sociétés inscrites doivent présenter des états financiers annuels vérifiés. De même, tous les courtiers, sauf les courtiers sur le marché dispensé, et tous les

gestionnaires de fonds d'investissement doivent présenter des états financiers trimestriels (intermédiaires) non vérifiés.

En outre, les gestionnaires de fonds d'investissement sont tenus de fournir une description de tout ajustement qu'ils ont apporté à la valeur liquidative de leurs fonds pendant chaque trimestre.

Acquisitions des personnes physiques

Toute personne inscrite doit donner à l'autorité un préavis avant d'acquérir des titres ou des actifs d'une société inscrite. En outre, la société inscrite dont les titres seront acquis est tenue d'en aviser l'autorité. Le préavis donne à l'autorité l'occasion d'examiner les questions de propriété qui pourraient compromettre l'aptitude de la société à demeurer inscrite avant que l'opération ne soit conclue.

e) Relations avec les clients

Principes généraux

Les courtiers et les conseillers doivent agir avec honnêteté, bonne foi et loyauté dans leurs relations avec leurs clients. De même, les gestionnaires de fonds d'investissement doivent s'acquitter de leurs fonctions avec honnêteté, bonne foi et loyauté, et au mieux des intérêts du fonds.

Connaissance du client et convenance au client

Les obligations de connaissance du client et d'évaluation de la convenance des placements sont essentielles à la protection des investisseurs. L'information relative au client peut également nous servir à détecter les infractions aux règles de négociation et à veiller à ce que les opérations soient effectuées conformément au droit des valeurs mobilières.

De manière générale, les courtiers et les conseillers doivent recueillir des renseignements sur tous leurs clients afin de bien les connaître, et d'évaluer pour chacun d'entre eux la convenance des placements. Les personnes inscrites ne sont pas dans l'obligation de recueillir des renseignements nécessaires à cette évaluation lorsqu'il s'agit de clients autorisés ayant donné une renonciation. Elles y sont toutefois tenues si elles gèrent les portefeuilles de placement de leurs clients autorisés en vertu d'un mandat discrétionnaire.

Modèle de relation client-conseiller (MRCC)

Les ACVM et les OAR ont travaillé à l'harmonisation des obligations relatives à certains aspects de la relation entre la personne inscrite et ses clients dans le cadre du projet appelé MRCC. Ce projet comporte les volets suivants :

- l'information sur la relation;
- la déclaration des conflits d'intérêts;
- l'information sur les coûts et la rémunération;
- les rapports sur le rendement.

Le règlement prévoit des obligations en matière d'information sur la relation et de déclaration des conflits d'intérêts.

Information sur la relation

Le règlement prévoit une disposition de résultat selon laquelle la société inscrite doit communiquer à ses clients, sauf les clients autorisés, toute l'information qu'un investisseur raisonnable jugerait importante en ce qui concerne sa relation avec la personne inscrite. Le règlement précise également l'information minimale à fournir aux clients.

Conflits d'intérêts

Les sociétés ont l'obligation de relever tous les conflits d'intérêts existants ou potentiels et de les traiter en les évitant, en les contrôlant ou en les déclarant. En outre, certaines restrictions s'appliquent aux opérations dans un compte géré et aux recommandations formulées par les sociétés inscrites.

Suite des travaux sur le MRCC

Nous prévoyons proposer d'ici deux ans des modifications au règlement qui ajouteraient des dispositions et des indications en matière de communication d'information sur les coûts et de rapports sur le rendement aux clients. Notre objectif est de faire en sorte que les clients de toutes les sociétés inscrites, qu'elles soient membres ou non d'un OAR, reçoivent tous de l'information claire et exhaustive sur tous les coûts liés aux produits et services qui leur sont fournis ainsi que des rapports utiles sur le rendement de leurs placements.

Les OAR ont publié pour consultation des propositions sur les deux volets. Si les prescriptions des OAR concordent avec les principes que nous posons en matière d'information sur les coûts et de rapports sur le rendement, nous prévoyons dispenser les membres des OAR des dispositions particulières établies dans le règlement.

Ententes d'indication de clients

Les ententes d'indication de clients sont réglementées pour la première fois à l'échelle pancanadienne. Les obligations en la matière se veulent une réponse aux erreurs d'interprétation et aux abus commis dans les relations entourant les ententes d'indication de clients dans lesquelles interviennent des personnes inscrites.

Les personnes inscrites doivent fournir à leurs clients de l'information sur toutes les ententes d'indication de clients, qu'elles portent ou non sur des activités nécessitant l'inscription ou des services financiers. Les commissions d'indication de clients englobent les commissions partagées. Les parties à une entente d'indication de clients ne peuvent se servir de l'entente pour se soustraire à des obligations réglementaires, y compris l'obligation d'évaluer la convenance d'une opération ou d'une recommandation au client.

Traitement des plaintes

Le règlement comprend des dispositions visant l'atteinte de résultats concernant le traitement des plaintes. Il s'agit d'une nouvelle obligation, sauf au Québec. Tous les courtiers et les conseillers inscrits doivent :

- documenter chaque plainte qui leur est faite au sujet d'un produit ou service offert par eux ou un de leurs représentants et la traiter de manière efficace et équitable;
- offrir, à leurs frais, des services indépendants de règlement des différends ou de médiation.

Nous travaillons avec les OAR à l'harmonisation des régimes de traitement des plaintes. Lorsque les travaux seront terminés et que les OAR auront institué leur régime, nous modifierons le règlement afin d'y prévoir des dispositions particulières visant les sociétés non membres d'un OAR. Nous prévoyons dispenser les membres des OAR des dispositions particulières qui seront intégrées ultérieurement dans le règlement.

Au Québec, les personnes inscrites sont assujetties au régime de traitement des plaintes institué par la *Loi sur les valeurs mobilières* du Québec.

Information sur les mouvements de compte

Les courtiers inscrits doivent transmettre à leurs clients des avis d'exécution des opérations sur titres. En général, les sociétés autres que les gestionnaires de fonds d'investissement et les courtiers en plans de bourses d'études doivent transmettre un avis d'exécution tous les trois mois. Ces renseignements permettent aux clients de faire le suivi des services fournis par leur société. Les avis d'exécution doivent comprendre le détail de chaque opération sur titre exécutée au cours des trois mois et un résumé du portefeuille à la fin de la période.

Actifs des clients

Les actifs des clients sont protégés par des dispositions qui en prescrivent la séparation et la garde. Les actifs des clients détenus en fiducie doivent être séparés de ceux de la société. Les sociétés non résidentes qui détiennent des actifs de leurs clients sont assujetties à des restrictions visant à garantir une détention adéquate. Les sociétés inscrites qui détiennent des titres de clients aux termes d'un contrat de garde sont tenues de séparer les titres, de les désigner de la façon appropriée et de ne les remettre que sur instruction du client.

Nous envisagerons une proposition d'extension des obligations relatives à la garde lors de futures modifications au règlement.

Marge

Seuls les membres de l'OCRCVM sont autorisés à offrir une marge à leurs clients. Le risque de crédit pour la solvabilité des sociétés et le risque de surendettement pour les clients font l'objet des règles de l'OCRCVM.

f) Conformité

La conformité est l'une des pierres angulaires du régime d'inscription. Elle est la responsabilité de tous au sein d'une société. Toute société inscrite est tenue d'établir un système de conformité.

Les sociétés inscrites doivent se doter d'un système de contrôle et de supervision qui :

- fournit l'assurance raisonnable qu'elles et toutes les personnes physiques agissant pour leur compte respectent la législation en valeurs mobilières;
- gèrent les risques selon des pratiques professionnelles prudentes.

Bien que l'objet de l'obligation générale de conformité soit l'atteinte d'un résultat, les sociétés ont également l'obligation particulière de charger une personne désignée responsable et un chef de la conformité de la surveillance et de la gestion du système de conformité. Nous avons éliminé les obligations de conformité visant particulièrement les directeurs de succursale, hormis les règles applicables des OAR.

Tenue de dossiers

Les sociétés inscrites sont tenues d'avoir un système de tenue de dossiers efficace, notamment en ce qui a trait à leurs activités commerciales, à leurs affaires financières, aux opérations de leurs clients et au respect de la législation en valeurs mobilières.

Nous ne prescrivons pas de dossiers précis ou de méthode particulière de tenue de dossiers, car des dossiers et une méthode donnés peuvent être pertinents pour une société et ne pas l'être pour une autre. Nous fournissons toutefois des indications à ce sujet dans l'instruction générale.

5. Les modalités de l'inscription

La présente section décrit les principaux aspects des modalités de l'inscription.

Demande d'inscription

La personne physique ou la société qui souhaite s'inscrire doit déposer un formulaire de demande d'inscription. Conformément au Règlement 33-109 et au *Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription* (le « Règlement 31-102 »), les personnes physiques déposent le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 au moyen de la Base de données nationale d'inscription, et les sociétés déposent le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 sur papier en le transmettant par télécopie ou encore par courriel sous forme numérisée.

Nous avons apporté d'importants changements aux formulaires de demande des personnes physiques et des sociétés afin de les rendre plus faciles à comprendre et à utiliser. Dans la mesure du possible, nous avons simplifié l'information à présenter dans les formulaires d'inscription pour ne pas alourdir inutilement le fardeau réglementaire. Les modalités de demande d'inscription devraient s'en trouver simplifiées et gagner en efficacité tant pour les candidats à l'inscription que pour les autorités.

Nous comptons poursuivre la révision de ces formulaires et d'autres relatifs à l'inscription. Nous pourrions effectuer d'autres modifications en vue d'améliorer les modalités de l'inscription et en réponse à l'évolution des marchés financiers.

Conditions à l'inscription

Nous pouvons assortir l'inscription de conditions. Par exemple, nous pouvons limiter les activités de la personne physique ou de la société ou exiger la supervision de ses activités. La personne physique ou la société à qui nous imposons des conditions a le droit d'être entendue par l'autorité.

Inscription dans plusieurs provinces ou territoires

Les obligations et les procédures relatives aux demandes d'inscription dans plusieurs provinces ou territoires sont actuellement prévues par le Régime d'inscription canadien (RIC). Ce régime sera remplacé par le régime de passeport pour les personnes inscrites à l'entrée en vigueur du règlement. Le régime de passeport permet aux personnes physiques et aux sociétés de s'inscrire dans plusieurs provinces ou territoires à la fois en ne s'adressant qu'à leur autorité principale et en respectant un ensemble de lois harmonisées.

Bien que l'Ontario n'adopte pas le régime de passeport, celui-ci prévoit que la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario peut agir comme autorité principale, de sorte que les personnes physiques et les sociétés ontariennes peuvent accéder aux marchés financiers des autres territoires en ne s'adressant qu'à elle.

La nouvelle instruction générale énonçant la procédure à suivre pour s'inscrire dans plusieurs territoires à la fois, l'Instruction générale 11-204, prévoit des modes d'interactions semblables à ceux du RIC qui permettent aux personnes physiques et aux sociétés des territoires sous le régime de passeport de s'inscrire en Ontario.

On trouvera des renseignements complémentaires dans l'avis des ACVM relatif au régime de passeport également publié aujourd'hui.

Mise à jour de l'information relative à l'inscription

Les personnes physiques et les sociétés inscrites doivent tenir à jour l'information qu'elles nous fournissent. En outre, elles sont tenues de nous aviser, par exemple :

- lorsqu'une personne physique cesse de travailler pour une société inscrite;
- lorsque certains renseignements fournis dans leur formulaire de demande d'inscription changent;
- lorsque la société change de date de clôture d'exercice.

Suspension de l'inscription

La personne physique ou la société dont l'inscription est suspendue demeure inscrite, mais elle doit cesser ses activités nécessitant l'inscription.

Nous pourrions suspendre l'inscription d'une personne physique ou d'une société si nous avons de sérieuses réserves sur son aptitude à demeurer inscrite ou si nous jugeons que son inscription n'est plus dans l'intérêt public.

L'inscription sera automatiquement suspendue :

- lorsque la personne physique cesse de travailler pour une société inscrite;
- lorsque l'inscription de la société pour laquelle la personne physique travaille est suspendue;
- lorsqu'un OAR suspend ou révoque l'approbation de la personne physique ou de la société;
- lorsque l'autorité approuve la demande de radiation de l'inscription de la société.

Rétablissement de l'inscription

Nous pouvons rétablir l'inscription suspendue d'une personne physique ou d'une société si celle-ci nous en fait la demande et qu'elle se conforme au règlement.

Transfert automatique

Les personnes physiques peuvent obtenir le transfert automatique de leur inscription d'une société inscrite à une autre dans un délai de 90 jours après avoir quitté leur société parrainante sans devoir se réinscrire. Elles ne peuvent bénéficier du transfert automatique que si elles ne changent pas de catégorie d'inscription et que la nouvelle société parrainante est inscrite dans la même catégorie et dans la même province ou le même territoire que l'ancienne.

Le transfert automatique ne s'applique pas aux personnes physiques congédiées ou ayant démissionné à la demande de leur société en raison d'allégations d'actes criminels ou d'infraction à la législation en valeurs mobilières ou aux règles d'un OAR.

Radiation d'office de l'inscription

L'inscription d'une personne physique ou d'une société qui a été suspendue est radiée d'office au deuxième anniversaire de la suspension, à moins qu'elle n'ait été rétablie. La « radiation d'office » met fin à l'inscription. La personne physique ou la société dont l'inscription a été ainsi radiée doit présenter une demande pour se réinscrire.

6. Transition

Le 12 juin 2009, nous avons publié l'*Avis 31-311 du personnel des ACVM, Projet de Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription, Transition vers le nouveau régime d'inscription*, qui indique les modalités par lesquelles les ACVM feront passer les sociétés et les personnes physiques du régime d'inscription actuel au nouveau en vertu du règlement. Le texte de cet avis figure à l'annexe E du présent avis.

7. Modification des règles des OAR

Les OAR remplissent une fonction capitale dans l'établissement des obligations d'inscription et des normes régissant leurs membres. Nous travaillons avec les deux OAR concernés à l'harmonisation de leurs règles et du règlement. Les règles des OAR seront modifiées à la date d'entrée en vigueur en fonction des changements introduits par le nouveau régime d'inscription.

Modification des règles de l'OCRCVM en vue de la réforme de l'inscription

L'OCRCVM publie aujourd'hui des modifications aux Règles des courtiers membres qui se rapportent à la mise en œuvre du projet de réforme du régime d'inscription des ACVM. Les modifications aux règles de l'OCRCVM ont été approuvées par le conseil d'administration de l'organisme le 25 juin 2009 et elles sont soumises à l'approbation finale des membres des ACVM concernés.

L'OCRCVM et l'organisme auquel il succède, l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières, ont également participé au projet de réforme du régime d'inscription des ACVM en formulant des recommandations en matière d'orientations réglementaires et en veillant à éliminer les incompatibilités entre leurs propres règles et la réglementation des ACVM relatives aux obligations d'inscription. Par les modifications corrélatives à la réforme de l'inscription, l'OCRCVM vise à moderniser les règles relatives à l'inscription qui s'appliquent aux courtiers membres en passant dans la mesure du raisonnable à une démarche réglementaire axée sur des principes. L'OCRCVM a en outre fait tous les efforts pour harmoniser ses règles avec le règlement.

Le 24 avril 2009, l'OCRCVM a lancé une deuxième consultation sur des projets de modification des Règles des courtiers membres en vue d'établir les dispositions de fond élaborées dans le cadre du projet de Modèle de relation client-conseiller (MRCC) (Avis 09-0120 de l'OCRCVM – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Règles des courtiers membres – Modèle de relation client-conseiller).

Modification des règles de l'ACCFM en vue de la réforme de l'inscription

L'ACCFM publiera des modifications à ses règles relativement à la mise en œuvre du projet de réforme du régime d'inscription des ACVM. L'ACCFM fournira à ses membres des directives sur les obligations applicables durant la période intermédiaire entre la mise en œuvre du règlement et l'adoption des modifications corrélatives aux règles de l'ACCFM.

8. Modifications législatives et prise du règlement

L'Annexe F du présent avis expose les modifications législatives qui sont apportées à la législation de chaque province et territoire en vue de mettre en œuvre le règlement. Elle indique également les modalités de prise du règlement dans chaque province et territoire.

9. Modifications corrélatives

L'Annexe G du présent avis résume les modifications apportées aux règlements et aux instructions générales d'application pancanadienne ou multiterritoriale par suite de la mise en œuvre du règlement et du régime de passeport. Les textes de modification visent principalement à introduire la nouvelle terminologie et à transférer l'objet de certaines

dispositions vers le règlement. Les textes d'abrogation suppriment les règlements et les instructions générales dont l'objet est maintenant visé par le règlement.

Nous entendons publier ultérieurement un avis des ACVM indiquant les dispenses locales restantes.

10. Renseignements complémentaires

Le règlement et les modifications corrélatives sont diffusés sur les sites Web de divers membres des ACVM, dont les suivants :

www.lautorite.qc.ca
 www.albertasecurities.com
 www.bsc.bc.ca
 www.gov.ns.ca/nssc
 www.nbsc-cvmb.ca
 www.osc.gov.on.ca
 www.sfsc.gov.sk.ca

Des modifications au Règlement 33-109, au Règlement 31-102 et au Règlement 11-102 sont également publiées aujourd'hui. On trouvera de plus amples renseignements sur ces modifications dans les avis de publication et les textes de modification concernés.

Questions

Pour toute question, prière de s'adresser à l'une des personnes suivantes :

Sophie Jean
 Conseillère en réglementation
 Surintendance de la distribution
 Autorité des marchés financiers
 Téléphone : 514-395-0337, poste 4786
 Sans frais : 1-877-525-0337
 sophie.jean@lautorite.qc.ca

Laura Bliss
 Senior Legal Counsel
 Capital Markets Regulation
 British Columbia Securities Commission
 Téléphone : 604-899-6666
 1-800-373-6393
 lbliss@bcsc.bc.ca

Christopher Jepson
 Senior Legal Counsel
 Registrant Regulation
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
 Téléphone : 416-593-2379
 cjepson@osc.gov.on.ca

David McKellar
 Director, Market Regulation
 Alberta Securities Commission
 Téléphone : 403-297-4281
 david.mckellar@asc.ca

Dean Murrison
Deputy Director, Legal/Registration
Saskatchewan Financial Services Commission
Téléphone : 306-787-5879
dean.murrison@gov.sk.ca

Le 17 juillet 2009

Annexe A

Résumé des commentaires et réponses concernant le projet de 2008

La présente annexe résume les commentaires écrits que nous avons reçus du public sur les projets de *Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription* (le « règlement ») et d'*Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription* (l'« instruction générale ») ainsi que sur les projets de formulaires aux termes du *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription* (les « formulaires BDNI ») publiés le 29 février 2008 (le « projet de 2008 »). Il présente également nos réponses à ces commentaires.

Suggestions de formulation

Nous avons reçu des commentaires sur la manière dont le règlement, l'instruction générale et les annexes ont été rédigés. Même si nous avons inclus bon nombre des formulations suggérées, nous ne présentons pas, dans le présent document, un résumé des formulations que nous avons changées.

Sujets dépassant la portée du projet de réforme de l'inscription

Nous n'avons pas donné de réponse aux commentaires que nous avons reçus et qui portent sur des sujets dépassant la portée du projet de réforme de l'inscription, notamment :

- l'établissement d'une procédure documentée ou d'une structure officielle pour faciliter l'harmonisation de la réglementation entre les provinces, les autorités en valeurs mobilières et les organismes d'autoréglementation (OAR);
- l'inscription des planificateurs financiers;
- la possibilité d'autoriser les représentants à verser des commissions à des sociétés personnelles;
- l'adoption d'une définition uniforme de l'expression « titre »;
- les droits d'inscription;
- la délégation de la fonction d'inscription aux OAR;
- les restrictions à la revente de titres dispensés;
- l'harmonisation du traitement réglementaire des valeurs mobilières et des produits d'assurance, tels les fonds distincts;
- la création pour les petites sociétés d'une catégorie d'inscription comportant des obligations moindres;
- l'encadrement réglementaire de l'inscription en ce qui concerne les billets à capital protégé;
- l'établissement de régimes de reconnaissance mutuelle ou de dispense spéciale pour les entités établies à l'étranger.

Catégories de commentaires et réponse unique

Dans le présent document, nous avons classé par thèmes puis résumé les commentaires reçus et nos réponses à ceux-ci. En règle générale, nous n'avons pas répété les commentaires qui ont déjà été pris en compte dans notre résumé des commentaires portant sur le projet publié le 20 février 2007 (le « projet de 2007 »).

Réponses aux commentaires portant sur le règlement

Commentaires généraux

Questions relatives à l'harmonisation

Tous les territoires prennent le règlement, lequel harmonise les obligations d'inscription. Toutefois, plusieurs intervenants nous ont fait part de leurs réserves quant aux écarts dans la réglementation des divers territoires du Canada concernant l'inscription, notamment en ce qui concerne ce qui suit :

- l'obligation d'inscription en fonction de l'activité;
- la réglementation du courtage de titres dispensés;
- les modifications qu'il est proposé d'apporter à la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario);
- le traitement des institutions financières sous réglementation fédérale.

Régime d'inscription des courtiers en fonction de l'activité

Les territoires se sont consultés sur les modifications législatives à apporter en soutien au règlement, de manière à ce que les dispositions soient appliquées de manière uniforme dans tous les territoires. Les ACVM estiment que le règlement réalise une harmonisation fonctionnelle, car toute personne exerçant l'activité de courtier doit être inscrite. Toutefois, les membres des ACVM ont eu recours à diverses techniques pour mettre en œuvre le régime d'inscription en fonction de l'activité, ce qui n'a toutefois pas d'incidence sur l'obligation d'inscription elle-même.

- La plupart des territoires mettent en œuvre le régime d'inscription en fonction de l'activité par modifications législatives. Selon la législation de ces territoires, toute personne physique ou morale qui exerce l'activité de courtier devra être inscrite à titre de courtier.
- Le Manitoba, la Colombie-Britannique et le Nouveau-Brunswick accordent une dispense d'inscription à toute personne qui n'exerce pas l'activité consistant à effectuer des opérations visées.
- La législation de l'Alberta désignera l'activité de courtier entraînant l'obligation d'inscription par le terme « dealing » plutôt que « trading ». Toutefois, l'Alberta Securities Commission (ASC) adoptera, parallèlement à l'adoption du règlement, le *Rule 31-504 Dealer Registration Requirement – Scope of Application* afin de préciser le champ de l'application de l'obligation d'inscription à titre de courtier prévue par le *Securities Act* de l'Alberta et d'harmoniser l'obligation d'inscription de ce territoire avec celle des autres territoires.

Réglementation du courtage de titres dispensés

Les obligations des courtiers sur le marché dispensé sont les mêmes dans tous les territoires. Cependant, l'Alberta, la Colombie-Britannique, le Manitoba, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon (les « territoires du secteur nord-ouest ») accordent une dispense de l'obligation d'inscription à titre de courtier sur le marché dispensé. Cette dispense impose un ensemble d'obligations ciblées aux personnes qui se livrent au courtage de titres sur le marché dispensé mais ne sont pas inscrites par ailleurs auprès d'une autorité en valeurs mobilières.

L'annexe D du présent avis renferme un exposé détaillé de cette dispense. On trouvera dans un avis distinct le texte de la décision établissant les conditions de la dispense sur les sites Web suivants :

www.albertasecurities.com
www.bcsc.bc.ca

La Saskatchewan envisage la possibilité d'adopter cette dispense et publiera un avis distinct lorsqu'elle aura pris sa décision.

Loi sur les valeurs mobilières (Ontario)

Les intervenants ont exprimé des réserves à l'égard du déplacement de certaines dispositions du règlement dans la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario). Ils sont d'avis que cela nuira à l'harmonisation de la réglementation canadienne des valeurs mobilières. Le gouvernement de l'Ontario a décidé d'insérer dans la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario) un certain nombre de dispositions du règlement. Par conséquent, le règlement¹ précise que certaines de ses dispositions ne s'appliquent pas en Ontario et comprend des notes explicatives à ce sujet. Toutefois, les dispositions qui seront adoptées dans la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario) ne diffèrent pas de manière importante des dispositions actuelles du règlement.

Institutions financières sous réglementation fédérale

On nous suggère de dispenser les institutions financières sous réglementation fédérale de l'obligation d'inscription à titre de courtier, de conseiller et de gestionnaire de fonds d'investissement². Les activités en valeurs mobilières de ces institutions financières ne sont pas traitées de façon distincte dans le règlement. Les ACVM maintiennent le statu quo à l'égard des obligations incombant à ces institutions.

Définition de « client autorisé »

Nous avons reçu plusieurs commentaires sur la définition proposée de « client autorisé ». Les intervenants demandent que la définition soit élargie de façon à inclure certaines entités. Nous avons également reçu des commentaires concernant les seuils monétaires relatifs aux capitaux propres des personnes morales et aux actifs financiers des personnes physiques.

Nous sommes d'accord avec certains des commentaires seulement et avons modifié la définition de « client autorisé » de façon à y inclure :

- un fonds d'investissement géré par une personne inscrite à titre de gestionnaire de fonds d'investissement en vertu de la législation en valeurs mobilières d'un territoire du Canada;
- la filiale en propriété exclusive d'un régime de retraite canadien;
- une personne morale dont l'actif net s'élève à au moins 25 millions de dollars (comparativement à des capitaux propres de 100 millions de dollars dans le projet de 2008);
- une entreprise non constituée en personne morale, une société de personnes et une fiducie.

¹ La version du règlement publiée au Québec ne comprend pas ces notes explicatives.

² Dans le présent avis, « gestionnaire de fonds d'investissement » s'entend de « société de gestion », expression utilisée dans le projet de règlement publié pour consultation le 29 février 2008, mais remplacée depuis par « gestionnaire de fonds d'investissement » afin de concorder avec la *Loi sur les valeurs mobilières* du Québec.

En outre, nous avons désigné à titre de clients autorisés d'autres types de véhicules dont les autres clients autorisés peuvent se servir pour investir, à condition que les clients qui ne sont pas des clients autorisés ne les utilisent pas également à cette fin.

Nous estimons que les organismes de bienfaisance enregistrés qui n'ont pas de « conseiller en matière d'admissibilité », les fiducies familiales et les personnes physiques dont l'actif financier s'élève à moins de 5 millions de dollars devraient avoir droit à l'évaluation de la convenance. Ils n'ont donc pas été inclus dans la définition de « client autorisé ».

Nous avons également apporté des changements à certains des éléments de la définition de « client autorisé » afin de la rendre conforme à celle d'« investisseur qualifié » dans le *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription*.

Catégories d'inscription - sociétés

Gestionnaire de fonds d'investissement

On nous a demandé de donner des précisions sur certaines des circonstances dans lesquelles il est nécessaire de s'inscrire dans la catégorie de gestionnaire de fonds d'investissement.

- Les gestionnaires de portefeuille inscrits qui utilisent leurs propres fonds en gestion commune (maintenant appelés *fonds d'investissement dont les titres ne sont pas placés au moyen d'un prospectus*) comme outils de gestion de portefeuille sont tenus de s'inscrire dans la catégorie de gestionnaire de fonds d'investissement, puisque les considérations réglementaires relatives à l'inscription dans cette catégorie s'appliquent à ces activités. Les gestionnaires de portefeuille ne sont donc pas dispensés de l'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement. Nous avons cependant éliminé le cumul de la norme de capital lorsque la société est inscrite à deux titres, soit comme gestionnaire de portefeuille et gestionnaire de fonds d'investissement.
- Le commandité d'un véhicule d'investissement de société en commandite qui agit à titre de gestionnaire de fonds d'investissement pour un véhicule d'investissement en gestion commune pourrait être tenu de s'inscrire dans la catégorie de gestionnaire de fonds d'investissement, mais uniquement si le véhicule d'investissement en gestion commune est constitué et investit à la manière d'un « fonds d'investissement », au sens attribué à ce terme dans la législation en valeurs mobilières. Nous avons inclus dans l'instruction générale un exposé sur les gestionnaires de fonds d'investissement de sociétés en commandite.
- Nous avons prévu une dispense temporaire de deux ans dans le règlement pour les gestionnaires de fonds d'investissement dont le siège est situé à l'extérieur du Canada. Veuillez vous reporter à l'avis pour un exposé des travaux réglementaires en cours des ACVM sur la question des gestionnaires de fonds d'investissement étrangers.
- Pour les gestionnaires de fonds d'investissement dont le siège est situé au Canada, nous avons prévu dans le règlement une dispense temporaire de deux ans de l'obligation d'inscription dans les autres territoires canadiens tant que ces gestionnaires de fonds d'investissement sont inscrits dans le territoire où leur siège social est situé.
- Nous avons prévu dans le règlement une dispense particulière de l'obligation d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement pour les régimes de capitalisation. Cette dispense sera ouverte dans la mesure où le régime de capitalisation n'est tenu de s'inscrire à ce titre que parce que le fonds d'investissement est une option de placement dont est assorti un régime de capitalisation. Les ACVM examinent leurs politiques relatives à l'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement dans le cas des régimes de capitalisation. Par suite de cet examen, elles pourraient modifier ou abolir cette dispense.

Courtiers sur le marché dispensé***Obligations de connaissance du client et de convenance au client***

Plusieurs intervenants ont indiqué dans leur mémoire que les courtiers sur le marché dispensé devraient être dispensés des obligations de connaissance du client et de convenance au client, et que les clients devraient être autorisés à renoncer à l'application des obligations.

Les ACVM estiment que la connaissance du client et la convenance au client sont des obligations fondamentales du régime d'inscription. Cependant, la quantité de renseignements sur le client qui sera nécessaire à une personne inscrite pour déterminer si un produit lui convient variera selon la situation du client, l'opération, la relation du client avec la personne inscrite et le modèle de gestion de la personne inscrite. Nous avons modifié l'instruction générale afin d'y ajouter des indications plus détaillées sur cette question.

Les clients autorisés peuvent renoncer à l'évaluation de la convenance si la personne inscrite ne fournit pas de services de gestion de portefeuille discrétionnaires.

De nombreuses personnes ont indiqué dans leur mémoire que les investisseurs qui souscrivent des titres sous le régime de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre seraient réticents à fournir au courtier sur le marché dispensé l'information nécessaire pour évaluer si le placement leur convient. Les intervenants ont l'impression qu'il s'agit d'une atteinte à la vie privée. Comme nous le mentionnons ci-dessus, il est possible d'obtenir une dispense de l'obligation d'inscription à titre de courtier sur le marché dispensé à certaines conditions dans les territoires du secteur nord-ouest.

Fonds en gestion commune exclusifs et lieu de conservation des actifs

Un intervenant est d'avis que les émetteurs de fonds qui ne sont pas des gestionnaires de portefeuille qui vendent les titres de leurs propres fonds en gestion commune en vertu d'une dispense de prospectus ne devraient pas être tenus de s'inscrire à titre de courtier sur le marché dispensé, pourvu que les actifs de leurs clients soient détenus par un gardien indépendant. Selon nous, l'endroit où sont conservés les actifs des clients n'est pas un motif valable sur lequel exiger ou non l'inscription.

Courtiers sur le marché dispensé étrangers

Un intervenant estime que les courtiers sur le marché dispensé étrangers qui sont assujettis à la réglementation de leur territoire d'origine devraient être dispensés de l'application des dispositions du règlement relatives aux normes de capital, à l'assurance, au chef de la conformité, à la personne désignée responsable, à la fourniture d'information sur la relation, à la convenance, à la marge et au recours au crédit, et que les ACVM ne devraient pas imposer d'obligations « redondantes » aux courtiers sur le marché dispensé qui sont inscrits dans des territoires étrangers.

Cet intervenant indique également que les ACVM devraient considérer l'établissement d'un système de reconnaissance mutuelle pour ces courtiers. Nous estimons que le lieu du siège du courtier sur le marché dispensé ne constitue pas en lui-même un motif valable sur lequel exiger ou non l'inscription. La création d'un système de reconnaissance mutuelle dépasse la portée du présent projet.

Vente de titres d'organismes de placement collectif

Certains intervenants font valoir dans leurs commentaires que les courtiers sur le marché dispensé ne devraient pas être autorisés à vendre des titres d'organismes de placement collectif (OPC) placés au moyen d'un prospectus sans être inscrits à titre de courtier en épargne collective. La catégorie de courtier sur le marché dispensé englobe la vente d'un grand éventail de titres à des acquéreurs admissibles et, selon nous, la protection

des investisseurs ne commande aucunement que la vente de titres d'OPC placés au moyen d'un prospectus soit exclue de cette catégorie d'inscription. Nous continuerons néanmoins à suivre de près la situation au cas où des problèmes d'ordre réglementaire surviendraient.

Courtier en épargne collective

Des intervenants estiment que les ACVM devraient permettre aux courtiers en épargne collective qui sont membres de l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels (l'« ACCFM ») de vendre des titres dispensés, notamment des titres d'OPC qui ne sont pas placés au moyen d'un prospectus, sans devoir s'inscrire à titre de courtier sur le marché dispensé.

La définition d'OPC inclut bien les OPC dont les titres sont placés sous le régime d'une dispense de prospectus; par conséquent, les courtiers en épargne collective sont déjà autorisés à vendre des titres de ces fonds en gestion commune sans devoir s'inscrire à titre de courtier sur le marché dispensé. En outre, certains titres dispensés ne donnent pas non plus lieu à l'obligation d'inscription à titre de courtier (par exemple, dette déterminée) et peuvent donc être vendus par les courtiers en épargne collective qui ne sont pas aussi inscrits à titre de courtier sur le marché dispensé.

Certains intervenants proposent que les courtiers en épargne collective soient autorisés à vendre des titres de fonds négociés en bourse qui ne correspondent pas à la définition d'« organisme de placement collectif ». Nous ne sommes pas d'accord. Ces fonds sont fondamentalement différents des OPC classiques. Les questions de réglementation du marché qui s'y rapportent sont distinctes de celles liées au placement de titres d'OPC auprès d'investisseurs de détail.

Conseillers et fonds d'investissement

Antérieurement, certains membres des ACVM étaient d'avis qu'un conseil fourni à un fonds d'investissement est un conseil fourni directement aux investisseurs. La conséquence de cette interprétation était que le conseiller du fonds devait s'inscrire ou en être dispensé dans le territoire dès lors que des parts du fonds y étaient offertes. L'obligation s'appliquait même si le conseiller n'était pas situé dans le territoire et que le fonds n'y était pas établi. Nous avons mis fin à cette interprétation.

En vertu du règlement, le conseiller du fonds constitué dans un territoire doit s'inscrire à titre de gestionnaire de portefeuille dans ce territoire, quel que soit le lieu où se trouvent les investisseurs, car le client qui reçoit le conseil est le fonds et le conseil est donné à la fois dans le territoire où il est reçu et celui où le conseiller se situe.

Si le fonds est établi dans un territoire autre que celui où ses parts sont offertes et que le conseiller n'y est pas situé, le conseil n'est pas donné au fonds dans ce territoire. En pareil cas, le conseiller n'a pas à s'inscrire dans ce territoire.

Catégories d'inscription - personnes physiques

Personne désignée responsable

Nous avons reçu des commentaires selon lesquels le rôle de la personne désignée responsable établi dans le règlement et l'instruction générale serait beaucoup trop large et devrait être uniformisé avec celui indiqué dans la Règle 38 de l'OCRCVM; cette règle prévoit que la personne désignée responsable est responsable de la direction de la société et de la surveillance de ses employés. En outre, ces intervenants ont proposé que la définition de « personne désignée responsable » soit étendue de façon à permettre aux sociétés d'attribuer cette fonction à tout haut dirigeant autorisé en vertu du Règlement n° 1 de l'OCRCVM (chef de la direction, président, chef de l'exploitation, chef des finances ou tout autre dirigeant approuvé par l'OCRCVM).

Nous n'avons pas modifié la définition de « personne désignée responsable » ni la description du rôle d'une telle personne. Nous demeurons convaincus que l'importance du système de conformité de la société inscrite et le rôle de la personne désignée responsable en son sein est si grande que seul le plus haut dirigeant est apte à remplir ce rôle. Nous avons apporté des précisions sur la distinction entre personne désignée responsable et chef de la conformité dans l'instruction générale. La Règle 38 de l'OCRCVM sera modifiée de façon à la rendre conforme au règlement.

Un autre intervenant propose que la société ait la faculté de désigner plus d'une personne désignée responsable. Nous ne sommes pas d'accord. Le statut et le rôle de la personne désignée responsable interdisent la nomination de plus d'une personne à ce poste.

Chef de la conformité

Nous avons reçu des commentaires selon lesquels certaines circonstances pourraient justifier la désignation de plusieurs chefs de la conformité, notamment dans le cas des personnes inscrites de grande taille dont les activités nécessitant l'inscription sont exercées par différentes unités d'exploitation. Nous évaluerons les demandes de dispense au cas par cas pour ces types d'arrangement, mais aucune modification n'a été apportée au règlement. Ces arrangements peuvent ne convenir que dans certaines circonstances limitées.

Représentant-conseil adjoint

Nous sommes en désaccord avec l'intervenant qui estime que le conseiller qui désigne un représentant-conseil adjoint ne devrait pas être tenu d'en aviser l'agent responsable. L'agent responsable doit être en mesure de déterminer que les conditions qui s'appliquent aux activités du représentant-conseil adjoint sont remplies. Le conseiller doit toujours approuver au préalable l'avis que donne un représentant-conseil adjoint. L'approbation préalable prendra différentes formes selon les circonstances, notamment en fonction de l'expérience du représentant-conseil adjoint.

Dispenses pour les membres d'un OAR

En réponse à des intervenants qui ont demandé que le règlement comprenne une plus longue liste d'obligations qui ne s'appliqueraient pas aux membres d'un OAR, nous avons apporté des modifications et ajouté les paragraphes suivants : convention de subordination – avis et assurance globale d'institution financière, ainsi que de dispositions détaillées exigeant la fourniture d'information sur la relation.

Toutefois, nous n'avons pas ajouté de dispense des obligations relatives à ce qui suit :

- le traitement des plaintes et les ententes d'indication de clients, parce qu'un important travail d'harmonisation des règles des OAR et du règlement est en cours;
- les conflits d'intérêts, parce qu'il s'agit d'obligations visant des résultats qui s'appliquent aux personnes inscrites de toutes catégories, membres d'un OAR ou non;
- les relevés de compte et de portefeuille, parce que ces dispositions établissent la périodicité des rapports et s'appliquent aux personnes inscrites de toutes catégories, notamment aux membres d'un OAR.

Nous avons supprimé la référence au service de règlement des différends (sous-paragraphe *p* du paragraphe 1 de l'article 3.3 du projet de 2008) étant donné qu'il ne s'agissait que d'une exception de nature technique pour les personnes inscrites au Québec.

Obligations de solvabilité et d'information financière

Commentaires généraux sur le calcul de l'excédent du fonds de roulement

Détention des actifs

Un intervenant a indiqué que, dans le cas où les actifs d'un client seraient détenus par un tiers gardien, il ne devrait y avoir aucune obligation relative au capital ou à l'assurance. Nous ne sommes pas d'accord. L'endroit où sont détenus les actifs du client, que ce soit auprès d'un tiers gardien ou non, n'est pas un motif suffisant pour dispenser une société des obligations relatives au capital ou à l'assurance. Les obligations de solvabilité visent non seulement à protéger les actifs du client, mais aussi à s'assurer que la société a la capacité financière requise pour exercer ses activités quotidiennes.

Règles de couverture et risque de marché

Un intervenant estime que l'application des règles de couverture de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (l'« OCRCVM ») ne permet pas nécessairement de faire une évaluation exacte du risque de marché et que le taux de couverture de 50 % proposé pour les OPC est trop élevé pour les OPC qui investissent uniquement dans des obligations.

Nous ne sommes pas d'accord. Le risque de marché est calculé en fonction de la nature du titre sous-jacent, selon les taux de marge utilisés couramment dans le secteur de l'investissement à l'heure actuelle. Nous avons mis à jour les taux de couverture qui figurent dans l'Appendice 1 de l'Annexe 31-103A1, *Calcul de l'excédent du fonds de roulement*.

Un intervenant a indiqué que les personnes inscrites qui établissent les états financiers selon les PCGR ne devraient pas être tenues de calculer le risque de marché (ligne 9) conformément aux principes énoncés à l'appendice 1. Nous ne sommes pas d'accord. Le risque de marché est calculé de façon à tenir compte de toute variation défavorable du cours des titres, et un état financier établi selon les PCGR canadiens ne reflète pas nécessairement le risque de marché.

Dettes à long terme d'apparentés

Un intervenant propose que les personnes inscrites ne soient pas tenues d'ajouter 100 % de la dette à long terme à l'endroit d'apparentés (ligne 5 de l'Annexe 31-103A1) si la dette n'est pas exigible au cours des douze prochains mois. Nous sommes en désaccord avec cet intervenant. Le mode de calcul de l'excédent du fonds de roulement est prudent.

La dette à long terme à l'endroit d'apparentés est traitée comme un passif à court terme parce qu'il est plus facile pour un apparenté de modifier les modalités de remboursement dans le cas où la personne inscrite rencontre des difficultés financières. Si la personne inscrite signe une convention de subordination, le traitement de la dette à l'endroit d'apparentés change.

Garanties

Un intervenant estime que lorsqu'une personne inscrite garantit la dette d'une personne inscrite membre du même groupe, le calcul ne devrait pas inclure à la fois la dette de la première personne inscrite et la garantie de cette dette de l'autre personne inscrite. Nous souhaitons répondre à l'intervenant que nous jugeons prudent le mode de calcul de l'excédent du fonds de roulement. Il s'agit d'un simple ajustement de la formule de calcul du capital, la personne inscrite pouvant être en tout temps tenue de faire un paiement au titre de la garantie.

La formule de calcul du capital n'établit pas de distinction entre les garanties à court et à long terme. Si le montant de la garantie a été comptabilisé dans le bilan comme un

passif à court terme, il n'est pas nécessaire de l'inclure aussi à la ligne 11 de l'Annexe 31-103A1.

Nous avons simplifié le modèle de convention de subordination présenté à l'annexe B du règlement.

Application des obligations de solvabilité et d'information financière aux gestionnaires de fonds d'investissement

Corrections et ajustements de la valeur liquidative

On nous suggère de prévoir un seuil de l'importance relative aux fins des corrections et ajustements de la valeur liquidative, laquelle s'établit actuellement à 50 points de base ou 50 \$. Autrement, la présentation de l'information pourrait devenir un fardeau administratif et les coûts y afférents pourraient être élevés.

Selon nous, toute société est tenue d'avoir en place des politiques et procédures pour toutes les principales unités fonctionnelles de son entreprise, notamment en ce qui a trait aux éventuels ajustements de la valeur liquidative.

La société peut se fonder sur le Bulletin 22 de l'Institut des fonds d'investissement du Canada – *Correcting Portfolio NAV Errors* (en anglais seulement) ou établir une politique plus stricte qui fixerait un seuil de l'importance relative.

Un intervenant estime que l'obligation de déclarer tout ajustement de la valeur liquidative chaque trimestre est inutile et indûment contraignante. Nous ne sommes pas d'accord et avons ajouté dans l'instruction générale des indications concernant la façon de se conformer aux obligations d'information relatives à la valeur liquidative.

Norme de capital applicable aux gestionnaires de fonds d'investissement

Un intervenant a suggéré que les gestionnaires de fonds d'investissement, particulièrement ceux de groupes de fonds d'investissement comportant différentes familles de fonds, soient autorisés soit à prendre une assurance supplémentaire pour remédier aux préoccupations des autorités de réglementation, soit à respecter des normes de capital progressives fondées sur le montant des actifs investis. Ou alors, les ACVM pourraient obliger les gestionnaires de fonds d'investissement à détenir un placement minimal de 500 000 \$ dans leurs fonds jusqu'à ce qu'ils atteignent un certain seuil d'actifs gérés.

Nous répondons à cela que l'obligation pour la personne inscrite de faire la preuve que sa capitalisation est adéquate et qu'elle est solvable est une obligation fondamentale au Canada et dans des territoires semblables. Les montants prévus dans le projet de règlement constituent des normes minimales et les gestionnaires de fonds peuvent déterminer qu'en raison de leur modèle de gestion, un montant plus élevé est nécessaire pour gérer leur entreprise de façon adéquate.

Obligation d'assurance des gestionnaires de fonds d'investissement

Un intervenant recommande que cette assurance soit limitée à 1 % des actifs gérés et que les gestionnaires de petite taille qui ont recours aux services de gardiens indépendants soient dispensés de cette obligation.

Nous ne sommes pas d'accord. Les obligations en matière d'assurance visent à protéger la société contre la perte de biens. Le montant d'assurance exigé pour les gestionnaires de fonds d'investissement est fondé sur une formule et lié aux actifs sous gestion. Nous jugeons cette obligation appropriée compte tenu des activités qu'ils exercent. Nous estimons également que d'autres activités exercées par des gestionnaires devraient être couvertes par une assurance. Les clauses A à E de l'assurance d'institution financière offrent une protection contre différents types de pertes.

Obligations d'information financière des gestionnaires de fonds d'investissement

Un intervenant est d'avis que les gestionnaires de fonds d'investissement qui ne traitent ni ne détiennent d'actifs de clients, ou qui n'y ont pas accès, devraient être dispensés de l'obligation de déposer des états financiers trimestriels. Selon nous, toutefois, le gestionnaire de fonds d'investissement a accès aux actifs de clients à titre de fiduciaire. Les fonds du client transitent continuellement entre ce dernier et le gardien au fur et à mesure que de nouveaux placements sont faits ou que des placements existants sont rachetés. Nous sommes donc en désaccord avec ce commentaire.

Un intervenant considère que les obligations de déclaration trimestrielles du gestionnaire de fonds d'investissement, qui ne s'appliquent pas aux conseillers, sont exagérées. Nous ne sommes pas d'accord. Les activités du gestionnaire de fonds d'investissement et du conseiller sont différentes. Le gestionnaire de fonds d'investissement assume les responsabilités liées à la fonction d'agent des transferts, à la comptabilité des fonds et à la comptabilité fiduciaire, et doit s'assurer que ces fonctions sont remplies de façon appropriée (notamment lorsqu'il les impartit).

Avis d'exécution

Un intervenant laisse entendre que, lorsque des titres au nom de clients sont tenus par le client auprès du gestionnaire de fonds d'investissement, le client peut communiquer directement avec ce dernier pour racheter les titres. Dans ce genre de situation, le client ne recevrait pas d'avis d'exécution, puisque le gestionnaire de fonds d'investissement ne serait pas tenu d'en envoyer un, ce qui ne lui semble pas approprié. Nous sommes d'accord avec cet intervenant et avons modifié le règlement afin que le gestionnaire de fonds d'investissement soit tenu d'envoyer un avis d'exécution dans un tel cas.

Application des obligations de solvabilité et d'information financière aux conseillers*Norme de capital*

Un intervenant suggère que les placements dans les fonds en gestion commune d'un conseiller ne fasse pas l'objet d'une réduction au titre du risque de marché. Selon lui, ils devraient plutôt faire l'objet d'une réduction de 50 %, sous réserve que le placement soit fait dans les titres d'un fonds géré par un gestionnaire de fonds d'investissement, qu'il n'y ait aucune restriction relative à la capacité de ce dernier de racheter le placement, et que le placement puisse être racheté ou vendu dans les deux mois suivant la date de l'avis de rachat. Une telle disposition serait conforme à celles s'appliquant aux titres d'OPC placés au moyen d'un prospectus. Comme autre option, il a indiqué que le conseiller qui a recours aux services d'un gardien indépendant et dont les actifs détenus dans un fonds d'investissement représentent moins de 25 % des actifs gérés devrait être assujéti à un capital minimum de 25 000 \$.

Nous ne sommes pas d'accord. À notre avis, la norme de capital proposée pour les conseillers est adéquate. Le risque de marché est calculé en fonction de la nature du titre sous-jacent, selon les taux de marge utilisés couramment dans le secteur de l'investissement à l'heure actuelle. Les titres d'OPC placés au moyen d'un prospectus comportent un risque de marché moindre que les titres de fonds en gestion commune parce que les OPC sont assujéti au *Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif*.

Obligation d'assurance

Un intervenant estime que la nouvelle obligation de maintien d'une assurance applicable au conseiller diminuera le rendement de placement des investisseurs. Nous ne sommes pas d'accord. Les obligations en matière d'assurance visent à protéger les actifs de la société. Le montant d'assurance exigé est fondé sur une formule. Lorsque le conseiller ne détient pas d'actifs de clients et n'y a pas non plus accès, l'assurance doit comporter une limite d'indemnité par perte de 50 000 \$, ce qui ne représente pas une augmentation dans certains territoires.

Application des obligations de solvabilité et d'information financière aux courtiers sur le marché dispensé

Selon certains intervenants, les courtiers sur le marché dispensé qui ne détiennent pas d'actifs de clients ni n'y ont accès devraient être dispensés des obligations de solvabilité et d'assurance prévues par le règlement. Nous avons modifié bon nombre des obligations applicables aux courtiers sur le marché dispensé afin d'éliminer la distinction qui avait été introduite dans le projet de 2008 entre les courtiers qui traitent des actifs de clients, les détiennent ou y ont accès et ceux qui ne le font pas ou n'y ont pas accès.

Réflexion faite, nous ne sommes pas convaincus que cette distinction soit importante. Les obligations applicables aux courtiers sur le marché dispensé s'appliqueront de la même manière à toutes les personnes inscrites de cette catégorie, comme il était prévu dans le projet de 2007.

Obligations de compétence

Principe de compétence

Un intervenant nous a demandé d'expliquer davantage le principe de compétence. Les ACVM considèrent que les compétences énoncées dans le règlement sont des exigences fondamentales de l'inscription s'appliquant à toutes les personnes inscrites. La scolarité et l'expérience sont des obligations continues. Dans l'instruction générale, nous avons donné des précisions sur le principe de compétence et avons indiqué dans celles-ci que les sociétés inscrites devraient s'assurer que les personnes physiques inscrites qui agissent pour leur compte satisfont aux obligations de compétence en tout temps.

Nous soulignons également, dans l'instruction générale, que les sociétés devraient effectuer leur propre analyse de tous les produits qu'elles recommandent aux clients et offrir une formation sur les produits afin de s'assurer que leurs représentants inscrits comprennent suffisamment les produits et leurs risques pour s'acquitter de leurs obligations relatives à la connaissance du client. De même, les personnes physiques inscrites devraient avoir une compréhension approfondie d'un produit avant de le recommander à un client.

Modèle d'évaluation de la compétence reposant sur des examens

Les ACVM n'ont pas changé d'avis et utiliseront un modèle d'évaluation de la compétence reposant sur des examens pour établir le niveau de base des connaissances requises pour s'inscrire à titre de représentant. Elles estiment que la réussite d'examens est suffisante pour démontrer les connaissances et que les représentants devraient avoir la liberté de suivre les cours ou les autres types de formation pouvant les aider à réussir leurs examens.

Commentaires généraux sur les examens requis

Les ACVM évalueront les nouveaux examens soumis aux fins d'approbation. Elles réviseront périodiquement le règlement et y ajouteront des dispositions reconnaissant les nouveaux examens qu'elles auront approuvés.

Délai d'inscription après la réussite des examens

Nous avons reçu plusieurs commentaires indiquant que le délai de 36 mois pour présenter une demande d'inscription après la réussite des examens devrait être supprimé dans les cas où la personne physique a travaillé dans le secteur des valeurs mobilières de façon ininterrompue.

Le règlement prévoit désormais que le délai de 36 mois ne s'applique pas si la personne physique était inscrite dans la même catégorie dans un territoire du Canada ou si

elle a acquis 12 mois d'expérience pertinente dans le secteur des valeurs mobilières au cours de la période de 36 mois précédant sa demande d'inscription.

Dispenses des obligations de compétence

Des intervenants ont formulé des commentaires sur ce qui constitue une expérience adéquate et sur la pertinence de prévoir des dispenses à cet égard. Selon nous, il est impossible de déterminer et de prévoir toutes les possibilités en matière d'expérience pertinente dans le règlement. Cela fait partie de l'examen de l'aptitude à l'inscription de chaque personne physique.

Comme il est indiqué dans l'instruction générale, nous pourrions dispenser une personne physique de l'application des obligations de compétence si nous sommes convaincus qu'elle possède des qualités ou une expérience pertinente équivalant à la compétence prescrite par le règlement ou plus pertinente que celle-ci dans les circonstances. Nous ferons tous les efforts nécessaires pour nous assurer de la cohérence et de la transparence des dispenses accordées et refusées.

Représentants de courtiers sur le marché dispensé

Nous avons reçu plusieurs commentaires sur l'obligation pour les représentants de courtiers sur le marché dispensé de réussir l'examen relatif au Cours sur le commerce des valeurs mobilières au Canada (CCVM). Nous avons ajouté l'examen de l'Institut IFSE intitulé « *Examen sur les produits du marché dispensé* » pour que ces représentants disposent désormais d'une alternative et avons prolongé jusqu'à 24 mois la période de transition pendant laquelle ils doivent réussir l'un ou l'autre de ces examens. Nous évaluerons les nouveaux examens qui nous seront soumis pour approbation et modifierons le règlement en conséquence, au besoin.

Représentants de courtiers en épargne collective

Un intervenant nous a demandé de donner davantage de précisions dans le règlement sur les obligations de compétence des représentants de courtiers en épargne collective. Les obligations de compétence prévues dans le règlement et par l'ACCFM sont identiques en ce qui a trait aux représentants de courtiers en épargne collective. Nous avons inclus ces obligations dans le règlement parce que l'inscription de ces représentants n'a pas été déléguée à l'ACCFM et que cette dernière n'examine pas leurs compétences à ce titre.

Il est à noter que la délégation par les ACVM des responsabilités relatives à l'inscription aux OAR dépasse la portée du présent projet. De plus, l'ACCFM n'est pas reconnue au Québec et certains courtiers en épargne collective d'autres territoires du Canada ont été dispensés de l'adhésion à l'ACCFM.

Chef de la conformité du gestionnaire de fonds d'investissement

Le projet 2008 prévoyait que le chef de la conformité du gestionnaire de fonds d'investissement devait avoir travaillé pour un gestionnaire de fonds d'investissement inscrit pendant un certain nombre d'années consécutives (trois ou cinq, selon le cas). Nous avons supprimé le qualificatif « consécutif » de cette disposition, puisqu'il ne figure pas dans l'obligation applicable aux gestionnaires de portefeuille. Nous avons aussi supprimé le mot « inscrite », car les gestionnaires de fonds d'investissement ne sont pas tenus de s'inscrire à l'heure actuelle.

On nous a demandé de rendre identiques les obligations de compétence des chefs de la conformité du gestionnaire de portefeuille et du gestionnaire de fonds d'investissement.

Ces deux fonctions sont différentes et les obligations de compétence, notamment l'endroit où le chef de la conformité a acquis son expérience, sont donc différentes. Nous avons toutefois harmonisé ces obligations autant que possible.

Connaissance du client et convenance au client

Un intervenant suggère que les ACVM prévoient un formulaire standard de connaissance du client, élaboré en collaboration avec les participants au marché. Cependant, le règlement ne prévoit pas de formulaires que les personnes inscrites seraient tenues de remplir pour respecter les dispositions relatives à la connaissance du client et à la convenance au client. Ces obligations visent l'atteinte de résultats et à offrir une certaine souplesse. La quantité d'information recueillie ainsi que le mode de cueillette varieront selon les circonstances.

La disposition proposée sur la connaissance du client oblige la personne inscrite à déterminer si un client est initié à l'égard d'un émetteur (et non seulement un « émetteur assujéti »). Selon un intervenant, le règlement n'indique pas clairement ce qu'une personne inscrite doit faire avec l'information des initiés non assujettis. Nous avons modifié le règlement pour prévoir que la personne inscrite doit prendre des mesures raisonnables pour déterminer si un client est un initié à l'égard d'un émetteur assujéti, ou d'un autre émetteur dont les titres sont négociés sur un marché et ajouté des indications dans l'instruction générale sur cet aspect de l'obligation de connaissance du client.

Un intervenant nous a demandé d'expliquer jusqu'à quel point une personne inscrite devait établir la réputation d'un client. Dans ce contexte, le terme « réputation » devrait être interprété selon son sens littéral ou naturel. La personne inscrite doit mener toutes les enquêtes raisonnables nécessaires pour lever les préoccupations concernant un client, notamment faire des efforts raisonnables pour déterminer, par exemple, la nature de l'entreprise du client.

Fourniture d'information sur la relation

Nous avons reçu plusieurs commentaires sur les dispositions relatives à la fourniture d'information sur la relation et confirmons que ces dispositions ne s'appliqueront pas aux comptes gérés des clients autorisés qui renoncent à l'application de l'obligation d'information sur la relation, sans égard à la catégorie d'inscription de la société.

Nous collaborons avec les OAR afin d'harmoniser le règlement avec leur Modèle de relation client conseiller (MRCC). À cette étape du projet de réforme de l'inscription, les ACVM conserveront dans le règlement un cadre axé sur l'atteinte de résultats afin de tenir compte de l'adoption du MRCC par les OAR.

Traitement des plaintes

Dispositions et indications sur le traitement des plaintes

Nous avons reçu plusieurs commentaires sur les dispositions du règlement relatives au traitement des plaintes. Nous collaborons avec les OAR afin d'harmoniser le régime de traitement des plaintes en vue de la mise en œuvre de dispositions essentiellement identiques, tant dans le règlement que dans les règles et politiques des OAR.

À cette étape du projet de réforme de l'inscription, les ACVM ont conservé dans le règlement une obligation visant l'atteinte de résultats en matière de traitement des plaintes, mais ne fournissent pas d'indications détaillées dans l'instruction générale. Lorsque les travaux d'harmonisation seront terminés, les ACVM rédigeront des modifications au règlement et à l'instruction générale afin de donner effet au cadre harmonisé de traitement des plaintes pour les sociétés qui ne sont pas membres d'un OAR. Nous avons supprimé les parties du projet de 2008 qui n'étaient pas harmonisées avec le cadre de traitement des plaintes.

Des intervenants souhaitent savoir si les clients doivent épuiser tous les recours prévus par les mécanismes internes de traitement des plaintes avant de s'adresser à un service indépendant de règlement des différends. Les ACVM traiteront de cette question dans leur cadre harmonisé de traitement des plaintes.

En réponse à une demande de précisions sur l'obligation de traitement des plaintes applicable aux sociétés inscrites au Québec, nous précisons que ces sociétés sont assujetties au même régime de traitement des plaintes et ne sont pas dispensées des obligations prévues par la *Loi sur les valeurs mobilières* du Québec. Le fait qu'elles demeurent assujetties aux dispositions de la Loi est reflété dans le règlement.

Service de règlement des différends

Un intervenant propose que les personnes inscrites et leurs clients soient libres de participer ou non à un service de règlement des différends. Nous avons modifié le libellé de la disposition pour préciser que les personnes inscrites peuvent recourir au fournisseur de service de règlement de différends de leur choix. Elles ne sont pas tenues de « participer » à un programme de résolution des différends en particulier. Toutefois, une personne inscrite doit fournir, à ses frais, des services indépendants de règlement des différends ou de médiation à ses clients.

Tenue de dossiers

Un intervenant est d'avis qu'il faudrait prévoir une liste prescriptive des dossiers qu'une société devrait conserver. Nous avons décidé de remplacer les listes prescriptives par des dispositions visant l'atteinte de résultats. Nous nous attendons à ce que les personnes inscrites conservent des dossiers exacts de tous les éléments de communication avec le client qui pourraient avoir une incidence sur le compte de celui-ci, notamment l'information sur la convenance au client et la relation avec lui, lesquels peuvent changer au fil du temps.

Nous n'avons pas prévu de dossiers ou de méthodes de tenue de dossier en particulier parce que nous reconnaissons que les dossiers et les méthodes qui sont pertinents pour une société pourraient ne pas l'être pour une autre. Toutefois, nous avons fourni des précisions à ce sujet dans l'instruction générale.

Un intervenant suggère d'éliminer la distinction entre dossiers concernant une activité et dossiers concernant une relation. Nous sommes d'accord et l'avons éliminée.

Un intervenant indique qu'il pourrait être lourd et coûteux pour les sociétés de conserver les dossiers concernant une relation pendant sept ans à compter de la date à laquelle le client cesse d'en être un. Comme il est mentionné ci-dessus, nous avons éliminé la distinction entre dossiers concernant une activité et dossiers concernant une relation et nous sommes d'avis que, en conséquence, les coûts technologiques de la conservation des dossiers prévus par le règlement ne sont pas excessifs.

Comme demandé par certains intervenants, nous avons ajouté des indications dans l'instruction générale sur la tenue de dossiers en ce qui a trait au courrier électronique et autres moyens de communication.

Information relative au compte du client

Avis d'exécution

Un intervenant recommande que le règlement soit modifié de façon à créer une dispense pour les avis d'exécution d'une autre personne inscrite, étrangère ou canadienne, et de clients institutionnels, ou qui sont donnés pour leur compte, lorsque le participant et le client ont recours à un système automatisé d'appariement des opérations qui se conforme aux dispositions du Règlement 24-101. Nous sommes d'accord avec cet intervenant et avons modifié le règlement en conséquence.

Relevés de compte (intermédiaires) trimestriels

Un intervenant estime que la nouvelle obligation de fournir des relevés de compte trimestriels au client (et des relevés mensuels à sa demande) imposera un fardeau supplémentaire important aux courtiers, surtout aux courtiers en épargne collective et courtiers en plans de bourses d'études qui sont actuellement assujettis à une obligation d'information annuelle et ont fourni à leurs clients un accès électronique protégé par mot de passe à leurs comptes en temps réel. Selon lui, les coûts additionnels pour les courtiers sont supérieurs aux avantages pour les clients et les relevés de compte devraient être envoyés annuellement, non trimestriellement.

Nous sommes d'accord pour ce qui est des courtiers en plans de bourses d'études, compte tenu de leur modèle de gestion. Ils pourront envoyer des relevés de compte annuels seulement. Les courtiers en épargne collective doivent envoyer des relevés de comptes (intermédiaires) trimestriels, mais nous avons prévu une période de transition de 24 mois pour l'application de la nouvelle obligation.

Un intervenant juge qu'il n'est pas nécessaire de demander à un conseiller de fournir des relevés de portefeuille trimestriels lorsque le client a consenti à l'envoi par son courtier d'avis d'exécution écrits au conseiller. Nous estimons plutôt que le client qui ne reçoit pas d'avis d'exécution a encore plus intérêt à recevoir un relevé de portefeuille. Cette position est conforme à la dispense accordée régulièrement par plusieurs territoires.

Conflits d'intérêts

Nous avons reçu plusieurs commentaires sur les dispositions du règlement en matière de conflits d'intérêts. Nous avons modifié le projet de 2008 en ce qui concerne les conflits d'intérêts en réponse aux commentaires afin, dans certains cas, de revenir au projet de 2007 et, dans d'autres, d'apporter des éclaircissements.

Ces modifications ont pour but de veiller à ce que :

- les clients reçoivent de l'information pertinente sur les conflits d'intérêts;
- la réglementation applicable aux personnes inscrites ne leur impose pas de fardeau inutile.

Nos réponses aux commentaires sont plus précisément les suivantes.

- Le règlement devrait comprendre une définition de l'expression « conflit d'intérêts » et celle-ci devrait être conforme à celle de l'ACCOVAM. Nous ne sommes pas d'accord, car cette disposition du règlement vise l'atteinte de résultats et n'est pas incompatible avec les exigences de l'OCRCVM.
- Les ACVM devraient ajouter un seuil de l'importance relative dans les dispositions sur les conflits d'intérêts. Nous sommes d'accord et avons modifié le règlement.
- Les ACVM devraient adopter une démarche plus normative à l'égard des conflits d'intérêts. Les ACVM sont d'avis que le modèle consistant à combiner des principes et des obligations précises est approprié et que, par conséquent, elles n'en changeront pas. Un modèle visant l'atteinte de résultats permet aux sociétés de déterminer elles-mêmes comment résoudre les conflits d'intérêts selon leur modèle de gestion, leur taille et leurs types de clients. Des exigences normatives sont aussi nécessaires pour indiquer comment certaines situations de conflit d'intérêts doivent être réglées.
- Les ACVM devraient élargir la définition de « membre du même groupe » afin d'inclure les fiducies et les sociétés en commandite, ou ajouter un renvoi à l'expression « liens » pour s'assurer que le règlement s'applique à tous les types de fonds d'investissement. Nous sommes d'accord et avons apporté la modification pertinente dans

les limites de l'article. L'expression « membre du même groupe » n'est pas définie dans tous les territoires, et la modification de sa signification dépasse la portée du présent projet.

- Les ACVM devraient revoir les dispositions relatives à l'interdiction visant certaines opérations dans un compte géré, les applications et les opérations entre fonds ainsi que la disposition relative à la déclaration des relations avec des émetteurs. Nous avons revu ces dispositions. Veuillez vous reporter à l'annexe B du présent avis pour une description complète des modifications apportées.

- Le seuil de 10 % pour l'approbation préalable d'un changement de contrôle est trop restrictif et devrait être relevé à 25 %. Nous ne sommes pas d'accord. Selon notre expérience avec les dispositions actuelles relatives aux avis et compte tenu de la structure de la plupart des personnes inscrites, nous estimons que le seuil est approprié.

Ententes d'indication de clients

En réponse à un intervenant qui affirme que la définition d'« entente d'indication de clients » est trop large, nous faisons observer que les ACVM ont intentionnellement donné un sens large à cette expression. Nous avons ajouté des indications dans l'instruction générale sur l'objet des dispositions relatives aux ententes d'indication de clients, à savoir traiter les cas de recours abusif aux ententes d'indication de clients auxquelles sont parties des personnes inscrites et d'interprétation fautive de ces ententes. L'instruction générale comporte aussi une description des principaux domaines qui sont problématiques.

Un intervenant est d'avis que les obligations concernant les ententes d'indication de clients entre membres du même groupe devraient être supprimées. Un autre affirme que les ACVM devraient prévoir un régime simplifié pour les ententes d'indication de clients au sein de grands groupes financiers, et que seule la méthode de calcul des commissions devrait être incluse. Nous ne sommes pas de cet avis. Les ententes d'indication de clients entre membres du même groupe doivent aussi être déclarées aux clients. Toutefois, de telles ententes au sein d'une même société ne sont pas assujetties à ces dispositions, puisque la société devrait alors tenir compte de ses obligations en matière de conflit d'intérêts.

Un intervenant fait valoir que les ententes d'indication de clients devraient être autorisées seulement entre les sociétés ou personnes physiques qui sont réglementées par les ACVM ou les OAR. Nous trouvons préoccupantes les situations où une des parties seulement à une telle entente est une personne inscrite et entendons faire en sorte que toutes les ententes d'indication de clients auxquelles prend part une personne inscrite soient réglementées.

Il est suggéré que le règlement décrive brièvement les mesures que les ACVM entendent prendre pour s'assurer que les produits de placement sont examinés adéquatement afin d'empêcher que des produits inappropriés et frauduleux entrent sur le marché avant qu'ils soient malencontreusement vendus ou recommandés par des conseillers financiers. Nous soulignons le fait que, pour s'acquitter de ses obligations relatives à la connaissance du client et à la convenance au client, la personne inscrite devrait connaître parfaitement le produit qu'elle recommande avant d'évaluer sa convenance.

Un intervenant recommande que seule la communication aux clients concernés des changements importants aux ententes d'indication de clients soit obligatoire. Nous estimons plutôt que tous les éléments d'information devant être communiqués aux clients sont d'une importance suffisante pour justifier la déclaration aux clients de tout changement qui leur est apporté.

Dispenses

Regroupement des dispenses

Nous sommes d'accord avec l'intervenant qui estime que toutes les dispenses d'inscription devraient être indiquées dans un seul document et, par conséquent, nous avons regroupé la plupart d'entre elles dans le règlement.

Nouvelle dispense pour les banques, les fonds de couverture et les caisses de retraite

Un intervenant propose que ceux qui se livrent à des activités de courtage par l'intermédiaire d'un courtier inscrit ne soient pas tenus de s'inscrire eux-mêmes à titre de courtier, ainsi qu'il est prévu dans les lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Nous avons remis cette dispense dans le règlement.

Clubs d'investissement

Un intervenant a suggéré que la dispense actuelle d'inscription à titre de courtier pour les fonds d'investissement qui fonctionnent comme des clubs d'investissement soit ajoutée au règlement. Nous sommes d'accord et l'avons ajoutée.

Dispense d'inscription à titre de courtier des gestionnaires de portefeuille de fonds en gestion commune

La dispense d'inscription à titre de courtier des gestionnaires de portefeuille de fonds dont les titres ne sont pas placés au moyen d'un prospectus n'a pas été étendue aux fonds des membres du même groupe ni aux cas où les ventes ne sont pas effectuées dans des comptes gérés sous mandat discrétionnaire. Cette dispense est intentionnellement restreinte, car nous estimons que l'inscription à titre de courtier est appropriée dans la plupart des autres situations. Les demandes de dispense discrétionnaire seront examinées au cas par cas dans les situations qui ne sont pas visées par la dispense, notamment les activités intégrées de certains groupes.

Dispense d'inscription pour les courtiers hypothécaires inscrits qui effectuent des opérations sur créances hypothécaires syndiquées (Alberta)

Un intervenant a mentionné que l'Alberta n'aurait pas dû supprimer la dispense d'inscription pour les courtiers hypothécaires inscrits qui effectuent des opérations sur créances hypothécaires syndiquées et que le Real Estate Council of Alberta (RECA) devrait réglementer les créances hypothécaires syndiquées dont les parties n'ont pas de lien de dépendance.

Nous répondons à cet intervenant que le personnel de l'Alberta Securities Commission (ASC) savait que le recours à la dispense pour de tels courtiers avait dépassé l'objet premier de cette dispense. Le personnel de l'ASC craignait que le placement de titres dans le cadre d'opérations sur créances hypothécaires syndiquées soit essentiellement non réglementé.

Les courtiers hypothécaires qui effectuent des opérations sur des créances hypothécaires syndiquées ont accès et continueront d'avoir accès à diverses dispenses de prospectus, telles que la dispense pour placement auprès d'un investisseur qualifié, la dispense pour placement sous le régime de la notice d'offre et la dispense pour investissement d'une somme minimale, en vertu desquelles ils peuvent placer des titres de créance associés à des créances hypothécaires syndiquées.

Dispense fondée sur la mobilité

Un intervenant affirme que la dispense fondée sur la mobilité est trop lourde et ne tient pas compte du fait que la population canadienne est de plus en plus mobile. Plus précisément, le fait de limiter le nombre de clients admissibles à 10 pour les sociétés et à

cinq pour les personnes physiques est déraisonnable. Nous ne sommes pas d'accord. Une personne devrait s'inscrire dans un territoire intéressé dès qu'elle exerce des activités plus que minimales.

Courtiers et conseillers internationaux

Un intervenant a indiqué que la définition de « conseiller international » prévue dans le règlement devrait inclure les conseillers internationaux qui sont dispensés de l'obligation d'inscription dans leur territoire d'origine. Nous ne sommes pas de cet avis. Selon nous, l'inscription dans le territoire d'origine est un aspect important de la protection des investisseurs en ce qui concerne les activités de courtier.

Un intervenant estime qu'un courtier international devrait être autorisé à effectuer des opérations sur n'importe quel titre par l'intermédiaire d'un courtier en placement sans autre restriction. Nous ne sommes pas d'accord. Les courtiers internationaux qui effectuent des opérations sur les titres d'émetteurs canadiens demeurent assujettis à des restrictions. Nous n'avons pas retenu la suggestion de l'intervenant de limiter les restrictions visant les courtiers internationaux aux opérations effectuées sur les marchés canadiens.

Nous ne sommes pas d'accord non plus avec les intervenants qui souhaiteraient que les ACVM permettent aux courtiers internationaux d'effectuer des opérations sur des titres intercotés sur des marchés autres que canadiens. Nous nous opposons à ces modifications parce qu'elles ne sont pas conformes à la politique selon laquelle les courtiers internationaux doivent être assujettis à des restrictions relativement aux opérations sur des titres d'émetteurs canadiens.

Un autre intervenant suggère que les conseillers internationaux soient autorisés à fournir des services de gestion de placement à un nombre minime de clients qui ne seraient pas visés par la définition de « client autorisé », à l'exemple de la dispense fondée sur la mobilité. Nous ne sommes pas d'accord. L'expérience et les ressources financières des clients autorisés sont un critère important de la dispense visant les conseillers internationaux.

Transferts automatiques

En réponse à un commentaire que nous avons reçu, nous confirmons que le processus de transfert automatique n'est applicable que lorsqu'une personne inscrite effectue un transfert dans une même catégorie, que la nouvelle société parrainante est inscrite dans la même catégorie et dans le même territoire que l'ancienne.

Par ailleurs, sous réserve de certaines conditions énoncées dans le *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*, l'inscription d'une personne physique peut être automatiquement rétablie si toutes les conditions suivantes sont réunies :

- la personne passe d'une société parrainante à une autre société inscrite;
- la personne entre au service de la nouvelle société parrainante dans les 90 jours suivant la cessation de ses fonctions nécessitant l'inscription;
- la personne demande à s'inscrire dans la même catégorie que celle dans laquelle elle était inscrite précédemment et remplit le formulaire prévu à l'*Annexe 33-109A7, Rétablissement de l'inscription d'une personne physique inscrite ou d'une personne physique autorisée*.

Le rétablissement automatique de l'inscription permet à une personne physique d'exercer des activités qui requièrent une inscription dès son entrée en fonction auprès de la nouvelle société parrainante. Les transferts automatiques de l'inscription comportent certaines restrictions lorsque la conduite de la personne est susceptible de soulever des questions réglementaires.

Dispositions transitoires

Veillez vous reporter à l'*Avis 31-311 du personnel des ACVM, Projet de Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription – Transition vers le nouveau régime d'inscription*, pour une description détaillée des périodes de transition. En règle générale, nous avons prolongé les périodes de transition et ajouté au règlement une disposition concernant la protection de dispenses existantes.

Réponse aux commentaires reçus sur l'instruction générale**Facteurs d'inscription en fonction de l'activité**

Certains intervenants nous ont mentionné que les indications sur les facteurs d'inscription en fonction de l'activité fournies dans l'instruction générale ne sont pas conformes aux modifications à la *Loi sur les valeurs mobilières (Ontario)* proposées en avril 2008. Les facteurs d'inscription en fonction de l'activité ont été retirés des modifications à la *Loi sur les valeurs mobilières (Ontario)*.

Nous avons modifié les indications sur les facteurs d'inscription en fonction de l'activité de la façon suivante :

Agir à titre d'« intermédiaire » ou de « teneur de marché »

Nous avons apporté des précisions aux indications pertinentes, qui indiquent désormais que nous ne tiendrons plus automatiquement pour acquis qu'une personne agissant à l'un ou l'autre de ces titres exerce nécessairement l'activité de courtier. Toutes les activités d'une personne seront examinées au cas par cas. Nous n'avons pas insisté sur le concept de « teneur de marché » étant donné qu'il s'agit d'une expression connue dans l'ensemble du secteur des valeurs mobilières.

Capital-risque et capital-investissement

On nous a demandé d'apporter dans l'instruction générale des précisions sur le capital-risque et le capital-investissement. Nous avons substantiellement modifié les indications sur le capital-risque dans la partie de l'instruction générale traitant de l'obligation d'inscription en fonction de l'activité. Cependant, comme il existe un vaste éventail de modèles d'entreprise de capital-risque et de capital-investissement, nous prévoyons fournir d'autres indications ultérieurement.

Activités de répartition d'actifs

On nous a demandé de rétablir l'analyse sur la répartition d'actifs qui figurait à l'article 2.5 du premier projet d'instruction générale afin d'indiquer clairement au secteur si les conseils concernant exclusivement la répartition d'actifs sont considérés comme des conseils généraux. Cette analyse a été supprimée du projet de 2008 après avoir été examinée par les ACVM, qui avaient alors conclu que les activités de planification financière dépassaient la portée du projet de réforme de l'inscription.

Nous maintenons cette position. Pour savoir si les conseils concernant exclusivement la répartition d'actifs doivent être considérés comme des conseils généraux, il faudra que la personne qui fournit de tels services examine chaque cas individuellement.

Activités de marketing et de gros des gestionnaires de fonds d'investissement

On nous a demandé de confirmer si l'inscription à titre de courtier est nécessaire lorsque les activités de marketing et de gros sont limitées aux titres de fonds qui sont placés par l'intermédiaire d'une personne inscrite ou aux titres de fonds gérés par un membre du même groupe que le gestionnaire de fonds d'investissement. Nous avons apporté des précisions aux indications de l'instruction générale.

Indications sur la gestion des risques

Un intervenant a indiqué que l'instruction générale comporte des indications concernant le respect des lois sur les valeurs mobilières, mais n'en comporte pas sur la gestion des risques commerciaux, et estime que nous devrions fournir davantage d'indications, notamment une description des types de risques que devrait considérer une société et une analyse des « pratiques commerciales prudentes ».

Nous avons ajouté certaines indications dans l'instruction générale, mais avertissons les personnes inscrites qu'elles doivent cerner les risques qui leur sont propres et mettre en place à cet égard des procédures de surveillance et de déclaration.

Impartition

Un intervenant estime que la déclaration selon laquelle la « société inscrite conserve [...] l'entière responsabilité de toutes les fonctions imparties » est inappropriée et impose une norme de responsabilité qui n'existe pas sur le marché à l'heure actuelle. Nous ne sommes pas de cet avis. La personne inscrite qui choisit d'impartir des fonctions à un fournisseur de services devrait prendre les mesures qui s'imposent pour s'assurer que la qualité des services est conforme aux obligations auxquelles elle est assujettie.

Réponse aux commentaires reçus sur les formulaires BDNI

Annexe 33-109A1 – Avis de cessation de relation

Certains intervenants nous ont demandé de préciser la procédure de dépôt en deux étapes que doivent suivre les sociétés qui déposent le formulaire prévu à cette annexe, de supprimer les éléments subjectifs des questions de la partie E et de confirmer qu'en répondant à ces questions, ils ne contreviennent pas à la législation canadienne relative à la protection de la vie privée. Notre réponse est la suivante.

- Les sociétés doivent répondre aux 4 premières parties du formulaire dans un délai de 7 jours suivant la date de prise d'effet de la cessation d'emploi, et aux questions de la partie E (maintenant la rubrique 5) dans les 40 jours suivant cette date, le cas échéant.
- Il est possible de remplir le formulaire au complet en une seule fois si tous les détails sont disponibles dans le délai initial de 7 jours.
- Sinon, le déposant qui souhaite répondre aux questions de la partie E ultérieurement met à jour la demande soumise initialement au moyen de la BDNI en la renommant; voir le type de demande « Mise à jour/Correction d'un avis de cessation de relation ».
- Dans les territoires qui imposent des droits de dépôt tardif, ces droits pourraient s'appliquer aux dépôts effectués après les délais de 7 et 40 jours.
- En ce qui concerne la partie E, nous sommes d'accord avec certains des commentaires formulés et avons modifié les questions 3 et 8 pour les rendre moins subjectives et supprimé le projet de question 10.

Les personnes physiques qui font une demande d'inscription donnent leur consentement à la collecte de renseignements personnels par l'agent responsable, notamment les « relevés d'emploi » (voir la rubrique 20 de l'Annexe 33-109A4). Par conséquent, la cueillette et la transmission de ces renseignements ne contreviennent pas à la législation canadienne relative à la protection de la vie privée.

Annexe 33-109A2 – Modification ou abandon de catégories d'inscription

Un intervenant suggère que le formulaire prévu à cette annexe comprenne un champ pour la date de prise d'effet de la modification ou de l'abandon. Nous ne sommes pas

d'accord. La date de prise d'effet est la date à laquelle l'agent responsable approuve la demande de modification ou de radiation (« abandon ») de catégories et c'est pourquoi il n'y a pas de champ pour cette date dans le formulaire.

Annexe 33-109A3 – Établissements autres que le siège

En réponse à un commentaire, nous avons ajouté dans le formulaire prévu à cette annexe un champ pour le numéro de transit/numéro de centre de coûts ou numéro d'identification unique. Selon nous, le terme « sous-succursale » ne devrait pas être supprimé du formulaire, puisque l'ACCFM continuera d'utiliser les termes « succursales » et « sous-succursales » pour décrire les établissements.

Annexe 33-109A4 – Inscription d'une personne physique et examen d'une personne physique autorisé

On nous a demandé d'apporter les changements suivants au formulaire prévu à cette annexe.

- Les noms commerciaux devraient être traités hors de la BDNI, dans le cadre de la fonction interne de conformité de la société et, par conséquent, la question relative aux noms commerciaux devraient être supprimée du formulaire. Nous nous y opposons. Il y a des noms commerciaux qui sont rattachés aux personnes physiques et non à la société, et en demandant cette information, nous nous assurons qu'il est possible de rechercher les associations de la personne physique, puisque la rubrique est un champ « interrogeable » dans la BDNI.

- Il faudrait supprimer l'obligation de déclarer la couleur des yeux, la couleur des cheveux, la taille et le poids. Étant donné que les photographies ne sont pas requises dans les demandes d'inscription des personnes physiques, les ACVM continueront d'exiger ces renseignements à des fins d'identification.

- Il faudrait modifier la section sur la compétence afin de limiter la déclaration des renseignements sur les études postsecondaires et les diplômes qui sont pertinents pour la demande ou requis dans celle-ci. Nous continuerons à demander le détail des études post-secondaires puisque cette information est de nature publique et peut être obtenue sans difficulté des établissements d'enseignement postsecondaires fréquentées par le candidat.

- Il y aurait lieu d'inclure un manuel de référence distinct pour ce formulaire. Il est possible que nous élaborions dans l'avenir un manuel de référence pour ce formulaire.

Annexe 33-109A6 – Inscription à titre de courtier, de conseiller ou de société de gestion

Nous avons restructuré et modifié le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 d'une manière qui, selon nous, répond aux commentaires reçus. Le nouveau formulaire est clair et contient des indications logiquement structurées. Ces modifications visent à rendre le formulaire d'inscription plus convivial et à permettre à l'agent responsable d'y trouver toute l'information dont il a besoin pour déterminer si une société est apte à l'inscription.

En réponse aux commentaires, nous avons donné des directives détaillées sur la manière de remplir le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 et avons ajouté une rubrique contenant la définition des termes qui y sont utilisés. Ces définitions donnent des précisions aux déposants. L'annexe autorise les sociétés qui sont déjà inscrites dans un ou plusieurs territoires du Canada à déposer une version abrégée du formulaire. Nous avons modifié la liste des documents qui doivent être remis à l'agent responsable avec le formulaire.

Annexe 33-109A7 – Avis de rétablissement de l'inscription d'une personne physique inscrite ou d'une personne physique autorisée

Les personnes physiques ne peuvent utiliser le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 que si, depuis qu'ils ont quitté leur ancienne société parrainante, il n'y a eu aucun changement dans les renseignements fournis aux rubriques 13 (Renseignements concernant la réglementation), 14 (Renseignements sur les infractions criminelles), 15 (Renseignements sur les poursuites civiles) et 16 (Renseignements sur la situation financière) de l'Annexe 33-109A4.

Un intervenant a fait remarquer qu'il y aura toujours des changements dans les renseignements fournis à la rubrique 13, étant donné que les sociétés indiqueront une date de cessation d'emploi de la personne physique auprès de son ancienne société parrainante. En réponse à ce commentaire, nous avons reformulé le paragraphe *a* de la rubrique 13.1 et le paragraphe *b* de la rubrique 13.2 afin de remédier à ce problème.

Liste des intervenants**(Les personnes physiques ne sont pas incluses dans cette liste.)**

Advocis	Independent Planning Group Inc.
Agri-Growth International Inc.	Investment Adviser Association
Alberta Land & Investment Brokers Inc.	Investment Counsel Association of Canada
Alberta Providence Financial Inc.	Investment Dealers Association of Canada
Alta Gas Ltd.	Investment Industry Association of Canada
Alternative Investment Management Association	Investment Technology Group
Arrow Hedge Partners Inc.	Irwin, White & Jennings
Assante Wealth Management	Jarislowsky Fraser Limited
Barometer Capital Management Inc.	Keystone Real Estate Investments
Becher McMahon Capital Markets Inc.	KMC Capital Inc.
Bick Financial Security Corporation	La Banque Nationale du Canada
Blaney McMurtry LLP	Limited Market Dealers Association
BMO Mutual Funds	Managed Funds Association
BMO Nesbitt Burns Inc.	MC2 Consulting Inc.
Borden Ladner Gervais LLP	McLean Budden Limited
Borden Ladner Gervais LLP on behalf of	McMillan
Orbis Investment Management Limited	MD Funds Management Inc.
Brandes Investment Partners & Co.	MGI Securities
CAL-GAS Inc.	Nexus Investment Management Inc.
Canada's Venture Capital & Private Equity Association	Olympia Trust Company
Canadian Advocacy Council	Ontario Bar Association
Canadian Bankers Association	Ontario Teachers' Pension Plan
Canadian Life and Health Insurance Association Inc.	Osler, Hoskin & Harcourt LLP
Capital Street Group	Osler, Hoskin & Harcourt LLP on behalf of The
Cardinal Capital Management, Inc.	Goldman Sachs Group, Inc.
CareVest Capital Inc.	Paragon Capital Corporation Ltd.
Chambre de la sécurité financière	PFSL Investments Canada Ltd.
CIBC	Prestigious Properties Group
Citrine Investment Services	Proforma Capital Inc.
Clearview School Division No. 71	R.A. Floyd Capital Management Inc.
Cornerstone Group of Companies	Royal Bank Financial Group
Cornerstone Investment Strategies Inc.	Resolute Funds Limited
Crosbie & Company Inc.	RESP Dealers Association of Canada
Crown Properties International Corporation	Schinnour Matkin & Baxter
CSI Global Education Inc.	Scotia Cassels
Desjardins Fédération des caisses du Québec	Securities Industry and Financial Markets Association
Edward Jones	Shire International Real Estate Investments Ltd
Fasken Martineau DuMoulin LLP	SHSC Financial Inc.
Federation of Mutual Fund Dealers	Signature Capital Inc.
Fleming LLP	Société Générale Corporate & Investment Banking
Focused Money Solutions Inc.	Stikeman Elliott LLP
Foundation Capital Corporation	TD Bank Financial Group
Franklin Templeton Investments Corp.	TD Securities (USA) LLC
Goodmans LLP	The Canadian Institute of Chartered Accountants
Greystone Managed Investments Inc.	The Investment Funds Institute of Canada
Hanbury Management Ltd	The Lucid Group of Companies
Healthbridge Capital Management Ltd.	Tikka Financial
Highstreet Asset Management	Torys LLP
IFSE Institute	Tradex Management Inc.
IGM Financial Inc.	VenGrowth Asset Management Inc.
Independent Financial Brokers of Canada	Worldsource Financial Management Inc.

Annexe B

Résumé des changements apportés au projet de 2008

La présente annexe décrit les changements importants apportés au projet de 2008. Sauf indication contraire, les changements mentionnés concernent le Règlement 31-103.

Réorganisation des dispositions du règlement

Nous avons réorganisé le règlement afin qu'il soit plus facile pour les personnes inscrites de comprendre et de respecter les obligations d'inscription. Nous faisons désormais une distinction nette entre les obligations applicables aux personnes physiques et celles applicables aux sociétés. Celles-ci devraient par conséquent être en mesure de répondre plus facilement aux deux questions clés suivantes :

1. Dois-je m'inscrire?
2. Dans l'affirmative, quelles obligations dois-je remplir?

Nous avons divisé le règlement en quatre domaines fonctionnels :

- l'inscription des personnes physiques;
- l'inscription des sociétés;
- le fonctionnement de l'entreprise;
- les relations avec les clients.

Nous avons également réordonné l'instruction générale afin que sa numérotation suive celle du règlement. Les numéros d'articles de l'instruction générale correspondent à ceux du règlement, afin qu'il soit facile de s'y reporter.

Indications de l'instruction générale sur l'inscription en fonction de l'activité

Nous avons modifié les indications fournies sur l'inscription en fonction de l'exercice de l'activité de courtier afin de mieux exprimer notre interprétation de ce que signifie exercer l'activité de courtier. Nous avons apporté les changements suivants :

Changement aux indications de l'instruction générale sur l'inscription en fonction de l'activité		
Suppressions	Ajout	Précisions
<ul style="list-style-type: none"> • Les facteurs de détermination de l'exercice de l'activité de gestionnaire de fonds d'investissement, étant donné que l'obligation d'inscription des gestionnaires de fonds d'investissement n'est pas fondée sur ces facteurs. • Les indications traitant 	<ul style="list-style-type: none"> • Des indications supplémentaires sur le capital-risque. 	<ul style="list-style-type: none"> • La liste des facteurs de détermination de l'exercice de l'activité n'est pas exhaustive. • Certains de ces facteurs s'appliquent uniquement aux activités de courtage. • Nous ne tiendrons pas automatiquement pour acquis que la personne

Changement aux indications de l'instruction générale sur l'inscription en fonction de l'activité		
Suppressions	Ajout	Précisions
<p>des opérations réalisées pour compte propre afin de tenir compte de la nouvelle dispense pour les opérations effectuées par l'intermédiaire d'un courtier inscrit.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les paragraphes traitant du courtage en valeurs mobilières exercé par des sociétés inscrites pour leur propre compte; les préoccupations exprimées dans la publication précédente sont mieux gérées par les contrôles internes des sociétés inscrites. • Les indications relatives aux sociétés de placement hypothécaire. 		<p>physique ou la société qui agit comme intermédiaire exerce nécessairement l'activité de courtier.</p>

Définitions

Nous avons ajouté ou modifié les définitions suivantes :

Changements aux définitions	
Nouvelles définitions	Définitions modifiées
<ul style="list-style-type: none"> • Titre de créance • Client admissible • Société parrainante • Filiale 	<ul style="list-style-type: none"> • Client autorisé – voir ci-dessous.

Client autorisé

Nous avons modifié certains éléments de la définition de « client autorisé » en fonction de la définition d'« investisseur qualifié » du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription* (le « Règlement 45-106 »).

Nous avons également élargi la portée de cette définition en apportant les changements suivants :

- en remplaçant le critère de la personne morale dont les capitaux propres consolidés totalisent au moins 100 000 000 \$ par celui de la personne, à l'exclusion de la personne physique ou du fonds d'investissement, dont l'actif net totalise au moins 25 000 000 \$ selon ses derniers états financiers;

- en incluant les sociétés de personnes et d'autres formes d'entreprises (nous utilisons désormais l'expression « personne » au lieu de « personne morale »), les gouvernements étrangers et les organismes publics, et les filiales en propriété exclusive des caisses de retraite canadiennes visées;
- en désignant comme client autorisé les véhicules que d'autres clients autorisés peuvent utiliser pour investir, pour autant que seuls des clients autorisés puissent les utiliser à cette fin;
- en ajoutant dans l'instruction générale des indications tirées de l'*Instruction générale relative au Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription* à propos de questions telles que le moment et la façon d'évaluer si une entité est un client autorisé.

Inscription des personnes physiques

Obligations de compétence

Nous avons apporté les changements suivants aux obligations de compétence :

Changements aux obligations de compétence		
Suppressions	Ajouts	Précisions
<ul style="list-style-type: none"> • Le délai de 36 mois pour s'inscrire après les examens applicable aux personnes physiques qui ont travaillé dans le secteur des valeurs mobilières sans interruption. • Le chef de la conformité d'un gestionnaire de portefeuille ne peut plus s'inscrire dans cette catégorie du fait qu'il a déjà été inscrit à titre de représentant-conseil d'un gestionnaire de portefeuille. 	<ul style="list-style-type: none"> • La formation est incluse dans le principe de compétence. • Les obligations de compétence applicables au chef de la conformité des courtiers sur le marché dispensé. • L'Examen sur les produits du marché dispensé, un autre examen visant les représentants des courtiers sur le marché dispensé; cet examen est également offert au chef de la conformité du courtier sur le marché dispensé. • L'Examen sur la conformité des courtiers en épargne collective, un autre examen visant le chef de la conformité du courtier en épargne collective. • L'Examen AAD, plus les qualifications du représentant-conseil d'un gestionnaire de portefeuille, en ce qui concerne le chef de la conformité du gestionnaire de portefeuille. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le délai de 36 mois pour s'inscrire après les examens s'applique aux représentants de courtiers en épargne collective et de courtiers en plans de bourses d'études du Québec qui ont passé les examens prévus par l'<i>Instruction générale Q-9, Courtiers, conseillers en valeurs et représentants</i>. • Les années ou mois d'expérience ont été précisés et uniformisés; ils peuvent être cumulatifs. • Le chef de la conformité est assujéti au principe de compétence.

	<ul style="list-style-type: none"> Le chef de la conformité d'un gestionnaire de portefeuille peut agir comme chef de la conformité d'un gestionnaire de fonds d'investissement. 	
--	---	--

Dispense pour les personnes physiques qui exercent des activités de gestionnaire de fonds d'investissement

Nous n'avons jamais envisagé d'exiger des personnes physiques autres que la personne désignée responsable et le chef de la conformité d'un gestionnaire de fonds d'investissement qu'elles s'inscrivent afin d'exercer des activités pour le compte d'un gestionnaire de fonds d'investissement inscrit. Toutefois, pour des raisons techniques, nous avons ajouté une dispense pour ces personnes physiques dans le règlement.

Inscription des sociétés

Courtiers sur le marché dispensé

Nous avons éliminé la distinction entre le courtier sur le marché dispensé qui traite ou détient des actifs de clients, ou y a accès, et celui pour qui ce n'est pas le cas. Nous estimons que toutes les obligations en matière de capital, d'assurance et de conduite sont pertinentes et nécessaires, sans égard au fait que le courtier sur le marché dispensé traite ou détienne des actifs de client, ou y ait accès, ou non.

Tous les courtiers sur le marché dispensé sont tenus de présenter des états financiers annuels à l'autorité. Compte tenu de leurs différents modèles d'entreprise, ils ne sont pas tenus de lui présenter des états financiers intermédiaires.

Gestionnaires de fonds d'investissement

Nous avons apporté les changements suivants à l'inscription des gestionnaires de fonds d'investissement :

Changements à l'inscription des gestionnaires de fonds d'investissement	
Suppression	Ajouts
<ul style="list-style-type: none"> Le fait que la norme de capital soit cumulative lorsque la société est inscrite à titre de gestionnaire de portefeuille et à titre de gestionnaire de fonds d'investissement qui effectue des opérations sur les titres de ses fonds qui ne sont pas placés au moyen d'un prospectus. 	<ul style="list-style-type: none"> Une dispense temporaire de deux ans pour les gestionnaires de fonds d'investissement dont le siège est situé à l'extérieur du Canada. Pour les gestionnaires de fonds d'investissement dont le siège est situé au Canada, une dispense temporaire de deux ans de l'obligation de s'inscrire dans toute province ou tout territoire où le siège n'est pas situé. Une dispense de l'obligation d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement pour les régimes de capitalisation; cette dispense sera offerte de façon temporaire pendant que nous

	surveillons la situation et uniquement si le régime de capitalisation n'est tenu de s'inscrire à titre de gestionnaire de fonds d'investissement que parce que le fonds d'investissement est une option de placement dont est assorti un régime de capitalisation.
--	--

Dispenses de l'obligation d'inscription

Changements d'ordre général au régime de dispense

Pour faciliter leur consultation, la plupart des dispenses d'inscription sont regroupées dans le règlement. Nous avons renommé le règlement *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription* pour indiquer ce changement. Désormais, le Règlement 45-106 prévoira essentiellement les dispenses de prospectus.

Dispenses d'inscription à titre de courtier

Nous avons ajouté certaines dispenses depuis le projet de 2008, dont la plupart reprennent des dispenses qui étaient prévues par le Règlement 45-106, à savoir :

- la dispense pour les personnes physiques agissant pour un gestionnaire de fonds d'investissement – nouvelle, ne remplace pas une dispense prévue par le Règlement 45-106;
- la dispense pour la personne n'effectuant pas d'opérations visées comme activité en Colombie-Britannique, au Manitoba et au Nouveau-Brunswick;
- la dispense pour les opérations visées effectuées avec un courtier inscrit ou par son entremise;
- la dispense pour les investissements additionnels dans un fonds d'investissement dont des titres ont été achetés ou souscrits avant le 14 septembre 2005;
- la dispense pour les clubs d'investissement;
- la dispenses pour les contrats négociables – Alberta, Colombie-Britannique, Saskatchewan et Nouveau-Brunswick;
- la dispense pour les programmes de vente et d'achat pour les propriétaires de petits lots;
- la dispense pour les régimes de capitalisation – nouvelle, ne remplace pas une dispense prévue par le Règlement 45-106;
- la dispense pour les fonds d'investissement privés – portefeuilles gérés par une société de fiducie – nouvelle, ne remplace pas une dispense prévue par le Règlement 45-106.

Dispense d'inscription pour les sous-conseillers

Nous n'avons pas conservé la dispense pour les sous-conseillers dans la version finale du règlement. Ce changement est temporaire. La dispense demeurera à l'article 7.3 de la *Rule 35-502 Non Resident Advisers* de la CVMO et une dispense discrétionnaire aux mêmes conditions sera toujours accordée dans les autres territoires. Nous avons fait ce changement afin de nous donner la possibilité de revoir la dispense en tenant compte des réponses des autorités réglementaires aux activités transfrontalières.

Gestionnaires de portefeuille effectuant des opérations sur leur propres fonds en gestion commune

Nous avons précisé la disposition de l'instruction générale concernant la dispense d'inscription à titre de courtier accordée aux gestionnaires de portefeuille qui effectuent des opérations sur les titres de leurs fonds qui ne sont pas placés au moyen d'un prospectus.

Courtiers et conseillers internationaux

Les sociétés qui bénéficient d'une dispense d'inscription à titre de courtier international ou de conseiller international devront donner à l'autorité un avis annuel indiquant qu'elles se prévalent de la dispense au lieu de lui donner un avis lorsqu'elles cesseront de s'en prévaloir.

En Ontario, l'obligation des conseillers internationaux agissant à titre de gestionnaire de portefeuille d'un fonds d'investissement de communiquer dans les documents de placement la difficulté des investisseurs à faire exercer leurs droits demeurera dans le *Rule 35-502* de la CVMO. Nous surveillerons de près la façon dont est utilisée la dispense et pourrions proposer son adoption dans un règlement à une date ultérieure.

Fonctionnement de l'entreprise

Tenue des dossiers

Nous avons apporté les changements suivants aux obligations de tenue des dossiers :

Changements aux obligations de tenue des dossiers	
Suppression	Précisions
<ul style="list-style-type: none"> • La distinction entre les dossiers concernant une activité et les dossiers concernant une relation; le délai de conservation unique de sept ans à compter de la date de création qui s'applique à ces dossiers. 	<ul style="list-style-type: none"> • Des indications dans l'instruction générale sur les dossiers qui doivent être conservés et sur leur stockage sur des supports électroniques.

Documentation d'ouverture de compte

Nous avons supprimé l'obligation de conserver la documentation d'ouverture de compte. L'obligation était redondante, étant donné que les sociétés inscrites doivent tenir cette information en vertu de la disposition du règlement relative à la tenue des dossiers.

Acquisition de titres ou d'actifs d'une société inscrite

Nous avons modifié l'obligation de donner avis de l'intention d'acquérir des titres ou des actifs d'une société inscrite. Cette obligation vise à nous permettre de prendre connaissance des acquisitions qui pourraient soulever des questions réglementaires, notamment celles de sociétés de portefeuille de sociétés inscrites.

Solvabilité

Nous avons fait les changements suivants aux obligations de solvabilité :

Changements aux obligations de solvabilité	
Suppressions	Ajout
<ul style="list-style-type: none"> • L'obligation de calculer le fonds de roulement mensuellement. • Le fait que la norme de capital soit cumulative lorsque la société est inscrite à titre de gestionnaire de portefeuille et à titre de gestionnaire de fonds d'investissement qui effectue des opérations sur les titres de ses fonds qui ne sont pas placés au moyen d'un prospectus. 	<ul style="list-style-type: none"> • Des indications dans l'instruction générale sur les facteurs pouvant déterminer la fréquence à laquelle la société devrait calculer son fonds de roulement.

Vérifications et information financière

Nous avons fait les changements suivants aux obligations en matière de vérification et d'information financière :

Changements aux obligations en matière de vérification et d'information financière	
Suppression	Modification
<ul style="list-style-type: none"> • L'obligation pour la société inscrite de donner au vérificateur des instructions selon lesquelles il doit exécuter toute vérification ou tout examen. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le remplacement d'« information financière trimestrielle » par « information financière intermédiaire » dans le but de se conformer aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Relations avec les clients

Connaissance du client et convenance au client

Établissement de l'identité des initiés

Nous avons limité les obligations concernant l'établissement de l'identité des initiés à ceux qui sont initiés à l'égard d'émetteurs assujettis et d'émetteurs dont les titres sont négociés sur un marché.

Établissement de l'identité des sociétés de personnes et des fiduciaires

En plus des personnes morales, les personnes inscrites doivent désormais établir l'identité des sociétés de personnes et des fiduciaires, conformément au paragraphe 3 de l'article 13.2 du règlement. Nous avons modifié le règlement afin d'offrir aux membres des OAR une dispense de l'obligation prévue dans cet article, étant donné que les OAR imposent par leurs règles des exigences similaires à leurs membres.

Connaissance du client aux fins d'évaluation de la convenance au client

Les personnes inscrites n'ont pas à recueillir d'information visant à connaître un client autorisé dans le but d'évaluer la convenance des placements si le client a renoncé à cette évaluation. Cependant, la personne inscrite qui gère le portefeuille du client autorisé en vertu d'un mandat discrétionnaire y est tenue.

Indications concernant la connaissance du client et la convenance au client dans l'instruction générale

Nous avons modifié les indications de l'instruction générale pour y faire les précisions suivantes :

- l'obligation de connaître le client exige des personnes inscrites, dans leur fonction de préservation des marchés, qu'elles établissent toujours l'identité du client, même s'il s'agit d'un client autorisé qui a renoncé à l'évaluation de la convenance;
- selon la relation avec le client, l'étendue de l'information relative au client que la personne inscrite devrait obtenir pour évaluer la convenance peut varier;
- toute personne inscrite doit connaître le produit qu'elle recommande au client ou à l'égard duquel elle lui donne des conseils.

Conflits d'intérêts

Les dispositions en matière de conflits d'intérêts ont changé depuis la première publication en 2007. Nous y avons apporté encore d'autres changements en réponse aux commentaires formulés à l'égard du projet de 2008. Dans certains cas, nous sommes revenus au libellé du projet de 2007.

Les autres changements sont conformes au principe régissant les conflits d'intérêts. Certaines précisions ont aussi été apportées. Ces changements ont pour but de garantir ce qui suit :

- que les clients reçoivent de l'information utile sur les conflits d'intérêts;
- qu'aucun fardeau réglementaire n'est imposé inutilement aux personnes inscrites.

Changements aux dispositions en matière de conflits d'intérêts		
Éléments déplacés	Ajouts	Précisions
<ul style="list-style-type: none"> • Le critère de l'importance du conflit est passé de l'instruction générale au règlement. • L'information sur les émetteurs reliés et les émetteurs associés est désormais un exemple d'information à fournir dans l'instruction générale. On vise ainsi à faire en sorte que les pratiques exemplaires qui y sont énoncées en matière de présentation d'information soient appliquées. • Les conseillers inscrits doivent fournir aux clients une description facilement compréhensible de la façon dont les possibilités de 	<ul style="list-style-type: none"> • Des indications dans l'instruction générale sur la communication par les personnes physiques des conflits d'intérêts importants à leur société parrainante. • Des indications dans l'instruction générale sur les opérations dans un compte géré. • Les dispenses relatives aux restrictions concernant les recommandations englobent les recommandations visant les fonds d'investissement dont la société inscrite est conseiller ou le gestionnaire de fonds d'investissement. 	<ul style="list-style-type: none"> • Un éclaircissement des dispositions de l'article portant sur les restrictions visant certaines opérations dans les comptes gérés; nous avons inclus le « fonds d'investissement géré par le conseiller » dans le concept de « portefeuille de placement géré par le conseiller » pour faire en sorte de mettre en œuvre notre interprétation actuelle de cet article. Nous avons également réintégré dans cet article la notion de « mesures prises sciemment ». • Les indications de l'instruction générale concernant l'information à fournir aux clients précisent

placement sont réparties équitablement, plutôt que de fournir la politique de répartition équitable, que les clients pourraient avoir de la difficulté à comprendre. Déplacé à la partie 14 du règlement [<i>Tenue des comptes des clients – sociétés</i>].		que, pour être utile, celle-ci doit être communiquée « rapidement ».
---	--	--

Traitement des plaintes

Nouveau cadre relatif au traitement des plaintes

Les ACVM collaborent actuellement avec les OAR à l'établissement d'un cadre harmonisé pour le régime de traitement des plaintes. Ce cadre devrait :

- fixer les normes et délais pour accuser réception des plaintes de clients, faire enquête à leur sujet et y répondre;
- exiger des sociétés qu'elles exercent une surveillance et déclarent les plaintes de façon à pouvoir relever les plaintes fréquentes et récurrentes qui, cumulativement, peuvent révéler l'existence d'un problème.

À ce jour, nous avons inclus dans le règlement uniquement les dispositions qui sont harmonisées avec celles du cadre harmonisé sur le traitement des plaintes. Nous intégrerons les autres dispositions du cadre en modifiant le règlement. Les OAR ont publié leur projet au cours du printemps 2009.

Règlement des différends

Nous avons supprimé l'obligation de « [participer] à un service indépendant de règlement des différends » et avons élargi la portée de la disposition relative au règlement des différends pour inclure la « médiation ».

Information sur la relation

Nous avons pour objectif d'harmoniser les obligations des ACVM et des OAR en matière de relation avec les clients. Comme ce projet n'est pas encore achevé, nous avons inclus dans le règlement les dispositions harmonisées seulement.

Changements aux dispositions en matière de relation	
Ajout	Précisions
<ul style="list-style-type: none"> • Une dispense générale pour tous les courtiers de l'obligation de fournir l'information sur la relation aux clients autorisés qui ont renoncé à l'application de cette obligation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le principe régissant l'information sur la relation a été précisé; il s'appliquera à tous les courtiers et conseillers. • Les obligations détaillées en matière d'information sur la relation prescrivent l'information minimale qui doit être communiquée par les personnes inscrites qui ne sont pas membres d'un OAR. Les OAR imposent par leurs règles des exigences détaillées essentiellement

	harmonisées à leurs membres.
--	------------------------------

Comptes détenus pour un prête-nom

Nous avons ajouté dans l'instruction générale des indications selon lesquelles il est conforme à une saine pratique commerciale que les personnes inscrites qui ne sont pas membres d'un OAR détiennent des actifs de clients pour les clients seulement et non pour des prête-nom. Les obligations en matière de capital des personnes inscrites non membres d'un OAR ne sont pas conçues pour tenir compte du surplus de risque associé à la détention de tels actifs pour un prête-nom. Les règles des OAR ajoutent des obligations en matière de capital et désignent des gardiens approuvés pour gérer ces risques.

Information sur les mouvements de compte

Nous avons fait les changements suivants aux obligations d'information sur les mouvements de compte :

Changements aux obligations d'information sur les mouvements de compte		
Suppressions	Ajout	Précisions
<ul style="list-style-type: none"> • L'obligation de déclarer les opérations autrement que par un avis d'exécution. • La disposition selon laquelle les courtiers en épargne collective ne sont pas tenus de fournir des relevés mensuels, même si une opération est effectuée au cours du mois. • Le fait que les membres des OAR ne sont pas assujettis à l'obligation prévue par les ACVM de transmettre des avis d'exécution, étant donné qu'ils sont plutôt assujettis aux règles des OAR. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les courtiers en plans de bourses d'études trans-mettront des relevés aux clients annuellement. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le contenu de tous les relevés des clients a été harmonisé.

Réduction des soldes débiteurs

Nous avons supprimé l'obligation relative à la réduction des soldes débiteurs.

Transition

Nous avons prolongé certaines périodes transitoires, au besoin, afin de donner aux personnes inscrites suffisamment de temps pour se conformer à certains articles du règlement. Nous n'avons raccourci aucune des périodes transitoires prévues par le projet de 2008.

Annexe C

Table de concordance des modifications apportées au projet de 2008

		Publication ACVM du 29 février 2008
	Partie 1 Interprétation 1.1 Définitions des expressions utilisées dans le présent règlement 1.2 Interprétation de « titre » en Alberta, en Colombie-Britannique, au Nouveau-Brunswick et en Saskatchewan 1.3 Présentation de l'information à l'autorité principale	1.1, 8.20 -- --
Inscription des personnes physiques	Partie 2 Catégories d'inscription des personnes physiques 2.1 Catégories de personnes physiques 2.2 Dispense fondée sur la mobilité des clients – personnes physiques 2.3 Personne physique agissant pour un gestionnaire de fonds d'investissement	2.7 8.22, 8.24, 8.25 --
	Partie 3 Obligations d'inscription des personnes physiques Section 1 : Obligations de compétence générales 3.1 Définitions – compétence 3.2 Équivalence américaine 3.3 Délai pour s'inscrire après les examens Section 2 : Obligations de scolarité et d'expérience 3.4 Compétence initiale et continue 3.5 Courtier en épargne collective – représentant 3.6 Courtier en épargne collective – chef de la conformité 3.7 Courtier en plans de bourses d'études – représentant 3.8 Courtier en plans de bourses d'études – chef de la conformité 3.9 Courtier sur le marché dispensé – représentant 3.10 Courtier sur le marché dispensé – chef de la conformité 3.11 Gestionnaire de portefeuille – représentant-conseil 3.12 Gestionnaire de portefeuille – représentant-conseil adjoint 3.13 Gestionnaire de portefeuille – chef de la conformité 3.14 Gestionnaire de fonds d'investissement – chef de la conformité Section 3 : Adhésion à l'organisme d'autoréglementation 3.15 Autorisation de l'OAR obligatoire pour l'inscription 3.16 Dispenses de certaines obligations pour les personnes autorisées des OAR	4.1 4.2 4.4 4.3 4.5 4.6 4.7 4.8 4.9 4.10 4.11 4.12 4.13 4.15 3.1(2) 3.3
	Partie 4 Restrictions concernant les personnes physiques inscrites 4.1 Restriction en matière d'emploi auprès d'une autre société inscrite 4.2 Représentant-conseil adjoint – approbation préalable des conseils	6.3 2.8
	Partie 5 Personne désignée responsable et chef de la conformité 5.1 Responsabilités de la personne désignée responsable 5.2 Responsabilités du chef de la conformité	5.24 5.25
	Partie 6 Suspension et radiation d'office de l'inscription des personnes physiques 6.1 Cessation de l'autorisation de la personne physique d'agir pour le compte d'une société 6.2 Révocation ou suspension de l'autorisation de l'OCRCVM 6.3 Révocation ou suspension de l'autorisation de l'ACCFM 6.4 Suspension de l'inscription de la société parrainante 6.5 Suspension des activités de courtage et de conseil 6.6 Radiation d'office de l'inscription suspendue – personnes physiques 6.7 Exception pour les personnes physiques convoquées à une audience 6.8 Application de la partie 6 en Ontario	7.6 7.3(2) 7.4(2) et (3) 7.2 7.1 7.7 7.8 --
Inscription des sociétés	Partie 7 Catégories d'inscription des sociétés 7.1 Catégories de courtier 7.2 Catégories de conseiller 7.3 Catégorie de gestionnaire de fonds d'investissement	2.1 2.3 2.6
	Partie 8 Dispenses d'inscription Section 1 : Dispense de l'inscription à titre de courtier et de placeur 8.1 Interprétation de « opération visée » au Québec	--

		Publication ACVM du 29 février 2008
	8.2 Définition de « titre » en Alberta, en Colombie-Britannique, au Nouveau-Brunswick et en Saskatchewan	--
	8.3 Interprétation – dispense d'inscription à titre de placeur	8.1(2)
	8.4 Personne n'effectuant pas d'opérations visées comme activité en Colombie-Britannique, au Manitoba et au Nouveau-Brunswick	--
	8.5 Opération visée effectuée avec un courtier inscrit ou par son entremise	8.2, 8.3
	8.6 Conseiller – fonds d'investissement dont les titres ne sont pas placés au moyen d'un prospectus	2.2
	8.7 Réinvestissement dans un fonds d'investissement	8.4
	8.8 Investissement additionnel dans un fonds d'investissement	8.5
	8.9 Investissement additionnel dans un fonds d'investissement dont des titres ont été achetés ou souscrits avant le 14 septembre 2005	[8.1 45-106]
	8.10 Club d'investissement	8.7
	8.11 Fonds d'investissement privé – portefeuilles gérés par une société de fiducie	8.6
	8.12 Créance hypothécaire	8.8
	8.13 Législation sur les sûretés mobilières	8.9
	8.14 Contrat à capital variable	8.10
	8.15 Banques de l'Annexe III et associations coopératives – titre constatant un dépôt	8.11
	8.16 Administrateur de plan	8.12
	8.17 Plan de réinvestissement	8.13
	8.18 Courtier international	8.15
	8.19 Régime enregistré d'épargne-études autogéré	8.18
	8.20 Contrats négociables – Alberta, Colombie-Britannique, Nouveau-Brunswick et Saskatchewan	[3.2 45-106]
	8.21 Dette déterminée	8.19
	8.22 Programmes de vente et d'achat pour les propriétaires de petits lots	[3.6 45-106]
	Section 2 : Dispenses d'inscription à titre de conseiller	
	8.23 Courtier sans mandat discrétionnaire	2.4
	8.24 Membres de l'OCRCVM qui ont un mandat discrétionnaire	2.5
	8.25 Conseils généraux	8.14
	8.26 Conseiller international	8.16
	Section 3 : Dispense d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement	
	8.27 Club d'investissement	8.7
	8.28 Dispense pour les régimes de capitalisation	--
	8.29 Fonds d'investissement privé – portefeuilles gérés par une société de fiducie	8.6
	Section 4 : Dispense fondée sur la mobilité – sociétés	
	8.30 Dispense fondée sur la mobilité des clients – sociétés	8.23, 8.25(b)
	Partie 9 Adhésion à l'organisme d'autoréglementation	
	9.1 Adhésion du courtier en placement à l'OCRCVM	3.1(1)
	9.2 Adhésion du courtier en épargne collective à l'ACCFM	3.2
	9.3 Dispenses de certaines obligations pour les membres des OAR	3.3
	Partie 10 Suspension et radiation d'office de l'inscription des sociétés	
	Section 1 : Suspension de l'inscription d'une société	
	10.1 Non-paiement des droits	7.5
	10.2 Révocation ou suspension de l'adhésion à l'OCRCVM	7.3(1)
	10.3 Suspension de l'adhésion à l'ACCFM	7.4 (1) et (3)
	10.4 Activités non permises pendant la suspension de l'inscription d'une société	7.1
	Section 2 : Radiation d'office de l'inscription d'une société	
	10.5 Radiation d'office de l'inscription suspendue – sociétés	7.7
	10.6 Exception pour les sociétés convoquées à une audience	7.8
	10.7 Application de la partie 10 en Ontario	--
Fonctionnement de l'entreprise	Partie 11 Contrôle interne et systèmes	
	Section 1 : Conformité	
	11.1 Système de conformité	5.23
	11.2 Nomination de la personne désignée responsable	2.9
	11.3 Nomination du chef de la conformité	2.10
	11.4 Accès au conseil d'administration	5.26
	Section 2 : Tenue de dossiers	
	11.5 Dispositions générales concernant les dossiers	5.15
	11.6 Forme, accessibilité et conservation des dossiers	5.16

		Publication ACVM du 29 février 2008
	Section 3 : Certaines opérations commerciales 11.7 Règlement lié des opérations sur titres 11.8 Vente liée 11.9 Acquisition de titres ou d'actifs d'une société inscrite par une personne inscrite 11.10 Société inscrite dont les titres font l'objet d'une acquisition	6.9 6.10 6.8 [6.7 de la publication ACVM de février 2008]
	Partie 12 Situation financière Section 1 : Fonds de roulement 12.1 Obligations en matière de capital 12.2 Convention de subordination – avis à l'agent responsable Section 2: Assurance 12.3 Assurance – courtier 12.4 Assurance – conseiller 12.5 Assurance – gestionnaire de fonds d'investissement 12.6 Cautionnement ou assurance global 12.7 Modification, demande d'indemnité ou résiliation – avis à l'agent responsable Section 3 : Vérifications 12.8 Demande de l'agent responsable d'effectuer une vérification ou un examen 12.9 Coopération avec le vérificateur Section 4 : Information financière 12.10 États financiers annuels 12.11 Information financière intermédiaire 12.12 Transmission de l'information financière – courtier 12.13 Transmission de l'information financière – conseiller 12.14 Transmission de l'information financière – gestionnaire de fonds d'investissement	4.18, 4.19 4.20 4.21 4.22 4.23 4.24 4.25 4.27 4.33 4.31, 4.32 -- 4.28 4.29 4.30
Relations avec les clients	Partie 13 Relations des personnes physiques et des sociétés avec les clients Section 1 : Connaissance du client et convenance au client 13.1 Dispense de la présente section pour les gestionnaires de fonds d'investissement 13.2 Connaissance du client 13.3 Convenance au client Section 2 : Conflits d'intérêts 13.4 Repérage et résolution des conflits d'intérêts 13.5 Restrictions relatives à certaines opérations dans un compte géré 13.6 Information à fournir lors de la recommandation de titres d'un émetteur relié ou associé Section 3 : Ententes d'indication de clients 13.7 Définitions – entente d'indication de clients 13.8 Ententes d'indication de clients autorisées 13.9 Vérification des qualités de la personne qui reçoit une indication de client 13.10 Information à fournir aux clients sur les ententes d'indication de clients 13.11 Ententes d'indication de clients antérieures à l'entrée en vigueur du présent règlement Section 4 : Prêts et marge 13.12 Restriction en matière de prêts aux clients 13.13 Mise en garde concernant le recours à un emprunt Section 5 : Plaintes 13.14 Application de la présente section 13.15 Traitement des plaintes 13.16 Service de règlement des différends	5.1 5.3 5.5 6.1 6.2 6.5 6.11 6.12 6.14 6.13 6.15 5.7 5.8 5.27, 5.32 5.28 5.29
	Partie 14 Tenue des comptes des clients – sociétés Section 1 : Dispense pour les gestionnaires de fonds d'investissement 14.1 Dispense de la présente partie pour les gestionnaires de fonds d'investissement Section 2 : Information à fournir aux clients 14.2 Information sur la relation 14.3 Information à fournir aux clients sur la répartition équitable des possibilités de placement 14.4 Relation de la société avec une institution financière 14.5 Avis aux clients de personnes inscrites non résidentes Section 3 : Actifs des clients 14.6 Garde des actifs des clients en fiducie	5.17 5.4 6.7(2) 5.9 5.33 5.10

		Publication ACVM du 29 février 2008
	14.7 Garde des actifs des clients – personnes inscrites non résidentes 14.8 Titres faisant l'objet d'un contrat de garde 14.9 Titres ne faisant pas l'objet d'un contrat de garde Section 4 : Comptes des clients 14.10 Répartition équitable des possibilités de placement 14.11 Vente ou cession des comptes des clients Section 5 : Information sur les mouvements de compte 14.12 Contenu et transmission de l'avis d'exécution 14.13 Avis d'exécution semestriels dans le cas de certains plans automatiques 14.14 Relevé du client	5.35 5.11 5.12 6.7(1) 5.6 5.18 5.20 5.22
Dispenses du règlement	Partie 15 Dispenses 15.1 Personnes habilitées à octroyer une dispense	9.1
Dispositions transitoires et entrée en vigueur	Partie 16 Dispositions transitoires 16.1 Changement de catégorie d'inscription – personnes physiques 16.2 Changement de catégorie d'inscription – sociétés 16.3 Changement de catégorie d'inscription – courtier sur le marché dispensé 16.4 Inscription du gestionnaire de fonds d'investissement en activité à la date d'entrée en vigueur du règlement 16.5 Dispense temporaire du gestionnaire de fonds d'investissement canadien inscrit dans son territoire principal 16.6 Dispense temporaire pour le gestionnaire de fonds d'investissement étranger 16.7 Inscription du courtier sur le marché dispensé 16.8 Inscription de la personne désignée responsable 16.9 Inscription du chef de la conformité 16.10 Compétence des représentants de courtier et des représentants-conseil 16.11 Obligations en matière de capital 16.12 Maintien des dispenses existantes 16.13 Obligations d'assurance 16.14 Information sur la relation 16.15 Ententes d'indication de clients 16.16 Traitement des plaintes 16.17 Relevé du client – gestionnaires de fonds d'investissement 16.18 Transition vers la dispense – courtier international 16.19 Transition vers la dispense – conseiller international 16.20 Transition vers la dispense – gestionnaire de portefeuille et conseiller en placement étranger 16.21 Élimination du renouvellement annuel de l'inscription	10.2 10.1(1) 10.1(2) 10.3 -- -- 10.4 10.5 10.6 4.16 10.10 -- 10.11 10.7 10.9 10.8 -- -- -- --
	Partie 17 Date d'entrée en vigueur 17.1 Date d'entrée en vigueur	11.1
Formulaires	Annexe 31 103A1 Calcul de l'excédent du fonds de roulement Annexe 31-103A2 Acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification Annexe 31-103A3 Dispense fondée sur la mobilité	Annexe 31-103F1 Annexe 31-103F2 Annexe 31-103F3
Annexes	Annexe A – Clauses de cautionnement et d'assurance Annexe B – Convention de subordination Annexe C – Nouvelles catégories – personnes physiques Annexe D – Nouvelles catégories – sociétés Annexe E – obligations en matière de capital non harmonisées Annexe F – Obligations d'assurance non harmonisées	ANNEXE A ANNEXE B ANNEXE D ANNEXE C ANNEXE E ANNEXE F

Annexe D

Encadrement réglementaire des intermédiaires sur le marché dispensé différent dans certains territoires

L'Alberta Securities Commission, la British Columbia Securities Commission, la Commission des valeurs mobilières du Manitoba, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (ministère de la Justice), le gouvernement du Nunavut (ministère de la Justice) et le gouvernement du Yukon (Community Services) prononceront chacun une ordonnance dispensant de l'obligation d'inscription à titre de courtier les personnes effectuant des opérations visées sous le régime de l'une des dispenses de prospectus suivantes établies par le Règlement 45-106 : *i*) investisseur qualifié (article 2.3); *ii*) parents, amis et partenaires (article 2.5); *iii*) notice d'offre (article 2.9); et *iv*) investissement d'une somme minimale (article 2.10). Pour être visée par l'ordonnance, la personne doit remplir toutes les conditions suivantes :

- ne pas être inscrite;
- ne pas fournir, à propos de la convenance de l'opération visée, de conseils menant à la réalisation de l'opération;
- ne pas fournir par ailleurs de services financiers à l'acquéreur ou au souscripteur;
- ne pas avoir accès aux actifs de l'acquéreur ou du souscripteur ni en détenir;
- fournir à l'acquéreur ou au souscripteur de l'information sur les risques en la forme prévue;
- déposer un rapport d'information auprès de l'autorité en valeurs mobilières.

Ces conditions préservent et améliorent le régime de dispense d'inscription à titre de courtier pour la collecte de capitaux qui s'applique actuellement dans les territoires participants en vertu du Règlement 45-106. En outre, ces conditions, sauf deux, faisaient partie du régime d'encadrement des courtiers sur le marché dispensé proposé par la British Columbia Securities Commission (BCSC) et la Commission des valeurs mobilières du Manitoba (CVMM) en 2008. Nous exposons ci-après les différences entre ce régime et le régime actuel, de même que l'encadrement proposé par la BCSC et la CVMM en 2008.

Actuellement, la réalisation d'opérations visées sur les titres dispensés n'entraîne pas l'obligation de s'inscrire dans ces territoires. L'ordonnance limitera la dispense aux personnes non inscrites par ailleurs, de sorte que les investisseurs bénéficieront pour toute opération visée du même niveau de protection à l'égard des personnes inscrites. Cette condition faisait partie de la proposition de la BCSC et de la CVMM en 2008.

À l'heure actuelle, il est implicite dans les dispenses d'inscription pour la collecte de capitaux que les personnes qui s'en prévalent ne peuvent fournir de conseils sur la convenance des placements puisque cette activité nécessite l'inscription. Même si cette condition n'était pas formulée clairement dans la proposition de la BCSC et de la CVMM en 2008, nous estimons qu'il s'agit non pas d'un changement, mais de la précision explicite de ce qui était implicite.

En ce moment, il n'est pas interdit à la personne qui a antérieurement fourni des services financiers de se prévaloir des dispenses d'inscription pour la collecte de capitaux. Une telle interdiction n'était pas envisagée dans la proposition de la BCSC et de la CVMM en 2008. Les autorités participantes estiment que cette condition éliminera la possibilité que l'acquéreur ou le souscripteur qui a antérieurement reçu des services de conseil financier d'un intermédiaire sur le marché dispensé ne comprenne pas qu'il ne peut compter sur les conseils de cet intermédiaire à cette occasion. En Colombie-Britannique, l'ordonnance ne

prévoira pas cette condition, mais la BCSC demandera avis au cours de la prochaine année afin de savoir si elle aussi devrait imposer cette condition.

Actuellement, aucune interdiction ne s'applique à l'accès aux actifs de l'acquéreur ou du souscripteur ou à leur détention. D'après les consultations menées auprès des courtiers sur le marché dispensé de certains territoires, dont la Colombie-Britannique, l'Alberta et le Manitoba, nous estimons que ce n'est pas une activité à laquelle ces courtiers se livrent habituellement. Par conséquent, bien que cette condition constitue un changement par rapport au régime actuel et à la proposition de la BCSC et de la CVMM en 2008, nous sommes d'avis qu'elle n'ajoute pas au fardeau réglementaire des intermédiaires sur le marché dispensé.

Il n'existe, à l'heure actuelle, pas d'obligation de fournir séparément de l'information à l'acquéreur ou au souscripteur sur les risques liés au fait de traiter avec l'intermédiaire de marché plutôt que sur les risques associés aux titres dispensés. Cette condition était comprise dans la proposition de la BCSC et de la CVMM en 2008. Les autorités participantes estiment que la communication d'information claire sur les risques associés aux acquisitions ou aux souscriptions effectuées par l'entremise d'un intermédiaire sur le marché dispensé permettra à l'acquéreur ou au souscripteur d'être mieux à même de comprendre qu'il n'est pas représenté et qu'il ne peut recevoir de conseils de l'intermédiaire sur l'opération.

Actuellement, les courtiers sur le marché dispensé n'ont pas l'obligation de déposer de rapport d'information exposant leurs activités de courtage sur le marché dispensé et communiquant leurs coordonnées aux autorités en valeurs mobilières. La proposition formulée par la BCSC et la CVMM en 2008 comprenait cette condition. Les autorités participantes estiment que la collecte de cette information facilitera leurs communications avec les participants au marché dispensé et leur permettra de mieux comprendre leurs activités.

La prise d'effet de cette ordonnance coïncidera avec la mise en œuvre du Règlement 31-103.

Annexe E

Avis 31-311 du personnel des ACVM

**Projet de Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription
Transition vers le nouveau régime d'inscription**

Le 12 juin 2009

Le projet de *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription* (le **Règlement 31-103**) a été publié pour consultation le 29 février 2008 mais n'a pas encore été approuvé par les autorités en valeurs mobilières. Au cours du mois prochain, le personnel des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (**ACVM**) entend demander l'approbation finale du Règlement 31-103 et compte en publier la version finale le 17 juillet 2009 ou vers cette date. Sous réserve de l'approbation ministérielle dans certains territoires, le Règlement 31-103 entrerait en vigueur le 28 septembre 2009 ou vers cette date (la **date d'entrée en vigueur**).

Par conséquent, le présent avis ne porte que sur ce que le personnel des ACVM recommande aux autorités en valeurs mobilières et ministres compétents.

Introduction

Le présent avis décrit la transition que le personnel des ACVM et de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (**OCRCVM**) envisagent pour les sociétés et les personnes physiques, entre le régime d'inscription actuel et le nouveau régime prévu par le Règlement 31-103. Le personnel des ACVM et de l'OCRCVM s'engage à rendre la transition aussi souple et efficiente que possible pour les personnes inscrites. L'OCRCVM compte publier un avis concernant la conversion des catégories d'inscription pour compléter le présent avis.

Le présent avis traite plusieurs questions relatives à la mise en œuvre planifiée du Règlement 31-103 :

- **Période d'arrêt de la Base de données nationale d'inscription (BDNI).** Sous réserve d'un avis ultérieur, la BDNI serait arrêtée le 25 septembre 2009 à 17 h HNE jusqu'au 12 octobre 2009 à 23 h 59 HNE.
- **Conversion.** Le personnel propose de convertir les catégories d'inscription actuelles des sociétés et des personnes physiques en nouvelles catégories d'inscription. Certaines catégories de société qui ne sont plus prévues par le Règlement 31-103 ne seraient pas converties. Certaines désignations de personnes physiques non inscrites ne seraient pas non plus converties (voir la section Conversion ci-dessous).
- **Calendrier de transition.** Le personnel propose des périodes de transition qui donneraient suffisamment de temps aux sociétés et aux personnes physiques pour s'ajuster à certaines obligations nouvelles et s'y conformer.

Période d'arrêt de la BDNI

La BDNI serait arrêtée pendant deux semaines, du 25 septembre 2009 à 17 h HNE jusqu'au 12 octobre 2009 à 23 h 59 HNE.

Il serait nécessaire d'arrêter la BDNI pour remplacer :

- les catégories d'inscription actuelles par les nouvelles catégories d'inscription de sociétés et de personnes physiques prévues par le Règlement 31-103;
- les annexes existantes par les annexes révisées du projet de version révisée du *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription (Règlement 33-109)*.

Les sociétés auraient-elles accès à la BDNI pendant la période d'arrêt?

Les représentants autorisés de la société ne pourraient pas faire de nouvelles présentations de renseignements à la BDNI. Les sociétés auraient accès à la BDNI uniquement pour simple lecture pendant la période d'arrêt.

Les sociétés seraient-elles tenues de présenter des renseignements à la BDNI pendant la période d'arrêt?

Les sociétés pourraient présenter l'information importante suivante pendant cette période :

- les rétablissements, au moyen de la version papier du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7, *Rétablissement de l'inscription d'une personne physique inscrite ou de la qualité de personne physique autorisée*;
- les avis de cessation de relation pour les personnes physiques qui démissionnent ou font l'objet d'un congédiement justifié, au moyen de la version papier du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1, *Avis de cessation de relation avec une personne inscrite ou autorisée*;
- les avis de modification des renseignements sur les poursuites civiles, les infractions criminelles et la situation financière, au moyen de la version papier du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5, *Modification des renseignements concernant l'inscription*.

Ces renseignements seraient présentés sur papier au moyen des formulaires prévus par le Règlement 33-109 qui entrerait aussi en vigueur le 28 septembre 2009. Pour tenir les dossiers à jour, les sociétés auraient à déposer ces avis dans la BDNI de nouveau après la fin de la période d'arrêt, **au plus tard le 10 novembre 2009**.

Les sociétés seraient tenues de présenter **au plus tard le 24 novembre 2009** tous les autres avis qui auraient autrement dû être présentés pendant la période d'arrêt de la BDNI.

Les sociétés peuvent continuer à présenter des demandes sur papier pendant la période d'arrêt, étant entendu que celles-ci pourraient ne pas être traitées et qu'il faudrait donc les déposer de nouveau dans la BDNI après la fin de cette période. Toute demande approuvée pendant la période d'arrêt devrait être déposée de nouveau dans la BDNI **au plus tard le 10 novembre 2009**.

Les sociétés devraient-elles payer des frais pour présenter des renseignements sur papier pendant la période d'arrêt?

Les sociétés n'auraient pas à payer de frais pendant la période d'arrêt pour présenter sur papier des renseignements qu'elles présenteraient normalement à la BDNI. Ces frais seraient exigibles lors de la présentation des renseignements à la BDNI après la fin de la période d'arrêt.

Qu'advierait-il des demandes présentées à l'autorité en valeurs mobilières (y compris les renseignements présentés à la BDNI) avant l'entrée en vigueur du Règlement 31-103?

Dans la mesure du possible, le personnel des ACVM traiterait les demandes présentées avant l'entrée en vigueur du Règlement 31-103. Voici cependant ce qu'il advierait de toute demande présentée mais non approuvée avant la date d'entrée en vigueur :

- les renseignements présentés à la BDNI ne seraient pas traités; les renseignements présentés à la BDNI mais non traités seraient retirés de la base de données; nous prévoyons que des rapports seraient générés pour les renseignements ainsi retirés, et que l'autorité principale fournirait à chaque société une liste de renseignements;
- les sociétés et les personnes physiques devraient présenter une nouvelle demande au moyen des nouveaux formulaires prévus par les annexes de la version révisée du Règlement 33-109;
- les sociétés et les personnes physiques qui demandent à s'inscrire devraient se conformer aux nouvelles dispositions du Règlement 31-103 pour s'inscrire; ainsi, une société devrait déposer le formulaire prévu à l'*Annexe 33-109A6, Inscription d'une société (l'Annexe 33-109A6)* et se conformer aux nouvelles obligations en matière de capital, d'assurance et de compétence pour que sa demande soit approuvée; **aucune période de transition n'est prévue dans ces cas.**

Qu'advierait-il des renseignements figurant dans la liste des travaux en cours d'une société au début de la période d'arrêt?

Les demandes figurant dans la liste des travaux en cours qui n'ont pas encore été présentées à l'autorité en valeurs mobilières seraient effacées par le système. Nous nous attendons à ce que des rapports soient générés dans ces cas et à ce que l'autorité principale fournisse à chaque société une liste de ces renseignements effacés.

Les sociétés devraient-elles payer des frais pour présenter de nouveau des renseignements retirés pendant la période d'arrêt?

Comme les frais seraient prélevés automatiquement au moyen de la BDNI pour les demandes de personnes physiques, il est recommandé aux sociétés d'utiliser la fonction « Relier une demande à une insuffisance » de la BDNI pour éviter que les frais ne soient prélevés une deuxième fois. Toutefois, l'autorité en valeurs mobilières rembourserait les frais payés en double. Les sociétés n'auraient pas à payer de nouveaux frais pour présenter une demande d'inscription.

Que peuvent faire les sociétés pour augmenter leurs chances de voir leurs demandes traitées avant l'entrée en vigueur du Règlement 31-103?

Elles devraient présenter leurs demandes longtemps à l'avance selon le calendrier suivant :

Type de demande	Date de présentation
Société	Au plus tard le 26 juin 2009
Personne physique – inscription pour exercer auprès d'un conseiller	Au plus tard le 15 juillet 2009
Personne physique – inscription pour exercer auprès d'une société existante dans toute autre catégorie que celle de conseiller	Au plus tard le 14 août 2009

Qu'advierait-il des avis de rétablissement en cas de dépôt d'un avis de cessation de relation avant la période d'arrêt?

Après la fin de la période d'arrêt, la BDNI empêcherait le dépôt de tout avis de rétablissement d'une personne physique ayant fait l'objet d'une cessation de relation avant la période d'arrêt. Dans ce cas, il faudrait déposer une réactivation au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, *Inscription d'une personne physique et examen d'une personne physique autorisée*. Les frais seraient automatiquement prélevés pour cela et seraient donc remboursés si la personne physique changeait de société dans les 90 jours.

Sommaire de la période d'arrêt de la BDNI

Le tableau ci-dessous expose le fonctionnement de la BDNI pendant la période d'arrêt :

Période d'arrêt de la BDNI, du 28 septembre au 12 octobre 2009	Période postérieure, à compter du 13 octobre 2009
<i>Arrêt de la BDNI à 17 h HNE le vendredi 25 septembre 2009.</i>	
<ul style="list-style-type: none"> • Conversion des catégories d'inscription existantes en nouvelles catégories d'inscription. Tous les renseignements conservés dans les dossiers en cours du représentant autorisé de la société (RAS) ou de la société seraient effacés et ceux qui n'ont pas encore été traités par les autorités en valeurs mobilières seraient retirés de la BDNI. Les renseignements présentés par les sociétés ou les RAS seraient effacés le 28 septembre 2009 tandis que ceux des autorités en valeurs mobilières seraient retirés le 5 octobre 2009. • Les sociétés ou les RAS ne pourraient pas présenter de nouveaux renseignements à la BDNI. • Les sociétés ou les RAS auraient un accès pour simple lecture pendant la période d'arrêt. • Les sociétés seraient uniquement tenues de continuer à déposer l'information importante (tous les rétablissements, cessations de relation justifiées, modifications des renseignements sur les poursuites civiles, les infractions criminelles et la situation financière). Les renseignements seraient déposés : <ol style="list-style-type: none"> i) sur papier; ii) au moyen des nouveaux formulaires; iii) sans paiement de frais jusqu'à ce que l'information importante soit déposée de nouveau dans la BDNI. 	<ul style="list-style-type: none"> • Au plus tard le 10 novembre 2009, les sociétés auraient à déposer de nouveau l'information importante déposée sur papier pendant la période d'arrêt (c'est-à-dire tous les rétablissements, cessations de relation justifiées, modifications des renseignements sur les poursuites civiles, les infractions criminelles et la situation financière). • Au plus tard le 24 novembre 2009, les sociétés devraient déposer tous les autres avis non déposés pendant la période d'arrêt qui auraient autrement été exigés. <ul style="list-style-type: none"> • Les sociétés devraient déposer de nouveau toute demande d'inscription déposée sur papier et non approuvée pendant la période d'arrêt après la fin de cette période pour obtenir l'approbation des autorités en valeurs mobilières. Les demandes approuvées doivent aussi être déposées de nouveau dans la BDNI au plus tard le 10 novembre 2009. • Les sociétés auraient à déposer de nouveau tous les renseignements retirés de la BDNI pendant la période d'arrêt pour obtenir l'approbation des autorités en valeurs mobilières. L'autorité principale fournirait à chaque société une liste de ces renseignements. • Les frais seraient prélevés sur le compte BDNI des sociétés pour les renseignements des personnes physiques présentés de nouveau. Par conséquent, les sociétés pourraient relier ces renseignements avec ceux qui ont été retirés pour ne pas avoir à payer les frais de nouveau. • Il n'y aurait pas de nouveaux frais à payer pour l'inscription des sociétés dont la demande a été présentée mais non approuvée avant le 28 septembre 2009.

Conversion

Le personnel propose de convertir les catégories d'inscription actuelles des sociétés et des personnes physiques en nouvelles catégories d'inscription, le cas échéant. Prière de se reporter aux tableaux figurant à l'Annexe A.

Pendant la période d'arrêt, les catégories d'inscription actuelles seraient converties en nouvelles catégories d'inscription comme l'indiquent les tableaux figurant à l'Annexe A.

Certaines catégories d'inscription indiquées dans les tableaux figurant à l'Annexe A cesseraient d'exister en vertu du Règlement 31-103. Par exemple, la catégorie d'émetteur de valeurs mobilières serait éliminée. Autrement dit, certaines sociétés cesseraient d'être inscrites.

Conversion à la qualité de personne physique autorisée

En vertu du Règlement 33-109, les personnes physiques autorisées comprendraient les administrateurs, le chef de la direction, le chef des finances, le chef de l'exploitation ou les personnes physiques exerçant des fonctions analogues. Seraient aussi des personnes physiques autorisées les actionnaires qui sont propriétaires véritables d'au moins 10 % des titres avec droit de vote de la société ou qui exercent une emprise directe ou indirecte sur ces titres. Cette définition ne vise donc que l'âme dirigeante de la société, soit les personnes qui exercent une influence directe sur elle. Les dirigeants subalternes n'ont plus à demander l'approbation. Toutes les personnes physiques qui répondent à la définition actuelle de personne physique autorisée (le groupe plus restreint) prévue par le Règlement 33-109 seraient converties pendant la période d'arrêt de la BDNI.

Tous les dirigeants qui ne sont plus visés par la définition révisée de personne physique autorisée devraient abandonner l'activité autorisée ou cesser d'exercer leurs fonctions à titre de personnes physiques autorisées après la date d'entrée en vigueur. Toutefois, les sociétés ne devraient pas déposer d'avis de radiation ou de cessation de fonctions pendant la période d'arrêt. Ces personnes physiques devraient être retirées de la BDNI d'ici le 31 décembre 2009, sinon les sociétés devraient payer leurs frais d'usager de la BDNI. **Ces frais ne sont pas remboursables.**

Services de dépôt et de compensation CDS Inc. (CDS) générerait des listes de dirigeants que les autorités en valeurs mobilières enverraient aux sociétés après la date d'entrée en vigueur pour les aider à retirer les dirigeants qui ne sont pas des personnes physiques autorisées.

Les sociétés peuvent éviter de payer ces frais d'usager de la BDNI en prenant l'une des mesures suivantes :

- ***présenter des renseignements distincts pour chaque personne physique avant le 1^{er} décembre 2009***

Les sociétés peuvent déposer un avis de cessation de relation (*Annexe 33-109A1, Avis de cessation de relation avec une personne inscrite ou autorisée*) ou de modification ou de radiation (*Annexe 33-109A2, Modification ou radiation de catégories d'inscription*) dans la BDNI pour chaque personne physique qui n'est plus visée par la définition de personne physique autorisée prévue par le Règlement 31-103 au plus tard le 1^{er} décembre 2009.

L'avis de cessation de relation est exigé pour les personnes physiques qui radient leur dernière catégorie ou activité autorisée dans la BDNI. L'avis de modification ou de radiation est exigé pour les personnes physiques qui seraient toujours « activées » dans la BDNI après le retrait de l'activité autorisée qui n'est plus visée par le Règlement 33-109.

Le personnel des ACVM ne peut pas garantir que les renseignements déposés après le 1^{er} décembre 2009 seraient approuvés avant le 31 décembre 2009.

- ***présenter une demande en bloc pour les sociétés comptant plus de dix dirigeants***

CDS fournirait de l'assistance aux sociétés comptant plus de dix dirigeants qui ne sont plus tenus d'être inscrits dans la BDNI. Des listes de dirigeants seraient générées par CDS et envoyées aux sociétés après la date d'entrée en vigueur avec des instructions. Nous nous attendons à ce que, lorsqu'elles auront reçu la liste, les sociétés confirment à leur autorité principale l'identité des dirigeants à retirer de la BDNI.

Les sociétés membres de l'OCRCVM peuvent obtenir de plus amples renseignements auprès de Lisa Mullen, à l'adresse registration@iiloc.ca. Toutes les autres sociétés peuvent s'adresser à Helen Walsh, du service des systèmes des ACVM, à l'adresse inquiries@nrd-info.ca.

- ***présenter une demande d'exclusion des frais annuels avant le 31 décembre 2009***

Les sociétés peuvent présenter une demande d'exclusion des frais annuels dans la BDNI au plus tard le 31 décembre 2009 pour toute personne physique qui n'est plus visée par la définition de personne physique autorisée prévue par le Règlement 31-103 et est tenue de présenter un avis de cessation de relation. Les sociétés ne peuvent utiliser cette procédure que si la personne physique n'est approuvée que dans une seule catégorie. Par exemple, elles ne peuvent le faire si la personne physique est à la fois dirigeant et représentant.

La présentation d'une demande d'exclusion des frais annuels permettrait d'éviter que les frais ne soient prélevés dans le compte BDNI de la société pour la personne physique, mais elle ne dispense pas la société de présenter un avis de cessation de relation pour retirer la personne physique comme personne physique autorisée. Prière de consulter le site Web d'information de la BDNI pour connaître la procédure de présentation de la demande d'exclusion des frais annuels (<http://www.nrd-info.ca/using/hint8.jsp?lang=fr>).

Calendrier de transition

Le personnel des ACVM recommande des périodes de transition permettant aux sociétés et aux personnes physiques de se conformer aux nouvelles obligations. L'Annexe B contient un calendrier de transition.

La société qui ne respecte pas la date limite prévue pour une période de transition doit cesser d'exercer son activité jusqu'à ce qu'elle se conforme aux dispositions du Règlement 31-103.

Nous prévoyons que les périodes de transition suivantes s'appliqueraient aux sociétés et personnes physiques inscrites avant la date d'entrée en vigueur. Les périodes indiquées commencent à la date d'entrée en vigueur.

Sociétés inscrites avant la date d'entrée en vigueur

Modalités générales

- les sociétés disposent de 3 mois pour nommer une personne physique dans la catégorie de personne désignée responsable et demander l'inscription à ce titre de cette personne physique inscrite;
- les sociétés disposent de 3 mois pour nommer une personne physique dans la catégorie de chef de la conformité et demander son inscription à ce titre;

- les sociétés disposent de 6 mois pour remplir les obligations de cautionnement ou d'assurance et aviser l'autorité en valeurs mobilières de toute modification ou annulation de la police ou réclamation en vertu de celle-ci; tout cautionnement ou assurance en vigueur doit être conservé jusqu'à ce que les nouvelles obligations soient remplies;
- les sociétés disposent de 6 mois pour se conformer à l'obligation relative aux ententes d'indication de clients;
- les sociétés disposent de 12 mois pour transmettre aux clients l'information sur la relation;
- les sociétés disposent de 12 mois pour remplir les obligations en matière de capital et aviser l'autorité en valeurs mobilières de toute convention de subordination; les obligations actuelles doivent être respectées jusqu'à ce que les nouvelles soient remplies;
- les sociétés disposent de 24 mois pour faire en sorte que des services indépendants de règlement des différends ou de médiation soient disponibles pour les clients pour régler leurs plaintes³;

La société qui a été dispensée des obligations d'inscription existant avant la date d'entrée en vigueur serait dispensée de l'application des dispositions du Règlement 31-103 qui sont analogues pour l'essentiel.

Courtier en épargne collective

- les sociétés inscrites dans la catégorie de courtier en épargne collective disposent de 24 mois pour se conformer à l'obligation de transmission des relevés du client;

Courtier international

- les sociétés inscrites dans la catégorie de courtier international⁴ disposent d'un mois pour transmettre le formulaire prévu à l'Annexe 31-103A2, *Acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification* – l'inscription de la société dans la catégorie de courtier international est radiée d'office immédiatement;

Conseiller international

- les sociétés inscrites dans la catégorie de conseiller international⁵ disposent de 12 mois pour transmettre le formulaire prévu à l'Annexe 31-103A2, *Acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification*.

Pendant la période de transition de 12 mois, les conseillers internationaux peuvent continuer à exercer leur activité aux conditions prévues par la *Rule 35-502 Non-Resident Advisers* de la CVMO, tout en déterminant s'ils pourraient le faire aux conditions de la dispense prévue par le Règlement 31-103 ou s'ils souhaitent s'inscrire comme gestionnaire de portefeuille. Les sociétés actuellement inscrites comme conseiller international qui exerceraient leur activité aux conditions de la dispense devraient déposer le formulaire prévu à l'Annexe 31-103A2, *Acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification* dans un délai de 12 mois suivant la date d'entrée en vigueur. La catégorie d'inscription de conseiller international serait convertie en gestionnaire de portefeuille pendant la période d'arrêt mais radiée d'office dans les 12 mois.

³ Sauf au Québec où une période de transition n'est pas nécessaire.

⁴ Catégorie de l'Ontario et de Terre-Neuve-et-Labrador seulement.

⁵ Catégorie de l'Ontario seulement.

Gestionnaire de portefeuille et conseiller (étranger)

- les sociétés inscrites dans la catégorie de gestionnaire de portefeuille et conseiller (étranger)⁶ disposent de 12 mois pour transmettre le formulaire prévu à l'*Annexe 31-103A2, Acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification*.

Pendant la période de transition de 12 mois, ces sociétés peuvent continuer à exercer leur activité aux conditions prévues par leur inscription, tout en déterminant si elles pourraient le faire aux conditions de la dispense prévue par le Règlement 31-103 ou si elles souhaitent s'inscrire comme gestionnaire de portefeuille. Les sociétés qui exerceraient leur activité aux conditions de la dispense devraient déposer le formulaire prévu à l'*Annexe 31-103A2, Acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification* dans un délai de 12 mois suivant la date d'entrée en vigueur. La catégorie d'inscription de gestionnaire de portefeuille et conseiller (étranger) serait convertie en gestionnaire de portefeuille pendant la période d'arrêt mais radiée d'office dans les 12 mois.

Dans certains territoires, il n'existe pas de catégorie de conseiller international, mais il se peut que les conseillers étrangers aient été inscrits comme gestionnaire de portefeuille et que leur inscription ait été assortie de restrictions analogues à celles imposées aux sociétés inscrites dans la catégorie de conseiller international dans d'autres territoires. Ces sociétés devraient envisager de se prévaloir de la dispense d'inscription du conseiller international prévue par le Règlement 31-103 et radier leur inscription dans ces territoires. Elles devraient présenter le formulaire prévu à l'*Annexe 31-103A2, Acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification*.

Personnes physiques inscrites avant la date d'entrée en vigueur*Modalités générales*

- La personne physique inscrite dans l'une des catégories suivantes ne serait pas tenue de remplir les obligations de compétence formelles dont celle-ci est assortie tant qu'elle y demeure inscrite :

- représentant de courtier d'un courtier en épargne collective;
- représentant-conseil d'un gestionnaire de portefeuille;
- représentant-conseil adjoint d'un gestionnaire de portefeuille;
- représentant-conseil dont l'inscription est assortie de conditions équivalentes aux conditions d'exercice d'un représentant-conseil adjoint en vertu du Règlement 31-103;

Sauf dans la situation suivante :

- la personne physique inscrite comme représentant de courtier d'un courtier en plans de bourses d'études ou d'un courtier sur le marché dispensé qui était inscrit comme *limited market dealer* en Ontario et à Terre-Neuve-et-Labrador dispose de 12 mois pour remplir les obligations de compétence formelles et son dossier BDNI doit être mis à jour pour indiquer qu'elle remplit les obligations;

- la personne physique qui pouvait se prévaloir d'une dispense, octroyée par l'autorité en valeurs mobilières, des obligations d'inscription existant avant la date d'entrée en vigueur serait dispensée des obligations de compétence analogues pour l'essentiel du Règlement 31-103;

⁶ Catégorie de l'Alberta seulement.

Courtier sur le marché dispensé (auparavant catégorie de *limited market dealer* en Ontario et à Terre-Neuve-et-Labrador)

- la personne physique nommée chef de la conformité dispose de 12 mois pour remplir les obligations de compétence et son dossier BDNI doit être mis à jour pour indiquer qu'elle remplit l'obligation;

Gestionnaire de portefeuille (approbation préalable des conseils fournis par le représentant-conseil adjoint)

- Le personnel n'a pas recommandé de période de transition pour l'obligation d'approuver au préalable les conseils du représentant-conseil adjoint. Le conseiller inscrit doit charger un représentant-conseil d'examiner les conseils du représentant-conseil adjoint (ou du représentant-conseil dont l'inscription est assortie de conditions d'exercice équivalentes). Il dispose de 7 jours pour indiquer à l'autorité en valeurs mobilières le nom du représentant-conseil et du représentant-conseil adjoint concernés. Si votre société en a déjà avisé l'autorité en valeurs mobilières, il est inutile de le faire de nouveau, sauf en cas de modification.

Les périodes de transition suivantes s'appliquent aux sociétés et aux personnes physiques qui n'étaient pas tenues de s'inscrire avant la date d'entrée en vigueur mais qui devraient s'inscrire conformément au Règlement 31-103. Les périodes indiquées commencent à la date d'entrée en vigueur.

La société doit avoir rempli toutes les obligations au moment de sa demande d'inscription. Par exemple, la société qui demande à s'inscrire 6 mois après la date d'entrée en vigueur doit avoir rempli toutes les obligations prévues par le Règlement 31-103 à ce moment : si elle demande à s'inscrire le 28 mars 2010, elle doit avoir rempli à cette date toutes les obligations prévues par le Règlement 31-103.

Courtier sur le marché dispensé (sauf Ontario et Terre-Neuve-et-Labrador)

- aucune période de transition pour les sociétés qui n'exerçaient pas d'activités avant la date d'entrée en vigueur; l'approbation de l'autorité en valeurs mobilières doit être obtenue pour exercer l'activité après la date d'entrée en vigueur;
- les sociétés disposent de 12 mois pour demander à s'inscrire et se conformer aux obligations si elles agissaient comme courtier sur le marché dispensé avant la date d'entrée en vigueur;

Gestionnaire de fonds d'investissement dont le siège est situé au Canada

- aucune période de transition pour les sociétés qui n'exerçaient pas d'activités avant la date d'entrée en vigueur; l'approbation de l'autorité en valeurs mobilières doit être obtenue pour exercer les activités après la date d'entrée en vigueur;
- les sociétés qui exerçaient des activités avant la date d'entrée en vigueur disposent de 12 mois pour demander à s'inscrire dans le territoire où leur siège se situe;
- les sociétés qui exerçaient des activités avant la date d'entrée en vigueur disposent de 24 mois pour demander à s'inscrire dans les autres territoires du Canada concernés*);

Gestionnaire de fonds d'investissement dont le siège est situé à l'étranger

- les sociétés qui exerçaient des activités avant la date d'entrée en vigueur disposent de 24 mois pour demander à s'inscrire *;
- les sociétés qui n'exerçaient pas d'activités avant la date d'entrée en vigueur disposent de 24 mois pour demander à s'inscrire *;

* Les ACVM comptent publier pour consultation au cours de l'année une proposition expliquant les circonstances dans lesquelles le gestionnaire de fonds d'investissement dont le siège est situé à l'étranger devrait s'inscrire. La proposition indiquerait également les circonstances dans lesquelles le gestionnaire de fonds d'investissement dont le siège est situé au Canada et qui est inscrit dans un territoire devrait s'inscrire dans d'autres territoires.

Le tableau suivant résume la transition pour les gestionnaires de fonds d'investissement :

Siège au Canada?	Activité à la date d'entrée en vigueur?	Période de transition
Oui	Non	<ul style="list-style-type: none"> Aucune – obligation d'obtenir l'approbation de l'autorité en valeurs mobilières avant d'exercer l'activité
Oui	Oui	<ul style="list-style-type: none"> 12 mois pour demander à s'inscrire dans le territoire où le siège se situe; 24 mois pour demander à s'inscrire dans les autres territoires du Canada où une activité est exercée;
Non	Oui	<ul style="list-style-type: none"> 24 mois pour demander à s'inscrire;
Non	Non	<ul style="list-style-type: none"> 24 mois pour demander à s'inscrire.

Le gestionnaire de fonds d'investissement inscrit dans une autre catégorie avant la date d'entrée en vigueur n'a à remplir que certaines rubriques du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 pour ajouter cette catégorie à son inscription. Les rubriques sont indiquées dans l'Annexe 33-109A6.

Questions

Pour toute question, veuillez vous adresser aux personnes suivantes :

Alberta

David McKellar
 Director, Market Regulation
 Alberta Securities Commission
 Tél : 403-297-4281
david.mckellar@asc.ca

Colombie-Britannique

Karin R. Armstrong
 Inscription Supervisor
 British Columbia Securities Commission
 Tél : 604-899-6692
 Sans frais : 1-800-373-6393
karmstrong@bcsc.bc.ca

Île-du-Prince-Édouard

Katharine Tummon
 Superintendent of Securities
 Securities Office
 Tél : 902-368-4542
kptummon@gov.pe.ca

Manitoba

Isilda Tavares
 Registration Officer, Deputy Director
 Commission des valeurs mobilières du Manitoba
 Tél : 204-945-2560
isilda.tavares@gov.mb.ca

Nouveau-Brunswick

Kevin Hoyt
 Directeur des affaires réglementaires et chef des finances
 Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
 Tél : 506-643-7691
kevin.hoyt@nbsc-cvmnb.ca

Nouvelle-Écosse

Brian W. Murphy
 Deputy Director, Capital Markets
 Nova Scotia Securities Commission
 Tél : 902-424-4592
murphybw@gov.ns.ca

Nunavut

Louis Arki
 Directeur du bureau d'enregistrement
 Ministère de la Justice
 Gouvernement du Nunavut
 Tél : 867-975-6587
larki@gov.nu.ca

Ontario**Yan Kiu Chan**

Legal Counsel, Registrant Regulation
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
 Tél : 416-204-8971
ychan@osc.gov.on.ca

Québec

Sophie Jean
 Conseillère en réglementation
 Service de la réglementation et des pratiques professionnelles et commerciales
 Autorité des marchés financiers
 Tél : 514-395-0337, poste 4786
 Sans frais : 1-877-525-0337
sophie.jean@lautorite.qc.ca

Saskatchewan

Dean Murrison
 Deputy Director, Legal/Inscription
 Saskatchewan Financial Services Commission
 Tél : 306-787-5879
dean.murrison@gov.sk.ca

Terre-Neuve-et-Labrador

Craig Whalen
 Manager of Licensing, Registration and Compliance
 Financial Services Regulation Division
 Securities Commission of Newfoundland and Labrador
 Tél : 709-729-5661
cwhalen@gov.nl.ca

Territoires du Nord-Ouest

Donn MacDougall
Deputy Superintendent of Securities, Legal & Enforcement
Ministère de la Justice
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
Tél : 867-920-8984
donald_macdougall@gov.nt.ca

Yukon

Fred Pretorius
Surintendant des valeurs mobilières
Gouvernement du Yukon
Tél : 876-667-5225
fred.pretorius@gov.yk.ca

Annexe A

Conversion des catégories de courtier (sociétés)

	Catégorie actuelle	Nouvelle catégorie
Alberta	<i>Investment Dealer</i>	Courtier en placement
	<i>Mutual Fund Dealer</i>	Courtier en épargne collective
	<i>Scholarship Plan Dealer</i>	Courtier en plans de bourses d'études
	<i>Dealer</i>	Courtier d'exercice restreint
	<i>Dealer (Exchange Contracts)</i>	Courtier d'exercice restreint
	<i>Dealer (Restricted)</i>	Courtier d'exercice restreint
	<i>Security Issuer</i>	s.o.
Colombie-Britannique	<i>Investment Dealer</i>	Courtier en placement
	<i>Mutual Fund Dealer</i>	Courtier en épargne collective
	<i>Scholarship Plan Dealer</i>	Courtier en plans de bourses d'études
	<i>Exchange Contracts Dealer</i>	Courtier d'exercice restreint
	<i>Special Limited Dealer</i>	Courtier d'exercice restreint
	<i>Security Issuer</i>	s.o.
	<i>Real Estate Securities Dealer</i>	Courtier d'exercice restreint
Île-du-Prince-Édouard	<i>Investment Dealer</i>	Courtier en placement
	<i>Mutual Fund Dealer</i>	Courtier en épargne collective
	<i>Scholarship Plan Dealer</i>	Courtier en plans de bourses d'études
	<i>Restricted Dealer</i>	Courtier d'exercice restreint
Manitoba	Courtier en valeurs mobilières	Courtier en placement
	Courtier en fonds mutuels	Courtier en épargne collective
	Courtier en plans de bourses d'études	Courtier en plans de bourses d'études
	Émetteur de valeurs mobilières	s.o.
	Preneur ferme	Courtier en placement
	Courtier en valeurs mobilières particulières	Courtier d'exercice restreint
Nouveau-Brunswick	Courtier en valeurs mobilières	Courtier en placement
	Courtier en fonds mutuels	Courtier en épargne collective
	Courtier en plans de bourses d'étude	Courtier en plans de bourses d'études
Nouvelle-Écosse	<i>Broker</i>	Courtier en placement
	<i>Investment Dealer</i>	Courtier en placement
	<i>Mutual Fund Dealer</i>	Courtier en épargne collective
	<i>Scholarship Plan Dealer</i>	Courtier en plans de bourses d'études
	<i>Real Estate Securities Dealer</i>	Courtier d'exercice restreint
	<i>Securities Dealer</i>	Courtier en placement
	<i>Security Issuer</i>	s.o.
Nunavut	<i>Investment Dealer</i>	Courtier en placement
	<i>Mutual Fund Dealer</i>	Courtier en épargne collective
	<i>Scholarship Plan Dealer</i>	Courtier en plans de bourses d'études
	<i>Restricted Dealer</i>	Courtier d'exercice restreint
Ontario	Courtier en valeurs mobilières	Courtier en placement
	Courtier en fonds mutuels	Courtier en épargne collective
	<i>Scholarship Plan Dealer</i>	Courtier en plans de bourses d'études
	<i>Limited Market Dealer</i>	Courtier sur le marché dispensé*
	<i>International Dealer</i>	s.o.
	<i>Securities Issuer</i>	s.o.

Québec	Courtier de plein exercice	Courtier en placement	
	Courtier de plein exercice (remisier)	Courtier en placement	
	Courtier de plein exercice (centre financier international)	Courtier en placement	
	Courtier exécutant	Courtier en placement	
	Cabinet en épargne collective	Courtier en épargne collective	
	Cabinet en plans de bourses d'études	Courtier en plans de bourses d'études	
	Courtier en placements d'actions d'une société de placements dans l'entreprise québécoise (SPEQ)	Courtier d'exercice restreint	
	Courtier en titres d'emprunt	Courtier d'exercice restreint	
	Courtier d'exercice restreint	Courtier d'exercice restreint	
	Courtier en contrats d'investissement	Courtier d'exercice restreint	
	Courtier de plein exercice (Nasdaq)	Courtier d'exercice restreint	
	Saskatchewan	<i>Investment Dealer</i>	Courtier en placement
		<i>Mutual Fund Dealer</i>	Courtier en épargne collective
<i>Scholarship Plan Dealer</i>		Courtier en plans de bourses d'études	
<i>Security Issuer</i>		s.o.	
Terre-Neuve-et-Labrador	<i>Broker</i>	Courtier en placement	
	<i>Investment Dealer</i>	Courtier en placement	
	<i>Mutual Fund Dealer</i>	Courtier en épargne collective	
	<i>Scholarship Plan Dealer</i>	Courtier en plans de bourses d'études	
	<i>Financial Intermediary Dealer</i>	s.o.	
	<i>Foreign Dealer</i>	s.o.	
	<i>International Dealer</i>	s.o.	
	<i>Limited Market Dealer</i>	Courtier sur le marché dispensé*	
	<i>Securities Dealer</i>	Courtier en placement	
	<i>Securities Issuer</i>	s.o.	
Territoires du Nord-Ouest	<i>Investment Dealer</i>	Courtier en placement	
	<i>Mutual Fund Dealer</i>	Courtier en épargne collective	
	<i>Scholarship Plan Dealer</i>	Courtier en plans de bourses d'études	
	<i>Restricted Dealer</i>	Courtier d'exercice restreint	
Yukon	<i>Broker – Securities</i>	Courtier en placement	
	<i>Broker – Mutual Funds</i>	Courtier en épargne collective	
	<i>Broker – Scholarship Plan Dealer</i>	Courtier en plans de bourses d'études	
	<i>Broker – Security Issuer</i>	s.o.	

* Le *limited market dealer* deviendrait courtier sur le marché dispensé sans avoir à présenter de demande pour s'inscrire à ce titre.

Conversion des catégories de conseiller (sociétés)

	Catégorie actuelle	Nouvelle catégorie
Alberta	<i>Investment Counsel</i>	Gestionnaire de portefeuille
	<i>Portfolio Manager</i>	Gestionnaire de portefeuille
	<i>Portfolio Manager/Investment Counsel</i>	Gestionnaire de portefeuille
	<i>Portfolio Manager/Investment Counsel (Foreign)</i>	Gestionnaire de portefeuille (exerçant en vertu des conditions existantes)

	<i>Portfolio Manager/Investment Counsel (Exchange Contracts)</i>	Gestionnaire de portefeuille
	<i>Securities Adviser</i>	s.o.
Colombie-Britannique	<i>Investment Counsel</i>	Gestionnaire de portefeuille
	<i>Portfolio Manager</i>	Gestionnaire de portefeuille
	<i>Securities Adviser</i>	s.o.
Île-du-Prince-Édouard	<i>Investment Counsel</i>	Gestionnaire de portefeuille
	<i>Portfolio Manager</i>	Gestionnaire de portefeuille
	<i>Securities Adviser</i>	s.o.
Manitoba	Conseiller financier	Gestionnaire de portefeuille
	Porteuilliste	Gestionnaire de portefeuille
	Conseiller en valeurs mobilières	s.o.
Nouveau-Brunswick	Conseiller financier et porteuilliste	Gestionnaire de portefeuille
	Conseiller en valeurs mobilières	s.o.
Nouvelle-Écosse	<i>Investment Counsel</i>	Gestionnaire de portefeuille
	<i>Portfolio Manager</i>	Gestionnaire de portefeuille
	<i>Securities Adviser</i>	s.o.
Nunavut	<i>Investment Counsel</i>	Gestionnaire de portefeuille
	<i>Portfolio Manager</i>	Gestionnaire de portefeuille
	<i>Investment Counsel / Portfolio Manager</i>	Gestionnaire de portefeuille
Ontario	<i>Investment Counsel</i>	Gestionnaire de portefeuille, à certaines conditions fixées au cas par cas
	<i>Portfolio Manager</i>	Gestionnaire de portefeuille
	<i>Extra Provincial Investment Counsel & Portfolio Manager</i>	Gestionnaire de portefeuille
	<i>Non-Canadian Investment Counsel & Portfolio Manager</i>	Gestionnaire de portefeuille
	<i>International Adviser</i>	Gestionnaire de portefeuille (exerçant en vertu des conditions de la <i>Rule 35-502</i> de la CVMO applicables à l' <i>International Adviser</i>)
	<i>Securities Adviser</i>	s.o.
Québec	Conseiller de plein exercice	Gestionnaire de portefeuille
	Conseiller de plein exercice (centre financier international)	Gestionnaire de portefeuille
	Conseiller d'exercice restreint	Gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint
Saskatchewan	<i>Investment Counsel</i>	Gestionnaire de portefeuille
	<i>Portfolio Manager</i>	Gestionnaire de portefeuille
	<i>Securities Adviser</i>	s.o.
Terre-Neuve-et-Labrador	<i>Investment Counsel</i>	Gestionnaire de portefeuille
	<i>Portfolio Manager</i>	Gestionnaire de portefeuille
	<i>Financial Adviser</i>	s.o.
	<i>Securities Adviser</i>	s.o.
Territoires du Nord-Ouest	<i>Investment Counsel</i>	Gestionnaire de portefeuille
	<i>Portfolio Manager</i>	Gestionnaire de portefeuille
	<i>Investment Counsel / Portfolio Manager</i>	Gestionnaire de portefeuille
Yukon	<i>Broker – Investment Counsel</i>	Gestionnaire de portefeuille

Conversion des catégories de personnes physiques

Conformément au projet de Règlement 31-103, la personne physique qui exerce l'activité de courtier ou de conseiller serait inscrite dans la catégorie d'inscription de représentant de courtier ou de représentant-conseil. La BDNI indiquerait séparément (dernière colonne de droite) si la personne physique est aussi dirigeant ou associé de sa société.

	Catégorie actuelle	Nouvelle catégorie	Poste
Alberta	<i>Officer (trading)</i>	Représentant de courtier	Dirigeant
	<i>Partner (trading)</i>	Représentant de courtier	Associé
	<i>Salesperson</i>	Représentant de courtier	
	<i>Officer (advising)</i>	Représentant-conseil	Dirigeant
	<i>Partner (advising)</i>	Représentant-conseil	Associé
	<i>Advising Employee</i>	Représentant-conseil	
	<i>Junior Officer (advising)</i>	Représentant-conseil adjoint	Dirigeant
Colombie-Britannique	<i>Salesperson</i>	Représentant de courtier	
	<i>Trading Partner</i>	Représentant de courtier	Associé
	<i>Trading Director</i>	Représentant de courtier	Administrateur
	<i>Trading Officer</i>	Représentant de courtier	Dirigeant
	<i>Advising Employee</i>	Représentant-conseil	
	<i>Advising Partner</i>	Représentant-conseil	Associé
	<i>Advising Director</i>	Représentant-conseil	Administrateur
Île-du-Prince-Édouard	<i>Advising Officer</i>	Représentant-conseil	Dirigeant
	<i>Salesperson</i>	Représentant de courtier	
	<i>Officer (trading)</i>	Représentant de courtier	
	<i>Partner (trading)</i>	Représentant de courtier	
	<i>Counselling Officer (officer)</i>	Représentant-conseil	
	<i>Counselling Officer (partner)</i>	Représentant-conseil	
	<i>Counselling Officer (other)</i>	Représentant-conseil	
Manitoba	Représentant de commerce	Représentant de courtier	
	Directeur de succursale	Représentant de courtier	
	Associé (avec privilège de négociation)	Représentant de courtier	Associé
	Administrateur (avec privilège de négociation)	Représentant de courtier	Administrateur
	Membre de la direction (avec privilège de négociation)	Représentant de courtier	Dirigeant
	Employé – services-conseils	Représentant-conseil	
	Membre de la direction – services-conseils	Représentant-conseil	Dirigeant
	Administrateur – services-conseils	Représentant-conseil	Administrateur
	Associé – services-conseils	Représentant-conseil	Associé
	Membre de la direction adjoint – services-conseils	Représentant-conseil adjoint	Dirigeant
Administrateur adjoint – services-conseils	Représentant-conseil adjoint	Administrateur	

	Associé adjoint – services-conseils	Représentant-conseil adjoint	Associé
	Employé adjoint – services-conseils	Représentant-conseil adjoint	
Nouveau-Brunswick	Représentant de commerce	Représentant de courtier	
	Dirigeant (avec privilège de négociation)	Représentant de courtier	Dirigeant
	Associé (avec privilège de négociation)	Représentant de courtier	Associé
	Représentant (services-conseils)	Représentant-conseil	
	Dirigeant (services-conseils)	Représentant-conseil	Dirigeant
	Associé (services-conseils)	Représentant-conseil	Associé
	Propriétaire unique (services-conseils)	Représentant-conseil	
	Dirigeant adjoint (services-conseils)	Représentant-conseil adjoint	Dirigeant
	Associé adjoint (services-conseils)	Représentant-conseil adjoint	Associé
	Représentant adjoint (services-conseils)	Représentant-conseil adjoint	
	Nouvelle-Écosse	<i>Salesperson</i>	Représentant de courtier
<i>Officer – trading</i>		Représentant de courtier	Dirigeant
<i>Partner – trading</i>		Représentant de courtier	Associé
<i>Director – trading</i>		Représentant de courtier	Administrateur
<i>Officer – advising</i>		Représentant-conseil	Dirigeant
<i>Officer – counselling</i>		Représentant-conseil	Dirigeant
<i>Partner – advising</i>		Représentant-conseil	Associé
<i>Partner – counselling</i>		Représentant-conseil	Associé
<i>Director – advising</i>		Représentant-conseil	Administrateur
Nunavut	<i>Director – counselling</i>	Représentant-conseil	Administrateur
	<i>Salesperson</i>	Représentant de courtier	
	<i>Officer (trading)</i>	Représentant de courtier	Dirigeant
	<i>Partner (trading)</i>	Représentant de courtier	Associé
	<i>Representative (advising)</i>	Représentant-conseil	
	<i>Officer (advising)</i>	Représentant-conseil	Dirigeant
Ontario	<i>Partner (advising)</i>	Représentant-conseil	Associé
	<i>Salesperson</i>	Représentant de courtier	
	<i>Officer (trading)</i>	Représentant de courtier	Dirigeant
	<i>Officer (non-trading)</i>	s.o.	Dirigeant
	<i>Partner (trading)</i>	Représentant de courtier	Associé
	<i>Partner (non-trading)</i>	s.o.	Associé
	<i>Advising Representative</i>	Représentant-conseil	
	<i>Officer (advising)</i>	Représentant-conseil	Dirigeant
	<i>Officer (non-advising)</i>	s.o.	Dirigeant
	<i>Partner (advising)</i>	Représentant-conseil	Associé
	<i>Partner (non-advising)</i>	(Éliminé en vertu du Règlement 31-103)	Associé
	<i>Associate Advising Representative</i>	Représentant-conseil adjoint	
	<i>Associate Advising Officer</i>	Représentant-conseil adjoint	Dirigeant
	<i>Director</i>	s.o.	Administrateur

	<i>Sole Proprietor</i>	Représentant de courtier ou représentant-conseil	
Québec	Représentant	Représentant de courtier	
	Représentant en épargne collective	Représentant de courtier	
	Représentant en plans de bourses d'études	Représentant de courtier	
	Représentant (gestionnaire de portefeuille)	Représentant-conseil	
	Représentant (conseiller)	Représentant-conseil	
	Représentant (options)	Représentant-conseil	
	Représentant (contrats à terme)	Représentant-conseil	
Saskatchewan	<i>Officer (trading)</i>	Représentant de courtier	Dirigeant
	<i>Partner (trading)</i>	Représentant de courtier	Associé
	<i>Salesperson</i>	Représentant de courtier	
	<i>Officer (advising)</i>	Représentant-conseil	Dirigeant
	<i>Partner (advising)</i>	Représentant-conseil	Associé
	<i>Employee (advising)</i>	Représentant-conseil	
	<i>Junior Advising Representative (en vertu de la Local Policy 34-701 Registration of Individuals as Investment Counsel)</i>	Représentant-conseil adjoint	
Terre-Neuve-et-Labrador	<i>Salesperson</i>	Représentant de courtier	
	<i>Officer (trading)</i>	Représentant de courtier	Dirigeant
	<i>Partner (trading)</i>	Représentant de courtier	Associé
	<i>Officer (advising)</i>	Représentant-conseil	Dirigeant
	<i>Partner (advising)</i>	Représentant-conseil	Associé
Territoires du Nord-Ouest	<i>Salesperson</i>	Représentant de courtier	
	<i>Officer (trading)</i>	Représentant de courtier	Dirigeant
	<i>Partner (trading)</i>	Représentant de courtier	Associé
	<i>Representative (advising)</i>	Représentant-conseil	
	<i>Officer (advising)</i>	Représentant-conseil	Dirigeant
	<i>Partner (advising)</i>	Représentant-conseil	Associé
Yukon	<i>Salesperson</i>	Représentant de courtier	
	<i>Officer (trading)</i>	Représentant de courtier	Dirigeant
	<i>Partner (trading)</i>	Représentant de courtier	Associé
	<i>Sole proprietor (trading)</i>	Représentant de courtier	
	<i>Representative (advising)</i>	Représentant-conseil	
	<i>Officer (advising)</i>	Représentant-conseil	Dirigeant
	<i>Partner (advising)</i>	Représentant-conseil	Associé

Annexe B – Calendrier de transition

Sociétés inscrites avant le 28 septembre 2009 (date d'entrée en vigueur du Règlement 31-103)

Obligation	Courtier en placement (membres de l'OCRCVM)	Courtier en épargne collective (membres de l'ACCFM ⁷)	Courtier en plans de bourses d'études	Courtier sur le marché dispensé (Ontario et Terre-Neuve-et-Labrador seulement)	Gestionnaire de portefeuille
Les sociétés doivent demander l'inscription de leur personne désignée responsable	3 mois	3 mois	3 mois	3 mois	3 mois
Les sociétés doivent demander l'inscription de leur chef de la conformité	3 mois	3 mois	3 mois	3 mois	3 mois
Les sociétés doivent remplir les nouvelles obligations d'assurance	Règles des OAR	Règles des OAR ⁸	6 mois ⁹	6 mois	6 mois
Les sociétés doivent se doter de politiques relatives aux ententes d'indication de clients	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois
Les sociétés doivent remplir les nouvelles obligations en matière de capital	Règles des OAR	Règles des OAR ²	12 mois	12 mois	12 mois
Les sociétés doivent fournir aux clients l'information sur la relation	Règles des OAR	Règles des OAR ¹⁰	12 mois	12 mois	12 mois

⁷ Les courtiers en épargne collective inscrits seulement au Québec n'ont pas l'obligation d'être membres de l'ACCFM.

⁸ S.o. pour les courtiers en épargne collective inscrits seulement au Québec.

⁹ Les nouvelles obligations d'assurance ne s'appliquent pas aux courtiers en plans de bourses d'études inscrits au Québec seulement.

¹⁰ Les courtiers en épargne collective inscrits seulement au Québec doivent respecter l'obligation prévue au Règlement 31-103.

Les sociétés doivent remplir l'obligation de transmettre les relevés du client	Aucune dispense pour les membres de l'OCRCVM et aucune période de transition	24 mois	Aucune période de transition	Aucune période de transition	Aucune période de transition
Les sociétés doivent se doter de politiques et procédures de traitement des plaintes ¹¹	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Les représentants doivent remplir les nouvelles obligations de compétence	Règles des OAR	Maintien des droits	12 mois	12 mois	Maintien des droits
Les chefs de la conformité doivent remplir les nouvelles obligations de compétence	Règles des OAR	Maintien des droits	Maintien des droits	12 mois	Maintien des droits

¹¹ Aucune période de transition ne s'applique au Québec pour le traitement des plaintes.

Annexe F

Prise du règlement et modifications corrélatives

Le règlement constituera le dispositif principal de réglementation de l'inscription. Or, les personnes inscrites sont également soumises à d'autres règlements, tels que le Règlement 33-109 et le Règlement 31-102 (mentionnés ci-après), qui se rapportent à la Base de données nationale d'inscription (BDNI). Il y a lieu de consulter la législation en valeurs mobilières du territoire intéressé et aux autres règlements des ACVM pour connaître les obligations supplémentaires applicables.

Prise du règlement

Le règlement sera pris :

- sous forme de règle en Alberta, en Colombie-Britannique, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Manitoba, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario et à Terre-Neuve-et-Labrador;
- sous forme de règlement au Nunavut, au Québec, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon;
- sous forme de règlement de la commission en Saskatchewan.

L'instruction générale sera établie sous forme d'instruction générale dans tous les territoires représentés au sein des ACVM.

En Ontario, le règlement, les modifications corrélatives et les autres documents prescrits ont été remis au ministre des Finances le 15 juillet 2009. Le ministre peut approuver le règlement, le rejeter ou encore le retourner pour réexamen. Si le ministre l'approuve (ou ne prend pas d'autres mesures) et que la partie applicable de l'Annexe 26 de la *Loi de 2009 sur les mesures budgétaires* entre en vigueur par proclamation au plus tard le 28 septembre 2009, les modifications corrélatives entreront en vigueur à cette date.

Au Québec, le règlement est pris en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et doit être approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Il entrera en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'il indique. Il est également publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers.

En Colombie-Britannique, la mise en œuvre du règlement et des modifications corrélatives est subordonnée à l'approbation du ministre compétent. Sous réserve des approbations nécessaires, la Colombie-Britannique prévoit que le règlement et les modifications corrélatives entreront en vigueur le 28 septembre 2009.

Nous publions des modifications corrélatives de certains règlements en même temps que le règlement.

Modifications législatives

Certains éléments centraux du régime d'inscription sont prescrits par la législation en valeurs mobilières de chaque territoire.

En Ontario, des modifications connexes de la *Loi sur les valeurs mobilières* prévues à l'Annexe A de la *Loi de 2009 sur les mesures budgétaires*, notamment des modifications nécessaires à la mise en œuvre du règlement, entrent en vigueur par proclamation. Certaines dispositions de la *Loi sur les valeurs mobilières* en sa forme modifiée s'appliquent en lieu et place de celles du règlement. Ainsi, les dispositions concernées du règlement précisent qu'elles ne s'appliquent pas en Ontario. Ces dispositions acquièrent force de loi en Ontario

par voie de modification de la *Loi sur les valeurs mobilières* et non en vertu du règlement. Elles sont identifiées par des encadrés dans le texte du règlement.

Modifications corrélatives de règlements d'application pancanadienne

Certains textes réglementaires des ACVM relatifs à l'inscription et aux personnes inscrites seront abrogés ou modifiés au besoin, ainsi qu'il est exposé à l'Annexe G. Outre les modifications corrélatives décrites dans le présent avis et conjointement avec celui-ci, nous publions les textes suivants :

- des modifications aux textes réglementaires relatifs à la BDNI, soit au Règlement 31-102, à l'instruction générale connexe, au Règlement 33-109, à l'instruction générale connexe et aux annexes de ces règlements, accompagnées d'un avis de publication;
- des modifications au Règlement 45-106, accompagnées d'un avis de publication, qui visent notamment à refléter l'adoption du régime d'inscription des courtiers en fonction de l'activité et la transition entre le régime de dispenses du Règlement 45-106 et celui du règlement.

Les modifications, abrogations et suppressions des règlements d'application pancanadienne ou multilatérale et des instructions générales énumérés à l'Annexe G s'appliquent à compter de l'entrée en vigueur du règlement.

Annexe G

Modifications corrélatives aux règlements et aux instructions générales d'application pancanadienne ou multiterritoriale

Objet des modifications corrélatives

Les textes de modification visent principalement à introduire la nouvelle terminologie et à transférer l'objet de certaines dispositions vers le règlement. Les textes d'abrogation suppriment les règlements et les instructions générales dont l'objet est maintenant visé par le règlement. Le présent résumé ne présente pas une description exhaustive de toutes les modifications apportées, mais indique les plus significatives.

Les textes de modification et les textes d'abrogation sont publiés avec le présent avis.

Résumé des modifications

Règlement 14-101 sur les définitions

L'expression « obligation d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement » est ajoutée afin de tenir compte de l'adoption d'une obligation d'inscription pour les gestionnaire de fonds d'investissement. Les expressions « exigence d'inscription à titre de courtier » et « exigence d'inscription » sont modifiées afin de tenir compte de l'adoption, dans la plupart des territoires, du critère de l'exercice de l'activité pour l'obligation d'inscription à titre de courtier.

Règlement 24-101 sur l'appariement et le règlement des opérations institutionnelles et son instruction générale

L'expression « personne inscrite », qui est remplacée par « société inscrite », a été modifiée pour qu'elle continue de renvoyer seulement aux courtiers et conseillers inscrits (et ne couvre pas la nouvelle catégorie de gestionnaire de fonds d'investissement inscrit).

Règlement 33-105 sur les conflits d'intérêts chez les placeurs et son instruction générale

L'expression « personne inscrite », qui est remplacée par « société inscrite déterminée », a été modifiée pour qu'elle ne renvoie pas aux personnes inscrites ou tenues de s'inscrire dans la nouvelle catégorie de « gestionnaire de fonds d'investissement inscrit ».

Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif

Les modifications apportées à ce règlement visent à mettre à jour les renvois pertinents.

Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement

Les modifications apportées à ce règlement visent à mettre à jour les renvois aux dispositions pertinentes.

Abrogation de règlements et d'instructions générales

Les règlements et instructions générales qui suivent sont abrogés à la date d'entrée en vigueur du règlement, étant donné que leur objet est compris dans le règlement :

- le *Règlement 11-101 sur le régime de l'autorité principale*;

- l'Instruction générale relative au Règlement 11-101 sur le régime de l'autorité principale;
- la Norme canadienne 33-102, *Réglementation de certaines activités de la personne inscrite*;
- l'Instruction complémentaire 33-102, *Réglementation de certaines activités de la personne inscrite*;
- l'Instruction canadienne 34-201, *Infractions aux exigences des autres autorités réglementaires*.

RÈGLEMENT 31-103 SUR LES OBLIGATIONS ET DISPENSES D'INSCRIPTION

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 3°, 4.1°, 8°, 9°, 11°, 25°, 26°, 27° et 34°; 2009, c. 25)

PARTIE 1 INTERPRÉTATION

1.1. Définitions des expressions utilisées dans le présent règlement

Dans le présent règlement, on entend par :

« ACCFM » : l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels;

« banque de l'Annexe III » : une banque étrangère autorisée figurant à l'annexe III de la Loi sur les banques (Canada);

« bureau principal » : le bureau de la société parrainante où une personne physique exerce la majeure partie de ses activités;

« client admissible » : le client d'une personne qui se trouve dans l'un des cas suivants :

a) il est une personne physique qui était client de la personne avant de devenir résident du territoire intéressé;

b) il est le conjoint ou un enfant d'un client visé au paragraphe *a*;

c) sauf en Ontario, il est client de la personne le 27 septembre 2009 sous le régime d'une dispense de l'obligation d'inscription prévue à la partie 5 du Règlement 11-101 sur le régime de l'autorité principale à cette date;

« client autorisé » : les entités suivantes :

a) une institution financière canadienne ou une banque de l'Annexe III;

b) la Banque de développement du Canada constituée en vertu de la Loi sur la Banque de développement du Canada (Canada);

c) la filiale d'une personne visée au paragraphe *a* ou *b*, dans la mesure où celle-ci a la propriété de tous les titres avec droit de vote de la filiale, à l'exception de ceux dont les administrateurs de la filiale doivent, en vertu de la loi, avoir la propriété;

d) une personne inscrite en vertu de la législation en valeurs mobilières d'un territoire du Canada à titre de courtier ou de conseiller, mais non à titre de courtier en plans de bourses d'études ou de courtier d'exercice restreint;

e) une caisse de retraite réglementée soit par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada, soit par une commission des régimes de retraite ou une autorité de réglementation similaire d'un territoire du Canada, ou une filiale en propriété exclusive d'une telle caisse de retraite;

f) une entité constituée dans un territoire étranger qui est analogue à celles visées aux paragraphes *a* à *e*;

g) le gouvernement du Canada ou d'un territoire du Canada, ou une société d'État, un organisme public ou une entité en propriété exclusive du gouvernement du Canada ou d'un territoire du Canada;

h) tout gouvernement national, fédéral, d'un État, d'une province, d'un territoire ou toute administration municipale d'un pays étranger ou dans un pays étranger, ou tout organisme d'un tel gouvernement ou d'une telle administration;

i) une municipalité, un office ou une commission publics au Canada et une communauté métropolitaine, une commission scolaire, le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal ou une régie intermunicipale au Québec;

j) une société de fiducie inscrite ou autorisée à exercer son activité, en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt (Canada) ou d'une loi équivalente dans un territoire du Canada ou dans un territoire étranger, et agissant pour un compte géré par elle;

k) une personne agissant pour un compte géré par elle si elle est inscrite ou autorisée à exercer l'activité de conseiller ou l'équivalent en vertu de la législation en valeurs mobilières d'un territoire du Canada ou d'un territoire étranger;

l) un fonds d'investissement qui remplit au moins l'une des conditions suivantes :

i) il est géré par une personne qui est inscrite à titre de gestionnaire de fonds d'investissement en vertu de la législation en valeurs mobilières d'un territoire du Canada;

ii) il est conseillé par une personne autorisée à agir comme conseiller en vertu de la législation en valeurs mobilières d'un territoire du Canada;

m) par rapport à un courtier, un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) qui, à l'égard des titres faisant l'objet de l'opération visée, obtient des conseils d'un conseiller en matière d'admissibilité, au sens de l'article 1.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription, ou d'un conseiller inscrit en vertu de la législation en valeurs mobilières du territoire de cet organisme;

n) par rapport à un conseiller, un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) qui, à l'égard des titres faisant l'objet de l'opération visée, est conseillé par un conseiller en matière d'admissibilité, au sens de l'article 1.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription, ou un conseiller inscrit en vertu de la législation en valeurs mobilières du territoire de cet organisme;

o) une personne physique qui a la propriété véritable d'actifs financiers, au sens de l'article 1.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription, ayant une valeur de réalisation globale avant impôt, mais déduction faite des passifs correspondants, de plus de 5 000 000 \$;

p) une personne dont une ou plusieurs personnes physiques visées au paragraphe *o* ont la propriété véritable exclusive, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une fiducie dont le fiduciaire est une société de fiducie inscrite ou autorisée à exercer son activité, en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt (Canada) ou d'une loi équivalente dans un territoire du Canada ou dans un territoire étranger;

q) une personne, à l'exclusion d'une personne physique ou d'un fonds d'investissement, dont l'actif net totalise au moins 25 000 000 \$ selon ses derniers états financiers;

r) une personne qui ne place au Canada des titres émis par elle qu'auprès des personnes visées aux paragraphes *a* à *q*;

« compte géré » : un compte d'un client pour lequel une personne prend les décisions d'investissement, dans la mesure où elle a le pouvoir discrétionnaire d'effectuer

des opérations sur des titres, sans devoir obtenir le consentement du client pour chaque opération;

« courtier d'exercice restreint » : une personne inscrite dans la catégorie de courtier d'exercice restreint;

« courtier en épargne collective » : une personne inscrite dans la catégorie de courtier en épargne collective;

« courtier en placement » : une personne inscrite dans la catégorie de courtier en placement;

« courtier en plans de bourses d'études » : une personne inscrite dans la catégorie de courtier en plans de bourses d'études;

« courtier sur le marché dispensé » : une personne inscrite dans la catégorie de courtier sur le marché dispensé;

« émetteur associé » : un émetteur associé au sens de l'article 1.1 du Règlement 33-105 sur les conflits d'intérêts chez les placeurs;

« émetteur relié » : un émetteur relié au sens de l'article 1.1 du Règlement 33-105 sur les conflits d'intérêts chez les placeurs;

« filiale » : une filiale au sens de l'article 1.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription;

« gestionnaire de portefeuille » : une personne inscrite dans la catégorie de gestionnaire de portefeuille;

« gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint » : une personne inscrite dans la catégorie de gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint;

« institution financière canadienne » : une institution financière canadienne au sens de l'article 1.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription;

« marché » : un marché au sens de l'article 1.1 du Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché;

« OCRCVM » : l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières;

« personne physique inscrite » : la personne physique suivante :

a) celle qui est inscrite dans une catégorie lui permettant d'agir à titre de courtier ou de conseiller pour le compte d'une société inscrite;

b) celle qui est inscrite à titre de personne désignée responsable;

c) celle qui est inscrite à titre de chef de la conformité;

« société inscrite » : un courtier inscrit, un conseiller inscrit ou un gestionnaire de fonds d'investissement inscrit;

« société parrainante » : la société inscrite pour le compte de laquelle une personne physique agit comme courtier, placeur, conseiller, chef de la conformité ou personne désignée responsable;

« territoire principal » : selon le cas, les territoires suivants :

a) par rapport à une personne autre qu'une personne physique, le territoire du Canada où son siège est situé;

b) par rapport à une personne physique, le territoire du Canada où son bureau principal est situé;

« titre de créance » : un titre de créance au sens de l'article 1.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription.

1.2. Interprétation de « titre » en Alberta, en Colombie-Britannique, au Nouveau-Brunswick et en Saskatchewan

En Alberta, en Colombie-Britannique, au Nouveau-Brunswick et en Saskatchewan, l'expression « titre » s'entend également d'un « contrat négociable », à moins que le contexte n'exige un sens différent.

1.3. Présentation de l'information à l'autorité principale

1) Dans le présent article, on entend par « autorité principale » les autorités suivantes :

a) par rapport à une société inscrite dont le siège est situé dans un territoire du Canada, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de ce territoire;

b) par rapport à une société inscrite dont le siège n'est pas situé au Canada, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire suivant :

i) le territoire du Canada dans lequel elle s'attend à ce que la majorité de ses clients résident à la fin de l'exercice en cours, si elle n'a pas terminé son premier exercice depuis son inscription;

ii) dans tous les autres cas, le territoire du Canada dans lequel la majorité de ses clients résidaient à la fin de son dernier exercice.

2) Tout avis à remettre à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable conformément au présent règlement peut être remis à l'autorité principale de la personne, sauf en vertu des articles suivants :

a) l'article 8.18 [*Courtier international*];

b) l'article 8.26 [*Conseiller international*];

c) l'article 11.9 [*Acquisition de titres ou d'actifs d'une société inscrite par une personne inscrite*];

d) l'article 11.10 [*Société inscrite dont les titres font l'objet d'une acquisition*].

3) Tout document à remettre ou à présenter à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable conformément au présent règlement peut être remis ou présenté à l'autorité principale de la personne.

PARTIE 2 CATÉGORIES D'INSCRIPTION DES PERSONNES PHYSIQUES

2.1. Catégories de personnes physiques

1) La personne physique tenue de s'inscrire en vertu de la législation en valeurs mobilières afin d'agir pour le compte d'une société inscrite s'inscrit dans l'une ou plusieurs des catégories suivantes :

a) représentant de courtier;

- b) représentant-conseil;
 - c) représentant-conseil adjoint;
 - d) personne désignée responsable;
 - e) chef de la conformité.
- 2) La personne physique inscrite dans la catégorie pertinente peut faire ce qui suit :
- a) le représentant de courtier peut agir à titre de courtier ou de placeur à l'égard des mêmes titres que ceux qui sont permis à sa société parrainante;
 - b) le représentant-conseil peut agir à titre de conseiller à l'égard des mêmes titres que ceux qui sont permis à sa société parrainante;
 - c) le représentant-conseil adjoint peut agir à titre de conseiller à l'égard des mêmes titres que ceux qui sont permis à sa société parrainante si ses conseils sont approuvés par un représentant-conseil conformément au paragraphe 1 de l'article 4.2 [*Représentant-conseil adjoint – approbation préalable des conseils*];
 - d) la personne désignée responsable exerce les fonctions prévues à l'article 5.1 [*Responsabilités de la personne désignée responsable*];
 - e) le chef de la conformité exerce les fonctions prévues à l'article 5.2 [*Responsabilités du chef de la conformité*].
- 3) Le paragraphe 1 ne s'applique pas en Ontario.

Note : En Ontario, les mêmes catégories d'inscription des personnes physiques que celles du paragraphe 1 de l'article 2.1 sont prévues à l'article 25 de la Loi sur les valeurs mobilières.

2.2. Dispense fondée sur la mobilité des clients – personnes physiques

- 1) L'obligation d'inscription ne s'applique pas à la personne physique lorsque sont réunies les conditions suivantes :
- a) elle est inscrite dans son territoire principal à titre de représentant de courtier, de représentant-conseil ou de représentant-conseil adjoint;
 - b) sa société parrainante est inscrite dans son territoire principal;
 - c) elle n'agit à titre de courtier, de placeur ou de conseiller dans le territoire intéressé que dans la mesure où elle peut exercer ces activités dans son territoire principal selon son inscription;
 - d) elle agit à titre de courtier, de placeur ou de conseiller auprès d'au plus cinq clients admissibles dans le territoire intéressé;
 - e) elle se conforme aux dispositions de la partie 13 [*Relations des personnes physiques et des sociétés avec les clients*];
 - f) elle agit avec honnêteté, bonne foi et loyauté dans ses relations avec ses clients admissibles;
 - g) avant d'agir à titre de courtier ou de conseiller auprès d'un client admissible pour la première fois, la société parrainante de la personne physique a informé le client que la personne physique, et la société si elle se prévaut de l'article 8.30 [*Dispense fondée sur la mobilité – sociétés*], est dans la situation suivante :

- i)* elle est dispensée de s'inscrire dans le territoire intéressé;
- ii)* elle n'est pas tenue de respecter les obligations prévues par la législation en valeurs mobilières de ce territoire.

2) Lors qu'une personne physique se prévaut de la dispense prévue par le présent article, sa société parrainante présente le formulaire prévu à l'Annexe 31-103A3, Dispense fondée sur la mobilité, à l'autorité en valeurs mobilières du territoire intéressé dès que possible après qu'elle s'est prévalu du présent article pour la première fois.

2.3. Personne physique agissant pour un gestionnaire de fonds d'investissement

L'obligation d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement ne s'applique pas à la personne physique agissant pour le compte d'un gestionnaire de fonds d'investissement inscrit.

PARTIE 3 OBLIGATIONS D'INSCRIPTION DES PERSONNES PHYSIQUES

Section 1 Obligations de compétence générales

3.1. Définitions – compétence

Dans la présente partie, on entend par :

« Examen AAD » : l'un des examens suivants :

a) l'Examen des dirigeants, associés et administrateurs élaboré et administré par l'Institut des fonds d'investissement du Canada, selon l'appellation qui lui est donnée à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, ainsi que tout examen antérieur ou postérieur dont la portée et le contenu ne sont pas sensiblement moindres que ceux de l'examen en question;

b) l'Examen du cours à l'intention des associés, administrateurs et dirigeants élaboré et administré par Formation mondiale CSI Inc., selon l'appellation qui lui est donnée à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, ainsi que tout examen antérieur ou postérieur dont la portée et le contenu ne sont pas sensiblement moindres que ceux de l'examen en question;

« Examen du cours sur le commerce des valeurs mobilières au Canada » : l'examen élaboré et administré par Formation mondiale CSI Inc., selon l'appellation qui lui est donnée à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, ainsi que tout examen antérieur ou postérieur dont la portée et le contenu ne sont pas sensiblement moindres que ceux de l'examen en question;

« Examen de perfectionnement à l'intention des directeurs de succursale » : l'examen élaboré et administré par l'Association des distributeurs de REÉÉ du Canada, selon l'appellation qui lui est donnée à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, ainsi que tout examen antérieur ou postérieur dont la portée et le contenu ne sont pas sensiblement moindres que ceux de l'examen en question;

« Examen de perfectionnement à l'intention des représentants des ventes » : l'examen élaboré et administré par l'Association des distributeurs de REÉÉ du Canada, selon l'appellation qui lui est donnée à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, ainsi que tout examen antérieur ou postérieur dont la portée et le contenu ne sont pas sensiblement moindres que ceux de l'examen en question;

« Examen du cours à l'intention des candidats étrangers admissibles » : l'examen élaboré et administré par Formation mondiale CSI Inc., selon l'appellation qui lui est donnée à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, ainsi que tout examen antérieur

ou postérieur dont la portée et le contenu ne sont pas sensiblement moindres que ceux de l'examen en question;

« Examen du cours sur les fonds d'investissement au Canada » : l'examen élaboré et administré par Formation mondiale CSI Inc., selon l'appellation qui lui est donnée à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, ainsi que tout examen antérieur ou postérieur dont la portée et le contenu ne sont pas sensiblement moindres que ceux de l'examen en question;

« Examen sur la conformité des courtiers en épargne collective » : l'examen élaboré et administré par l'Institut IFSE, selon l'appellation qui lui est donnée à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, ainsi que tout examen antérieur ou postérieur dont la portée et le contenu ne sont pas sensiblement moindres que ceux de l'examen en question;

« Examen sur les fonds d'investissement canadiens » : l'examen élaboré et administré par l'Institut des fonds d'investissement du Canada, selon l'appellation qui lui est donnée à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, ainsi que tout examen antérieur ou postérieur dont la portée et le contenu ne sont pas sensiblement moindres que ceux de l'examen en question;

« Examen sur les produits du marché dispensé » : l'examen élaboré et administré par l'Institut IFSE, selon l'appellation qui lui est donnée à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, ainsi que tout examen antérieur ou postérieur dont la portée et le contenu ne sont pas sensiblement moindres que ceux de l'examen en question;

« Series 7 Exam » : l'examen élaboré et administré par la Financial Industry Regulatory Authority des États-Unis d'Amérique, selon l'appellation qui lui est donnée à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, ainsi que tout examen antérieur ou postérieur dont la portée et le contenu ne sont pas sensiblement moindres que ceux de l'examen en question;

« titre de CFA » : le titre obtenu au terme du programme d'étude des analystes financiers agréés élaboré et administré par le CFA Institute, selon l'appellation qui lui est donnée à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, ainsi que tout programme antérieur ou postérieur dont la portée et le contenu ne sont pas sensiblement moindres que ceux du programme en question;

« titre de gestionnaire de placements canadien » : le titre obtenu au terme du programme d'études pour les gestionnaires de placements canadiens élaboré et administré par Formation mondiale CSI Inc., selon l'appellation qui lui est donnée à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, ainsi que tout programme antérieur ou postérieur dont la portée et le contenu ne sont pas sensiblement moindres que ceux du programme en question.

3.2. Équivalence américaine

Pour l'application de la présente partie, la personne physique qui a réussi le Series 7 Exam et l'Examen du cours à l'intention des candidats étrangers admissibles n'est pas tenue d'avoir réussi l'Examen du cours sur le commerce des valeurs mobilières au Canada.

3.3. Délai pour s'inscrire après les examens

1) Pour l'application de la présente partie, une personne physique n'est réputée avoir réussi un examen ou un programme que si elle l'a réussi dans les 36 mois précédant sa demande d'inscription.

2) Le paragraphe 1 ne s'applique pas si la personne physique a réussi l'examen ou le programme plus de 36 mois avant sa demande d'inscription mais remplit au moins l'une des conditions suivantes :

a) elle a été inscrite dans la même catégorie dans un territoire du Canada pendant 12 mois au cours de la période de 36 mois précédant sa demande d'inscription;

b) elle a acquis 12 mois d'expérience pertinente dans le secteur des valeurs mobilières au cours de la période de 36 mois précédant sa demande d'inscription.

3) Au Québec, les examens prévus aux paragraphes 4 et 6 de l'article 45 de l'Instruction générale Q-9, Courtiers, conseillers en valeurs et représentants, tels qu'ils se lisent le 27 septembre 2009, sont réputés pertinents pour l'application du paragraphe 2.

Section 2 Obligations de scolarité et d'expérience

3.4. Compétence initiale et continue

1) La personne physique qui exerce une activité nécessitant l'inscription possède la scolarité, la formation et l'expérience qu'une personne raisonnable jugerait nécessaires pour l'exercer avec compétence.

2) Le chef de la conformité qui exerce les fonctions visées à l'article 5.2 [*Responsabilités du chef de la conformité*] possède la scolarité, la formation et l'expérience qu'une personne raisonnable jugerait nécessaires pour les exercer avec compétence.

3.5. Courtier en épargne collective – représentant

Le représentant de courtier en épargne collective ne peut agir à titre de courtier pour le compte de celui-ci que s'il remplit au moins l'une des conditions suivantes :

a) il a réussi l'Examen sur les fonds d'investissement canadiens, l'Examen du cours sur le commerce des valeurs mobilières au Canada ou l'Examen du cours sur les fonds d'investissement au Canada;

b) il remplit les conditions prévues à l'article 3.11 [*Gestionnaire de portefeuille – représentant-conseil*].

3.6. Courtier en épargne collective – chef de la conformité

Le courtier en épargne collective ne peut désigner comme chef de la conformité en vertu du paragraphe 1 de l'article 11.3 [*Nomination du chef de la conformité*] que la personne physique qui remplit l'une des conditions suivantes :

a) elle a réussi les examens suivants :

i) l'Examen sur les fonds d'investissement canadiens, l'Examen du cours sur le commerce des valeurs mobilières au Canada ou l'Examen du cours sur les fonds d'investissement au Canada;

ii) l'examen AAD ou l'Examen sur la conformité des courtiers en épargne collective;

b) elle remplit les conditions prévues à l'article 3.13 [*Gestionnaire de portefeuille – chef de la conformité*].

3.7. Courtier en plans de bourses d'études – représentant

Le représentant de courtier en plans de bourses d'études ne peut agir à titre de courtier pour le compte de celui-ci que s'il a réussi l'Examen de perfectionnement à l'intention des représentants des ventes.

3.8. Courtier en plans de bourses d'études – chef de la conformité

Le courtier en plans de bourses d'études ne peut désigner comme chef de la conformité en vertu du paragraphe 1 de l'article 11.3 [*Nomination du chef de la conformité*] que la personne physique qui a réussi les examens suivants :

- a) l'Examen de perfectionnement à l'intention des représentants des ventes;
- b) l'Examen de perfectionnement à l'intention des directeurs de succursale;
- c) l'examen AAD.

3.9. Courtier sur le marché dispensé – représentant

Le représentant de courtier sur le marché dispensé ne peut agir à titre de courtier pour le compte de celui-ci que s'il remplit l'une des conditions suivantes :

- a) il a réussi l'Examen du cours sur le commerce des valeurs mobilières au Canada;
- b) il a réussi l'Examen sur les produits du marché dispensé;
- c) il remplit les conditions prévues à l'article 3.11 [*Gestionnaire de portefeuille – représentant-conseil*].

3.10. Courtier sur le marché dispensé – chef de la conformité

Le courtier sur le marché dispensé ne peut désigner comme chef de la conformité en vertu du paragraphe 1 de l'article 11.3 [*Nomination du chef de la conformité*] que la personne physique qui remplit l'une des conditions suivantes :

- a) elle a réussi l'examen AAD et l'un des suivants :
 - i) l'Examen du cours sur le commerce des valeurs mobilières au Canada;
 - ii) l'Examen sur les produits du marché dispensé;
- b) elle remplit les conditions prévues à l'article 3.13 [*Gestionnaire de portefeuille – chef de la conformité*].

3.11. Gestionnaire de portefeuille – représentant-conseil

Le représentant-conseil d'un gestionnaire de portefeuille ne peut agir à titre de conseiller pour le compte de celui-ci que s'il remplit l'une des conditions suivantes :

- a) il a obtenu le titre de CFA et acquis 12 mois d'expérience pertinente en gestion de placements au cours de la période de 36 mois précédant sa demande d'inscription;
- b) il a obtenu le titre de gestionnaire de placements canadien et acquis 48 mois d'expérience pertinente en gestion de placements, dont 12 au cours de la période de 36 mois précédant sa demande d'inscription.

3.12. Gestionnaire de portefeuille – représentant-conseil adjoint

Le représentant-conseil adjoint d'un gestionnaire de portefeuille ne peut agir à titre de conseiller pour le compte de celui-ci que s'il remplit l'une des conditions suivantes :

- a) il a atteint le premier niveau du programme d'examen des analystes financiers agréés et acquis 24 mois d'expérience pertinente en gestion des placements;

b) il a obtenu le titre de gestionnaire de placements canadien et acquis 24 mois d'expérience pertinente en gestion de placements.

3.13. Gestionnaire de portefeuille – chef de la conformité

Le gestionnaire de portefeuille ne peut désigner comme chef de la conformité en vertu du paragraphe 1 de l'article 11.3 [*Nomination du chef de la conformité*] que la personne physique qui remplit l'une des conditions suivantes :

a) elle réunit les conditions suivantes :

i) elle a obtenu le titre de CFA ou le titre professionnel d'avocat, de comptable agréé, de comptable général licencié ou de comptable en management accrédité dans un territoire du Canada, de notaire au Québec, ou un titre équivalent dans un territoire étranger;

ii) elle a réussi l'Examen du cours sur le commerce des valeurs mobilières au Canada et l'examen AAD;

iii) elle remplit l'une des conditions suivantes :

A) elle a acquis 36 mois d'expérience pertinente en valeurs mobilières auprès d'un courtier en placement, d'un conseiller inscrit ou d'un gestionnaire de fonds d'investissement;

B) elle a fourni des services professionnels dans le secteur des valeurs mobilières pendant 36 mois et travaillé pour un courtier inscrit, un conseiller inscrit ou un gestionnaire de fonds d'investissement pendant 12 mois;

b) elle a réussi l'Examen du cours sur le commerce des valeurs mobilières au Canada et l'examen AAD et remplit l'une des conditions suivantes :

i) elle a travaillé pour un courtier en placement ou un conseiller inscrit pendant cinq ans, dont 36 mois dans une fonction de conformité;

ii) elle a travaillé pour une institution financière canadienne pendant cinq ans dans une fonction de conformité relative à la gestion de portefeuille et travaillé pour un courtier inscrit ou un conseiller inscrit pendant 12 mois;

c) elle a réussi l'examen AAD et remplit les conditions prévues à l'article 3.11 [*Gestionnaire de portefeuille – représentant-conseil*].

3.14. Gestionnaire de fonds d'investissement – chef de la conformité

Le gestionnaire de fonds d'investissement ne peut désigner comme chef de la conformité en vertu du paragraphe 1 de l'article 11.3 [*Nomination du chef de la conformité*] que la personne physique qui remplit l'une des conditions suivantes :

a) elle réunit les conditions suivantes :

i) elle a obtenu le titre de CFA ou le titre professionnel d'avocat, de comptable agréé, de comptable général licencié ou de comptable en management accrédité dans un territoire du Canada, de notaire au Québec, ou un titre équivalent dans un territoire étranger;

ii) elle a réussi l'Examen du cours sur le commerce des valeurs mobilières au Canada et l'examen AAD;

iii) elle remplit l'une des conditions suivantes :

A) elle a acquis 36 mois d'expérience pertinente en valeurs mobilières auprès d'un courtier inscrit, d'un conseiller inscrit ou d'un gestionnaire de fonds d'investissement;

B) elle a fourni des services professionnels dans le secteur des valeurs mobilières pendant 36 mois et occupé des fonctions pertinentes auprès d'un gestionnaire de fonds d'investissement pendant 12 mois;

b) elle réunit les conditions suivantes :

i) elle a réussi l'Examen sur les fonds d'investissement canadiens, l'Examen du cours sur le commerce des valeurs mobilières au Canada ou l'Examen du cours sur les fonds d'investissement au Canada;

ii) elle a réussi l'examen AAD;

iii) elle a acquis cinq ans d'expérience pertinente en valeurs mobilières auprès d'un courtier inscrit, d'un conseiller inscrit ou d'un gestionnaire de fonds d'investissement ans, dont 36 mois dans une fonction de conformité;

c) elle remplit les conditions prévues à l'article 3.13 [*Gestionnaire de portefeuille – chef de la conformité*].

Section 3 Adhésion à l'organisme d'autoréglementation

3.15. Autorisation de l'OAR obligatoire pour l'inscription

1) Le représentant de courtier en placement est une personne autorisée au sens des règles de l'OCRCVM.

2) Sauf au Québec, le représentant de courtier en épargne collective est une personne autorisée au sens des règles de l'ACCFM.

3.16. Dispenses de certaines obligations pour les personnes autorisées des OAR

1) La personne physique inscrite qui est représentant de courtier d'un membre de l'OCRCVM est dispensée de l'application des dispositions suivantes :

a) le paragraphe 3 de l'article 13.2 [*Connaissance du client*];

b) l'article 13.3 [*Convenance au client*];

c) l'article 13.13 [*Mise en garde concernant le recours à un emprunt*].

2) La personne physique inscrite qui est représentant de courtier d'un membre de l'ACCFM est dispensée de l'application des dispositions suivantes :

a) l'article 13.3 [*Convenance au client*];

b) l'article 13.13 [*Mise en garde concernant le recours à un emprunt*].

3) Au Québec, les dispositions visées au paragraphe 2 ne s'appliquent pas à la personne physique inscrite qui est représentant de courtier en épargne collective et qui respecte la réglementation du Québec concernant les courtiers en épargne collective.

PARTIE 4 RESTRICTIONS CONCERNANT LES PERSONNES PHYSIQUES INSCRITES

4.1. Restriction en matière d'emploi auprès d'une autre société inscrite

La personne physique inscrite comme représentant de courtier, représentant-conseil ou représentant-conseil adjoint d'une société inscrite ne peut être dirigeant, associé ou administrateur d'une autre société inscrite, à moins que ces sociétés ne soient membres du même groupe.

4.2. Représentant-conseil adjoint – approbation préalable des conseils

1) Le représentant-conseil adjoint d'un conseiller inscrit ne peut fournir de conseils sur des titres que s'ils sont approuvés par une personne physique désignée par la société inscrite conformément au paragraphe 2.

2) Le conseiller inscrit charge un représentant-conseil d'examiner les conseils du représentant-conseil adjoint.

3) Le conseiller inscrit qui désigne un représentant-conseil conformément au paragraphe 2 dispose de sept jours pour indiquer à l'agent responsable le nom du représentant-conseil et du représentant-conseil adjoint.

PARTIE 5 PERSONNE DÉSIGNÉE RESPONSABLE ET CHEF DE LA CONFORMITÉ

5.1. Responsabilités de la personne désignée responsable

La personne désignée responsable d'une société inscrite a les responsabilités suivantes :

a) elle supervise les mesures que la société prend pour se conformer à la législation en valeurs mobilières et faire en sorte que les personnes physiques agissant pour son compte s'y conforment également;

b) elle encourage le respect de la législation en valeurs mobilières par la société et les personnes physiques agissant pour son compte.

5.2. Responsabilités du chef de la conformité

Le chef de la conformité d'une société inscrite a les responsabilités suivantes :

a) il établit et maintient des politiques et des procédures d'évaluation de la conformité de la société et des personnes agissant pour son compte avec la législation en valeurs mobilières;

b) il contrôle et évalue la conformité de la société et des personnes agissant pour son compte avec la législation en valeurs mobilières;

c) il porte dès que possible à la connaissance de la personne désignée responsable de la société toute situation indiquant que la société ou une personne agissant pour son compte peut avoir commis un manquement pour non-conformité à la législation en valeurs mobilières qui présente l'une des caractéristiques suivantes :

i) il risque, de l'avis d'une personne raisonnable, de causer un préjudice à un client;

ii) il risque, de l'avis d'une personne raisonnable, de causer un préjudice aux marchés financiers;

iii) il s'agit d'un manquement récurrent;

d) il présente au conseil d'administration de la société ou aux personnes exerçant des fonctions analogues pour le compte de celle-ci un rapport annuel sur la conformité de la société et des personnes agissant pour son compte avec la législation en valeurs mobilières.

PARTIE 6 SUSPENSION ET RADIATION D'OFFICE DE L'INSCRIPTION DES PERSONNES PHYSIQUES

6.1. Cessation de l'autorisation de la personne physique d'agir pour le compte d'une société

Est suspendue jusqu'à son rétablissement ou sa radiation d'office conformément à la législation en valeurs mobilières l'inscription de la personne physique inscrite qui n'est plus autorisée à agir à ce titre pour le compte de sa société parrainante du fait que sa relation avec la société comme salarié, associé ou mandataire prend fin ou change.

6.2. Révocation ou suspension de l'autorisation de l'OCRCVM

La révocation ou la suspension par l'OCRCVM de l'autorisation d'une personne physique inscrite relativement à un courtier en placement entraîne la suspension de son inscription à titre de représentant de courtier en placement jusqu'à son rétablissement ou sa radiation d'office conformément à la législation en valeurs mobilières.

6.3. Révocation ou suspension de l'autorisation de l'ACCFM

Sauf au Québec, la révocation ou la suspension par l'ACCFM de l'autorisation d'une personne physique inscrite relativement à un courtier en épargne collective entraîne la suspension de son inscription à titre de représentant de courtier en épargne collective jusqu'à son rétablissement ou sa radiation d'office conformément à la législation en valeurs mobilières.

6.4. Suspension de l'inscription de la société parrainante

La suspension de l'inscription d'une société inscrite dans une catégorie entraîne la suspension de l'inscription de chaque représentant de courtier, représentant-conseil ou représentant-conseil adjoint inscrit agissant pour son compte dans cette catégorie jusqu'à son rétablissement ou sa radiation d'office conformément à la législation en valeurs mobilières.

6.5. Suspension des activités de courtage et de conseil

La personne physique dont l'inscription est suspendue dans une catégorie ne peut agir à titre de courtier, de placeur ou de conseiller, selon le cas, dans cette catégorie.

6.6. Radiation d'office de l'inscription suspendue – personnes physiques

L'inscription d'une personne physique qui a été suspendue conformément à la présente partie est radiée d'office au deuxième anniversaire de la suspension, à moins qu'elle n'ait été rétablie.

6.7. Exception pour les personnes physiques convoquées à une audience

Malgré l'article 6.6, la suspension de l'inscription d'une personne inscrite se poursuit lorsqu'une audience relative à cette personne est ouverte conformément à la législation en valeurs mobilières ou qu'une instance la concernant est introduite en vertu de règles d'un OAR.

6.8. Application de la partie 6 en Ontario

La présente partie ne s'applique pas en Ontario, exception faite de l'article 6.5 [*Suspension des activités de courtage et de conseil*].

Note : En Ontario, les mesures prévues à l'article 29 de la Loi sur les valeurs mobilières en matière de suspension sont similaires à celles qui sont énoncées aux parties 6 et 10.

PARTIE 7 CATÉGORIES D'INSCRIPTION DES SOCIÉTÉS

7.1. Catégories de courtier

1) La personne tenue de s'inscrire comme courtier en vertu de la législation en valeurs mobilières s'inscrit dans l'une ou plusieurs catégories suivantes :

- a) courtier en placement;
- b) courtier en épargne collective;
- c) courtier en plans de bourses d'études;
- d) courtier sur le marché dispensé;
- e) courtier d'exercice restreint.

2) La personne inscrite dans la catégorie pertinente peut faire ce qui suit :

a) le courtier en placement peut agir à titre de courtier ou de placeur à l'égard de tous les titres;

b) le courtier en épargne collective peut agir à titre de courtier à l'égard des titres suivants :

i) des titres d'organismes de placement collectif;

ii) sauf au Québec, les titres de fonds d'investissement qui sont des fonds de travailleurs ou des sociétés à capital de risque de travailleurs constitués en vertu d'une loi d'un territoire du Canada;

c) le courtier en plans de bourses d'études peut agir à titre de courtier à l'égard des titres de plans de bourses d'études, de plans d'épargne-études et de fiducies d'épargne-études;

d) le courtier sur le marché dispensé peut faire ce qui suit :

i) agir à titre de courtier à l'égard de titres placés sous le régime d'une dispense de prospectus, qu'un prospectus ait été déposé ou non relativement au placement;

ii) agir à titre de courtier à l'égard de titres qui, si l'opération était un placement, seraient placés sous le régime d'une dispense de prospectus;

iii) recevoir d'un client un ordre de vente des titres acquis par celui-ci dans les circonstances visées à la disposition *i* ou *ii*, et agir ou faire du démarchage pour donner suite à cet ordre;

iv) agir à titre de placeur dans le cadre d'un placement effectué sous le régime d'une dispense de prospectus;

e) le courtier d'exercice restreint peut agir à titre de courtier ou de placeur selon les conditions auxquelles son inscription est subordonnée.

- 3) Malgré le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2, en Colombie-Britannique, le courtier en épargne collective peut aussi agir à titre de courtier à l'égard des titres suivants :
- a)* les titres de plans de bourses d'études;
 - b)* les titres de plans d'épargne-études;
 - c)* les titres de fiducies d'épargne-études.
- 4) Le paragraphe 1 ne s'applique pas en Ontario.

Note : En Ontario, les mêmes catégories d'inscription des sociétés agissant comme courtier que celles du paragraphe 1 de l'article 7.1 sont prévues au paragraphe 2 de l'article 26 de la Loi sur les valeurs mobilières.

7.2. Catégories de conseiller

- 1) La personne tenue de s'inscrire comme conseiller en vertu de la législation en valeurs mobilières s'inscrit dans l'une des catégories suivantes :
- a)* gestionnaire de portefeuille;
 - b)* gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint.
- 2) La personne inscrite dans la catégorie pertinente peut faire ce qui suit :
- a)* le gestionnaire de portefeuille peut agir à titre de conseiller à l'égard de tout titre;
 - b)* le gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint peut agir à titre de conseiller à l'égard de tout titre selon les conditions auxquelles son inscription est subordonnée.
- 3) Le paragraphe 1 ne s'applique pas en Ontario.

Note : En Ontario, les mêmes catégories d'inscription des sociétés agissant comme conseiller que celles du paragraphe 1 de l'article 7.2 sont prévues au paragraphe 6 de l'article 26 de la Loi sur les valeurs mobilières.

7.3. Catégorie de gestionnaire de fonds d'investissement

La personne tenue de s'inscrire comme gestionnaire de fonds d'investissement en vertu de la législation en valeurs mobilières s'inscrit dans la catégorie de gestionnaire de fonds d'investissement.

PARTIE 8 DISPENSES D'INSCRIPTION

Section 1 Dispense de l'inscription à titre de courtier et de placeur

8.1. Interprétation de « opération visée » au Québec

Pour l'application de la présente partie, au Québec, l'expression « opération visée » désigne les activités suivantes :

- a)* les activités visées à la définition de « courtier » prévue à l'article 5 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1.1), notamment les activités suivantes :
 - i)* la vente ou la cession d'un titre à titre onéreux, que les modalités de paiement soient sur marge, en plusieurs versements ou de toute autre manière, à l'exclusion

du transfert de titres ou du fait de donner des titres en garantie relativement à une dette ou à l'achat de titres, à l'exception de ce qui est prévu au paragraphe *b*;

ii) la participation, à titre de négociateur, à toute opération sur des titres effectuée par l'intermédiaire d'une bourse ou d'un système de cotation et de déclaration d'opérations;

iii) la réception par une personne inscrite d'un ordre d'achat ou de vente de titres;

b) le transfert de titres d'un émetteur ou le fait de donner en garantie des titres d'un émetteur qui sont détenus par une personne participant au contrôle relativement à une dette.

8.2. Définition de « titre » en Alberta, en Colombie-Britannique, au Nouveau-Brunswick et en Saskatchewan

Malgré l'article 1.2, dans la présente section, un « titre » ne s'entend pas d'un « contrat négociable » en Alberta, en Colombie-Britannique, au Nouveau-Brunswick et en Saskatchewan.

8.3. Interprétation – dispense d'inscription à titre de placeur

Dans la présente section, la dispense de l'obligation d'inscription à titre de courtier est une dispense de l'obligation d'inscription à titre de placeur.

8.4. Personne n'effectuant pas d'opérations visées comme activité en Colombie-Britannique, au Manitoba et au Nouveau-Brunswick

1) En Colombie-Britannique et au Nouveau-Brunswick, toute personne réunissant les conditions suivantes est dispensée de s'inscrire à titre de courtier :

a) elle n'exerce pas l'activité consistant à effectuer des opérations visées sur des titres ou des contrats négociables pour son propre compte ou comme mandataire;

b) elle ne se présente pas comme exerçant l'activité visée au sous-paragraphe *a*.

2) Au Manitoba, toute personne réunissant les conditions suivantes est dispensée de s'inscrire à titre de courtier :

a) elle n'exerce pas l'activité consistant à effectuer des opérations visées sur des titres pour son propre compte ou comme mandataire;

b) elle ne se présente pas comme exerçant l'activité visée au sous-paragraphe *a*.

8.5. Opération visée effectuée avec un courtier inscrit ou par son entremise

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée par une personne lorsqu'une des conditions suivantes est remplie :

a) l'opération est effectuée seulement par l'entremise d'un mandataire qui est un courtier inscrit dans une catégorie lui permettant de d'effectuer l'opération;

b) l'opération est effectuée avec un courtier qui achète les titres pour son propre compte et qui est inscrit dans une catégorie lui permettant d'effectuer l'opération.

8.6. Conseiller – fonds d'investissement dont les titres ne sont pas placés au moyen d'un prospectus

1) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas au conseiller inscrit ni au conseiller dispensé de s'inscrire en vertu de l'article 8.26 [*Conseiller international*] à l'égard d'une opération visée sur des titres d'un fonds d'investissement qui ne sont pas placés au moyen d'un prospectus, lorsque sont réunies les conditions suivantes :

a) le conseiller est à la fois conseiller et gestionnaire de fonds d'investissement du fonds;

b) l'opération est faite dans un compte géré d'un client du conseiller.

2) La dispense prévue au paragraphe 1 n'est pas ouverte lorsque le compte géré ou le fonds d'investissement a été créé ou est utilisé principalement pour y donner ouverture.

3) Le conseiller qui se prévaut du paragraphe 1 en avise l'agent responsable par écrit dans un délai de sept jours après s'en être prévalu pour la première fois.

8.7. Réinvestissement dans un fonds d'investissement

1) Sous réserve des paragraphes 2 à 5, l'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas au fonds d'investissement ou au gestionnaire de fonds d'investissement de ce fonds dans le cadre d'une opération visée effectuée avec un porteur de titres du fonds qui est autorisée par un plan du fonds et porte sur des titres émis par celui-ci, lorsqu'une des conditions suivantes est remplie :

a) le dividende ou la distribution versé sur le bénéfice, le surplus, les capitaux propres ou d'autres sources payables à l'égard des titres du fonds d'investissement est affecté à la souscription de titres qui sont de la même catégorie ou série que celle des titres auxquels sont attribuables les dividendes ou les distributions;

b) le porteur fait un versement de fonds facultatif pour souscrire des titres du fonds d'investissement et les conditions suivantes sont réunies :

i) les titres sont de la même catégorie ou série que des titres visés au sous-paragraphe *a* qui se négocient sur un marché;

ii) pendant l'exercice du fonds d'investissement au cours duquel l'opération visée a lieu, le nombre global de titres émis en contrepartie du versement de fonds facultatif n'excède pas 2 % des titres émis et en circulation de la catégorie à laquelle se rapporte le plan au début de l'exercice.

2) La dispense prévue au paragraphe 1 n'est ouverte que si le plan qui autorise l'opération visée est ouvert à tous les porteurs au Canada ayant droit au dividende ou à la distribution.

3) La dispense prévue au paragraphe 1 n'est ouverte que si l'opération visée ne donne lieu au paiement d'aucune commission de souscription.

4) Au moment de l'opération visée, le fonds d'investissement qui est émetteur assujéti et procède au placement permanent de ses titres doit avoir fourni l'information suivante dans le prospectus qui se rapporte au placement :

a) les modalités de tous frais de souscription différés ou éventuels ou de tous frais de rachat payables au moment du rachat des titres;

b) le droit du porteur de choisir de recevoir des espèces plutôt que des titres en paiement du dividende ou de la distribution par le fonds d'investissement ainsi que les instructions sur la façon d'exercer ce droit.

5) Au moment de l'opération visée, le fonds d'investissement qui est émetteur assujéti et ne procède pas au placement permanent de ses titres fournit l'information prévue au paragraphe 4 dans son prospectus, sa notice annuelle ou toute déclaration de changement important.

8.8. Investissement additionnel dans un fonds d'investissement

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas au fonds d'investissement ou au gestionnaire de fonds d'investissement de ce fonds dans le cadre d'une opération visée effectuée sur des titres du fonds d'investissement avec l'un de ses porteurs lorsque sont réunies les conditions suivantes :

a) le porteur a souscrit à l'origine pour son propre compte des titres du fonds d'investissement moyennant un coût d'acquisition global au moins égal à 150 000 \$ payé comptant au moment de l'acquisition;

b) l'opération porte sur des titres de la même catégorie ou série que celle des titres visés au paragraphe *a*;

c) à la date de l'opération, le porteur détient des titres du fonds d'investissement qui remplissent au moins l'une des conditions suivantes :

i) leur coût d'acquisition était au moins égal à 150 000 \$;

ii) leur valeur liquidative est au moins égale à 150 000 \$.

8.9. Investissement additionnel dans un fonds d'investissement dont des titres ont été achetés ou souscrits avant le 14 septembre 2005

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée par un fonds d'investissement sur des titres émis par lui avec un souscripteur qui a souscrit des titres de la même catégorie à l'origine pour son propre compte avant le 14 septembre 2005, lorsque sont réunies les conditions suivantes :

a) à l'origine, le souscripteur a souscrit les titres en vertu de l'une des dispositions suivantes :

i) en Alberta, l'ancien paragraphe *e* de l'article 86 et l'ancien sous-paragraphe *d* du paragraphe 1 de l'article 131 du *Securities Act*, tels qu'ils se lisaient avant leur remplacement par le paragraphe *a* de l'article 9 et l'article 13 du *Securities Amendment Act 2003* (S.A. 2003, c.32), et les articles 66.2 et 122.2 des *Rules (General)* de l'*Alberta Securities Commission*;

ii) en Colombie-Britannique, les paragraphes 2, 5 et 22 de l'article 45 et les paragraphes 2, 4 et 19 de l'article 74 du *Securities Act*;

iii) au Manitoba, le paragraphe 3 de l'article 19 et le sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 58 de la Loi sur les valeurs mobilières et l'article 90 du Règlement sur les valeurs mobilières (Règl. du Man. 491/88 R);

iv) au Nouveau-Brunswick, l'article 2.8 de la Règle 45-501, *Exemptions relatives au prospectus et à l'inscription* de la Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick;

v) à Terre-Neuve-et-Labrador, le sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 de l'article 36 et le sous-paragraphe *d* du paragraphe 1 de l'article 73 du *Securities Act*;

vi) en Nouvelle-Écosse, le sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 de l'article 41 et le sous-paragraphe *d* du paragraphe 1 de l'article 77 du *Securities Act*;

vii) aux Territoires du Nord-Ouest, les paragraphes *c* et *z* de l'article 3 du *Blanket Order No. 1* du Registraire des valeurs mobilières;

viii) au Nunavut, les paragraphes *c* et *z* de l'article 3 du *Blanket Order No. 1* du Registraire des valeurs mobilières;

ix) en Ontario, le sous-paragraphes 5 du paragraphe 1 de l'article 35 et le sous-paragraphes *d* du paragraphe 1 de l'article 72 de la Loi sur les valeurs mobilières et l'article 2.12 du *Ontario Securities Commission Rule 45-501, Exempt Distributions* (2004) entré en vigueur le 12 janvier 2004;

x) à l'Île-du-Prince-Édouard, le sous-paragraphes *d* du paragraphe 3 de l'article 2 de l'ancien *Securities Act* ou le *Prince Edward Island Local Rule 45-512 – Exempt Distributions – Exemption for Purchase of Mutual Fund Securities* du Securities Office;

xi) au Québec, l'ancien article 51 et l'ancien paragraphe 2 de l'article 155.1 de la Loi sur les valeurs mobilières;

xii) en Saskatchewan, le sous-paragraphes *e* du paragraphe 1 de l'article 39 et le sous-paragraphes *d* du paragraphe 1 de l'article 81 du *The Securities Act, 1988*;

b) l'opération visée est effectuée sur des titres de la même catégorie ou série que l'opération visée initiale;

c) à la date de l'opération visée, le porteur détient des titres du fonds d'investissement présentant au moins une des caractéristiques suivantes :

i) le coût d'acquisition est au moins égal à la somme minimale prévue par la disposition de la législation en valeurs mobilières visée au sous-paragraphes *a* en vertu de laquelle l'opération visée initiale a été effectuée;

ii) la valeur liquidative est au moins égale à la somme minimale prévue par la disposition de la législation en valeurs mobilières visée au sous-paragraphes *a* en vertu de laquelle l'opération visée initiale a été effectuée.

8.10. Club d'investissement

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée sur des titres d'un fonds d'investissement lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) le fonds d'investissement ne compte pas plus de 50 propriétaires véritables de ses titres;

b) le fonds d'investissement ne cherche pas et n'a jamais cherché à faire d'emprunt auprès du public;

c) le fonds d'investissement ne place pas de titres et n'en a jamais placé auprès du public;

d) le fonds d'investissement ne verse aucune rémunération pour la gestion du portefeuille ou des conseils sur l'administration à l'égard d'opérations visées sur des titres, sauf les courtages normaux;

e) les porteurs du fonds d'investissement sont tenus de contribuer au financement de son fonctionnement en proportion de la valeur des titres qu'ils détiennent.

8.11. Fonds d'investissement privé – portefeuilles gérés par une société de fiducie

1) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée sur des titres d'un fonds d'investissement qui réunit les conditions suivantes :

a) il est géré par une société de fiducie qui est autorisée à exercer son activité au Canada ou dans un territoire du Canada ou inscrite en vertu d'une loi du Canada ou d'un territoire du Canada;

b) il n'a pas d'autre promoteur ou gestionnaire de fonds d'investissement que la société de fiducie visée au sous-paragraphe *a*;

c) son portefeuille se compose de fonds provenant de diverses successions et fiducies qui sont regroupés en vue d'en faciliter le placement.

2) Malgré le paragraphe 1, la société de fiducie inscrite en vertu des lois de l'Île-du-Prince-Édouard qui n'est pas inscrite en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt ou d'une loi équivalente dans un autre territoire du Canada n'est pas considérée comme une société de fiducie.

8.12. Créance hypothécaire

1) Dans le présent article, on entend par « créance hypothécaire syndiquée » une créance hypothécaire à laquelle deux personnes ou plus sont parties, directement ou indirectement, à titre de prêteurs et qui est garantie par l'hypothèque.

2) Sous réserve du paragraphe 3, l'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée dans un territoire du Canada sur des créances hypothécaires sur des immeubles par une personne qui est inscrite, titulaire d'un permis ou dispensée de l'inscription ou de permis en vertu de la loi relative au courtage hypothécaire de ce territoire.

3) En Alberta, en Colombie-Britannique, au Manitoba, au Québec et en Saskatchewan, le paragraphe 2 ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée sur une créance hypothécaire syndiquée.

4) Le présent article ne s'applique pas en Ontario.

Note : En Ontario, une dispense similaire de l'obligation d'inscription à titre de courtier est prévue au paragraphe 4 de l'article 35 de la Loi sur les valeurs mobilières.

8.13. Législation sur les sûretés mobilières

1) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée sur des titres constatant une dette garantie par une sûreté conformément à la législation relative aux sûretés mobilières d'un territoire du Canada si l'opération n'est pas effectuée avec une personne physique.

2) Le présent article ne s'applique pas en Ontario.

Note : En Ontario, une dispense similaire de l'obligation d'inscription à titre de courtier est prévue au paragraphe 2 de l'article 35 de la Loi sur les valeurs mobilières.

8.14. Contrat à capital variable

1) Dans le présent article, on entend par :

« assurance collective », « assurance sur la vie », « compagnie d'assurance », « contrat » et « police » : ces expressions au sens de la loi indiquée vis-à-vis du nom du

territoire intéressé à l'annexe A du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription;

« contrat à capital variable » : un contrat d'assurance sur la vie dans le cadre duquel les droits du souscripteur sont évalués, pour la transformation ou le rachat, en fonction de la valeur d'une quote-part d'un portefeuille d'actifs déterminé.

2) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée sur un contrat à capital variable effectuée par une compagnie d'assurance dans la mesure où le contrat à capital variable est :

a) un contrat d'assurance collective;

b) un contrat d'assurance sur la vie entière qui garantit le paiement à l'échéance d'une prestation au moins égale à 75 % des primes versées jusqu'à l'âge de 75 ans pour une prestation payable à l'échéance;

c) un mécanisme d'investissement de la participation aux bénéfices et de la somme assurée dans un fonds séparé et distinct dans lequel ne sont versées comme cotisations que cette participation et cette somme, en vertu de la police;

d) une rente viagère variable.

8.15. Banques de l'Annexe III et associations coopératives – titre constatant un dépôt

1) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée portant sur des titres constatant un dépôt émis par une banque de l'annexe III ou une association régie par la Loi sur les associations coopératives de crédit (Canada).

2) Le présent article ne s'applique pas en Ontario.

Note : En Ontario, le paragraphe 1 de l'article 8.15 n'est pas nécessaire, car les titres qui y sont visés sont exclus de la définition de « titre » (« valeur mobilière ») prévue au paragraphe 1 de l'article 1 de la Loi sur les valeurs mobilières.

8.16. Administrateur de plan

1) Dans le présent article, on entend par :

« administrateur de plan » : un fiduciaire, un dépositaire ou un administrateur agissant pour le compte ou dans l'intérêt de salariés, de membres de la haute direction, d'administrateurs ou de consultants d'un émetteur ou d'une entité apparentée à un émetteur;

« cessionnaire admissible » : un cessionnaire admissible au sens de l'article 2.22 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription;

« consultant » : un consultant au sens de l'article 2.22 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription;

« entité apparentée » : une entité apparentée au sens de l'article 2.22 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription;

« membre de la haute direction » : un membre de la haute direction au sens de l'article 1.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription;

« personne participant au contrôle » : une personne participant au contrôle au sens de l'article 1.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription;

« plan » : un plan ou un programme établi ou maintenu par un émetteur en vue de l'acquisition de titres de l'émetteur par les salariés, les membres de la haute direction, les administrateurs ou les consultants de l'émetteur ou d'une entité apparentée à l'émetteur.

2) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée, en vertu d'un plan de l'émetteur, sur des titres de celui-ci ou sur une option d'achat de ces titres, par l'émetteur, une personne participant au contrôle de l'émetteur, une entité apparentée à l'émetteur ou un administrateur de plan de l'émetteur avec l'une des personnes suivantes :

- a) l'émetteur;
- b) un salarié, un membre de la haute direction, un administrateur ou un consultant actuel ou ancien de l'émetteur ou d'une entité apparentée à l'émetteur;
- c) un cessionnaire admissible d'une personne visée au sous-paragraphe b.

3) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée sur des titres d'un émetteur ou sur une option d'achat de ces titres effectuée par un administrateur de plan de l'émetteur lorsque sont réunies les conditions suivantes :

- a) l'opération visée est effectuée conformément à un plan de l'émetteur;
- b) les conditions prévues à l'article 2.14 du Règlement 45-102 sur la revente de titres sont réunies.

8.17. Plan de réinvestissement

1) Sous réserve des paragraphes 3 à 5, l'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre des opérations visées suivantes effectuées par un émetteur, ou par un fiduciaire, un dépositaire ou un administrateur agissant pour le compte de l'émetteur, avec un porteur de l'émetteur si elles sont autorisées par un plan de l'émetteur :

a) une opération portant sur des titres émis par l'émetteur si un dividende ou une distribution versé sur le bénéfice, le surplus, les capitaux propres ou d'autres sources payables à l'égard des titres de l'émetteur est affecté à la souscription des titres émis par celui-ci;

b) sous réserve du paragraphe 2, une opération portant sur des titres émis par l'émetteur si le porteur fait un versement de fonds facultatif pour souscrire des titres de l'émetteur qui se négocient sur un marché.

2) Pendant l'exercice de l'émetteur au cours duquel l'opération a lieu, le nombre global de titres émis en contrepartie du versement de fonds facultatif prévu au sous-paragraphe b du paragraphe 1 ne doit pas excéder 2 % des titres émis et en circulation de la catégorie à laquelle se rapporte le plan au début de l'exercice.

3) Le plan qui autorise les opérations prévues au paragraphe 1 est ouvert à tous les porteurs du Canada ayant droit au dividende ou à la distribution versé sur le bénéfice, le surplus, les capitaux propres ou d'autres sources.

4) Il n'est pas permis de se prévaloir du présent article pour effectuer une opération visée portant sur des titres d'un fonds d'investissement.

5) Sous réserve de l'article 8.3.1 [*Disposition transitoire – plan de réinvestissement*] du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription, si un titre faisant l'objet d'une opération visée en vertu d'un plan visé au paragraphe 1 est d'une catégorie ou d'une série différente de celle des titres auxquels le dividende ou la distribution est attribuable, l'émetteur, le fiduciaire, le dépositaire ou l'administrateur doit avoir fourni à chaque participant qui a le droit de recevoir des titres en vertu du plan une description des

principales caractéristiques du titre faisant l'objet de l'opération ou un avis lui indiquant la façon d'obtenir ces renseignements sans frais.

8.18. Courtier international

- 1) Dans le présent article, on entend par « titre étranger » l'un des titres suivants :
 - a)* un titre émis par un émetteur constitué en vertu des lois d'un territoire étranger;
 - b)* un titre émis par le gouvernement d'un territoire étranger.
- 2) Sous réserve des paragraphes 3 et 4, l'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas aux activités suivantes :
 - a)* toute activité, à l'exception de la vente d'un titre, qui est raisonnablement nécessaire à la réalisation du placement de titres qui sont offerts principalement dans un territoire étranger;
 - b)* une opération visée sur un titre de créance avec un client autorisé au cours du placement de ce titre si celui-ci est offert principalement dans un territoire étranger et sans qu'un prospectus ait été déposé auprès d'une autorité canadienne en valeurs mobilières en vue du placement;
 - c)* une opération visée sur un titre de créance qui est un titre étranger avec un client autorisé, autrement qu'au cours du placement initial de ce titre;
 - d)* une opération visée sur un titre étranger avec un client autorisé, sauf au cours d'un placement effectué au moyen d'un prospectus qui a été déposé auprès d'une autorité canadienne en valeurs mobilières;
 - e)* une opération visée sur un titre étranger avec un courtier en placement;
 - f)* une opération visée sur un titre avec un courtier en placement agissant pour son propre compte.
- 3) Les dispenses prévues au paragraphe 2 ne sont ouvertes qu'à la personne qui réunit l'ensemble des conditions suivantes :
 - a)* son siège ou son établissement principal est situé dans un territoire étranger;
 - b)* elle est inscrite en vertu de la législation en valeurs mobilières du territoire étranger où est situé son siège ou son établissement principal, dans une catégorie d'inscription lui permettant d'y exercer les activités que l'inscription à titre de courtier lui permettrait d'exercer dans le territoire intéressé;
 - c)* elle exerce l'activité de courtier dans le territoire étranger où est situé son siège ou son établissement principal;
 - d)* elle agit pour son propre compte ou comme mandataire de l'émetteur des titres, d'un client admissible ou d'une personne qui n'est pas résident du Canada;
 - e)* elle transmet à l'autorité en valeurs mobilières le formulaire prévu à l'Annexe 31-103A2, Acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification.
- 4) Les dispenses prévues au paragraphe 2 ne sont ouvertes à une personne pour effectuer une opération visée avec un client autorisé que dans les cas suivants :

a) le client autorisé est une personne inscrite conformément à la législation en valeurs mobilières d'un territoire du Canada à titre de conseiller ou courtier;

b) la personne a avisé le client autorisé de ce qui suit :

i) le fait qu'elle n'est pas inscrite au Canada;

ii) son territoire de résidence;

iii) le nom et l'adresse du mandataire aux fins de signification qu'elle a désigné dans le territoire intéressé;

iv) le fait que le client peut rencontrer des difficultés à faire valoir ses droits contre elle du fait qu'elle réside à l'extérieur du Canada et que la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs peuvent être situés à l'extérieur du Canada.

5) La personne qui se prévaut du paragraphe 2 avise l'agent responsable 12 mois après avoir présenté pour la première fois le formulaire prévu à l'Annexe 31-103A2 en vertu du sous-paragraphe e du paragraphe 3, et chaque année par la suite si elle continue de s'en prévaloir.

6) En Ontario, le paragraphe 5 ne s'applique pas à la personne qui effectue les dépôts et paie les droits prévus par le *Rule 13-502 Fees* de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario pour une société internationale non inscrite.

8.19. Régime enregistré d'épargne-études autogéré

1) Dans le présent article, on entend par « REEE autogéré » un régime d'épargne-études enregistré en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et remplissant les conditions suivantes :

a) il est structuré de telle façon que les cotisations sont versées par le souscripteur directement dans un compte à son nom;

b) il prévoit que le souscripteur conserve le contrôle et lui permet de décider de la façon dont les actifs du régime sont détenus, investis ou réinvestis, sous réserve des dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada).

2) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée dans un REEE autogéré lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) l'opération est effectuée par l'une des personnes suivantes :

i) un représentant de courtier en épargne collective agissant pour le compte de celui-ci;

ii) une institution financière canadienne;

iii) en Ontario, un intermédiaire financier;

b) le REEE autogéré limite ses placements aux titres que la personne qui effectue l'opération est autorisée à négocier.

8.20. Contrats négociables – Alberta, Colombie-Britannique, Nouveau-Brunswick et Saskatchewan

1) En Alberta, en Colombie-Britannique et au Nouveau-Brunswick, l'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre des opérations visées suivantes sur des contrats négociables :

- a) une opération visée effectuée par une personne dans les cas suivants :
- i) l'opération est effectuée seulement par l'entremise d'un mandataire qui est un courtier inscrit dans une catégorie lui permettant de l'effectuer;
 - ii) l'opération est effectuée avec un courtier agissant pour son propre compte et inscrit dans une catégorie lui permettant de l'effectuer;
- b) sous réserve du paragraphe 2, une opération visée résultant d'un ordre non sollicité passé auprès d'une personne physique qui ne réside pas dans le territoire et n'y exerce pas d'activité.
- 2) Pour l'application du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1, la personne physique :
- a) ne peut faire de publicité ou d'activités de promotion visant les personnes se trouvant dans le territoire intéressé au cours des six mois précédant l'opération visée;
 - b) ne peut verser de commission, y compris une commission d'intermédiaire, à une personne se trouvant dans le territoire intéressé à l'occasion de l'opération visée.
- 3) En Saskatchewan, l'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique dans le cadre des opérations visées suivantes :
- a) une opération sur contrat négociable effectuée strictement par l'entremise d'un mandataire qui est un courtier inscrit dans une catégorie lui permettant de l'effectuer;
 - b) une opération sur contrat négociable effectuée strictement avec un courtier agissant pour son propre compte et inscrit dans une catégorie lui permettant de l'effectuer.

8.21. Dette déterminée

- 1) Dans le présent article, on entend par :
- « agence de notation agréée » : une agence de notation agréée au sens du Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif;
 - « note approuvée » : une note approuvée au sens du Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif;
 - « organisme supranational accepté » : l'un des organismes suivants :
 - a) la Banque africaine de développement établie par l'Accord portant création de la Banque africaine de développement, qui est entré en vigueur le 10 septembre 1964, et dont le Canada est membre depuis le 30 décembre 1982;
 - b) la Banque asiatique de développement établie en 1965 en vertu d'une résolution de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique;
 - c) la Banque de développement des Caraïbes établie par l'Accord portant création de la Banque de développement des Caraïbes, qui est entré en vigueur le 26 janvier 1970, modifié, et dont le Canada est membre fondateur;
 - d) la Banque européenne pour la reconstruction et le développement établie par l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement approuvé par la Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Canada), dont le Canada est membre fondateur;

e) la Banque interaméricaine de développement établie par l'Accord constitutif de la Banque interaméricaine de développement, qui a pris effet le 30 décembre 1959, modifié, et dont le Canada est membre;

f) la Banque internationale pour la reconstruction et le développement établie par l'Accord relatif à la Banque pour la reconstruction et le développement approuvé par la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes (Canada);

g) la Société Financière Internationale, dont les statuts sont approuvés par la Loi sur les Accords de Bretton Woods et des accords connexes (Canada).

2) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée sur les titres de créance suivants :

a) les titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada ou le gouvernement d'un territoire du Canada;

b) les titres de créance émis ou garantis par le gouvernement d'un territoire étranger dans la mesure où ils font l'objet d'une note approuvée attribuée par un organisme de notation approuvé;

c) les titres de créance émis ou garantis par une municipalité au Canada;

d) les titres de créance garantis par les impôts qui sont prélevés en vertu d'une loi d'un territoire du Canada sur les biens-fonds de ce territoire et percevables par la municipalité où se trouvent les biens-fonds ou par l'entremise de cette municipalité, ou dont le remboursement est assuré par ces impôts;

e) les titres de créance émis ou garantis par une institution financière canadienne ou une banque de l'annexe III, à l'exception des titres de créance dont le remboursement n'est possible qu'après celui des dépôts détenus par l'émetteur ou le garant de ces titres de créance;

f) les titres de créance émis par le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal;

g) les titres de créance émis ou garantis par un organisme supranational accepté, à condition qu'ils soient remboursables dans la monnaie du Canada ou des États-Unis d'Amérique.

3) Les sous-paragraphes *a*, *c* et *d* du paragraphe 2 ne s'appliquent pas en Ontario.

Note : En Ontario, des dispenses de l'obligation d'inscription à titre de courtier qui sont similaires à celles des paragraphes *a*, *c* et *d* de l'article 8.21 sont prévues au sous-paragraphe 2 du paragraphe 1 de l'article 35 de la Loi sur les valeurs mobilières.

8.22. Programmes de vente et d'achat pour les propriétaires de petits lots

1) Dans le présent article, on entend par :

« bourse » : l'une des bourses suivantes :

a) TSX Inc.;

b) la Bourse de croissance TSX Inc.;

c) une bourse qui remplit les conditions suivantes :

i) elle a une politique dont l'essentiel est similaire à la politique de TSX Inc.;

ii) elle est désignée par l'autorité en valeurs mobilières pour l'application du présent article;

« politique » : les textes suivants :

a) dans le cas de TSX Inc., les articles 638 et 639, Programmes d'achat et de vente de lots irréguliers, du Guide à l'intention des sociétés de la TSX, et leurs modifications;

b) dans le cas de la Bourse de croissance TSX, la Politique 5.7, Programmes de vente ou d'achat pour les propriétaires de petits lots d'actions, et ses modifications;

c) dans le cas d'une bourse visée au paragraphe *c* de la définition de « bourse », la règle, la politique ou le texte analogue de la bourse relatif aux programmes d'achat et de vente pour les propriétaires de petits lots.

2) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée par un émetteur ou par son mandataire sur les titres de l'émetteur inscrits à la cote d'une bourse lorsque sont réunies les conditions suivantes :

a) l'opération a pour but de permettre aux porteurs de participer à un programme conforme à la politique de cette bourse;

b) l'émetteur et son mandataire ne donnent pas de conseils à un porteur au sujet de sa participation à un programme visé au sous-paragraphe *a*, si ce n'est une description du fonctionnement du programme ou de la procédure à suivre pour y participer, ou les deux à la fois;

c) l'opération est effectuée conformément à la politique de cette bourse, sans aucune dispense ou dérogation sur un élément important de la politique;

d) au moment de l'opération, compte tenu d'un achat effectué dans le cadre du programme, la valeur marchande du nombre maximal de titres qu'un porteur a le droit de détenir pour pouvoir participer au programme n'excède pas 25 000 \$.

3) Pour l'application du sous-paragraphe *c* du paragraphe 2, une dispense ou une dérogation relative au nombre maximal de titres qu'un porteur a le droit de détenir pour pouvoir participer au programme prévu dans la politique ne constitue pas une dispense ou une dérogation sur un élément important de la politique.

Section 2 Dépenses d'inscription à titre de conseiller

8.23. Courtier sans mandat discrétionnaire

L'obligation d'inscription à titre de conseiller ne s'applique pas au courtier inscrit, ni au représentant de courtier agissant pour le compte de celui-ci, dans le cadre de la fourniture à un client de conseils qui remplissent les conditions suivantes :

a) ils portent sur une opération visée sur un titre que le courtier et le représentant sont autorisés à effectuer en vertu de leur inscription;

b) ils sont fournis par le représentant;

c) ils ne sont pas fournis à l'égard d'un compte géré du client.

8.24. Membres de l'OCRCVM qui ont un mandat discrétionnaire

L'obligation d'inscription à titre de conseiller ne s'applique pas au courtier inscrit membre de l'OCRCVM, ni au représentant de courtier agissant pour le compte de celui-ci,

qui agit comme conseiller à l'égard d'un compte géré d'un client, et que la fourniture de conseils est conforme aux règles de l'OCRCVM.

8.25. Conseils généraux

1) Pour l'application des paragraphes 3 et 4, on entend par « intérêt financier ou autre » :

- a) la propriété, véritable ou autre, du titre ou d'un autre titre émis par le même émetteur;
- b) toute option sur le titre ou un autre titre émis par le même émetteur;
- c) toute commission ou toute autre forme de rémunération versée ou devant l'être par la personne dans le cadre d'une opération visée sur le titre;
- d) toute convention financière concernant le titre conclue avec une personne;
- e) toute convention financière conclue avec un placeur ou une autre personne qui a un intérêt dans le titre.

2) L'obligation d'inscription à titre de conseiller ne s'applique pas à la personne qui exerce l'activité de conseiller et fournit des conseils qui ne visent pas à répondre aux besoins de la personne qui les reçoit.

3) La personne dispensée en vertu du paragraphe 2 qui recommande d'acheter, de vendre ou de conserver un titre déterminé, une catégorie de titres ou les titres d'une catégorie d'émetteurs sur lesquels une des personnes suivantes a un intérêt financier ou autre doit en faire mention lorsqu'elle fournit le conseil :

- a) la personne elle-même;
- b) tout associé, administrateur ou dirigeant de la personne;
- c) toute personne qui serait un initié à l'égard de la personne si elle était émetteur assujetti.

4) Si l'intérêt financier ou autre de la personne inclut un intérêt dans une option au sens du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1, l'information fournie conformément au paragraphe 3 doit indiquer les modalités de l'option.

5) Le présent article ne s'applique pas en Ontario.

Note : En Ontario, les mesures prévues à l'article 34 de la Loi sur les valeurs mobilières sont similaires à celles qui sont énoncées à l'article 7.24.

8.26. Conseiller international

1) Malgré l'article 1.2, dans le présent article, un « titre » ne s'entend pas d'un « contrat négociable » en Alberta, en Colombie-Britannique, au Nouveau-Brunswick et en Saskatchewan.

2) Dans le présent article, on entend par :

« chiffre d'affaires brut consolidé total » : le chiffre d'affaires brut consolidé à l'exclusion de celui de tout membre du même groupe que le conseiller qui est inscrit dans un territoire du Canada;

« client autorisé » : un client autorisé au sens donné à ce terme à l'article 1.1 [Définitions], à l'exclusion de toute personne qui est inscrite en vertu de la législation en valeurs mobilières d'un territoire du Canada à titre de conseiller ou de courtier;

« titre étranger » : les titres suivants :

a) un titre émis par un émetteur constitué en vertu des lois d'un territoire étranger;

b) un titre émis par le gouvernement d'un territoire étranger.

3) L'obligation d'inscription à titre de conseiller ne s'applique pas à la personne qui agit comme conseiller auprès d'un client autorisé et ne fournit pas de conseils au Canada sur des titres d'émetteurs canadiens, sinon à titre accessoire par rapport aux conseils sur les titres étrangers.

4) La dispense prévue au paragraphe 3 n'est ouverte que si les conditions suivantes sont réunies :

a) le siège ou l'établissement principal du conseiller est situé dans un territoire étranger;

b) le conseiller est inscrit ou dispensé de l'inscription en vertu de la législation en valeurs mobilières du territoire étranger où est situé son siège ou son établissement principal dans une catégorie d'inscription lui permettant d'y exercer les activités que l'inscription à titre de conseiller lui permettrait d'exercer dans le territoire intéressé;

c) le conseiller exerce l'activité de conseiller dans le territoire étranger où est situé son siège ou son établissement principal;

d) au cours de son dernier exercice, ni le conseiller ni les membres du même groupe que lui n'ont tiré plus de 10 % de leur chiffre d'affaires brut consolidé total de leurs activités de gestion de portefeuille exercées au Canada;

e) avant de conseiller un client, le conseiller lui fournit les renseignements suivants :

i) le fait qu'il n'est pas inscrit au Canada;

ii) son territoire de résidence;

iii) le nom et l'adresse du mandataire aux fins de signification qu'il a désigné dans le territoire intéressé;

iv) le fait que le client peut rencontrer des difficultés à faire valoir ses droits contre lui du fait qu'il réside à l'extérieur du Canada et que la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs peuvent être situés à l'extérieur du Canada;

f) il transmet à l'autorité en valeurs mobilières le formulaire prévu à l'Annexe 31-103A2, Acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification.

5) La personne qui se prévaut du paragraphe 3 avise l'agent responsable 12 mois après avoir présenté pour la première fois le formulaire prévu à l'Annexe 31-103A2 en vertu du sous-paragraphe *f* du paragraphe 4, et chaque année par la suite, si elle continue de s'en prévaloir.

6) En Ontario, le paragraphe 5 ne s'applique pas à la personne qui effectue les dépôts et paie les droits prévus par le *Rule 13-502 Fees* de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario pour une société internationale non inscrite.

Section 3 Dispense d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement

8.27. Club d'investissement

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas à une personne qui agit comme gestionnaire de fonds d'investissement pour un fonds d'investissement lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a)* le fonds d'investissement ne compte pas plus de 50 propriétaires véritables de ses titres;
- b)* le fonds d'investissement ne cherche pas et n'a jamais cherché à faire d'emprunt auprès du public;
- c)* le fonds d'investissement ne place pas de titres et n'en a jamais placé auprès du public;
- d)* le fonds d'investissement ne verse aucune rémunération pour la gestion du portefeuille ou des conseils sur la gestion ou l'administration à l'égard d'opérations visées sur des titres, sauf les courtages normaux;
- e)* les porteurs du fonds d'investissement sont tenus de contribuer au financement de son fonctionnement en proportion de la valeur des titres qu'ils détiennent.

8.28. Dispense pour les régimes de capitalisation

- 1) Pour l'application du présent article, on entend par « régime de capitalisation » tout régime de placement ou d'épargne ouvrant droit à une aide fiscale, y compris un régime de retraite agréé à cotisations déterminées, un régime enregistré d'épargne-retraite collectif, un régime enregistré d'épargne-études collectif ou un régime d'intéressement différé, et établi par un promoteur qui permet aux participants de choisir parmi plusieurs options de placement dans le cadre du régime et, au Québec et au Manitoba, tout régime de retraite simplifié.
- 2) L'obligation d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement ne s'applique pas à la personne qui agit à ce titre pour le compte d'un fonds d'investissement et n'est tenue de s'inscrire que parce que celui-ci est une option de placement d'un régime de capitalisation.

8.29. Fonds d'investissement privé – portefeuilles gérés par une société de fiducie

- 1) L'obligation d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement ne s'applique pas à la société de fiducie qui gère un fonds d'investissement lorsque sont réunies les conditions suivantes :
 - a)* la société de fiducie est autorisée à exercer son activité au Canada ou dans un territoire du Canada ou est inscrite en vertu d'une loi du Canada ou d'un territoire du Canada;
 - b)* le fonds n'a pas d'autre promoteur ou gestionnaire de fonds d'investissement que la société de fiducie;
 - c)* le portefeuille du fonds se compose de fonds provenant de diverses successions et fiducies qui sont regroupés en vue d'en faciliter le placement.
- 2) La dispense prévue au paragraphe 1 n'est ouverte à la société de fiducie inscrite en vertu des lois de l'Île-du-Prince-Édouard que si elle est également inscrite en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt ou d'une loi équivalente dans un autre territoire du Canada.

Section 4 Dispense fondée sur la mobilité – sociétés

8.30. Dispense fondée sur la mobilité des clients – sociétés

L'obligation d'inscription à titre de courtier ou de conseiller ne s'applique pas à la personne qui réunit les conditions suivantes :

- a) elle est inscrite à titre de courtier ou de conseiller dans son territoire principal;
- b) elle n'agit à titre de courtier, de placeur ou de conseiller dans le territoire intéressé que dans la mesure où elle peut exercer ces activités dans son territoire principal selon son inscription;
- c) elle agit à titre de courtier, de placeur ou de conseiller auprès d'au plus dix clients admissibles dans le territoire intéressé;
- d) elle se conforme aux dispositions des parties 13 [*Relations des personnes physiques et des sociétés avec les clients*] et 14 [*Tenue des comptes des clients – sociétés*];
- e) elle agit avec honnêteté, bonne foi et loyauté dans ses relations avec ses clients admissibles.

PARTIE 9 ADHÉSION À L'ORGANISME D'AUTORÉGLÉMENTATION

9.1. Adhésion du courtier en placement à l'OCRCVM

Le courtier en placement ne peut agir à titre de courtier que s'il est courtier membre au sens des règles de l'OCRCVM.

9.2. Adhésion du courtier en épargne collective à l'ACCFM

Sauf au Québec, le courtier en épargne collective ne peut agir à titre de courtier que s'il est membre au sens des règles de l'ACCFM.

9.3. Dispenses de certaines obligations pour les membres des OAR

1) Le courtier en placement qui est membre de l'OCRCVM est dispensé des obligations prévues aux articles suivants dans la mesure où ces articles s'appliquent aux activités du courtier en placement :

- a) l'article 12.1 [*Obligations en matière de capital*];
- b) l'article 12.2 [*Convention de subordination – avis à l'agent responsable*];
- c) l'article 12.3 [*Assurance – courtier*];
- d) l'article 12.6 [*Cautionnement ou assurance global*];
- e) l'article 12.7 [*Modification, demande d'indemnité ou résiliation – avis à l'agent responsable*];
- f) l'article 12.10 [*États financiers annuels*];
- g) l'article 12.11 [*Information financière intermédiaire*];
- h) l'article 12.12 [*Transmission de l'information financière – courtier*];
- i) le paragraphe 3 de l'article 13.2 [*Connaissance du client*];

- j) l'article 13.3 [*Convenance au client*];
 - k) l'article 13.12 [*Restriction en matière de prêts aux clients*];
 - l) l'article 13.13 [*Mise en garde concernant le recours à un emprunt*];
 - m) le paragraphe 2 de l'article 14.2 [*Information sur la relation*];
 - n) l'article 14.6 [*Garde des actifs des clients en fiducie*];
 - o) l'article 14.8 [*Titres faisant l'objet d'un contrat de garde*];
 - p) l'article 14.9 [*Titres ne faisant pas l'objet d'un contrat de garde*];
 - q) l'article 14.12 [*Contenu et transmission de l'avis d'exécution*].
- 2) Malgré le paragraphe 1, la société inscrite membre de l'OCRCVM qui est inscrite à titre de gestionnaire de fonds d'investissement n'est pas dispensée de l'application des dispositions suivantes :
- a) l'article 12.1 [*Obligations en matière de capital*],
 - b) l'article 12.2 [*Convention de subordination – avis à l'agent responsable*];
 - c) l'article 12.7 [*Modification, demande d'indemnité ou résiliation – avis à l'agent responsable*];
 - d) l'article 12.10 [*États financiers annuels*];
 - e) l'article 12.11 [*Information financière intermédiaire*].
- 3) La société inscrite membre de l'ACCFM est dispensée des obligations prévues au paragraphe 1 qui s'appliquent au courtier en épargne collective, à l'exclusion des dispositions suivantes :
- a) le paragraphe 3 de l'article 13.2 [*Connaissance du client*];
 - b) l'article 13.12 [*Restriction en matière de prêts aux clients*].
- 4) Malgré le paragraphe 3, la société inscrite membre de l'ACCFM qui est inscrite à titre de gestionnaire de fonds d'investissement n'est pas dispensée de l'application des dispositions suivantes :
- a) l'article 12.1 [*Obligations en matière de capital*],
 - b) l'article 12.2 [*Convention de subordination – avis à l'agent responsable*];
 - c) l'article 12.7 [*Modification, demande d'indemnité ou résiliation – avis à l'agent responsable*];
 - d) l'article 12.10 [*États financiers annuels*];
 - e) l'article 12.11 [*Information financière intermédiaire*].
- 5) Le paragraphe 3 ne s'applique pas au Québec.
- 6) Au Québec, les obligations prévues au paragraphe 1, sauf celles du paragraphe 3 de l'article 13.2 [*Connaissance du client*] et de l'article 13.12 [*Restriction en matière de prêts*

aux clients], ne s'appliquent pas au courtier en épargne collective qui respecte la réglementation du Québec le concernant.

PARTIE 10 SUSPENSION ET RADIATION D'OFFICE DE L'INSCRIPTION DES SOCIÉTÉS

Section 1 Suspension de l'inscription d'une société

10.1. Non-paiement des droits

1) Pour l'application du présent article, l'expression « droits annuels » s'entend des droits suivants :

a) en Alberta, les droits exigibles en vertu de l'article 2.1 de l'annexe du *Securities Regulation* (Alta. Reg. 115/95);

b) en Colombie-Britannique, les droits annuels exigibles en vertu de l'article 22 du *Securities Regulation* (B.C. Reg 196/97);

d) au Manitoba, les droits exigibles en vertu du sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 de l'article 1 de l'Annexe A du Règlement sur les valeurs mobilières;

e) au Nouveau-Brunswick, les droits exigibles en vertu du paragraphe *c* de l'article 2.2 de la Règle 11-501 sur les droits exigibles;

j) à Terre-Neuve-et-Labrador, les droits exigibles en vertu de l'article 143 du *Securities Act*;

f) en Nouvelle-Écosse, les droits exigibles en vertu de la partie XIV des *Regulations*;

k) aux Territoires du Nord-Ouest, les droits exigibles en vertu des paragraphes *c* et *e* de l'article 1 du Règlement sur les droits relatifs aux valeurs mobilières, R-066-2008;

g) au Nunavut, les droits exigibles en vertu du paragraphe *a* de l'article 1 de l'annexe à la modification R-003-2003 du Règlement sur les droits relatifs aux valeurs mobilières (R.R.T.N.-O. 1990, ch. 20);

c) à l'Île-du-Prince-Édouard, les droits exigibles en vertu de l'article 175 du *Securities Act*;

h) au Québec, les droits exigibles en vertu de l'article 271.5 du Règlement sur les valeurs mobilières;

i) en Saskatchewan, les droits d'inscription annuels exigibles en vertu de l'article 176 des *The Securities Regulations* (Saskatchewan);

l) au Yukon, les droits exigibles en vertu du décret 2009/66 pris en vertu de l'article 168 de la Loi sur les valeurs mobilières.

2) L'inscription de la société inscrite qui n'a pas payé les droits annuels est suspendue à compter du trentième jour après la date à laquelle les droits sont devenus exigibles et jusqu'à son rétablissement ou à sa radiation d'office conformément à la législation en valeurs mobilières.

10.2. Révocation ou suspension de l'adhésion à l'OCRCVM

La révocation ou la suspension de l'adhésion d'une société inscrite par l'OCRCVM entraîne la suspension de son inscription dans la catégorie de courtier en placement jusqu'à

son rétablissement ou sa radiation d'office conformément à la législation en valeurs mobilières.

10.3. Suspension de l'adhésion à l'ACCFM

Sauf au Québec, la révocation ou la suspension de l'adhésion d'une société inscrite par l'ACCFM entraîne la suspension de son inscription dans la catégorie de courtier en épargne collective jusqu'à son rétablissement ou sa radiation d'office conformément à la législation en valeurs mobilières.

10.4. Activités non permises pendant la suspension de l'inscription d'une société

La société inscrite dont l'inscription dans une catégorie est suspendue ne peut agir à titre de courtier, de placeur, de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement, selon le cas, dans cette catégorie.

Section 2 Radiation d'office de l'inscription d'une société

10.5. Radiation d'office de l'inscription suspendue – sociétés

L'inscription qui a été suspendue conformément à la présente partie est radiée d'office au deuxième anniversaire de la suspension, à moins qu'elle n'ait été rétablie.

10.6. Exception pour les sociétés convoquées à une audience

Malgré l'article 10.5, la suspension se poursuit lorsqu'une audience relative à une personne inscrite dont l'inscription est suspendue est ouverte conformément à la législation en valeurs mobilières ou aux règles d'un OAR.

10.7. Application de la partie 10 en Ontario

La présente partie ne s'applique pas en Ontario, exception faite de l'article 10.4 [*Activités défendues pendant la suspension de l'inscription d'une société*].

Note : En Ontario, les mesures prévues à l'article 29 de la Loi sur les valeurs mobilières en matière de suspension sont similaires à celles qui sont énoncées aux parties 6 et 10.

PARTIE 11 CONTRÔLES INTERNES ET SYSTÈMES

Section 1 Conformité

11.1. Système de conformité

La société inscrite établit, maintient et applique des politiques et des procédures instaurant un système de contrôles et de supervision capable de remplir les fonctions suivantes :

- a) fournir l'assurance raisonnable que la société et les personnes physiques agissant pour son compte se conforment à la législation en valeurs mobilières;
- b) gérer les risques liés à son activité conformément aux pratiques commerciales prudentes.

11.2. Nomination de la personne désignée responsable

1) La société inscrite nomme une personne physique inscrite dans la catégorie de personne désignée responsable en vertu de la législation en valeurs mobilières pour exercer les fonctions prévues à l'article 5.1 [*Responsabilités de la personne désignée responsable*].

2) La société inscrite ne peut nommer au poste de personne désignée responsable que l'une des personnes physiques suivantes :

- a) son chef de la direction ou son propriétaire unique;
- b) le dirigeant responsable d'une de ses divisions, si l'activité qui donne lieu à l'obligation d'inscription de la société n'est exercée que dans cette division;
- c) une personne physique exerçant des fonctions analogues à celles du dirigeant visé au sous-paragraphe a ou b.

3) Si la personne physique inscrite à titre de personne désignée responsable ne remplit plus une des conditions prévues au paragraphe 2, la société inscrite nomme un remplaçant.

11.3. Nomination du chef de la conformité

1) La société inscrite nomme une personne physique inscrite dans la catégorie de chef de la conformité en vertu de la législation en valeurs mobilières pour exercer les fonctions prévues à l'article 5.2 [*Responsabilités du chef de la conformité*].

2) La société inscrite ne peut nommer au poste de chef de la conformité que l'une des personnes physiques suivantes qui remplit les conditions prévues à la partie 3 [*Obligations d'inscription des personnes physiques*] :

- a) un des ses dirigeants ou associés;
- b) son propriétaire unique.

3) Si la personne physique inscrite à titre de chef de la conformité ne remplit plus une des conditions prévues au paragraphe 2, la société inscrite nomme un remplaçant.

11.4. Accès au conseil d'administration

La société inscrite permet à la personne désignée responsable et au chef de la conformité, lorsqu'elle ou il le juge nécessaire ou souhaitable en fonction de ses responsabilités, de s'adresser directement au conseil d'administration ou aux personnes physiques exerçant pour son compte des fonctions analogues.

Section 2 Tenue de dossiers

11.5. Dispositions générales concernant les dossiers

1) La société inscrite tient des dossiers aux fins suivantes :

- a) consigner avec exactitude ses activités commerciales, ses affaires financières et les opérations de ses clients;
- b) justifier de son respect des obligations applicables de la législation en valeurs mobilières.

2) Les dossiers prévus au paragraphe 1 comprennent notamment les dossiers nécessaires aux fins suivantes :

- a) permettre, dans les délais, l'établissement et la vérification des états financiers et des autres éléments d'information financière qui doivent être déposés auprès de l'autorité en valeurs mobilières ou lui être transmis;
- b) permettre d'établir la situation du capital de la société inscrite;
- c) justifier du respect des obligations en matière de capital et d'assurance;

- d) justifier du respect des procédures de contrôle interne;
- e) justifier du respect des politiques et procédures de la société;
- f) permettre d'identifier et de séparer les espèces, titres et autres biens des clients;
- g) recenser toutes les opérations effectuées par la société inscrite pour son propre compte et pour le compte de chacun de ses clients, y compris les parties à l'opération et les modalités de l'achat ou de la vente;
- h) fournir une piste de vérification des éléments suivants :
 - i) les instructions et les ordres des clients;
 - ii) chaque opération transmise ou exécutée pour son propre compte ou pour un client;
 - i) permettre l'établissement de rapports aux clients sur les mouvements de leur compte;
 - j) fournir les prix des titres conformément aux dispositions de la législation en valeurs mobilières;
 - k) documenter l'ouverture des comptes des clients et toute convention conclue avec eux;
 - l) justifier du respect des obligations prévues aux articles 13.2 [*Connaissance du client*] et 13.3 [*Convenance au client*];
 - m) justifier du respect des obligations relatives au traitement des plaintes;
 - n) documenter la correspondance avec les clients;
 - o) documenter les mesures de conformité et de supervision prises par la société.

11.6. Forme, accessibilité et conservation des dossiers

- 1) La société inscrite garde les dossiers prévus par la législation en valeurs mobilières :
 - a) pendant 7 ans;
 - b) en lieu sûr et sous une forme durable;
 - c) sous une forme permettant de les fournir à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable dans un délai raisonnable.
- 2) Les dossiers fournis à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable lui sont fournis dans un format qu'il est en mesure de lire.
- 3) Le sous-paragraphe c du paragraphe 1 ne s'applique pas en Ontario.

Note : En Ontario, les délais dans lesquels une société inscrite est tenue de fournir de l'information à l'autorité sont traités au paragraphe 3 de l'article 19 de la Loi sur les valeurs mobilières.

Section 3 Certaines opérations commerciales

11.7. Règlement lié des opérations sur titres

La société inscrite ne peut exiger d'une personne qu'elle règle une opération conclue avec elle sur un compte dans une institution financière canadienne soit comme condition, soit selon des modalités dans lesquelles une personne raisonnable peut voir une condition, de la fourniture d'un produit ou d'un service, à moins que cette méthode de règlement ne soit nécessaire, selon une personne raisonnable, pour fournir le produit ou le service particulier que la personne a demandé.

11.8. Vente liée

Aucun courtier, conseiller ou gestionnaire de fonds d'investissement ne peut imposer à une autre personne les obligations suivantes :

a) acheter, vendre ou conserver des titres comme condition, ou selon des modalités dans lesquelles une personne raisonnable peut voir une condition, de la fourniture d'un produit ou d'un service;

b) acheter, vendre ou utiliser un produit ou un service comme condition, ou selon des modalités dans lesquelles une personne raisonnable peut voir une condition, de l'achat ou de la vente de titres.

11.9. Acquisition de titres ou d'actifs d'une société inscrite par une personne inscrite

1) Toute personne inscrite donne un préavis écrit à l'agent responsable conformément au paragraphe 2 avant de réaliser les acquisitions suivantes :

a) l'acquisition de la propriété véritable de titres d'une société inscrite ou d'une emprise directe ou indirecte sur ces titres;

b) l'acquisition de la propriété véritable de titres d'une personne dont une société inscrite est une filiale ou d'une emprise directe ou indirecte sur ces titres;

c) l'acquisition de l'ensemble ou d'une partie substantielle des actifs d'une société inscrite.

2) L'avis prévu au paragraphe 1 est remis à l'agent responsable au moins 30 jours avant l'acquisition et indique tous les faits pertinents que l'agent responsable a besoin de connaître pour évaluer si l'acquisition présente les caractéristiques suivantes :

a) elle risque de donner lieu à un conflit d'intérêts;

b) elle risque d'empêcher la société inscrite de se conformer à la législation en valeurs mobilières;

c) elle est incompatible avec un niveau adéquat de protection des épargnants;

d) elle porte atteinte de toute autre manière à l'intérêt public.

3) Le paragraphe 1 ne s'applique pas dans les cas suivants :

a) un projet d'acquisition réalisé par une société inscrite dans le cours normal de son activité de courtier lié à une fusion, un regroupement d'entreprises, un arrangement, une réorganisation ou une émission d'actions sur le capital autorisé qui n'entraîne aucune modification de la propriété véritable des titres de la personne ou de l'emprise directe ou indirecte sur ces titres;

b) une personne inscrite qui projette d'acquérir, seule ou de concert avec une autre personne, des titres représentant, avec ceux dont elle est déjà propriétaire véritable ou sur lesquels elle exerce déjà une emprise directe ou indirecte, au plus 10 % d'une série ou d'une catégorie de titres cotés.

4) Sauf en Ontario et en Colombie-Britannique, si l'agent responsable avise la personne inscrite réalisant l'acquisition de son opposition à celle-ci dans un délai de 30 jours à compter de la réception de l'avis prévu au paragraphe 1, l'acquisition ne peut avoir lieu tant que l'agent responsable ne l'a pas approuvée.

5) En Ontario, si l'agent responsable avise la personne inscrite réalisant l'acquisition de son opposition à celle-ci dans un délai de 30 jours à compter de la réception de l'avis prévu au sous-paragraphe *a* ou *c* du paragraphe 1, l'acquisition ne peut avoir lieu tant que l'agent responsable ne l'a pas approuvée.

6) Après la réception d'un avis d'opposition donné conformément au paragraphe 4 ou 5, la personne inscrite qui a présenté le préavis peut demander à être entendue sur l'affaire.

11.10. Société inscrite dont les titres font l'objet d'une acquisition

1) La société inscrite donne un préavis écrit à l'agent responsable conformément au paragraphe 2 lorsqu'elle sait ou a des motifs de croire qu'une personne, agissant seule ou de concert avec d'autres personnes, est sur le point d'acquérir ou a acquis la propriété véritable d'au moins 10 % d'une catégorie ou série de titres avec droit de vote d'une des entités suivantes ou est sur le point d'exercer ou exerce une emprise directe ou indirecte sur ces titres :

a) la société inscrite;

b) une personne dont la société inscrite est filiale.

2) Le préavis prévu au paragraphe 1 réunit les conditions suivantes :

a) il est remis à l'agent responsable dès que possible;

b) il indique le nom de chaque personne participant à l'acquisition;

c) il indique tous les faits pertinents concernant l'acquisition que la société inscrite a été en mesure de rassembler en déployant des efforts raisonnables et dont l'agent responsable a besoin pour évaluer si l'acquisition présente les caractéristiques suivantes :

i) elle risque de donner lieu à un conflit d'intérêts;

ii) elle risque d'empêcher la société inscrite de se conformer à la législation en valeurs mobilières;

iii) elle est incompatible avec un niveau adéquat de protection des épargnants;

iv) elle porte atteinte de toute autre manière à l'intérêt public.

3) Le présent article ne s'applique pas à une fusion, à un regroupement d'entreprises, à un arrangement, à une réorganisation ou à une émission d'actions sur le capital autorisé qui n'entraîne aucune modification de la propriété véritable des titres de la société inscrite.

4) Le présent article ne s'applique pas lorsqu'un préavis a été donné conformément à l'article 11.9 [*Acquisition de titres ou d'actifs d'une société inscrite par une personne inscrite*].

5) Sauf en Colombie-Britannique et en Ontario, si l'agent responsable avise la personne réalisant l'acquisition de son opposition à celle-ci dans un délai de 30 jours à compter de la réception de l'avis prévu au paragraphe 1, l'acquisition ne peut avoir lieu tant que l'agent responsable ne l'a pas approuvée.

6) En Ontario, si l'agent responsable avise la personne réalisant l'acquisition de son opposition à celle-ci dans un délai de 30 jours à compter de la réception de l'avis prévu au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1, l'acquisition ne peut avoir lieu tant que l'agent responsable ne l'a pas approuvée.

7) Après la réception d'un avis d'opposition donné conformément au paragraphe 5 ou 6, la personne qui projette de réaliser l'acquisition peut demander à être entendue sur l'affaire.

PARTIE 12 SITUATION FINANCIÈRE

Section 1 Fonds de roulement

12.1. Obligations en matière de capital

1) La société inscrite dont l'excédent du fonds de roulement calculé au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 31-103A1, Calcul de l'excédent du fonds de roulement, est inférieur à zéro en avise l'agent responsable dès que possible.

2) La société inscrite fait en sorte que son excédent du fonds de roulement calculé au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 31-103A1, Calcul de l'excédent du fonds de roulement, ne soit pas inférieur à zéro pendant deux jours consécutifs.

3) Pour établir le formulaire prévu à l'Annexe 31-103A1, Calcul de l'excédent du fonds de roulement, le capital minimum est le suivant :

a) 25 000 \$ dans le cas du conseiller inscrit qui n'est pas également courtier inscrit ou gestionnaire de fonds d'investissement inscrit;

b) 50 000 \$ dans le cas du courtier inscrit qui n'est pas également gestionnaire de fonds d'investissement inscrit;

c) 100 000 \$ dans le cas du gestionnaire de fonds d'investissement inscrit.

4) Le sous-paragraphe *c* du paragraphe 3 ne s'applique pas au gestionnaire de fonds d'investissement inscrit qui est dispensé de l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de l'article 8.6 [*Conseiller – fonds d'investissement dont les titres ne sont pas placés au moyen d'un prospectus*] à l'égard des fonds d'investissement pour lesquels il agit à titre de conseiller.

12.2. Convention de subordination – avis à l'agent responsable

La société inscrite qui a signé une convention de subordination ayant pour effet d'exclure un montant de sa dette à long terme à l'endroit d'apparentés calculée de la façon prévue au formulaire établi conformément à l'Annexe 31-103A1, Calcul de l'excédent du fonds de roulement, en avise l'agent responsable cinq jours avant de prendre les mesures suivantes :

a) rembourser tout ou partie du prêt;

b) résilier la convention.

Section 2 Assurance

12.3. Assurance – courtier

1) Le courtier inscrit maintient un cautionnement ou une assurance qui réunit les conditions suivantes :

a) il prévoit les clauses visées à l'Annexe A [*Clauses de cautionnement et d'assurance*];

b) il prévoit une double limite d'indemnité globale ou le rétablissement intégral de la couverture.

2) Le courtier inscrit maintient un cautionnement ou une assurance qui comporte une limite d'indemnité par perte pour le plus élevé des montants suivants à l'égard de chaque clause visée à l'Annexe A :

a) 50 000 \$ par salarié, mandataire et représentant jusqu'à concurrence de 200 000 \$;

b) 1 % du total des actifs de clients que le courtier détient ou auxquels il a accès, calculé selon les derniers documents financiers du courtier, jusqu'à concurrence de 25 000 000 \$;

c) 1 % de l'actif total du courtier, calculé selon les derniers documents financiers du courtier, jusqu'à concurrence de 25 000 000 \$;

d) le montant jugé suffisant par résolution du conseil d'administration du courtier ou les personnes physiques exerçant des fonctions analogues pour le compte de celui-ci.

3) Le présent article ne s'applique pas au courtier en plans de bourses d'études ni au courtier en épargne collective inscrit seulement au Québec.

12.4. Assurance – conseiller

1) Le conseiller inscrit maintient un cautionnement ou une assurance qui réunit les conditions suivantes :

a) il prévoit les clauses visées à l'Annexe A [*Clauses de cautionnement et d'assurance*];

b) il prévoit une double limite d'indemnité globale ou le rétablissement intégral de la couverture.

2) Le conseiller inscrit qui ne détient pas d'actifs de clients et qui n'y a pas non plus accès maintient un cautionnement ou une assurance qui prévoit une indemnité de 50 000 \$ à l'égard de chaque clause visée à l'Annexe A.

3) Le conseiller inscrit qui détient des actifs de clients ou qui y a accès maintient un cautionnement ou une assurance qui prévoit une indemnité pour le plus élevé des montants suivants à l'égard de chaque clause visée à l'Annexe A :

a) 1 % des actifs gérés qu'il détient ou auxquels il a accès, calculés selon les documents financiers les plus récents du conseiller, jusqu'à concurrence de 25 000 000 \$;

b) 1 % de l'actif total du conseiller, calculé selon les documents financiers les plus récents du conseiller, jusqu'à concurrence de 25 000 000 \$;

c) 200 000 \$;

d) le montant jugé suffisant par résolution du conseil d'administration du conseiller ou les personnes physiques exerçant des fonctions analogues pour le compte de celui-ci.

12.5. Assurance – gestionnaire de fonds d'investissement

1) Le gestionnaire de fonds d'investissement inscrit maintient un cautionnement ou une assurance qui réunit les conditions suivantes :

a) il prévoit les clauses visées à l'Annexe A [*Clauses de cautionnement et d'assurance*];

b) il prévoit une double limite d'indemnité globale ou le rétablissement intégral de la couverture.

2) Le gestionnaire de fonds d'investissement inscrit maintient un cautionnement ou une assurance qui prévoit une indemnité pour le plus élevé des montants suivants à l'égard de chaque clause visée à l'Annexe A :

a) 1 % des actifs gérés, calculés selon les documents financiers les plus récents du gestionnaire de fonds d'investissement, jusqu'à concurrence de 25 000 000 \$;

b) 1 % de l'actif total du gestionnaire de fonds d'investissement, calculé selon les documents financiers les plus récents du gestionnaire de fonds d'investissement, jusqu'à concurrence de 25 000 000 \$;

c) 200 000 \$;

d) le montant jugé suffisant par résolution du conseil d'administration du gestionnaire de fonds d'investissement ou les personnes physiques exerçant des fonctions analogues pour le compte de celui-ci.

12.6. Cautionnement ou assurance global

La société inscrite ne peut, en vertu de la présente section, maintenir un cautionnement ou une assurance dont le bénéficiaire désigné est une autre personne que si la police prévoit les modalités suivantes, sans égard aux demandes d'indemnité, à l'expérience ni à aucun autre facteur lié à cette personne :

a) la société inscrite a le droit de présenter des demandes d'indemnité directement à l'assureur en cas de perte, et tout paiement à cet égard lui est versé directement;

b) la limite d'indemnité individuelle ou globale ne peut être modifiée que par les demandes d'indemnité présentées par l'une des personnes suivantes ou pour son compte :

i) la société inscrite;

ii) toute filiale de la société inscrite dont les résultats financiers sont consolidés avec les siens.

12.7. Modification, demande d'indemnité ou résiliation – avis à l'agent responsable

La société inscrite avise dès que possible par écrit l'agent responsable de toute modification ou résiliation d'une assurance visée à la présente section ou de toute demande d'indemnité présentée en vertu de celle-ci.

Section 3 Vérifications

12.8. Demande de l'agent responsable d'effectuer une vérification ou un examen

La société inscrite donne par écrit à son vérificateur des instructions selon lesquelles il doit exécuter toute vérification ou tout examen exigé par l'agent responsable pendant la durée de l'inscription de la société, et transmet une copie de ces instructions à l'agent responsable selon les modalités suivantes :

- a)* elle la joint à sa demande d'inscription;
- b)* elle la transmet au plus tard le 7^e jour après qu'elle a changé de vérificateur.

12.9. Coopération avec le vérificateur

La personne inscrite ne doit pas, au cours de la vérification, retenir, détruire ou dissimuler de renseignements ou de documents ou refuser de toute autre façon de coopérer pour donner suite à une demande raisonnable de son vérificateur.

Section 4 Information financière

12.10. États financiers annuels

1) Les états financiers annuels transmis à l'agent responsable conformément à la présente section comprennent les éléments suivants :

- a)* l'état des résultats, l'état des bénéfices non répartis et l'état des flux de trésorerie du dernier exercice et de l'exercice précédent, le cas échéant;
- b)* le bilan arrêté à la clôture du dernier exercice et de l'exercice précédent, signé par au moins un des administrateurs de la société inscrite, le cas échéant;
- c)* les notes afférentes aux états financiers.

2) Les états financiers annuels transmis à l'agent responsable conformément à la présente section sont vérifiés.

3) Les états financiers annuels transmis à l'agent responsable en vertu de la présente section sont établis conformément au Règlement 52-107 sur les principes comptables, normes de vérification et monnaies de présentation acceptables mais ne sont pas consolidés.

12.11. Information financière intermédiaire

1) L'information financière intermédiaire transmise à l'agent responsable conformément à la présente section peut ne comprendre que les éléments suivants :

- a)* l'état des résultats de la période intermédiaire et de la période correspondante de l'exercice précédent, le cas échéant;
- b)* le bilan arrêté à la clôture de la période intermédiaire et de la période correspondante de l'exercice précédent, le cas échéant, signé par au moins un des administrateurs de la société inscrite.

2) L'information financière intermédiaire transmise à l'agent responsable conformément à la présente section est établie selon les mêmes principes comptables que ceux dont la société inscrite se sert pour établir ses états financiers annuels.

12.12. Transmission de l'information financière – courtier

1) Le courtier inscrit transmet à l'agent responsable dans les 90 jours suivant la fin de son exercice les documents suivants :

- a) ses états financiers annuels;
- b) le formulaire prévu à l'Annexe 31-103A1, Calcul de l'excédent du fonds de roulement, présentant le calcul de l'excédent du fonds de roulement du courtier à la fin de l'exercice et à la fin de l'exercice précédent, le cas échéant.

2) Le courtier inscrit transmet à l'agent responsable dans les 30 jours suivant la fin des premier, deuxième et troisième trimestres de son exercice les documents suivants :

- a) l'information financière intermédiaire;
- b) le formulaire prévu à l'Annexe 31-103A1, Calcul de l'excédent du fonds de roulement, présentant le calcul de l'excédent du fonds de roulement du courtier à la fin du trimestre et à la fin du trimestre précédent, le cas échéant.

3) Le paragraphe 2 ne s'applique pas au courtier sur le marché dispensé.

12.13. Transmission de l'information financière – conseiller

Le conseiller inscrit transmet à l'agent responsable dans les 90 jours suivant la fin de son exercice les documents suivants :

- a) ses états financiers annuels;
- b) le formulaire prévu à l'Annexe 31-103A1, Calcul de l'excédent du fonds de roulement, présentant le calcul de l'excédent du fonds de roulement du conseiller à la fin de l'exercice et à la fin de l'exercice précédent, le cas échéant.

12.14. Transmission de l'information financière – gestionnaire de fonds d'investissement

1) Le gestionnaire de fonds d'investissement inscrit transmet à l'agent responsable dans les 90 jours suivant la fin de son exercice les documents suivants :

- a) ses états financiers annuels;
- b) le formulaire prévu à l'Annexe 31-103A1, Calcul de l'excédent du fonds de roulement, présentant le calcul de l'excédent du fonds de roulement du gestionnaire de fonds d'investissement à la fin de l'exercice et à la fin de l'exercice précédent, le cas échéant;
- c) la description de tout ajustement de la valeur liquidative effectué par le gestionnaire de fonds d'investissement pendant l'exercice.

2) Le gestionnaire de fonds d'investissement inscrit transmet à l'agent responsable dans les 30 jours suivant la fin des premier, deuxième et troisième trimestres de son exercice les documents suivants :

- a) l'information financière intermédiaire;
- b) le formulaire prévu à l'Annexe 31-103A1, Calcul de l'excédent du fonds de roulement, présentant le calcul de l'excédent du fonds de roulement du gestionnaire de fonds d'investissement à la fin du trimestre et à la fin du trimestre précédent, le cas échéant;
- c) la description de tout ajustement de la valeur liquidative effectué par le gestionnaire de fonds d'investissement pendant le trimestre.

3) La description d'un ajustement de la valeur liquidative prévu au présent article comporte les éléments suivants :

- a)* le nom du fonds;
- b)* l'actif géré par le fonds;
- c)* la raison de l'ajustement;
- d)* le montant de l'ajustement;
- e)* l'effet de l'ajustement sur la valeur liquidative par part ou par action et les corrections apportées à des opérations de souscription ou de rachat ayant une incidence sur le fonds d'investissement ou sur ses porteurs.

PARTIE 13 RELATIONS DES PERSONNES PHYSIQUES ET DES SOCIÉTÉS AVEC LES CLIENTS

Section 1 Connaissance du client et convenance au client

13.1. Dispense de la présente section pour les gestionnaires de fonds d'investissement

La présente section ne s'applique pas aux gestionnaires de fonds d'investissement.

13.2. Connaissance du client

1) Pour l'application du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2, en Ontario, en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick, l'expression « initié » s'entend au sens de la Loi sur les valeurs mobilières, mais l'expression « émetteur assujéti » dans la définition de « initié » désigne tout émetteur assujéti ou tout émetteur dont les titres sont négociés sur un marché.

2) La personne inscrite prend des mesures raisonnables pour faire ce qui suit :

- a)* établir l'identité et, si la personne inscrite a des doutes sur le client, effectuer une enquête diligente sur la réputation de ce dernier;
- b)* déterminer si le client est initié à l'égard d'un émetteur assujéti ou de tout émetteur dont les titres sont négociés sur un marché;
- c)* disposer de renseignements suffisants sur tous les éléments suivants pour être en mesure de s'acquitter de ses obligations en vertu de l'article 13.3 ou, le cas échéant, des obligations imposées par un OAR :
 - i)* les besoins et objectifs de placement du client;
 - ii)* la situation financière du client;
 - iii)* la tolérance au risque du client;
- d)* établir la solvabilité du client, si la société inscrite lui consent un crédit en vue de l'acquisition de titres.

3) Pour établir l'identité d'un client qui est une personne morale, une société de personnes ou une fiducie conformément au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1, la personne inscrite doit établir ce qui suit :

- a)* la nature de son activité;
- b)* l'identité de toute personne physique qui réunit les conditions suivantes :

i) dans le cas d'une personne morale, elle est propriétaire véritable de plus de 10 % de ses titres comportant droit de vote en circulation ou exerce une emprise directe ou indirecte sur ces titres;

ii) dans le cas d'une société de personnes ou d'une fiducie, elle en contrôle les affaires.

4) La personne inscrite prend des mesures raisonnables pour tenir à jour l'information prévue au présent article.

5) Le présent article ne s'applique pas si le client est une société inscrite, une institution financière canadienne ou une banque de l'annexe III.

6) Le sous-paragraphe *c* du paragraphe 2 ne s'applique pas à une personne inscrite à l'égard d'un client autorisé lorsque sont réunies les conditions suivantes :

a) le client autorisé a renoncé par écrit à l'application des paragraphes 1 et 2 de l'article 13.3;

b) la personne inscrite n'agit à titre de conseiller à l'égard d'aucun compte géré du client autorisé.

13.3. Convenance au client

1) La personne inscrite prend des mesures raisonnables, avant de faire une recommandation à un client, d'accepter d'un client une instruction d'achat ou de vente de titres, ou d'effectuer l'achat ou la vente de titres pour le compte géré d'un client, pour s'assurer que l'achat ou la vente convient au client.

2) La personne inscrite qui reçoit du client des instructions lui demandant d'acheter, de vendre ou de conserver des titres qu'elle estime raisonnablement ne pas convenir au client doit l'en informer et n'effectuer l'opération que si celui-ci maintient ses instructions.

3) Le présent article ne s'applique pas si le client est une société inscrite, une institution financière canadienne ou une banque de l'annexe III.

4) Le présent article ne s'applique pas à une personne inscrite à l'égard d'un client autorisé lorsque sont réunies les conditions suivantes :

a) le client autorisé a renoncé par écrit à l'application du présent article;

b) la personne inscrite n'agit à titre de conseiller à l'égard d'aucun compte géré du client autorisé.

Section 2 Conflits d'intérêts

13.4. Repérage et résolution des conflits d'intérêts

1) La société inscrite prend des mesures raisonnables pour relever tous les conflits d'intérêts importants existants ou qu'elle s'attend raisonnablement à voir survenir entre elle ou les personnes physiques agissant pour son compte et ses clients.

2) La société inscrite traite tous les conflits d'intérêts existants ou potentiels relevés conformément au paragraphe 1.

3) La société inscrite communique rapidement la nature et la portée de tout conflit d'intérêts relevé conformément au paragraphe 1 dont un investisseur raisonnable s'attendrait à être informé au client dont les intérêts entrent en conflit avec les intérêts concernés.

4) Le présent article ne s'applique pas à un gestionnaire de fonds d'investissement visé par le Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement.

13.5. Restrictions relatives à certaines opérations dans un compte géré

1) Dans le présent article, on entend par « personne responsable », par rapport à un conseiller inscrit, les personnes suivantes :

- a) le conseiller lui-même;
- b) tout associé, administrateur ou dirigeant du conseiller;

b) les personnes suivantes qui participent à l'élaboration de décisions de placement prises pour le compte d'un client du conseiller ou de conseils à lui donner, ou qui peuvent en avoir connaissance :

- i) tout salarié ou mandataire du conseiller;
- ii) toute personne qui est membre du même groupe que le conseiller;
- iii) tout associé, administrateur, dirigeant, salarié ou mandataire d'une personne qui est membre du même groupe que le conseiller.

2) Le conseiller inscrit ne peut sciemment prendre les mesures suivantes à l'égard d'un portefeuille de placement géré par lui, y compris un fonds d'investissement pour lequel il agit comme conseiller :

a) lui faire acheter des titres d'un émetteur dont une personne responsable ou une personne ayant des liens avec elle est associé, dirigeant ou administrateur, à moins que les conditions suivantes ne soient réunies :

- i) ce fait est communiqué au client;
- ii) le consentement écrit du client est obtenu au préalable.

b) faire acheter par le portefeuille de placement ou lui vendre des titres d'une des personnes suivantes :

- i) une personne responsable;
- ii) une personne ayant des liens avec la personne responsable;
- iii) un fonds d'investissement pour lequel une personne responsable agit comme conseiller;

c) lui faire fournir une garantie ou un prêt à une personne responsable ou à une personne ayant des liens avec celle-ci.

13.6. Information à fournir lors de la recommandation de titres d'un émetteur relié ou associé

La société inscrite ne peut recommander dans aucun moyen de communication de vendre, d'acheter ou de conserver des titres qu'elle a émis, des titres d'un émetteur relié à elle ou, au cours de leur placement, des titres d'un émetteur associé par rapport à elle, sauf dans les cas suivants :

a) la société indique dans le même moyen de communication la nature et la portée de sa relation avec l'émetteur;

b) la recommandation porte sur les titres d'un organisme de placement collectif, d'un plan de bourses d'études, d'un plan d'épargne-études ou d'une fiducie d'épargne-études qui est membre du même groupe que la société inscrite et dont le nom est suffisamment proche pour indiquer qu'ils sont membres du même groupe.

Section 3 Ententes d'indication de clients

13.7. Définitions – entente d'indication de clients

Dans la présente section, on entend par :

« client » : notamment un client éventuel;

« commission d'indication de clients » : toute forme de rémunération, directe ou indirecte, versée pour l'indication d'un client à une personne inscrite ou provenant d'une personne inscrite;

« entente d'indication de clients » : une entente selon laquelle une personne inscrite accepte de payer ou de recevoir une commission d'indication de clients.

13.8. Ententes d'indication de clients autorisées

La personne inscrite peut participer à une entente d'indication de clients lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) avant que la personne inscrite puisse donner ou recevoir une indication de client, les modalités de l'entente d'indication de clients sont stipulées dans un contrat écrit conclu entre les personnes suivantes :

i) la personne inscrite;

ii) la personne qui donne ou reçoit l'indication de client;

iii) dans le cas où la personne inscrite est une personne physique, la société inscrite pour le compte de laquelle elle agit;

b) la personne inscrite ou, dans le cas où elle agit pour le compte d'une société inscrite, la société inscrite, consigne toutes les commissions d'indication de clients dans ses dossiers;

c) la personne inscrite fait en sorte que l'information prévue au paragraphe 1 de l'article 13.10 [*Information à fournir aux clients sur les ententes d'indication de clients*] soit fournie au client par écrit avant l'ouverture du compte du client ou, si la fourniture de services au client par la personne à laquelle il est indiqué survient plus tôt, avant cette fourniture.

13.9. Vérification des qualités de la personne qui reçoit une indication de client

La personne inscrite qui indique un client à une autre personne prend des mesures raisonnables pour s'assurer que cette personne a les qualités requises pour fournir les services et, le cas échéant, est inscrite pour fournir ces services.

13.10. Information à fournir aux clients sur les ententes d'indication de clients

1) L'information écrite à fournir sur l'entente d'indication de clients conformément au paragraphe *c* de l'article 13.8 [*Ententes d'indication de clients autorisées*] comprend les éléments suivants :

a) le nom de chaque partie à l'entente d'indication de clients;

b) l'objet et les modalités importantes de l'entente, notamment la nature des services que chaque partie doit fournir;

c) les conflits d'intérêts découlant de la relation entre les parties à l'entente et de tout autre élément de celle-ci;

d) la méthode de calcul de la commission d'indication de clients et, dans la mesure du possible, le montant de la commission;

e) la catégorie d'inscription de chaque personne inscrite qui est partie à l'entente, avec une description des activités que chacune est autorisée à exercer dans cette catégorie et, compte tenu de la nature de l'indication de clients, des activités que la personne inscrite n'est pas autorisée à exercer;

f) dans le cas d'une indication de client donnée à une personne inscrite, une mention indiquant que toute activité nécessitant l'inscription qui découlera de l'entente sera exercée par la personne inscrite recevant l'indication;

g) tout autre renseignement qu'un client raisonnable jugerait important pour évaluer l'entente.

2) S'il survient un changement dans l'information prévue au paragraphe 1, la personne inscrite fait en sorte que l'information écrite relative à ce changement soit fournie à chaque client concerné dès que possible, mais au plus tard le trentième jour avant la date du paiement suivant ou de la réception suivante d'une commission d'indication de clients.

13.11. Ententes d'indication de clients antérieures à l'entrée en vigueur du présent règlement

1) La présente section s'applique à toute entente d'indication de clients conclue avant l'entrée en vigueur du présent règlement lorsqu'une commission d'indication de clients est versée en vertu de cette entente après l'entrée en vigueur du présent règlement.

2) Le paragraphe 1 s'applique à compter du sixième mois après la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

Section 4 Prêts et marge

13.12. Restriction en matière de prêts aux clients

La personne inscrite ne peut consentir de prêt de fonds, de crédit ni de marge à un client.

13.13. Mise en garde concernant le recours à un emprunt

1) La personne inscrite qui recommande à son client d'emprunter des fonds pour acheter des titres lui fournit avant l'achat une mise en garde écrite en la forme suivante ou une forme équivalente :

« Quiconque utilise des fonds empruntés pour financer l'acquisition de titres court un risque plus grand que s'il réglait l'acquisition au moyen de ses propres fonds. Quiconque emprunte des fonds pour acquérir des titres s'oblige à rembourser l'emprunt selon les modalités de celui-ci, intérêts compris, même si la valeur des titres acquis diminue. ».

2) Le paragraphe 1 ne s'applique pas dans les cas suivants :

a) la personne inscrite a fourni la mise en garde au plus tôt 180 jours avant l'achat envisagé;

b) l'achat envisagé est sur marge et le compte sur marge du client est tenu auprès d'une société inscrite qui est membre de l'OCRCVM ou de l'ACCFM;

c) le client est un client autorisé.

Section 5 Plaintes

13.14. Application de la présente section

- 1) La présente section ne s'applique pas au gestionnaire de fonds d'investissement.
- 2) La société inscrite au Québec est réputée respecter les dispositions de la présente section si elle se conforme aux articles 168.1.1 à 168.1.3 de la Loi sur les valeurs mobilières du Québec.

13.15. Traitement des plaintes

La société inscrite documente et, d'une manière qu'un investisseur raisonnable jugerait efficace et équitable, traite chaque plainte qui lui est faite au sujet de tout produit ou service offert par elle ou un de ses représentants.

13.16. Service de règlement des différends

- 1) La société inscrite offre, à ses frais, des services indépendants de règlement des différends ou de médiation pour traiter les plaintes des clients relatives aux activités de courtage ou de conseil de la société ou de ses représentants.
- 2) La société inscrite qui reçoit une plainte au sujet d'une activité de courtage ou de conseil exercée par elle ou un de ses représentants informe le plaignant dès que possible de la manière dont il peut communiquer avec les services de règlement des différends ou de médiation mis à la disposition de ses clients.

PARTIE 14 TENUE DES COMPTES DES CLIENTS – SOCIÉTÉS

Section 1 Dispense pour les gestionnaires de fonds d'investissement

14.1. Dispense de la présente partie pour les gestionnaires de fonds d'investissement

La présente partie ne s'applique pas aux gestionnaires de fonds d'investissement, exception faite de l'article 14.6 [*Garde des actifs des clients en fiducie*].

Section 2 Information à fournir aux clients

14.2. Information sur la relation

- 1) La société inscrite transmet au client toute l'information qu'un investisseur raisonnable jugerait importante en ce qui concerne sa relation avec la personne inscrite.
- 2) L'information prévue au paragraphe 1 contient l'ensemble des éléments suivants :
 - a) une description de la nature ou du type de compte du client;
 - b) un exposé indiquant les produits ou services offerts par la société inscrite;
 - c) une description des types de risques dont le client devrait tenir compte lorsqu'il prend une décision de placement;
 - d) une description des risques associés à l'achat de titres par recours à des fonds empruntés;

- e) une description des conflits d'intérêts que la société inscrite est tenue de déclarer au client en vertu de la législation en valeurs mobilières;
 - f) un exposé de tous les frais liés au fonctionnement du compte du client;
 - g) une description de tous les frais que le client devra acquitter pour acheter, vendre ou conserver des titres;
 - h) une description de la rémunération versée à la société inscrite relativement aux différents types de produits que le client peut acheter par son entremise;
 - i) une description du contenu et de la périodicité des rapports sur chaque compte ou portefeuille du client;
 - j) l'indication que des services indépendants de règlement des différends ou de médiation sont offerts au client aux frais de la société pour traiter tout différend au sujet d'un produit ou d'un service de celle-ci;
 - k) une déclaration de l'obligation de la société d'évaluer si un achat ou une vente de titres convient au client avant d'exécuter l'opération ou en tout temps;
 - l) les renseignements que la société inscrite est tenue de recueillir au sujet du client en vertu de l'article 13.2 [*Connaissance du client*].
- 3) La société inscrite transmet au client l'information prévue au paragraphe 1 dans les cas suivants :
- a) avant d'acheter ou de vendre, pour la première fois, des titres pour lui;
 - b) avant de lui conseiller, pour la première fois, d'acheter, de vendre ou de conserver des titres.
- 4) S'il survient un changement significatif dans l'information transmise conformément au paragraphe 1, la société inscrite prend des mesures raisonnables pour en aviser le client rapidement, et si possible dans les délais suivants :
- a) avant d'acheter ou de vendre des titres pour lui la fois suivante;
 - b) avant de lui conseiller, la fois suivante, d'acheter, de vendre ou de conserver des titres.
- 5) Le présent article ne s'applique pas si le client est une société inscrite, une institution financière canadienne ou une banque de l'Annexe III.
- 6) Le présent article ne s'applique pas à une personne inscrite à l'égard d'un client autorisé lorsque sont réunies les conditions suivantes :
- a) le client autorisé a renoncé par écrit à l'application du présent article;
 - b) la personne inscrite n'agit à titre de conseiller à l'égard d'aucun compte géré du client autorisé.

14.3. Information à fournir aux clients sur la répartition équitable des possibilités de placement

Le conseiller inscrit transmet à tout client dans les délais suivants un résumé des politiques visées à l'article 11.1 [*Système de conformité*] qui donnent une assurance raisonnable que la société et chaque personne physique agissant pour son compte respectent les obligations prévues à l'article 14.10 [*Répartition équitable des possibilités de placement*] :

- a) lorsqu'il ouvre un compte pour le client;
- b) s'il survient un changement significatif dans le dernier résumé transmis au client, rapidement, et si possible dans les délais suivants :
 - i) avant d'acheter ou de vendre des titres pour lui la fois suivante;
 - ii) avant de lui conseiller, la fois suivante, d'acheter, de vendre ou de conserver des titres.

14.4 Relation de la société avec une institution financière

1) La société inscrite qui ouvre un compte pour un client dans la succursale ou le bureau d'une institution financière canadienne ou d'une banque de l'Annexe III en vue de faire des opérations sur valeurs mobilières donne au client un avis écrit indiquant qu'elle est une entité distincte de l'institution financière canadienne ou de la banque de l'Annexe III et que, à moins que la personne inscrite n'informe le client du contraire, les titres achetés de la personne inscrite ou par son entremise présentent les caractéristiques suivantes :

- a) ils ne sont pas garantis par un organisme public d'assurance-dépôts;
- b) ils ne sont pas garantis par l'institution financière canadienne ou par la banque de l'Annexe III;
- c) ils peuvent subir des fluctuations de valeur.

2) La société inscrite visée au paragraphe 1 doit obtenir du client dans les délais suivants une confirmation écrite indiquant qu'il a pris connaissance de l'avis et l'a compris :

- a) avant d'acheter ou de vendre des titres pour lui;
- b) avant de lui conseiller d'acheter, de vendre ou de conserver des titres.

3) Le présent article ne s'applique pas à la société inscrite à l'égard d'un client autorisé.

14.5 Avis aux clients de personnes inscrites non résidentes

1) La société inscrite dont le siège n'est pas situé dans le territoire intéressé fournit les renseignements suivants à chacun de ses clients qui y sont situés un avis écrit indiquant les éléments suivants :

- a) le fait que la personne inscrite est non-résidente;
- b) son territoire de résidence;
- c) le nom et l'adresse de son mandataire aux fins de signification dans le territoire intéressé;
- d) la nature des risques que courent les clients de ne pas pouvoir faire respecter leurs droits dans le territoire intéressé.

Section 3 Actifs des clients

14.6. Garde des actifs des clients en fiducie

La société inscrite qui détient des actifs d'un client prend les mesures suivantes :

- a) elle les détient séparément de ses propres biens;
- b) elle les détient en fiducie pour le client;
- c) le cas échéant, elle détient les espèces dans un compte en fiducie désigné auprès d'une institution financière canadienne, d'une banque de l'Annexe III ou d'un membre de l'OCRCVM.

14.7. Garde des actifs des clients – personnes inscrites non résidentes

1) La société inscrite dont le siège n'est pas situé dans un territoire du Canada veille à ce que tous les actifs de ses clients soient détenus selon l'un des modes suivants :

- a) au nom du client;
- b) pour le compte du client, par un dépositaire ou un sous-dépositaire qui réunit les conditions suivantes :
 - i) il respecte les dispositions de la partie 6 du Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif visant le sous-dépositaire de titres du portefeuille d'un organisme de placement collectif;
 - ii) il est assujéti au cadre de la Banque des règlements internationaux régissant la convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres;
 - c) pour le compte du client, par un courtier inscrit membre d'un OAR qui est membre du Fonds canadien de protection des épargnants ou d'un fonds d'indemnisation ou de garantie similaire.

2) L'article 14.6 [*Garde des actifs des clients en fiducie*] ne s'applique pas à la société inscrite visée au paragraphe 1.

14.8. Titres faisant l'objet d'un contrat de garde

La société inscrite qui détient pour un client, conformément à un contrat de garde écrit, des titres non grevés d'une sûreté a les obligations suivantes :

- a) les séparer de tous les autres titres;
- b) les désigner comme détenus en garde pour le client dans les documents suivants :
 - i) le registre des positions-titres de la personne inscrite;
 - ii) le grand livre du client;
 - iii) le relevé de compte du client;
- c) ne remettre les titres que sur instruction du client.

14.9. Titres ne faisant pas l'objet d'un contrat de garde

1) La société inscrite qui détient pour un client des titres non grevés d'une sûreté en l'absence d'un contrat de garde écrit a les obligations suivantes :

- a) les séparer et les identifier comme détenus en garde pour le client;
 - b) les décrire comme gardés séparément dans les documents suivants :
 - i) le registre des positions-titres de la personne inscrite;
 - ii) le grand livre du client;
 - iii) le relevé de compte du client.
- 2) Les titres visés au paragraphe 1 peuvent être séparés en vrac.

Section 4 Comptes des clients

14.10. Répartition équitable des possibilités de placement

Le conseiller inscrit procède à la répartition équitable des possibilités de placement entre ses clients.

14.11. Vente ou cession des comptes des clients

La société inscrite qui se propose de vendre ou de céder tout ou partie du compte d'un client à une autre personne inscrite fournit des explications écrites au client avant la vente ou la cession et l'informe de son droit de fermer son compte.

Section 5 Information sur les mouvements de compte

14.12. Contenu et transmission de l'avis d'exécution

1) Sous réserve du paragraphe 2, le courtier inscrit qui a agi pour le compte d'un client à l'occasion de l'achat ou de la vente de titres transmet rapidement au client un avis d'exécution écrit de l'opération qui indique les éléments suivants :

- a) la quantité et la désignation des titres achetés ou vendus;
- b) le prix unitaire payé ou obtenu par le client;
- c) la commission, les frais de vente, les frais de service et tous autres frais perçus à l'égard de l'opération;
- d) la qualité dans laquelle le courtier inscrit a agi, à savoir pour son propre compte ou comme mandataire;
- e) la date à laquelle l'opération a été effectuée et le nom du marché, le cas échéant, sur lequel elle l'a été ou, s'il y a lieu, une mention indiquant que l'opération a été exécutée sur plus d'un marché ou sur plusieurs jours;
- f) le nom du représentant du courtier intervenu à l'opération, le cas échéant;
- g) la date de règlement de l'opération;
- h) le cas échéant, une mention indiquant qu'il s'agit de titres de la personne inscrite, d'un émetteur relié à la personne inscrite ou, si l'opération a eu lieu au cours de leur placement, d'un émetteur associé par rapport au courtier inscrit.

2) Dans le cas où l'exécution de l'opération visée au paragraphe 1 s'est faite au moyen de plus d'une opération ou sur plus d'un marché, les renseignements prévus à ce paragraphe peuvent être fournis de façon globale, à condition que l'avis d'exécution

comporte une mention indiquant que des renseignements supplémentaires seront fournis au client sur demande et sans frais additionnels.

3) Le sous-paragraphe *h* du paragraphe 1 ne s'applique pas dans le cas de titres d'un organisme de placement collectif qui est membre du même groupe que le courtier inscrit et dont le nom est suffisamment proche de celui du courtier pour indiquer qu'ils sont membres du même groupe.

4) Pour l'application du sous-paragraphe *f* du paragraphe 1, le représentant de courtier peut être identifié au moyen d'un code ou d'un symbole, à condition que l'avis d'exécution comporte une mention indiquant que le nom du représentant sera fourni au client sur demande.

14.13. Avis d'exécution semestriels dans le cas de certains plans automatiques

L'obligation prévue à l'article 14.12 [*Contenu et transmission de l'avis d'exécution*] de transmettre l'avis d'exécution rapidement ne s'applique pas au courtier inscrit à l'égard d'une opération lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) le client a donné au courtier un préavis écrit indiquant que l'opération est faite dans le cadre de sa participation à un plan de versement automatique, notamment un plan de réinvestissement des dividendes, ou à un plan de prélèvement automatique dans lequel une opération est effectuée au moins une fois par mois;

b) le courtier inscrit a transmis l'avis d'exécution prévu à l'article 14.12 [*Contenu et transmission de l'avis d'exécution*] pour la première opération effectuée dans le cadre du plan après avoir reçu le préavis prévu au paragraphe *a*;

c) l'opération porte sur les titres d'un organisme de placement collectif, d'un plan de bourses d'études, d'un plan d'épargne-études ou d'une fiducie d'épargne-études;

d) le courtier inscrit transmet l'information prévue à l'article 14.12 [*Contenu et transmission de l'avis d'exécution*] au sujet de l'opération deux fois par an au client ou, si le client y consent, à un conseiller inscrit agissant pour le compte de celui-ci.

14.14. Relevé du client

1) Le courtier inscrit transmet à chaque client un relevé au moins tous les trois mois.

2) Malgré le paragraphe 1, le courtier inscrit, à l'exception de tout courtier en épargne collective, transmet un relevé à la fin du mois si l'un des cas suivants s'applique :

a) le client a demandé à recevoir des relevés mensuels;

b) lorsqu'une opération est effectuée dans le compte au cours du mois, exception faite de toute opération effectuée dans le cadre d'un plan de prélèvement automatique ou d'un plan de versement automatique, y compris tout plan de réinvestissement des dividendes.

3) Le conseiller inscrit transmet un relevé au moins tous les trois mois à son client, sauf instruction contraire de celui-ci.

4) Le relevé transmis conformément au paragraphe 1, 2 ou 3 contient l'information suivante sur chaque opération effectuée pour le client durant la période visée :

a) la date de l'opération;

b) le fait que l'opération était un achat, une vente ou un transfert;

c) le nom du titre acheté ou vendu;

- d) le nombre de titres achetés ou vendus;
- e) le prix unitaire payé ou obtenu par le client;
- f) la valeur de l'opération.

5) Le relevé transmis conformément au paragraphe 1, 2 ou 3 contient l'ensemble de l'information suivante sur le compte du client arrêtée à la fin de la période visée :

- a) le nom et la quantité de chaque titre détenu dans le compte;
- b) la valeur marchande de chaque titre détenu dans le compte;
- c) la valeur marchande totale de chaque position détenue dans le compte;
- d) le solde éventuel du compte;
- e) la valeur marchande totale des espèces et des titres détenus dans le compte.

6) Les paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas au courtier en plans de bourses d'études qui remet au client au moins une fois tous les 12 mois un relevé de compte contenant l'information prévue aux paragraphes 4 et 5.

PARTIE 15 DISPENSES

15.1. Personnes habilitées à octroyer une dispense

- 1) L'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense de l'application de tout ou partie des dispositions du présent règlement, sous réserve des conditions ou restrictions prévues par la dispense.
- 2) Malgré le paragraphe 1, en Ontario, seul l'agent responsable peut accorder une telle dispense.
- 3) Sauf en Ontario, cette dispense est accordée conformément à la loi visée à l'Annexe B du Règlement 14-101 sur les définitions, vis-à-vis du nom du territoire intéressé.

PARTIE 16 DISPOSITIONS TRANSITOIRES

16.1. Changement de catégorie d'inscription – personnes physiques

À la date d'entrée en vigueur du présent règlement, la personne physique inscrite dans une des catégories visées dans une des colonnes suivantes vis-à-vis du nom du territoire intéressé est inscrite dans la catégorie indiquée ci-après :

- a) colonne 1 de l'Annexe C [*Nouvelles catégories – personnes physiques*], comme représentant de courtier;
- b) colonne 2 de l'Annexe C [*Nouvelles catégories – personnes physiques*], comme représentant-conseil;
- c) colonne 3 de l'Annexe C [*Nouvelles catégories – personnes physiques*], comme représentant-conseil adjoint.

16.2. Changement de catégorie d'inscription – sociétés

À la date d'entrée en vigueur du présent règlement, la personne inscrite dans une catégorie visée dans une des colonnes suivantes vis-à-vis du nom du territoire intéressé est inscrite dans la catégorie indiquée ci-après :

a) colonne 1 de l'Annexe D [*Nouvelles catégories – sociétés*], comme courtier en placement;

b) colonne 2 de l'Annexe D [*Nouvelles catégories – sociétés*], comme courtier en épargne collective;

c) colonne 3 de l'Annexe D [*Nouvelles catégories – sociétés*], comme courtier en plans de bourses d'études;

d) colonne 4 de l'Annexe D [*Nouvelles catégories – sociétés*], comme courtier d'exercice restreint;

e) colonne 5 de l'Annexe D [*Nouvelles catégories – sociétés*], comme gestionnaire de portefeuille;

f) colonne 6 de l'Annexe D [*Nouvelles catégories – sociétés*], comme gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint.

16.3. Changement de catégorie d'inscription – courtier sur le marché dispensé

1) Le présent article s'applique en Ontario et à Terre-Neuve-et-Labrador.

2) À la date d'entrée en vigueur du présent règlement, la personne inscrite comme *limited market dealer* est inscrite comme courtier sur le marché dispensé.

3) À la date d'entrée en vigueur du présent règlement, la personne physique inscrite pour exercer le courtage pour le compte d'un *limited market dealer* est inscrite comme représentant de courtier de celui-ci.

4) Les articles 12.1 [*Obligations en matière de capital*] et 12.2 [*Convention de subordination – avis à l'agent responsable*] ne s'appliquent pas à la personne inscrite comme courtier sur le marché dispensé en vertu du paragraphe 2 avant le premier anniversaire de l'entrée en vigueur du présent règlement.

5) Les articles 12.3 [*Assurance – courtier*] et 12.7 [*Modification, demande d'indemnité ou résiliation – avis à l'agent responsable*] s'appliquent à la personne inscrite comme courtier sur le marché dispensé en vertu du paragraphe 2 à compter du sixième mois après l'entrée en vigueur du présent règlement.

16.4. Inscription du gestionnaire de fonds d'investissement en activité à la date d'entrée en vigueur du règlement

1) L'obligation d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement ne s'applique pas à la personne qui agit à ce titre à la date d'entrée en vigueur du présent règlement avant l'une ou l'autre des dates suivantes :

a) le premier anniversaire de l'entrée en vigueur du présent règlement;

b) celle à laquelle l'agent responsable accepte ou refuse l'inscription, si la personne demande à s'inscrire à ce titre moins d'un an après l'entrée en vigueur du présent règlement.

2) Le paragraphe 1 est supprimé un an après l'entrée en vigueur du présent règlement.

3) L'article 12.5 [*Assurance – gestionnaire de fonds d'investissement*] ne s'applique pas au courtier inscrit ou au conseiller inscrit agissant à titre de gestionnaire de fonds d'investissement à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

4) Le paragraphe 3 est supprimé un an après l'entrée en vigueur du présent règlement.

16.5. Dispense temporaire du gestionnaire de fonds d'investissement canadien inscrit dans son territoire principal

1) Le gestionnaire de fonds d'investissement n'est pas tenu de s'inscrire dans le territoire intéressé s'il est inscrit ou a demandé à s'inscrire dans le territoire du Canada où son siège se situe.

2) Le paragraphe 1 est supprimé deux ans après l'entrée en vigueur du présent règlement.

16.6. Dispense temporaire pour le gestionnaire de fonds d'investissement étranger

1) L'obligation d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement ne s'applique pas à la personne qui agit comme gestionnaire de fonds d'investissement et dont le siège n'est pas situé dans un territoire du Canada.

2) Le paragraphe 1 est supprimé deux ans après l'entrée en vigueur du présent règlement.

16.7. Inscription du courtier sur le marché dispensé

1) Le présent article ne s'applique pas en Ontario et à Terre-Neuve-et-Labrador.

2) Dans le présent article, on entend par « marché dispensé » les activités de courtier et de placeur visées au paragraphe *d* du paragraphe 2 de l'article 7.1 [*Catégories de courtier*].

3) L'obligation d'inscription à titre de courtier sur le marché dispensé ne s'applique pas à la personne qui agit à ce titre à la date d'entrée en vigueur du présent règlement avant l'une ou l'autre des dates suivantes :

a) le premier anniversaire de l'entrée en vigueur du présent règlement;

b) celle à laquelle l'agent responsable accepte ou refuse l'inscription, si la personne demande à s'inscrire à ce titre moins d'un an après l'entrée en vigueur du présent règlement.

4) L'obligation d'inscription à titre de représentant de courtier sur le marché dispensé ne s'applique pas à la personne physique qui agit comme courtier sur le marché dispensé à la date d'entrée en vigueur du présent règlement avant l'une ou l'autre des dates suivantes :

a) le premier anniversaire de l'entrée en vigueur du présent règlement;

b) celle à laquelle l'agent responsable accepte ou refuse l'inscription, si la personne physique demande à s'inscrire comme représentant de courtier sur le marché dispensé moins d'un an après l'entrée en vigueur du présent règlement.

16.8. Inscription de la personne désignée responsable

L'article 11.2. [*Nomination de la personne désignée responsable*] ne s'applique pas à la personne qui est une société inscrite à la date d'entrée en vigueur du présent règlement avant l'une ou l'autre des dates suivantes :

a) le troisième mois après l'entrée en vigueur du présent règlement;

b) celle à laquelle l'agent responsable accepte ou refuse l'inscription, si une personne physique demande à s'inscrire comme personne désignée responsable de la société moins de trois mois après l'entrée en vigueur du présent règlement.

16.9. Inscription du chef de la conformité

1) L'article 11.3. [*Nomination du chef de la conformité*] ne s'applique pas à la personne qui est une société inscrite à la date d'entrée en vigueur du présent règlement avant l'une ou l'autre des dates suivantes :

a) le troisième mois après l'entrée en vigueur du présent règlement;

b) celle à laquelle l'agent responsable accepte ou refuse l'inscription, si une personne physique demande à s'inscrire comme chef de la conformité de la société moins de trois mois après l'entrée en vigueur.

2) Les articles suivants ne s'appliquent pas à la personne physique qui demande à s'inscrire comme chef de la conformité d'une société inscrite moins de trois mois après l'entrée en vigueur du présent règlement et qui, à la date d'entrée en vigueur, était indiquée dans la Base de données nationale d'inscription comme responsable de la conformité de la société tant qu'elle demeure inscrite comme chef de la conformité de la société :

a) l'article 3.6 [*Courtier en épargne collective – chef de la conformité*], si la société inscrite est courtier en épargne collective;

b) l'article 3.8 [*Courtier en plans de bourses d'études – chef de la conformité*], si la société inscrite est courtier en plans de bourses d'études;

c) l'article 3.10 [*Courtier sur le marché dispensé – chef de la conformité*], si la société inscrite est courtier sur le marché dispensé;

d) l'article 3.13 [*Gestionnaire de portefeuille – chef de la conformité*], si la société inscrite est gestionnaire de portefeuille.

3) Les articles suivants ne s'appliquent pas à compter du premier anniversaire de l'entrée en vigueur du présent règlement à la personne physique qui demande à s'inscrire comme chef de la conformité d'une société inscrite moins de trois mois après l'entrée en vigueur et qui, à la date d'entrée en vigueur, n'était pas indiquée dans la Base de données nationale d'inscription comme responsable de la conformité de la société :

a) l'article 3.6 [*Courtier en épargne collective – chef de la conformité*], si la société inscrite est courtier en épargne collective;

b) l'article 3.8 [*Courtier en plans de bourses d'études – chef de la conformité*], si la société inscrite est courtier en plans de bourses d'études;

c) l'article 3.10 [*Courtier sur le marché dispensé – chef de la conformité*], si la société inscrite est courtier sur le marché dispensé;

d) l'article 3.13 [*Gestionnaire de portefeuille – chef de la conformité*], si la société inscrite est gestionnaire de portefeuille.

4) En Ontario et à Terre-Neuve-et-Labrador, malgré le sous-paragraphe c des paragraphes 2 et 3, l'article 3.10 [*Courtier sur le marché dispensé – chef de la conformité*] ne s'applique pas à la personne physique qui, dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent règlement, demande à s'inscrire comme chef de la conformité d'un courtier sur le marché dispensé avant le premier anniversaire de l'entrée en vigueur du présent règlement.

16.10. Compétence des représentants de courtier et des représentants-conseil

1) Sous réserve des paragraphes 2 et 3, la personne physique inscrite comme représentant de courtier ou représentant-conseil dans une catégorie visée dans un article de la section 2 de la partie 3 [*Obligations de formation et de compétence*] à la date d'entrée en vigueur du présent règlement n'est pas visée par cet article tant qu'elle demeure inscrite dans cette catégorie.

2) L'article 3.7 [*Courtier en plans de bourses d'études – représentant de courtier*] ne s'applique pas avant le premier anniversaire de l'entrée en vigueur du présent règlement à la personne physique inscrite comme représentant de courtier en plans de bourses d'études à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

3) En Ontario et à Terre-Neuve-et-Labrador, l'article 3.9 [*Courtier sur le marché dispensé – représentant de courtier*] ne s'applique pas avant le premier anniversaire de l'entrée en vigueur du présent règlement à la personne physique qui est inscrite comme représentant de courtier sur le marché dispensé à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

16.11. Obligations en matière de capital

1) Les articles 12.1 [*Obligations en matière de capital*] et 12.2 [*Convention de subordination – avis à l'agent responsable*] ne s'appliquent pas à la personne qui est une société inscrite à la date d'entrée en vigueur du présent règlement et qui se conforme aux dispositions indiquées à l'Annexe E [*Obligations en matière de capital non harmonisées*] vis-à-vis du nom de son territoire principal.

2) Le paragraphe 1 est supprimé un an après l'entrée en vigueur du présent règlement.

16.12. Maintien des dispenses existantes

La personne qui pouvait se prévaloir d'une dispense, d'une dérogation ou d'une approbation accordée par un agent responsable ou une autorité en valeurs mobilières, relativement aux obligations prévues par la législation en valeurs mobilières ou les directives en valeurs mobilières en vigueur immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent règlement, est dispensée de toute disposition substantiellement similaire du présent règlement, dans la même mesure et aux mêmes conditions auxquelles était subordonnée, le cas échéant, la dispense, la dérogation ou l'approbation antérieure.

16.13. Obligations d'assurance

1) Les articles 12.3 [*Assurance – courtier*] à 12.7 [*Modification, demande d'indemnité ou résiliation – avis à l'agent responsable*] ne s'appliquent pas à la personne qui est une société inscrite à la date d'entrée en vigueur du présent règlement et qui se conforme aux dispositions indiquées à l'Annexe F [*Obligations d'assurance non harmonisées*] vis-à-vis du nom de son territoire principal.

2) Au Québec, le paragraphe 1 ne s'applique pas à la société inscrite qui est courtier en épargne collective ou courtier en plans de bourses d'études à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

3) Les paragraphes 1 et 2 sont supprimés six mois après l'entrée en vigueur du présent règlement.

16.14. Information sur la relation

1) L'article 14.2 [*Information sur la relation*] ne s'applique pas à la personne qui est une personne inscrite à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

2) Le paragraphe 1 est supprimé un an après l'entrée en vigueur du présent règlement.

16.15. Ententes d'indication de clients

- 1) La section 3 [*Ententes d'indication de clients*] de la partie 13 ne s'applique pas à la personne qui est une personne inscrite à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.
- 2) Le paragraphe 1 est supprimé six mois après l'entrée en vigueur du présent règlement.

16.16. Traitement des plaintes

- 1) Dans tous les territoires du Canada, sauf le Québec, l'article 13.16 [*Service de règlement des différends*] ne s'applique pas à la personne qui est une société inscrite à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.
- 2) Le paragraphe 1 est supprimé deux ans après l'entrée en vigueur du présent règlement.

16.17. Relevé du client – gestionnaires de fonds d'investissement

- 1) L'article 14.14 [*Relevé du client*] ne s'applique pas à la personne qui est courtier en épargne collective à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.
- 2) Le paragraphe 1 est supprimé deux ans après l'entrée en vigueur du présent règlement.

16.18. Transition vers la dispense – courtier international

- 1) Le présent article s'applique en Ontario et à Terre-Neuve-et-Labrador.
- 2) L'inscription de la personne inscrite dans la catégorie de courtier international à la date d'entrée en vigueur du présent règlement est radiée d'office.
- 3) Les sous-paragraphes *e* du paragraphe 3 et *b* du paragraphe 4 de l'article 8.18 [*Courtier international*] ne s'appliquent pas avant le premier mois après l'entrée en vigueur du présent règlement à la personne inscrite dans la catégorie de courtier international à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

16.19. Transition vers la dispense – conseiller international

- 1) Le présent article s'applique en Ontario.
- 2) L'inscription de la personne inscrite dans la catégorie de conseiller international à la date d'entrée en vigueur du présent règlement est radiée d'office un an après la date d'entrée en vigueur du présent règlement.
- 3) Lorsque l'inscription d'une personne est radiée conformément au paragraphe 2, l'inscription de toute personne physique inscrite pour agir à titre de conseiller pour son compte est radiée d'office.
- 4) Les sous-paragraphes *e* et *f* du paragraphe 4 de l'article 8.26 [*Conseiller international*] ne s'appliquent pas avant le premier anniversaire de l'entrée en vigueur du présent règlement à la personne inscrite dans la catégorie de conseiller international à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

16.20. Transition vers la dispense – gestionnaire de portefeuille et conseiller en placement étranger

- 1) Le présent article s'applique en Alberta.

- 2) L'inscription de la personne inscrite dans la catégorie de gestionnaire de portefeuille et conseiller en placement étranger à la date d'entrée en vigueur du présent règlement est radiée d'office au premier anniversaire après l'entrée en vigueur.
- 3) Lorsque l'inscription d'une personne est radiée conformément au paragraphe 2, l'inscription de toute personne physique inscrite pour agir à titre de conseiller pour son compte est radiée d'office.
- 4) Les sous-paragraphes *e* et *f* du paragraphe 4 de l'article 8.26 [*Conseiller international*] ne s'appliquent pas avant le premier anniversaire de l'entrée en vigueur du présent règlement à la personne inscrite dans la catégorie de gestionnaire de portefeuille et conseiller en placement étranger à la date d'entrée en vigueur.

PARTIE 17 DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

17.1. Date d'entrée en vigueur

- 1) Sauf en Ontario, le présent règlement entre en vigueur le 28 septembre 2009.
- 2) En Ontario, le présent règlement entre en vigueur à la plus éloignée des dates suivantes :
 - a) le 28 septembre 2009;
 - b) la date à laquelle les articles 4 et 5 et les paragraphes 1 à 11 de l'article 20 de l'Annexe 26 de la Loi de 2009 sur les mesures budgétaires sont proclamés en vigueur.

ANNEXE 31-103A1
CALCUL DE L'EXCÉDENT DU FONDS DE ROULEMENT

 Nom de la société

Calcul de l'excédent du fonds de roulement

(au _____, par comparaison au _____)

	Élément	Période en cours	Période antérieure
1.	Actif à court terme		
2.	Moins éléments d'actif à court terme qui ne sont pas facilement convertibles en trésorerie (p. ex., charges payées d'avance)		
3.	Actif à court terme ajusté Ligne 1 moins ligne 2 =		
4.	Passif à court terme		
5.	Ajouter 100 % de la dette à long terme à l'endroit d'apparentés sauf si la société et le prêteur ont signé une convention de subordination en la forme prévue à l'Annexe B et que la société en a transmis un exemplaire à l'agent responsable		
6.	Passif à court terme ajusté Ligne 4 plus ligne 5 =		
7.	Fonds de roulement ajusté Ligne 3 moins ligne 6 =		
8.	Moins capital minimum		
9.	Moins risque de marché		
10.	Moins franchise de la police d'assurance ou du cautionnement		
11.	Moins garanties		
12.	Moins écarts non résolus		
13.	Excédent du fonds de roulement		

Notes

Établir le présent formulaire sans consolidation.

Ligne 8. Capital minimum : Le montant indiqué sur cette ligne ne peut être inférieur aux montants suivants : a) 25 000 \$ dans le cas du conseiller, b) 50 000 \$ dans le cas du courtier, c) 100 000 \$ dans le cas du gestionnaire de fonds d'investissement.

Ligne 9. Risque de marché : Calculer le montant indiqué sur cette ligne selon les instructions de l'appendice 1 de la présente annexe.

Ligne 11. Garanties : Si la société inscrite garantit la responsabilité d'une autre personne, inclure le montant total de la garantie dans le calcul du fonds de roulement. Si le montant de la garantie est déclaré comme un passif à court terme dans le bilan de la société et indiqué sur la ligne 4, ne pas l'indiquer sur la ligne 11.

Ligne 12. Écarts non résolus : Inclure dans le calcul de l'excédent du fonds de roulement tout écart non résolu qui pourrait entraîner une perte d'actif de la société ou des clients.

Les exemples ci-après donnent des indications pour calculer les écarts non résolus :

i) dans le cas d'un écart non résolu qui se rapporte aux titres des clients, le montant à indiquer sur la ligne 12 est égal à la valeur marchande des positions à découvert du client, plus le taux de marge applicable à ces titres;

ii) dans le cas d'un écart non résolu qui se rapporte aux placements de la personne inscrite, le montant à indiquer sur la ligne 12 est égal à la valeur marchande des positions à découvert sur les placements;

iii) dans le cas d'un écart non résolu qui se rapporte aux liquidités, le montant à indiquer sur la ligne 12 est égal au déficit de liquidités.

Attestation de la direction

Nom de la société inscrite : _____

Nous avons examiné le calcul du fonds de roulement ci-joint et attestons que la société respecte les obligations en matière de capital au _____.

Nom et titre	Signature	Date
1. _____	_____	_____
2. _____	_____	_____

**APPENDICE 1 DE L'ANNEXE 31-103A1
CALCUL DE L'EXCÉDENT DU FONDS DE ROULEMENT
(ligne 9 [Risque de marché])**

Multiplier la valeur marchande de chaque titre indiqué à la ligne 1, Actifs à court terme, par le taux de marge applicable indiqué ci-dessous. Additionner les résultats de l'ensemble des titres détenus. Le total représente le « risque de marché » à reporter à la ligne 9.

a) Obligations, garanties ou non, bons du Trésor et billets

i) Obligations, garanties ou non, bons du Trésor et autres titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada, du Royaume-Uni, des États-Unis ou de tout autre État (pour autant que ces titres étrangers aient reçu la note Aaa ou AAA, respectivement de Moody's Investors Service Inc. et de Standard & Poor's Corporation) et arrivant à échéance :

dans l'année : 1 % de la valeur marchande, multiplié par la fraction représentant le nombre de jours jusqu'à l'échéance divisé par 365;
 dans 1 à 3 ans : 1 % de la valeur marchande;
 dans 3 à 7 ans : 2 % de la valeur marchande;
 dans 7 à 11 ans : 4 % de la valeur marchande;
 dans plus de 11 ans : 4 % de la valeur marchande.

ii) Obligations, garanties ou non, bons du Trésor et autres titres émis ou garantis par une province du Canada et obligations de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et arrivant à échéance :

dans l'année : 2 % de la valeur marchande, multiplié par la fraction représentant le nombre de jours jusqu'à l'échéance divisé par 365;
 dans 1 à 3 ans : 3 % de la valeur marchande;
 dans 3 à 7 ans : 4 % de la valeur marchande;
 dans 7 à 11 ans : 5 % de la valeur marchande;
 dans plus de 11 ans : 5 % de la valeur marchande.

iii) Obligations, garanties ou non, et billets (non en souffrance) émis ou garantis par une municipalité du Canada ou du Royaume-Uni et arrivant à échéance :

dans l'année : 3 % de la valeur marchande, multipliés par la fraction représentant le nombre de jours jusqu'à l'échéance divisé par 365;
 dans 1 à 3 ans : 5 % de la valeur marchande;
 dans 3 à 7 ans : 5 % de la valeur marchande;
 dans 7 à 11 ans : 5 % de la valeur marchande;
 dans plus de 11 ans : 5 % de la valeur marchande.

iv) Autres obligations, garanties ou non, non commerciales (non en souffrance) :

10 % de la valeur marchande.

v) Obligations, garanties ou non, billets (non en souffrance) commerciaux ou de sociétés et obligations non négociables et non transférables de sociétés de fiducie et de sociétés de prêt hypothécaire inscrites au nom de la société inscrite et arrivant à échéance :

dans l'année : 3 % de la valeur marchande;
 dans 1 à 3 ans : 6 % de la valeur marchande;
 dans 3 à 7 ans : 7 % de la valeur marchande;
 dans 7 à 11 ans : 10 % de la valeur marchande.

dans plus de 11 ans : 10 % de la valeur marchande.

b) Effets bancaires

Certificats de dépôt, billets à ordre ou obligations non garanties émis par une banque à charte canadienne (et acceptations bancaires de banque à charte canadienne) arrivant à échéance :

dans l'année : 2 % de la valeur marchande, multipliés par la fraction représentant le nombre de jours jusqu'à l'échéance divisé par 365;
dans plus de 1 an : le taux applicable aux obligations, garanties ou non, et aux billets commerciaux ou de sociétés.

c) Effets bancaires étrangers acceptables

Certificats de dépôt, billets à ordre ou obligations non garanties émis par une banque étrangère, négociables, transférables et arrivant à échéance :

dans l'année : 2 % de la valeur marchande, multipliés par la fraction représentant le nombre de jours jusqu'à l'échéance divisé par 365;
dans plus de 1 an : le taux applicable aux obligations, garanties ou non, et aux billets commerciaux ou de sociétés.

Les « effets bancaires étrangers acceptables » sont des certificats de dépôt et ou des billets à ordre émis par une banque qui n'est pas une banque à charte canadienne et dont la valeur nette (capital et réserves) est au moins égale à 200 000 000 \$.

d) Organismes de placement collectif

Le taux de marge suivant s'applique aux titres d'organismes de placement collectif placés au moyen d'un prospectus dans toute province du Canada :

i) soit 5 % de la valeur marchande, dans le cas d'un OPC Fonds du marché monétaire (au sens du Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif);

ii) soit le taux de marge établi de la même façon que dans le cas des actions cotées, multiplié par la valeur marchande du fonds.

e) Actions

i) Titres (autres que des obligations garanties ou non), y compris les droits et bons de souscription cotés sur toute bourse reconnue au Canada ou aux États-Unis :

Position acheteur : marge requise

Titres se vendant à 2 \$ ou plus : 50 % de la valeur marchande;

Titres se vendant de 1,75 \$ à 1,99 \$: 60 % de la valeur marchande;

Titres se vendant de 1,50 \$ à 1,74 \$: 80 % de la valeur marchande;

Titres se vendant à moins de 1,50 \$: 100 % de la valeur marchande.

Positions à découvert : crédit requis;

Titres se vendant à 2 \$ ou plus : 150 % de la valeur marchande;

Titres se vendant de 1,50 \$ à 1,99 \$: 3 \$ l'action;

Titres se vendant de 0,25 \$ à 1,49 \$: 200 % de la valeur marchande;

Titres se vendant à moins de 0,25 \$: valeur marchande plus 0,25 \$
l'action.

ii) Pour les positions sur titres (autres que des obligations garanties ou non, mais y compris les droits et bons de souscription) constitutifs d'un indice général d'une des bourses suivantes, 50 % de la valeur marchande :

- a)* American Stock Exchange
- b)* Australian Stock Exchange Limited
- c)* Bolsa de Valores de Sao Paulo
- d)* Borsa Italiana
- e)* Boston Stock Exchange
- f)* Chicago Board of Options Exchange
- g)* Chicago Board of Trade
- h)* Chicago Mercantile Exchange
- i)* Chicago Stock Exchange
- j)* Euronext Amsterdam
- k)* Euronext Brussels
- l)* Euronext Paris S.A.
- m)* Frankfurt Stock Exchange
- n)* London International Financial Futures and Options Exchange
- o)* London Stock Exchange
- p)* Bourse de Montréal
- q)* New York Mercantile Exchange
- r)* New York Stock Exchange
- s)* New Zealand Exchange Limited
- t)* Pacific Exchange
- u)* Swiss Exchange
- v)* The Stock Exchange of Hong Kong Limited
- w)* Tokyo Stock Exchange
- x)* Bourse de Toronto
- y)* Bourse de croissance TSX

f) Tous les autres titres : 100 % de la valeur marchande.

ANNEXE 31-103A2**ACTE D'ACCEPTATION DE COMPÉTENCE ET DE DÉSIGNATION D'UN MANDATAIRE AUX FINS DE SIGNIFICATION (articles 8.18 et 8.26)**

1. Nom de la personne (la « société internationale ») :
2. Territoire de constitution de la société internationale :
3. Adresse du siège de la société internationale :
4. Disposition du Règlement 31-103 invoquée par la société internationale :
 - Article 8.18 [*Courtier international*]
 - Article 8.26 [*Conseiller international*]
 - Autre
5. Nom du mandataire aux fins de signification (le « mandataire aux fins de signification ») :
6. Adresse du mandataire aux fins de signification :
7. La société internationale désigne et nomme le mandataire aux fins de signification à l'adresse indiquée ci-dessus comme mandataire à qui signifier tout avis, acte de procédure, citation à comparaître, sommation ou autre acte dans toute action, enquête ou instance administrative, criminelle, pénale ou autre (une « instance ») découlant de ses activités dans le territoire intéressé ou s'y rattachant, et renonce irrévocablement à tout droit d'invoquer en défense dans une instance quelconque l'incompétence à intenter l'instance.
8. La société internationale accepte irrévocablement et sans réserve la compétence non exclusive, dans toute instance découlant de ses activités dans le territoire intéressé ou s'y rattachant, des tribunaux judiciaires, quasi judiciaires et administratifs du territoire intéressé.
9. Pendant une période de six ans après qu'elle aura cessé de se prévaloir de l'article 8.18 [*Courtier international*] ou de l'article 8.26 [*Conseiller international*], la société internationale devra présenter les documents suivants à l'autorité en valeurs mobilières :
 - a) un nouvel acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification, en la forme prévue aux présentes, au plus tard le trentième jour avant l'expiration du présent acte;
 - b) une version modifiée du présent acte au plus tard le trentième jour avant tout changement dans le nom ou l'adresse du mandataire aux fins de signification indiquée ci-dessus.
10. Le présent acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification est régi par les lois du territoire intéressé et s'interprète conformément à ces lois.

Date : _____

(Signature de la société internationale ou du signataire autorisé)

(Nom et titre du signataire autorisé)

Acceptation

Je soussigné accepte la désignation comme mandataire aux fins de signification de (nom de la société internationale), conformément aux modalités de l'acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification ci-dessus.

Date : _____

(Signature du mandataire aux fins de signification ou du signataire autorisé)

(Nom et titre du signataire autorisé)

ANNEXE 31-103A3
DISPENSE FONDÉE SUR LA MOBILITÉ
(articles 2.2)

Par les présentes, l'autorité en valeurs mobilières est avisée que la personne physique nommée au paragraphe 1 se prévaut de la dispense prévue à l'article 2.2 [*Dispense fondée sur la mobilité des clients – personnes physiques*] du Règlement 31-103 sur les obligations et les dispenses d'inscription.

1. Renseignements sur la personne physique

Nom : _____

Numéro BDNI : _____

La personne physique se prévaut de la dispense dans les territoires du Canada suivants :

2. Renseignements sur la société

Nom de la société parrainante de la personne physique :

Numéro BDNI : _____

Date : _____

(Signature d'un signataire autorisé de la société parrainante de la personne physique)

(Nom et titre du signataire autorisé)

ANNEXE A
CLAUSES DE CAUTIONNEMENT ET D'ASSURANCE
(articles 12.3, 12.4 et 12.5)

Clause	Désignation de la clause	Couverture
A	Détournements	Pertes résultant d'un acte malhonnête ou frauduleux commis par un salarié.
B	Dans les locaux	Pertes d'argent, de titres ou d'autres biens à la suite d'un vol qualifié, d'un cambriolage, d'un vol, d'un vol à main armée ou d'autres moyens frauduleux, de leur disparition mystérieuse, de leur endommagement ou de leur destruction alors qu'ils se trouvent dans les bureaux de l'assuré, les bureaux d'un établissement bancaire ou d'une chambre de compensation, ou dans tout endroit de dépôt agréé.
C	En transit	Pertes d'argent, de titres ou d'autres biens à la suite d'un vol qualifié, d'un cambriolage, d'un vol, d'un vol à main armée, de leur perte, de leur disparition mystérieuse, de leur endommagement ou de leur destruction alors qu'ils sont en transit et confiés à la garde d'un salarié ou d'une personne agissant comme messenger, sauf lorsqu'ils sont acheminés par la poste ou par un transporteur à titre onéreux autre qu'une société de transport en véhicules blindés.
D	Contrefaçons	Pertes subies à la suite de la contrefaçon de chèques, de lettres de change, de billets à ordre ou d'autres directives écrites de payer des sommes d'argent, à l'exception de titres.
E	Titres	Pertes subies à la suite de l'achat, de la vente ou de la livraison de titres ou d'autres instruments qui s'avèrent falsifiés, contrefaits, augmentés ou modifiés frauduleusement, perdus ou volés, ou à la suite de l'octroi de crédit ou d'opérations sur de tels titres ou instruments, ou à la suite du fait d'avoir garanti par écrit ou certifié une signature sur un transfert, une cession ou d'autres documents ou instruments.

ANNEXE B
CONVENTION DE SUBORDINATION
(ligne 5 de l'Annexe 31-103A1, Calcul de l'excédent du fonds de roulement)

CONVENTION DE SUBORDINATION

La présente convention est intervenue le _____ 20__

entre

[nom]
 (ci-après le « prêteur »)

et

[nom]
 (ci-après la « société inscrite », expression désignant également les ayants cause et cessionnaires de la société inscrite)

(les « parties »)

La présente convention est conclue par les parties en vertu du *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription* (le « Règlement 31-103 ») le _____ 20__ et se rapporte à un prêt de _____ \$ (le « prêt ») consenti par le prêteur à la société inscrite pour permettre à celle-ci d'exercer son activité.

Moyennant une contrepartie de valeur, les parties conviennent de ce qui suit.

1. Subordination

Le remboursement du prêt est subordonné aux créances des autres créanciers de la société inscrite.

2. Dissolution, liquidation, insolvabilité ou faillite de la société inscrite

En cas de dissolution, de liquidation, d'insolvabilité ou de faillite de la société inscrite :

- a) les créances des créanciers de la société inscrite ont priorité de rang sur celle du prêteur;
- b) le prêteur ne peut être remboursé par prélèvement sur les biens, présents ou passés, de la société inscrite, notamment en ce qui concerne le prêt, avant que les créances exigibles des autres créanciers de la société inscrite n'aient été payées.

3. Conditions du prêt

Pendant la durée de la présente convention :

- a) la personne inscrite peut verser les intérêts au taux et à l'échéance convenus à condition qu'il n'en résulte pas de déficit de capital en contravention au Règlement 31-103.
- b) tout prêt et toute avance ainsi que toute sûreté fournie par la société inscrite au prêteur en garantie d'un prêt ou d'une avance est réputé constituer un remboursement du prêt.

4. Avis à l'autorité en valeurs mobilières

La société inscrite doit aviser l'autorité en valeurs mobilières avant de rembourser tout ou partie du prêt. L'autorité en valeurs mobilières peut exiger des documents supplémentaires après avoir reçu l'avis.

5. Résiliation de la présente convention

La présente convention ne peut être résiliée que par le prêteur après que l'autorité en valeurs mobilières a reçu l'avis prévu au paragraphe 4.

Les parties ont signé la présente convention à la date indiquée ci-dessus.

[Société inscrite]

Signataire autorisé

Signataire autorisé

[prêteur]

Signataire autorisé

Signataire autorisé

ANNEXE C
NOUVELLES CATÉGORIES – PERSONNES PHYSIQUES (article 16.1)

	Colonne 1 [représentant de courtier]	Colonne 2 [représentant-conseil]	Colonne 3 [représentant-conseil adjoint]
Alberta	<i>Officer (Trading)</i> <i>Salesperson</i> <i>Partner (Trading)</i>	<i>Officer (Advising)</i> <i>Advising Employee</i> <i>Partner (Trading)</i>	<i>Junior Officer</i> <i>(Advising)</i>
Colombie-Britannique	<i>Salesperson</i> <i>Trading partner</i> <i>Trading director,</i> <i>Trading officer</i>	<i>Advising employee</i> <i>Advising partner</i> <i>Advising director</i> <i>Advising officer</i>	s.o.
Île-du-Prince-Édouard	<i>Salesperson</i> <i>Officer (Trading)</i> <i>Partner (Trading)</i>	<i>Counselling Officer</i> <i>(Officer)</i> <i>Counselling Officer</i> <i>(Partner)</i> <i>Counselling Officer</i> <i>(Other)</i>	s.o.
Manitoba	Représentant de commerce Directeur de succursale Associé (avec privilège de négociation) Administrateur (avec privilège de négociation) Membre de la direction (avec privilège de négociation)	Employé – services-conseils Membre de la direction – services-conseils Administrateur – services-conseils Associé – services-conseils	Membre de la direction adjoint – services-conseils Administrateur adjoint – services-conseils Associé adjoint – services-conseils Employé adjoint – services-conseils
Nouveau-Brunswick	Représentant de commerce Dirigeant (avec privilège de négociation) Associé (avec privilège de négociation)	Représentant (services-conseils) Dirigeant (services-conseils) Associé (services-conseils) Propriétaire unique (services-conseils)	Dirigeant adjoint (services-conseils) Associé adjoint (services-conseils) Représentant adjoint (services-conseils)
Nouvelle-Écosse	<i>Salesperson</i> <i>Officer - trading</i> <i>Partner - trading</i> <i>Director - trading</i>	<i>Officer- advising</i> <i>Officer - counselling</i> <i>Partner- advising</i> <i>Partner- counselling</i> <i>Director- advising</i> <i>Director- counselling</i>	s.o.
Nunavut	<i>Salesperson</i> <i>Officer (Trading)</i> <i>Partner (Trading)</i>	<i>Representative</i> <i>(Advising)</i> <i>Officer (Advising)</i> <i>Partner (Advising)</i>	s.o.
Ontario	<i>Salesperson</i> <i>Officer (Trading)</i> <i>Partner (Trading)</i> <i>Sole Proprietor</i>	<i>Advising</i> <i>Representative</i> <i>Officer (Advising)</i> <i>Partner (Advising)</i> <i>Sole Proprietor</i>	s.o.

	Colonne 1 [représentant de courtier]	Colonne 2 [représentant-conseil]	Colonne 3 [représentant-conseil adjoint]
Québec	Représentant Représentant en épargne collective Représentant en plans de bourses d'études	Représentant (gestionnaire de portefeuille) Représentant (conseiller) Représentant (options) Représentant (contrats à terme)	s.o.
Saskatchewan	<i>Officer (Trading)</i> <i>Partner (Trading)</i> <i>Salesperson</i>	<i>Officer (Advising)</i> <i>Partner (Advising)</i> <i>Employee (Advising)</i>	s.o.
Terre-Neuve- et-Labrador	<i>Sales Person</i> <i>Officer (Trading)</i> <i>Partner (Trading)</i>	<i>Officer (Advising)</i> <i>Partner (Advising)</i>	s.o.
Territoires du Nord-Ouest	<i>Salesperson</i> <i>Officer (Trading)</i> <i>Partner (Trading)</i>	<i>Representative (Advising)</i> <i>Officer (Advising)</i> <i>Partner (Advising)</i>	s.o.
Yukon	<i>Salesperson</i> <i>Officer (Trading)</i> <i>Partner (Trading)</i> <i>Sole proprietor (Trading)</i>	<i>Representative (Advising)</i> <i>Officer (Advising)</i> <i>Partner (Advising)</i>	s.o.

ANNEXE D
NOUVELLES CATÉGORIES – SOCIÉTÉS (article 16.2)

	Colonne 1 [courtier en placement]	Colonne 2 [courtier en épargne collective]	Colonne 3 [courtier en plans de bourses d'études]	Colonne 4 [courtier d'exercice restreint]	Colonne 5 [gestionnaire de portefeuille]	Colonne 6 [gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint]
Alberta	<i>investment dealer</i>	<i>mutual fund dealer</i>	<i>scholarship plan dealer</i>	<i>dealer dealer (exchange contracts) dealer (restricted)</i>	<i>investment counsel et (ou) portfolio manager</i>	<i>portfolio manager investment counsel (exchange contracts)</i>
Colombie-Britannique	<i>investment dealer</i>	<i>mutual fund dealer</i>	<i>scholarship plan dealer</i>	<i>exchange contracts dealer, special limited dealer</i>	<i>investment counsel ou portfolio manager</i>	s.o.
Île-du-Prince-Édouard	<i>investment dealer</i>	<i>mutual fund dealer</i>	<i>scholarship plan dealer</i>	s.o.	<i>investment counsel ou portfolio manager</i>	s.o.
Manitoba	courtier en valeurs mobilières	courtier en fonds mutuels	courtier en plans de bourses d'études	s.o.	conseiller financier ou portefeuilliste	s.o.
Nouveau-Brunswick	courtier en valeurs mobilières	courtier en fonds communs de placement	courtier en plans de bourses d'études	s.o.	conseiller en placement et portefeuilliste	s.o.
Nouvelle-Écosse	<i>investment dealer</i>	<i>mutual fund dealer</i>	<i>scholarship plan dealer</i>	s.o.	<i>investment counsel ou portfolio manager</i>	s.o.
Nunavut	<i>investment dealer</i>	<i>mutual fund dealer</i>	<i>scholarship plan dealer</i>	s.o.	<i>investment counsel ou portfolio manager</i>	s.o.
Ontario	courtier en valeurs mobilières	courtier en fonds mutuels	<i>scholarship plan dealer</i>	s.o.	<i>investment counsel ou portfolio manager</i>	s.o.
Québec	- courtier de plein exercice - courtier de plein exercice (remisier) - courtier de	cabinet en épargne collective	cabinet en plans de bourses d'études	- courtier en placements d'actions d'une société de placements dans l'entreprise	- conseiller de plein exercice - conseiller de plein exercice (Centre financier international)	conseiller d'exercice restreint

	Colonne 1 [courtier en placement]	Colonne 2 [courtier en épargne collective]	Colonne 3 [courtier en plans de bourses d'études]	Colonne 4 [courtier d'exercice restreint]	Colonne 5 [gestionnaire de portefeuille]	Colonne 6 [gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint]
	plein exercice (Centre financier international) - courtier exécutant			québécoise (SPEQ) - courtier en titres d'emprunt - courtier d'exercice restreint - courtier en contrats d'investissement - courtier de plein exercice (Nasdaq)		
Saskatchewan	<i>investment dealer</i>	<i>mutual fund dealer</i>	<i>scholarship plan dealer</i>	s.o.	<i>investment counsel ou portfolio manager</i>	s.o.
Terre-Neuve-et-Labrador	<i>investment dealer</i>	<i>mutual fund dealer</i>	<i>scholarship plan dealer</i>	s.o.	<i>investment counsel ou portfolio manager</i>	s.o.
Territoires du Nord-Ouest	<i>investment dealer</i>	<i>mutual fund dealer</i>	<i>scholarship plan dealer</i>	s.o.	<i>investment counsel ou portfolio manager</i>	s.o.
Yukon	<i>broker</i>	<i>broker</i>	<i>scholarship plan dealer</i>	s.o.	<i>broker</i>	s.o.

ANNEXE E
OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE CAPITAL NON HARMONISÉES
(article 12.1)

Alberta	<i>Securities Commission Rules (General)</i> : articles 23 et 24.
Colombie-Britannique	<i>Securities Rules</i> : articles 19, 20, 24 et 25; <i>Policy 31-601 Registration Requirements</i> : paragraphe <i>i</i> des articles 2.1 et 2.3, articles 9.4, 13.3, 15.4 et 16.3.
Île-du-Prince-Édouard	Ancien <i>Securities Act Regulations</i> : article 34, intégré par renvoi dans la <i>Local Rule 31-501 (Transitional Registration Requirements)</i> .
Manitoba	Aucune disposition dans la Loi ou le Règlement – question traitée au moyen de conditions.
Nouveau-Brunswick	Règle 31-501 sur les exigences applicables à l'inscription : articles 7.1 à 7.5 dans leur version en vigueur avant leur abrogation.
Nouvelle-Écosse	<i>General Securities Rules</i> : article 23, dans sa version en vigueur avant son abrogation.
Nunavut	Aucune disposition dans la Loi, le Règlement ou les règles – question traitée au moyen de conditions.
Ontario	<i>Regulation 1015</i> pris en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières : articles 96, 97, 107 et 111 dans leur version en vigueur avant leur abrogation.
Québec	Règlement sur les valeurs mobilières : articles 207 à 209, 211 et 212; ou Règlement sur le compte en fidéicommiss et les assises financières du cabinet en valeurs mobilières : articles 8 à 11; dans leur version en vigueur avant leur abrogation.
Saskatchewan	<i>Securities Regulations</i> : articles 19 et 24 dans leur version en vigueur avant leur abrogation.
Terre-Neuve-et-Labrador	<i>Securities Regulations</i> prises en vertu du <i>Securities Act</i> (décret 96-286) : articles 84, 85, 95 à 97 et 99.
Territoires du Nord-Ouest	Aucune disposition dans la Loi, le Règlement ou les règles – question traitée au moyen de conditions.
Yukon	<i>Local Rule 31-501 Registration Requirements</i> .

ANNEXE F
OBLIGATIONS D'ASSURANCE NON HARMONISÉES
(article 16.13)

Alberta	<i>Securities Commission Rules (General)</i> : articles 25 et 26.
Colombie-Britannique	<i>Securities Rules</i> : articles 21 et 22; <i>Policy 31-601 Registration Requirements</i> : paragraphe <i>h</i> des articles 2.1, 2.3 et 2.5.
Île-du-Prince-Édouard	Ancien <i>Securities Act Regulations</i> : article 35, intégré par renvoi dans la <i>Local Rule 31-501 (Transitional Registration Requirements)</i> .
Manitoba	Loi sur les valeurs mobilières : paragraphe 4 de l'article 7 (obligation générale à la discrétion du directeur).
Nouveau-Brunswick	Règle 31-501 sur les exigences applicables à l'inscription : articles 8.1 à 8.3 et 8.7 dans leur version en vigueur avant leur abrogation.
Nouvelle-Écosse	<i>General Securities Rules</i> : article 24 dans sa version en vigueur avant son abrogation.
Nunavut	Aucune disposition dans la Loi, le Règlement ou les règles – question traitée au moyen de conditions.
Ontario	<i>Regulation 1015</i> pris en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières : articles 96, 97, 108 et 109 dans leur version en vigueur avant leur abrogation.
Québec	Règlement sur les valeurs mobilières : articles 213 et 214 dans leur version en vigueur avant leur abrogation.
Saskatchewan	<i>The Securities Act, 1988</i> : article 33 dans sa version en vigueur avant son abrogation; <i>The Securities Regulations</i> : articles 20 à 22 dans leur version en vigueur avant leur abrogation.
Terre-Neuve-et-Labrador	<i>Securities Regulations</i> prises en vertu du <i>Securities Act</i> (décret 96-286) : articles 95 à 97.
Territoires du Nord-Ouest	<i>Local Rule 31-501 Registration Requirements</i> : article 4.
Yukon	<i>Local Rule 31-501 Registration Requirements</i> .

INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 31-103 SUR LES OBLIGATIONS ET DISPENSES D'INSCRIPTION

PARTIE 1 DÉFINITIONS ET NOTIONS FONDAMENTALES

1.1. Introduction

La présente instruction générale indique de quelle façon les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») interprètent ou appliquent les dispositions du *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription* (le « règlement ») et de la législation en valeurs mobilières connexe.

Exception faite de la partie 1, la numérotation des parties, des sections et des articles de la présente instruction générale correspond à celle du règlement. Les indications générales concernant une partie ou une section figurent immédiatement après son titre. Les indications concernant des articles particuliers suivent les indications générales. En l'absence d'indications sur une partie, une section ou un article, la numérotation passe à la disposition suivante qui fait l'objet d'indications.

Les articles, parties et sections mentionnés sont ceux du règlement, sauf indication contraire.

Les personnes inscrites se reporteront aux textes suivants afin de connaître leurs autres obligations :

- le *Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription* (le « Règlement 31-102 ») et l'instruction générale connexe;
- le *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription* (le « Règlement 33-109 ») et l'instruction générale connexe;
- l'*Instruction générale 11-204 relative à l'inscription dans plusieurs territoires* (l'« Instruction générale 11-204 »);
- la législation en valeurs mobilières de leur territoire.

Les personnes inscrites membres d'un organisme d'autoréglementation (OAR) doivent aussi respecter les règles applicables de celui-ci.

Transmission de l'information et des avis

Les personnes inscrites doivent transmettre à leur autorité principale l'information et les avis prévus par le règlement, à l'exception des avis prévus aux articles suivants :

- l'article 8.18 [*Courtier international*];
- l'article 8.26 [*Conseiller international*];
- l'article 11.9 [*Acquisition de titres ou d'actifs d'une société inscrite par une personne inscrite*];
- l'article 11.10 [*Société inscrite dont les titres font l'objet d'une acquisition*].

Elles doivent transmettre ces avis à l'autorité de chaque territoire où elles sont inscrites.

Il est possible de transmettre ces documents par voie électronique. Les personnes inscrites devraient se reporter à l'*Instruction canadienne 11-201, La transmission de documents par voie électronique* et, au Québec, à l'*Avis 11-201 relatif à la transmission de documents par voie électronique*.

On trouvera à l'Annexe A les coordonnées des autorités.

1.2. Définitions

Les expressions utilisées dans le règlement et la présente instruction générale mais qui ne sont pas définies dans le règlement s'entendent au sens prévu par la législation en valeurs mobilières de chaque territoire ou par le *Règlement 14-101 sur les définitions*. L'Annexe B contient une liste d'expressions qui ne sont pas définies dans le règlement et la présente instruction générale, mais qui le sont dans d'autres textes de la législation en valeurs mobilières.

Dans la présente l'instruction générale, l'expression « autorité » désigne l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire.

Client autorisé

On trouvera ci-après des indications concernant l'expression « client autorisé », définie à l'article 1.1 du règlement.

L'expression « client autorisé » est utilisée dans les articles suivants :

- l'article 8.18 [*Courtier international*];
- l'article 8.26 [*Conseiller international*];
- l'article 13.2 [*Connaissance du client*];
- l'article 13.3 [*Convenance au client*];
- l'article 13.13 [*Mise en garde concernant le recours à un emprunt*];
- l'article 14.2 [*Information sur la relation*];
- l'article 14.4 [*Relation de la société avec une institution financière*].

Dispenses d'inscription pour opérations réalisées avec certains clients autorisés

Le règlement dispense les courtiers internationaux et conseillers internationaux de l'obligation de s'inscrire lorsqu'ils traitent avec certains clients autorisés et remplissent certaines autres conditions.

Autres dispenses pour opérations réalisées avec certains clients autorisés

En vertu de l'article 13.3, les clients autorisés peuvent renoncer à leur droit de demander à la personne inscrite d'évaluer la convenance d'une opération. Pour que la dispense s'applique, la personne inscrite doit déterminer que le client est un client autorisé au moment de renoncer à son droit.

En vertu des articles 13.13, 14.2 et 14.4, les personnes inscrites sont dispensées de fournir certains éléments d'information aux clients autorisés. Pour bénéficier de la dispense, elles doivent déterminer que le client est un client autorisé au moment où il ouvre un compte.

Détermination de l'actif

La définition de « client autorisé » prévoit des seuils financiers correspondant à la valeur des actifs du client. Ceux qui sont prévus aux paragraphes *o* et *q* de la définition sont des critères précis. Les investisseurs qui ne remplissent pas ces critères ne répondent pas au paragraphe applicable de la définition de « client autorisé ».

Paragraphe o de la définition

Le paragraphe *o* vise la personne physique qui a la propriété véritable d'actifs financiers ayant une valeur de réalisation globale avant impôt, mais déduction faite des passifs correspondants, de plus de 5 000 000 \$.

En règle générale, il ne devrait pas être difficile de déterminer si des actifs financiers sont la propriété véritable d'une personne physique. Toutefois, cela peut être plus ardu si les actifs sont détenus dans une fiducie ou selon d'autres types de mécanismes de placement.

Les facteurs indiquant qu'il y a propriété véritable d'actifs financiers sont notamment les suivants :

- la possession d'un titre constatant la propriété de l'actif financier;
- le droit de recevoir tout revenu produit par l'actif financier;
- le risque de perte de valeur de l'actif financier;
- la faculté de céder l'actif financier ou d'en disposer à sa guise.

Par exemple, les titres détenus dans un REER autogéré dans l'intérêt exclusif d'une personne physique sont la propriété véritable de celle-ci. Par contre, ce n'est pas le cas des titres détenus dans un REER collectif si la personne physique n'a pas la faculté d'acquérir les titres et d'en disposer directement.

L'expression « actifs financiers » est définie à l'article 1.1 du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription* (le « Règlement 45-106 »).

La « valeur de réalisation » est habituellement le montant qui serait obtenu par la vente des actifs. On peut utiliser la valeur marchande pour estimer la valeur de réalisation lorsqu'il existe un marché pour un actif.

Paragraphe q de la définition

Le paragraphe *q* vise la personne dont l'actif net totalise au moins 25 000 000 \$. L'« actif net » en question est le total de l'actif moins le total du passif. La valeur attribuée aux actifs devrait correspondre raisonnablement à leur juste valeur estimative.

1.3. Notions fondamentales

Le présent article décrit les notions fondamentales du régime d'inscription :

- l'obligation d'inscription;
- l'inscription en fonction de l'exercice de l'activité de courtier ou de conseiller;
- l'aptitude à l'inscription.

L'obligation d'inscription

L'obligation d'inscription est prévue par la législation en valeurs mobilières. Les sociétés qui se trouvent dans les situations suivantes doivent s'inscrire :

- elles exercent l'activité de courtier;
- elles exercent l'activité de conseiller;
- elles se présentent comme exerçant l'activité de courtier ou de conseiller;
- elles agissent à titre de placeur;
- elles agissent à titre de gestionnaire de fonds d'investissement.

Les personnes physiques doivent s'inscrire si elles exercent le courtage de titres, agissent comme placeur pour le compte d'un courtier inscrit ou d'un conseiller inscrit ou fournissent des conseils en valeurs mobilières, ou si elles agissent comme personne désignée responsable ou de chef de la conformité d'une société inscrite. Celles qui agissent pour le compte d'un gestionnaire de fonds d'investissement n'ont pas l'obligation de s'inscrire.

Le règlement ne prévoit aucune obligation de renouvellement de l'inscription, mais les droits annuels doivent être payés pour maintenir l'inscription.

Catégories multiples

Il peut être nécessaire de s'inscrire dans plusieurs catégories. Ainsi, le conseiller qui gère un fonds d'investissement peut avoir à s'inscrire comme gestionnaire de portefeuille et gestionnaire de fonds d'investissement. Le conseiller qui gère un portefeuille et place les parts d'un fonds d'investissement peut aussi avoir à s'inscrire comme gestionnaire de portefeuille et comme courtier.

Dispenses d'inscription

Le règlement prévoit des dispenses de l'obligation d'inscription. Certaines sont automatiques dès lors que leurs conditions sont remplies. D'autres sont des dispenses discrétionnaires que l'autorité accorde sur demande à certains courtiers, conseillers ou gestionnaires de fonds d'investissement ou pour l'exercice de certaines activités lorsque l'inscription est requise mais que les circonstances indiquent qu'elle n'est pas nécessaire pour la protection des investisseurs ou l'intégrité des marchés.

Inscription en fonction de l'exercice de l'activité de courtier ou de conseiller

Nous désignons l'activité de courtier ou de conseiller en valeurs mobilières comme étant le critère d'inscription en fonction de l'exercice de l'activité.

Nous examinons le type d'activité, puis déterminons si la personne physique ou la société l'exerce et doit par conséquent s'inscrire. Nous prenons notamment en considération les facteurs indiqués ci-après pour déterminer s'il y a exercice de l'activité. Ces facteurs sont pour la plupart tirés de la jurisprudence et des décisions des autorités de réglementation où l'exercice d'une activité a été interprété dans le contexte des valeurs mobilières.

Facteurs de détermination de l'exercice de l'activité

Sont exposés ci-après les facteurs que nous jugeons pertinents pour déterminer si une personne physique ou une société exerce l'activité de courtier ou de conseiller et se trouve par conséquent dans l'obligation de s'inscrire.

Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive. Nous ne présumons pas automatiquement que l'un ou l'autre de ces facteurs permet à lui seul de conclure que la personne physique ou la société exerce l'activité de courtier ou de conseiller.

a) L'exercice d'activités analogues à celles des personnes inscrites

Nous considérons généralement que la personne physique ou la société qui exerce des activités analogues à celles des personnes inscrites exerce l'activité de courtier ou de conseiller. Il peut s'agir de la promotion de titres ou de l'annonce, par un moyen quelconque, que la personne physique ou la société est disposée à souscrire, à acheter ou à vendre des titres. Nous pouvons considérer que la personne physique ou la société qui lance une entreprise pour exercer l'une ou l'autre de ces activités exerce l'activité de courtier ou de conseiller.

b) Le fait d'agir à titre d'intermédiaire ou de teneur de marché

Nous considérons généralement que le fait d'agir comme intermédiaire entre un vendeur et un acquéreur de titres est assimilable à l'exercice de l'activité de courtier. La personne qui exerce cette activité est celle que l'on appelle communément un courtier. En général, nous considérons aussi que la personne qui tient un marché exerce l'activité de courtier.

c) Le fait d'exercer l'activité, directement ou indirectement, de façon répétitive, régulière ou continue

La fréquence ou la régularité des opérations est un indicateur courant de l'exercice de l'activité de courtier ou de conseiller. Il n'est pas nécessaire qu'il s'agisse de l'unique activité ou de l'activité principale de la personne pour qu'il y ait exercice de l'activité.

Nous considérons que la personne qui se livre régulièrement à des activités de courtage ou de conseil de façon à générer des bénéfices exerce l'activité. Nous tenons également compte de l'existence d'autres sources de revenus et du temps consacré par la personne physique ou la société aux activités liées au courtage ou au conseil.

d) Le fait d'être ou de s'attendre à être rémunéré

Le fait de recevoir ou de s'attendre à recevoir une rémunération pour l'exercice de l'activité, que ce soit pour une opération ou en fonction de la valeur, dénote l'exercice de l'activité, peu importe que la rémunération soit effectivement versée et quelle que soit sa forme. La capacité d'exercer une activité de manière à réaliser des bénéfices est aussi un facteur pertinent.

e) Le démarchage direct ou indirect

Le fait d'entrer en communication avec des personnes pour leur proposer de participer à des opérations sur titres ou leur offrir des conseils peut indiquer qu'il y a exercice de l'activité. Le démarchage consiste à entrer en communication avec d'autres personnes par un moyen quelconque, dont la publicité, pour leur proposer de souscrire, d'acheter ou de vendre des titres ou de participer à des opérations sur titres ou encore pour leur offrir des services ou leur donner des conseils à ces fins.

Exemples d'inscription en fonction de l'exercice de l'activité

La présente section indique la manière dont l'inscription en fonction de l'exercice de l'activité s'applique dans des cas courants.

a) Émetteurs-placeurs

L'émetteur-placeur est une entité qui effectue des opérations sur les titres qu'elle émet. De manière générale, les émetteurs-placeurs exerçant une activité non liée aux valeurs mobilières n'ont pas à s'inscrire comme courtier s'ils remplissent les conditions suivantes :

- ils ne se présentent pas comme exerçant le courtage en valeurs mobilières;
- ils agissent rarement comme courtiers;
- ils ne sont ni ne s'attendent à être rémunérés pour agir comme courtiers;
- ils n'agissent pas à titre d'intermédiaires;
- ils ne réalisent pas ou n'ont pas l'intention de réaliser des bénéfices sur leurs activités de courtage en valeurs mobilières.

Cependant, les émetteurs-placeurs doivent s'inscrire comme courtier dans les cas suivants :

- ils effectuent fréquemment des opérations sur titres;
- ils emploient des personnes physiques ou retiennent les services de personnes physiques afin qu'elles exercent pour leur compte des activités assimilables à celles d'une personne inscrite (exception faite de la prise ferme dans le cours normal d'un placement ou des opérations réalisées pour leur propre compte);
- ils font du démarchage;
- ils agissent comme intermédiaires en plaçant les fonds de clients dans des titres.

Par exemple, le gestionnaire de fonds d'investissement qui exerce les activités ci-dessus pourrait avoir à s'inscrire comme courtier.

Les émetteurs-placeurs qui exercent l'activité de courtier devraient déterminer s'ils peuvent se prévaloir de la dispense d'inscription prévue à l'article 8.5 du règlement pour les opérations effectuées par l'intermédiaire d'un courtier inscrit.

Dans la plupart des cas, les émetteurs-placeurs sont assujettis aux obligations de prospectus prévues par la législation en valeurs mobilières. Les autorités ont le pouvoir discrétionnaire d'exiger la participation d'un placeur à tout placement effectué au moyen d'un prospectus.

b) *Capital-risque et capital-investissement*

Les présentes indications ne s'appliquent pas aux fonds de travailleurs ou de capital de risque au sens du *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-106 »).

Le capital-risque et le capital-investissement se distinguent des autres formes d'investissement par le rôle que jouent les sociétés de capital-risque et de capital-investissement (collectivement, les « sociétés de capital-risque »). Ces types d'investissement comportent diverses activités pouvant nécessiter l'inscription.

Les sociétés de capital-risque classiques réunissent des capitaux sous le régime d'une des dispenses de prospectus prévues par le Règlement 45-106, notamment celle pour les opérations avec les « investisseurs qualifiés ». Habituellement, les investisseurs consentent à ce que leurs capitaux demeurent investis pendant une certaine période. La société de capital-risque s'en sert pour acquérir des titres de sociétés qui ne sont pas négociés en bourse. Ordinairement, la société de capital-risque participe activement à la gestion de ces sociétés, souvent pendant plusieurs années.

La gestion active prend notamment les formes suivantes :

- représentation au conseil d'administration;
- participation directe à la nomination des dirigeants;
- participation aux décisions de gestion importantes.

La société de capital-risque entend réaliser des gains sur ses investissements en vendant les entreprises visées ou en plaçant leurs titres auprès du public. Les capitaux sont alors rendus aux investisseurs, ainsi que les profits éventuels.

Les investisseurs s'en remettent à l'expertise de la société de capital-risque pour sélectionner et gérer les entreprises dans lesquelles leurs capitaux sont placés, et la société reçoit en échange des frais de gestion ou un intéressement aux profits tirés de ces investissements. Elle n'est pas rémunérée pour réunir les capitaux ou négocier les titres.

L'application des facteurs d'inscription en fonction de l'exercice de l'activité décrite ci-dessus indique que la société de capital-risque n'aurait pas à s'inscrire :

- comme gestionnaire de portefeuille, si les conseils qu'elle donne dans le cadre de l'achat et de la vente des entreprises sont accessoires à la gestion des ces entreprises;

- comme courtier, si la collecte de capitaux auprès des investisseurs et le placement de ces capitaux dans des entreprises sont des activités occasionnelles qui ne donnent pas lieu à rémunération.

Si la société de capital-risque participe activement à la gestion des entreprises dans lesquelles elle investit, son portefeuille ne serait pas, en règle générale, considéré comme un fonds d'investissement. Par conséquent, elle n'aurait pas à s'inscrire comme gestionnaire de fonds d'investissement.

Les facteurs d'inscription en fonction de l'exercice de l'activité et l'appréciation de l'activité de gestionnaire de fonds d'investissement peuvent s'appliquer différemment si la société de capital-risque exerce d'autres activités que celles qui sont décrites ci-dessus.

c) Activités ponctuelles

En règle générale, nous n'exigeons pas l'inscription pour les activités ponctuelles de courtage ou de conseil en valeurs mobilières. Il s'agit notamment des activités :

- exécutées par une personne physique ou une société agissant en qualité de fiduciaire, de liquidateur, d'exécuteur ou de représentant légal;

- reliées à la vente d'une entreprise.

d) Activités accessoires

Une activité de courtage ou de conseil qui est accessoire à l'objet principal d'une société peut ne pas être assimilée à l'exercice de l'activité de courtier ou de conseiller.

Par exemple, les spécialistes en fusions et acquisitions qui conseillent les parties à une opération entre personnes morales ne sont pas normalement tenus de s'inscrire comme courtiers ou conseillers pour exercer cette activité, bien que l'opération puisse se traduire par la négociation de titres et que les spécialistes soient rémunérés pour leurs conseils. En l'occurrence, l'activité a pour objet premier la réalisation de l'opération. Les conseils concernant la négociation de titres y sont accessoires et se limitent aux parties à l'opération.

Mentionnons également les professionnels comme les avocats, les comptables, les ingénieurs, les géologues et les enseignants, qui peuvent donner des conseils en valeurs mobilières dans l'exercice de leur profession. Nous ne considérons pas qu'ils exercent l'activité de conseiller. La plupart du temps, la fourniture de conseils en valeurs mobilières est accessoire à leur fonction parce qu'ils :

- ne fournissent pas régulièrement de conseils en valeurs mobilières;
- ne reçoivent pas une rémunération distincte pour fournir des conseils en valeurs mobilières;

- ne font pas de démarchage pour offrir leurs conseils en valeurs mobilières;

- ne se présentent pas comme exerçant l'activité de conseiller.

Inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement

Les gestionnaires de fonds d'investissement sont tenus de s'inscrire pour agir à ce titre, mais pas selon les facteurs de détermination de l'exercice de l'activité.

L'aptitude à l'inscription

L'autorité n'inscrit que les candidats qui lui paraissent aptes à l'inscription. Une fois inscrites, les personnes physiques et les sociétés doivent demeurer aptes à l'inscription pour rester inscrites. L'autorité peut suspendre l'inscription ou la radier d'office si elle juge qu'une personne inscrite n'y est plus apte. La partie 6 de la présente instruction générale contient des indications sur la suspension et la radiation d'office de l'inscription des personnes physiques, et la partie 10, sur celle des sociétés.

Conditions

L'autorité peut assortir l'inscription de conditions au moment de l'inscription ou par la suite. Les conditions imposées lors de l'inscription sont généralement permanentes, par exemple, dans le cas du courtier d'exercice restreint, qui est limité à certaines activités précises. Les conditions imposées après l'inscription sont généralement temporaires. Ainsi, la personne inscrite qui ne possède pas le capital requis peut avoir à déposer des états financiers et des calculs du capital mensuels jusqu'à ce que les préoccupations de l'autorité aient été réglées.

Occasion d'être entendu

Les candidats et les personnes inscrites ont l'occasion d'être entendus avant que leur demande d'inscription ne soit refusée par l'autorité. Ils peuvent aussi demander à être entendus avant l'imposition de conditions à leur inscription s'ils contestent ces conditions.

Évaluation de l'aptitude des sociétés à l'inscription

Nous évaluons l'aptitude des sociétés à l'inscription et à demeurer inscrites d'après l'information qu'elles sont tenues de fournir lors de la demande d'inscription et comme personnes inscrites, et l'information recueillie au cours des examens de conformité. Nous nous fondons sur cette information pour juger de leur capacité à exécuter leurs obligations en vertu de la législation en valeurs mobilières. Par exemple, toute société inscrite doit être financièrement viable. Une société insolvable ou ayant des antécédents de faillite peut être inapte à l'inscription.

En outre, afin de déterminer si une société dont le siège est situé à l'étranger est apte à l'inscription et le demeure, nous vérifions si elle maintient dans le territoire étranger l'inscription ou l'adhésion à un organisme d'autoréglementation qui correspond à l'activité en valeurs mobilières qu'elle exerce.

Évaluation de l'aptitude des personnes physiques à l'inscription

Nous évaluons l'aptitude des personnes physique à l'inscription et à demeurer inscrites selon trois critères fondamentaux :

- la compétence;
- l'intégrité;
- la solvabilité.

a) La compétence

La personne physique qui se porte candidate à l'inscription doit satisfaire aux obligations prescrites par la législation en valeurs mobilières en matière de scolarité, de formation et d'expérience et démontrer qu'elle connaît la législation en valeurs mobilières et les produits qu'elle recommande.

La personne physique inscrite devrait actualiser ses connaissances et sa formation en permanence, à mesure qu'apparaissent de nouveaux produits et services et que son secteur d'activité évolue. L'article 3.4 de la présente instruction générale contient des indications plus précises sur la question de la compétence.

b) L'intégrité

Les personnes physiques inscrites doivent agir avec intégrité et honnêteté. L'autorité évalue leur intégrité d'après l'information qu'elles sont tenues de fournir lors de la demande d'inscription et comme personnes inscrites, et l'information recueillie au cours des examens de conformité. Par exemple, les candidats sont tenus de fournir de l'information sur les conflits d'intérêts potentiels, comme des activités à titre de salarié, d'associé ou de membre d'un conseil d'administration, ou leurs relations avec des membres du même groupe, de même que sur les mesures d'application de la loi prise à leur encontre et les poursuites intentées contre elles.

c) La solvabilité

L'autorité évalue la situation financière des personnes physiques inscrites et des candidats à l'inscription. Une personne physique insolvable ou ayant des antécédents de faillite peut être inapte à l'inscription. Selon les circonstances, l'autorité peut prendre en considération des passifs éventuels de la personne physique. Elle peut tenir compte de la faillite ou de l'insolvabilité de cette personne pour évaluer si elle demeure apte à l'inscription.

PARTIE 2 CATÉGORIES D'INSCRIPTION DES PERSONNES PHYSIQUES

2.1. Catégories de personnes physiques

Catégories multiples

Les personnes physiques qui exercent plusieurs activités nécessitant l'inscription pour le compte d'une société inscrite doivent :

- s'inscrire dans toutes les catégories pertinentes;
- remplir les obligations de compétence propres à chaque catégorie.

Ainsi, le représentant-conseil d'un gestionnaire de portefeuille qui exerce les fonctions de chef de la conformité de la société doit s'inscrire dans les catégories de représentant-conseil et de chef de la conformité et remplir les obligations de compétence de ces deux catégories.

Sociétés multiples

En règle générale, nous n'inscrivons aucune personne physique comme représentant de courtier, représentant-conseil ou représentant-conseil adjoint auprès de plusieurs sociétés inscrites, même si elles sont membres du même groupe. Nous étudions au cas par cas les demandes des personnes physiques qui souhaitent agir comme représentant auprès de plusieurs sociétés inscrites. Avant d'approuver une demande d'inscription, nous devons être convaincus que les conditions suivantes sont réunies :

- il existe des raisons commerciales valables pour que la personne physique soit inscrite auprès de deux sociétés;
- les sociétés parrainantes du candidat ont démontré qu'elles sont dotées de politiques et de procédures pour traiter les conflits d'intérêts qui pourraient résulter de la double inscription;
- les sociétés parrainantes sont en mesure de faire face à ces conflits.

Nous pourrions prendre en considération d'autres facteurs pertinents.

Personne physique inscrite dans une catégorie de société

Une personne physique peut être inscrite à la fois dans une catégorie de société et dans une catégorie de personne physique. Ainsi, un propriétaire unique inscrit comme société dans la catégorie de gestionnaire de portefeuille doit également s'inscrire comme personne physique dans la catégorie de représentant-conseil.

2.2. Dispense fondée sur la mobilité des clients – personnes physiques

La dispense fondée sur la mobilité prévue à l'article 2.2 du règlement permet aux personnes physiques inscrites de continuer à agir comme courtier ou conseiller avec un client qui déménage dans un autre territoire sans s'y inscrire. L'article 8.30 [*Dispense fondée sur la mobilité – sociétés*] offre une dispense analogue aux sociétés inscrites.

C'est le déménagement du client, et non de la personne inscrite, dans un autre territoire qui ouvre droit à la dispense. La personne physique peut maintenir ses relations avec un maximum de cinq clients « admissibles » par territoire. Le client, son conjoint et leurs enfants sont chacun un client admissible.

La personne physique ne peut bénéficier de la dispense que si elle et sa société parrainante remplissent les conditions suivantes :

- elles sont inscrites dans leur territoire principal;
- elles n'agissent à titre de courtier, de placeur ou de conseiller dans l'autre territoire que dans la mesure où elles peuvent l'exercer dans leur territoire principal selon leur inscription;
- elles se conforment aux dispositions de la partie 13 [*Relations des personnes physiques et des sociétés avec les clients*];
- elles agissent avec honnêteté, bonne foi et loyauté dans leurs relations avec leurs clients admissibles;
- la société parrainante a informé le client admissible que la personne physique et, le cas échéant, la société sont dispensées de s'inscrire dans l'autre territoire et ne sont pas assujetties aux obligations de la législation en valeurs mobilières de ce territoire.

Dès que possible après que la personne physique se prévaut de la dispense pour la première fois, sa société parrainante doit déposer le formulaire prévu à l'*Annexe 31-103A3, Dispense fondée sur la mobilité* (l'« Annexe 31-103A3 ») dans l'autre territoire.

PARTIE 3 OBLIGATIONS D'INSCRIPTION DES PERSONNES PHYSIQUES

Section 1 Obligations de compétence générales

Les personnes physiques doivent réussir des examens plutôt que des cours pour remplir les obligations de scolarité prévues à la partie 3. Ainsi, elles doivent réussir l'Examen du cours sur le commerce des valeurs mobilières au Canada, mais ne sont pas obligées de suivre ce cours. Il incombe aux intéressés de suivre la formation nécessaire et d'être compétents dans tous les sujets visés par l'examen.

3.3. Délai pour s'inscrire après les examens

L'article 3.3 du règlement limite la durée de validité des examens prescrits à la partie 3. Les personnes physiques doivent avoir réussi les examens dans les 36 mois précédant leur demande d'inscription. Ces limites ne s'appliquent toutefois pas à la personne physique qui remplit l'une des conditions suivantes :

- elle a été inscrite dans la même catégorie au Canada pendant 12 mois au cours de la période de 36 mois;

- elle a acquis 12 mois d'expérience pertinente en valeurs mobilières au cours de la période de 36 mois.

Il n'est pas obligatoire que les 12 mois d'inscription et d'expérience pertinente dans le secteur des valeurs mobilières prévus au paragraphe 2 de l'article 3.3 soient consécutifs ou cumulés auprès de la même société ou organisation. La personne physique doit avoir été inscrite pendant 12 mois au total ou avoir cumulé 12 mois d'expérience au total au cours de la période de 36 mois précédant la date de la demande d'inscription.

Ces délais ne s'appliquent pas au transfert de personnes physiques d'une société à une autre, car les personnes physiques en transfert n'ont pas à demander l'inscription. On trouvera à la partie 6 de la présente instruction générale des indications sur les transferts de personnes physiques vers une autre société.

Expérience pertinente dans le secteur des valeurs mobilières

L'expérience dans le secteur des valeurs mobilières prévue au sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 3.3 devrait être pertinente pour la catégorie dans laquelle l'inscription est demandée. Il peut s'agir des formes d'expérience suivantes :

- l'expérience acquise auprès d'un courtier inscrit, d'un conseiller inscrit ou d'un gestionnaire de fonds d'investissement inscrit;
- l'expérience acquise dans un domaine lié à l'investissement, tel que les services bancaires d'investissement, la négociation de titres pour le compte d'une institution financière, la recherche sur les titres, la gestion de portefeuille ou les services de conseil en placement, ou la supervision de ces activités;
- l'expérience relative au secteur des valeurs mobilières acquise dans un cabinet d'avocats, d'experts-comptables ou d'experts-conseils;
- l'expérience acquise dans la prestation d'autres services professionnels relativement au secteur des valeurs mobilières;
- l'expérience acquise dans une entreprise liée aux valeurs mobilières à l'étranger.

Section 2 Obligations de scolarité et d'expérience

Le tableau figurant à l'Annexe C indique les obligations de compétence applicables dans chaque catégorie d'inscription des personnes physiques.

Dispenses

L'autorité peut dispenser toute personne physique des obligations de scolarité et d'expérience prescrites à la section 2 si elle est convaincue que celle-ci possède des qualités ou une expérience pertinente qui remplit ces obligations ou qui est plus pertinente dans les circonstances que les obligations prescrites.

Compétences des représentants de courtiers en placement

L'OCRCVM établit les obligations de compétence des représentants de courtier de ses membres.

Compétence des représentants de courtiers d'exercice restreint et de gestionnaires de portefeuille d'exercice restreint

L'autorité détermine au cas par cas la scolarité et l'expérience requises pour s'inscrire comme :

- représentant de courtier ou chef de la conformité d'un courtier d'exercice restreint;

- représentant-conseil ou chef de la conformité d'un gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint.

L'autorité établit ces obligations lorsqu'elle évalue l'aptitude de la personne physique à l'inscription.

3.4. Compétence initiale et continue

En vertu de l'article 3.4 du règlement, les personnes physiques inscrites, y compris les chefs de la conformité, qui exercent une activité nécessitant l'inscription doivent posséder, la scolarité, la formation et l'expérience qu'une personne raisonnable jugerait nécessaires pour l'exercer avec compétence. Les sociétés inscrites devraient veiller à ce que les personnes physiques inscrites qui agissent pour leur compte remplissent ces conditions en permanence.

Par exemple, les sociétés devraient analyser tous les produits qu'elles recommandent à leurs clients et former leurs représentants inscrits sur ces produits de sorte qu'ils les connaissent suffisamment pour respecter l'obligation d'évaluer la convenance au client, prévue à l'article 13.3. De même, les personnes physiques inscrites devraient avoir une excellente compréhension approfondie de tous les produits qu'elles recommandent aux clients.

3.11. Gestionnaire de portefeuille – représentant-conseil

3.12. Gestionnaire de portefeuille – représentant-conseil adjoint

Il n'est pas obligatoire que les 12 mois d'expérience pertinente en gestion de placements prévus à l'article 3.11 ou les 24 mois prévus à l'article 3.12 du règlement soient consécutifs ou cumulés auprès de la même société ou organisation. La personne physique doit les cumuler au cours de la période de 36 mois précédant la date de la demande d'inscription.

L'autorité détermine au cas par cas si l'expérience accumulée par la personne physique portant le titre de CFA en vue d'obtenir ce titre est une expérience pertinente en gestion de placements.

Expérience pertinente en gestion de placements

L'expérience pertinente en gestion de placements prévue aux articles 3.11 et 3.12 peut varier selon le niveau de spécialisation de la personne physique. Il peut notamment s'agir de :

- l'expérience acquise en recherche et analyse dans le domaine des valeurs mobilières qui démontre que la personne possède des capacités ou des connaissances en matière d'analyse de portefeuille et de sélection des titres composant un portefeuille;
- la gestion de portefeuille sous mandat discrétionnaire, notamment la prise de décisions, le rééquilibrage et l'évaluation du rendement.

Représentants-conseil

Les représentants-conseil peuvent notamment acquérir de l'expérience en gestion de placements pertinente en exerçant des fonctions de gestion de portefeuille auprès d'un courtier en placement inscrit ou d'un conseiller inscrit.

Représentants-conseil adjoints

L'expérience en gestion de placements pertinente d'un représentant-conseil adjoint peut notamment consister à travailler pour :

- un gestionnaire de portefeuille non inscrit d'une institution financière canadienne;

- un conseiller qui est inscrit dans un autre territoire du Canada;
- un conseiller dans un territoire étranger.

Section 3 Adhésion à l'organisme d'autoréglementation

3.16. Dispenses de certaines obligations pour les personnes autorisées des OAR

L'article 3.16 dispense les personnes physiques inscrites qui sont représentants de courtier d'un membre de l'OCRCVM ou de l'ACCFM de l'obligation d'évaluer la convenance au client et d'adresser la mise en garde concernant le recours à un emprunt, car ces OAR ont leurs propres règles en la matière. Au Québec, ces obligations ne s'appliquent pas aux représentants de courtiers en épargne collective qui respectent la réglementation québécoise applicable.

Cet article dispense en outre les personnes physiques inscrites qui sont représentants de courtier d'un membre de l'OCRCVM de l'obligation de connaissance du client prévue à l'article 13.2.

PARTIE 4 RESTRICTIONS CONCERNANT LES PERSONNES PHYSIQUES

4.2. Représentant-conseil adjoint – approbation préalable des conseils

La catégorie de représentant-conseil adjoint est destinée aux personnes physiques qui aspirent à devenir représentants-conseil mais qui ne satisfont pas aux obligations de scolarité ou d'expérience prescrites au moment de leur demande d'inscription. Elle permet aux personnes physiques de travailler chez un conseiller inscrit tout en acquérant les compétences requises pour devenir représentant-conseil. Par exemple, un représentant-conseil qui a été inscrit auparavant peut fournir des conseils et ainsi accumuler l'expérience professionnelle pertinente exigée à l'article 3.11 du règlement.

Toutefois, le représentant-conseil adjoint n'est pas tenu de s'inscrire ultérieurement comme représentant-conseil. Il peut demeurer représentant-conseil adjoint indéfiniment. Cette catégorie s'adresse aussi, par exemple, aux personnes qui fournissent des conseils personnalisés mais ne gèrent pas les portefeuilles des clients sans supervision.

Conformément à l'article 4.2, les sociétés inscrites doivent charger un représentant-conseil d'approuver les conseils que fournit le représentant-conseil adjoint. Le représentant-conseil désigné doit approuver les conseils avant qu'ils ne soient donnés aux clients. Le processus d'approbation des conseils dépend des circonstances, et notamment de l'expérience du représentant-conseil adjoint en cause.

Les sociétés inscrites qui comptent des représentants-conseil adjoints doivent :

- documenter leurs politiques et procédures de conformité aux obligations de supervision et d'approbation conformément à l'article 11.1;
- mettre en œuvre les contrôles prévus à l'article 11.1;
- tenir les dossiers prévus à l'article 11.5;
- aviser l'autorité du nom du représentant-conseil et du représentant-conseil adjoint dont il approuve les conseils dans un délai de sept jours à compter de la désignation du représentant-conseil.

PARTIE 5 PERSONNE DÉSIGNÉE RESPONSABLE ET CHEF DE LA CONFORMITÉ

En vertu des articles 11.2. et 11.3 du règlement, les sociétés inscrites sont tenues de désigner une personne désignée responsable et un chef de la conformité. Ces personnes doivent être inscrites et exercer les fonctions de conformité prévues aux articles 5.1 et 5.2. Bien que la personne désignée responsable et le chef de la conformité aient des fonctions de

conformité précises, elles ne sont pas les seules responsables, car la conformité est l'affaire de tous au sein de la société.

Cumul des fonctions de personne désignée responsable et de chef de la conformité

Une même personne peut cumuler les fonctions de personne désignée responsable et de chef de la conformité si elle respecte les obligations propres à chacune de ces catégories d'inscription. Nous préférons que les sociétés séparent ces fonctions, mais nous reconnaissons que certaines sociétés inscrites peuvent ne pas être en mesure de le faire.

Personne désignée responsable inscrite ou chef de la conformité inscrit comme représentant-conseil ou représentant de courtier

La personne désignée responsable ou le chef de la conformité peut également être inscrit dans des catégories de courtier ou de conseiller. Par exemple, une petite société inscrite pourrait décider qu'une personne physique est en mesure de s'acquitter correctement des fonctions de personne désignée responsable et de chef de la conformité tout en exerçant l'activité de conseiller ou de courtier. Nous craignons cependant que la personne désignée responsable ou le chef de la conformité d'une grande société n'éprouve des difficultés à se consacrer à ses fonctions tout en exerçant ces activités.

5.1. Responsabilités de la personne désignée responsable

La personne désignée responsable a la responsabilité de promouvoir une culture de conformité et de surveiller l'efficacité du système de conformité de la société. Elle n'a pas à participer à la gestion quotidienne du groupe de la conformité.

La personne désignée responsable n'est assujettie à aucune obligation de scolarité ou d'expérience particulière, mais elle est visée par le principe de compétence exposé à l'article 3.4.

5.2. Responsabilités du chef de la conformité

Le chef de la conformité est un dirigeant responsable de l'exploitation qui a la responsabilité de diriger le contrôle et la supervision du système de conformité de la société inscrite. Il est notamment chargé des fonctions suivantes :

- établir et tenir à jour les politiques et procédures du système de conformité de la société;
- gérer la surveillance de la conformité et faire rapport conformément aux politiques et procédures.

La société peut également conférer au chef de la conformité le pouvoir de prendre des mesures, de supervision ou autre, pour résoudre les problèmes de conformité.

Le chef de la conformité est assujetti aux obligations de compétence prévues à la partie 3. Les autres personnes chargées de la conformité n'ont aucune obligation de s'inscrire, à moins qu'elles n'exercent aussi des fonctions de conseil ou de courtage. Le chef de la conformité peut décider des connaissances et compétences que devraient nécessairement ou préférentiellement posséder les personnes physiques placées sous sa direction.

Le chef de la conformité d'une société inscrite dans plusieurs catégories doit remplir les obligations de compétence les plus rigoureuses de toutes ces catégories.

Toute société est tenue de désigner un chef de la conformité. Cependant, dans les sociétés particulièrement grandes, l'ampleur et la nature des activités exercées par différentes unités d'exploitation peuvent justifier la désignation de plusieurs chefs de la conformité. Nous étudions au cas par cas les demandes présentées à cette fin.

En règle générale, nous n'inscrivons pas la même personne comme chef de la conformité de plusieurs sociétés, à moins qu'elles ne soient membres du même groupe et que l'ampleur et la nature des activités justifient qu'une seule et même personne agisse à ce titre pour plusieurs sociétés. Nous étudions au cas par cas les demandes présentées à cette fin.

En vertu du paragraphe *c* de l'article 5.2 du règlement, le chef de la conformité doit porter à la connaissance de la personne désignée responsable les cas de non-conformité à la législation en valeurs mobilières qui, selon le cas :

- risque, de l'avis d'une personne raisonnable, de causer un préjudice à un client ou aux marchés financiers;
- sont récurrents.

Le chef de la conformité devrait signaler ces cas à la personne désignée responsable même s'ils ont été corrigés.

En vertu du paragraphe *d* de l'article 5.2, le chef de la conformité doit présenter un rapport annuel au conseil d'administration.

PARTIE 6 SUSPENSION ET RADIATION D'OFFICE DE L'INSCRIPTION DES PERSONNES PHYSIQUES

Les obligations en matière de radiation de l'inscription sur demande et des obligations supplémentaires en matière de suspension et de radiation d'office de l'inscription sont prévues par la législation en valeurs mobilières de chaque territoire. Les indications de la partie 6 portent sur les obligations prévues par la législation en valeurs mobilières et le règlement.

Il n'existe aucune obligation de renouvellement de l'inscription. La personne physique inscrite peut exercer les activités pour lesquelles elle est inscrite jusqu'à ce que son inscription soit, selon le cas :

- suspendue automatiquement en vertu du règlement;
- suspendue par l'autorité dans certaines circonstances;
- radiée à sa demande.

6.1. Cessation de l'autorisation de la personne physique d'agir pour le compte d'une société

En vertu de l'article 6.1 du règlement, l'inscription de la personne physique inscrite qui n'est plus autorisée à agir pour le compte de sa société parrainante du fait que sa relation avec la société prend fin ou change est suspendue jusqu'à son rétablissement ou sa radiation d'office conformément à la législation en valeurs mobilières. Cette disposition s'applique lorsque la personne physique ou la société met fin à la relation.

La société inscrite qui met fin à sa relation de travail avec une personne physique inscrite pour quelque motif que ce soit dispose d'un délai de cinq jours suivant la date d'effet de la cessation de relation pour déposer un avis de cessation de relation établi conformément à l'*Annexe 33-109A1, Avis de cessation de relation avec une personne inscrite ou autorisée* (le « formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 »). Les motifs peuvent notamment être la démission, le congédiement ou le départ à la retraite.

La société doit déposer des renseignements supplémentaires sur la cessation de relation conformément à la partie 5 du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 dans les cas suivants :

- la démission de la personne physique (volontaire ou à la demande de la société);

- le congédiement de la personne physique (justifié ou non);
- l'indication par la société du motif de cessation de relation « autre » sur le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1.

La société dispose de 30 jours suivant la date de cessation de la relation pour déposer ces renseignements. L'autorité s'en sert pour établir si la conduite de la personne physique pourrait remettre en cause son aptitude à demeurer inscrite. En vertu du Règlement 33-109, la société est tenue de communiquer ces renseignements à la personne physique qui les demande.

Suspension

La personne physique dont l'inscription est suspendue ne doit pas exercer l'activité pour laquelle elle est inscrite mais demeure une personne inscrite relevant de la compétence de l'autorité. La suspension reste en vigueur jusqu'à ce que l'autorité rétablisse l'inscription ou la radie d'office.

Si une personne physique est inscrite dans plusieurs catégories et que son inscription est suspendue dans l'une d'entre elles, l'autorité détermine s'il convient de suspendre son inscription dans les autres catégories ou de l'assortir de conditions. La personne a l'occasion d'être entendue.

Suspension automatique

L'inscription d'une personne physique est automatiquement suspendue dans les cas suivants :

- elle cesse de travailler pour sa société parrainante;
- l'inscription de sa société parrainante est suspendue ou radiée d'office;
- elle cesse d'être personne approuvée d'un OAR.

Toute personne physique doit avoir une société parrainante pour être inscrite. Lorsqu'une personne physique quitte sa société parrainante pour quelque motif que ce soit, son inscription est automatiquement suspendue. La suspension automatique prend effet à la date où la personne cesse d'avoir l'autorisation d'agir pour le compte de la société.

La personne physique n'a pas l'occasion d'être entendue par l'autorité en cas de suspension automatique.

Suspension dans l'intérêt public

L'autorité peut suspendre l'inscription d'une personne physique en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la législation en valeurs mobilières lorsqu'elle juge que son inscription n'est plus dans l'intérêt public. Elle peut le faire si elle a de sérieuses réserves sur l'aptitude de la personne à l'inscription. C'est notamment le cas lorsque la personne est accusée d'un crime, notamment de fraude ou de vol.

Rétablissement

Le rétablissement est la levée de la suspension. La personne physique dont l'inscription est rétablie peut reprendre l'activité pour laquelle elle est inscrite. La personne physique qui entre au service d'une nouvelle société parrainante pendant la suspension doit demander le rétablissement conformément à la procédure prévue par le Règlement 33-109. Dans certains cas, le rétablissement ou le transfert à l'autre société est automatique.

Transfert automatique

Sous réserve des conditions prévues par le Règlement 33-109, l'inscription d'une personne physique peut être rétablie automatiquement lorsqu'elle respecte les conditions suivantes :

- passe directement d'une société parrainante à une autre dans le même territoire;
- entre au service d'une nouvelle société parrainante dans les 90 jours suivant la cessation de ses fonctions auprès de l'ancienne société parrainante;
- demande à s'inscrire dans la même catégorie que celle dans laquelle elle était inscrite précédemment;
- dépose le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7, *Rétablissement de l'inscription d'une personne physique inscrite ou de la qualité de personne physique autorisée* (le « formulaire prévu à Annexe 33-109A7 »).

Cette procédure permet à la personne physique d'exercer des activités nécessitant l'inscription dès son entrée en fonction.

La personne physique ne peut demander le rétablissement automatique dans les cas suivants :

- elle a de nouveaux renseignements à présenter en matière réglementaire, criminelle, ou concernant les poursuites civiles ou la situation financière, conformément à la rubrique 9 du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7;
- elle a, en raison d'allégations d'activités criminelles, ou de contravention à la législation en valeurs mobilières ou aux règles d'un OAR :
 - fait l'objet d'un congédiement justifié de son ancienne société parrainante;
 - démissionné à la demande de son ancienne société parrainante.

Dans ces cas, la personne physique doit demander le rétablissement de son inscription en vertu du Règlement 33-109 en présentant le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, *Inscription d'une personne physique et examen d'une personne physique autorisée*.

6.2. Révocation ou suspension de l'autorisation de l'OCRCVM**6.3. Révocation ou suspension de l'autorisation de l'ACCFM**

Les personnes physiques inscrites agissant pour le compte d'un membre d'un OAR sont tenues d'être des personnes autorisées de l'OAR.

Si l'OAR suspend ou révoque l'autorisation d'une personne physique, l'inscription de celle-ci dans la catégorie nécessitant l'autorisation est automatiquement suspendue. Cette suspension automatique ne s'applique pas aux courtiers en épargne collective inscrits uniquement au Québec.

Lorsque l'approbation d'une personne physique est suspendue par un OAR pour des motifs sans considérations réglementaires significatives et que l'OAR la rétablit par la suite, l'autorité rétablit généralement son inscription dès que possible.

Radiation d'office

6.6. Radiation d'office de l'inscription suspendue – personnes physiques

L'inscription d'une personne physique qui a été suspendue conformément à la partie 6 du règlement est radiée d'office au deuxième anniversaire de la suspension, à moins d'avoir été rétablie.

La « radiation d'office » est la radiation de l'inscription à l'initiative de l'autorité. La personne physique dont l'inscription a été radiée doit présenter une demande pour se réinscrire.

Radiation sur demande

La radiation peut être demandée par toute personne physique qui souhaite mettre fin à son inscription dans certains des territoires où elle est inscrite. Elle doit, pour ce faire, remplir le formulaire prévu à l'*Annexe 33-109A2, Modification ou radiation de catégories d'inscription* (le « formulaire prévu à Annexe 33-109A2 ») et demander à sa société parrainante de le déposer.

La personne physique inscrite dans un ou plusieurs territoires qui souhaite mettre fin à son inscription dans tous les territoires n'a pas à présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2 parce que sa société parrainante est tenue de déposer le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1.

PARTIE 7 CATÉGORIES D'INSCRIPTION DES SOCIÉTÉS

Les catégories d'inscription des sociétés ont deux objectifs principaux :

- elles précisent les activités que les sociétés peuvent exercer;
- elles fournissent un cadre aux obligations des personnes inscrites.

Société inscrite dans plusieurs catégories

Une société peut être tenue de s'inscrire dans plusieurs catégories. Ainsi, le gestionnaire de portefeuille qui gère un fonds d'investissement doit s'inscrire comme gestionnaire de portefeuille et gestionnaire de fonds d'investissement.

Personne physique inscrite dans une catégorie de société

Une personne physique peut être inscrite à la fois dans une catégorie de société et dans une catégorie de personne physique. Ainsi, un propriétaire unique inscrit comme société dans la catégorie de gestionnaire de portefeuille doit également s'inscrire comme personne physique dans la catégorie de représentant-conseil.

7.1. Catégories de courtier

L'activité de placeur est comprise dans celle de courtier dans certaines catégories. Les courtiers en placement peuvent agir comme placeur à l'égard de tous les titres. Les courtiers sur le marché dispensé peuvent aussi le faire dans des circonstances limitées.

Courtier sur le marché dispensé

En vertu du sous-paragraphe *d* du paragraphe 2 de l'article 7.1 du règlement, le courtier sur le marché dispensé peut seulement agir sur le « marché dispensé ». Les activités qu'il peut exercer sont liées aux dispenses de prospectus prévues par le Règlement 45-106. Elles comprennent les opérations avec les « investisseurs qualifiés » et les souscripteurs d'au moins 150 000 \$ de titres ainsi que les opérations sous le régime de la dispense de notice d'offre.

Le courtier sur le marché dispensé peut vendre des titres de fonds d'investissement (placés ou non au moyen d'un prospectus) sous le régime de ces dispenses sans s'inscrire comme courtier en épargne collective ni être membre de l'ACCFM.

Courtier d'exercice restreint

La catégorie d'inscription prévue au sous-paragraphe *e* du paragraphe 2 de l'article 7.1, permet aux courtiers spécialisés qui ne pourraient pas nécessairement s'inscrire dans une autre catégorie d'exercer des activités de courtage limitées. Elle ne doit être utilisée que s'il est justifié d'exercer l'activité envisagée en dehors de l'une des autres catégories d'inscription.

L'autorité assortit l'inscription de conditions qui limitent l'activité du courtier. Les ACVM coordonnent les conditions.

7.2. Catégories de conseiller

L'obligation d'inscription prévue à l'article 7.2 du règlement s'applique aux conseillers qui fournissent des conseils personnalisés, c'est-à-dire des conseils qui visent à répondre aux besoins et à la situation du client. Par exemple, le conseiller qui recommande un titre à un client fournit des conseils personnalisés.

Gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint

La catégorie de gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint prévue au paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 7.2 permet aux personnes physiques et aux sociétés de fournir des conseils sur des titres déterminés, sur certaines catégories de titres ou sur les titres d'une catégorie d'émetteurs.

L'autorité assortit l'inscription du gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint de conditions qui limitent son activité à un domaine précis, par exemple le secteur pétrolier et gazier.

7.3. Catégorie de gestionnaire de fonds d'investissement

Le gestionnaire de fonds d'investissement dirige l'entreprise, les activités et les affaires d'un fonds d'investissement. C'est lui qui crée le fonds d'investissement et qui est chargé de sa gestion et de son administration.

L'entité qui ne sait pas si elle doit s'inscrire comme gestionnaire de fonds d'investissement devrait établir si le fonds est un « fonds d'investissement » pour l'application de la législation en valeurs mobilières. L'article 1.2 de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* contient des indications sur la nature des fonds d'investissement.

Le gestionnaire de fonds d'investissement peut :

- faire de la publicité sur le fonds dont il assure la gestion sans être inscrit comme conseiller;
- faire la promotion du fonds auprès des courtiers inscrits sans être inscrit comme courtier.

Le gestionnaire de fonds d'investissement qui agit comme gestionnaire de portefeuille pour un fonds qu'il gère devrait évaluer s'il doit s'inscrire comme conseiller. S'il place des parts du fonds auprès d'investisseurs directement, il devrait établir s'il doit s'inscrire comme courtier.

Le gestionnaire de fonds d'investissement peut déléguer ou impartir certaines fonctions à d'autres fournisseurs de services, mais il conserve la responsabilité de ces fonctions et doit superviser ces fournisseurs. On trouvera des indications supplémentaires sur l'impartition à la partie 11 de la présente instruction générale.

Sociétés en commandite

Les fonds d'investissement établis sous forme de société en commandite devraient évaluer quelles entités auraient à s'inscrire comme gestionnaires de fonds d'investissement. Les inscriptions multiples peuvent ne pas être nécessaires si chaque commandité du groupe conclut un contrat avec un membre du groupe qui est l'unique gestionnaire de fonds d'investissement inscrit, auquel cas ce dernier ne peut être l'un des commandités.

PARTIE 8 DISPENSES D'INSCRIPTION

Le règlement prévoit plusieurs dispenses de l'obligation d'inscription. La législation en valeurs mobilières peut en contenir d'autres. Les personnes physiques agissant pour le compte d'une société dispensée de l'inscription en sont elles-mêmes dispensées.

Section 1 Dispense de l'inscription à titre de courtier et de placeur

Nous ne donnons aucune indication particulière sur les dispenses suivantes, car l'Instruction générale relative au Règlement 45-106 en fournit :

- l'article 8.12 [*Créance hypothécaire*];
- l'article 8.17 [*Plan de réinvestissement*];
- l'article 8.20 [*Contrats négociables – Alberta, Colombie-Britannique, Nouveau-Brunswick et Saskatchewan*].

8.5. Opération visée effectuée avec un courtier inscrit ou par son entremise

Cette dispense est ouverte dans les cas où une opération visée est effectuée sans intermédiaire, par exemple lorsqu'une personne physique ou une société l'effectue sur ses titres directement avec un courtier inscrit. La personne physique ou la société est toutefois tenue de s'inscrire si elle l'effectue sur les titres d'un tiers.

8.6. Conseiller – fonds d'investissement dont les titres ne sont pas placés au moyen d'un prospectus

Sous le régime de la dispense prévue à l'article 8.6 du règlement, le conseiller inscrit n'est pas tenu de s'inscrire comme courtier à l'égard d'une opération visée sur des titres d'un fonds d'investissement qui ne sont pas placés au moyen d'un prospectus lorsque sont réunies les conditions suivantes :

- le conseiller est, à l'égard du fond, à la fois conseiller et gestionnaire de fonds d'investissement;
- le conseiller place les titres du fonds seulement dans les comptes gérés de ses clients.

La dispense est également ouverte à ceux qui peuvent se prévaloir de la dispense en faveur des conseillers internationaux, prévue à l'article 8.26.

Les conseillers inscrits créent souvent des fonds d'investissement dont les parts ne sont pas placées au moyen d'un prospectus, afin de placer les fonds de leurs clients de façon efficiente. En émettant des parts de ces fonds à leurs clients, ils exercent l'activité de courtier.

Le paragraphe 2 de l'article 8.6 limite la dispense aux comptes gérés sous mandat discrétionnaire légitimes. La dispense n'est pas conçue pour permettre aux conseillers de placer au détail les parts de leurs fonds d'investissement au moyen d'un prospectus.

Les conseillers qui se prévalent de la dispense prévue à l'article 8.6 devraient vérifier s'ils ont l'obligation de s'inscrire comme gestionnaire de fonds d'investissement.

8.19. Régime enregistré d'épargne-études autogéré

Nous considérons que, la création d'un régime enregistré d'épargne-études autogéré, aux termes de l'article 8.19 du règlement, est une opération visée, que les actifs détenus sous le régime soient des titres ou non, car, au sens de la législation en valeurs mobilières de la plupart des territoires, un « titre » s'entend également d'un « document constituant une preuve de l'existence d'un intérêt dans un régime ou une fiducie de bourse d'études ou de promotion de l'instruction ».

L'article 8.19 prévoit une dispense de l'obligation d'inscription à titre de courtier en vue de réaliser l'opération visée lorsque le régime est créé, mais seulement aux conditions énoncées au paragraphe 2 de cet article.

Section 2 Dispense de l'inscription à titre de conseiller

8.25. Conseils généraux

L'article 8.25 du règlement prévoit une dispense de l'obligation d'inscription à titre de conseiller lorsque les conseils ne visent pas à répondre aux besoins particuliers du destinataire.

En général, nous considérons que les conseils portant sur des titres particuliers ne visent pas à répondre aux besoins particuliers du destinataire lorsqu'ils remplissent les conditions suivantes :

- ils consistent en une analyse générale des qualités et des risques associés aux titres;
- ils sont fournis dans des bulletins d'information sur l'investissement ou des articles de journaux ou de magazines à grand tirage ou encore au moyen de sites Web, du courriel, de sites de clavardage, de babillards électroniques, à la télévision ou à la radio;
- ils ne prétendent pas répondre aux besoins ou à la situation d'un destinataire en particulier.

Les conseils généraux de ce type peuvent aussi être fournis dans le cadre de conférences. Si toutefois une conférence a pour but de solliciter l'assistance et de générer la réalisation d'opérations sur des titres déterminés, nous pourrions considérer qu'il s'agit de conseils répondant à des besoins particuliers ou juger que la personne physique ou la société qui les donne exerce l'activité de courtier.

En vertu du paragraphe 3 de l'article 8.25, la personne physique ou la société qui se prévaut de la dispense et qui a un intérêt financier ou autre sur les titres qu'elle recommande doit en faire mention au destinataire lorsqu'elle fait la recommandation.

Section 3 Dispense d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement

8.28. Dispense pour les régimes de capitalisation

L'article 8.28 du règlement dispense la personne physique ou la société qui administre un régime de capitalisation de l'obligation d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement. Le gestionnaire de fonds d'investissement qui est également tenu de s'inscrire comme courtier ou conseiller ne bénéficie de la dispense qu'à l'égard de ses activités comme gestionnaire de fonds d'investissement.

Section 4 Dispense fondée sur la mobilité – sociétés

8.30. Dispense fondée sur la mobilité – sociétés

La dispense fondée sur la mobilité prévue à l'article 8.30 du règlement permet à la société inscrite de continuer à agir comme courtier ou conseiller avec un client qui déménage dans un autre territoire, sans s'y inscrire. L'article 2.2 [*Dispense fondée sur la mobilité des clients – personnes physiques*] offre une dispense analogue aux personnes physiques inscrites.

C'est le déménagement du client, et non de la personne inscrite, dans un autre territoire qui ouvre droit à la dispense fondée sur la mobilité. La société inscrite peut maintenir ses relations avec un maximum de dix clients « admissibles » par territoire. Le client, son conjoint et leurs enfants sont chacun un client admissible.

La société ne peut bénéficier de la dispense que si elle remplit les conditions suivantes :

- elle est inscrite dans son territoire principal;
- elle n'agit à titre de courtier, de placeur ou de conseiller dans l'autre territoire que dans la mesure où elle peut exercer ces activités dans son territoire principal selon son inscription;
- la personne physique qui agit pour son compte peut se prévaloir de la dispense prévue à l'article 2.2;
- elle se conforme aux dispositions des parties 13 [*Relations des personnes physiques et des sociétés avec les clients*] et 14 [*Tenue des comptes des clients – sociétés*];
- elle agit avec honnêteté, bonne foi et loyauté dans ses relations avec ses clients admissibles.

Responsabilités de la société pour les personnes physiques bénéficiant de la dispense

Pour qu'une personne physique puisse bénéficier de la dispense prévue à l'article 2.2, la société parrainante doit informer le client admissible que la personne physique et, le cas échéant, la société sont dispensées de s'inscrire dans l'autre territoire et ne sont pas assujetties aux obligations de la législation en valeurs mobilières de ce territoire.

Dès que possible après que la personne physique se prévaut de la dispense pour la première fois, sa société parrainante doit déposer le formulaire prévu à l'Annexe 31-103A3 dans l'autre territoire.

Le système de conformité de la société inscrite doit prévoir des politiques et des procédures appropriées de supervision des personnes physiques qui ont recours à la dispense fondée sur la mobilité. En outre, la société inscrite doit tenir des dossiers appropriés pour justifier qu'elle respecte les conditions dont cette dispense est assortie.

PARTIE 9 ADHÉSION À L'ORGANISME D'AUTORÉGLÉMENTATION

9.3. Dispenses de certaines obligations pour les membres des OAR

L'article 9.3 du règlement dispense les courtiers en placement qui sont membres de l'OCRCVM et, sauf au Québec, les courtiers en épargne collective membres de l'ACCFM de l'application de certaines obligations. Toutefois, cet article ne dispense pas le membre d'un OAR qui est inscrit dans une autre catégorie des obligations liées à son inscription dans l'autre catégorie. Par exemple, il ne dispense pas une société inscrite des obligations qui lui incombent comme gestionnaire de fonds d'investissement en vertu du règlement si elle est inscrite à la fois dans cette catégorie et comme courtier en placement auprès de l'OCRCVM.

PARTIE 10 SUSPENSION ET RADIATION D'OFFICE DE L'INSCRIPTION DES SOCIÉTÉS

La législation en valeurs mobilières de chaque territoire énonce les dispositions relatives à la radiation de l'inscription sur demande ainsi que des dispositions additionnelles relatives à la suspension et à la radiation d'office de l'inscription. Les indications formulées dans la partie 10 portent autant sur les dispositions de la législation en valeurs mobilières que celles du règlement.

Il n'existe aucune obligation de renouvellement de l'inscription, mais les sociétés doivent acquitter des droits annuels afin de maintenir leur inscription et celle des personnes physiques agissant pour leur compte. Une société inscrite peut exercer les activités rattachées à son inscription jusqu'à ce que celle-ci soit :

- suspendue automatiquement en vertu du règlement;
- suspendue par l'autorité, dans certaines circonstances;
- radiée à la demande de la société.

Section 1 Suspension de l'inscription d'une société

Suspension

La société dont l'inscription est suspendue doit cesser d'exercer l'activité pour laquelle elle est inscrite, mais demeure une personne inscrite relevant de la compétence de l'autorité. L'inscription demeure suspendue jusqu'à ce que l'autorité la rétablisse ou la radie d'office.

Si une société inscrite dans plusieurs catégories est suspendue dans l'une d'entre elles, l'autorité évalue s'il convient de suspendre son inscription dans les autres catégories ou de l'assortir de conditions, sous réserve du droit de la société d'être entendue.

Suspension automatique

L'inscription d'une société est suspendue automatiquement dans les cas suivants :

- elle ne paie pas les droits annuels dans les 30 jours de l'échéance;
- elle cesse d'être membre de l'OCRCVM;
- sauf au Québec, elle cesse d'être membre de l'ACCFM.

La société dont l'inscription est automatiquement suspendue n'a pas l'occasion d'être entendue par l'autorité.

10.1. Non-paiement des droits

En vertu de l'article 10.1 du règlement, toute société qui n'a pas payé ses droits annuels dans les 30 jours de l'échéance voit son inscription suspendue automatiquement.

10.2. Révocation ou suspension de l'adhésion à l'OCRCVM

En vertu de l'article 10.2 du règlement, toute société dont l'OCRCVM suspend ou révoque l'adhésion voit son inscription comme courtier en placement suspendue jusqu'à son rétablissement ou sa radiation d'office.

10.3. Suspension de l'adhésion à l'ACCFM

En vertu de l'article 10.3 du règlement, toute société dont l'ACCFM suspend ou révoque l'adhésion voit son inscription comme courtier en épargne collective suspendue

jusqu'à son rétablissement ou sa radiation d'office. L'article 10.3 ne s'applique pas au Québec.

Suspension dans l'intérêt public

Si l'autorité estime qu'il n'est plus dans l'intérêt public de maintenir l'inscription d'une société, elle peut la suspendre en vertu des pouvoirs que la législation en valeurs mobilières lui confère. Elle peut le faire si elle a de sérieuses réserves sur l'aptitude à l'inscription de la société ou de ses personnes physiques inscrites. Tel pourrait être le cas, par exemple, si la société ou l'une de ses personnes inscrites ou autorisées est accusée d'avoir commis un acte criminel, en particulier une fraude ou un vol.

Rétablissement de l'inscription

Le « rétablissement » est la levée de la suspension. La société dont l'inscription est rétablie peut reprendre l'activité pour laquelle elle est inscrite.

Section 2 Radiation d'office de l'inscription d'une société

Radiation d'office

10.5. Radiation d'office de l'inscription suspendue – sociétés

10.6. Exception pour les sociétés convoquées à une audience

En vertu des articles 10.5 et 10.6 du règlement, la société dont l'inscription est suspendue en application de la partie 10 et qui n'a pas été rétablie voit son inscription radiée d'office au deuxième anniversaire de la suspension, sauf si une audience la concernant est ouverte, auquel cas la suspension se poursuit.

La « radiation d'office » met fin à l'inscription de la société. La société dont l'inscription a été radiée d'office doit présenter une demande pour se réinscrire.

Radiation sur demande

Une société peut demander en tout temps la radiation de son inscription dans une ou plusieurs catégories. Il n'existe pas de formulaire obligatoire de demande de radiation. La société doit adresser la demande à son autorité principale. Si l'Ontario est un territoire autre que le territoire principal, la société doit également adresser sa demande à l'autorité ontarienne. Pour en connaître davantage sur les demandes de radiation, consulter l'*Instruction générale relative au Règlement 11-102 sur le régime de passeport*.

Avant que l'autorité accueille la demande de radiation de l'inscription d'une société, celle-ci doit fournir la preuve qu'elle a adéquatement veillé à l'intérêt de ses clients. Cette preuve n'est pas exigée de la personne physique inscrite qui demande la radiation parce que la société parrainante demeure responsable des obligations envers les clients qui ont été servis par cette personne physique.

L'autorité n'a pas à approuver la demande. Elle peut toutefois suspendre l'inscription ou l'assortir de conditions dans l'intérêt public.

Lors de l'étude de la demande, l'autorité peut considérer les actes de la société, l'exhaustivité de la demande et les documents justificatifs.

Les actes de la société

L'autorité peut prendre en considération les points suivants :

- La société inscrite a-t-elle cessé les activités nécessitant l'inscription?
- Propose-t-elle une date de cessation comprise dans un délai de six mois après la date de la demande de radiation?

- A-t-elle payé tous les droits exigibles et déposé tous les documents à déposer au moment du dépôt de la demande de radiation?

L'exhaustivité de la demande

L'autorité peut notamment s'attendre à trouver ce qui suit dans la demande :

- les raisons pour lesquelles la société cesse les activités nécessitant l'inscription;
- une preuve suffisante que la société a donné à tous ses clients un avis raisonnable de son intention de cesser les activités nécessitant l'inscription et notamment une explication des conséquences pratiques pour eux;
- une preuve suffisante que la société a remis un avis valable à l'OAR, le cas échéant.

Les documents justificatifs

L'autorité peut s'attendre à trouver ce qui suit :

- la preuve que la société a réglé toutes les plaintes de ses clients et tous les litiges, respecté tous les jugements ou pris des dispositions raisonnables pour régler les paiements connexes ainsi que tout paiement relatif à des plaintes de clients et à des règlements et obligations ultérieurs;
- la confirmation que toutes les sommes d'argent et tous les titres dus aux clients ont été rendus ou transférés à une autre personne inscrite, si possible, conformément aux instructions du client;
- des états financiers vérifiés à jour et la lettre d'accord présumé du vérificateur;
- la preuve que la société a satisfait à toute obligation à laquelle l'OAR dont elle est membre subordonne le retrait de l'adhésion;
- l'attestation d'un dirigeant ou d'un associé à l'appui de ces documents.

PARTIE 11 CONTRÔLE INTERNE ET SYSTÈMES

Pratiques commerciales – impartition

La société inscrite a la responsabilité de toutes les fonctions imparties. Elle devrait conclure un contrat écrit ayant force exécutoire et énonçant les attentes des parties à la convention d'impartition.

La société inscrite devrait adopter des pratiques commerciales prudentes consistant notamment à effectuer un contrôle diligent de tiers fournisseurs de services éventuels, y compris les membres du même groupe qu'elle. Le contrôle diligent consiste à évaluer leur réputation, leur stabilité financière, leurs contrôles internes pertinents et leur capacité globale à fournir les services.

La société devrait également :

- vérifier que les tiers fournisseurs de services ont des mesures adéquates de protection de la confidentialité de l'information et, s'il y a lieu, des capacités de reprise après sinistre adéquates;
- examiner continuellement la qualité des services impartis;

- élaborer et mettre à l'essai un plan de poursuite des activités pour réduire les perturbations pour ses activités et ses clients dans l'éventualité où les fournisseurs de services n'exécuteraient pas leur mandat d'une manière satisfaisante;
- tenir compte des autres prescriptions légales applicables, comme celles de la législation sur la protection de la vie privée, lorsqu'elle conclut des conventions d'impartition.

L'autorité, la société inscrite et ses vérificateurs devraient bénéficier du même accès au produit du travail du fournisseur de services que si les activités étaient exercées par la société elle-même. La société devrait veiller à ce que cet accès soit fourni et prévoir une clause à ce sujet dans le contrat conclu avec le fournisseur au besoin.

Section 1 Conformité

11.1. Système de conformité

Principes généraux

En vertu de l'article 11.1 du règlement, les sociétés inscrites doivent établir, maintenir et appliquer des politiques et des procédures instaurant un système de contrôle et de supervision (un « système de conformité ») qui remplit les fonctions suivantes :

- fournir l'assurance que la société et les personnes physiques agissant pour son compte respectent la législation en valeurs mobilières;
- gérer les risques liés à son activité conformément aux pratiques commerciales prudentes.

Il est essentiel que la société inscrite se dote d'un système de conformité efficace pour demeurer apte à l'inscription. En effet, un tel système fournit l'assurance raisonnable que la société inscrite respecte et continuera de respecter toutes les dispositions de la législation en valeurs mobilières et les règles applicables des OAR, et qu'elle gère les risques avec prudence. Le système devrait comporter des contrôles internes et des mécanismes raisonnablement susceptibles de détecter les problèmes de non-conformité à un stade précoce, et permettre à la société de redresser rapidement toute conduite non conforme.

La conformité est la responsabilité de tous au sein d'une société. Tous les intervenants de la société, y compris les administrateurs ou les associés, les membres de la direction, les salariés et les mandataires, qu'ils soient inscrits ou non, devraient comprendre les normes de conduite applicables à leur rôle respectif. Le fait qu'il existe une personne désignée responsable et un chef de la conformité ainsi que, dans les grandes sociétés, un groupe de contrôle de la conformité et des responsables de la supervision n'exempte personne de l'obligation de signaler et de résoudre les problèmes de conformité. Le système de conformité devrait désigner les suppléants chargés d'agir en l'absence du chef de la conformité ou de la personne désignée responsable.

Éléments d'un système de conformité efficace

Les politiques et les procédures sont essentielles mais ne constituent pas en soi un système de conformité acceptable. Un système efficace comprend également des contrôles internes et la supervision.

Les contrôles internes

Les contrôles internes sont un élément important du système de conformité. Ils devraient atténuer les risques et protéger les actifs de la société et des clients. Ils devraient permettre à la société de vérifier si elle respecte la législation en valeurs mobilières et de gérer les risques auxquels ses activités sont exposées, notamment les risques occasionnés par :

- le blanchiment d'argent;
- les activités de négociation;
- les interruptions d'activité;
- les stratégies de couverture.

La supervision

La supervision est une composante essentielle du système de conformité. Elle consiste en la supervision quotidienne et le contrôle systémique.

a) La supervision quotidienne

La supervision quotidienne consiste à :

- dépister les cas de non-conformité;
- prendre des mesures correctrices;
- réduire le risque de non-conformité dans les secteurs clés des activités de la société.

Les mesures de réduction du risque comprennent généralement l'approbation des documents relatifs aux nouveaux comptes, le contrôle et, dans certains cas, l'approbation des opérations, ainsi que l'approbation des documents publicitaires et la prévention de l'utilisation ou de la divulgation abusives d'information privée.

Quiconque supervise les personnes physiques inscrites à la responsabilité, pour le compte de la société, de prendre toutes les mesures raisonnables pour veiller à ce que chacune d'elles :

- agisse avec honnêteté, bonne foi et loyauté avec les clients;
- se conforme à la législation en valeurs mobilières;
- se conforme aux politiques et procédures de la société;
- maintienne un niveau de compétence approprié.

b) Le contrôle systémique

Le contrôle systémique consiste à évaluer l'efficacité du système de conformité de la société inscrite ainsi qu'à formuler des recommandations et à faire rapport en la matière. Il s'agit notamment de veiller à ce que :

- la supervision quotidienne soit raisonnablement efficace pour dépister les manquements et les corriger rapidement;
- les politiques et procédures soient appliquées et demeurent à jour;
- les politiques et procédures et la législation en valeurs mobilières soient comprises et respectées par tous au sein de la société.

Éléments particuliers

Plus précisément, un système de conformité efficace comprend les éléments suivants :

a) Un engagement manifeste

La haute direction et le conseil d'administration ou les associés doivent assumer un engagement manifeste à l'égard de la conformité.

b) Des ressources et une formation suffisantes

La société devrait disposer de ressources suffisantes pour faire fonctionner un système de conformité efficace. Des personnes physiques qualifiées (y compris les suppléants, en cas d'absence) devraient avoir la responsabilité et le pouvoir de surveiller la conformité de la société, de détecter les cas de non-conformité et de prendre des mesures pour les corriger.

La société devrait offrir un programme de formation permettant à tous de comprendre les normes de conduite et le rôle de chacun dans le système de conformité, notamment des communications et une formation continues concernant les changements apportés aux obligations réglementaires ou aux politiques et procédures de la société.

c) Des politiques et des procédures détaillées

La société devrait avoir des politiques et des procédures écrites détaillées qui :

- définissent les contrôles internes que la société appliquera afin de s'assurer du respect de la législation et de gérer les risques;
- établissent ses normes de conduite en matière de conformité avec la législation, notamment en valeurs mobilières, et les systèmes destinés à les appliquer et à en contrôler l'observation;
- définissent clairement le rôle de chacun, quand et de quelle façon;
- soient faciles à consulter;
- soient mises à jour en fonction des changements apportés à ses obligations réglementaires et pratiques commerciales;
- prennent en considération son obligation, en vertu de la législation en valeurs mobilières, d'agir avec honnêteté, bonne foi et loyauté dans ses relations avec ses clients.

d) Des dossiers détaillés

La société devrait tenir des dossiers des activités entreprises pour détecter les lacunes en matière de conformité.

Établissement du système de conformité

Il appartient à chaque société inscrite d'établir le système de conformité qui convient le mieux à ses activités, compte tenu de sa taille et de la portée de ses activités, notamment de ses produits, du type de clients ou de contreparties avec lesquels elle traite, des risques auxquels elle est exposée et de ses contrôles correctifs, ainsi que de tout autre facteur pertinent.

Par exemple, une grande société inscrite qui exerce des activités diverses peut avoir besoin d'une équipe importante de spécialistes en conformité et de plusieurs responsables divisionnaires de la conformité relevant d'un chef de la conformité qui se consacre entièrement à cette fonction.

Bien que toutes les sociétés doivent disposer de politiques, de procédures et de systèmes justifiant de leur conformité, certains des éléments susmentionnés peuvent être inutiles ou impossibles à mettre en œuvre pour les petites sociétés inscrites.

Nous encourageons les sociétés à suivre, voire surpasser, les pratiques exemplaires du secteur pour se conformer aux obligations réglementaires.

11.2. Nomination de la personne désignée responsable

Le paragraphe 1 de l'article 11.2 du règlement prévoit que les sociétés inscrites doivent nommer une personne physique comme personne désignée responsable. Elles devraient veiller à ce que cette personne comprenne et puisse exécuter les obligations incombant à cette fonction en vertu de l'article 5.1.

La personne désignée responsable doit être :

- soit le chef de la direction de la société inscrite;
- soit son propriétaire unique;
- soit le dirigeant responsable d'une de ses divisions qui exerce toutes les activités exigeant l'inscription;
- soit une personne physique exerçant des fonctions analogues.

Si la personne désignée responsable ne remplit plus l'une de ces conditions et que la société inscrite ne peut nommer de successeur à cette fonction, la société devrait aviser rapidement l'autorité des mesures prises pour nommer une personne désignée responsable admissible.

11.3. Nomination du chef de la conformité

En vertu du paragraphe 1 de l'article 11.3 du règlement, les sociétés inscrites doivent nommer une personne physique comme chef de la conformité. Elles devraient veiller à ce que cette personne comprenne et puisse exécuter les obligations incombant à cette fonction en vertu de l'article 5.2.

Le chef de la conformité doit satisfaire à toutes les obligations de compétence applicables en vertu de la partie 3 du règlement et être :

- soit un des dirigeants ou associés de la société inscrite;
- soit son propriétaire unique.

Si le chef de la conformité ne remplit plus l'une de ces conditions et que la société inscrite ne peut nommer de successeur à cette fonction, la société devrait aviser rapidement l'autorité des mesures prises pour nommer un chef de la conformité admissible.

Section 2 Tenue de dossiers

En vertu de la législation en valeurs mobilières, l'autorité peut accéder aux dossiers des sociétés inscrites, les consulter et les reproduire. Elle peut aussi effectuer des examens de conformité planifiés et non planifiés.

11.5. Dispositions générales concernant les dossiers

En vertu du paragraphe 1 de l'article 11.5 du règlement, les sociétés inscrites doivent tenir des dossiers afin de consigner avec exactitude leurs activités commerciales, leurs affaires financières et les opérations de leurs clients, et afin de justifier de leur respect de la législation en valeurs mobilières.

Voici des indications sur les éléments des dossiers visés au paragraphe 2 de l'article 11.5.

Affaires financières

Les dossiers visés aux sous-paragraphes *a* à *c* du paragraphe 2 de l'article 11.5 sont ceux que les sociétés doivent maintenir pour être en mesure d'établir et de déposer leur information financière, d'établir la situation du capital, y compris le calcul de l'excédent du fonds de roulement, et de justifier du respect des obligations en matière de capital et d'assurance.

Opérations des clients

Les dossiers visés aux sous-paragraphes *g* à *i*, *l* et *n* du paragraphe 2 de l'article 11.5 sont ceux que les sociétés doivent maintenir pour documenter de façon exacte et exhaustive les opérations effectuées pour le compte de leurs clients. Nous nous attendons à ce que les sociétés conservent les notes des communications verbales avec les clients ainsi que l'ensemble des communications écrites avec eux, notamment les courriels, le courrier ordinaire et les télécopies, qui pourraient avoir une incidence sur le compte du client ou sur les relations de ce dernier avec la société. Toutefois, nous ne nous attendons pas à ce qu'elles consignent chaque message vocal ou courriel, ni à ce qu'elles enregistrent toutes les conversations téléphoniques avec les clients.

Les dossiers visés au sous-paragraphe *g* du paragraphe 2 de l'article 11.5 devraient contenir de l'information au sujet des opérations de souscription, d'achat ou de vente, d'indications de clients, des opérations sur marge et de toutes les autres activités relatives au compte du client. Ils indiquent toutes les mesures prises jusqu'à l'exécution, au règlement et à la compensation des opérations, comme les opérations sur les marchés boursiers, les systèmes de négociation parallèle, les marchés hors cote et les marchés obligataires ainsi que les placements de titres sous le régime d'une dispense de prospectus et les opérations sur ces titres.

Ces dossiers contiennent, par exemple, les éléments suivants :

- les avis d'exécution d'opération;
- l'information sommaire au sujet des activités d'un compte;
- les communications entre la personne inscrite et son client au sujet d'opérations données;
- le relevé des opérations relatives à des titres détenus par le client, par exemple les dividendes ou les intérêts versés ou les activités d'un régime de réinvestissement des dividendes.

En vertu du sous-paragraphe *l* du paragraphe 2 de l'article 11.5, les sociétés doivent tenir des dossiers justifiant du respect des obligations de connaissance du client prévues à l'article 13.2 et de convenance au client prévues à l'article 13.3. Cela comprend les dossiers relatifs aux opérations ne convenant pas au client, en application du paragraphe 2 de l'article 13.3.

Relations avec les clients

Les dossiers prévus aux sous-paragraphes *k* et *m* du paragraphe 2 de l'article 11.5 devraient contenir de l'information au sujet des relations entre la société inscrite et ses clients et de toute relation de ses représentants avec ceux-ci.

Ces dossiers contiennent notamment les éléments suivants :

- les communications entre la société et les clients, et notamment l'information fournie aux clients et les conventions avec eux;
- l'information demandée à l'ouverture du compte;
- l'information sur tout changement de situation fournie par le client;

- l'information fournie par la société, dont l'information sur la relation;
- les conventions de compte sur marge;
- les communications relatives aux plaintes formulées par le client;
- les mesures prises par la société relativement aux plaintes;
- les communications qui n'ont pas trait à une opération en particulier;
- les dossiers des conflits d'intérêts.

Chaque dossier visé au sous-paragraphe *k* du paragraphe 2 de l'article 11.5 devrait indiquer clairement le nom du titulaire du compte et le compte auquel il se rapporte. L'information qu'il contient ne devrait porter que sur les comptes d'un titulaire ou d'un groupe en particulier. Par exemple, les personnes inscrites devraient tenir des dossiers distincts sur les comptes courants d'une personne physique et sur les comptes de toute entité juridique qui lui appartient ou qu'elle détient conjointement avec une autre personne.

Le cas échéant, les détails financiers devraient indiquer s'ils se rapportent à une personne physique ou à une famille, ce qui comprend le revenu et la valeur nette du conjoint. Les détails financiers sur les comptes d'une entité juridique devraient indiquer s'ils se rapportent à l'entité en question ou à ses propriétaires.

Si la société inscrite autorise ses clients à remplir eux-mêmes les formulaires d'ouverture de compte, ces formulaires doivent être rédigés en langage simple et éviter les termes peu connus des clients non avertis.

Contrôles internes

Les dossiers visés aux sous-paragraphe *d* à *f*, *j* et *o* du paragraphe 2 de l'article 11.5 sont ceux que les sociétés doivent tenir à l'appui des volets contrôles internes et supervision de leur système de conformité.

11.6. Forme, accessibilité et conservation des dossiers

Accès des tiers aux dossiers

En vertu du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de l'article 11.6 du règlement, les sociétés inscrites doivent conserver leurs dossiers en lieu sûr, ce qui consiste notamment à empêcher tout accès non autorisé à l'information, surtout les renseignements confidentiels des clients. Elles devraient exercer une vigilance particulière si elles conservent des documents comptables dans un établissement auquel un tiers pourrait également avoir accès. En pareil cas, elles devraient conclure avec le tiers une convention de confidentialité.

Section 3 Certaines opérations commerciales

11.8. Vente liée

L'article 11.8 du règlement interdit aux personnes physiques et aux sociétés de se livrer à certaines pratiques commerciales abusives, comme la vente de titres conditionnelle à l'achat d'un autre produit ou service offert par la personne inscrite ou un membre du même groupe. Les pratiques de ce genre sont appelées « vente liée ». Nous sommes d'avis qu'une institution financière contreviendrait à cet article si, par exemple, elle consentait un prêt à un client à condition qu'il souscrive des titres d'organismes de placement collectif qu'elle parraine.

Cependant, l'article 11.8 ne vise pas à interdire la tarification sur mesure ni aucune autre entente avantageuse similaire. La tarification sur mesure est une pratique du secteur qui consiste à offrir des avantages ou des incitatifs financiers à certains clients.

11.9. Acquisition de titres ou d'actifs d'une société inscrite par une personne inscrite

L'article 11.9 du règlement prévoit que les sociétés sont tenues de donner un préavis à l'autorité avant d'acquérir des titres ou des actifs d'une société inscrite ou de sa société mère. Pour l'application de cet article, le livre de commerce d'une société inscrite constitue une « partie substantielle des actifs » de cette société. Le préavis donne à l'autorité l'occasion d'examiner les questions de propriété qui pourraient compromettre l'aptitude de la société à l'inscription.

Le paragraphe 4 de cet article ne s'applique pas en Colombie-Britannique, mais l'autorité de ce territoire a, en vertu des articles 36 et 161 du *Securities Act*, le pouvoir discrétionnaire de subordonner l'inscription à des conditions, à des restrictions ou à des obligations ou encore de la suspendre ou de la radier d'office lorsqu'elle estime qu'une acquisition compromettrait l'aptitude de la personne inscrite à l'inscription ou serait contraire à l'intérêt public. Si l'autorité exerce son pouvoir, la personne inscrite a le droit d'être entendue, sauf lorsque l'autorité prononce une ordonnance temporaire en vertu de l'article 161 susmentionné.

11.10. Société inscrite dont les titres font l'objet d'une acquisition

Conformément à l'article 11.10 du règlement, les sociétés inscrites doivent donner un préavis à l'autorité lorsqu'elles savent ou ont des motifs de croire qu'une personne physique ou une société est sur le point d'acquérir plus de 10 % de leurs titres avec droit de vote ou de ceux de leur société mère. Le préavis donne à l'autorité l'occasion d'examiner les questions de propriété qui pourraient compromettre l'aptitude de la société à l'inscription.

Il est à prévoir que la personne physique ou la société qui acquiert des actifs d'une société inscrite et qui n'est pas encore inscrite aurait à demander l'inscription. Nous évaluerons leur aptitude à l'inscription au moment de leur demande.

Le paragraphe 5 de l'article 11.10 ne s'applique pas en Colombie-Britannique, mais l'autorité de ce territoire a, en vertu des articles 36 et 161 du *Securities Act*, le pouvoir discrétionnaire de subordonner l'inscription à des conditions, à des restrictions ou à des obligations ou encore de la suspendre ou de la radier d'office lorsqu'elle estime qu'une acquisition compromettrait l'aptitude de la personne inscrite à l'inscription ou serait contraire à l'intérêt public. Si l'autorité exerce son pouvoir, la personne inscrite a le droit d'être entendue, sauf lorsque l'autorité prononce une ordonnance temporaire en vertu de l'article 161 susmentionné.

PARTIE 12 SITUATION FINANCIÈRE

Section 1 Fonds de roulement

12.1. Obligations en matière de capital

L'article 12.1 du règlement prévoit que les sociétés inscrites dont l'excédent du fonds de roulement calculé est inférieur à zéro sont tenues d'en aviser l'autorité.

Les sociétés inscrites devraient connaître la situation de leur fonds de roulement en tout temps, ce qui peut exiger un calcul quotidien. La fréquence du calcul du fonds de roulement dépend d'une multiplicité de facteurs, notamment la nature des activités et la taille de la société ainsi que la stabilité des éléments composant le fonds. Ainsi, une société à propriétaire unique peut n'avoir à le calculer qu'une fois par mois si elle peut compter sur une source de fonds de roulement stable et sûre.

Non-cumul des obligations relatives au fonds de roulement

Les obligations des sociétés en matière de fonds de roulement qui sont prévues à l'article 12.1 ne sont pas cumulatives. Les sociétés qui sont inscrites dans plusieurs catégories doivent satisfaire aux obligations les plus élevées de toutes ces catégories, sauf les gestionnaires de fonds d'investissement qui sont également inscrits comme gestionnaires de portefeuille et qui remplissent les conditions de la dispense établie à

l'article 8.6. Ceux-ci ne sont tenus de satisfaire qu'aux obligations, moins exigeantes, des gestionnaires de portefeuille.

Insolvabilité ou faillite des personnes inscrites

L'autorité examine les circonstances de l'insolvabilité ou de la faillite des personnes inscrites au cas par cas. Si elle a des réserves, elle peut assortir l'inscription de conditions, comme la supervision stricte de la personne inscrite et la remise de rapports de suivi, ou encore suspendre l'inscription.

Section 2 Assurance

Limites de la garantie

Les personnes inscrites doivent maintenir un cautionnement ou une assurance qui prévoit une « double limite d'indemnité globale » ou le « rétablissement intégral de la couverture » (c'est-à-dire une assurance sans plafond de garantie). La plupart des polices offertes par les assureurs prévoient un plafond de garantie limitant l'indemnité par perte et le nombre ou la valeur des pertes pendant la durée de la garantie.

Une « double limite d'indemnité globale » prévoit une limite pour chaque réclamation. Le montant total qui peut être réclamé pendant la durée de la garantie est le double de cette limite. Par exemple, le conseiller qui souscrit une assurance d'institution financière de 50 000 \$ par clause et prévoyant une double limite d'indemnité globale est assuré pour 50 000 \$ par demande d'indemnité, jusqu'à concurrence de 100 000 \$ pour l'ensemble des demandes d'indemnité pendant la durée de la garantie.

Selon les polices d'assurance prévoyant le rétablissement intégral de la couverture ou sans plafond de garantie, chaque demande d'indemnité est limitée mais pas le nombre de demandes d'indemnité ou de pertes pendant la durée de la garantie. Par exemple, le conseiller qui souscrit une assurance d'institution financière de 50 000 \$ par clause et prévoyant le rétablissement intégral de la couverture est assuré pour un maximum de 50 000 \$ par demande d'indemnité, mais le total qui peut être réclamé pendant la durée de la garantie n'est pas limité.

12.4. Assurance – conseiller

Les obligations d'assurance du conseiller dépendent en partie du fait qu'il détient ou non des actifs des clients ou qu'il y a accès ou non.

Il a accès à des actifs de clients ou en détient s'il se trouve dans l'une des situations suivantes :

- il détient des titres ou des sommes des clients pendant une certaine période;
- il accepte des fonds de la part des clients (par exemple sous forme de chèque à son nom);
- il accepte des fonds des clients de la part d'un dépositaire (par exemple des fonds des clients qui sont déposés dans son compte bancaire ou son compte en fiducie avant qu'il ne fasse un chèque aux clients);
- il a le moyen d'accéder aux actifs des clients.
- il détient les fonds ou les titres des clients ou y a accès à quelque titre que ce soit;
- il a le pouvoir (par exemple en vertu d'une procuration) de retirer des fonds ou des titres des comptes des clients;
- il a le pouvoir de débiter les comptes des clients pour payer des factures qui ne se rapportent pas aux frais de gestion;

- il agit à titre de fiduciaire pour les clients;
- il agit comme gestionnaire ou commandité à l'égard de fonds d'investissement.

12.6. Cautionnement ou assurance globale

Les personnes inscrites peuvent être assurées par une police d'assurance globale, c'est-à-dire l'assurance souscrite par leur société mère pour elle-même et ses filiales ou les membres du même groupe. Les sociétés inscrites devraient veiller à ce que les demandes d'indemnité des autres entités assurées par une police d'assurance globale n'aient aucune incidence sur leur garantie.

Section 4 Information financière

12.14. Transmission de l'information financière – gestionnaire de fonds d'investissement

Erreurs de valeur liquidative et ajustements

Conformément à l'article 12.14 du règlement, le gestionnaire de fonds d'investissement est tenu de transmettre régulièrement à l'autorité, entre autres, une description de tout ajustement de la valeur liquidative. Il faut procéder à un ajustement de la valeur liquidative lorsqu'une erreur importante a été commise et que la valeur liquidative par part ne correspond pas à la véritable valeur liquidative par part au moment du calcul.

Voici des exemples de causes d'erreurs de valeur liquidative :

- l'attribution d'un prix erroné à un titre;
- l'enregistrement erroné d'un événement de marché;
- l'utilisation d'un nombre erroné de parts émises et en circulation;
- l'utilisation ou la comptabilisation de charges et de produits incorrects;
- l'utilisation de taux de change erronés lors de l'évaluation;
- une erreur humaine, comme la saisie d'une valeur incorrecte.

Nous nous attendons à ce que les gestionnaires de fonds d'investissement se dotent de politiques qui définissent clairement la notion d'erreur importante nécessitant un ajustement et précisent les seuils ainsi que la façon de corriger les erreurs. Le gestionnaire de fonds d'investissement qui n'a pas établi de seuil peut juger bon d'appliquer celui qui est prévu dans le Bulletin n° 22 de l'IFIC ou d'adopter une politique plus rigoureuse.

PARTIE 13 RELATIONS DES PERSONNES PHYSIQUES ET DES SOCIÉTÉS AVEC LES CLIENTS

Section 1 Connaissance du client et convenance au client

13.2. Connaissance du client

Principes généraux

Les personnes inscrites ont comme fonction de préserver l'intégrité des marchés financiers. Elles doivent se garder, même par omission, de contribuer à des comportements qui entachent la réputation des marchés. Dans l'exercice de cette fonction, elles doivent s'acquitter de l'obligation de connaissance du client prévue à l'article 13.2 du règlement, obligation qui est un exercice de diligence raisonnable et qui requiert d'établir l'identité du client. Son respect peut aider à ce que les opérations soient effectuées conformément aux lois sur les valeurs mobilières.

L'information servant à connaître le client est à la base de l'évaluation de la convenance des opérations. Elle contribue à protéger le client, la personne inscrite et l'intégrité des marchés financiers. Pour remplir leur obligation de connaissance du client, les personnes inscrites doivent prendre des mesures raisonnables pour obtenir cette information et la mettre à jour régulièrement.

Vérification de la réputation du client

En vertu du sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 de l'article 13.2, la personne inscrite est tenue d'établir, s'il y a lieu, la réputation du client. Elle doit se renseigner raisonnablement pour résoudre tout doute au sujet de sa réputation et notamment faire des efforts raisonnables pour déterminer, par exemple, la nature de son activité.

Identification des initiés

Conformément au sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 13.2, les personnes inscrites doivent prendre des mesures raisonnables pour établir si le client est initié à l'égard d'un émetteur assujéti ou de tout émetteur dont les titres sont négociés sur un marché. Selon nous, les « mesures raisonnables » consistent notamment à expliquer au client ce qu'est un initié et ce qu'on entend par négociation de titres sur un marché.

Pour l'application de ce sous-paragraphe, l'expression « émetteur assujéti » s'entend au sens qui lui est donné dans la législation en valeurs mobilières, et « tout émetteur » désigne tout émetteur dont les titres sont négociés sur un marché, qu'il soit canadien, étranger, boursier ou hors cote. Cette définition ne vise pas les émetteurs dont les titres ont été placés par voie de placement privé et qui ne sont pas négociables.

Mise à jour de l'information relative à la connaissance du client

En vertu du paragraphe 4 de l'article 13.2, la personne inscrite est tenue de prendre des mesures raisonnables pour tenir à jour l'information relative à la connaissance du client.

Selon nous, l'information est « à jour » si elle l'est suffisamment pour évaluer la convenance des opérations. Par exemple, le gestionnaire de portefeuille disposant d'un mandat discrétionnaire devrait mettre à jour fréquemment l'information de ses clients, mais il suffirait au courtier qui ne recommande des opérations qu'occasionnellement de s'assurer que l'information est à jour au moment de l'opération ou de la recommandation.

13.3. Convenance au client

En vertu du paragraphe 1 de l'article 13.3 du règlement, la personne inscrite est tenue de prendre des mesures raisonnables pour s'assurer qu'une opération convient au client avant de lui faire une recommandation ou d'accepter ses instructions.

Afin de remplir cette obligation, la personne inscrite devrait connaître à fond tous les produits qu'elle négocie pour le compte du client ou lui recommande. C'est ce qu'on appelle aussi l'obligation de connaissance du produit. La personne inscrite devrait connaître chaque produit suffisamment pour le comprendre et expliquer au client les risques qu'il comporte, ses caractéristiques principales ainsi que les frais initiaux et permanents qui s'y rattachent. Le fait que la société inscrite a approuvé la vente d'un produit par ses représentants ne signifie pas qu'il convient à tous les clients. La personne physique inscrite doit tout de même évaluer la convenance de chaque opération à chaque client.

Les personnes inscrites doivent également connaître et respecter les conditions des dispenses invoquées pour vendre ou placer un produit.

Dans tous les cas, nous nous attendons à ce que les personnes inscrites soient en mesure d'exposer la procédure suivie pour évaluer la convenance de manière appropriée dans les circonstances.

Interdiction de déléguer l'obligation d'évaluer la convenance au client

Les personnes inscrites ne peuvent pas :

- déléguer leur obligation d'évaluer la convenance au client;
- exécuter leur obligation en se contentant d'indiquer les risques que l'opération comporte.

Seuls les clients autorisés peuvent renoncer à leur droit à l'évaluation de la convenance. Les personnes inscrites doivent effectuer l'évaluation pour tous les autres clients. La personne inscrite qui reçoit du client des instructions lui demandant d'effectuer une opération qui ne convient pas à ce dernier ne peut autoriser l'opération avant de l'avoir averti conformément au paragraphe 2 de l'article 13.3.

Facteurs déterminant l'information relative à la convenance au client

L'information dont la personne inscrite a besoin pour évaluer la convenance d'une opération dépend des facteurs suivants :

- la situation du client;
- le type de titre;
- la relation entre le client et la personne inscrite;
- le modèle d'entreprise de la personne inscrite.

Dans certains cas, la personne inscrite a besoin d'information détaillée sur le client, par exemple si elle est gestionnaire de portefeuille et dispose d'un mandat discrétionnaire. Elle devrait alors comprendre dans le détail :

- les besoins et objectifs de placement du client, notamment l'horizon temporel des investissements;
- la situation financière générale du client, dont sa valeur nette, ses revenus, ses investissements actuels et sa situation d'emploi;
- la tolérance du client au risque associé à divers types de titres et de portefeuilles, compte tenu de ses connaissances en matière de placement.

Il se peut également que la personne inscrite n'ait pas besoin de tous ces renseignements, par exemple si elle ne réalise que des opérations occasionnelles pour le client et que les investissements sont modestes par rapport à la situation financière de celui-ci.

Si la personne inscrite recommande des titres négociés sous le régime de la dispense de prospectus pour investisseurs qualifiés prévue par le Règlement 45-106, elle devrait évaluer si le client est investisseur qualifié.

Dans le cas d'un client qui ouvre plusieurs comptes, la personne inscrite devrait indiquer si les renseignements sur les objectifs de placement et la tolérance au risque du client se rapportent à un compte particulier ou à l'ensemble des comptes compris dans le portefeuille du client.

Sociétés inscrites et institutions financières clientes

Selon le paragraphe 3 de l'article 13.3, l'évaluation de la convenance au client n'est pas obligatoire lorsque celui-ci est une société inscrite, une institution financière canadienne ou une banque de l'annexe III.

Clients autorisés

Selon le paragraphe 4 de l'article 13.3, les personnes inscrites ne sont pas tenues d'évaluer la convenance pour un client autorisé lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- le client autorisé a renoncé par écrit à son droit à l'évaluation de la convenance;
- la personne inscrite n'agit à titre de conseiller à l'égard d'aucun compte géré du client autorisé.

Un client autorisé peut donner une renonciation générale à son droit à l'évaluation de la convenance pour toutes les opérations.

Dispenses accordées par les OAR

Les règles des OAR peuvent aussi prévoir des dispenses conditionnelles de l'obligation d'évaluer la convenance au client assorties de conditions. Tel est notamment le cas pour les courtiers exécutants.

Section 2 Conflits d'intérêts

13.4. Repérage et résolution des conflits d'intérêts

L'article 13.4 du règlement vise de nombreux types de conflits d'intérêts. Il exige que les sociétés inscrites prennent des mesures raisonnables pour relever tous les conflits d'intérêts importants existants ou qu'elles s'attendent raisonnablement à voir survenir entre elles et leurs clients. À cette fin, elles devraient notamment recueillir auprès des personnes physiques agissant pour leur compte de l'information sur les conflits que ces dernières s'attendent à voir survenir avec leurs clients.

Nous considérons qu'il y a conflit d'intérêts lorsque les intérêts de différentes personnes, notamment les intérêts d'un client et ceux de la personne inscrite, sont incompatibles ou divergents.

Traitement des conflits d'intérêts

Les politiques et procédures de gestion des conflits d'intérêts de la société inscrite devraient permettre à celle-ci et à son personnel de faire ce qui suit :

- circonscrire les conflits à éviter;
- évaluer le niveau de risque que les conflits font courir;
- traiter les conflits correctement.

La personne inscrite qui traite un conflit d'intérêts devrait tenir compte de la norme de diligence à laquelle elle est tenue dans ses relations avec les clients et appliquer des critères cohérents à des conflits d'intérêts de nature similaire.

On applique généralement trois méthodes pour traiter les conflits d'intérêts :

- l'évitement;
- le contrôle;
- la déclaration.

Les conflits graves qui perdurent comportent un risque élevé de préjudice pour les clients ou le marché. Ceux qui présentent un risque trop élevé pour la clientèle ou l'intégrité des marchés doivent être évités. La personne inscrite qui n'évite pas un conflit d'intérêts devrait prendre des mesures pour le contrôler et (ou) le déclarer. Elle devrait aussi établir les structures ou les politiques et procédures internes à utiliser ou à adopter pour le traiter de façon raisonnable.

L'évitement des conflits d'intérêts

La personne inscrite doit éviter tout conflit d'intérêts interdit par la loi. En l'absence d'interdiction expresse, elle devrait l'éviter s'il est à ce point contraire aux intérêts d'un client qu'il n'y a pas d'autre traitement raisonnable du conflit.

Par exemple, certains conflits d'intérêts sont si contraires aux intérêts d'autres personnes que la personne inscrite ne peut les traiter par des contrôles ou en les déclarant. Elle devrait alors les éviter, cesser de fournir le service en cause ou mettre fin à sa relation avec le client.

Le contrôle des conflits d'intérêts

La société inscrite devrait concevoir sa structure organisationnelle, ses liens hiérarchiques et l'agencement de ses locaux de manière à contrôler efficacement les conflits d'intérêts. Par exemple, il est possible que des conflits d'intérêts surviennent dans les situations suivantes :

- les conseillers relèvent du personnel de la commercialisation;
- le personnel chargé de la conformité ou de la vérification interne relève d'une unité d'exploitation;
- les représentants inscrits et les services bancaires d'investissement partagent les mêmes locaux.

Selon la nature du conflit d'intérêts, la société inscrite peut le contrôler de l'une des façons suivantes :

- affecter un autre représentant au client concerné;
- mettre sur pied un groupe ou un comité chargé d'examiner, d'élaborer ou d'approuver les mesures à prendre;
- surveiller l'activité du marché;
- cloisonner l'information pour certaines communications internes.

La déclaration des conflits d'intérêts

a) Déclaration opportune

La société inscrite devrait faire en sorte que ses clients soient bien informés des conflits d'intérêts pouvant avoir une incidence sur les services qu'elle leur fournit. Cette mesure s'ajoute à toute autre méthode qu'elle peut utiliser pour gérer les conflits.

b) Moment de la déclaration

En vertu du paragraphe 3 de l'article 13.4, la société inscrite est tenue d'indiquer rapidement tout conflit d'intérêts dont un investisseur raisonnable s'attendrait à être informé. La société inscrite et ses représentants devraient déclarer les conflits d'intérêts aux clients au plus tard au moment de recommander une opération ou de fournir un service donnant lieu à un conflit d'intérêts, afin de donner aux clients un délai raisonnable pour apprécier le conflit. Par exemple, si une personne physique recommande un titre qu'elle possède, elle devrait le mentionner au client au plus tard lorsqu'elle lui fait la recommandation.

c) Déclaration inopportune

Il est parfois inopportun de déclarer un conflit d'intérêts. Certains conflits d'intérêts peuvent mettre en cause de l'information confidentielle ou sensible sur le plan commercial, ou encore de l'information assimilable à de l'« information privilégiée » en vertu des dispositions de la législation en valeurs mobilière relatives aux opérations d'initiés.

Dans ces cas, la société inscrite doit évaluer si d'autres méthodes existent pour traiter le conflit d'intérêts adéquatement. Dans le cas contraire, elle peut avoir à refuser de fournir le service pour éviter le conflit.

La société inscrite devrait aussi se doter de procédures particulières pour traiter les conflits d'intérêts qui mettent en cause de l'information privilégiée et se conformer aux dispositions relatives aux opérations d'initiés.

d) Modalités de déclaration des conflits d'intérêts

La société inscrite devrait déclarer à ses clients les conflits d'intérêts importants dont un investisseur raisonnable s'attendrait à être informé. L'information communiquée devrait :

- être mise en évidence et rédigée de façon précise, claire et explicite pour les clients;
- expliquer le conflit d'intérêts et son effet possible sur le service offert aux clients.

La société inscrite ne devrait pas faire ce qui suit :

- fournir une déclaration type;
- communiquer de l'information partielle qui pourrait induire ses clients en erreur;
- dissimuler les conflits d'intérêts en fournissant de l'information trop détaillée.

Exemples de conflits d'intérêts

Cette section décrit des situations particulières dans lesquelles une personne inscrite peut se trouver en conflit d'intérêts et indique des moyens pour contrôler les conflits.

Relations avec les émetteurs reliés et les émetteurs associés

La société inscrite devrait traiter le conflit d'intérêts résultant du fait qu'elle recommande les titres d'un émetteur relié ou d'un émetteur associé ou qu'elle effectue des opérations sur ces titres en le déclarant au client.

La société inscrite pourrait maintenir une liste des émetteurs reliés pour lesquels elle agit comme courtier ou conseiller en vue de fournir de l'information sur les conflits relatifs à ces émetteurs. Elle pourrait mettre la liste à la disposition des clients notamment comme suit :

- en l'affichant sur son site Web et en la tenant à jour;
- en la fournissant au client à l'ouverture d'un compte;
- en expliquant au client à l'ouverture d'un compte comment communiquer avec elle pour obtenir un exemplaire de la liste, sans frais.

La liste pourrait comprendre des exemples de types d'émetteurs qui sont reliés ou associés à la société et des relations entre elle et ces émetteurs. Ainsi, la société pourrait décrire en termes généraux la nature de sa relation avec un fonds d'investissement au sein d'une famille de fonds d'investissement, ce qui pourrait lui éviter de mettre la liste à jour dès qu'un nouveau fonds s'ajoute à la famille de fonds.

Néanmoins, ce type d'information pourrait ne pas répondre aux attentes d'un investisseur raisonnable lorsque survient un conflit particulier mettant en cause un émetteur relié ou associé, par exemple lorsqu'une personne physique inscrite recommande une opération sur les titres d'un émetteur relié. Le cas échéant, la société inscrite devrait communiquer de l'information sur ce conflit au client. L'information devrait comprendre une description de la nature de la relation entre la société et l'émetteur.

Comme toute information à fournir, l'information relative à un conflit concernant un émetteur relié ou associé devrait être communiquée aux clients au plus tard au moment de la recommandation ou de l'opération donnant lieu au conflit, afin de leur donner un délai raisonnable pour l'apprécier. Les personnes physiques devraient s'en remettre à leur jugement pour décider de la meilleure façon et du meilleur moment pour informer les clients de ces conflits. De l'information communiquée antérieurement peut ne plus être pertinente pour le client ou celui-ci peut l'avoir oubliée, tandis que de l'information transmise plusieurs fois dans un court laps de temps sur le même conflit peut être inutile ou prêter à confusion.

Les sociétés ne sont pas tenues de déclarer aux clients leurs relations avec les émetteurs reliés ou associés qui sont des organismes de placement collectif et membres du même groupe qu'elles lorsque le nom de la société et celui de l'organisme de placement collectif se ressemblent assez pour qu'une personne raisonnable conclue qu'ils sont apparentés.

Relations avec d'autres émetteurs

Les sociétés devraient évaluer si des conflits d'intérêts peuvent se produire dans leurs relations avec des émetteurs qui ne correspondent pas à la définition de l'émetteur relié ou associé. Il peut notamment s'agir d'émetteurs non constitués en personne morale, comme les fiducies, les sociétés de personnes, les structures d'accueil ou les conduits qui émettent des billets de trésorerie adossés à des actifs. Cela est particulièrement important si la société inscrite ou les membres du même groupe parrainent, conçoivent, prennent ferme ou placent ces titres.

La société inscrite devrait déclarer toute relation avec un émetteur de ce type qui est susceptible d'entraîner un conflit d'intérêts dont un client raisonnable s'attendrait à être informé.

Intérêts opposés des clients

Lorsque les clients ont des intérêts opposés, la société inscrite devrait faire des efforts raisonnables pour être équitable envers chacun d'eux. Elle devrait disposer de systèmes internes pour trouver un juste milieu entre les intérêts des uns et des autres.

Par exemple, il peut survenir un conflit entre les intérêts des clients de services bancaires d'investissement, qui recherchent le prix le plus élevé, le taux d'intérêt le plus bas ou les modalités les plus avantageuses pour leur émission de titres, et ceux des clients individuels qui achèteront les titres. La société devrait évaluer si le produit répond aux besoins des clients individuels et s'il est concurrentiel par rapport aux autres produits offerts sur le marché.

Personnes physiques membres d'un conseil d'administration

Des conflits d'intérêts peuvent survenir lorsqu'une personne physique inscrite siège à un conseil d'administration. Par exemple, ses obligations fiduciaires envers la personne morale pourraient être incompatibles celles qu'il a envers une société inscrite ou un client, elle pourrait entrer en possession d'information privilégiée ou le temps qu'elle consacre à ses fonctions d'administrateur pourrait empiéter sur ses fonctions de représentant.

La société inscrite pourrait contrôler les conflits en prenant les mesures suivantes :

- exiger que ses représentants obtiennent sa permission pour siéger au conseil d'administration d'un émetteur;
- adopter des politiques prévoyant dans quels cas l'exercice de la fonction d'administrateur n'est pas dans l'intérêt de la société ou de ses clients.

Dans son appréciation de l'aptitude d'une personne physique siégeant à un conseil d'administration à demeurer inscrite, l'autorité prendra en considération les conflits d'intérêts qui sont susceptibles d'en résulter.

Personnes physiques exerçant des activités externes

Des conflits d'intérêts peuvent survenir lorsqu'une personne physique a des activités externes, notamment en raison de la rémunération reçue en échange ou de la nature de la relation entre la personne et l'entité externe. La société inscrite devrait prendre en considération les conflits d'intérêts potentiels avant d'approuver ces activités. Si elle ne peut pas contrôler un conflit correctement, elle ne devrait pas autoriser l'activité.

Dans son appréciation de l'aptitude d'une personne physique ayant des activités externes à s'inscrire ou à demeurer inscrite, l'autorité prendra en considération les conflits d'intérêts qui sont susceptibles d'en résulter.

Pratiques en matière de rémunération

La société inscrite devrait vérifier si certains avantages ou certaines indemnités ou pratiques de rémunération sont incompatibles avec ses obligations envers les clients, surtout si elle pratique largement la rémunération à la commission. Par exemple, si un produit complexe comporte une commission substantielle, la société pourrait juger qu'il ne convient pas de l'offrir.

13.5. Restrictions relatives à certaines opérations dans un compte géré

En vertu de l'article 13.5 du règlement, il est interdit aux conseillers inscrits de réaliser certaines opérations dans les portefeuilles de placement qu'ils gèrent pour des clients en vertu d'un mandat discrétionnaire lorsque leur relation peut donner lieu à un conflit d'intérêts ou à une apparence de conflit d'intérêts. Les opérations interdites comprennent les opérations effectuées sur des titres sur lesquels une personne responsable ou une personne ayant des liens avec elle peut avoir un droit ou exercer une influence ou un contrôle.

Information à fournir lorsque la personne responsable est un associé, un administrateur ou un dirigeant de l'émetteur

Le sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 de l'article 13.5 interdit au conseiller inscrit d'acheter, pour le compte géré d'un client, des titres d'un émetteur dont une personne responsable ou une personne ayant des liens avec elle est associé, dirigeant ou administrateur. L'interdiction ne s'applique pas si le conflit est déclaré au client et que son consentement écrit est obtenu avant l'achat.

Si le client est un fonds d'investissement, la déclaration devrait, pour être valable, être faite à chacun de ses porteurs et le consentement de chacun d'eux devrait être obtenu. La déclaration peut être faite dans la notice d'offre fournie aux porteurs. Comme toute déclaration de conflit d'intérêts, elle devrait être mise en évidence et rédigée de façon précise, claire et explicite pour les clients. Le consentement peut être obtenu au moyen de la convention de gestion des placements signée par les porteurs.

Il peut s'avérer impossible pour les organismes de placement collectif sous le régime de prospectus de procéder de cette manière. Les gestionnaires de fonds d'investissement et leurs conseillers devraient aussi tenir compte de la dispense de l'interdiction prévue à l'article 6.2 du *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-107 ») pour les fonds d'investissement sous le régime de prospectus.

Restrictions relatives aux opérations effectuées avec certains portefeuilles de placement

Le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 13.5 interdit certaines opérations, dont celles entre le compte géré d'un client et celui des personnes suivantes :

- le conjoint du conseiller;
- toute fiducie dont une personne responsable est le fiduciaire;
- toute personne morale dont au moins 10 % des titres avec droit de vote sont la propriété véritable d'une personne responsable.

Il interdit également les opérations entre fonds. Une opération entre fonds se produit lorsque le conseiller d'un fonds d'investissement fait sciemment faire une opération sur des titres en portefeuille en faveur d'un autre fonds d'investissement pour lequel il agit, ou lorsqu'il ordonne au courtier d'exécuter l'opération avec l'autre fonds d'investissement. Les gestionnaires de fonds d'investissement et leurs conseillers devraient aussi considérer la dispense de l'interdiction prévue à l'article 6.1 du Règlement 81-107 pour les opérations entre fonds réalisées par les fonds d'investissement ouverts.

13.6. Information à fournir lors de la recommandation de titres d'un émetteur relié ou associé

L'article 13.6 du règlement limite la possibilité pour les sociétés inscrites de recommander la réalisation d'une opération sur des titres d'un émetteur relié ou associé. La limitation vise tous les moyens de communication, y compris les bulletins d'information, les articles de journaux ou de magazines à grand tirage, les sites Web, le courriel, les sites de clavardage, les babillards électroniques, la télévision et la radio.

Cet article ne s'applique pas aux recommandations faites verbalement par les personnes physiques à leurs clients. Ces recommandations sont visées par l'article 13.4.

Section 3 Ententes d'indication de clients

La section 3 énonce les obligations relatives aux ententes d'indication de clients. Les autorités veulent s'assurer qu'en vertu de ces ententes :

- les personnes physiques et les sociétés qui exercent des activités nécessitant l'inscription sont dûment inscrites;
- les rôles et responsabilités des parties sont clairement établis, notamment la responsabilité relative à la conformité à la législation en valeurs mobilières;
- les clients reçoivent sur les ententes de l'information qui leur permet de les évaluer et d'apprécier la portée de tout conflit d'intérêts.

Obligations envers les clients

Tout client qui est indiqué (ou « référé ») à une personne physique ou une société devient son client pour ce qui est de la prestation des services visés par l'entente d'indication de clients.

La personne inscrite à laquelle un client est indiqué doit remplir envers celui-ci toutes les obligations liées à son inscription, notamment les obligations de connaissance du client et d'évaluation de la convenance.

Toute personne inscrite qui est partie à une entente d'indication de clients devrait gérer les conflits d'intérêts pouvant en découler conformément aux dispositions applicables de la partie 13 [*Relations des personnes physiques et des sociétés avec les clients*]. Si par exemple la commission d'indication de clients ne lui semble pas raisonnable, elle devrait évaluer si cette commission excessive pourrait donner lieu à un conflit d'intérêts susceptible d'inciter ses représentants à ne pas s'acquitter de leurs devoirs envers le client.

13.7. Définitions – entente d'indication de clients

L'article 13.7 du règlement définit en termes génériques l'expression « entente d'indication de clients ». La définition n'est pas limitée aux ententes conclues en vue de la fourniture de produits d'investissement ou de la prestation de services financiers ou nécessitant l'inscription. Elle désigne également toute entente visant la communication à une personne physique ou une société du nom et des coordonnées d'un client contre une commission d'indication de clients. L'expression « commission d'indication de clients » est également définie en termes génériques et elle englobe le partage de toute commission découlant de l'achat ou de la vente d'un titre.

13.8. Ententes d'indication de clients autorisées

L'article 13.8 du règlement oblige les parties à une entente d'indication de clients à en stipuler les modalités dans un contrat écrit. Cette obligation vise à ce que les rôles et les responsabilités de chaque partie soient énoncés clairement.

Nous nous attendons à ce que les ententes d'indication de clients stipulent ce qui suit :

- les rôles et responsabilité des parties;
- les restrictions auxquelles est assujettie toute partie qui n'est pas une personne inscrite, afin qu'elle ne se livre pas à des activités nécessitant l'inscription;
- l'information à fournir aux clients indiqués;
- la personne qui fournit l'information aux clients indiqués.

Si la personne physique ou la société à laquelle un client est indiqué est une personne inscrite, elle a les responsabilités suivantes :

- exercer toute activité nécessitant l'inscription qui est visée par l'entente;
- communiquer avec le client indiqué.

Toute personne inscrite doit être partie aux ententes d'indication de clients conclues par ses représentants. Elle est ainsi informée de l'existence de toutes ces ententes et en mesure de superviser ses représentants et de contrôler la conformité à ces ententes de façon adéquate. Cela n'empêche pas les personnes physiques inscrites d'être également parties à ces ententes.

Toute partie à une entente d'indication de clients peut avoir à s'inscrire en fonction des activités qu'elle exerce. Aucune personne inscrite ne peut se servir d'une entente d'indication de clients pour charger un tiers de remplir ses obligations réglementaires, s'en dégager ou les contourner.

13.9. Vérification des qualités de la personne qui reçoit une indication de client

En vertu de l'article 13.9 du règlement, la personne inscrite qui indique un client à une autre personne doit s'assurer que cette personne a les qualités requises pour fournir les services et, le cas échéant, est inscrite pour fournir ces services. Il incombe à la personne inscrite de décider des mesures appropriées dans les circonstances. Pour ce faire, elle peut notamment évaluer le type de clients auxquels pourraient s'adresser les services indiqués. Cette vérification est conforme à son obligation d'agir dans l'intérêt de ses clients.

13.10. Information à fournir aux clients sur les ententes d'indication de clients

L'information à fournir en vertu de l'article 13.10 du règlement vise à aider les clients à prendre une décision éclairée relativement à l'indication et à évaluer les éventuels conflits d'intérêts. L'information devrait être communiquée aux clients au plus tard au moment de la prestation des services ayant fait l'objet de l'indication.

La personne inscrite devrait prendre des mesures raisonnables pour que le client comprenne :

- l'entité avec laquelle il fait affaire;
- ce qu'il peut s'attendre à obtenir de cette entité;
- les principales responsabilités de la personne inscrite envers lui;
- les restrictions de la catégorie d'inscription de la personne inscrite;
- les conditions éventuelles dont son inscription est assortie;
- l'étendue de l'intérêt financier que la personne indiquant le client a dans l'entente d'indication;
- la nature de tout conflit d'intérêts potentiel ou réel résultant de l'entente d'indication.

Section 5 Plaintes

Les sociétés inscrites au Québec respectent les dispositions de la section 5 si elles se conforment aux articles 168.1.1 à 168.1.3 de la *Loi sur les valeurs mobilières* du Québec, qui prévoient un régime analogue depuis 2002.

Les indications de la présente section s'adressent aux sociétés inscrites dans tous les territoires, y compris le Québec.

13.15. Traitement des plaintes

En vertu de l'article 13.15 du règlement, la société inscrite doit documenter toutes les plaintes et les traiter de manière efficace et équitable. Elle ne doit pas limiter son intervention à celles qui concernent d'éventuelles infractions à la législation en valeurs mobilières.

Un système efficace de traitement des plaintes gère à l'interne toutes les plaintes et tous les différends, officiels ou non, ou les achemine à la personne ou au processus externe appropriés promptement et de manière équitable.

13.16. Service de règlement des différends

La société inscrite qui reçoit une plainte au sujet de ses activités de courtage ou de conseil doit veiller à ce que le plaignant soit informé de l'existence du service de règlement des différends dont il peut se prévaloir et à ce qu'il sache que la société paiera le service. La société inscrite devrait connaître tous les mécanismes et procédés applicables pour traiter différents types de plaintes, y compris ceux qui sont prescrits par l'OAR compétent.

Personnes inscrites au Québec

Au Québec, toute personne inscrite doit aviser le plaignant, par écrit et sans délai, qu'il peut lui demander de transmettre une copie de son dossier à l'Autorité des marchés financiers s'il est insatisfait de l'examen de sa plainte ou du résultat de cet examen. La personne inscrite doit transmettre une copie du dossier de la plainte à l'Autorité des marchés financiers, qui l'examine et peut, lorsqu'elle le juge opportun, agir comme médiateur si les parties intéressées en conviennent.

Personnes inscrites exerçant des activités dans d'autres secteurs

Certaines personnes inscrites sont inscrites ou détiennent un permis pour exercer également des activités dans d'autres secteurs, comme les assurances. Elles devraient informer leurs clients de l'existence et du fonctionnement des mécanismes de règlement des plaintes dans chaque secteur.

PARTIE 14 TENUE DES COMPTES DES CLIENTS – SOCIÉTÉS

Section 2 Information à fournir aux clients

Les personnes inscrites devraient veiller à ce que les clients comprennent avec qui ils font affaire. Elles devraient exercer toutes les activités nécessitant l'inscription sous leur nom légal ou commercial déposé complet. Les contrats, les avis et les relevés de compte, entre autres documents, devraient contenir leur nom légal complet.

14.2. Information sur la relation

Contenu de l'information sur la relation

La forme de l'information sur la relation prévue à l'article 14.2 du règlement n'est pas prescrite. La société inscrite peut la fournir dans un seul document ou dans des documents distincts qui donnent ensemble l'information requise.

Description des frais

Conformément au sous-paragraphe g du paragraphe 2 de l'article 14.2, les sociétés inscrites sont tenues de transmettre aux clients une description des frais qu'ils devront acquitter pour acheter, vendre ou conserver des titres. À notre avis, la description devrait inclure tous les frais que le client pourrait avoir à payer pendant qu'il détient des titres. Par exemple, s'agissant de titres d'un organisme de placement collectif, il convient de décrire brièvement chacun des éléments suivants et leur incidence sur le placement :

- le ratio des frais de gestion;

- les options de frais d'acquisition;
- la commission de suivi;
- les frais de négociation à court terme, le cas échéant;
- les frais d'échange ou de changement.

Clients autorisés

Le paragraphe 6 de l'article 14.2 dispense les personnes inscrites de l'obligation de fournir aux clients autorisés l'information sur leur relation lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- le client autorisé a renoncé par écrit à l'application de ces obligations;
- la personne inscrite n'agit à titre de conseiller à l'égard d'aucun compte géré du client autorisé.

Mesures à prendre pour promouvoir la participation du client

La société inscrite devrait aider ses clients à comprendre sa relation avec eux. Elle devrait les encourager à participer activement à la relation et leur fournir de l'information et des communications claires et pertinentes en temps opportun.

La société inscrite devrait notamment encourager ses clients à faire ce qui suit :

- **Tenir la société à jour.** Les clients devraient fournir des renseignements complets et exacts à la société et aux personnes physiques inscrites qui agissent pour son compte. Ils devraient informer rapidement la société de tout changement dans les renseignements qui est susceptible de modifier les types de placements leur convenant, comme un changement dans leur revenu, leurs objectifs de placement, leur tolérance au risque, l'horizon temporel de leurs placements ou leur valeur nette.
- **S'informer.** Les clients devraient comprendre les risques et rendements potentiels des placements. Ils devraient lire attentivement la documentation publicitaire fournie par la société et consulter au besoin un spécialiste, comme un avocat ou un comptable, afin d'obtenir des conseils juridiques ou fiscaux.
- **Poser des questions.** Les clients devraient poser des questions à la société et lui demander de l'information sur toute question relative à leur compte, à leurs opérations, à leurs placements ou à la relation avec elle ou une personne physique inscrite agissant pour son compte.
- **Suivre leurs placements de près.** Les clients devraient payer les titres souscrits ou achetés au plus tard à la date de règlement. Ils devraient lire l'information sur leur compte fournie par la société et prendre régulièrement connaissance de la composition et du rendement de leur portefeuille.

14.4. Relation de la société avec une institution financière

Pour s'acquitter de ses obligations envers les clients, la personne inscrite qui a une relation avec une institution financière devrait veiller à ce qu'ils sachent avec quelle entité juridique ils font affaire. Les clients peuvent notamment se le demander lorsque plusieurs sociétés de services financiers exercent des activités au même endroit. La personne inscrite peut recourir à plusieurs méthodes de différenciation, dont la signalisation et la communication d'information.

Section 3 Actifs des clients

14.6. Garde des actifs des clients en fiducie

En vertu de l'article 14.6 du règlement, les sociétés inscrites doivent détenir les actifs des clients séparément et en fiducie. Il nous paraît prudent que les personnes inscrites qui ne sont pas membres d'un OAR détiennent des actifs de clients au nom des clients seulement, car les obligations en matière de capital des personnes inscrites non membres d'un OAR ne sont pas conçues pour tenir compte du surplus de risque associé à la détention de tels actifs au nom d'un prête-nom.

Section 4 Comptes des clients

14.10. Répartition équitable des possibilités de placement

Le conseiller qui répartit les possibilités de placement entre ses clients devrait avoir une politique d'équité contenant au moins les éléments suivants :

- la méthode de répartition du prix et de la commission entre les ordres des clients lorsque les opérations sont regroupées, notamment en blocs;
- la méthode de répartition des blocs d'opérations et des premiers appels publics à l'épargne entre les comptes des clients;
- la méthode de répartition des blocs d'opérations et des premiers appels publics à l'épargne entre les ordres des clients exécutés partiellement, notamment au prorata.

La politique d'équité devrait également porter sur toute autre situation dans laquelle les possibilités de placement doivent être réparties.

Section 5 Information sur les mouvements de compte

Toute opération devrait être déclarée dans la monnaie d'exécution. Si une opération a été faite en devises dans un compte canadien, le taux de change devrait être indiqué au client.

14.14. Relevé du client

L'article 14.14 du règlement dispose que les courtiers et les conseillers inscrits sont tenus de transmettre à chaque client un relevé au moins tous les trois mois. Il n'existe pas de forme obligatoire de relevé, mais celui-ci doit contenir l'information prévue aux paragraphes 4 et 5 de l'article 14.14.

Nous nous attendons à ce que tous les courtiers et les conseillers fournissent des relevés aux clients. Par exemple, un courtier sur le marché dispensé devrait fournir un relevé contenant l'information à fournir pour toute opération qu'il a conclue ou organisée pour le compte du client.

Annexe A
Coordonnées

Territoire	Courriel	Télécopie	Adresse
Alberta	registration@asc.ca	403-297-4113	Alberta Securities Commission 4th Floor, 300 - 5th Avenue S.W. Calgary (Alberta) T2P 3C4 Attention: Registration
Colombie-Britannique	registration@bsec.bc.ca	604-899-6506	British Columbia Securities Commission P.O. Box 10142, Pacific Centre 701 West Georgia Street Vancouver (Colombie- Britannique) V7Y 1L2 Attention: Registration
Île-du-Prince-Édouard	ccis@gov.pe.ca	902-368-6288	Consumer and Corporate Services Division, Office of the Attorney General P.O. Box 2000, 95 Rochford Street Charlottetown (Île-du-Prince- Édouard) C1A 7N8 Attention: Superintendent of Securities
Manitoba	registrationmsc@gov.mb.ca	204-945-0330	Commission des valeurs mobilières du Manitoba 400, avenue St-Mary, bureau 500 Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5 À l'attention des inscriptions
Nouveau-Brunswick	nrs@nbsc-cvmnb.ca	506-658-3059	Commission des valeurs mobilières du Nouveau- Brunswick 85, rue Charlotte, bureau 300 Saint John (Nouveau- Brunswick) E2L 2J2 À l'attention du Directeur de l'inscription
Nouvelle-Écosse	nrs@gov.ns.ca	902-424-4625	Nova Scotia Securities Commission 2nd Floor, Joseph Howe Building 1690 Hollis Street P.O. Box 458 Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8 Attention: Deputy Director, Capital Markets
Nunavut	CorporateRegistrations@gov.nu.ca	867-975-6590 (La télécopie au Nunavut n'est pas fiable. Le courriel est préférable.)	Bureau d'enregistrement Ministère de la Justice Gouvernement du Nunavut P.O. Box 1000 Station 570 Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0 Attention: Deputy Registrar

Territoire	Courriel	Télécopie	Adresse
Ontario	registration@osc.gov.on.ca	416-593-8283	Commission des valeurs mobilières de l'Ontario Suite 1903, Box 55 20 Queen Street West Toronto (Ontario) M5H 3S8 Attention: Registrant Regulation
Québec	inscription@lautorite.qc.ca	514-873-3090	Autorité des marchés financiers Service de l'encadrement des intermédiaires 800, square Victoria, 22 ^e étage C.P. 246, tour de la Bourse Montréal (Québec) H4Z 1G3
Saskatchewan	registrationsfsc@gov.sk.ca	306-787-5899	Saskatchewan Financial Services Commission Suite 601 1919 Saskatchewan Drive Regina (Saskatchewan) S4P 4H2 Attention: Registration
Terre-Neuve-et-Labrador	scon@gov.nl.ca	709-729-6187	Financial Services Regulation Division Department of Government Services Government of Newfoundland and Labrador P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block Confederation Building St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1B 4J6 Attention: Registration Section
Territoires du Nord-Ouest	SecuritiesRegistry@gov.nt.ca	867-873-0243	Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest P.O. Box 1320 Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9 Attention: Deputy Superintendent of Securities
Yukon	corporateaffairs@gov.yk.ca	867-393-6251	Ministère des Services aux collectivités Bureau des valeurs mobilières du Yukon P.O. Box 2703 C-6 Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6 Attention: Superintendent of Securities

Annexe B**Expressions non définies dans le Règlement 31-103 et la présente instruction générale**

Expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions* :

- agent responsable
- autorité canadienne en valeurs mobilières
- autorité en valeurs mobilières
- directives en valeurs mobilières
- législation en valeurs mobilières
- obligation de prospectus
- obligation d'inscription
- obligation d'inscription à titre de conseiller
- obligation d'inscription à titre de courtier
- obligation d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement
- obligation d'inscription à titre de placeur
- OAR
- territoire ou territoire du Canada
- territoire étranger
- territoire intéressé

Expressions définies dans le *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription* :

- actifs financiers
- conseiller en matière d'admissibilité
- investisseur qualifié

Expressions définies dans le *Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif* :

- OPC marché monétaire

Expressions définies dans la loi sur les valeurs mobilières de la plupart des territoires :

- administrateur
- conseiller

- contrat négociable (C.-B., Alb., Sask. et N.-B. seulement)
- courtier
- dirigeant
- dossiers
- émetteur
- émetteur assujetti
- fonds d'investissement
- gestionnaire de fonds d'investissement
- initié
- liens
- opération ou opération visée
- organisme de placement collectif
- placement
- placeur
- personne
- personne inscrite
- personne participant au contrôle
- personne physique
- promoteur
- titre

Annexe C

Obligations de compétence applicables aux personnes physiques agissant pour le compte d'une société inscrite

Les tableaux figurant dans la présente annexe indiquent, par catégorie d'inscription de société, les obligations de scolarité et d'expérience applicables aux personnes physiques demandant à s'inscrire en vertu de la législation en valeurs mobilières.

La personne physique qui exerce une activité nécessitant l'inscription doit posséder la scolarité, la formation et l'expérience qu'une personne raisonnable jugerait nécessaires pour l'exercer avec compétence.

Acronymes employés dans les tableaux

PDS	Examen de perfectionnement à l'intention des directeurs de succursale	CGA	Comptable général accrédité
		AAD	Examen des dirigeants, associés et administrateurs/Examen du cours à l'intention des associés, administrateurs et dirigeants
CCVMC	Examen du cours sur le commerce des valeurs mobilières au Canada	CMA	Comptable en management accrédité
CA	Comptable agréé	FIC	Examen sur les fonds d'investissement canadiens
PMD	Examen sur les produits du marché dispensé	PRV	Examen de perfectionnement à l'intention des représentants des ventes
CC	Chef de la conformité	GPC	Titre de gestionnaire de placements canadien
CFIC	Examen du cours sur les fonds d'investissement au Canada		
CFA	Titre de CFA		
CCEC	Examen sur la conformité des courtiers en épargne collective		

Courtier en placement	
Représentant de courtier	CC
Obligations de compétence établies par l'OCRCVM	Obligations de compétence établies par l'OCRCVM
Courtier en épargne collective	
Représentant de courtier	CC
L'une des quatre options suivantes :	L'une des deux options suivantes :
1. FIC	1. FIC, CCVMC ou CFIC; et AAD ou CCEC
2. CCVMC	2. Obligations du CC – gestionnaire de portefeuille
3. CFIC	
4. Obligations du représentant-conseil – gestionnaire de portefeuille	
Courtier sur le marché dispensé	
Représentant de courtier	CC
L'une des trois options suivantes :	L'une des trois options suivantes :

1. CCVMC	1. AAD et CCVMC
2. PMD	2. AAD et PMD
3. Obligations du représentant-conseil – gestionnaire de portefeuille	3. Obligations du CC – gestionnaire de portefeuille
Courtier en plans de bourses d'études	
Représentant de courtier	CC
PRV	PRV, PDS et AAD
Courtier d'exercice restreint	
Représentant de courtier	CC
L'autorité décide au cas par cas	L'autorité décide au cas par cas

Gestionnaire de portefeuille		
Représentant-conseil	Représentant-conseil adjoint	CC
<p>L'une des deux options suivantes :</p> <p>1. CFA et 12 mois d'expérience pertinente en gestion de placements au cours de la période de 36 mois précédant sa demande d'inscription</p> <p>2. GPC et 48 mois d'expérience pertinente en gestion de placements (dont 12 au cours de la période de 36 mois précédant sa demande d'inscription)</p>	<p>L'une des deux options suivantes :</p> <p>1. 1^{er} niveau du CFA et 24 mois d'expérience pertinente en gestion de placements</p> <p>2. GPC et 24 mois d'expérience pertinente en gestion de placements</p>	<p>L'une des trois options suivantes :</p> <p>1. CCVMC, AAD, et CFA ou le titre professionnel d'avocat, de CA, CGA, CMA, notaire au Québec, ou un titre équivalent dans un territoire étranger, et :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit 36 mois d'expérience pertinente en valeurs mobilières auprès d'un courtier en placement, d'un conseiller inscrit ou d'un gestionnaire de fonds d'investissement • soit 36 mois à fournir des services professionnels dans le secteur des valeurs mobilières et 12 mois à travailler pour un courtier inscrit, un conseiller inscrit ou un gestionnaire de fonds d'investissement, pour un total de 48 mois <p>2. CCVMC, AAD et 5 ans à travailler :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit pour un courtier en placement ou un conseiller inscrit (dont 36 mois dans une fonction de conformité)

		<ul style="list-style-type: none"> • soit pour une institution financière canadienne dans une fonction de conformité relative à la gestion de portefeuille et 12 mois à travailler pour un courtier inscrit ou un conseiller inscrit, pour un total de 6 ans <p>3. AAD et obligations du représentant-conseil – gestionnaire de portefeuille</p>
Gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint		
Représentant-conseil	Représentant-conseil adjoint	CC
L'autorité décide au cas par cas	L'autorité décide au cas par cas	L'autorité décide au cas par cas
Gestionnaire de fonds d'investissement		
CC		
L'une des trois options suivantes :		
<p>1. CCVMC, AAD, et CFA ou le titre professionnel d'avocat, de CA, CGA, CMA, notaire au Québec, ou un titre équivalent dans un territoire étranger, et :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit 36 mois d'expérience pertinente en valeurs mobilières auprès d'un courtier inscrit, d'un conseiller inscrit ou d'un gestionnaire de fonds d'investissement inscrit • soit 36 mois à fournir des services professionnels dans le secteur des valeurs mobilières et 12 mois à occuper des fonctions pertinentes auprès d'un gestionnaire de fonds d'investissement, pour un total de 48 mois <p>2. FIC, CCVMC ou CFIC; AAD et 5 ans d'expérience pertinente en valeurs mobilières auprès d'un courtier inscrit, d'un conseiller inscrit ou d'un gestionnaire de fonds d'investissement (dont 36 mois dans une fonction de conformité)</p> <p>3. Obligations de CC d'un gestionnaire de portefeuille</p>		

Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions

The *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") is publishing an amended text, in English and French, of the following Regulation:

- *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions.*

The Authority is also publishing in this Bulletin an amended text, in English and French, of the *Policy Statement to Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions*.

In Québec, the Regulation will be made under section 331.1 of the *Securities Act* and will be submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment. The Regulation will come into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on a later date indicated in the Regulation. The Policy Statement will be adopted as a policy and will take effect concomitantly with the Regulation.

Regulation 31-103 creates a new registration regime and is therefore intended to replace Title V of the *Securities Regulation* and Policy Statement Q-9, *Dealers, Advisers and Representatives*. Also take notice that the concordant regulations to Regulation 31-103 and the related regulatory texts outline the regulatory amendments consequential to the coming into force of Regulation 31-103.

Lastly, the legislative amendments required to implement this new regime and transfer the securities sectors currently governed by the *Act respecting the distribution of financial products and services*, R.S.Q., c. D-9.2, to the *Securities Act*, R.S.Q., c. V-1.1, will be introduced under Bill 8, *An Act to amend the Securities Act and other legislative provisions*, assented to June 17, 2009.

Additional Information

Further information is available from:

Sophie Jean
Conseillère en réglementation
Surintendance de la distribution
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, ext. 4786
Toll-free: 1-877-525-0337, ext. 4786
E-mail: sophie.jean@lautorite.qc.ca

July 17, 2009

Notice

Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions

Policy Statement to Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions

Consequential Amendments

Introduction

The Canadian Securities Administrators (the CSA or we) have approved *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions* (the Regulation), *Policy Statement to Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions* (the Policy Statement) and amendments to related instruments, policies and forms. We refer to the Regulation and Policy Statement as the Regulation. Subject to Ministerial approval requirements, the Regulation will come into force on September 28, 2009 (the Implementation Date).

Adopting the Regulation is the last phase of the CSA registration reform project to create a flexible and efficient national registration regime. In addition to the development and implementation of the Regulation, the project has three other phases:

- the National Registration System (implemented in 2005), which will be replaced on the Implementation Date by the passport system under *Regulation 11-102 respecting Passport System* (Regulation 11-102) and passport interface with Ontario under *Policy Statement 11-204 respecting Process for Registration in Multiple Jurisdictions* (Policy Statement 11-204)
- amendments to the registration application process and the use of the National Registration Database (NRD) (implemented in 2007), and
- implementing the core client relationship model (CRM) principles through by-laws of the Investment Industry Regulatory Organization of Canada (IIROC) and the Mutual Fund Dealers Association of Canada (MFDA) (collectively, the self-regulatory organizations or SROs) (published for comment in 2008 and 2009).

Contents of this Notice

This Notice gives an overview of the new CSA registration regime and information about the transition to the new regime. The Notice consists of the following 10 sections:

1. Purpose of the Regulation
2. Feedback on the 2008 Proposal
3. Changes to the 2008 Proposal
4. The registration regime
5. The registration process
6. Transition
7. SRO rule amendments
8. Legislative amendments and adoption of the Regulation
9. Consequential amendments

10. Where to find more information

The Notice also contains the following appendices:

- *Appendix A Summary of comments and responses on the 2008 Proposal*
- *Appendix B Summary of changes to the 2008 Proposal*
- *Appendix C Concordance of changes to the 2008 Proposal*
- *Appendix D Alternative approach to regulating exempt market intermediaries in certain jurisdictions*
- *Appendix E CSA Staff Notice 31-311 Draft Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions - Transition into the new registration regime*
- *Appendix F Adoption of the Regulation and consequential amendments*
- *Appendix G Consequential changes to regulations and policy statements*

A blackline version of the Regulation reflecting changes to the 2008 Proposal is available on some CSA websites.

1. Purpose of the Regulation

The Regulation and related amendments harmonize, streamline and modernize registration requirements across Canada for firms and individuals who sell securities (and exchange contracts in some jurisdictions), offer investment advice or manage investment funds. The Regulation is intended to strike an appropriate balance between providing an efficient system for registrants and protecting investors.

We think that the Regulation will help create a more efficient business environment for approximately 2,000 firms and 130,000 individuals currently registered under securities legislation. This should result in cost savings for industry and ultimately, for investors. We also expect to see a reduction in the regulatory burden for industry through the adoption of a permanent registration regime and streamlined transfer procedures.

At the same time, more comprehensive requirements should benefit investors and allow us to more effectively regulate market participants. We have expanded the requirement to register to include investment fund managers and exempt market dealers. The Regulation sets out higher proficiency standards for some registrants and introduces requirements relating to complaint handling and dispute resolution. The Regulation also addresses conflicts of interest and enhances solvency requirements. A key emphasis in the Regulation is compliance oversight at firms, including individuals who are responsible for the firm's overall compliance with regulatory requirements.

We recognize that the registration regime must accommodate a wide variety of business models, scales of operation, clients and products. To create flexible regulation, the Regulation combines principles, supported by guidance in the Policy Statement, with prescriptive elements, where appropriate.

We reorganized the Regulation since we last published it to allow registrants to better understand, and comply with, the registration requirements. We now clearly distinguish between the requirements applicable to individuals and to firms. We also reordered and renumbered the Policy Statement in accordance with the Regulation. The section numbers in the Policy Statement match those of the corresponding provisions in the Regulation, to allow for easy reference.

We will monitor the implementation of the Regulation, and we will propose amendments to the Regulation if investor protection, market efficiency or other regulatory concerns arise.

2. Feedback on the 2008 Proposal

The Regulation and related amendments were published for comment on February 20, 2007 (the 2007 Proposal) and on February 29, 2008 (the 2008 Proposal). We received more than 300 comment letters on the 2008 Proposal. We thank everyone who provided comments. You can find a summary of the comments we received on the 2008 Proposal, together with our responses, in Appendix A of this Notice.

Copies of the comment letters are posted on the following websites:

www.lautorite.qc.ca
www.osc.gov.on.ca

3. Changes to the 2008 Proposal

We considered all comments received on the 2008 Proposal and have made changes to the Regulation. We concluded that these changes do not require the CSA to publish the Regulation for another comment period. You can find a description of the key changes we made to the 2008 Proposal in Appendix B of this Notice.

4. The registration regime

The new registration regime includes the Regulation, the passport system and passport interfaces with Ontario, and securities legislation and instruments in all the provinces and territories.

The Regulation provides that if on the day before the Implementation Date an individual or firm is entitled to rely on discretionary relief from a requirement that is substantially similar to a requirement in the Regulation, they can continue to rely on that relief, to the same extent and on the same conditions.

This section provides an overview of the registration regime.

a) Requirement to register

The requirement to register is found in the securities legislation of each province and territory. Firms must register if they are in the business of trading in, or advising on, securities, or if they act as an underwriter or manage an investment fund.

Individuals must register if they trade, underwrite or advise on behalf of a registered dealer or adviser, or act as the ultimate designated person (UDP) or chief compliance officer (CCO) of a registered firm. Individuals who act on behalf of a registered investment fund manager do not have to register.

Individuals and firms must apply for registration in the applicable categories and demonstrate that they have met the requirements for registration in those categories. These requirements are designed to ensure that individuals and firms are fit for registration.

Business trigger for dealers and advisers

Under the new regime, dealer and adviser registration is required when an individual or firm conducts trading or advising activity as a business. We call this the “business trigger” for registration. To determine whether registration is required, a firm or individual must consider whether their activities amount to trading or advising, and then determine whether they are carrying out those activities as a business.

In general, we consider factors such as whether the individual or firm is engaging in activities similar to a registrant, intermediating trades between sellers and purchasers, conducting the activity repeatedly, receiving compensation or soliciting clients. The Policy Statement discusses how we apply the business trigger in Part 1, *Fundamental concepts*.

The business trigger provides a more focused framework for registration. This eliminates the need for certain exemptions and we expect it will reduce the need for discretionary relief applications. For example, the exemption for trades between an individual and their RRSP is not necessary because the individual is not in the business of trading in securities.

As a result of adopting a business trigger for dealer registration, some industry participants who are currently required to register will not be required to register.

Implementation of the business trigger for dealers

The business trigger for dealer registration is new. In most provinces and territories, the business trigger will be implemented by legislative amendments. The Securities Acts in these provinces and territories will require dealer registration only when an individual or firm is in the business of trading.

In Alberta, the legislation will require an individual or firm that is in the business of *dealing* in securities to register as a dealer. However, the Alberta Securities Commission (ASC) will implement, concurrently with the Regulation, ASC Rule 31-504 *Dealer Registration Requirement - Scope of Application* to specify the scope of application of the dealer registration requirement in the *Securities Act* (Alberta) and to harmonize the registration requirement with the other jurisdictions.

The legislation in British Columbia, Manitoba and New Brunswick will not include a business trigger for dealer registration. However, to achieve the same result, the Regulation includes an exemption in those provinces for a firm or individual that is not in the business of trading.

The effect of all these approaches is the same.

Registration trigger for investment fund managers

There is no business trigger for registration as an investment fund manager. If a firm engages in investment fund manager activities, it must register.

Individuals carrying out activities on behalf of a registered investment fund manager do not have to register. The Regulation provides an exemption for these individuals. However, an investment fund manager's UDP and CCO must be registered.

All provinces and territories have amended their Securities Acts to require a firm or individual that manages an investment fund to register as an investment fund manager.

b) Registration categories

Categories of registration serve two main purposes:

- to specify the types of registerable activity a firm or individual may conduct,
- and
- to provide specific requirements for each category

“Registerable activity” means any activity requiring registration as a dealer, adviser or investment fund manager.

Although we have introduced a few new categories, overall the number of individual and firm categories has been significantly reduced. We expect that this will simplify the application process for registration and reduce regulatory burden.

Firm categories

The table below sets out the firm registration categories under the new regime.

Firm registration categories		
Dealers	Advisers	Investment fund managers
<ul style="list-style-type: none"> • Investment dealer • Mutual fund dealer • Scholarship plan dealer • Exempt market dealer (new) • Restricted dealer (new) 	<ul style="list-style-type: none"> • Portfolio manager • Restricted portfolio manager (new) 	<ul style="list-style-type: none"> • Investment fund manager (new)

Exempt market dealer

In Ontario and in Newfoundland and Labrador, this category replaces the category of limited market dealer. In all other jurisdictions, this is a new category of registration. The existing registration exemptions for capital raising will be repealed.

The exempt market dealer category restricts an individual or firm to acting as a dealer in the “exempt market”. The permitted activities of an exempt market dealer are determined with reference to *Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions* (Regulation 45-106). The key permitted activities for an exempt market dealer are trades of prospectus-exempt securities to specified clients, including “accredited investors”, trades in securities to clients who purchase a minimum of \$150,000 of a security in one transaction, and, where permitted, trades in securities distributed under an offering memorandum.

Alberta, British Columbia, Manitoba, the Northwest Territories, Nunavut and the Yukon Territory will introduce an order exempting individuals and firms from the dealer registration requirement when they trade in securities that have been distributed under one of the following prospectus exemptions in Regulation 45-106:

- accredited investor
- family, friends and business associates
- offering memorandum, or
- minimum \$150,000 purchase of a security in one transaction

To rely on this order, an individual or firm in one of those provinces or territories must:

- not be registered in any category of registration in any jurisdiction
- not provide suitability advice about the trade to the purchaser

- except in British Columbia, not otherwise provide financial services to the purchaser
- not hold or have access to the purchaser's assets
- provide risk disclosure in the prescribed form to the purchaser, and
- file an information report with the securities regulatory authority

See Appendix D of this Notice for more information about this order.

Saskatchewan is considering whether it will adopt this exemption and will release a separate notice when it has made its decision.

Restricted dealer

This new category of registration is intended to accommodate firms that carry out limited dealing activities and do not fall under any other firm categories. This provides us with flexibility to recognize unique business models, including certain existing local registration categories that will be converted into this category. The regulator will attach terms and conditions on the firm's registration restricting that dealer's proposed activity.

Underwriting

Underwriting is permitted for certain dealer categories. Investment dealers may underwrite any securities. Exempt market dealers may underwrite securities in limited circumstances.

Restricted portfolio manager

This new category of registration is intended to accommodate specialist advisers. These advisers have specialized expertise, but they may not have the proficiency required for full portfolio manager registration. The regulator will impose terms and conditions on a restricted portfolio manager's registration to restrict it to advising on specified securities, types or classes of securities, or specified industries.

Investment fund manager

This is a new category of registration for all jurisdictions, although *Regulation 81-102 respecting Mutual Funds* already imposes conditions on some investment fund managers. This category is intended to ensure that investment fund managers have sufficient proficiency, integrity and solvency (including prescribed capital), to adequately carry out their functions.

The registration requirement will apply as of the Implementation Date to new investment fund managers with a head office in Canada. They will be required to register in the province or territory where their head office is located. Existing investment fund managers with a Canadian head office will have a one-year transition period to register in the jurisdiction where their head office is located and two years to register in other jurisdictions in which they operate. Existing and new investment fund managers without a Canadian head office will have a two-year transition period. You can find more information about these transition periods in Appendix E to this Notice.

We expect to publish a proposal for comment in the next year to explain circumstances under which an investment fund manager that does not have a Canadian head office will need to register, and in what additional provinces and territories an investment fund manager with a head office in Canada will need to register.

Advisers and investment funds

Some CSA members previously took the view that advice to an investment fund “flows through” to the investors in the fund. The effect of this interpretation was that the adviser to a fund was required to register, or be exempted, in that jurisdiction, if any units of the fund were sold there. This applied even if the adviser was located outside the jurisdiction and the fund was established outside the jurisdiction. We have not continued with this interpretation.

Under the Regulation, the adviser to a fund must register as a portfolio manager in the province or territory where the fund is established, regardless of where the fund’s investors are located. This is because the fund is the client receiving the advice, and advice is given in both the jurisdiction where the advice is received and where the adviser is located.

If the fund is established outside a jurisdiction where units are sold and the adviser is also located outside the jurisdiction, the advice to the fund is not given in the jurisdiction. In this case, the adviser does not have to register in that jurisdiction.

Firms registered in more than one category

In general, firms carrying on more than one type of activity requiring registration must register in each applicable category. They will have to comply with the requirements of all categories in which they are registered.

However, we have made registering in multiple categories as efficient as possible for firms. For example, capital and insurance requirements are not cumulative, and a firm is required to have only one chief compliance officer, who must meet the most stringent of the proficiency requirements for the firm’s various categories of registration.

Non-resident firms

The Regulation does not require registered firms to incorporate in Canada. However, SRO rules may impose this requirement through their own rules on their members.

Non-resident registered firms must provide notice to clients that the firm is not resident in Canada. Restrictions on how non-resident firms may hold client assets also apply.

Québec regulatory framework for mutual fund dealers and scholarship plan dealers

In Québec, firms and individuals in the mutual fund and scholarship plan sectors are subject to a specific regulatory framework:

- Mutual fund dealers registered only in Québec are not required to be members of the MFDA.
- Mutual fund dealers and scholarship plan dealers registered only in Québec are under the direct supervision of the Autorité des marchés financiers.
- Individual representatives of mutual fund dealers and scholarship plan dealers registered in Québec are required to be members of the Chambre de la sécurité financière.
- Mutual fund dealers and scholarship plan dealers registered in Québec and their individual representatives registered in Québec must maintain professional liability insurance.

- Mutual fund dealers and scholarship plan dealers registered in Québec must contribute to the Fonds d'indemnisation des services financiers, which provides financial compensation to investors who are victims of fraudulent tactics or embezzlement committed by these firms or individuals.

- Individuals who are representatives of an investment dealer cannot be employed by a financial institution and carry on business at the same time as a representative in a Québec branch of a financial institution unless they specialize in mutual funds or scholarship plans.

Individual categories

Registered firms must conduct registerable activity through registered individuals. We substantially reduced the number of registration categories for individuals by harmonizing the existing categories for dealing and advising representatives.

We also added three new individual registration categories:

- ultimate designated person (UDP)
- chief compliance officer (CCO)
- associate advising representative

The UDP and CCO are instrumental to an effective compliance system. Depending on the size and structure of the firm, the UDP and CCO may be the same or different people. The categories of UDP and CCO build on previous requirements for certain registration categories and on requirements of the IIROC.

UDP

The UDP is responsible for promoting compliance at the firm and overseeing the effectiveness of the firm's compliance system. The UDP must be the chief executive officer of the firm, sole proprietor or equivalent. There are no proficiency requirements for the UDP.

CCO

The CCO is an operating officer responsible for monitoring and overseeing the firm's compliance system, including establishing policies and procedures, and reporting on the firm's compliance with securities legislation. The CCO reports to the UDP of the firm. There are proficiency requirements for the CCO.

Associate advising representative

This is a new registration category for some provinces and territories. It is primarily intended to be an apprentice category for individuals who are working toward full adviser registration but do not yet meet all the experience or education requirements. It will also accommodate individuals who do not intend to become full advising representatives.

All associate advising representatives must be supervised by an advising representative. Any advice they give must be pre-approved by a designated supervisor.

Individuals registered in more than one category

Individuals carrying on more than one type of activity requiring registration must register in each applicable category and comply with the requirements of each category. However, proficiency requirements are not cumulative: the most stringent of the relevant requirements will apply.

Permitted individuals

Permitted individuals are not registered, but they are subject to review by the regulator as part of our oversight of a firm's fitness for registration. They are therefore required under *Regulation 33-109 respecting Registration Information* (Regulation 33-109) to submit regulatory filings to regulators. The definition of *permitted individual* in Regulation 33-109 has been amended to capture only the "mind and management" of the firm, such as senior executives and directors, or their functional equivalents, who have direct influence or control of the firm.

Individuals who have officer titles but do not influence the overall direction of the firm are no longer permitted individuals. This allows us to focus on the individuals who have direct influence or control of the firm.

c) Exemptions from registration

The exemptions from registration reflect the adoption of the business trigger for dealers. We retained or added exemptions for activities that are subject to another regulatory regime or that we believe do not pose risks to investors or the integrity of the markets.

Dealer exemptions

The table below is a summary of previous exemptions for dealers that have been retained, or exemptions that were previously categories of registration in some provinces, as well as new exemptions.

Retained exemptions	New exemptions
<ul style="list-style-type: none"> • Exemptions where another regulatory regime applies. Examples include exemptions for mortgages, personal property security legislation, insurance companies dealing in variable insurance contracts, and Schedule III banks. • Exemptions based on investor relationship. Some exemptions have been retained, for example, for reinvestment plans. • Exemptions based on low relative risk and/or public policy. Some exemptions have been retained, for example, specified debt. • Exemption for trades through or to a registered dealer. 	<ul style="list-style-type: none"> • Portfolio managers. A portfolio manager may trade units of its in-house non-prospectus qualified funds with its managed accounts without registering as a dealer. • International dealers. Previously, this was a category of registration in Ontario and in Newfoundland and Labrador. This exemption allows non-resident dealers to operate in Canada, with limitations. Non-resident dealers that want to have wider access to Canadian markets should seek the appropriate registration.

Adviser exemptions

Since the registration requirement for advisers was already based on the business trigger, we have retained substantially the same exemption, and added some new exemptions.

Retained exemption	New exemptions
<ul style="list-style-type: none"> • IIROC discretionary advisers. This exemption allows designated IIROC members to provide discretionary advice in accordance with IIROC by-laws. 	<ul style="list-style-type: none"> • Dealers who provide non-discretionary advice. This exemption allows registered dealers to provide non-discretionary advice that is necessary to

	<p>support their trading activities.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Generic advice. This exemption allows firms to provide generic advice, which is not tailored to the needs and circumstances of the recipient. Generic advice is usually delivered through investment newsletters and articles in general circulation newspapers, magazines, television, radio and the Internet. • International advisers. Similar to the international dealer exemption, this exemption allows non-resident advisers to operate in Canada, with limitations. Non-resident advisers that seek wider access to Canadian investors must register.
--	--

New dealing and advising exemptions

The following sections describe new exemptions that are available to dealers and advisers.

Exemptions relating to permitted clients

Permitted client is a new concept. It is largely a subset of “accredited investor”, which is defined in Regulation 45-106. Permitted clients primarily include institutional and corporate investors, and very high net worth individuals.

Registrants that trade with, or advise, permitted clients may be exempt from certain conduct obligations, including the requirement to make a suitability determination and provide relationship disclosure information, if the permitted client has waived these requirements. International dealers and international advisers trading on behalf of, or advising, permitted clients have a conditional exemption from the requirement to register.

Mobility exemption

This exemption allows registrants in a Canadian province or territory to continue dealing with clients who move to a different province or territory, without registering in that other province or territory. Under this exemption, registered individuals can deal with up to five clients and registered firms can deal with up to 10 clients in another province or territory.

d) Fitness for registration

We assess an individual’s or firm’s fitness for registration at the time of their initial application for registration. The individual or firm must continue to satisfy the fitness criteria to retain their registration status. The fitness requirements are based on three fundamental principles: proficiency, integrity and solvency.

The regulator can impose terms and conditions on a registration at any time if the regulator has concerns about an individual’s or firm’s fitness for registration. In addition, the regulator or the securities regulatory authority in Québec can suspend a registration at any time.

Proficiency

Proficiency requirements are meant to ensure that registered individuals have a sufficient level of knowledge before providing dealing or advising services to clients, or compliance functions for their firms. The general proficiency principle requires an individual to have the education, training and experience that a reasonable person would consider necessary to competently perform an activity that requires registration. This includes knowledge about the products they sell.

Individuals are required to pass examinations, not courses. However, they are responsible for completing the necessary preparation to pass the required examination. Individuals registered in more than one category are required to meet the highest level of proficiency for those categories.

We have taken into account relevant industry experience in determining whether the passing of an examination is sufficiently recent. In addition, we recognize that individuals can gain relevant experience in various ways.

The proficiency requirements for investment dealers are, and will continue to be, set by IIROC.

Integrity

Registered individuals and firms should conduct themselves with integrity and in an honest manner. The regulator will assess the integrity of firms and individuals through the information that registrants are required to provide and update on registration forms and compliance reviews. In addition, applicants are required to undergo certain background checks, including criminal record and bankruptcy checks.

Solvency

Capital and insurance requirements are designed to ensure that firms are solvent and can meet their obligations on a daily basis.

Capital requirements

All registered firms should be able to demonstrate their ability to manage their business as a going concern. We require firms to maintain a minimum amount of capital to ensure they can meet their financial obligations when they become due.

Insurance requirements

All registered firms must maintain a minimum amount of insurance coverage to protect the firm against property loss. We revised the method of determining the minimum amount of coverage to better reflect the operational risks of a registrant.

Financial reporting

Financial reporting helps regulators to monitor a registered firm's compliance with ongoing solvency requirements.

All registered firms must deliver audited annual financial statements. In addition, all dealers other than exempt market dealers, and investment fund managers, must deliver unaudited quarterly (interim) statements.

Investment fund managers must also provide a description of any net asset value adjustment made to the investment fund by the investment fund manager during each quarter.

Acquisition of registrants

A registrant must notify the regulator before it acquires a registered firm's securities or assets. In addition, if a registered firm's securities are to be acquired, the registered firm must notify the regulator. This notice gives the regulator the opportunity to address ownership issues that could affect a firm's continued fitness for registration, before transactions are completed.

e) Client relationships

General principles

Dealers and advisers must deal fairly, honestly and in good faith with their clients. Similarly, investment fund managers must exercise the powers and discharge the duties of their office honestly, in good faith and in the best interests of the investment fund.

Know your client (KYC) and suitability

The obligations to "know your client" and to determine whether an investment is suitable are fundamental to investor protection. KYC information can also help us identify violations of trading rules and ensure that trades are completed in accordance with securities laws.

In general, dealers and advisers must collect KYC information and make a suitability determination for all clients. Registrants are not required to collect KYC information necessary to make a suitability determination for permitted clients who have provided a waiver. However, registrants who manage investment portfolios of permitted clients on a discretionary basis must collect this information.

Client relationship model (CRM)

The CSA and the SROs have been working to create harmonized requirements in a number of areas related to a client's relationship with a registrant. This is referred to as the CRM project. It includes:

- relationship disclosure
- conflicts of interest disclosure
- cost and compensation disclosure
- performance reporting

The Regulation contains requirements for relationship and conflicts disclosure.

Relationship disclosure

An outcome-based provision in the Regulation requires a registered firm to provide clients, other than permitted clients, with all information that a reasonable investor would consider important about their relationship with the firm. It also sets out the minimum information that must be delivered to clients.

Conflicts of interest

Firms must identify and respond to existing and potential conflicts of interest by avoiding, controlling or disclosing them. There are also restrictions on certain managed account transactions and limitations on recommendations by registered firms.

Continuing work on CRM

In the next couple of years, we expect to propose amendments to the Regulation that would add requirements or guidance for cost disclosure and performance reporting to clients. Our goal is to ensure that clients of all registered firms, whether or not they are SRO members, will be equally well-provided with clear and complete disclosure of all costs associated with the products and services they receive, and meaningful reporting on how their investments perform.

The SROs have both published for comment proposals in these two areas. If the requirements of the SROs are consistent with the principles we articulate for cost disclosure and performance reporting, we anticipate providing an exemption for SRO members from any detailed provisions that are eventually included in the Regulation.

Referral arrangements

Referral arrangements are regulated nationally for the first time. These requirements are intended to address the abuse, misuse or misinterpretation of referral arrangement relationships involving registrants.

Registrants must disclose to their clients details about all referral arrangements, whether or not they relate to registerable activities or financial services. Referral fees include shared or split commissions. Parties cannot avoid regulatory obligations, including the obligation to assess the suitability of a trade or recommendation for a client, through a referral arrangement.

Complaint handling

The Regulation includes outcome-based requirements for complaint-handling. This is a new requirement outside Québec. All registered dealers and advisers must:

- document, and effectively and fairly respond to each complaint made about any product or service offered by the firm or its representatives, and
- ensure that independent dispute resolution services or mediation services are made available at the firm's expense

We are working with the SROs to harmonize the complaint-handling regime. When this work is completed and the SROs adopt their regime, we will amend the Regulation to provide detailed requirements for firms that are not members of an SRO. We anticipate providing an exemption for SRO members from any detailed provisions that are eventually included in the Regulation.

In Québec, registrants are subject to the complaint handling regime that is provided in the *Securities Act* (Québec).

Account activity reporting

Registered dealers must send confirmations of purchases and sales of securities to their clients. In general, firms other than investment fund managers and scholarship plan dealers must deliver client statements every three months. This information enables clients to monitor services that their firm provides. Client statements must include details of every security transaction during the three months and a summary of the security portfolio at the end of the period.

Client assets

Client assets are protected with requirements for segregating and safekeeping those assets. Client assets held in trust must be separate from the firm's own assets. Non-resident firms that hold client assets are subject to restrictions to ensure the assets are held

appropriately. A registered firm that holds a client's securities under a safekeeping agreement must segregate the securities, identify them appropriately and release them only on client instructions.

We will consider proposing expanded custodial requirements when the Regulation is amended in the future.

Margin

Only IIROC members are permitted to provide margin to clients. The credit risk to a firm's solvency and the risk to clients of over-leveraging are addressed under IIROC rules.

f) Compliance

Compliance is a cornerstone of the registration system. Every registered firm must establish a compliance system. Compliance is a firm-wide responsibility.

A registered firm must have a system of controls and supervision to:

- provide reasonable assurance that the firm and each individual acting on its behalf complies with securities legislation, and
- manage risks in conformity with prudent business practices

While this general compliance obligation is outcome-based, firms also have specific requirements to have a UDP and CCO to oversee and manage the firm's compliance system. We no longer impose specific compliance obligations for branch managers, apart from applicable SRO rules.

Record-keeping

Registered firms must maintain an effective record-keeping system. This includes maintaining records relating to their business activities, financial affairs, client transactions and compliance with securities legislation.

We do not prescribe specific records or methods of record-keeping because we recognize that records and methods that are relevant for one firm may not be relevant for another. However, we provide guidance in the Policy Statement.

5. The registration process

This section outlines key aspects of the registration process.

Applying for registration

An individual or firm that wants to register must file an application form. Under Regulation 33-109 and *Regulation 31-102 respecting National Registration Database* (Regulation 31-102), individuals file the individual application form, Form 33-109F4, on the National Registration Database (NRD). Firms file the application form, Form 33-109F6, as a paper filing, by fax, or scanned in an e-mail.

We significantly changed the individual and firm application forms to make them easier to understand and simpler for applicants to use. Where possible, we have streamlined the information required in the registration forms to avoid unnecessary regulatory burden. We anticipate a simpler, more efficient registration process for both applicants and regulators.

We intend to further review these and other forms related to registration. We may make changes to further improve the registration process and in response to developments in the capital markets.

Terms and conditions on registration

We may grant registration subject to terms and conditions. For example, we may impose terms and conditions to restrict an individual's or firm's activities or require supervision of those activities. When we impose terms and conditions on a registration, the individual or firm has the right to an opportunity to be heard before the regulator.

Registering in more than one province or territory

The requirements and procedures for applying for registration in more than one province or territory are currently set out in the National Registration System (NRS). That system will be replaced with the passport system for registrants when the Regulation comes into force. The passport system allows individuals and firms to register in more than one province or territory by dealing only with the individual's or firm's principal regulator and meeting the requirements of one set of harmonized laws.

Although Ontario is not adopting the passport system, it can be a principal regulator under that system, giving firms and individuals in Ontario access to the capital markets in other jurisdictions by dealing only with the OSC.

A new national policy setting out the process for registration in multiple jurisdictions (Policy Statement 11-204) includes an interface similar to NRS for firms or individuals in passport jurisdictions to register in Ontario.

You can find additional information in the CSA Notice about the passport system, which is also being published today.

Updating registration information

A registered individual or firm must keep up to date the information they provide to us. They must also notify us when, for example:

- the individual ceases employment with a registered firm
- certain information included in their application form changes
- the firm changes its financial year end

Suspending registration

If an individual's or firm's registration is suspended, they remain registered but must stop their registerable activities.

An individual's or firm's registration may be suspended if we have serious concerns about their continued fitness for registration or we determine that it is no longer in the public interest for them to be registered.

Registration will be automatically suspended when:

- an individual no longer works for a registered firm
- the registration of the firm for which the individual works is suspended
- an SRO suspends or revokes the approval of an individual or firm, or
- the regulator accepts a request from a firm to surrender their registration

Reinstating registration

If an individual's or firm's registration has been suspended, we may reinstate their registration if they make an application to us and they comply with the Regulation.

Automatic transfers

Individuals can have their registration automatically transferred from one registered firm to another within 90 days of leaving a sponsoring firm without having to re-apply for registration. They may do this only if they do not change their registration category and the new sponsoring firm is registered in the same category and province or territory as the former sponsoring firm.

The automatic transfer does not apply if the individual was dismissed, or was asked by the firm to resign, following an allegation of criminal activity or a breach of securities legislation or SRO rules.

Revoking registration

If an individual's or firm's registration has been suspended but not reinstated, it will be automatically revoked on the second anniversary of the suspension. "Revoked" means a registration is ended. An individual or firm whose registration has been revoked must submit a new application if they want to be registered again.

6. Transition

On June 12, 2009, we published CSA Staff Notice 31-311 Draft *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions - Transition into the new registration regime*. It provides guidance on how the CSA will convert firms and individuals from the existing registration regime to the new registration regime under Regulation 31-103. You can find the Notice in Appendix E of this Notice.

7. SRO rule amendments

SROs have a critical role in setting registration requirements and standards for their members. We are working with both SROs to harmonize the Regulation and SRO rules. SRO rules will be amended as of the Implementation Date to reflect the changes brought about by the new registration regime.

IIROC registration reform rule amendments

IIROC is publishing today amendments to its Dealer Member Rules that are related to the implementation of the CSA's registration reform project. The IIROC rule amendments were approved by the IIROC Board on June 25, 2009 and are subject to final approval by applicable CSA members.

IIROC and its predecessor, the Investment Dealers Association of Canada, have also been involved in the CSA's registration reform project to provide policy recommendations and ensure that there are no inconsistencies between CSA and IIROC regulations regarding registration requirements. The IIROC registration reform related amendments seek to modernize registration related requirements applicable to Dealer Members, moving to the extent reasonable to a more principles-based approach. IIROC has also sought to harmonize as far as possible to Regulation 31-103.

On April 24, 2009, IIROC published for second comment proposed amendments to its Dealer Member Rules to establish substantive requirements developed under the Client Relationship Model (CRM) Project (IIROC Notice 09-0120 – Rules Notice – Request for Comments – Dealer Member Rules – Client Relationship Model).

MFDA registration reform rule amendments

The Mutual Fund Dealers Association of Canada (MFDA) will be publishing amendments to its rules that are related to the implementation of the CSA's registration reform project. The MFDA will issue guidance to its members on the requirements that apply during the interim period between the implementation of the Regulation and the adoption of consequential MFDA rule amendments.

8. Legislative amendments and adoption of the Regulation

Appendix F to this Notice lists the legislative amendments that are being made to legislation in each province and territory so we can implement the Regulation. It also indicates how the Regulation is implemented or adopted in each province or territory.

9. Consequential amendments

Appendix G to this Notice summarizes the changes we are making to regulations and policy statements in your province or territory as a result of implementing the Regulation and the passport system. The amendment instruments mostly reflect new terminology used in, and the relocation of subject matter to, the Regulation. The revocation instruments eliminate instruments and policies because the subject matter is now addressed in the Regulation.

We anticipate publishing a CSA notice of remaining local exemptions at a later date.

10. Where to find more information

The Regulation and related consequential amendments are available on websites of CSA members, including:

www.lautorite.qc.ca
www.albertasecurities.com
www.bcsc.bc.ca
www.gov.ns.ca/nssc
www.nbsc-cvmnb.ca
www.osc.gov.on.ca
www.sfsc.gov.sk.ca

Regulation 33-109, Regulation 31-102 and Regulation 11-102 are also being published today. You can find more information about the amendments made to those instruments in the notices and published instruments.

Questions

Please refer your questions to any of the following CSA staff:

Sophie Jean
Conseillère en réglementation
Surintendance de la distribution
Autorité des marchés financiers
Tel: 514-395-0337, ext. 4786
Toll-free: 1 877 525-0337
sophie.jean@lautorite.qc.ca

Laura Bliss
Senior Legal Counsel
Capital Markets Regulation
British Columbia Securities Commission
Tel: 604-899-6666
1-800-373-6393
lbliss@bcsc.bc.ca

Christopher Jepson
Senior Legal Counsel
Registrant Regulation
Ontario Securities Commission
Tel: 416-593-2379
cjepson@osc.gov.on.ca

David McKellar
Director, Market Regulation
Alberta Securities Commission
Tel: 403-297-4281
david.mckellar@asc.ca

Dean Murrison
Deputy Director, Legal/Registration
Saskatchewan Financial Services Commission
Tel: 306-787-5879
dean.murrison@gov.sk.ca

July 17, 2009

Appendix A

Summary of comments and responses on the 2008 Proposal

This appendix summarizes the written public comments we received on draft *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements* (the Regulation), Policy Statement 31-103 (the Policy Statement) and the proposed forms under *Regulation 33-109 respecting Registration Information* (the NRD Forms) as published on February 29, 2008 (the 2008 Proposal). It also sets out our responses to those comments.

Drafting suggestions

We received a number of drafting comments on the Regulation, the Policy Statement and related forms. While we incorporated many of the suggestions, this document does not include a summary of the drafting changes we made.

Topics outside the scope of the registration reform project

We have not provided responses to the comments we received on topics that are outside the scope of the registration reform project, including:

- developing a documented process or structure to facilitate regulatory harmonization between provinces, securities administrators and self-regulatory organizations (SROs)
- registering financial planners
- allowing salespersons to direct commissions to personal corporations
- adopting a uniform definition of the term “security”
- registration fees
- delegation of the registration function to SROs
- resale restrictions on exempt securities
- harmonizing the regulatory treatment of securities and insurance products, such as segregated funds
- creating a registration category for small firms, with reduced requirements
- the regulatory framework for registration with regard to principal protected notes
- mutual recognition or special exemption regimes for foreign-based entities

Categories of comments and single response

In this document, we have consolidated and summarized the comments and our responses by theme. In general, we have not included comments already addressed in our summary of the comments on the proposal published on February 23, 2007 (the 2007 Proposal).

Responses to comments received on the Regulation

General comments

Harmonization issues

All jurisdictions are adopting the Regulation, which harmonizes the registration requirements. However, several commenters expressed concern about a fractured regulatory environment for registration across Canada, including:

- the business trigger for dealer registration
- the regulation of trading in exempt securities
- the proposed amendments to the *Securities Act* (Ontario)
- the treatment of federally regulated financial institutions

Business trigger for dealer registration

The jurisdictions have consulted each other on any legislative amendments needed to support the Regulation to ensure that it operates the same way in all jurisdictions. The CSA believes that functional harmonization has been reached since anyone who is in the business of trading in securities must register. However, members of the CSA have used different techniques to implement the business trigger for dealer registration, which do not result in any difference in the trigger itself:

- Most jurisdictions are implementing the business trigger for registration by way of legislative amendments. The legislation in those jurisdictions will require a person who is in the business of trading in securities to register as a dealer.
- Manitoba, British Columbia and New Brunswick are exempting from registration anyone who is not in the business of trading in securities.
- In Alberta, the legislation will require a person that is in the business of dealing in securities to register as a dealer. However, the Alberta Securities Commission (ASC) will implement, concurrently with the Regulation, ASC Rule 31-504 *Dealer Registration Requirement - Scope of Application* to specify the scope of application of the dealer registration requirement in the *Securities Act* (Alberta) and to harmonize the registration requirement with the other jurisdictions.

Regulation of trading in exempt securities

The requirements applicable to registered exempt market dealers (EMDs) are the same in all jurisdictions. However, Alberta, British Columbia, Manitoba, Nunavut, Northwest Territories and Yukon (Northwestern Jurisdictions) are providing an exemption from EMD registration that imposes a targeted obligations regime on a person who is in the business of trading in the exempt market and is not otherwise registered with any securities regulatory authority.

A more detailed discussion of this exemption is set out in Appendix D of this Notice. The text of the order setting out the terms and conditions of this exemption is available in a separate notice on the following websites:

www.albertasecurities.com
www.bcsc.bc.ca

Saskatchewan is considering whether it will adopt this exemption and will release a separate notice when it has made its decision.

Securities Act (Ontario)

Commenters expressed concern that moving some of the provisions in the Regulation to the *Securities Act* (Ontario) will detract from the harmonization of the Canadian securities regulatory regime. The Ontario government has decided to insert a number of provisions from the Regulation into the *Securities Act* (Ontario). As a result, certain provisions of the Regulation are stated not to apply in Ontario and explanatory notes have been inserted in the Regulation. However, the provisions that will be adopted in the *Securities Act* (Ontario) are not materially different from those that appear in the Regulation.

Federally regulated financial institutions

It has been suggested that a federally regulated financial institution should be exempted from dealer, adviser, and investment fund manager registration. The securities-related activities of federally regulated financial institutions are not separately addressed in the Regulation. The CSA is maintaining the status quo on the requirements applicable to these institutions.

Definition of “permitted client”

We received several comments on the proposed definition of “permitted client.” The commenters asked us to expand the definition of “permitted clients” by including certain entities. We also received comments on the monetary thresholds for shareholders’ equity of corporations and for financial assets of individuals.

We agree with the commenters on some but not all of their comments and have amended the definition of “permitted client” to include:

- investment funds that are managed by a person registered as an investment fund manager under the securities legislation of a jurisdiction of Canada
- wholly-owned subsidiary companies of Canadian pension plans
- corporations having net assets of least \$25 million (from \$100 million of shareholders’ equity in the 2008 Proposal)
- non-incorporated companies, partnerships and trusts

Further, we have designated as permitted clients other types of vehicles that other permitted clients may use for their investing, as long as no non-permitted client also uses that vehicle for investing.

We believe that registered charities that do not have an “eligibility adviser”, family trusts and individuals with less than \$5 million in financial assets should have the benefit of a suitability determination. They have therefore not been included in the “permitted clients” definition.

We have also made selected conforming changes to elements of the definition of “permitted client” that derive from the definition of “accredited investor” in *Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions*.

Categories of registration - firms***Investment fund manager***

We were asked to provide clarification on some of the circumstances in which registration in the investment fund manager (IFM) category is required:

- Registered portfolio managers using their own pooled funds (which we now refer to as *non-prospectus qualified investment funds*) as portfolio management tools are required to register in the IFM category since the regulatory concerns relevant to IFM registration apply to these activities. Portfolio managers are therefore not exempt from IFM registration. However, we have eliminated the cumulative capital requirement if the firm is registered as both a portfolio manager and IFM.
- A general partner of a limited partnership investment vehicle acting in the capacity of investment fund manager of a pooled investment vehicle may be required to register in the IFM category, but only if the pooled investment vehicle is organized and invests in a manner that falls within the definition of investment fund in securities legislation. We have added in the Policy Statement discussion of IFMs of limited partnerships.
- We have provided a temporary two-year exemption in the Regulation for IFMs whose head office is located outside Canada. See the Notice for a discussion of the CSA's ongoing policy development for foreign IFMs.
- For IFMs with a head office in Canada, we have provided a temporary two-year exemption in the Regulation from registering in other Canadian jurisdictions as long as they are registered in the jurisdiction where their head office is located.
- We have provided a specific exemption from IFM registration for capital accumulation plans in the Regulation. It will be available to the extent the plan is only required to be registered as an IFM because the investment fund is an investment option in a capital accumulation plan. The CSA is reviewing its policy approach with regard to IFM registration for capital accumulation plans. The CSA may therefore amend or revoke this exemption.

Exempt market dealer

KYC and suitability requirements

We received several comment letters stating that EMDs should be exempt from the know your client (KYC) and suitability requirements, and that clients should be permitted to waive KYC and suitability.

The CSA believes that KYC and suitability are fundamental requirements of the registration regime. However, the extent of KYC information that will be sufficient for a registrant to determine suitability will depend on the circumstances of the client, the transaction, the client's relationship with the registrant and the registrant's business model. We have amended the Policy Statement to include more detailed guidance on this issue.

Permitted clients can waive suitability determinations where the registrant is not providing discretionary portfolio management.

We received numerous letters from individuals indicating that investors purchasing under the offering memorandum exemption would resist providing EMDs with information that is necessary to assess suitability. The commenters perceived this as an invasion of privacy. As noted above, an exemption from the EMD registration requirement is available on certain terms and conditions in the Northwestern Jurisdictions.

Proprietary pooled funds and location of client assets

One commenter expressed the view that fund issuers who are not portfolio managers that sell their own proprietary pooled funds pursuant to a prospectus exemption should not have to register as an EMD, provided that client assets are held by an independent custodian. Our view is that the location of client assets is not a valid policy rationale for requiring or not requiring registration.

Foreign EMDs

One commenter expressed the opinion that foreign EMDs that are subject to regulation in their home jurisdiction should be exempt from the capital, insurance, chief compliance officer (CCO), ultimate designated person (UDP), relationship disclosure, suitability, margin, and borrowed money disclosure provisions in the Regulation, and that the CSA should not impose “redundant” requirements on exempt market firms that are registered in foreign jurisdictions. The commenter also stated that the CSA should consider a mutual recognition system for these firms.

We believe that the location of the EMD is not in itself a valid policy rationale for requiring or not requiring registration. A mutual recognition system is beyond the scope of this project.

Sale of mutual fund securities

We received comments that EMDs should not be permitted to sell prospectus qualified mutual funds without mutual fund dealer registration. The EMD category contemplates sales of a wide range of securities to qualified purchasers and we can see no investor protection reason why this should not include sales of prospectus qualified mutual funds. We will nonetheless monitor the situation in case regulatory concerns arise.

Mutual fund dealer

We received comments to the effect that the CSA should permit mutual fund dealers that are members of the Mutual Fund Dealers Association of Canada (MFDA) to sell exempt securities, including non-prospectus qualified mutual funds, without requiring registration as an EMD.

The definition of mutual fund does include prospectus-exempt mutual funds and as such, mutual fund dealers are already permitted to trade in these pooled funds without the requirement to register as an EMD. There are also certain exempt securities that do not trigger the dealer registration requirement (e.g., specified debt) and can therefore be sold by mutual fund dealers that are not also registered as EMDs.

Some commenters suggested that mutual fund dealers should be permitted to sell exchange traded funds (ETFs) that do not fit within the definition of “mutual fund”. We disagree. Such ETFs are fundamentally different from conventional mutual funds. There are specific market regulation issues pertaining to ETFs that are distinct from those pertaining to retail mutual fund distribution activity.

Advisers and investment funds

Some CSA members previously took the view that advice to an investment fund “flows through” to the investors in the fund. The effect of this interpretation was that the adviser to a fund must register, or be exempted, in that jurisdiction, if any units of the fund are sold there. This applies even if the adviser is located outside the jurisdiction and the fund is established outside the jurisdiction. We have not continued with this interpretation.

Under the Regulation, the adviser to a fund that is constituted in a jurisdiction must be a registered portfolio manager in that jurisdiction, regardless of where the fund's investors are located. This is because the fund is the client receiving the advice, so advice is given in the jurisdiction where the advice is received and where the adviser is located.

If the fund is established outside a jurisdiction where units are sold and the adviser is also located outside the jurisdiction, the advice to the fund is not given in the jurisdiction. In this case, the adviser does not have to register in that jurisdiction.

Categories of registration - individuals

Ultimate designated person

We received comments that role of UDP is overly broad as stated in the Regulation and Policy Statement, and should be made consistent with IIROC Rule 38, which provides that that the UDP is responsible for the conduct of the firm and the supervision of its employees. Further, it was suggested that the definition of UDP should be expanded to allow firms to designate this function to any of the senior officers permitted under IIROC By-law 1 (CEO, President, COO, CFO, or such other officer that has been approved by IIROC).

We have not changed the definition of UDP or the description of the role of the UDP. We remain convinced that the importance of the registered firm's compliance system and the UDP's role within it is such that only the most senior officer is appropriate to fill that role. We have clarified the UDP-CCO distinction in the Policy Statement discussion. IIROC Rule 38 will be amended to conform to the Regulation.

Another commenter suggested that the firm should have the ability to designate more than one UDP. We disagree. The status and the role of the UDP preclude that position being filled by more than one individual.

Chief compliance officer

We received comments stating that certain circumstances could warrant the designation of several CCOs, such as for large registrants that have registerable activities carried out through various operating divisions. We will consider applications for exemptions on a case-by-case basis for these types of arrangements, but we have not changed the Regulation. These arrangements may be appropriate only in limited circumstances.

Associate advising representative

We disagree with the comment stating that advisers should not be required to notify the regulator when the adviser designates an associate advising representative. The regulators need to be in a position to determine that the conditions that apply to the activities of the associate advising representative are met. An adviser must always pre-approve the advice given by an associate advising representative. The form of the pre-approval will depend on the circumstances, such as the associate advising representative's level of experience.

Exceptions for members of self regulatory organizations (SROs)

In response to comments requesting that the Regulation comprise a broader list of requirements that would not apply to SRO members, we have made changes to include in the exemption the subordination agreement notice requirement, global financial institution bonds and the detailed requirements of relationship disclosure information.

However, we have not included an exemption from the following requirements:

- Complaint handling and referral arrangements because there is substantial ongoing harmonization of the SRO Rules and the Regulation
- the conflicts of interest provisions because these are outcome-based requirements that apply to registrants in all categories, whether or not they are SRO members

- the requirements relating to statements of account and portfolio because these set out the frequency of statement delivery and apply to registrants in all categories, including SRO members

We have deleted the reference to the dispute resolution service (sub-paragraph (p) of section 3.3(1) of the 2008 Proposal) since this was only intended as a technical exception for Québec registrants.

Solvency and financial reporting requirements

General comments on calculation of excess working capital

Where assets are held

We received a comment that where a third-party custodian holds client assets, there should be no working capital or insurance requirements. We disagree. Where the client assets are held, whether or not at a third-party custodian, is not a sufficient policy rationale for exempting a firm from the capital or insurance requirement. The solvency requirements are designed not only to protect client assets, but also to ensure a firm has the financial capacity to meet its day-to-day operations.

Margin rules and market risk

One commenter believed that using the margin rules of the Investment Industry Regulatory Organization of Canada (IIROC) does not necessarily provide an accurate assessment of market risk and that the proposed 50% margin rate for mutual funds is too high in respect of mutual funds that only invest in bonds.

We disagree. The calculation of market risk is based on the nature of the underlying security using the margin rates that are common to the investment industry today. We have updated the margin rates in schedule 1 to Form 31-103F1 *Calculation of excess working capital*.

A commenter stated that registrants that prepare financial statements in accordance with GAAP should not have to calculate market risk (line 9) in accordance with the principles set out in Schedule 1. We disagree. Market risk is designed to capture any adverse movement in securities prices, and the fact that a financial statement is prepared in accordance with Canadian GAAP may not necessarily reflect market risk.

Long-term related party debt

We received a suggestion that registrants should not have to add back 100% of long-term debt owed to a related party (line 5) of Form 31-103F1 if the related party debt is not due in the next 12 months. We disagree. The calculation of excess working capital is done on a conservative basis.

Long-term related party debt is treated as a current liability because it is easier for a related party to change the terms of repayment if the registrant is experiencing financial difficulty. If a registrant executes a subordination agreement, the treatment of the related party debt changes.

Guarantees

A commenter expressed the view that where a registrant guarantees the debt of an affiliated registrant, the calculation should not include both the debt for one registrant and the guarantee of that debt by the other registrant. Our response is that the calculation of excess working capital is done on a conservative basis. This is a conservative adjustment in the capital formula, as a registrant may be called at any time to make a payment related to a guarantee.

The capital formula does not differentiate between short-term or long-term guarantees. If the amount of the guarantee has been included in the balance sheet as a current liability, it does not need to be included again on line 11 of Form 31-103F1.

We have simplified the form of the subordination agreement in Appendix B to the Regulation.

Application of solvency and financial reporting requirements to IFMs

NAV corrections and adjustments

It was suggested that a materiality threshold should be in place for net asset value (NAV) corrections and adjustments, which is currently 50 basis points or \$50. Otherwise, the reporting could become an administrative burden and the costs of reporting may be onerous.

Our response is that a firm is required to have policies and procedures in place to cover all the major functional areas of its business. This includes dealing with NAV adjustments, should they occur.

A firm may use the IFIC Bulletin 22 – *Correcting Portfolio NAV Errors* or establish a more stringent policy which would include a materiality threshold.

One commenter considered the requirement to report NAV adjustments on a quarterly basis to be unnecessary and unduly onerous. We disagree and have added additional guidance in the Policy Statement on how to comply with the NAV reporting requirements.

Capital requirement for IFMs

A commenter suggested that IFMs, particularly those in investment fund complexes with various fund families, should be permitted to either take on additional insurance to satisfy regulatory concerns or use a graduated capital requirement based on the amount of assets invested. Alternatively, the CSA should require IFMs to hold a minimum \$500,000 investment in their funds until they reach a threshold of assets under management.

Our response is that it is a basic requirement in Canada and in similar jurisdictions that registrants should be able to demonstrate that they are adequately capitalized and financially solvent. The prescribed amounts in the proposed Regulation are minimums and fund managers may determine that their business model requires a greater amount to adequately manage their business.

Insurance requirements for IFMs

One commenter advocated that the insurance requirement should be limited to 1% of assets under management and that small fund managers who use independent custodians should be exempt from the insurance requirement.

We disagree. Insurance requirements are meant to protect the firm against property loss. The amount of insurance required for fund managers is formula-based and is linked to assets under management. We believe these requirements are appropriate in view of the activities undertaken by IFMs. Further, we believe there are other activities carried on by the fund manager that require insurance coverage. The Financial Institution Bond (FIB) Clauses A to E provide coverage for various types of losses.

Financial reporting requirement for IFMs

A commenter stated that IFMs that do not handle, hold or have access to client assets should be exempt from the requirement to file quarterly financial statements. However, the CSA believes that a fund manager, as trustee, has access to client assets.

Client funds are continually “in transit” to and from the custodian as new investments are made or existing investments are redeemed. We therefore do not agree with the comment.

A commenter considered that the quarterly reporting requirements for IFMs, which do not apply to advisers, are excessive. We disagree. The operations of IFMs and advisers are different. An IFM has the responsibilities associated with fund accounting, transfer agency and trust accounting and must ensure that these functions are being properly performed (including when they have outsourced these duties).

Trade confirmations

It was suggested that in cases where securities in client name are maintained by the client with the IFM, the client may communicate directly with the IFM in order to redeem the securities. In such cases, the client would not receive a trade confirmation since that requirement would not apply to the IFM, which does not seem appropriate. We agree and have amended the Regulation to provide that the IFM will be required to send trade confirmations in such cases.

Application of solvency and financial reporting requirements to advisers

Capital requirement

It was suggested that investments in an adviser’s pooled funds should not be subject to a reduction for market risk. Alternatively, they should be subject to a 50% reduction provided the investment is in a fund managed by an IFM, there are no restrictions on the ability of the IFM to redeem its investment, and the investment can be redeemed or sold within two months of the date of the redemption notice. This would be consistent with mutual funds offered by prospectus. Alternatively, advisers who use independent custodians and whose investment fund assets comprise less than 25% of assets under management should have a \$25,000 minimum capital requirement.

We disagree. We believe the proposed capital requirement for advisers is appropriate. The calculation of market risk is based on the nature of the underlying security using the margin rates that are common to the investment industry today. Mutual funds offered by prospectus have a lower market risk than pooled funds because they are regulated by *Regulation 81-102 respecting Mutual Funds*.

Insurance requirement

One commenter believed that the new insurance requirement for advisers will diminish investment returns for investors. We disagree. Insurance requirements are meant to protect firm assets. The amount of insurance required is formula based. If an adviser does not hold or have access to client assets, the amount of insurance required is a single loss limit of \$50,000, which is not an increase in some jurisdictions.

Application of solvency and financial reporting requirements to EMDs

According to some commenters, EMDs that do not hold or have access to client assets should be exempt from the solvency and insurance requirements in the Regulation. We revised many of the requirements applicable to EMDs to eliminate the distinction between dealers that handle, hold, or have access to client assets and those that do not, which was introduced in the 2008 Proposal.

On reconsideration, we are not persuaded that this distinction is meaningful. The requirements applicable to EMDs will apply equally to all registrants in that category, consistent with the 2007 Proposal.

Proficiency requirements

Proficiency principle

We were asked to further explain the proficiency principle. The CSA views the proficiencies specified in the Regulation as baseline requirements for registration, which apply to all registrants. Education and experience are ongoing requirements. We have provided clarification on the proficiency principle in the Policy Statement, in which we state that registered firms should ensure that registered individuals acting on their behalf meet the proficiency requirement at all times.

We also note in the Policy Statement that firms should perform their own analysis of all products they recommend to clients and provide product training to ensure their registered representatives have a sufficient understanding of the products and their risks to meet their suitability obligations. Similarly, registered individuals should have a thorough understanding of a product before they recommend it to a client.

Examination-based model

The CSA has maintained its decision to use an examination-based model to establish the baseline level of knowledge necessary to register as a representative. The CSA believes that passing examinations is sufficient to demonstrate knowledge, and that representatives should be free to follow the courses or other educational options to assist them in passing the examinations.

General comments on required examinations

The CSA will assess new examinations that are submitted for approval. We will review the Regulation on a periodic basis and codify the recognition of additional examinations as they are approved by the CSA.

Time limits for applying for registration after completing examinations

We received several comments to the effect that the 36-month deadline to apply for registration after completing examinations should be removed entirely in situations where the individual has been continuously employed in the securities industry.

The Regulation now provides that the 36-month deadline does not apply if the individual was registered in the same category in a jurisdiction of Canada or if the individual gained 12 months of relevant securities industry experience during the 36-month period before the date the individual applied for registration.

Proficiency exemptions

We received comments on what constitutes adequate experience and whether we should codify relief in this regard. In our view, it is not possible to determine and codify all of the possibilities relative to relevant experience in the Regulation. This forms part of the review of each individual's fitness for registration.

As stated in the Policy Statement, we will consider granting an exemption from any of the prescribed proficiency requirements if we are satisfied that an individual has qualifications or relevant experience that are equivalent to, or more appropriate in the circumstances than, those proficiency requirements. We will make every effort to ensure consistency and transparency in granting or denying exemptions.

Representatives of EMDs

We received several comments on the requirement that EMD representatives pass the Canadian Securities Course (CSC) examination. We have added the IFSE Institute *Exempt Market Products Exam* as an alternative to the CSC examination for these

representatives, with an extended transition period of 24 months for passing either of these examinations. We will assess new examinations submitted to us for approval and will amend the Regulation if and when we approve new examinations.

Representatives of mutual fund dealers

We have been asked to further explain the inclusion in the Regulation of the proficiency requirements for representatives of mutual fund dealers. The proficiency requirements in the Regulation and those of the MFDA are identical for mutual fund dealer representatives. We have included them in the Regulation because the registration of these representatives has not been delegated to the MFDA, and the MFDA does not review proficiency for dealing representatives of mutual fund dealers.

Delegation of registration duties by the CSA to the SROs is outside the scope of this project. Further, the MFDA is not recognized in Québec and some mutual fund dealers in other Canadian jurisdictions have been exempted from MFDA membership.

IFM CCO

The 2008 Proposal provided that the IFM CCO must have worked for a registered IFM for a number of consecutive years (either three or five). We have removed the qualifier “consecutive” with regard to work experience of IFM CCOs, since this is not included in the requirement for portfolio managers. We have also deleted the word “registered” in the requirement that the CCO have prior experience at an IFM, since IFMs are not currently required to be registered.

We were asked to make the proficiency requirements identical for both the portfolio manager CCO and the investment fund manager CCO. The functions of the portfolio manager CCO and the IFM CCO are different, and the proficiency requirements, including where the CCO has acquired experience, are therefore different. We have, however, harmonized the requirements to the fullest extent possible.

KYC and suitability

It was suggested that the CSA should prescribe a standard KYC form, drafted in consultation with market participants. However, the Regulation does not prescribe any forms that registrants must use in order to satisfy the KYC and suitability provisions. The requirements are outcome-based and intended to be flexible. The amount of information collected and the manner in which the information is collected will vary depending on the circumstances of each case.

The proposed KYC provision requires registrants to ascertain if the client is an insider of an issuer (and not only “reporting issuers”). One commenter stated that it was not clear what a registrant is to do with “non-reporting” insider information. We have revised the Regulation to provide that a registrant must take reasonable steps to ascertain whether a client is an insider of a reporting issuer or any other issuer whose securities are publicly traded, and we have added guidance in the Policy Statement regarding this aspect of the KYC obligation.

One commenter asked us to explain to what extent a registrant must determine a client’s reputation. In this context, the word “reputation” should be interpreted according to the normal sense of the word. The registrant must make all reasonable inquiries necessary to resolve concerns about a client, including making a reasonable effort to determine, for example, the nature of the client’s business.

Relationship disclosure information

We received several comments on the relationship disclosure information provisions and confirm that they will not apply to managed accounts of permitted clients

who waive the relationship disclosure requirement, regardless of the firm's registration category.

We are working with the SROs to harmonize the Regulation with the SROs' client relationship model (CRM). At this stage of the registration reform project, the CSA will retain an outcome-based framework in the Regulation to accommodate the adoption of CRM by the SROs.

Complaint handling

Complaint handling provisions and guidance

We received several comments on the complaint handling provisions in the Regulation. We are working with the SROs to harmonize the complaint handling regime with a view to implementing substantially identical provisions, both in the Regulation and in the SRO rules and policies.

At this stage of the registration reform project, the CSA has retained an outcome-based complaint handling requirement in the Regulation but we provide no detailed guidance in the Policy Statement. When this harmonization work is completed, the CSA will prepare amendments to the Regulation and the Policy Statement giving effect to the harmonized framework for handling complaints for non-SRO members. We have deleted the portions of the 2008 Proposal that are not harmonized with the complaint handling framework.

We also received comments asking us to clarify whether clients must exhaust all internal complaint handling mechanisms before pursuing independent dispute resolution. The CSA will address this issue in its development of the harmonized framework for complaint handling.

In response to a request to clarify the complaint handling requirement for firms registered in Québec, we note that these firms are subject to the same complaint handling regime, and are not exempt from the requirements provided in the *Securities Act* (Québec). The fact that they remain subject to the provisions of the Act is reflected in the Regulation.

Dispute resolution service

A commenter suggested that registrants and their clients should be permitted to choose whether or not to participate in a dispute resolution service. We have redrafted the provision to clarify our intention that registrants can use the dispute resolution service provider of their choice. They are not required to "participate" in a specific dispute resolution program. However, a registrant must provide clients with independent dispute resolution or mediation services at the registrant's expense.

Record-keeping

A commenter was of the opinion that the records that firms are expected to retain should be based on a prescriptive list. We have moved away from prescriptive lists to an outcome-based approach. We expect registrants to maintain accurate records of any element of communication with the client that may have an impact on the client's account, including suitability and relationship information, which may evolve and change over time.

We have not prescribed specific records or methods of record-keeping because we recognize that records and methods that are relevant for one firm may not be relevant for another. However, we have provided guidance in the Policy Statement.

It was suggested that we should eliminate the distinction between activity and relationship records. We agree and have eliminated that distinction.

A commenter stated that maintaining relationship records for seven years from the date the client ceases to be a client could be onerous and costly to firms. As stated above, we have eliminated the distinction between activity and relationship records and as a result, we believe the technological costs for maintaining the records prescribed in the Regulation are not excessive.

As requested by commenters, we have provided additional guidance in the Policy Statement on record keeping in respect of e-mail, electronic and other forms of communication.

Client account reporting

Trade confirmations

A commenter recommended that the Regulation be amended to create an exemption for confirmations of trades for or on behalf of another foreign or domestic registrant and institutional clients, when the participant and client are using an automated trade matching system that complies with Regulation 24-101. We agree and have made the change.

Quarterly (interim) statements of account

A commenter believed that the requirement for quarterly statements of account (and monthly statements on the client's request) is a new requirement that will impose significant additional burdens on dealers, primarily mutual fund dealers and scholarship plan dealers that currently have an annual reporting requirement and have provided their clients with electronic, password protected access to their accounts on a real-time basis. It was suggested that the additional costs to dealers outweigh the benefits to clients and that statements of account should be sent annually, not quarterly.

We agree as far as scholarship plan dealers are concerned, given their business model. They may send annual statements of accounts only. Mutual fund dealers must send quarterly (interim) statements of account, but we have provided a 24-month transition period to meet the new requirement.

A commenter expressed the view that it is unnecessary to require an adviser to provide monthly statements of portfolio in instances where clients have consented to having their dealer send written trade confirmations to the adviser. However, we believe that where a client does not receive a trade confirmation, it is even more important for that client to receive a statement of portfolio. This position is consistent with multijurisdictional relief that is granted on a standard basis.

Conflicts of interest

We received several comments on the conflicts of interest provisions of the Regulation. We have made changes to the 2008 Proposal on conflicts in response to comments, in some cases to return to proposals in the 2007 Proposal, and in some cases for clarification.

The objectives of the changes are to ensure that:

- clients receive meaningful disclosure about conflicts of interest
- unnecessary regulatory burdens are not imposed on registrants

More specifically, our responses to the comments are as follows:

- The definition of conflicts of interest should be included in the Regulation and should be consistent with that of the IDA. We disagree, since this provision of the Regulation is outcome-based and is not inconsistent with IIROC's requirements.

- The CSA should add a materiality threshold to the conflicts of interest provisions. We agree and have amended the Regulation.
- The CSA should adopt a more prescriptive approach to conflicts of interest. The CSA believes that the blended approach of both principles and specific requirements is appropriate and will therefore remain. An outcome-based approach allows firms to determine how they will handle conflicts of interest according to their business model, size and types of clients. Prescriptive requirements are also necessary to indicate how certain conflicts situations must be dealt with.
- The CSA should expand the definition of “affiliate” to include trusts and limited partnerships, or add a reference to “associate” to ensure the Regulation applies to all types of investment funds. We agree and have made the change within the confines of this section. “Affiliate” is not defined in all jurisdictions, and changing its meaning is beyond the scope of this project.
- The CSA should revise the provisions relating to prohibitions on managed account transactions, the prohibition on cross-trades and inter-fund trades, and the issuer disclosure statement provision. We have revised these provisions. See Appendix B of this Notice for a full description of the changes made.
- The 10% threshold for change of control pre-approval is too restrictive and should be raised to 25%. We disagree. Based on our experience with the existing notice provisions and the structure of most registrants, we believe the threshold is appropriate.

Referral arrangements

In response to a comment that the definition of referral arrangements is too broad, we note that this definition is intended by the CSA to be broad. We have added guidance in the Policy Statement on the purpose of the referral arrangement provisions, which is to deal with the abuse, misuse or misinterpretation of referral arrangement relationships involving registrants. We also describe in the Policy Statement the main areas that have been problematic.

One commenter believed that the requirements relating to referral arrangements among affiliates should be removed. Another commenter stated that the CSA should provide a simplified regime for referral arrangements within large financial groups and that only the method of determining the commission should be included. We disagree. Referral arrangements between affiliates must also be disclosed to clients. However, referrals within the same firm are not subject to these provisions because the firm would need to consider their conflicts of interest obligations.

One commenter expressed the view that referral arrangements should only be allowed between firms or individuals who are regulated by the CSA or the SROs. Our response is that situations where only one of the parties to a referral is a registrant have raised regulatory concerns, and we intend for all referral arrangements that involve a registrant be regulated.

It was suggested that the Regulation should outline how the CSA will take steps to ensure that investment products are appropriately vetted to prevent unsuitable and fraudulent products from entering the market before they are inadvertently sold or referred by financial advisors. Our response is that as part of a registrant’s KYC and suitability obligations, a registrant should fully understand the product recommended to clients prior to performing an assessment of suitability.

We received a recommendation that only material changes to referral arrangements be communicated to affected clients. However, we believe that all of the items that must be disclosed to clients are sufficiently important that any change in this information warrants disclosure to clients.

Exemptions

Location of exemptions

We agree with the comment that all registration exemptions should be located in one instrument and have moved most registration exemptions into the Regulation.

New exemption for banks, hedge funds, and pension funds

A commenter suggested that those who conduct their securities trading business through a registered dealer should not be required to themselves register as a dealer consistent with current securities laws. We have restored this exemption in the Regulation.

Private investment clubs

One commenter suggested that the current dealer registration exemption for investment funds operating as private investment clubs should be added to the Regulation. We agree and have done so.

Dealer registration exemption for portfolio managers of pooled funds

We have not extended the dealer registration exemption for portfolio managers of non-prospectus qualified funds to funds of affiliates or sales outside of fully managed accounts. This exemption is intentionally narrow, as we believe dealer registration is appropriate in most other situations. Discretionary relief will be considered on a case-by-case basis for cases that fall outside this exemption. This might include the integrated operations of certain affiliated groups.

Registration exemption for registered mortgage brokers who trade in syndicated mortgages (Alberta)

A commenter stated that Alberta should not have removed the registration exemption for registered mortgage brokers who trade in syndicated mortgages and that the Real Estate Council of Alberta (RECA) should regulate arm's length syndicated mortgages.

Our response is that Alberta Securities Commission (ASC) staff became aware that the use of the mortgages exemption had expanded beyond the scope of the original policy rationale underlying this exemption. As a result, ASC staff were concerned that the distribution of securities in connection with syndicated mortgages was, essentially, unregulated.

Mortgage brokers who trade in syndicated mortgages currently have, and will continue to have, access to a variety of prospectus exemptions, such as the accredited investor, offering memorandum, and minimum amount exemptions, under which they may distribute debt obligations that are associated with syndicated mortgages.

Mobility exemption

One commenter asserted that the mobility exemption is too onerous and does not reflect the realities of a more mobile Canadian population. Specifically, limiting the number of eligible clients to 10 (for firms) and five (for individuals) is unreasonable. We disagree. Once a person has more than a minimal presence in a local jurisdiction, the person should register in that jurisdiction.

International dealers and advisers

One commenter indicated that the definition of international dealer set out in the Regulation should include international dealers that are exempt from registration in their home jurisdiction. We disagree. For dealer activities, the CSA believes that registration in the home jurisdiction is an important feature of investor protection.

We received a comment to the effect that an international dealer should be permitted to trade in any security with an investment dealer without further restriction. We disagree. International dealers remain restricted from trading in securities of Canadian issuers. We have not, as suggested by the commenter, limited the international dealer restrictions to trades on Canadian marketplaces.

We also disagree with comments to the effect that the CSA should permit international dealers to trade in interlisted securities on non-Canadian markets. We disagree with these suggestions because they are not consistent with the policy of restricting international dealers from trading in securities of Canadian issuers.

Another commenter suggested that international advisers should be permitted to provide investment management services to a *de minimus* number of clients who would not fall within the definition of “permitted client”, analogous to the mobility exemption. We disagree. The sophistication and financial resources of permitted clients is an important basis for the exemption for international advisers.

Automatic transfers

In response to a comment we received, we confirm that the automatic transfer process is only available where a registrant transfers in the same category, the new sponsoring firm is registered in the same category and in the same jurisdiction as the previous firm.

Subject to certain conditions set out in *Regulation 33-109 respecting Registration Information*, an individual’s registration may be automatically reinstated if they:

- transfer from one sponsoring firm to another registered firm
- join the new sponsoring firm within 90 days of leaving registered employment
- seek registration in the same category as the one previously held, and complete and file Form 33-109F7 *Reinstatement of Registered Individuals and Permitted Individuals*

This allows an individual to engage in activities requiring registration from their first day with the new sponsoring firm. There are some restrictions on automatic transfers where an individual’s conduct might cause regulatory concerns.

Transition

See CSA Staff Notice 31-311 Draft *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions: Transition into the new registration regime* for a detailed description of transition periods. We have generally lengthened the transition periods and have included in the Regulation a provision on the protection of existing relief.

Responses to comments received on Policy Statement 31-103

Business trigger factors

We received comments to the effect that the business trigger guidance in the Policy Statement is inconsistent with the *Securities Act* (Ontario) amendments that were proposed in April 2008. The business trigger factors have been removed from the amendments to the *Securities Act* (Ontario).

We have amended the guidance on the business trigger factors, as follows:

Acting as an “intermediary” and acting as a “market maker”

We have clarified the guidance, which now indicates that we will not automatically assume that a person acting in either of those capacities is necessarily in the business of trading in securities. The totality of a person’s activities will be considered in each case. We have not expanded on the “market maker” concept since this is a generally understood term in the securities industry.

Venture capital and private equity

We were asked to provide more guidance concerning venture capital and private equity in the Policy Statement. We have substantially revised the discussion of venture capital in the business trigger part of the Policy Statement. There are, however, a wide variety of venture capital and private equity business models, so we anticipate providing supplemental guidance at a later date.

Asset allocation activities

We were asked to re-insert the original asset allocation discussion in section 2.5 of the first draft of the Policy Statement, in order to provide clarity to the industry on whether pure asset allocation is considered generic advice. That discussion was removed in the 2008 Proposal following a review by CSA, which had concluded that financial planning activities are outside the scope of the registration reform project.

We maintain that position. Whether pure asset allocation activities are to be considered generic, non-specific advice, will have to be considered on a case-by-case basis by the person performing the asset allocation activity.

IFM marketing and wholesaling activities

We were asked to confirm whether dealer registration should be required where marketing and wholesaling activities are limited to funds that are distributed through a third-party dealer, or funds that are managed by an affiliate of the IFM. We have clarified the guidance in the Policy Statement.

Guidance on risk management

One commenter indicated that the Policy Statement contains guidance on assuring compliance with securities law but contains no guidance on managing business risks, and believes that we should add more guidance, including a description of the types of risks that a firm should consider and a discussion of “prudent business practices.”

We have added some guidance in the Policy Statement but caution each registrant that it must identify its own specific risks and put in place monitoring and reporting procedures to address those risks.

Outsourcing

A commenter believed that the statement that registered firms are “fully liable and accountable for all functions that they outsource to a service provider” is inappropriate and imposes a standard of liability that does not exist in the marketplace today. We disagree. A registrant that chooses to outsource to a service provider should take appropriate measures to ensure that the quality of service provided meets the requirements with which the registrant must comply.

Responses to comments received on NRD FORMS

Form 33-109F1 – Notice of termination

Some commenters asked us to clarify the two-step filing procedure for firms filing this form, to remove subjective elements from the questions in Part E and to confirm answering those questions will not contravene Canadian privacy legislation. Our response is as follows:

- The first four parts of the form must be answered within seven days of the effective date of termination, and the questions in Part E (now item 5), if applicable, must be answered within 40 days.
- A single submission on NRD can be made to complete the entire form if all details are available within the initial seven-day period.
- Alternatively, to answer the questions in Part E at a later date, a filer will update the initial filing by making an NRD submission to be renamed “Update / Correct Termination Information.”
- In jurisdictions that charge late filing fees, those fees could apply to late filings for both seven-day and 40-day deadlines.
- In Part E, we agreed with some comments by revising questions 3 and 8 to make them less subjective and we deleted proposed question 10.

When individuals apply for registration, they provide consent to the collection by the regulator of personal information, including “employment records” (see item 20 of Form 33-109F4). Accordingly, the provision and collection of this information does not contravene Canadian privacy legislation.

Form 33-109F2 – Change or surrender of individual category

A commenter suggested that the form should include a field for the effective date of the change or surrender. We disagree. The effective date is the date the regulator approves the application for change or surrender of categories and, therefore, we do not require an effective date field for this form.

Form 33-109F3 – Business locations other than head office

In response to a comment, we have added a Branch Transit/Cost Centre or Unique Identification Number field to this form. We do not agree that the term “sub-branch” should be deleted from this form, as the MFDA will continue to use branches and sub-branches as descriptions of business locations.

Form 33-109F4 – Application for registration of individuals and review of permitted individuals

We were asked to make the following changes to Form 33-109F4:

- Business names should be dealt with outside NRD as a function of the firm’s internal compliance and, therefore, the question regarding business names should be deleted from this form. We disagree. There are business names associated with individuals and not the firm, and requesting this information ensures the information can be searched for the individual’s associations, as Item 1 is a “searchable field” on NRD.
- Remove the requirement to disclose eye colour, hair colour, height, and weight. Since photographs are not required to be submitted for individual applicants, the CSA will continue to request this information for identification purposes.

- Revise the proficiency section to limit disclosure to post-secondary education, degrees and diplomas that are relevant to, or required for, the application. We will continue to require full details of all post-secondary education, since this information is a matter of record at the post-secondary institutions attended by the applicant and is not difficult to obtain.
- Include a separate reference guide for this form. We may provide in future a reference guide for this form.

Form 33-109F6 – Application for registration as dealer, adviser or investment manager

We have reorganized and revised the Form 33-109F6 (F6) in a manner that we believe addresses the comments received. The revised F6 provides clarity and guidance within a logically structured framework. These changes are intended to create a more user friendly registration form that provides the regulator with the information necessary to determine whether a firm is suitable for registration.

In response to comments, we have provided extensive instructions for completing the F6 and added a “definition” section of terms used throughout the form. Collectively, these defined terms provide clarity to the filers. The form permits firms that are already registered in at least one jurisdiction of Canada to file an abbreviated F6. We have also revised the list of documents required to be submitted to the regulator, along with the F6.

Form 33-109F7 – Notice of reinstatement of registered individuals and transfer of permitted individuals

A condition for using the Form 33-109F7 is that, since the individual leaving their former sponsoring firm, there have been no changes to the information previously provided in respect of Items 13 (Regulatory Disclosure), 14 (Criminal Disclosure), 15 (Civil Disclosure) and 16 (Financial Disclosure) of Form 33-109F4.

A commenter pointed out that there will always be a change in Item 13 – Regulatory Disclosure, as firms will end-date an individual’s registration history with the previous sponsoring firm. In response to this comment, we have reworded Item 13.1(a) and 13.2(a) to address this concern.

**List of commenters
(Private individuals are not included in this list.)**

<p>Advocis Agri-Growth International Inc. Alberta Land & Investment Brokers Inc. Alberta Providence Financial Inc. Alta Gas Ltd. Alternative Investment Management Association Arrow Hedge Partners Inc. Assante Wealth Management Barometer Capital Management Inc. Becher McMahon Capital Markets Inc. Bick Financial Security Corporation Blaney McMurtry LLP BMO Mutual Funds BMO Nesbitt Burns Inc. Borden Ladner Gervais LLP Borden Ladner Gervais LLP on behalf of Orbis Investment Management Limited Brandes Investment Partners & Co. CAL-GAS Inc. Canada's Venture Capital & Private Equity Association Canadian Advocacy Council Canadian Bankers Association Canadian Life and Health Insurance Association Inc. Capital Street Group Cardinal Capital Management, Inc. CareVest Capital Inc. Chambre de la sécurité financière CIBC Citrine Investment Services Clearview School Division No. 71 Cornerstone Group of Companies Cornerstone Investment Strategies Inc. Crosbie & Company Inc. Crown Properties International Corporation CSI Global Education Inc. Desjardins Fédération des caisses du Québec Edward Jones Fasken Martineau DuMoulin LLP Federation of Mutual Fund Dealers Fleming LLP Focused Money Solutions Inc. Foundation Capital Corporation Franklin Templeton Investments Corp. Goodmans LLP Greystone Managed Investments Inc. Hanbury Management Ltd Healthbridge Capital Management Ltd. Highstreet Asset Management IFSE Institute IGM Financial Inc. Independent Financial Brokers of Canada</p>	<p>Independent Planning Group Inc. Investment Adviser Association Investment Counsel Association of Canada Investment Dealers Association of Canada Investment Industry Association of Canada Investment Technology Group Irwin, White & Jennings Jarislowsky Fraser Limited Keystone Real Estate Investments KMC Capital Inc. La Banque Nationale du Canada Limited Market Dealers Association Managed Funds Association MC2 Consulting Inc. McLean Budden Limited McMillan MD Funds Management Inc. MGI Securities Nexus Investment Management Inc. Olympia Trust Company Ontario Bar Association Ontario Teachers' Pension Plan Osler, Hoskin & Harcourt LLP Osler, Hoskin & Harcourt LLP on behalf of The Goldman Sachs Group, Inc. Paragon Capital Corporation Ltd. PFSL Investments Canada Ltd. Prestigious Properties Group Proforma Capital Inc. R.A. Floyd Capital Management Inc. Royal Bank Financial Group Resolute Funds Limited RESP Dealers Association of Canada Schinnour Matkin & Baxter Scotia Cassels Securities Industry and Financial Markets Association Shire International Real Estate Investments Ltd SHSC Financial Inc. Signature Capital Inc. Société Générale Corporate & Investment Banking Stikeman Elliott LLP TD Bank Financial Group TD Securities (USA) LLC The Canadian Institute of Chartered Accountants The Investment Funds Institute of Canada The Lucid Group of Companies Tikka Financial Torys LLP Tradex Management Inc. VenGrowth Asset Management Inc. Worldsource Financial Management Inc.</p>
---	--

Appendix B

Summary of changes to the 2008 Proposal

This appendix describes the key changes we made to the 2008 Proposal. References to changes are to Regulation 31-103, unless otherwise noted. The blackline of changes in Appendix C sets out all of the changes we made to the 2008 Proposal.

Reorganization of the Regulation

We reorganized the Regulation to allow registrants to better understand, and comply with, the registration requirements. We now clearly distinguish between the requirements applicable to individuals and to firms. This should allow individuals and firms to more easily answer the following two key questions:

1. Do I need to be registered?
2. If so, what requirements do I have to meet?

We reorganized the Regulation into four functional areas:

- individual registration
- firm registration
- business operations
- client relationships

We also reordered and renumbered the Policy Statement in accordance with the Regulation. The section numbers in the Policy Statement are identical to those of the Regulation, to allow for easy reference.

Policy Statement guidance on business trigger

We revised the guidance on the business trigger for dealer registration to better articulate our interpretation of what it means to be in the business of trading. We made the following changes.

Changes to Policy Statement guidance on the business trigger		
Deletions	Addition	Clarifications
<ul style="list-style-type: none"> • Reference to the business trigger test for investment fund managers because the business trigger is not part of the legislative trigger for investment fund manager registration. • Discussion of trading for one's own account. This reflects the addition of an exemption for trades through a registered dealer. 	<ul style="list-style-type: none"> • Expanded guidance on venture capital. 	<ul style="list-style-type: none"> • The list of business trigger factors is not exhaustive. • Some of the business trigger factors apply only to trading activities. • We will not automatically assume that an individual or firm acting as an intermediary is necessarily in the business

Changes to Policy Statement guidance on the business trigger		
Deletions	Addition	Clarifications
<ul style="list-style-type: none"> • Discussion of principal trading at registered firms. The concerns expressed in our previous publication are more appropriately managed by the registered firm's internal controls. • Discussion of mortgage investment companies. 		of trading in securities.

Definitions

We added or revised the following definitions.

Changes to definitions	
New definitions	Revised definition
<ul style="list-style-type: none"> • Debt security • Eligible client • Sponsoring firm • Subsidiary 	<ul style="list-style-type: none"> • Permitted client – see discussion below.

Permitted client

We made selected conforming changes to elements of the definition of “permitted client” that derive from the definition of “accredited investor” in *Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions* (Regulation 45-106).

We also broadened the permitted client definition by:

- changing the threshold for corporations from shareholders' equity of least \$100 million, to a person other than an individual or an investment fund, that has net assets of at least \$25 million as shown on its most recently prepared financial statements
- including partnerships and other business organizations (we now use the language “person” instead of “corporation”), foreign governments and agencies, and wholly-owned subsidiaries of Canadian pension plans
- designating as a permitted client vehicles that other permitted clients may use for their investing, as long as no non-permitted client also uses that vehicle for investing
- adding guidance to the Policy Statement that is derived from Policy Statement 45-106 about matters such as when and how to assess qualification as a permitted client

Individual registration**Proficiency requirements**

We made the following changes to the proficiency requirements:

Changes to proficiency requirements		
Deletion	Additions	Clarifications
<ul style="list-style-type: none"> • 36-month time limit on examinations for individuals who have been continuously employed in the securities industry. • A portfolio manager chief compliance officer can no longer qualify for that category by having been previously registered as a portfolio manager advising representative. 	<ul style="list-style-type: none"> • Training is included in the proficiency principle. • Proficiency requirements for chief compliance officers of exempt market dealers. • The Exempt Market Products Exam, an alternative examination for representatives of exempt market dealers. It is also available to chief compliance officers of exempt market dealers. • The Mutual Fund Dealers Compliance Exam, an alternative examination, for chief compliance officers of mutual fund dealers. • The PDO Exam plus the qualifications of a portfolio manager advising representative for a portfolio manager chief compliance officer • A portfolio manager chief compliance officer qualifies to be an investment fund manager chief compliance officer 	<ul style="list-style-type: none"> • The 36-month time limit on examinations applies to Québec representatives of mutual fund dealers and scholarship plan dealers who have passed the examinations prescribed by Policy Q-9, <i>Dealers, Advisers and Representatives</i>. • Experience timelines have been clarified and unified. They may be cumulative. • Chief compliance officers are subject to the proficiency principle.

Exemption for individuals carrying out investment fund manager activities

We have never contemplated that individuals other than UDPs and CCOs of investment fund managers would have to register for activities carried out on behalf of a registered investment fund manager. However, for technical reasons, we added an exemption in the Regulation for these individuals.

Firm registration

Exempt market dealers

We eliminated the distinction between exempt market dealers that handle, hold, or have access to client assets and those that do not. We believe that all of the capital, insurance and conduct requirements are relevant and necessary whether or not an exempt market dealer handles, holds, or has access to client assets.

All exempt market dealers are required to submit annual financial statements to regulators. In recognition of their different business model, exempt market dealers are not required to submit interim financial statements to regulators.

Investment fund managers

We made the following changes to investment fund manager registration:

Changes to investment fund manager registration	
Deletion	Additions
<ul style="list-style-type: none"> The cumulative capital requirement if the firm is registered as both a portfolio manager and an investment fund manager that trades its own non-prospectus qualified funds. 	<ul style="list-style-type: none"> A temporary two-year exemption for investment fund managers whose head office is located outside Canada. For investment fund managers whose head office is located in Canada, a temporary two-year exemption from registration in any province or territory where the head office is not located. An exemption from the investment fund manager registration requirement for capital accumulation plans. This exemption will be available on a temporary basis while we monitor the situation. It will be available to the extent the plan is only required to be registered as an investment fund manager because the investment fund is an investment option in a capital accumulation plan.

Exemptions from the requirement to register

General changes to exemptions regime

For ease of reference, most of the registration exemptions are in the Regulation. We have renamed the Regulation to *Registrant Requirements and Exemptions* to reflect this change. Regulation 45-106 will become primarily a prospectus exemption rule.

Dealer exemptions

We have added a number of new exemptions since the 2008 Proposal, most of which re-state exemptions that existed in Regulation 45-106:

- individuals acting for investment fund managers - this exemption is new, and has no predecessor exemption in Regulation 45-106

- person not in the business of trading in British Columbia, Manitoba and New Brunswick
 - trades through or to a registered dealer
- additional investments in investment funds if initial purchase before September 14, 2005
 - private investment club
 - exchange contracts - applicable in Alberta, British Columbia, Saskatchewan and New Brunswick
 - small security holders selling and purchase arrangements
 - capital accumulation plan exemption - this exemption is new, and has no predecessor exemption in Regulation 45-106
 - private investment fund - loan and trust pools - this exemption is new, and has no predecessor exemption in Regulation 45-106

Sub-adviser exemption

We have not carried forward the sub-adviser exemption in the final version of the Regulation. This change is a temporary. The exemption will remain in section 7.3 of OSC Rule 35-502 *Non Resident Advisers*, and discretionary relief on a similar basis will still be granted in other jurisdictions. We made this change to give us an opportunity to review the exemption taking into account the regulatory responses to cross-border activity.

Portfolio managers trading their own pooled funds

We clarified the Policy Statement discussion about the dealer exemption for portfolio managers trading their own non-prospectus qualified funds.

International dealers and advisers

Firms relying on the international dealer and international adviser exemptions will have to provide annual notice to regulator that they are using the exemption instead of notice when they stop using the exemption.

In Ontario, the requirement for international advisers acting as the portfolio manager of an investment fund to disclose in offering documents the difficulty of relying on enforcement rights will remain in OSC Rule 35-502. We will monitor its use and may propose its adoption in a Regulation at a later date.

Business operations

Record-keeping

We made the following changes to record-keeping requirements:

Changes to record-keeping requirements	
Deletion	Clarification
<ul style="list-style-type: none"> • The distinction between activity records and relationship records. A single retention period of seven years from the date a record is created applies to these records. 	<ul style="list-style-type: none"> • Guidance in the Policy Statement on the records that must be kept and on electronic storage of records.

Account opening documentation

We deleted the requirement to maintain account opening documentation. It was redundant because registered firms are required to maintain this information under the record keeping provision in the Regulation.

Acquisition of a registered firm's securities or assets

We revised the requirement to provide notice of the intention to acquire a registered firm's securities or assets. This is to ensure that acquisitions with the potential to give rise to regulatory concerns, including holding companies of registered firms, are reviewed.

Solvency

We made the following changes to the solvency requirements:

Changes to solvency requirements	
Deletions	Addition
<ul style="list-style-type: none"> Requirement to calculate working capital monthly. Cumulative capital requirement for firms that are registered as both portfolio managers and investment fund managers that trade their own non-prospectus qualified investment funds. 	<ul style="list-style-type: none"> Guidance in the Policy Statement on factors that can affect how frequently a firm should calculate its working capital.

Audits and financial reporting

We made the following changes to audit and financial reporting requirements:

Changes to audit and financial reporting requirements	
Deletion	Revision
<ul style="list-style-type: none"> Requirement for a registered firm to direct an auditor to conduct an audit or review. 	<ul style="list-style-type: none"> “Quarterly financial information” changed to “interim financial information”, to ensure consistency with International Financial Reporting Standards (IFRS).

Client relationships**KYC and suitability*****Identification of insiders***

We limited the requirements to identify insiders to those who are insiders of reporting issuers and issuers whose securities are publicly traded.

Identification of partnerships and trusts

In addition to corporations, registrants must now establish the identity of partnerships and trusts, in accordance with section 13.2(3) of the Regulation. We revised

the Regulation to provide SRO members with an exemption from the requirement in that section because SRO rules set out similar requirements for their members.

KYC information in support of suitability

Registrants do not have to collect this information from permitted clients for the purpose of suitability determination if the client has waived the suitability determination. However, if the registrant is managing the permitted client's investment portfolio on a discretionary basis, they must collect this information.

KYC and suitability guidance in the Policy Statement

We revised the guidance in the Policy Statement to clarify that:

- “gate-keeper” KYC is always required to establish the client's identity, even if a permitted client waives a suitability determination
- depending on the client relationship, the extent of KYC information that a registrant should obtain in support of suitability may differ
- all registrants must know the product they are recommending for the client or on which they are advising the client

Conflicts of interest

The conflict of interest provisions have evolved since they were first published in 2007. We made further changes in response to comments on the 2008 Proposal. In some cases, we returned to proposals in the 2007 Proposal.

Other changes are consistent with the conflicts of interest principle. We have also made some clarifications. The objectives of the changes are to ensure that:

- clients receive meaningful disclosure about conflicts of interest
- unnecessary regulatory burdens are not imposed on registrants

Changes to conflict of interest provisions		
Items moved	Additions	Clarifications
<ul style="list-style-type: none"> • Materiality threshold for the principle moved from the Policy Statement to the Regulation. • Disclosure about related and connected issuers is now an example of disclosure in the Policy Statement. This is to ensure that the articulated best practices of disclosure will apply. • Registered advisers must deliver a client-friendly description of how opportunities are allocated 	<ul style="list-style-type: none"> • Guidance in the Policy Statement on individuals disclosing material conflicts to their sponsoring firms. • Guidance on managed account transactions in the Policy Statement. • Exemptions from limitations on recommendations include recommendations about investment funds for which a registered firm is an adviser or investment fund manager. 	<ul style="list-style-type: none"> • Used clearer language for the provisions of the section on limitations on certain managed account transactions. We included “investment fund managed by the adviser” in the concept of “investment portfolio managed by the adviser” to ensure we implement the existing interpretation of that section. We also restored the existing idea of “knowingly cause” in that section. • Guidance in the Policy Statement on

fairly, and not the actual fairness policies, which may be difficult for clients to understand. Moved within Regulation to Part 14 <i>Handling client accounts – firms.</i>		disclosure to clients clarifies that for disclosure to be meaningful, it should be made “in a timely manner”.
---	--	---

Complaint handling

New framework for complaint handling

The CSA is currently working with the SROs on a harmonized framework for the complaint handling regime. This framework is expected to:

- set out standards and timelines for acknowledging, investigating and responding to client complaints, and
- require firms to monitor and report on complaints, so they can detect frequent and repetitive complaints that may, on a cumulative basis, indicate a problem

At this time, we included in the Regulation only the provisions that are harmonized according to the framework. We will incorporate the remainder of the complaint handling framework through amendments to the Regulation. The SROs published their proposals in the spring of 2009.

Dispute resolution

We removed the requirement to “participate in an independent dispute resolution service” and we broadened the dispute resolution provision to include “mediation”.

Relationship disclosure

We aim to achieve harmonization between CSA and SRO client relationship requirements. Since that project is not yet complete, we included in the Regulation only the provisions that are harmonized.

Changes to relationship disclosure provisions	
Addition	Clarifications
<ul style="list-style-type: none"> • A general exemption for all dealers from delivering relationship disclosure information to permitted clients who waive the requirement. 	<ul style="list-style-type: none"> • The relationship disclosure principle has been refined. It will apply to all dealers and advisers. • The detailed relationship disclosure requirements are the minimum to be disclosed by registrants that are not SRO members. SRO rules set out essentially harmonized details for their members.

Nominee name accounts

We added guidance to the Policy Statement that it is good business practice for non-SRO members to hold client assets in client name and not in nominee name. The capital

requirements for non-SRO members are not designed to reflect the added risk of holding client assets in nominee name. SRO rules add extra capital requirements and specify approved custodians to address these risks.

Account activity reporting

We made the following changes to the account activity reporting requirements:

Changes to account activity reporting requirements		
Deletions	Addition	Clarification
<ul style="list-style-type: none"> • Requirement to report trades otherwise than in trade confirmations. • Mutual fund dealers do not have to provide monthly statements, even if a transaction takes place in the month. • SRO members are not subject to the CSA requirement to deliver trade confirmations because they are subject to SRO rules instead. 	<ul style="list-style-type: none"> • Scholarship plan dealers will deliver annual client statements. 	<ul style="list-style-type: none"> • The contents of all client statements have been harmonized.

Reduction of debit balances

We deleted the requirement on reducing debit balances.

Transition

We extended certain transition periods where it was appropriate to provide registrants with more time to comply with certain sections of the Regulation. We have not shortened any of the transition periods published in the 2008 Proposal.

Appendix C

Concordance of Changes to the 2008 Proposal

		February 29, 2008 CSA Publication
	Part 1 Interpretation 1.1 Definition of terms used throughout this Regulation 1.2 Interpretation of "securities" in Alberta, British Columbia, New Brunswick and Saskatchewan 1.3 Information may be given to the principal regulator	1.1, 8.20 -- --
Individual registration	Part 2 Categories of registration for individuals 2.1 Individual categories 2.2 Client mobility exemption – individuals 2.3 Individuals acting for investment fund managers	2.7 8.22, 8.24, 8.25 --
	Part 3 Registration requirements – individuals Division 1: General proficiency requirements 3.1 Definitions 3.2 U.S. equivalency 3.3 Time limits on examination requirements Division 2: Education and experience requirements 3.4 Proficiency – initial and ongoing 3.5 Mutual fund dealer – dealing representative 3.6 Mutual fund dealer – chief compliance officer 3.7 Scholarship plan dealer – dealing representative 3.8 Scholarship plan dealer – chief compliance officer 3.9 Exempt market dealer – dealing representative 3.10 Exempt market dealer – chief compliance officer 3.11 Portfolio manager – advising representative 3.12 Portfolio manager – associate advising representative 3.13 Portfolio manager – chief compliance officer 3.14 Investment fund manager – chief compliance officer Division 3: Membership in a self-regulatory organization 3.15 Who must be approved by an SRO before registration 3.16 Exceptions from certain requirements for SRO approved persons	4.1 4.2 4.4 4.3 4.5 4.6 4.7 4.8 4.9 4.10 4.11 4.12 4.13 4.15 3.1(2) 3.3
	Part 4 Restrictions on registered individuals 4.1 Restriction on acting for another registered firm 4.2 Associate advising representatives – pre-approval of advice	6.3 2.8
	Part 5 Ultimate designated person and chief compliance officer 5.1 Responsibilities of the ultimate designated person 5.2 Responsibilities of the chief compliance officer	5.24 5.25
	Part 6 Suspension and revocation of registration – individuals 6.1 If individual ceases to have authority to act for firm 6.2 If IIROC approval is revoked or suspended 6.3 If MFDA approval is revoked or suspended 6.4 If sponsoring firm is suspended 6.5 Dealing and advising activities suspended 6.6 Revocation of a suspended registration – individual 6.7 Exception for individuals involved in a hearing 6.8 Application of Part 6 in Ontario	7.6 7.3(2) 7.4(2) and (3) 7.2 7.1 7.7 7.8 --
Firm registration	Part 7 Categories of registration for firms 7.1 Dealer categories 7.2 Adviser categories 7.3 Investment fund manager category	2.1 2.3 2.6
	Part 8 Exemptions from the requirement to register Division 1: Exemptions from dealer and underwriter registration 8.1 Interpretation of "trade" in Quebec 8.2 Definition of "securities" in Alberta, British Columbia, New Brunswick and Saskatchewan 8.3 Interpretation - exemption from underwriter registration requirement	-- -- 8.1(2)

		February 29, 2008 CSA Publication
	8.4 Person not in the business of trading in British Columbia, Manitoba and New Brunswick	--
	8.5 Trades through or to a registered dealer	8.2, 8.3
	8.6 Adviser – non-prospectus qualified investment fund	2.2
	8.7 Investment fund reinvestment	8.4
	8.8 Additional investment in investment funds	8.5
	8.9 Additional investment in investment funds if initial purchase before September 14, 2005	[8.1 45-106]
	8.10 Private investment club	8.7
	8.11 Private investment fund – loan and trust pools	8.6
	8.12 Mortgages	8.8
	8.13 Personal property security legislation	8.9
	8.14 Variable insurance contract	8.10
	8.15 Schedule III banks and cooperative associations – evidence of deposit	8.11
	8.16 Plan administrator	8.12
	8.17 Reinvestment plan	8.13
	8.18 International dealer	8.15
	8.19 Self-directed registered education savings plan	8.18
	8.20 Exchange contract - Alberta, British Columbia, New Brunswick and Saskatchewan	[3.2 45-106]
	8.21 Specified debt	8.19
	8.22 Small security holder selling and purchase arrangements	[3.6 45-106]
	Division 2: Exemptions from adviser registration	
	8.23 Dealer without discretionary authority	2.4
	8.24 IIROC members with discretionary authority	2.5
	8.25 Advising generally	8.14
	8.26 International adviser	8.16
	Division 3: Exemption from investment fund manager registration	
	8.27 Private investment club	8.7
	8.28 Capital accumulation plan exemption	--
	8.29 Private investment fund – loan and trust pools	8.6
	Division 4: Mobility exemption – firms	
	8.30 Client mobility exemption – firms	8.23, 8.25(b)
	Part 9 Membership in a self-regulatory organization	
	9.1 IIROC membership for investment dealers	3.1(1)
	9.2 MFDA membership for mutual fund dealers	3.2
	9.3 Exception from certain requirements for SRO members	3.3
	Part 10 Suspension and revocation of registration – firms	
	Division 1: When a firm's registration is suspended	
	10.1 Failure to pay fees	7.5
	10.2 If IIROC membership is revoked or suspended	7.3(1)
	10.3 If MFDA membership is revoked or suspended	7.4 (1) and (3)
	10.4 Activities not permitted while a firm's registration is suspended	7.1
	Division 2: Revoking a firm's registration	
	10.5 Revocation of a suspended registration - firm	7.7
	10.6 Exception for firms involved in a hearing	7.8
	10.7 Application of Part 10 in Ontario	--
Business operations	Part 11 Internal controls and systems	
	Division 1: Compliance	
	11.1 Compliance system	5.23
	11.2 Designating an ultimate designated person	2.9
	11.3 Designating a chief compliance officer	2.10
	11.4 Providing access to board	5.26
	Division 2: Books and records	
	11.5 General requirements for records	5.15
	11.6 Form, accessibility and retention of records	5.16
	Division 3: Certain business transactions	
	11.7 Tied settling of securities and transactions	6.9
	11.8 Tied selling	6.10
	11.9 Registrant acquiring a registered firm's securities or assets	6.8
	11.10 Registered firm whose securities are acquired	[6.7 of Feb, 2007 CSA publication]
	Part 12 Financial condition	
	Division 1: Working capital	

		February 29, 2008 CSA Publication
	12.1 Capital requirements 12.2 Notifying the regulator of a subordination agreement Division 2: Insurance 12.3 Insurance – dealer 12.4 Insurance – adviser 12.5 Insurance – investment fund manager 12.6 Global bonding or insurance 12.7 Notifying the regulator of a change, claim or cancellation Division 3: Audits 12.8 Direction by a regulator to conduct an audit or review 12.9 Co-operating with the auditor Division 4: Financial reporting 12.10 Annual financial statements 12.11 Interim financial information 12.12 Delivering financial information – dealer 12.13 Delivering financial information – adviser 12.14 Delivering financial information – investment fund manager	4.18, 4.19 4.20 4.21 4.22 4.23 4.24 4.25 4.27 4.33 4.31, 4.32 -- 4.28 4.29 4.30
Client relationships	Part 13 Dealing with clients – individuals and firms Division 1: Know your clients and suitability 13.1 Investment fund managers exempt from this Division 13.2 Know your client 13.3 Suitability Division 2: Conflicts of interest 13.4 Identifying and responding to conflicts of interest 13.5 Restrictions on certain managed account transactions 13.6 Disclosure when recommending related or connected securities Division 3: Referral arrangements 13.7 Definitions – referral arrangements 13.8 Permitted referral arrangements 13.9 Verifying the qualifications of the person receiving the referral 13.10 Disclosing referral arrangements to clients 13.11 Referral arrangements before this Regulation came into force Division 4: Loans and margin 13.12 Restriction on lending to clients 13.13 Disclosure when recommending the use of borrowed money Division 5: Complaints 13.14 Application of this division 13.15 Handling complaints 13.16 Dispute resolution service	5.1 5.3 5.5 6.1 6.2 6.5 6.11 6.12 6.14 6.13 6.15 5.7 5.8 5.27, 5.32 5.28 5.29
	Part 14 Handling client accounts – firms Division 1: Exemption for investment fund managers 14.1 Investment fund managers exempt from Part 14 Division 2: Disclosure to clients 14.2 Relationship disclosure information 14.3 Disclosure to clients about the fair allocation of investment opportunities 14.4 When the firm has a relationship with a financial institution 14.5 Notice to clients by non-resident registrants Division 3: Client assets 14.6 Holding client assets in trust 14.7 Holding client assets – non-residents registrants 14.8 Securities subject to a safekeeping agreement 14.9 Securities not subject to a safekeeping agreement Division 4: Client accounts 14.10 Allocating investment opportunities fairly 14.11 Selling or assigning client accounts Division 5: Account activity reporting 14.12 Content and delivery of trade confirmation 14.13 Semi-annual confirmations for certain automatic plans 14.14 Client Statements	5.17 5.4 6.7(2) 5.9 5.33 5.10 5.35 5.11 5.12 6.7(1) 5.6 5.18 5.20 5.22
Exemption from this Regulation	Part 15 Granting an exemption 15.1 Who can grant an exemption	9.1
Transition and timing	Part 16 Transition 16.1 Change of registration categories – individuals 16.2 Change of registration categories – firms	10.2 10.1(1)

		February 29, 2008 CSA Publication
	16.3 Change of registration categories – limited market dealers	10.1(2)
	16.4 Registration for investment fund managers active when this Regulation comes into force	10.3
	16.5 Temporary exemption for Canadian investment fund manager registered in its principal jurisdiction	--
	16.6 Temporary exemption for foreign investment fund managers	--
	16.7 Registration of exempt market dealers	10.4
	16.8 Registration of ultimate designated persons	10.5
	16.9 Registration of chief compliance officers	10.6
	16.10 Proficiency for dealing and advising representative	4.16
	16.11 Capital requirements	10.10
	16.12 Continuation of existing discretionary relief	--
	16.13 Insurance requirements	10.11
	16.14 Relationship disclosure information	10.7
	16.15 Referral arrangements	10.9
	16.16 Complaint handling	10.8
	16.17 Client statements - mutual fund dealers	--
	16.18 Transition to exemption – international dealers	--
	16.19 Transition to exemption – international advisers	--
	16.20 Transition to exemption – portfolio manager and investment counsel (foreign)	--
	Part 17 When this Regulation comes into force	
	17.1 Effective date	11.1
Forms	FORM 31-103F1 CALCULATION OF EXCESS WORKING CAPITAL	Form 31-103F1
	FORM 31-103F2 SUBMISSION TO JURISDICTION AND APPOINTMENT OF AGENT FOR SERVICE	Form 31-103F2
	FORM 31-103F3 USE OF MOBILITY EXEMPTION	Form 31-103F3
Appendixes	APPENDIX A – BONDING AND INSURANCE CLAUSES	APPENDIX A
	APPENDIX B – SUBORDINATION AGREEMENT	APPENDIX B
	APPENDIX C – NEW CATEGORY NAMES – INDIVIDUALS	APPENDIX D
	APPENDIX D – NEW CATEGORY NAMES – FIRMS	APPENDIX C
	APPENDIX E – NON-HARMONIZED CAPITAL REQUIREMENTS	APPENDIX E
	APPENDIX F – NON-HARMONIZED INSURANCE REQUIREMENTS	APPENDIX F

Appendix D

Alternative approach to regulating exempt market intermediaries in certain jurisdictions

The Alberta Securities Commission, British Columbia Securities Commission, Manitoba Securities Commission, Government of the Northwest Territories (Department of Justice), Government of Nunavut (Department of Justice), and Government of the Yukon Territory (Community Services) will each issue an order exempting a person from the dealer registration requirement when the person trades in securities relying on one of the following prospectus exemptions in Regulation 45-106: (i) accredited investor (section 2.3); (ii) family, friends, and business associates (section 2.5); offering memorandum (section 2.9); and (iv) minimum investment amount (section 2.10). To rely on this order, a person must meet each of the following conditions:

- not be otherwise registered
- not provide suitability advice leading to the trade
- not otherwise provide financial services to the purchaser
- not hold or have access to the purchaser's assets
- provide a risk disclosure in prescribed form to the purchaser, and
- file an information report with the securities regulatory authority

These conditions preserve and enhance the current framework in the participating CSA jurisdictions for using the dealer registration exemptions for capital raising found in Regulation 45-106 today. In addition, they were part of the BCSC and MSC 2008 proposal for regulating exempt market dealers, with two exceptions. We describe both the differences between today's regime and this regime, and the 2008 proposals by the BCSC and the MSC, below.

Today, no person trading in these prospectus-exempt securities in these jurisdictions is required to register. The order will limit those who can rely on it to those who are not otherwise registered so that investors will get the same level of protection from a person who is registered in every trade. This was part of the 2008 BCSC and MSC proposal.

Today, it is implicit in the registration exemptions for capital raising that the person relying on the exemption will not provide suitability advice as that is a registrable activity. Although this condition was not articulated in the 2008 BCSC and MSC proposal, we do not think it is a change but, rather, makes explicit that which was implicit.

Today, there is no prohibition when relying on the registration exemptions for capital raising when the person has previously provided financial services. Nor was this condition part of the 2008 BCSC and MSC proposals. The participating jurisdictions think that this condition will avoid the risk that a purchaser who has previously had financial services advice from the exempt market intermediary will not understand that he or she cannot rely on that same person for advice on this occasion. In British Columbia, the order will not include this condition but the BCSC will consult in the coming year to understand whether it should also impose this condition.

Today, there is no prohibition on holding or having access to the purchaser's assets. From consultations with exempt market dealers in certain jurisdictions, including British Columbia, Alberta, and Manitoba, we believe that this activity is not an activity that exempt market dealers generally engage in. So, although this condition is both a change from today's regime and a change from the 2008 BCSC and MSC proposals, we do not think that

this new condition imposes a new burden on this community of exempt market intermediaries.

Today, there is no requirement that a separate risk disclosure, describing the risks of dealing with the market intermediary rather than the risks of the prospectus-exempt securities, go to the purchaser. The 2008 BCSC and MSC proposal, however, included this condition. The participating jurisdictions think this clear disclosure about the risks of purchasing through the exempt market intermediary will increase the purchaser's chance of understanding that the purchaser is not represented and cannot get advice about the purchase from the intermediary.

Today there is no requirement imposed on exempt market dealers to file an information report to disclose their dealing in the prospectus-exempt market and provide the securities regulatory authorities with contact information. However, the 2008 BCSC and MSC proposal did include this condition. Participating jurisdictions believe that collecting this information will facilitate their communication with market participants in the prospectus-exempt market and allow them to better understand their businesses.

This order will be issued into force and effect contemporaneously with the implementation of Regulation 31-103.

CSA Staff Notice 31-311

Draft Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions Transition into the New Registration Regime

June 12, 2009

Draft Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions (Regulation 31-103) was last published for comment on February 29, 2008 and has not yet been approved by the securities regulatory authorities. Over the next month, staff of the Canadian Securities Administrators (the **CSA**) will seek final approval of Regulation 31-103 and expect to publish it in its final form, on or about July 17, 2009. Subject to ministerial approvals in some jurisdictions, Regulation 31-103 would come into force on or about September 28, 2009 (the **effective date**).

Accordingly, this notice only reflects what CSA staff is recommending to the relevant securities regulatory authorities and ministries.

Introduction

This notice describes how staff of the CSA and the Investment Industry Regulatory Organization (**IIROC**) foresee transitioning firms and individuals from the existing registration regime to the new registration regime under Regulation 31-103. The CSA and IIROC staff are committed to making the transition as smooth and efficient as possible for all registrants. IIROC plans to publish its own notice regarding the conversion of registration categories as a supplement to this notice.

This notice discusses a number of issues concerning the planned implementation of Regulation 31-103:

- **National Registration Database (NRD) freeze period.** Subject to further notification, NRD would be shut down from 5:00 p.m. Eastern Time, September 25, 2009 to 11:59 p.m. Eastern Time, October 12, 2009.
- **Conversion.** Staff propose to convert existing categories of registration for firms and individuals to new categories of registration. In some cases, conversion would not take place if a firm's category of registration no longer exists under Regulation 31-103. Certain designations of unregistered individuals would not be converted (see section on Conversion below for more detail).
- **Transition timelines.** Staff propose transition periods that would give sufficient time for firms and individuals to adjust to, and comply with, certain new requirements.

NRD freeze period

NRD would be shut down for two weeks from 5:00 p.m. Eastern Time, September 25, 2009 to 11:59 p.m. Eastern Time, October 12, 2009.

It would be necessary to shut down NRD in order to convert

- existing categories of registration to the new categories of registration for firms and individuals under Regulation 31-103; and
- existing forms to the proposed revised forms under proposed revised *Regulation 33-109 respecting Registration Information (Regulation 33-109)*.

Would firms have access to NRD during the freeze period?

Authorized firm representatives (AFRs) would be unable to create new submissions via NRD. Firms would have read-only access to NRD during the freeze period.

Would firms be required to make submissions during the freeze period?

Firms would be required to submit the following material information during the freeze period:

- Reinstatements: Using the paper version of the Form 33-109F7 *Reinstatement of Registered Individuals and Permitted Individuals*
- Termination notices for individuals who resign or are dismissed for cause: Using the paper version of the Form 33-109F1 *Notice of Termination of Registered Individuals and Permitted Individuals*
- Notices of changes to civil, criminal and financial information: Using the paper version of the Form 33-109F5 *Change of Registration Information*

These submissions would be made on paper using the forms under Regulation 33-109 that would also come into effect on September 28, 2009. Firms would have to re-file these notices on NRD after the freeze period is over, for recording purposes, **no later than November 10, 2009**.

Firms would be required to submit all other notices that should have otherwise been submitted during the freeze period **no later than November 24, 2009**.

Firms may continue to make applications on paper during the freeze period with the understanding that these applications may not be processed and would therefore have to be re-filed on NRD once the freeze period is over. For an application that is approved during the freeze period, it must be re-filed on NRD **no later than November 10, 2009**.

Would firms be charged for making submissions on paper during the freeze period?

Firms would not be required to pay any fees during the freeze period for filings made on paper that they would normally make through NRD. These fees would be payable when the filing is made on NRD after the freeze period ends.

What would happen to applications (including NRD submissions) submitted to the regulator before Regulation 31-103 comes into force?

CSA staff would use their best efforts to process applications submitted before Regulation 31-103 comes into force. However, if an application has been submitted but not approved by the effective date, the following would apply:

- NRD submissions would not be processed. The outstanding NRD submissions would be withdrawn from NRD. We anticipate that reports would be generated for these withdrawn submissions and the principal regulator would provide each firm with a list of these submissions.
- Firms and individuals would have to re-apply using the new forms as prescribed under revised Regulation 33-109.
- Firms and individuals applying for registration would be required to comply with the new requirements under Regulation 31-103 in order to be registered. For example, a firm would have to file Form 33-109F6 *Firm Registration (F6)* and comply with the new capital, insurance and proficiency requirements to obtain approval. **No transition is available.**

What would happen to submissions in a firm's work in progress as of the freeze period?

The applications that are in progress but not yet submitted to the regulator would be deleted by the system. We anticipate that reports would be generated for these deleted submissions and the principal regulator would provide each firm with a list of these submissions.

Would firms be charged fees again for submissions re-filed after they are withdrawn during the freeze?

The fees would be automatically withdrawn from NRD for individual applications and therefore it is recommended that firms use the "related to deficiency" function of NRD to avoid having fees withdrawn a second time. The regulator would, however, refund any duplicate fee withdrawals. There would be no new application fee for a firm registration.

How can firms increase the likelihood that applications are processed before Regulation 31-103 comes into force?

Applications should be submitted well in advance according to the following schedule:

Type of application	Submission date
Firm	On or before June 26, 2009
Individual – registration with adviser	On or before July 15, 2009
Individual – registration with an existing firm in any category other than adviser	On or before August 14, 2009

What about notices of reinstatement where a notice of termination was filed prior to the freeze period?

After the freeze period is over, NRD would prevent a reinstatement from being filed if an individual was terminated prior to the freeze period. In this case, a reactivation on Form 33-109F4 *Registration of Individual and Review of Permitted Individuals* must be filed. As fees would be automatically withdrawn for this submission, they would be refunded if the individual was moving from one firm to another within 90 days.

Summary of NRD freeze period

The following table describes how the freeze period would work:

NRD freeze period September 28, 2009 to October 12, 2009	After NRD freeze period ends From October 13, 2009 onwards
<i>NRD would be shut down at 5:00 p.m. eastern time on Friday, September 25, 2009.</i>	
<ul style="list-style-type: none"> Conversion of existing categories of registration to new categories of registration takes place. All outstanding submissions in a firm's/AFR's work in progress would be deleted and those not yet processed by regulators would be withdrawn from NRD. A firm's/AFR's submissions would be deleted on September 28, 2009 whereas the regulators' submissions would be withdrawn on October 5, 2009. Firms/AFRs would be unable to create new submissions via NRD. Firms/AFRs would have read-only 	<ul style="list-style-type: none"> No later than November 10, 2009, firms would need to re-file the material information filed on paper during the freeze period (i.e. all reinstatements, terminations for cause, changes in civil, criminal and financial information). No later than November 24, 2009, firms would have to file all other notices not filed during the freeze period that would otherwise have been required. If an application for registration is filed during the freeze period on paper and not approved during the freeze, firms would have to re-file it on NRD after the

<p>access during the freeze period.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Firms would only be required to continue to file material information (all reinstatements, terminations for cause, changes in civil, criminal and financial information). The filings would be made: <ul style="list-style-type: none"> (i) on paper, (ii) using the new forms, and (iii) fees are not required until material information re-filed on NRD. 	<p>freeze period to receive regulatory approval. If an application was approved, it must also be re-filed on NRD no later than November 10, 2009.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Firms would have to re-file all submissions that were withdrawn from NRD during the freeze period in order to receive regulatory approval. The principal regulator would provide each firm with a list of these submissions. • Fees would be withdrawn from a firm's NRD account for individual submissions re-filed and therefore firms should relate any re-filed submissions with those withdrawn to avoid being charged again. • There would be no new application fee for a firm registration if application was made prior to September 28, 2009 and not approved by then.
---	--

Conversion

Staff propose to convert existing categories of registration for firms and individuals to new categories of registration, where applicable. Please refer to Appendix A for the accompanying tables.

During the freeze period, existing categories of registration would be converted to new categories of registration as shown in the tables in Appendix A.

Some categories of registration would no longer exist under Regulation 31-103. These categories are set out in the tables in Appendix A. For example, the registration category of Security/Securities Issuer would be eliminated under Regulation 31-103. This would mean the firm is no longer registered.

Conversion to permitted individual status

Under Regulation 33-109, permitted individuals would include a director, chief executive officer, chief financial officer, chief operating officer or those performing the functional equivalent of any of those positions. In addition it would include shareholders who are the beneficial owners of, or exercise direct or indirect control or direction over, 10 percent or more of the voting securities of the firm. This is meant to capture only the mind and management that directly influence the firm. Junior officers are no longer required to seek approval. All individuals who meet the current definition of permitted individual (i.e. the more restricted group) under Regulation 33-109 would be converted during the freeze period.

All officers that would not be captured by the revised definition of permitted individuals should surrender the permitted activity or be terminated as permitted individuals after the effective date. However, firms should not make these surrender or termination filings during the freeze period. These individuals should be removed from NRD by December 31, 2009, otherwise the firm would be charged NRD user fees for these individuals. **These fees are non-refundable.**

Lists of officers would be generated by CDS Clearing and Depository Services Inc. (CDS). The regulator would send these lists to firms after the effective date to assist firms with removing officers that are not permitted individuals.

Firms can avoid NRD user fees by doing any one of the following:

- ***File a separate submission for each individual by December 1, 2009***

Firms may file a separate notice of termination (Form 33-109F1 *Notice of Termination of Registered Individuals and Permitted Individuals*) or change/surrender (Form 33-109F2 *Change or Surrender of Individual Categories*) on NRD for each individual no longer captured by the definition of permitted individual under Regulation 31-103 by December 1, 2009.

Notices of termination are required for individuals surrendering their last category or permitted activity on NRD. Change/surrender submissions are required for individuals who would remain active on NRD after removing the permitted activity no longer captured by Regulation 33-109.

CSA staff cannot guarantee that submissions filed after December 1, 2009 would be approved by December 31, 2009.

- ***File a bulk submission for firms with more than 10 officers***

CDS would provide assistance to firms with more than 10 officers that are no longer required to be on NRD. Lists of officers would be generated by CDS and would be sent to firms after the effective date with instructions. We expect that, after receiving this list, firms would provide their principal regulator with confirmation of the officers that need to be removed from NRD.

For more information, IIROC-member firms may contact Lisa Mullen at registration@iiroc.ca. All other firms may contact Helen Walsh of the CSA Systems Office at inquiries@nrd-info.ca.

- ***File an annual fee exclusion by December 31, 2009***

Firms may file an annual fee exclusion submission on NRD by December 31, 2009 for any individual that is no longer captured by the definition of permitted individual under Regulation 31-103 and is required to submit a notice of termination. Firms can only use this process if the individual is only approved in one category. For example, firms cannot use this process if an individual is both an officer and a representative.

The filing of an annual fee exclusion would avoid NRD fees being pulled from the firm's NRD account for that individual. It does not however, exempt the firm from filing a notice of termination to remove the individual as a permitted individual. See the NRD Information website for instruction on filing an annual fee exclusion <http://www.nrd-info.ca/using/hint8.jsp?lang=en>

Transition timelines

CSA staff have recommended transition periods to allow for firms and individuals to comply with the new requirements. Refer to Appendix B for a chart on transition timelines.

If a firm fails to meet the prescribed timelines set out for a transition period, it must cease to carry on business until all the requirements under Regulation 31-103 are met.

We anticipate that the following transition periods would apply to firms and individuals registered before the effective date. All times listed below are from the effective date.

For firms registered before the effective date*Generally:*

- 3 months for firms to designate an individual in the category of Ultimate Designated Person (**UDP**) and to apply for registration for the registered individual as the UDP of the firm
- 3 months for firms to designate an individual in the category of Chief compliance Officer (**CCO**) and to apply for registration of the individual as the CCO of the firm
- 6 months for firms to satisfy bonding or insurance requirements and notify the regulator of a change, claim or cancellation to an insurance policy – current bonding and insurance must be maintained until the new requirements are satisfied
- 6 months for firms to comply with the referral arrangements requirement
- 12 months for firms to deliver relationship disclosure information to clients
- 12 months for firms to satisfy capital requirements and notify the regulator of a subordination agreement – current capital must be maintained until the new requirements are satisfied
- 24 months for firms to ensure that independent dispute resolution or mediation services are made available to clients to resolve complaints¹

A firm that obtained discretionary relief relating to registration requirements existing before the effective date would be exempt from any substantially similar provision of Regulation 31-103

Mutual Fund Dealer:

- 24 months for firms registered in the category of mutual fund dealer to comply with the requirement to deliver client statements

International Dealer:

- 1 month for firms registered in the category of international dealer² to submit a completed Form 31-103F2 *Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service* – the firm's registration in the category of international dealer is revoked immediately

International Adviser:

- 12 months for firms registered in the category of international adviser³ to submit a completed Form 31-103F2 *Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service*

During the 12 month transition period, international advisers may continue to operate under the conditions of OSC Rule 35-502 *Non-Resident Advisers* while considering whether their business would operate under the conditions of the exemption in Regulation 31-103 or whether they wish to be registered as a portfolio manager. If a firm currently registered as an international adviser would operate under the conditions of the exemption, it must file a completed Form 31-103F2 *Submission to Jurisdiction and*

¹ Except in Québec, where a transition period is not required.

² Ontario and Newfoundland and Labrador category only.

³ Ontario category only.

Appointment of Agent for Service within 12 months of the effective date. The firm's registration category of international adviser would be converted to portfolio manager during the freeze but would be revoked in 12 months.

Portfolio Manager & Investment Counsel (Foreign):

- 12 months for firms registered in the category of portfolio manager & investment counsel (foreign)⁴ to submit a completed Form 31-103F2 *Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service*

During the 12 month transition period, firms registered as portfolio manager & investment counsel (foreign) may continue to operate under the conditions of their registration and should consider whether their business would operate under the conditions of the exemption in Regulation 31-103 or whether they wish to be registered as a portfolio manager. If the firm would operate under the conditions of the exemption, it must file a completed Form 31-103F2 *Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service* within 12 months of the effective date. The firm's registration category of portfolio manager & investment counsel (foreign) would be converted to portfolio manager during the freeze but would be revoked in 12 months.

In some jurisdictions, although there is no category of international adviser, foreign advising firms may have been registered as portfolio managers with terms and conditions restricting their activities similar to the restrictions imposed on firms that are registered in the category of international adviser in other jurisdictions. These firms should consider using the international adviser registration exemption in Regulation 31-103 and surrender their registration in these jurisdictions. They should submit a completed Form 31-103F2 *Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service*.

For individuals registered before the effective date:

Generally:

- If an individual is registered in one of the following categories, that individual would not be required to satisfy formal proficiency requirements of the category so long as the individual remains registered in the category:
 - A dealing representative of a mutual fund dealer
 - An advising representative of a portfolio manager
 - An associate advising representative of a portfolio manager
 - An advising representative with terms and conditions on that registration that are equivalent to the scope of authority of an associate advising representative under Regulation 31-103

Except:

- For an individual registered as a dealing representative of a scholarship plan dealer or of an exempt market dealer transitioning from the limited market dealer category in Ontario (ON) and Newfoundland and Labrador (NL), the individual has 12 months to satisfy formal proficiency requirements and the NRD record must be updated to reflect that proficiency requirements have been met.

- An individual who was entitled to rely on an exemption granted by a regulator relating to registration requirements existing before the effective date would be exempt from any substantially similar proficiency requirements in Regulation 31-103

⁴ Alberta category only.

Exempt market dealers (transitioning from limited market dealer category in ON and NL):

- 12 months for an individual designated as the CCO to satisfy proficiency requirements and the NRD record must be updated to reflect that proficiency requirements have been met.

Portfolio Manager (Pre-approval of advice for associate advising representatives)

- Staff has not recommended a transition for the requirement to pre-approve advice of an associate advising representative. A registered adviser must designate an advising representative to review the advice of the associate advising representative (or advising representative with equivalent terms and conditions). A firm must advise the regulator of the names of the advising representative and the associate advising representative subject to this designation on the seventh day after the designation. If your firm has already advised the regulator of this, there is no need to do this again unless there is a change.

The following transition periods apply to firms and individuals not required to register before the effective date, but that would be required to register under Regulation 31-103. All times listed below are from the effective date.

All requirements must be met at the time of the firm's application for registration. For example, if an application to register is made by a firm six months after the effective date, all requirements under Regulation 31-103 must be met at that time. For example, if an application to register is made by a firm on March 28, 2010, all requirements under Regulation 31-103 must be met by March 28, 2010.

Exempt market dealers (other than ON and NL):

- No transition for firms not active prior to the effective date. Regulatory approval must be obtained prior to carrying on business after the effective date.
- 12 months to apply for registration and comply with requirements if the firm is acting as a dealer in the exempt market prior to the effective date.

Investment fund managers with a head office in Canada:

- No transition for firms not active prior to the effective date. Regulatory approval must be obtained prior to carrying on business after the effective date.
- 12 months, for firms active prior to the effective date, to apply for registration in the jurisdiction where its head office is located
- 24 months, for firms active prior to the effective date, to apply for registration in other applicable Canadian jurisdictions*

Investment fund managers whose head office is outside Canada:

- 24 months to apply for registration if active prior to the effective date*
- 24 months to apply for registration if not active prior to the effective date *

* The CSA plans to publish a proposal for comment during the next year to explain under what circumstances an investment fund manager that has a head office outside Canada would need to register. This proposal would also indicate under what circumstances an investment fund manager that has a head office in Canada and is registered in that jurisdiction, would need to register in other Canadian jurisdictions.

The following chart summarizes the transition for investment fund managers

Head office in Canada?	Active as of the effective date?	Transition Period
Y	N	<ul style="list-style-type: none"> • None – regulatory approval must be obtained prior to carrying on business
Y	Y	<ul style="list-style-type: none"> • 12 months – to apply in the jurisdiction where its head office is located • 24 months – to apply in other applicable Canadian jurisdictions where it operates
N	Y	<ul style="list-style-type: none"> • 24 months – to apply for registration
N	N	<ul style="list-style-type: none"> • 24 months – to apply for registration

If an investment fund manager is registered in another category prior to the effective date, only certain items of the F6 need to be completed (these items are identified on the F6) to add this category to the existing registration.

Questions

Please refer your questions to any of the following CSA staff:

Québec

Sophie Jean
 Conseillère en réglementation
 Service de la réglementation et des pratiques professionnelles et commerciales
 Autorité des marchés financiers
 Tel: 514-395-0337, ext. 4786
 Toll-free: 1-877-525-0337
 sophie.jean@lautorite.qc.ca

Alberta

David McKellar
 Director, Market Regulation
 Alberta Securities Commission
 Tel: 403-297-4281
 david.mckellar@asc.ca

British Columbia

Karin R. Armstrong
 Registration Supervisor
 British Columbia Securities Commission
 Tel: 604-899-6692
 Toll free: 1-800-373-6393
 karmstrong@bcsc.bc.ca

Manitoba

Isilda Tavares
 Registration Officer, Deputy Director
 Manitoba Securities Commission
 Tel: 204-945-2560
 isilda.tavares@gov.mb.ca

New Brunswick

Kevin Hoyt
Director, Regulatory Affairs & Chief Financial Officer
New Brunswick Securities Commission
Tel: 506-643-7691
kevin.hoyt@nbsc-cvmnb.ca

Newfoundland & Labrador

Craig Whalen
Manager of Licensing, Registration and compliance
Financial Services Regulation Division
Securities Commission of Newfoundland and Labrador
Tel: 709-729-5661
cwhalen@gov.nl.ca

Northwest Territories

Donn MacDougall
Deputy Superintendent of Securities, Legal & Enforcement
Department of Justice
Government of the Northwest Territories
Tel: 867-920-8984
donald_macdougall@gov.nt.ca

Nova Scotia

Brian W. Murphy
Deputy Director, Capital Markets
Nova Scotia Securities Commission
Tel: 902-424-4592
murphybw@gov.ns.ca

Nunavut

Louis Arki
Director, Legal Registries
Department of Justice
Government of Nunavut
Tel: 867-975-6587
larki@gov.nu.ca

Ontario

Yan Kiu Chan
Legal Counsel, Registrant Regulation
Ontario Securities Commission
Tel: 416-204-8971
ychan@osc.gov.on.ca

Prince Edward Island

Katharine Tummon
Superintendent of Securities
Prince Edward Island Securities Office
Tel: 902-368-4542
kptummon@gov.pe.ca

Saskatchewan

Dean Murrison
Deputy Director, Legal/Registration
Saskatchewan Financial Services Commission
Tel: 306-787-5879
dean.murrison@gov.sk.ca

Yukon

Fred Pretorius
Superintendent of Securities
Government of Yukon
Tel: 876-667-5225
fred.pretorius@gov.yk.ca

Appendix A

Conversion of dealer firms

	Existing Category	New Category
Alberta	Investment Dealer	Investment Dealer
	Mutual Fund Dealer	Mutual Fund Dealer
	Scholarship Plan Dealer	Scholarship Plan Dealer
	Dealer	Restricted Dealer
	Dealer (Exchange Contracts)	Restricted Dealer
	Dealer (Restricted)	Restricted Dealer
	Security Issuer	--
British Columbia	Investment Dealer	Investment Dealer
	Mutual Fund Dealer	Mutual Fund Dealer
	Scholarship Plan Dealer	Scholarship Plan Dealer
	Exchange Contracts Dealer	Restricted Dealer
	Special Limited Dealer	Restricted Dealer
	Security Issuer	--
	Real Estate Securities Dealer	Restricted Dealer
Manitoba	Investment Dealer	Investment Dealer
	Mutual Fund Dealer	Mutual Fund Dealer
	Scholarship Plan Dealer	Scholarship Plan Dealer
	Securities Issuer	--
	Underwriter	Investment Dealer
New Brunswick	Specific Securities Dealer	Restricted Dealer
	Investment Dealer	Investment Dealer
	Mutual Fund Dealer	Mutual Fund Dealer
Newfoundland & Labrador	Scholarship Plan Dealer	Scholarship Plan Dealer
	Broker	Investment Dealer
	Investment Dealer	Investment Dealer
	Mutual Fund Dealer	Mutual Fund Dealer
	Scholarship Plan Dealer	Scholarship Plan Dealer
	Financial Intermediary Dealer	--
	Foreign Dealer	--
	International Dealer	--
	Limited Market Dealer	Exempt Market Dealer *
Securities Dealer	Investment Dealer	
Northwest Territories	Securities Issuer	--
	Investment Dealer	Investment Dealer
	Mutual Fund Dealer	Mutual Fund Dealer
	Scholarship Plan Dealer	Scholarship Plan Dealer
Nova Scotia	Restricted Dealer	Restricted Dealer
	Broker	Investment Dealer
	Investment Dealer	Investment Dealer
	Mutual Fund Dealer	Mutual Fund Dealer
	Scholarship Plan Dealer	Scholarship Plan Dealer
	Investment Dealer	Investment Dealer
	Mutual Fund Dealer	Mutual Fund Dealer
	Scholarship Plan Dealer	Scholarship Plan Dealer
	Investment Dealer	Investment Dealer
	Mutual Fund Dealer	Mutual Fund Dealer
	Scholarship Plan Dealer	Scholarship Plan Dealer

	Real Estate Securities Dealer	Restricted Dealer
	Securities Dealer	Investment Dealer
	Security Issuer	--
Nunavut	Investment Dealer	Investment Dealer
	Mutual Fund Dealer	Mutual Fund Dealer
	Scholarship Plan Dealer	Scholarship Plan Dealer
	Restricted Dealer	Restricted Dealer
Ontario	Investment Dealer	Investment Dealer
	Mutual Fund Dealer	Mutual Fund Dealer
	Scholarship Plan Dealer	Scholarship Plan Dealer
	Limited Market Dealer	Exempt Market Dealer *
	International Dealer	--
	Securities Issuer	--
Prince Edward Island	Investment Dealer	Investment Dealer
	Mutual Fund Dealer	Mutual Fund Dealer
	Scholarship Plan Dealer	Scholarship Plan Dealer
	Restricted Dealer	Restricted Dealer
Québec	Unrestricted Practice Dealer	Investment Dealer
	Unrestricted Practice Dealer (introducing broker)	Investment Dealer
	Unrestricted Practice Dealer (International Financial Centre)	Investment Dealer
	Discount Broker	Investment Dealer
	Firm in Group-Savings Plan Brokerage	Mutual Fund Dealer
	Scholarship Plan Dealer	Scholarship Plan Dealer
	Québec Business Investment Company (QBIC)	Restricted Dealer
	Debt Securities Dealer	Restricted Dealer
	Restricted Practice Dealer	Restricted Dealer
	Firm in Investment Contract Brokerage	Restricted Dealer
	Unrestricted Practice Dealer (NASDAQ)	Restricted Dealer
	Saskatchewan	Investment Dealer
Mutual Fund Dealer		Mutual Fund Dealer
Scholarship Plan Dealer		Scholarship Plan Dealer
Security Issuer		--
Yukon	Broker - Securities	Investment Dealer
	Broker - Mutual Funds	Mutual Fund Dealer
	Broker - Scholarship Plan Dealer	Scholarship Plan Dealer
	Broker - Security Issuer	--

* Limited market dealers would be converted to exempt market dealer and would not be required to submit an application seeking registration as an exempt market dealer.

Conversion of adviser firms

	Existing Category	New Category
Alberta	Investment Counsel	Portfolio Manager
	Portfolio Manager	Portfolio Manager
	Portfolio Manager/Investment Counsel	Portfolio Manager
	Portfolio Manager/Investment Counsel (Foreign)	Portfolio Manager (operating under existing terms and conditions)
	Portfolio Manager/Investment Counsel (Exchange Contracts)	Portfolio Manager
	Securities Adviser	--
British Columbia	Investment Counsel	Portfolio Manager
	Portfolio Manager	Portfolio Manager
	Securities Adviser	--
Manitoba	Investment Counsel	Portfolio Manager
	Portfolio Manager	Portfolio Manager
	Securities Adviser	--
New Brunswick	Portfolio Manager and Investment Counsel	Portfolio Manager
	Securities Adviser	--
Newfoundland & Labrador	Investment Counsel	Portfolio Manager
	Portfolio Manager	Portfolio Manager
	Financial Adviser	--
	Securities Adviser	--
Northwest Territories	Investment Counsel	Portfolio Manager
	Portfolio Manager	Portfolio Manager
	Investment Counsel / Portfolio Manager	Portfolio Manager
Nova Scotia	Investment Counsel	Portfolio Manager
	Portfolio Manager	Portfolio Manager
	Securities Adviser	--
Nunavut	Investment Counsel	Portfolio Manager
	Portfolio Manager	Portfolio Manager
	Investment Counsel / Portfolio Manager	Portfolio Manager
Ontario	Investment Counsel	Portfolio Manager with applicable conditions on a case-by-case basis
	Portfolio Manager	Portfolio Manager
	Extra Provincial Investment Counsel & Portfolio Manager	Portfolio Manager
	Non-Canadian Investment Counsel & Portfolio Manager	Portfolio Manager
	International Adviser	Portfolio Manager (operating under OSC Rule 35-502 conditions for International Advisers)
	Securities Adviser	--
Prince Edward Island	Investment Counsel	Portfolio Manager
	Portfolio Manager	Portfolio Manager
	Securities Adviser	--
Québec	Unrestricted Practice Adviser	Portfolio Manager
	Unrestricted Practice Adviser (International Financial Centre)	Portfolio Manager
	Restricted Practice Adviser	Restricted Portfolio Manager

Saskatchewan	Investment Counsel	Portfolio Manager
	Portfolio Manager	Portfolio Manager
	Securities Adviser	--
Yukon	Broker - Investment Counsel	Portfolio Manager

Conversion of individuals

Under Regulation 31-103, if an individual is trading or advising, this registration category would be either dealing representative or advising representative. If the individual also holds the position of an officer or partner of the firm, this position would be reflected on NRD as a separate designation (see column on far right of chart).

	Existing Category	New Category	Position
Alberta	Officer (trading)	Dealing Representative	Officer
	Partner (trading)	Dealing Representative	Partner
	Salesperson	Dealing Representative	
	Officer (advising)	Advising Representative	Officer
	Partner (advising)	Advising Representative	Partner
	Advising Employee	Advising Representative	
	Junior Officer (advising)	Associate Advising Representative	Officer
British Columbia	Salesperson	Dealing Representative	
	Trading Partner	Dealing Representative	Partner
	Trading Director	Dealing Representative	Director
	Trading Officer	Dealing Representative	Officer
	Advising Employee	Advising Representative	
	Advising Partner	Advising Representative	Partner
	Advising Director	Advising Representative	Director
Manitoba	Advising Officer	Advising Representative	Officer
	Salesperson	Dealing Representative	
	Branch Manager	Dealing Representative	
	Trading Partner	Dealing Representative	Partner
	Trading Director	Dealing Representative	Director
	Trading Officer	Dealing Representative	Officer
	Advising Employee	Advising Representative	
	Advising Officer	Advising Representative	Officer
	Advising Director	Advising Representative	Director
	Advising Partner	Advising Representative	Partner
	Associate Advising Officer	Associate Advising Representative	Officer
	Associate Advising Director	Associate Advising Representative	Director
	Associate Advising Partner	Associate Advising Representative	Partner
New Brunswick	Associate Advising Employee	Associate Advising Representative	
	Salesperson	Dealing Representative	
	Officer (trading)	Dealing Representative	Officer
	Partner (trading)	Dealing Representative	Partner
	Representative (advising)	Advising Representative	
	Officer (advising)	Advising Representative	Officer
	Partner (advising)	Advising Representative	Partner
	Sole Proprietor (advising)	Advising Representative	
	Associate Officer (advising)	Associate Advising Representative	Officer
Associate Partner (advising)	Associate Advising Representative	Partner	

	Associate Representative (advising)	Associate Advising Representative	
Newfoundland & Labrador	Salesperson	Dealing Representative	
	Officer (trading)	Dealing Representative	Officer
	Partner (trading)	Dealing Representative	Partner
	Officer (advising)	Advising Representative	Officer
	Partner (advising)	Advising Representative	Partner
Northwest Territories	Salesperson	Dealing representative	
	Officer (trading)	Dealing representative	Officer
	Partner (trading)	Dealing representative	Partner
	Representative (advising)	Advising Representative	
	Officer (advising)	Advising Representative	Officer
Nova Scotia	Partner (advising)	Advising Representative	Partner
	Salesperson	Dealing Representative	
	Officer - trading	Dealing Representative	Officer
	Partner - trading	Dealing Representative	Partner
	Director - trading	Dealing Representative	Director
	Officer - advising	Advising Representative	Officer
	Officer - counselling	Advising Representative	Officer
	Partner - advising	Advising Representative	Partner
	Partner - counselling	Advising Representative	Partner
Director - advising	Advising Representative	Director	
Nunavut	Director - counselling	Advising Representative	Director
	Salesperson	Dealing representative	
	Officer (trading)	Dealing representative	Officer
	Partner (trading)	Dealing representative	Partner
	Representative (advising)	Advising Representative	
Ontario	Officer (advising)	Advising Representative	Officer
	Partner (advising)	Advising Representative	Partner
	Salesperson	Dealing representative	
	Officer (trading)	Dealing representative	Officer
	Officer (non-trading)	--	Officer
	Partner (trading)	Dealing representative	Partner
	Partner (non-trading)	--	Partner
	Advising Representative	Advising Representative	
	Officer (advising)	Advising Representative	Officer
	Officer (non-advising)	--	Officer
	Partner (advising)	Advising Representative	Partner
	Partner (non-advising)	-- eliminated under Regulation 31-103 --	Partner
	Associate Advising Representative	Associate Advising Representative	
	Associate Advising Officer	Associate Advising Representative	Officer
	Director	--	Director
Sole Proprietor	Dealing representative or Advising Representative		
Prince Edward Island	Salesperson	Dealing representative	
	Officer (trading)	Dealing representative	
	Partner (trading)	Dealing representative	
	Counselling Officer (officer)	Advising Representative	
	Counselling Officer (partner)	Advising Representative	

	Counselling Officer (other)	Advising Representative	
Québec	Representative	Dealing representative	
	Representative – Group-Savings Plan (salesperson)	Dealing representative	
	Representative – Scholarship Plan (salesperson)	Dealing representative	
	Representative (portfolio manager)	Advising Representative	
	Representative (advising)	Advising Representative	
	Representative Options	Advising Representative	
	Representative Futures	Advising Representative	
Saskatchewan	Officer (trading)	Dealing representative	Officer
	Partner (trading)	Dealing representative	Partner
	Salesperson	Dealing representative	
	Officer (advising)	Advising Representative	Officer
	Partner (advising)	Advising Representative	Partner
	Employee (advising)	Advising Representative	
	Junior Advising Representative (under Saskatchewan Local Policy 34-701 <i>Registration of Individuals as Investment Counsel</i>)	Associate Advising Representative	
Yukon	Salesperson	Dealing representative	
	Officer (trading)	Dealing representative	Officer
	Partner (trading)	Dealing representative	Partner
	Sole proprietor (trading)	Dealing representative	
	Representative (advising)	Advising Representative	
	Officer (advising)	Advising Representative	Officer
	Partner (advising)	Advising Representative	Partner

Appendix B - Transition Timelines**Firms registered prior to September 28, 2009 (Effective Date of Regulation 31-103)**

Requirement	Investment Dealer (IIROC members)	Mutual Fund Dealer (MFDA members⁵)	Scholarship Plan Dealer	Exempt Market Dealer (ON & NL only)	Portfolio Manager
Firms must apply for registration for their Ultimate Designated Person	3 months	3 months	3 months	3 months	3 months
Firms must apply for registration for their Chief Compliance Officer	3 months	3 months	3 months	3 months	3 months
Firms must satisfy new insurance requirements	SRO rules apply	SRO rules apply ⁶	6 months ⁷	6 months	6 months
Firms must have policies for referral arrangements	6 months	6 months	6 months	6 months	6 months
Firms must satisfy new capital requirements	SRO rules apply	SRO rules apply ²	12 months	12 months	12 months
Firms must provide clients with relationship disclosure information	SRO rules apply	SRO rules apply ⁸	12 months	12 months	12 months
Firms must satisfy requirement for client statements	No exemption for IIROC and no transition	24 months	No transition available	No transition available	No transition available
Firms must have policies and procedures for complaint handling ⁹	24 months	24 months	24 months	24 months	24 months

⁵ Mutual fund dealers registered in Québec only are not required to be MFDA members.

⁶ N/A for mutual fund dealers registered in Québec only.

⁷ The new insurance requirements do not apply to scholarship plan dealers registered in Québec only.

⁸ Mutual fund dealers registered in Québec only must comply with the requirement in Regulation 31-103.

⁹ No transition applies in Québec in respect of complaint handling.

Representatives must satisfy new proficiency requirements	SRO rules apply	Grandfathered	12 months	12 months	Grandfathered
Chief Compliance Officers must satisfy new proficiency requirements	SRO rules apply	Grandfathered	Grandfathered	12 months	Grandfathered

Appendix F

Adoption of the Regulation and consequential amendments

The Regulation will constitute the primary means for regulating registration requirements. However, other regulations – including Regulation 33-109 and Regulation 33-102 (referred to below), which relate to the national instrument database (NRD) – also apply to registrants. Registrants should refer to the securities legislation of their local jurisdiction and to other CSA instruments for additional requirements that may apply to them.

Adoption of the Regulation

The Regulation will be implemented as:

- a rule in each of Alberta, British Columbia, Manitoba, Newfoundland and Labrador, Nova Scotia, New Brunswick, Ontario and Prince Edward Island
- a regulation in each of Québec, the Northwest Territories, Nunavut and the Yukon Territory
- a commission regulation in Saskatchewan

The Policy Statement will be adopted as a policy in each of the jurisdictions represented by the CSA.

In Ontario, the Regulation, consequential amendments and other required materials were delivered to the Minister of Finance on July 15, 2009. The Minister may approve or reject the Regulation or return it for further consideration. If the Minister approves the Regulation (or does not take any further action) and the relevant part of Schedule 26 of the *Budget Measures Act, 2009* is proclaimed in force by September 28, 2009, the consequential amendments will come into force on that date.

In Québec, the Regulation is a regulation made under section 331.1 of *The Securities Act* (Québec) and must be approved, with or without amendment, by the Minister of Finance. The Regulation will come into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in the regulation. It is also published in the Bulletin of the Autorité des marchés financiers.

In British Columbia, the implementation of the Regulation and consequential amendments are subject to ministerial approval. Provided all necessary approvals are obtained, British Columbia expects the Regulation and consequential amendments to come into force on September 28, 2009.

Concurrently with the Regulation, we are publishing consequential amendments to certain related regulations.

Legislative amendments

Some core elements of the registration regime are set out in the securities legislation in each jurisdiction.

In Ontario, related amendments to the *Securities Act* (Ontario) contained in Schedule 26 of the *Budget Measures Act, 2009*, including amendments that are required to implement the Regulation, come into force on proclamation. Certain provisions of the *Securities Act* (Ontario), as amended, apply instead of provisions in the Regulation. These provisions are thus stated in the Regulation to not apply in Ontario. Effectively, these provisions become law in Ontario through amendments to the *Securities Act* (Ontario) and not through the Regulation, and are identified by the text boxes in the Regulation.

Consequential amendments to national instruments

CSA instruments governing registration and registrants will be repealed or amended as necessary as described in Appendix G. In addition to the consequential amendments described in this Notice,

- we are publishing, by way of a separate notice being published concurrently with this Notice, amendments to the regulations relating to NRD, namely *Regulation 31-102 respecting National Registration Database* (Regulation 31-102) and Policy Statement 31-102, and *Regulation 33-109 respecting Registration Requirements* (Regulation 33-109) and Policy Statement 33-109, as well as several forms

- we are amending Regulation 45-106, which is being published under a separate notice (CSA 45-106 Notice) concurrently with this Notice, to reflect, among other things, the adoption of the business trigger for dealer registration and the transition from the exemptions regime under Regulation 45-106 to the exemptions regime under the Regulation

We are amending and revoking, rescinding or repealing national instruments, multilateral instruments and policy statements as set out in Appendix G, effective upon the coming into force of the Regulation.

Appendix G

Consequential changes to national instruments, multilateral instruments and policy statements

Substance and purpose of consequential changes to national instruments, multilateral instruments and policy statements

The amendment instruments provide for changes that mostly reflect new terminology used in, and the relocation of subject matter to, the Regulation. The revocation instruments provide for the elimination of regulations and policy statements on the basis that the subject matter of the regulation or policy statement is now addressed in the Regulation. This summary does not provide a complete list of all changes. The following summarizes the more significant changes.

The full text of the corresponding amending and revoking instruments is published with this notice.

Summary of amendments

Regulation 14-101 respecting Definitions

The new term “investment fund manager registration requirement” is added to reflect the adoption of a registration requirement for investment fund managers. The terms “dealer registration requirement” and “registration requirement” are changed to reflect the adoption of a “business trigger” in the dealer registration requirement of most jurisdictions.

Regulation 24-101 respecting Institutional Trade Matching and Settlement and Policy statement 24-101

The term “registrant, which is re-termed “registered firm”, has been revised so that it continues to refer to just registered dealers and advisers (and does not include the new category of registered investment fund manager).

Regulation 33-105 respecting Underwriting Conflicts and Policy Statement to Regulation 33-105 respecting Underwriting conflicts

The term “registrant”, which is re-termed “specified firm registrant”, has been revised so that it does not refer to persons registered, or required to be registered, in the new category of “registered investment fund manager”.

Regulation 81-102 respecting Mutual Funds

The amendments to this regulation update relevant cross-references.

Regulation 81-107 respecting Independent Review Committee for Investment Funds

The amendments to this regulation update relevant section references.

Revocation or rescission of regulations and policy statements

The following instruments are revoked or rescinded on the date that the Regulation comes into force, on the basis that their subject matter is subsumed in the Regulation:

- *Regulation 11-101 respecting Principal Regulator System*
- *Policy Statement to Regulation 11-101 respecting Principal Regulator System.*

- *National Instrument 33-102 Regulation of Certain Registrant Activities*
- *Companion Policy 33-102CP Regulation of Certain Registrant Activities*
- National Policy 34-201 Breach of Requirements of Other Jurisdictions

REGULATION 31-103 RESPECTING REGISTRATION REQUIREMENTS AND EXEMPTIONS

Securities Act
(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, subpars. (1), (3), (4.1), (8), (9), (11), (25), (26), (27) and (34);
2009, c. 25)

PART 1 INTERPRETATION

1.1. Definitions of terms used throughout this Regulation

In this Regulation

“Canadian financial institution” has the same meaning as in section 1.1 of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions;

“connected issuer” has the same meaning as in section 1.1 of Regulation 33-105 respecting Underwriting Conflicts;

“debt security” has the same meaning as in section 1.1 of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions;

“eligible client” means a client of a person if any of the following apply:

(a) the client is an individual and was a client of the person immediately before becoming resident in the local jurisdiction;

(b) the client is the spouse or a child of a client referred to in paragraph (a);

(c) except in Ontario, the client is a client of the person on September 27, 2009 pursuant to the person's reliance on an exemption from the registration requirement under Part 5 of Regulation 11-101 respecting Principal Regulator System on that date;

“exempt market dealer” means a person registered in the category of exempt market dealer;

“IIROC” means the Investment Industry Regulatory Organization of Canada;

“investment dealer” means a person registered in the category of investment dealer;

“managed account” means an account of a client for which a person makes the investment decisions if that person has discretion to trade in securities for the account without requiring the client's express consent to a transaction;

“marketplace” has the same meaning as in section 1.1 of Regulation 21-101 respecting Marketplace Operation;

“MFDA” means the Mutual Fund Dealers Association of Canada;

“mutual fund dealer” means a person registered in the category of mutual fund dealer;

“permitted client” means any of the following:

(a) a Canadian financial institution or a Schedule III bank;

(b) the Business Development Bank of Canada incorporated under the Business Development Bank of Canada Act (Canada);

- (c) a subsidiary of any person referred to in paragraph (a) or (b), if the person owns all of the voting securities of the subsidiary, except the voting securities required by law to be owned by directors of the subsidiary;
- (d) a person registered under the securities legislation of a jurisdiction of Canada as an adviser or dealer, other than as a scholarship plan dealer or a restricted dealer;
- (e) a pension fund that is regulated by either the federal Office of the Superintendent of Financial Institutions or a pension commission or similar regulatory authority of a jurisdiction of Canada or a wholly-owned subsidiary of such a pension fund;
- (f) an entity organized in a foreign jurisdiction that is analogous to any of the entities referred to in paragraphs (a) to (e);
- (g) the Government of Canada or a jurisdiction of Canada, or any Crown corporation, agency or wholly-owned entity of the Government of Canada or a jurisdiction of Canada;
- (h) any national, federal, state, provincial, territorial or municipal government of or in any foreign jurisdiction, or any agency of that government;
- (i) a municipality, public board or commission in Canada and a metropolitan community, school board, the Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal or an intermunicipal management board in Québec;
- (j) a trust company or trust corporation registered or authorized to carry on business under the Trust and Loan Companies Act (Canada) or under comparable legislation in a jurisdiction of Canada or a foreign jurisdiction, acting on behalf of a managed account managed by the trust company or trust corporation, as the case may be;
- (k) a person acting on behalf of a managed account managed by the person, if the person is registered or authorized to carry on business as an adviser or the equivalent under the securities legislation of a jurisdiction of Canada or a foreign jurisdiction;
- (l) an investment fund if one or both of the following apply:
- (i) the fund is managed by a person registered as an investment fund manager under the securities legislation of a jurisdiction of Canada;
 - (ii) the fund is advised by a person authorized to act as an adviser under the securities legislation of a jurisdiction of Canada;
- (m) in respect of a dealer, a registered charity under the Income Tax Act (Canada) that obtains advice on the securities to be traded from an eligibility adviser, as defined in section 1.1 of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions, or an adviser registered under the securities legislation of the jurisdiction of the registered charity;
- (n) in respect of an adviser, a registered charity under the Income Tax Act (Canada) that is advised by an eligibility adviser, as defined in section 1.1 of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions, or an adviser registered under the securities legislation of the jurisdiction of the registered charity;
- (o) an individual who beneficially owns financial assets, as defined in section 1.1 of 45-106, having an aggregate realizable value that, before taxes but net of any related liabilities, exceeds \$5 million;
- (p) a person that is entirely owned by an individual or individuals referred to in paragraph (o), who holds the beneficial ownership interest in the person directly or through

a trust, the trustee of which is a trust company or trust corporation registered or authorized to carry on business under the Trust and Loan Companies Act (Canada) or under comparable legislation in a jurisdiction of Canada or a foreign jurisdiction;

(q) a person, other than an individual or an investment fund, that has net assets of at least \$25 million as shown on its most recently prepared financial statements;

(r) a person that distributes securities of its own issue in Canada only to persons referred to in paragraphs (a) to (q);

“portfolio manager” means a person registered in the category of portfolio manager;

“principal jurisdiction” means

(a) for a person other than an individual, the jurisdiction of Canada in which the person’s head office is located, and

(b) for an individual, the jurisdiction of Canada in which the individual’s working office is located;

“registered firm” means a registered dealer, a registered adviser, or a registered investment fund manager;

“registered individual” means an individual who is registered

(a) in a category that authorizes the individual to act as a dealer or an adviser on behalf of a registered firm,

(b) as ultimate designated person, or

(c) as chief compliance officer;

“related issuer” has the same meaning as in section 1.1 of Regulation 33-105 respecting Underwriting Conflicts;

“restricted dealer” means a person registered in the category of restricted dealer;

“restricted portfolio manager” means a person registered in the category of restricted portfolio manager;

“Schedule III bank” means an authorized foreign bank named in Schedule III of the Bank Act (Canada);

“scholarship plan dealer” means a person registered in the category of scholarship plan dealer;

“sponsoring firm” means the registered firm on whose behalf an individual acts as a dealer, an underwriter, an adviser, a chief compliance officer or an ultimate designated person;

“subsidiary” has the same meaning as in section 1.1 of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions;

“working office” means the office of the sponsoring firm where an individual does most of his or her business.

1.2. Interpretation of “securities” in Alberta, British Columbia, New Brunswick and Saskatchewan

In Alberta, British Columbia, New Brunswick and Saskatchewan, a reference to “securities” in this Regulation includes “exchange contracts”, unless the context otherwise requires.

1.3. Information may be given to the principal regulator

(1) In this section, “principal regulator” means

(a) for a registered firm whose head office is in a jurisdiction of Canada, the securities regulatory authority or regulator of that jurisdiction, and

(b) for a registered firm whose head office is not in Canada, the securities regulatory authority or regulator of,

(i) if the firm has not completed its first financial year since being registered, the jurisdiction of Canada in which the firm expects most of its clients to be resident at the end of its current financial year, and

(ii) in all other circumstances, the jurisdiction of Canada in which most of the firm’s clients were resident at the end of its most recently completed financial year.

(2) Except under the following sections, for the purpose of a requirement in this Regulation to notify the regulator or the securities regulatory authority, the person may notify the regulator or the securities regulatory authority by notifying the person’s principal regulator:

(a) section 8.18 [*international dealer*];

(b) section 8.26 [*international adviser*];

(c) section 11.9 [*registrant acquiring a registered firm’s securities or assets*];

(d) section 11.10 [*registered firm whose securities are acquired*].

(3) For the purpose of a requirement in this Regulation to deliver or submit a document to the regulator or the securities regulatory authority, the person may deliver or submit the document by delivering or submitting it to the person’s principal regulator.

PART 2 CATEGORIES OF REGISTRATION FOR INDIVIDUALS

2.1. Individual categories

(1) The following are the categories of registration for an individual who is required, under securities legislation, to be registered to act on behalf of a registered firm:

(a) dealing representative;

(b) advising representative;

(c) associate advising representative;

(d) ultimate designated person;

(e) chief compliance officer.

(2) An individual registered in the category of

- (a) dealing representative may act as a dealer or an underwriter in respect of a security that the individual's sponsoring firm is permitted to trade or underwrite,
 - (b) advising representative may act as an adviser in respect of a security that the individual's sponsoring firm is permitted to advise on,
 - (c) associate advising representative may act as an adviser in respect of a security that the individual's sponsoring firm is permitted to advise on if the advice has been approved under subsection 4.2(1) [*associate advising representatives – pre-approval of advice*],
 - (d) ultimate designated person must perform the functions set out in section 5.1 [*responsibilities of the ultimate designated person*], and
 - (e) chief compliance officer must perform the functions set out in section 5.2 [*responsibilities of the chief compliance officer*].
- (3) Subsection (1) does not apply in Ontario.

Note: In Ontario, the same categories of registration for individuals as in subsection 2.1(1) are set out under section 25 of the Securities Act (Ontario).

2.2. Client mobility exemption – individuals

- (1) The registration requirement does not apply to an individual if all of the following apply:
- (a) he individual is registered as a dealing, advising or associate advising representative in the individual's principal jurisdiction;
 - (b) the individual's sponsoring firm is registered in the firm's principal jurisdiction;
 - (c) the individual does not act as a dealer, underwriter or adviser in the local jurisdiction other than as he or she is permitted to in his or her principal jurisdiction according to the individual's registration in that jurisdiction;
 - (d) the individual does not act as a dealer, underwriter or adviser in the local jurisdiction other than for 5 or fewer eligible clients;
 - (e) the individual complies with Part 13 [*dealing with clients – individuals and firms*];
 - (f) the individual deals fairly, honestly and in good faith in the course of his or her dealings with an eligible client;
 - (g) before first acting as a dealer or adviser for an eligible client, the individual's sponsoring firm has disclosed to the client that the individual, and if the firm is relying on section 8.30 [*client mobility exemption – firms*], the firm,
 - (i) is exempt from registration in the local jurisdiction, and
 - (ii) is not subject to requirements otherwise applicable under local securities legislation.
- (2) If an individual relies on the exemption in this section, the individual's sponsoring firm must submit a completed Form 31-103F3 Use of Mobility Exemption to the securities regulatory authority of the local jurisdiction as soon as possible after the individual first relies on this section.

2.3. Individuals acting for investment fund managers

The investment fund manager registration requirement does not apply to an individual acting on behalf of a registered investment fund manager.

PART 3 REGISTRATION REQUIREMENTS – INDIVIDUALS

Division 1 General proficiency requirements

3.1. Definitions

In this Part

“Branch Manager Proficiency Exam” means the examination prepared and administered by the RESP Dealers Association of Canada and so named on the day this Regulation comes into force, and every examination that preceded that examination, or succeeded that examination, that does not have a significantly reduced scope and content when compared to the scope and content of the first-mentioned examination;

“Canadian Investment Funds Exam” means the examination prepared and administered by the Investment Funds Institute of Canada and so named on the day this Regulation comes into force, and every examination that preceded that examination, or succeeded that examination, that does not have a significantly reduced scope and content when compared to the scope and content of the first-mentioned examination;

“Canadian Investment Manager designation” means the designation earned through the Canadian investment manager program prepared and administered by CSI Global Education Inc. and so named on the day this Regulation comes into force, and every program that preceded that program, or succeeded that program, that does not have a significantly reduced scope and content when compared to the scope and content of the first-mentioned program;

“Canadian Securities Course Exam” means the examination prepared and administered by CSI Global Education Inc. and so named on the day this Regulation comes into force, and every examination that preceded that examination, or succeeded that examination, that does not have a significantly reduced scope and content when compared to the scope and content of the first-mentioned examination;

“CFA Charter” means the charter earned through the Chartered Financial Analyst program prepared and administered by the CFA Institute and so named on the day this Regulation comes into force, and every program that preceded that program, or succeeded that program, that does not have a significantly reduced scope and content when compared to the scope and content of the first-mentioned program;

“Exempt Market Products Exam” means the examination prepared and administered by the IFSE Institute and so named on the day this Regulation comes into force, and every examination that preceded that examination, or succeeded that examination, that does not have a significantly reduced scope and content when compared to the scope and content of the first-mentioned examination;

“Investment Funds in Canada Course Exam” means the examination prepared and administered by CSI Global Education Inc. and so named on the day this Regulation comes into force, and every examination that preceded that examination, or succeeded that examination, that does not have a significantly reduced scope and content when compared to the scope and content of the first-mentioned examination;

“Mutual Fund Dealers Compliance Exam” means the examination prepared and administered by the IFSE Institute and so named on the day this Regulation comes into force, and every examination that preceded that examination, or succeeded that

examination, that does not have a significantly reduced scope and content when compared to the scope and content of the first-mentioned examination;

“New Entrants Course Exam” means the examination prepared and administered by CSI Global Education Inc. and so named on the day this Regulation comes into force, and every examination that preceded that examination, or succeeded that examination, that does not have a significantly reduced scope and content when compared to the scope and content of the first-mentioned examination;

“PDO Exam” means

(a) the Officers’, Partners’ and Directors’ Exam prepared and administered by the Investment Funds Institute of Canada and so named on the day this Regulation comes into force, and every examination that preceded that examination, or succeeded that examination, that does not have a significantly reduced scope and content when compared to the scope and content of the first-mentioned examination, or

(b) the Partners, Directors and Senior Officers Course Exam prepared and administered by CSI Global Education Inc. and so named on the day this Regulation comes into force, and every examination that preceded that examination, or succeeded that examination, that does not have a significantly reduced scope and content when compared to the scope and content of the first-mentioned examination;

“Sales Representative Proficiency Exam” means the examination prepared and administered by the RESP Dealers Association of Canada and so named on the day this Regulation comes into force, and every examination that preceded that examination, or succeeded that examination, that does not have a significantly reduced scope and content when compared to the scope and content of the first-mentioned examination;

“Series 7 Exam” means the examination prepared and administered by the Financial Industry Regulatory Authority in the United States of America and so named on the day this Regulation comes into force, and every examination that preceded that examination, or succeeded that examination, that does not have a significantly reduced scope and content when compared to the scope and content of the first-mentioned examination.

3.2. U.S. equivalency

In this Part, an individual is not required to have passed the Canadian Securities Course Exam if the individual has passed the Series 7 Exam and the New Entrants Course Exam.

3.3. Time limits on examination requirements

(1) For the purposes of this Part, an individual is deemed to have not passed an examination, and is deemed to have not successfully completed a program, unless the individual passed the examination or successfully completed the program within 36 months before the date the individual applied for registration.

(2) Subsection (1) does not apply if the individual passed the examination or successfully completed the program more than 36 months before the date the individual applied for registration and one or both of the following apply:

(a) for any 12 months during the 36-month period before the date the individual applied for registration in a category, the individual was registered in the same category in a jurisdiction of Canada;

(b) the individual gained 12 months of relevant securities industry experience during the 36-month period before the date the individual applied for registration.

(3) In Québec, the examinations provided for in subsections (4) and (6) of section 45 of Policy Statement Q-9 Dealers, Advisers and Representatives, as it read on September 27, 2009, are deemed to be relevant examinations for purposes of subsection (2).

Division 2 Education and experience requirements

3.4. Proficiency – initial and ongoing

(1) An individual must not perform an activity that requires registration unless the individual has the education, training and experience that a reasonable person would consider necessary to perform the activity competently.

(2) A chief compliance officer must not perform an activity set out in section 5.2 [*responsibilities of the chief compliance officer*] unless the individual has the education, training and experience that a reasonable person would consider necessary to perform the activity competently.

3.5. Mutual fund dealer – dealing representative

A dealing representative of a mutual fund dealer must not act as a dealer on behalf of the mutual fund dealer unless one or both of the following apply:

- (a) the representative has passed the Canadian Investment Funds Exam, the Canadian Securities Course Exam or the Investment Funds in Canada Course Exam;
- (b) the representative has met the requirements of section 3.11 [*portfolio manager – advising representative*].

3.6. Mutual fund dealer – chief compliance officer

A mutual fund dealer must not designate an individual as its chief compliance officer under subsection 11.3(1) [*designating a chief compliance officer*] unless any of the following apply:

- (a) the individual has passed
 - (i) the Canadian Investment Funds Exam, the Canadian Securities Course Exam or the Investment Funds in Canada Course Exam, and
 - (ii) the PDO Exam or the Mutual Fund Dealers Compliance Exam;
- (b) the individual has met the requirements of section 3.13 [*portfolio manager – chief compliance officer*]

3.7. Scholarship plan dealer – dealing representative

A dealing representative of a scholarship plan dealer must not act as a dealer on behalf of the scholarship plan dealer unless the representative has passed the Sales Representative Proficiency Exam.

3.8. Scholarship plan dealer – chief compliance officer

A scholarship plan dealer must not designate an individual as its chief compliance officer under subsection 11.3(1) [*designating a chief compliance officer*] unless the individual has passed all of the following:

- (a) the Sales Representative Proficiency Exam;
- (b) the Branch Manager Proficiency Exam;

- (c) the PDO Exam.

3.9. Exempt market dealer – dealing representative

A dealing representative of an exempt market dealer must not act as a dealer on behalf of the exempt market dealer unless any of the following apply:

- (a) the individual has passed the Canadian Securities Course Exam;
- (b) the individual has passed the Exempt Market Products Exam;
- (c) the individual satisfies the conditions set out in section 3.11 [*portfolio manager – advising representative*].

3.10. Exempt market dealer – chief compliance officer

An exempt market dealer must not designate an individual as its chief compliance officer under subsection 11.3(1) [*designating a chief compliance officer*] unless any of the following apply:

- (a) the individual has passed the PDO Exam and any of the following:
 - (i) the Canadian Securities Course Exam;
 - (ii) the Exempt Market Products Exam;
- (b) the individual has met the requirements of section 3.13 [*portfolio manager – chief compliance officer*].

3.11. Portfolio manager – advising representative

An advising representative of a portfolio manager must not act as an adviser on behalf of the portfolio manager unless any of the following apply:

- (a) the representative has earned a CFA Charter and has 12 months of relevant investment management experience in the 36-month period before applying for registration;
- (b) the representative has received the Canadian Investment Manager designation and has 48 months of relevant investment management experience, 12 months of which was in the 36-month period before applying for registration.

3.12. Portfolio manager – associate advising representative

An associate advising representative of a portfolio manager must not act as an adviser on behalf of the portfolio manager unless any of the following apply:

- (a) the representative has completed Level 1 of the Chartered Financial Analyst program and has 24 months of relevant investment management experience;
- (b) the representative has received the Canadian Investment Manager designation and has 24 months of relevant investment management experience.

3.13. Portfolio manager – chief compliance officer

A portfolio manager must not designate an individual as its chief compliance officer under subsection 11.3(1) [*designating a chief compliance officer*] unless any of the following apply:

- (a) the individual has

(i) earned a CFA Charter or a professional designation as a lawyer, Chartered Accountant, Certified General Accountant or Certified Management Accountant in a jurisdiction of Canada, a notary in Québec, or the equivalent in a foreign jurisdiction,

(ii) passed the Canadian Securities Course Exam and the PDO Exam,
and

(iii) either

(A) gained 36 months of relevant securities experience while working at an investment dealer, a registered adviser or an investment fund manager, or

(B) provided professional services in the securities industry for 36 months and worked at a registered dealer, a registered adviser or an investment fund manager for 12 months;

(b) the individual has passed the Canadian Securities Course Exam and the PDO Exam and any of the following apply:

(i) the individual has worked at an investment dealer or a registered adviser for 5 years, including for 36 months in a compliance capacity;

(ii) the individual has worked for 5 years at a Canadian financial institution in a compliance capacity relating to portfolio management and worked at a registered dealer or a registered adviser for 12 months;

(c) the individual has passed the PDO Exam and has met the requirements of section 3.11 [*portfolio manager – advising representative*].

3.14. Investment fund manager – chief compliance officer

An investment fund manager must not designate an individual as its chief compliance officer under subsection 11.3(1) [*designating a chief compliance officer*] unless any of the following apply:

(a) the individual has

(i) earned a CFA Charter or a professional designation as a lawyer, Chartered Accountant, Certified General Accountant or Certified Management Accountant in a jurisdiction of Canada, a notary in Québec, or the equivalent in a foreign jurisdiction,

(ii) passed the Canadian Securities Course Exam and the PDO Exam,
and

(iii) either

(A) gained 36 months of relevant securities experience while working at a registered dealer, a registered adviser or an investment fund manager, or

(B) provided professional services in the securities industry for 36 months and worked in a relevant capacity at an investment fund manager for 12 months;

(b) the individual has

(i) passed the Canadian Investment Funds Exam, the Canadian Securities Course Exam, or the Investment Funds in Canada Course Exam,

(ii) passed the PDO Exam, and

(iii) gained 5 years of relevant securities experience while working at a registered dealer, registered adviser or an investment fund manager, including 36 months in a compliance capacity.

(c) the individual has met the requirements of section 3.13 [*portfolio manager – chief compliance officer*].

Division 3 Membership in a self-regulatory organization

3.15. Who must be approved by an SRO before registration

(1) A dealing representative of an investment dealer must be an “approved person” as defined under the rules of IIROC.

(2) Except in Québec, a dealing representative of a mutual fund dealer must be an “approved person” as defined under the rules of the MFDA.

3.16. Exemptions from certain requirements for SRO-approved persons

(1) The following sections do not apply to a registered individual who is a dealing representative of a member of IIROC:

- (a) subsection 13.2(3) [*know your client*];
- (b) section 13.3 [*suitability*];
- (c) section 13.13 [*disclosure when recommending the use of borrowed money*].

(2) The following sections do not apply to a registered individual who is a dealing representative of a member of the MFDA:

- (a) section 13.3 [*suitability*];
- (b) section 13.13 [*disclosure when recommending the use of borrowed money*].

(3) In Québec, the requirements listed in subsection (2) do not apply to a registered individual who is a dealing representative of a mutual fund dealer if the registered individual complies with the applicable regulations on mutual fund dealers in Québec.

PART 4 RESTRICTIONS ON REGISTERED INDIVIDUALS

4.1. Restriction on acting for another registered firm

An individual registered as a dealing, advising or associate advising representative of a registered firm must not act as an officer, partner or director of another registered firm that is not an affiliate of the first-mentioned registered firm.

4.2. Associate advising representatives – pre-approval of advice

(1) An associate advising representative of a registered adviser must not advise on securities unless, before giving the advice, the advice has been approved by an individual designated by the registered firm under subsection (2).

(2) A registered adviser must designate, for an associate advising representative, an advising representative to review the advice of the associate advising representative.

(3) No later than the 7th day following the date of a designation under subsection (2), a registered adviser must provide the regulator with the names of the advising representative and the associate advising representative who are the subject of the designation.

PART 5 ULTIMATE DESIGNATED PERSON AND CHIEF COMPLIANCE OFFICER

5.1. Responsibilities of the ultimate designated person

The ultimate designated person of a registered firm must do all of the following:

- (a) supervise the activities of the firm that are directed towards ensuring compliance with securities legislation by the firm and each individual acting on the firm's behalf;
- (b) promote compliance by the firm, and individuals acting on its behalf, with securities legislation.

5.2. Responsibilities of the chief compliance officer

The chief compliance officer of a registered firm must do all of the following:

- (a) establish and maintain policies and procedures for assessing compliance by the firm, and individuals acting on its behalf, with securities legislation;
- (b) monitor and assess compliance by the firm, and individuals acting on its behalf, with securities legislation;
- (c) report to the ultimate designated person of the firm as soon as possible if the chief compliance officer becomes aware of any circumstances indicating that the firm, or any individual acting on its behalf, may be in non-compliance with securities legislation and any of the following apply:
 - (i) the non-compliance creates, in the opinion of a reasonable person, a risk of harm to a client;
 - (ii) the non-compliance creates, in the opinion of a reasonable person, a risk of harm to the capital markets;
 - (iii) the non-compliance is part of a pattern of non-compliance;
- (d) submit an annual report to the firm's board of directors, or individuals acting in a similar capacity for the firm, for the purpose of assessing compliance by the firm, and individuals acting on its behalf, with securities legislation.

PART 6 SUSPENSION AND REVOCATION OF REGISTRATION – INDIVIDUALS

6.1. If individual ceases to have authority to act for firm

If a registered individual ceases to have authority to act as a registered individual on behalf of his or her sponsoring firm because of the end of, or a change in, the individual's employment, partnership, or agency relationship with the firm, the individual's registration with the firm is suspended until reinstated or revoked under securities legislation.

6.2. If IROC approval is revoked or suspended

If IROC revokes or suspends a registered individual's approval in respect of an investment dealer, the individual's registration as a dealing representative of the investment dealer is suspended until reinstated or revoked under securities legislation.

6.3. If MFDA approval is revoked or suspended

Except in Québec, if the MFDA revokes or suspends a registered individual's approval in respect of a mutual fund dealer, the individual's registration as a dealing representative of the mutual fund dealer is suspended until reinstated or revoked under securities legislation.

6.4. If sponsoring firm is suspended

If a registered firm's registration in a category is suspended, the registration of each registered dealing, advising or associate advising representative acting on behalf of the firm in that category is suspended until reinstated or revoked under securities legislation.

6.5. Dealing and advising activities suspended

If an individual's registration in a category is suspended, the individual must not act as a dealer, an underwriter or an adviser, as the case may be, under that category.

6.6. Revocation of a suspended registration – individual

If a registration of an individual has been suspended under this Part and it has not been reinstated, the registration is revoked on the 2nd anniversary of the suspension.

6.7. Exception for individuals involved in a hearing

Despite section 6.6, if a hearing concerning a suspended registrant is commenced under securities legislation or a proceeding concerning the registrant is commenced under the rules of an SRO, the registrant's registration remains suspended.

6.8. Application of Part 6 in Ontario

Other than section 6.5 [*dealing and advising activities suspended*], this Part does not apply in Ontario.

Note: In Ontario, measures governing suspension in section 29 of the Securities Act (Ontario) are similar to those in Parts 6 and 10.

PART 7 CATEGORIES OF REGISTRATION FOR FIRMS**7.1. Dealer categories**

(1) The following are the categories of registration for a person that is required, under securities legislation, to be registered as a dealer:

- (a) investment dealer;
- (b) mutual fund dealer;
- (c) scholarship plan dealer;
- (d) exempt market dealer;
- (e) restricted dealer.

(2) A person registered in the category of

- (a) investment dealer may act as a dealer or an underwriter in respect of any security,
- (b) mutual fund dealer may act as a dealer in respect of any security of

- (i) a mutual fund, or
 - (ii) except in Québec, an investment fund that is a labour-sponsored investment fund corporation or labour-sponsored venture capital corporation under legislation of a jurisdiction of Canada,
 - (c) scholarship plan dealer may act as a dealer in respect of a security of a scholarship plan, an educational plan or an educational trust,
 - (d) exempt market dealer may
 - (i) act as a dealer by trading a security that is distributed under an exemption from the prospectus requirement, whether or not a prospectus was filed in respect of the distribution,
 - (ii) act as a dealer by trading a security that, if the trade were a distribution, would be exempt from the prospectus requirement,
 - (iii) receive an order from a client to sell a security that was acquired by the client in a circumstance described in subparagraph (i) or (ii), and may act or solicit in furtherance of receiving such an order, and
 - (iv) act as an underwriter in respect of a distribution of securities that is made under an exemption from the prospectus requirement;
 - (e) restricted dealer may act as a dealer or an underwriter in accordance with the terms, conditions, restrictions or requirements applied to its registration.
- (3) Despite paragraph (2)(b), in British Columbia a mutual fund dealer may also act as a dealer in respect of securities of any of the following:
- (a) scholarship plans;
 - (b) educational plans;
 - (c) educational trusts.
- (4) Subsection (1) does not apply in Ontario.

Note: In Ontario, the same categories of registration for firms acting as dealers as in subsection 7.1(1) are set out under subsection 26(2) of the Securities Act (Ontario).

7.2. Adviser categories

- (1) The following are the categories of registration for a person that is required, under securities legislation, to be registered as an adviser:
- (a) portfolio manager;
 - (b) restricted portfolio manager.
- (2) A person registered in the category of
- (a) portfolio manager may act as an adviser in respect of any security, and
 - (b) restricted portfolio manager may act as an adviser in respect of any security in accordance with the terms, conditions, restrictions or requirements applied to its registration.

(3) Subsection (1) does not apply in Ontario.

Note: In Ontario, the same categories of registration for firms acting as advisers as in subsection 7.2(1) are set out under subsection 26(6) of the Securities Act (Ontario).

7.3. Investment fund manager category

The category of registration for a person that is required, under securities legislation, to be registered as an investment fund manager is “investment fund manager”.

PART 8 EXEMPTIONS FROM THE REQUIREMENT TO REGISTER

Division 1 Exemptions from dealer and underwriter registration

8.1. Interpretation of “trade” in Québec

In this Part, in Québec, “trade” refers to any of the following activities:

(a) the activities described in the definition of “dealer” in section 5 of the Securities Act (R.S.Q., c. V-1.1), including the following activities:

(i) the sale or disposition of a security by onerous title, whether the terms of payment are on margin, installment or otherwise, but does not include a transfer or the giving in guarantee of securities in connection with a debt or the purchase of a security, except as provided in paragraph (b);

(ii) participation as a trader in any transaction in a security through the facilities of an exchange or a quotation and trade reporting system;

(iii) the receipt by a registrant of an order to buy or sell a security;

(b) a transfer or the giving in guarantee of securities of an issuer from the holdings of a control person in connection with a debt.

8.2. Definition of “securities” in Alberta, British Columbia, New Brunswick and Saskatchewan

Despite section 1.2, in Alberta, British Columbia, New Brunswick and Saskatchewan, a reference to “securities” in this Division excludes “exchange contracts”.

8.3. Interpretation – exemption from underwriter registration requirement

In this Division, an exemption from the dealer registration requirement is an exemption from the underwriter registration requirement.

8.4. Person not in the business of trading in British Columbia, Manitoba and New Brunswick

(1) In British Columbia and New Brunswick, a person is exempt from the dealer registration requirement if the person

(a) is not engaged in the business of trading in securities or exchange contracts as a principal or agent, and

(b) does not hold himself, herself or itself out as engaging in the business of trading in securities or exchange contracts as a principal or agent.

(2) In Manitoba, a person is exempt from the dealer registration requirement if the person

(a) is not engaged in the business of trading in securities as a principal or agent, and

(b) does not hold himself, herself or itself out as engaging in the business of trading in securities as a principal or agent.

8.5. Trades through or to a registered dealer

The dealer registration requirement does not apply to a person in respect of a trade by the person if one of the following applies:

(a) the trade is made solely through an agent who is a registered dealer, if the dealer is registered in a category that permits the trade;

(b) the trade is made to a registered dealer who is purchasing as principal, if the dealer is registered in a category that permits the trade.

8.6. Adviser – non-prospectus qualified investment fund

(1) The dealer registration requirement does not apply to a registered adviser, or an adviser that is exempt from registration under section 8.26 [*international adviser*], in respect of a trade in a security of a non-prospectus qualified investment fund if both of the following apply:

(a) the adviser acts as the fund's adviser and investment fund manager;

(b) the trade is to a managed account of a client of the adviser.

(2) The exemption in subsection (1) is not available if the managed account or non-prospectus qualified investment fund was created or is used primarily for the purpose of qualifying for the exemption.

(3) An adviser that relies on subsection (1) must provide written notice to the regulator that it is relying on the exemption within 7 days of its first use of the exemption.

8.7. Investment fund reinvestment

(1) Subject to subsections (2), (3), (4) and (5), the dealer registration requirement does not apply to an investment fund, or the investment fund manager of the fund, in respect of a trade in a security with a security holder of the investment fund if the trade is permitted by a plan of the investment fund and is in a security of the investment fund's own issue and if any of the following apply:

(a) a dividend or distribution out of earnings, surplus, capital or other sources payable in respect of the investment fund's securities is applied to the purchase of the security that is of the same class or series as the securities to which the dividends or distributions are attributable;

(b) the security holder makes an optional cash payment to purchase the security of the investment fund and both of the following apply:

(i) the security is of the same class or series of securities described in paragraph (a) that trade on a marketplace;

(ii) the aggregate number of securities issued under the optional cash payment does not exceed, in the financial year of the investment fund during which the trade takes place, 2 per cent of the issued and outstanding securities of the class to which the plan relates as at the beginning of the financial year.

(2) The exemption in subsection (1) is not available unless the plan that permits the trade is available to every security holder in Canada to which the dividend or distribution is available.

(3) The exemption in subsection (1) is not available if a sales charge is payable on a trade described in the subsection.

(4) At the time of the trade, if the investment fund is a reporting issuer and in continuous distribution, the investment fund must have set out in the prospectus under which the distribution is made

(a) details of any deferred or contingent sales charge or redemption fee that is payable at the time of the redemption of the security, and

(b) any right that the security holder has to elect to receive cash instead of securities on the payment of a dividend or making of a distribution by the investment fund and instructions on how the right can be exercised.

(5) At the time of the trade, if the investment fund is a reporting issuer and is not in continuous distribution, the investment fund must provide the information required by subsection (4) in its prospectus, annual information form or a material change report.

8.8. Additional investment in investment funds

The dealer registration requirement does not apply to an investment fund, or the investment fund manager of the fund, in respect of a trade in a security of the investment fund's own issue with a security holder of the investment fund if all of the following apply:

(a) the security holder initially acquired securities of the investment fund as principal for an acquisition cost of not less than \$150,000 paid in cash at the time of the acquisition;

(b) the trade is in respect of a security of the same class or series as the securities initially acquired, as described in paragraph (a);

(c) the security holder, as at the date of the trade, holds securities of the investment fund and one or both of the following apply:

(i) the acquisition cost of the securities being held was not less than \$150,000;

(ii) the net asset value of the securities being held is not less than \$150,000.

8.9. Additional investment in investment funds if initial purchase before September 14, 2005

The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade by an investment fund in a security of its own issue to a purchaser that initially acquired a security of the same class as principal before September 14, 2005 if all of the following apply:

(a) the security was initially acquired under any of the following provisions:

(i) in Alberta, sections 86(e) and 131(1)(d) of the Securities Act (Alberta) as they existed prior to their repeal by sections 9(a) and 13 of the Securities Amendment Act (Alberta), 2003 SA c.32 and sections 66.2 and 122.2 of the Alberta Securities Commission Rules (General);

(ii) in British Columbia, sections 45(2) (5) and (22), and 74(2) (4) and (19) of the Securities Act (British Columbia);

(iii) in Manitoba, sections 19(3) and 58(1)(a) of the Securities Act (Manitoba) and section 90 of the Securities Regulation MR 491/88R;

(iv) in New Brunswick, section 2.8 of Local Rule 45-501 Prospectus and Registration Exemptions;

(v) in Newfoundland and Labrador, sections 36(1)(e) and 73(1)(d) of the Securities Act (Newfoundland and Labrador);

(vi) in Nova Scotia, sections 41(1)(e) and 77(1)(d) of the Securities Act (Nova Scotia);

(vii) in Northwest Territories, section 3(c) and (z) of Blanket Order No. 1;

(viii) in Nunavut, section 3(c) and (z) of Blanket Order No. 1;

(ix) in Ontario, sections 35(1)5 and 72(1)(d) of the Securities Act (Ontario) and section 2.12 of Ontario Securities Commission Rule 45-501 Exempt Distributions that came into force on January 12, 2004;

(x) in Prince Edward Island, section 2(3)(d) of the former Securities Act (Prince Edward Island) and Prince Edward Island Local Rule 45-512 Exempt Distributions - Exemption for Purchase of Mutual Fund Securities;

(xi) in Québec, former sections 51 and 155.1(2) of the Securities Act (Québec);

(xii) in Saskatchewan, sections 39(1)(e) and 81(1)(d) of The Securities Act, 1988 (Saskatchewan);

(b) the trade is for a security of the same class or series as the initial trade;

(c) the security holder, as at the date of the trade, holds securities of the investment fund that have one or both of the following characteristics:

(i) an acquisition cost of not less than the minimum amount prescribed by securities legislation referred to in paragraph (a) under which the initial trade was conducted;

(ii) a net asset value of not less than the minimum amount prescribed by securities legislation referred to in paragraph (a) under which the initial trade was conducted.

8.10. Private investment club

The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in a security of an investment fund if all of the following apply:

(a) the fund has no more than 50 beneficial security holders;

(b) the fund does not seek and has never sought to borrow money from the public;

(c) the fund does not distribute and has never distributed its securities to the public;

(d) the fund does not pay or give any remuneration for investment management or administration advice in respect of trades in securities, except normal brokerage fees;

(e) the fund, for the purpose of financing its operations, requires security holders to make contributions in proportion to the value of the securities held by them.

8.11. Private investment fund – loan and trust pools

(1) The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in a security of an investment fund if all of the following apply:

(a) the fund is administered by a trust company or trust corporation that is registered or authorized by an enactment of Canada or a jurisdiction of Canada to carry on business in Canada or a jurisdiction of Canada;

(b) the fund has no promoter or investment fund manager other than the trust company or trust corporation referred to in paragraph (a);

(c) the fund commingles the money of different estates and trusts for the purpose of facilitating investment.

(2) Despite subsection (1), a trust company or trust corporation registered under the laws of Prince Edward Island that is not registered under the Trust and Loan Companies Act (Canada) or under comparable legislation in another jurisdiction of Canada is not a trust company or trust corporation for the purpose of paragraph (1)(a).

8.12. Mortgages

(1) In this section, “syndicated mortgage” means a mortgage in which two or more persons participate, directly or indirectly, as lenders in the debt obligation that is secured by the mortgage.

(2) Subject to subsection (3), the dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in a mortgage on real property in a jurisdiction of Canada by a person who is registered or licensed, or exempted from registration or licensing, under mortgage brokerage or mortgage dealer legislation of that jurisdiction.

(3) In Alberta, British Columbia, Manitoba, Québec and Saskatchewan, subsection (2) does not apply in respect of a trade in a syndicated mortgage.

(4) This section does not apply in Ontario.

Note: In Ontario a similar exemption from the dealer registration requirement is provided under subsection 35(4) of the Securities Act (Ontario).

8.13. Personal property security legislation

(1) The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade to a person, other than an individual in a security evidencing indebtedness secured by or under a security agreement, secured in accordance with personal property security legislation of a jurisdiction of Canada that provides for the granting of security in personal property.

(2) This section does not apply in Ontario.

Note: In Ontario a similar exemption from the dealer registration requirement is provided under subsection 35(2) of the Securities Act (Ontario).

8.14. Variable insurance contract

(1) In this section

“contract”, “group insurance”, “insurance company”, “life insurance” and “policy” have the respective meanings assigned to them in the legislation referenced opposite the name of the local jurisdiction in Appendix A of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions;

“variable insurance contract” means a contract of life insurance under which the interest of the purchaser is valued for purposes of conversion or surrender by reference to the value of a proportionate interest in a specified portfolio of assets.

(2) The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in a variable insurance contract by an insurance company if the variable insurance contract is

(a) a contract of group insurance,

(b) a whole life insurance contract providing for the payment at maturity of an amount not less than 75% of the premium paid up to age 75 years for a benefit payable at maturity,

(c) an arrangement for the investment of policy dividends and policy proceeds in a separate and distinct fund to which contributions are made only from policy dividends and policy proceeds, or

(d) a variable life annuity.

8.15. Schedule III banks and cooperative associations – evidence of deposit

(1) The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in an evidence of deposit issued by a Schedule III bank or an association governed by the Cooperative Credit Associations Act (Canada).

(2) This section does not apply in Ontario.

Note: In Ontario, subsection 8.15(1) is not required because the security described in the exemption is excluded from the definition of “security” in subsection 1(1) of the Securities Act (Ontario).

8.16. Plan administrator

(1) In this section

“consultant” has the same meaning as in section 2.22 of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions;

“control person” has the same meaning as in section 1.1 of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions;

“executive officer” has the same meaning as in section 1.1 of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions;

“permitted assign” has the same meaning as in section 2.22 of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions;

“plan” means a plan or program established or maintained by an issuer providing for the acquisition of securities of the issuer by employees, executive officers, directors or consultants of the issuer or of a related entity of the issuer;

“plan administrator” means a trustee, custodian, or administrator, acting on behalf of, or for the benefit of, employees, executive officers, directors or consultants of an issuer or of a related entity of an issuer;

“related entity” has the same meaning as in section 2.22 of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions.

(2) The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade made pursuant to a plan of the issuer in a security of an issuer, or an option to acquire a security of the issuer, made by the issuer, a control person of the issuer, a related entity of the issuer, or a plan administrator of the issuer with any of the following:

(a) the issuer;

(b) a current or former employee, executive officer, director or consultant of the issuer or a related entity of the issuer;

(c) a permitted assign of a person referred to in paragraph (b).

(3) The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in a security of an issuer, or an option to acquire a security of the issuer, made by a plan administrator of the issuer if

(a) the trade is pursuant to a plan of the issuer, and

(b) the conditions in section 2.14 of Regulation 45-102 respecting Resale of Securities are satisfied.

8.17. Reinvestment plan

(1) Subject to subsections (3), (4) and (5), the dealer registration requirement does not apply in respect of the following trades by an issuer, or by a trustee, custodian or administrator acting for or on behalf of the issuer, to a security holder of the issuer if the trades are permitted by a plan of the issuer:

(a) a trade in a security of the issuer’s own issue if a dividend or distribution out of earnings, surplus, capital or other sources payable in respect of the issuer’s securities is applied to the purchase of the security;

(b) subject to subsection (2), a trade in a security of the issuer’s own issue if the security holder makes an optional cash payment to purchase the security of the issuer that trades on a marketplace.

(2) The aggregate number of securities issued under the optional cash payment referred to in subsection (1)(b) must not exceed, in any financial year of the issuer during which the trade takes place, 2% of the issued and outstanding securities of the class to which the plan relates as at the beginning of the financial year.

(3) A plan that permits the trades described in subsection (1) must be available to every security holder in Canada to which the dividend or distribution out of earnings, surplus, capital or other sources is available.

(4) This section is not available in respect of a trade in a security of an investment fund.

(5) Subject to section 8.3.1 [*transition – reinvestment plan*] of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions, if the security traded under a plan described in subsection (1) is of a different class or series than the class or series of the security to which the dividend or distribution is attributable, the issuer or the trustee, custodian or administrator must have provided to each participant that is eligible to receive a security under the plan either a description of the material attributes and characteristics of the security traded under the plan or notice of a source from which the participant can obtain the information without charge.

8.18. International dealer

- (1) In this section, “foreign security” means
- (a) a security issued by an issuer incorporated, formed or created under the laws of a foreign jurisdiction, or
 - (b) a security issued by a government of a foreign jurisdiction.
- (2) Subject to subsections (3) and (4), the dealer registration requirement does not apply in respect of the following:
- (a) an activity, other than a sale of a security, that is reasonably necessary to facilitate a distribution of securities that are offered primarily in a foreign jurisdiction;
 - (b) a trade in a debt security with a permitted client during the security’s distribution, if the debt security is offered primarily in a foreign jurisdiction and a prospectus has not been filed with a Canadian securities regulatory authority for the distribution;
 - (c) a trade in a debt security that is a foreign security with a permitted client, other than during the security’s distribution;
 - (d) a trade in a foreign security with a permitted client, unless the trade is made during the security’s distribution under a prospectus that has been filed with a Canadian securities regulatory authority;
 - (e) a trade in a foreign security with an investment dealer;
 - (f) a trade in any security with an investment dealer that is acting as principal.
- (3) The exemptions under subsection (2) are not available to a person unless all of the following apply:
- (a) the head office or principal place of business of the person is in a foreign jurisdiction;
 - (b) the person is registered under the securities legislation of the foreign jurisdiction in which its head office or principal place of business is located in a category of registration that permits it to carry on the activities in that jurisdiction that registration as a dealer would permit it to carry on in the local jurisdiction;
 - (c) the person engages in the business of a dealer in the foreign jurisdiction in which its head office or principal place of business is located;
 - (d) the person is acting as principal or as agent for the issuer of the securities, for a permitted client, or for a person that is not a resident of Canada;
 - (e) the person has submitted to the securities regulatory authority a completed Form 31-103F2 Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service.
- (4) The exemptions under subsection (2) are not available to a person in respect of a trade with a permitted client unless one of the following applies:
- (a) the permitted client is a person registered under the securities legislation of a jurisdiction of Canada as an adviser or dealer;
 - (b) the person has notified the permitted client of all of the following:
 - (i) the person is not registered in Canada;

- (ii) the person's jurisdiction of residence;
- (iii) the name and address of the agent for service of process of the person in the local jurisdiction;
- (iv) there may be difficulty enforcing legal rights against the person because it is resident outside Canada and all or substantially all of its assets may be situated outside of Canada.

(5) A person relying on subsection (2) must notify the regulator 12 months after it first submits a Form 31-103F2 under paragraph (3)(e), and each year thereafter, if it continues to rely on subsection (2).

(6) In Ontario, subsection (5) does not apply to a person that complies with the filing and fee payment requirements applicable to an unregistered exempt international firm under Ontario Securities Commission Rule 13-502 Fees.

8.19. Self-directed registered education savings plan

(1) In this section

"self-directed RESP" means an educational savings plan registered under the Income Tax Act (Canada)

(a) that is structured so that contributions by a subscriber to the plan are deposited directly into an account in the name of the subscriber, and

(b) under which the subscriber maintains control and direction over the plan that enables the subscriber to direct how the assets of the plan are to be held, invested or reinvested subject to compliance with the Income Tax Act (Canada).

(2) The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in a self-directed RESP to a subscriber if both of the following apply:

- (a) the trade is made by any of the following:
 - (i) a dealing representative of a mutual fund dealer who is acting on behalf of the mutual fund dealer;
 - (ii) a Canadian financial institution;
 - (iii) in Ontario, a financial intermediary;
- (b) the self-directed RESP restricts its investments in securities to securities in which the person who trades the self-directed RESP is permitted to trade.

8.20. Exchange contract – Alberta, British Columbia, New Brunswick and Saskatchewan

(1) In Alberta, British Columbia and New Brunswick, the dealer registration requirement does not apply in respect of the following trades in exchange contracts:

- (a) a trade by a person made
 - (i) solely through an agent who is a registered dealer, if the dealer is registered in a category that permits the trade, or
 - (ii) to a registered dealer who is purchasing as principal, if the dealer is registered in a category that permits the trade;

(b) subject to subsection (2), a trade resulting from an unsolicited order placed with an individual who is not a resident of, and does not carry on business in, the local jurisdiction.

(2) An individual referred to in subsection (1)(b) must not do any of the following:

(a) advertise or engage in promotional activity that is directed to persons in the local jurisdiction during the 6 months preceding the trade;

(b) pay any commission or finder's fee to any person in the local jurisdiction in connection with the trade.

(3) In Saskatchewan, the dealer registration requirement does not apply in respect of either of the following:

(a) a trade in an exchange contract made solely through an agent who is a registered dealer, if the dealer is registered in a category that permits the trade;

(b) a trade in an exchange contract made to a registered dealer who is purchasing as principal, if the dealer is registered in a category that permits the trade.

8.21. Specified debt

(1) In this section

“approved credit rating” has the same meaning as in Regulation 81-102 respecting Mutual Funds;

“approved credit rating organization” has the same meaning as in Regulation 81-102 respecting Mutual Funds;

“permitted supranational agency” means any of the following:

(a) the African Development Bank, established by the Agreement Establishing the African Development Bank which came into force on September 10, 1964, that Canada became a member of on December 30, 1982;

(b) the Asian Development Bank, established under a resolution adopted by the United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific in 1965;

(c) the Caribbean Development Bank, established by the Agreement Establishing the Caribbean Development Bank which came into force on January 26, 1970, as amended, that Canada is a founding member of;

(d) the European Bank for Reconstruction and Development, established by the Agreement Establishing the European Bank for Reconstruction and Development and approved by the European Bank for Reconstruction and Development Agreement Act (Canada), that Canada is a founding member of;

(e) the Inter-American Development Bank, established by the Agreement establishing the Inter-American Development Bank which became effective December 30, 1959, as amended from time to time, that Canada is a member of;

(f) the International Bank for Reconstruction and Development, established by the Agreement for an International Bank for Reconstruction and Development approved by the Bretton Woods and Related Agreements Act (Canada);

(g) the International Finance Corporation, established by Articles of Agreement approved by the Bretton Woods and Related Agreements Act (Canada).

(2) The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in any of the following:

(a) a debt security issued by or guaranteed by the Government of Canada or the government of a jurisdiction of Canada;

(b) a debt security issued by or guaranteed by a government of a foreign jurisdiction if the debt security has an approved credit rating from an approved credit rating organization;

(c) a debt security issued by or guaranteed by a municipal corporation in Canada;

(d) a debt security secured by or payable out of rates or taxes levied under the law of a jurisdiction of Canada on property in the jurisdiction and collectible by or through the municipality in which the property is situated;

(e) a debt security issued by or guaranteed by a Canadian financial institution or a Schedule III bank, other than debt securities that are subordinate in right of payment to deposits held by the issuer or guarantor of those debt securities;

(f) a debt security issued by the Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal;

(g) a debt security issued by or guaranteed by a permitted supranational agency if the debt securities are payable in the currency of Canada or the United States of America.

(3) Paragraphs (2)(a), (c) and (d) do not apply in Ontario.

Note: In Ontario, exemptions from the dealer registration requirement similar to those in paragraphs 8.21(a), (c) and (d) are provided under paragraph 2 of subsection 35(1) of the Securities Act (Ontario).

8.22. Small security holder selling and purchase arrangements

(1) In this section

“exchange” means

(a) TSX Inc.,

(b) TSX Venture Exchange Inc., or

(c) an exchange that

and (i) has a policy that is substantially similar to the policy of the TSX Inc.,

(ii) is designated by the securities regulatory authority for the purpose of this section;

“policy” means,

(a) in the case of TSX Inc., sections 638 and 639 [*Odd lot selling and purchase arrangements*] of the TSX Company Manual, as amended from time to time,

(b) in the case of the TSX Venture Exchange Inc., Policy 5.7 Small Shareholder Selling and Purchase Arrangements, as amended from time to time, or

(c) in the case of an exchange referred to in paragraph (c) of the definition of “exchange”, the rule, policy or other similar instrument of the exchange on small shareholder selling and purchase arrangements.

(2) The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade by an issuer or its agent, in securities of the issuer that are listed on an exchange, if all of the following apply:

(a) the trade is an act in furtherance of participation by the holders of the securities in an arrangement that is in accordance with the policy of that exchange;

(b) the issuer and its agent do not provide advice to a security holder about the security holder’s participation in the arrangement referred to in paragraph (a), other than a description of the arrangement’s operation, procedures for participation in the arrangement, or both;

(c) the trade is made in accordance with the policy of that exchange, without resort to an exemption from, or variation of, the significant subject matter of the policy;

(d) at the time of the trade after giving effect to a purchase under the arrangement, the market value of the maximum number of securities that a security holder is permitted to hold in order to be eligible to participate in the arrangement is not more than \$25 000.

(3) For the purposes of subsection (2)(c), an exemption from, or variation of, the maximum number of securities that a security holder is permitted to hold under a policy in order to be eligible to participate in the arrangement provided for in the policy is not an exemption from, or variation of, the significant subject matter of the policy.

Division 2 Exemptions from adviser registration

8.23. Dealer without discretionary authority

The adviser registration requirement does not apply to a registered dealer, or a dealing representative acting on behalf of the dealer, that provides advice to a client if the advice is

(a) in connection with a trade in a security that the dealer and the representative are permitted to make under his, her or its registration,

(b) provided by the representative, and

(c) not in respect of a managed account of the client.

8.24. IIROC members with discretionary authority

The adviser registration requirement does not apply to a registered dealer, or a dealing representative acting on behalf of the dealer, that acts as an adviser in respect of a client’s managed account if the registered dealer is a member of IIROC and the advising activities are conducted in accordance with the rules of IIROC.

8.25. Advising generally

(1) For the purposes of subsections (3) and (4), “financial or other interest” includes the following:

(a) ownership, beneficial or otherwise, in the security or in another security issued by the same issuer;

(b) an option in respect of the security or another security issued by the same issuer;

(c) a commission or other compensation received, or expected to be received, from any person in connection with the trade in the security;

(d) a financial arrangement regarding the security with any person;

(e) a financial arrangement with any underwriter or other person who has any interest in the security.

(2) The adviser registration requirement does not apply to a person that acts as an adviser if the advice the person provides does not purport to be tailored to the needs of the person receiving the advice.

(3) If a person that is exempt under subsection (2) recommends buying, selling or holding a specified security, a class of securities or the securities of a class of issuers in which any of the following has a financial or other interest, the person must disclose the interest concurrently with providing the advice:

(a) the person;

(b) any partner, director or officer of the person;

(c) any other person that would be an insider of the first-mentioned person if the first-mentioned person were a reporting issuer.

(4) If the financial or other interest of the person includes an interest in an option described in paragraph (b) of the definition of "financial or other interest" in subsection (1), the disclosure required by subsection (3) must include a description of the terms of the option.

(5) This section does not apply in Ontario.

Note: In Ontario, measures similar to those in section 7.24 are in section 34 of the Securities Act (Ontario).

8.26. International adviser

(1) Despite section 1.2, in Alberta, British Columbia, New Brunswick and Saskatchewan, a reference to "securities" in this section excludes "exchange contracts".

(2) In this section

"aggregate consolidated gross revenue" does not include the gross revenue of an affiliate of the adviser if the affiliate is registered in a jurisdiction of Canada;

"foreign security" means

(a) a security issued by an issuer incorporated, formed or created under the laws of a foreign jurisdiction, and

(b) a security issued by a government of a foreign jurisdiction;

"permitted client" has the meaning given to the term in section 1.1 [*definitions*] except that it excludes a person registered under the securities legislation of a jurisdiction of Canada as an adviser or dealer.

(3) The adviser registration requirement does not apply to a person in respect of its acting as an adviser to a permitted client if the adviser does not advise in Canada on

securities of Canadian issuers, unless providing that advice is incidental to its providing advice on a foreign security.

(4) The exemption under subsection (3) is not available unless all of the following apply:

(a) the adviser's head office or principal place of business is in a foreign jurisdiction;

(b) the adviser is registered, or operates under an exemption from registration, under the securities legislation of the foreign jurisdiction in which its head office or principal place of business is located, in a category of registration that permits it to carry on the activities in that jurisdiction that registration as an adviser would permit it to carry on in the local jurisdiction;

(c) the adviser engages in the business of an adviser in the foreign jurisdiction in which its head office or principal place of business is located;

(d) during its most recently completed financial year, not more than 10% of the aggregate consolidated gross revenue of the adviser, its affiliates and its affiliated partnerships was derived from the portfolio management activities of the adviser, its affiliates and its affiliated partnerships in Canada;

(e) before advising a client, the adviser notifies the client of all of the following:

(i) the adviser is not registered in Canada;

(ii) the jurisdiction of residence of the adviser;

(iii) the name and address of the adviser's agent for service of process in the local jurisdiction;

(iv) that there may be difficulty enforcing legal rights against the adviser because it is resident outside Canada and all or substantially all of its assets may be situated outside of Canada;

(f) the adviser has submitted to the securities regulatory authority a completed Form 31-103F2 Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service.

(5) A person relying on subsection (3) must notify the regulator 12 months after it first submits a Form 31-103F2 under paragraph (4)(f), and each year thereafter, if it continues to rely on subsection (3).

(6) In Ontario, subsection (5) does not apply to a person that complies with the filing and fee payment requirements applicable to an unregistered exempt international firm under Ontario Securities Commission Rule 13-502 Fees.

Division 3 Exemptions from investment fund manager registration

8.27. Private investment club

The investment fund manager registration requirement does not apply to a person in respect of its acting as an investment fund manager for an investment fund if all of the following apply:

(a) the fund has no more than 50 beneficial security holders;

(b) the fund does not seek and has never sought to borrow money from the public;

(c) the fund does not distribute and has never distributed its securities to the public;

(d) the fund does not pay or give any remuneration for investment management or administration advice in respect of trades in securities, except normal brokerage fees;

(e) the fund, for the purpose of financing its operations, requires security holders to make contributions in proportion to the value of the securities held by them.

8.28. Capital accumulation plan exemption

(1) In this section, “capital accumulation plan” means a tax assisted investment or savings plan, including a defined contribution registered pension plan, a group registered retirement savings plan, a group registered education savings plan, or a deferred profit-sharing plan, established by a plan sponsor that permits a member to make investment decisions among two or more investment options offered within the plan, and in Quebec and Manitoba, includes a simplified pension plan.

(2) The investment fund manager registration requirement does not apply to a person that acts as an investment fund manager for an investment fund if the person is only required to be registered as an investment fund manager because the investment fund is an investment option in a capital accumulation plan.

8.29. Private investment fund – loan and trust pools

(1) The investment fund manager registration requirement does not apply to a trust company or trust corporation that administers an investment fund if all of the following apply:

(a) the trust company or trust corporation is registered or authorized by an enactment of Canada or a jurisdiction of Canada to carry on business in Canada or a jurisdiction of Canada;

(b) the fund has no promoter or investment fund manager other than the trust company or trust corporation;

(c) the fund commingles the money of different estates and trusts for the purpose of facilitating investment.

(2) The exemption in subsection (1) is not available to a trust company or trust corporation registered under the laws of Prince Edward Island unless it is also registered under the Trust and Loan Companies Act (Canada) or under comparable legislation in another jurisdiction of Canada.

Division 4 Mobility exemption – firms

8.30. Client mobility exemption – firms

The dealer registration requirement and the adviser registration requirement do not apply to a person if all of the following apply:

(a) the person is registered as a dealer or adviser in its principal jurisdiction;

(b) the person does not act as a dealer, underwriter or adviser in the local jurisdiction other than as it is permitted to in its principal jurisdiction according to its registration;

(c) the person does not act as a dealer, underwriter or adviser in the local jurisdiction other than in respect of 10 or fewer eligible clients;

(d) the person complies with Parts 13 [*dealing with clients – individuals and firms*] and 14 [*handling client accounts – firms*];

(e) the person deals fairly, honestly and in good faith in the course of its dealings with an eligible client.

PART 9 MEMBERSHIP IN A SELF-REGULATORY ORGANIZATION

9.1. IIROC membership for investment dealers

An investment dealer must not act as a dealer unless the investment dealer is a “Dealer Member”, as defined under the rules of IIROC.

9.2. MFDA membership for mutual fund dealers

Except in Québec, a mutual fund dealer must not act as a dealer unless the mutual fund dealer is a “member”, as defined under the rules of the MFDA.

9.3. Exemptions from certain requirements for SRO members

(1) An investment dealer that is a member of IIROC is exempt from the following requirements to the extent the provisions apply to the activities of an investment dealer:

- (a) section 12.1 [*capital requirements*];
- (b) section 12.2 [*notifying the regulator of a subordination agreement*];
- (c) section 12.3 [*insurance – dealer*];
- (d) section 12.6 [*global bonding or insurance*];
- (e) section 12.7 [*notifying the regulator of a change, claim or cancellation*];
- (f) section 12.10 [*annual financial statements*];
- (g) section 12.11 [*interim financial information*];
- (h) section 12.12 [*delivering financial information – dealer*];
- (i) subsection 13.2(3) [*know your client*];
- (j) section 13.3 [*suitability*];
- (k) section 13.12 [*restriction on lending to clients*];
- (l) section 13.13 [*disclosure when recommending the use of borrowed money*];
- (m) subsection 14.2(2) [*relationship disclosure information*];
- (n) section 14.6 [*holding client assets in trust*];
- (o) section 14.8 [*securities subject to a safekeeping agreement*];
- (p) section 14.9 [*securities not subject to a safekeeping agreement*];
- (q) section 14.12 [*content and delivery of trade confirmation*].

(2) Despite subsection (1), if a registered firm is a member of IIROC and is registered as an investment fund manager, the firm is not exempt from the following requirements:

- (a) section 12.1 [*capital requirements*];
- (b) section 12.2 [*notifying the regulator of a subordination agreement*];
- (c) section 12.7 [*notifying the regulator of a change, claim or cancellation*];
- (d) section 12.10 [*annual financial statements*];
- (e) section 12.11 [*interim financial information*].

(3) A registered firm that is a member of the MFDA is exempt from each requirement listed in subsection (1) that applies to a mutual fund dealer other than the following:

- (a) subsection 13.2(3) [*know your client*];
- (b) section 13.12 [*restriction on lending to clients*].

(4) Despite subsection (3), if a registered firm is a member of the MFDA and is registered as an investment fund manager, the firm is not exempt from the following requirements:

- (a) section 12.1 [*capital requirements*];
- (b) section 12.2 [*notifying the regulator of a subordination agreement*];
- (c) section 12.7 [*notifying the regulator of a change, claim or cancellation*];
- (d) section 12.10 [*annual financial statements*];
- (e) section 12.11 [*interim financial information*].

(5) Subsection (3) does not apply in Québec.

(6) In Québec, the requirements listed in subsection (1), other than subsection 13.2(3) [*know your client*] and section 13.12 [*restriction on lending to clients*] do not apply to a mutual fund dealer if the registrant complies with the applicable regulations on mutual fund dealer in Québec.

PART 10 SUSPENSION AND REVOCATION OF REGISTRATION – FIRMS

Division 1 When a firm's registration is suspended

10.1. Failure to pay fees

(1) In this section, “annual fees” means

- (a) in Alberta, the fees required under section 2.1 of the Schedule - Fees in Alta. Reg. 115/95 – Securities Regulation,
- (b) in British Columbia, the annual fees required under section 22 of the Securities Regulation, B.C. Reg. 196/97,
- (c) in Manitoba, the fees required under paragraph 1.(2)(a) of the Manitoba Fee Regulation, M.R 491\88R,
- (d) in New Brunswick, the fees required under section 2.2 (c) of Local Rule 11-501 Fees,
- (e) in Newfoundland and Labrador, the fees required under section 143 of the Securities Act,

- (f) in Nova Scotia, the fees required under Part XIV of the Regulations,
 - (g) in Northwest Territories, the fees required under sections 1(c) and 1(e) of the Securities Fee regulations, R-066-2008;
 - (h) in Nunavut, the fees required under section 1(a) of the Schedule to R-003-2003 to the Securities Fee regulation, R.R.N.W.T. 1990, c.20,
 - (i) in Prince Edward Island, the fees required under section 175 of the Securities Act R.S.P.E.I., Cap. S-3.1,
 - (j) in Québec, the fees required under section 271.5 of the Québec Securities Regulation,
 - (k) in Saskatchewan, the annual registration fees required to be paid by a registrant under section 176 of The Securities Regulations (Saskatchewan), and
 - (l) in Yukon, the fees required under O.I.C. 2009\66, pursuant to section 168 of the Securities Act.
- (2) If a registered firm has not paid the annual fees by the 30th day after the date the annual fees were due, the registration of the firm is suspended until reinstated or revoked under securities legislation.

10.2. If IIROC membership is revoked or suspended

If IIROC revokes or suspends a registered firm's membership, the firm's registration in the category of investment dealer is suspended until reinstated or revoked under securities legislation.

10.3. If MFDA membership is revoked or suspended

Except in Québec, if the MFDA revokes or suspends a registered firm's membership, the firm's registration in the category of mutual fund dealer is suspended until reinstated or revoked under securities legislation.

10.4. Activities not permitted while a firm's registration is suspended

If a registered firm's registration in a category is suspended, the firm must not act as a dealer, an underwriter, an adviser, or an investment fund manager, as the case may be, under that category.

Division 2 Revoking a firm's registration

10.5. Revocation of a suspended registration – firm

If a registration has been suspended under this Part and it has not been reinstated, the registration is revoked on the 2nd anniversary of the suspension.

10.6. Exception for firms involved in a hearing

Despite section 10.5, if a hearing concerning a suspended registrant is commenced under securities legislation or under the rules of an SRO, the registrant's registration remains suspended.

10.7. Application of Part 10 in Ontario

Other than section 10.4 [*activities not permitted while a firm's registration is suspended*], this Part does not apply in Ontario.

Note: In Ontario, measures governing suspension in section 29 of the Securities Act (Ontario) are similar to those in Parts 6 and 10.

PART 11 INTERNAL CONTROLS AND SYSTEMS

Division 1 Compliance

11.1. Compliance system

A registered firm must establish, maintain and apply policies and procedures that establish a system of controls and supervision sufficient to

- (a) provide reasonable assurance that the firm and each individual acting on its behalf complies with securities legislation, and
- (b) manage the risks associated with its business in accordance with prudent business practices.

11.2. Designating an ultimate designated person

(1) A registered firm must designate an individual who is registered under securities legislation in the category of ultimate designated person to perform the functions described in section 5.1 [*responsibilities of the ultimate designated person*].

(2) A registered firm must not designate an individual to act as the firm's ultimate designated person unless the individual is one of the following:

- (a) the chief executive officer or sole proprietor of the registered firm;
- (b) an officer in charge of a division of the registered firm, if the activity that requires the firm to register occurs only within the division;
- (c) an individual acting in a capacity similar to that of an officer described in paragraph (a) or (b).

(3) If an individual who is registered as a registered firm's ultimate designated person ceases to meet any of the conditions listed in subsection (2), the registered firm must designate another individual to act as its ultimate designated person.

11.3. Designating a chief compliance officer

(1) A registered firm must designate an individual who is registered under securities legislation in the category of chief compliance officer to perform the functions described in section 5.2 [*responsibilities of the chief compliance officer*].

(2) A registered firm must not designate an individual to act as the firm's chief compliance officer unless the individual has satisfied the applicable conditions in Part 3 [*registration requirements – individuals*] and the individual is one of the following:

- (a) an officer or partner of the registered firm;
- (b) the sole proprietor of the registered firm.

(3) If an individual who is registered as a registered firm's chief compliance officer ceases to meet any of the conditions listed in subsection (2), the registered firm must designate another individual to act as its chief compliance officer.

11.4. Providing access to board

A registered firm must permit its ultimate designated person and its chief compliance officer to directly access the firm's board of directors, or individuals acting in a similar capacity for the firm, at such times as the ultimate designated person or the chief compliance officer may consider necessary or advisable in view of his or her responsibilities.

Division 2 Books and records

11.5. General requirements for records

- (1) A registered firm must maintain records to
 - (a) accurately record its business activities, financial affairs, and client transactions, and
 - (b) demonstrate the extent of the firm's compliance with applicable requirements of securities legislation.
- (2) The records required under subsection (1) include, but are not limited to, records that do the following:
 - (a) permit timely creation and audit of financial statements and other financial information required to be filed or delivered to the securities regulatory authority;
 - (b) permit determination of the registered firm's capital position;
 - (c) demonstrate compliance with the registered firm's capital and insurance requirements;
 - (d) demonstrate compliance with internal control procedures;
 - (e) demonstrate compliance with the firm's policies and procedures;
 - (f) permit the identification and segregation of client cash, securities, and other property;
 - (g) identify all transactions conducted on behalf of the registered firm and each of its clients, including the parties to the transaction and the terms of the purchase or sale;
 - (h) provide an audit trail for
 - (i) client instructions and orders, and
 - (ii) each trade transmitted or executed for a client or by the registered firm on its own behalf;
 - (i) permit the generation of account activity reports for clients;
 - (j) provide securities pricing as may be required by securities legislation;
 - (k) document the opening of client accounts, including any agreements with clients;
 - (l) demonstrate compliance with sections 13.2 [*know your client*] and 13.3 [*suitability*];
 - (m) demonstrate compliance with complaint-handling requirements;

- (n) document correspondence with clients;
- (o) document compliance and supervision actions taken by the firm.

11.6. Form, accessibility and retention of records

(1) A registered firm must keep a record that it is required to keep under securities legislation

- (a) for 7 years from the date the record is created,
- (b) in a safe location and in a durable form, and
- (c) in a manner that permits it to be provided to the regulator or the securities regulatory authority in a reasonable period of time.

(2) A record required to be provided to the regulator or the securities regulatory authority must be provided in a format that is capable of being read by the regulator or the securities regulatory authority.

(3) Paragraph (1)(c) does not apply in Ontario.

Note: In Ontario, how quickly a registered firm is required to provide information to the regulator is addressed in subsection 19(3) of the Securities Act (Ontario).

Division 3 Certain business transactions

11.7. Tied settling of securities transactions

A registered firm must not require a person to settle that person's transaction with the registered firm through that person's account at a Canadian financial institution as a condition, or on terms that would appear to a reasonable person to be a condition, of supplying a product or service, unless this method of settlement would be, to a reasonable person, necessary to provide the specific product or service that the person has requested.

11.8. Tied selling

A dealer, adviser or investment fund manager must not require another person

- (a) to buy, sell or hold a security as a condition, or on terms that would appear to a reasonable person to be a condition, of supplying or continuing to supply a product or service, or
- (b) to buy, sell or use a product or service as a condition, or on terms that would appear to a reasonable person to be a condition, of buying or selling a security.

11.9. Registrant acquiring a registered firm's securities or assets

(1) A registrant must give the regulator written notice in accordance with subsection (2) if it proposes to acquire any of the following:

- (a) beneficial ownership of, or direct or indirect control or direction over, a security of a registered firm;
- (b) beneficial ownership of, or direct or indirect control or direction over, a security of a person of which a registered firm is a subsidiary;
- (c) all or a substantial part of the assets of a registered firm.

(2) The notice required under subsection (1) must be delivered to the regulator at least 30 days before the proposed acquisition and must include all relevant facts regarding the acquisition sufficient to enable the regulator to determine if the acquisition is

- (a) likely to give rise to a conflict of interest,
- (b) likely to hinder the registered firm in complying with securities legislation,
- (c) inconsistent with an adequate level of investor protection, or
- (d) otherwise prejudicial to the public interest.

(3) Subsection (1) does not apply to the following:

(a) a proposed acquisition in connection with an amalgamation, merger, arrangement, reorganization or treasury issue if the beneficial ownership of, or direct or indirect control or direction over, the person whose security is to be acquired will not change;

(b) a registrant who, alone or in combination with any other person, proposes to acquire securities that, together with the securities already beneficially owned, or over which direct or indirect control or direction is already exercised, do not exceed more than 10% of any class or series of securities that are listed and posted for trading on an exchange.

(4) Except in Ontario and British Columbia, if, within 30 days of the regulator's receipt of a notice under subsection (1), the regulator notifies the registrant making the acquisition that the regulator objects to the acquisition, the acquisition must not occur until the regulator approves it.

(5) In Ontario, if, within 30 days of the regulator's receipt of a notice under subsection (1)(a) or (c), the regulator notifies the registrant making the acquisition that the regulator objects to the acquisition, the acquisition must not occur until the regulator approves it.

(6) Following receipt of a notice of objection under subsection (4) or (5), the person who submitted the notice to the regulator may request an opportunity to be heard on the matter.

11.10. Registered firm whose securities are acquired

(1) A registered firm must give the regulator written notice in accordance with subsection (2) if it knows or has reason to believe that any person, alone or in combination with any other person, is about to acquire, or has acquired, beneficial ownership of, or direct or indirect control or direction over, 10% or more of any class or series of voting securities of any of the following:

- (a) the registered firm;
- (b) a person of which the registered firm is a subsidiary.

(2) The notice required under subsection (1) must,

- (a) be delivered to the regulator as soon as possible,
- (b) include the name of each person involved in the acquisition, and
- (c) after the registered firm has applied reasonable efforts to gather all relevant facts, include facts regarding the acquisition sufficient to enable the regulator to determine if the acquisition is

- (i) likely to give rise to a conflict of interest,
- (ii) likely to hinder the registered firm in complying with securities legislation,
- (iii) inconsistent with an adequate level of investor protection, or
- (iv) otherwise prejudicial to the public interest.

(3) This section does not apply to an amalgamation, merger, arrangement, reorganization or treasury issue in which the beneficial ownership of a registered firm does not change.

(4) This section does not apply if notice of the transaction was provided under section 11.9 [*registrant acquiring a registered firm's securities or assets*].

(5) Except in British Columbia and Ontario, if, within 30 days of the regulator's receipt of a notice under subsection (1), the regulator notifies the person making the acquisition that the regulator objects to the acquisition, the acquisition must not occur until the regulator approves it.

(6) In Ontario, if, within 30 days of the regulator's receipt of a notice under subsection (1)(a), the regulator notifies the person making the acquisition that the regulator objects to the acquisition, the acquisition must not occur until the regulator approves it.

(7) Following receipt of a notice of objection under subsection (5) or (6), the person proposing to make the acquisition may request an opportunity to be heard on the matter.

PART 12 FINANCIAL CONDITION

Division 1 Working capital

12.1. Capital requirements

(1) If, at any time, the excess working capital of a registered firm, as calculated using Form 31-103F1 Calculation of Excess Working Capital, is less than zero, the registered firm must notify the regulator as soon as possible.

(2) A registered firm must ensure that its excess working capital, as calculated using Form 31-103F1 Calculation of Excess Working Capital, is not less than zero for 2 consecutive days.

(3) For the purpose of completing Form 31-103F1 Calculation of Excess Working Capital, the minimum capital is

- (a) \$25,000, for a registered adviser that is not also a registered dealer or a registered investment fund manager,
- (b) \$50,000, for a registered dealer that is not also a registered investment fund manager, and
- (c) \$100,000, for a registered investment fund manager.

(4) Paragraph (3)(c) does not apply to a registered investment fund manager that is exempt from the dealer registration requirement under section 8.6 [*adviser – non-prospectus qualified investment fund*] in respect of all investment funds for which it acts as adviser.

12.2. Notifying the regulator of a subordination agreement

If a registered firm has executed a subordination agreement, the effect of which is to exclude an amount from its long-term related party debt as calculated on Form 31-103F1 Calculation of Excess Working Capital, the firm must notify the regulator 5 days before it

- (a) repays the loan or any part of the loan, or
- (b) terminates the agreement.

Division 2 Insurance

12.3. Insurance – dealer

- (1) A registered dealer must maintain bonding or insurance
 - (a) that contains the clauses set out in Appendix A [*bonding and insurance clauses*], and
 - (b) that provides for a double aggregate limit or a full reinstatement of coverage.
- (2) A registered dealer must maintain bonding or insurance in respect of each clause set out in Appendix A and in the highest of the following amounts for each clause:
 - (a) \$50,000 per employee, agent and dealing representative or \$200,000, whichever is less;
 - (b) one per cent of the total client assets that the dealer holds or has access to, as calculated using the dealer's most recent financial records, or \$25,000,000, whichever is less;
 - (c) one per cent of the dealer's total assets, as calculated using the dealer's most recent financial records, or \$25,000,000, whichever is less;
 - (d) the amount determined to be appropriate by a resolution of the dealer's board of directors, or individuals acting in a similar capacity for the firm.
- (3) In Québec, this section does not apply to a scholarship plan dealer or a mutual fund dealer registered only in Québec.

12.4. Insurance – adviser

- (1) A registered adviser must maintain bonding or insurance
 - (a) that contains the clauses set out in Appendix A [*bonding and insurance clauses*], and
 - (b) that provides for a double aggregate limit or a full reinstatement of coverage.
- (2) A registered adviser that does not hold or have access to client assets must maintain bonding or insurance in respect of each clause set out in Appendix A and in the amount of \$50,000 for each clause.
- (3) A registered adviser that holds or has access to client assets must maintain bonding or insurance in respect of each clause set out in Appendix A and in the highest of the following amounts for each clause:
 - (a) one per cent of assets under management that the adviser holds or has access to, as calculated using the adviser's most recent financial records, or \$25,000,000, whichever is less;

(b) one per cent of the adviser's total assets, as calculated using the adviser's most recent financial records, or \$25,000,000, whichever is less;

(c) \$200,000;

(d) the amount determined to be appropriate by a resolution of the adviser's board of directors or individuals acting in a similar capacity for the firm.

12.5. Insurance – investment fund manager

(1) A registered investment fund manager must maintain bonding or insurance

(a) that contains the clauses set out in Appendix A [*bonding and insurance clauses*], and

(b) that provides for a double aggregate limit or a full reinstatement of coverage.

(2) A registered investment fund manager must maintain bonding or insurance in respect of each clause set out in Appendix A and in the highest of the following amounts for each clause:

(a) one per cent of assets under management, as calculated using the investment fund manager's most recent financial records, or \$25,000,000, whichever is less;

(b) one per cent of the investment fund manager's total assets, as calculated using the investment fund manager's most recent financial records, or \$25,000,000, whichever is less;

(c) \$200,000;

(d) the amount determined to be appropriate by a resolution of the investment fund manager's board of directors or individuals acting in a similar capacity for the firm.

12.6. Global bonding or insurance

A registered firm may not maintain bonding or insurance under this Division that benefits, or names as an insured, another person unless the bond provides, without regard to the claims, experience or any other factor referable to that other person, the following:

(a) the registered firm has the right to claim directly against the insurer in respect of losses, and any payment or satisfaction of those losses must be made directly to the registered firm;

(b) the individual or aggregate limits under the policy may only be affected by claims made by or on behalf of

(i) the registered firm, or

(ii) a subsidiary of the registered firm whose financial results are consolidated with those of the registered firm.

12.7. Notifying the regulator of a change, claim or cancellation

A registered firm must, as soon as possible, notify the regulator in writing of any change in, claim made under, or cancellation of any insurance policy required under this Division.

Division 3 Audits**12.8. Direction by a regulator to conduct an audit or review**

A registered firm must direct its auditor in writing to conduct any audit or review required by the regulator during its registration and must submit a copy of the direction to the regulator

- (a) with its application for registration, and
- (b) no later than the 7th day after the registered firm changes its auditor.

12.9. Co-operating with the auditor

A registrant must not withhold, destroy or conceal any information or documents or otherwise fail to cooperate with a reasonable request made by an auditor of the registered firm in the course of an audit.

Division 4 Financial reporting**12.10. Annual financial statements**

(1) The annual financial statements delivered to the regulator under this Division must include the following:

- (a) an income statement, a statement of retained earnings and a cash flow statement, each prepared for the most recently completed financial year and the financial year immediately preceding the most recently completed financial year, if any;
- (b) a balance sheet, signed by at least one director of the registered firm, as at the end of the most recently completed financial year and the financial year immediately preceding the most recently completed financial year, if any;
- (c) notes to the financial statements.

(2) The annual financial statements delivered to the regulator under this Division must be audited.

(3) The annual financial statements delivered to the regulator under this Division must be prepared in accordance with Regulation 52-107 respecting Acceptable Accounting Principles, Auditing Standards and Reporting Currency, except that the statements must be prepared on a non-consolidated basis.

12.11. Interim financial information

(1) The interim financial information delivered to the regulator under this Division may be limited to the following:

- (a) an income statement for the interim period and for the same period of the immediately preceding financial year, if any;
- (b) a balance sheet, signed by at least one director of the registered firm, as at the end of the interim period and for the same period of the immediately preceding financial year, if any.

(2) The interim financial information delivered to the regulator under this Division must be prepared using the same accounting principles that the registered firm uses to prepare its annual financial statements.

12.12. Delivering financial information – dealer

(1) A registered dealer must deliver the following to the regulator no later than the 90th day after the end of its financial year:

- (a) its annual financial statements for the financial year;
- (b) a completed Form 31-103F1 Calculation of Excess Working Capital, showing the calculation of the dealer's excess working capital as at the end of the financial year and as at the end of the immediately preceding financial year, if any.

(2) A registered dealer must deliver the following to the regulator no later than the 30th day after the end of the first, second and third quarter of its financial year:

- (a) its interim financial information for the quarter;
- (b) a completed Form 31-103F1 Calculation of Excess Working Capital, showing the calculation of the dealer's excess working capital as at the end of the quarter and as at the end of the immediately preceding quarter, if any.

(2) Subsection (2) does not apply to an exempt market dealer.

12.13. Delivering financial information – adviser

A registered adviser must deliver the following to the regulator no later than the 90th day after the end of its financial year:

- (a) its annual financial statements for the financial year;
- (b) a completed Form 31-103F1 Calculation of Excess Working Capital, showing the calculation of the adviser's excess working capital as at the end of the financial year and as at the end of the immediately preceding financial year, if any.

12.14. Delivering financial information – investment fund manager

(1) A registered investment fund manager must deliver the following to the regulator no later than the 90th day after the end of its financial year:

- (a) its annual financial statements for the financial year;
- (b) a completed Form 31-103F1 Calculation of Excess Working Capital, showing the calculation of the investment fund manager's excess working capital as at the end of the financial year and as at the end of the immediately preceding financial year, if any;
- (c) a description of any net asset value adjustment made in respect of an investment fund managed by the investment fund manager during the financial year.

(2) A registered investment fund manager must deliver the following to the regulator no later than the 30th day after the end of the first, second and third quarter of its financial year:

- (a) its interim financial information for the quarter;
- (b) a completed Form 31-103F1 Calculation of Excess Working Capital, showing the calculation of the investment fund manager's excess working capital as at the end of the quarter and as at the end of the immediately preceding quarter, if any;
- (c) a description of any net asset value adjustment made in respect of an investment fund managed by the investment fund manager during the quarter.

(3) A description of a net asset value adjustment referred to in this section must include the following:

- (a) the name of the fund;
- (b) assets under administration of the fund;
- (c) the cause of the adjustment;
- (d) the dollar amount of the adjustment;
- (e) the effect of the adjustment on net asset value per unit or share and any corrections made to purchase and sale transactions affecting either the investment fund or security holders of the investment fund.

PART 13 DEALING WITH CLIENTS – INDIVIDUALS AND FIRMS

Division 1 Know your client and suitability

13.1. Investment fund managers exempt from this Division

This Division does not apply to an investment fund manager.

13.2. Know your client

(1) For the purpose of paragraph 2(b) in Ontario, Nova Scotia and New Brunswick, “insider” has the meaning ascribed to that term in the *Securities Act* except that “reporting issuer”, as it appears in the definition of “insider”, is to be read as “reporting issuer or any other issuer whose securities are publicly traded”.

(2) A registrant must take reasonable steps to

(a) establish the identity of a client and, if the registrant has cause for concern, make reasonable inquiries as to the reputation of the client,

(b) establish whether the client is an insider of a reporting issuer or any other issuer whose securities are publicly traded,

(c) ensure that it has sufficient information regarding all of the following to enable it to meet its obligations under section 13.3 or, if applicable, the suitability requirement imposed by an SRO:

(i) the client’s investment needs and objectives;

(ii) the client’s financial circumstances;

(iii) the client’s risk tolerance, and

(d) establish the creditworthiness of the client if the registered firm is financing the client’s acquisition of a security.

(3) For the purpose of establishing the identity of a client that is a corporation, partnership or trust under paragraph (2)(a), the registrant must establish the following:

(a) the nature of the client’s business;

(b) the identity of any individual who,

(i) in the case of a corporation, is a beneficial owner of, or exercises direct or indirect control or direction over, more than 10% of the voting rights attached to the outstanding voting securities of the corporation, or

(ii) in the case of a partnership or trust, exercises control over the affairs of the partnership or trust.

(4) A registrant must take reasonable steps to keep the information required under this section current.

(5) This section does not apply if the client is a registered firm, a Canadian financial institution or a Schedule III bank.

(6) Paragraph (2)(c) does not apply to a registrant in respect of a permitted client if

(a) the permitted client has waived, in writing, the requirements under subsections 13.3(1) and (2), and

(b) the registrant does not act as an adviser in respect of a managed account of the permitted client.

13.3. Suitability

(1) A registrant must take reasonable steps to ensure that, before it makes a recommendation to or accepts an instruction from a client to buy or sell a security, or makes a purchase or sale of a security for a client's managed account, the purchase or sale is suitable for the client.

(2) If a client instructs a registrant to buy, sell or hold a security and in the registrant's reasonable opinion following the instruction would not be suitable for the client, the registrant must inform the client of the registrant's opinion and must not buy or sell the security unless the client instructs the registrant to proceed nonetheless.

(3) This section does not apply if the client is a registered firm, a Canadian financial institution or a Schedule III bank.

(4) This section does not apply to a registrant in respect of a permitted client if

(a) the permitted client has waived, in writing, the requirements under this section, and

(b) the registrant does not act as an adviser in respect of a managed account of the permitted client.

Division 2 Conflicts of interest

13.4. Identifying and responding to conflicts of interest

(1) A registered firm must take reasonable steps to identify existing material conflicts of interest, and material conflicts of interest that the registered firm in its reasonable opinion would expect to arise, between the firm, including each individual acting on the firm's behalf, and a client.

(2) A registered firm must respond to an existing or potential conflict of interest identified under subsection (1).

(3) If a reasonable investor would expect to be informed of a conflict of interest identified under subsection (1), the registered firm must disclose, in a timely manner, the nature and extent of the conflict of interest to the client whose interest conflicts with the interest identified.

(4) This section does not apply to an investment fund manager in respect of an investment fund that is subject to Regulation 81-107 respecting Independent Review Committee for Investment Funds.

13.5. Restrictions on certain managed account transactions

(1) In this section, “responsible person” means, for a registered adviser,

- (a) the adviser,
- (b) a partner, director or officer of the adviser, and

(c) each of the following who has access to, or participates in formulating, an investment decision made on behalf of a client of the adviser or advice to be given to a client of the adviser:

- (i) an employee or agent of the adviser;
- (ii) an affiliate of the adviser;
- (iii) a partner, director, officer, employee or agent of an affiliate of the adviser.

(2) A registered adviser must not knowingly cause an investment portfolio managed by it, including an investment fund for which it acts as an adviser, to do any of the following:

(a) purchase a security of an issuer in which a responsible person or an associate of a responsible person is a partner, officer or director unless

- (i) this fact is disclosed to the client, and
- (ii) the written consent of the client to the purchase is obtained before the purchase;

(b) purchase or sell a security from or to the investment portfolio of any of the following:

- (i) a responsible person;
- (ii) an associate of a responsible person;
- (iii) an investment fund for which a responsible person acts as an adviser;

(c) provide a guarantee or loan to a responsible person or an associate of a responsible person.

13.6. Disclosure when recommending related or connected securities

A registered firm must not make a recommendation in any medium of communication to buy, sell or hold a security issued by the registered firm, a security of a related issuer or, during the security’s distribution, a security of a connected issuer of the registered firm, unless any of the following apply:

(a) the firm discloses, in the same medium of communication, the nature and extent of the relationship or connection between the firm and the issuer;

(b) the recommendation is in respect of a security of a mutual fund, a scholarship plan, an educational plan or an educational trust that is an affiliate of the

registered firm and the names of the registered firm and the fund, plan or trust, as the case may be, are sufficiently similar to indicate that they are affiliated.

Division 3 Referral arrangements

13.7. Definitions – referral arrangements

In this Division

“client” includes a prospective client;

“referral arrangement” means any arrangement in which a registrant agrees to pay or receive a referral fee;

“referral fee” means any form of compensation, direct or indirect, paid for the referral of a client to or from a registrant.

13.8. Permitted referral arrangements

A registrant must not participate in a referral arrangement unless,

(a) before a client is referred by or to the registrant, the terms of the referral arrangement are set out in a written agreement between

- (i) the registrant,
- (ii) the person making or receiving the referral, and

(iii) if the registrant is a registered individual, the registered firm on whose behalf the registered individual acts,

(b) the registrant or, if the registrant acts on behalf of a registered firm, the registered firm, records all referral fees on its records, and

(c) the registrant ensures that the information prescribed by subsection 13.10(1) [*disclosing referral arrangements to clients*] is provided to the client in writing before the earlier of the opening of the client’s account, or any services are provided to the client, by the person receiving the referral.

13.9. Verifying the qualifications of the person receiving the referral

A registrant that refers a client to another person must take reasonable steps to satisfy himself, herself or itself that the person has the appropriate qualifications to provide the services, and if applicable, is registered to provide those services.

13.10. Disclosing referral arrangements to clients

(1) The written disclosure of the referral arrangement required by subsection 13.8(c) [*permitted referral arrangements*] must include the following:

- (a) the name of each party to the referral arrangement;
- (b) the purpose and material terms of the referral arrangement, including the nature of the services to be provided by each party;
- (c) any conflicts of interest resulting from the relationship between the parties to the referral arrangement and from any other element of the referral arrangement;
- (d) the method of calculating the referral fee and, to the extent possible, the amount of the fee;

(e) the category of registration of each registrant that is a party to the agreement with a description of the activities that the registrant is authorized to engage in under that category and, giving consideration to the nature of the referral, the activities that the registrant is not permitted to engage in;

(f) if a referral is made to a registrant, a statement that all activity requiring registration resulting from the referral arrangement will be provided by the registrant receiving the referral;

(g) any other information that a reasonable client would consider important in evaluating the referral arrangement.

(2) If there is a change to the information set out in subsection (1), the registrant must ensure that written disclosure of that change is provided to each client affected by the change as soon as possible and no later than the 30th day before the date on which a referral fee is next paid or received.

13.11. Referral arrangements before this Regulation came into force

(1) This Division applies to a referral arrangement entered into before this Regulation came into force if a referral fee is paid under the referral arrangement after this Regulation comes into force.

(2) Subsection (1) does not apply until 6 months after this Regulation comes into force.

Division 4 Loans and margin

13.12. Restriction on lending to clients

A registrant must not lend money, extend credit or provide margin to a client.

13.13. Disclosure when recommending the use of borrowed money

(1) If a registrant recommends that a client should use borrowed money to finance any part of a purchase of a security, the registrant must, before the purchase, provide the client with a written statement that is substantially similar to the following:

“Using borrowed money to finance the purchase of securities involves greater risk than a purchase using cash resources only. If you borrow money to purchase securities, your responsibility to repay the loan and pay interest as required by its terms remains the same even if the value of the securities purchased declines.”.

(2) Subsection (1) does not apply if

(a) the registrant has provided the client with the statement described under subsection (1) no earlier than the 180th day before the date of the proposed purchase,

(b) the proposed purchase is on margin and the client's margin account is maintained at a registered firm that is a member of IIROC or the MFDA, or

(c) the client is a permitted client.

Division 5 Complaints

13.14. Application of this Division

(1) This Division does not apply to an investment fund manager.

(2) A registered firm in Québec is deemed to comply with this Division if it complies with sections 168.1.1 to 168.1.3 of the Securities Act (Québec).

13.15. Handling complaints

A registered firm must document and, in a manner that a reasonable investor would consider fair and effective, respond to each complaint made to the registered firm about any product or service offered by the firm or a representative of the firm.

13.16. Dispute resolution service

(1) A registered firm must ensure that independent dispute resolution or mediation services are made available, at the firm's expense, to a client to resolve a complaint made by the client about any trading or advising activity of the firm or one of its representatives.

(2) If a person makes a complaint to a registered firm about any trading or advising activity of the firm or one of its representatives, the registered firm must as soon as possible inform the person of how to contact and use the dispute resolution or mediation services which are provided to the firm's clients.

PART 14 HANDLING CLIENT ACCOUNTS – FIRMS

Division 1 Exemption for investment fund managers

14.1. Investment fund managers exempt from Part 14

Other than section 14.6 [*holding client assets in trust*], this Part does not apply to an investment fund manager.

Division 2 Disclosure to clients

14.2. Relationship disclosure information

(1) A registered firm must deliver to a client all information that a reasonable investor would consider important about the client's relationship with the registrant.

(2) The information required to be delivered under subsection (1) includes all of the following:

- (a) a description of the nature or type of the client's account;
- (b) a discussion that identifies the products or services the registered firm offers to a client;
- (c) a description of the types of risks that a client should consider when making an investment decision;
- (d) a description of the risks to a client of using borrowed money to finance a purchase of a security;
- (e) a description of the conflicts of interest that the registered firm is required to disclose to a client under securities legislation;
- (f) disclosure of all costs to a client for the operation of an account;
- (g) a description of the costs a client will pay in making, holding and selling investments;
- (h) a description of the compensation paid to the registered firm in relation to the different types of products that a client may purchase through the registered firm;

(i) a description of the content and frequency of reporting for each account or portfolio of a client;

(j) disclosure that independent dispute resolution or mediation services are available to a client, at the firm's expense, to mediate any dispute that might arise between the client and the firm about a product or service of the firm;

(k) a statement that the firm has an obligation to assess whether a purchase or sale of a security is suitable for a client prior to executing the transaction or at any other time;

(l) the information a registered firm must collect about the client under section 13.2 [*know your client*].

(3) A registered firm must deliver to a client the information in subsection (1) before the firm first

(a) purchases or sells a security for the client, or

(b) advises the client to purchase, sell or hold a security.

(4) If there is a significant change to the information delivered to a client under subsection (1), the registered firm must take reasonable steps to notify the client of the change in a timely manner and, if possible, before the firm next

(a) purchases or sells a security for the client, or

(b) advises the client to purchase, sell or hold a security.

(5) This section does not apply if the client is a registered firm, a Canadian financial institution or a Schedule III bank.

(6) This section does not apply to a registrant in respect of a permitted client if

(a) the permitted client has waived, in writing, the requirements under this section, and

(b) the registrant does not act as an adviser in respect of a managed account of the permitted client.

14.3. Disclosure to clients about the fair allocation of investment opportunities

A registered adviser must deliver to a client a summary of the policies required under section 11.1 [*compliance system*] that provide reasonable assurance that the firm and each individual acting on its behalf complies with section 14.10 [*allocating investment opportunities fairly*] and that summary must be delivered

(a) when the adviser opens an account for the client, and

(b) if there is a significant change to the summary last delivered to the client, in a timely manner and, if possible, before the firm next

(i) purchases or sells a security for the client, or

(ii) advises the client to purchase, sell or hold a security.

14.4. When the firm has a relationship with a financial institution

(1) If a registered firm opens a client account to trade in securities, in an office or branch of a Canadian financial institution or a Schedule III bank, the registered firm must give the client a written notice stating that it is a separate legal entity from the Canadian financial institution or Schedule III bank and, unless otherwise advised by the registrant, securities purchased from or through the registrant

- (a) are not insured by a government deposit insurer,
- (b) are not guaranteed by the Canadian financial institution or Schedule III bank, and
- (c) may fluctuate in value.

(2) A registered firm that is subject to subsection (1) must receive a written confirmation from the client that the client has read and understood the notice before the registered firm

- (a) purchases or sells a security for the client, or
 - (b) advises the client to purchase, sell or hold a security.
- (3) This section does not apply to a registered firm if the client is a permitted client.

14.5. Notice to clients by non-resident registrants

A registered firm whose head office is not located in the local jurisdiction must provide its clients in the local jurisdiction with a statement in writing disclosing the following:

- (a) the non-resident status of the registrant;
- (b) the registrant's jurisdiction of residence;
- (c) the name and address of the agent for service of process of the registrant in the local jurisdiction;
- (d) the nature of risks to clients that legal rights may not be enforceable in the local jurisdiction.

Division 3 Client assets**14.6. Holding client assets in trust**

A registered firm that holds client assets must hold the assets

- (a) separate and apart from its own property,
- (b) in trust for the client, and
- (c) in the case of cash, in a designated trust account at a Canadian financial institution, a Schedule III bank, or a member of IIROC.

14.7. Holding client assets – non-resident registrants

(1) A registered firm whose head office is not located in a jurisdiction of Canada must ensure that all client assets are held

- (a) in the client's name,

- (b) on behalf of the client by a custodian or sub-custodian that
 - (i) meets the guidelines prescribed for acting as a sub-custodian of the portfolio securities of a mutual fund in Part 6 of Regulation 81-102 respecting Mutual Funds, and
 - (ii) is subject to the Bank for International Settlements' framework for international convergence of capital measurement and capital standards, or
 - (c) on behalf of the client by a registered dealer that is a member of an SRO and that is a member of Canadian Investor Protection Fund or other comparable compensation fund or contingency trust fund.
- (2) Section 14.6 [*holding client assets in trust*] does not apply to a registered firm that is subject to subsection (1).

14.8. Securities subject to a safekeeping agreement

A registered firm that holds unencumbered securities for a client under a written safekeeping agreement must

- (a) segregate the securities from all other securities,
- (b) identify the securities as being held in safekeeping for the client in
 - (i) the registrant's security position record,
 - (ii) the client's ledger, and
 - (ii) the client's statement of account, and
- (c) release the securities only on an instruction from the client.

14.9. Securities not subject to a safekeeping agreement

- (1) A registered firm that holds unencumbered securities for a client other than under a written safekeeping agreement must
- (a) segregate and identify the securities as being held in trust for the client, and
 - (b) describe the securities as being held in segregation on
 - (i) the registrant's security position record,
 - (ii) the client's ledger, and
 - (iii) the client's statement of account.
- (2) Securities described in subsection (1) may be segregated in bulk.

Division 4 Client accounts

14.10. Allocating investment opportunities fairly

A registered adviser must ensure fairness in allocating investment opportunities among its clients.

14.11. Selling or assigning client accounts

If a registered firm proposes to sell or assign a client's account in whole or in part to another registrant, the registered firm must, prior to the sale or assignment, give a written explanation of the proposal to the client and inform the client of the client's right to close the client's account.

Division 5 Account activity reporting**14.12. Content and delivery of trade confirmation**

(1) Subject to subsection (2), a registered dealer that has acted on behalf of a client in connection with a purchase or sale of a security must promptly deliver to the client a written confirmation of the transaction, setting out the following:

- (a) the quantity and description of the security purchased or sold;
- (b) the price per security paid or received by the client;
- (c) the commission, sales charge, service charge and any other amount charged in respect of the transaction;
- (d) whether the registered dealer acted as principal or agent;
- (e) the date and the name of the marketplace, if any, on which the transaction took place, or if applicable, a statement that the transaction took place on more than one marketplace or over more than one day;
- (f) the name of the dealing representative, if any, in the transaction;
- (g) the settlement date of the transaction;
- (h) if applicable, that the security is a security of the registrant, a security of a related issuer of the registrant or, if the transaction occurred during the security's distribution, a security of a connected issuer of the registered dealer.

(2) If a transaction under subsection (1) involved more than one transaction or if the transaction took place on more than one marketplace the information referred to in subsection (1) may be set out in the aggregate if the confirmation also contains a statement that additional details concerning the transaction will be provided to the client upon request and without additional charge.

(3) Paragraph (1)(h) does not apply if the security is a security of a mutual fund that is an affiliate of the registered dealer and the names of the dealer and the fund are sufficiently similar to indicate that they are affiliated.

(4) For the purpose of paragraph (1)(f), a dealing representative may be identified by means of a code or symbol if the confirmation also contains a statement that the name of the dealing representative will be provided to the client on request of the client.

14.13. Semi-annual confirmations for certain automatic plans

The requirement under section 14.12 [*content and delivery of trade confirmation*] to deliver a confirmation promptly does not apply to a registered dealer in respect of a transaction if all of the following apply:

- (a) the client gave the dealer prior written notice that the transaction is made pursuant to the client's participation in an automatic payment plan, including a dividend reinvestment plan, or an automatic withdrawal plan in which a transaction is made at least monthly;

(b) the registered dealer delivered a confirmation as required under section 14.12 [*content and delivery of trade confirmation*] for the first transaction made under the plan after receiving the notice referred to in paragraph (a);

(c) the transaction is in a security of a mutual fund, scholarship plan, educational plan or educational trust;

(d) the registered dealer delivers the information required under section 14.12 [*content and delivery of trade confirmation*] for the transaction semi-annually to the client or, if the client consents, to a registered adviser acting for the client.

14.14. Client statements

(1) A registered dealer must deliver a statement to a client at least once every 3 months.

(2) Despite subsection (1), a registered dealer, other than a mutual fund dealer, must deliver a statement to a client at the end of a month if any of the following apply:

(a) the client has requested receiving statements on a monthly basis;

(b) during the month, a transaction was effected in the account other than a transaction made under an automatic withdrawal plan or an automatic payment plan, including a dividend reinvestment plan.

(3) Except if the client has otherwise directed, a registered adviser must deliver a statement to a client at least once every 3 months.

(4) A statement delivered under subsection (1), (2) or (3) must include all of the following information for each transaction made for the client during the period covered by the statement:

- (a) the date of the transaction;
- (b) whether the transaction was a purchase, sale or transfer;
- (c) the name of the security purchased or sold;
- (d) the number of securities purchased or sold;
- (e) the price per security paid or received by the client;
- (f) the total value of the transaction.

(5) A statement delivered under subsection (1), (2) or (3) must include all of the following information about the client's account as at the end of the period for which the statement is made:

- (a) the name and quantity of each security in the account;
- (b) the market value of each security in the account;
- (c) the total market value of each security position in the account;
- (d) any cash balance in the account;
- (e) the total market value of all cash and securities in the account.

(6) Subsections (1) and (2) do not apply to a scholarship plan dealer if the dealer delivers to the client a statement at least once every 12 months that provides the information in subsections (4) and (5).

PART 15 GRANTING AN EXEMPTION

15.1. Who can grant an exemption

(1) The regulator or the securities regulatory authority may grant an exemption from this Regulation, in whole or in part, subject to such conditions or restrictions as may be imposed in the exemption.

(2) Despite subsection (1), in Ontario only the regulator may grant such an exemption.

(3) Except in Ontario, an exemption referred to in subsection (1) is granted under the statute referred to in Appendix B of Regulation 14-101 respecting Definitions opposite the name of the local jurisdiction.

PART 16 TRANSITION

16.1. Change of registration categories – individuals

On the day this Regulation comes into force, an individual registered in a category referred to in

(a) column 1 of Appendix C [*new category names – individuals*], opposite the name of the local jurisdiction, is registered as a dealing representative,

(b) column 2 of Appendix C [*new category names – individuals*], opposite the name of the local jurisdiction, is registered as an advising representative, and

(c) column 3 of Appendix C [*new category names – individuals*], opposite the name of the local jurisdiction, is registered as an associate advising representative.

16.2. Change of registration categories – firms

On the day this Regulation comes into force, a person registered in a category referred to in

(a) column 1 of Appendix D [*new category names – firms*], opposite the name of the local jurisdiction, is registered as an investment dealer,

(b) column 2 of Appendix D [*new category names – firms*], opposite the name of the local jurisdiction, is registered as a mutual fund dealer,

(c) column 3 of Appendix D [*new category names – firms*], opposite the name of the local jurisdiction, is registered as a scholarship plan dealer,

(d) column 4 of Appendix D [*new category names – firms*], opposite the name of the local jurisdiction, is registered as a restricted dealer,

(e) column 5 of Appendix D [*new category names – firms*], opposite the name of the local jurisdiction, is registered as a portfolio manager, and

(f) column 6 of Appendix D [*new category names – firms*], opposite the name of the local jurisdiction, is registered as a restricted portfolio manager.

16.3. Change of registration categories – limited market dealers

(1) This section applies in Ontario and Newfoundland and Labrador.

(2) On the day this Regulation comes into force, a person registered as a limited market dealer is registered as an exempt market dealer.

(3) On the day this Regulation comes into force, an individual registered to trade on behalf of a limited market dealer is registered as a dealing representative of the dealer.

(4) Sections 12.1 [*capital requirements*] and 12.2 [*notifying the regulator of a subordination agreement*] do not apply to a person registered as an exempt market dealer under subsection (2) until one year after this Regulation comes into force.

(5) Sections 12.3 [*insurance – dealer*] and 12.7 [*notifying the regulator of a change, claim or cancellation*] do not apply to a person registered as an exempt market dealer under subsection (2) until 6 months after this Regulation comes into force.

16.4. Registration for investment fund managers active when this Regulation comes into force

(1) The requirement to register as an investment fund manager does not apply to a person that is acting as an investment fund manager on the day this Regulation comes into force

(a) until one year after this Regulation comes into force, or

(b) if the person applies for registration as an investment fund manager within one year after this Regulation comes into force, until the regulator has accepted or refused the registration.

(2) Subsection (1) is repealed one year after this Regulation comes into force.

(3) Section 12.5 [*insurance – investment fund manager*] does not apply to a registered dealer or registered adviser that is acting as an investment fund manager on the day this Regulation comes into force.

(4) Subsection (3) is repealed one year after this Regulation comes into force.

16.5. Temporary exemption for Canadian investment fund manager registered in its principal jurisdiction

(1) An investment fund manager is not required to register in the local jurisdiction if it is registered, or has applied for registration, in the jurisdiction of Canada in which its head office is located.

(2) Subsection (1) is repealed 2 years after this Regulation comes into force.

16.6. Temporary exemption for foreign investment fund managers

(1) The investment fund manager registration requirement does not apply to a person that is acting as an investment fund manager if its head office is in not in a jurisdiction of Canada.

(2) Subsection (1) is repealed 2 years after this Regulation comes into force.

16.7. Registration of exempt market dealers

(1) This section does not apply in Ontario and Newfoundland and Labrador.

(2) In this section, “the exempt market” means those trading and underwriting activities listed in subparagraph 7.1(2)(d) [*dealer categories*].

(3) The requirement to register as an exempt market dealer does not apply to a person that acts as a dealer in the exempt market on the day this Regulation comes into force

(a) until one year after this Regulation comes into force, or

(b) if the person applies for registration as an exempt market dealer within one year after this Regulation comes into force, until the regulator has accepted or refused the registration.

(4) The requirement to register as a dealing representative of an exempt market dealer does not apply to an individual who acts as a dealer in the exempt market on the day this Regulation comes into force

(a) until one year after this Regulation comes into force, or

(b) if the individual applies to be registered as a dealing representative of an exempt market dealer within one year after this Regulation comes into force, until the regulator has accepted or refused the registration.

16.8. Registration of ultimate designated persons

If a person is a registered firm on the day this Regulation comes into force, section 11.2 [*designating an ultimate designated person*] does not apply to the firm

(a) until 3 months after this Regulation comes into force, or

(b) if an individual applies to be registered as the ultimate designated person of the firm within 3 months after this Regulation comes into force, until the regulator has accepted or refused the registration.

16.9. Registration of chief compliance officers

(1) If a person is a registered firm on the date this Regulation comes into force, section 11.3 [*designating a chief compliance officer*] does not apply to the firm

(a) until 3 months after this Regulation comes into force, or

(b) if an individual applies to be registered as the chief compliance officer of the firm within 3 months after this Regulation comes into force, until the regulator has accepted or refused the registration.

(2) If an individual applies to be registered as the chief compliance officer of a registered firm within 3 months after this Regulation comes into force and the individual was identified on the National Registration Database as the firm's compliance officer on the date this Regulation came into force, the following sections do not apply in respect of the individual so long as he or she remains registered as the firm's chief compliance officer:

(a) section 3.6 [*mutual fund dealer – chief compliance officer*], if the registered firm is a mutual fund dealer;

(b) section 3.8 [*scholarship plan dealer – chief compliance officer*], if the registered firm is a scholarship plan dealer;

(c) section 3.10 [*exempt market dealer – chief compliance officer*], if the registered firm is an exempt market dealer;

(d) section 3.13 [*portfolio manager – chief compliance officer*], if the registered firm is a portfolio manager.

(3) If an individual applies to be registered as the chief compliance officer of a registered firm within 3 months after this Regulation comes into force and the individual was not identified on the National Registration Database as the firm's compliance officer on the date this Regulation came into force, the following sections do not apply in respect of the individual until one year after this Regulation comes into force:

(a) section 3.6 [*mutual fund dealer – chief compliance officer*], if the registered firm is a mutual fund dealer;

(b) section 3.8 [*scholarship plan dealer – chief compliance officer*], if the registered firm is a scholarship plan dealer;

(c) section 3.10 [*exempt market dealer – chief compliance officer*], if the registered firm is an exempt market dealer;

(d) section 3.13 [*portfolio manager – chief compliance officer*], if the registered firm is a portfolio manager.

(4) In Ontario and Newfoundland and Labrador, despite paragraphs (2)(c) and (3)(c), if an individual applies to be registered as the chief compliance officer of an exempt market dealer within 3 months after this Regulation comes into force, section 3.10 [*exempt market dealer – chief compliance officer*] does not apply in respect of the individual until one year after this Regulation comes into force.

16.10. Proficiency for dealing and advising representatives

(1) Subject to subsections (2) and (3), if an individual is registered as a dealing or advising representative in a category referred to in a section of Division 2 of Part 3 [*education and experience requirements*] on the day this Regulation comes into force, that section does not apply to the individual so long as the individual remains registered in the category.

(2) Section 3.7 [*scholarship plan dealer – dealing representative*] does not apply to an individual until one year after this Regulation comes into force if the individual is registered as a dealing representative of a scholarship plan dealer on the day this Regulation comes into force.

(3) In Ontario and Newfoundland and Labrador, section 3.9 [*exempt market dealer – dealing representative*] does not apply to an individual until one year after this Regulation comes into force if the individual is registered as a dealing representative of an exempt market dealer on the day this Regulation comes into force.

16.11. Capital requirements

(1) A person that is a registered firm on the day this Regulation comes into force is exempt from sections 12.1 [*capital requirements*] and 12.2 [*notifying the regulator of a subordination agreement*] if it complies with each provision listed in Appendix E [*non-harmonized capital requirements*] across from the name of the firm's principal jurisdiction.

(2) Subsection (1) is repealed one year after this Regulation comes into force.

16.12. Continuation of existing discretionary relief

A person that was entitled to rely on an exemption, waiver or approval granted to it by a regulator or securities regulatory authority relating to a requirement under securities legislation or securities directions existing immediately before this Regulation came into force is exempt from any substantially similar provision of this Regulation to the same extent and on the same conditions, if any, as contained in the exemption, waiver or approval.

16.13. Insurance requirements

(1) A person that is a registered firm on the day this Regulation comes into force is exempt from sections 12.3 [*insurance – dealer*] to 12.7 [*notifying the regulator of a change, claim or cancellation*] if it complies with each provision listed in Appendix F [*non-harmonized insurance requirements*] across from the name of the firm's principal jurisdiction.

(2) In Québec, subsection (1), does not apply to a registered firm that is a mutual fund dealer or a scholarship plan dealer on the day this Regulation comes into force.

(3) Subsections (1) and (2) are repealed 6 months after this Regulation comes into force.

16.14. Relationship disclosure information

(1) Section 14.2 [*relationship disclosure information*] does not apply to a person that is a registrant on the day this Regulation comes into force.

(2) Subsection (1) is repealed one year after this Regulation comes into force.

16.15. Referral arrangements

(1) Division 3 [*referral arrangements*] of Part 13 does not apply to a person that is a registrant on the day this Regulation comes into force.

(2) Subsection (1) is repealed 6 months after this Regulation comes into force.

16.16. Complaint handling

(1) In each jurisdiction of Canada except Québec, section 13.16 [*dispute resolution service*] does not apply to a person that is a registered firm on the day this Regulation comes into force.

(2) Subsection (1) is repealed 2 years after this Regulation comes into force.

16.17. Client statements – mutual fund dealers

(1) Section 14.14 [*client statements*] does not apply to a person that is a mutual fund dealer on the day this Regulation comes into force.

(2) Subsection (1) is repealed 2 years after this Regulation comes into force.

16.18. Transition to exemption – international dealers

(1) This section applies in Ontario and Newfoundland and Labrador.

(2) If a person is registered in the category of international dealer on the day this Regulation comes into force, its registration in that category is revoked.

(3) If a person is registered in the category of international dealer on the day this Regulation comes into force, paragraphs 8.18(3)(e) and 8.18(4)(b) [*international dealer*] do not apply to the person until one month after this Regulation comes into force.

16.19. Transition to exemption – international advisers

(1) This section applies in Ontario.

(2) If a person is registered in the category of international adviser on the day this Regulation comes into force, its registration in that category is revoked one year after this Regulation comes into force.

(3) If the registration of a person is revoked under subsection (2), the registration of each individual registered to act as an adviser on behalf of the person is revoked.

(4) If a person is registered in the category of international adviser on the day this Regulation comes into force, paragraphs (e) and (f) of subsection 8.26(4) [*international adviser*] do not apply to the person until one year after this Regulation comes into force.

16.20. Transition to exemption – portfolio manager and investment counsel (foreign)

(1) This section applies in Alberta.

(2) If a person is registered in the category of portfolio manager and investment counsel (foreign) on the day this Regulation comes into force, its registration in that category is revoked one year after this Regulation comes into force.

(3) If the registration of a person is revoked under subsection (2), the registration of each individual registered to act as an adviser on behalf of the person is revoked.

(4) If a person is registered in the category of portfolio manager and investment counsel (foreign) on the day this Regulation comes into force, paragraphs (e) and (f) of subsection 8.26(4) [*international adviser*] do not apply to the person until one year after this Regulation comes into force.

PART 17 WHEN THIS REGULATION COMES INTO FORCE

17.1. Effective date

(1) Except in Ontario, this Regulation comes into force on September 28, 2009.

(2) In Ontario, this Regulation comes into force on the later of the following:

(a) September 28, 2009;

(b) the day on which sections 4, 5 and subsections 20(1) to (11) of Schedule 26 of the Budget Measures Act, 2009 are proclaimed in force.

**FORM 31-103F1
CALCULATION OF EXCESS WORKING CAPITAL**

Firm Name

Capital Calculation
(as at _____ with comparative figures as at _____)

	Component	Current period	Prior period
1.	Current assets		
2.	Less current assets not readily convertible into cash (e.g., prepaid expenses)		
3.	Adjusted current assets Line 1 minus line 2 =		
4.	Current liabilities		
5.	Add 100% of long-term related party debt unless the firm and the lender have executed a subordination agreement in the form set out in Appendix B and the firm has delivered a copy of the agreement to the regulator		
6.	Adjusted current liabilities Line 4 plus line 5 =		
7.	Adjusted working capital Line 3 minus line 6 =		
8.	Less minimum capital		
9.	Less market risk		
10.	Less any deductible under the firm's bonding or insurance policy		
11.	Less Guarantees		
12.	Less unresolved differences		
13.	Excess working capital		

Notes:

This form must be prepared on an unconsolidated basis.

Line 8. Minimum Capital – The amount on this line must be not less than (a) \$25,000 for an adviser, (b) \$50,000 for a dealer, and (c) \$100,000 for an investment fund manager.

Line 9. Market Risk – The amount on this line must be calculated according to the instructions set out in Schedule 1 to this Form.

Line 11. Guarantees – If the registered firm is guaranteeing the liability of another party, the total amount of the guarantee must be included in the capital calculation. If the amount of a guarantee is included in the firm's balance sheet as a current liability and is reflected in line 4, do not include the amount of the guarantee on line 11.

Line 12. Unresolved differences – Any unresolved differences that could result in a loss from either firm or client assets must be included in the capital calculation.

The examples below provide guidance as to how to calculate unresolved differences:

(i) If there is an unresolved difference relating to client securities, the amount to be reported on Line 12 will be equal to the market value of the client securities that are short, plus the applicable margin rate for those securities.

(ii) If there is an unresolved difference relating to the registrant's investments, the amount to be reported on Line 12 will be equal to the market value of the investments (securities) that are short.

(iii) If there is an unresolved difference relating to cash, the amount to be reported on Line 12 will be equal to the amount of the shortfall in cash.

Management Certification

Registered Firm Name: _____

We have examined the attached capital calculation and certify that the firm is in compliance with the capital requirements as at _____.

	Name and Title	Signature	Date
1.	_____	_____	_____
2.	_____	_____	_____

**SCHEDULE 1 OF FORM 31-103F1
CALCULATION OF EXCESS WORKING CAPITAL
(calculating line 9 [market risk])**

For each security whose value is included in line 1, Current Assets, multiply the market value of the security by the margin rate for that security set out below. Add up the resulting amounts for all of the securities you hold. The total is the "market risk" to be entered on line 9.

(a) Bonds, Debentures, Treasury Bills and Notes

(i) Bonds, debentures, treasury bills and other securities of or guaranteed by the Government of Canada, of the United Kingdom, of the United States of America and of any other national foreign government (provided such foreign government securities are currently rated Aaa or AAA by Moody's Investors Service, Inc. or Standard & Poor's Corporation, respectively), maturing (or called for redemption):

within 1 year	1% of market value multiplied by the fraction determined by dividing the number of days to maturity by 365
over 1 year to 3 years	1 % of market value
over 3 years to 7 years	2% of market value
over 7 years to 11 years	4% of market value
over 11 years	4% of market value

(ii) Bonds, debentures, treasury bills and other securities of or guaranteed by any province of Canada and obligations of the International Bank for Reconstruction and Development, maturing (or called for redemption):

within 1 year	2% of market value multiplied by the fraction determined by dividing the number of days to maturity by 365
over 1 year to 3 years	3 % of market value
over 3 years to 7 years	4% of market value
over 7 years to 11 years	5% of market value
over 11 years	5% of market value

(iii) Bonds, debentures or notes (not in default) of or guaranteed by any municipal corporation in Canada or the United Kingdom maturing:

within 1 year	3% of market value multiplied by the fraction determined by dividing the number of days to maturity by 365
over 1 year to 3 years	5 % of market value
over 3 years to 7 years	5% of market value
over 7 years to 11 years	5% of market value
over 11 years	5% of market value

(iv) Other non-commercial bonds and debentures, (not in default):

10% of market value

(v) Commercial and corporate bonds, debentures and notes (not in default) and non-negotiable and non-transferable trust company and mortgage loan company obligations registered in the registered firm's name maturing:

within 1 year	3% of market value
over 1 year to 3 years	6 % of market value
over 3 years to 7 years	7% of market value

over 7 years to 11 years	10% of market value
over 11 years	10% of market value

(b) Bank Paper

Deposit certificates, promissory notes or debentures issued by a Canadian chartered bank (and of Canadian chartered bank acceptances) maturing:

within 1 year	2% of market value multiplied by the fraction determined by dividing the number of days to maturity by 365
---------------	--

over 1 year	apply rates for commercial and corporate bonds, debentures and notes
-------------	--

(c) Acceptable foreign bank paper

Deposit certificates, promissory notes or debentures issued by a foreign bank, readily negotiable and transferable and maturing:

within 1 year	2% of market value multiplied by the fraction determined by dividing the number of days to maturity by 365
---------------	--

over 1 year	apply rates for commercial and corporate bonds, debentures and notes
-------------	--

“Acceptable Foreign Bank Paper” consists of deposit certificates or promissory notes issued by a bank other than a Canadian chartered bank with a net worth (i.e., capital plus reserves) of not less than \$200,000,000.

(d) Mutual Funds

Where securities of mutual funds qualified by prospectus for sale in any province of Canada, the margin required is:

(i) 5% of the market value of the fund, where the fund is a money market mutual fund as defined in Regulation 81-102 respecting Mutual Funds; or

(ii) the margin rate determined on the same basis as for listed stocks multiplied by the market value of the fund.

(e) Stocks

(i) On securities (other than bonds and debentures) including rights and warrants listed on any exchange in Canada or the United States:

Long Positions – Margin Required

Securities selling at \$2.00 or more – 50% of market value

Securities selling at \$1.75 to \$1.99 – 60% of market value

Securities selling at \$1.50 to \$1.74 – 80% of market value

Securities selling under \$1.50 – 100% of market value

Short Positions – Credit Required

Securities selling at \$2.00 or more – 150% of market value

Securities selling at \$1.50 to \$1.99 - \$3.00 per share

Securities selling at \$0.25 to \$1.49 – 200% of market value

Securities selling at less than \$0.25 – market value plus \$0.25 per shares

(ii) For positions in securities (other than bonds and debentures but including warrants and rights), 50% of the market value if the security is a constituent security on a major broadly-based index of one of the following exchanges:

- (a) American Stock Exchange
- (b) Australian Stock Exchange Limited
- (c) Bolsa de Valores de Sao Paulo
- (d) Borsa Italiana
- (e) Boston Stock Exchange
- (f) Chicago Board of Options Exchange
- (g) Chicago Board of Trade
- (h) Chicago Mercantile Exchange
- (i) Chicago Stock Exchange
- (j) Euronext Amsterdam
- (k) Euronext Brussels
- (l) Euronext Paris S.A.
- (m) Frankfurt Stock Exchange
- (n) London International Financial Futures and Options Exchange
- (o) London Stock Exchange
- (p) Montreal Exchange
- (q) New York Mercantile Exchange
- (r) New York Stock Exchange
- (s) New Zealand Exchange Limited
- (t) Pacific Exchange
- (u) Swiss Exchange
- (v) The Stock Exchange of Hong Kong Limited
- (w) Tokyo Stock Exchange
- (x) Toronto Stock Exchange
- (y) TSX Venture Exchange

(f) For all other securities – 100% of market value.

FORM 31-103F2
SUBMISSION TO JURISDICTION AND APPOINTMENT OF AGENT FOR SERVICE
(sections 8.18 [international dealer] and 8.26 [international adviser])

1. Name of person ("International Firm"):
2. Jurisdiction of incorporation of the International Firm:
3. Head office address of the International Firm:
4. Section of Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions the International Firm is relying on:
 - Section 8.18 [*international dealer*]
 - Section 8.26 [*international adviser*]
 - Other
5. Name of agent for service of process (the "Agent for Service"):
6. Address for service of process on the Agent for Service:
7. The International Firm designates and appoints the Agent for Service at the address stated above as its agent upon whom may be served a notice, pleading, subpoena, summons or other process in any action, investigation or administrative, criminal, quasi-criminal or other proceeding (a "Proceeding") arising out of or relating to or concerning the International Firm's activities in the local jurisdiction and irrevocably waives any right to raise as a defense in any such proceeding any alleged lack of jurisdiction to bring such Proceeding.
8. The International Firm irrevocably and unconditionally submits to the non-exclusive jurisdiction of the judicial, quasi-judicial and administrative tribunals of the local jurisdiction in any Proceeding arising out of or related to or concerning the International Firm's activities in the local jurisdiction.
9. Until 6 years after the International Firm ceases to rely on section 8.18 [*international dealer*] or section 8.26 [*international adviser*], the International Firm must submit to the securities regulatory authority
 - a. a new Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service in this form no later than the 30th day before the date this Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service is terminated; and
 - b. an amended Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service no later than the 30th day before any change in the name or above address of the Agent for Service.
10. This Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service is governed by and construed in accordance with the laws of the local jurisdiction.

Dated: _____

 (Signature of the International Firm or authorized signatory)

 (Name and Title of authorized signatory)

Acceptance

The undersigned accepts the appointment as Agent for Service of (Insert name of International Firm) under the terms and conditions of the foregoing Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service.

Dated: _____

(Signature of Agent for Service or authorized signatory)

(Name and Title of authorized signatory)

FORM 31-103F3
USE OF MOBILITY EXEMPTION
(section 2.2 [client mobility exemption – individuals])

This is to notify the securities regulatory authority that the individual named in paragraph 1 is relying on the exemption in section 2.2 [*client mobility exemption – individuals*] of Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions.

1. Individual information

Name of individual: _____

NRD number of individual: _____

The individual is relying on the client mobility exemption in each of the following jurisdictions of Canada:

2. Firm information

Name of the individual's sponsoring firm:

NRD number of firm: _____

Dated: _____

(Signature of an authorized signatory of the individual's sponsoring firm)

(Name and title of authorized signatory)

APPENDIX A
BONDING AND INSURANCE CLAUSES
 (section 12.3 [insurance – dealer], section 12.4 [insurance – adviser] and section 12.5 [insurance – investment fund manager])

Clause	Name of Clause	Details
A	Fidelity	This clause insures against any loss through dishonest or fraudulent act of employees.
B	On Premises	This clause insures against any loss of money and securities or other property through robbery, burglary, theft, hold-up, or other fraudulent means, mysterious disappearance, damage or destruction while within any of the insured's offices, the offices of any banking institution or clearing house or within any recognized place of safe-deposit.
C	In Transit	This clause insures against any loss of money and securities or other property through robbery, burglary, theft, hold-up, misplacement, mysterious disappearance, damage or destruction, while in transit in the custody of any employee or any person acting as messenger except while in the mail or with a carrier for hire other than an armoured motor vehicle company.
D	Forgery or Alterations	This clause insures against any loss through forgery or alteration of any cheques, drafts, promissory notes or other written orders or directions to pay sums in money, excluding securities.
E	Securities	This clause insures against any loss through having purchased or acquired, sold or delivered, or extended any credit or acted upon securities or other written instruments which prove to have been forged, counterfeited, raised or altered, or lost or stolen, or through having guaranteed in writing or witnessed any signatures upon any transfers, assignments or other documents or written instruments.

**APPENDIX B
SUBORDINATION AGREEMENT
(Line 5 of Form 31-103F1 Calculation of excess working capital)**

SUBORDINATION AGREEMENT

THIS AGREEMENT is made as of the ____ day of _____, 20__

BETWEEN:

[insert name]

(the “**Lender**”)

AND

[insert name]

(the “**Registered Firm**”, which term shall include all successors and assigns of the Registered Firm)

(collectively, the “**Parties**”)

This Agreement is entered into by the Parties under Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions (“Regulation 31-103”) in connection with a loan made on the ____ day of _____, 20__ by the Lender to the Registered Firm in the amount of \$ _____(the “**Loan**”) for the purpose of allowing the Registered Firm to carry on its business.

For good and valuable consideration, the Parties agree as follows:

1. Subordination

The repayment of the loan and all amounts owned thereunder are subordinate to the claims of the other creditors of the Registered Firm.

2. Dissolution, winding-up, liquidation, insolvency or bankruptcy of the Registered Firm

In the event of the dissolution, winding-up, liquidation, insolvency or bankruptcy of the Registered Firm:

(a) the creditors of the Registered Firm shall be paid their existing claims in full in priority to the claims of the Lender;

(b) the Lender shall not be entitled to make any claim upon any property belonging or having belonged to the Registered Firm, including asserting the right to receive any payment in respect to the Loan before the existing claims of the other creditors of the Registered Firm have been settled.

3. Terms and conditions of the Loan

During the term of this Agreement:

(a) interest can be paid at the agreed upon rate and time, provided that the payment of such interest does not result in a capital deficiency under Regulation 31-103;

(b) any loan or advance or posting of security for a loan or advance by the Registered Firm to the Lender, shall be deemed to be a payment on account of the Loan.

4. Notice to the Securities Regulatory Authority

The Registered Firm must notify the Securities Regulatory Authority prior to the full or partial repayment of the loan. Further documentation may be requested by the Securities Regulatory Authority after receiving the notice from the Registered Firm.

5. Termination of this Agreement

This Agreement may only be terminated by the Lender once the notice required pursuant to Section 4 of this Agreement is received by the Securities Regulatory Authority.

The Parties have executed and delivered this Agreement as of the date set out above.

[Registered Firm]

Authorized signatory

Authorized signatory

[Lender]

Authorized signatory

Authorized signatory

APPENDIX C
NEW CATEGORY NAMES – INDIVIDUALS
(Section 16.1 [change of registration categories – individuals])

	Column 1 [<i>dealing representative</i>]	Column 2 [<i>advising representative</i>]	Column 3 [<i>associate advising representative</i>]
Alberta	Officer (Trading) Salesperson Partner (Trading)	Officer (Advising) Advising Employee Partner (Trading)	Junior Officer (Advising)
British Columbia	Salesperson Trading Partner Trading Director Trading Officer	Advising Employee Advising Partner Advising Director Advising Officer	--
Manitoba	Salesperson Branch Manager Trading Partner Trading Director Trading Officer	Advising Employee Advising Officer Advising Director Advising Partner	Associate Advising Officer Associate Advising Director Associate Advising Partner Associate Advising Employee
New Brunswick	Salesperson Officer (trading) Partner (trading)	Representative (advising) Officer (advising) Partner (advising) Sole proprietor (advising)	Associate officer (advising), Associate partner (advising), Associate representative (advising)
Newfoundland and Labrador	Sales Person Officer (Trading) Partner (Trading)	Officer (Advising) Partner (Advising)	--
Nova Scotia	Salesperson Officer – trading Partner- trading Director - trading	Officer- advising Officer – counseling Partner- advising Partner- counseling Director- advising Director- counseling	--
Ontario	Salesperson Officer (Trading) Partner (Trading) Sole Proprietor	Advising Representative Officer (Advising) Partner (Advising) Sole Proprietor	--
Prince Edward Island	Salesperson Officer (Trading) Partner (Trading)	Counselling Officer (Officer) Counselling Officer (Partner) Counselling Officer (Other)	--
Québec	Representative, Representative - Group Savings Plan (salesperson),	Representative (Portfolio Manager), Representative (Advising),	--

	Representative - Scholarship Plan (salesperson)	Representative – Options, Representative - Futures	
Saskatchewan	Officer (Trading) Partner (Trading) Salesperson	Officer (Advising) Partner (Advising) Employee (Advising)	--
Northwest Territories	Salesperson Officer (Trading) Partner (Trading)	Representative (Advising) Officer (Advising) Partner (Advising)	--
Nunavut	Salesperson Officer (Trading) Partner (Trading)	Representative (Advising) Officer (Advising) Partner (Advising)	--
Yukon	Salesperson Officer (Trading) Partner (Trading) Sole proprietor (Trading)	Representative (Advising) Officer (Advising) Partner (Advising)	--

APPENDIX D
NEW CATEGORY NAMES – FIRMS
(Section 16.2 [change of registration categories – firms])

	Column 1 [<i>investment dealer</i>]	Column 2 [<i>mutual fund dealer</i>]	Column 3 [<i>scholarship plan dealer</i>]	Column 4 [<i>restricted dealer</i>]	Column 5 [<i>portfolio manager</i>]	Column 6 [<i>restricted portfolio manager</i>]
Alberta	investment dealer	mutual fund dealer	scholarship plan dealer	dealer, dealer (exchange contracts), dealer (restricted)	investment counsel and/or portfolio manager	portfolio manager/ investment counsel (exchange contracts)
British Columbia	investment dealer	mutual fund dealer	scholarship plan dealer	exchange contracts dealer, special limited dealer	investment counsel or portfolio manager	--
Manitoba	investment dealer	mutual fund dealer	scholarship plan dealer	--	investment counsel or portfolio manager	--
New Brunswick	investment dealer	mutual fund dealer	scholarship plan dealer	--	investment counsel and portfolio manager	--
Newfoundland and Labrador	investment dealer	mutual fund dealer	scholarship plan dealer	--	investment counsel or portfolio manager	--
Nova Scotia	investment dealer	mutual fund dealer	scholarship plan dealer	--	investment counsel or portfolio manager	--
Ontario	investment dealer	mutual fund dealer	scholarship plan dealer	--	investment counsel or portfolio manager	--
Prince Edward Island	investment dealer	mutual fund dealer	scholarship plan dealer	--	investment counsel or portfolio manager	--
Québec	unrestricted practice dealer, unrestricted practice dealer (introducing broker), unrestricted practice dealer	firm in group savings-plan brokerage	scholarship plan dealer	Québec Business investment company (QBIC) Debt securities dealer restricted practice Dealer firm in investment contract brokerage	unrestricted practice adviser, unrestricted practice adviser (International Financial Centre)	restricted practice advisor

	Column 1 [<i>investment dealer</i>]	Column 2 [<i>mutual fund dealer</i>]	Column 3 [<i>scholarship plan dealer</i>]	Column 4 [<i>restricted dealer</i>]	Column 5 [<i>portfolio manager</i>]	Column 6 [<i>restricted portfolio manager</i>]
	(International Financial Centre), discount broker			unrestricted practice dealer (Nasdaq)		
Saskatchewan	investment dealer	mutual fund dealer	scholarship plan dealer	--	investment counsel or portfolio manager	--
Northwest Territories	investment dealer	mutual fund dealer	scholarship plan dealer	--	investment counsel or portfolio manager	--
Nunavut	investment dealer	mutual fund dealer	scholarship plan dealer	--	investment counsel or portfolio manager	--
Yukon	broker	broker	scholarship plan dealer	--	broker	--

APPENDIX E
NON-HARMONIZED CAPITAL REQUIREMENTS
(Section 12.1 [capital requirements])

Alberta	Sections 23 and 24 of the Alberta Securities Commission Rules (General)
British Columbia	Sections 19, 20, 24 and 25 of the Securities Rules. Sections 2.1(i), 2.3(i), 9.4, 13.3, 15.4 and 16.3 of BC Policy 31-601 Registration Requirements.
Manitoba	None in the Act or Regulations – Handled through terms and conditions
New Brunswick	Sections 7.1, 7.2, 7.3, 7.4 and 7.5 of New Brunswick Local Rule 31-501 Registration Requirements, as those sections read immediately before revocation
Newfoundland and Labrador	Sections 84, 85, 95, 96, 97 and 99 of the Securities Regulations under the Securities Act (O.C. 96-286)
Nova Scotia	Section 23 of the General Securities Rules, as the section read immediately before revocation
Ontario	Sections 96, 97, 107, 111 of the Ontario Regulation 1015 made under the Securities Act, as those sections read immediately before revocation
Prince Edward Island	Section 34 of the former Securities Act Regulations and incorporated by reference by Local Rule 31-501 (Transitional Registration Requirements)
Québec	Sections 207 to 209, 211 and 212 of the Québec Securities Regulation or sections 8 to 11 of the Regulation respecting the trust accounts of financial resources of securities firms as those sections read immediately before repeal
Saskatchewan	Sections 19 and 24 of The Securities Regulations (Saskatchewan) as those sections read immediately before revocation
Northwest Territories	None in the Act, Regulations, or local rules – Handled through terms and conditions
Nunavut	None in the Act, Regulations, or local rules – Handled through terms and conditions
Yukon	Local Rule 31-501 Registration Requirements

APPENDIX F
NON-HARMONIZED INSURANCE REQUIREMENTS
(Section 16.13 [insurance requirements])

Alberta	Sections 25 and 26 of the Alberta Securities Commission Rules (General)
British Columbia	Sections 21 and 22 of the Securities Rules Sections 2.1(h), 2.3(h) and 2.5(h) of BC Policy 31-601 Registration Requirements
Manitoba	Subsection 7(4) of the Securities Act – general requirement at Director's discretion
New Brunswick	Sections 8.1, 8.2, 8.3 and 8.7 of New Brunswick Local Rule 31-501 Registration Requirements, as those sections read immediately before revocation
Newfoundland and Labrador	Sections 95, 96, and 97 of the Securities Regulations under the Securities Act (O.C. 96-286)
Nova Scotia	Section 24 of the General Securities Rules, as the section read immediately before revocation
Ontario	Sections 96, 97, 108, 109 of the Ontario Regulation 1015 made under the Securities Act, as those sections read immediately before revocation
Prince Edward Island	Section 35 of the former Securities Act Regulations and incorporated by reference by Local Rule 31-501 (Transitional Registration Requirements)
Québec	Section 213 and 214 of the Québec Securities Regulation as those sections read immediately before repeal
Saskatchewan	Section 33 of The Securities Act, 1988 (Saskatchewan), as that section read immediately before repeal Sections 20, 21 and 22 of The Securities Regulations (Saskatchewan), as those sections read immediately before revocation
Northwest Territories	Section 4 of Local Rule 31-501 Registration
Nunavut	None in the Act, Regulations, or local rules – Handled through terms and conditions
Yukon	Local Rule 31-501 Registration Requirements

POLICY STATEMENT TO REGULATION 31-103 RESPECTING REGISTRATION REQUIREMENTS AND EXEMPTIONS

PART 1 DEFINITIONS AND FUNDAMENTAL CONCEPTS

1.1. Introduction

This Policy Statement sets out how the Canadian Securities Administrators (the CSA or we) interpret or apply the provisions of *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions* (Regulation 31-103) and related securities legislation.

Except for Part 1, the numbering of Parts, Divisions and sections in this Policy Statement correspond to the numbering in Regulation 31-103. Any general guidance for a Part or a Division appears immediately after the Part or Division name. Any specific guidance on sections in Regulation 31-103 follows any general guidance. If there is no guidance for a Part, Division or section, the numbering in this Policy Statement will skip to the next provision that does have guidance.

All references in this Policy Statement to sections, Parts and Divisions are to Regulation 31-103, unless otherwise noted.

For additional requirements that may apply to them, registrants should refer to:

- *Regulation 31-102 respecting National Registration Database* (Regulation 31-102) and the Policy Statement to Regulation 31-102
- *Regulation 33-109 respecting Registration Information* (Regulation 33-109) and the Policy Statement to Regulation 33-109
- *Policy Statement 11-204 respecting Process for Registration in Multiple Jurisdictions* (Policy Statement 11-204), and
- securities legislation in their jurisdiction

Registrants that are members of a self-regulatory organization (SRO) must also comply with their SRO's requirements.

Delivering disclosure and notices

Registrants must deliver all disclosure and notices required under Regulation 31-103 to the registrant's principal regulator, except for notices under sections:

- 8.18 *International dealer*
- 8.26 *International adviser*
- 11.9 *Registrant acquiring a registered firm's securities or assets*, and
- 11.10 *Registered firm whose securities are acquired*

Registrants must deliver these notices to the regulator in each jurisdiction where they are registered.

These documents may be delivered electronically. Registrants should refer to *National Policy 11-201 Delivery of Documents by Electronic Means* and, in Québec, *Notice 11-201 Delivery of Documents by Electronic Means*.

See Appendix A for contact information for each regulator.

1.2. Definitions

Unless defined in Regulation 31-103, terms used in Regulation 31-103 and in this Policy Statement have the meaning given to them in the securities legislation of each jurisdiction or in *Regulation 14-101 respecting Definitions*. See Appendix B for a list of some terms that are not defined in Regulation 31-103 or this Policy Statement but are defined in other securities legislation.

In this Policy Statement, “regulator” means the regulator or securities regulatory authority in a jurisdiction.

Permitted client

The following discussion provides guidance on the term “permitted client”, which is defined in section 1.1 of Regulation 31-103.

“Permitted client” is used in the following sections:

- 8.18 *International dealer*
- 8.26 *International adviser*
- 13.2 *Know your client*
- 13.3 *Suitability*
- 13.13 *Disclosure when recommending the use of borrowed money*
- 14.2 *Relationship disclosure information, and*
- 14.4 *When the firm has a relationship with a financial institution*

Exemptions from registration when dealing with permitted clients

Regulation 31-103 exempts international dealers and international advisers from the registration requirement if they deal with certain permitted clients and meet certain other conditions.

Exemptions from other requirements when dealing with permitted clients

Under section 13.3, permitted clients may waive their right to have a registrant determine that a trade is suitable. In order to rely on this exemption, the registrant must determine that a client is a permitted client at the time the client waives their right to suitability.

Under sections 13.13, 14.2 and 14.4, registrants do not have to provide certain disclosures to permitted clients. In order to rely on these exemptions, registrants must determine that a client is a permitted client at the time the client opens an account.

Determining assets

The definition of permitted client includes monetary thresholds based on the value of the client’s assets. The monetary thresholds in paragraphs (o) and (q) of the definition are intended to create “bright-line” standards. Investors who do not satisfy these thresholds do not qualify as permitted clients under the applicable paragraph.

Paragraph (o) of the definition

Paragraph (o) refers to an individual who beneficially owns financial assets with an aggregate realizable value that exceeds \$5 million, before taxes but net of any related liabilities.

In general, determining whether financial assets are beneficially owned by an individual should be straightforward. However, this determination may be more difficult if financial assets are held in a trust or in other types of investment vehicles for the benefit of an individual.

Factors indicating beneficial ownership of financial assets include:

- possession of evidence of ownership of the financial asset
- entitlement to receive any income generated by the financial asset
- risk of loss of the value of the financial asset, and
- the ability to dispose of the financial asset or otherwise deal with it as the individual sees fit

For example, securities held in a self-directed RRSP for the sole benefit of an individual are beneficially owned by that individual. Securities held in a group RRSP are not beneficially owned if the individual cannot acquire and deal with the securities directly.

“Financial assets” is defined in section 1.1 of *Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions* (Regulation 45-106).

Realizable value is typically the amount that would be received by selling an asset. Market value may be used to estimate realizable value when a market for an asset exists.

Paragraph (q) of the definition

Paragraph (q) refers to a person that has net assets of at least \$25 million. “Net assets” under this paragraph is total assets minus total liabilities. The value attributed to assets should reasonably reflect their estimated fair value.

1.3. Fundamental concepts

This section describes the fundamental concepts that form the basis of the registration regime:

- requirement to register
- business trigger for trading and advising, and
- fitness for registration

Requirement to register

The requirement to register is found in securities legislation. Firms must register if they are:

- in the business of trading
- in the business of advising
- holding themselves out as being in the business of trading or advising

- acting as an underwriter, or
- acting as an investment fund manager

Individuals must register if they trade, underwrite or advise on behalf of a registered dealer or adviser, or act as the ultimate designated person (UDP) or chief compliance officer (CCO) of a registered firm. Individuals who act on behalf of a registered investment fund manager do not have to register.

There is no renewal requirement for registration, but fees must be paid every year to maintain registration.

Multiple categories

Registration in more than one category may be necessary. For example, an adviser that also manages an investment fund may have to register as a portfolio manager and an investment fund manager. An adviser that manages a portfolio and distributes units of an investment fund may have to register as a portfolio manager and as a dealer.

Registration exemptions

Regulation 31-103 provides exemptions from the registration requirement. Some exemptions do not need to be applied for if the conditions of the exemption are met. In other cases, on receipt of an application, the regulator has discretion to grant exemptions for specified dealers, advisers or investment fund managers, or activities carried out by them if registration is required but specific circumstances indicate that it is not otherwise necessary for investor protection or market integrity.

Business trigger for trading and advising

We refer to trading or advising in securities for a business purpose as the “business trigger” for registration.

We look at the type of activity and whether it is carried out for a business purpose to determine if an individual or firm must register. We consider the factors set out below, among others, to determine if the activity is for a business purpose. For the most part, these factors are from case law and regulatory decisions that have interpreted the business purpose test for securities matters.

Factors in determining business purpose

This section describes factors that we consider relevant in determining whether an individual or firm is trading or advising in securities for a business purpose and, therefore, subject to the dealer or adviser registration requirement.

This is not a complete list. We do not automatically assume that any one of these factors on its own will determine whether an individual or firm is in the business of trading or advising in securities.

(a) Engaging in activities similar to a registrant

We usually consider an individual or firm engaging in activities similar to those of a registrant to be trading or advising for a business purpose. Examples include promoting securities or stating in any way that the individual or firm will buy or sell securities. If an individual or firm sets up a business to carry out any of these activities, we may consider them to be trading or advising for a business purpose.

(b) Intermediating trades or acting as a market maker

In general, we consider intermediating a trade between a seller and a buyer of securities to be trading for a business purpose. This typically takes the form of the business commonly referred to as a broker. Making a market in securities is also generally considered to be trading for a business purpose.

(c) Directly or indirectly carrying on the activity with repetition, regularity or continuity

Frequent or regular transactions are a common indicator that an individual or firm may be engaged in trading or advising for a business purpose. The activity does not have to be their sole or even primary endeavour for them to be in the business.

We consider regularly trading or advising in any way that produces, or is intended to produce, profits to be for a business purpose. We also consider any other sources of income and how much time an individual or firm spends on all activities associated with the trading or advising.

(d) Being, or expecting to be, remunerated or compensated

Receiving, or expecting to receive, any form of compensation for carrying on the activity, including whether the compensation is transaction or value based, indicates a business purpose. It does not matter if the individual or firm actually receives compensation or in what form. Having the capacity or the ability to carry on the activity to produce profit is also a relevant factor.

(e) Directly or indirectly soliciting

Contacting anyone to solicit securities transactions or to offer advice may reflect a business purpose. Solicitation includes contacting someone by any means, including advertising that proposes buying or selling securities or participating in a securities transaction, or that offers services or advice for these purposes.

Business trigger examples

This section explains how the business trigger might apply to some common situations.

(a) Securities issuers

A securities issuer is an entity that issues or trades in its own securities. In general, securities issuers with an active non-securities business do not have to register as a dealer if they:

- do not hold themselves out as being in the business of trading in securities
- trade in securities infrequently
- are not, or do not expect to be, compensated for trading in securities
- do not act as intermediaries, and
- do not produce, or intend to produce, a profit from trading in securities

However, securities issuers may have to register as a dealer if they:

- frequently trade in securities

- employ or otherwise contract individuals to perform activities on their behalf that are similar to those performed by a registrant (other than underwriting in the normal course of a distribution or trading for their own account)
- solicit investors actively, or
- act as an intermediary by investing client money in securities

For example, an investment fund manager that carries out the activities described above may have to register as a dealer.

Securities issuers that are in the business of trading should consider whether they qualify for the exemption from the registration requirement for trades through a registered dealer in section 8.5 of Regulation 31-103.

In most cases, securities issuers are subject to the prospectus requirements in securities legislation. Regulators have the discretionary authority to require an underwriter for a prospectus distribution.

(b) *Venture capital and private equity*

This guidance does not apply to labour sponsored or venture capital funds as defined in *Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure* (Regulation 81-106).

Venture capital and private equity investing are distinguished from other forms of investing by the role played by venture capital and private equity management companies (collectively, VCs). This type of investing includes a range of activities that may require registration.

Vcs typically raise money under one of the prospectus exemptions in Regulation 45-106, including for trades to “accredited investors”. The investors typically agree that their money will remain invested for a period of time. The VC uses this money to invest in securities of companies that are not publicly traded. The VC usually becomes actively involved in the management of the company, often over several years.

Examples of active management in a company include the VC having:

- representation on the board of directors
- direct involvement in the appointment of managers
- a say in material management decisions

The VC looks to realize on the investment either through a public offering of the company’s securities, or a sale of the business. At this point, the investors’ money can be returned to them, along with any profit.

Investors rely on the VC’s expertise in selecting and managing the companies it invests in. In return, the VC receives a management fee or “carried interest” in the profits generated from these investments. They do not receive compensation for raising capital or trading in securities.

Applying the business trigger factors to the VC activities as described above, there would be no requirement for the VC to register as:

- a portfolio manager, if the advice provided in connection with the purchase and sale of companies is incidental to the VC’s active management of these companies, or

- a dealer, if both the raising of money from investors and the investing of that money in companies are occasional and uncompensated activities

If the VC is actively involved in the management of the companies it invests in, the investment portfolio would generally not be considered an investment fund. As result, the VC would not need to register as an investment fund manager.

The business trigger factors and investment fund manager analysis may apply differently if the VC engages in activities other than those described above.

(c) *One-time activities*

In general, we do not require registration for one-time trading or advising activities. This includes trading or advising that:

- is carried out by an individual or firm acting as a trustee, executor, administrator, personal or other legal representative, or

- relates to the sale of a business

(d) *Incidental activities*

If trading or advising activity is incidental to a firm's primary business, we may not consider it to be for a business purpose.

For example, merger and acquisition specialists that advise the parties to a transaction between companies are not normally required to register as dealers or advisers in connection with that activity, even though the transaction may result in trades in securities and they will be compensated for the advice. The primary business purpose in this example is to carry out the transaction. Any advice on trades in the securities is incidental to that purpose and is limited to the parties to the transaction.

Another example is professionals, such as lawyers, accountants, engineers, geologists and teachers, who may provide advice on securities in the normal course of their professional activities. We do not consider them to be advising on securities for a business purpose. For the most part, any advice on securities will be incidental to their professional activities. This is because they:

- do not regularly advise on securities
- are not compensated separately for advising on securities
- do not solicit clients on the basis of their securities advice, and
- do not hold themselves out as being in the business of advising on securities

Registration trigger for investment fund managers

Investment fund managers are subject to a registration trigger. This means that if a firm carries on the activities of an investment fund manager, it must register. However, investment fund managers are not subject to the business trigger.

Fitness for registration

The regulator will only register an applicant if they appear to be fit for registration. Following registration, individuals and firms must maintain their fitness in order to remain registered. If the regulator determines that a registrant has become unfit for registration, the regulator may suspend or revoke the registration. See Part 6 of this Policy Statement for guidance on suspension and revocation of individual registration. See Part 10 of this Policy Statement for guidance on suspension and revocation of firm registration.

Terms and conditions

The regulator may impose terms and conditions on a registration at the time of registration or at any time after registration. Terms and conditions imposed at the time of registration are generally permanent, for example, in the case of a restricted dealer who is limited to specific activities. Terms and conditions imposed after registration are generally temporary. For example, if a registrant does not maintain the required capital, it may have to file monthly financial statements and capital calculations until the regulator's concerns are addressed.

Opportunity to be heard

Applicants and registrants have an opportunity to be heard by the regulator before their application for registration is denied. They also have an opportunity to be heard before the regulator imposes terms and conditions on their registration if they disagree with the terms and conditions.

Assessing fitness for registration – firms

We assess whether a firm is or remains fit for registration through the information it is required to provide on registration application forms and as a registrant, and through compliance reviews. Based on this information, we consider whether the firm is able to carry out its obligations under securities legislation. For example, registered firms must be financially viable. A firm that is insolvent or has a history of bankruptcy may not be fit for registration.

In addition, when determining whether a firm whose head office is outside Canada is, and remains, fit for registration, we will consider whether the firm maintains registration or regulatory organization membership in the foreign jurisdiction that is appropriate for the securities business it carries out there.

Assessing fitness for registration – individuals

We use three fundamental criteria to assess whether an individual is or remains fit for registration:

- proficiency
- integrity, and
- solvency

(a) Proficiency

Individual applicants must meet the applicable education, training and experience requirements prescribed by securities legislation and demonstrate knowledge of securities legislation and the products they recommend.

Registered individuals should continually update their knowledge and training to keep pace with new products, services and developments in the industry that are relevant to their business. See section 3.4 of this Policy Statement for more specific guidance on proficiency.

(b) Integrity

Registered individuals must conduct themselves with integrity and have an honest character. The regulator will assess the integrity of individuals through the information they are required to provide on registration application forms and as registrants, and through compliance reviews. For example, applicants are required to disclose information about

conflicts of interest, such as other employment or partnerships, service as a member of a board of directors, or relationships with affiliates, and about any regulatory or legal actions against them.

(c) Solvency

The regulator will assess the overall financial condition of an individual applicant or registrant. An individual that is insolvent or has a history of bankruptcy may not be fit for registration. Depending on the circumstances, the regulator may consider the individual's contingent liabilities. The regulator may take into account an individual's bankruptcy or insolvency when assessing their continuing fitness for registration.

PART 2 CATEGORIES OF REGISTRATION FOR INDIVIDUALS

2.1. Individual categories

Multiple individual categories

Individuals who carry on more than one activity requiring registration on behalf of a registered firm must:

- register in all applicable categories, and
- meet the proficiency requirements of each category

For example, an advising representative of a portfolio manager who is also the firm's CCO must register in the categories of advising representative and CCO. They must meet the proficiency requirements of both of these categories.

Multiple firms

We will not usually register an individual as a dealing, advising or associate advising representative for more than one registered firm even if the firms are affiliated. We will consider applications for individuals to act as a representative of more than one firm on a case-by-case basis. Before we approve an application, we must be satisfied that:

- there are valid business reasons for the individual to be registered with both firms
- the applicant's sponsoring firms have demonstrated that they have policies and procedures addressing any conflicts of interest that may arise as a result of the dual registration, and
- the sponsoring firms will be able to deal with these conflicts

We may consider other relevant factors.

Individual registered in a firm category

An individual can be registered in both a firm and individual category. For example, a sole proprietor who is registered in the firm category of portfolio manager must also be registered in the individual category of advising representative.

2.2. Client mobility exemption – individuals

The mobility exemption in section 2.2 of Regulation 31-103 allows registered individuals to continue dealing with and advising clients who move to another jurisdiction, without registering in that other jurisdiction. Section 8.30 *Client mobility exemption – firms* contains a similar exemption for registered firms.

The exemption becomes available when the client (not the registrant) moves to another jurisdiction. An individual may deal with up to five “eligible” clients in each other jurisdiction. Each of the client, their spouse and any children are an eligible client.

An individual may only rely on the exemption if:

- they and their sponsoring firm are registered in their principal jurisdiction
- they and their sponsoring firm only act as a dealer, underwriter or adviser in the other jurisdiction as permitted under their registration in their principal jurisdiction
- they comply with Part 13 *Dealing with clients – individuals and firms*
- they act fairly, honestly and in good faith in their dealings with the eligible client, and
- their sponsoring firm has disclosed to the eligible client that the individual and if applicable, their sponsoring firm, are exempt from registration in the other jurisdiction and are not subject to the requirements of securities legislation in that jurisdiction

As soon as possible after an individual first relies on this exemption, their sponsoring firm must complete and file Form 31-103F3 *Use of mobility exemption* (Form 31-103F3) with the other jurisdiction.

PART 3 REGISTRATION REQUIREMENTS – INDIVIDUALS

Division 1 General proficiency requirements

Individuals must pass exams – not courses – to meet the education requirements in Part 3. For example, an individual must pass the Canadian Securities Course Exam, but does not have to complete the Canadian Securities Course. Individuals are responsible for completing the necessary preparation to pass an exam and for proficiency in all areas covered by the exam.

3.3. Time limits on examination requirements

Under section 3.3 of Regulation 31-103, there is a time limit on the validity of exams prescribed in Part 3. Individuals must pass an exam within 36 months before they apply for registration. However, the time limit does not apply if the individual:

- was registered in the same category in Canada for a total of 12 months during the 36-month period, or
- gained relevant securities industry experience for a total of 12 months during the 36-month period

The 12 months of registration and relevant securities industry experience referred to in subsection 3.3(2) do not have to be consecutive, or with the same firm or organization. The individual must have been registered for a total of 12 months or obtained a total of 12 months of experience within the 36-month period before the date they apply for registration.

These time limits do not apply when individuals transfer to a new firm. This is because they do not have to apply for registration when they transfer. See Part 6 of this Policy Statement for guidance on individuals who transfer to a new firm.

Relevant securities industry experience

The securities industry experience under subsection 3.3(2)(b) should be relevant to the category applied for. It may include experience acquired:

- during employment at a registered dealer, a registered adviser or an investment fund manager
- in related investment fields, such as investment banking, securities trading on behalf of a financial institution, securities research, portfolio management, investment advisory services or supervision of those activities
- in legal, accounting or consulting practices related to the securities industry
- in other professional service fields that relate to the securities industry, or
- in a securities-related business in a foreign jurisdiction

Division 2 Education and experience requirements

See Appendix C for a chart that sets out the proficiency requirements for each individual category of registration.

Granting exemptions

The regulator may grant an exemption from any of the education and experience requirements in Division 2 if it is satisfied that an individual has qualifications or relevant experience that is equivalent to, or more appropriate in the circumstances than, the prescribed requirements.

Proficiency for representatives of investment dealers

IIROC sets the proficiency requirements for dealing representatives of its members.

Proficiency for representatives of restricted dealers and restricted portfolio managers

The regulator will decide on a case-by-case basis what education and experience are required for registration as:

- a dealing representative or CCO of a restricted dealer
- an advising representative or CCO of a restricted portfolio manager

The regulator will determine these requirements when it assesses the individual's fitness for registration.

3.4. Proficiency – initial and ongoing

Under section 3.4 of Regulation 31-103, registered individuals, including CCOs, must not perform an activity that requires registration unless they have the education, training and experience that a reasonable person would consider necessary to perform the activity competently. Registered firms should ensure that registered individuals acting on their behalf meet this requirement at all times.

For example, firms should perform their own analysis of all products they recommend to clients and provide product training to ensure their registered representatives have a sufficient understanding of the products and their risks to meet their suitability obligations under section 13.3. Similarly, registered individuals should have a thorough understanding of a product before they recommend it to a client.

3.11. Portfolio manager – advising representative**3.12. Portfolio manager – associate advising representative**

The 12 months of relevant investment management experience referred to in section 3.11 of Regulation 31-103 and 24 months of relevant investment management experience referred to in section 3.12 do not have to be consecutive, or with the same firm or organization. The individual must obtain a total of this experience within the 36-month period before the date they apply for registration.

For individuals with a CFA charter, the regulator will decide on a case-by-case basis whether the experience they gained to earn the charter qualifies as relevant investment management experience.

Relevant investment management experience

Relevant investment management experience under sections 3.11 and 3.12 may vary according to the level of specialization of the individual. It may include:

- securities research and analysis experience, demonstrating an ability in, and understanding of, portfolio analysis or portfolio security selection, or
- management of investment portfolios on a discretionary basis, including investment decision making, rebalancing and evaluating performance

Advising representatives

Advising representatives may acquire relevant investment management experience during employment in a portfolio management capacity with a registered investment dealer or adviser firm.

Associate advising representatives

Relevant investment management experience for associate advising representatives may include working at:

- an unregistered portfolio manager of a Canadian financial institution
- an adviser that is registered in another jurisdiction of Canada, or
- an adviser in a foreign jurisdiction

Division 3 Membership in a self-regulatory organization**3.16. Exemptions from certain requirements for SRO-approved persons**

Section 3.16 exempts registered individuals who are dealing representatives of IIROC or MFDA members from the requirements in Regulation 31-103 for suitability and disclosure when recommending the use of borrowed money. This is because IIROC and the MFDA have their own rules for these matters. In Québec, these requirements do not apply to dealing representatives of a mutual fund dealer who comply with the applicable Québec regulations.

This section also exempts registered individuals who are dealing representatives of IIROC from the know your client obligations in section 13.2.

PART 4 RESTRICTIONS ON REGISTERED INDIVIDUALS

4.2. Associate advising representatives – pre-approval of advice

The associate advising representative category is primarily meant to be an apprentice category for individuals who intend to become an advising representative but who do not meet the education or experience requirements for that category when they apply for registration. It allows an individual to work at a registered adviser while completing the proficiency requirements for an advising representative. For example, a previously registered advising representative could work in an advising capacity while acquiring the relevant work experience required for an advising representative under section 3.11 of Regulation 31-103.

However, associate advising representatives are not required to subsequently register as a full advising representative. They can remain as an associate advising representative indefinitely. This category also accommodates, for example, individuals who provide specific advice to clients, but do not manage client portfolios without supervision.

As required by section 4.2, registered firms must designate an advising representative to approve the advice provided by an associate advising representative. The designated advising representative must approve the advice before the associate advising representative gives it to the client. The appropriate processes for approving the advice will depend on the circumstances, including the associate advising representative's level of experience.

Registered firms that have associate advising representatives must:

- document their policies and procedures for meeting the supervision and approval obligations as required under section 11.1
- implement controls as required under section 11.1
- maintain records as required under section 11.5, and
- notify the regulator of the names of the advising representative and the associate advising representative whose advice they are approving no later than the seventh day after the advising representative is designated

PART 5 ULTIMATE DESIGNATED PERSON AND CHIEF COMPLIANCE OFFICER

Sections 11.2 and 11.3 of Regulation 31-103 require registered firms to designate a UDP and a CCO. The UDP and CCO must be registered and perform the compliance functions set out in sections 5.1 and 5.2. While the UDP and CCO have specific compliance functions, they are not solely responsible for compliance – it is the responsibility of the firm as a whole.

The same person as UDP and CCO

The UDP and the CCO can be the same person if they meet the requirements for both registration categories. We prefer firms to separate these functions, but we recognize that it might not be practical for some registered firms.

UDP or CCO as advising or dealing representative

The UDP or CCO may also be registered in trading or advising categories. For example, a small registered firm might conclude that one individual can adequately function as UDP and CCO, while also carrying on advising and trading activities. We may have concerns about the ability of a UDP or CCO of a large firm to conduct these

additional activities and carry out their UDP, CCO and advising responsibilities at the same time.

5.1. Responsibilities of the ultimate designated person

The UDP is responsible for promoting a culture of compliance and overseeing the effectiveness of the firm's compliance system. They do not have to be involved in the day-to-day management of the compliance group.

There are no specific education or experience requirements for the UDP. However, they are subject to the proficiency principle in section 3.4.

5.2. Responsibilities of the chief compliance officer

The CCO is an operating officer who is responsible for the monitoring and oversight of the firm's compliance system. This includes:

- establishing or updating policies and procedures for the firm's compliance system, and
- managing the firm's compliance monitoring and reporting according to the policies and procedures

At the firm's discretion, the CCO may also have authority to take supervisory or other action to resolve compliance issues.

The CCO must meet the proficiency requirements set out in Part 3. No other compliance staff have to be registered unless they are also advising or trading. The CCO may set the knowledge and skills necessary or desirable for individuals who report to them.

If a firm is registered in multiple categories, the CCO must meet the most stringent of the proficiency requirements of the firm's categories of registration.

Firms must designate one CCO. However, in large firms, the scale and kind of activities carried out by different operating divisions may warrant the designation of more than one CCO. We will consider applications, on a case-by-case basis, for different individuals to act as the CCO of a firm's operating divisions.

We will not usually register the same person as CCO of more than one firm unless the firms are affiliated, and the scale and kind of activities carried out make it reasonable for the same person to act as CCO of more than one firm. We will consider applications, on a case-by-case basis, for the CCO of one registered firm to act as the CCO of another registered firm.

Subsection 5.2(c) of Regulation 31-103 requires the CCO to report to the UDP any instances of non-compliance with securities legislation that:

- create a reasonable risk of harm to a client or to the market, or
- are part of a pattern of non-compliance

The CCO should report non-compliance to the UDP even if it has been corrected.

Subsection 5.2(d) requires the CCO to submit an annual report to the board of directors.

PART 6 SUSPENSION AND REVOCATION OF REGISTRATION – INDIVIDUALS

The requirements for surrendering registration and additional requirements for suspending and revoking registration are found in the securities legislation of each jurisdiction. The guidance for Part 6 relates to requirements under both securities legislation and Regulation 31-103.

There is no renewal requirement for registration. A registered individual may carry on the activities for which they are registered until their registration is:

- suspended automatically under Regulation 31-103
- suspended by the regulator under certain circumstances, or
- surrendered by the individual

6.1. If individual ceases to have authority to act for firm

Under section 6.1 of Regulation 31-103, if a registered individual ceases to have authority to act on behalf of their sponsoring firm because their working relationship with the firm ends or changes, the individual's registration with the registered firm is suspended until reinstated or revoked under securities legislation. This applies whether the individual or the firm ends the relationship.

If a registered firm terminates its working relationship with a registered individual for any reason, the firm must complete and file a notice of termination on Form 33-109F1 *Notice of Termination of Registered Individuals and Permitted Individuals* (Form 33-109F1) no later than five days after the effective date of the individual's termination. This includes when an individual resigns, is dismissed or retires.

The firm must file additional information about the individual's termination prescribed in Part 5 of Form 33-109F1 if:

- the individual resigned (either voluntarily or at the firm's request)
- the individual was dismissed (whether or not for cause), or
- the firm indicates "other" as the reason for termination on Form 33-109F1

The firm must file this information no later than 30 days after the date of termination. The regulator uses this information to determine if there are any concerns about the individual's conduct that may be relevant to their ongoing fitness for registration. Under Regulation 33-109, the firm must provide this information to the individual on request.

Suspension

An individual whose registration is suspended must not carry on the activity they are registered for. The individual otherwise remains a registrant and is subject to the jurisdiction of the regulator. A suspension remains in effect until the regulator reinstates or revokes the individual's registration.

If an individual who is registered in more than one category is suspended in one of the categories, the regulator will consider whether to suspend the individual's registration in other categories or to impose terms and conditions, subject to an opportunity to be heard.

Automatic suspension

An individual's registration will automatically be suspended if:

- they cease to have working relationship with their sponsoring firm
- the registration of their sponsoring firm is suspended or revoked, or
- they cease to be an approved person of an SRO

An individual must have a sponsoring firm to be registered. If an individual leaves their sponsoring firm for any reason, their registration is automatically suspended. Automatic suspension is effective on the day that an individual no longer has authority to act on behalf of their sponsoring firm.

Individuals do not have an opportunity to be heard by the regulator in the case of any automatic suspension.

Suspension in the public interest

An individual's registration may be suspended if the regulator exercises its power under securities legislation and determines that it is no longer in the public interest for the individual to be registered. The regulator may do this if it has serious concerns about the ongoing fitness of the individual. For example, this may be the case if an individual is charged with a crime, in particular fraud or theft.

Reinstatement

"Reinstatement" means that a suspension on a registration has been lifted. Once reinstated, an individual may resume carrying on the activity they are registered for. If a suspended individual joins a new sponsoring firm, they will have to apply for reinstatement under the process set out in Regulation 33-109. In certain cases, the reinstatement or transfer to the new firm will be automatic.

Automatic transfers

Subject to certain conditions set out in Regulation 33-109, an individual's registration may be automatically reinstated if they:

- transfer directly from one sponsoring firm to another registered firm in the same jurisdiction
- join the new sponsoring firm within 90 days of leaving their former sponsoring firm
- seek registration in the same category as the one previously held, and
- complete and file Form 33-109F7 *Reinstatement of Registered Individuals and Permitted Individuals* (Form 33-109F7)

This allows individuals to engage in activities requiring registration from their first day with the new sponsoring firm.

Individuals are not eligible for an automatic reinstatement if they:

- have new information to disclose regarding regulatory, criminal, civil or financial matters as described in Item 9 of Form 33-109F7, or
- as a result of allegations of criminal activity, breach of securities legislation or breach of SRO rules:
 - were dismissed by their former sponsoring firm, or

- were asked by their former sponsoring firm to resign

In these cases, the individual must apply to have their registration reinstated under Regulation 33-109 using Form 33-109F4 *Registration of Individuals and Review of Permitted Individuals*.

6.2. If IIROC approval is revoked or suspended

6.3. If MFDA approval is revoked or suspended

Registered individuals acting on behalf of member firms of an SRO are required to be an approved person of the SRO.

If an SRO suspends or revokes its approval of an individual, the individual's registration in the category requiring SRO approval will be automatically suspended. This automatic suspension of individuals does not apply to mutual fund dealers registered only in Québec.

If an SRO suspends an individual for reasons that do not involve significant regulatory concerns and subsequently reinstates the individual's approval, the individual's registration will usually be reinstated by the regulator as soon as possible.

Revocation

6.6. Revocation of a suspended registration – individual

If an individual's registration has been suspended under Part 6 of Regulation 31-103 but not reinstated, it will be automatically revoked on the second anniversary of the suspension.

“Revocation” means that the regulator has terminated the individual's registration. An individual whose registration has been revoked must submit a new application if they want to be registered again.

Surrender

“Surrender” means an individual wants to terminate their registration in some, but not all, of the jurisdictions in which they are registered. An individual may apply to surrender their registration at any time by completing Form 33-109F2 *Change or Surrender of Individual Categories* (Form 33-109F2) and having their sponsoring firm file it.

An individual who is registered in one or more jurisdictions and wants to terminate their registration in all jurisdictions does not have to file Form 33-109F2. This is because their sponsoring firm is required to file Form 33-109F1.

PART 7 CATEGORIES OF REGISTRATION FOR FIRMS

The categories of registration for firms have two main purposes:

- to specify the type of business that the firm may conduct, and
- to provide a framework for the requirements the registrant must meet

Firms registered in more than one category

A firm may be required to register in more than one category. For example, a portfolio manager that manages an investment fund must register both as a portfolio manager and as an investment fund manager.

Individual registered in a firm category

An individual can be registered in both a firm and individual category. For example, a sole proprietor who is registered in the firm category of portfolio manager must also be registered in the individual category of advising representative.

7.1. Dealer categories

Underwriting is a subset of dealing activity for specified categories. Investment dealers may underwrite any securities. Exempt market dealers may underwrite securities in limited circumstances.

Exempt market dealer

Under subsection 7.1(2)(d) of Regulation 31-103, exempt market dealers may only act as a dealer in the “exempt market”. The permitted activities of an exempt market dealer are determined with reference to the prospectus exemptions in Regulation 45-106 and include trades to “accredited investors” and purchasers of at least \$150,000 of a security and trades to anyone under the offering memorandum exemption.

Exempt market dealers can sell investment funds (whether or not they are prospectus-qualified) under these exemptions without registering as a mutual fund dealer or being a member of the MFDA.

Restricted dealer

The restricted dealer category in subsection 7.1(2)(e) permits specialized dealers that may not qualify under another dealer category to carry on a limited trading business. It is intended to be used only if there is a compelling case for the proposed trading to take place outside the other registration categories.

The regulator will impose terms and conditions that restrict the dealer’s activities. The CSA will co-ordinate terms and conditions for restricted dealers.

7.2. Adviser categories

The registration requirement in section 7.2 of Regulation 31-103 applies to advisers who give “specific advice”. Advice is specific when it is tailored to the needs and circumstances of a client or potential client. For example, an adviser who recommends a security to a client is giving specific advice.

Restricted portfolio manager

The restricted portfolio manager category in subsection 7.2(2)(b) permits individuals or firms to advise in specific securities, classes of securities or securities of a class of issuers.

The regulator will impose terms and conditions on a restricted portfolio manager’s registration that limit the manager’s activities to a specific area, for example, securities of oil and gas issuers.

7.3. Investment fund manager category

Investment fund managers direct the business, operations or affairs of an investment fund. They organize the fund and are responsible for its management and administration.

If an entity is uncertain about whether it must register as an investment fund manager, it should consider whether the fund is an “investment fund” for the purposes of securities legislation. See section 1.2 of the Policy Statement to Regulation 81-106 for guidance on the general nature of investment funds.

An investment fund manager may:

- advertise to the general public a fund it manages without being registered as an adviser, and
- promote the fund to registered dealers without being registered as a dealer

If an investment fund manager acts as portfolio manager for a fund it manages, it should consider whether it may have to be registered as an adviser. If it distributes units of the fund directly to investors, it should consider whether it may have to be registered as a dealer.

An investment fund manager may delegate or outsource certain functions to other service providers. However, the investment fund manager is responsible for these functions and must supervise the service provider. See Part 11 of this Policy Statement for more guidance on outsourcing.

Limited partnerships

Investment funds organized as limited partnerships of investment vehicles should consider which entity or entities may need to be registered as an investment fund manager. Multiple registrations may not be necessary if each general partner in the affiliated group enters into a contract with a single registered investment fund manager within the group. In this case, the investment fund manager may not be one of the general partners.

PART 8 EXEMPTIONS FROM THE REQUIREMENT TO REGISTER

Regulation 31-103 provides several exemptions from the registration requirement. There may be additional exemptions in securities legislation. If a firm is exempt from registration, the individuals acting on its behalf are also exempt from registration.

Division 1 Exemptions from dealer and underwriter registration

We provide no specific guidance for the following exemptions because there is guidance on them in the Policy Statement to Regulation 45-106:

- 8.12 *Mortgages*
- 8.17 *Reinvestment plan*
- 8.20 *Exchange contract – Alberta, British Columbia, New Brunswick and Saskatchewan*

8.5. Trades through or to a registered dealer

This exemption is available when no intermediary is involved in a trade, for example, when an individual or firm trades their own securities directly with a registered dealer. An individual or firm will have to register, however, if they trade another party's securities with a registered dealer.

8.6. Adviser – non-prospectus qualified investment fund

Under the exemption in section 8.6 of Regulation 31-103, registered advisers do not have to register as a dealer for a trade in a security of a non-prospectus qualified investment fund if they:

- act as the fund's adviser and investment fund manager, and
- distribute units of the fund only into their clients' managed accounts

The exemption is also available to those who qualify for the international adviser exemption under section 8.26.

Registered advisers often create non-prospectus qualified investment funds as a way to efficiently invest their clients' money. In issuing units of those funds to clients, they are in the business of trading in securities.

Subsection 8.6(2) limits the availability of this exemption to legitimate fully managed accounts. We do not intend for the exemption to be used to distribute the adviser's own non-prospectus qualified investment funds on a retail basis.

Advisers relying on the exemption in section 8.6 should consider whether they may have to register as an investment fund manager.

8.19. Self-directed registered education savings plan

We consider the creation of a self-directed registered education savings plan, as defined in section 8.19 of Regulation 31-103, to be a trade in a security, whether or not the assets held in the plan are securities. This is because the definition of "security" in securities legislation of most jurisdictions includes "any document constituting evidence of an interest in a scholarship or educational plan or trust".

Section 8.19 provides an exemption from the dealer registration requirement for the trade when the plan is created but only under the conditions described in subsection 8.19(2).

Division 2 Exemptions from adviser registration

8.25. Advising generally

Section 8.25 of Regulation 31-103 contains an exemption from the requirement to register as an adviser if the advice is not tailored to the needs of the recipient.

In general, we would not consider advice about specific securities to be tailored to the needs of the recipient if it:

- is a general discussion of the merits and risks of the security
- is delivered through investment newsletters, articles in general circulation newspapers or magazines, websites, e-mail, Internet chat rooms, bulletin boards, television or radio, and
- does not claim to be tailored to the needs and circumstances of any recipient

This type of general advice can also be given at conferences. However, if a purpose of the conference is to solicit the audience and generate specific trades in specific securities, we may consider the advice to be tailored or we may consider the individual or firm giving the advice to be engaged in trading activity.

Under subsection 8.25(3), if an individual or firm relying on the exemption has a financial or other interest in the securities they recommend, they must disclose the interest to the recipient when they make the recommendation.

Division 3 Exemptions from investment fund manager registration

8.28. Capital accumulation plan exemption

Section 8.28 of Regulation 31-103 provides an exemption from the investment fund manager registration requirement to an individual or firm that administers a capital

accumulation plan. If an investment fund manager is also required to register as a dealer or adviser, this exemption only applies to their activities as an investment fund manager.

Division 4 Mobility exemption – firms

8.30. Client mobility exemption – firms

The mobility exemption in section 8.30 of Regulation 31-103 allows registered firms to continue dealing with and advising clients who move to another jurisdiction, without registering in that other jurisdiction. Section 2.2 *Client mobility exemption – individuals* contains a similar exemption for registered individuals.

The exemption becomes available when the client (not the registrant) moves to another jurisdiction. A registered firm may deal with up to 10 “eligible” clients in each other jurisdiction. Each of the client, their spouse and any children are an eligible client.

A firm may only rely on the exemption if:

- it is registered in its principal jurisdiction
- it only acts as a dealer, underwriter or adviser in the other jurisdiction as permitted under its registration in its principal jurisdiction
- the individual acting on its behalf is eligible for the exemption in section 2.2
- it complies with Parts 13 *Dealing with clients-individuals and firms* and 14 *Handling client accounts-firms*, and
- it acts fairly, honestly and in good faith in its dealings with the eligible client

Firm’s responsibilities for individuals relying on the exemption

In order for a registered individual to rely on the exemption in section 2.2, their sponsoring firm must disclose to the eligible client that the individual and if applicable, the firm, are exempt from registration in the other jurisdiction and are not subject to the requirements of securities legislation in that jurisdiction.

As soon as possible after an individual first relies on the exemption in section 2.2, their sponsoring firm must complete and file Form 31-103F3 in the other jurisdiction.

The registered firm must have appropriate policies and procedures for supervising individuals who rely on a mobility exemption. Registered firms must also keep appropriate records to demonstrate they are complying with the conditions of the mobility exemption.

PART 9 MEMBERSHIP IN A SELF-REGULATORY ORGANIZATION

9.3. Exemptions from certain requirements for SRO members

Section 9.3 of Regulation 31-103 contains an exemption from certain requirements for investment dealers that are IIROC members and, except in Québec, for mutual fund dealers that are MFDA members. However, if an SRO member is registered in another category, this section does not exempt them from their obligations as a registrant in that category. For example, if a firm is registered as an investment fund manager and as an investment dealer with IIROC, section 9.3 does not exempt them from their obligations as an investment fund manager under Regulation 31-103.

PART 10 SUSPENSION AND REVOCATION OF REGISTRATION – FIRMS

The requirements for surrendering registration and additional requirements for suspending and revoking registration are found in the securities legislation of each

jurisdiction. The guidance for Part 10 relates to requirements under both securities legislation and Regulation 31-103.

There is no renewal requirement for registration but firms must pay fees every year to maintain their registration and the registration of individuals acting on their behalf. A registered firm may carry on the activities for which it is registered until its registration is:

- suspended automatically under Regulation 31-103
- suspended by the regulator under certain circumstances, or
- surrendered by the firm

Division 1 When a firm's registration is suspended

Suspension

A firm whose registration has been suspended must not carry on the activity it is registered for. The firm otherwise remains a registrant and is subject to the jurisdiction of the regulator. A suspension remains in effect until the regulator reinstates or revokes the firm's registration.

If a firm that is registered in more than one category is suspended in one of the categories, the regulator will consider whether to suspend the firm's registration in other categories or to impose terms and conditions, subject to an opportunity to be heard.

Automatic suspension

A firm's registration will automatically be suspended if:

- it fails to pay its annual fees within 30 days of the due date
- it ceases to be a member of IIROC, or
- except in Québec, it ceases to be a member of the MFDA

Firms do not have an opportunity to be heard by the regulator in the case of any automatic suspension.

10.1. Failure to pay fees

Under section 10.1 of Regulation 31-103, a firm's registration will be automatically suspended if it has not paid its annual fees within 30 days of the due date.

10.2. If IIROC membership is revoked or suspended

Under section 10.2 of Regulation 31-103, if IIROC suspends or revokes a firm's membership, the firm's registration as an investment dealer is suspended until reinstated or revoked.

10.3. If MFDA membership is revoked or suspended

Under section 10.3 of Regulation 31-103, if the MFDA suspends or revokes a firm's membership, the firm's registration as a mutual fund dealer is suspended until reinstated or revoked. Section 10.3 does not apply in Québec.

Suspension in the public interest

A firm's registration may be suspended if the regulator exercises its power under securities legislation and determines that it is no longer in the public interest for the firm to

be registered. The regulator may do this if it has serious concerns about the ongoing fitness of the firm or any of its registered individuals. For example, this may be the case if a firm or one or more of its registered or permitted individuals is charged with a crime, in particular fraud or theft.

Reinstatement

“Reinstatement” means that a suspension on a registration has been lifted. Once reinstated, a firm may resume carrying on the activity it is registered for.

Division 2 Revoking a firm’s registration

Revocation

10.5. Revocation of a suspended registration – firm

10.6. Exception for firms involved in a hearing

Under sections 10.5 and 10.6 of Regulation 31-103, if a firm’s registration has been suspended under Part 10 and has not been reinstated, it is revoked on the second anniversary of the suspension, except if a hearing concerning the suspended registrant has commenced. In this case the registration remains suspended.

“Revocation” means that the regulator has terminated the firm’s registration. A firm whose registration has been revoked must submit a new application if it wants to be registered again.

Surrender

A firm may apply to surrender its registration in one or more categories at any time. There is no prescribed form for an application to surrender. A firm should file an application to surrender registration with its principal regulator. If Ontario is a non-principal jurisdiction, it should also file the application with the regulator in Ontario. See the *Policy Statement to Regulation 11-102 respecting Passport System* for more details on filing an application to surrender.

Before the regulator accepts a firm’s application to surrender registration, the firm must provide the regulator with evidence that the firm’s clients have been dealt with appropriately. This evidence does not have to be provided when a registered individual applies to surrender registration. This is because the sponsoring firm will continue to be responsible for meeting obligations to clients who may have been served by the individual.

The regulator does not have to accept a firm’s application to surrender its registration. Instead, the regulator can act in the public interest by suspending, or imposing terms and conditions on, the firm’s registration.

When considering a registered firm’s application to surrender its registration, the regulator typically considers the firm’s actions, the completeness of the application and the supporting documentation.

The firm’s actions

The regulator may consider whether the firm:

- has stopped carrying on activity requiring registration
- proposes an effective date to stop carrying on activity requiring registration that is within six months of the date of the application to surrender, and

- has paid any outstanding fees and submitted any outstanding filings at the time of filing the application to surrender

Completeness of the application

Among other things, the regulator may look for:

- the firm's reasons for ceasing to carry on activity requiring registration
- satisfactory evidence that the firm has given all of its clients reasonable notice of its intention to stop carrying on activity requiring registration, including an explanation of how it will affect them in practical terms, and
- satisfactory evidence that the firm has given appropriate notice to the SRO, if applicable

Supporting documentation

The regulator may look for:

- evidence that the firm has resolved all outstanding client complaints, settled all litigation, satisfied all judgments or made reasonable arrangements to deal with and fund any payments relating to them, and any subsequent client complaints, settlements or liabilities
- confirmation that all money or securities owed to clients has been returned or transferred to another registrant, where possible, according to client instructions
- up-to-date audited financial statements with an auditor's comfort letter
- evidence that the firm has satisfied any SRO requirements for withdrawing membership, and
- an officer's or partner's certificate supporting these documents

PART 11 INTERNAL CONTROLS AND SYSTEMS

General business practices – outsourcing

Registered firms are responsible and accountable for all functions that they outsource to a service provider. Firms should have a written, legally binding contract that includes the expectations of the parties to the outsourcing arrangement.

Registered firms should follow prudent business practices and conduct a due diligence analysis of prospective third-party service providers. This includes third-party service providers that are affiliates of the firm. Due diligence should include an assessment of the service provider's reputation, financial stability, relevant internal controls and ability to deliver the services.

Firms should also:

- ensure that third-party service providers have adequate safeguards for keeping information confidential and, where appropriate, disaster recovery capabilities
- conduct ongoing reviews of the quality of outsourced services
- develop and test a business continuity plan to minimize disruption to the firm's business and its clients if the third-party service provider does not deliver its services satisfactorily, and

- note that other legal requirements, such as privacy laws, may apply when entering into outsourcing arrangements

The regulator, the registered firm and the firm's auditors should have the same access to the work product of a third-party service provider as they would if the firm itself performed the activities. Firms should ensure this access is provided and include a provision requiring it in the contract with the service provider, if necessary.

Division 1 Compliance

11.1. Compliance system

General principles

Section 11.1 of Regulation 31-103 requires registered firms to establish, maintain and apply policies and procedures that establish a system of controls and supervision (a compliance system) that:

- provides assurance that the firm and individuals acting on its behalf comply with securities legislation, and
- manages the business risks in accordance with prudent business practices

Operating an effective compliance system is essential to a registered firm's continuing fitness for registration. It provides reasonable assurance that the firm is meeting, and will continue to meet, all requirements of applicable securities laws and SRO rules and is managing risk prudently. A compliance system should include internal controls and mechanisms that are reasonably likely to identify non-compliance at an early stage and allow the firm to correct non-compliant conduct in a timely manner.

Compliance is a firm-wide responsibility. Everyone in the firm should understand the standards of conduct for their role. This includes the board of directors, partners, management, employees and agents, whether or not they are registered. Having a UDP and CCO, and in larger firms, a compliance group and other supervisory staff, does not relieve anyone else in the firm of the obligation to report and act on compliance issues. A compliance system should identify those who will act as alternates in the absence of the UDP or CCO.

Elements of an effective compliance system

While policies and procedures are essential, they do not make an acceptable compliance system on their own. An effective compliance system also includes internal controls and supervision.

Internal controls

Internal controls are an important part of a firm's compliance system. They should mitigate risk and protect firm and client assets. They should be designed to assist firms in monitoring compliance with securities legislation and managing the risks that affect their business, including risks that may arise from:

- money laundering
- trading
- business interruption
- hedging strategies

Supervision

Supervision is an essential component of a firm's compliance system. It consists of day-to-day supervision and systemic monitoring.

(a) Day-to day supervision

Day-to-day supervision includes:

- identifying specific cases of non-compliance
- taking action to correct them, and
- minimizing the compliance risk in key areas of a firm's operations

Minimizing risk usually involves approving new account documents, monitoring and in some cases, approving transactions, approving marketing materials and preventing inappropriate use or disclosure of non-public information.

Anyone who supervises registered individuals has a responsibility on behalf of the firm to take all reasonable measures to ensure that each of these individuals:

- deals fairly, honestly and in good faith with their clients
- complies with securities legislation
- complies with the firm's policies and procedures, and
- maintains an appropriate level of proficiency

(b) Systemic monitoring

Systemic monitoring involves assessing, and advising and reporting on the effectiveness of the firm's compliance system. This includes ensuring that:

- the firm's day-to-day supervision is reasonably effective in identifying and promptly correcting compliance deficiencies
- policies and procedures are enforced and kept up to date, and
- everyone at the firm generally understands and complies with the policies and procedures, and with securities legislation

Specific elements

More specific elements of an effective compliance system include:

(a) Visible commitment

Senior management and the board of directors or partners should demonstrate a visible commitment to compliance.

(b) Sufficient resources and training

The firm should have sufficient resources to operate an effective compliance system. Qualified individuals (including anyone acting as an alternate during absences) should have the responsibility and authority to monitor the firm's compliance, identify any instances of non-compliance and take supervisory action to correct them.

The firm should provide training to ensure that everyone at the firm understands the standards of conduct and their role in the compliance system, including ongoing communication and training on changes in regulatory requirements or the firm's policies and procedures.

(c) Detailed policies and procedures

The firm should have detailed written policies and procedures that:

- identify the internal controls the firm will use to ensure compliance with legislation and manage risk
- set out the firm's standards of conduct for compliance with securities and other applicable legislation and the systems for monitoring and enforcing compliance with those standards
- clearly outline who is expected to do what, when and how
- are readily accessible by everyone who is expected to know and follow them
- are updated when regulatory requirements and the firm's business practices change, and
- take into consideration the firm's obligation under securities legislation to deal fairly, honestly and in good faith with its clients

(d) Detailed records

The firm should keep records of activities conducted to identify compliance deficiencies and the action taken to correct them.

Setting up a compliance system

It is up to each registered firm to determine the most appropriate compliance system for its operations. Registered firms should consider the size and scope of their operations, including products, types of clients or counterparties, risks and compensating controls, and any other relevant factors.

For example, a large registered firm with diverse operations may require a large team of compliance professionals with several divisional heads of compliance reporting to a CCO dedicated entirely to a compliance role.

All firms must have policies, procedures and systems to demonstrate compliance. However, some of the elements noted above may be unnecessary or impractical for smaller registered firms.

We encourage firms to meet or exceed industry best practices in complying with regulatory requirements.

11.2. Designating an ultimate designated person

Under subsection 11.2(1) of Regulation 31-103, registered firms must designate an individual to be the UDP. Firms should ensure that the individual understands and is able to perform the obligations of a UDP under section 5.1.

The UDP must be:

- the chief executive officer of the registered firm
- the sole proprietor of the registered firm

- an officer in charge of a division of the firm that carries on all of the activity that requires registration, or
- an individual acting in a similar capacity

If the UDP no longer meets any of the above conditions and the registered firm is unable to designate another UDP, the firm should promptly advise the regulator of the actions it is taking to designate an appropriate UDP.

11.3. Designating a chief compliance officer

Under subsection 11.3(1) of Regulation 31-103, registered firms must designate an individual to be the CCO. Firms should ensure that the individual understands and is able to perform the obligations of a CCO under section 5.2.

The CCO must meet the applicable proficiency requirements in Part 3 of Regulation 31-103 and be:

- an officer or partner of the registered firm, or
- the sole proprietor of the registered firm

If the CCO no longer meets any of the above conditions and the registered firm is unable to designate another CCO, the firm should promptly advise the regulator of the actions it is taking to designate an appropriate CCO.

Division 2 Books and records

Under securities legislation, the regulator may access, examine and take copies of a registered firm's records. The regulator may also conduct regular and unscheduled compliance reviews of registered firms.

11.5. General requirements for records

Under subsection 11.5(1) of Regulation 31-103, registered firms must maintain records to accurately record their business activities, financial affairs and client transactions, and demonstrate compliance with securities legislation.

The following discussion provides guidance for the various elements of the records described in subsection 11.5(2).

Financial affairs

The records required under subsections 11.5(2)(a), (b) and (c) are records firms must maintain to help ensure they are able to prepare and file financial information, determine their capital position, including the calculation of excess working capital, and generally demonstrate compliance with the capital and insurance requirements.

Client transactions

The records required under subsections 11.5(2)(g), (h), (i), (l) and (n) are records firms must maintain to accurately and fully document transactions entered into on behalf of a client. We expect firms to maintain notes of oral communications with clients, and all e-mail, regular mail, fax and other written communications with clients to the extent these communications could have an impact on the client's account or the client's relationship with the firm. However, we do not expect registered firms to save every voicemail or e-mail, or to record all telephone conversations with clients.

The records required under subsection 11.5(2)(g) should document buy and sell transactions, referrals, margin transactions and any other activities relating to a client's account. They include records of all actions leading to trade execution, settlement and clearance, such as trades on exchanges, alternative trading systems, over-the-counter markets, debt markets, and distributions and trades in the prospectus-exempt market.

Examples of these records are:

- trade confirmation statements
- summary information about account activity
- communications between a registrant and its client about particular transactions, and
- records of transactions resulting from securities a client holds, such as dividends or interest paid, or dividend reinvestment program activity

Subsection 11.5(2)(l) requires firms to maintain records that demonstrate compliance with the know your client obligations in section 13.2 and the suitability obligations in section 13.3. This includes records for unsuitable trades in subsection 13.3(2).

Client relationship

The records required under subsection 11.5(2)(k) and (m) should document information about a registered firm's relationship with its client and relationships that any representatives have with that client.

These records include:

- communication between the firm and its clients, such as disclosure provided to clients and agreements between the registrant and its clients
- account opening information
- change of status information provided by the client
- disclosure and other relationship information provided by the firm
- margin account agreements
- communications regarding a complaint made by the client
- actions taken by the firm regarding a complaint
- communications that do not relate to a particular transaction, and
- conflicts records

Each record required under subsection 11.5(2)(k) should clearly indicate the name of the accountholder and the account the record refers to. A record should include information only about the accounts of the same accountholder or group. For example, registrants should have separate records for an individual's personal accounts and for accounts of a legal entity that the individual owns or jointly holds with another party.

Where applicable, the financial details should note whether the information is for an individual or a family. This includes spousal income and net worth. The financial details for accounts of a legal entity should note whether the information refers to the entity or to the owner(s) of the entity.

If the registered firm permits clients to complete new account forms themselves, the forms should use language that is clear and avoids terminology that may be unfamiliar to unsophisticated clients.

Internal controls

The records required under subsection 11.5(2)(d), (e), (f), (j) and (o) are records firms must maintain to support the internal controls and supervision components of their compliance system.

11.6. Form, accessibility and retention of records

Third party access to records

Subsection 11.6(1)(b) of Regulation 31-103 requires registered firms to keep their records in a safe location. This includes ensuring that no one has unauthorized access to information, particularly confidential client information. Registered firms should be particularly vigilant if they maintain books and records in a location that may be accessible by a third party. In this case, the firm should have a confidentiality agreement with the third party.

Division 3 Certain business transactions

11.8. Tied selling

Section 11.8 of Regulation 31-103 prohibits an individual or firm from engaging in abusive sales practices such as selling a security on the condition that the client purchase another product or service from the registrant or one of its affiliates. These types of practices are known as “tied selling”. In our view, this section would be contravened if, for example, a financial institution agreed to lend money to a client only if the client acquired securities of mutual funds sponsored by the financial institution.

However, section 11.8 is not intended to prohibit relationship pricing or other beneficial selling arrangements similar to relationship pricing. Relationship pricing refers to the practice of industry participants offering financial incentives or advantages to certain clients.

11.9. Registrant acquiring a registered firm’s securities or assets

Under section 11.9 of Regulation 31-103, registrants must give the regulator notice if they propose to purchase securities or assets of a registered firm or the parent of a registered firm. For purposes of this section, a registered firm’s book of business would be a substantial part of the assets of the registered firm. This notice gives the regulator an opportunity to consider ownership issues that may affect a firm’s fitness for registration.

Subsection 11.9(4) does not apply in British Columbia. However, the regulator in British Columbia may exercise discretion under section 36 or 161 of the BC *Securities Act* (BCSA) to impose conditions, restrictions or requirements on the registrant’s registration or to suspend or revoke the registration if it decides that an acquisition would affect the registrant’s fitness for registration or be prejudicial to the public interest. In these circumstances, the registrant would be entitled to an opportunity to be heard, except if the regulator issues a temporary order under section 161 of the BCSA.

11.10. Registered firm whose securities are acquired

Under section 11.10 of Regulation 31-103, registered firms must notify the regulator if they know or have reason to believe that any individual or firm is about to purchase more than 10% of the voting securities of the firm or the firm’s parent. This notice

gives the regulator an opportunity to consider ownership issues that may affect a firm's fitness for registration.

We expect any individual or firm that buys assets of a registered firm and is not already a registrant will have to apply for registration. We will assess their fitness for registration when they apply.

Subsection 11.10(5) does not apply in British Columbia. However, the regulator in British Columbia may exercise discretion under section 36 or 161 of the BCSA to impose conditions, restrictions or requirements on the registrant's registration or to suspend or revoke the registration if it decides that an acquisition would affect the registrant's fitness for registration or be prejudicial to the public interest. In these circumstances, the registrant would be entitled to an opportunity to be heard, except if the regulator issues a temporary order under section 161 of the BCSA.

PART 12 FINANCIAL CONDITION

Division 1 Working capital

12.1. Capital requirements

Section 12.1 of Regulation 31-103 requires registered firms to notify the regulator if their excess working capital is less than zero.

Registered firms should know their working capital position at all times. This may require a firm to calculate its working capital every day. The frequency of working capital calculations depends on many factors, including the size of the firm, the nature of its business and the stability of the components of its working capital. For example, it may be sufficient for a sole proprietor firm with a dedicated and stable source of working capital to do the calculation on a monthly basis.

Working capital requirements are not cumulative

The working capital requirements for registered firms set out in section 12.1 are not cumulative. If a firm is registered in more than one category, it must meet the highest capital requirement of its categories of registration, except for those investment fund managers who are also registered as portfolio managers and meet the requirements of the exemption in section 8.6. These investment fund managers need only meet the lower capital requirement for portfolio managers.

If a registrant becomes insolvent or declares bankruptcy

The regulator will review the circumstances of a registrant's insolvency or bankruptcy on a case-by-case basis. If the regulator has concerns, it may impose terms and conditions on the registrant's registration, such as close supervision and delivering progress reports to the regulator, or it may suspend the registrant's registration.

Division 2 Insurance

Insurance coverage limits

Registrants must maintain bonding or insurance that provides for a "double aggregate limit" or a "full reinstatement of coverage" (also known as "no aggregate limit"). Most insurers offer aggregate limit policies that contain limits based on a single loss and on the number or value of losses that occur during the coverage period.

Double aggregate limit policies have a specified limit for each claim. The total amount that may be claimed during the coverage period is twice that limit. For example, if an adviser maintains a financial institution bond of \$50,000 for each clause with a double

aggregate limit, the adviser's coverage is \$50,000 for any one claim and \$100,000 for all claims during the coverage period.

Full reinstatement of coverage policies and no aggregate limit policies have a specified limit for each claim but no limit on the number of claims or losses during the coverage period. For example, if an adviser maintains a financial institution bond of \$50,000 for each clause with a full reinstatement of coverage provision, the adviser's maximum coverage is \$50,000 for any one claim, but there is no limit on the total amount that can be claimed under the bond during the coverage period.

12.4. Insurance – adviser

The insurance requirements for advisers depend in part on whether the adviser holds or has access to client assets.

An adviser will be considered to hold or have access to client assets if they do any of the following:

- hold client securities or cash for any period
- accept funds from clients, for example, a cheque made payable to the registrant
- accept client money from a custodian, for example, client money that is deposited in the registrant's bank or trust accounts before the registrant issues a cheque to the client
- have the ability to gain access to client assets
- have, in any capacity, legal ownership of, or access to, client funds or securities
- have the authority, such as under a power of attorney, to withdraw funds or securities from client accounts
- have authority to debit client accounts to pay bills other than investment management fees
- act as a trustee for clients, or
- act as fund manager or general partner for investment funds

12.6. Global bonding or insurance

Registered firms may be covered under a global insurance policy. Under this type of policy, the firm is insured under a parent company's policy that covers the parent and its subsidiaries or affiliates. Firms should ensure that the claims of other entities covered under a global insurance policy do not affect the limits or coverage applicable to the firm.

Division 4 Financial reporting

12.14. Delivering financial information – investment fund manager

NAV errors and adjustments

Section 12.14 of Regulation 31-103 requires investment fund managers to periodically deliver to the regulator, among other things, a description of any net asset value (NAV) adjustment. A NAV adjustment is necessary when there has been a material error and the NAV per unit does not accurately reflect the actual NAV per unit at the time of computation.

Some examples of the causes of NAV errors are:

- mispricing of a security
- corporate action recorded incorrectly
- incorrect numbers used for issued and outstanding units
- incorrect expenses and income used or accrued
- incorrect foreign exchange rates used in the valuation, and
- human error, such as inputting an incorrect value

We expect investment fund managers to have policies that clearly define what constitutes a material error that requires an adjustment, including threshold levels, and how to correct material errors. If an investment fund manager does not have a threshold in place, it may wish to consider the threshold in IFIC Bulletin Number 22 or adopt a more stringent policy.

PART 13 DEALING WITH CLIENTS – INDIVIDUALS AND FIRMS

Division 1 Know your client and suitability

13.2. Know your client

General principles

Registrants act as gatekeepers of the integrity of the capital markets. They should not, by act or omission, facilitate conduct that brings the market into disrepute. As part of their gatekeeper role, registrants are required to establish the identity of, and conduct due diligence on, their clients under the know your client (KYC) obligation in section 13.2 of Regulation 31-103. Complying with the KYC obligation can help ensure that trades are completed in accordance with securities laws.

KYC information forms the basis for determining whether trades in securities are suitable for investors. This helps protect the client, the registrant and the integrity of the capital markets. The KYC obligation requires registrants to take reasonable steps to obtain and periodically update information about their clients.

Verifying a client's reputation

Subsection 13.2(2)(a) requires registrants to make inquiries if they have cause for concern about a client's reputation. The registrant must make all reasonable inquiries necessary to resolve the concern. This includes making a reasonable effort to determine, for example, the nature of the client's business.-

Identifying insiders

Under subsection 13.2(2)(b), a registrant must take reasonable steps to establish whether the client is an insider of a reporting issuer or any other issuer whose securities are publicly traded. We consider "reasonable steps" to include explaining to the client what an insider is and what it means for securities to be publicly traded.

For purposes of this paragraph, "reporting issuer" has the meaning given to it in securities legislation and "other issuer" means any issuer whose securities are traded in any public market. This includes domestic, foreign, exchange-listed and over-the-counter markets. This definition does not include issuers whose securities have been distributed through a private placement and are not freely tradeable.

Keeping KYC information current

Under subsection 13.2(4), registrants are required to make reasonable efforts to keep their clients' KYC information current.

We consider information to be current if it is sufficiently up-to-date to support a suitability determination. For example, a portfolio manager with discretionary authority should update its clients' KYC information frequently. A dealer that only occasionally recommends trades to a client should ensure that the client's KYC information is up-to-date at the time a proposed trade or recommendation is made.

13.3. Suitability

Subsection 13.3(1) of Regulation 31-103 requires registrants to take reasonable steps to ensure that a proposed trade is suitable for a client before making a recommendation or accepting instructions from the client.

To meet this suitability obligation, registrants should have in-depth knowledge of all products that they buy and sell for, or recommend to, their clients. This is often referred to as the "know your product" or KYP obligation. Registrants should know each product well enough to understand and explain to their clients the product's risks, key features, and initial and ongoing costs and fees. Having the registered firm's approval for representatives to sell a product does not mean that the product will be suitable for all clients. Individual registrants must still determine the suitability of each transaction for every client.

Registrants should also be aware of, and act in compliance with, the terms of any exemption being relied on for the trade or distribution of the product.

In all cases, we expect registrants to be able to demonstrate a process for making suitability determinations that are appropriate in the circumstances.

Suitability obligations cannot be delegated

Registrants may not:

- delegate their suitability obligations to anyone else, or
- satisfy the suitability obligation by simply disclosing the risks involved with a trade

Only permitted clients may waive their right to a suitability determination. Registrants must make a suitability determination for all other clients. If a client instructs a registrant to make a trade that is unsuitable, the registrant may not allow the trade to be completed until they warn the client as required under subsection 13.3(2).

KYC information for suitability depends on circumstances

The extent of KYC information a registrant needs to determine suitability of a trade will depend on the:

- client's circumstances
- type of security
- client's relationship to the registrant, and
- registrant's business model

In some cases, the registrant will need extensive KYC information, for example, if the registrant is a portfolio manager with discretionary authority. In these cases, the registrant should have a comprehensive understanding of the client's:

- investment needs and objectives, including the client's time horizon for their investments
- overall financial circumstances, including net worth, income, current investment holdings and employment status, and
- risk tolerance for various types of securities and investment portfolios, taking into account the client's investment knowledge

In other cases, the registrant may need less KYC information, for example, if the registrant only occasionally deals with a client who makes small investments relative to their overall financial position.

If the registrant recommends securities traded under the prospectus exemption for accredited investors in Regulation 45-106, the registrant should determine whether the client qualifies as an accredited investor.

If a client is opening more than one account, the registrant should indicate whether the client's investment objectives and risk tolerance apply to a particular account or to the client's whole portfolio of accounts.

Registered firm and financial institution clients

Under subsection 13.3(3), there is no obligation to make a suitability determination for a client that is a registered firm, a Canadian financial institution or a Schedule III bank.

Permitted clients

Under subsection 13.3(4), registrants do not have to make a suitability determination for a permitted client if:

- the permitted client has waived their right to suitability in writing, and
- the registrant does not act as an adviser for a managed account of the permitted client

A permitted client may waive their right to suitability for all trades under a blanket waiver.

SRO exemptions

SRO rules may also provide conditional exemptions from the suitability obligation, for example, for dealers who offer order execution only services.

Division 2 Conflicts of interest

13.4. Identifying and responding to conflicts of interest

Section 13.4 of Regulation 31-103 covers a broad range of conflicts of interest. It requires registered firms to take reasonable steps to identify existing material conflicts of interest and material conflicts that the firm reasonably expects to arise between the firm and a client. As part of identifying these conflicts, a firm should collect information from the individuals acting on its behalf regarding the conflicts they expect to arise with their clients.

We consider a conflict of interest to be any circumstance where the interests of different parties, such as the interests of a client and those of a registrant, are inconsistent or divergent.

Responding to conflicts interest

A registered firm's policies and procedures for managing conflicts should allow the firm and its staff to:

- identify conflicts of interest that should be avoided
- determine the level of risk that a conflict of interest raises, and
- respond appropriately to conflicts of interest

When responding to any conflict of interest, registrants should consider their standard of care for dealing with clients and apply consistent criteria to similar types of conflicts of interest.

In general, three methods are used to respond to conflicts of interest:

- avoidance
- control, and
- disclosure

If a registrant allows a serious conflict of interest to continue, there is a high risk of harm to clients or to the market. If the risk of harming a client or the integrity of the markets is too high, the conflict needs to be avoided. If a registered firm does not avoid a conflict of interest, it should take steps to control or disclose the conflict, or both. The firm should also consider what internal structures or policies and procedures it should use or have to reasonably respond to the conflict of interest.

Avoiding conflicts of interest

Registrants must avoid all conflicts of interest that are prohibited by law. If a conflict of interest is not prohibited by law, registrants should avoid the conflict if it is sufficiently contrary to the interests of a client that there can be no other reasonable response.

For example, some conflicts of interest are so contrary to another person's interest that a registrant cannot use controls or disclosure to respond to them. In these cases, the registrant should avoid the conflict, stop providing the service or stop dealing with the client.

Controlling conflicts of interest

Registered firms should design their organizational structures, lines of reporting and physical locations to control conflicts of interest effectively. For example, the following situations would likely raise a conflict of interest:

- advisory staff reporting to marketing staff
- compliance or internal audit staff reporting to a business unit, and
- registered representatives and investment banking staff in the same physical location

Depending on the conflict of interest, registered firms may control the conflict by:

- assigning a different representative to provide a service to the particular client
- creating a group or committee to review, develop or approve responses
- monitoring trading activity, or
- using information barriers for certain internal communication

Disclosing conflicts of interest

(a) When disclosure is appropriate

Registered firms should ensure that their clients are adequately informed about any conflicts of interest that may affect the services the firm provides to them. This is in addition to any other methods the registered firm may use to manage the conflict.

(b) Timing of disclosure

Under subsection 13.4(3), if a reasonable investor would expect to be informed of a conflict, a registered firm must disclose the conflict in a timely manner. Registered firms and their representatives should disclose conflicts of interest to their clients before or at the time they recommend the transaction or provide the service that gives rise to the conflict. This is to give clients a reasonable amount of time to assess the conflict. For example, if a registered individual recommends a security that they own, they should disclose that to the client before or at the time of the recommendation.

(c) When disclosure is not appropriate

Disclosure may not be appropriate if a conflict of interest involves confidential or commercially sensitive information, or the information amounts to “inside information” under insider trading provisions in securities legislation.

In these situations, registered firms will need to assess whether there are other methods to adequately respond to the conflict of interest. If not, the firm may have to decline to provide the service to avoid the conflict of interest.

Registered firms should also have specific procedures for responding to conflicts of interest that involve inside information and for complying with insider trading provisions.

(d) How to disclose a conflict of interest

Registered firms should provide disclosure about material conflicts of interest to their clients if a reasonable investor would expect to be informed about them. When a registered firm provides this disclosure, it should:

- be prominent, specific, clear and meaningful to the client, and
- explain the conflict of interest and how it could affect the service the client is being offered

Registered firms should not:

- provide generic disclosure
- give partial disclosure that could mislead their clients, or
- obscure conflicts of interest in overly detailed disclosure

Examples of conflicts of interest

This section describes specific situations where a registrant could be in a conflict of interest and how to manage the conflict.

Relationships with related or connected issuers

When a registered firm trades in, or recommends securities of, a related or connected issuer, it should respond to the resulting conflict of interest by disclosing it to the client.

To provide disclosure about conflicts with related issuers, a registered firm may maintain a list of the related issuers for which it acts as a dealer or adviser. It may make the list available to clients by:

- posting the list on its website and keeping it updated
- providing the list to the client at the time of account opening, or
- explaining to the client at the time of account opening how to contact the firm to request a copy of the list free of charge

The list may include examples of the types of issuers that are related or connected and the nature of the firm's relationship with those issuers. For example, a firm could generally describe the nature of its relationship with an investment fund within a family of investment funds. This would mean that the firm may not have to update the list when a new fund is added to that fund family.

However, this type of disclosure may not meet the expectations of a reasonable investor when a specific conflict with a related or connected issuer arises, for example, when a registered individual recommends a trade in the securities of a related issuer. In these circumstances, a registered firm should provide the client with disclosure about the specific conflict with that issuer. This disclosure should include a description of the nature of the firm's relationship with the issuer.

Like all disclosure, information regarding a conflict with a related or connected issuer should be made available to clients before or at the time of the advice or trade giving rise to the conflict, so that clients have a reasonable amount of time to assess it. Registrants should use their judgment for the best way and time to inform clients about these conflicts. Previous disclosure may no longer be relevant to, or remembered by, a client, while disclosure of the same conflict more than once in a short time may be unnecessary and confusing.

Firms do not have to disclose to clients their relationship with a related or connected issuer that is a mutual fund and an affiliate of the firm if the names of the firm and the fund are similar enough that a reasonable person would conclude they are affiliated.

Relationships with other issuers

Firms should assess whether conflicts of interest may arise in relationships with issuers that do not fall within the definitions of related or connected issuers. Examples include non-corporate issuers such as a trust, partnership or special purpose vehicle or conduit issuing asset-backed commercial paper. This is especially important if a registered firm or its affiliates are involved in sponsoring, manufacturing, underwriting or distributing these securities.

The registered firm should disclose the relationship with these types of issuers if it may give rise to a conflict of interest that a reasonable client would expect to be informed about.

Competing interests of clients

If clients of a registered firm have competing interests, the firm should make reasonable efforts to be fair to all clients. Firms should have internal systems to evaluate the balance of these interests.

For example, a conflict of interest can arise between investment banking clients, who want the highest price, lowest interest rate or best terms in general for their issuances of securities, and retail clients who will buy the product. The firm should consider whether the product meets the needs of retail clients and is competitive with alternatives available in the market.

Individuals who serve on a board of directors

Conflicts of interest can arise when registered individuals serve on a board of directors. Examples include conflicting fiduciary duties owed to the company and to a registered firm or client, possible receipt of inside information and conflicting demands on the representative's time.

Registered firms should consider controlling the conflict by:

- requiring their representatives to seek permission from the firm to serve on the board of directors of an issuer, and
- having policies for board participation that identify the circumstances where the activity would not be in the best interests of the firm or its clients

The regulator will take into account the potential conflicts of interest that may arise when an individual serves on a board of directors when assessing that individual's continuing fitness for registration.

Individuals who have outside business activities

Conflicts can arise when registered individuals are involved in outside business activities, for example, because of the compensation they receive for these activities or because of the nature of the relationship between the individual and the outside entity. Before approving any of these activities, registered firms should consider potential conflicts of interest. If the firm cannot properly control a potential conflict of interest, it should not permit the outside activity.

The regulator will take into account the potential conflicts of interest that may arise as a result of an individual's outside business activities when assessing that individual's application for registration or continuing fitness for registration.

Compensation practices

Registered firms should consider whether any particular benefits, compensation or remuneration practices are inconsistent with their obligations to clients, especially if the firm relies heavily on commission-based remuneration. For example, if there is a complex product that carries a high commission, the firm may decide that it is not appropriate to offer that product.

13.5. Restrictions on certain managed account transactions

Section 13.5 of Regulation 31-103 prohibits a registered adviser from engaging in certain transactions in investment portfolios it manages for clients on a discretionary basis where the relationship may give rise to a conflict of interest or a perceived conflict of interest. The prohibited transactions include trades in securities in which a responsible person or an associate of a responsible person may have an interest or over which they may have influence or control.

Disclosure when responsible person is partner, director or officer of issuer

Subsection 13.5(2)(a) prohibits a registered adviser from purchasing securities of an issuer in which a responsible person or an associate of a responsible person is a partner, officer or director for a client's managed account. The prohibition applies unless the conflict is disclosed to the client and the client's written consent is obtained prior to the purchase.

If the client is an investment fund, the disclosure should be provided to, and the consent obtained from, each security holder of the investment fund in order for it to be meaningful. This disclosure may be provided in the offering memorandum that is provided to security holders. Like all disclosure about conflicts, it should be prominent, specific, clear and meaningful to the client. Consent may be obtained in the investment management agreement signed by security holders.

This approach may not be practical for prospectus qualified mutual funds. Investment fund managers and advisers of these funds should also consider the specific exemption from the prohibition under section 6.2 of *Regulation 81-107 respecting Independent Review Committee for Investment Funds* (Regulation 81-107) for prospectus-qualified investment funds.

Restrictions on trades with certain investment portfolios

Subsection 13.5(2)(b) prohibits certain trades, including, for example, those between the managed account of a client and the managed account of:

- a spouse of the adviser
- a trust for which a responsible person is the trustee, or
- a corporation in which a responsible person beneficially owns 10% or more of the voting securities

It also prohibits inter-fund trades. An inter-fund trade occurs when the adviser for an investment fund knowingly directs a trade in portfolio securities to another investment fund that it acts for or instructs the dealer to execute the trade with the other investment fund. Investment fund managers and their advisers should also consider the exemption from the prohibition that exists for inter-fund trades by public investment funds under section 6.1 of Regulation 81-107.

13.6. Disclosure when recommending related or connected securities

Section 13.6 of Regulation 31-103 restricts the ability of a registered firm to recommend a trade in a security of a related or connected issuer. The restrictions apply to recommendations made in any medium of communication. This includes recommendations in newsletters, articles in general circulation newspapers or magazines, websites, e-mail, Internet chat rooms, bulletin boards, television and radio.

It does not apply to oral recommendations made by registered individuals to their clients. These recommendations are subject to the requirements of section 13.4.

Division 3 Referral arrangements

Division 3 sets out the requirements for permitted referral arrangements. Regulators want to ensure that under any referral arrangements:

- individuals and firms that engage in registerable activities are appropriately registered

- the roles and responsibilities of the parties are clear, including responsibility for compliance with securities legislation, and
- clients are provided with disclosure about the referral arrangement to help them evaluate the referral arrangement and the extent of any conflicts of interest

Obligations to clients

A client who is referred to an individual or firm becomes the client of that individual or firm for the purposes of the services provided under the referral arrangement.

The registrant receiving a referral must meet all of its obligations as a registrant toward its referred clients, including know your client and suitability determinations.

Registrants involved in referral arrangements should manage any related conflicts of interest in accordance with the applicable provisions of Part 13 *Dealing with clients – individuals and firms*. For example, if the registered firm is not satisfied that the referral fee is reasonable, it should assess whether an unreasonably high fee may create a conflict that could motivate its representatives to act contrary to their duties toward their clients.

13.7. Definitions – referral arrangements

Section 13.7 of Regulation 31-103 defines “referral arrangement” in broad terms. The definition is not limited to referrals for providing investment products, financial services or services requiring registration. It also includes receiving a referral fee for providing a client name and contact information to an individual or firm. “Referral fee” is also broadly defined. It includes sharing or splitting any commission resulting from the purchase or sale of a security.

13.8. Permitted referral arrangements

Under section 13.8 of Regulation 31-103, parties to a referral arrangement are required to set out the terms of the arrangement in a written agreement. This is intended to ensure that each party’s roles and responsibilities are made clear.

We expect referral agreements to include:

- the roles and responsibilities of each party
- limitations on any party that is not a registrant (to ensure that it is not engaging in any activities requiring registration)
- the disclosure to be provided to referred clients, and
- who provides the disclosure to referred clients

If the individual or firm receiving the referral is a registrant, they are responsible for:

- carrying out all activity requiring registration that results from the referral arrangement, and
- communicating with referred clients

Registered firms are required to be parties to referral agreements entered into by their representatives. This ensures that they are aware of these arrangements so they can adequately supervise their representatives and monitor compliance with the agreements. This does not preclude the individual registrant from also being a party to the agreement.

A party to a referral arrangement may need to be registered depending on the activities that the party carries out. Registrants cannot use a referral arrangement to assign, contract out of or otherwise avoid their regulatory obligations.

13.9. Verifying the qualifications of the person receiving the referral

Section 13.9 of Regulation 31-103 requires the registrant making a referral to satisfy itself that the party receiving the referral is appropriately qualified to perform the services, and if applicable, is appropriately registered. The registrant is responsible for determining the steps that are appropriate in the particular circumstances. For example, this may include an assessment of the types of clients that the referred services would be appropriate for. This is consistent with the registrant's obligation to act in the best interest of its clients.

13.10. Disclosing referral arrangements to clients

The disclosure of information to clients required under section 13.10 of Regulation 31-103 is intended to help clients make an informed decision about the referral arrangement and to assess any conflicts of interest. The disclosure should be provided to clients before or at the time the referred services are provided.

Registrants should take reasonable steps to ensure that clients understand:

- which entity they are dealing with
- what they can expect that entity to provide to them
- the registrant's key responsibilities to them
- the limitations of the registrant's registration category
- any relevant terms and conditions imposed on the registrant's registration
- the extent of the referrer's financial interest in the referral arrangement, and
- the nature of any potential or actual conflict of interest that may arise from the referral arrangement

Division 5 Complaints

Registered firms in Québec comply with Division 5 if they comply with sections 168.1.1 to 168.1.3 of the Québec *Securities Act*, which has provided a substantially similar regime since 2002.

The guidance in Division 5 applies to firms registered in any jurisdiction, including Québec.

13.15. Handling complaints

Section 13.15 of Regulation 31-103 requires registered firms to document complaints, and to effectively and fairly respond to them. Registered firms must consider all complaints, not just those relating to possible violations of securities legislation.

An effective complaint system deals with all formal and informal complaints or disputes internally, or refers them to the appropriate external person or process in a timely and fair manner.

13.16. Dispute resolution service

If a registered firm receives a complaint about any of its trading or advising activities, it must ensure that the complainant is aware of the dispute resolution or

mediation services that are available to them and that the firm will pay for the services. Registered firms should know all applicable mechanisms and processes for dealing with different types of complaints, including those prescribed by the applicable SRO.

Québec registrants

In Québec, registrants must inform each complainant, in writing and without delay, that if the complainant is dissatisfied with how the complaint is handled or with the outcome, they may request the registrant to forward a copy of the complaint file to the Autorité des marchés financiers. The registrant must forward a copy of the complaint file to the Autorité des marchés financiers, which will examine the complaint. The Autorité des marchés financiers may act as a mediator if it considers it appropriate to do so and the parties agree.

Registrants who do business in other sectors

Some registrants are also registered or licensed to do business in other sectors, such as insurance. These registrants should inform their clients of the complaint mechanisms for each sector in which they do business and how to use them.

PART 14 HANDLING CLIENT ACCOUNTS – FIRMS

Division 2 Disclosure to clients

Registrants should ensure that clients understand who they are dealing with. They should carry on all registerable activities in their full legal or registered trade name. Contracts, confirmation and account statements, among other documents, should contain the registrant's full legal name.

14.2. Relationship disclosure information

Content of relationship disclosure information

There is no prescribed form for the relationship disclosure information required under section 14.2 of Regulation 31-103. A registered firm may provide this information in a single document or in separate documents, which together give the client the prescribed information.

Disclosure of costs

Under subsection 14.2(2)(g), registered firms must provide clients with a description of the costs they will pay in making, holding and selling investments. We expect this description to include all costs a client may pay during the course of holding a particular investment. For example, for a mutual fund, the description should briefly explain each of the following and how they may affect the investment:

- the management expense ratio
- the sales charge options available to the client
- the trailing commission
- any short-term trading fees
- any switch or change fees

Permitted clients

Under subsection 14.2(6), registrants do not have to provide relationship disclosure information to permitted clients if:

- the permitted client has waived the requirements in writing, and
- the registrant does not act as an adviser for a managed account of the permitted client

Promoting client participation

Registered firms should help their clients understand the registrant-client relationship. They should encourage clients to actively participate in the relationship and provide them with clear, relevant and timely information and communications.

In particular, registered firms should encourage clients to:

- **Keep the firm up to date.** Clients should provide full and accurate information to the firm and the registered individuals acting for the firm. Clients should promptly inform the firm of any change to information that could reasonably result in a change to the types of investments appropriate for them, such as a change to their income, investment objectives, risk tolerance, time horizon or net worth.
- **Be informed.** Clients should understand the potential risks and returns on investments. They should carefully review sales literature provided by the firm. Where appropriate, clients should consult professionals, such as a lawyer or an accountant, for legal or tax advice.
- **Ask questions.** Clients should ask questions and request information from the firm to resolve questions about their account, transactions or investments, or their relationship with the firm or a registered individual acting for the firm.
- **Stay on top of their investments.** Clients should pay for securities purchases by the settlement date. They should review all account documentation provided by the firm and regularly review portfolio holdings and performance.

14.4. When the firm has a relationship with a financial institution

As part of their duty to clients, registrants who have a relationship with a financial institution should ensure that their clients understand which legal entity they are dealing with. In particular, clients may be confused if more than one financial services firm is carrying on business in the same location. Registrants may differentiate themselves through various methods, including signage and disclosure.

Division 3 Client assets

14.6. Holding client assets in trust

Section 14.6 of Regulation 31-103 requires a registered firm to segregate client assets and hold them in trust. We consider it prudent for registrants who are not members of an SRO to hold client assets in client name only. This is because the capital requirements for non-SRO members are not designed to reflect the added risk of holding client assets in nominee name.

Division 4 Client accounts

14.10. Allocating investment opportunities fairly

If the adviser allocates investment opportunities among its clients, the firm's fairness policy should, at a minimum, indicate the method used to allocate the following:

- price and commission among client orders when trades are bunched or blocked

- block trades and initial public offerings among client accounts
- block trades and initial public offerings among client orders that are partially filled, such as on a pro-rata basis

The fairness policy should also address any other situation where investment opportunities must be allocated.

Division 5 Account activity reporting

Each trade should be reported in the currency in which it was executed. If a trade is executed in a foreign currency through a Canadian account, the exchange rate should be reported to the client.

14.14. Client statements

Section 14.14 of Regulation 31-103 requires registered dealers and advisers to deliver statements to clients at least once every three months. There is no prescribed form for these statements but they must contain the information in subsections 14.14(4) and (5).

We expect all dealers and advisers to provide client statements. For example, an exempt market dealer should provide a statement that contains the information prescribed for all transactions the exempt market dealer has entered into or arranged on a client's behalf.

Appendix A

Contact information

Jurisdiction	E-mail	Fax	Address
Alberta	registration@asc.ca	403-297-4113	Alberta Securities Commission, 4th Floor, 300 - 5th Avenue S.W. Calgary, AB T2P 3C4 Attention: Registration
British Columbia	registration@bpsc.bc.ca	604-899-6506	British Columbia Securities Commission P.O. Box 10142, Pacific Centre 701 West Georgia Street Vancouver, BC V7Y 1L2 Attention: Registration
Manitoba	registrationmsc@gov.mb.ca	204-945-0330	The Manitoba Securities Commission 500-400 St. Mary Avenue Winnipeg, MB R3C 4K5 Attention: Registrations
New Brunswick	nrs@nbpsc-cvmb.ca	506-658-3059	New Brunswick Securities Commission Suite 300, 85 Charlotte Street Saint John, NB E2L 2J2 Attention: Registration Officer
Newfoundland & Labrador	scon@gov.nl.ca	709-729-6187	Financial Services Regulation Division Department of Government Services Government of Newfoundland and Labrador P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block Confederation Building St. John's, NL A1B 4J6 Attention: Registration Section
Northwest Territories	SecuritiesRegistry@gov.nt.ca	867-873-0243	Government of the Northwest Territories P.O. Box 1320 Yellowknife, NWT X1A 2L9 Attention: Deputy Superintendent of Securities
Nova Scotia	nrs@gov.ns.ca	902-424-4625	Nova Scotia Securities Commission 2nd Floor, Joseph Howe Building 1690 Hollis Street P.O. Box 458 Halifax, NS B3J 2P8 Attention: Deputy Director, Capital Markets
Nunavut	CorporateRegistrations@gov.nu.ca	867-975-6590 (Faxing to NU is unreliable. The preferred method is e- mail.)	Legal Registries Division Department of Justice Government of Nunavut P.O. Box 1000 Station 570 Iqaluit, NU X0A 0H0 Attention: Deputy Registrar
Ontario	registration@osc.gov.on.ca	416-593-8283	Ontario Securities Commission Suite 1903, Box 55 20 Queen Street West Toronto, ON M5H 3S8 Attention: Registrant Regulation
Prince Edward Island	ccis@gov.pe.ca	902-368-6288	Consumer and Corporate Services Division, Office of the Attorney General

Jurisdiction	E-mail	Fax	Address
			P.O. Box 2000, 95 Rochford Street Charlottetown, PE C1A 7N8 Attention: Superintendent of Securities
Québec	inscription@lautorite.qc.ca	514-873-3090	Autorité des marchés financiers Service de l'encadrement des intermédiaires 800 square Victoria, 22e étage C.P 246, Tour de la Bourse Montréal (Québec) H4Z 1G3
Saskatchewan	registrationsfsc@gov.sk.ca	306-787-5899	Saskatchewan Financial Services Commission Suite 601 1919 Saskatchewan Drive Regina, SK S4P 4H2 Attention: Registration
Yukon	corporateaffairs@gov.yk.ca	867-393-6251	Department of Community Services Yukon Yukon Securities Office P.O. Box 2703 C-6 Whitehorse, YT Y1A 2C6 Attention: Superintendent of Securities

Appendix B

Terms not defined in Regulation 31-103 or this Policy Statement

Terms defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions*:

- adviser registration requirement
- Canadian securities regulatory authority
- dealer registration requirement
- foreign jurisdiction
- jurisdiction or jurisdiction of Canada
- local jurisdiction
- investment fund manager registration requirement
- prospectus requirement
- registration requirement
- regulator
- securities directions
- securities legislation
- securities regulatory authority
- SRO
- underwriter registration requirement

Terms defined in *Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions*:

- accredited investor
- eligibility adviser
- financial assets

Terms defined in *Regulation 81-102 respecting Mutual Funds*:

- money market fund

Terms defined in the Securities Act of most jurisdictions:

- adviser
- associate
- company
- control person

- dealer
- director
- distribution
- exchange contract (BC, AB, SK and NB only)
- insider
- individual
- investment fund
- investment fund manager
- issuer
- mutual fund
- officer
- person
- promoter
- records
- registrant
- reporting issuer
- security
- trade
- underwriter

Appendix C

Proficiency requirements for individuals acting on behalf of a registered firm

The tables in this Appendix set out the education and experience requirements, by firm registration category, for individuals who are applying for registration under securities legislation.

An individual must not perform an activity that requires registration unless the individual has the education, training and experience that a reasonable person would consider necessary to perform the activity competently.

Acronyms used in the tables

BMP	Branch Manager Proficiency Exam	CSC	Canadian Securities Course Exam
CA	Chartered Accountant	EMP	Exempt Market Products Exam
CCO	Chief Compliance Officer	IFIC	Investment Funds in Canada Course Exam
CFA	CFA Charter	MFDC	Mutual Funds Dealer Compliance Exam
CGA	Certified General Accountant	PDO	Officers', Partners' and Directors' Exam/Partners, Directors and Senior Officers Course Exam
CMA	Certified Management Accountant	SRP	Sales Representative Proficiency Exam
CIF	Canadian Investment Funds Exam		
CIM	Canadian Investment Manager designation		

Investment dealer	
Dealing representative	CCO
Proficiency requirements set by IIROC	Proficiency requirements set by IIROC
Mutual fund dealer	
Dealing representative	CCO
One of these four options: 1. CIF 2. CSC 3. IFIC 4. Advising representative requirements – portfolio manager	One of these two options: 1. CIF, CSC or IFIC; and PDO or MFDC 2. CCO requirements – portfolio manager
Exempt market dealer	
Dealing representative	CCO
One of these three options: 1. CSC 2. EMP 3. Advising representative requirements – portfolio manager	One of these three options: 1. PDO and CSC 2. PDO and EMP 3. CCO requirements – portfolio manager
Scholarship plan dealer	
Dealing representative	CCO
SRP	SRP, BMP and PDO

Restricted dealer		
Dealing representative	CCO	
Regulator to determine on a case-by-case basis	Regulator to determine on a case-by-case basis	
Portfolio manager		
Advising representative	Associate advising representative	CCO
One of these two options: 1. CFA and 12 months of relevant investment management experience in the 36-month period before applying for registration 2. CIM and 48 months of relevant investment management experience (12 months gained in the 36-month period for applying for registration)	One of these two options: 1. Level 1 of the CFA and 24 months of relevant investment management experience 2. CIM and 24 months of relevant investment management experience	One of these three options: 1. CSC, PDO, and CFA or a professional designation as a lawyer, CA, CGA, CMA, notary in Quebec or the equivalent in a foreign jurisdiction, and: - 36 months of relevant securities experience working at an investment dealer, registered adviser or investment fund manager, or - 36 months providing professional services in the securities industry and 12 months working at a registered dealer, registered adviser or investment fund manager, for a total of 48 months 2. CSC, PDO and five years working at: - an investment dealer or a registered adviser (including 36 months in a compliance capacity), or - a Canadian financial institution in a compliance capacity relating to portfolio management and 12 months at a registered dealer or registered adviser, for a total of six years 3. PDO and advising representative requirements – portfolio manager
Restricted portfolio manager		
Advising representative	Associate advising representative	CCO
Regulator to determine on case-by-case basis	Regulator to determine on case-by-case basis	Regulator to determine on case-by-case basis
Investment fund manager		
CCO		
One of these three options:		

1. CSC, PDO, and CFA or a professional designation as a lawyer, CA, CGA, CMA, notary in Quebec or the equivalent in a foreign jurisdiction, and:
 - 36 months of relevant securities experience working at a registered dealer, registered adviser or investment fund manager, or
 - 36 months providing professional services in the securities industry and 12 months working in a relevant capacity at an investment fund manager, for a total of 48 months
2. CIF, CSC or IFIC; PDO and five years of relevant securities experience working at a registered dealer, registered adviser or an investment fund manager (including 36 months in a compliance capacity)
3. CCO requirements for portfolio manager

Règlements concordants au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription

[Avis](#)

[Règlement abrogeant le Règlement 11-101 sur le régime de l'autorité principale](#)

[Règlement modifiant le Règlement 14-101 sur les définitions](#)

[Règlement abrogeant la Norme canadienne 33-102, Réglementation de certaines activités de la personne inscrite](#)

[Règlement modifiant le Règlement 33-105 sur les conflits d'intérêts chez les placeurs](#)

[Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 33-105 sur les conflits d'intérêts chez les placeurs](#)

[Règlement modifiant le Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif](#)

[Règlement modifiant le Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement](#)

[Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement](#)

[Règlement abrogeant l'Instruction générale Q-9, Courtiers, conseillers en valeurs et représentants](#)

[Règlement modifiant le Règlement Q-17 sur les actions subalternes](#)

[Règlement modifiant le Règlement sur les valeurs mobilières](#)

[Notice](#)

[Regulation to repeal Regulation 11-101 respecting Principal Regulator System](#)

[Regulation to amend Regulation 14-101 on Definitions](#)

[Regulation to repeal National Instrument 33-102, Regulation of Certain Registrant Activities](#)

[Regulation to amend Regulation 33-105 respecting Underwriting Conflicts](#)

[Amendments to Policy Statement to Regulation 33-105 respecting Underwriting Conflicts](#)

[Regulation to amend Regulation 81-102, Mutual Funds](#)

[Regulation to amend Regulation 81-107 respecting Independent Review Committee for Investment Funds](#)

[Amendments to Policy Statement to Regulation 81-107 respecting Independent Review Committee for Investment Funds](#)

[Regulation to repeal Policy Statement Q-9, Dealers, Advisers and Representatives](#)

[Regulation to amend Regulation Q-17 respecting Restricted Shares](#)

[Regulation to amend the Securities Regulation](#)

Règlements concordants au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie les textes révisés, en versions anglaise et française, des règlements suivants :

- *Règlement abrogeant le Règlement 11-101 sur le régime de l'autorité principale;*
- *Règlement modifiant le Règlement 14-101 sur les définitions;*
- *Règlement abrogeant la Norme canadienne 33-102, Réglementation de certaines activités de la personne inscrite;*
- *Règlement modifiant le Règlement 33-105 sur les conflits d'intérêts chez les placeurs;*
- *Règlement modifiant le Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif ;*
- *Règlement modifiant le Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement;*
- *Règlement abrogeant l'Instruction générale Q-9, Courtiers, conseillers en valeurs et représentants;*
- *Règlement modifiant le Règlement Q-17 sur les actions subalternes;*
- *Règlement modifiant le Règlement sur les valeurs mobilières.*

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, les textes révisés, en versions anglaise et française, de certaines instructions générales découlant du *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription* :

- *Instruction générale relative au Règlement 33-105 sur les conflits d'intérêts chez les placeurs;*
- *Instruction générale relative au Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement.*

Veuillez prendre note que l'*Instruction générale relative au Règlement 11-101 sur le régime de l'autorité principale* et l'*Instruction complémentaire 33-102, Réglementation de certaines activités de la personne inscrites* seront retirés lors de l'entrée en vigueur du *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription*.

Au Québec, les règlements seront pris en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et seront approuvés, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Les règlements entreront en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'ils indiquent, tandis que les instructions générales seront adoptées sous forme d'instruction et prendront effet de façon concomitante à l'entrée en vigueur des règlements.

Retrait et abrogation de certains avis et décisions

Veuillez prendre note que lors de l'entrée en vigueur du *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription*, les avis et décisions qui suivent seront retirés ou abrogés:

Avis

- Avis - Intervention des institutions financières dans le régime d'épargne-actions (Bulletin CVMQ, 1985-03-01, Vol. XVI, n°9);
- Avis - Déclaration de la personne inscrite qui publie une recommandation dans la presse écrite (Bulletin CVMQ, 1987-06-19, Vol. XVIII n°25);
- Avis – Nouveau régime de dispense en faveur des médias (Bulletin CVMQ, 1987-06-19, Vol. XVIII n°26);
- Avis - Instruction générale n° Q-20 - L'emploi du courtage sur les titres gérés – Dispenses (Bulletin CVMQ, 1987-11-27, Vol. XVIII n°48);
- Avis - L'obligation de diligence des courtiers (Underwriter's Due Diligence) (Bulletin CVMQ, 1988-07-29, Vol. XIX n° 31);
- Avis - Application du droit sur les opérations du marché secondaire dans le cas d'opérations faites par des conseillers pour le compte de clients dont ils gèrent le portefeuille (Bulletin CVMQ, 1992-10-09, Vol. XXIII n° 41);
- Avis de la Commission sur le recyclage des produits de la criminalité (Bulletin CVMQ, 1993-06-11, Vol. XXIV n° 23);
- Avis du personnel de la Commission - Transferts de clientèle d'un courtier à un autre (Bulletin CVMQ, 2000-01-28, Vol XXXI n° 4);
- Avis concernant les courtiers à escompte (Bulletin CVMQ, 2000-02-18, Vol. XXXI n° 07);
- Avis du personnel de la Commission - Le double emploi (Bulletin CVMQ, 2000-09-22, Vol XXXI n°38);
- Avis du personnel de la Commission - Avis au courtiers et conseillers (capital et assurance) (Bulletin CVMQ, 2002-12-06, Vol XXXIII n°48);
- Avis – Dispense de l'application de l'article 197 du Règlement sur les valeurs mobilières (Bulletin CVMQ, 2003-07-11, Vol. XXXIV n° 27);
- Avis 34-201 relatif aux infractions aux exigences des autres autorités réglementaires (Bulletin CVMQ, 2003-07-18, Vol. XXXIV n° 28);
- Avis sur les dépôts et agréments de la liste des dirigeants et administrateurs dans le cadre de l'information annuelle auprès de l'Autorité (Bulletin AMF, 2004-09-10, Vol. 1 n°32);
- Avis sur l'article 212 du Règlement sur les valeurs mobilières - Exigences relatives aux emprunts subordonnés pour les conseillers en valeurs et les courtiers d'exercice restreint emprunts Bulletin AMF, 2004-09-10, Vol. 1, n°32);

Décisions

- Décision no 1988-C-0510 - Approbation du cours sur les fonds d'investissement au Canada de l'Institut des banquiers canadiens (Bulletin - CVMQ 1988-09-16, Vol. III, n° 38);

- Décision n° 1989-C-0128 - Approbation du cours Éléments d'organismes de placement collectif de l'Institut des compagnies de fiducie (Bulletin - CVMQ 1989-04-07, Vol. XX);
- Décision no 1991-C-0058 - Dispense d'inscription à titre de courtier et dispense de prospectus dans le cadre du placement de titres à l'étranger par l'intermédiaire du ministère du Tourisme de la province de Québec en application de son programme d'aide à la prospection d'investissements destinés à l'industrie touristique québécoise (« P.A.P.I. ») (Bulletin - CVMQ 1991-03-15);
- Décision n° 1998-C-0074 intitulée Obligations coupons détachés : modifications proposées au régime québécois;
- Décision no 2003-C-0260 permettant l'utilisation du Formulaire 33-109F4 (Bulletin - CVMQ, Vol. XXXIV, n° 27).
- Décision no 2006-PDG-0225 - Décision générale relative à la dispense d'inscription à titre de courtier relativement au placement ou à la vente de titres désignés aux paragraphes 1° et 2° de l'article 41 de la Loi sur les valeurs mobilières (Bulletin de l'Autorité, 2006, Vol. 3, n° 50, B.A.M.F., Section 3.2.2).

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Isabelle Pelletier
Avocate
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 2566
Numéro sans frais : 1 877 525-0337, poste 2566
isabelle.pelletier@lautorite.qc.ca

Le 17 juillet 2009

RÈGLEMENT ABROGEANT LE RÈGLEMENT 11-101 SUR LE RÉGIME DE L'AUTORITÉ PRINCIPALE*

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 8°, 11°, 25°, 26°, 33° et 34°)

1. Le Règlement 11-101 sur le régime de l'autorité principale est abrogé.
2. Le présent règlement entre en vigueur le 28 septembre 2009.

* Les dernières modifications au Règlement 11-101 sur le régime de l'autorité principale, approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-18 du 10 août 2005 (2005, *G.O.* 2, 4704), ont été apportées par le règlement modifiant ce règlement approuvé par l'arrêté ministériel n° 2008-06 du 4 mars 2008 (2008, *G.O.* 2, 1185). Pour les modifications antérieures, voir le « Tableau des modifications et Index sommaire », Éditeur officiel du Québec, 2009, à jour au 1^{er} mars 2009.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 14-101 SUR LES DÉFINITIONS*

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 34°)

1. Le paragraphe 3 de l'article 1.1 du Règlement 14-101 sur les définitions est modifié :

1° par le remplacement de la définition de « exigence d'inscription » par la suivante :

« obligation d'inscription » : les obligations suivantes :

- a) l'obligation d'inscription à titre de conseiller;
- b) l'obligation d'inscription à titre de courtier;
- c) l'obligation d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement;
- d) l'obligation d'inscription à titre de placeur; »;

2° par le remplacement, dans le texte français, de la définition de « exigence d'inscription à titre de conseiller » par la suivante :

« obligation d'inscription à titre de conseiller » : l'obligation prévue à la législation en valeurs mobilières qui interdit à une personne ou société d'agir à titre de conseiller, à moins d'être inscrite à ce titre dans la catégorie d'inscription appropriée prévue par la législation en valeurs mobilières; »;

3° par le remplacement de la définition de « exigence d'inscription à titre de courtier » par la suivante :

« obligation d'inscription à titre de courtier » : les obligations suivantes :

- a) dans tous les territoires, sauf en Colombie-Britannique, au Manitoba et au Nouveau-Brunswick, l'obligation prévue à la législation en valeurs mobilières qui interdit à une personne ou société d'agir à titre de courtier, à moins d'être inscrite à ce titre dans la catégorie d'inscription appropriée prévue par la législation en valeurs mobilières;
- b) en Colombie-Britannique, au Manitoba et au Nouveau-Brunswick, l'obligation prévue à la législation en valeurs mobilières qui interdit à une personne ou société d'effectuer des opérations sur titres, à moins d'être inscrite à ce titre dans la catégorie d'inscription appropriée prévue par la législation en valeurs mobilières; »;

4° par le remplacement, dans le texte français, de la définition de « exigence d'inscription à titre de preneur ferme » par la suivante :

« obligation d'inscription à titre de placeur » : l'obligation prévue à la législation en valeurs mobilières qui interdit à une personne ou société d'agir à titre de placeur, à moins d'être inscrite à ce titre dans la catégorie d'inscription appropriée prévue par la législation en valeurs mobilières; »;

* Les dernières modifications au Règlement 14-101 sur les définitions, adopté le 12 juin 2001 par la décision n° 2001-C-0274 et publié au Supplément au Bulletin de la Commission des valeurs mobilières du Québec volume 32, n° 27 du 29 juin 2001, ont été apportées par le règlement modifiant la Norme canadienne 14-101, Définitions approuvé par l'arrêté ministériel n° 2008-06 du 4 mars 2008 (2008, G.O. 2, 1185). Pour les modifications antérieures, voir le « Tableau des modifications et Index sommaire », *Éditeur officiel du Québec*, 2009, à jour au 1^{er} mars 2009.

5° par l'insertion, après la définition de « OAR », de la suivante :

« obligation d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement » : l'obligation prévue à la législation en valeurs mobilières qui interdit à une personne ou société d'agir à titre de gestionnaire de fonds d'investissement, à moins d'être inscrite à ce titre dans la catégorie d'inscription appropriée prévue par la législation en valeurs mobilières; »;

6° par le remplacement de la définition de « personne ou société » par la suivante :

« personne ou société » : pour l'application d'un règlement, les expressions suivantes :

a) en Colombie-Britannique, une « person » au sens du paragraphe 1 de l'article 1 du Securities Act (R.S.B.C. 1996, ch. 418);

b) au Nouveau-Brunswick, une « personne » au sens du paragraphe 1 de l'article 1 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.N.-B. 2004, ch. S-5.5);

c) dans les Territoires du Nord-Ouest, une « person » au sens de l'article 1 du Securities Act;

d) à l'Île-du-Prince-Édouard, une « person » au sens de l'article 1 du Securities Act (R.S.P.E.I. 1988, c. S-3);

e) au Québec, une « personne » au sens de l'article 5.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1.1);

f) au Yukon, une « personne » au sens de l'article 1 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Y. 2002, c. 201); ».

2. L'annexe B de ce règlement est modifiée par le remplacement du paragraphe vis-à-vis « Québec » par le suivant :

« La Loi sur les valeurs mobilières, la Loi sur l'Autorité des marchés financiers (L.R.Q. c. A-33.2), la Loi sur les instruments dérivés (L.Q. 2008, c. 24), les règlements pris en application de ces lois et les décisions générales prononcées par l'autorité en valeurs mobilières ».

3. L'annexe C de ce règlement est modifiée par le remplacement du paragraphe vis-à-vis « Territoires du Nord-Ouest » par le suivant :

« Superintendent of Securities, Territoires du Nord-Ouest ».

4. L'annexe D de ce règlement est modifiée par le remplacement du paragraphe vis-à-vis « Territoires du Nord-Ouest » par le suivant :

« Superintendent, au sens de l'article 1 du Securities Act (Territoires du Nord-Ouest) ».

5. Le présent règlement entre en vigueur le 28 septembre 2009.

**RÈGLEMENT ABROGEANT LA NORME CANADIENNE 33-102,
RÉGLEMENTATION DE CERTAINES ACTIVITÉS DE LA PERSONNE
INSCRITE***

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 26° et 34°)

1. La Norme canadienne 33-102, Réglementation de certaines activités de la personne inscrite est abrogée.
2. Le présent règlement entre en vigueur le 28 septembre 2009.

* Les dernières modifications à la Norme canadienne 33-102, Réglementation de certaines activités de la personne, adoptée le 8 mai 2001 par la décision n° 2001-C-0175 et publiée au Supplément au Bulletin de la Commission des valeurs mobilières du Québec volume 32, n° 19 du 11 mai 2001, ont été apportées par l'Instruction générale modifiant cette norme et adoptée le 10 juillet 2001 par la décision n° 2001-C-0338 et publiée au Supplément au Bulletin de la Commission des valeurs mobilières du Québec volume 32, n° 28 du 13 juillet 2001.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 33-105 SUR LES CONFLITS D'INTÉRÊTS CHEZ LES PLACEURS*

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 26° et 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 33-105 sur les conflits d'intérêts chez les placeurs est modifié :

1° dans la définition de « émetteur associé » :

a) par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « personne inscrite » par les mots « société inscrite déterminée »;

b) par l'insertion, après les mots « un dirigeant », partout où ils se trouvent dans le texte français, de « , un administrateur »;

2° dans la définition de « groupe professionnel » :

a) par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « personne inscrite » par les mots « société inscrite déterminée »;

b) par l'insertion, dans le texte français et après le mot « associés », de « , les administrateurs »;

3° par la suppression de la définition de « personne inscrite »;

4° dans la définition de « porteur influent » :

a) par le remplacement, dans le paragraphe *d*, des mots « la personne inscrite dans le groupe professionnel » par les mots « la société inscrite déterminée du groupe professionnel »;

b) par l'insertion, dans le texte français et après le mot « dirigeants », de « , administrateurs »;

5° par l'insertion, après la définition de « porteur influent », de la suivante :

« « société inscrite déterminée » : une personne inscrite ou tenue de s'inscrire en vertu de la législation en valeurs mobilières à titre de courtier inscrit, de conseiller inscrit ou de gestionnaire de fonds d'investissement inscrit. »;

6° par la suppression, partout où ils se trouvent, de « ou société », « et sociétés » et « , sociétés ».

2. Ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « personne inscrite » et « personnes inscrites » par les mots « société inscrite déterminée » et « sociétés inscrites déterminées », respectivement;

2° par la suppression, partout où ils se trouvent, de « ou société », « et sociétés » et « , sociétés ».

3. Le présent règlement entre en vigueur le 28 septembre 2009.

* Le Règlement 33-105 sur les conflits d'intérêts chez les placeurs, approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-14 du 2 août 2005 (2005, G.O. 2, 4726), n'a pas subi de modification depuis son approbation.

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 33-105 SUR LES CONFLITS D'INTÉRÊTS CHEZ LES PLACEURS

1. L'article 4.1 de l'*Instruction générale relative au Règlement 33-105 sur les conflits d'intérêts chez les placeurs* est modifié par l'insertion, après les mots « des dirigeants », partout où ils se trouvent dans le texte français, des mots « , des administrateurs ».
2. Cette instruction est modifiée par le remplacement, partout où elles se trouvent, des expressions « personne inscrite » et « personnes inscrites » par « société inscrite déterminée » et « sociétés inscrites déterminées », respectivement, et par la suppression, partout où ils se trouvent, des mots « , une société » et « ou d'une société ».

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-102 SUR LES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF*

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 6°, 17° et 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif est modifié par le remplacement, dans la définition de « courtier visé », des mots « de « limited market dealer » » par les mots « de courtier sur le marché dispensé ».
2. L'Annexe C de ce règlement est modifiée :
 - 1° dans la colonne « Territoire », par la suppression des mots « Alberta », « Ontario » et « Québec »;
 - 2° dans la colonne « Dispositions de la législation en valeurs mobilières », par la suppression de « Article 9 de la *Policy 7.1* de l'Alberta Securities Commission », « Article 227 du *Reg. 1015* » et « Articles 236 et 237.1 du *Règlement sur les valeurs mobilières* ».
3. Le présent règlement entre en vigueur le 28 septembre 2009.

* Les dernières modifications au Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif, adopté par la décision no 2001-C-0209 du 22 mai 2001 (Bulletin hebdomadaire vol. 32, no 22 du 1^{er} juin 2001), ont été apportées par le règlement modifiant ce règlement approuvé par l'arrêté ministériel no 2008-13 du 22 août 2008 (2008, *G.O.* 2, 5010). Pour les modifications antérieures, voir le « Tableau des modifications et Index sommaire », Éditeur officiel du Québec, 2009, à jour au 1^{er} mars 2009.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-107 SUR LE COMITÉ D'EXAMEN INDÉPENDANT DES FONDS D'INVESTISSEMENT*

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 17° et 34°)

1. L'article 6.2 du Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement est modifié :

1° dans le texte français du paragraphe 1 :

a) par le remplacement, dans la phrase introductive, des mots « à la société de gestion qui en assure la gestion ou à une entité apparentée à la société de gestion » par les mots « à son gestionnaire ou à une entité apparentée au gestionnaire »;

b) par le remplacement, dans le sous-paragraphe *b*, des mots « la société de gestion qui assure la gestion du fonds d'investissement » par les mots « son gestionnaire »;

2° par la suppression du paragraphe 4.

2. L'Annexe A de ce règlement est modifiée :

1° par l'insertion, dans la colonne « **TERRITOIRE** », après « Terre-Neuve-et-Labrador », de « Territoires du Nord-Ouest »;

2° par l'insertion, dans la colonne « **DISPOSITION LÉGISLATIVE** », vis-à-vis « Territoires du Nord-Ouest », de « Partie 11 – Insider Reporting and Early Warning of the Securities Act »;

3° par l'addition, après les mots « Partie 4 du Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif », des mots « et article 13.5 du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription approuvé par l'arrêté ministériel (*indiquer ici le numéro et la date de l'arrêté ministériel approuvant ce règlement*) ».

3. L'Annexe B de ce règlement est remplacée par la suivante :

« ANNEXE B

DISPOSITIONS SUR LES CONFLITS D'INTÉRÊTS EN RAISON D'OPÉRATIONS INTÉRESSÉES ENTRE FONDS

TERRITOIRE	DISPOSITIONS LÉGISLATIVES
Alberta	Sous-paragraphe <i>b</i> du paragraphe 2 de l'article 13.5 du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription
Colombie-Britannique	Sous-paragraphe <i>b</i> du paragraphe 1 de l'article 127 du <i>Securities Act</i> Sous-paragraphe <i>b</i> du paragraphe 2 de l'article 13.5 du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription
Île-du-Prince-Édouard	Paragraphe 6 de l'article 38.1 des <i>Securities Act Regulations</i> Sous-paragraphe <i>b</i> du paragraphe 2 de l'article 13.5 du

* Le Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement, approuvé par l'arrêté ministériel n° 2006-02 du 31 octobre 2006 (2006, *G.O.* 2, 5150), n'a pas subi de modification depuis son approbation.

	Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription
Manitoba	Sous-paragraphe <i>b</i> du paragraphe 2 de l'article 13.5 du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription
Nouveau-Brunswick	Sous paragraphe <i>b</i> du paragraphe 1 de l'article 144 de la Loi sur les valeurs mobilières Paragraphe 6 de l'article 11.7 de la Règle Locale 31-501, Exigences applicables à l'inscription
Nouvelle-Écosse	Sous-paragraphe <i>b</i> du paragraphe 2 de l'article 126 du <i>Securities Act</i> Paragraphe 6 de l'article 32 des <i>General Securities Rules</i> Sous-paragraphe <i>b</i> du paragraphe 2 de l'article 13.5 du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription
Nunavut	Sous-paragraphe <i>b</i> du paragraphe 2 de l'article 13.5 du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription
Ontario	Sous-paragraphe <i>b</i> du paragraphe 2 de l'article 13.5 du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription
Québec	Sous-paragraphe <i>b</i> du paragraphe 2 de l'article 13.5 du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription
Saskatchewan	Sous-paragraphe <i>b</i> du paragraphe 2 de l'article 13.5 du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription
Terre-Neuve-et-Labrador	Sous-paragraphe <i>b</i> du paragraphe 2 de l'article 119 du <i>Securities Act</i> Paragraphe 6 de l'article 103 du règlement 805/96 Sous-paragraphe <i>b</i> du paragraphe 2 de l'article 13.5 du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription
Territoires du Nord-Ouest	Sous-paragraphe <i>b</i> du paragraphe 2 de l'article 13.5 du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription
Yukon	Sous-paragraphe <i>b</i> du paragraphe 2 de l'article 13.5 du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription

».

4. Ce règlement est modifié :

1° par la suppression, partout où ils se trouvent, de « , une société », « , d'une société », et « , société »;

2° par le remplacement, partout où ils se trouvent dans le texte français, des mots « membre de la direction » et « membres de sa direction » par les mots « dirigeant » et « dirigeants » et des mots « société de gestion », « la société de gestion », « à la société de gestion », « de la société de gestion », « la nouvelle société de gestion » et « la même société de gestion » par les mots « gestionnaire », « le gestionnaire », « au gestionnaire ».

« du gestionnaire », « le nouveau gestionnaire » et « le même gestionnaire », respectivement, compte tenu des adaptations nécessaires.

5. Le présent règlement entre en vigueur le 28 septembre 2009.

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-107 SUR LE COMITÉ D'EXAMEN INDÉPENDANT DES FONDS D'INVESTISSEMENT

1. Le texte français de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement* est modifié par le remplacement du premier alinéa du paragraphe 2 de l'article 2.2 par le suivant :

« Le gestionnaire de plus d'un fonds d'investissement peut établir, en ce qui concerne une mesure ou une catégorie de mesures, soit des politiques et procédures applicables à tous ces fonds d'investissement, soit des politiques et procédures distinctes pour chacun de ces fonds d'investissement ou groupe de fonds d'investissement. ».

2. Cette instruction générale est modifiée par le remplacement, partout où ils se trouvent dans le texte français, des mots « société de gestion », « la société de gestion », « à la société de gestion », « de la société de gestion », « une autre société de gestion », « la nouvelle société de gestion » et « d'une société de gestion » par les mots « gestionnaire », « le gestionnaire », « au gestionnaire », « du gestionnaire », « un autre gestionnaire », « le nouveau gestionnaire » et « d'un gestionnaire », respectivement, compte tenu des adaptations nécessaires.

**RÈGLEMENT ABROGEANT L'INSTRUCTION GÉNÉRALE Q-9 COURTIERS,
CONSEILLERS EN VALEURS ET REPRÉSENTANTS***

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1^o, 2^o, 3^o, 8^o, 9^o, 11^o, 25^o, 26^o, 27^o et 34^o)

1. L'Instruction générale Q-9 Courtiers, conseillers en valeurs et représentants est abrogée.
2. Le présent règlement entre en vigueur le 28 septembre 2009.

* L'Instruction générale n° Q-9, Courtiers, conseillers en valeurs et représentants, a été adoptée le 3 mars 2003 par la décision n° 2003-C-0090 et publiée au Supplément au Bulletin de la Commission des valeurs mobilières du Québec volume 34, n° 19 du 16 mai 2003 et n'a subie aucune modification.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT Q-17 SUR LES ACTIONS SUBALTERNES*

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 7^o et 8^o)

1. L'article 1 du Règlement Q-17 sur les actions subalternes est abrogé.
2. L'article 3 de ce règlement est abrogé.
3. Les articles 20 à 22 de ce règlement sont abrogés.
4. Le présent règlement entre en vigueur le 28 septembre 2009.

* Les dernières modifications au Règlement Q-17 sur les actions subalternes, adopté le 12 juin 2001 par la décision no 2001-C-0264 et publié au Supplément au Bulletin de la Commission des valeurs mobilières du Québec volume 32, n^o 26 du 29 juin 2001, ont été apportées par le règlement modifiant ce règlement et approuvé par l'arrêté ministériel n^o 2008-06 du 4 mars 2008 (2008, *G.O.* 2, 1185). Pour les modifications antérieures, voir le « Tableau des modifications et Index sommaire », Éditeur officiel du Québec, 2009, à jour au 1^{er} mars 2009.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES VALEURS MOBILIÈRES*

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 6°, 7°, 8°, 9°, 11°, 12°, 13°, 15°, 25°, 26°, 27°, 29° et 34°; 2009, c. 25)

1. L'article 1.7 du Règlement sur les valeurs mobilières est modifié par l'insertion, après les mots « soumise à la Loi » de « sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1.1) ».
2. Les articles 20, 24 et 25 de ce règlement sont abrogés.
3. Le titre V de ce règlement, comprenant les articles 190 à 252.1, est remplacé par ce qui suit :

« **TITRE V**

« Courtiers, conseillers et gestionnaires de fonds d'investissement

« **CHAPITRE I**

« Conditions et effets de l'inscription

« **190.** Le candidat à l'inscription comme courtier, conseiller, représentant, gestionnaire de fonds d'investissement, chef de la conformité ou personne désignée responsable joint à sa demande d'inscription les droits prescrits au chapitre II du titre VI.

« **191.** L'inscription est valide jusqu'à la radiation. Elle donne lieu, à chaque année, au versement des droits prescrits au chapitre II du titre VI.

« **192.** Est dispensé de l'inscription à titre de courtier ou de représentant de courtier:

1° l'émetteur qui limite son activité de courtier au placement, sous le régime de la dispense de prospectus prévue à l'article 41 de la Loi, de titres émis par lui, à condition de n'effectuer de tels placements qu'à titre accessoire;

2° une banque ou une banque étrangère autorisée figurant aux annexes I, II et III de la Loi sur les banques (L. C. 1991, c. 46 [L.R.C., c. B-1.01]), la Caisse centrale Desjardins du Québec constituée en vertu de la Loi concernant le Mouvement des caisses Desjardins (L.Q. 1989, c. 113), une coopérative de services financiers au sens de la Loi sur les coopératives de services financiers (chapitre C-67.3) ou une société d'entraide économique ou fédération de sociétés d'entraide économique régie par la Loi sur les sociétés d'entraide économique (chapitre S-25.1) dans la mesure où elle effectue le placement ou la vente de titres prévus aux paragraphes 1° et 2° de l'article 41 de la Loi;

3° une banque ou une banque étrangère autorisée figurant aux annexes I, II et III de la Loi sur les banques (L. C. 1991, c. 46 [L.R.C., c. B-1.01]), la Caisse centrale Desjardins du Québec constituée en vertu de la Loi concernant le Mouvement des caisses Desjardins (L.Q. 1989, c. 113), une coopérative de services financiers au sens de la Loi sur les coopératives de services financiers (chapitre C-67.3) ou une société de fiducie titulaire d'un permis conformément à la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (chapitre S-29.01) dans la mesure où son activité de courtier se limite à exécuter sur une bourse ou sur le marché hors cote, par l'intermédiaire d'un courtier inscrit, des ordres recueillis sans démarchage et sans publicité;

* Les dernières modifications au Règlement sur les valeurs mobilières, édicté par le décret n° 660-83 du 30 mars 1983 (1983, G.O. 2, 1511), ont été apportées par le règlement approuvé par le décret n° 429-2009 du 8 avril 2009. Pour les modifications antérieures, voir le «Tableau des modifications et Index sommaire» Éditeur officiel du Québec 2009, à jour au 1er avril 2009.

4° une banque ou une banque étrangère autorisée figurant aux annexes I, II et III de la Loi sur les banques (L. C. 1991, c. 46 [L.R.C., c. B-1.01]) ou une société de fiducie titulaire d'un permis conformément à la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (chapitre S-29.01), dans la mesure où elle effectue dans ses établissements des opérations sur des obligations par suite d'ordres non sollicités, en se portant elle-même acheteur ou vendeur et en exécutant l'ordre pour son compte auprès d'un courtier inscrit.

« **193.** Un courtier en épargne collective ou en plans de bourses d'études doit, tant qu'il est inscrit, maintenir une assurance conforme aux exigences prévues à l'article 194 pour couvrir sa responsabilité. Il doit aussi s'assurer que tout représentant qui agit pour son compte sans être un de ses employés est couvert par une assurance conforme aux exigences prévues à l'article 195 pour couvrir sa responsabilité.

« **194.** Le contrat d'assurance qui couvre la responsabilité du courtier en épargne collective ou en plans de bourses d'études doit satisfaire aux exigences suivantes :

1° le montant couvert ne doit pas être inférieur à 500 000 \$ par réclamation et, pour chaque période de 12 mois, aux montants suivants:

a) 1 000 000 \$ pour le courtier comptant 3 représentants ou moins qui agissent pour son compte;

b) 2 000 000 \$ pour le courtier comptant plus de 3 représentants qui agissent pour son compte;

2° il peut comporter une franchise qui ne peut excéder les montants suivants:

a) 10 000 \$ pour le courtier comptant 3 représentants ou moins qui agissent pour son compte;

b) 25 000 \$ pour le courtier comptant plus de 3 représentants qui agissent pour son compte;

3° il doit comporter des dispositions suivant lesquelles :

a) la garantie couvre la responsabilité découlant de fautes, d'erreurs, de négligences ou d'omissions commises dans l'exercice de ses activités ou de celles commises par ses mandataires, ses employés ou les stagiaires des représentants dans l'exercice de leurs fonctions, qu'ils soient ou non encore en fonction à la date de la réclamation;

b) la couverture offerte quant aux activités du courtier pendant la période au cours de laquelle le contrat est en vigueur continuera d'exister au-delà de la période d'assurance qui y est prévue, pour une période de cinq ans, pour toutes les activités visées par la couverture, à compter de la date de la radiation ou de la suspension de l'inscription du courtier;

c) le délai suivant lequel l'assureur doit aviser l'Autorité de son intention de ne pas renouveler ou de résilier le contrat est de 30 jours avant la date du non-renouvellement ou de la résiliation;

d) l'assureur doit aviser l'Autorité dès qu'il reçoit un avis de non-renouvellement ou de résiliation du contrat d'assurance;

e) l'assureur doit aviser l'Autorité de la réception de toute réclamation, qu'il décide de l'honorer ou non.

Le montant de la franchise prévu au contrat d'assurance peut néanmoins être supérieur à celui visé aux sous-paragraphes a et b du paragraphe 2° du

premier alinéa, pourvu que l'assuré maintienne en tout temps des liquidités au moins égales au montant mentionné au contrat. On entend par « liquidités », la somme des espèces et des valeurs immédiatement convertibles en espèces.

« **195.** Le contrat d'assurance qui couvre la responsabilité d'un représentant qui agit pour le compte d'un courtier visé à l'article 194, sans être un de ses employés, doit satisfaire aux exigences suivantes :

1° le montant couvert ne doit pas être inférieur à 500 000 \$ par réclamation et à 1 000 000 \$ par année;

2° il peut comporter une franchise qui ne peut excéder 10 000 \$;

3° il doit comporter des dispositions suivant lesquelles :

a) la garantie couvre la responsabilité découlant de fautes, d'erreurs, de négligences ou d'omissions commises par le représentant dans l'exercice de ses activités ou de celles commises par ses mandataires, ses employés ou ses stagiaires dans l'exercice de leurs fonctions, qu'ils soient ou non encore en fonction à la date de la réclamation;

b) la couverture offerte quant aux activités du représentant pendant la période au cours de laquelle le contrat est en vigueur continuera d'exister au-delà de la période d'assurance qui y est prévue pour une durée de 5 ans à compter de la date de cessation d'exercice qu'il soit décédé ou non;

c) le délai suivant lequel l'assureur doit aviser l'Autorité de son intention de ne pas renouveler ou de résilier le contrat est de 30 jours avant la date du non-renouvellement ou de la résiliation;

d) l'assureur doit aviser l'Autorité dès qu'il reçoit un avis de non-renouvellement ou de résiliation du contrat d'assurance;

e) l'assureur doit aviser l'Autorité de la réception de toute réclamation, qu'il décide de l'honorer ou non.

« **196.** Le courtier en placement et, le cas échéant, le courtier sur le marché dispensé et le courtier d'exercice restreint, doivent participer à un fonds de garantie qui, de l'avis de l'Autorité, est acceptable.

« CHAPITRE II

« OPÉRATIONS VISANT À FIXER OU À STABILISER LE COURS D'UNE VALEUR

« **197.** Toute opération visant à fixer ou à stabiliser le cours d'une valeur est interdite sauf lorsqu'elle est faite par le preneur ferme entre le moment du visa du prospectus dans sa version définitive et la fin du placement ou par l'acheteur ferme pendant la durée du reclassement dans le seul but de faciliter le placement ou le reclassement, et selon les conditions suivantes:

1° l'opération est faite à un cours qui n'est pas supérieur au prix d'offre des titres placés ou reclassés;

2° l'opération a pour seul but d'empêcher ou de retarder une baisse du cours au niveau auquel il s'établirait autrement;

3° le courtier qui effectue l'opération n'a pas priorité sur une autre personne qui veut réaliser un achat au même prix;

4° l'opération n'est pas faite sur la valeur en voie de placement ou de reclassement durant un placement ou un reclassement effectué par l'intermédiaire d'une bourse reconnue.

« **198.** Les dispositions de l'article 198 ne s'appliquent pas dans le cas d'opérations effectuées sur le parquet d'une bourse reconnue par l'Autorité et conformément aux règles de fonctionnement de cette bourse par un spécialiste agissant dans le cadre de sa fonction.

« **199.** Toute opération visant à fixer ou à stabiliser le cours des titres proposés en échange par l'initiateur est interdite au cours d'une offre publique d'échange.

4. La Formule 2 de ce règlement est abrogée.
5. Le présent règlement entre en vigueur le 28 septembre 2009.

Concordant Regulations to Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions

The *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") is publishing amended texts, in English and French, of the following Regulations:

- *Regulation to repeal Regulation 11-101 respecting Principal Regulator System;*
- *Regulation to amend Regulation 14-101 respecting Definitions;*
- *Regulation to repeal National Instrument 33-102, Regulation of Certain Registrant Activities;*
- *Regulation to amend Regulation 33-105 respecting Underwriting Conflicts;*
- *Regulation to amend Regulation 81-102 respecting Mutual Funds;*
- *Regulation to amend Regulation 81-107 respecting Independent Review Committee for Investment Funds;*
- *Regulation to repeal Policy Statement Q-9, Dealers, Advisers and Representatives;*
- *Regulation to amend Regulation Q-17 respecting Restricted Shares;*
- *Regulation to amend the Securities Regulation.*

The Authority is also publishing in this Bulletin amended texts, in English and French, of Policy Statements arising from *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions*:

- *Policy Statement to Regulation 33-105 respecting Underwriting Conflicts;*
- *Policy Statement to Regulation 81-107 respecting Independent Review Committee for Investment Funds.*

Take notice that the *Policy Statement to Regulation 11-101 respecting Principal Regulator System* and Companion Policy 33-102, *Regulation of Certain Registrant Activities* will be withdrawn when *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions* comes into force.

In Québec, the Regulations will be made under section 331.1 of the *Securities Act* and will be submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment. The Regulations will come into force on the date of their publication in the *Gazette officielle du Québec* or on a later date indicated in the Regulations. The Policy Statements will be adopted as policies and will take effect concomitantly with the Regulations.

Withdrawal and repeal of certain notices and decisions

Take notice that with the coming into force of *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions*, the following notices and decisions will be withdrawn or repealed:

Notices

- Avis - Intervention des institutions financières dans le régime d'épargne-actions (Bulletin CVMQ, 1985-03-01, Vol. XVI, n° 9);
- Avis - Déclaration de la personne inscrite qui publie une recommandation dans la presse écrite (Bulletin CVMQ, 1987-06-19, Vol. XVIII n° 25);
- Avis - Nouveau régime de dispense en faveur des médias (Bulletin CVMQ, 1987-06-19, Vol. XVIII n° 26);
- Avis - Instruction générale n° Q-20 - L'emploi du courtage sur les titres gérés – Dispenses (Bulletin CVMQ, 1987-11-27, Vol. XVIII n° 48);
- Avis - L'obligation de diligence des courtiers (Underwriter's Due Diligence) (Bulletin CVMQ, 1988-07-29, Vol. XIX n° 31);
- Avis - Application du droit sur les opérations du marché secondaire dans le cas d'opérations faites par des conseillers pour le compte de clients dont ils gèrent le portefeuille (Bulletin CVMQ, 1992-10-09, Vol. XXIII n° 41);
- Avis de la Commission sur le recyclage des produits de la criminalité (Bulletin CVMQ, 1993-06-11, Vol. XXIV n° 23);
- Avis du personnel de la Commission - Transferts de clientèle d'un courtier à un autre (Bulletin CVMQ, 2000-01-28, Vol XXXI n° 4);
- Avis concernant les courtiers à escompte (Bulletin CVMQ, 2000-02-18, Vol. XXXI n° 07);
- Avis du personnel de la Commission - Le double emploi (Bulletin CVMQ, 2000-09-22, Vol XXXI n° 38);
- Avis du personnel de la Commission - Avis au courtiers et conseillers (capital et assurance) (Bulletin CVMQ, 2002-12-06, Vol XXXIII n° 48);
- Avis - Dispense de l'application de l'article 197 du Règlement sur les valeurs mobilières (Bulletin CVMQ, 2003-07-11, Vol. XXXIV n° 27);
- Notice 34-201 relating to Breach of Requirements of Other Jurisdictions (Bulletin CVMQ, 2003-07-18, Vol. XXXIV n° 28);
- Avis sur les dépôts et agréments de la liste des dirigeants et administrateurs dans le cadre de l'information annuelle auprès de l'Autorité (Bulletin AMF, 2004-09-10, Vol. 1 n° 32);
- Avis sur l'article 212 du *Règlement sur les valeurs mobilières* - Exigences relatives aux emprunts subordonnés pour les conseillers en valeurs et les courtiers d'exercice restreint emprunts Bulletin AMF, 2004-09-10, Vol. 1, n° 32);

Decisions

- Décision n° 1988-C-0510 - Approbation du cours sur les fonds d'investissement au Canada de l'Institut des banquiers canadiens (Bulletin - CVMQ 1988-09-16, Vol. III, n° 38);
- Décision n° 1989-C-0128 - Approbation du cours Éléments d'organismes de placement collectif de l'Institut des compagnies de fiducie (Bulletin - CVMQ 1989-04-07, Vol. XX);
- Décision n° 1991-C-0058 - Dispense d'inscription à titre de courtier et dispense de prospectus dans le cadre du placement de titres à l'étranger par l'intermédiaire du ministère du Tourisme de la province de Québec en application de son programme d'aide à la prospection d'investissements destinés à l'industrie touristique québécoise (« P.A.P.I. ») (Bulletin - CVMQ 1991-03-15);
- Décision n° 1998-C-0074 intitulée *Obligations coupons détachés : modifications proposées au régime québécois*;
- Décision n° 2003-C-0260 permettant l'utilisation du Formulaire 33-109F4 (Bulletin - CVMQ, Vol. XXXIV, n° 27).
- Décision n° 2006-PDG-0225 - Décision générale relative à la dispense d'inscription à titre de courtier relativement au placement ou à la vente de titres désignés aux paragraphes 1° et 2° de l'article 41 de la Loi sur les valeurs mobilières (Bulletin de l'Autorité, 2006, Vol. 3, n° 50, B.A.M.F., Section 3.2.2).

Additional information

Further information is available from:

Isabelle Pelletier
Avocate
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, ext. 2566
Toll-free: 1 877 525-0337, ext. 2566
isabelle.pelletier@lautorite.qc.ca

July 17, 2009

**REGULATION TO REPEAL REGULATION 11-101 RESPECTING PRINCIPAL
REGULATOR SYSTEM***

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, pars. (1), (8), (11), (25), (26), (33) and (34))

1. *Regulation 11-101 respecting Principal Regulator System* is repealed.
2. This Regulation comes into force on September 28, 2009.

* *Regulation 11-101 respecting Principal Regulator System*, approved by Ministerial Order No. 2005-18 dated August 10, 2005 (2005, G.O. 2, 3531), was last amended by the Regulation amending the Regulation approved by Ministerial Order No. 2008-06 dated March 4, 2008 (2008, G.O. 2, 726). For previous amendments, refer to the "Tableau des modifications et Index sommaire," *Éditeur officiel du Québec*, 2009, updated to March 1, 2009.

REGULATION TO AMEND REGULATION 14-101 RESPECTING DEFINITIONS*

Securities Act
(R.S.Q. c. V-1.1, s. 331.1, par. (34))

1. Paragraph 3 of Section 1.1 of Regulation 14-101 respecting Definitions is amended:

(1) by replacing the definition of “registration requirement” with the following:

““registration requirement” means all of the following:

- (a) the adviser registration requirement,
- (b) the dealer registration requirement,
- (c) the investment fund manager registration requirement, and
- (d) the underwriter registration requirement;”;

(2) by replacing, in the French text, the definition of “adviser registration requirement” with the following:

“ « obligation d’inscription à titre de conseiller » : l’obligation prévue à la législation en valeurs mobilières qui interdit à une personne ou société d’agir à titre de conseiller, à moins d’être inscrite à ce titre dans la catégorie d’inscription appropriée prévue par la législation en valeurs mobilières;”;

(3) by replacing the definition of “dealer registration requirement” with the following:

““dealer registration requirement” means:

(a) in every jurisdiction except British Columbia, Manitoba and New Brunswick, the requirement in securities legislation that prohibits a person or company from acting as a dealer unless that person or company is registered in the appropriate category of registration under securities legislation, and

(b) in British Columbia, Manitoba and New Brunswick, the requirement in securities legislation that prohibits a person or company from trading in a security unless that person or company is registered in the appropriate category of registration under securities legislation;”;

(4) by replacing, in the French text, the definition of “exigence d’inscription à titre de preneur ferme” with the following:

“« obligation d’inscription à titre de placeur » : l’obligation prévue à la législation en valeurs mobilières qui interdit à une personne ou société d’agir à titre de placeur, à moins d’être inscrite à ce titre dans la catégorie d’inscription appropriée prévue par la législation en valeurs mobilières;”;

(5) by adding the following definition after the definition of “insider reporting requirement”:

* Regulation 14-101 respecting Definitions, adopted on June 12, 2001 pursuant to Decision No. 2001-C-0274 and published in the Supplement to the Bulletin of the Commission des valeurs mobilières du Québec, Vol. 32, No. 27, dated June 29, 2001, was last amended by the Regulation to amend National Instrument 14-101, Definitions approved by Ministerial Order No. 2008-06 dated March 4, 2008 (2008, G.O. 2, 726). For previous amendments, refer to the “Tableau des modifications et Index sommaire,” *Éditeur officiel du Québec*, 2009, updated to March 1, 2009.

“investment fund manager registration requirement” means the requirement in securities legislation that prohibits a person or company from acting as an investment fund manager unless the person or company is registered in the appropriate category of registration under securities legislation;”

(6) by replacing the definition of “person or company” with the following:

“person or company”, for the purpose of a regulation, means,

(a) in British Columbia, a “person” as defined in section 1(1) of the Securities Act (R.S.B.C. 1996, ch. 418);

(b) in New Brunswick, a “person” as defined in section 1(1) of the Securities Act (S.N.B. 2004, c. S-5.5);

(c) in the Northwest Territories, a “person” as defined in section 1 of the Securities Act (Northwest Territories);

(d) in Prince Edward Island, a “person” as defined in section 1 of the Securities Act (R.S.P.E.I. 1988, c. S-3);

(e) in Québec, a “person” as defined in section 5.1 of the Securities Act (R.S.Q., c. V-1.1); and

(f) in Yukon Territory, a “person” as defined in section 1 of the Securities Act (R.S.Y. 2002, c. 201);”.

2. Appendix B of the Regulation is amended by replacing the paragraph opposite “Québec” with the following:

“Securities Act, An Act respecting the Autorité des marchés financiers (R.S.Q., c. A-33.2), Derivatives Act (S.Q. 2008, c. 24), the regulations under those Acts, and the blanket rulings and orders issued by the securities regulatory authority”.

3. Appendix C of the Regulation is amended by replacing the paragraph opposite “Northwest Territories” with the following:

“Superintendent of Securities, Northwest Territories”.

4. Appendix D of the Regulation is amended by replacing the paragraph opposite “Northwest Territories” with the following:

“Superintendent, as defined under section 1 of the Securities Act (Northwest Territories)”.

5. This Regulation comes into force on September 28, 2009.

REGULATION TO REPEAL NATIONAL INSTRUMENT 33-102, REGULATION OF CERTAIN REGISTRANT ACTIVITIES*

Securities Act
(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, pars. (1), (26) and (34))

1. National Instrument 33-102, Regulation of Certain Registrant Activities is repealed.
2. This Regulation comes into effect on September 28, 2009

* National Instrument 33-102, *Regulation of Certain Registrant Activities*, adopted on May 8, 2001 pursuant to Decision No. 2001-C-0175 and published in the Supplement to the Bulletin of the *Commission des valeurs mobilières du Québec*, Volume 32, No. 19, dated May 11, 2001, was last amended by the Policy Statement to amend the National Instrument adopted on July 10, 2001 pursuant to Decision No. 2001-C-0338 and published in the Supplement to the Bulletin of the *Commission des valeurs mobilières du Québec*, Volume 32, No. 28, dated July 13, 2001.

REGULATION TO AMEND REGULATION 33-105 RESPECTING UNDERWRITING CONFLICTS*

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, pars. (26) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 33-105 respecting Underwriting Conflicts is amended:

(1) in the definition of “connected issuer”:

(a) by replacing, wherever it appears, the word “registrant” with the words “specified firm registrant”;

(b) by inserting, after the words “un dirigeant”, wherever they appear in the French text, “, un administrateur”;

(2) in the definition of “professional group”:

(a) by replacing, wherever it appears, the word “registrant” with the words “specified firm registrant”;

(b) by inserting, in the French text and after the word “associés”, “, les administrateurs”;

(3) by deleting the definition of “registrant”;

(4) in the definition of “influential securityholder”:

(a) by replacing, in paragraph (d), the words “the registrant” with the words “specified firm registrant”;

(b) by inserting, in the French text and after the word “dirigeants”, “, administrateurs”;

(5) by adding, after the definition of “special warrant”, the following, and making the necessary changes:

“ “specified firm registrant” means a person registered, or required to be registered, under securities legislation as a registered dealer, registered adviser or registered investment fund manager.”;

(6) by deleting, wherever they appear, the words “or company” and “or companies”.

2. The Regulation is amended:

(1) by replacing, wherever it appears, the word “registrant” with the words “specified firm registrant”;

(2) by deleting, wherever they appear, the words “or company” and “or companies”.

3. This Regulation comes into force on September 28, 2009.

* Regulation 33-105 respecting Underwriting Conflicts, approved by Ministerial Order No. 2005-14 dated August 2, 2005 (2005, G.O. 2, 3551), has not been amended since its approval.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 33-105
RESPECTING UNDERWRITING CONFLICTS**

1. Section 4.1 of *Policy Statement to Regulation 33-105 respecting Underwriting Conflicts* is amended by inserting, after the words “des dirigeants”, wherever they appear in the French text, the words “, des administrateurs”.
2. The Policy Statement is amended by replacing, wherever it appears, the word “registrant” with the words “specified firm registrant”, and by deleting, wherever they appear, the words “or company” and “or companies”.

REGULATION TO AMEND REGULATION 81-102 RESPECTING MUTUAL FUNDS*

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, pars. (6), (17) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 81-102 respecting Mutual Funds is amended by replacing, in the definition of “specified dealer”, the words “limited market dealer” with the words “exempt market dealer”.

2. Appendix C of the Regulation is amended:

(1) in the column “Jurisdiction”, by deleting the words “Alberta”, “Ontario” and “Quebec”;

(2) in the column “Securities Legislation Reference”, by deleting “Section 9 of Alberta Securities Commission Policy 7.1”, “Section 227 of Reg. 1015” and “Sections 236 and 237.1 of the *Securities Regulation*”.

3. This Regulation comes into force on September 28, 2009.

* Regulation 81-102 respecting Mutual Funds, adopted pursuant to Decision No. 2001-C-0209 dated May 22, 2001 (weekly Bulletin, Vol. 32, No. 22, dated June 1, 2001), was last amended by the Regulation to amend the Regulation approved by Ministerial Order No. 2008-13 dated August 22, 2008 (2008, *G.O.* 2, 4556). For previous amendments, refer to the “Tableau des modifications et Index sommaire,” *Éditeur officiel du Québec*, 2009, updated to March 1, 2009.

REGULATION TO AMEND REGULATION 81-107 RESPECTING INDEPENDENT REVIEW COMMITTEE FOR INVESTMENT FUNDS*

Securities Act

(R.S.Q. c. V-1.1, s. 331.1, pars. (17) and (34))

1. Section 6.2 of Regulation 81-107 respecting Independent Review Committee for Investment Funds is amended:

(1) in the French text of paragraph (1):

(a) by replacing, in the introductory phrase, the words “à la société de gestion qui en assure la gestion ou à une entité apparentée à la société de gestion” with the words “à son gestionnaire ou à une entité apparentée au gestionnaire”;

(b) by replacing, in subparagraph (b), the words “la société de gestion qui assure la gestion du fonds d’investissement” with the words “son gestionnaire”;

(2) by deleting paragraph (4).

2. Appendix A of the Regulation is amended:

(1) by adding, in the column “**JURISDICTION**”, after “New Brunswick”, “Northwest Territories”;

(2) by adding, in the column “**SECURITIES LEGISLATION REFERENCE**”, opposite “Northwest Territories”, “Part 11 – Insider Reporting and Early Warning of the Securities Act (Northwest Territories)”;

(3) by adding, after the words “Part 4 of Regulation 81-102 respecting Mutual Funds”, the words “and section 13.5 of Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions approved by Ministerial Order (*insert the number and date of the Ministerial Order approving the Regulation*)”.

3. Appendix B of the Regulation is replaced with the following :

“APPENDIX B

INTER-FUND SELF-DEALING CONFLICT OF INTEREST PROVISIONS

JURISDICTION	LEGISLATION REFERENCE
Alberta	Section 13.5(2)(b) of <i>Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions</i>
British Columbia	Section 127(1)(b) of the <i>Securities Act</i> (British Columbia) Section 13.5(2)(b) of <i>Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions</i>
Manitoba	Section 13.5(2)(b) of <i>Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions</i>
New Brunswick	Section 144(1)(b) of the <i>Securities Act</i> (New Brunswick) Section 11.7(6) of Local Rule 31-501 Registration Requirements Section 13.5(2)(b) of <i>Regulation 31-103 respecting</i>

* Regulation 81-107 respecting Independent Review Committee for Investment Funds, approved by Ministerial Order No. 2006-02 dated October 31, 2006 (2006, G.O. 2, 3593), has not been amended since its approval.

	<i>Registration Requirements and Exemptions</i>
Newfoundland and Labrador	Section 119(2)(b) of the <i>Securities Act</i> (Newfoundland and Labrador) Section 103(6) of Reg. 805/96 Section 13.5(2)(b) of <i>Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions</i>
Northwest Territories	Section 13.5(2)(b) of <i>Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions</i>
Nova Scotia	Section 126(2)(b) of the <i>Securities Act</i> (Nova Scotia) Section 32(6) of the General Securities Rules Section 13.5(2)(b) of <i>Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions</i>
Nunavut	Section 13.5(2)(b) of <i>Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions</i>
Ontario	Section 13.5(2)(b) of <i>Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions</i>
Prince Edward Island	Section 38.1(6) of Securities Act Regulations Section 13.5(2)(b) of <i>Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions</i>
Quebec	Section 13.5(2)(b) of <i>Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions</i>
Saskatchewan	Section 13.5(2)(b) of <i>Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions</i>
Yukon	Section 13.5(2)(b) of <i>Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions</i>

”.

4. The Regulation is amended:

(1) by deleting, wherever they appear, the words “or company”;

(2) by replacing, wherever they appear in the French text, the words “membre de la direction” and “membres de la direction” with the words “dirigeant” and “dirigeants” and the words “société de gestion”, “la société de gestion”, “à la société de gestion”, “de la société de gestion”, “la nouvelle société de gestion” and “la même société de gestion” with the words “gestionnaire”, “le gestionnaire”, “au gestionnaire”, “du gestionnaire”, “le nouveau gestionnaire” and “le même gestionnaire”, respectively, and making the necessary changes.

5. This Regulation comes into force on September 28, 2009.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 81-107
RESPECTING INDEPENDENT REVIEW COMMITTEE FOR INVESTMENT
FUNDS**

1. The French text of *Policy Statement to Regulation 81-107 respecting Independent Review Committee for Investment Funds* is amended by replacing the first paragraph of paragraph 2 of section 2.2 with the following:

“Le gestionnaire de plus d’un fonds d’investissement peut établir, en ce qui concerne une mesure ou une catégorie de mesures, soit des politiques et procédures applicables à tous ces fonds d’investissement, soit des politiques et procédures distinctes pour chacun de ces fonds d’investissement ou groupe de fonds d’investissement.”

2. The Policy Statement is amended by replacing, wherever they appear in the French text, the words “société de gestion”, “la société de gestion”, “à la société de gestion”, “de la société de gestion”, “une autre société de gestion”, “la nouvelle société de gestion” and “d’une société de gestion” with the words “gestionnaire”, “le gestionnaire”, “au gestionnaire”, “du gestionnaire”, “un autre gestionnaire”, “le nouveau gestionnaire” and “d’un gestionnaire”, respectively, and making the necessary changes.

**REGULATION TO REPEAL POLICY STATEMENT Q-9, DEALERS, ADVISERS
AND REPRESENTATIVES***

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, pars. (1), (2), (3), (8), (9), (11), (25), (26), (27) and (34))

1. Policy Statement Q-9, *Dealers, Advisers and Representatives* is repealed.
2. This Regulation comes into force on September 28, 2009.

* Policy Statement Q-9, *Dealers, Advisers and Representatives*, was adopted on March 3, 2003 pursuant to Decision No. 2003-C-0090 and published in the Supplement to the Bulletin of the *Commission des valeurs mobilières du Québec*, Volume 34, No. 19, dated May 16, 2003, and was not subsequently amended.

REGULATION TO AMEND REGULATION Q-17 RESPECTING RESTRICTED SHARES*

Securities Act
(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, pars. (7) and (8))

1. Section 1 of Regulation Q-17 respecting Restricted Shares is repealed.
2. Section 3 of the Regulation is repealed.
3. Sections 20 to 22 of the Regulation are repealed.
4. This Regulation comes into force on September 28, 2009.

* *Regulation Q-17 respecting Restricted Shares*, adopted on June 12, 2001 pursuant to Decision No. 2001-C-0264 and published in the Supplement to the Bulletin of the *Commission des valeurs mobilières du Québec*, Volume 32, No. 26, dated June 29, 2001, was last amended by the Regulation to amend the Regulation approved by Ministerial Order No. 2008-06 dated March 4, 2008 (2008, G.O. 2, 726). For previous amendments, refer to the "Tableau des modifications et Index sommaire," *Éditeur officiel du Québec*, 2009, updated to March 1, 2009.

REGULATION TO AMEND THE SECURITIES REGULATION*

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, pars. (1), (2), (3), (6), (7), (8), (9), (11), (12), (13), (15), (25), (26), (27), (29) and (34); 2009, c. 25)

1. Section 1.7 of the Securities Regulation is amended by replacing the words "to which the Act" with the words "to which the Securities Act (R.S.Q., c. V-1.1)".
2. Sections 20, 24 and 25 of the Regulation are repealed.
3. Title V of the Regulation, consisting of sections 190 to 252.1, is replaced by the following:

"TITLE V

"Dealers, advisers and investment fund managers

"CHAPTER I

"Conditions and effects of registration

"190. An applicant for registration as a dealer, adviser, representative, investment fund manager, chief compliance officer or ultimate designated person shall include with his application for registration the fees prescribed by Chapter II of Title VI.

"191. Registration is valid until it is revoked. It requires the annual payment of the fees prescribed by Chapter II of Title VI.

"192. Registration as a dealer or as a representative of a dealer is not required for the following:

(1) an issuer that limits its activities as a dealer to the distribution, under a prospectus exemption pursuant to section 41 of the Act, of securities of its own issue, provided that such distributions are only a secondary activity of the issuer;

(2) a bank or an authorized foreign bank listed in Schedules I, II and III to the Bank Act (S.C. 1991, c. 46 [R.S.C. c. B-1.01]), the Caisse centrale Desjardins du Québec established under the Act respecting the Mouvement Desjardins (S.Q. 1989, c. 113), a financial services cooperative within the meaning of the Act respecting financial services cooperatives (chapter C-67.3) or a société d'entraide économique or federation of sociétés d'entraide économique governed by the Act respecting the sociétés d'entraide économique (chapter S-25.1) to the extent that it distributes or sells securities pursuant to paragraphs (1) and (2) of section 41 of the Act;

(3) a bank or an authorized foreign bank listed in Schedules I, II and III to the Bank Act (S.C. 1991, c. 46 [R.S.C. c. B-1.01]), the Caisse centrale Desjardins du Québec established under the Act respecting the Mouvement des caisses Desjardins (S.Q. 1989, c. 113), a financial services cooperative within the meaning of the Act respecting financial services cooperatives (chapter C-67.3) or a trust company licensed under the Act respecting trust companies and savings companies (chapter S-29.01) to the extent that its activities as a dealer are solely to execute on an exchange or on the over-the-counter market, through a registered dealer, orders received without solicitation or advertisement;

(4) a bank or an authorized foreign bank listed in Schedules I, II and III to the Bank Act (S.C. 1991, c. 46 [R.S.C. c. B-1.01]) or a trust company licensed under the Act respecting trust companies and savings companies (chapter S-29.01), to the extent that

* The Securities Regulation, enacted by Order-in-Council No. 660-83 dated March 30, 1983 (1983, G.O. 2, 1269), was last amended by the Regulation approved by Order-in-Council No. 429-2009 dated April 8, 2009. For previous amendments, refer to the "Tableau des modifications et Index sommaire," *Éditeur officiel du Québec*, 2009, updated to April 1, 2009.

it transacts bonds on its premises in response to unsolicited orders, by buying or selling and carrying out the order for its own account with a registered dealer.

"193. A mutual fund or scholarship plan dealer must, while registered, maintain liability insurance that is consistent with the requirements in section 194. It must also ensure that every representative acting on its behalf without being an employee carries liability insurance that is consistent with the requirements in section 195.

"194. The liability insurance contract of a mutual fund or scholarship plan dealer must satisfy the following requirements:

(1) The coverage amount must not be less than \$500,000 per claim and, for each 12-month period, not less than the following amounts:

(a) \$1,000,000 for a dealer having 3 representatives or less acting on its behalf;

(b) \$2,000,000 for a dealer having more than 3 representatives acting on its behalf;

(2) The insurance contract may stipulate a deductible not exceeding the following amounts:

(a) \$10,000 for a dealer having 3 representatives or less acting on its behalf;

(b) \$25,000 for a dealer having more than 3 representatives acting on its behalf;

(3) The insurance contract must also contain provisions to the following effect:

(a) that the coverage will extend to the liability arising from the fault, errors, negligence, or omissions committed in the pursuit of the dealer's activities and from the fault, errors, negligence, or omissions committed by its mandataries, its employees or the trainees of its representatives, in the performance of their duties, regardless of whether or not such persons are still so engaged on the date of the claim;

(b) that the coverage provided in respect of the activities of the dealer for the period during which the contract is in effect will continue to apply beyond the insurance period provided for in the contract in respect of the activities contemplated by such coverage for a further term of five years from the time the dealer's registration was cancelled or suspended;

(c) that the time within which an insurer must notify the Authority of its intention not to renew the contract or to cancel the contract is 30 days prior to the date of non-renewal or cancellation;

(d) that the insurer must notify the Authority upon receiving notice of non-renewal or cancellation of the insurance contract;

(e) that the insurer must notify the Authority of the receipt of any claim, regardless of whether or not the insurer decides to honour the claim.

The deductible amount stipulated in the insurance contract may nevertheless be greater than the amount set out in subparagraphs (a) and (b) of subparagraph (2) of the first paragraph, provided that the insured maintains at all times liquid assets at least equal to the amount stipulated in the contract. "Liquid assets" means the total of cash and securities immediately convertible into cash.

"195. The insurance contract covering the professional liability of a representative acting on behalf of, but not employed by, a dealer contemplated in section 194, must provide for the following:

(1) a minimum coverage amount of \$500,000 per claim and \$1,000,000 per year;

(2) no deductible amount stipulated in the contract may exceed \$10,000;

(3) express stipulations to the effect that:

(a) coverage is provided for liability arising from the fault, errors, negligence, or omissions committed by the representative in pursuing activities as a representative, or arising from the fault, errors, negligence, or omissions committed by the representative's mandataries, employees or trainees in the performance of their duties, regardless of whether or not such persons are still so engaged on the date of the claim;

(b) the coverage provided in respect of the activities of the representative during the period for which the contract is in effect extends beyond the period of insurance provided for therein for a further term of 5 years from the date the representative ceases to pursue activities, regardless of whether or not he is still alive;

(c) the insurer must notify the Authority of its intention not to renew the contract or to cancel the contract 30 days prior to the date of non-renewal or cancellation;

(d) the insurer must notify the Authority upon receiving notice of non-renewal or cancellation of the insurance contract;

(e) the insurer must notify the Authority of the receipt of any claim, regardless of whether or not the insurer decides to honour the claim.

"196. An investment dealer and, where applicable, an exempt market dealer and a restricted dealer, must participate in a contingency fund deemed acceptable to the Authority.

"CHAPTER II

"TRANSACTIONS INTENDED TO FIX OR STABILIZE THE MARKET PRICE OF A SECURITY

"197. Any transaction intended to fix or stabilize the market price of a security is prohibited except where it is made by the firm underwriter from the time of the receipt for the prospectus in its final form to the end of the distribution or by the firm purchaser during a secondary distribution for the sole purpose of facilitating the distribution or the secondary distribution, and in accordance with the following conditions:

(1) the transaction is made at a market price that is not higher than the bid price of the securities that are the object of the distribution or of the secondary distribution;

(2) the transaction is made only for the purpose of preventing or delaying a decline in the open market price of a security;

(3) the dealer who effects the transaction does not have priority over another person who wishes to buy at the same price;

(4) the transaction is not made on a security being distributed during a distribution or a secondary distribution made through the facilities of a recognized securities exchange.

"**198.** The requirements of section 198 do not apply in the case of transactions made on the floor of an exchange recognized by the Authority in accordance with the operating rules of that exchange by a specialist acting within the scope of his function.

"**199.** Any transaction intended to fix or stabilize the market price of the securities proposed in exchange is prohibited during a take-over bid by way of exchange."

4. Form 2 of the Regulation is repealed.
5. This Regulation comes into force on September 28, 2009.

Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription
Règlement modifiant le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription

[Avis réglementaire](#)

[Avis de publication](#)

[Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription](#)

[Instruction générale relative au Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription](#)

[Règlement modifiant le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription](#)

[Instruction générale relative au Règlement 31-102 sur la base nationale d'inscription](#)

[Regulatory Notice](#)

[Publication Notice](#)

[Regulation 33-109 respecting Registration Information](#)

[Policy Statement to Regulation 33-109 respecting Registration Information](#)

[Regulation to amend Regulation 31-102 respecting National Registration Database](#)

[Policy Statement to Regulation 31-102 respecting National Registration Database](#)

Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription
Règlement modifiant le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie le texte révisé, en versions française et anglaise, des règlements suivants :

- *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription;*
- *Règlement modifiant le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.*

Le *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription* est destiné à remplacer le *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*, approuvé par l'arrêté ministériel n° 2007-05 en date du 21 juin 2007.

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, les textes révisés, en versions française et anglaise, suivants :

- *Instruction générale relative au Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription;*
- *Instruction générale relative au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.*

Au Québec, les règlements seront pris en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et seront approuvés, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Les règlements entreront en vigueur à la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'ils indiquent, tandis que les instructions générales seront adoptées sous forme d'instruction et prendront effet de façon concomitante à l'entrée en vigueur des règlements.

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Sophie Jean
Conseillère en réglementation
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 4786
Numéro sans frais : 1 877 525-0337, poste 4786
Courriel : sophie.jean@lautorite.qc.ca

Le 17 juillet 2009

Avis de publication

Remplacement du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription

Remplacement de l'Instruction générale relative au Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription

Règlement modifiant le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription

Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription

Le 17 juillet 2009

Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») ont adopté des modifications et de nouvelles versions de règlements, d'annexes et d'instructions générales portant sur l'information qu'elles obtiennent des sociétés et personnes physiques qui s'inscrivent en vertu de la législation en valeurs mobilières. Nous avons approuvé le *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*, y compris ses annexes (collectivement, le « Règlement 33-109 »), et son instruction générale (l'« Instruction générale 33-109 »), qui remplaceront les textes actuellement en vigueur sous le même numéro. Nous avons également approuvé les modifications au *Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription* (le « Règlement 31-102 ») et à son instruction générale (l'« Instruction générale 31-102 »). Sous réserve de l'approbation des ministres compétents dans certains territoires, ces nouveaux textes entreront en vigueur le 28 septembre 2009.

Ces nouveaux textes, qui nous permettront d'améliorer l'administration de l'obligation d'inscription, découlent de la prise du *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription* (le « Règlement 31-103 »). En outre, le Règlement 33-109 établit une procédure de dépôt simplifiée pour les personnes inscrites qui est conforme à l'*Instruction générale 11-204 relative à l'inscription dans plusieurs territoires* (l'« Instruction générale 11-204 »). Les ACVM publient aussi aujourd'hui le Règlement 31-103 et l'Instruction générale 11-204, que l'on peut consulter sur les sites Web des membres des ACVM.

Les textes suivants sont publiés avec le présent avis :

- le Règlement 33-109;
- l'Instruction générale 33-109;
- le *Règlement modifiant le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription*;
- une version soulignée de l'Instruction générale 31-102.

Objet du Règlement 33-109 et des modifications au Règlement 31-102

Le Règlement 33-109 établit les renseignements que les membres des ACVM exigent des sociétés qui demandent à s'inscrire à titre de courtier, de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement, et des personnes physiques qui agissent pour leur compte. Il exige également des personnes inscrites et des personnes physiques autorisées qu'elles avisent l'autorité en valeurs mobilières des modifications à ces renseignements.

Les formulaires en annexe du Règlement 33-109 sont les suivants :

- l'Annexe 33-109A1, *Avis de cessation de relation avec une personne inscrite ou autorisée;*
- l'Annexe 33-109A2, *Modification ou radiation de catégories de personnes physiques;*
- l'Annexe 33-109A3, *Établissements autres que le siège;*
- l'Annexe 33-109A4, *Inscription d'une personne physique et examen d'une personne physique autorisée;*
- l'Annexe 33-109A5, *Modification des renseignements concernant l'inscription;*
- l'Annexe 33-109A6, *Inscription d'une société;*
- l'Annexe 33-109A7, *Rétablissement de l'inscription d'une personne physique inscrite ou de la qualité de personne physique autorisée.*

Deux de ces annexes sont nouvelles :

- l'Annexe 33-109A6, qui modernise et harmonise les renseignements que nous obtenons des sociétés qui sont inscrites ou demandent à s'inscrire;
- l'Annexe 33-109A7, qui simplifie le processus de rétablissement de l'inscription après le transfert d'une personne physique d'une société parrainante à une autre, comme il est décrit ci-après.

Les modifications au Règlement 31-102 auront pour effet :

- d'ajouter le gestionnaire de fonds d'investissement comme autre type de déposant dans la Base de données nationale d'inscription (BDNI);
- de préciser l'obligation pour les sociétés d'aviser l'administrateur de la BDNI de certains détails;
- de codifier un type courant de dispense discrétionnaire que nous avons accordé par le passé afin de faciliter l'utilisation de la BDNI par les sociétés étrangères.

Rétablissement de l'inscription ou la qualité de personne physique autorisée

La personne physique qui quitte son emploi auprès d'une société inscrite et entre au service d'une nouvelle société inscrite peut présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 au plus tard 90 jours après avoir quitté sa société parrainante pour que son inscription ou sa qualité de personne physique autorisée soit rétablie automatiquement, sous réserve des conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 2.3 du Règlement 33-109. La personne physique ne peut pas obtenir le rétablissement de son inscription ou de sa qualité de personne physique autorisée de cette façon si elle a de nouveaux renseignements à présenter concernant la réglementation, les infractions criminelles, les poursuites civiles ou sa situation financière. Elle ne peut pas non plus obtenir le rétablissement si elle a quitté son ancienne société parrainante parce que celle-ci lui a demandé sa démission ou l'a congédiée en raison d'allégations d'activités criminelles, de contravention à la législation en valeurs mobilières ou de contravention aux règles d'un OAR. La personne physique qui ne peut bénéficier du rétablissement automatique doit présenter, sur le site Web de la BDNI, une demande intitulée « Réactivation d'inscription » dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4.

Avis de cessation de relation

Lorsqu'une personne physique quitte sa société parrainante ou cesse autrement d'avoir l'autorisation d'agir pour le compte de celle-ci à titre de personne physique inscrite ou autorisée, la société parrainante doit présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 pour aviser l'autorité en valeurs mobilières de la date et du motif de la cessation de relation. La demande initiale doit être présentée dans la BDNI au plus tard 7 jours après la date de cessation. Selon le motif de la cessation de relation, la société peut aussi être tenue de répondre à des questions supplémentaires à la rubrique 5 du formulaire. Le cas échéant, la société peut les fournir dans sa demande initiale sur le site Web de la BDNI ou, si elle a besoin de plus de temps, les mettre à jour dans les 30 jours suivant la date de cessation de relation.

La personne physique inscrite ou autorisée peut obtenir de son ancienne société parrainante un exemplaire du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 la concernant. La nouvelle société parrainante doit obtenir de chaque personne physique inscrite ou autorisée agissant pour son compte un exemplaire du dernier formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 présenté à l'égard de cette personne, le cas échéant.

Résumé des commentaires écrits

Nous avons reçu des commentaires sur les formulaires que nous avons publiés le 28 février 2008. Un résumé de ces commentaires et de nos réponses figure sous la rubrique « Réponses aux commentaires reçus sur les formulaires de la BDNI » de l'annexe A de l'*Avis de publication relatif au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription*. Cet avis est aussi publié aujourd'hui et on peut le consulter sur les sites Web des membres des ACVM, dont les suivants :

www.lautorite.qc.ca;
 www.albertasecurities.com;
 www.bsc.bc.ca;
 www.gov.ns.ca/nssc;
 www.nbsc-cvmnb.ca;
 www.osc.gov.on.ca;
 www.sfsc.gov.sk.ca.

Changements depuis la dernière publication

Changements dans les renseignements sur l'inscription

Nous avons apporté des changements au formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 et à l'Annexe 33-109A6 afin de préciser quels renseignements sont exigés. Nous avons également fait des changements d'ordre administratif dans les autres formulaires d'inscription prévus en annexe du Règlement 33-109 et avons ajouté quelques définitions.

Mise à jour des renseignements sur la société dans l'Annexe 33-109A6

En vertu du paragraphe 2 de l'article 6.2 du Règlement 33-109, jusqu'à 12 mois après le 28 septembre 2009, les sociétés qui étaient inscrites avant cette date continueront d'aviser l'autorité en valeurs mobilières des modifications aux renseignements déjà présentés à leur autorité principale, au plus tard 7 jours après la modification dans la plupart des cas.

Toutefois, en vertu de l'article 6.1 du Règlement 33-109, les sociétés qui étaient inscrites avant le 28 septembre 2009 doivent présenter le formulaire dûment rempli prévu à l'Annexe 33-109A6 au plus tard le 30 septembre 2010. Cette disposition établira pour chaque société une base de référence en ce qui a trait aux renseignements à fournir concernant l'inscription et aidera la société à se conformer à l'obligation d'aviser l'autorité en valeurs mobilières des modifications à ces renseignements. Après avoir présenté le formulaire dûment rempli prévu à l'Annexe 33-109A6, la société devra respecter

l'obligation de donner avis, prévue à l'article 3.1 du Règlement 33-109. Les obligations de donner avis prévues par le Règlement 33-109 sont résumées à l'annexe A de l'Instruction générale 33-109.

Présentation des avis à l'autorité principale seulement

Nous avons ajouté une disposition selon laquelle la société qui présente un avis en vertu du règlement autrement qu'au moyen du site Web de la BDNI peut l'envoyer à son autorité principale seulement. L'annexe B de l'Instruction générale 33-109 indique les coordonnées des autorités en valeurs mobilières à qui envoyer les avis et demandes qui ne sont pas présentés au moyen du site Web de la BDNI. Nous avons également ajouté une partie 6, intitulée « Transition », au Règlement 33-109.

Transition

Le 12 juin 2009, nous avons publié l'*Avis 31-311 du personnel des ACVM, Projet de Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription, Transition vers le nouveau régime d'inscription* afin de donner le détail des délais et de la transition. On peut consulter l'avis sur les sites Web des membres des ACVM.

Transition concernant le rétablissement de l'inscription

Comme il est indiqué ci-dessus, après son entrée au service d'une nouvelle société parrainante, la personne physique peut rétablir son inscription en présentant le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 au plus tard 90 jours après avoir quitté son ancienne société parrainante. Toutefois, si elle l'a quittée avant le 28 septembre 2009, la personne physique doit plutôt faire rétablir son inscription en présentant, sur le site Web de la BDNI, une demande intitulée « Réactivation d'inscription » dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, sous réserve des conditions applicables. Les frais seraient prélevés dans la BDNI en ce qui concerne le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, mais seraient remboursés pour les personnes physiques qui peuvent demander le rétablissement automatique de leur inscription, selon le cas.

Contexte

Le Règlement 33-109, les modifications au Règlement 31-102 et les textes connexes ont été publiés pour consultation le 20 février 2007 et le 29 février 2008.

Questions

Pour toute question, prière de vous adresser à l'une des personnes suivantes :

Sophie Jean
Conseillère en réglementation
Surintendance de la distribution
Autorité des marchés financiers
Tél. : 514-395-0337, poste 4786
Sans frais : 1-877-525-0337
sophie.jean@lautorite.qc.ca

David McKellar, CA
Director, Market Regulation
Alberta Securities Commission
Tél. : 403-297-4281
david.mckellar@asc.ca

Laura Bliss
Senior Legal Counsel
Capital Markets Regulation
British Columbia Securities Commission
Tél. : 604-899-6666
1-800-373-6393 (en C.-B. et en Alberta)

lbliss@bcsc.bc.ca

Donna Leitch
Assistant Manager
Registrant Regulation
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Tél. : 416-593-8263
dleitch@osc.gov.on.ca

Dean Murrison
Deputy Director, Legal/Registration
Saskatchewan Financial Services Commission
Tél. : 306-787-5879
dean.murrison@gov.sk.ca

RÈGLEMENT 33-109 SUR LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'INSCRIPTION

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 4.1°, 26°, 27°, 27.0.1°, 27.0.2° et 34°; 2009, c. 25)

PARTIE 1 DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1.1. Définitions

Dans le présent règlement, on entend par :

« ancienne société parrainante » : la dernière société inscrite pour le compte de laquelle une personne physique a agi à titre de personne physique inscrite ou de personne physique autorisée;

« autorité principale » : par rapport à une personne, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire principal de la personne;

« date de cessation » : le premier jour où une personne physique a cessé d'être autorisée à agir à titre de personne physique inscrite auprès de sa société parrainante ou qu'elle a cessé d'être une personne physique autorisée de sa société parrainante en raison de la fin de sa relation avec la société à titre de salarié, d'associé ou de mandataire ou d'une modification à cette relation;

« numéro de présentation de renseignements à la BDNI » : le numéro unique attribué par la BDNI chaque fois que des renseignements y sont présentés;

« personne physique autorisée » : toute personne physique qui n'est pas une personne physique inscrite et qui remplit les conditions suivantes :

a) elle est administrateur, chef de la direction, chef des finances ou chef de l'exploitation d'une société ou exerce une fonction analogue;

b) elle a la propriété véritable d'au moins 10 % des titres avec droit de vote de la société ou exerce, directement ou indirectement, une emprise sur ceux-ci;

« personne physique inscrite » : la personne physique qui est inscrite en vertu de la législation en valeurs mobilières pour le compte d'une société inscrite, à l'un ou l'autre des titres suivants :

a) courtier, placeur ou conseiller;

b) chef de la conformité;

c) personne désignée responsable.

« société » : toute personne inscrite ou demandant à s'inscrire comme courtier, conseiller ou gestionnaire de fonds d'investissement;

« société inscrite » : un courtier inscrit, un conseiller inscrit ou un gestionnaire de fonds d'investissement inscrit;

« société parrainante » : les personnes suivantes :

- a) dans le cas d'une personne physique inscrite, la société inscrite pour le compte de laquelle elle agit;
- b) dans le cas d'une personne physique qui demande à s'inscrire, la société pour le compte de laquelle elle agira si sa demande est approuvée;
- c) dans le cas d'une personne physique autorisée d'une société inscrite, la société inscrite;
- d) dans le cas d'une personne physique autorisée d'une société demandant à s'inscrire, cette société;

« territoire principal » : selon le cas, les territoires suivants :

- a) par rapport à une société dont le siège est au Canada, le territoire du Canada où son siège est situé;
- b) par rapport à une personne physique dont le bureau principal est au Canada, le territoire du Canada où son bureau principal est situé;
- c) par rapport à une société dont le siège est à l'extérieur du Canada, le territoire de l'autorité principale de la société tel qu'il est désigné par la société dans le dernier formulaire présenté par celle-ci conformément à l'Annexe 33-109A5 ou l'Annexe 33-109A6;
- d) par rapport à une personne physique dont le bureau principal est à l'extérieur du Canada, le territoire principal de sa société parrainante.

1.2. Interprétation

Les expressions utilisées dans le présent règlement et définies par le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription ont le sens qui leur est donné dans le règlement.

PARTIE 2 DEMANDE D'INSCRIPTION ET EXAMEN DES PERSONNES PHYSIQUES AUTORISÉES

2.1. Inscription d'une société

La société qui demande à s'inscrire à titre de courtier, de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement présente à l'agent responsable les documents suivants :

- a) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6, dûment rempli;
- b) à l'égard de chacun de ses établissements dans le territoire intéressé autres que le siège, le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3, dûment rempli, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.

2.2. Inscription d'une personne physique

1) Sous réserve du paragraphe 2 et des articles 2.4 et 2.6, la personne physique qui demande à s'inscrire en vertu de la législation en valeurs mobilières présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, dûment rempli, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.

2) La personne physique autorisée qui agit pour le compte d'une société inscrite et demande à devenir personne physique inscrite auprès de celle-ci présente à l'agent

responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2, dûment rempli, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.

2.3. Rétablissement de l'inscription

1) La personne physique qui demande le rétablissement de son inscription en vertu de la législation en valeurs mobilières présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, dûment rempli, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, sauf si elle présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 conformément au paragraphe 2.

2) L'inscription de la personne physique suspendue en vertu de l'article 6.1 [*Cessation de l'autorisation de la personne physique pour le compte d'une société*] du Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription est rétablie à la date à laquelle la personne présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7, dûment rempli, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) le formulaire est présenté au plus tard le 90^e jour après la date de cessation;

b) la relation de la personne physique avec l'ancienne société parrainante à titre de salarié, d'associé ou de mandataire n'a pas pris fin en raison de sa démission à la demande de la société ou de son congédiement en raison de l'une ou l'autre des allégations suivantes :

i) activité criminelle;

ii) contravention à la législation en valeurs mobilières;

iii) contravention aux règles d'un OAR;

c) après la date de cessation, aucune modification n'a été apportée aux renseignements présentés antérieurement au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 qui sont visés aux rubriques suivantes :

i) la rubrique 13 [*Renseignements concernant la réglementation*];

ii) la rubrique 14 [*Renseignements sur les infractions criminelles*];

iii) la rubrique 15 [*Renseignements sur les poursuites civiles*];

iv) la rubrique 16 [*Renseignements sur la situation financière*];

d) la personne physique demande le rétablissement de son inscription auprès d'une société parrainante dans la catégorie dans laquelle elle était inscrite à la date de cessation;

e) la nouvelle société parrainante est inscrite dans la même catégorie que celle de l'ancienne société parrainante de la personne physique.

2.4. Demande de modification ou de radiation d'une catégorie d'inscription de personne physique

La personne physique inscrite qui demande l'inscription dans une catégorie supplémentaire ou la radiation d'une catégorie d'inscription présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2, dûment rempli, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.

2.5. Personne physique autorisée

1) La personne physique autorisée présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, dûment rempli, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, au plus tard 7 jours après être devenue personne physique autorisée, sauf si elle présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 conformément au paragraphe 2.

2) La personne physique qui a cessé d'agir à titre de personne physique autorisée pour le compte de son ancienne société parrainante et devient personne physique autorisée d'une nouvelle société parrainante peut présenter à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7, dûment rempli, si toutes les conditions suivantes sont réunies :

a) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 est présenté conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription dans les délais suivants :

i) au plus tard 7 jours après être devenue personne physique autorisée de la nouvelle société parrainante;

ii) au plus tard 90 jours après la date de cessation;

b) elle conserve la même qualité de personne physique autorisée qu'elle avait auprès de l'ancienne société parrainante;

c) les conditions prévues aux sous-paragraphes *b* et *c* du paragraphe 2 de l'article 2.3 ont été remplies.

2.6. Personne inscrite en vertu de la Loi sur les contrats à terme sur marchandises

1) Au Manitoba et en Ontario, malgré le paragraphe *b* de l'article 2.1, la société qui demande à s'inscrire en vertu de l'article 2.1 et qui est inscrite en vertu de la Loi sur les contrats à terme sur marchandises n'est pas tenue de présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3, dûment rempli, conformément à l'article 3.2 à l'égard de ses établissements enregistrés dans la BDNI.

2) Au Manitoba et en Ontario, malgré le paragraphe 1 de l'article 2.2, la personne physique qui demande à s'inscrire en vertu de la législation en valeurs mobilières et qui est enregistrée dans la BDNI avec sa société parrainante comme personne inscrite en vertu de la Loi sur les contrats à terme sur marchandises présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.

PARTIE 3 MODIFICATION DES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT UNE SOCIÉTÉ INSCRITE

3.1. Avis de modification des renseignements concernant une société

1) Sous réserve du paragraphe 3 ou 4, la société inscrite avise l'agent responsable de toute modification des renseignements présentés antérieurement dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 ou en vertu du présent paragraphe dans les délais suivants :

a) si la modification concerne les renseignements contenus dans la partie 3 de l'Annexe 33-109A6, au plus tard 30 jours après la modification;

b) si la modification concerne les renseignements contenus dans toute autre partie de l'Annexe 33-109A6, au plus tard 7 jours après la modification.

2) L'avis de modification visé au paragraphe 1 est donné au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5.

3) Il n'est pas obligatoire de donner l'avis de modification conformément au paragraphe 1 si la modification concerne les renseignements suivants :

a) un établissement autre que le siège de la société, si la société présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3, dûment rempli, en vertu de l'article 3.2;

b) la fin ou la modification de la relation d'un dirigeant, d'un associé ou d'un administrateur avec la société inscrite à titre de salarié, d'associé ou de mandataire, si la société présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1, dûment rempli, en vertu du paragraphe 1 de l'article 4.2;

c) un nouveau dirigeant, associé ou administrateur de la société inscrite, si cette personne physique présente l'un des formulaires suivants :

i) le formulaire, dûment rempli, prévu à l'Annexe 33-109A4 en vertu du paragraphe 1 de l'article 2.2 ou du paragraphe 1 de l'article 2.5;

ii) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7, dûment rempli, en vertu du paragraphe 2 de l'article 2.3 ou du paragraphe 2 de l'article 2.5;

d) les renseignements contenus dans les documents justificatifs visés à l'une ou l'autre des rubriques suivantes de l'Annexe 33-109A6 :

i) la rubrique 3.3 [*Documents commerciaux*];

ii) la rubrique 5.1 [*Calcul de l'excédent du fonds de roulement*];

iii) la rubrique 5.7 [*Résolution du conseil d'administration approuvant l'assurance*];

iv) la rubrique 5.13 [*États financiers vérifiés*];

v) la rubrique 5.14 [*Lettre d'instructions au vérificateur*];

4) La personne qui a présenté l'appendice B [*Acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification*] de l'Annexe 33-109A6 avise l'agent responsable de toute modification des renseignements présentés antérieurement à la rubrique 3 [*Nom du mandataire aux fins de signification*] ou à la rubrique 4 [*Adresse du mandataire aux fins de signification*] de cet appendice en présentant l'appendice B au plus tard 7 jours après la modification;

5) Le paragraphe 4 ne s'applique pas à la personne qui n'est plus inscrite depuis au moins six ans.

6) Pour l'application des paragraphes 2 et 4, la personne peut donner l'avis à l'autorité principale.

3.2. Modification concernant un établissement

La société inscrite avise l'agent responsable de l'ouverture de tout établissement autre qu'un nouveau siège, ou de toute modification des renseignements présentés antérieurement dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3, en présentant le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3, dûment rempli, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, au plus tard 7 jours après l'ouverture de l'établissement ou la modification le concernant.

PARTIE 4 MODIFICATION DES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT UNE PERSONNE PHYSIQUE INSCRITE OU AUTORISÉE

4.1. Avis de modification des renseignements concernant une personne physique

1) Sous réserve du paragraphe 2, la personne physique inscrite ou autorisée avise l'agent responsable de toute modification des renseignements visés à l'Annexe 33-109A4 présentés antérieurement dans les délais suivants :

a) si la modification concerne les renseignements contenus dans les rubriques 4 [*Citoyenneté*] et 11 [*Emplois et autres activités antérieurs*] du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, au plus tard 30 jours après la modification;

b) si la modification concerne les renseignements contenus dans toute autre rubrique du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, au plus tard 7 jours après la modification;

2) Il n'est pas obligatoire de donner l'avis de modification visé au paragraphe 1 si la modification concerne les renseignements présentés antérieurement à la rubrique 3 [*Renseignements personnels*] du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4.

3) L'avis de modification visé au paragraphe 1 est donné à l'agent responsable au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5, dûment rempli, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.

4) Malgré le paragraphe 3, l'avis de modification visé au paragraphe 1 est donné à l'agent responsable au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2, dûment rempli, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, lorsque la modification concerne les renseignements suivants :

a) pour une personne physique, sa qualité de personne physique autorisée de la société parrainante;

b) pour une personne physique inscrite, sa qualité de dirigeant, d'associé, d'administrateur ou d'actionnaire de la société parrainante.

4.2. Cessation de la relation à titre de salarié, d'associé ou de mandataire

1) La société inscrite avise l'agent responsable de la fin ou de la modification de sa relation avec une personne physique parrainée qui est salariée, associée ou mandataire, si celle-ci cesse d'avoir l'autorisation d'agir pour son compte à titre de personne physique inscrite ou autorisée, au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, dont les rubriques suivantes ont été remplies :

a) les rubriques 1 à 4;

b) la rubrique 5, sauf si le motif de la cessation de relation indiqué à la rubrique 4 est le décès ou la retraite de la personne physique, ou la fin ou l'expiration d'un contrat à titre de salarié ou de mandataire.

2) La société inscrite présente à l'agent responsable les renseignements visés aux dispositions suivantes :

a) le sous-paragraphe *a* du paragraphe 1, au plus tard 7 jours après la date de cessation;

b) le sous paragraphe *b* du paragraphe 1, au plus tard 30 jours après la date de cessation.

3) La personne fournit à la personne physique dont elle est l'ancienne société parrainante, si la personne physique en fait la demande, un exemplaire du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 qu'elle a présenté à l'égard de cette personne conformément au paragraphe 1 dans les 7 jours suivant la demande.

4) Si les renseignements que la personne a présentés à la rubrique 5 du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 à l'égard de la personne physique en ayant demandé un exemplaire n'étaient pas inclus dans l'exemplaire fourni à l'origine, la personne fournit à la personne physique un autre exemplaire de ce formulaire, qui contient les renseignements visés à rubrique 5, à la plus éloignée des dates suivantes :

a) 7 jours après la demande faite en vertu du paragraphe 3;

b) 7 jours après la présentation des renseignements visés au sous-paragraphe *b* du paragraphe 2.

PARTIE 5 DILIGENCE RAISONNABLE ET CONSERVATION DES DOCUMENTS

5.1. Obligations de la société parrainante

1) La société parrainante prend les moyens nécessaires pour s'assurer de la véracité et de l'exhaustivité des renseignements présentés conformément au présent règlement à l'égard de toute personne physique.

2) La société parrainante obtient de chaque personne physique qui est inscrite afin d'agir pour son compte ou qui est l'une de ses personnes autorisées un exemplaire du plus récent formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 qui a été présenté par l'ancienne société parrainante de cette personne, à l'égard de cette dernière, le cas échéant, au plus tard 60 jours après être devenue sa société parrainante.

3) La société parrainante conserve tous les documents qu'elle a utilisés pour remplir l'obligation prévue au paragraphe 1 pendant l'une des périodes suivantes :

a) dans le cas d'une personne physique inscrite, au moins 7 ans après la date à laquelle elle a cessé d'être inscrite afin d'agir pour le compte de la société;

b) dans le cas d'une personne physique qui a demandé à s'inscrire mais dont l'inscription a été refusée par l'agent responsable, au moins 7 ans après la date de la demande;

c) dans le cas d'une personne physique autorisée, au moins 7 ans après la date à laquelle elle a cessé d'être une personne physique autorisée de la société.

4) Sans limiter l'application du paragraphe 3, si la personne physique inscrite, la personne physique qui demande à s'inscrire ou la personne physique autorisée désigne un mandataire aux fins de signification, la société parrainante conserve l'acte de désignation original signé par la personne physique pendant la période prévue au sous-paragraphe *b* du paragraphe 3.

5) La société parrainante qui conserve un document conformément au paragraphe 3 ou 4 relativement à des renseignements présentés à la BDNI inscrit sur la première page le numéro de présentation de renseignements à la BDNI.

PARTIE 6 DISPOSITIONS TRANSITOIRES

6.1. Dépôt du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 par toutes les sociétés inscrites – le 30 septembre 2010

La société inscrite qui était inscrite avant l'entrée en vigueur du présent règlement présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6, dûment rempli, au plus tard le 30 septembre 2010.

6.2. Avis de modification concernant les sociétés inscrites avant le 28 septembre 2009

1) Dans le présent article, on entend par « Formulaire 3 » le formulaire que la société a présenté avant l'entrée en vigueur du présent règlement pour s'inscrire à titre de courtier, de conseiller ou de placeur dans le territoire qui, lorsque la demande a été faite, aurait été le territoire principal de la société en vertu du présent règlement.

2) Sous réserve du paragraphe 5, la société inscrite qui était inscrite dans un territoire du Canada avant l'entrée en vigueur du présent règlement et qui n'a pas présenté le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 à l'agent responsable avise ce dernier de toute modification des renseignements présentés antérieurement de la façon suivante :

a) en ce qui concerne un avis relatif au mandataire aux fins de signification et au domicile élu, au moyen de l'appendice B de l'Annexe 33-109A6, au plus tard 7 jours après la modification;

b) en ce qui concerne le Formulaire 3 ou tout avis de modification des renseignements contenus dans ce formulaire présenté à l'agent responsable, dans les délais suivants :

i) s'il s'agit de renseignements équivalents à ceux visés à la partie 3 de l'Annexe 33-109A6, au plus tard 30 jours après la modification;

ii) s'il s'agit de renseignements équivalents à ceux visés à toute autre partie de l'Annexe 33-109A6, au plus tard 7 jours après la modification.

3) La société inscrite visée au paragraphe 2 avise l'agent responsable de tout changement de vérificateur ou de la date de clôture de l'exercice au plus tard 7 jours après le changement.

4) Pour l'application des paragraphes 2 et 3, la société peut donner l'avis à l'autorité principale.

5) Il n'est pas obligatoire de donner l'avis de modification visé au paragraphe 2 si la modification concerne les renseignements suivants :

a) l'ajout d'un dirigeant, d'un associé ou d'un administrateur de la société inscrite, si cette personne physique présente les formulaires suivants :

i) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 en vertu du paragraphe 1 de l'article 2.2 ou du paragraphe 1 de l'article 2.5;

ii) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 en vertu du paragraphe 2 de l'article 2.3 ou du paragraphe 2 de l'article 2.5;

b) la cessation ou la modification de la relation du dirigeant, de l'associé ou de l'administrateur avec la société inscrite à titre de salarié, d'associé ou de mandataire, si la société présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 en vertu du paragraphe 1 de l'article 4.2;

c) un emplacement autre que le siège de la société, si cette dernière présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3 en vertu de l'article 3.2;

d) des renseignements équivalents à ceux visés au sous-paragraphe *d* du paragraphe 3 de l'article 3.1.

6.3 Période de transition relative à la Base de données nationale d'inscription

1) Dans le présent article, on entend par « date d'accès à la BDNI » le premier jour après le 25 septembre 2009 où un déposant BDNI peut faire une présentation de renseignements à la BDNI.

2) Le déposant BDNI qui, avant le 25 septembre 2009, a présenté un avis n'ayant été ni accepté ni refusé par l'agent responsable avant cette date le présente de nouveau, comme si le délai prévu pour la présentation de l'avis se situait entre le 25 septembre 2009 et le jour précédant la date d'accès à la BDNI, conformément aux paragraphes 3, 4 et 6, selon le cas.

3) Sauf en ce qui a trait à un avis visé au paragraphe 4, si le délai prévu pour la présentation de l'un ou l'autre des documents suivants se situe entre le 25 septembre 2009 et le jour précédant la date d'accès à la BDNI, il est prolongé jusqu'au 45^e jour suivant la date d'accès à la BDNI :

a) l'avis qui doit être présenté en format BDNI;

b) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 qui doit être présenté en vertu du paragraphe 1 de l'article 2.5.

4) Sont présentés autrement qu'au moyen du site Web de la BDNI les documents pour lesquels le délai de présentation prévu se situe entre le 25 septembre 2009 et le jour précédant la date d'accès à la BDNI, à savoir :

a) l'avis de modification visé au paragraphe 1 de l'article 4.1 que présente la personne physique inscrite, si la modification concerne des renseignements présentés antérieurement à l'égard des rubriques suivantes de l'Annexe 33-109A4 :

i) la rubrique 14 [*Renseignements sur les infractions criminelles*];

ii) la rubrique 15 [*Renseignements sur les poursuites civiles*];

iii) la rubrique 16 [*Renseignements sur la situation financière*];

b) l'avis de cessation visé au paragraphe 1 de l'article 4.2 provenant de l'ancienne société parrainante, dans le délai prévu par le paragraphe 2 de l'article 4.2, si la relation de la personne physique avec la société à titre de salarié, d'associé ou de mandataire a pris fin en raison de sa démission ou de son congédiement justifié.

5) À compter du 28 septembre 2009 jusqu'au jour précédant la date d'accès à la BDNI, la personne physique peut présenter à l'agent responsable les documents suivants autrement qu'au moyen du site Web de la BDNI :

a) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7;

b) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2;

c) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, sauf s'il est présenté en vertu du paragraphe 1 de l'article 2.5;

6) Le déposant BDNI qui présente des renseignements autrement que par le site Web de la BDNI en vertu du paragraphe 4 ou 5 les présente de nouveau à l'agent responsable en format BDNI de la façon suivante :

a) en ce qui concerne le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 présenté en vertu du sous-paragraphe *a* du paragraphe 5, présenter les formulaires suivants :

i) si la date de cessation était le 28 septembre 2009 ou postérieure à cette date, le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7, dûment rempli, au plus tard 30 jours après la date d'accès à la BDNI;

ii) si la date de cessation était antérieure au 28 septembre 2009, le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, dûment rempli, au plus tard 30 jours après la date d'accès à la BDNI;

b) en ce qui concerne tout autre formulaire, au plus tard 30 jours après la date d'accès à la BDNI

6.4 Transition – Rétablissement en vertu du paragraphe 2 de l'article 2.3 et du paragraphe 2 de l'article 2.5

1) Malgré le paragraphe 2 de l'article 2.3, à compter de la date d'accès à la BDNI jusqu'au 28 décembre 2009, la personne physique qui demande le rétablissement de son inscription en vertu de ce paragraphe présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, dûment rempli, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, si la date de cessation est antérieure au 28 septembre 2009.

2) L'inscription d'une personne physique qui présente le formulaire visé au paragraphe 1 n'est rétablie conformément au paragraphe 2 de l'article 2.3 que si toutes les conditions prévues aux sous-paragraphe *a* à *e* de ce paragraphe sont réunies.

3) Le paragraphe 2 de l'article 2.5 ne s'applique pas à la personne physique autorisée dont la date de cessation est antérieure au 28 septembre 2009.

PARTIE 7 DISPENSE

7.1. Dispense

1) L'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense de l'application de tout ou partie des dispositions du présent règlement, sous réserve des conditions ou restrictions prévues par la dispense.

2) Malgré le paragraphe 1, en Ontario, seul l'agent responsable peut accorder une telle dispense.

3) Sauf en Ontario, cette dispense est accordée conformément à la loi visée à l'annexe B du Règlement 14-101 sur les définitions, vis-à-vis du nom du territoire intéressé.

PARTIE 8 ABROGATION ET DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

8.1. Abrogation

Le Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription, entré en vigueur le 11 juillet 2007, est abrogé.

8.2. Date d'entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 28 septembre 2009.

ANNEXE 33-109A1**AVIS DE CESSATION DE RELATION AVEC UNE PERSONNE PHYSIQUE INSCRITE OU AUTORISÉE (article 4.2)****INSTRUCTIONS GÉNÉRALES**

Ce formulaire doit être rempli et présenté aux agents responsables ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, aux organismes d'autoréglementation (OAR) compétents pour les aviser qu'une personne physique inscrite ou autorisée a quitté sa société parrainante.

Terminologie

Dans le présent formulaire, l'expression « date de cessation » (ou « date de prise d'effet de la cessation de la relation ») désigne le premier jour où une personne physique a cessé d'être autorisée à agir à titre de personne physique inscrite auprès de sa société parrainante ou qu'elle a cessé d'être une personne physique autorisée de sa société parrainante en raison de la fin de sa relation avec la société à titre de salarié, d'associé ou de mandataire ou d'une modification à cette relation.

Comment présenter ce formulaire

Présentez ce formulaire sur le site Web de la Base de données nationale d'inscription (BDNI) en format BDNI, à l'adresse www.nrd.ca.

Si vous vous prévaluez de la dispense pour difficultés temporaires prévue à l'article 5.1 du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, vous pouvez présenter ce formulaire dans un format différent du format BDNI.

Quand présenter ce formulaire

Présentez les réponses aux rubriques 1 à 4 dans un délai de cinq jours ouvrables suivant la date de la cessation de relation.

Si vous devez remplir la rubrique 5, présentez les réponses dans un délai de 30 jours suivant la date de la cessation de relation. Si vous le faites en format BDNI après avoir présenté les réponses aux rubriques 1 à 4 à la BDNI, utilisez le type de demande « Mise à jour/Correction d'un avis de cessation de relation » pour remplir la rubrique 5 de ce formulaire.

Rubrique 1 Société

1. Nom : _____

2. Numéro BDNI : _____

Rubrique 2 Personne physique

1. Nom : _____

2. Numéro BDNI : _____

Rubrique 3 Établissement auquel la personne physique était rattachée

1. Adresse : _____

2. Numéro BDNI : _____

Rubrique 4 Date et motif de la cessation de relation

1. Date de cessation/date de prise d'effet de la cessation de relation : _____
(AAAA/MM/JJ)

Il s'agit de la date à laquelle la personne physique a cessé d'être autorisée à exercer des activités nécessitant l'inscription auprès de la société ou d'agir à titre de personne physique autorisée.

2. Motif de la cessation de relation (cochez la case appropriée)

- Démission volontaire
- Démission à la demande de la société
- Congédiement avec dossier en règle
- Congédiement justifié
- Fin de contrat à durée déterminée
- Retraite
- Décès
- Autre motif

Rubrique 5 Précisions sur la cessation de relation

Ne remplissez la rubrique 5 qu'en cas de démission ou de congédiement (justifiés ou non) ou si vous avez coché la case « Autre motif » à la rubrique 4.2. Dans l'espace prévu ci-dessous :

- indiquez le ou les motifs de la démission ou du congédiement ou l'autre motif de cessation de relation;
- si la réponse aux questions suivantes est « oui », donnez des précisions.

[Format BDNI seulement]

Cette information sera communiquée dans les 30 jours de la date de prise d'effet de la cessation de relation.

Sans objet : fin de contrat à durée déterminée, retraite ou décès.

Répondez aux questions suivantes selon les renseignements dont vous disposez.

Au cours des douze derniers mois :

- | | Oui | Non |
|--|--------------------------|--------------------------|
| 1. La personne physique était-elle accusée d'une infraction criminelle? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 2. La personne physique a-t-elle fait l'objet d'une enquête menée par un organisme de réglementation des valeurs mobilières ou du secteur financier? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

3. La personne physique a-t-elle fait l'objet de mesures disciplinaires internes importantes de la part de la société ou d'un membre du même groupe qu'elle relativement à ses activités en tant que personne inscrite?
4. Des plaintes écrites, des poursuites civiles ou des avis d'arbitrage ont-ils été déposés contre la personne physique ou la société relativement à des activités en valeurs mobilières menées par la personne physique pendant qu'elle était une personne inscrite ou une personne autorisée à agir au nom de la société?
5. La personne physique a-t-elle des obligations financières non acquittées envers les clients de la société?
6. La société ou un membre du même groupe qu'elle ont-ils subi des pertes financières importantes ou vu leur réputation entachée en raison de la conduite de la personne physique?
7. La société ou un membre du même groupe qu'elle ont-ils enquêté sur la personne physique relativement à de possibles manquements importants aux obligations fiduciaires ou réglementaires, ou aux politiques et procédures de conformité de la société ou d'un membre du même groupe qu'elle? Il peut s'agir d'opérations ou de recommandations de placement inappropriées, de vol ou de détournement de fonds ou de titres de clients, de dissimulation de pertes aux clients, de contrefaçon de signature de clients, de blanchiment d'argent, de fausses déclarations délibérées et d'activités parallèles occultes.
8. La personne physique a-t-elle manqué à plusieurs reprises de respecter les politiques et procédures de conformité de la société ou d'un membre du même groupe qu'elle?
9. La personne physique a-t-elle géré de façon discrétionnaire des comptes de clients ou s'est-elle livrée à des activités nécessitant l'inscription sans être dûment inscrite ou sans l'autorisation de la société?

Motifs/Précisions :

Rubrique 6 Avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis au nom des autorités en valeurs mobilières indiquées à l'appendice A et utilisés par celles-ci aux fins de l'application de certaines dispositions de leurs lois sur les valeurs mobilières et (ou) les dérivés.

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont aussi recueillis par les OAR indiqués à l'appendice A et utilisés par eux aux fins de l'application de leur règlement intérieur, leurs règlements, leurs décisions et leurs politiques.

En présentant ce formulaire, la personne physique consent à ce que les autorités en valeurs mobilières ou les OAR compétents collectent ses renseignements personnels et obtiennent, le cas échéant, les dossiers des autorités policières, les dossiers tenus par des organismes de réglementation gouvernementaux ou non gouvernementaux ou des OAR, son dossier de crédit et ses relevés d'emploi s'ils en ont besoin pour examiner les renseignements contenus dans le présent formulaire et vérifier si elle demeure apte à l'inscription ou à l'autorisation, en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés, pendant la durée de l'inscription ou de l'autorisation, selon le cas. Les autorités en valeurs mobilières ou les OAR peuvent demander des renseignements sur la personne physique à tout organisme public ou privé ainsi qu'à toute personne physique ou morale.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation de ces renseignements aux autorités en valeurs mobilières ou aux OAR compétents du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice A. Au Québec, vous pouvez également vous adresser à la Commission d'accès à l'information (1-888-528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

Rubrique 7 Mise en garde

Commet une infraction à la législation en valeurs mobilières et (ou) à la législation sur les dérivés, y compris la législation sur les contrats à terme standardisés sur marchandises, quiconque donne des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.

Rubrique 8 Attestation

Attestation – format BDNI :

Je présente ces renseignements en qualité de mandataire de la société. En cochant cette case, j'atteste que la société m'a fourni tous les renseignements présentés sur ce formulaire.

Attestation – format différent du format BDNI :

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire dans lequel je présente ce formulaire pour le compte de la société, directement ou par l'intermédiaire de l'autorité principale :

- j'ai lu ce formulaire et compris les questions;
- tous les renseignements présentés sur ce formulaire sont véridiques et complets.

Nom de la société

Nom du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Titre du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Signature du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Date (AAAA/MM/JJ)

APPENDICE A**Coordonnées relatives à l'avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels****Alberta**

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 – 5th Avenue SW
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-355-4151

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B
Consumer, Corporate and Insurance
Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)
C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-6288

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du
Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
À l'attention du directeur des inscriptions
Téléphone : 204-945-2548
Télécopieur : 204-945-0330

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du
Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur des affaires
réglementaires
Téléphone : 506-658-3060

Ontario

Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à
l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou
877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina (Saskatchewan) S4P 4H2
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)
A1B 4J6
Attention : Manager of Registrations
Téléphone : 709-729-5661

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)
X1A 2L9
Attention : Deputy Superintendent of
Securities
Téléphone : 867-920-8984

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8
Attention : Deputy Director, Capital
Markets
Téléphone : 902-424-7768

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6590

Yukon

Bureau des valeurs mobilières
Ministère des Services aux collectivités
C.P. 2703 C-6
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Superintendent of Securities
Téléphone : 867-667-5225

Organismes d'autoréglementation

Organisme canadien de réglementation du
commerce des valeurs mobilières
121, King Street West, Suite 1600
Toronto (Ontario) M5H 3T9
À l'attention du responsable de la protection
des renseignements personnels
Téléphone : 416-364-6133
Courriel : privacyofficer@iiroc.ca

ANNEXE 33-109A2
MODIFICATION OU RADIATION DE CATÉGORIES DE PERSONNES
PHYSIQUES
(article 4.2 ou paragraphe 2 de l'article 2.2 ou 2.5)

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Ce formulaire doit être rempli et présenté aux agents responsables ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, aux organismes d'autoréglementation (OAR) compétents lorsqu'une personne physique inscrite ou autorisée demande à ajouter ou à retirer des catégories d'inscription ou des activités autorisées.

Terminologie

Dans le présent formulaire, les mots « vous », « votre » et « personne physique » désignent la personne physique inscrite ou autorisée qui demande à ajouter ou à retirer des catégories d'inscription ou des activités autorisées.

Comment présenter ce formulaire

Ce formulaire doit être présenté sur le site Web de la Base de données nationale d'inscription (BDNI) en format BDNI, à l'adresse www.nrd.ca.

Si vous vous prévaluez de la dispense pour difficultés temporaires prévue à l'article 5.1 du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, vous pouvez présenter ce formulaire dans un format différent du format BDNI.

Rubrique 1 Personne physique

Nom : _____

Numéro BDNI : _____

Rubrique 2 Territoires d'inscription

1. Déposez-vous ce formulaire sous le régime de passeport ou en vertu d'un mode d'interaction pour l'inscription?

Ne cochez la case « Non » que si vous êtes inscrit, selon le cas :

a) dans un seul territoire du Canada;

b) dans plusieurs territoires du Canada et que vous demandez une modification ou la radiation :

i) dans un ou plusieurs territoires autres que le territoire principal, à l'exclusion de votre territoire principal.

Oui Non

2. Indiquez, en cochant les cases appropriées, chaque territoire dans lequel vous demandez la modification ou la radiation de catégories d'inscription.

Alberta

Colombie-Britannique

- Île-du-Prince-Édouard
- Manitoba
- Nouveau-Brunswick
- Nouvelle-Écosse
- Nunavut
- Ontario
- Québec
- Saskatchewan
- Terre-Neuve-et-Labrador
- Territoires du Nord-Ouest
- Yukon

Rubrique 3 Retrait de catégories

Quelles catégories demandez-vous à retirer?

Rubrique 4 Ajout de catégories

1. Quelles catégories demandez-vous à ajouter?

2. Si vous demandez à vous inscrire au Québec en tant que représentant de courtier en épargne collective ou de courtier en plans de bourse d'études, indiquez si vous êtes couvert par l'assurance responsabilité professionnelle de votre société parrainante.

Oui Non

Si vous avez répondu « non », veuillez fournir les renseignements suivants :

Nom de votre assureur : _____

Numéro de police : _____

Rubrique 5 Motifs de la demande de radiation

Si vous demandez à retirer une catégorie d'inscription ou une activité autorisée, indiquez les motifs de votre demande de radiation dans le territoire intéressé.

Rubrique 6 Avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis au nom des autorités en valeurs mobilières indiquées à l'appendice A et utilisés par celles-ci aux fins de l'application de certaines dispositions de leurs lois sur les valeurs mobilières et (ou) les dérivés.

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont aussi recueillis par les OAR indiqués à l'appendice A et utilisés par eux aux fins de l'application de leur règlement intérieur, leurs règlements, leurs décisions et leurs politiques.

En présentant ce formulaire, la personne physique consent à ce que les autorités en valeurs mobilières ou les OAR compétents collectent ses renseignements personnels et obtiennent, le cas échéant, les dossiers des autorités policières, les dossiers tenus par des organismes de réglementation gouvernementaux ou non gouvernementaux ou des OAR, son dossier de crédit et ses relevés d'emploi s'ils en ont besoin pour examiner les renseignements contenus dans le présent formulaire et vérifier si elle demeure apte à l'inscription ou à l'autorisation, en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés, pendant la durée de l'inscription ou de l'autorisation. Les autorités en valeurs mobilières ou les OAR peuvent demander des renseignements sur la personne physique à tout organisme public ou privé ainsi qu'à toute personne physique ou morale.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation de ces renseignements aux autorités en valeurs mobilières ou aux OAR compétents du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice A. Au Québec, vous pouvez également vous adresser à la Commission d'accès à l'information (1-888-528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

Rubrique 7 Mise en garde

Commet une infraction à la législation en valeurs mobilières et (ou) à la législation sur les dérivés, y compris la législation sur les contrats à terme standardisés sur marchandises quiconque donne des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.

Rubrique 8 Attestation

Attestation – format BDNI

Je confirme avoir discuté des questions du présent formulaire avec un dirigeant, un directeur de succursale ou un superviseur de ma société parrainante. À ma connaissance, cette personne était convaincue que j'avais parfaitement compris les questions. Je limiterai mes activités à celles qui sont autorisées dans ma catégorie d'inscription.

Je présente ces renseignements en qualité de mandataire de la personne physique indiquée sur ce formulaire. En cochant cette case, j'atteste que la personne physique m'a fourni tous les renseignements présentés sur ce formulaire.

Attestation – format différent du format BDNI

En signant ci-dessous :

1. J'atteste ce qui suit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire dans lequel je présente ce formulaire, directement ou par l'intermédiaire de l'autorité principale :

- j'ai lu ce formulaire et compris les questions;
- tous les renseignements présentés sur ce formulaire sont véridiques et complets.

2. Je confirme avoir discuté des questions du présent formulaire avec un dirigeant, un directeur de succursale ou un superviseur de ma société parrainante. À ma connaissance, cette personne était convaincue que j'avais parfaitement compris les questions. Je limiterai mes activités à celles qui sont autorisées dans ma catégorie d'inscription.

Signature de la personne physique

Date : _____
(AAAA/MM/JJ)

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire dans lequel je présente ce formulaire pour le compte de la personne physique, directement ou par l'intermédiaire de l'autorité principale :

1. la personne physique dont le nom figure dans ce formulaire sera embauchée par la société comme personne physique inscrite ou non inscrite;

2. j'ai discuté des questions du présent formulaire avec la personne physique ou un directeur de succursale, un superviseur ou un autre dirigeant ou associé l'a fait et, à ma connaissance, elle les comprend parfaitement.

Nom de la société

Nom du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Titre du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Signature du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Date : _____
(AAAA/MM/JJ)

APPENDICE A**Coordonnées relatives à l'avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels****Alberta**

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 – 5th Avenue SW
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-355-4151

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B
Consumer, Corporate and Insurance
Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)
C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-6288

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du
Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
À l'attention du directeur des inscriptions
Téléphone : 204-945-2548
Télécopieur : 204-945-0330

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du
Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur des affaires
réglementaires
Téléphone : 506-658-3060

Ontario

Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à
l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou
877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina (Saskatchewan) S4P 4H2
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)
A1B 4J6
Attention : Manager of Registrations
Téléphone : 709-729-5661

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)
X1A 2L9
Attention : Deputy Superintendent of
Securities
Téléphone : 867-920-8984

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8
Attention : Deputy Director, Capital
Markets
Téléphone : 902-424-7768

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6590

Yukon

Bureau des valeurs mobilières
Ministère des Services aux collectivités
C.P. 2703 C-6
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Superintendent of Securities
Téléphone : 867-667-5225

Organismes d'autoréglementation

Organisme canadien de réglementation du
commerce des valeurs mobilières
121, King Street West, Suite 1600
Toronto (Ontario) M5H 3T9
À l'attention du responsable de la protection
des renseignements personnels
Téléphone : 416-364-6133
Courriel : privacyofficer@iiroc.ca

ANNEXE 33-109A3
ÉTABLISSEMENTS AUTRES QUE LE SIÈGE
(article 3.2)

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Ce formulaire doit être rempli et présenté aux agents responsables ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, ou aux organismes d'autoréglementation (OAR) compétents pour les aviser qu'un établissement a été ouvert ou fermé, ou que les renseignements sur un établissement ont été modifiés.

Cochez la case appropriée et remplissez le formulaire au complet :

- Ouverture d'un établissement
- Fermeture d'un établissement
- Modification des renseignements présentés précédemment au sujet d'un établissement. Précisez clairement les renseignements modifiés.

Comment présenter ce formulaire

Présentez ce formulaire sur le site Web de la Base de données nationale d'inscription (BDNI) en format BDNI, à l'adresse www.nrd.ca.

Si vous vous prévalez de la dispense pour difficultés temporaires prévue à l'article 5.1 du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, vous pouvez présenter ce formulaire dans un format différent du format BDNI.

Rubrique 1 Type d'établissement

- Succursale
- Sous-succursale ou établissement

Rubrique 2 Superviseur ou directeur de succursale

Nom du superviseur désigné ou du directeur de succursale : _____

Numéro BDNI du superviseur désigné ou du directeur de succursale : _____

Rubrique 3 Renseignements sur l'établissement

Adresse professionnelle : _____

Adresse postale (si elle est différente de l'adresse professionnelle) :

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur : _____

Rubrique 4 Avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis au nom des autorités en valeurs mobilières indiquées à l'appendice A et utilisés par celles-ci aux fins de l'application de certaines dispositions de leurs lois sur les valeurs mobilières et (ou) les dérivés.

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont aussi recueillis par les OAR indiqués à l'appendice A et utilisés par eux aux fins de l'application de leur règlement intérieur, leurs règlements, leurs décisions et leurs politiques.

En présentant ce formulaire, la personne physique consent à ce que les autorités en valeurs mobilières ou les OAR compétents collectent ses renseignements personnels et obtiennent, le cas échéant, les dossiers des autorités policières, les dossiers tenus par des organismes de réglementation gouvernementaux ou non gouvernementaux ou des OAR, son dossier de crédit et ses relevés d'emploi s'ils en ont besoin pour examiner les renseignements contenus dans le présent formulaire et vérifier si elle demeure apte à l'inscription ou à l'autorisation, en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés, pendant la durée de l'inscription ou de l'autorisation. Les autorités en valeurs mobilières ou les OAR peuvent demander des renseignements sur la personne physique à tout organisme public ou privé ainsi qu'à toute personne physique ou morale.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation de ces renseignements aux autorités en valeurs mobilières ou aux OAR compétents du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice A. Au Québec, vous pouvez également vous adresser à la Commission d'accès à l'information (1-888-528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

Rubrique 5 Mise en garde

Commet une infraction à la législation en valeurs mobilières et (ou) à la législation sur les dérivés, y compris la législation sur les contrats à terme standardisés sur marchandises quiconque donne des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.

Rubrique 6 Attestation

Attestation – format BDNI :

Je présente ces renseignements en qualité de mandataire de la société. En cochant cette case, j'atteste que la société m'a fourni tous les renseignements présentés sur ce formulaire.

Attestation – format différent du format BDNI :

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire dans lequel je présente ce formulaire pour le compte de la société, directement ou par l'intermédiaire de l'autorité principale :

- j'ai lu ce formulaire et compris les questions;
- tous les renseignements présentés sur ce formulaire sont véridiques et complets.

Nom de la société

Nom du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Titre du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Signature du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Date (AAAA/MM/JJ)

APPENDICE A**Coordonnées relatives à l'avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels****Alberta**

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 – 5th Avenue SW
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-355-4151

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B
Consumer, Corporate and Insurance
Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)
C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-6288

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du
Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
À l'attention du directeur des inscriptions
Téléphone : 204-945-2548
Télécopieur : 204-945-0330

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du
Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur des affaires
réglementaires
Téléphone : 506-658-3060

Ontario

Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à
l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou
877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina (Saskatchewan) S4P 4H2
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)
A1B 4J6
Attention : Manager of Registrations
Téléphone : 709-729-5661

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)
X1A 2L9
Attention : Deputy Superintendent of
Securities
Téléphone : 867-920-8984

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8
Attention : Deputy Director, Capital
Markets
Téléphone : 902-424-7768

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6590

Yukon

Bureau des valeurs mobilières
Ministère des Services aux collectivités
C.P. 2703 C-6
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Superintendent of Securities
Téléphone : 867-667-5225

Organismes d'autoréglementation

Organisme canadien de réglementation du
commerce des valeurs mobilières
121, King Street West, Suite 1600
Toronto (Ontario) M5H 3T9
À l'attention du responsable de la protection
des renseignements personnels
Téléphone : 416-364-6133
Courriel : privacyofficer@iiroc.ca

**ANNEXE 33-109A4
INSCRIPTION D'UNE PERSONNE PHYSIQUE ET EXAMEN D'UNE PERSONNE
PHYSIQUE AUTORISÉE (article 2.2)**

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Ce formulaire doit être rempli et présenté aux agents responsables ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, ou aux organismes d'autoréglementation (OAR) compétents lorsqu'une personne physique demande à s'inscrire dans une catégorie ou demande un examen en tant que personne physique autorisée. Un seul formulaire doit être présenté, peu importe le nombre de catégories dans lesquelles la personne demande à s'inscrire.

Terminologie

Dans le présent formulaire, les mots « vous », « votre » et « personne physique » désignent la personne physique qui demande à s'inscrire ou qui dépose ce formulaire en tant que personne physique autorisée en vertu de la législation en valeurs mobilières et (ou) de la législation sur les dérivés.

L'expression « société parrainante » désigne la société inscrite au sein de laquelle vous exercerez vos fonctions à titre de personne physique inscrite ou autorisée.

L'expression « dérivés » désigne les instruments financiers comme les contrats à terme standardisés, notamment les contrats négociables, les options sur contrats à terme et les swaps dont le cours, la valeur ou les obligations de paiement sont fonction d'un ou de plusieurs éléments sous-jacents. Les dérivés peuvent se présenter sous la forme d'instruments, de contrats ou de titres.

Les expressions « actionnaire important » et « actionnaire » désignent tout actionnaire qui, au total, est directement ou indirectement propriétaire de titres lui assurant 10 % ou plus des droits de vote rattachés à l'ensemble des titres avec droit de vote en circulation.

L'expression « personne autorisée » désigne, à l'égard d'un membre de l'OCRCVM, une personne qui est un associé, un administrateur, un dirigeant, un salarié ou un mandataire du membre et qui est autorisée par l'OCRCVM ou par un autre OAR canadien à remplir toute fonction prescrite par le règlement intérieur, les règlements ou les politiques de l'OCRCVM ou d'un autre OAR canadien.

Plusieurs expressions utilisées dans le présent formulaire sont définies par la législation en valeurs mobilières de votre province ou territoire. Veuillez vous reporter à ces définitions.

Comment présenter ce formulaire

Format BDNI

Présentez ce formulaire sur le site Web de la Base de données nationale d'inscription (BDNI) en format BDNI, à l'adresse www.nrd.ca. Ne présentez qu'un seul formulaire, peu importe le nombre de catégories dans lesquelles vous demandez à vous inscrire. Si vous avez des questions, adressez-vous au service de la conformité, de l'inscription ou des affaires juridiques de la société parrainante ou à un avocat, ou encore consultez le site Web d'information de la BDNI, à l'adresse www.nrd-info.ca.

Format différent du format BDNI

Si vous vous prévaluez de la dispense pour difficultés temporaires prévue à l'article 5.1 du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, vous pouvez présenter ce formulaire dans un format différent du format BDNI.

Si l'espace prévu ne suffit pas, utilisez une autre feuille en indiquant clairement le numéro des rubriques et des questions. Remplissez et signez le formulaire, puis transmettez-le aux agents responsables, ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, aux OAR ou aux autres autorités compétentes. Le nombre d'exemplaires originaux signés du formulaire à présenter dépend de la province ou du territoire et de l'agent responsable, de l'autorité en valeurs mobilières, ou de l'OAR.

Pour éviter tout retard dans le traitement de ce formulaire, veuillez répondre à toutes les questions qui s'appliquent à vous. Si vous avez des questions, adressez-vous au service de la conformité, de l'inscription ou des affaires juridiques de la société parrainante ou à un avocat, ou encore consultez le site Web d'information de la BDNI, à l'adresse www.nrd-info.ca.

Rubrique 1 Nom**1. Nom**

 Nom de famille Prénom Deuxième prénom (s.o.) Troisième prénom (s.o.)

Numéro BDNI (le cas échéant) : _____

2. Autres noms

Utilisez-vous un autre nom que celui indiqué ci-dessus ou avez-vous déjà été connu sous d'autres noms, par exemple un surnom ou un nom marital?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice A.

3. Utilisation d'autres noms

Utilisez-vous ou avez-vous déjà utilisé un nom ou exercé une activité sous un nom qui n'est pas un de ceux indiqués ci-dessus, par exemple le nom commercial d'une entreprise individuelle ou un nom d'équipe?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice A.

Rubrique 2 Adresse domiciliaire

Indiquez toutes vos adresses domiciliaires des dix dernières années, y compris celles à l'étranger.

1. Adresses domiciliaires actuelles et antérieures

 Numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal

Numéro de téléphone : _____

Date de début de la résidence à cette adresse (AAAA/MM) : _____

Si vous demeurez à cette adresse depuis moins de dix ans, veuillez remplir l'appendice B.

2. Adresse postale

Cochez cette case si votre adresse postale est la même que votre adresse domiciliaire actuelle. Sinon, fournissez les renseignements suivants :

Numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal

Rubrique 3 Renseignements personnels

1. Date de naissance : _____
(AAAA/MM/JJ)
2. Lieu de naissance : _____
(ville, province, territoire ou État, pays)
3. Sexe : Féminin Masculin
4. Couleur des yeux : _____
5. Couleur des cheveux : _____
6. Taille : _____ po ou _____ cm
7. Poids : _____ lb ou _____ kg

Rubrique 4 Citoyenneté

1. Renseignements sur la citoyenneté

Quel est votre pays de citoyenneté?

- Canada
- Autre, précisez : _____

2. Si vous êtes aussi citoyen d'un autre pays que le Canada, remplissez la section suivante.

Cochez cette case si vous n'avez pas de passeport valide. Sinon, fournissez les renseignements suivants :

N° de passeport : _____

Date de délivrance : _____
(AAAA/MM/JJ)

Lieu de délivrance: _____
(ville, province, territoire ou État, pays)

Rubrique 5 Territoires d'inscription

1. Déposez-vous ce formulaire sous le régime de passeport ou en vertu d'un mode d'interaction pour l'inscription?

Ne cochez la case « Non » que si :

- a) vous demandez à vous inscrire dans votre territoire principal seulement;
- b) vous demandez un examen en tant que personne physique autorisée dans votre territoire principal seulement

et si vous n'êtes inscrit en vertu de la législation en valeurs mobilières d'aucun territoire du Canada.

Oui Non

2) Indiquez, en cochant la case appropriée, chaque territoire dans lequel vous demandez à vous inscrire ou demandez un examen en tant que personne physique autorisée :

- Tous les territoires
- Alberta
- Colombie-Britannique
- Île-du-Prince-Édouard
- Manitoba
- Nouveau-Brunswick
- Nouvelle-Écosse
- Nunavut
- Ontario
- Québec
- Saskatchewan
- Terre-Neuve-et-Labrador
- Territoires du Nord-Ouest
- Yukon

Rubrique 6 Catégories d'inscription

1. À l'appendice C, cochez la case correspondant à chaque catégorie dans laquelle vous demandez à vous inscrire en tant que personne physique ou demandez un examen en tant que personne physique autorisée. Si vous demandez un examen en tant que personne physique autorisée, cochez la case correspondant à chaque catégorie qui décrit le poste que vous occupez au sein de votre société parrainante.

2. Si vous demandez à vous inscrire au Québec en tant que représentant de courtier en épargne collective ou de courtier en plans de bourse d'études, indiquez si vous êtes couvert par l'assurance responsabilité professionnelle de votre société parrainante.

Oui Non

Si vous avez répondu « non », veuillez fournir les renseignements suivants :

Nom de votre assureur : _____

Numéro de police : _____

Rubrique 7 Domicile élu et mandataire aux fins de signification

1. Domicile élu

Vous devez avoir un domicile élu dans chaque province ou territoire dans lequel vous présentez ce formulaire. Vous pouvez indiquer une adresse domiciliaire ou une adresse professionnelle, mais pas une case postale. Veuillez remplir l'appendice D pour chaque domicile élu supplémentaire que vous indiquez.

Domicile élu : _____
(numéro, rue, ville, province ou territoire, code postal)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur : _____ (le cas échéant)

Adresse électronique : _____ (le cas échéant)

2. Mandataire aux fins de signification

Si vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, veuillez fournir les renseignements ci-dessous pour chaque province ou territoire dans lequel vous avez un mandataire. L'adresse de votre mandataire doit être le domicile élu indiqué ci-dessus. Si votre mandataire n'est pas une personne physique, indiquez le nom de votre personne-ressource.

Nom du mandataire : _____

Personne-ressource : _____
Nom de famille Prénom

Rubrique 8 Compétences

1. Renseignements sur les cours, les examens ou la formation

Indiquez à l'appendice E les cours et les examens obligatoires pour l'inscription ou l'autorisation que vous avez réussis ou dont vous avez été dispensé.

Cochez cette case si vous n'êtes pas tenu de suivre des cours ou de passer des examens en vertu de la législation en valeurs mobilières et (ou) de la législation sur les dérivés ou des règles d'un OAR.

2. Numéros d'étudiant

Le cas échéant, indiquez ci-dessous vos numéros d'étudiant pour les cours que vous avez réussis :

Formation mondiale CSI (auparavant « Institut canadien des valeurs mobilières ») : _____

Institut IFSE (auparavant « IFIC ») : _____

Institut des banquiers canadiens (IBC) : _____

CFA Institute (auparavant « AIMR ») : _____

Advocis (auparavant « CAIFA ») : _____

3. Refus de dispense

Un organisme de réglementation des valeurs mobilières ou des dérivés ou un OAR a-t-il déjà refusé de vous dispenser d'une obligation relative à un cours, un examen ou l'expérience?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice F.

Rubrique 9 Établissement d'emploi

Établissement d'emploi

1. Fournissez les renseignements suivants sur votre nouvelle société parrainante. Si vous projetez de travailler à plus d'une adresse, fournissez les renseignements sur l'établissement où vous exercerez principalement vos activités.

Numéro BDNI de l'établissement : _____

Numéro d'identification unique (facultatif) : _____

Adresse professionnelle : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur : _____

2. Si le siège de la société est situé à l'étranger et (ou) que vous n'êtes pas résident du Canada, indiquez l'adresse de l'établissement où vous exercerez vos activités.

Adresse professionnelle : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur : _____

[Les points 3, 4 et 5 s'appliquent lorsque le format est différent du format BDNI.]

3. Type d'établissement (format différent du format BDNI) :

Siège Succursale ou établissement Sous-succursale

4. Nom du directeur de succursale : _____

5. Cochez cette case si l'adresse postale de l'établissement est la même que l'adresse professionnelle indiquée ci-dessus. Si ce n'est pas le cas, veuillez fournir les renseignements ci-dessous.

Adresse postale : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Rubrique 10 Emploi, autres activités professionnelles, postes de dirigeant et d'administrateur actuels

Remplissez l'appendice G pour chacune des activités professionnelles que vous exercez actuellement, notamment auprès de votre société parrainante ou à l'extérieur de celle-ci. Indiquez également tous les postes de dirigeant ou d'administrateur ou les postes équivalents que vous occupez à titre professionnel, contre rémunération ou non.

Rubrique 11 Emplois et autres activités antérieurs

Indiquez à l'appendice H vos antécédents professionnels pour les dix dernières années.

Rubrique 12 Démissions et cessation des fonctions

Avez-vous déjà démissionné, cessé vos fonctions ou fait l'objet d'un congédiement justifié par suite d'allégations selon lesquelles vous auriez :

1. commis une infraction à une loi, un règlement, une règle ou une norme de conduite?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », remplissez la rubrique 12.1 de l'appendice I.

2. fait défaut de superviser adéquatement la conformité aux lois, règlements, règles ou normes de conduite?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », remplissez la rubrique 12.2 de l'appendice I.

3. commis une fraude ou un détournement de biens, y compris un vol?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », remplissez la rubrique 12.3 de l'appendice I.

Rubrique 13 Renseignements concernant la réglementation

1. Réglementation des valeurs mobilières et des dérivés

a) À l'exception de votre inscription ou autorisation à titre de personne physique autorisée sous ce numéro BDNI, êtes-vous actuellement ou avez-vous déjà été inscrit auprès de l'organisme de réglementation des valeurs mobilières et (ou) des dérivés d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays comme courtier ou conseiller en valeurs mobilières (et) ou en dérivés ou détenez-vous actuellement ou avez-vous déjà détenu un permis délivré par cet organisme pour agir à ce titre?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », remplissez la rubrique 13.1a de l'appendice J.

b) L'inscription comme courtier ou conseiller en valeurs mobilières et (ou) en dérivés ou un permis pour agir à ce titre vous a-t-il déjà été refusé dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 13.1*b* de l'appendice J.

c) A-t-on déjà refusé de vous accorder une dispense d'inscription prévue par la législation en valeurs mobilières et (ou) la législation sur les dérivés d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays, à l'exception du refus de dispense visé au paragraphe 3 de la rubrique 8 du présent formulaire?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 13.1*c* de l'appendice J.

d) Faites-vous actuellement ou avez-vous déjà fait l'objet de mesures disciplinaires ou d'une ordonnance prononcée à la suite de mesures disciplinaires en vertu de la législation en valeurs mobilières et (ou) de la législation sur les dérivés d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 13.1*d* de l'appendice J.

2. Réglementation des OAR

a) À l'exception de votre autorisation accordée sous ce numéro BDNI, êtes-vous ou avez-vous déjà été une personne autorisée d'un OAR ou d'un organisme similaire dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 13.2*a* de l'appendice J.

b) Vous a-t-on déjà refusé de devenir une personne autorisée d'un OAR ou d'un organisme similaire dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 13.2*b* de l'appendice J.

c) Faites-vous actuellement ou avez-vous déjà fait l'objet de mesures disciplinaires prises par un OAR ou un organisme similaire dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 13.2*c* de l'appendice J.

3. Autre réglementation

a) Êtes-vous ou avez-vous déjà été inscrit ou avez-vous déjà détenu un permis pour exercer auprès du public d'autres activités que des activités de courtage ou de conseil en valeurs mobilières et (ou) en dérivés dans une province, un territoire, un État ou un pays (par exemple, comme agent d'assurance, agent immobilier, comptable, avocat ou enseignant)?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 13.3*a* de l'appendice J.

b) Vous a-t-on déjà refusé une inscription ou un permis en vertu d'une loi relativement à vos activités professionnelles non liées aux valeurs mobilières ou aux dérivés dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 13.3b de l'appendice J.

c) Faites-vous actuellement ou avez-vous déjà fait l'objet de mesures disciplinaires en vertu d'une loi relativement à vos activités professionnelles non liées aux valeurs mobilières ou aux dérivés dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 13.3c de l'appendice J.

Rubrique 14 Renseignements sur les infractions criminelles

Infractions à déclarer

Vous devez déclarer toutes les infractions criminelles commises dans une province, un territoire, un État ou un pays, notamment les infractions criminelles aux lois fédérales comme le *Code criminel* (Canada), la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), la *Loi sur la concurrence* (Canada), la *Loi sur l'immigration* (Canada) et la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* (Canada) (ou sa version antérieure, la *Loi sur les stupéfiants* (Canada)). Vous devez notamment déclarer les plaidoyers et verdicts de culpabilité pour conduite avec facultés affaiblies, qui relèvent du *Code criminel* (Canada). Si vous avez été reconnu coupable d'une infraction criminelle, vous devez le déclarer même si une absolution inconditionnelle ou sous conditions a été accordée.

En réponse aux questions 2 et 4 ci-dessous, si vous ou votre société avez été reconnu coupable d'une infraction criminelle ou participé au Programme des mesures de rechange au cours des trois dernières années, vous devez déclarer l'infraction même si une absolution inconditionnelle ou sous conditions a été accordée ou si l'accusation a été rejetée, retirée ou suspendue. Certaines exceptions décrites ci-dessous s'appliquent aux accusations suspendues et au Programme des mesures de rechange.

Les agents responsables ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières, ou un organisme d'autorégulation peuvent traiter comme une omission de communiquer une information importante toute omission de déclarer une infraction criminelle à une loi, à l'exception de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (Canada) et de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* (Canada).

Infractions que vous n'avez pas à déclarer

Répondez « non » dans les circonstances suivantes.

Vous n'êtes pas tenu de déclarer ce qui suit :

- les crimes pour lesquels vous avez obtenu une absolution inconditionnelle ou sous conditions s'ils ont été retirés du casier judiciaire conformément à la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada);
- les infractions pour excès de vitesse, stationnement interdit ou toute autre infraction pour lesquelles la réhabilitation a été octroyée en vertu de la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada) et n'a pas été révoquée;
- les accusations d'infractions punissables par voie de déclaration sommaire de culpabilité qui sont suspendues depuis au moins six mois;

- les accusations criminelles qui sont suspendues depuis au moins un an;
- les infractions à la *Loi sur les jeunes contrevenants* (Canada) ou à la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* (Canada).

En réponse aux questions 2 et 4 ci-dessous, vous n'êtes pas tenu de déclarer les infractions dont vous ou votre société avez été reconnu coupable et à l'égard desquelles vous ou votre société avez participé au Programme des mesures de rechange il y a plus de trois ans.

1. Y a-t-il une accusation en instance ou suspendue contre vous relativement à une infraction criminelle dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 14.1 de l'appendice K.

2. Avez-vous déjà été reconnu coupable d'une infraction criminelle, omis de contester votre culpabilité ou obtenu une absolution inconditionnelle ou sous conditions pour une infraction criminelle dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 14.2 de l'appendice K.

3. À votre connaissance, y a-t-il une accusation en instance relativement à une infraction criminelle contre une société dont vous étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important au moment où les faits reprochés ont eu lieu dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 14.3 de l'appendice K.

4. À votre connaissance, une société a-t-elle déjà été reconnue coupable d'une infraction criminelle, omis de contester sa culpabilité ou obtenu une absolution inconditionnelle ou sous conditions pour une infraction criminelle dans une province, un territoire, un État ou un pays lorsque vous en étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 14.4 l'appendice K.

Rubrique 15 Renseignements sur les poursuites civiles

1. Faites-vous ou une société dont vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important fait-elle actuellement l'objet d'une poursuite civile pour fraude, vol, dol, fausses déclarations ou manquement similaire dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 15.1 de l'appendice L.

2. Avez-vous ou une société dont vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important a-t-elle déjà été défendeur ou intimé dans une poursuite civile dans laquelle des allégations de fraude, de vol, de dol, de fausses déclarations ou de manquement similaire ont été prouvées dans un jugement dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 15.2 de l'appendice L.

Rubrique 16 Renseignements sur la situation financière

1. Faillite

Avez-vous ou une société dont vous étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important a-t-elle déjà, en vertu des lois d'un territoire :

a) fait l'objet d'une requête de mise en faillite, fait une cession volontaire en faillite ou été visé par une procédure analogue?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 16.1a de l'appendice M.

b) fait une proposition concordataire en vertu d'une loi sur la faillite ou l'insolvabilité ou fait l'objet d'une procédure analogue?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 16.1b de l'appendice M.

c) fait l'objet de procédures en vertu d'une loi en vue de la liquidation ou de la dissolution de la société ou en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada)?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 16.1c de l'appendice M.

d) fait l'objet de procédures, intenté des procédures ou encore conclu un concordat ou un compromis avec des créanciers, y compris la nomination d'un séquestre, d'un séquestre-gérant, d'un administrateur ou d'un syndic par les créanciers ou à leur demande, à titre privé, par un tribunal ou par l'autorité de réglementation pour prendre possession de vos biens?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 16.1d de l'appendice M.

2. Dettes

Au cours des dix dernières années, avez-vous été incapable d'acquitter une obligation financière de 5 000 \$ ou plus à son échéance ou, à votre connaissance, une société dont vous étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important a-t-elle déjà été incapable d'acquitter une obligation financière de 5 000 \$ ou plus à son échéance?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 16.2 de l'appendice M.

3. Cautionnement ou assurance détournement et vol

Vous a-t-on déjà refusé un cautionnement ou une assurance détournement et vol?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 16.3 de l'appendice M.

4. Saisies-arrêts, jugements non exécutés ou directives de paiement

Une autorité d'une province, d'un territoire ou d'un État, ou un tribunal a-t-il déjà prononcé contre vous, concernant vos dettes, ou, à votre connaissance, contre une société dont vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important, concernant vos dettes :

- a) une saisie-arrêt? Oui Non
- b) un jugement non exécuté? Oui Non
- c) une directive de paiement? Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 16.4 de l'appendice M.

Rubrique 17 Propriété de sociétés de valeurs mobilières et de dérivés

Êtes-vous actuellement ou avez-vous déjà été associé ou actionnaire important d'une société (y compris votre société parrainante) dont les activités sont celles de courtier ou de conseiller en valeurs mobilières et (ou) en dérivés?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice N.

Rubrique 18 Mandataire aux fins de signification

En présentant ce formulaire, vous attestez que, dans chaque territoire du Canada où vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, vous avez procédé à la désignation conformément aux obligations applicables dans ce territoire.

Rubrique 19 Acceptation de compétence

En présentant ce formulaire, vous acceptez d'être assujéti aux lois sur les valeurs mobilières et (ou) les dérivés de chaque territoire du Canada et au règlement intérieur, aux règlements, décisions et politiques (ci-après, les « règles ») des OAR auxquels vous le présentez. Vous acceptez notamment la compétence de tout tribunal ou toute instance se rapportant aux activités que vous exercez à titre de personne inscrite ou d'associé, d'administrateur ou de dirigeant d'une personne inscrite en vertu de ces lois ou à titre de personne autorisée en vertu de ces règles.

Rubrique 20 Avis de collecte et d'utilisation des renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis au nom des autorités en valeurs mobilières indiquées à l'appendice O et utilisés par celles-ci aux fins de l'application de certaines dispositions de leurs lois sur les valeurs mobilières et (ou) les dérivés.

En présentant ce formulaire, la personne physique consent à ce que les autorités en valeurs mobilières collectent ses renseignements personnels et obtiennent, le cas échéant, les dossiers des autorités policières, les dossiers tenus par des organismes de réglementation gouvernementaux ou non gouvernementaux ou des OAR, son dossier de crédit et ses relevés d'emploi si elles en ont besoin pour examiner les renseignements contenus dans le présent formulaire et vérifier si elle demeure apte à l'inscription ou à l'autorisation, en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés, pendant la durée de l'inscription ou de l'autorisation. Les autorités en valeurs mobilières peuvent demander des renseignements sur la personne physique à tout organisme public ou privé ainsi qu'à toute personne physique ou morale.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation de ces renseignements à l'autorité en valeurs mobilières du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice O. Au Québec, vous pouvez également vous adresser à la Commission d'accès à l'information (1-888-528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

OAR

La collecte de renseignements personnels vise principalement à évaluer votre aptitude à l'inscription ou à l'autorisation et à vérifier que vous y demeurez apte, conformément à la législation en valeurs mobilières applicable et aux règles des OAR.

En présentant ce formulaire, vous autorisez les OAR concernés à recueillir tout renseignement provenant de toute source, notamment des renseignements personnels confidentiels vous concernant qui sont protégés par la loi, comme les dossiers des autorités policières, le dossier de crédit, les relevés d'emploi, le dossier scolaire et les attestations de réussite de cours, ainsi que les dossiers d'autres organismes de réglementation gouvernementaux ou non gouvernementaux, commissions de valeurs, bourses ou autres OAR, organismes privés ou publics, personnes physiques ou morales, selon ce qui est nécessaire pour examiner ce formulaire ou vérifier que vous demeurez apte à l'inscription ou à l'autorisation, conformément aux règles des OAR, pendant la durée de l'inscription ou de l'autorisation. Vous consentez également au transfert de renseignements confidentiels entre les OAR, commissions de valeurs ou bourses auxquels vous demandez ou pourriez ultérieurement demander l'inscription ou l'autorisation, ou qui vous ont accordé l'inscription ou l'autorisation, pour évaluer si vous êtes ou demeurez apte à l'inscription ou à l'autorisation, ou dans le cadre d'une enquête ou de l'exercice de tout pouvoir réglementaire, que vous soyez ou non actuellement inscrit auprès d'eux ou autorisé par eux.

En présentant ce formulaire, vous atteste que vous comprenez les règles des OAR compétents auxquels vous demandez l'inscription ou l'autorisation ou dont votre société parrainante est membre. Vous vous engagez également à vous familiariser avec les règles des OAR auxquels vous ou votre société parrainante adhérez. Vous acceptez d'être lié par les règles, leurs modifications et leurs suppléments, de les observer, de vous y conformer et de vous tenir informé des modifications et suppléments. Vous acceptez la compétence des OAR auxquels vous demandez l'inscription ou l'autorisation ou dont votre société parrainante est membre ou le deviendra, ainsi que celle, le cas échéant, de leurs gouverneurs, administrateurs et comités. Vous convenez que toute inscription accordée conformément à ce formulaire peut être radiée d'office ou suspendue et toute autorisation accordée peut être révoquée ou suspendue, à tout moment, conformément aux règles alors applicables des OAR. En cas de radiation d'office ou de révocation, vous devez cesser toutes les activités qui nécessitent l'inscription ou l'autorisation, puis vous abstenir de

dispenser des services qui nécessitent l'inscription ou l'autorisation pour tout membre des OAR ou toute société autorisée du même groupe que le membre sans obtenir l'autorisation des OAR ou vous inscrire auprès d'eux conformément à leurs règles.

En présentant ce formulaire, vous vous engagez à aviser les OAR auxquels vous demandez l'inscription ou l'autorisation ou qui vous ont accordé l'inscription ou l'autorisation ou pourraient vous l'accorder ultérieurement de tout changement important dans les renseignements fournis aux présentes, conformément à leurs règles. Vous acceptez que le formulaire soit transmis, sans modification, aux autres OAR auxquels vous pourriez demander l'inscription ou l'autorisation ultérieurement.

Vous atteste que vous avez discuté des questions posées dans ce formulaire et de la présente convention avec un dirigeant autorisé ou un directeur de succursale de votre société parrainante membre et que celui-ci est convaincu, à votre connaissance, que vous avez bien compris les questions et les conditions de la présente convention. Vous atteste également que vos activités professionnelles assujetties à la réglementation sur les valeurs mobilières et (ou) les dérivés seront strictement limitées à celles qui sont autorisées dans votre catégorie d'inscription ou d'autorisation.

Rubrique 21 Mise en garde

Commet une infraction à la législation en valeurs mobilières et (ou) à la législation sur les dérivés, y compris la législation sur les contrats à terme standardisés sur marchandises quiconque donne des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.

Rubrique 22 Attestation

1. Attestation – format BDNI

Je confirme avoir discuté des questions du présent formulaire avec un dirigeant, un directeur de succursale ou un superviseur de ma société parrainante. À ma connaissance, cette personne était convaincue que j'avais parfaitement compris les questions. Je limiterai mes activités à celles qui sont autorisées dans ma catégorie d'inscription.

Je présente ces renseignements en qualité de mandataire de la personne physique indiquée sur ce formulaire. En cochant cette case, j'atteste que la personne physique m'a fourni tous les renseignements présentés sur ce formulaire.

2. Attestation – format différent du format BDNI

Personne physique

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire dans lequel je présente ou dépose ce formulaire, directement ou par l'intermédiaire de l'autorité principale :

- j'ai lu ce formulaire et compris les questions;
- tous les renseignements présentés sur ce formulaire sont véridiques et complets.

Signature de la personne physique

Date

Associé ou dirigeant autorisé de la société

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'agent responsable, ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire dans lequel je présente ce formulaire, directement ou par l'entremise de l'autorité principale, pour le compte de la personne physique :

- la personne physique dont le nom figure dans ce formulaire sera embauchée par la société parrainante comme personne physique inscrite ou autorisée;
- j'ai discuté des questions du présent formulaire avec la personne physique, ou un directeur de succursale, un superviseur ou un autre dirigeant ou associé l'a fait, et à ma connaissance, elle les comprend parfaitement.

Nom de la société

Nom du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Titre du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Signature du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Date (AAAA/MM/JJ)

APPENDICE A**Noms (rubrique 1)****Rubrique 1.2 Autres noms****Nom 1**

 Nom de famille Prénom Deuxième prénom (s.o.) Troisième prénom (s.o.)

Raisons de l'utilisation de ce nom (par exemple, mariage, divorce, ordonnance du tribunal, nom d'usage courant, surnom).

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : À :
 _____ _____
 (AAAA/MM) (AAAA/MM)

Nom 2

 Nom de famille Prénom Deuxième prénom (s.o.) Troisième prénom (s.o.)

Raisons de l'utilisation de ce nom (par exemple, mariage, divorce, ordonnance du tribunal, nom d'usage courant, surnom) : _____

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : À :
 _____ _____
 (AAAA/MM) (AAAA/MM)

Nom 3

 Nom de famille Prénom Deuxième prénom (s.o.) Troisième prénom (s.o.)

Raisons de l'utilisation de ce nom (par exemple, mariage, divorce, ordonnance du tribunal, nom d'usage courant, surnom).

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : À :
 _____ _____
 (AAAA/MM) (AAAA/MM)

Rubrique 1.3 Utilisation d'autres noms**Nom 1**

 Nom

Raisons de l'utilisation de cet autre nom (par exemple, nom commercial ou nom d'équipe) : _____

Si le nom est ou a été utilisé en lien avec une société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

Oui Non

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : À :

 (AAAA/MM) (AAAA/MM)

Nom 2

 Nom

Raisons de l'utilisation de cet autre nom (par exemple, nom commercial ou nom d'équipe) :

Si le nom est ou a été utilisé en lien avec une société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

Oui Non

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : À :

 (AAAA/MM) (AAAA/MM)

Nom 3

 Nom

Raisons de l'utilisation de cet autre nom (par exemple, nom commercial ou nom d'équipe) :

Si le nom est ou a été utilisé en lien avec une société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

Oui Non

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : À :

 (AAAA/MM) (AAAA/MM)

APPENDICE B**Adresse domiciliaire (rubrique 2)****Rubrique 2.1 Adresses domiciliaires actuelles et antérieures**

Si vous demeurez à cette adresse depuis moins de dix ans, indiquez toutes vos adresses des dix dernières années.

Il n'est pas nécessaire d'indiquer les codes postaux ou les numéros de téléphone correspondant à vos adresses antérieures.

Adresse 1

Adresse domiciliaire : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Quand avez-vous demeuré à cette adresse? De : _____ À : _____
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Adresse 2

Adresse domiciliaire : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Quand avez-vous demeuré à cette adresse? De : _____ À : _____
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Adresse 3

Adresse domiciliaire : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Quand avez-vous demeuré à cette adresse? De : _____ À : _____
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

APPENDICE C**Catégories d'inscription (rubrique 6)**

Cochez les cases correspondant aux catégories dans lesquelles vous demandez l'inscription, l'autorisation ou l'examen à titre de personne physique autorisée.

Catégories communes à tous les territoires en vertu de la législation en valeurs mobilières***Catégories de sociétés (format différent du format BDNI seulement)***

- Courtier en placement
- Courtier en épargne collective
- Courtier en plans de bourses d'études
- Courtier sur le marché dispensé
- Courtier d'exercice restreint
- Gestionnaire de portefeuille
- Gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint
- Gestionnaire de fonds d'investissement

Catégories de personnes physiques et activités autorisées

- Représentant de courtier
- Représentant-conseil
- Représentant-conseil adjoint
- Personne désignée responsable
- Chef de la conformité
- Dirigeant – Préciser le titre
- Administrateur
- Associé
- Actionnaire
- Directeur de succursale (membres de l'ACCFM)
- Autorisation de l'OCRCVM

Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières***Catégories d'autorisation***

- Haute direction
- Administrateur (industrie)
- Administrateur (autre industrie)
- Superviseur
- Investisseur
- Représentant inscrit
- Représentant en placement
- Négociateur

Catégories d'autorisation supplémentaires

- Chef de la conformité
- Chef des finances
- Personne désignée responsable

Produits

- Non-négociant
- Titres
- Options
- Contrats à terme et options sur contrats à terme
- Fonds mutuels seulement

Client

- Détail
- Institutionnel
- Sans objet

Gestion de portefeuille

- Gestion de portefeuille

Catégories prévues par la législation locale sur les contrats à terme standardisés sur marchandises et les dérivés**Ontario*****Catégories de sociétés***

- Conseiller financier en placement de produits dérivés
- Conseiller en placement de produits dérivés
- Directeur des placements de produits dérivés
- Négociant-commissionnaire en contrats à terme

Catégories de personnes physiques et activités autorisées

- Représentant – services-conseils
- Représentant
- Directeur de succursale
- Dirigeant – Préciser le titre
- Administrateur
- Associé
- Actionnaire
- Autorisation de l'OCRCVM

Manitoba***Catégories de sociétés***

- Courtier (négociant)
- Courtier (négociant-commissionnaire en contrats à terme)
- Courtier (négociateur en bourse)
- Conseiller
- Catégorie locale

Catégories de personnes physiques et activités autorisées

- Négociateur en bourse
- Vendeur
- Directeur de bureau régional
- Conseiller
- Dirigeant – Préciser le titre
- Administrateur
- Associé
- Gestionnaire de portefeuille – contrats à terme
- Gestionnaire de portefeuille adjoint – contrats à terme
- Autorisation de l'OCRCVM
- Catégorie locale

Québec – activités en dérivés***À titre informatif, indiquez si vous exercerez l'activité de représentant des personnes suivantes :***

- Courtier en placement agissant comme courtier en dérivés
- Gestionnaire de portefeuille agissant comme gestionnaire de portefeuille en dérivés

APPENDICE D**Domicile élu et mandataire aux fins de signification (rubrique 7)****Rubrique 7.1 Domicile élu**

Vous devez avoir un domicile élu dans chaque province ou territoire dans lequel vous agissez à titre de personne physique inscrite ou autorisée ou demandez à le devenir. Une case postale ne constitue pas un domicile élu acceptable.

Domicile élu : _____
(numéro, rue, ville, province ou territoire, code postal)

Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur : _____

Adresse électronique : _____

Rubrique 7.2 Mandataire aux fins de signification

Si vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, veuillez fournir les renseignements ci-dessous. Le domicile élu indiqué dans la section précédente doit correspondre à l'adresse du mandataire désigné ci-dessous.

Nom du mandataire : _____
(le cas échéant)

Personne-ressource : _____
Nom de famille Prénom

APPENDICE E
Compétences (rubrique 8)**Rubrique 8.1 Renseignement sur les cours, les examens ou la formation**

Cours, examen ou autre formation	Date de fin (AAAA/MM/JJ)	Date de la dispense (AAAA/MM/JJ)	Agent responsable/autorité en valeurs mobilières qui a accordé la dispense

APPENDICE F
Compétences (rubrique 8.3)**Rubrique 8.3 Refus de dispense**

Veillez fournir les renseignements suivants sur chaque dispense refusée.

1. Indiquez le nom de l'organisme de réglementation des valeurs mobilières ou des dérivés, ou l'OAR, qui a refusé de vous accorder la dispense :

Indiquez le cours, l'examen ou l'expérience requis :

Indiquez le motif de refus :

Date du refus : _____
(AAAA/MM/JJ)

2. Indiquez le nom de l'organisme de réglementation des valeurs mobilières ou des dérivés, ou l'OAR, qui a refusé de vous accorder la dispense :

Indiquez le cours, l'examen ou l'expérience requis :

Indiquez le motif de refus :

Date du refus : _____
(AAAA/MM/JJ)

3. Indiquez le nom de l'organisme de réglementation des valeurs mobilières ou des dérivés, ou l'OAR, qui a refusé de vous accorder la dispense :

Indiquez le cours, l'examen ou l'expérience requis :

Indiquez le motif de refus :

Date du refus : _____
(AAAA/MM/JJ)

APPENDICE G**Emploi, autres activités professionnelles, postes de dirigeant et d'administrateur actuels (rubrique 10)**

Remplissez l'appendice G pour chacune de vos activités professionnelles actuelles auprès de votre société parrainante et de toute autre organisation. Indiquez notamment tous les postes de dirigeant ou d'administrateur ou les postes équivalents que vous occupez à titre professionnel, contre rémunération ou non.

1. Date de début : _____
(AAAA/MM/JJ)

2. Renseignements sur la société

Cochez cette case si l'activité est un emploi auprès de votre société parrainante.

Si vous exercez l'activité auprès de votre société parrainante, vous n'avez pas à fournir ci-dessous le nom de l'entreprise ni son adresse :

Nom de l'entreprise ou de l'employeur :

Adresse de l'entreprise ou de l'employeur :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Nom et titre de votre supérieur immédiat : _____

3. Description des fonctions

Décrivez les emplois et activités professionnelles liés à cet employeur. Précisez la nature de l'entreprise, vos fonctions, votre titre ou votre relation avec l'entreprise. Si vous demandez un type d'inscription qui exige une expérience particulière, veuillez fournir des renseignements sur votre expérience auprès de cette société, notamment votre niveau de responsabilité, la valeur des comptes sous votre supervision directe, le nombre d'années de service ainsi que le temps consacré à chaque activité, évalué en pourcentage :

4. Nombre d'heures de travail hebdomadaires

Indiquez le nombre d'heures que vous consacrez chaque semaine à ces activités professionnelles : _____

Si cette activité est un emploi auprès de votre société parrainante et que vous travaillez moins de 30 heures par semaine, fournissez des explications :

5. Conflits d'intérêts

Si vous avez plusieurs employeurs ou que vous exercez des activités professionnelles, déclarez tout risque de confusion chez les clients et tout risque de conflit d'intérêts découlant de vos multiples emplois ou de vos activités professionnelles actuelles ou projetées. Indiquez notamment si vos employeurs ou les sociétés auprès desquelles vous exercez des activités professionnelles sont cotés en bourse. Indiquez si la société a des

procédures pour réduire les risques de conflits d'intérêts et, le cas échéant, confirmez que vous les connaissez.

Si vous ne jugez pas que cet emploi occasionne des conflits d'intérêts, fournissez des explications : _____

APPENDICE H
Emplois et autres activités antérieurs (rubrique 11)

Fournissez les renseignements suivants sur les emplois que vous avez occupés et les autres activités que vous avez exercées au cours des dix dernières années. Tenez compte de toutes les activités, y compris les emplois à temps partiel et à temps plein, le travail autonome ou le service militaire. Indiquez notamment si vous étiez sans emploi, étudiant à temps plein ou tout autre statut similaire. N'indiquez pas les emplois de quatre mois ou moins occupés durant vos études, sauf s'ils étaient dans les secteurs des valeurs mobilières, des dérivés ou des services financiers.

Outre ces renseignements, veuillez fournir l'information sur les emplois et activités dans le(s) secteur(s) des valeurs mobilières et (ou) des dérivés que vous avez exercés pendant cette période et auparavant.

- Sans emploi
- Étudiant à temps plein
- Employé ou travailleur autonome

Du : _____
 (AAAA/MM)

Au : _____
 (AAAA/MM)

Remplissez la section suivante seulement si vous êtes employé ou travailleur autonome ou que vous l'étiez pendant cette période.

Nom de l'entreprise ou de l'employeur :

Adresse de l'entreprise ou de l'employeur :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Nom et titre du supérieur immédiat, le cas échéant : _____

Décrivez l'activité de la société, votre poste, vos fonctions et votre relation avec la société. Si vous demandez l'inscription dans une catégorie qui exige une expérience particulière, veuillez fournir des renseignements sur votre expérience, notamment votre niveau de responsabilité, la valeur des comptes sous votre supervision directe, le nombre d'années d'expérience à ce poste et l'expérience en matière de recherche, ainsi que le temps consacré à chaque activité.

Raison pour laquelle vous avez quitté la société :

APPENDICE I**Démissions et cessation des fonctions (rubrique 12)****Rubrique 12.1**

Pour chaque allégation d'infraction à une loi, à un règlement, à une règle ou à une norme de conduite interne ou externe, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société dont vous avez démissionné, où vous avez fait l'objet d'une cessation de fonctions ou d'un congédiement justifié; 2) s'il s'agit d'une démission, d'une cessation des fonctions ou d'un congédiement justifié; 3) la date de votre démission, de votre cessation de fonctions ou de votre congédiement justifié; 4) les circonstances relatives à votre démission, à votre cessation de fonctions ou à votre congédiement justifié.

Rubrique 12.2

Pour chaque allégation d'omission de superviser la conformité à une loi, à un règlement, à une règle ou à une norme de conduite, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société dont vous avez démissionné, où vous avez fait l'objet d'une cessation de fonctions ou d'un congédiement justifié; 2) s'il s'agit d'une démission, d'une cessation des fonctions ou d'un congédiement justifié; 3) la date de votre démission, de votre cessation de fonctions ou de votre congédiement justifié; 4) les circonstances relatives à votre démission, à votre cessation de fonctions ou à votre congédiement justifié.

Rubrique 12.3

Pour chaque allégation de fraude ou d'appropriation illégale de biens, y compris le vol, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société dont vous avez démissionné, où vous avez fait l'objet d'une cessation de fonctions ou d'un congédiement justifié; 2) s'il s'agit d'une démission, d'une cessation des fonctions ou d'un congédiement justifié; 3) la date de votre démission, de votre cessation de fonctions ou de votre congédiement justifié; 4) les circonstances relatives à votre démission, à votre cessation de fonctions ou à votre congédiement justifié.

APPENDICE J**Renseignements concernant la réglementation (rubrique 13)****Rubrique 13.1 Réglementation des valeurs mobilières et des dérivés**

a) Pour chaque inscription ou permis, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'organisme de réglementation des valeurs mobilières et (ou) des dérivés auprès duquel vous êtes ou étiez inscrit ou qui a délivré le permis; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis; 4) la période pendant laquelle vous étiez inscrit ou déteniez le permis.

b) Pour chaque inscription ou permis refusé, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société; le nom de l'organisme de réglementation des valeurs mobilières et (ou) des dérivés qui a refusé l'inscription ou le permis; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis refusé; 4) la date du refus; 5) les motifs du refus.

c) Pour chaque dispense d'inscription ou permis refusé, à l'exception de ce qui est indiqué au paragraphe 3 de la rubrique 8 du présent formulaire, indiquez ci-dessous : 1) la partie qui s'est vue refuser la dispense d'inscription ou de permis; 2) le nom de l'organisme de réglementation des valeurs mobilières et (ou) des dérivés qui a refusé d'accorder la dispense ou le permis; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis dont la dispense a été refusée; 4) la date du refus; 5) les motifs du refus.

d) Pour chaque ordonnance ou mesure disciplinaire, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'organisme de réglementation des valeurs mobilières et (ou) des dérivés qui a rendu l'ordonnance ou engagé la procédure; 3) la date à laquelle l'avis de procédure a été envoyé, s'il y a lieu; 4) la date à laquelle l'ordonnance a été rendue ou le règlement conclu, le cas échéant; 5) un résumé de tout avis, ordonnance ou règlement (y compris les sanctions infligées, le cas échéant); 6) si vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important de la société et personnellement désigné dans l'ordonnance ou visé par la mesure disciplinaire; 7) tout autre renseignement pertinent.

Rubrique 13.2 Réglementation des OAR

a) Pour chaque autorisation, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'OAR qui vous a accordé le statut de personne autorisée; 3) les catégories d'autorisation; 4) la période d'autorisation.

b) Pour chaque autorisation refusée, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'OAR qui a refusé l'autorisation; 3) la catégorie de l'autorisation refusée; 4) la date du refus; 5) les motifs du refus.

c) Pour chaque ordonnance ou mesure disciplinaire, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'OAR qui a rendu l'ordonnance ou engagé la procédure; 3) la date à laquelle l'avis de procédure a été envoyé, le cas échéant; 4) la date à laquelle l'ordonnance a été rendue ou le règlement conclu, le cas échéant; 5) un résumé de tout avis, de toute ordonnance ou de tout règlement (y compris les sanctions infligées, le cas échéant); 6) si vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important de la société et personnellement désigné dans l'ordonnance ou visé par la mesure disciplinaire; 7) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou que l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières peut exiger.

Rubrique 13.3 Autre réglementation

a) Pour chaque inscription ou permis, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la partie inscrite ou titulaire du permis (dans le cas d'un permis d'assurance, indiquez également le nom de l'agence d'assurance); 2) le nom de l'autorité de réglementation ou de la loi régissant l'inscription ou le permis; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis; 4) la période pendant laquelle la partie était inscrite ou détenait le permis.

b) Pour chaque inscription ou permis refusé, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la partie qui s'est vue refuser l'inscription ou le permis (dans le cas d'un permis d'assurance, indiquez également le nom de l'agence d'assurance); 2) le nom de l'autorité de réglementation qui a refusé l'inscription ou le permis ou de la loi en vertu de laquelle il l'a été; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis refusé; 4) la date du refus; 5) les motifs du refus.

c) Pour chaque ordonnance ou mesure disciplinaire, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la partie contre laquelle l'ordonnance a été rendue ou la procédure engagée (dans le cas d'un permis d'assurance, indiquez le nom de l'agence d'assurance); 2) le nom de l'autorité de réglementation qui a rendu l'ordonnance ou engagé la procédure ou de la loi en vertu de laquelle elle l'a été; 3) la date à laquelle l'avis de procédure a été envoyé, le cas échéant; 4) la date à laquelle l'ordonnance a été rendue ou le règlement conclu, le cas échéant; 5) un résumé de tout avis, ordonnance ou règlement (y compris les sanctions infligées, le cas échéant); 6) si vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important de la société et personnellement désigné dans l'ordonnance ou visé par la mesure disciplinaire; 7) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou que l'autorité de réglementation peut exiger.

APPENDICE K
Renseignements sur les infractions criminelles (rubrique 14)

Rubrique 14.1

Pour chaque accusation, indiquez ci-dessous : 1) le type d'accusation; 2) la date de l'accusation; 3) la date du procès ou de l'appel, le cas échéant; 4) l'emplacement du tribunal.

Rubrique 14.2

Pour chaque déclaration de culpabilité, omission de contester la culpabilité ou absolution inconditionnelle ou sous conditions pour une infraction criminelle, indiquez ci-dessous : 1) l'infraction; 2) la date de la déclaration de culpabilité; 3) la décision rendue (en précisant la pénalité ou l'amende et la date de paiement de l'amende).

Rubrique 14.3

Pour chaque accusation, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le type d'accusation; 3) la date de l'accusation; 4) la date du procès ou de l'appel, le cas échéant; 5) l'emplacement du tribunal.

Rubrique 14.4

Pour chaque déclaration de culpabilité, omission de contester la culpabilité ou absolution inconditionnelle ou sous conditions pour une infraction criminelle, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) l'infraction; 3) la date de la condamnation; 4) la décision rendue (en précisant la pénalité ou l'amende et la date de paiement de l'amende).

APPENDICE L
Renseignements sur les poursuites civiles (rubrique 15)

Rubrique 15.1

Pour chaque poursuite civile en instance, veuillez fournir les renseignements suivants ci-dessous : 1) les dates auxquelles la demande et la défense ont été présentées; 2) le nom du ou des demandeurs; 3) si la poursuite est en instance ou si la décision a été portée en appel; 4) si la poursuite concerne une société dont vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important et si vous avez été personnellement désigné dans les allégations; 5) le territoire où la poursuite a été intentée.

Rubrique 15.2

Pour chaque poursuite civile, veuillez fournir les renseignements suivants ci-dessous : 1) les dates auxquelles la demande et la défense ont été présentées; 2) le nom de chaque demandeur; 3) le territoire où la poursuite a été intentée; 4) si la poursuite concerne une société dont vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important et si vous avez été personnellement désigné dans les allégations; 5) un résumé de toute décision ou de tout règlement pour une somme supérieure à 10 000 \$. Le cas échéant, indiquez les poursuites réglées sans aveu de responsabilité.

APPENDICE M
Renseignements sur la situation financière (rubrique 16)

Rubrique 16.1 Faillite

a) Pour chaque événement, fournissez les renseignements suivants ci-dessous : 1) la date de la requête de mise en faillite ou de la cession volontaire; 2) le nom de la personne ou de la société concernée; 3) tout montant actuellement dû; 4) les créanciers; 5) la situation actuelle; 6) un résumé de toute décision ou de tout règlement; 7) la date de la libération, le cas échéant; 8) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou que l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières peut exiger.

b) Pour chaque événement, fournissez les renseignements suivants ci-dessous : 1) la date de la proposition concordataire; 2) le nom de la personne ou de la société concernée; 3) tout montant actuellement dû; 4) les créanciers; 5) la situation actuelle; 6) un résumé de toute décision ou de tout règlement; 7) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou que l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières peut exiger.

c) Pour chaque événement, fournissez les renseignements suivants ci-dessous : 1) la date de la procédure; 2) le nom de la personne ou de la société concernée; 3) tout montant actuellement dû; 4) les créanciers; 5) la situation actuelle; 6) un résumé de toute décision ou de tout règlement; 7) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou que l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières peut exiger.

d) Pour chaque procédure, concordat ou compromis avec les créanciers, fournissez les renseignements suivants ci-dessous : 1) la date de la procédure; 2) le nom de la personne ou de la société concernée; 3) tout montant actuellement dû; 4) les créanciers; 5) la situation actuelle; 6) un résumé de toute décision ou de tout règlement; 7) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou que l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières peut exiger.

Rubrique 16.2 Dettes

Pour chaque événement, indiquez ci-dessous : 1) la personne ou la société qui ne s'est pas acquittée de ses obligations financières; 2) le montant dû au moment où la personne ou la société a manqué à ses obligations; 3) le nom de la personne ou de la société à qui le montant est ou était dû; 4) toute date pertinente (par exemple la date d'échéance des paiements ou la date à laquelle le paiement final a été effectué); 5) tout montant actuellement dû; 6) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou que l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières peut exiger, y compris le motif pour lequel l'obligation n'a pas été respectée.

Rubrique 16.3 Cautionnement ou assurance détournement et vol

Pour chaque cautionnement ou assurance refusés, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société de cautionnement; 2) l'adresse de cette société; 3) la date du refus; 4) les motifs du refus.

Rubrique 16.4 Saisies-arrêts, jugements non exécutés ou directives de paiement

Pour chaque saisie-arrêt, jugement non exécuté ou directive de paiement relative à vos dettes, indiquez ci-dessous : 1) le montant dû au moment où a été prononcé la saisie-arrêt, le jugement non exécuté ou la directive de paiement; 2) le nom de la personne ou de la société à qui le montant est ou était dû; 3) toute date pertinente (par exemple la date d'échéance des paiements ou la date à laquelle le paiement final a été effectué); 4) le pourcentage des bénéfices devant être saisis ou le montant à payer; 5) tout montant actuellement dû; 6) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou que l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières peut exiger.

APPENDICE N**Propriété des sociétés de valeurs mobilières et de dérivés (rubrique 17)**

Nom de la société :

Votre relation avec la société : Associé Actionnaire important

Durée de la relation :

De : _____ À : _____ (s'il y a lieu)
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Fournissez les renseignements suivants :

a) Indiquez le nombre, la valeur, la catégorie et le pourcentage de titres ou de parts sociales dont vous avez la propriété ou envisagez d'acquérir lorsque vous serez inscrit ou autorisé après examen de ce formulaire. Si vous acquérez des actions une fois que vous êtes inscrit ou autorisé, indiquez la source (par exemple, actions non émises, ou, en cas de cession, donnez le nom du cédant) :

b) Indiquez la valeur de marché (approximative, si nécessaire) de toute obligation non garantie subordonnée, de toute obligation de la société que vous détenez ou de tout autre prêt subordonné que vous consentirez à la société :

c) Indiquez le nom de toute personne ou de toute société qui vous a fourni des fonds à investir dans la société, ainsi que votre relation avec elle :

d) Indiquez si les fonds à investir (ou devant être investis) sont garantis directement ou indirectement par une personne ou une société :

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », indiquez le nom de la personne ou de la société et votre relation avec elle :

e) Indiquez si vous avez directement ou indirectement renoncé à des droits afférents à ces titres ou parts sociales ou si vous avez l'intention, lorsque vous serez inscrit ou autorisé après examen de ce formulaire, de renoncer à de tels droits, que ce soit en hypothéquant les titres, en les mettant en gage ou en les grevant d'une charge en garantie :

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », indiquez le nom de la personne ou de la société et votre relation avec elle, et décrivez les droits auxquels vous avez renoncé ou renoncerez :

f) Indiquez si le propriétaire véritable des actions, obligations, garanties ou non, parts sociales ou billets que vous détenez est une autre personne :

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir les sections g, h et i.

g) Nom du propriétaire véritable :

Nom de famille	Prénom	Deuxième prénom <i>(le cas échéant)</i>	Troisième prénom <i>(le cas échéant)</i>
----------------	--------	--	---

h) Adresse domiciliaire :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

i) Profession :

APPENDICE O**Coordonnées relatives à l'avis de collecte et d'utilisation des renseignements personnels****Alberta**

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 – 5th Avenue SW
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-355-4151

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B
Consumer, Corporate and Insurance
Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)
C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-6288

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du
Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
À l'attention du directeur des inscriptions
Téléphone : 204-945-2548
Télécopieur : 204-945-0330

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du
Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur des affaires
réglementaires
Téléphone : 506-658-3060

Ontario

Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à
l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou
877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina (Saskatchewan) S4P 4H2
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)
A1B 4J6
Attention : Manager of Registrations
Téléphone : 709-729-5661

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)
X1A 2L9
Attention : Deputy Superintendent of
Securities
Téléphone : 867-920-8984

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8
Attention : Deputy Director, Capital
Markets
Téléphone : 902-424-7768

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6590

Yukon

Bureau des valeurs mobilières
Ministère des Services aux collectivités
C.P. 2703 C-6
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Superintendent of Securities
Téléphone : 867-667-5225

Organismes d'autoréglementation

Organisme canadien de réglementation du
commerce des valeurs mobilières
121, King Street West, Suite 1600
Toronto (Ontario) M5H 3T9
À l'attention du responsable de la protection
des renseignements personnels
Téléphone : 416-364-6133
Courriel : privacyofficer@iiroc.ca

**ANNEXE 33-109A5
MODIFICATION DES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'INSCRIPTION
(articles 3.1 et 4.1)**

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Ce formulaire doit être rempli et présenté aux agents responsables ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, ou aux organismes d'autoréglementation (OAR) compétents pour les aviser que des renseignements fournis dans les formulaires suivants ont été modifiés :

1. le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6, sauf en ce qui concerne les modifications visées à l'article 3.1 du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription;
2. le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4;

Comment présenter ce formulaire

Présentez ce formulaire sur le site Web de la Base de données nationale d'inscription en format BDNI, à l'adresse www.nrd.ca, pour signaler des modifications aux renseignements fournis dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4.

Ce formulaire doit être présenté dans un format différent du format BDNI pour signaler des modifications aux renseignements fournis dans les formulaires suivants :

- a) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6;
- b) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, si la personne physique se prévaut de la dispense pour difficultés temporaires prévue à l'article 5.1 du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.

Rubrique 1 Type de formulaire

Cochez le formulaire mis à jour :

- Formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6
- Formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4
Nom de la personne physique : _____
- Formulaire 3]

Rubrique 2 Détails de la modification

Indiquez le numéro des rubriques du formulaire ci-dessus qui sont modifiées et fournissez des détails.

Numéro de la rubrique : _____ Détails : _____

Date de prise d'effet de la modification : _____
(AAAA/MM/JJ)

Rubrique 3 Avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis au nom des autorités en valeurs mobilières indiquées à l'appendice A et utilisés par celles-ci aux fins de l'application de certaines dispositions de leurs lois sur les valeurs mobilières et (ou) les dérivés.

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont aussi recueillis par les OAR indiqués à l'appendice A et utilisés par eux aux fins de l'application de leur règlement intérieur, leurs règlements, leurs décisions et leurs politiques.

En présentant ce formulaire, la personne physique consent à ce que les autorités en valeurs mobilières ou les OAR compétents collectent ses renseignements personnels et obtiennent, le cas échéant, les dossiers des autorités policières, les dossiers tenus par des organismes de réglementation gouvernementaux ou non gouvernementaux ou des OAR, son dossier de crédit et ses relevés d'emploi s'ils en ont besoin pour examiner les renseignements contenus dans le présent formulaire et vérifier si elle demeure apte à l'inscription ou à l'autorisation, en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés, pendant la durée de l'inscription ou de l'autorisation. Les autorités en valeurs mobilières ou les OAR peuvent demander des renseignements sur la personne physique à tout organisme public ou privé ainsi qu'à toute personne physique ou morale.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation de ces renseignements aux autorités en valeurs mobilières ou aux OAR compétents du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice A. Au Québec, vous pouvez également vous adresser à la Commission d'accès à l'information (1-888-528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

Rubrique 4 Mise en garde

Commets une infraction à la législation en valeurs mobilières et (ou) à la législation sur les dérivés, y compris la législation sur les contrats à terme standardisés sur marchandises, quiconque donne des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.

Rubrique 5 Attestation

1. Donnez l'attestation suivante pour présenter ce formulaire en format BDNI lorsque des modifications sont apportées au formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4

Je confirme avoir discuté des questions du présent formulaire avec un dirigeant, un directeur de succursale ou un superviseur de ma société parrainante. À ma connaissance, cette personne était convaincue que j'avais parfaitement compris les questions. Je limiterai mes activités à celles qui sont autorisées dans ma catégorie d'inscription.

Je présente ces renseignements en qualité de mandataire de la personne physique indiquée sur ce formulaire. En cochant cette case, j'atteste que la personne physique m'a fourni tous les renseignements présentés sur ce formulaire.

2. Donnez l'attestation suivante pour présenter ce formulaire dans un format différent du format BDNI lorsque des modifications sont apportées au formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire dans lequel je présente ce formulaire, directement ou par l'intermédiaire de l'autorité principale :

- j'ai lu ce formulaire et compris les questions;

- tous les renseignements présentés sur ce formulaire sont véridiques et complets.

Nom de la société

Nom du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Titre du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Signature du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Date (AAAA/MM/JJ)

3. Donnez l'attestation suivante pour présenter ce formulaire dans un format différent du format BDNI sous le régime de la dispense pour difficultés temporaires prévue à l'article 5.1 du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription lorsque des modifications sont apportées au formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4.

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire dans lequel je présente ce formulaire, directement ou par l'intermédiaire de l'autorité principale :

- j'ai lu ce formulaire et compris les questions;
- tous les renseignements présentés sur ce formulaire sont véridiques et complets.

Signature de la personne physique

Date (AAAA/MM/JJ)

APPENDICE A**Coordonnées relatives à l'avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels****Alberta**

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 – 5th Avenue SW
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-355-4151

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B
Consumer, Corporate and Insurance
Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)
C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-6288

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du
Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
À l'attention du directeur des inscriptions
Téléphone : 204-945-2548
Télécopieur : 204-945-0330

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du
Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur des affaires
réglementaires
Téléphone : 506-658-3060

Ontario

Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à
l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou
877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina (Saskatchewan) S4P 4H2
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)
A1B 4J6
Attention : Manager of Registrations
Téléphone : 709-729-5661

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)
X1A 2L9
Attention : Deputy Superintendent of
Securities
Téléphone : 867-920-8984

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8
Attention : Deputy Director, Capital
Markets
Téléphone : 902-424-7768

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6590

Yukon

Bureau des valeurs mobilières
Ministère des Services aux collectivités
C.P. 2703 C-6
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Superintendent of Securities
Téléphone : 867-667-5225

Organismes d'autoréglementation

Organisme canadien de réglementation du
commerce des valeurs mobilières
121, King Street West, Suite 1600
Toronto (Ontario) M5H 3T9
À l'attention du responsable de la protection
des renseignements personnels
Téléphone : 416-364-6133
Courriel : privacyofficer@iiroc.ca

ANNEXE 33-109A6 INSCRIPTION D'UNE SOCIÉTÉ

Qui doit remplir ce formulaire?

Ce formulaire s'adresse aux sociétés qui demandent à s'inscrire en vertu de la législation en valeurs mobilières et (ou) de la législation sur les dérivés.

Ce formulaire doit être rempli et présenté pour demander l'inscription initiale à titre de courtier, de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement ou inscrire une société dans des catégories ou des territoires du Canada supplémentaires.

Définitions

« autorité principale » : se reporter au Règlement 33-109.

« BDNI » : la Base de données nationale d'inscription (site Web : www.nrd-info.ca);

« chef de la conformité » : se reporter à l'article 2.1 du Règlement 31-103;

« contrôle significatif » : l'exercice du contrôle par une personne sur une autre dans les cas suivants :

- la personne détient directement ou non des titres avec droit de vote représentant plus de 20 % des droits de vote rattachés aux titres avec droit de vote en circulation de l'autre personne;
- la personne peut élire ou nommer directement ou non la majorité des administrateurs de l'autre personne ou des personnes physiques qui exercent des fonctions analogues pour le compte de celle-ci;

« dérivés » : instruments financiers comme les contrats à terme standardisés, notamment les contrats négociables, les options sur contrats à terme et les swaps dont le cours, la valeur ou les obligations de paiement sont fonction d'un ou de plusieurs éléments sous-jacents; les dérivés peuvent se présenter sous la forme d'instruments, de contrats ou de titres;

« filiale visée » : personne sur laquelle une autre personne exerce un contrôle significatif;

« formulaire » : l'Annexe 33-109A6, Inscription d'une société;

« membre du même groupe visé » : société mère de la société, filiale visée de la société ou filiale visée de la société mère de la société;

« nous » et « autorité » : l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du ou des territoires du Canada dans lesquels la société demande à s'inscrire.

« OAR » : se reporter au Règlement 14-101 sur les définitions;

« personne désignée responsable » : se reporter à l'article 2.1 du Règlement 31-103;

« personne physique autorisée » : se reporter au Règlement 33-109;

« Règlement 31-103 » : le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription;

« Règlement 33-109 » : le Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription;

« société » : la personne qui demande à s'inscrire;

« société mère » : personne qui exerce un contrôle significatif sur une autre personne, directement ou non;

« société préexistante » : l'entité visée à la question 3.6 de ce formulaire;

« vous » : la personne physique qui remplit, présente, dépose et (ou) signe ce formulaire pour le compte de la société;

Contenu du formulaire

Ce formulaire comporte les parties et appendices suivants :

Partie 1 – Renseignements sur l'inscription

Partie 2 – Coordonnées

Partie 3 – Antécédents et structure de la société

Partie 4 – Inscriptions antérieures

Partie 5 – Situation financière

Partie 6 – Relations avec les clients

Partie 7 – Mesures prises en application de la loi

Partie 8 – Poursuites

Partie 9 – Attestation

Appendice A – Coordonnées relatives à l'avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

Appendice B – Acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification

Appendice C – Annexe 31-103A1, Calcul de l'excédent du fonds de roulement

Vous êtes tenu de joindre au formulaire dûment rempli les documents justificatifs suivants :

1. L'Appendice B – Acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de

1

- signification pour chaque territoire dans lequel la société demande à s'inscrire (question 2.4)
2. Le plan d'affaires, le manuel des politiques et procédures et les conventions conclues avec les clients (Colombie-Britannique, Alberta et Manitoba seulement) (question 3.3)
 3. Les documents constitutifs (question 3.7)
 4. L'organigramme de la société (question 3.11)
 5. L'organigramme des propriétaires (question 3.12)
 6. Le calcul de l'excédent du fonds de roulement (question 5.1)
 7. La résolution du conseil d'administration approuvant l'assurance (question 5.7)
 8. Les états financiers vérifiés (question 5.13)
 9. La lettre d'instructions au vérificateur (question 5.14)

Comment remplir et présenter ce formulaire

La société doit payer des droits d'inscription dans chaque territoire où elle présente et dépose ce formulaire. Consulter les droits prescrits du territoire concerné.

Tous les montants sont en dollars canadiens. Si une question n'est pas pertinente pour la société, inscrivez « s.o. » dans l'espace prévu.

Si la société demande à s'inscrire dans plusieurs territoires du Canada ou plusieurs catégories, à l'exception de celle de courtier d'exercice restreint, il vous suffit de présenter un formulaire. Si la société demande à s'inscrire comme courtier d'exercice restreint, présentez et déposez le formulaire dans chaque territoire concerné.

Vous pouvez remplir ce formulaire :

- sur papier, puis le transmettre à l'autorité principale ou à l'OAR compétent;
- sur papier, puis le numériser et l'envoyer par courrier électronique à l'autorité principale ou à l'OAR compétent.

Si la société demande à s'inscrire en Ontario et que la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario n'est pas son autorité principale, vous devez aussi déposer un exemplaire de ce formulaire, sans les documents justificatifs, auprès de la Commission.

Vous trouverez les coordonnées nécessaires pour présenter et déposer ce formulaire à l'Annexe B de l'Instruction générale relative au Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription.

Nous pouvons accepter ce formulaire dans d'autres formats. Veuillez vous renseigner auprès de l'autorité avant de le remplir, de le présenter et de le déposer. Si vous remplissez le formulaire sur papier et que vous avez besoin d'espace supplémentaire pour répondre à une question, annexe les détails sur une feuille séparée en indiquant clairement le numéro de la question.

Vous devez joindre tous les documents justificatifs et droits à votre demande. Nous pourrions vous demander des renseignements et des documents supplémentaires pour évaluer l'aptitude de la société à l'inscription.

Commet une infraction à la législation en valeurs mobilières ou à la législation sur les dérivés quiconque donne des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.

Mise à jour de l'information fournie sur ce formulaire

Voir la partie 3 du Règlement 33-109.

La société est tenue d'aviser l'autorité dans les délais prescrits de toute modification de l'information fournie sur ce formulaire en présentant et déposant le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5 Modification des renseignements concernant l'inscription.

Collecte et utilisation de renseignements personnels

Nous et les OAR (le cas échéant) nous servons des renseignements personnels sur les personnes visées par ce formulaire dans le cadre de l'examen visant à établir si la société est apte à l'inscription. Nous nous servons aussi de ces renseignements pour vérifier que la société remplit toujours les obligations d'inscription si sa demande est approuvée.

Nous pouvons seulement :

- recueillir les renseignements personnels en vertu de la législation en valeurs mobilières et (ou) de la législation sur les dérivés;
- nous servir des renseignements aux fins de l'application de la législation en valeurs mobilières et (ou) de la législation sur les dérivés.

Nous pouvons recueillir des renseignements personnels à partir des dossiers des autorités policières, des dossiers d'autres organismes de réglementation ou d'OAR, de dossiers de crédit, de relevés d'emploi et auprès d'organismes publics ou privés, de personnes physiques ou morales et d'autres organismes. Nous pouvons aussi recueillir des renseignements personnels indirectement.

Nous pouvons fournir les renseignements personnels des personnes physiques visées par le présent formulaire à d'autres autorités de réglementation, à des bourses de valeurs ou de dérivés, à des OAR ou à des organismes analogues dans le cadre d'une enquête ou du traitement de toute question d'ordre réglementaire.

Les personnes physiques visées par le présent formulaire peuvent adresser leurs questions sur la collecte et l'utilisation de renseignements personnels à l'autorité ou à l'OAR compétent du territoire du Canada concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice A. Au Québec, on peut également s'adresser à la Commission d'accès à l'information (1-888-528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

Partie 1 – Renseignements sur l'inscription**1.1. Nom complet de la société**

Indiquez le nom complet de la société qui figure dans les documents constitutifs visés à la question 3.7. Si la société est une entreprise individuelle, indiquez vos prénoms et votre nom.

Si la société a un nom français et un nom anglais, indiquez les deux.

1.2. Numéro BDNI de la société

Pour plus de renseignements, consultez le site www.nrd-info.ca.

1.3. Pourquoi présentez-vous ce formulaire?

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> pour demander l'inscription initiale de la société dans au moins un territoire du Canada | Remplissez :
Le formulaire au complet |
| <input type="checkbox"/> pour inscrire la société dans au moins un autre territoire du Canada | Les questions 1.1, 1.2, 1.4, 1.5, 2.4, et la partie 9 |
| <input type="checkbox"/> pour inscrire la société dans au moins une autre catégorie | Les questions 1.1, 1.2, 1.4, 1.5, 5.1, 5.4, 5.5, 5.6, 5.7, 5.8 et les parties 6 et 9 |

1.4. Cochez toutes les catégories et tous les territoires dans lesquels la société demande à s'inscrire.

a) Catégories prévues par la législation en valeurs mobilières

Abréviations	Catégorie	Territoire												
		AB	BC	MB	NB	NL	NT	NS	NU	ON	PE	QC	SK	YT
Alberta (AB)	Courtier en placement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Colombie-Britannique (BC)	Courtier en épargne collective	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Île-du-Prince-Édouard (PE)	Courtier en plans de bourses d'études	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Manitoba (MB)	Courtier sur le marché dispensé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Nouveau-Brunswick (NB)	Courtier d'exercice restreint	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Nouvelle-Écosse (NS)	Gestionnaire de fonds d'investissement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Nunavut (NU)	Gestionnaire de portefeuille	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ontario (ON)	Gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Québec (QC)														
Saskatchewan (SK)														
Terre-Neuve-et-Labrador (NL)														
Territoires du Nord-Ouest (NT)														
Yukon (YT)														

b) Catégories prévues par la législation sur les dérivés (Manitoba et Ontario seulement)

Catégorie	Manitoba
Courtier (négociant)	<input type="checkbox"/>
Courtier (négociant-commissionnaire en contrats à terme)	<input type="checkbox"/>
Courtier (négociateur en bourse)	<input type="checkbox"/>
Catégorie locale	<input type="checkbox"/>
Conseiller	<input type="checkbox"/>
	Ontario
Conseiller financier en placement de produits dérivés	<input type="checkbox"/>
Conseiller en placement de produits dérivés	<input type="checkbox"/>
Directeur des placements de produits dérivés	<input type="checkbox"/>
Négociant-commissionnaire en contrats à terme	<input type="checkbox"/>

c) Courtiers en placement et gestionnaires de portefeuille (Québec seulement)

Si la société demande à s'inscrire au Québec comme courtier en placement ou gestionnaire de portefeuille, exercera-t-elle aussi les activités suivantes?

Courtier en dérivés Oui Non
Gestionnaire de portefeuille en dérivés Oui Non

1.5. Dispenses

La société demande-t-elle des dispenses en vertu de la législation en valeurs mobilières ou de la législation sur les dérivés?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque dispense :

Type de dispense													
Législation													
Territoire(s) où la société demande la dispense													
AB	BC	MB	NB	NL	NT	NS	NU	ON	PE	QC	SK	YT	
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Partie 2 – Coordonnées

Adresses

2.1. Adresse du siège

Une case postale n'est pas une adresse acceptable pour le siège.

Ligne d'adresse 1	
Ligne d'adresse 2	
Ville	Province/territoire/État
Pays	Code postal
Numéro de téléphone	Numéro de télécopieur
Site Web	

Si le siège de la société est situé au Canada, passez à la question 2.3.

Si le siège de la société n'est pas situé au Canada, passez à la question 2.2.

2.2. Sociétés dont le siège n'est pas situé au Canada

a) La société a-t-elle des adresses professionnelles au Canada?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », indiquez l'adresse professionnelle principale de la société au Canada :

Ligne d'adresse 1	
Ligne d'adresse 2	
Ville	Province/territoire
Code postal	

L'autorité en valeurs mobilières de ce territoire du Canada est l'autorité principale de la société au Canada.

b) Si la société n'est inscrite dans aucun territoire du Canada ou n'a pas terminé son premier exercice depuis son inscription, indiquez le territoire du Canada dans lequel elle s'attend à ce que la plupart de ses clients résident à la fin de l'exercice en cours. Dans tous les autres cas, indiquez le territoire du Canada dans lequel la plupart des clients de la société résidaient à la fin de son dernier exercice.

AB BC MB NB NL NT NS NU ON PE QC SK YT

Une case postale est une adresse postale acceptable.

2.3. Adresse postale

Cochez cette case si l'adresse postale est celle du siège.

Ligne d'adresse 1	
Ligne d'adresse 2	
Ville	Province/territoire/État
Pays	Code postal

Si la société n'a pas de bureau dans le territoire du Canada où elle demande à s'inscrire, elle doit désigner un mandataire aux fins de signification dans ce territoire.

2.4. Domicile élu et mandataire aux fins de signification

Joignez une Annexe B, Acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification dûment remplie pour chaque territoire dans lequel la société demande à s'inscrire et n'a pas de bureau.

Personnes-ressources

2.5. Personne désignée responsable

La société inscrite doit nommer une personne physique inscrite dans la catégorie de personne désignée responsable.

Nom	
Titre	
Numéro BDNI, le cas échéant	
Adresse	
<input type="checkbox"/> Cochez cette case si l'adresse est celle du siège de la société.	
Ligne d'adresse 1	
Ligne d'adresse 2	
Ville	Province/territoire/État
Pays	Code postal
Numéro de téléphone	Adresse électronique

2.6. Chef de la conformité

Cochez cette case si cette personne est la personne désignée responsable

La société inscrite doit nommer une personne physique inscrite dans la catégorie de chef de la conformité.

Nom	
Titre	
Numéro BDNI, le cas échéant	
Adresse	
<input type="checkbox"/> Cochez cette case si l'adresse est celle du siège de la société.	
Ligne d'adresse 1	
Ligne d'adresse 2	
Ville	Province/territoire/État
Pays	Code postal
Numéro de téléphone	Adresse électronique

Partie 3 – Antécédents et structure de l'entreprise**Activités****3.1. Activités de la société**

Fournissez une description des activités que la société prévoit exercer, notamment ses activités principales, le marché visé et les produits et services qu'elle fournira à ses clients.

3.2. Autres noms

La société utilise-t-elle des noms différents de celui indiqué à la question 1.1, comme un nom commercial?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », indiquez tous les autres noms en précisant s'ils sont déposés :

3.3. Documents commerciaux

La société dispose-t-elle des documents suivant à l'appui de ses activités?

	Oui	Non
a) Un plan d'affaires pour au moins les trois prochains exercices		
b) Un manuel des politiques et procédures prévoyant notamment des procédures d'ouverture de compte et une politique de répartition équitable des possibilités de placement, le cas échéant		

Si vous avez répondu « non », expliquez pourquoi la société ne dispose pas du document :

Si l'autorité de la Colombie-Britannique, de l'Alberta ou du Manitoba est l'autorité principale de la société qui demande à s'inscrire, joignez le plan d'affaires de celle-ci, son manuel des politiques et procédures et les conventions conclues avec ses clients, y compris la politique de placement et les conventions de gestion des placements.

Antécédents de la société**3.4. Date de constitution de la société**

3.5. Mode de constitution de la société

Société en démarrage Passez à la question 3.7.
 Fusion ou regroupement Passez à la question 3.6.
 Réorganisation Passez à la question 3.6.
 Autre arrangement Précisez ci-dessous et passez à la question 3.6.

3.6. Sociétés préexistantes

Indiquez les entités dont la fusion, le regroupement ou la réorganisation a donné naissance à la société ou celles qui ont fait l'objet d'un autre arrangement à cette fin.

3.7. Documents constitutifs

Joignez les documents constitutifs de la société, par exemple ses statuts et son certificat de constitution, toute modification, tout contrat de société ou acte de fiducie. Si la société est une entreprise individuelle, fournissez un exemplaire de la déclaration d'immatriculation.

Nous pouvons demander aux sociétés dont le siège n'est pas situé au Canada de joindre une preuve d'inscription à leurs documents constitutifs.

Structure et propriété de la société**3.8. Type de structure juridique**

- Entreprise individuelle
 Société de personnes
 Société en commandite Nom du commandité : _____
 Société par actions
 Autre Précisez : _____

3.9. Numéro matricule, le cas échéant

Il s'agit du numéro matricule de la société ou de son numéro d'entreprise du Québec (NEQ).

Indiquez le numéro matricule de la société dans chaque territoire du Canada où elle demande à s'inscrire.

Numéro matricule	Territoire du Canada

3.10. Personnes physiques autorisées

Indiquez toutes les personnes physiques autorisées de la société.

Nom	Titre	Numéro BDNI, le cas échéant

3.11. Organigramme de la société

Joignez un organigramme illustrant les rapports hiérarchiques au sein de la société. Inclure toutes les personnes physiques autorisées, la personne désignée responsable et le chef de la conformité.

3.12. Organigramme des propriétaires

Joignez un organigramme illustrant la structure et la propriété de la société. Inclure au moins chaque société mère, membre du même groupe visé et filiale visée.

Indiquez le nom de la personne, la catégorie, le type et le nombre de titres détenus ainsi que le pourcentage des droits de vote.

Partie 4 – Inscriptions antérieures

Les questions de la partie 4 concernent tous les pays.

4.1. Inscription pour exercer des activités en valeurs mobilières

Au cours des sept dernières années, la société, une société préexistante ou un membre du même groupe visé ont-ils été inscrits ou ont-ils détenu un permis pour agir à titre de courtier ou de conseiller en valeurs mobilières ou en dérivés?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque inscription :

Nom de l'entité	
Catégorie d'inscription	
Autorité/organisme	
Date d'inscription ou d'obtention du permis (aaaa/mm/jj)	Date d'expiration, le cas échéant (aaaa/mm/jj)
Territoire	

7

4.2. Dispense d'inscription pour exercer des activités en valeurs mobilières

La société est-elle actuellement dispensée de s'inscrire ou de détenir un permis pour agir à titre de courtier ou de conseiller en valeurs mobilières ou en dérivés?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque dispense :

Type de dispense
Autorité/organisme
Date d'obtention de la dispense (aaaa/mm/jj)
Territoire

4.3. Adhésion à une bourse ou à un OAR

Au cours des sept dernières années, la société, une société préexistante ou un membre du même groupe visé ont-ils été membres d'une bourse de valeurs ou de dérivés, d'un OAR ou d'un organisme analogue?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque adhésion :

Nom de l'entité	
Organisme	
Date de l'adhésion (aaaa/mm/jj)	Date d'expiration, le cas échéant (aaaa/mm/jj)
Territoire	

4.4. Dispense d'adhésion à une bourse ou un OAR

La société est-elle actuellement dispensée de l'adhésion à une bourse de valeurs ou de dérivés, à un OAR ou à un organisme analogue?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque dispense :

Type de dispense
Organisme
Date de la dispense (aaaa/mm/jj)
Territoire

4.5. Refus d'inscription, de permis ou d'adhésion

La société, une société préexistante ou un membre du même groupe visé se sont-ils déjà vus refuser l'inscription auprès d'un organisme de réglementation des services financiers ou un permis délivré par un tel organisme, ou l'adhésion à une bourse de valeurs ou de dérivés, à un OAR ou à un organisme analogue?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque refus :

Nom de l'entité
Motif du refus
Autorité/organisme
Date du refus (aaaa/mm/jj)
Territoire

4.6. Inscription pour d'autres produits financiers

Les autres produits financiers sont notamment la planification financière, les polices d'assurance-vie et les prêts hypothécaires.

Au cours des sept dernières années, la société, une société préexistante ou un membre du même groupe visé ont-ils été inscrits ou ont-ils détenu un permis en vertu d'une loi exigeant l'inscription ou l'obtention d'un permis pour vendre d'autres produits financiers que des valeurs mobilières ou des dérivés ou fournir des conseils à leur égard?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque inscription ou permis :

Nom de l'entité	
Type de permis ou d'inscription	
Autorité/organisme	
Date d'inscription (aaaa/mm/jj)	Date d'expiration, le cas échéant (aaaa/mm/jj)
Territoire	

Partie 5 – Situation financière**Obligations en matière de capital****5.1. Calcul de l'excédent du fonds de roulement**

Joignez le calcul de l'excédent du fonds de roulement de la société. Les sociétés membres d'un OAR doivent utiliser le formulaire de calcul de l'excédent du fonds de roulement prescrit par celui-ci. Les sociétés qui ne sont pas membres d'un OAR doivent utiliser le formulaire prévu à l'Annexe 31-103A1, Calcul de l'excédent du fonds de roulement. Reportez-vous à l'Annexe C.

5.2. Sources de capitaux

Indiquez toutes les sources de liquidités, de capitaux d'emprunt et de capitaux propres de la société.

Nom de la personne ou de l'entité fournissant les capitaux	Type de capitaux	Montant (\$)

5.3. Garants

Relativement à ses activités, la société :

	Oui	Non
a) a-t-elle des garants?		
b) agit-elle à titre de garant d'une autre partie?		

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque garantie :

Nom de la partie à la garantie	
Numéro BDNI, le cas échéant	
Relation avec la société	Montant de la garantie (\$)
Détail de la garantie	

Voir à l'Annexe C l'Annexe 31-103A1, Calcul de l'excédent du fonds de roulement.

Cautionnement et assurance

Les questions 5.4 à 5.8 ne concernent que le cautionnement ou l'assurance actuels ou projetés de la société pour les activités en valeurs mobilières et en dérivés. Elles sont conformes à la section 2 de la partie 12 du Règlement 31-103.

5.4. Territoires visés

Ces renseignements figurent sur l'assurance d'institution financière.

Dans quels territoires la société a-t-elle un cautionnement ou une assurance?

AB
 BC
 MB
 NB
 NL
 NT
 NS
 NU
 ON
 PE
 QC
 SK
 YT

Si le cautionnement ou l'assurance de la société ne couvre pas tous les territoires du Canada dans lesquels elle demande à s'inscrire, fournissez des explications.

5.5. Détails du cautionnement ou de l'assurance

Ces renseignements figurent dans la note de couverture de l'assurance ou sur l'assurance d'institution financière.

Nom de l'assureur	
Numéro du cautionnement ou de la police	
Conditions et clauses particulières	
Garantie par réclamation (\$)	Plafond annuel (\$)
Franchise (\$)	Date de renouvellement (aaaa/mm/jj)

Si l'assurance actuelle ou projetée de la société n'est pas une assurance d'institution financière, expliquez en quoi elle offre une garantie équivalente.

5.6. Assurance responsabilité professionnelle (Québec seulement)

Si la société demande à s'inscrire au Québec à titre de courtier en épargne collective ou de courtier en plans de bourses d'études, fournissez les renseignements suivants sur son assurance responsabilité professionnelle :

Nom de l'assureur												
Numéro de la police												
Conditions et clauses particulières												
Garantie par réclamation (\$)	Plafond annuel (\$)											
Franchise (\$)	Date de renouvellement (aaaa/mm/jj)											
Territoires visés :												
AB <input type="checkbox"/>	BC <input type="checkbox"/>	MB <input type="checkbox"/>	NB <input type="checkbox"/>	NL <input type="checkbox"/>	NT <input type="checkbox"/>	NS <input type="checkbox"/>	NU <input type="checkbox"/>	ON <input type="checkbox"/>	PE <input type="checkbox"/>	QC <input type="checkbox"/>	SK <input type="checkbox"/>	YT <input type="checkbox"/>
Précisez la police qui s'applique à vos représentants :												
La police de la société <input type="checkbox"/>	Leur police <input type="checkbox"/>	Les deux <input type="checkbox"/>										

5.7. Résolution du conseil d'administration approuvant l'assurance

Joignez la résolution du conseil d'administration confirmant que la société dispose d'une assurance suffisante pour ces activités en valeurs mobilières ou en dérivés.

5.8. Réclamations en vertu du cautionnement ou de l'assurance

Au cours des sept dernières années, la société a-t-elle fait des réclamations en vertu d'un cautionnement ou de son assurance?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque

réclamation :

Type de cautionnement ou d'assurance	
Date de la réclamation (aaaa/mm/jj)	Montant (\$)
Motif de la réclamation	
Date de règlement (aaaa/mm/jj)	Résultat
Territoire	

Solvabilité**5.9. Faillite**

Au cours des sept dernières années, la société ou un membre du même groupe visé ont-ils fait faillite, fait une cession en faillite ou une proposition concordataire, fait l'objet d'une requête de mise en faillite ou l'équivalent dans un territoire?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque faillite ou cession en faillite:

Nom de l'entité	
Motif de la faillite ou de la cession	
Date de la faillite, de la cession ou de la requête (aaaa/mm/jj)	Date de la libération, le cas échéant (aaaa/mm/jj)
Nom du syndic de faillite	
Territoire	

Le cas échéant, annexez un exemplaire de la libération ou de tout autre document équivalent.

5.10. Nomination d'un séquestre

Au cours des sept dernières années, un séquestre, un séquestre-gérant ou l'équivalent a-t-il été nommé dans un territoire pour ou par la société ou un membre du même groupe visé?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque nomination d'un séquestre:

Nom de l'entité	
Date de la nomination (aaaa/mm/jj)	Motif de la nomination
Date de fin (aaaa/mm/jj)	Motif
Nom du séquestre ou du séquestre-gérant	
Territoire	

Information financière**5.11. Clôture de l'exercice**

(mm/jj)

Si la société n'a pas fixé la date de clôture de son exercice, fournissez des explications.

--

Indiquez le nom de la personne qui vérifie les états financiers et le nom du cabinet comptable, le cas échéant.

5.12. Vérificateur

Nom du vérificateur et du cabinet comptable

5.13. États financiers vérifiés

Joignez les états financiers vérifiés établis au cours des 90 derniers jours.

Si la société est en démarrage, vous pouvez joindre un bilan vérifié à la place.

5.14. Lettre d'instructions au vérificateur

Nous pouvons exiger que la société soit vérifiée à tout moment pendant qu'elle est inscrite.

Joignez une lettre d'instructions de la société autorisant le vérificateur à effectuer tout examen ou vérification que l'autorité peut exiger.

Partie 6 – Relations avec les clients

6.1. Actifs des clients

Voir la section 3 de la partie 14 du Règlement 31-103 et de l'Instruction générale relative au Règlement 31-103.

La société détient-elle des actifs des clients ou y a-t-elle accès?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque institution financière auprès de laquelle la société détient les comptes en fidécommiss.

Nom de l'institution financière	
Ligne d'adresse 1	
Ligne d'adresse 2	
Ville	Province/territoire
Code postal	Numéro de téléphone

6.2. Conflits d'intérêts

La société a-t-elle ou s'attend-elle à avoir des relations dont on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles entraînent des conflits d'intérêts significatifs dans l'exercice de ses activités nécessitant l'inscription conformément à la législation en valeurs mobilières ou à la législation sur les dérivés?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », répondez aux questions suivantes :

a) Fournissez des détails sur chaque conflit :

b) La société s'est-elle dotée de politiques et de procédures pour repérer et traiter ses conflits d'intérêts?

Oui Non

Si vous avez répondu « non », fournissez des explications :

Partie 7 – Mesures prises en application de la loi

Les questions de la partie 7 concernent tous les pays.

7.1. Règlements amiables

La société, une société préexistante ou un membre du même groupe visé ont-ils déjà conclu un règlement amiable avec un organisme de réglementation des services financiers, une bourse de valeurs ou de dérivés, un OAR ou un organisme analogue?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque règlement :

Nom de l'entité
Autorité/organisme
Date du règlement (aaaa/mm/jj)
Détails du règlement
Pays

--

7.2. Antécédents disciplinaires

Un organisme de réglementation des services financiers, une bourse de valeurs ou de dérivés, un OAR ou un organisme analogue ont-ils déjà :

	Oui	Non
a) déterminé que la société, une société préexistante ou un membre du même groupe visé ont enfreint un règlement sur les valeurs mobilières ou une règle d'une bourse de valeurs ou de dérivés, d'un OAR ou d'un organisme analogue?		
b) déterminé que la société, une société préexistante ou un membre du même groupe visé ont fait une fausse déclaration ou commis une omission?		
c) adressé un avertissement à la société, à une société préexistante ou à un membre du même groupe visé ou exigé un engagement de leur part?		
d) suspendu ou radié d'office l'inscription, le permis ou l'adhésion de la société, d'une société préexistante ou d'un membre du même groupe visé?		
e) imposé des conditions à l'inscription ou à l'adhésion de la société, d'une société préexistante ou d'un membre du même groupe visé?		
f) engagé une procédure ou mené une enquête relativement à la société, à une société préexistante ou à un membre du même groupe visé?		
g) rendu une ordonnance (à l'exception d'une dispense) ou prononcé une sanction à l'encontre de la société, d'une société préexistante ou d'un membre du même groupe visé relativement à des activités en valeurs mobilières ou en dérivés (par exemple, une interdiction d'opérations)?		

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque mesure :

Nom de l'entité	
Type de mesure	
Autorité/organisme	
Date de la mesure (aaaa/mm/jj)	Motifs
Territoire	

7.3. Enquêtes en cours

À la connaissance de la société, celle-ci ou un membre du même groupe visé font-ils l'objet d'enquêtes en cours?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque enquête :

Nom de l'entité	
Motif ou objet de l'enquête	
Autorité/organisme	
Date de début de l'enquête (aaaa/mm/jj)	
Territoire	

Partie 8 – Poursuites

La société est tenue de déclarer les infractions aux lois régissant ses activités dans tout territoire et les poursuites intentées en vertu de ces lois.

8.1. Condamnations au criminel

La société, une société préexistante ou un membre du même groupe visé ont-ils déjà été reconnus coupables d'une infraction criminelle ou pénale?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque condamnation :

Nom de l'entité	
Type d'infraction	

13

Type d'infraction	
Intitulé de la cause	Numéro de la cause, le cas échéant
Date de la condamnation (aaaa/mm/jj)	
Territoire	

8.2. Accusations criminelles en instance

La société ou un membre du même groupe visé font-ils l'objet d'accusations criminelles ou pénales en instance?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque accusation :

Nom de l'entité
Type d'infraction
Date de l'accusation (aaaa/mm/jj)
Territoire

8.3. Poursuites en instance

	Oui	Non
a) La société est-elle actuellement défenderesse ou intimée (ou l'équivalent dans tout territoire) dans une poursuite en instance?		
b) Un membre du même groupe visé est-il actuellement défendeur ou intimé (ou l'équivalent dans tout territoire) dans une poursuite en instance relative à une fraude, à un vol ou à des activités en valeurs mobilières ou qui pourrait avoir une incidence significative sur l'activité de la société?		

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque poursuite :

Nom de l'entité
Type de poursuite
Date de la poursuite (aaaa/mm/jj)
Étape actuelle de l'instance
Mesures de réparation demandées par le demandeur ou l'appelant
Territoire

8.4. Jugements

	Oui	Non
a) La société a-t-elle été condamnée par un tribunal civil à payer des dommages-intérêts relativement à une fraude, à un vol ou à des activités en valeurs mobilières et un tel jugement est-il en cours?		
b) Un jugement rendu à l'égard d'un membre du même groupe visé relativement à une fraude, à un vol ou à des activités en valeurs mobilières ou qui pourrait avoir une incidence significative sur l'activité de la société est-il en cours?		

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque jugement :

Nom de l'entité
Type de jugement
Date du jugement (aaaa/mm/jj)
Étape actuelle de l'instance, le cas échéant
Mesures de réparation demandées par les demandeurs

Partie 9 – Attestation

Commet une infraction à la législation en valeurs mobilières ou à la législation sur les dérivés quiconque donne des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.

En signant ci-dessous, vous :

1. atteste ce qui suit à l'autorité de chaque territoire du Canada où la société présente et dépose ce formulaire directement ou par l'entremise de l'autorité principale :
 - vous avez lu ce formulaire;
 - tous les renseignements présentés sur ce formulaire sont, à votre connaissance et après une demande de renseignements raisonnable, véridiques et complets;
2. atteste à chaque autorité d'un territoire autre que le territoire principal du Canada où la société présente et dépose ce formulaire directement ou par l'entremise de l'autorité principale que, à la date de présentation de ce formulaire :
 - la société a présenté et déposé tous les renseignements exigés en vertu de la législation en valeurs mobilières et (ou) de la législation sur les dérivés du territoire principal du Canada relativement à son inscription dans ce territoire;
 - ces renseignements sont véridiques et complets;
3. autorisez l'autorité principale à donner à chaque autorité autre que l'autorité principale accès aux renseignements que la société a déposés auprès de l'autorité principale ou qu'elle lui a présentés en vertu de la législation en valeurs mobilières et (ou) de la législation sur les dérivés du territoire principal du Canada relativement à son inscription dans ce territoire;
4. reconnaissez que l'autorité peut recueillir les renseignements personnels des personnes physiques visées par ce formulaire et les communiquer conformément à la rubrique Collecte et utilisation de renseignements personnels;
5. atteste que les personnes physiques visées par ce formulaire ont été avisées que leurs renseignements personnels figurent sur ce formulaire, des raisons juridiques de leur communication, de l'utilisation qui en sera faite et des moyens d'obtenir de plus amples renseignements.

Nom de la société	
Nom du dirigeant ou de l'associé de la société autorisé à signer	
Titre du dirigeant ou de l'associé de la société autorisé à signer	
Signature	
Date (aaaa/mm/jj)	

Témoin

Le témoin doit être un avocat, un notaire ou un commissaire à l'assermentation.

Nom du témoin	
Titre du témoin	
Signature	
Date (aaaa/mm/jj)	

APPENDICE A**COORDONNÉES RELATIVES À L'AVIS DE COLLECTE ET D'UTILISATION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS****Alberta**

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 – 5th Avenue SW
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-355-4151

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer, Corporate and
Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-6288

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
À l'attention du directeur des inscriptions
Téléphone : 204-945-2548
Télécopieur : 204-945-0330

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur des affaires réglementaires
Téléphone : 506-658-3060

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8
Attention : Deputy Director, Capital Markets
Téléphone : 902-424-7768

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6590

Ontario

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou
877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina (Saskatchewan) S4P 4H2
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)
A1B 4J6
Attention : Manager of Registrations
Téléphone : 709-729-5661

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9
Attention : Deputy Superintendent of Securities
Téléphone : 867-920-8984

Yukon

Bureau des valeurs mobilières
Ministère des Services aux collectivités
C.P. 2703 C-6
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Superintendent of Securities
Téléphone : 867-667-5225

Organismes d'autoréglementation

Organisme canadien de réglementation du commerce des
valeurs mobilières
121, King Street West, Suite 1600
Toronto (Ontario) M5H 3T9
À l'attention du responsable de la protection des
renseignements personnels
Téléphone : 416-364-6133
Courriel : privacyofficer@iroc.ca

APPENDICE B**ACTE D'ACCEPTATION DE COMPÉTENCE ET DE DÉSIGNATION D'UN MANDATAIRE AUX FINS DE SIGNIFICATION**

1. Nom de la personne (la « société ») :
2. Territoire de constitution de la personne :
3. Nom du mandataire aux fins de signification (le « mandataire aux fins de signification ») :
4. Adresse du mandataire aux fins de signification :
5. La société désigne et nomme le mandataire aux fins de signification à l'adresse indiquée ci-dessus comme mandataire à qui signifier tout avis, acte de procédure, citation à comparaître, sommation ou autre acte dans toute action, enquête ou instance administrative, criminelle, pénale ou autre (une « instance ») découlant de ses activités dans le territoire intéressé ou s'y rattachant, et renonce irrévocablement à tout droit d'invoquer en défense dans une instance quelconque l'incompétence à intenter l'instance.
6. La société accepte irrévocablement et sans réserve la compétence non exclusive, dans toute instance découlant de ses activités dans le territoire intéressé ou s'y rattachant, des tribunaux judiciaires, quasi judiciaires et administratifs du territoire intéressé.
7. Pendant une période de six ans après qu'elle aura cessé d'être inscrite, la société devra présenter les documents suivants à l'autorité en valeurs mobilières :
 - a) un nouvel acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification, en la forme prévue aux présentes, au plus tard le septième jour après l'expiration du présent acte;
 - b) une version modifiée du présent acte au plus tard le septième jour après tout changement dans le nom ou l'adresse du mandataire aux fins de signification indiquée ci-dessus.
8. Le présent acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification est régi par les lois du territoire intéressé et s'interprète conformément à ces lois.

Date : _____

(Signature de la société ou du signataire autorisé)

(Nom et titre du signataire autorisé)

Acceptation

Je soussigné accepte la désignation comme mandataire aux fins de signification de (nom de la société), conformément aux modalités de l'acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification ci-dessus.

Date : _____

(Signature du mandataire aux fins de signification ou du signataire autorisé)

(Nom et titre du signataire autorisé)

APPENDICE C

ANNEXE 31-103A1
CALCUL DE L'EXCÉDENT DU FONDS DE ROULEMENT

Nom de la société _____

Calcul de l'excédent du fonds de roulement

(au _____, par comparaison au _____)

	Élément	Période en cours	Période antérieure
1.	Actif à court terme		
2.	Moins éléments d'actif à court terme qui ne sont pas facilement convertibles en trésorerie (p. ex., charges payées d'avance)		
3.	Actif à court terme ajusté Ligne 1 moins ligne 2 =		
4.	Passif à court terme		
5.	Ajouter 100 % de la dette à long terme à l'endroit d'apparentés sauf si la société et le prêteur ont signé une convention de subordination en la forme prévue à l'Annexe B et que la société en a transmis un exemplaire à l'agent responsable		
6.	Passif à court terme ajusté Ligne 4 plus ligne 5 =		
7.	Fonds de roulement ajusté Ligne 3 moins ligne 6 =		
8.	Moins capital minimum		
9.	Moins risque de marché		
10.	Moins franchise de la police d'assurance ou du cautionnement		
11.	Moins garanties		
12.	Moins écarts non résolus		
13.	Excédent du fonds de roulement		

Notes

Établir le présent formulaire sans consolidation.

Ligne 8. Capital minimum : Le montant indiqué sur cette ligne ne peut être inférieur aux montants suivants : a) 25 000 \$ dans le cas du conseiller, b) 50 000 \$ dans le cas du courtier, c) 100 000 \$ dans le cas du gestionnaire de fonds d'investissement.

Ligne 9. Risque de marché : Calculer le montant indiqué sur cette ligne selon les instructions de l'appendice 1 de la présente annexe.

Ligne 11. Garanties : Si la société inscrite garantit la responsabilité d'une autre personne, inclure le montant total de la garantie dans le calcul du fonds de roulement. Si le montant de la garantie est déclaré comme un passif à court terme dans le bilan de la société et indiqué sur la ligne 4, ne pas l'indiquer sur la ligne 11.

Ligne 12. Écarts non résolus : Inclure dans le calcul de l'excédent du fonds de roulement tout écart non résolu qui pourrait entraîner une perte d'actif de la société ou des clients.

Les exemples ci-après donnent des indications pour calculer les écarts non résolus :

- i) dans le cas d'un écart non résolu qui se rapporte aux titres des clients, le montant à indiquer sur la ligne 12 est égal à la valeur marchande des positions à découvert du client, plus le taux de marge applicable à ces titres;
- ii) dans le cas d'un écart non résolu qui se rapporte aux placements de la personne inscrite, le montant à indiquer sur la ligne 12 est égal à la valeur marchande des positions à découvert sur les placements;
- iii) dans le cas d'un écart non résolu qui se rapporte aux liquidités, le montant à indiquer sur la ligne 12 est égal au déficit de liquidités.

ATTESTATION DE LA DIRECTION**Nom de la société inscrite :** _____

Nous avons examiné le calcul du fonds de roulement ci-joint et attestons que la société respecte les obligations en matière de capital au _____.

Nom et titre	Signature	Date
1. _____	_____	_____
2. _____	_____	_____

**APPENDICE 1 DE L'ANNEXE 31-103A1
CALCUL DE L'EXCÉDENT DU FONDS DE ROULEMENT**

(ligne 9 [Risque de marché])

Multiplier la valeur marchande de chaque titre indiqué à la ligne 1, Actifs à court terme, par le taux de marge applicable indiqué ci-dessous. Additionner les résultats de l'ensemble des titres détenus. Le total représente le « risque de marché » à reporter à la ligne 9.

a) Obligations, garanties ou non, bons du Trésor et billets

i) Obligations, garanties ou non, bons du Trésor et autres titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada, du Royaume-Uni, des États-Unis ou de tout autre État (pour autant que ces titres étrangers aient reçu la note Aaa ou AAA, respectivement de Moody's Investors Service Inc. et de Standard & Poor's Corporation) et arrivant à échéance :

dans l'année :	1 % de la valeur marchande, multiplié par la fraction représentant le nombre de jours jusqu'à l'échéance divisé par 365;
dans 1 à 3 ans :	1 % de la valeur marchande;
dans 3 à 7 ans :	2 % de la valeur marchande;
dans 7 à 11 ans :	4 % de la valeur marchande;
dans plus de 11 ans :	4 % de la valeur marchande.

ii) Obligations, garanties ou non, bons du Trésor et autres titres émis ou garantis par une province du Canada et obligations de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et arrivant à échéance :

dans l'année :	2 % de la valeur marchande, multiplié par la fraction représentant le nombre de jours jusqu'à l'échéance divisé par 365;
dans 1 à 3 ans :	3 % de la valeur marchande;
dans 3 à 7 ans :	4 % de la valeur marchande;
dans 7 à 11 ans :	5 % de la valeur marchande;
dans plus de 11 ans :	5 % de la valeur marchande.

iii) Obligations, garanties ou non, et billets (non en souffrance) émis ou garantis par une municipalité du Canada ou du Royaume-Uni et arrivant à échéance :

dans l'année :	3 % de la valeur marchande, multipliés par la fraction représentant le nombre de jours jusqu'à l'échéance divisé par 365;
dans 1 à 3 ans :	5 % de la valeur marchande;
dans 3 à 7 ans :	5 % de la valeur marchande;
dans 7 à 11 ans :	5 % de la valeur marchande;
dans plus de 11 ans :	5 % de la valeur marchande.

iv) Autres obligations, garanties ou non, non commerciales (non en souffrance) :

10 % de la valeur marchande.

v) Obligations, garanties ou non, billets (non en souffrance) commerciaux ou de sociétés et obligations non négociables et non transférables de sociétés de fiducie et de sociétés de prêt hypothécaire inscrites au nom de la société inscrite et arrivant à échéance :

dans l'année :	3 % de la valeur marchande;
dans 1 à 3 ans :	6 % de la valeur marchande;
dans 3 à 7 ans :	7 % de la valeur marchande;
dans 7 à 11 ans :	10 % de la valeur marchande.
dans plus de 11 ans :	10 % de la valeur marchande.

b) Effets bancaires

Certificats de dépôt, billets à ordre ou obligations non garanties émis par une banque à charte canadienne (et acceptations bancaires de banque à charte canadienne) arrivant à échéance :

dans l'année : 2 % de la valeur marchande, multipliés par la fraction représentant le nombre de jours jusqu'à l'échéance divisé par 365;
dans plus de 1 an : le taux applicable aux obligations, garanties ou non, et aux billets commerciaux ou de sociétés.

c) Effets bancaires étrangers acceptables

Certificats de dépôt, billets à ordre ou obligations non garanties émis par une banque étrangère, négociables, transférables et arrivant à échéance :

dans l'année : 2 % de la valeur marchande, multipliés par la fraction représentant le nombre de jours jusqu'à l'échéance divisé par 365;
dans plus de 1 an : le taux applicable aux obligations, garanties ou non, et aux billets commerciaux ou de sociétés.

Les « effets bancaires étrangers acceptables » sont des certificats de dépôt et ou des billets à ordre émis par une banque qui n'est pas une banque à charte canadienne et dont la valeur nette (capital et réserves) est au moins égale à 200 000 000 \$.

d) Organismes de placement collectif

Le taux de marge suivant s'applique aux titres d'organismes de placement collectif placés au moyen d'un prospectus dans toute province du Canada :

i) soit 5 % de la valeur marchande, dans le cas d'un OPC Fonds du marché monétaire (au sens du Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif);

ii) soit le taux de marge établi de la même façon que dans le cas des actions cotées, multiplié par la valeur marchande du fonds.

e) Actions

i) Titres (autres que des obligations garanties ou non), y compris les droits et bons de souscription cotés sur toute bourse reconnue au Canada ou aux États-Unis :

Position acheteur : marge requise;

Titres se vendant à 2 \$ ou plus : 50 % de la valeur marchande;

Titres se vendant de 1,75 \$ à 1,99 \$: 60 % de la valeur marchande;

Titres se vendant de 1,50 \$ à 1,74 \$: 80 % de la valeur marchande;

Titres se vendant à moins de 1,50 \$: 100 % de la valeur marchande;

Positions à découvert : crédit requis;

Titres se vendant à 2 \$ ou plus : 150 % de la valeur marchande;

Titres se vendant de 1,50 \$ à 1,99 \$: 3 \$ l'action;

Titres se vendant de 0,25 \$ à 1,49 \$: 200 % de la valeur marchande;

Titres se vendant à moins de 0,25 \$: valeur marchande plus 0,25 \$ l'action.

ii) Pour les positions sur titres (autres que des obligations garanties ou non, mais y compris les droits et bons de souscription) constitutifs d'un indice général d'une des bourses suivantes, 50 % de la valeur marchande :

- a)* American Stock Exchange
- b)* Australian Stock Exchange Limited
- c)* Bolsa de Valores de Sao Paulo
- d)* Borsa Italiana
- e)* Boston Stock Exchange
- f)* Chicago Board of Options Exchange
- g)* Chicago Board of Trade
- h)* Chicago Mercantile Exchange
- i)* Chicago Stock Exchange
- j)* Euronext Amsterdam
- k)* Euronext Brussels
- l)* Euronext Paris S.A.
- m)* Frankfurt Stock Exchange
- n)* London International Financial Futures and Options Exchange
- o)* London Stock Exchange
- p)* Bourse de Montréal
- q)* New York Mercantile Exchange
- r)* New York Stock Exchange
- s)* New Zealand Exchange Limited
- t)* Pacific Exchange
- u)* Swiss Exchange
- v)* The Stock Exchange of Hong Kong Limited
- w)* Tokyo Stock Exchange
- x)* Bourse de Toronto
- y)* Bourse de croissance TSX

f) Tous les autres titres : 100 % de la valeur marchande.

ANNEXE 33-109A7
RÉTABLISSEMENT DE L'INSCRIPTION D'UNE PERSONNE PHYSIQUE
INSCRITE OU DE LA QUALITÉ DE PERSONNE PHYSIQUE AUTORISÉE
(article 2.3 et paragraphe 2 de l'article 2.5)

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Ce formulaire doit être rempli et présenté aux agents responsables ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, ou aux organismes d'autoréglementation (OAR) compétents lorsqu'une personne physique a quitté une société parrainante et demande le rétablissement de son inscription dans la même catégorie ou de la qualité de personne physique autorisée auprès d'une société parrainante. Un seul formulaire doit être présenté, peu importe le nombre de catégories d'inscription ou de qualités de personne physique autorisée dont la personne demande le rétablissement.

La personne physique peut faire rétablir son inscription ou sa qualité de personne physique autorisée en présentant le présent formulaire. Toutefois, toutes les conditions suivantes doivent être réunies :

1. le formulaire est présenté au plus tard trois mois après la date de la cessation de relation de la personne physique avec son ancienne société parrainante à titre de salarié, d'associé ou de mandataire;
2. aucune modification n'a été apportée aux renseignements présentés antérieurement, en ce qui concerne les rubriques 13 (Renseignements concernant la réglementation), 14 (Renseignements sur les infractions criminelles), 15 (Renseignements sur les poursuites civiles) et 16 (Renseignements sur la situation financière) du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, depuis que la personne physique a quitté son ancienne société parrainante;
3. sa relation avec son ancienne société parrainante n'a pas pris fin en raison de son congédiement ou de sa démission à la demande de la société en raison d'une allégation d'activité criminelle, de contravention à la législation en valeurs mobilières ou de contravention aux règles d'un OAR.

Si toutes les conditions ci-dessus ne sont pas réunies, la personne doit faire rétablir son inscription en présentant, sur le site Web de la BDNI, une demande intitulée « Réactivation d'inscription » dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4.

Terminologie

Dans le présent formulaire, les mots « vous », « votre » et « personne physique » désignent la personne physique qui demande le rétablissement de son inscription.

Les expressions « actionnaire important » et « actionnaire » désignent tout actionnaire qui a la propriété au total, directement ou indirectement, des titres lui assurant 10 % ou plus des droits de vote rattachés à l'ensemble des titres avec droit de vote en circulation.

L'expression « ancienne société parrainante » désigne la dernière société inscrite au sein de laquelle vous avez exercé des fonctions à titre de personne physique inscrite ou autorisée.

L'expression « nouvelle société parrainante » désigne la société inscrite au sein de laquelle vous commencerez à exercer des fonctions à titre de personne physique inscrite ou autorisée après le rétablissement de votre inscription ou de votre qualité de personne physique autorisée.

Plusieurs expressions utilisées dans le présent formulaire sont définies dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 [Inscription d'une personne physique et examen

d'une personne physique autorisée] que vous avez présenté pour vous inscrire initialement, ou dans d'autres textes de la législation en valeurs mobilières de votre province ou territoire. Veuillez vous reporter à ces définitions.

Comment présenter ce formulaire

Format BDNI

Présentez ce formulaire sur le site Web de la Base de données nationale d'inscription (BDNI) en format BDNI, à l'adresse www.nrd.ca. Si vous avez des questions, adressez-vous au service de la conformité, de l'inscription ou des affaires juridiques de la nouvelle société parrainante ou à un avocat, ou encore consultez le site Web d'information de la BDNI, à l'adresse www.nrd-info.ca.

Format différent du format BDNI

Si vous vous prévalez de la dispense pour difficultés temporaires prévue à l'article 5.1 du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, vous pouvez présenter ce formulaire dans un format différent du format BDNI.

Si l'espace prévu ne suffit pas, utilisez une autre feuille en indiquant clairement le numéro des rubriques et des questions. Remplissez et signez le formulaire, puis transmettez-le aux agents responsables, ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, aux OAR ou aux autres autorités compétentes. Le nombre d'exemplaires originaux signés du formulaire à présenter dépend de la province ou du territoire et de l'agent responsable, de l'autorité en valeurs mobilières, ou de l'OAR.

Pour éviter tout retard dans le traitement de ce formulaire, veuillez répondre à toutes les questions qui s'appliquent à vous. Si vous avez des questions, adressez-vous au service de la conformité, de l'inscription ou des affaires juridiques de la nouvelle société parrainante ou à un avocat, ou encore consultez le site Web d'information de la BDNI, à l'adresse www.nrd-info.ca.

Rubrique 1 Nom

1. Numéro BDNI : _____

2. Nom

 Nom de famille Prénom Deuxième prénom (s.o.) Troisième prénom (s.o.)

3. Date de naissance (AAAA/MM/JJ) : _____

4. Utilisation d'autres noms

Utilisez-vous ou avez-vous déjà utilisé un nom ou exercé une activité sous un nom qui n'est pas un de ceux indiqués ci-dessus (par exemple le nom commercial d'une entreprise individuelle ou un nom d'équipe)?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », remplissez l'appendice A.

Rubrique 2 Nombre de territoires

1. Demandez-vous le rétablissement de votre inscription ou de votre qualité de personne physique autorisée dans plus d'un territoire du Canada?

Oui Non

2. Indiquez, en cochant la case appropriée, chaque territoire dans lequel vous demandez le rétablissement de votre inscription ou de votre qualité de personne physique autorisée :

- Tous les territoires
- Alberta
- Colombie-Britannique
- Île-du-Prince-Édouard
- Manitoba
- Nouveau-Brunswick
- Nouvelle-Écosse
- Nunavut
- Ontario
- Québec
- Saskatchewan
- Terre-Neuve-et-Labrador
- Territoires du Nord-Ouest
- Yukon

Rubrique 3 Catégories d'inscription

1. À l'appendice B, cochez la case correspondant à chaque catégorie dans laquelle vous demandez le rétablissement de votre inscription ou de votre qualité de personne physique autorisée. Si vous demandez le rétablissement de votre qualité de personne physique autorisée, cochez la case correspondant à chaque catégorie qui décrit le poste que vous occupez au sein de votre nouvelle société parrainante.

2. Si vous demandez au Québec le rétablissement de votre inscription en tant que représentant de courtier en épargne collective ou de courtier en plans de bourse d'études, indiquez si vous êtes couvert par l'assurance responsabilité professionnelle de votre nouvelle société parrainante.

Oui Non

Si vous avez répondu « non », veuillez fournir les renseignements suivants :

Nom de votre assureur : _____

Numéro de police : _____

Rubrique 4 Domicile élu et mandataire aux fins de signification

1. Domicile élu

Vous devez avoir un domicile élu dans chaque province ou territoire dans lequel vous présentez ce formulaire. Vous pouvez indiquer une adresse domiciliaire ou

professionnelle, mais pas une case postale. Veuillez remplir l'appendice C pour chaque domicile élu supplémentaire que vous indiquez.

Domicile élu : _____
(numéro, rue, ville, province ou territoire, code postal)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur : _____ (le cas échéant)

Adresse électronique : _____ (le cas échéant)

2. Mandataire aux fins de signification

Si vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, veuillez fournir les renseignements ci-dessous pour chaque province ou territoire dans lequel vous avez un mandataire. L'adresse de votre mandataire doit être le domicile élu indiqué ci-dessus. Si votre mandataire n'est pas une personne physique, indiquez également le nom de votre personne-ressource.

Nom du mandataire : _____

Personne-ressource : _____
Nom de famille Prénom

Rubrique 5 Établissement d'emploi

1. Fournissez les renseignements suivants sur votre nouvelle société parrainante. Si vous projetez de travailler à plus d'une adresse, fournissez les renseignements sur l'établissement où vous exercerez principalement vos activités.

Numéro d'identification unique (facultatif) : _____

Numéro BDNI de l'établissement : _____

Adresse professionnelle : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur : _____

2. Si le siège de la nouvelle société parrainante est situé à l'étranger et (ou) que vous n'êtes pas résident du Canada, indiquez l'adresse de l'établissement où vous exercerez vos activités.

Adresse professionnelle : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur : _____

[Les points 3, 4 et 5 s'appliquent lorsque le format est différent du format BDNI.]

3. Type d'établissement :

Siège Succursale ou établissement Sous-succursale

4. Nom du directeur de succursale : _____

5. Cochez cette case si l'adresse postale de l'établissement est la même que l'adresse professionnelle indiquée ci-dessus. Si ce n'est pas le cas, veuillez fournir les renseignements ci-dessous.

Adresse postale : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Date à laquelle vous serez autorisé à agir au nom de la nouvelle société parrainante à titre de personne physique inscrite ou autorisée :

(AAAA/MM/JJ)

Rubrique 6 Emploi précédent

Fournissez les renseignements suivants sur votre ancienne société parrainante.

Nom : _____

Date à laquelle vous avez cessé d'être autorisé à agir au nom de votre ancienne société parrainante à titre de personne physique inscrite ou autorisée :

(AAAA/MM/JJ)

Indiquer la raison pour laquelle vous avez quitté votre ancienne société parrainante :

Rubrique 7 Emploi, autres activités professionnelles, postes de dirigeant ou d'administrateur actuels

Nom de votre nouvelle société parrainante : _____

Remplissez l'appendice D pour chacune des activités professionnelles que vous exercez actuellement, notamment auprès de votre nouvelle société parrainante ou à l'extérieur de celle-ci. Indiquez également tous les postes de dirigeant ou d'administrateur ou les postes équivalents que vous occupez à titre professionnel, contre rémunération ou non.

Rubrique 8 Propriété de titres de la nouvelle société parrainante

Êtes-vous associé ou actionnaire important de votre nouvelle société parrainante?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », remplissez l'appendice E.

Rubrique 9 Confirmation du dossier permanent

1. Cochez la case appropriée pour indiquer que, depuis que vous avez quitté votre ancienne société parrainante, des modifications ont été apportées aux renseignements présentés antérieurement en ce qui concerne les rubriques ci-dessous du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4.

- Renseignements concernant la réglementation (rubrique 13)
- Renseignements sur les infractions criminelles (rubrique 14)
- Renseignements sur les poursuites civiles (rubrique 15)
- Renseignements sur la situation financière (rubrique 16)

2. Cochez la case ci-dessous – **Je suis habilité(e) à déposer le formulaire prévu à la présente Annexe 33-109A7 – seulement** si les deux conditions suivantes sont réunies :

a) aucune modification n'a été apportée aux renseignements indiqués sous la rubrique 9.1 ci-dessus;

b) votre relation avec votre ancienne société parrainante à titre de salarié, d'associé ou de mandataire n'a pas pris fin parce que vous avez fait l'objet d'un congédiement ou que vous avez démissionné à la demande de la société en raison de l'une des allégations suivantes :

- activité criminelle;
- contravention à la législation en valeurs mobilières;
- contravention aux règles d'un OAR.

Si les conditions ci-dessus, nécessaires pour cocher la case « Je suis habilité(e) à déposer le formulaire prévu à la présente Annexe 33-109A7 », ne sont pas réunies, vous devez faire rétablir votre inscription en présentant, sur le site Web de la BDNI, une demande intitulée « **Réactivation d'inscription** » dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4. Si vous présentez le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 dans un format différent du format BDNI, vous devez le remplir en entier.

Je suis habilité(e) à déposer le formulaire prévu à la présente Annexe 33-109A7.

Rubrique 10 Déclarations, acceptation de compétence et avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

En présentant ce formulaire :

- vous déclarez que l'acceptation de compétence, le consentement à la collecte et à l'utilisation de renseignements personnels et l'autorisation donnée aux OAR (le cas échéant) qui figurent dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 sont encore valides et s'appliquent au présent formulaire;
- vous consentez à ce que les autorités en valeurs mobilières et votre société parrainante recueillent et communiquent vos renseignements personnels aux fins de l'inscription et à d'autres fins réglementaires connexes.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation de ces renseignements à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'OAR du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice F. Au Québec, vous pouvez également vous adresser à la Commission d'accès à l'information (1-888-528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

Si vous demandez le rétablissement de votre inscription, vous déclarez que toutes les conditions de votre inscription que vous n'avez pas remplies auprès de votre ancienne société parrainante resteront valides auprès de votre nouvelle société parrainante.

Rubrique 11 Mise en garde

Commets une infraction à la législation en valeurs mobilières et (ou) à la législation sur les dérivés, y compris la législation sur les contrats à terme standardisés sur marchandises quiconque donne des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.

Rubrique 12 Attestation**1. Attestation – format BDNI**

Je confirme avoir discuté des questions du présent formulaire avec un dirigeant, un directeur de succursale ou un superviseur de ma société parrainante. À ma connaissance, cette personne était convaincue que j'avais parfaitement compris les questions. Je limiterai mes activités à celles qui sont autorisées dans ma catégorie d'inscription.

Je présente ces renseignements en qualité de mandataire de la personne physique. En cochant cette case, j'atteste que la personne physique m'a fourni tous les renseignements présentés sur ce formulaire.

2. Attestation – format différent du format BDNI**Personne physique**

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire où je présente ce formulaire, directement ou par l'intermédiaire de l'autorité principale :

- j'ai lu ce formulaire et compris les questions;
- tous les renseignements présentés sur ce formulaire sont véridiques et complets.

Signature de la personne physique

Date (AAAA/MM/JJ)

Associé ou dirigeant autorisé de la nouvelle société parrainante

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire dans lequel je présente ce formulaire pour le compte de la personne physique :

- la personne physique sera embauchée par la nouvelle société parrainante comme personne physique inscrite ou autorisée;
- j'ai discuté des questions du présent formulaire avec la personne physique ou un directeur de succursale ou un autre dirigeant ou superviseur l'a fait, et, à ma connaissance, elle les comprend parfaitement;
- la nouvelle société parrainante reconnaît que toutes les conditions du rétablissement de l'inscription de la personne qui n'ont pas été remplies auprès de son ancienne société parrainante restent valides et elle convient d'assumer toutes les obligations qui lui incombent à l'égard de la personne physique en vertu de ces conditions.

Nom de la société

Nom du dirigeant ou associé autorisé à signer

Titre du dirigeant ou associé autorisé à signer

Signature du dirigeant ou associé autorisé à signer

Date (AAAA/MM/JJ)

APPENDICE A**Utilisation d'autres noms (rubrique 1.4)****Rubrique 1.4 Utilisation d'autres noms****Nom 1**

 Nom

Raisons de l'utilisation de cet autre nom (par exemple, nom commercial ou nom d'équipe) :

Si le nom est ou a été utilisé en lien avec une société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

Oui Non

Quand avez-vous utilisé ce nom?

De :

À :

 (AAAA/MM)

 (AAAA/MM)
Nom 2

 Nom

Raisons de l'utilisation de cet autre nom (par exemple, nom commercial ou nom d'équipe) :

Si le nom est ou a été utilisé en lien avec une société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

Oui Non

Quand avez-vous utilisé ce nom?

De :

À :

 (AAAA/MM)

 (AAAA/MM)
Nom 3

 Nom

Raisons de l'utilisation de cet autre nom (par exemple, nom commercial ou nom d'équipe) :

Si le nom est ou a été utilisé en lien avec une société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

Oui Non

Quand avez-vous utilisé ce nom?

De :

À :

 (AAAA/MM)

 (AAAA/MM)

APPENDICE B**Catégories d'inscription (rubrique 3)**

Cochez les cases correspondant aux catégories dans lesquelles vous demandez le rétablissement de votre inscription, autorisation ou qualité de personne physique autorisée.

Catégories communes à tous les territoires en vertu de la législation en valeurs mobilières***Catégories de sociétés (format différent du format BDNI seulement)***

- Courtier en placement
- Courtier en épargne collective
- Courtier en plans de bourses d'études
- Courtier sur le marché dispensé
- Courtier d'exercice restreint
- Gestionnaire de portefeuille
- Gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint
- Gestionnaire de fonds d'investissement

Catégories de personnes physiques et activités autorisées

- Représentant de courtier
- Représentant-conseil
- Représentant-conseil adjoint
- Personne désignée responsable
- Chef de la conformité
- Dirigeant – Préciser le titre
- Administrateur
- Associé
- Actionnaire
- Directeur de succursale (membres de l'ACCFM)
- Autorisation de l'OCRCVM

Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières***Catégories d'autorisation***

- Haute direction
- Administrateur (industrie)
- Administrateur (autre industrie)
- Superviseur
- Investisseur
- Représentant inscrit
- Représentant en placement
- Négociateur

Catégories d'autorisation supplémentaires

- Chef de la conformité
- Chef des finances
- Personne désignée responsable

Produits

- Non-négociant
- Titres
- Options
- Contrats à terme et options sur contrats à terme
- Fonds mutuels seulement

Client

- Détail
- Institutionnel

Sans objet

Gestion de portefeuille

Gestion de portefeuille

Catégories prévues par la législation locale sur les contrats à terme standardisés sur marchandises et les dérivés

Ontario

Catégories de sociétés

- Conseiller financier en placement de produits dérivés
- Conseiller en placement de produits dérivés
- Directeur des placements de produits dérivés
- Négociant-commissionnaire en contrats à terme

Catégories de personnes physiques et activités autorisées

- Représentant – services-conseils
- Représentant
- Directeur de succursale
- Dirigeant – Préciser le titre
- Administrateur
- Associé
- Actionnaire
- Autorisation de l'OCRCVM

Manitoba

Catégories de sociétés

- Courtier (négociant)
- Courtier (négociant-commissionnaire en contrats à terme)
- Courtier (négociateur en bourse)
- Conseiller
- Catégorie locale

Catégories de personnes physiques et activités autorisées

- Négociateur en bourse
- Vendeur
- Directeur de bureau régional
- Conseiller
- Dirigeant – Préciser le titre
- Administrateur
- Associé
- Gestionnaire de portefeuille – contrats à terme
- Gestionnaire de portefeuille adjoint – contrats à terme
- Autorisation de l'OCRCVM
- Catégorie locale

Québec – activités en dérivés

À titre informatif, indiquez si vous exercerez l'activité de représentant des personnes suivantes :

- Courtier en placement agissant comme courtier en dérivés
- Gestionnaire de portefeuille agissant comme gestionnaire de portefeuille en dérivés

APPENDICE C**Domicile élu et mandataire aux fins de signification (rubrique 4)****Rubrique 4.1 Domicile élu**

Vous devez avoir un domicile élu dans chaque province ou territoire dans lequel vous agissez à titre de personne physique inscrite ou autorisée ou demandez à le devenir. Une case postale ne constitue pas un domicile élu acceptable.

Domicile élu : _____
(numéro, rue, ville, province ou territoire, code postal)

Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur : _____

Adresse électronique : _____

Rubrique 4.2 Mandataire aux fins de signification

Si vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, veuillez fournir les renseignements ci-dessous. Le domicile élu indiqué dans la section précédente doit correspondre à l'adresse du mandataire désigné ci-dessous.

Nom du mandataire : _____
(le cas échéant)

Personne-ressource : _____
Nom de famille Prénom

APPENDICE D**Emploi, autres activités professionnelles, postes de dirigeant ou d'administrateur actuels (rubrique 7)**

Remplissez l'appendice E pour chacune de vos activités professionnelles actuelles auprès de votre société parrainante ou de toute autre organisation. Indiquez notamment tous les postes de dirigeant ou d'administrateur ou les postes équivalents que vous avez occupés à titre professionnel, contre rémunération ou non.

1. Date de début : _____
(AAAA/MM/JJ)

2. Renseignements sur la société

Cochez cette case si l'activité est un emploi auprès de votre société parrainante.

Si vous exercez l'activité auprès de votre société parrainante, vous n'êtes pas tenu d'indiquer son nom et son adresse ci-dessous :

Nom de l'entreprise ou de l'employeur :

Adresse de l'entreprise ou de l'employeur :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Nom et titre de votre supérieur immédiat : _____

3. Description des fonctions

Décrivez les emplois et activités professionnelles liés à cet employeur. Précisez la nature de l'entreprise, vos fonctions, votre titre ou votre relation avec l'entreprise. Si vous demandez un type d'inscription qui exige une expérience particulière, veuillez fournir des renseignements sur votre expérience auprès de cette société, par exemple, votre niveau de responsabilité, la valeur des comptes sous votre supervision directe, le nombre d'années de service ainsi que le temps consacré à chaque activité, évalué en pourcentage :

4. Nombre d'heures de travail hebdomadaires

Indiquez le nombre d'heures que vous consacrez chaque semaine à ces activités professionnelles : _____

Si cette activité est un emploi auprès de votre société parrainante et que vous travaillez moins de 30 heures par semaine, fournissez des explications :

5. Conflits d'intérêts

Si vous avez plusieurs employeurs ou que vous exercez des activités professionnelles, déclarez tout risque de confusion chez les clients et tout risque de conflit d'intérêts découlant de vos multiples emplois ou de vos activités professionnelles actuelles ou projetées. Indiquez notamment si vos employeurs ou les sociétés auprès desquelles vous exercez des activités professionnelles sont cotés en bourse. Indiquez si la société a des

procédures pour réduire les risques de conflits d'intérêts et, le cas échéant, confirmez que vous les connaissez.

Si vous ne jugez pas que cet emploi occasionne des conflits d'intérêts, fournissez des explications : _____

APPENDICE E**Propriété des sociétés de valeurs mobilières et de dérivés (rubrique 8)**

Nom de la société : _____

Votre relation avec la société : Associé Actionnaire important

Durée de la relation :

De : / À : / (s'il y a lieu)
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Fournissez les renseignements suivants :

a) Indiquez le nombre, la valeur, la catégorie et le pourcentage de titres ou de parts sociales dont vous avez la propriété ou envisagez d'acquérir lorsque votre inscription ou qualité sera rétablie ou que vous serez autorisé après examen de ce formulaire. Si vous acquérez des actions une fois que vous êtes inscrit ou autorisé, indiquez la source (par exemple, actions non émises, ou, en cas de cession, donnez le nom du cédant) :

b) Indiquez la valeur de marché (approximative, si nécessaire) de toute obligation non garantie subordonnée, de toute obligation de la société que vous détenez ou de tout autre prêt subordonné que vous consentirez à la société :

c) Indiquez le nom de toute personne ou de toute société qui vous a fourni des fonds à investir dans la société, ainsi que votre relation avec elle :

d) Indiquez si les fonds à investir (ou devant être investis) sont garantis directement ou indirectement par une personne ou une société :

 Oui Non

Si vous avez répondu « oui », indiquez le nom de la personne ou de la société et votre relation avec elle :

e) Indiquez si vous avez directement ou indirectement renoncé à des droits afférents à ces titres ou parts sociales ou si vous avez l'intention, lorsque vous serez inscrit ou autorisé après examen de ce formulaire, de renoncer à de tels droits, que ce soit en hypothéquant les titres, en les mettant en gage ou en les grevant d'une charge en garantie :

 Oui Non

Si vous avez répondu « oui », indiquez le nom de la personne ou de la société et votre relation avec elle, et décrivez les droits auxquels vous avez renoncé ou renoncerez :

f) Indiquez si le propriétaire véritable des actions, obligations, garanties ou non, parts sociales ou billets que vous détenez est une autre personne :

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », remplissez les sections *g*, *h* et *i*.

g) Nom du propriétaire véritable :

Nom de famille	Prénom	Deuxième prénom (le cas échéant)	Troisième prénom (le cas échéant)
----------------	--------	-------------------------------------	--------------------------------------

h) Adresse domiciliaire :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

i) Profession :

APPENDICE F**Coordonnées relatives à l'avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels****Alberta**

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 – 5th Avenue SW
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-355-4151

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B
Consumer, Corporate and Insurance
Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)
C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-6288

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du
Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
À l'attention du directeur des inscriptions
Téléphone : 204-945-2548
Télécopieur : 204-945-0330

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du
Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur des affaires
réglementaires
Téléphone : 506-658-3060

Ontario

Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à
l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou
877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina (Saskatchewan) S4P 4H2
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)
A1B 4J6
Attention : Manager of Registrations
Téléphone : 709-729-5661

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)
X1A 2L9
Attention : Deputy Superintendent of
Securities
Téléphone : 867-920-8984

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8
Attention : Deputy Director, Capital
Markets
Téléphone : 902-424-7768

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6590

Yukon

Bureau des valeurs mobilières
Ministère des Services aux collectivités
C.P. 2703 C-6
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Superintendent of Securities
Téléphone : 867-667-5225

Organismes d'autoréglementation

Organisme canadien de réglementation du
commerce des valeurs mobilières
121, King Street West, Suite 1600
Toronto (Ontario) M5H 3T9
À l'attention du responsable de la protection
des renseignements personnels
Téléphone : 416-364-6133
Courriel : privacyofficer@iiroc.ca

INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 33-109 SUR LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'INSCRIPTION

PARTIE 1 OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet

La présente instruction générale indique de quelle façon les Autorités canadiennes en valeurs mobilières interprètent ou appliquent les dispositions du *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription* (le « règlement »).

L'obligation d'inscription prévue par la législation en valeurs mobilières protège les investisseurs contre les pratiques déloyales, injustes ou frauduleuses et améliore l'intégrité et l'efficacité du marché des capitaux. Les renseignements à fournir en vertu du règlement permettent aux agents responsables d'évaluer l'aptitude du déposant à s'inscrire ou à obtenir la qualité de personne physique autorisée compte tenu de sa solvabilité, de son intégrité et de sa compétence. Ces critères d'aptitude sont la pierre angulaire de l'obligation d'inscription. Dans chaque territoire du Canada, l'obligation d'inscription et le règlement s'appliquent aux courtiers, aux placeurs, aux conseillers et aux gestionnaires de fonds d'investissement ainsi qu'aux personnes physiques qui agissent pour leur compte à titre de personnes physiques inscrites ou de personnes physiques autorisées.

1.2. Aperçu des formulaires

Les formulaires prévus par les annexes suivantes sont présentés par les sociétés :

- *Annexe 33-109A6, Inscription d'une société* : pour demander l'inscription à titre de courtier, de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement;
- *Annexe 33-109A3, Établissements autres que le siège* : pour indiquer les établissements de la société ou toute modification les concernant;
- *Annexe 33-109A1, Avis de cessation de relation avec une personne inscrite ou autorisée* : pour aviser l'agent responsable qu'une personne physique inscrite ou autorisée cesse d'avoir l'autorisation d'agir pour le compte de la société.

Les formulaires prévus par les annexes suivantes sont présentés par les personnes physiques en format BDNI :

- *Annexe 33-109A4, Inscription d'une personne physique et examen d'une personne physique autorisée* : pour demander l'inscription ou l'examen des personnes visées;
- *Annexe 33-109A2, Modification ou radiation de catégories de personnes physiques* : pour demander l'inscription ou l'examen dans une catégorie supplémentaire ou demander la radiation d'une catégorie;
- *Annexe 33-109A7, Rétablissement de l'inscription d'une personne physique inscrite ou de la qualité de personne physique autorisée* : pour obtenir le rétablissement de l'inscription d'une personne physique ou de la qualité de personne physique autorisée.

1.3. Obligations de donner avis

L'*Annexe 33-109A5, Modification des renseignements concernant l'inscription* est utilisée par les sociétés et les personnes physiques qui avisent les agents responsables de toute modification de leurs renseignements. En vertu des articles 3.1 et 4.1 du règlement, la personne inscrite et la personne physique autorisée doivent tenir à jour en permanence les renseignements concernant l'inscription en déposant des avis de modification des renseignements dans les délais prescrits.

L'annexe A présente sous forme de sommaire les obligations de donner avis, les délais et les formulaires prévus par le règlement pour aviser les agents responsables de toute modification des renseignements concernant l'inscription d'une société ou d'une personne physique.

1.4. Coordonnées

Lorsqu'une société présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6, les documents justificatifs ou le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5, elle peut le faire par courriel, télécopieur ou courrier. L'annexe B de la présente instruction générale indique les coordonnées de l'agent responsable de chaque territoire du Canada et de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) dans les territoires où l'autorité en valeurs mobilières a délégué ou conféré tout ou partie de ses fonctions d'inscription à l'OCRCVM ou l'a autorisé à en exercer.

PARTIE 2 FORMULAIRES UTILISÉS PAR LES PERSONNES PHYSIQUES

2.1. Base de données nationale d'inscription (BDNI)

La BDNI est la base de données contenant les renseignements sur toutes les personnes inscrites et personnes physiques autorisées en vertu de la législation en valeurs mobilières ou de la législation sur les contrat à terme de marchandises de chaque territoire du Canada. L'obligation pour les sociétés d'adhérer à la BDNI, et d'y présenter certains renseignements, est prévue par le *Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription*. On trouvera de l'information détaillée sur la BDNI et la procédure d'adhésion à la BDNI dans le Manuel de l'utilisateur, à l'adresse www.nrd-info.ca.

2.2. Annexe 33-109A4

Le format BDNI, dans lequel est présenté le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, dûment rempli, en vertu du paragraphe 1 de l'article 2.2 ou 2.5 du règlement, comporte quatre types de demandes faites dans les circonstances suivantes :

- *Inscription initiale* : lorsqu'une personne physique demande l'inscription ou l'examen à titre de personne physique autorisée au moyen de la BDNI pour la première fois.
- *Inscription dans un autre territoire* : lorsqu'une personne physique est inscrite ou est personne physique autorisée dans un territoire du Canada et demande l'inscription ou l'examen à titre de personne physique autorisée dans un autre territoire.
- *Inscription avec une société parrainante supplémentaire* : lorsqu'une personne physique est inscrite ou est personne physique autorisée, pour le compte d'une société parrainante, et demande l'inscription ou l'examen à titre de personne physique autorisée afin d'agir pour le compte d'une société parrainante supplémentaire.
- *Réactivation de l'inscription* : lorsqu'une personne physique qui a un dossier BDNI demande l'inscription, le rétablissement de son inscription ou l'examen à titre de personne physique autorisée et n'est pas autorisée, en vertu du paragraphe 2 de l'article 2.3 ou 2.5 du règlement, à présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7.

En vertu du paragraphe 1 de l'article 2.5 du règlement, au plus tard 7 jours après être devenue personne physique autorisée, la personne physique doit présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 aux fins d'examen par l'agent responsable. La personne physique dont l'inscription a été suspendue peut demander son rétablissement en présentant à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, dûment rempli. Pour ce faire, elle présente, sur le site Web de la BDNI, une demande intitulée « Réactivation d'inscription ». La personne physique ne peut exercer d'activités nécessitant l'inscription tant que l'agent responsable n'a pas approuvé sa demande. Cependant, elle n'est pas tenue de faire une demande de rétablissement ou d'examen si elle remplit toutes les conditions du rétablissement automatique

prévues au paragraphe 2 de l'article 2.3 ou 2.5 du règlement, dont celle de présenter à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7, dûment rempli, comme il est décrit à l'article 2.5 ci-dessous.

2.3. Annexe 33-109A2

L'Annexe 33-109A2 est utilisée par les personnes physiques qui demandent l'ajout ou le retrait d'une catégorie ou l'examen de la modification de leur catégorie de personne physique autorisée. La personne physique qui cesse d'avoir l'autorisation d'agir pour le compte de sa société parrainante à titre de personne physique inscrite ou autorisée dans le dernier territoire du Canada où elle le faisait ne peut présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2. Sa société parrainante doit plutôt présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 pour aviser l'agent responsable que l'autorisation d'agir en son nom a pris fin.

2.4. Annexe 33-109A5 pour les personnes physiques

Lorsqu'une personne physique présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5 pour mettre à jour ses renseignements concernant l'inscription, la BDNI transmet les renseignements à l'agent responsable de chaque territoire dans lequel la personne physique est inscrite ou autorisée. Cependant, seule l'autorité principale traite les renseignements présentés pour mettre à jour les renseignements concernant l'inscription de la personne physique dans la BDNI ou, s'il y a lieu, refuser ou retirer les renseignements présentés.

2.5. Annexe 33-109A7 pour le rétablissement de l'inscription

Lorsqu'une personne physique quitte sa société parrainante et entre au service d'une nouvelle société inscrite, elle peut présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 pour que son inscription ou sa qualité de personne physique autorisée soit rétablie automatiquement dans la même catégorie et dans le ou les mêmes territoires, sous réserve des conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 2.3 ou 2.5 du règlement. La personne physique qui remplit toutes les conditions pertinentes peut passer directement d'une société parrainante à une autre et exercer des activités nécessitant l'inscription le jour même où elle présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7.

2.6. Maintien de l'aptitude à l'inscription

Toute personne inscrite a l'obligation de demeurer apte à l'inscription en permanence. En vertu de la législation en valeurs mobilières, l'agent responsable peut, à sa discrétion, suspendre l'inscription d'une personne physique, la radier d'office ou l'assortir de conditions en tout temps. Il peut notamment le faire s'il obtient, dans un avis de cessation de relation provenant d'une ancienne société parrainante de la personne physique ou d'autres sources, de l'information qui met en cause son aptitude à l'inscription. Dans ce cas, la personne inscrite a la possibilité d'être entendue avant que l'agent responsable ne suspende l'inscription, ne la radie d'office ou ne l'assortisse de conditions.

PARTIE 3 FORMULAIRES UTILISÉS PAR LES SOCIÉTÉS

3.1. Annexe 33-109A6

La société qui présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 pour demander à s'inscrire peut payer les frais réglementaires aux agents responsables concernés par chèque ou au moyen de la fonction de la BDNI appelée « Resoumettre paiement des frais ». La société qui fait une demande dans plusieurs territoires devrait la présenter à l'agent responsable de son territoire principal ou, si l'Ontario est un territoire autre que le territoire principal, à l'agent responsable du territoire principal et à celui de l'Ontario. On trouvera de l'information plus détaillée dans l'*Instruction générale 11-204 relative à l'inscription dans plusieurs territoires*.

3.2. Annexe 33-109A5

La société qui est inscrite dans plusieurs territoires peut aviser les agents responsables de la modification des renseignements concernant son inscription en présentant le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5 à son autorité principale uniquement, conformément au paragraphe 6 de l'article 3.1 du règlement.

3.3. Annexe 33-109A3

Toute société doit indiquer à l'agent responsable chaque établissement (y compris une résidence) situé dans le territoire où les personnes physiques inscrites exercent pour le compte de cette société des activités nécessitant l'inscription. Les sociétés présentent le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3 au moyen du site Web de la BDNI.

3.4. Dispense discrétionnaire pour les transferts en bloc

Les agents responsables étudieront les demandes de dispense de certaines des obligations prévues par le règlement afin de faciliter les réorganisations ou regroupements de sociétés qui nécessiteraient autrement la présentation d'un grand nombre de formulaires pour modifier les établissements et transférer les personnes physiques d'une société à l'autre. Les renseignements exigés et les conditions à remplir pour obtenir ce type de dispense sont décrits à l'annexe C de la présente instruction générale.

3.5. Annexe 33-109A1

En vertu de l'article 4.2 du règlement, la société inscrite doit aviser l'agent responsable au plus tard 7 jours après avoir cessé d'avoir l'autorisation d'agir pour le compte de la société à titre de personne physique inscrite ou autorisée. En règle générale, une personne physique cesse d'être autorisée à agir pour le compte d'une société en raison de la cessation de sa relation avec la société à titre de salarié, d'associé ou de mandataire. Toutefois, la cessation de l'autorisation se produit également lorsque la personne physique est réaffectée à d'autres fonctions qui ne nécessitent pas l'inscription ou qui ne sont pas dans une catégorie de personne physique autorisée. Le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 est présenté au moyen du site Web de la BDNI pour indiquer la date de cessation et le motif de la cessation.

En vertu du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de l'article 4.2 du règlement, il n'y a pas lieu de fournir les renseignements prévus à la rubrique 5 [*Précisions sur la cessation de relation*] de l'Annexe 33-109A1 si la cessation de l'autorisation d'agir pour le compte de la société est due au décès ou à la retraite de la personne physique ou à la fin d'un contrat à titre de salarié ou de mandataire. La société peut présenter les renseignements prévus à la rubrique 5 lors de l'inscription initiale dans la BDNI, si les renseignements sont disponibles dans le délai de 7 jours, ou dans un délai de 30 jours suivant la date de cessation, en faisant la présentation de renseignements à la BDNI appelée « Mise à jour/Correction d'un avis de cessation de relation ».

PARTIE 4 DILIGENCE RAISONNABLE DES SOCIÉTÉS

4.1. Obligations de l'ancienne société parrainante

La société qui présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 à l'égard d'une ancienne personne physique parrainée envoie rapidement un exemplaire du formulaire dûment rempli à cette personne. En vertu des paragraphes 3 et 4 de l'article 4.2 du règlement, la société doit fournir un exemplaire de ce formulaire à toute ancienne personne physique parrainée dans les 7 jours de sa demande et, au besoin, un autre exemplaire contenant les renseignements prévus à la rubrique 5 de cette annexe dans les 7 jours de sa présentation.

4.2. Obligations de la nouvelle société parrainante

1) Afin de s'acquitter de ses obligations en vertu du paragraphe 1 de l'article 5.1 du règlement, la société fait des efforts raisonnables pour faire tout ce qui suit :

- établir des politiques et des procédures écrites pour vérifier les renseignements des personnes physiques avant de présenter en leur nom le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou à l'Annexe 33-109A7;
- documenter l'examen des renseignements des personnes physiques conformément à ces politiques et procédures;
- rappeler régulièrement aux personnes physiques inscrites et aux personnes physiques autorisées leurs obligations d'information en vertu du règlement, dont l'obligation d'aviser l'agent responsable des modifications aux renseignements sur l'inscription.

En vertu du paragraphe 2 de l'article 5.1 du règlement, la société doit obtenir, dans les 60 jours de l'embauche d'une personne physique parrainée, un exemplaire du plus récent formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 qui a été présenté à son égard, le cas échéant. Si la société parrainante ne peut obtenir ce formulaire de la personne physique, celle-ci peut, en dernier recours, le demander à l'agent responsable.

L'information visée ci-dessus aidera la société à remplir les obligations prévues au paragraphe 1 de l'article 5.1 du règlement. La société devrait en tenir compte dans ses décisions d'embauche. Lorsqu'une personne physique est embauchée avant que le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1, dûment rempli, ne soit disponible et que la société découvre une incohérence entre les renseignements qui lui ont été présentés et ceux qui ont été présentés à l'agent responsable, la société devrait prendre les mesures nécessaires. Tous les renseignements exigés devraient être disponibles dans les 60 jours de l'embauche, ce qui tombe généralement pendant la période d'essai prévue par le contrat à titre de salarié ou de mandataire de la personne.

PARTIE 5 PRÉSENTATION DE RENSEIGNEMENTS RELATIVEMENT À LA LOI SUR LES CONTRATS À TERME SUR MARCHANDISES

5.1. Ontario

En Ontario, l'autorité en valeurs mobilières estime que la personne tenue de présenter les mêmes renseignements en vertu du règlement et de la *Rule 33-506 (Commodity Futures Act)* de la CVMO peut ne déposer qu'un seul formulaire prévu par l'un de ces textes pour remplir ses obligations.

5.2. Manitoba

Au Manitoba, le règlement est une règle en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières* et de la *Loi sur les contrats à terme de marchandises*. Il n'est pas nécessaire de présenter les mêmes renseignements deux fois pour satisfaire aux dispositions de ces lois.

Annexe A

Sommaire des obligations de donner avis du Règlement 33-109

Description de la modification	Délai	Disposition	Formulaire présenté
Sociétés – Renseignements visés à l'Annexe 33-109A6			par courriel, télécopieur ou courrier
Partie 1 – Renseignements sur l'inscription	7 jours	3.1(1)b	le formulaire prévu par l'Annexe 33-109A5
Partie 2 – Coordonnées, y compris l'adresse du siège (sauf la rubrique 2.4)	7 jours		
Rubrique 2.4 – Domicile élu et mandataire aux fins de signification [rubriques 3 et 4 de l'appendice B de l'Annexe 33-109A6]	7 jours	3.1(4)	l'appendice B de l'Annexe 33-109A6, <i>Acte d'acceptation de compétence</i>
Partie 3 – Antécédents et structure de la société	30 jours	3.1(1)a	le formulaire prévu par l'Annexe 33-109A5
Partie 4 – Inscriptions antérieures	7 jours	3.1(1)b	
Partie 5 – Situation financière	7 jours		
Partie 6 – Relations avec les clients	7 jours		
Partie 7 – Mesures prises en application de la loi	7 jours		
Partie 8 – Poursuites	7 jours		
Sociétés – autres obligations de donner avis			en format BDNI
Ouverture d'un établissement / modification le concernant (autre que le siège)	7 jours	3.2	le formulaire prévu par l'Annexe 33-109A3
Fin / cessation de l'autorisation d'une personne physique inscrite ou autorisée – rubriques 1 à 4 : rubrique 5 :	7 jours	4.2(2)a	le formulaire prévu par l'Annexe 33-109A1
	30 jours	4.2(2)b	
Personnes physiques – Renseignements visés à l'Annexe 33-109A4			en format BDNI
Rubrique 1 – Nom	7 jours	4.1(1)b	le formulaire prévu par l'Annexe 33-109A5
Rubrique 2 – Adresse	7 jours		
Rubrique 3 – Renseignements personnels	Aucune mise à jour requise	4.1(2)	
Rubrique 4 – Citoyenneté	30 jours	4.1(1)a	
Rubrique 5 – Territoires d'inscription	7 jours	4.1(1)b	
Rubrique 6 – Catégories d'inscription	7 jours		
Rubrique 7 – Domicile élu	7 jours		
Rubrique 8 – Compétences	7 jours		
Rubrique 9 – Établissement d'emploi	7 jours		
Rubrique 10 – Emploi actuel	7 jours	4.1(1)a	
Rubrique 11 – Emplois antérieurs	30 jours		
Rubrique 12 – Démissions et cessation des fonctions	7 jours	4.1(1)b	
Rubrique 13 – Renseignements concernant la réglementation	7 jours		
Rubrique 14 – Renseignements sur les infractions criminelles	7 jours		
Rubrique 15 – Renseignements sur les poursuites civiles	7 jours		
Rubrique 16 – Renseignements sur la situation financière	7 jours		
Rubrique 17 – Propriété de sociétés de valeurs mobilières	7 jours		

Modifications des renseignements prévus à l'Annexe 33-109A4 : qualité de personne inscrite ou relation avec la société parrainante / qualité de personne physique autorisée	7 jours	4.1(4)	le formulaire prévu par l'Annexe 33-109A2
Examen d'une personne physique autorisée	7 jours après la nomination	2.5	le formulaire prévu par l'Annexe 33-109A4 ou l'Annexe 33-109A7, sous réserves de certaines conditions
Rétablissement automatique de l'inscription sous réserve de certaines conditions	Au plus tard 90 jours après la date de cessation	2.3(2)	le formulaire prévu par l'Annexe 33-109A7

Annexe B

Coordonnées des agents responsables et de l'OCRCVM

- La partie 1 indique les coordonnées des agents responsables des personnes inscrites dans toutes les catégories, sauf celles des territoires figurant dans la liste de la partie 2.
- La partie 2 ci-après indique les coordonnées de l'OCRCVM dans les territoires où celui-ci exerce des fonctions d'inscription pour des représentants de courtiers en placement et, dans certains cas, pour des courtiers en placement.

PARTIE 1 – Coordonnées des agents responsables

<p>Alberta Courriel : registration@asc.ca Télécopieur : 403-297-4113 Alberta Securities Commission 4th Floor, 300 – 5th Avenue SW Calgary (Alberta) T2P 3C4 Registration department</p>	<p>Colombie-Britannique Courriel: registration@bcsc.bc.ca Télécopieur : 604-899-6506 British Columbia Securities Commission P.O. Box 10142, Pacific Centre 701 West Georgia Street Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2 Attention : Registration</p>
<p>Île-du-Prince-Édouard Courriel : ccis@gov.pe.ca Télécopieur : 902-368-5283 Consumer and Corporate Services Division, Office of the Attorney General P.O. Box 2000, 95 Rochford Street Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8 Attention : Superintendent of Securities</p>	<p>Manitoba Courriel : registrationmsc@gov.mb.ca Télécopieur : 204-945-0330 Commission des valeurs mobilières du Manitoba 400, avenue St-Mary, bureau 500 Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5 À l'attention de la section des inscriptions</p>
<p>Nouveau-Brunswick Courriel : nrs@nbsc-cvmb.ca Télécopieur : 506-658-3059 Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick 85, rue Charlotte, bureau 300 Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2 À l'attention du directeur des inscriptions</p>	<p>Nouvelle-Écosse Courriel : nrs@gov.ns.ca Télécopieur : 902-424-4625 Nova Scotia Securities Commission 2nd Floor, Joseph Howe Building 1690 Hollis Street P.O. Box 458 Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3J9 Attention : Registration</p>
<p>Nunavut Courriel : CorporateRegistrations@gov.nu.ca Télécopieur : 867-975-6594 Bureau d'enregistrement Ministère de la Justice Gouvernement du Nunavut C.P. 1000, succ. 570 Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0 Attention : Deputy Registrar</p>	<p>Ontario Courriel : registration@osc.gov.on.ca Télécopieur : 416-593-8283 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario Suite 1903, C. P. 55 20, Queen Street West Toronto (Ontario) M5H 3S8 Attention : Registrant Regulation</p>

PARTIE 1 – Coordonnées des agents responsables

<p>Québec Courriel : inscription@lautorite.qc.ca Télécopieur : 514-873-3090 Autorité des marchés financiers Service de l'encadrement des intermédiaires 800, square Victoria, 22^e étage C.P. 246, tour de la Bourse Montréal (Québec) H4Z 1G3</p>	<p>Saskatchewan Courriel : registrationsfsc@gov.sk.ca Télécopieur : 306-787-5899 Saskatchewan Financial Services Commission Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive Regina (Saskatchewan) S4P 4H2 Attention : Registration</p>
<p>Terre-Neuve-et-Labrador Courriel : scon@gov.nl.ca Télécopieur : 709-729-6187 Financial Services Regulation Division Department of Government Services Government of Newfoundland and Labrador P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block Confederation Building St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1B 4J6 Attention : Registration Section</p>	<p>Territoires du Nord-Ouest Courriel : SecuritiesRegistry@gov.nt.ca Télécopieur : 867-873-0243 Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest C. P. 1320 Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9 Attention : Exemption Review Staff</p>
<p>Yukon Courriel : corporateaffairs@gov.yk.ca Télécopieur : 867-393-6251 Ministère des Services aux collectivités Bureau des valeurs mobilières C.P. 2703 Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6 Attention : Superintendent of Securities</p>	

PARTIE 2 - Coordonnées de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières

** inscription des courtiers en placement et de leurs représentants **

* inscription des représentants de courtiers en placement *

<p>** Alberta – OCRCVM **</p> <p>** Saskatchewan – OCRCVM ** Courriel : registration@iroc.ca Télécopieur : 403-265-4603 #2300, 355- 4th Avenue SW, Calgary (Alberta) T2P 0J1 Attention : Registration department</p>	<p>**British Columbia – OCRCVM** Courriel : registration@iroc.ca Télécopieur : 604-683-3491 1055 West Georgia Street Suite 2800 – Royal Centre Vancouver (Colombie-Britannique) V6E 3R5 Attention : Registration department</p>
<p>** Terre-Neuve-et-Labrador – OCRCVM **</p> <p>* Ontario – OCRCVM * Courriel : registration@iroc.ca Télécopieur : 416-364-9177 Suite 1600, 121 King Street West Toronto (Ontario) M5H 3T9 Attention : Registration department</p>	<p>* Québec – OCRCVM * Courriel : registration@iroc.ca Télécopieur : 514-878-0797 Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières 5, Place Ville Marie Bureau 1550 Montréal (Québec) H3B 2G2 À l'attention du Service des inscriptions</p>

Annexe C

Dispense discrétionnaire pour les cessions en bloc d'établissements et les transferts en bloc de personnes physiques

1) Si la société inscrite acquiert un grand nombre d'établissements (notamment par suite d'une fusion ou de l'achat d'actifs) d'une ou plusieurs sociétés inscrites situées dans le ou les mêmes territoires et inscrites dans les mêmes catégories qu'elle et que, selon la BDNI, un nombre significatif de personnes physiques est lié à ces établissements, l'agent responsable pourra étudier la possibilité d'accorder une dispense des obligations suivantes :

a) l'obligation de donner avis de toute cessation de relation, conformément à l'article 4.2 du règlement;

b) l'obligation de présenter une demande d'inscription ou un avis de rétablissement d'inscription à l'égard de chaque personne physique demandant à s'inscrire, conformément à l'article 2.2 ou 2.3 du règlement;

c) l'obligation de présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou 33-109A7 à l'égard de chaque personne physique autorisée, conformément à l'article 2.5 du règlement;

d) l'obligation d'aviser l'agent responsable de toute modification des renseignements concernant un établissement contenu dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3, conformément à l'article 3.2 du règlement.

2) La demande de dispense devrait être présentée par la société inscrite qui acquerra le contrôle des établissements à la conclusion de l'opération suffisamment longtemps avant la date de la cession des établissements (la « date de cession »). Il suffirait généralement de la présenter 30 jours avant la date de cession. La demande d'une dispense de ce type devrait contenir l'information suivante :

a) le nom et le numéro BDNI de la société inscrite qui acquiert le contrôle des établissements;

b) les renseignements suivants sur chaque société inscrite qui cède le contrôle des établissements :

i) le nom et le numéro BDNI de la société inscrite;

ii) l'adresse et le numéro BDNI de chaque établissement cédé à la société inscrite visée au sous-paragraphe *a*;

iii) la date à laquelle les établissements et les personnes physiques seront cédés à la société inscrite visée au sous-paragraphe *a*;

3) Si la dispense est accordée, l'agent responsable demandera à l'administrateur de la BDNI, dès que possible après la date de cession, d'indiquer dans la BDNI la cession des établissements ainsi que les personnes physiques inscrites et les personnes physiques autorisées visées.

4) Les cessions en bloc touchant des sociétés inscrites dans des catégories ou des territoires différents peuvent comporter d'autres étapes. Les sociétés participant à des opérations de ce type sont invitées à demander à leur autorité principale la marche à suivre pour pouvoir obtenir la dispense décrite ci-dessus.

5) La société qui demande ce type de dispense dans plusieurs territoires devrait se reporter à l'*Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires* pour connaître la forme que doit prendre la demande et les

renseignements requis. Elle peut indiquer de la façon suivante l'information visée au paragraphe 2 :

A) Société inscrite qui acquerra les établissements

Nom :
Numéro BDNI :

B) Société inscrite qui cédera les établissements

Nom :
Numéro BDNI :

Établissements qui seront cédés

Adresse :
Numéro BDNI :

Adresse :
Numéro BDNI :
(Donner ces renseignements sur chaque établissement.)

C) Date de la cession :

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 31-102 SUR LA BASE DE DONNÉES NATIONALE D'INSCRIPTION*

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 11°, 26° et 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription est modifié :

1° par la suppression, dans la définition de « numéro BDNI », de « , personne physique autorisée »;

2° par la suppression, dans la définition de « société déposante », des mots « ou société » et par le remplacement de l'expression « preneur ferme » par « gestionnaire de fonds d'investissement ».

2. L'article 2.1 de ce règlement est modifié :

1° par la suppression, dans le texte anglais du paragraphe introductif, des mots « or company »;

2° par la suppression, dans le paragraphe 4, des mots « ainsi que toute modification des renseignements contenus dans celui-ci »;

3° par l'addition, après le paragraphe 4, des suivants :

« 5) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5 afin de déclarer la modification de tout renseignement visé à l'Annexe 33-109A4 présenté antérieurement;

« 6) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7. ».

3. Le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de l'article 3.1 de ce règlement est modifié par la suppression de « , de la personne physique autorisée ».

4. L'article 3.2 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « cinq jours ouvrables » par les mots « sept jours »;

2° par l'addition, après le paragraphe *f*, du suivant :

« *g*) présenter en format BDNI tout changement de numéro de téléphone, de numéro de télécopieur ou d'adresse électronique du représentant en chef dans les sept jours suivant ce changement. ».

5. L'article 4.2 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 1, des mots « La société déposante » par les mots « Le déposant BDNI »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 2, des mots « de la société déposante » par les mots « du déposant BDNI ».

* Le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, approuvé par l'arrêté ministériel n° 2007-04 du 21 juin 2007 (2007, G.O. 2, 2780), n'a pas subi de modification depuis son approbation.

6. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 4.3, des suivants :

« **4.4. Frais exigibles pour dépôt tardif**

1) La société déposante paie par prélèvement automatique les frais exigibles pour dépôt tardif qu'elle est tenue de payer en raison d'une activité emportant ou concernant la présentation de renseignements à la BDNI.

2) Le paiement visé au paragraphe 1 est prélevé dans le compte BDNI de la société déposante.

« **4.5. Dispense pour les personnes inscrites non résidentes du Canada**

Le paragraphe *c* de l'article 3.2 et les articles 4.1 à 4.4 ne s'appliquent pas à la société inscrite qui remplit les conditions suivantes :

- a)* elle n'a d'établissement dans aucun territoire du Canada;
- b)* elle n'a de compte auprès d'aucun membre de l'Association canadienne des paiements;
- c)* elle n'est pas membre du même groupe qu'une société inscrite résidente d'un territoire du Canada;
- d)* elle paie les frais visés aux articles 4.1, 4.2 et 4.4 au plus tard 14 jours après l'échéance;
- e)* elle paie par chèque libellé à l'ordre de CDS INC., en fonds canadiens, les frais suivants à l'autorité principale de la société au plus tard 14 jours après l'échéance :
 - i)* les frais d'utilisation de la BDNI relatifs à la présentation de renseignements à la BDNI;
 - ii)* les frais annuels d'utilisation de la BDNI;
- f)* elle paie par chèque, en fonds canadiens, les frais visés aux articles 4.1, 4.2 et 4.4, à l'exception des frais d'utilisation de la BDNI, à l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire intéressé au plus tard 14 jours après l'échéance. ».

7. L'article 5.1 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **5.1. Dispense pour difficultés temporaires**

1) Si des difficultés techniques imprévues empêchent la présentation de renseignements à la BDNI dans le délai prescrit par la législation en valeurs mobilières, le déposant BDNI peut les présenter autrement que par le site Web BDNI ou qu'en format BDNI au plus tard sept jours après l'expiration du délai prévu pour la présentation.

2) Si des difficultés techniques imprévues l'empêchent de présenter une demande en format BDNI, la personne physique déposante peut la présenter autrement que par le site Web BDNI.

3) Pour l'application des paragraphes 1 et 2, le déposant BDNI peut communiquer un avis ou une demande autrement que par le site Web BDNI en les présentant à l'autorité principale.

4) Malgré le paragraphe 3, pour l'application du paragraphe 2 relativement à une demande présentée, notamment en Ontario, la personne physique déposante peut la présenter :

- a) soit à l'autorité principale, si le territoire principal est l'Ontario;
- b) soit à l'autorité principale et à l'agent responsable en Ontario.

5) Le déposant BDNI qui présente des renseignements que par le site Web BDNI conformément au présent article indique, en majuscules, dans le haut de la première page la mention suivante :

« CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 5.1 DU RÈGLEMENT 31-102 SUR LA BASE DE DONNÉES NATIONALE D'INSCRIPTION, LE[LA] PRÉSENT[E] [PRÉCISER LE TYPE DE DOCUMENT] EST PRÉSENTÉ[E] AUTREMENT QUE PAR LE SITE WEB BDNI SOUS LE RÉGIME DE LA DISPENSE POUR DIFFICULTÉS TEMPORAIRES. ».

6) Le déposant BDNI qui présente des renseignements autrement que par le site Web BDNI conformément au présent article présente de nouveau les renseignements en format BDNI dès que possible, mais au plus tard 14 jours après que les difficultés techniques imprévues ont été réglées. ».

- 8. Ce règlement est modifié par l'abrogation de l'article 7.1.
- 9. Le présent règlement entre en vigueur le 28 septembre 2009.

INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 31-102 SUR LA BASE DE DONNÉES NATIONALE D'INSCRIPTION**PARTIE 1 OBJET**

Le *Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription* (le « Règlement 31-102 ») a pour objet d'établir les obligations relatives à la présentation de renseignements sur l'inscription par voie électronique au moyen de la Base de données nationale d'inscription (la « BDNI »). Dans la présente instruction générale, le pronom personnel « nous » s'entend de l'autorité en valeurs mobilières compétente et de l'agent responsable compétent.

PARTIE 2 PRODUCTION DE RENSEIGNEMENTS DÉPOSÉS EN FORMAT BDNI

La législation en valeurs mobilières de plusieurs territoires prévoit l'obligation de produire ou de rendre accessible l'original ou une copie conforme des renseignements déposés en vertu de cette législation. Nous considérons que, dans le cas des renseignements déposés en format BDNI, il est possible de satisfaire à cette obligation en fournissant une copie papier ou toute autre sortie imprimée lisible des renseignements comportant une attestation ou accompagnée d'une attestation de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable selon laquelle il s'agit d'une copie des renseignements déposés en format BDNI.

PARTIE 3 DATE DE DÉPÔT

Nous estimons que les renseignements déposés en format BDNI sont, pour l'application de la législation en valeurs mobilières, déposés le jour où leur transmission à la BDNI est complétée.

PARTIE 4 COPIE OFFICIELLE DES RENSEIGNEMENTS DÉPOSÉS EN FORMAT BDNI

Pour l'application de la législation en valeurs mobilières, des directives en valeurs mobilières ou toute fin connexe, nous estimons que la copie officielle de tous les renseignements déposés en format BDNI par un déposant BDNI est la version électronique enregistrée dans la BDNI.

PARTIE 5 QUALITÉ DE MANDATAIRE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ DE LA SOCIÉTÉ

Nous estimons que le représentant autorisé de la société qui fait une présentation de renseignements à la BDNI est le mandataire de la société ou de la personne physique concernée par le dépôt.

PARTIE 6 OBLIGATIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉPOSANTE

Nous nous attendons à ce que les sociétés déposantes prennent les mesures suivantes conformément aux processus exposés dans le Manuel de l'utilisateur BDNI :

- a) s'inscrire auprès de l'administrateur de la BDNI;
- b) tenir à jour l'information relative à leur inscription à la BDNI;
- c) tenir à jour l'information relative à leur compte BDNI.

**PARTIE 7 PRÉSENTATION DE RENSEIGNEMENTS RELATIVEMENT À LA
LOI SUR LES CONTRATS À TERME SUR MARCHANDISES**

En Ontario et au Manitoba, l'autorité en valeurs mobilières est d'avis que la personne tenue de présenter les mêmes renseignements en vertu du Règlement 31-102 et du *Rule 31-509 (Commodity Futures Act)* ou, au Manitoba, le *Rule 2000-1 (Commodity Futures Act)* peut ne déposer qu'un seul formulaire prévu par l'un de ces textes pour remplir ses obligations.

**Regulation 33-109 respecting Registration Information
Regulation to amend Regulation 31-102 respecting National Registration Database**

The *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") is publishing amended texts, in English and French, of the following Regulations:

- *Regulation 33-109 respecting Registration Information;*
- *Regulation to amend Regulation 31-102 respecting National Registration Database.*

Regulation 33-109 respecting Registration Information is intended to replace *Regulation 33-109 respecting Registration Information*, approved by Ministerial Order No. 2007-05 dated June 21, 2007.

The Authority is also publishing in this Bulletin amended texts, in English and French, of the following Policy Statements :

- *Policy Statement to Regulation 33-109 respecting Registration Information;*
- *Policy Statement to Regulation 31-102 respecting National Registration Database.*

In Québec, the Regulations will be made under section 331.1 of the *Securities Act* and will be submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment. The Regulations will come into force on the date of their publication in the *Gazette officielle du Québec* or on a later date indicated in the Regulations. The Policy Statements will be adopted as policies and will take effect concomitantly with the Regulations.

Additional Information

Further information is available from:

Sophie Jean
Regulatory Adviser
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, ext. 4786
Toll-free: 1 877 525-0337, ext. 4786
E-mail : sophie.jean@lautorite.qc.ca

July 17, 2009

Notice

Replacement of Regulation 33-109 respecting Registration Information

Replacement of Policy Statement to Regulation 33-109 respecting Registration Information

Regulation to amend Regulation 31-102 respecting National Registration Database

Amendments to Policy Statement to Regulation 31-102 respecting National Registration Database

July 17, 2009

Introduction

The Canadian Securities Administrators (the CSA or we) have adopted new and amended versions of regulations, forms and policy statements relating to the information we obtain from firms and individuals who register under securities legislation. We have approved *Regulation 33-109 respecting Registration Information*, including the related forms (together, Regulation 33-109), and its policy statement (Policy Statement 33-109), which will replace the texts that are currently in effect under the same numbers. We have also approved amendments to *Regulation 31-102 respecting National Registration Database* (Regulation 31-102) and its policy statement (Policy Statement 31-102). Subject to ministerial approvals in some jurisdictions, the new texts will become effective on September 28, 2009.

The new texts will enhance our administration of the registration requirement and are consequential to the adoption of *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions* (Regulation 31-103). Regulation 33-109 also adopts a streamlined filing process for registrants that is consistent with *Policy Statement 11-204 respecting Process for Registration in Multiple Jurisdictions* (Policy Statement 11-204). Today the CSA is also publishing Regulation 31-103 and Policy Statement 11-204, which are available on the websites of CSA members.

The following texts will be published with this notice:

- Regulation 33-109
- Policy Statement 33-109
- *Regulation to Amend Regulation 31-102 respecting National Registration Database*
- Policy Statement 31-102 in the form of a black line

Purpose and substance of Regulation 33-109 and the amendments to Regulation 31-102

Regulation 33-109 establishes the information that CSA members require from firms that apply for registration as dealers, advisers or investment fund managers, and from individuals who act on behalf of these firms. It also requires registrants and permitted individuals to notify the securities regulatory authorities of changes to their information.

The forms under Regulation 33-109 are as follows:

- *Form 33-109F1 Notice of Termination of Registered Individuals and Permitted Individuals*
- *Form 33-109F2 Change or Surrender of Individual Categories*

- *Form 33-109F3 Business Locations other than Head Office*
- *Form 33-109F4 Registration of Individuals and Review of Permitted Individuals*
- *Form 33-109F5 Change of Registration Information*
- *Form 33-109F6 Firm Registration*
- *Form 33-109F7 Reinstatement of Registered Individuals and Permitted Individuals*

Two of the forms are new:

- Form 33-109F6, which modernizes and harmonizes the information that we obtain from firms that are registered or seeking registration, and
- Form 33-109F7, which streamlines the process for reinstating registration after an individual transfers from one sponsoring firm to another, as described below.

The amendments to Regulation 31-102 will:

- add investment fund managers as a new type of filer on the National Registration Database (NRD),
- clarify the requirements for firms to notify the NRD administrator of certain details, and
- codify a common type of discretionary exemption we have granted in the past to facilitate the use of NRD by foreign firms.

Reinstatement

An individual who leaves their job with a registered firm and joins a new registered firm may submit Form 33-109F7 within 90 days of leaving the former sponsoring firm to automatically reinstate their registration or permitted individual status, subject to certain conditions in subsection 2.3(2) of Regulation 33-109. An individual may not obtain reinstatement in this manner if they have new information to disclose regarding regulatory, criminal, civil or financial matters. An individual is also ineligible for reinstatement if the reason they left the former sponsoring firm was because they were asked to resign, or were dismissed, as a result of allegations of criminal activity, breach of securities legislation or breach of an SRO rule. An individual who is not eligible for automatic reinstatement must apply by submitting a Form 33-109F4 using the *Reactivation* submission on NRD.

Notice of Termination

When an individual leaves a sponsoring firm, or otherwise ceases to have authority to act on behalf of the firm as a registered or permitted individual, the sponsoring firm must submit a Form 33-109F1 to notify the securities regulatory authority of the date and reason for the termination or cessation. This initial submission on NRD must be made within 7 days of the termination date. Depending on the reason for the termination or cessation, the firm may also be required to answer additional questions in item 5 of the form. When required, a firm can provide this information in the initial submission on NRD or, if more time is needed, it can update the submission within 30 days of the termination date.

A registered or permitted individual can obtain a copy of their Form 33-109F1 from their former sponsoring firm. A new sponsoring firm must obtain from each registered or permitted individual who act on its behalf, a copy of the Form 33-109F1 most recently submitted in respect of the individual, if any.

Summary of written comments

We received some comments on the forms that we published on February 28, 2008. A summary of the comments and our responses is set out under *Responses to Comments Received on the NRD Forms* in Appendix A to the *Notice of Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions*. The notice of Regulation 31-103 is also being published today and is available on the websites of CSA members, including

www.lautorite.qc.ca
 www.albertasecurities.com
 www.bsc.bc.ca
 www.gov.ns.ca/nssc
 www.nbsc-cvmb.ca
 www.osc.gov.on.ca
 www.sfsc.gov.sk.ca

Changes since last publication

Registration information generally

We have made changes to Form 33-109F4 and Form 33-109F6 to clarify the information required. We have also made housekeeping changes to the other registration forms and added some definitions.

Updating firm information in Form 33-109F6

Under subsection 6.2(2) of Regulation 33-109, for a period of up to 12 months after September 28, 2009, firms that were registered before that date will continue to notify securities regulatory authorities of changes to the information previously submitted to their principal regulator, in most cases within 7 days of the change.

However, under section 6.1 of Regulation 33-109, firms that were registered before September 28, 2009 must submit a completed Form 33-109F6 on or before September 30, 2010. This will establish a baseline of registration information for each firm and facilitate a firm's compliance process for notifying securities regulatory authorities of changes. After a firm submits its completed Form 33-109F6 it will be subject to the notice requirement set out in section 3.1 of Regulation 33-109. Appendix A of Policy Statement 33-109 summarizes the notice requirements under Regulation 33-109.

Submissions to principal regulator only

We added a provision under which firms that submit a notice under Regulation 33-109 outside of the NRD website may send it to their principal regulator only. Appendix B to Policy Statement 33-109 provides the contact information of the securities regulatory authorities for notices and applications that are not submitted through the NRD website. We also added Part 6 *Transition* to Regulation 33-109.

Transition

We published *CSA Staff Notice 31-311 Draft Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions - Transition into the New Registration Regime* on June 12, 2009 to provide details of the transition process and timelines. The notice is available on the websites of CSA members.

Transition for Reinstatements

As indicated above, after joining a new sponsoring firm an individual may reinstate their registration by submitting a Form 33-109F7 within 90 days of leaving the former sponsoring firm. However, an individual who left the former sponsoring firm before September 28, 2009 would reinstate their registration by submitting a Form 33-109F4 using the

Reactivation submission on NRD, instead of the Form 33-109F7, subject to the applicable conditions. Fees would be withdrawn on NRD for the Form 33-109F4, but where applicable they would be refunded for individuals who qualify for automatic reinstatement.

Background

Regulation 33-109, amendments to Regulation 31-102 and related materials were published for comment on February 20, 2007 and on February 29, 2008.

Questions

Please address your questions to any of the following CSA staff:

Sophie Jean
Conseillère en réglementation
Surintendance de la distribution
Autorité des marchés financiers
Tel: 514-395-0337, ext. 4786
Toll-free: 1-877-525-0337
sophie.jean@lautorite.qc.ca

David McKellar, CA
Director, Market Regulation
Alberta Securities Commission
Tel: 403-297-4281
david.mckellar@asc.ca

Laura Bliss
Senior Legal Counsel
Capital Markets Regulation
British Columbia Securities Commission
Tel: 604-899-6666
1-800-373-6393 (in B.C. and Alberta)
lbliss@bcsc.bc.ca

Donna Leitch
Assistant Manager
Registrant Regulation
Ontario Securities Commission
Tel: 416-593-8263
dleitch@osc.gov.on.ca

Dean Murrison
Deputy Director, Legal/Registration
Saskatchewan Financial Services Commission
Tel: 306-787-5879
dean.murrison@gov.sk.ca

REGULATION 33-109 RESPECTING REGISTRATION INFORMATION

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, pars. (1), (2), (3), (4.1), (26), (27), (27.0.1), (27.0.2) and (34);
2009, c. 25)

PART 1 DEFINITIONS AND INTERPRETATION**1.1. Definitions**

In this Regulation:

“cessation date” means the first day on which an individual ceased to have authority to act as a registered individual on behalf of their sponsoring firm or ceased to be a permitted individual of their sponsoring firm, because of the end of, or a change in, the individual’s employment, partnership, or agency relationship with the firm;

“firm” means a person that is registered, or is seeking registration, as a dealer, adviser or investment fund manager;

“former sponsoring firm” means the registered firm for which an individual most recently acted as a registered individual or permitted individual;

“NRD submission number” means the unique number generated by NRD to identify each NRD submission;

“permitted individual” means an individual who is not a registered individual and who is

(a) a director, chief executive officer, chief financial officer, or chief operating officer of a firm, or who performs the functional equivalent of any of those positions, and

(b) an individual who has beneficial ownership of, or direct or indirect control or direction over, 10 percent or more of the voting securities of a firm;

“principal jurisdiction” means,

(a) for a firm whose head office is in Canada, the jurisdiction of Canada in which the firm’s head office is located,

(b) for an individual whose working office is in Canada, the jurisdiction of Canada in which the individual’s working office is located,

(c) for a firm whose head office is outside Canada, the jurisdiction of the firm’s principal regulator, as identified by the firm on its most recently submitted Form 33-109F5 or Form 33-109F6, and

(d) for an individual whose working office is outside Canada, the principal jurisdiction of the individual’s sponsoring firm;

“principal regulator” means, for a person, the securities regulatory authority or regulator of the person’s principal jurisdiction;

“registered firm” means a registered dealer, registered adviser or registered investment fund manager;

“registered individual” means an individual who is registered under securities legislation to do any of the following on behalf of a registered firm:

- (a) act as a dealer, underwriter or adviser;
- (b) act as a chief compliance officer;
- (c) act as an ultimate designated person;

“sponsoring firm” means,

- (a) for a registered individual, the registered firm on whose behalf the individual acts,
- (b) for an individual applying for registration, the firm on whose behalf the individual will act if the individual’s application is approved,
- (c) for a permitted individual of a registered firm, the registered firm, and
- (d) for a permitted individual of a firm that is applying for registration, the applicant firm.

1.2. Interpretation

Terms used in this Regulation and that are defined in Regulation 31-102 respecting National Registration Database have the same meanings as in Regulation 31-102 respecting National Registration Database.

PART 2 APPLICATION FOR REGISTRATION AND REVIEW OF PERMITTED INDIVIDUALS

2.1. Firm Registration

A firm that applies for registration as a dealer, adviser or investment fund manager must submit each of the following to the regulator:

- (a) a completed Form 33-109F6;
- (b) for each business location of the applicant in the local jurisdiction other than the applicant's head office, a completed Form 33-109F3 in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database.

2.2. Individual Registration

(1) Subject to subsection (2) and sections 2.4 and 2.6, an individual who applies for registration under securities legislation must submit a completed Form 33-109F4 to the regulator in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database.

(2) A permitted individual of a registered firm who applies to become a registered individual with the firm must submit a completed Form 33-109F2 to the regulator in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database.

2.3. Reinstatement

(1) An individual who applies for reinstatement of registration under securities legislation must submit a completed Form 33-109F4 to the regulator in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database, unless the individual submits a completed Form 33-109F7 in accordance with subsection (2).

(2) The registration of an individual suspended under section 6.1 [*If individual ceases to have authority to act for firm*] of Regulation 31-103 respecting Registration

Requirements and Exemptions is reinstated on the date the individual submits a completed Form 33-109F7 to the regulator in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database if all of the following apply:

- (a) the Form 33-109F7 is submitted on or before the 90th day after the cessation date;
- (b) the individual's employment, partnership or agency relationship with the former sponsoring firm did not end because the individual was asked by the firm to resign, or was dismissed, following an allegation against the individual of any of the following:
 - (i) criminal activity;
 - (ii) a breach of securities legislation;
 - (iii) a breach of a rule of an SRO;
- (c) after the cessation date there have been no changes to the information previously submitted in respect of any of the following items of the individual's Form 33-109F4:
 - (i) item 13 [*Regulatory disclosure*];
 - (ii) item 14 [*Criminal disclosure*];
 - (iii) item 15 [*Civil disclosure*];
 - (iv) item 16 [*Financial disclosure*];
- (d) the individual is seeking reinstatement with a sponsoring firm in the same category of registration in which the individual was registered on the cessation date;
- (e) the new sponsoring firm is registered in the same category of registration in which the individual's former sponsoring firm was registered.

2.4. Application to Change or Surrender Individual Registration Categories

A registered individual who applies for registration in an additional category, or to surrender a registration category, must make the application by submitting a completed Form 33-109F2 to the regulator in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database.

2.5. Permitted Individuals

(1) A permitted individual must submit a completed Form 33-109F4 to the regulator in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database, no more than 7 days after becoming a permitted individual, unless the individual submits a Form 33-109F7 in accordance with subsection (2).

(2) An individual who has ceased to be a permitted individual of a former sponsoring firm and becomes a permitted individual of a new sponsoring firm may submit a completed Form 33-109F7 to the regulator if all of the following apply:

- (a) the Form 33-109F7 is submitted in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database
 - (i) no more than 7 days after becoming a permitted individual of the new sponsoring firm, and
 - (ii) no more than 90 days after the cessation date;

(b) the individual holds the same permitted individual status with the new sponsoring firm that they held with the former sponsoring firm;

(c) the conditions described in paragraphs (b) and (c) of subsection 2.3(2) are met.

2.6. Commodity Futures Act Registrants

(1) In Manitoba and Ontario, despite subsection 2.1(b), if a firm applies for registration under section 2.1 and is registered under the *Commodity Futures Act*, the applicant is not required to submit a completed Form 33-109F3 under section 3.2 for any business location of the applicant that is recorded on NRD.

(2) In Manitoba and Ontario, despite subsection 2.2(1), if an individual applies for registration under securities legislation and is recorded on NRD with his or her sponsoring firm as registered under the *Commodity Futures Act*, the individual must make the application by submitting a completed Form 33-109F2 to the regulator in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database.

PART 3 CHANGES TO REGISTERED FIRM INFORMATION

3.1. Notice of Change to a Firm's Information

(1) Subject to subsections (3) or (4), a registered firm must notify the regulator of a change to any information previously submitted in Form 33-109F6 or under this subsection, as follows:

(a) for a change previously submitted in relation to part 3 of Form 33-109F6, within 30 days of the change;

(b) for a change previously submitted in relation to any other part of Form 33-109F6, within 7 days of the change.

(2) A notice of change referred to in subsection (1) must be made by submitting a completed Form 33-109F5.

(3) A notice of change is not required under subsection (1) if the change relates to any of the following:

(a) a business location other than the head office of the firm if the firm submits a completed Form 33-109F3 under section 3.2;

(b) a termination, or a change, of a registered firm's employment, partnership or agency relationship with an officer, partner or director of the registered firm if the firm submits a completed Form 33-109F1 under subsection 4.2(1);

(c) the addition of an officer, partner, or director to the registered firm if that individual submits either of the following:

(i) a completed Form 33-109F4 under subsection 2.2(1) or 2.5(1);

(ii) a completed Form 33-109F7 under subsection 2.3(2) or 2.5(2);

(d) the information in the supporting documents referred to in any of the following items of Form 33-109F6:

(i) item 3.3 [*Business documents*];

(ii) item 5.1 [*Calculation of excess working capital*];

- (iii) item 5.7 [*Directors' resolution for insurance*];
- (iv) item 5.13 [*Audited financial statements*];
- (v) item 5.14 [*Letter of direction to auditors*].

(4) A person that submitted a completed Schedule B [*Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service*] to Form 33-109F6 must notify the regulator of a change to the information previously submitted in item 3 [*Name of agent for service of process*] or item 4 [*Address for service of process on the agent for service*] of that schedule by submitting a completed Schedule B no more than 7 days after the change;

(5) Subsection (4) does not apply to a person after they have ceased to be registered for a period of 6 years or more.

(6) For the purpose of subsections (2) and (4), the person may give the notice by submitting it to the principal regulator.

3.2. Changes to Business Locations

A registered firm must notify the regulator of the opening of a business location, other than a new head office, or of a change to any information previously submitted in Form 33-109F3, by submitting a completed Form 33-109F3 to the regulator in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database, within 7 days of the opening of the business location or change.

PART 4 CHANGES TO REGISTERED INDIVIDUAL AND PERMITTED INDIVIDUAL INFORMATION

4.1. Notice of Change to an Individual's Information

(1) Subject to subsection (2), a registered individual or permitted individual must notify the regulator of a change to any information previously submitted in respect of the individual's Form 33-109F4 as follows:

(a) for a change of information previously submitted in items 4 [*Citizenship*] and 11 [*Previous employment*] of Form 33-109F4, within 30 days of the change;

(b) for a change of information previously submitted in any other items of Form 33-109F4, within 7 days of the change.

(2) A notice of change is not required under subsection (1) if the change relates to information previously submitted in item 3 [*Personal information*] of Form 33-109F4.

(3) A notice of change under subsection (1) must be made by submitting a completed Form 33-109F5 to the regulator in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database.

(4) Despite subsection (3), a notice of change referred to in subsection (1) must be made by submitting a completed Form 33-109F2 to the regulator in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database if the change relates to

(a) an individual's status as a permitted individual of the sponsoring firm, or

(b) a registered individual's status as an officer, partner, director or shareholder of the sponsoring firm.

4.2. Termination of Employment, Partnership or Agency Relationship

(1) A registered firm must notify the regulator of the end of, or a change in, a sponsored individual's employment, partnership, or agency relationship with the firm if the individual ceases to have authority to act on behalf of the firm as a registered individual or permitted individual by submitting a Form 33-109F1 to the regulator in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database with

(a) items 1 through 4 completed, and

(b) item 5 completed unless the reason for termination under item 4 was death or retirement of the individual or the completion or expiry of an employment or agency contract.

(2) A registered firm must submit to the regulator the information required under

(a) subsection (1)(a), within 7 days of the cessation date, and

(b) subsection (1)(b), within 30 days of the cessation date.

(3) A person must, within 7 days of a request from an individual for whom the person was the former sponsoring firm, provide to the individual a copy of the Form 33-109F1 that the person submitted under subsection (1) in respect of that individual.

(4) If a person completed and submitted the information in item 5 of a Form 33-109F1 in respect of an individual who made a request under subsection (3) and that information was not included in the initial copy provided to the individual, the person must provide to that individual a further copy of the completed Form 33-109F1, including the information in item 5, within the later of

(a) 7 days after the request by the individual under subsection (3), and

(b) 7 days after the submission pursuant to subsection (2)(b).

PART 5 DUE DILIGENCE AND RECORD-KEEPING

5.1. Sponsoring Firm Obligations

(1) A sponsoring firm must make reasonable efforts to ensure the truth and completeness of information that is submitted in accordance with this Regulation for any individual.

(2) A sponsoring firm must obtain from each individual who is registered to act on behalf of the firm, or who is a permitted individual of the firm, a copy of the Form 33-109F1 most recently submitted by the individual's former sponsoring firm in respect of that individual, if any, within 60 days of the firm becoming the individual's sponsoring firm.

(3) A sponsoring firm must retain all documents used by the firm to satisfy its obligation under subsection (1),

(a) in the case of a registered individual, for no less than 7 years after the individual ceases to be registered to act on behalf of the firm,

(b) in the case of an individual who applied for registration but whose registration was refused by the regulator, for no less than 7 years after the individual applied for registration, or

(c) in the case of a permitted individual, for no less than 7 years after the individual ceases to be a permitted individual with the firm.

(4) Without limiting subsection (3), if a registered individual, an individual applying for registration, or a permitted individual appoints an agent for service, the sponsoring firm must keep the original Appointment of Agent for Service executed by the individual for the period of time set out in paragraph (3)(b).

(5) A sponsoring firm that retains a document under subsection (3) or (4) for an NRD submission must record the NRD submission number on the first page of the document.

PART 6 TRANSITION

6.1. All Registered Firms to File Form 33-109F6 – September 30, 2010

A registered firm that was registered before this Regulation came into force must submit a completed Form 33-109F6 to the regulator on or before September 30, 2010.

6.2. Notice of Change for Firms Registered before September 28, 2009

(1) In this section, “Form 3” means the form that a firm submitted before this Regulation came into force to apply for registration as a dealer, adviser or underwriter in the jurisdiction that, at the time the application was made, would have been the firm’s principal jurisdiction under this Regulation.

(2) Subject to subsection (5), a registered firm that was registered in a jurisdiction of Canada before this Regulation came into force and that has not submitted a completed Form 33-109F6 to the regulator, must notify the regulator of a change to any information previously submitted

(a) in a notice of agent and address for service, by submitting to the regulator a completed Schedule B to Form 33-109F6, no more than 7 days after the change;

(b) in Form 3 or in any notice of change to information in that form submitted to the regulator, as follows:

(i) for a change of information equivalent to the information referred to in part 3 of Form 33-109F6, within 30 days of the change;

(ii) for a change of information equivalent to the information referred to in any other part of Form 33-109F6, within 7 days of the change.

(3) A registered firm referred to in subsection (2) must notify the regulator of a change in its auditor or financial year-end within 7 days of the change.

(4) For the purpose of subsections (2) and (3) the firm may give the notice by submitting it to the principal regulator.

(5) A notice of change is not required under subsection (2) if the change relates to any of the following:

(a) the addition of an officer, partner, or director to the registered firm if that individual

(i) submits a completed Form 33-109F4 under subsection 2.2(1) or 2.5(1), or

(ii) submits a completed Form 33-109F7 under subsection 2.3(2) or 2.5(2);

(b) a termination, or a change, of a registered firm’s employment, partnership or agency relationship with an officer, partner or director of the registered firm if the firm submits a completed Form 33-109F1 under subsection 4.2(1);

(c) a business location other than the head office of the firm if the firm submits a completed Form 33-109F3 under section 3.2;

(d) information equivalent to the information referred to in section 3.1(3)(d).

6.3. National Registration Database Transition Period

(1) In this section, “NRD access date” means the first day following September 25, 2009 that an NRD filer has access to NRD to make NRD submissions.

(2) A notice submitted by an NRD filer before September 25, 2009, and not accepted or denied by the regulator by that date must be resubmitted, as if the time required for the submission had fallen within the period commencing on September 25, 2009 and ending on the day before the NRD access date, in accordance with subsections (3), (4) and (6) as applicable.

(3) Except in the case of a notice referred to in subsection (4), if the time required for making either of the following submissions falls within the period commencing on September 25, 2009 and ending on the day before the NRD access date, the time for making the submission is extended to the 45th day following the NRD access date:

(a) a notice that is required to be submitted in NRD format;

(b) a Form 33-109F4 that is required to be submitted under subsection 2.5(1).

(4) If the time required for making either of the following submissions falls within the period commencing on September 25, 2009 and ending on the day before the NRD access date, the submission must be made other than through the NRD website:

(a) a notice of change referred to in subsection 4.1(1) from a registered individual, if the change relates to previously submitted information about any of the following items of the individual’s Form 33-109F4:

(i) item 14 [*Criminal disclosure*];

(ii) item 15 [*Civil disclosure*];

(iii) item 16 [*Financial disclosure*];

(b) a notice of termination referred to in subsection 4.2(1) from a former sponsoring firm, within the time required under subsection 4.2(2), if the individual’s employment, partnership or agency relationship with the firm ended because the individual resigned or was dismissed for cause.

(5) From September 28, 2009 to the day before the NRD access date, an individual may submit any of the following to the regulator other than through the NRD website:

(a) Form 33-109F7;

(b) Form 33-109F2;

(c) Form 33-109F4 other than under subsection 2.5(1).

(6) If an NRD filer makes a submission other than through the NRD website under subsection (4) or (5), the NRD filer must resubmit the information in NRD format to the regulator as follows:

(a) for a Form 33-109F7 submitted under paragraph (5)(a),

(i) if the cessation date was on or after September 28, 2009, by submitting a completed Form 33-109F7 no later than 30 days after the NRD access date;

(ii) if the cessation date was before September 28, 2009, by submitting a completed Form 33-109F4 no later than 30 days after the NRD access date;

(b) for any other submission, no later than 30 days after the NRD access date.

6.4. Transition – Reinstatement under Subsections 2.3(2) and 2.5(2)

(1) Despite subsection 2.3(2), from the NRD access date to December 28, 2009 an individual who seeks reinstatement of registration under subsection 2.3(2) must submit a completed Form 33-109F4 to the regulator in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database, if the cessation date occurred before September 28, 2009.

(2) For greater certainty, the registration of an individual who makes a submission under subsection (1) is reinstated in accordance with subsection 2.3(2) only if all of the conditions in paragraphs (a) through (e) of subsection 2.3(2) are met.

(3) Subsection 2.5(2) does not apply to a permitted individual whose cessation date occurred before September 28, 2009.

PART 7 EXEMPTION

7.1. Exemption

(1) The regulator or the securities regulatory authority may grant an exemption from this Regulation, in whole or in part, subject to such conditions or restrictions as may be imposed in the exemption.

(2) Despite subsection (1), in Ontario, only the regulator may grant such an exemption.

(3) Except in Ontario, an exemption referred to in subsection (1) is granted under the statute referred to in Appendix B of Regulation 14-101 respecting Definitions, opposite the name of the local jurisdiction.

PART 8 REPEAL AND EFFECTIVE DATE

8.1. Repeal

Regulation 33-109 respecting Registration Information, which came into force on February 14, 2003, is repealed.

8.2. Effective Date

This Regulation comes into force on the day Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions comes into force.

FORM 33-109F1
NOTICE OF TERMINATION OF REGISTERED INDIVIDUALS
AND PERMITTED INDIVIDUALS
(section 4.2)

GENERAL INSTRUCTIONS

Complete and submit this form to notify the relevant regulator(s) or, in Québec, the securities regulatory authority, or self-regulatory organization (SRO) that a registered individual or permitted person has left their sponsoring firm.

Terms

In this form, “cessation date” (or “effective date of termination”) means the first day on which an individual ceased to have authority to act as a registered individual on behalf of their sponsoring firm or ceased to be a permitted individual of their sponsoring firm, because of the end of, or a change in, the individual’s employment, partnership, or agency relationship with the firm;

How to submit the form

Submit this form at the National Registration Database (NRD) website in NRD format at www.nrd.ca.

If you are relying on the temporary hardship exemption in section 5.1 of National Instrument 31-102 [*National Registration Database*], you may submit this form in a format other than NRD format.

When to submit the form

You must submit the responses to Item 1, Item 2, Item 3 and Item 4 within five business days of the effective date of termination.

If you are required to complete Item 5, you must submit those responses within 30 days of the termination date. If you are submitting the responses to Item 5, in NRD format, after Items 1 to 4 have been submitted at NRD, use the NRD submission type called “Update/Correct Termination Information” to complete Item 5 of this form.

Item 1 Terminating firm

1. Name _____
2. NRD number _____

Item 2 Terminated individual

1. Name _____
2. NRD number _____

Item 3 Business location of the terminated individual

1. Address _____
2. NRD number _____

Item 4 Date and reason for termination

1. Cessation date / Effective date of termination _____
(YYYY/MM/DD)

This is the first day that the individual ceased to have authority to act in a registerable capacity on behalf of the firm or ceased to be a permitted individual.

2. Reason for termination / cessation (check one):

- Resigned - voluntary
- Resigned - at the firm's request
- Dismissed in good standing
- Dismissed for cause
- Completed temporary employment contract
- Retired
- Deceased
- Other

Item 5 Details about the termination

Complete Item 5 only if the individual resigned, was dismissed (whether or not for cause), or if the reason for termination under Item 4.2 was "Other". In the space below:

- state the reason(s) for the resignation, dismissal or "Other" reason for termination and
- provide details if the answer to any of the following questions is "Yes".

[For NRD Format only:]

- This information will be disclosed within 30 days of the effective date of termination
- Not applicable: completed temporary employment contract, retired or deceased

Answer the following questions to the best of the firm's knowledge.

In the past 12 months:

- | | Yes | No |
|---|--------------------------|--------------------------|
| 1. Was the individual charged with any criminal offence | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 2. Was the individual the subject of any investigation by any securities or financial industry regulator? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 3. Was the individual subject to any significant internal disciplinary measures at the firm or at any affiliate of the firm related to the individual's activity as a registrant? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 4. Were there any written complaints, civil claims and/or arbitration notices filed against the individual or against the firm about the individual's | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

securities-related activities that occurred while the individual was registered or a permitted individual authorized to act on behalf of the firm?

5. Does the individual have any undischarged financial obligations to clients of the firm?
6. Has the firm or any affiliate of the firm suffered significant monetary loss or harm to its reputation as a result of the individual's actions?
7. Did the firm or any affiliate of the firm investigate the individual relating to possible material violations of fiduciary duties, regulatory requirements or the compliance policies and procedures of the firm or any affiliate of the firm? Examples include making unsuitable trades or investment recommendations, stealing or borrowing client money or securities, hiding losses from clients, forging client signatures, money laundering, deliberately making false representations and engaging in undisclosed outside business activity.
8. Did the individual repeatedly fail to follow compliance policies and procedures of the firm or any affiliate of the firm?
9. Did the individual engage in discretionary management of client accounts or otherwise engage in registerable activity without appropriate registration or without the firm's authorization?

Reasons/Details: _____

Item 6 Notice of collection and use of personal information

The personal information required under this form is collected on behalf of, and used by, the securities regulatory authorities in the jurisdictions set out in Schedule A to administer and enforce certain provisions of their securities legislation or derivatives legislation or both.

The personal information required under this form is also collected by and used by the SROs set out in Schedule A to administer and enforce their respective by-laws, regulations, rules, rulings and policies.

By submitting this form, the individual consents to the collection by the securities regulatory authorities or applicable SRO of this personal information, and any police records, records from other government or non-governmental regulators or SROs, credit records and employment records about the individual that the securities regulatory authorities or applicable SRO may need to complete their review of the information submitted in this form relating to the individual's continued fitness for registration or approval, if applicable, in accordance with the legal authority of the securities regulatory authorities while the individual is registered with or approved by it as the case may be. Securities regulatory authorities or SROs may contact government and private bodies or agencies, individuals, corporations and other organizations for information about the individual.

If you have any questions about the collection and use of this information, contact the securities regulatory authorities or applicable SRO in any jurisdiction in which the required information is submitted. See Schedule A for details. In Québec, you can also contact the Commission d'accès à l'information at 1-888-528-7741 or visit its website at www.cai.gouv.qc.ca.

Item 7 Warning

It is an offence under securities legislation and/or derivatives legislation, including commodity futures legislation to give false or misleading information on this form.

Item 8 Certification**Certification-NRD format:**

I am making this submission as agent for the firm. By checking this box, I certify that the firm provided me with all of the information on this form.

Certification-Format other than NRD format:

By signing below I certify to the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, in each jurisdiction where I am submitting this form for the firm, either directly or through the principal regulator, that:

- I have read this form and understand the questions, and
- all of the information provided on this form is true and complete.

Name of firm

Name of authorized signing officer or partner

Title of authorized signing officer or partner

Signature of authorized signing officer or partner

Date signed (YYYY/MM/DD)

SCHEDULE A**Contact information for Notice of collection and use of personal information****Alberta**

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 - 5th Avenue SW
Calgary, AB T2P 3C4
Attention: Information Officer
Telephone: (403) 355-4151

British Columbia

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver, BC V7Y 1L2
Attention: Freedom of Information Officer
Telephone: (604) 899-6500 or (800) 373-6393 (in BC)

Manitoba

The Manitoba Securities Commission
500 - 400 St. Mary Avenue
Winnipeg, MB R3C 4K5
Attention: Director of Registrations
Telephone (204) 945-2548
Fax (204) 945-0330

New Brunswick

New Brunswick Securities Commission
Suite 300, 85 Charlotte Street
Saint John, NB E2L 2J2
Attention: Director, Regulatory Affairs
Telephone: (506) 658-3060

Newfoundland and Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's, NL A1B 4J6
Attention: Manager of Registrations
Tel: (709) 729-5661

Nova Scotia

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax, NS B3J 2P8
Attention: Deputy Director, Capital
Markets
Telephone: (902) 424-7768

Nunavut

Legal Registries Division
Department of Justice
Government of Nunavut
P.O. Box 1000 Station 570
Iqaluit, NU X0A 0H0
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (867) 975-6590

Ontario

Ontario Securities Commission
Suite 1903, Box 55
20 Queen Street West
Toronto, ON M5H 3S8
Attention: FOI Coordinator
Telephone: (416) 593-8314

Prince Edward Island

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer,
Corporate and
Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown, PE C1A 7N8
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (902) 368-6288

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Attention: Responsable de l'accès à
l'information
Telephone: (514) 395-0337 or
(877) 525-0337 (in Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina, SK S4P 4H2
Attention: Director
Telephone: (306) 787-5842

Yukon

Yukon Securities Office
Department of Community Services
P.O. Box 2703 C-6
Whitehorse, YT Y1A 2C6
Attention: Superintendent of Securities
Telephone: (867) 667-5225

Northwest Territories

Government of the Northwest Territories
P.O. Box 1320
Yellowknife, NWT X1A 2L9
Attention: Deputy Superintendent of
Securities
Telephone: (867) 920-8984

Self-regulatory organization

Investment Industry Regulatory Organization
of Canada
121 King Street West, Suite 1600
Toronto, Ontario M5H 3T9
Attention: Privacy Officer
Telephone: (416) 364-6133
E-mail: PrivacyOfficer@iiroc.ca

FORM 33-109F2
CHANGE OR SURRENDER OF INDIVIDUAL CATEGORIES
(section 4.2 or 2.2(2) or 2.5(2))

GENERAL INSTRUCTIONS

Complete and submit this form to notify the relevant regulator(s) or, in Québec, the securities regulatory authority, or self-regulatory organization (SRO) that a registered individual or permitted individual seeks to add and/or remove individual registration categories or permitted activities.

Terms

In this form, “you”, “your” and “individual” mean the registered individual or permitted individual who is seeking to add and/or remove registration categories or permitted activities.

How to submit this form

Submit this form at the National Registration Database (NRD) website in NRD format at www.nrd.ca.

If you are relying on the temporary hardship exemption in section 5.1 of National Instrument 31-102, you may submit this form in a format other than NRD format.

Item 1 Individual

Name of individual _____

NRD number of individual _____

Item 2 Registration jurisdictions

1. Are you filing this form under the passport system / interface for registration?

Only choose “no” if you are registered in:

(a) only one jurisdiction of Canada, or

(b) more than one jurisdiction of Canada and you are requesting a change or surrender:

(i) in a non-principal jurisdiction or jurisdictions, but not in your principal jurisdiction.

Yes No

2. Check each jurisdiction where you are seeking the change or surrender of individual categories of registration.

Alberta

British Columbia

Manitoba

New Brunswick

Newfoundland and Labrador

- Northwest Territories
- Nova Scotia
- Nunavut
- Ontario
- Prince Edward Island
- Québec
- Saskatchewan
- Yukon

Item 3 Removing categories

What categories are you seeking to remove?

Item 4 Adding categories

1. What categories are you seeking to add?

2. If you are seeking registration as a representative of a mutual fund dealer or of a scholarship plan dealer in Québec, are you covered by your sponsoring firm's professional liability insurance?

Yes No

If "No", state:

The name of your insurer _____

Your policy number _____

Item 5 Reason for surrender

If you are seeking to remove a category or permitted activity, state the reason for the surrender in the local jurisdiction.

Item 6 Notice of collection and use of personal information

The personal information required under this form is collected on behalf of, and used by, the securities regulatory authorities in the jurisdictions set out in Schedule A to administer and enforce certain provisions of their securities legislation or derivatives legislation or both.

The personal information required under this form is also collected by and used by the SROs set out in Schedule A to administer and enforce their respective by-laws, regulations, rules, rulings and policies.

By submitting this form, the individual consents to the collection by the securities regulatory authorities or applicable SRO of this personal information, and any police records, records from other government or non-governmental regulators or SROs, credit records and employment records about the individual that the securities regulatory authorities or applicable SRO may need to complete their review of the information submitted in this form relating to the individual's continued fitness for registration or approval, if applicable, in accordance with the legal authority of the securities regulatory authorities while the individual is registered with or approved by it. Securities regulatory authorities or SROs may contact government and private bodies or agencies, individuals, corporations and other organizations for information about the individual.

If you have any questions about the collection and use of this information, contact the securities regulatory authorities or applicable SRO in any jurisdiction in which the required information is submitted. See Schedule A for details. In Québec, you can also contact the Commission d'accès à l'information at 1-888-528-7741 or visit its website at www.cai.gouv.qc.ca.

Item 7 Warning

It is an offence under securities legislation and/or derivatives legislation, including commodity futures legislation to give false or misleading information on this form.

Item 8 Certification

Certification-NRD format:

I confirm I have discussed the questions in this form with an officer, branch manager or supervisor of my sponsoring firm. To the best of my knowledge and belief, the officer, branch manager or supervisor was satisfied that I fully understood the questions. I will limit my activities to those permitted by my category of registration.

I am making this submission as agent for the individual identified in this form. By checking this box, I certify that the individual provided me with all of the information on this form.

Certification-Format other than NRD format:

By signing below:

1. I certify to the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, in each jurisdiction where I am submitting this form, either directly or through the principal regulator, that:

- I have read this form and understand the questions, and
- all of the information provided on this form is true, and complete.

2. I confirm I have discussed the questions in this form with an officer, branch manager or supervisor of my sponsoring firm. To the best of my knowledge and belief, the officer, branch manager or supervisor was satisfied that I fully understood the questions. I will limit my activities to those permitted by my category of registration.

Signature of individual

Date signed (YYYY/MM/DD)

By signing below, I certify to the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, in each jurisdiction where I am submitting this form for the individual, either directly or through the principal regulator, that:

1. the individual identified in this form will be engaged by the firm as a registered individual, or a non registered individual, and

2. I have, or a branch manager or supervisor or another officer or partner has, discussed the questions set out in this form with the individual. To the best of my knowledge and belief, the individual fully understands the questions.

Name of firm

Name of authorized signing officer or partner

Title of authorized signing officer or partner

Signature of authorized signing officer or partner

Date signed (YYYY/MM/DD)

SCHEDULE A**Contact information for Notice of collection and use of personal information****Alberta**

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 - 5th Avenue SW
Calgary, AB T2P 3C4
Attention: Information Officer
Telephone: (403) 355-4151

British Columbia

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver, BC V7Y 1L2
Attention: Freedom of Information Officer
Telephone: (604) 899-6500 or (800) 373-6393 (in BC)

Manitoba

The Manitoba Securities Commission
500 - 400 St. Mary Avenue
Winnipeg, MB R3C 4K5
Attention: Director of Registrations
Telephone (204) 945-2548
Fax (204) 945-0330

New Brunswick

New Brunswick Securities Commission
Suite 300, 85 Charlotte Street
Saint John, NB E2L 2J2
Attention: Director, Regulatory Affairs
Telephone: (506) 658-3060

Newfoundland and Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's, NL A1B 4J6
Attention: Manager of Registrations
Tel: (709) 729-5661

Nova Scotia

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax, NS B3J 2P8
Attention: Deputy Director, Capital
Markets
Telephone: (902) 424-7768

Nunavut

Legal Registries Division
Department of Justice
Government of Nunavut
P.O. Box 1000 Station 570
Iqaluit, NU X0A 0H0
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (867) 975-6590

Ontario

Ontario Securities Commission
Suite 1903, Box 55
20 Queen Street West
Toronto, ON M5H 3S8
Attention: FOI Coordinator
Telephone: (416) 593-8314

Prince Edward Island

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer,
Corporate and
Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown, PE C1A 7N8
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (902) 368-6288

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Attention: Responsable de l'accès à
l'information
Telephone: (514) 395-0337 or
(877) 525-0337 (in Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina, SK S4P 4H2
Attention: Director
Telephone: (306) 787-5842

Yukon

Yukon Securities Office
Department of Community Services
P.O. Box 2703 C-6
Whitehorse, YT Y1A 2C6
Attention: Superintendent of Securities
Telephone: (867) 667-5225

Northwest Territories

Government of the Northwest Territories
P.O. Box 1320
Yellowknife, NWT X1A 2L9
Attention: Deputy Superintendent of
Securities
Telephone: (867) 920-8984

Self-regulatory organization

Investment Industry Regulatory Organization
of Canada
121 King Street West, Suite 1600
Toronto, Ontario M5H 3T9
Attention: Privacy Officer
Telephone: (416) 364-6133
E-mail: PrivacyOfficer@iiroc.ca

FORM 33-109F3
BUSINESS LOCATIONS OTHER THAN HEAD OFFICE
(section 3.2J)

GENERAL INSTRUCTIONS

Complete and submit this form to notify the relevant regulator(s) or, in Québec, the securities regulatory authority, or self-regulatory organization (SRO) that a business location has opened or closed, or information about a business location has changed.

Check one of the following and complete the entire form:

- Opening this business location
- Closing this business location
- Change to the information previously submitted about this business location. Clearly specify the information that has changed.

How to submit this form

Submit this form at the National Registration Database (NRD) website in NRD format at www.nrd.ca.

If you are relying on the temporary hardship exemption in section 5.1 of National Instrument 31-102, you may complete and submit this form in a format other than NRD format.

Item 1 Type of business location

- Branch or Business Location
- Sub-branch

Item 2 Supervisor or branch manager

Name of designated supervisor or branch manager _____

NRD number of the designated supervisor or branch manager _____

Item 3 Business location information

Business address _____

Mailing address (if different from business address) _____

Telephone number () _____

Fax number () _____

Item 4 Notice of collection and use of personal information

The personal information required under this form is collected on behalf of, and used by, the securities regulatory authorities in the jurisdictions set out in Schedule A to administer and enforce certain provisions of their securities legislation or derivatives legislation or both.

The personal information required under this form is also collected by and used by the SROs set out in Schedule A to administer and enforce their respective by-laws, regulations, rules, rulings and policies.

By submitting this form, the individual consents to the collection by the securities regulatory authorities or applicable SRO of this personal information, and any police records, records from other government or non-governmental regulators or SROs, credit records and employment records about the individual that the securities regulatory authorities or applicable SRO may need to complete their review of the information submitted in this form relating to the individual's continued fitness for registration or approval, if applicable, in accordance with the legal authority of the securities regulatory authorities while the individual is registered with or approved by it. Securities regulatory authorities or SROs may contact government and private bodies or agencies, individuals, corporations and other organizations for information about the individual.

If you have any questions about the collection and use of this information, contact the securities regulatory authorities or applicable SRO in any jurisdiction in which the required information is submitted. See Schedule A for details. In Québec, you can also contact the Commission d'accès à l'information at 1-888-528-7741 or visit its website at www.cai.gouv.qc.ca.

Item 5 Warning

It is an offence under securities legislation and/or derivatives legislation, including commodity futures legislation to give false or misleading information on this form.

Item 6 Certification

Certification-NRD format:

I am making this submission as agent for the firm. By checking this box, I certify that the firm provided me with all of the information on this form.

Certification-Format other than NRD format:

By signing below, I certify to the securities regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, in each jurisdiction where I am submitting this form for the firm, either directly or through the principal regulator, that:

- I have read this form and understand the questions, and
- all of the information provided on this form is true, and complete.

Name of firm

Name of authorized signing officer or partner

Title of authorized signing officer or partner

Signature of authorized signing officer or partner

Date signed (YYYY/MM/DD)

SCHEDULE A**Contact information for Notice of collection and use of personal information****Alberta**

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 - 5th Avenue SW
Calgary, AB T2P 3C4
Attention: Information Officer
Telephone: (403) 355-4151

British Columbia

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver, BC V7Y 1L2
Attention: Freedom of Information Officer
Telephone: (604) 899-6500 or (800) 373-6393 (in BC)

Manitoba

The Manitoba Securities Commission
500 - 400 St. Mary Avenue
Winnipeg, MB R3C 4K5
Attention: Director of Registrations
Telephone (204) 945-2548
Fax (204) 945-0330

New Brunswick

New Brunswick Securities Commission
Suite 300, 85 Charlotte Street
Saint John, NB E2L 2J2
Attention: Director, Regulatory Affairs
Telephone: (506) 658-3060

Newfoundland and Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's, NL A1B 4J6
Attention: Manager of Registrations
Tel: (709) 729-5661

Nova Scotia

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax, NS B3J 2P8
Attention: Deputy Director, Capital
Markets
Telephone: (902) 424-7768

Nunavut

Legal Registries Division
Department of Justice
Government of Nunavut
P.O. Box 1000 Station 570
Iqaluit, NU X0A 0H0
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (867) 975-6590

Ontario

Ontario Securities Commission
Suite 1903, Box 55
20 Queen Street West
Toronto, ON M5H 3S8
Attention: FOI Coordinator
Telephone: (416) 593-8314

Prince Edward Island

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer,
Corporate and
Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown, PE C1A 7N8
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (902) 368-6288

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Attention: Responsable de l'accès à
l'information
Telephone: (514) 395-0337 or
(877) 525-0337 (in Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina, SK S4P 4H2
Attention: Director
Telephone: (306) 787-5842

Yukon

Yukon Securities Office
Department of Community Services
P.O. Box 2703 C-6
Whitehorse, YT Y1A 2C6
Attention: Superintendent of Securities
Telephone: (867) 667-5225

Northwest Territories

Government of the Northwest Territories
P.O. Box 1320
Yellowknife, NWT X1A 2L9
Attention: Deputy Superintendent of
Securities
Telephone: (867) 920-8984

Self-regulatory organization

Investment Industry Regulatory Organization
of Canada
121 King Street West, Suite 1600
Toronto, Ontario M5H 3T9
Attention: Privacy Officer
Telephone: (416) 364-6133
E-mail: PrivacyOfficer@iiroc.ca

FORM 33-109F4
REGISTRATION OF INDIVIDUALS AND REVIEW OF PERMITTED
INDIVIDUALS
(section 2.2)

GENERAL INSTRUCTIONS

Complete and submit this form to the relevant regulator(s) or in Québec, the securities regulatory authority, or self-regulatory organization (SRO) if an individual is seeking registration in individual categories or is seeking to be reviewed as a permitted individual. You only need to complete and submit one of this form regardless of the number of categories you are seeking to be registered in.

Terms

In this form, “you”, “your” and “individual” mean the individual who is seeking registration or the individual who is filing this form as a permitted individual under securities legislation or derivatives legislation or both.

“Sponsoring firm” means the registered firm where you will carry out your duties as a registered or permitted individual.

“Derivatives” means financial instruments, such as futures contracts (including exchange traded contracts), futures options and swaps whose market price, value or payment obligations are derived from, or based on, one or more underlying interests. Derivatives can be in the form of instruments, agreements or securities.

“Major shareholder” and “shareholder” mean a shareholder who, in total, directly or indirectly owns voting securities carrying 10 per cent or more of the votes carried by all outstanding voting securities.

“Approved person” means, in respect of a member of the IIROC (Member), an individual who is a partner, director, officer, employee or agent of a Member who is approved by the IIROC or another Canadian SRO to perform any function required under any IIROC or another Canadian SRO By-law, Regulation, or Policy.

Several terms used in this form are defined in the securities legislation of your province or territory. Please refer to those definitions.

How to submit this form

NRD format

Submit this form at the National Registration Database (NRD) website in NRD format at www.nrd.ca. You are only required to submit one form regardless of the number of registration categories you are seeking. If you have any questions, contact the compliance, registration or legal department of the sponsoring firm or a legal adviser, or visit the NRD information website at www.nrd-info.ca.

Format, other than NRD format

If you are relying on the temporary hardship exemption in section 5.1 of National Instrument 31-102 *National Registration Database*, you may submit this form in a format other than NRD format.

If you need more space, use a separate sheet of paper. Clearly identify the Item and question number. Complete and sign the form, and send it to the relevant regulator(s) or, in Québec, the securities regulatory authority, SRO (s) or similar authority. The number of

originally signed copies of the form you are required to submit depends on the province or territory, and on the regulator, the securities regulatory authority or SRO.

To avoid delays in processing this form, be sure to answer all of the questions that apply to you. If you have questions, contact the compliance, registration or legal department of the sponsoring firm or a legal adviser, or visit the National Registration Database information website at www.nrd-info.ca.

Item 1 Name

1. Legal name

 Last name First name Second name (N/A) Third name (N/A)

NRD number (if applicable) _____

2. Other personal names

Are you currently, or have you ever been, known by any names other than your full legal name above, for example, nicknames or names due to marriage?

Yes No

If "yes", complete Schedule A.

3. Use of other names

Are you currently, or have you ever used, operated under, or carried on business under any name other than the name(s) mentioned above, for example, trade names for sole proprietorships or team names?

Yes No

If "yes", complete Schedule A.

Item 2 Residential address

Provide all of your residential addresses, including any foreign residential addresses, for the past 10 years.

1. Current and previous residential addresses

 (number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

 Telephone number _____

Lived at this address since (YYYY/MM) _____

If you have lived at this address for less than 10 years, complete Schedule B.

2. Mailing address

Check here if your mailing address is the same as your current residential address provided above. Otherwise, complete the following:

_____ (number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

Item 3 Personal information

1. Date of birth _____
(YYYY/MM/DD)
2. Place of birth _____
(city, province, territory or state, country)
3. Gender Female Male
4. Eye colour _____
5. Hair colour _____
6. Height _____ in. or _____ cm
7. Weight _____ lbs. or _____ kg

Item 4 Citizenship

1. Citizenship information

What is your country of citizenship?

- Canada
- Other, specify: _____

2. If you are a citizen of a country other than Canada, complete the following for that citizenship.

- Check here if you do not have a valid passport. Otherwise, provide:

Passport number: _____

Date of issue: _____
(YYYY/MM/DD)

Place of issue: _____
(city, province, territory or state, country)

Item 5 Registration jurisdictions

1. Are you filing this form under the passport system / interface for registration?

Only choose "no" if:

- (a) you are seeking registration only in your principal jurisdiction,
- (b) you are seeking review as a permitted individual only in your principal jurisdiction

and you are not currently registered under securities legislation in any jurisdiction of Canada,

Yes No

2. Check each jurisdiction where you are seeking registration or review as a permitted individual:

- All jurisdictions
- Alberta
- British Columbia
- Manitoba
- New Brunswick
- Newfoundland and Labrador
- Northwest Territories
- Nova Scotia
- Nunavut
- Ontario
- Prince Edward Island
- Québec
- Saskatchewan
- Yukon

Item 6 Individual categories

1. On Schedule C, check each category for which you are seeking registration as an individual or review as a permitted individual. If you are seeking review as a permitted individual, check each category that describes your position with your sponsoring firm.

2. If you are seeking registration as a representative of a mutual fund dealer or of a scholarship plan dealer in Québec, are you covered by your sponsoring firm's professional liability insurance?

Yes No

If "No", state:

The name of your insurer _____

Your policy number _____

Item 7 Address and agent for service**1. Address for service**

You must have one address for service in each province or territory where you are submitting this form. A residential address or a business address is acceptable. A post office box is not acceptable. Complete Schedule D for each additional address for service you are providing.

Address for service: _____
(number, street, city, province or territory, postal code)

Telephone number _____

Fax number, if applicable _____

E-mail address, if available _____

2. Agent for service

If you have appointed an agent for service, provide the following information for the agent in each province or territory where you have an agent for service. The address of your agent for service must be the same as the address for service above. If your agent for service is not an individual, provide the name of your contact person.

Name of agent for service: _____

Contact person: _____
Last name, First name

Item 8 Proficiency**1. Course or examination information and other education**

Complete Schedule E to indicate each course and examination that is required for registration or approval and that you have successfully completed or have been exempted from.

Check here if you are not required under securities legislation or derivatives legislation or both, or the rules of an SRO to satisfy any course or examination requirements.

2. Student numbers

If you have a student number for a course that you successfully completed with one of the following organizations, provide it below:

CSI Global Education (formerly Canadian Securities Institute): _____

IFSE Institute (formerly IFIC): _____

Institute of Canadian Bankers (ICB): _____

CFA Institute (formerly AIMR): _____

Advocis (formerly CAIFA): _____

3. Exemption refusal

Has any securities regulator, derivatives regulator or SRO refused to grant you an exemption from a course, examination or experience requirement?

Yes No

If "Yes", complete Schedule F.

Item 9 Location of employment

1. Provide the following information for your new sponsoring firm. If you will be working out of more than one location, provide the following information for the location out of which you will be doing most of your business.

NRD location number: _____

Unique Identification Number (optional) : _____

Business address: _____
(number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

Telephone number: (____) _____ Fax number: (____) _____

2. If the firm has a foreign head office, and/or you are not a resident of Canada, provide the address for the location in which you will be conducting business.

Business address: _____
(number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

Telephone number: (____) _____ Fax number: (____) _____

[The following under #3 "Type of location", #4 and #5 is for a Format other than NRD format only]

3. Type of location - for Format other than NRD format only:

Head office Branch or Business Location Sub-branch

4. Name of branch manager: _____

5. Check here if the mailing address of the location is the same as the business address provided above. Otherwise, complete the following:

Mailing address: _____
(number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

Item 10 Current employment, other business activities, officer positions held and directorships

Complete a separate Schedule G for each of your current business and employment activities, including employment and business activities with your sponsoring firm and any employment and business activities outside your sponsoring firm. Also include all business related officer or director positions and any other equivalent positions held, whether you receive compensation or not.

Item 11 Previous employment and other activities

On Schedule H, complete your employment and other activities history for the past 10-years.

Item 12 Resignations and terminations

Have you ever resigned, been terminated or been dismissed for cause by an employer from a position following allegations that you:

1. Violated any statutes, regulations, rules or standards of conduct?

Yes No

If "Yes", complete Schedule I Item 12.1.

2. Failed to appropriately supervise compliance with any statutes, regulations, rules or standards of conduct?

Yes No

If "Yes", complete Schedule I Item 12.2.

3. Committed fraud or the wrongful taking of property, including theft?

Yes No

If "Yes", complete Schedule I Item 12.3.

Item 13 Regulatory disclosure**1. Securities and derivatives regulation**

a) Other than a registration or permitted individual status that has been recorded under this NRD number, are you now, or have you ever been, registered or licensed with any securities regulator or derivatives regulator or both in any province, territory, state or country to trade in or advise on securities or derivatives or both?

Yes No

If "Yes", complete Schedule J, Item 13.1(a).

b) Have you ever been refused registration or a licence to trade in or advise on securities or derivatives or both in any province, territory state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule J, Item 13.1(b).

c) Have you ever been denied the benefit of any exemption from registration provided in any securities or derivatives or both legislation or rules in any province, territory, state or country, other than what was disclosed in Item 8(3) of this form?

Yes No

If "Yes", complete Schedule J, Item 13.1(c).

d) Are you now, or have you ever been subject to any disciplinary proceedings or any order resulting from disciplinary proceedings under any securities legislation or derivatives legislation or both in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule J, Item 13.1(d).

2. SRO regulation

a) Other than an approval that has been recorded under this NRD number, are you now, or have you ever been, an approved person of an SRO or similar organization in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule J, Item 13.2(a).

b) Have you ever been refused approved person status by an SRO or similar organization in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule J, Item 13.2(b).

c) Are you now, or have you ever been, subject to any disciplinary proceedings conducted by any SRO or similar organization in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule J, Item 13.2(c).

3. Non-securities regulation

a) Are you now, or have you ever been, registered or licensed under any legislation which requires registration or licensing to deal with the public in any capacity other than to trade in or advise on securities or derivatives or both in any province, territory, state or country (e.g. insurance, real estate, accountant, lawyer, teacher)?

Yes No

If "Yes", complete Schedule J, Item 13.3(a)

b) Have you ever been refused registration or a licence under any legislation relating to your professional activities unrelated to securities or derivatives in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule J, Item 13.3(b).

c) Are you now, or have you ever been, a subject of any disciplinary actions conducted under any legislation relating to your professional activities unrelated to securities or derivatives in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule J, Item 13.3(c).

Item 14 Criminal disclosure**Offences you must disclose**

You must disclose all criminal offences committed in any province, territory, state or country. This includes, but is not limited to, criminal offences under federal statutes such as the *Criminal Code* (Canada), *Income Tax Act* (Canada), *the Competition Act* (Canada), *Immigration Act* (Canada) and the *Controlled Drugs and Substances Act* (Canada) (or its predecessor, the *Narcotic Control Act* (Canada)). This includes pleas or findings of guilt for impaired driving, which are *Criminal Code* (Canada) matters. If you have been found guilty of a criminal offence, you must disclose the offence even if you have been granted an absolute or conditional discharge.

With respect to questions 14.2 and 14.4, if you or your firm has been found guilty of a criminal offence, or participated in the Alternative Measures Program within the past three years, you must disclose that offence even if an absolute or conditional discharge has been granted, or the charge has been dismissed, withdrawn or stayed. Some exceptions apply to stayed charges, and the Alternative Measures Program which are outlined below.

If you do not disclose a criminal offence under any statute other than the *Young Offenders Act* (Canada) or the *Youth Criminal Justice Act* (Canada), regulators or, in Québec, the securities regulatory authority or self regulatory organization may treat it as a non-disclosure of material information.

Offences you do not have to disclose

The appropriate response is “No” if any of the following circumstances apply.

You are not required to disclose:

- crimes for which you received an absolute or conditional discharge if the crime has been purged from the criminal records in accordance with the *Criminal Records Act* (Canada)
- speeding, parking violations or any offence for which a pardon has been granted under the *Criminal Records Act* (Canada) and the pardon has not been revoked
- stayed charges for summary conviction offences that have been stayed for six months or more
- stayed charges for indictable offences that have been stayed for a year or more, and
- offences under the *Young Offenders Act* (Canada) or the *Youth Criminal Justice Act* (Canada)

With respect to questions 14.2 and 14.4, you are not required to disclose an offence for which you or your firm was found guilty if you or the firm participated in the Alternative Measures Program more than three years ago for that offence.

1. Are there any outstanding or stayed charges against you alleging a criminal offence that was committed in any province, territory, state or country?

Yes No

If “Yes”, complete Schedule K, Item 14.1.

2. Have you ever been found guilty, pleaded no contest to, or granted an absolute or conditional discharge from any criminal offence that was committed in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule K, Item 14.2.

3. To the best of your knowledge, are there any outstanding charges against any firm of which you were, at the time the criminal offence was alleged to have taken place in any province, territory, state or country, a partner, director, officer or major shareholder?

Yes No

If "Yes", complete Schedule K, Item 14.3.

4. To the best of your knowledge, has any firm, when you were a partner, officer, director or major shareholder, ever been found guilty, pleaded no contest to or granted an absolute or conditional discharge from a criminal offence that was committed in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule K, Item 14.4 .

Item 15 Civil disclosure

1. Are there currently any outstanding civil actions alleging fraud, theft, deceit, misrepresentation or similar misconduct against you or a firm where you are or were a partner, director, officer or major shareholder in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule L, Item 15.1.

2. Have you or a firm where you are or were a partner, director, officer or major shareholder ever been a defendant or respondent in any civil proceeding in which fraud, theft, deceit, misrepresentation or similar misconduct is, or was, successfully established in a judgment in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule L, Item 15.2.

Item 16 Financial disclosure

1. Bankruptcy

Under the laws of any applicable jurisdiction, have you or has any firm when you were a partner, director, officer or major shareholder of that firm:

a) Had a petition in bankruptcy issued or made a voluntary assignment in bankruptcy or any similar proceeding?

Yes No

If "Yes", complete Schedule M, Item 16.1(a).

b) Made a proposal under any legislation relating to bankruptcy or insolvency or any similar proceeding?

Yes No

If "Yes", complete Schedule M, Item 16.1(b).

c) Been subject to proceedings under any legislation relating to the winding up or dissolution of the firm, or under the *Companies' Creditors Arrangement Act* (Canada)?

Yes No

If "Yes", complete Schedule M, Item 16.1(c).

d) Been subject to or initiated any proceedings, arrangement or compromise with creditors? This includes having a receiver, receiver-manager, administrator or trustee appointed by or at the request of creditors, privately, through court process or by order of a regulatory authority, to hold your assets.

Yes No

If "Yes", complete Schedule M, Item 16.1(d).

2. Debt obligations

Over the past 10 years, have you failed to meet a financial obligation of \$5,000 or more as it came due or, to the best of your knowledge, has any firm, while you were a partner, director, officer or major shareholder of that firm, failed to meet any financial obligation of \$5,000 or more as it came due?

Yes No

If "Yes", complete Schedule M, Item 16.2.

3. Surety bond or fidelity bond

Have you ever been refused for a surety or fidelity bond?

Yes No

If "Yes", complete Schedule M, Item 16.3.

4. Garnishments, unsatisfied judgments or directions to pay

Has any federal, provincial, territorial, state authority or court ever issued any of the following against you regarding your indebtedness or, to the best of your knowledge, the indebtedness of a firm where you are or were a partner, director, officer or major shareholder:

	Yes	No
a) Garnishment	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) Unsatisfied judgment	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) Direction to pay	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

If "Yes", complete Schedule M, Item 16.4.

Item 17 Ownership of securities and derivatives firms

Are you now, or have you ever been, a partner or major shareholder of any firm (including your sponsoring firm) whose business is trading in or advising on securities or derivatives or both?

Yes No

If “Yes”, complete Schedule N.

Item 18 Agent for service

By submitting this form, you certify that in each jurisdiction of Canada where you have appointed an agent for service, you have completed the appointment of agent for service required in that jurisdiction.

Item 19 Submission to jurisdiction

By submitting this form, you agree to be subject to the securities legislation or derivatives legislation or both of each jurisdiction of Canada, and to the by-laws, regulations, rules, rulings and policies (collectively referred to as “rules” in this form) of the SROs to which you have submitted this form. This includes the jurisdiction of any tribunals or any proceedings that relate to your activities as a registrant or a partner, director or officer of a registrant under that securities legislation or derivatives legislation or both or as an Approved Person under SRO rules.

Item 20 Notice of collection and use of personal information

The personal information required under this form is collected on behalf of, and used by, the securities regulatory authorities in the jurisdictions set out in Schedule O to administer and enforce certain provisions of their securities legislation or derivatives legislation or both.

By submitting this form, the individual consents to the collection by the securities regulatory authorities of this personal information, and any police records, records from other government or non-governmental regulators or SROs, credit records and employment records about the individual that the securities regulatory authorities may need to complete their review of the information submitted in this form relating to the individual’s continued fitness for registration or approval, if applicable, in accordance with the legal authority of the securities regulatory authorities while the individual is registered with or approved by it. Securities regulatory authorities may contact government and private bodies or agencies, individuals, corporations and other organizations for information about the individual.

If you have any questions about the collection and use of this information, contact the securities regulatory authority in any jurisdiction in which the required information is submitted. See Schedule O for details. In Québec, you can also contact the Commission d’accès à l’information at 1-888-528-7741 or visit its website at www.cai.gouv.qc.ca.

SROs

The principal purpose for the collection of personal information is to assess your suitability for registration or approval and to assess your continued fitness for registration or approval in accordance with the applicable securities legislation and the rules of the SROs.

By submitting this form, you authorize the SROs to which this form is submitted to collect any information from any source whatsoever. This includes, but is not limited to, personal confidential information about you that is otherwise protected by law such as, police, credit, employment, education and proficiency course completion records, and records from other government or non-governmental regulatory authorities, securities commissions, stock exchanges, or other SROs, private bodies, agencies, individuals or corporations, as may be necessary for the SROs to complete their review of your form or continued fitness for registration or approval in accordance with their rules for the duration of the period you remain so registered or approved. You further consent to and authorize the transfer of confidential information between SROs, securities commissions or stock exchanges from whom you now, or may in the future, seek registration or approval, or with

which you are currently registered or approved for the purpose of determining fitness or continued fitness for registration or approval or in connection with the performance of an investigation or other exercise of regulatory authority, whether or not you are registered with or approved by them.

By submitting this form, you certify that you understand the rules of the applicable SROs of which you are seeking registration or approval or of which your sponsoring firm is a member or participating organization. You also undertake to become conversant with the rules of any SROs of which you or your sponsoring firm becomes a member or participating organization. You agree to be bound by, observe and comply with these rules as they are from time to time amended or supplemented, and you agree to keep yourself fully informed about them as they are amended and supplemented. You submit to the jurisdiction of the SROs from whom you are seeking registration or approval, or of which your sponsoring firm is now or in the future becomes a member or participating organization and, wherever applicable, their Governors, Directors and Committees. You agree that any registration or approval granted pursuant to this form may be revoked, terminated or suspended at any time in accordance with the then applicable rules of the respective SROs. In the event of any such revocation or termination, you must terminate all activities which require registration or approval and, thereafter, not perform services that require registration or approval for any member of the SROs or any approved affiliated company or other affiliate of such member without obtaining the approval of or registration with the SROs, in accordance with their rules.

By submitting this form, you undertake to notify the SROs from whom you are seeking registration or approval or with which you are currently or may in the future be registered or approved of any material change to the information herein provided in accordance with their respective rules. You agree to the transfer of this form, without amendment, to other SROs in the event that at some time in the future you seek registration or approval from such other SROs.

You certify that you have discussed the questions in this form, together with this Agreement, with an Officer or Branch Manager of your sponsoring member firm and, to your knowledge and belief, the authorized Officer or Branch Manager was satisfied that you fully understood the questions and the terms of this Agreement. You further certify that your business activities that are subject to securities rules and derivatives rules or both will be limited strictly to those permitted by the category of your registration or approval.

Item 21 Warning

It is an offence under securities legislation and/or derivatives legislation, including commodity futures legislation to give false or misleading information on this form.

Item 22 Certification

1. Certification - NRD format

I confirm I have discussed the questions in this form with an officer, branch manager or supervisor of my sponsoring firm. To the best of my knowledge, the officer, branch manager or supervisor was satisfied that I fully understood the questions. I will limit my activities to those permitted by my category of registration.

I am making this submission as agent for the individual identified in this form. By checking this box, I certify that the individual provided me with all of the information on this form.

2. Certification - Format other than NRD format**Individual**

By signing below, I certify to the regulator, or in Québec the securities regulatory authority, in each jurisdiction where I am filing or submitting this form, either directly or through the principal regulator, that:

- I have read this form and understand the questions, and
- all of the information provided on this form is true, and complete.

Signature of individual _____ Date _____

Authorized partner or officer of the firm

By signing below, I certify to the regulator, or in Québec the securities regulatory authority, in each jurisdiction where I am submitting this form, either directly or through the principal regulator, for the individual that:

- the individual identified in this form will be engaged by the sponsoring firm as a registered individual or a permitted individual, and
- I have, or a branch manager, or supervisor, or another officer or partner has, discussed the questions set out in this form with the individual and, to the best of my knowledge, the individual fully understands the questions.

Name of firm

Name of authorized signing officer or partner

Title of authorized signing officer or partner

Signature of authorized signing officer or partner

Date signed (YYYY/MM/DD)

SCHEDULE A**Names (Item 1)****Item 1.2 Other personal names****Name 1:**

 Last name First name Second name (N/A) Third name (N/A)

Provide the reasons for the use of this name (for example, marriage, divorce, court order, commonly used name or nickname)? _____

When did you use this name? From: To:

 (YYYY/MM) (YYYY/MM)

Name 2:

 Last name First name Second name (N/A) Third name (N/A)

Provide the reasons for the use of this name (for example, marriage, divorce, court order, commonly used name or nickname)? _____

When did you use this name? From: To:

 (YYYY/MM) (YYYY/MM)

Name 3:

 Last name First name Second name (N/A) Third name (N/A)

Provide the reasons for the use of this name (for example, marriage, divorce, court order, commonly used name or nickname)? _____

When did you use this name? From: To:

 (YYYY/MM) (YYYY/MM)

Item 1.3 Use of other names**Name 1:**

 Name

Provide the reasons for the use of this other name (for example, trade name or team name)? _____

If this other name is or was used in connection with any sponsoring firm, did the sponsoring firm approve the use of the name?

Yes No

SCHEDULE B
Residential address (Item 2)

Item 2.1 Current and previous residential addresses

If you have lived at your current address for less than 10 years, list all previous addresses for the past 10 years.

You do not have to include a postal code or ZIP code, or a telephone number for any previous address.

Address 1:

Residential address: _____
(number, street, city, province, territory or state, country)

When did you live at this address? From: _____ To: _____
(YYYY/MM) (YYYY/MM)

Address 2:

Residential address: _____
(number, street, city, province, territory or state, country)

When did you live at this address? From: _____ To: _____
(YYYY/MM) (YYYY/MM)

Address 3:

Residential address: _____
(number, street, city, province, territory or state, country)

When did you live at this address? From: _____ To: _____
(YYYY/MM) (YYYY/MM)

SCHEDULE C
Individual Categories (Item 6)

Check each category for which you are seeking registration, approval or review as a permitted individual.

Categories common to all jurisdictions under securities legislation

Firm categories [Format other than NRD format only]

- Investment Dealer
- Mutual Fund Dealer
- Scholarship Plan Dealer
- Exempt Market Dealer
- Restricted Dealer
- Portfolio Manager
- Restricted Portfolio Manager
- Investment Fund Manager

Individual categories and permitted activities

- Dealing Representative
- Advising Representative
- Associate Advising Representative
- Ultimate Designated Person
- Chief Compliance Officer
- Officer – Specify title:
- Director
- Partner
- Shareholder
- Branch Manager (MFDA members only)
- IIROC approval only

Investment Industry Regulatory Organization of Canada

Approval categories

- Executive
- Director (Industry)
- Director (Non-Industry)
- Supervisor
- Investor
- Registered Representative
- Investment Representative
- Trader

Additional approval categories

- Chief Compliance Officer
- Chief Financial Officer
- Ultimate Designated Person

Products

- Non-Trading
- Securities
- Options
- Futures Contracts and Futures Contract Options
- Mutual Funds only

Customer type

- Retail
- Institutional
- Not Applicable

Portfolio management

Portfolio Management

Categories under local commodity futures and derivatives legislation**Ontario*****Firm categories***

- Commodity Trading Adviser
 Commodity Trading Counsel
 Commodity Trading Manager
 Futures Commission Merchant

Individual categories and permitted activities

- Advising Representative
 Salesperson
 Branch Manager
 Officer – Specify title:
 Director
 Partner
 Shareholder
 IIROC approval only

Manitoba***Firm categories***

- Dealer (Merchant)
 Dealer (Futures Commission Merchant)
 Dealer (Floor Broker)
 Adviser
 Local

Individual categories and permitted activities

- Floor Trader
 Salesperson
 Branch Manager
 Adviser
 Officer – Specify title:
 Director
 Partner
 Futures Contracts Portfolio Manager
 Associate Futures Contracts Portfolio Manager
 IIROC approval only
 Local

Québec - activities relating to derivatives

For information purposes, indicate whether you will carry on activities as a representative of:

- An Investment Dealer Acting as a Derivatives Dealer
 A Portfolio Manager Acting as a Derivatives Portfolio Manager

SCHEDULE D**Address and agent for service (Item 7)****Item 7.1 Address for service**

You must have one address for service in each province or territory in which you are now, or are seeking to become, a registered individual or permitted individual. A post office box is not an acceptable address for service.

Address for service: _____
(number, street, city, province or territory, postal code)

Telephone number: () _____ Fax number: () _____

E-mail address: _____

Item 7.2 Agent for service

If you have appointed an agent for service, provide the following information about the agent. The address for service provided above must be the address of the agent named below.

Name of agent for service: _____

(if applicable)

Contact person: _____
Last name, First name

SCHEDULE E**Proficiency (Item 8)****Item 8.1 Course or examination information and other education**

Course or examination or other education	Date completed (YYYY/MM/DD)	Date exempted (YYYY/MM/DD)	Regulator / securities regulatory authority granting the exemption

SCHEDULE F
Proficiency (Item 8.3)

Item 8.3 Exemption refusal

Complete the following for each exemption that was refused.

1. Which securities regulator, derivatives regulator or SRO refused to grant the exemption?

State the name of the course, examination or experience requirement:

State the reason given for not being granted the exemption:

Date exemption refused: _____
 (YYYY/MM/DD)

2. Which securities regulator, derivatives regulator or SRO refused to grant the exemption?

State the name of the course, examination or experience requirement:

State the reason given for not being granted the exemption:

Date exemption refused: _____
 (YYYY/MM/DD)

3. Which securities regulator, derivatives regulator or SRO refused to grant the exemption?

State the name of the course, examination or experience requirement:

State the reason given for not being granted the exemption:

Date exemption refused: _____
 (YYYY/MM/DD)

SCHEDULE G**Current employment, other business activities, officer positions held and directorships
(Item 10)**

Complete a separate Schedule G for each of your current business and employment activities with your sponsoring firm and with all other organizations. This includes any business related officer or director positions held, or any other equivalent positions held, whether you receive compensation or not.

1. Start date _____
(YYYY/MM/DD)

2. Firm information

Check here if this activity is employment with your sponsoring firm.

If the activity is with your sponsoring firm, you are not required to indicate the firm name and address information below:

Name of business or employer: _____

Address of business or employer: _____
(number, street, city, province, territory or state, country)

Name and title of your immediate supervisor: _____

3. Description of duties

Describe all employment and business activities related to this employer. Include the nature of the business and your duties, title or relationship with the business. If you are seeking registration that requires specific experience, include details with this firm such as level of responsibility, value of accounts under direct supervision, number of years of experience, and percentage of time spent on each activity.

4. Number of work hours per week

How many hours per week do you devote to this business or employment?

If this activity is employment with your sponsoring firm and you work less than 30 hours per week, explain why.

5. Conflicts of interest

If you have more than one employer or are engaged in business related activities, disclose any potential for confusion by clients and any potential for conflicts of interest arising from your multiple employment or business related activities or proposed business related activities. Include whether or not any of your employers or organizations where you engage in business related activities are listed on an exchange. Confirm whether the firm has procedures for minimizing potential conflicts of interest and if so, confirm that you are aware of these procedures.

If you do not perceive any conflicts of interest arising from this employment, explain why.

SCHEDULE H
Previous employment and other activities (Item 11)

Provide the following information for each of your employment and other activities in the past 10-years. Account for all of your time, including full-time and part-time employment, self-employment or military service. Include your status for each, such as unemployed, full-time student, or other similar statuses. Do not include short-term employment of four months or less while a student, unless it was in the securities, derivatives or financial industry.

In addition to the information required in the paragraph above, if you were employed or had business activities in the securities or derivatives industry or both during and before the 10-year period, disclose all your securities and derivatives or both employment or business activities (both before and during the 10-year period).

- Unemployed
- Full-time student
- Employed or self-employed

From: _____
 (YYYY/MM)

To: _____
 (YYYY/MM)

Complete the following only if you are, or were, employed or self-employed during this period.

Name of business or employer:

Address of business or employer:

(number, street, city, province, territory or state, country)

Name and title of immediate supervisor, if applicable:

Describe the firm's business, your position, duties and your relationship to the firm. If you are seeking registration in a category of registration that requires specific experience, include details of that experience. Examples include level of responsibility, value of accounts under direct supervision, number of years of that experience and research experience, and percentage of time spent on each activity.

Reason why you left the firm:

SCHEDULE I
Resignations and terminations (Item 12)**Item 12.1**

For each allegation of violation of any statutes, regulations, rules or internal/external standards of conduct, state below (1) the name of the firm from which you resigned, were terminated or dismissed for cause, (2) whether you resigned, were terminated or dismissed for cause, (3) the date you resigned, were terminated or dismissed for cause, and (4) the circumstances relating to your resignation, termination or dismissal for cause.

Item 12.2

For each allegation of failure to supervise compliance with any statutes, regulations, rules or standards of conduct, state below, (1) the name of the firm from which you resigned, were terminated or dismissed for cause, (2) whether you resigned, were terminated or dismissed for cause, (3) the date you resigned, were terminated or dismissed for cause, and (4) the circumstances relating to your resignation, termination or dismissal for cause.

Item 12.3

For each allegation of fraud or the wrongful taking of property, including theft, state below (1) the name of the firm from which you resigned, were terminated or dismissed for cause, (2) whether you resigned, were terminated or dismissed for cause, (3) the date you resigned, were terminated or dismissed for cause, and (4) the circumstances relating to your resignation, termination or dismissal for cause.

SCHEDULE J
Regulatory disclosure (Item 13)

Item 13.1 Securities and derivatives regulation

a) For each registration or licence, state below (1) the name of the firm, (2) the securities or derivatives regulator with which you are, or were, registered or licensed, (3) the type or category of registration or licence, and (4) the period that you held the registration or licence.

b) For each registration or licence refused, state below (1) the name of the firm, (2) the securities or derivatives regulator that refused the registration or licence, (3) the type or category of registration or licence refused, (4) the date of the refusal, and (5) the reasons for the refusal.

c) For each exemption from registration denied or licence refused, *other than what was disclosed in Item 8(3) of this form*, state below (1) the party that was refused the exemption from registration or licence, (2) the securities or derivatives regulator that refused the exemption from registration or licence, (3) the type or category of registration or licence refused, (4) the date of the refusal, and (5) the reasons for the refusal.

d) For each order or disciplinary proceeding, state below (1) the name of the firm, (2) the securities or derivatives regulator that issued the order or is conducting or conducted the proceeding, (3) the date any notice of proceeding was issued, (4) the date any order or settlement was made, (5) a summary of any notice, order or settlement (including any sanctions imposed), (6) whether you are or were a partner, director, officer or major shareholder of the firm and named individually in the order or disciplinary proceeding, and (7) any other relevant details.

Item 13.2 SRO regulation

a) For each approval, state below (1) the name of the firm, (2) the SRO with which you are or were an approved person, (3) the categories of approval, and (4) the period that you held the approval.

b) For each approval refused, state below (1) the name of the firm, (2) the SRO that refused the approval, (3) the category of approval refused, (4) the date of the refusal, and (5) the reasons for the refusal.

c) For each order or disciplinary proceeding, state below (1) the name of the firm, (2) the SRO that issued the order or that is, or was, conducting the proceeding, (3) the date any notice of proceeding was issued, (4) the date any order or settlement was made, (5) a summary of any notice, order or settlement (including any sanctions imposed), (6) whether you are or were a partner, director, officer or major shareholder of the firm and named individually in the order or disciplinary proceeding, and (7) any other information that you think is relevant or that the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority may request.

Item 13.3 Non-securities regulation

a) For each registration or licence, state below (1) the party who is, or was, registered or licensed (if insurance licensed, also indicate the name of the insurance agency), (2) with which regulatory authority, or under what legislation, the party is, or was, registered or licensed, (3) the type or category of registration or licence, and (4) the period that the party held the registration or licence.

b) For each registration or licence refused, state below (1) the party that was refused registration or licensing (if insurance licensed, also indicate the name of the insurance agency), (2) with which regulatory authority, or under what legislation, the registration or licence was refused, (3) the type or category of registration or licence refused, (4) the date of the refusal, and (5) the reasons for the refusal.

c) For each order or disciplinary proceeding, indicate below (1) the party against whom the order was made or the proceeding taken (if insurance licensed, indicate the name of the insurance agency), (2) the regulatory authority that made the order or that is, or was, conducting the proceeding, or under what legislation the order was made or the proceeding is being, or was conducted, (3) the date any notice of proceeding was issued, (4) the date any order or settlement was made, (5) a summary of any notice, order or settlement (including any sanctions imposed), (6) whether you are or were a partner, director, officer or major shareholder of the firm and named individually in the order or disciplinary proceeding and (7) any other information that you think is relevant or that the regulatory authority may request.

SCHEDULE K
Criminal disclosure (Item 14)**Item 14.1**

For each charge, state below (1) the type of charge, (2) the date of the charge, (3) any trial or appeal dates, and (4) the court location.

Item 14.2

For each finding of guilty, pleading no contest to, or granting of an absolute or conditional discharge from a criminal offence state below (1) the offence, (2) the date found guilty, and (3) the disposition (any penalty or fine and the date any fine was paid).

Item 14.3

For each charge, state below (1) the name of the firm, (2) the type of charge, (3) the date of the charge, (4) any trial or appeal dates, and (5) the court location.

Item 14.4

For each finding of guilty, pleading no contest to, or granting of an absolute or conditional discharge from a criminal offence state below (1) the name of the firm, (2) the offence, (3) the date of the conviction, and (4) the disposition (any penalty or fine and the date any fine was paid).

SCHEDULE L
Civil disclosure (Item 15)**Item 15.1**

For each outstanding civil proceeding, state below (1) the dates the statement of claim and statement of defence were issued, (2) the name of the plaintiff(s) in the proceeding, (3) whether the proceeding is pending or on appeal, (4) whether the proceeding was against a firm where you are, or were, a partner, director, officer or major shareholder and whether you have been named individually in the allegations, and (5) the jurisdiction where the action is being pursued.

Item 15.2

For each civil proceeding, state below (1) the dates the statement of claim and statement of defence were issued, (2) each plaintiff in the proceeding, (3) the jurisdiction where the action was pursued, (4) whether the proceeding was about a firm where you are, or were, a partner, director, officer or major shareholder and whether you have been named individually in the allegations and (5) a summary of any disposition or any settlement over \$10,000. You must disclose any actions settled without admission of liability.

SCHEDULE M
Financial Disclosure (Item 16)

Item 16.1 Bankruptcy

(a) For each event, state below (1) the date of the petition or voluntary assignment, (2) the person or firm about whom this disclosure is being made, (3) any amounts currently owing, (4) the creditors, (5) the status of the matter, (6) a summary of any disposition or settlement, (7) date of discharge or release, if applicable, and (8) any other information that you think is relevant or that the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority may request.

(b) For each event, state below (1) the date of the proposal, (2) the person or firm about whom this disclosure is being made, (3) any amounts currently owing, (4) the creditors, (5) the status of the matter, (6) a summary of any disposition or settlement, and (7) any other information that you think is relevant or that the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority may request.

(c) For each event, state below (1) the date of the proceeding, (2) the person or firm about whom this disclosure is being made, (3) any amounts currently owing, (4) the creditors, (5) the status of the matter, (6) a summary of any disposition or settlement, and (7) any other information that you think is relevant or that the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority may request.

(d) For each proceeding, arrangement or compromise with creditors, state below (1) the date of proceeding, (2) the person or firm about whom this disclosure is being made, (3) any amounts currently owing, (4) the creditors, (5) the status of the matter, (6) a summary of any disposition or settlement, and (7) any other information that you think is relevant or that the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority may request.

Item 16.2 Debt obligation

For each event, state below (1) the person or firm that failed to meet its financial obligation, (2) the amount that was owing at the time the person or firm failed to meet its financial obligation, (3) the person or firm to whom the amount is, or was, owing, (4) any relevant dates (for example, when payments are due or when final payment was made), (5) any amounts currently owing, and (6) any other information that you think is relevant or that the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority may request, including why obligation has not been met/satisfied.

Item 16.3 Surety bond or fidelity bond

For each bond refused, state below (1) the name of the bonding company, (2) the address of the bonding company, (3) the date of the refusal, and (4) the reasons for the refusal.

Item 16.4 Garnishments, unsatisfied judgments or directions to pay

For each garnishment, unsatisfied judgment or direction to pay regarding your indebtedness, indicate below (1) the amount that was owing at the time the garnishment, judgment or direction to pay was rendered, (2) the person or firm to whom the amount is, or was, owing, (3) any relevant dates (for example, when payments are due or when final payment was made), (4) the percentage of earnings to be garnished or the amount to be paid, (5) any amounts currently owing, and (6) any other information that you think is relevant or that the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority may request.

SCHEDULE N
Ownership of securities and derivatives firms (Item 17)

Firm name:

What is your relationship to the firm? Partner Major shareholder

What is the period of this relationship?

From: _____ To: _____ (if applicable)
 (YYYY/MM) (YYYY/MM)

Provide the following information:

a) State the number, value, class and percentage of securities, or the amount of partnership interest you own or propose to acquire when you are registered or approved as a result of the review of this form. If acquiring shares when you are so approved or registered, state the source (for example, treasury shares, or if upon transfer, state name of transferor).

b) State the market value (approximate, if necessary) of any subordinated debentures or bonds of the firm to be held by you or any other subordinated loan to be made by you to the firm:

c) If another person or firm has provided you with funds to invest in the firm, provide the name of the person or firm and state the relationship between you and that person or firm:

d) Are the funds to be invested (or proposed to be invested) guaranteed directly or indirectly by any person or firm?

Yes No

If "Yes", provide the name of the person or firm and state the relationship between you and that person or firm:

e) Have you directly or indirectly given up any rights relating to these securities or this partnership interest, or do you, when you are registered or approved as a result of the review of this form, intend to give up any of these rights (including by hypothecation, pledging or depositing as collateral the securities or partnership interest with any firm or person)?

Yes No

If "Yes", provide the name of the person or firm, state the relationship between you and that person or firm and describe the rights that have been or will be given up:

f) Is a person other than you the beneficial owner of the shares, bonds, debentures, partnership units or notes held by you?

Yes No

If “Yes”, complete (g), (h) and (i).

g) Name of beneficial owner:

Last name	First name	Second name (if applicable)	Third name (if applicable)
-----------	------------	--------------------------------	-------------------------------

h) Residential address:

(number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

i) Occupation:

SCHEDULE O**Contact information for
Notice of collection and use of personal information****Alberta**

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 - 5th Avenue SW
Calgary, AB T2P 3C4
Attention: Information Officer
Telephone: (403) 355-4151

British Columbia

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver, BC V7Y 1L2
Attention: Freedom of Information Officer
Telephone: (604) 899-6500 or (800) 373-
6393 (in BC)

Manitoba

The Manitoba Securities Commission
500 - 400 St. Mary Avenue
Winnipeg, MB R3C 4K5
Attention: Director of Registrations
Telephone (204) 945-2548
Fax (204) 945-0330

New Brunswick

New Brunswick Securities Commission
Suite 300, 85 Charlotte Street
Saint John, NB E2L 2J2
Attention: Director, Regulatory Affairs
Telephone: (506) 658-3060

Newfoundland and Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's, NL A1B 4J6
Attention: Manager of Registrations
Tel: (709) 729-5661

Nova Scotia

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax, NS B3J 2P8
Attention: Deputy Director, Capital
Markets
Telephone: (902) 424-7768

Nunavut

Legal Registries Division
Department of Justice
Government of Nunavut
P.O. Box 1000 Station 570
Iqaluit, NU X0A 0H0
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (867) 975-6590

Ontario

Ontario Securities Commission
Suite 1903, Box 55
20 Queen Street West
Toronto, ON M5H 3S8
Attention: FOI Coordinator
Telephone: (416) 593-8314

Prince Edward Island

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer,
Corporate and
Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown, PE C1A 7N8
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (902) 368-6288

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Attention: Responsable de l'accès à
l'information
Telephone: (514) 395-0337 or
(877) 525-0337 (in Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina, SK S4P 4H2
Attention: Director
Telephone: (306) 787-5842

Yukon

Yukon Securities Office
Department of Community Services
P.O. Box 2703 C-6
Whitehorse, YT Y1A 2C6
Attention: Superintendent of Securities
Telephone: (867) 667-5225

Northwest Territories

Government of the Northwest Territories
P.O. Box 1320
Yellowknife, NWT X1A 2L9
Attention: Deputy Superintendent of
Securities
Telephone: (867) 920-8984

Self-regulatory organization

Investment Industry Regulatory Organization
of Canada
121 King Street West, Suite 1600
Toronto, Ontario M5H 3T9
Attention: Privacy Officer
Telephone: (416) 364-6133
E-mail: PrivacyOfficer@iiroc.ca

FORM 33-109F5
CHANGE OF REGISTRATION INFORMATION
(sections 3.1 and 4.1)

GENERAL INSTRUCTIONS

Complete and submit this form to notify the relevant regulator(s) or, in Québec, the securities regulatory authority, or self-regulatory organization (SRO) of changes to information in the following forms:

1. Form 33-109F6, except for the changes set out in section 3.1 of National Instrument 33-109 , or
2. Form 33-109F4.

How to submit this form

To report changes to information in a Form 33-109F4, submit this form at the National Registration Database website in NRD format at www.nrd.ca.

Submit this form in a format other than NRD format to report changes to information in a:

- a) Form 33-109F6, or
- b) Form 33-109F4, if the individual is relying on the temporary hardship exemption in section 5.1 of National Instrument 31-102 [*National Registration Database*].

Item 1 Type of form

Check the form that is being updated:

- Form 33-109F6
- Form 33-109F4

Name of individual _____

Item 2 Details of change

Provide the item number and details for each change to the form selected above:

Item number _____ Details _____

Effective date of change _____
 (YYYY/MM/DD)

Item 3 Notice of collection and use of personal information

The personal information required under this form is collected on behalf of, and used by, the securities regulatory authorities in the jurisdictions set out in Schedule A to administer and enforce certain provisions of their securities legislation or derivatives legislation or both.

The personal information required under this form is also collected by and used by the SROs set out in Schedule A to administer and enforce their respective by-laws, regulations, rules, rulings and policies.

By submitting this form, the individual consents to the collection by the securities regulatory authorities or applicable SRO of this personal information, and any police records, records from other government or non-governmental regulators or SROs, credit records and employment records about the individual that the securities regulatory authorities or applicable SRO may need to complete their review of the information submitted in this form relating to the individual's continued fitness for registration or approval, if applicable, in accordance with the legal authority of the securities regulatory authorities while the individual is registered with or approved by it. Securities regulatory authorities or SROs may contact government and private bodies or agencies, individuals, corporations and other organizations for information about the individual.

If you have any questions about the collection and use of this information, contact the securities regulatory authorities or applicable SRO in any jurisdiction in which the required information is submitted. See Schedule A for details. In Québec, you can also contact the Commission d'accès à l'information at 1-888-528-7741 or visit its website at www.cai.gouv.qc.ca.

Item 4 Warning

It is an offence under securities legislation and/or derivatives legislation, including commodity futures legislation to give false or misleading information on this form.

Item 5 Certification

1. Use the following certification when submitting this form in NRD format when making changes to Form 33-109F4

I confirm I have discussed the questions in this form with an officer, branch manager or supervisor of my sponsoring firm. To the best of my knowledge and belief, the officer, branch manager or supervisor was satisfied that I fully understood the questions. I will limit my activities to those permitted by my category of registration.

I am making this submission as agent for the individual identified in this form. By checking this box, I certify that the individual provided me with all of the information on this form.

2. Use the following certification when submitting this form in a format other than NRD format when making changes to Form 33-109F6

By signing below I certify to each regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, in each jurisdiction where I am submitting this form, either directly or through the principal regulator, that:

- I have read this form and understand the questions, and
- all of the information provided on this form is true, and complete.

Name of firm

Name of authorized signing officer or partner

Title of authorized signing officer or partner

Signature of authorized signing officer or partner

Date signed (YYYY/MM/DD)

3. Use the following certification when submitting this form in a format other than NRD format under the temporary hardship exemption in section 5.1 of NI 31-102 when making changes to Form 33-109F4

By signing below, I certify to the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, in each jurisdiction where I am submitting this form, either directly or through the principal regulator, that:

- I have read this form and understand the questions; and
- all of the information provided on this form is true and complete.

Signature of individual

Date signed (YYYY/MM/DD)

SCHEDULE A**Contact information for Notice of collection and use of personal information****Alberta**

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 - 5th Avenue SW
Calgary, AB T2P 3C4
Attention: Information Officer
Telephone: (403) 355-4151

British Columbia

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver, BC V7Y 1L2
Attention: Freedom of Information Officer
Telephone: (604) 899-6500 or (800) 373-6393 (in BC)

Manitoba

The Manitoba Securities Commission
500 - 400 St. Mary Avenue
Winnipeg, MB R3C 4K5
Attention: Director of Registrations
Telephone (204) 945-2548
Fax (204) 945-0330

New Brunswick

New Brunswick Securities Commission
Suite 300, 85 Charlotte Street
Saint John, NB E2L 2J2
Attention: Director, Regulatory Affairs
Telephone: (506) 658-3060

Newfoundland and Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's, NL A1B 4J6
Attention: Manager of Registrations
Tel: (709) 729-5661

Nova Scotia

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax, NS B3J 2P8
Attention: Deputy Director, Capital
Markets
Telephone: (902) 424-7768

Nunavut

Legal Registries Division
Department of Justice
Government of Nunavut
P.O. Box 1000 Station 570
Iqaluit, NU X0A 0H0
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (867) 975-6590

Ontario

Ontario Securities Commission
Suite 1903, Box 55
20 Queen Street West
Toronto, ON M5H 3S8
Attention: FOI Coordinator
Telephone: (416) 593-8314

Prince Edward Island

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer,
Corporate and
Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown, PE C1A 7N8
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (902) 368-6288

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Attention: Responsable de l'accès à
l'information
Telephone: (514) 395-0337 or
(877) 525-0337 (in Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina, SK S4P 4H2
Attention: Director
Telephone: (306) 787-5842

Yukon

Yukon Securities Office
Department of Community Services
P.O. Box 2703 C-6
Whitehorse, YT Y1A 2C6
Attention: Superintendent of Securities
Telephone: (867) 667-5225

Northwest Territories

Government of the Northwest Territories
P.O. Box 1320
Yellowknife, NWT X1A 2L9
Attention: Deputy Superintendent of
Securities
Telephone: (867) 920-8984

Self-regulatory organization

Investment Industry Regulatory Organization
of Canada
121 King Street West, Suite 1600
Toronto, Ontario M5H 3T9
Attention: Privacy Officer
Telephone: (416) 364-6133
E-mail: PrivacyOfficer@iiroc.ca

Form 33 – 109F6 Firm registration

Who should complete this form?

This form is for firms seeking registration under securities legislation, derivatives legislation or both.

Complete and submit this form to seek initial registration as a dealer, adviser or investment fund manager, or to add one or more jurisdiction of Canada or categories to a firm's registration.

Definitions

Chief compliance officer – see section 2.1 of NI 31-103.

Derivatives – financial instruments, such as futures contracts (including exchange traded contracts), futures options and swaps whose market price, value or payment obligations are derived from or based on one or more underlying interests. Derivatives can be in the form of instruments, agreements or securities.

Firm – the person or company seeking registration.

Form – Form 33-109F6 *Firm registration*.

NI 31-103 – National Instrument 31-103 *Registration Requirements and Exemptions*.

NI 33-109 – National Instrument 33-109 *Registration Information*.

NRD – National Registration Database. For more information, visit www.nrd-info.ca.

Parent – a person or company that directly or indirectly has significant control of another person or company.

Permitted individual – see NI 33-109.

Predecessor – any entity listed in question 3.6 of this form.

Principal Regulator – see NI 33-109.

Significant control – a person or company has significant control of another person or company if the person or company:

directly or indirectly holds voting securities representing more than 20 per cent of the outstanding voting rights attached to all outstanding voting securities of the other person or company, or directly or indirectly is able to elect or appoint a majority of the directors (or individuals performing similar functions or occupying similar positions) of the other person or company.

Specified affiliate – a person or company that is a parent of the firm, a specified subsidiary of the firm, or a specified subsidiary of the firm's parent.

Specified subsidiary – a person or company of which another person or company has significant control.

SRO – see National Instrument 14-101 *Definitions*.

Ultimate designated person – see section 2.1 of NI 31-103.

You – the individual who completes, submits, files and/or signs the form on behalf of the firm.

We and the regulator – the securities regulatory authority or regulator in the jurisdiction(s) of Canada where the firm is seeking registration.

Contents of the form

This form consists of the following:

Part 1 – Registration details
 Part 2 – Contact information
 Part 3 – Business history and structure
 Part 4 – Registration history
 Part 5 – Financial condition
 Part 6 – Client relationships
 Part 7 – Regulatory action
 Part 8 – Legal action
 Part 9 – Certification
 Schedule A – Contact information for notice of collection and use of personal information
 Schedule B – Submission to jurisdiction and appointment of agent for service
 Schedule C – Form 31-103F1 *Calculation of excess working capital*

You are also required to submit the following supporting documents with your completed form:

1. Schedule B – Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service for each jurisdiction where the firm is seeking registration (question 2.4)
2. Business plan, policies and procedures manual, and client agreements (British Columbia, Alberta and Manitoba only) (question 3.3)
3. Constatting documents (question 3.7)
4. Organization chart (question 3.11)
5. Ownership chart (question 3.12)

6. Calculation of excess working capital (question 5.1)
7. Directors' resolution approving insurance (question 5.7)
8. Audited financial statements (question 5.13)
9. Letter of direction to auditors (question 5.14)

How to complete and submit the form

The firm is required to pay a registration fee in each jurisdiction of Canada where it is submitting and filing this form. Refer to the prescribed fees of the applicable jurisdiction for details.

All dollar values are in Canadian dollars. If a question does not apply to the firm, write "n/a" in the space for the answer.

If the firm is seeking registration in more than one jurisdiction of Canada or category, other than in the category of restricted dealer, you only need to complete and submit one form. If the firm is seeking registration as a restricted dealer, submit and file the form with each jurisdiction of Canada where the firm is seeking that registration.

You can complete this form:

- on paper and deliver it to the principal regulator or relevant SRO
- on paper, scan it and e-mail it to the principal regulator or SRO

If the firm is seeking registration in Ontario, and Ontario is not the firm's principal regulator, you must also file a copy of this form, without supporting documents, with the Ontario Securities Commission.

You can find contact information for submitting and filing the form in Appendix B of Companion Policy 33-109CP *Registration Information*.

We may accept the form in other formats. Please check with the regulator before you complete, submit and file the form. If you are completing the form on paper and need more space to answer a question, use a separate sheet of paper and attach it to this form. Clearly identify the question number.

You must include all supporting documents and fees with your submission. We may ask you to provide other information and documents to help determine whether the firm is suitable for registration.

It is an offence under securities legislation or derivatives legislation to give false or misleading information on this form.

Updating the information on the form

See Part 3 of NI 33-109.

The firm is required to notify the regulator, within specified times, of any changes to the information on this form by submitting and filing Form 33-109F5 *Change of Registration Information*.

Collection and use of personal information

We and the SROs (if applicable) require personal information about the people referred to in this form as part of our review to determine whether the firm is suitable for registration. If the firm is approved, we also require this information to assess whether the firm continues to meet the registration requirements.

We may only:

- collect the personal information under the requirements in securities legislation or derivatives legislation or both
- use this information to administer and enforce provisions of the securities legislation or derivatives legislation or both

We may collect personal information from police records, records of other regulators or SROs, credit records, employment records, government and private bodies or agencies, individuals, corporations, and other organizations. We may also collect personal information indirectly.

We may provide personal information about the individuals referred to in this form to other regulators, securities or derivatives exchanges, SROs or similar organizations, if required for an investigation or other regulatory issue.

If anyone referred to in this form has any questions about the collection and use of their personal information, they can contact the regulator or SRO, if applicable, in the relevant jurisdiction of Canada. See Schedule A for details. In Québec, they can also contact the Commission d'accès à l'information du Québec at 1-888-528-7741 or visit its website at www.cai.gouv.qc.ca.

Part 1 – Registration details

1.1 Firm's full legal name

Provide the full legal name of the firm as it appears on the firm's constating documents required under question 3.7. If the firm is a sole proprietorship, provide your first, last and any middle names.

If the firm's legal name is in English and French, provide both versions.

1.2 Firm's NRD number

For more information, visit www.nrd-info.ca.

1.3 Why are you submitting this form?

- | | | |
|--------------------------|---|---|
| <input type="checkbox"/> | To seek initial registration as a firm in one or more jurisdictions of Canada | Complete:
The entire form |
| <input type="checkbox"/> | To add one or more jurisdictions of Canada to the firm's registration | Questions 1.1, 1.2, 1.4, 1.5, 2.4, and Part 9 |
| <input type="checkbox"/> | To add one or more categories to the firm's registration | Questions 1.1, 1.2, 1.4, 1.5, 5.1, 5.4, 5.5, 5.6, 5.7, 5.8, Part 6 and Part 9 |

1.4 In what category and jurisdiction is the firm seeking registration? Check all that apply.

(a) Categories under securities legislation

Abbreviations	Category	Jurisdiction												
		AB	BC	MB	NB	NL	NT	NS	NU	ON	PE	QC	SK	YT
Alberta (AB)	Investment dealer	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
British Columbia (BC)	Mutual fund dealer	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Manitoba (MB)	Scholarship plan dealer	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
New Brunswick (NB)	Exempt market dealer	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Newfoundland and Labrador (NL)	Restricted dealer	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Northwest Territories (NT)	Investment fund manager	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Nova Scotia (NS)	Portfolio manager	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Nunavut (NU)	Restricted portfolio manager	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ontario (ON)														
Prince Edward Island (PE)														
Québec (QC)														
Saskatchewan (SK)														
Yukon (YT)														

(b) Categories under derivatives legislation (Manitoba and Ontario only)

Category	Manitoba	Ontario
Dealer (merchant)	<input type="checkbox"/>	
Dealer (futures commission merchant)	<input type="checkbox"/>	
Dealer (floor broker)	<input type="checkbox"/>	
Local Adviser	<input type="checkbox"/>	
Commodity trading adviser		<input type="checkbox"/>
Commodity trading counsel		<input type="checkbox"/>
Commodity trading manager		<input type="checkbox"/>
Futures commission merchant		<input type="checkbox"/>

(c) Investment dealers and portfolio managers (Québec only)

If the firm is seeking registration in Québec as an investment dealer or a portfolio manager, will the firm also act as a:

- | | | | | |
|-------------------------------|-----|--------------------------|----|--------------------------|
| Derivatives dealer | Yes | <input type="checkbox"/> | No | <input type="checkbox"/> |
| Derivatives portfolio manager | Yes | <input type="checkbox"/> | No | <input type="checkbox"/> |

1.5 Exemptions

Is the firm applying for any exemptions under securities or derivatives legislation?

- Yes No

If yes, provide the following information for each exemption:

Type of exemption																										
Legislation																										
Jurisdiction(s) where the firm has applied for the exemption																										
<table border="0"> <tr> <td>AB</td><td>BC</td><td>MB</td><td>NB</td><td>NL</td><td>NT</td><td>NS</td><td>NU</td><td>ON</td><td>PE</td><td>QC</td><td>SK</td><td>YT</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td> </tr> </table>	AB	BC	MB	NB	NL	NT	NS	NU	ON	PE	QC	SK	YT	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
AB	BC	MB	NB	NL	NT	NS	NU	ON	PE	QC	SK	YT														
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>														

Part 2 – Contact information**Addresses****2.1 Head office address**

A post office box on its own is not acceptable for a head office address.

Address line 1	
Address line 2	
City	Province/territory/state
Country	Postal/zip code
Telephone number	Fax number
Website	

If the firm's head office is in Canada, go to question 2.3.

If the firm's head office is not in Canada, go to question 2.2.

2.2 Firms whose head office is not in Canada

(a) Does the firm have any business addresses in Canada?

Yes No

If yes, provide the firm's primary Canadian business address:

Address line 1	
Address line 2	
City	Province/territory
Postal code	

The securities regulatory authority in this jurisdiction of Canada is the firm's principal regulator in Canada.

(b) If a firm is not registered in a jurisdiction of Canada or has not completed its first financial year since being registered, indicate the jurisdiction of Canada in which the firm expects most of its clients to be resident at the end of its current financial year. In all other circumstances, indicate the jurisdiction of Canada in which most of the firm's clients were resident at the end of its most recently completed financial year.

AB BC MB NB NL NT NS NU ON PE QC SK YT

A post office box is acceptable for a mailing address.

2.3 Mailing address

Same as the head office address

Address line 1	
Address line 2	
City	Province/territory/state
Country	Postal/zip code

If the firm does not have an office in a jurisdiction of Canada where it is seeking registration, it must appoint an agent for service in that jurisdiction of Canada.

2.4 Address for service and agent for service

Attach a completed Schedule B *Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service* for each jurisdiction of Canada where the firm is seeking registration and does not have an office.

Contact names**2.5 Ultimate designated person**

A registered firm must have an individual registered in the category of ultimate designated person.

Legal name	
Title	
NRD number, if available	
Address	
<input type="checkbox"/> Same as firm head office address	
Address line 1	
Address line 2	
City	Province/territory/state
Country	Postal/zip code
Telephone number	E-mail address

2.6 Chief compliance officer

Same as ultimate designated person

A registered firm must have an individual registered in the category of chief compliance officer.

Legal name	
Title	
NRD number, if available	
Address	
<input type="checkbox"/> Same as firm head office address	
Address line 1	
Address line 2	
City	Province/territory/state
Country	Postal/zip code
Telephone number	E-mail address

Part 3 – Business history and structure**Business activities****3.1 The firm's business**

Provide a description of the firm's proposed business, including its primary business activities, target market, and the products and services it will provide to clients.

--

3.2 Other names

In addition to the firm's legal name in question 1.1, does the firm use any other names, such as a trade name?

Yes No

If yes, list all other names and indicate if each name has been registered:

--

3.3 Business documents

Does the firm have the following documents to support its business activities?

	Yes	No
(a) Business plan for at least the next three years		
(b) Policies and procedures manual, including account opening procedures and the firm's policy on fairness in allocation of investment opportunities, if applicable		

If no, explain why the firm does not have the document:

If the regulator in British Columbia, Alberta or Manitoba is the principal regulator of the firm seeking registration, attach the firm's business plan, policies and procedures manual and client agreements, including any investment policy statements and investment management agreements.

History of the firm

3.4 When was the firm created?

yyyy/mm/dd

3.5 How was the firm created?

- New start-up Go to question 3.7.
- Merger or amalgamation Go to question 3.6.
- Reorganization Go to question 3.6.
- Other statutory arrangement Please specify below and go to question 3.6.

3.6 Predecessors

List the entities that were merged, amalgamated, reorganized or otherwise arranged to create the firm.

3.7 Constatting documents

Attach the legal documents that established the firm as an entity, for example, the firm's articles and certificate of incorporation, any articles of amendments, partnership agreement or declaration of trust. If the firm is a sole proprietorship, provide a copy of the registration of trade name.

As part of their constating documents, firms whose head office is outside Canada may be required to provide proof of extra-provincial registration.

Business structure and ownership

3.8 Type of legal structure

- Sole proprietorship
- Partnership Name of general partner _____
- Limited partnership
- Corporation
- Other Please specify _____

3.9 Business registration number, if applicable

List the firm's business registration number for each jurisdiction of Canada where the firm is seeking registration.

Business registration number	Jurisdiction of Canada

This is the firm's corporate registration number or Québec enterprise number (NEQ).

3.10 Permitted individuals

List all permitted individuals of the firm.

Name	Title	NRD number, if applicable

3.11 Organization chart

Attach an organization chart showing the firm's reporting structure. Include all permitted individuals, the ultimate designated person and the chief compliance officer.

3.12 Ownership chart

Attach a chart showing the firm's structure and ownership. At a minimum, include all parents, specified affiliates and specified subsidiaries.

Include the name of the person or company, and class, type, amount and voting percentage of ownership of the firm's securities.

Part 4 – Registration history

The questions in Part 4 apply to any jurisdiction in the world.

4.1 Securities registration

In the last seven years, has the firm, or any predecessors or specified affiliates of the firm been registered or licensed to trade or advise in securities or derivatives?

Yes No

If yes, provide the following information for each registration:

Name of entity	
Registration category	
Regulator/organization	
Date registered or licensed (yyyy/mm/dd)	Expiry date, if applicable (yyyy/mm/dd)
Jurisdiction	

4.2 Exemption from securities registration

Is the firm currently relying on any exemptions from registration or licensing to trade or advise in securities or derivatives?

Yes No

If yes, provide the following information for each exemption:

Type of exemption
Regulator/organization
Date of exemption (yyyy/mm/dd)
Jurisdiction

4.3 Membership in an exchange or SRO

In the last seven years, has the firm, or any predecessors or specified affiliates of the firm been a member of a securities or derivatives exchange, SRO or similar organization?

Yes No

If yes, provide the following information for each membership:

Name of entity	
Organization	
Date of membership (yyyy/mm/dd)	Expiry date, if applicable (yyyy/mm/dd)
Jurisdiction	

4.4 Exemption from membership in an exchange or SRO

Is the firm currently relying on any exemptions from membership with a securities or derivatives exchange, SRO or similar organization?

Yes No

If yes, provide the following information for each exemption:

Type of exemption
Organization
Date of exemption (yyyy/mm/dd)
Jurisdiction

4.5 Refusal of registration, licensing or membership

Has the firm, or any predecessors or specified affiliates of the firm ever been refused registration, licensing or membership with a financial services regulator, securities or derivatives exchange, SRO or similar organization?

Yes No

If yes, provide the following information for each refusal:

Name of entity
Reason for refusal
Regulator/organization
Date of refusal (yyyy/mm/dd)
Jurisdiction

4.6 Registration for other financial products

In the last seven years, has the firm, or any predecessors or specified affiliates of the firm been registered or licensed under legislation that requires registration or licensing to sell or advise in a financial product other than securities or derivatives?

Yes No

If yes, provide the following information for each registration or licence:

Name of entity	
Type of licence or registration	
Regulator/organization	
Date of registration (yyyy/mm/dd)	Expiry date, if applicable (yyyy/mm/dd)
Jurisdiction	

Examples of other financial products include financial planning, life insurance and mortgages.

Part 5 – Financial condition

Capital requirements

5.1 Calculation of excess working capital

Attach the firm's calculation of excess working capital. Firms that are members of an SRO must use the capital calculation form required by their SRO. Firms that are not members of an SRO must use Form 31-103F1 *Calculation of Excess Working Capital*. See Schedule C.

5.2 Sources of capital

List all cash, cash equivalents, debt and equity sources of the firm's capital.

Name of person or entity providing the capital	Type of capital	Amount (\$)

5.3 Guarantors

See Schedule C Form 31-103F1 *Calculation of Excess Working Capital*.

In relation to its business, does the firm:

	Yes	No
(a) Have any guarantors?		
(b) Act as a guarantor for any party?		

If yes, provide the following information for each guarantee:

Name of party to the guarantee	
NRD number, if applicable	
Relationship to the firm	Amount of guarantee (\$)
Details of the guarantee	

Bonding and insurance

Questions 5.4 to 5.8 apply to the firm's bonding or insurance coverage or proposed bonding or insurance coverage for securities and derivatives activities only. This in accordance with Part 12, Division 2 of NI 31-103.

5.4 Jurisdictions covered

This information is on the financial institution bond.

Where does the firm have bonding or insurance coverage?

- AB
- BC
- MB
- NB
- NL
- NT
- NS
- NU
- ON
- PE
- QC
- SK
- YT

If the firm's bonding or insurance does not cover all jurisdiction of Canada where it is seeking registration, explain why.

--

This information is on the binder of insurance or on the financial institution bond.

5.5 Bonding or insurance details

Name of insurer	
Bond or policy number	
Specific insuring agreements and clauses	
Coverage for each claim (\$)	Annual aggregate coverage (\$)
Amount of the deductible (\$)	Renewal date (yyyy/mm/dd)

If the firm's insurance or proposed insurance is not in the form of a financial institution bond, explain how it provides equivalent coverage to the bond.

--

5.6 Professional liability insurance (Québec only)

If the firm is seeking registration in Québec as a mutual fund dealer or a scholarship plan dealer, provide the following information about the firm's professional liability insurance:

Name of insurer	
Policy number	
Specific insuring agreements and clauses	
Coverage for each claim (\$)	Annual aggregate coverage (\$)
Amount of the deductible (\$)	Renewal date (yyyy/mm/dd)
Jurisdictions covered:	
AB <input type="checkbox"/> BC <input type="checkbox"/> MB <input type="checkbox"/> NB <input type="checkbox"/> NL <input type="checkbox"/> NT <input type="checkbox"/> NS <input type="checkbox"/> NU <input type="checkbox"/> ON <input type="checkbox"/> PE <input type="checkbox"/> QC <input type="checkbox"/> SK <input type="checkbox"/> YT <input type="checkbox"/>	
Which insurance policy applies to your representatives?	
Firm's policy <input type="checkbox"/> Individual's policy <input type="checkbox"/> Both <input type="checkbox"/>	

5.7 Directors' resolution approving insurance

Attach a directors' resolution confirming that the firm has sufficient insurance coverage for its securities or derivatives-related activities.

5.8 Bonding or insurance claims

In the last seven years, has the firm made any claims against a bond or on its insurance?

Yes No

If yes, provide the following information for each claim:

Type of bond or insurance	
Date of claim (yyyy/mm/dd)	Amount (\$)
Reason for claim	
Date resolved (yyyy/mm/dd)	Result
Jurisdiction	

Solvency**5.9 Bankruptcy**

In the last seven years, has the firm or any of its specified affiliates declared bankruptcy, made an assignment or proposal in bankruptcy, or been the subject of a petition in bankruptcy, or the equivalent in any jurisdiction?

Yes No

If yes, provide the following information for each bankruptcy or assignment in bankruptcy:

Name of entity	
Reason for bankruptcy or assignment	
Date of bankruptcy, assignment or petition (yyyy/mm/dd)	Date discharge granted, if applicable (yyyy/mm/dd)
Name of trustee	
Jurisdiction	

If applicable, attach a copy of any discharge, release or equivalent document.

5.10 Appointment of receiver

In the last seven years, has the firm or any of its specified affiliates appointed a receiver or receiver manager, or had one appointed, or the equivalent in any jurisdiction?

Yes No

If yes, provide the following information for each appointment of receiver:

Name of entity	
Date of appointment (yyyy/mm/dd)	Reason for appointment
Date appointment ended (yyyy/mm/dd)	Reason appointment ended
Name of receiver or receiver manager	
Jurisdiction	

Financial reporting**5.11 Financial year-end**

(mm/dd)

If the firm has not established its financial year-end, explain why.

--

Provide the name of the individual auditing the financial statements and the name of the firm, if applicable.

5.12 Auditor

Name of auditor and accounting firm

5.13 Audited financial statements

Attach audited financial statements prepared within the last 90 days.

If the firm is a start-up company, you can attach an audited opening balance sheet instead.

5.14 Letter of direction to auditors

Attach a letter of direction from the firm authorizing the auditor to conduct any audit or review of the firm that the regulator may request.

We may request an audit of the firm at any time while the firm is registered.

Part 6 – Client relationships**6.1 Client assets**

Does the firm hold or have access to client assets?

Yes No

See Part 14, Division 3 of NI 31-103 and Companion Policy 31-103CP.

If yes, provide the following information for each financial institution where the trust accounts for client assets are held.

Name of financial institution	
Address line 1	
Address line 2	
City	Province/territory
Postal code	Telephone number

6.2 Conflicts of interest

Does the firm have or expect to have any relationships that could reasonably result in any significant conflicts of interest in carrying out its registerable activities in accordance with securities or derivatives legislation?

Yes No

If yes, complete the following questions:

(a) Provide details about each conflict:

--

(b) Does the firm have policies and procedures to identify and respond to its conflicts of interest?

Yes No

If no, explain why:

--

Part 7 – Regulatory action

The questions in Part 7 apply to any jurisdiction in the world.

7.1 Settlement agreements

Has the firm, or any predecessors or specified affiliates of the firm ever entered into a settlement agreement with any financial services regulator, securities or derivatives exchange, SRO or similar organization?

Yes No

If yes, provide the following information for each settlement agreement:

Name of entity
Regulator/organization
Date of settlement (yyyy/mm/dd)
Details of settlement
Jurisdiction

7.2 Disciplinary history

Has any financial services regulator, securities or derivatives exchange, SRO or similar organization ever:

	Yes	No
(a) Determined that the firm, or any predecessors or specified affiliates of the firm violated any securities regulations or any rules of a securities or derivatives exchange, SRO or similar organization?		
(b) Determined that the firm, or any predecessors or specified affiliates of the firm made a false statement or omission?		
(c) Issued a warning or requested an undertaking by the firm, or any predecessors or specified affiliates of the firm?		
(d) Suspended or terminated any registration, licensing or membership of the firm, or any predecessors or specified affiliates of the firm?		
(e) Imposed terms or conditions on any registration or membership of the firm, or predecessors or specified affiliates of the firm?		
(f) Conducted a proceeding or investigation involving the firm, or any predecessors or specified affiliates of the firm?		
(g) Issued an order (other than an exemption order) or a sanction to the firm, or any predecessors or specified affiliates of the firm for securities or derivatives-related activity (e.g. cease trade order)?		

If yes, provide the following information for each action:

Name of entity	
Type of action	
Regulator/organization	
Date of action (yyyy/mm/dd)	Reason for action
Jurisdiction	

7.3 Ongoing investigations

Is the firm aware of any ongoing investigations of which the firm or any of its specified affiliates is the subject?

Yes No

If yes, provide the following information for each investigation:

Name of entity
Reason or purpose of investigation
Regulator/organization
Date investigation commenced (yyyy/mm/dd)
Jurisdiction

Part 8 – Legal action

The firm must disclose offences or legal actions under any statute governing the firm and its business activities in any jurisdiction.

8.1 Criminal convictions

Has the firm, or any predecessors or specified affiliates of the firm ever been convicted of any criminal or quasi-criminal offence?

Yes No

If yes, provide the following information for each conviction:

Name of entity	
Type of offence	
Case name	Case number, if applicable
Date of conviction (yyyy/mm/dd)	
Jurisdiction	

8.2 Outstanding criminal charges

Is the firm or any of its specified affiliates currently the subject of any outstanding criminal or quasi-criminal charges?

Yes No

If yes, provide the following information for each charge:

Name of entity
Type of offence
Date of charge (yyyy/mm/dd)
Jurisdiction

8.3 Outstanding legal actions

	Yes	No
(a) Is the firm currently a defendant or respondent (or the equivalent in any jurisdiction) in any outstanding legal action?		
(b) Are any of the firm's specified affiliates currently a defendant or respondent (or the equivalent in any jurisdiction) in any outstanding legal action that involves fraud, theft or securities-related activities, or that could significantly affect the firm's business?		

If yes, provide the following information for each legal action:

Name of entity
Type of legal action
Date of legal action (yyyy/mm/dd)
Current stage of litigation
Remedies requested by plaintiff or appellant
Jurisdiction

8.4 Judgments

	Yes	No
(a) Has any judgment been rendered against the firm or is any judgment outstanding in any civil court for damages or other relief relating to fraud, theft or securities-related activities?		
(b) Are any of the firm's specified affiliates currently the subject of any judgments that involve fraud, theft or securities-related activities, or that could significantly affect the firm's business?		

If yes, provide the following information for each judgment:

Name of entity
Type of judgment
Date of judgment (yyyy/mm/dd)
Current stage of litigation, if applicable
Remedies requested by plaintiffs

Part 9 – Certification

It is an offence under securities legislation or derivatives legislation to give false or misleading information on this form.

By signing below, you:

1. Certify to the regulator in each jurisdiction of Canada where the firm is submitting and filing this form, either directly or through the principal regulator, that:
 - you have read this form, and
 - to the best of your knowledge and after reasonable inquiry, all of the information provided on this form is true and complete.
2. Certify to each regulator in a non-principal jurisdiction of Canada where the firm is submitting and filing this form, either directly or through the principal regulator, that at the date of this submission:
 - the firm has submitted and filed all information required to be submitted and filed under the securities legislation or derivatives legislation or both of the principal jurisdiction of Canada in relation to the firm's registration in that jurisdiction, and
 - this information is true and complete.
3. Authorize the principal regulator to give each non-principal regulator access to any information the firm has submitted or filed with the principal regulator under securities legislation or derivatives legislation or both of the principal jurisdiction of Canada in relation to the firm's registration in that jurisdiction.
4. Acknowledge that the regulator may collect and provide personal information about the individuals referred to in this form under *Collection and use of personal information*.
5. Confirm that the individuals referred to in this form have been notified that their personal information is disclosed on this form, the legal reason for doing so, how it will be used and who to contact for more information.

Name of firm
Name of firm's authorized signing officer or partner
Title of firm's authorized signing officer or partner
Signature
Date (yyyy/mm/dd)

Witness

The witness must be a lawyer, notary public or commissioner of oaths.

Name of witness
Title of witness
Signature
Date (yyyy/mm/dd)

SCHEDULE A
Contact information for
Notice of collection and use of personal information

Alberta

Alberta Securities Commission,
 4th Floor, 300 - 5th Avenue SW
 Calgary, AB T2P 3C4
 Attention: Information Officer
 Telephone: (403) 355-4151

British Columbia

British Columbia Securities Commission
 P.O. Box 10142, Pacific Centre
 701 West Georgia Street
 Vancouver, BC V7Y 1L2
 Attention: Freedom of Information Officer
 Telephone: (604) 899-6500 or (800) 373-6393 (in BC)

Manitoba

The Manitoba Securities Commission
 500 - 400 St. Mary Avenue
 Winnipeg, MB R3C 4K5
 Attention: Director of Registrations
 Telephone (204) 945-2548
 Fax (204) 945-0330

New Brunswick

New Brunswick Securities Commission
 Suite 300, 85 Charlotte Street
 Saint John, NB E2L 2J2
 Attention: Director, Regulatory Affairs
 Telephone: (506) 658-3060

Newfoundland and Labrador

Securities NL
 Financial Services Regulation Division
 Department of Government Services
 P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
 Confederation Building
 St. John's, NL A1B 4J6
 Attention: Manager of Registrations
 Tel: (709) 729-5661

Nova Scotia

Nova Scotia Securities Commission
 2nd Floor, Joseph Howe Building
 1690 Hollis Street
 P.O. Box 458
 Halifax, NS B3J 2P8
 Attention: Deputy Director, Capital Markets
 Telephone: (902) 424-7768

Northwest Territories

Government of the Northwest Territories
 P.O. Box 1320
 Yellowknife, NWT X1A 2L9
 Attention: Deputy Superintendent of Securities
 Telephone: (867) 920-8984

Nunavut

Legal Registries Division
 Department of Justice
 Government of Nunavut
 P.O. Box 1000 Station 570
 Iqaluit, NU X0A 0H0
 Attention: Deputy Registrar of Securities
 Telephone: (867) 975-6590

Ontario

Ontario Securities Commission
 Suite 1903, Box 55
 20 Queen Street West
 Toronto, ON M5H 3S8
 Attention: FOI Coordinator
 Telephone: (416) 593-8314

Prince Edward Island

Securities Registry
 Office of the Attorney General B Consumer, Corporate and
 Insurance Services Division
 P.O. Box 2000
 Charlottetown, PE C1A 7N8
 Attention: Deputy Registrar of Securities
 Telephone: (902) 368-6288

Québec

Autorité des marchés financiers
 800, square Victoria, 22e étage
 C.P. 246, tour de la Bourse
 Montréal (Québec) H4Z 1G3
 Attention: Responsable de l'accès à l'information
 Telephone: (514) 395-0337 or (877) 525-0337 (in Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services Commission
 Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
 Regina, SK S4P 4H2
 Attention: Director
 Telephone: (306) 787-5842

Yukon

Yukon Securities Office
 Department of Community Services
 P.O. Box 2703 C-6
 Whitehorse, YT Y1A 2C6
 Attention: Superintendent of Securities
 Telephone: (867) 667-5225

Self-regulatory organization

Investment Industry Regulatory Organization of Canada
 121 King Street West, Suite 1600
 Toronto, Ontario M5H 3T9
 Attention: Privacy Officer
 Telephone: (416) 364-6133
 E-mail: PrivacyOfficer@iirc.ca

SCHEDULE B**Submission to jurisdiction and appointment of agent for service**

1. Name of person or company (the "Firm"):
2. Jurisdiction of incorporation of the person or company:
3. Name of agent for service of process (the "Agent for Service"):
4. Address for service of process on the Agent for Service:
5. The Firm designates and appoints the Agent for Service at the address stated above as its agent upon whom may be served a notice, pleading, subpoena, summons or other process in any action, investigation or administrative, criminal, quasi-criminal or other proceeding (a "Proceeding") arising out of or relating to or concerning the Firm's activities in the local jurisdiction and irrevocably waives any right to raise as a defense in any such proceeding any alleged lack of jurisdiction to bring such Proceeding.
6. The Firm irrevocably and unconditionally submits to the non-exclusive jurisdiction of the judicial, quasi-judicial and administrative tribunals of the local jurisdiction and any administrative proceeding in the local jurisdiction, in any proceeding arising out of or related to or concerning the Firm's activities in the local jurisdiction.
7. Until six years after the Firm ceases to be registered, the Firm must file
 - a. a new Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service in this form no later than the 7th day after the date this Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service is terminated; and
 - b. an amended Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service no later than the 7th day after any change in the name or above address of the Agent for Service.
8. This Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service is governed by and construed in accordance with the laws of the local jurisdiction.

Dated: _____

(Signature of the Firm or authorized signatory)

(Name and Title of authorized signatory)

Acceptance

The undersigned accepts the appointment as Agent for Service of (Insert name of the Firm) under the terms and conditions of the foregoing Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service.

Dated: _____

(Signature of Agent for Service or authorized signatory)

(Name and Title of authorized signatory)

SCHEDULE C
FORM 31-103F1 Calculation of excess working capital

 Firm Name

Capital Calculation
 (as at _____ with comparative figures as at _____)

	Component	Current period	Prior period
1.	Current assets		
2.	Less current assets not readily convertible into cash (e.g., prepaid expenses)		
3.	Adjusted current assets Line 1 minus line 2 =		
4.	Current liabilities		
5.	Add 100% of long-term related party debt unless the firm and the lender have executed a subordination agreement in the form set out in Appendix B and the firm has delivered a copy of the agreement to the regulator		
6.	Adjusted current liabilities Line 4 plus line 5 =		
7.	Adjusted working capital Line 3 minus line 6 =		
8.	Less minimum capital		
9.	Less market risk		
10.	Less any deductible under the firm's bonding or insurance policy		
11.	Less Guarantees		
12.	Less unresolved differences		
13.	Excess working capital		

Notes:

This form must be prepared on an unconsolidated basis.

Line 8. Minimum Capital – The amount on this line must be not less than (a) \$25,000 for an adviser, (b) \$50,000 for a dealer, and (c) \$100,000 for an investment fund manager.

Line 9. Market Risk – The amount on this line must be calculated according to the instructions set out in Schedule 1 to this Form.

Line 11. Guarantees – If the registered firm is guaranteeing the liability of another party, the total amount of the guarantee must be included in the capital calculation. If the amount of a guarantee is included in the firm's balance sheet as a current liability and is reflected in line 4, do not include the amount of the guarantee on line 11.

Line 12. Unresolved differences – Any unresolved differences that could result in a loss from either firm or client assets must be included in the capital calculation.

The examples below are intended to provide guidance as to how to calculate unresolved differences:

(i) If there is an unresolved difference relating to client securities, the amount to be reported on Line 12 will be equal to the market value of the client securities that are short, plus the applicable margin rate for those securities.

(ii) If there is an unresolved difference relating to the registrant's investments, the amount to be reported on Line 12 will be equal to the market value of the investments (securities) that are short.

(iii) If there is an unresolved difference relating to cash, the amount to be reported on Line 12 will be equal to the amount of the shortfall in cash.

Management Certification

Registered Firm Name: _____

We have examined the attached capital calculation and certify that the firm is in compliance with the capital requirements as at _____.

Name and Title	Signature	Date
1. _____	_____	_____
_____	_____	_____
2. _____	_____	_____
_____	_____	_____

**Schedule 1 of Form 31-103F1 Calculation of Excess Working Capital
(calculating line 9 [market risk])**

For each security whose value is included in line 1, Current Assets, multiply the market value of the security by the margin rate for that security set out below. Add up the resulting amounts for all of the securities you hold. The total is the "market risk" to be entered on line 9.

(a) Bonds, Debentures, Treasury Bills and Notes

- (i) Bonds, debentures, treasury bills and other securities of or guaranteed by the Government of Canada, of the United Kingdom, of the United States of America and of any other national foreign government (provided such foreign government securities are currently rated Aaa or AAA by Moody's Investors Service, Inc. or Standard & Poor's Corporation, respectively), maturing (or called for redemption):
- | | |
|--------------------------|--|
| within 1 year | 1% of market value multiplied by the fraction determined by dividing the number of days to maturity by 365 |
| over 1 year to 3 years | 1 % of market value |
| over 3 years to 7 years | 2% of market value |
| over 7 years to 11 years | 4% of market value |
| over 11 years | 4% of market value |
- (ii) Bonds, debentures, treasury bills and other securities of or guaranteed by any province of Canada and obligations of the International Bank for Reconstruction and Development, maturing (or called for redemption):
- | | |
|--------------------------|--|
| within 1 year | 2% of market value multiplied by the fraction determined by dividing the number of days to maturity by 365 |
| over 1 year to 3 years | 3 % of market value |
| over 3 years to 7 years | 4% of market value |
| over 7 years to 11 years | 5% of market value |
| over 11 years | 5% of market value |
- (iii) Bonds, debentures or notes (not in default) of or guaranteed by any municipal corporation in Canada or the United Kingdom maturing:
- | | |
|--------------------------|--|
| within 1 year | 3% of market value multiplied by the fraction determined by dividing the number of days to maturity by 365 |
| over 1 year to 3 years | 5 % of market value |
| over 3 years to 7 years | 5% of market value |
| over 7 years to 11 years | 5% of market value |
| over 11 years | 5% of market value |
- (iv) Other non-commercial bonds and debentures, (not in default):
- 10% of market value
- (v) Commercial and corporate bonds, debentures and notes (not in default) and non-negotiable and non-transferable trust company and mortgage loan company obligations registered in the registered firm's name maturing:
- | | |
|--------------------------|---------------------|
| within 1 year | 3% of market value |
| over 1 year to 3 years | 6 % of market value |
| over 3 years to 7 years | 7% of market value |
| over 7 years to 11 years | 10% of market value |
| over 11 years | 10% of market value |

(b) Bank Paper

Deposit certificates, promissory notes or debentures issued by a Canadian chartered bank (and of Canadian chartered bank acceptances) maturing:

- | | |
|---------------|--|
| within 1 year | 2% of market value multiplied by the fraction determined by dividing the number of days to maturity by 365 |
| over 1 year | apply rates for commercial and corporate bonds, debentures and notes |

(c) Acceptable foreign bank paper

Deposit certificates, promissory notes or debentures issued by a foreign bank, readily negotiable and transferable and maturing:

- | | |
|---------------|--|
| within 1 year | 2% of market value multiplied by the fraction determined by dividing the number of days to maturity by 365 |
| over 1 year | apply rates for commercial and corporate bonds, debentures and notes |

"Acceptable Foreign Bank Paper" consists of deposit certificates or promissory notes issued by a bank other than a Canadian chartered bank with a net worth (i.e., capital plus reserves) of not less than \$200,000,000.

(d) Mutual Funds

Where securities of mutual funds qualified by prospectus for sale in any province of Canada, the margin required is:

- (i) 5% of the market value of the fund, where the fund is a money market mutual fund as defined in National Instrument 81-102; or
- (ii) the margin rate determined on the same basis as for listed stocks multiplied by the market value of the fund.

(e) Stocks

(i) On securities (other than bonds and debentures) including rights and warrants listed on any exchange in Canada or the United States:

Long Positions – Margin Required

Securities selling at \$2.00 or more – 50% of market value

Securities selling at \$1.75 to \$1.99 – 60% of market value

Securities selling at \$1.50 to \$1.74 – 80% of market value

Securities selling under \$1.50 – 100% of market value

Short Positions – Credit Required

Securities selling at \$2.00 or more – 150% of market value

Securities selling at \$1.50 to \$1.99 - \$3.00 per share

Securities selling at \$0.25 to \$1.49 – 200% of market value

Securities selling at less than \$0.25 – market value plus \$0.25 per shares

(ii) For positions in securities (other than bonds and debentures but including warrants and rights), 50% of the market value if the security is a constituent security on a major broadly-based index of one of the following exchanges:

- (a) American Stock Exchange
- (b) Australian Stock Exchange Limited
- (c) Bolsa de Valores de Sao Paulo
- (d) Borsa Italiana
- (e) Boston Stock Exchange
- (f) Chicago Board of Options Exchange
- (g) Chicago Board of Trade
- (h) Chicago Mercantile Exchange
- (i) Chicago Stock Exchange
- (j) Euronext Amsterdam
- (k) Euronext Brussels
- (l) Euronext Paris S.A.
- (m) Frankfurt Stock Exchange
- (n) London International Financial Futures and Options Exchange
- (o) London Stock Exchange
- (p) Montreal Exchange
- (q) New York Mercantile Exchange
- (r) New York Stock Exchange
- (s) New Zealand Exchange Limited
- (t) Pacific Exchange
- (u) Swiss Exchange
- (v) The Stock Exchange of Hong Kong Limited
- (w) Tokyo Stock Exchange
- (x) Toronto Stock Exchange
- (y) TSX Venture Exchange

(f) For all other securities – 100% of market value.

**FORM 33-109F7
REINSTATEMENT OF REGISTERED INDIVIDUALS AND PERMITTED
INDIVIDUALS
(sections 2.3 and 2.5(2))**

GENERAL INSTRUCTIONS

Complete and submit this form to the relevant regulator(s) or in Québec, the securities regulatory authority, or self-regulatory organization (SRO) if an individual has left a sponsoring firm and is seeking to reinstate their registration in the same category or reinstate their same status of permitted individual as before with a sponsoring firm. You only need to complete and submit one form regardless of the number of registration categories or permitted individual statuses you are seeking to be reinstated in.

An individual may reinstate their registration or permitted individual status by submitting this form. This form may only be used if all of the following apply:

1. this form is submitted on or before three months after the termination date of the individual's employment, partnership or agency relationship with the individual's former sponsoring firm,
2. there have been no changes to the information previously submitted in respect of Items 13 (Regulatory Disclosure), 14 (Criminal Disclosure), 15 (Civil Disclosure) and 16 (Financial Disclosure) of the individual's Form 33-109F4 since the individual left their former sponsoring firm, and
3. the individual's employment, partnership or agency relationship with their former sponsoring firm did not end because the individual was dismissed, or was asked by the firm to resign, following an allegation against the individual of criminal activity, a breach of securities legislation, or a breach of the rules of an SRO.

If you do not meet all of the above conditions then you must apply for reinstatement by completing on NRD a Form 33-109F4 by making the NRD submission entitled 'Reactivation of Registration'.

Terms

In this form, "you", "your" and "individual" means the individual who is seeking to reinstate their registration.

"former sponsoring firm" means the registered firm where you most recently carried out duties as a registered or permitted individual.

"major shareholder" and "shareholder" mean a shareholder who, in total, directly or indirectly owns voting securities carrying 10 per cent or more of the votes carried by all outstanding voting securities.

"new sponsoring firm" means the registered firm where you will begin carrying out duties as a registered or permitted individual when your registration or permitted individual status is reinstated.

Several terms used in this form are defined in the Form 33-109F4 [*Registration of Individuals and Review of Permitted Individuals*] that you submitted when you first became registered or elsewhere in the securities legislation of your province or territory. Please refer to those definitions.

How to submit this form***NRD format***

Submit this form at the National Registration Database (NRD) website in NRD format at www.nrd.ca. If you have any questions, contact the compliance, registration or legal department of the new sponsoring firm or a legal adviser, or visit the NRD information website at www.nrd-info.ca.

Format, other than NRD format

If you are relying on the temporary hardship exemption in section 5.1 of National Instrument 31-102 *National Registration Database*, you may submit this form in a format other than NRD format.

If you need more space, use a separate sheet of paper. Clearly identify the Item and question number. Complete and sign the form, and send it to the relevant regulator(s) or, in Québec, the securities regulatory authority, SRO (s) or similar authority. The number of originally signed copies of the form you are required to submit depends on the province or territory, and on the regulator, the securities regulatory authority or SRO.

To avoid delays in processing this form, be sure to answer all of the items that apply to you. If you have questions, contact the compliance, registration or legal department of the new sponsoring firm or a legal adviser, or visit the National Registration Database information website at www.nrd-info.ca.

Item 1 Name

1. NRD number:

2. Legal name

Last name First name Second name (N/A) Third name (N/A)

3. Date of birth (YYYY/MM/DD):

4. Use of other names

Are you currently using, or have you ever used, operated under, or carried on business under, a name other than the name(s) mentioned above (for example, trade names for sole proprietorships or team names)?

Yes No

If "yes", complete Schedule A.

Item 2 Number of jurisdictions

1. Are you seeking to reinstate your registration or permitted individual status in more than one jurisdiction of Canada?

Yes No

2. Check each province or territory in which you are seeking reinstatement of registration or reinstatement as a permitted individual:

All jurisdictions

- Alberta
- British Columbia
- Manitoba
- New Brunswick
- Newfoundland and Labrador
- Northwest Territories
- Nova Scotia
- Nunavut
- Ontario
- Prince Edward Island
- Québec
- Saskatchewan
- Yukon

Item 3 Individual categories

1. On Schedule B, check each category for which you are seeking to reinstate your registration or permitted individual status. If you are seeking reinstatement of status as a permitted individual, check each category that describes your position with your new sponsoring firm.

2. If you are seeking reinstatement as a representative of a mutual fund dealer or of a scholarship plan dealer in Québec, are you covered by your new sponsoring firm's professional liability insurance?

Yes No

If "No", state:

The name of your insurer _____

Your policy number _____

Item 4 Address and agent for service

1. Address for service

You must have one address for service in each province or territory where you are submitting this form. A residential or business address is acceptable. A post office box is not acceptable. Complete Schedule C for each additional address for service you are providing.

Address for service:

(number, street, city, province or territory, postal code)

Telephone number _____ Fax number, if applicable _____

E-mail address, if available _____

2. Agent for service

If you have appointed an agent for service, provide the following information for the agent in each province or territory where you have an agent for service. The address of your agent for service must be the same as the address for service above. If your agent for service is not an individual, provide the name of your contact person.

Name of agent for service: _____

Contact person: _____
Last name, First name

Item 5 Location of employment

1. Provide the following information for your new sponsoring firm. If you will be working out of more than one location, provide the following information for the location out of which you will be doing most of your business.

Unique Identification Number (optional): _____

NRD location number: _____

Business address: _____
(number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

Telephone number: (____) _____ Fax number: (____) _____

2. If the new sponsoring firm has a foreign head office, and/or you are not a resident of Canada, provide the address for the location in which you will be conducting business.

Business address: _____
(number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

Telephone number: (____) _____ Fax number: (____) _____

[The following under #3 "Type of location", #4 and #5 is for a Format other than NRD format only]

3. Type of location:

Head office Branch or Business Location Sub-branch

4. Name of branch manager: _____

5. **Check here if the mailing address of the location is the same as the business address provided above. Otherwise, complete the following:**

Mailing address: _____
(number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

Date on which you will become authorized to act on behalf of the new sponsoring firm as a registered individual or permitted individual _____
(YYYY/MM/DD)

Item 6 Previous employment

Provide the following information for your former sponsoring firm.

Name: _____

Date on which you were no longer authorized to act on behalf of your former sponsoring firm as a registered individual or permitted individual: _____
(YYYY/MM/DD)

The reason why you left your former sponsoring firm:

Item 7 Current employment, other business activities, officer positions held and directorships

Name of your new sponsoring firm: _____

Complete a separate Schedule D for each of your current business and employment activities, including employment and business activities with your new sponsoring firm and any employment and business activities outside your new sponsoring firm. Also include all business related officer or director positions and any other equivalent positions held, whether you receive compensation or not.

Item 8 Ownership of securities in new sponsoring firm

Are you a partner or major shareholder of your new sponsoring firm?

Yes No

If "Yes", complete Schedule E.

Item 9 Confirm permanent record

1. Check the appropriate box to indicate that, since leaving your former sponsoring firm, there has been a change to any information previously submitted for the items of your Form 33-109F4 that are listed below.

- Regulatory disclosure (Item 13)
- Criminal disclosure (Item 14)
- Civil disclosure (Item 15)
- Financial disclosure (Item 16)

2. Check the box below - ***I am eligible to file this Form 33-109F7, only*** if you satisfy both of the following conditions:

(a) there are no changes to any of the disclosure items under Item 9.1 above, and

(b) your employment, partnership or agency relationship with your former sponsoring firm did not end because you were asked by the firm to resign, or were dismissed, following an allegation against you of

- criminal activity,
- a breach of securities legislation, or
- a breach of the rules of an SRO.

If you do not meet the above conditions for selecting the box ***I am eligible to file this Form 33-109F7***, then you must apply for reinstatement by completing on NRD a

Form 33-109F4 by making the NRD submission entitled '*Reactivation of Registration*'. If you are submitting a Form 33-109F4 in a format other than NRD format you must complete the entire form.

I am eligible to file this Form 33-109F7.

Item 10 Acknowledgements, submission to jurisdiction and notice of collection and use of personal information

By submitting this form, you:

- acknowledge that the submission to jurisdiction, consent to collection and use of personal information, and authorization in respect of SROs (to the extent applicable) that you provided in your Form 33-109F4 remain in effect and extend to this form
- consent to the collection and disclosure of your personal information by regulators and by your sponsoring firm, in each case, for registration and other related regulatory purposes.

If you have any questions about the collection and use of your personal information, contact the securities regulatory authority or applicable SRO in the relevant jurisdiction. See Schedule F for details. In Québec, you can also contact the Commission d'accès à l'information at 1-888-528-7741 or visit its website at www.cai.gouv.qc.ca.

You acknowledge and agree that if you are seeking reinstatement of your registration and it was subject to any undischarged terms and conditions when you left your former sponsoring firm, those terms and conditions will remain in effect at your new sponsoring firm.

Item 11 Warning

It is an offence under securities legislation and/or derivatives legislation, including commodity futures legislation, to give false or misleading information on this form.

Item 12 Certification

1. Certification - NRD format:

I confirm I have discussed the questions in this form with an officer, branch manager or supervisor of my sponsoring firm. To the best of my knowledge, the officer, branch manager or supervisor was satisfied that I fully understood the questions. I will limit my activities to those permitted by my category of registration.

I am making this submission as agent for the individual. By checking this box, I certify that the individual provided me with all of the information on this form.

2. Certification - Format other than NRD format:

Individual

By signing below, I certify to the regulator, or in Québec the securities regulatory authority, in each jurisdiction where I am submitting this form, either directly or through the principal regulator that:

- I have read the form and understand the questions, and
- all of the information provided on this form is true, and complete.

Signature of individual _____ Date signed _____
(YYYY/MM/DD)

Authorized partner or officer of the new sponsoring firm

By signing below, I certify to the regulator, or in Québec the securities regulatory authority, in each jurisdiction where I am submitting this form for the individual that:

- the individual will be engaged by the new sponsoring firm as a registered individual or a permitted individual
- I have, or a branch manager or another officer or supervisor has, discussed the questions set out in this form with the individual and, to the best of my knowledge, the individual fully understands the questions, and
- the new sponsoring firm understands that if the individual's reinstatement of registration was subject to any undischarged terms and conditions when the individual left their former sponsoring firm, those terms and conditions remain in effect and agrees to assume any ongoing obligations that apply to the sponsoring firm in respect of the individual under those terms and conditions.

Name of firm

Name of authorized signing officer or partner

Title of authorized signing officer or partner

Signature of authorized signing officer or partner

Date signed (YYYY/MM/DD)

SCHEDULE A
Use of other names (Item 1.4)

Item 1.4 Use of other names

Name 1:

Name: _____

Provide the reasons for the use of this other name (for example, trade name or team name): _____

If this other name is or was used in connection with any sponsoring firm, did the sponsoring firm approve the use of the name?

Yes No

When did you use this name? From: _____ To: _____
 (YYYY/MM) (YYYY/MM)

Name 2:

Name: _____

Provide the reasons for the use of this other name (for example, trade name or team name):

If this other name is or was used in connection with any sponsoring firm, did the sponsoring firm approve the use of the name?

Yes No

When did you use this name? From: _____ To: _____
 (YYYY/MM) (YYYY/MM)

Name 3:

Name: _____

Provide the reasons for the use of this other name (for example, trade name or team name):

If this other name is or was used in connection with any sponsoring firm, did the sponsoring firm approve the use of the name?

Yes No

When did you use this name? From: _____ To: _____
 (YYYY/MM) (YYYY/MM)

SCHEDULE B
Individual Categories (Item 3)

Check each category for which you are seeking reinstatement of registration, approval or permitted individual status

Categories Common to all jurisdictions under securities legislation

Firm categories [Format other than NRD format only]

- Investment Dealer
- Mutual Fund Dealer
- Scholarship Plan Dealer
- Exempt Market Dealer
- Restricted Dealer
- Portfolio Manager
- Restricted Portfolio Manager
- Investment Fund Manager

Individual categories and permitted activities

- Dealing Representative
- Advising Representative
- Associate Advising Representative
- Ultimate Designated Person
- Chief Compliance Officer
- Officer – Specify title:
- Director
- Partner
- Shareholder
- Branch Manager (MFDA members only)
- IIROC approval only

Investment Industry Regulatory Organization of Canada

Approval categories

- Executive
- Director (Industry)
- Director (Non-Industry)
- Supervisor
- Investor
- Registered Representative
- Investment Representative
- Trader

Additional approval categories

- Chief Compliance Officer
- Chief Financial Officer
- Ultimate Designated Person

Products

- Non-Trading
- Securities
- Options
- Futures Contracts and Futures Contract Options
- Mutual Funds only

Customer type

- Retail
- Institutional

Not Applicable

Portfolio management

Portfolio Management

Categories under local commodity futures and derivatives legislation

Ontario

Firm categories

- Commodity Trading Adviser
- Commodity Trading Counsel
- Commodity Trading Manager
- Futures Commission Merchant

Individual categories and permitted activities

- Advising Representative
- Salesperson
- Branch Manager
- Officer – Specify title:
- Director
- Partner
- Shareholder
- IIROC approval only

Manitoba

Firm categories

- Dealer (Merchant)
- Dealer (Futures Commission Merchant)
- Dealer (Floor Broker)
- Adviser
- Local

Individual categories and permitted activities

- Floor Trader
- Salesperson
- Branch Manager
- Adviser
- Officer – Specify title
- Director
- Partner
- Futures Contracts Portfolio Manager
- Associate Futures Contracts Portfolio Manager
- IIROC approval only
- Local

Québec – activities relating to derivatives

For information purposes, indicate whether you will carry on activities as a representative of:

- An Investment Dealer Acting as a Derivatives dealer
- A Portfolio Manager Acting as a Derivatives portfolio manager

SCHEDULE C**Address and agent for service (Item 4)****Item 4.1 Address for service**

You must have one address for service in each province or territory in which you are now, or are seeking to become, a registered individual or permitted individual. A post office box is not an acceptable address for service.

Address for service:

(number, street, city, province or territory, postal code)

Telephone number: () _____ Fax number: () _____

E-mail address: _____

Item 4.2 Agent for service

If you have appointed an agent for service, provide the following information for the agent. The address for service provided above must be the address of the agent named below.

Name of agent for service: _____

(if applicable)

Contact person:

Last name, First name

SCHEDULE D**Current employment, other business activities, officer positions held and directorships
(Item 7)**

Complete a separate Schedule E for each of your current business and employment activities with your sponsoring firm and with all other organizations. This includes any business related officer or director positions held, or any other equivalent positions held, whether you receive compensation or not.

1. Start date

(YYYY/MM/DD)

2. Firm information

Check here if this activity is employment with your sponsoring firm.

If the activity is with your sponsoring firm, you are not required to indicate the firm name and address information below:

Name of business or employer:

Address of business or employer:

(number, street, city, province, territory or state, country)

Name and title of your immediate supervisor: _____

3. Description of duties

Describe all employment and business activities related to this employer. Include the nature of the business and your duties, title or relationship with the business. If you are seeking registration that requires specific experience, include details with this firm such as level of responsibility, value of accounts under direct supervision, number of years of experience, and percentage of time spent on each activity.

4. Number of work hours per week

How many hours per week do you devote to this business or employment? _____

If this activity is employment with your sponsoring firm and you work less than 30 hours per week, explain why.

5. Conflict of Interest

If you have more than one employer or are engaged in business related activities, disclose any potential for confusion by clients and any potential for conflicts of interest arising from your multiple employment or business related activities or proposed business related activities. Include whether or not any of your employers or organizations where you engage in business related activities are listed on an exchange. Confirm whether the firm

has procedures for minimizing potential conflicts of interest and if so, confirm that you are aware of these procedures.

If you do not perceive any conflicts of interest arising from this employment, explain why.

SCHEDULE E
Ownership of securities and derivatives firms (Item 8)

Firm name: _____

What is your relationship to the firm? Partner Major shareholder

What is the period of this relationship?

From: _____ To: _____ (if applicable)

 (YYYY/MM) (YYYY/MM)

Provide the following information:

a) State the number, value, class and percentage of securities, or the amount of partnership interest you own or propose to acquire when you are reinstated or approved as a result of the review of this form. If acquiring shares when you are so approved or registered, state the source (for example, treasury shares, or if upon transfer, state name of transferor).

b) State the market value (approximate, if necessary) of any subordinated debentures or bonds of the firm to be held by you or any other subordinated loan to be made by you to the firm:

c) If another person or firm has provided you with funds to invest in the firm, provide the name of the person or firm and state the relationship between you and that person or firm:

d) Are the funds to be invested (or proposed to be invested) guaranteed directly or indirectly by any person or firm?

Yes No

If "Yes", provide the name of the person or firm and state the relationship between you and that person or firm:

e) Have you directly or indirectly given up any rights relating to these securities or this partnership interest, or do you, when you are registered or approved as a result of the review of this form, intend to give up any of these rights (including by hypothecation, pledging or depositing as collateral the securities or partnership interest with any firm or person)?

Yes No

If "Yes", provide the name of the person or firm, state the relationship between you and that person or firm and describe the rights that have been or will be given up:

f) Is a person other than you the beneficial owner of the shares, bonds, debentures, partnership units or notes held by you?

Yes No

If "Yes", complete (g), (h) and (i).

g) Name of beneficial owner:

Last name	First name	Second name <i>(if applicable)</i>	Third name <i>(if applicable)</i>
-----------	------------	---------------------------------------	--------------------------------------

h) Residential address:

(number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

i) Occupation: _____

SCHEDULE F**Contact information for
Notice of collection and use of personal information****Alberta**

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 - 5th Avenue SW
Calgary, AB T2P 3C4
Attention: Information Officer
Telephone: (403) 355-4151

British Columbia

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver, BC V7Y 1L2
Attention: Freedom of Information Officer
Telephone: (604) 899-6500 or (800) 373-
6393 (in BC)

Manitoba

The Manitoba Securities Commission
500 - 400 St. Mary Avenue
Winnipeg, MB R3C 4K5
Attention: Director of Registrations
Telephone (204) 945-2548
Fax (204) 945-0330

New Brunswick

New Brunswick Securities Commission
Suite 300, 85 Charlotte Street
Saint John, NB E2L 2J2
Attention: Director, Regulatory Affairs
Telephone: (506) 658-3060

Newfoundland and Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's, NL A1B 4J6
Attention: Manager of Registrations
Tel: (709) 729-5661

Nova Scotia

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax, NS B3J 2P8
Attention: Deputy Director, Capital
Markets
Telephone: (902) 424-7768

Nunavut

Legal Registries Division
Department of Justice
Government of Nunavut
P.O. Box 1000 Station 570
Iqaluit, NU X0A 0H0
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (867) 975-6590

Ontario

Ontario Securities Commission
Suite 1903, Box 55
20 Queen Street West
Toronto, ON M5H 3S8
Attention: FOI Coordinator
Telephone: (416) 593-8314

Prince Edward Island

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer,
Corporate and
Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown, PE C1A 7N8
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (902) 368-6288

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Attention: Responsable de l'accès à
l'information
Telephone: (514) 395-0337 or
(877) 525-0337 (in Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina, SK S4P 4H2
Attention: Director
Telephone: (306) 787-5842

Yukon

Yukon Securities Office
Department of Community Services
P.O. Box 2703 C-6
Whitehorse, YT Y1A 2C6
Attention: Superintendent of Securities
Telephone: (867) 667-5225

Northwest Territories

Government of the Northwest Territories
P.O. Box 1320
Yellowknife, NWT X1A 2L9
Attention: Deputy Superintendent of
Securities
Telephone: (867) 920-8984

Self-regulatory organization

Investment Industry Regulatory Organization
of Canada
121 King Street West, Suite 1600
Toronto, Ontario M5H 3T9
Attention: Privacy Officer
Telephone: (416) 364-6133
E-mail: PrivacyOfficer@iiroc.ca

POLICY STATEMENT TO REGULATION 33-109 RESPECTING REGISTRATION INFORMATION

PART 1 GENERAL

1.1. Purpose

This Policy Statement sets out how the Canadian Securities Administrators interpret or apply *Regulation 33-109 respecting Registration Information* (the Regulation).

The registration requirement in securities legislation provides protection to investors from unfair, improper or fraudulent practices and enhances capital market integrity and efficiency. The information required under the Regulation allows regulators to assess a filer's fitness for registration or for permitted individual status, with regard to their solvency, integrity and proficiency. These fitness requirements are the cornerstones of the registration requirement. In each jurisdiction of Canada the registration requirement and the Regulation apply to dealers, underwriters, advisers and investment fund managers and to individuals who act on their behalf as registered or permitted individuals.

1.2. Overview of the forms

The following forms are submitted by firms

- Form 33-109F6 *Firm Registration* – to apply for registration as a dealer, adviser or investment fund manager
- Form 33-109F3 *Business Locations other than Head Office* – to disclose each business location of the firm and any change of location
- Form 33-109F1 *Notice of Termination of Registered Individuals and Permitted Individuals* - to notify the regulator that a registered or permitted individual has ceased to have authority to act on behalf of the firm

The following forms are for individuals and are submitted in NRD format:

- Form 33-109F4 *Registration of Individuals and Review of Permitted Individuals* – to apply for registration or review as a permitted individual
- Form 33-109F2 - *Change or Surrender of Individual Categories* – to apply for registration or review in an additional category or to surrender a category
- Form 33-109F7 – *Reinstatement of Registered Individuals and Permitted Individuals* – to reinstate an individual's registration or a permitted individual status

1.3. Notice requirements

Form 33-109F5 *Change of Registration Information* is used by firms and individuals to notify regulators of any change to their registration information. Under sections 3.1 and 4.1 of the Regulation a registrant and a permitted individual must keep their registration information current on an ongoing basis by filing notices of change of information within the required time.

Appendix A summarizes the notice requirements, time periods and the forms under the Regulation to notify regulators of a change to a firm's or individual's registration information.

1.4. Contact information

When a firm submits a form F6, supporting documents or a form F5, it can make the submission using e-mail, fax or mail. Appendix B attached to this policy sets out the contact information for the regulator in each jurisdiction of Canada and for the Investment Industry Regulatory Organization of Canada (IIROC) in those jurisdictions where the securities regulatory authority has delegated, assigned or authorized IIROC to perform registration functions.

PART 2 FORMS USED BY INDIVIDUALS

2.1. National Registration Database (NRD)

The NRD is the database containing information about all registrants and permitted individuals under securities or commodity futures legislation in each jurisdiction of Canada. The requirement for firms to enrol, and to make certain submissions, on NRD are set out in Regulation 31-102. Detailed information about the NRD and the enrolment process is available in the NRD User Guide published at www.nrd-info.ca.

2.2. Form 33-109F4

The NRD format for submitting a completed form F4 under subsections 2.2(1) or 2.5(1) of the Regulation include four distinct NRD submission types that are made in the following circumstances:

- *Initial Registration*, when an individual is seeking registration, or review as a permitted individual, through NRD for the first time
- *Registration in an Additional Jurisdiction*, when an individual is registered or is a permitted individual in a jurisdiction of Canada and is seeking registration, or review as a permitted individual, in an additional jurisdiction;
- *Registration with an Additional Sponsoring Firm*, when an individual is registered, or is a permitted individual, on behalf of one sponsoring firm and applies for registration, or seeks review as a permitted individual, to act on behalf of an additional sponsoring firm
- *Reactivation of registration*, when an individual who has an NRD record is applying for registration, reinstatement of registration or is seeking review as a permitted individual and is not eligible under sections 2.3(2) or 2.5(2) of the Regulation to submit a Form 33-109F7

Under subsection 2.5(1) of the Regulation, within 7 days of becoming a permitted individual, the individual must submit a form F4 for review by the regulator. An individual whose registration is suspended may apply to reinstate the registration by submitting a completed form F4 to the regulator. This is done with the *Reactivation of registration* submission on NRD. After making this submission the individual may not conduct activities requiring registration unless and until the regulator has approved the application. However, an application for reinstatement or review is not required if the individual meets all of the conditions for automatic reinstatement in subsections 2.3(2) or 2.5(2) of the Regulation, which include submitting a completed form F7 to the regulator as described in section 2.5 below.

2.3. Form 33-109F2

This form is used by individuals to apply to add or to surrender a registration category or to seek review of a change in their permitted individual category. If an individual has ceased to have authority to act on behalf of their sponsoring firm as a registered or permitted individual in the last jurisdiction of Canada where they were so acting, they cannot submit a form F2. Instead, the individual's sponsoring firm submits a

Form 33-109F1 to notify the regulator of the termination or cessation of authority to act on behalf of the firm.

2.4. Form 33-109F5 for individuals

When an individual submits a form F5 to update their registration information the NRD will transmit the information to the regulator in each jurisdiction in which the individual is registered or is a permitted individual. However, only the principal regulator processes the submission to update the individual's registration information on NRD, or if necessary to deny or withdraw the submission.

2.5. Form 33-109F7 for reinstatement

When an individual leaves a sponsoring firm and joins a new registered firm, they may submit a form F7 to have their registration or permitted individual status automatically reinstated in the same category and jurisdiction(s) as before, subject to all of the conditions set out in subsection 2.3(2) or 2.5(2) of the Regulation. An individual who meets all of the applicable conditions will be able to transfer directly from one sponsoring firm to another and start engaging in activities requiring registration from the first day that they submit the form F7.

2.6. Ongoing fitness for registration

Every registrant must maintain their fitness for registration on an ongoing basis. Under securities legislation the regulator has discretionary authority to suspend or revoke an individual's registration or to restrict it with terms and conditions at any time. The regulator may do this, for example, if it receives information through a notice of termination from an individual's former sponsoring firm or any other source that raises concerns about the individual's continued fitness for registration. Individuals will be given an opportunity to be heard before a decision is made to suspend or revoke registration or to impose terms and conditions.

PART 3 FORMS USED BY FIRMS

3.1. Form 33-109F6

When a firm submits a form F6 to apply for registration it may pay the regulatory fees to the applicable regulators by cheque or by using the NRD function called *Resubmit Fee Payment*. A firm that applies in multiple jurisdictions should submit its application to the regulator in the principal jurisdiction or, if Ontario is a non-principal jurisdiction, to the regulators in the principal jurisdiction and in Ontario. For more details refer to *Policy Statement 11-204 respecting Process for registration in multiple jurisdictions*.

3.2. Form 33-109F5

A firm that is registered in multiple jurisdictions may submit a form F5 to its principal regulator only to notify regulators of a change to the firm's registration information, in accordance with subsection 3.1(6) of the Regulation.

3.3. Form 33-109F3

A firm must notify the regulator of each business location in the jurisdiction, including a residence, where a firm's registered individuals are based for the purpose of carrying out activities that require registration. Firms submit this form through the NRD website.

3.4. Discretionary exemption for bulk transfers

Regulators will consider an application for an exemption from certain requirements in the Regulation to facilitate a reorganization or combination of firms which would

otherwise require a large number of submissions to change locations and transfer individuals. The information required, and the conditions to obtain, this type of exemption application are described in the attached Appendix C.

3.5. Form 33-109F1

Under section 4.2 of the Regulation, a registered firm must notify the regulator no more than 7 days after an individual ceased to have authority to act on behalf of the firm, as a registered or permitted individual. Typically, this occurs due to the termination of the individual's employment, partnership or agency relationship with the firm. However, it also occurs when an individual is re-assigned to a different position at the firm that does not require registration or is not a permitted individual category. The form F1 is submitted through the NRD website to give notice of the cessation date and the reason for the termination or cessation.

Under paragraph 4.2(1)(b) of the Regulation, the information in item 5 [*Details about the termination*] of a form F1 must be submitted unless the cessation of authority to act on behalf of the firm was caused by the death or retirement of the individual or the completion of an employment or agency contract. A firm can submit the information in item 5 either at the time of the making the initial submission on NRD, if the information is available within that 7 day period, or within 30 days of the cessation date, by making an NRD submission entitled *Update / Correct Termination Information*.

PART 4 DUE DILIGENCE BY FIRMS

4.1. Obligations of former sponsoring firm

After submitting a Form 33-109F1 with regard to a former sponsored individual a firm should promptly send the individual a copy of the completed form F1. Under subsections 4.2(3) and (4) of the Regulation, within 7 days of a request by a former sponsored individual a firm must provide the individual with a copy of the form F1 that was submitted, and if necessary, a further copy that includes the information in item 5 of the form F1, within 7 days of submitting that information.

4.2. Obligations of new sponsoring firm

(1) In fulfilling its obligations under subsection 5.1(1) of the Regulation a firm should make reasonable efforts to do all of the following:

- establish written policies and procedures to verify an individual's information prior to submitting a Form 33-109F4 or Form 33-109F7 on behalf of the individual
- document the firm's review of an individual's information in accordance with the firm's policies and procedures
- regularly remind registered and permitted individuals about their disclosure obligations under the Regulation, such as notifying the regulator about changes to their registration information

Under subsection 5.1(2) of the Regulation, within 60 days of hiring a sponsored individual a firm must obtain a copy of the most recent Form 33-109F1, if any, for the individual. If a sponsoring firm cannot obtain it from the sponsored individual, as a last resort the individual should request it from the regulator.

The information referred to above will assist the firm in meeting its obligations under subsection 5.1(1) of the Regulation and should inform the firm's hiring decisions. If an individual is hired before a completed Form 33-109F1 is available and if the firm discovers an inconsistency in the individual's disclosure to the firm or the regulator, then the firm should take appropriate action. All of the required information should be available

within 60 days of hiring the individual, which will often fall within the individual's probation period under their employment or agency contract.

PART 5 COMMODITY FUTURES ACT SUBMISSIONS

5.1. Ontario

In Ontario, if a person is required to make a submission under both the Regulation and OSC Rule 33-506 (*Commodity Futures Act*) with respect to the same information, the securities regulatory authority is of the view that a single filing on a form required under either rule satisfies both requirements.

5.2. Manitoba

In Manitoba, the Regulation is a rule under each of the *Securities Act* and the *Commodity Futures Act*. A single submission with respect to the same information will satisfy the requirements of both statutes.

APPENDIX A

Summary of Notice Requirements in Regulation 33-109

Description of Change	Notice Period	Section	Form submitted by e-mail, fax or mail
Firms – Form F6 information			
Part 1 – Registration details	7 days	3.1(1)(b)	Form F5
Part 2 – Contact information, including head office address (except 2.4)	7 days		
Item 2.4 – Agent and Address for service [items 3 and 4 of Schedule B to Form F6]	7 days	3.1(4)	Schedule B to Form F6 <i>Submission to Jurisdiction</i>
Part 3 – Business history & structure	30 days	3.1(1)(a)	Form F5
Part 4 – Registration history	7 days	3.1(1)(b)	
Part 5 – Financial condition	7 days		
Part 6 – Client relationships	7 days		
Part 7 – Regulatory action	7 days		
Part 8 – Legal action	7 days		
Firms – other notice requirements			in NRD format
Open / change of business location (other than head office)	7 days	3.2	Form F3
Termination / Cessation of Authority of a registered or permitted individual - items 1 – 4: item 5:	7 days	4.2(2)(a)	Form F1
	30 days	4.2(2)(b)	
Individuals – Form F4 information			in NRD format
Item 1 – Name	7 days	4.1(1)(b)	Form F5
Item 2 – Address	7 days		
Item 3 – Personal information	No update required	4.1(2)	
Item 4 – Citizenship	30 days	4.1(1)(a)	
Item 5 – Registration jurisdictions	7 days	4.1(1)(b)	
Item 6 – Individual categories	7 days		
Item 7 – Address for service	7 days		
Item 8 – Proficiency	7 days		
Item 9 – Location of employment	7 days		
Item 10 – Current employment	7 days		
Item 11 – Previous employment	30 days		
Item 12 – Terminations	7 days	4.1(1)(b)	
Item 13 – Regulatory disclosure	7 days		
Item 14 – Criminal disclosure	7 days		
Item 15 – Civil disclosure	7 days		
Item 16 – Financial disclosure	7 days		
Item 17 – Ownership of securities	7 days		
Change of F4: registrant position or relationship with sponsoring firm / permitted status	7 days	4.1(4)	Form F2
Review of a Permitted individual	7 days after appointment	2.5	Form F4 or F7, subject to conditions
Automatic reinstatement of registration subject to conditions	within 90 days of cessation date	2.3(2)	Form F7

APPENDIX B

Contact Information for the Regulators and IROC

- Part 1 provides the regulators' contact information for registrants in all categories, except for those in the jurisdictions and categories listed in Part 2
- Part 2 below, provides IROC's contact information in the jurisdictions where IROC performs registration functions for representatives of investment dealers and, in some cases, for investment dealer firms

PART 1 Regulators' Contact Information

<p>Alberta e-mail: registration@asc.ca fax: (403) 297-4113 Alberta Securities Commission, 4th Floor, 300 - 5th Avenue S.W. Calgary, AB T2P 3C4 Registration department</p>	<p>British Columbia e-mail: registration@bcsc.bc.ca fax: (604) 899-6506 British Columbia Securities Commission P.O. Box 10142, Pacific Centre 701 West Georgia Street Vancouver, BC V7Y 1L2 Attention: Registration</p>
<p>Manitoba e-mail: registrationmsc@gov.mb.ca fax: (204) 945-0330 The Manitoba Securities Commission 500-400 St. Mary Avenue Winnipeg, MB R3C 4K5 Attention: Registrations</p>	<p>New Brunswick e-mail: nrs@nbsec-cvmnb.ca fax: (506) 658-3059 Fax: New Brunswick Securities Commission Suite 300, 85 Charlotte Street Saint John, NB E2L 2J2 Attention: Registration Officer nrs@nbsec-cvmnb.ca</p>
<p>Newfoundland and Labrador e-mail: scon@gov.nl.ca fax: (709) 729-6187 Financial Services Regulation Division Department of Government Services Government of Newfoundland and Labrador P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block Confederation Building St. John's, NL A1B 4J6 Attention: Registration Section</p>	<p>Northwest Territories e-mail: SecuritiesRegistry@gov.nt.ca fax: (867) 873-0243 Government of the Northwest Territories P.O. Box 1320 Yellowknife, NWT X1A 2L9 Attention: Exemption Review Staff</p>
<p>Nova Scotia e-mail: nrs@gov.ns.ca fax: (902) 424-4625 Nova Scotia Securities Commission 2nd Floor, Joseph Howe Building 1690 Hollis Street P.O. Box 458 Halifax, NS B3J 3J9 Attention: Registration</p>	<p>Nunavut e-mail: CorporateRegistrations@gov.nu.ca fax: (867) 975-6594 Legal Registries Division Department of Justice Government of Nunavut P.O. Box 1000 Station 570 Iqaluit, NU X0A 0H0 Attention: Deputy Registrar</p>

PART 1 Regulators' Contact Information

<p>Ontario e-mail: registration@osc.gov.on.ca fax: (416) 593-8283 Ontario Securities Commission Suite 1903, Box 55 20 Queen Street West Toronto, ON M5H 3S8 Attention: Registrant Regulation</p>	<p>Prince Edward Island e-mail: ccis@gov.pe.ca fax: (902) 368-5283 Consumer and Corporate Services Division, Office of the Attorney General P.O. Box 2000, 95 Rochford Street Charlottetown, PE C1A 7N8 Attention: Superintendent of Securities</p>
<p>Québec e-mail: inscription@lautorite.qc.ca fax : (514) 873-3090 Autorité des marchés financiers Service de l'encadrement des intermédiaires 800 square Victoria, 22e étage C.P 246, Tour de la Bourse Montréal (Québec) H4Z 1G3</p>	<p>Saskatchewan e-mail: registrationsfsc@gov.sk.ca fax: (306) 787-5899 Saskatchewan Financial Services Commission Suite 601 1919 Saskatchewan Drive Regina, SK S4P 4H2 Attention: Registration</p>
<p>Yukon Territory e-mail: corporateaffairs@gov.yk.ca fax: (867) 393-6251 Department of Community Services Yukon Yukon Securities Office P.O. Box 2703 Whitehorse, YU Y1A 2C6 Attention: Superintendent of Securities</p>	

PART 2 Investment Industry Regulatory Organization of Canada Contact Information

- ** registration of investment dealer firms and their representatives **
* registration of investment dealer representatives *

<p>** Alberta – IROC ** ** Saskatchewan- IROC ** e-mail: registration@iroc.ca fax: (403) 265-4603 #2300, 355- 4th Avenue SW, Calgary, AB T2P 0J1 Attention: Registration department</p>	<p>**British Columbia – IROC** e-mail: registration@iroc.ca fax: 604-683-3491 1055 West Georgia Street Suite 2800 – Royal Centre Vancouver, BC V6E 3R5 Attention: Registration department</p>
<p>** Newfoundland and Labrador – IROC ** * Ontario – IROC * e-mail: registration@iroc.ca fax: (416) 364-9177 Suite 1600, 121 King Street West Toronto, ON M5H 3T9 Attention: Registration department</p>	<p>* Québec – IROC * e-mail: registration@iroc.ca fax: (514) 878-0797 Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières 5 Place Ville Marie Bureau 1550 Montréal (Québec) H3B 2G2 Attention : Service des inscriptions</p>

APPENDIX C

Discretionary Exemption for Bulk Transfers of Locations and Individuals

(1) If a registered firm is acquiring a large number of business locations (for example, as a result of an amalgamation or asset purchase) from one or more other registered firms that are located in the same jurisdiction(s) and registered in the same categories as the acquiring firm, and if a significant number of individuals are associated on NRD with the locations, the regulator will consider granting an exemption from any or all of the following requirements:

(a) to submit a notice regarding the termination of each employment, partner, or agency relationship under section 4.2 of the Regulation;

(b) to submit a registration application or a reinstatement notice for each individual seeking to be a registered individual under section 2.2 or 2.3 of the Regulation;

(c) to submit a Form 33-109F4 or Form 33-109F7 for each permitted individual under section 2.5 of the Regulation;

(d) to notify the regulator of a change to the business location information in Form 33-109F3 under section 3.2 of the Regulation.

(2) The exemption application should be submitted by the registered firm that will acquire control of the business locations at the closing of the transaction and should be submitted well in advance of the date (transfer date) on which the business locations will be transferred. It would typically be sufficient if a firm submits the application at least 30 days before the transfer date. An application for this type of exemption should include the following information:

(a) the name and NRD number of the registered firm that will acquire control of the business locations;

(b) for each registered firm that is transferring control of the business locations;

(i) the name and NRD number of the registered firm,

(ii) the address and NRD number of each business location that is being transferred from the registered firm named in (b)(i) to the registered firm named in (a),

(iii) the date that the business locations and individuals will be transferred to the registered firm named in (a).

(3) If the exemption is granted, as soon as practicable after the transfer date, the regulator will instruct the NRD administrator to record on NRD the transfer of the business locations, registered individuals and permitted individuals.

(4) Bulk transfers involving firms that are registered in different categories or different jurisdictions may need to take additional steps. Firms involved in such a transaction should contact their principal regulator to discuss what steps are required for the firm to be eligible for a bulk transfer exemption as described above.

(5) A firm applying for this type of exemption in more than one jurisdiction should refer to *Policy Statement 11-203 respecting Process for Exemption Applications in Multiple Jurisdictions* for guidance on the form of application and the information required. The firm may set out the information referred to in (2) as follows:

(A) Registered firm that will acquire the business locations
Name:

Firm NRD number:

(B) Registered firm transferring the business locations

Name:

Firm NRD number:

Business locations that will be transferred

Address of business location:

NRD number of business location:

Address of business location:

NRD number of business location:

(Repeat for each business location as necessary)

(C) Date that business locations will be transferred:

REGULATION TO AMEND REGULATION 31-102 RESPECTING NATIONAL REGISTRATION DATABASE*

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, pars. (1), (2), (3), (11), (26) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 31-102 respecting National Registration Database is amended:
 - (1) by deleting, in the definition of “NRD number”, “, a permitted individual,”;
 - (2) by deleting, in the definition of “firm filer”, the words “or company” and by replacing the word “underwriter” with the words “investment fund manager”.
2. Section 2.1 of the Regulation is amended:
 - (1) by deleting, in the introductory paragraph of the English text, the words “or company”;
 - (2) by deleting, in paragraph 4, “or a change to any information previously submitted in respect of Form 33-109F4”;
 - (3) by adding the following paragraphs after paragraph 4:
 - “(5) Form 33-109F5 to report a change to any information previously submitted in respect of Form 33-109F4;
 - “(6) Form 33-109F7.”.
3. Subparagraph (b) of paragraph (1) of section 3.1 of the Regulation is amended by deleting “, permitted individual,”.
4. Section 3.2 of the Regulation is amended:
 - (1) by replacing, wherever it appears, “5 business days” with “7 days”, and making the necessary changes;
 - (2) by adding the following after subparagraph (f):
 - “(g) submit any change in the phone number, fax number or e-mail address of the chief AFR in NRD format within 7 days of the change.”.
5. Section 4.2 of the Regulation is amended:
 - (1) by replacing, in paragraph (1), the words “a firm” with the words “an NRD” and the word “firm” with the word “NRD”;
 - (2) by replacing, in paragraph (2), the word “firm” with the word “NRD”.
6. The Regulation is amended by adding the following sections after section 4.3:

“4.4. Payment of Late Filing Fees

 - (1) If a firm filer is required to pay late filing fees because of an activity that creates or relates to an NRD submission, the firm filer must pay the required fee by electronic pre-authorized debit through NRD.

* Regulation 31-102 respecting National Registration Database, approved by Ministerial Order No. 2007-04 dated June 21, 2007 (2007, G.O. 2, 1973), has not been amended since its approval.

(2) A payment under subsection (1) must be made from the firm filer's NRD account.

“4.5. Exemption for Registrants not Resident in Canada

Sections 3.2(c), 4.1, 4.2, 4.3 and 4.4 do not apply to a registered firm that

- (a) has no business office in a jurisdiction of Canada,
- (b) does not have an account with a member of the Canadian Payments Association,
- (c) is not an affiliate of a registered firm resident in a jurisdiction of Canada,
- (d) pays the fees referred to in sections 4.1, 4.2 and 4.4 within 14 days of the date the payment is due,
- (e) pays the following fees by submitting a cheque, payable to CDS INC. in Canadian funds, to the firm's principal regulator within 14 days of the date the payment is due:
 - (i) NRD user fees required in respect of an NRD submission;
 - (ii) annual NRD user fees, and
- (f) pays any fee referred to in sections 4.1, 4.2 and 4.4, other than an NRD user fee, by submitting a cheque in Canadian funds to the securities regulatory authority or regulator in the local jurisdiction within 14 days of the date the payment is due.”.

7. Section 5.1 of the Regulation is replaced with the following:

“5.1. Temporary Hardship Exemption

- (1) If unanticipated technical difficulties prevent an NRD filer from making an NRD submission within the time required under securities legislation, the NRD filer is exempt from the requirement to make the submission within the required time period, if the NRD filer makes the submission other than through the NRD website or in NRD format no later than 7 days after the day on which the information was required to be submitted.
- (2) If unanticipated technical difficulties prevent an individual filer from submitting an application in NRD format, the individual filer may submit the application other than through the NRD website.
- (3) For the purpose of subsections (1) and (2), the NRD filer may make a notification or application other than through the NRD website by submitting it to the principal regulator.
- (4) Despite subsection (3), for the purpose of an application submitted under (2) which includes Ontario, the individual filer may make the application by submitting it to
 - (a) the principal regulator, if the principal jurisdiction is Ontario, or
 - (b) the principal regulator and the regulator in Ontario.
- (5) If an NRD filer makes a submission other than through the NRD website under this section, the NRD filer must include the following legend in capital letters at the top of the first page of the submission:

IN ACCORDANCE WITH SECTION 5.1 OF *REGULATION 31-102*

RESPECTING NATIONAL REGISTRATION DATABASE (NRD), THIS [SPECIFY DOCUMENT] IS BEING SUBMITTED OTHER THAN THROUGH THE NRD WEBSITE UNDER A TEMPORARY HARDSHIP EXEMPTION.

(6) If an NRD filer makes a submission other than through the NRD website under this section, the NRD filer must resubmit the information in NRD format as soon as practicable and in any event within 14 days after the unanticipated technical difficulties have been resolved.”.

8. The Regulation is amended by repealing section 7.1 .
9. This Regulation comes into force on September 28, 2009.

POLICY STATEMENT TO REGULATION 31-102 RESPECTING NATIONAL REGISTRATION DATABASE**PART 1 PURPOSE**

The purpose of *Regulation 31-102 respecting National Registration Database* (Regulation 31-102) is to establish requirements for the electronic submission of registration information through the National Registration Database (NRD). References in this policy to “we” mean the securities regulatory authority and regulator.

PART 2 PRODUCTION OF NRD FILINGS

The securities legislation of several jurisdictions contains a requirement to produce or make available an original or certified copy of information filed under the securities legislation. We consider that it may satisfy such a requirement in the case of information filed in NRD format by providing a printed copy or other output of the information in readable form that contains or is accompanied by a certification by the securities regulatory authority or regulator that the printed copy or output is a copy of the information filed in NRD format.

PART 3 DATE OF FILING

We think that information filed in NRD format is, for purposes of securities legislation, filed on the day that the transmission of the information to NRD is completed.

PART 4 OFFICIAL COPY OF NRD FILINGS

For purposes of securities legislation, securities directions or any other related purpose, we think that the official record of any information filed in NRD format by an NRD filer is the electronic information stored in NRD.

PART 5 AUTHORIZED FIRM REPRESENTATIVE AS AGENT

We think that when making an NRD submission an AFR is an agent of the firm or individual to whom the filing relates.

PART 6 ONGOING FIRM FILER REQUIREMENTS

We expect that firm filers will follow the processes set out in the NRD User Guide to:

- (a) enrol with the NRD administrator;
- (b) keep their enrolment information current; and
- (c) keep their NRD account information current.

PART 7 COMMODITY FUTURES ACT SUBMISSIONS

In Ontario and Manitoba, if a person is required to make a submission under both Regulation 31-102 and OSC Rule 31-509 (*Commodity Futures Act*), or in Manitoba, MSC Rule 2000-1 (*Commodity Futures Act*), with respect to the same information, the securities regulatory authority is of the view that a single filing on a form required under either rule satisfies both requirements.

3.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

3.4 RETRAITS AUX REGISTRES DES REPRÉSENTANTS

Courtiers en valeurs

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
Abdul-Al-Khabyr	Aadam	Marchés financiers Macquarie Canada ltée	2009-06-22
Allen	Steven Gerard	Marchés mondiaux CIBC inc.	2009-06-30
Avoine	Sylvain	Financière Banque Nationale inc.	2009-06-30
Bastianon	Robert Steven	Marchés financiers Macquarie Canada ltée	2009-07-03
Carle	Isabelle	RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.	2009-06-30
Chalovich	Karen Arlene	BMO Nesbitt Burns Inc.	2009-07-02
Charbonneau	Michel	Valeurs Mobilières TD inc.	2009-06-26
Charlebois	Tyson Vincent	TD Waterhouse Canada inc.	2009-07-10
Chasse	Aude Estelle Jaqueline	Scotia Capitaux inc.	2009-06-15
Chbat	Don	RBC Placements en Direct inc.	2009-06-25
Clarke	Peter Robert	RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.	2009-07-10
Cooper	David Owen	Marchés Financiers Wellington West inc.	2009-06-19
Cousineau	Frédéric	TD Waterhouse Canada inc.	2009-06-30
Cui	Fang	BMO Ligne d'action inc.	2009-07-10
Dahany	Régis Amirou Taamba	Financière Banque Nationale inc.	2009-07-10
Dias-Juliao	Baptist Dominic	Marchés mondiaux CIBC inc.	2009-06-19
Dowbiggin	Gordon	RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.	2009-06-30
Dumas	Philippe Alexandre	TD Waterhouse Canada inc.	2009-06-19
Farra	Lubna	TD Waterhouse Canada inc.	2009-07-02
Foster	Christopher Lewis	Scotia Capitaux inc.	2009-06-19
Gauthier	Joan	Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.	2009-06-29
Gori	Annamaria Cecilia	TD Waterhouse Canada inc.	2009-07-07
Goulamhousen	Moize	TD Waterhouse Canada inc.	2009-06-30
Hosiawa	Tomasz Robert	TD Waterhouse Canada inc.	2009-06-25
Ianiri Phelps	Sylvia	Valeurs mobilières Desjardins inc.	2009-07-01
Kim	Robert Young Hoon	BMO Ligne d'action inc.	2009-07-10
Koley	Mark Andrew	Valeurs Mobilières Groupe Investors inc.	2009-06-24
Langley	Lisa Lake	Entreprise International Advisory Services Groupe (IASG)	2009-07-14
Law	John	RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.	2009-06-30

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
Levine	Jonathan David	Valeurs mobilières Desjardins inc.	2009-06-30
Longchamps	Veronique	NBCN Inc.	2009-07-01
Lu	Jian	TD Waterhouse Canada inc.	2009-07-08
Lucier	Kurt Roger	BMO Ligne d'action inc.	2009-07-06
Maltais	Raymond	Valeurs mobilières Desjardins inc.	2009-06-30
Maratta	John	Pictet Canada S.E.C.	2009-06-22
Mazzone	Domenico Antonio	Octagon Capital Corporation	2009-05-27
Nehme	Philippe	Placements Manuvie incorporée	2009-06-23
Perron	Luc	Financière Banque Nationale inc.	2009-07-03
Perry	Jody Colin	TD Waterhouse Canada inc.	2009-06-19
Ponomarenko	Elena	TD Waterhouse Canada inc.	2009-06-23
Potts	John Francis	W.D. Latimer Co. Limited	2009-06-30
Selouan	Rene Raymond	TD Waterhouse Canada inc.	2009-06-25
Starr	James Russell Nelles	Scotia Capitaux inc.	2009-06-22
St-Pierre	Maxime	Blackmont Capital Inc.	2009-07-06
Tessier	Jean-François	Capital Sherbrooke Street (SSC) Inc.	2009-07-02
Trudel	Sebastien	Valeurs mobilières Desjardins inc.	2009-07-02
Vaillancourt	Josée	Financière Banque Nationale inc.	2009-07-10
Waxman	Jeffrey	Scotia Capitaux inc.	2009-06-19
Yacoub	Alain	Marchés mondiaux CIBC inc.	2009-06-22

Conseillers en valeurs

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
Collombin	Beverley	Conseillers en placements Jones Collombin inc.	2009-06-24
Gauthier	Jean	Bimcor inc.	2009-07-06
Yamada	Mark Susumu	Investissements Pur	2009-02-27

Cabinets de services financiers et sociétés autonomes

Sans mode d'exercice

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité est sans mode d'exercice. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date de sans mode d'exercice de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une demande de rattachement et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces renseignements auprès du agent du centre de renseignements au :

Québec : (418) 525-0337
 Montréal : (514) 395-0337
 Sans frais : 1 877 525-0337.

Veuillez vous référer à la légende suivante pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 9, et les mentions spéciales, de A à F.

Disciplines et catégories de disciplines	Mentions spéciales
1a Assurance de personnes	A Restreint à l'assurance-vie
1b Assurance contre les accidents ou la maladie	B Restreint aux produits d'assurance collective contre les accidents et la maladie
2a Assurance collective de personnes	C Courtage spécial
2b Régime d'assurance collective	D Courtage relatif à des prêts garantis par hypothèque immobilière
2c Régime de rentes collectives	E Expertise en règlement de sinistre à l'égard des polices souscrites par l'entremise du cabinet auquel il rattaché
3a Assurance de dommages (Agent)	F Placement de parts permanentes et de parts privilégiées
3b Assurance de dommages des particuliers (Agent)	
3c Assurance de dommages des entreprises (Agent)	
4a Assurance de dommages (Courtier)	
4b Assurance de dommages des particuliers (Courtier)	
4c Assurance de dommages des entreprises (Courtier)	
5a Expertise en règlement de sinistres	
5b Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des particuliers	
5c Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises	
5d Expertise en règlement de sinistres à l'emploi d'un assureur	

5e Expertise en règlement de sinistres à l'emploi d'un assureur en assurance de dommages des particuliers

5f Expertise en règlement de sinistres à l'emploi d'un assureur en assurance de dommages des entreprises

6 Planification financière

7 Courtage en épargne collective

8 Courtage en contrats d'investissements

9 Courtage en plans de bourses d'études

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
177221	Adam	Valérie	7	2009-07-08
175022	Adlawan	Liezle	1A	2009-07-14
175865	Apostolakis	John	7	2009-07-06
100448	Archambault	Sylvie	7	2009-07-07
100879	Aussant	Claude	7	2009-07-08
183351	Beaumier	Claudia	3B	2009-07-14
141113	Benson	Denise	5A	2009-07-09
102794	Bernier	Jean-Luc	1A, 2A, 6	2009-07-08
102784	Bernier	Ginette	3A	2009-07-13
102901	Bertrand	André	4A	2009-07-09
180417	Bolduc	Michel	1A	2009-07-13
124637	Béland-Morton	Lisa	4A	2009-07-14
181488	Bélangier	Anie	1A	2009-07-09
175691	Caouette Rochon	Edouard	4B	2009-07-14
149955	Caron	Martin	1A	2009-07-08
154979	Castonguay	Diane	2A, 6	2009-07-10
181556	Chagnon	Steve	7	2009-07-07
161807	Chin	Janice	7	2009-07-13
177091	Clarke	Jérémie	1A	2009-07-14
167679	Cloutier	Caroline	3B	2009-07-09
178473	Clouâtre	Lise	4B	2009-07-09
143919	Cossette	Jocelyne	7, F	2009-07-13
108390	Couture	Monic	7	2009-07-10
155784	Daoust	Martin	7	2009-07-13
109171	De Wolfe	William	6	2009-07-13
178324	Desgranges	Yves	1A	2009-07-09

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
162393	Desgroseillers	Monique	4B	2009-07-13
150690	Desjardins	Diane	7, F	2009-07-10
157574	Desmarais	Brigitte	7, F	2009-07-10
160451	Drouin	Mathieu	3B	2009-07-08
111045	Duchesne	Linda	7	2009-07-09
111216	Dugas	Bernard	1A, 6	2009-07-08
145032	Dupuis	Daniel	7	2009-07-08
111629	Dussault	Carol	1A	2009-07-09
111629	Dussault	Carol	7	2009-07-07
181164	Emond	Kathia	9	2009-07-07
181377	Foley	Susan	7	2009-07-14
112398	Fontaine	Lyne	1A	2009-07-09
152705	Fortier	Jean-Paul	7, F	2009-07-13
112849	Fournier	Nathalie	7	2009-07-07
182217	Freed	Michael	7	2009-07-07
182084	Gagnon	Annie	3B	2009-07-14
151172	Gagnon	Nathalie	7	2009-07-13
173423	Gagnon	Marie-Eve	7	2009-07-13
182384	Gauthier	Patrick	9	2009-07-07
171305	Girard	Olivier	7, F	2009-07-09
147750	Gravel	Joël	7	2009-07-14
115802	Guillemette	Dany	6	2009-07-14
145656	Hamel	Céline	7, F	2009-07-13
179532	Henriquez	Ana Mercedes	9	2009-07-07
150223	Joseph	Johnson	7	2009-07-06
165414	Kadlec	Martin	7	2009-07-09
181525	Kapi	Nancita	3B	2009-07-08
168589	Kettani	Farid	9	2009-07-07
182119	Keyou	Mathias Japhet	7	2009-07-09
139194	Krajewski	Line	5D	2009-07-13
179991	Laforest	Nathalie	2A	2009-07-09
169515	Lafortune	Alain	3B	2009-07-10
172601	Lallouche	Toufik	1A	2009-07-08
160875	Lapointe	Sébastien	7	2009-07-14
119626	Larocque	Michel	1A	2009-07-09
119993	Lavigne	Michel	7	2009-07-09
120069	Lavoie	François	6	2009-07-08
182091	Lavoie	Marie-Hélène	3B	2009-07-13

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
120045	Lavoie	Claude	7	2009-07-08
169823	Lebel	Frédéric	7	2009-07-13
120684	Leduc	José	3B	2009-07-09
120674	Leduc	Hugues	7	2009-07-10
120674	Leduc	Hugues	1A, 2B	2009-07-14
182704	Levac-Gallant	Édith	7, F	2009-07-10
170792	Lia	Patrick	7	2009-07-08
182052	Lortie	Rachel	7, F	2009-07-10
160704	Maalouf	Dany	7	2009-07-08
152840	Marcotte	Nadine	3B	2009-07-09
153295	Martel	Lorraine	7	2009-07-06
181426	Martynuk	Richard	7	2009-07-07
153659	Miron	Serge	1B	2009-07-09
178432	Mitram	Cyril	7, F	2009-07-14
145093	Molnar Farkas	Tamas James	1A	2009-07-08
153492	Mongeau	Nadia	6	2009-07-09
153492	Mongeau	Nadia	7, F	2009-07-08
180123	Moreno	Lennie	7	2009-07-08
162495	Morin	Alain Gérard	6	2009-07-09
145207	Mukandekazi	Marie-Fidèle	1A	2009-07-14
180823	Néron	Sylvain	1A	2009-07-09
179190	Paez	Fabian	9	2009-07-07
182068	Paradis-Lévesque	Cynthia	7, F	2009-07-10
163244	Paré-Larouche	Pascale	5D	2009-07-10
126181	Patterson	Linda	6	2009-07-14
148666	Phuong	Soui Hoa	7, F	2009-07-10
136601	Plouffe	Daniel	7	2009-07-07
164121	Plourde	Daphné	7	2009-07-09
127432	Poirier	Stéphane	7, F	2009-07-13
181903	Pouliot	France	7, F	2009-07-13
179290	Pépin	Isabelle	7	2009-07-08
129109	Robichaud	Claire	7	2009-07-08
167402	Robitaille	Pierre	4A	2009-07-10
129265	Rochette	Anne	1A, 7	2009-07-14
178830	Rougeau	Jean	1A	2009-07-14
129593	Rousseau	Marguerite	3A	2009-07-08
169554	Sarasin	Catherine	3B	2009-07-09
166620	Soucy	Liliane	7, F	2009-07-07

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
181148	Soucy	Martine	1A	2009-07-09
131259	Spahr	Paul	1A, 2C	2009-07-13
178281	St-Denis	Janet	7	2009-07-13
131783	Symons	Annick	7	2009-07-09
182053	Tejada Pablo	Wetsphal David	1A	2009-07-13
167892	Trahan	Phillip	1A	2009-07-09
162129	Turcotte	Martial	6	2009-07-13
181785	Usma	Johnn Alexander	9	2009-07-09
173753	Vallée	Guillaume	4A	2009-07-13
177636	Viau	Robert	1A	2009-07-09
134231	Viens	Dominique	1A, 2A, 6	2009-07-09
182420	Villeneuve	Benjamin	7	2009-07-10
128047	Vincent-Provost	Andrée	7, F	2009-07-13
134525	Waxman	Jeffrey	1A	2009-07-14
173911	Williamson	Sandi	7	2009-07-13

3.5 MODIFICATION AUX REGISTRES DES INSCRITS

3.5.1 Les cessations de fonctions d'un dirigeant ou d'un dirigeant responsable

Courtiers en valeurs

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
Banc d'Amérique valeurs mobilières du Canada	Masters	John Charles	2009-07-13
Deutsche Bank Valeurs Mobilières limitée	Ramabhadran	Aparna	2009-06-22
Entreprise International Advisory Services Groupe (IASG)	Langley	Lisa Lake	2009-07-14
Goldman Sachs Canada Inc.	Bregazzi	Simon Alexander	2009-07-11
Marchés financiers Macquarie Canada Itée	Abdul-Al-Khabyr	Aadam	2009-06-22
Marchés financiers Macquarie Canada Itée	Bastianon	Robert Steven	2009-07-03
Marchés Financiers Wellington West Inc.	Burleton	Stephen Anton	2009-06-30
Marchés Financiers Wellington West Inc.	Cooper	David Owen	2009-06-19
Marchés mondiaux CIBC inc.	Smockum	Gary Gordon	2009-06-30
Merrill Lynch Canada inc.	Nash	Kevin William	2009-06-23
Pictet Canada S.E.C.	Maratta	John	2009-06-22
Pictet Canada S.E.C.	Sauve	Jean-Francois	2009-06-30
Placements Manuvie incorporée	Valliere	Ronald David	2009-06-26
Raymond James Itée	Karkoulas	George John	2009-06-22
Scotia Capitaux Inc.	Foster	Christopher Lewis	2009-06-19
Scotia Capitaux Inc.	Matovich	John	2009-06-18
Scotia Capitaux Inc.	Starr	James Russell Nelles	2009-06-22
TD Waterhouse Canada inc.	De Rose	Carlo	2009-06-30
TD Waterhouse Canada inc.	Johnson	Katherine Tina	2009-07-02
TD Waterhouse Canada inc.	Syme	Gordon MacPherson	2009-07-10
thinkorswim Canada inc.	Gosselin	Jean Joseph Andre	2009-06-11
thinkorswim Canada inc.	Sosnoff	Tom	2009-06-11
UBS Valeurs Mobilières Canada inc.	Peters	Frank Louis	2009-07-08
Valeurs mobilières Desjardins inc.	Laferrière	Bertrand	2009-06-17

Conseillers en valeurs

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
Bimcor inc.	Gauthier	Jean	2009-07-06
Conseillers en placements Jones Collombin inc.	Collombin	Beverley	2009-06-24
Gestion des investissements Magna Vista limitée	Scherer	Peter	2009-07-06
Investissements Pur	Yamada	Mark Susumu	2009-02-27

3.5.2 Les cessations d'activités

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet ou du représentant autonome	Disciplines	Date de cessation
500047	Assurances Bertrand inc.	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2009-07-14
500086	Assurances André Turcotte inc	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2009-07-09
500679	Cowan Benefits Consulting Limited	Assurance collective de personnes	2009-07-10
500723	Cauassur inc.	Assurance de dommages Expertise en règlement de sinistres	2009-07-13
503772	Assurances Saguenay-Vaillancourt ltée	Assurance de personnes Assurance de dommages	2009-07-13
504173	Assurancia Robichaud, Bélanger inc.	Assurance de dommages	2009-07-09
504447	Courtiers d'assurances Simard Gauthier Gagnon Bertrand inc.	Assurance de personnes Assurance de dommages	2009-07-13
504810	Cowan Insurance Brokers Limited	Assurance de dommages	2009-07-10
504828	Dave Rochon assurances inc.	Assurance de dommages Expertise en règlement de sinistres	2009-07-14
505013	Centre financier J.L.L. les sommets inc.	Assurance de personnes	2009-07-10
506175	2754-8437 Québec inc.	Assurance de personnes	2009-07-13
506385	Réal Gaudreault	Assurance de personnes	2009-07-08
506447	Gérald H. Kuehne & Associés inc.	Assurance de dommages	2009-07-10
506828	Antonio Paolucci	Assurance de dommages	2009-07-08
508132	Jacques & Denise Belisle assurances inc.	Assurance de dommages	2009-07-14
509222	Éric Bisson	Assurance de dommages Planification financière	2009-07-14

Inscription	Nom du cabinet ou du représentant autonome	Disciplines	Date de cessation
510346	Multi courtiers assurances inc.	Assurance de dommages	2009-07-13
511715	Marielle Pageau	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2009-07-08
511816	Route 3 Québec inc.	Assurance collective de personnes	2009-07-10
512052	Rodrigue Investissement inc.	Assurance de personnes	2009-07-14
512234	Barrette, Jones Assurances inc.	Assurance de dommages	2009-07-13
512267	Gestion Luc Gagné inc.	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Planification financière	2009-07-13
513029	David Thibeault	Assurance de personnes	2009-07-09
513405	Normand Hickok	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Planification financière	2009-07-14
513485	Investissement Yannick Lessard inc.	Assurance de personnes	2009-07-14
513823	Alexandre Roy	Assurance de personnes	2009-07-14
514000	Sylvain Néron	Assurance de personnes	2009-07-09

3.5.3 Les ajouts concernant les agréments des dirigeants ou dirigeants responsables

Courtiers en valeurs

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de la décision
Blackmont Capital inc.	Pai	Tushar Vinay	2009-07-07
BMO Nesbitt Burns Inc.	Qamheiah	Laith Zahi	2009-07-13
BMO Nesbitt Burns Inc.	Zaludek	Gregory John	2009-07-13
BMO Nesbitt Burns ltée/Ltd.	Gayfer	Byron Lesley	2009-07-10
Entreprise International Advisory Services Groupe (IASG)	Clendinning	Brian Thomas	2009-06-30
Entreprise International Advisory Services Groupe (IASG)	Elzinga	Richard David	2009-06-30
Marchés financiers Macquarie Canada ltée	Males	Ryan Gordon	2009-07-06
Marchés mondiaux CIBC inc.	Culham	Harry Kenneth	2009-06-22
Marchés mondiaux CIBC inc.	Doering	Adam Ryan	2009-07-08
Marchés mondiaux CIBC inc.	Exshaw	Christian	2009-07-08
Merrill Lynch Canada inc.	Borstmayer	Roderick Rupert	2009-07-07
RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.	Lahey	Derrick Everett	2009-07-03
RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.	Rachar	Mark Ernest Walter	2009-06-29

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de la décision
RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.	Wilkie	Michael Iain	2009-07-02
thinkorswim Canada inc.	Sankovic	Rudolf John	2009-07-03
Valeurs Mobilières HSBC (Canada) inc.	Cote	Ronee Harold	2009-06-22
Valeurs Mobilières N M Rothschild & Sons Canada limitée	Roussel	Martin-Pierre	2009-06-22
Valeurs Mobilières N M Rothschild & Sons Canada limitée	Savard	David	2009-06-22

Conseillers en valeurs

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de la décision
Gestion de placements TD inc.	Whyte	Kevin	2009-05-06
Trust Banque Nationale inc.	Valotaire	Catherine	2009-04-30

3.5.4 Les nouvelles inscriptions

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom du dirigeant responsable	Disciplines	Date d'émission
514285	9209-6056 Québec inc.	Christine Tardif	Assurance de dommages	2009-07-08
514294	Services Financiers Jacques Leblanc inc.	Jacques Leblanc	Assurance de personnes	2009-07-14
514318	Gestion Finance Global inc.	David Thibeault	Assurance de personnes	2009-07-09
514326	Solutions financières Maryse Goudreau inc.	Maryse Goudreau	Assurance de personnes	2009-07-08
514327	Summum partenaire financier inc.	Angelino Petrucci	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Planification financière	2009-07-13
514330	Gestion Ait inc.	Carl Thibeault	Assurance de personnes	2009-07-10

3.6 AVIS D'AUDIENCES

Aucune information.

3.7 DÉCISIONS ADMINISTRATIVES ET DISCIPLINAIRES

3.7.1 Autorité

Aucune information

3.7.2 BDRVM

Les décisions prononcées par le Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières sont publiées à la section 2.2 du bulletin.

3.7.3 OAR

Veillez noter que les décisions rapportées ci-dessous peuvent faire l'objet d'un appel, selon les règles qui leur sont applicables.

3.7.3.1 Comité de discipline de la CSF

Aucune information.

3.7.3.2 Comité de discipline de la ChAD

COMITÉ DE DISCIPLINE CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N^{os} : 2009-04-02 (C)
2009-04-03 (C)

DATE : 7 juillet 2009

LE COMITÉ : Me Patrick de Niverville, avocat	Président
M. Marc-Henri Germain, C. d'A.A., A.V.A., courtier en assurance de dommages	Membre
M. Benoît Ménard, C.d'A.Ass., courtier en assurance de dommages	Membre

CAROLE CHAUVIN, ès qualités de syndic de la Chambre de l'assurance de dommages

Plaignante

c.

PIERRE TREMBLAY, courtier en assurance de dommages

ET

HUMBERTO JUAN RIVAROLA, C. d' A.Ass., courtier en assurance de dommages

Intimés

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

[1] Le 22 juin 2009, le Comité de discipline se réunissait pour procéder à l'audition conjointe des plaintes n^{os} 2009-04-02 (C) et 2009-04-03 (C);

[2] La syndic était représentée par Me Jean-Pierre Morin et les intimés, ayant renoncé à leur droit à un avocat, se représentaient seuls;

[3] Les faits reprochés aux intimés sont les suivants :

Pour Pierre Tremblay (2009-04-02 (C)) :

1- Entre le 24 juillet 2006 et le 23 avril 2008, a exercé

2009-04-02 (C)
2009-04-03 (C)

PAGE : 2

ses activités de courtier en assurance de dommages de façon négligente en faisant défaut de demander au courtier de première ligne, M. Humberto Juan Rivarola, de lui transmettre de nouveau la proposition concernant une police d'assurance requise par M. Renzo Pena, Mme Vanina Saez, Mme Ana Maria Franquera et Mme Raquel Pena pour assurer l'immeuble situé au 243, rue des Écores, à Laval, le tout en contravention notamment aux dispositions des articles 9 et 37(1) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;

- 2- Entre le 24 juillet 2006 et le 23 avril 2008 a exercé ses activités de courtier en assurance de dommages de façon négligente et incompétente et a fait défaut d'agir en conseiller consciencieux en laissant l'immeuble situé au 243, rue des Écores, à Laval, sans protection d'assurance pendant toute cette période, alors qu'il savait qu'une police était requise et devait savoir qu'il n'y en avait aucune en vigueur, le tout en contravention notamment aux dispositions de l'article 16, alinéa 2, de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, ainsi qu'aux articles 26, 37(1) et 37(6) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;*
- 3- Entre le 24 juillet 2006 et le 23 avril 2008, a fait défaut de rendre compte de l'exécution du mandat confié par M. Renzo Pena, Mme Vanina Saez, Mme Ana Maria Franquera et Mme Raquel Pena et a fait défaut d'agir avec transparence en ne les informant pas qu'aucune police n'avait été émise pendant cette période pour protéger leur propriété sise au 243, rue des Écores, à Laval, alors qu'il savait que la propriété était sans protection, le tout en contravention notamment aux dispositions des articles 25 et 37(4) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;*
- 4- Le ou vers le 15 novembre 2007, a de nouveau exercé ses activités de courtier en assurance de dommages de façon négligente et a fait défaut d'agir en conseiller consciencieux en remettant à M. Renzo Pena, Mme Vanina Saez, Mme Ana Maria Franquera et Mme Raquel Pena une lettre ainsi qu'une note de couverture confirmant que la*

2009-04-02 (C)
2009-04-03 (C)

PAGE : 3

compagnie d'assurance Aviva émettrait une police d'assurance devant couvrir la propriété sise au 243, rue des Écores, à Laval, alors qu'il n'a entrepris aucune démarche auprès d'Aviva pour ce faire, le tout en contravention notamment aux dispositions des articles 9, 37(1) et 37(6) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;

- 5- *Le ou vers le 23 avril 2008, a fait défaut de donner à la compagnie d'assurance Aviva les renseignements qu'il avait à son dossier à l'effet que l'immeuble situé au 243, rue des Écores, à Laval, était sans protection depuis le 30 mai 2006 et qu'un vol y était survenu le 20 juillet 2006, le tout en contravention notamment aux dispositions de l'article 29 du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;*
- 6- *Entre le 24 juillet 2006 et le 23 avril 2008, a, dans sa tenue de dossier, exercé ses activités de courtier en assurance de dommages de façon négligente en faisant défaut d'inscrire ses démarches et interventions, notamment la teneur des communications téléphoniques relatives au dossier M. Renzo Pena, Mme Vania Saez, Mme Ana Maria Franquera et Mme Raquel Pena, la nature précise et exacte des interventions effectuées et leur confirmation, ainsi que les suivis, le tout en contravention notamment avec les dispositions des articles 12 et 21 du Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome (Règlement no 9) ainsi que les articles 2 et 37(1) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;*
- 7- *Entre le 25 avril 2008 et le 5 mars 2009, a fait défaut de remettre à M. Renzo Pena, Mme Vania Saez, Mme Ana Maria Franquera et Mme Raquel Pena copie de la quittance qu'ils ont signée, alors qu'il s'était engagé à le faire, le tout en contravention notamment aux dispositions de l'article 26.1 du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;*

2009-04-02 (C)
2009-04-03 (C)

PAGE : 4

Pour Humberto Juan Rivarola (2009-04-03 (C)) :

- 1- *Entre le 25 mai 2006 et le 23 avril 2008, a exercé ses activités de courtier en assurance de dommages de façon négligente et a fait défaut d'exécuter avec transparence le mandat confié par ses clients M. Renzo Pena, Mme Vanina Saez, Mme Ana Maria Franquera et Mme Raquel Pena, de voir à ce que l'immeuble situé au 243, rue des Écores, à Laval, nouvellement acquis par ses clients soit protégé en vertu d'un contrat d'assurance propriétaire-occupant, n'assurant aucun suivi de sa prétendue demande de protection, le tout en contravention notamment aux dispositions des articles 25, 37(1) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;*
- 2- *Entre le 25 mai 2006 et le 23 avril 2008, a fait défaut de rendre compte de l'exécution du mandat confié par ses clients M. Renzo Pena, Mme Vanina Saez, Mme Ana Maria Franquera et Mme Raquel Pena, en ne les informant pas qu'aucune police n'avait été émise pendant cette période pour protéger leur propriété sise au 243, rue des Écores, à Laval, alors qu'il savait ou aurait dû savoir que les clients étaient sans protection, le tout en contravention notamment aux dispositions des articles 26 et 37(4) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;*
- 3- *Entre le 25 mai 2006 et le 23 avril 2008, a, dans sa tenue de dossier, exercé ses activités de courtier en assurance de dommages de façon négligente en faisant défaut d'inscrire ses démarches et interventions, notamment la teneur des communications téléphoniques relatives au dossier de ses clients M. Renzo Pena, Mme Vania Saez, Mme Ana Maria Franquera et Mme Raquel Pena, la nature précise et exacte des interventions effectuées et leur confirmation, ainsi que les suivis, le tout en contravention notamment avec les dispositions des articles 12 et 21 du Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome (Règlement no 9) ainsi que les articles 2*

2009-04-02 (C)
2009-04-03 (C)

PAGE : 5

*et 37(1) du Code de déontologie des représentants
en assurance de dommages;*

[4] L'intimé, Pierre Tremblay, enregistra un plaidoyer de culpabilité à l'encontre des chefs 1, 2, 3, 4 et 6 et fut déclaré coupable, séance tenante.

[5] D'autre part, la syndic demanda l'autorisation de retirer les chefs 5 et 7 vu l'impossibilité de présenter une preuve au soutien desdits chefs, laquelle demande fut accordée sur le champ;

[6] Pour sa part, l'intimé Rivarola plaida coupable aux trois (3) chefs d'accusation qui lui étaient reprochés et le Comité prit acte de son plaidoyer;

[7] Une courte preuve sur sanction fut administrée par les parties et des représentations communes furent alors présentées au Comité;

I. PREUVE SUR SANCTION

A) Par la syndic

[8] Me Morin déposa, de consentement, les pièces suivantes :

P-1 : Attestation de certification et fiche signalétique de Pierre Tremblay ;

P-2 : Attestation de certification et fiche signalétique de Humberto Juan Rivarola;

P-3 : Lettre de plainte privée de l'Autorité des marchés financiers du 9 juin 2008 et échange de courriels du mois de mai 2008;

P-4 : Résumés de conversations téléphoniques entre l'enquêteur de la Chambre, Mme Luce Raymond, Mme Carole Chauvin, syndic, et M. Renzo Pena en date des 2 et 30 juillet 2008;

P-5 : Lettre réponse de Me Daniel Paré, notaire, à l'enquêteur de la Chambre, Mme Luce Raymond, en date du 20 mars 2009, accompagnée de ses réponses manuscrites en date du 20 mars 2009 et copie de la note de couverture du 25 mai 2006 transmise par télécopieur;

P-6 : Lettre de Mme Luce Raymond, enquêteur, à Me Carole Perron d'Aviva en date du 7 novembre 2008;

2009-04-02 (C)
2009-04-03 (C)

PAGE : 6

P-7 : Lettre réponse de Me Carole Perron d'Aviva en date du 5 décembre 2008 accompagnée en liasse des copies de police Aviva et notes informatiques au dossier;

P-8 : Lettre de Mme Luce Raymond, enquêteur, à M. Jean Laroche, directeur général de Promutel Associés en date du 7 novembre 2008;

P-9 : Lettre de M. Jean Laroche, directeur général de Promutuel Associés, en date du 1^{er} décembre 2008 en réponse à la demande de Mme Luce Raymond, enquêteur avec en liasse les documents suivants :

- courriel du 22 septembre 2006 de Mme Ginette Dupuis à M. Pierre Tremblay;
- Copie de 26 propositions d'assurance problématiques entre Promutuel et le cabinet Courtiers Multi Plus inc.;
- Contrat d'agence entre Promutuel et Courtiers Multi Plus inc. du 13 décembre 2005;

P-10 : Lettre de Mme Luce Raymond, enquêteur, à M. Jean-Jacques Després de Courtiers Multi Plus inc. en date du 15 août 2008;

P-11 : Lettre réponse de M. Jean-Jacques Després à Mme Luce Raymond, enquêteur, en date du 3 septembre 2008;

P-12 : Lettre réponse de M. Jean-Jacques Després à Mme Luce Raymond, enquêteur, en date du 19 novembre 2008 avec en liasse les documents suivants :

- Réponses manuscrites de M. Jean-Jacques Després à la lettre de Mme Luce Raymond, enquêteur, en date du 7 novembre 2008;
- Contrat de producteur entre le cabinet et M. Humberto Juan Rivarola du 22 mai 2002;

2009-04-02 (C)
2009-04-03 (C)

PAGE : 7

- Guides de souscription 2002 auto et habitation;
- Contrat d'agence entre Promutuel et Courtiers Multi Plus inc. du 13 décembre 2005;

P-13 : Lettre réponse M. Humberto Juan Rivarola en date du 24 novembre 2008 accompagnée en liasse du dossier complet de M. Rivarola concernant l'immeuble situé au 243, rue des Écores, à Laval;

P-14 : Lettre réponse de M. Pierre Tremblay à Mme Carole Chauvin, syndic, en date du 3 septembre 2008 avec en liasse, ses réponses manuscrites, copie complète du dossier du client M. Renzo Pena et ses explications complémentaires;

P-15 : Lettre réponse de M. Pierre Tremblay, en date du 26 novembre 2008, avec copie d'un chèque personnel de M. Tremblay au montant de 3 087 \$ à l'ordre de Mme Vanina Saez et M. Renzo Pena en date du 25 avril 2008;

P-16 : Échange de courriels entre Mme Luce Raymond, enquêteur, et M. Pierre Tremblay en date du 20 mars 2009 et copie du formulaire d'ouverture de dossier du cabinet Courtiers Multi Plus inc.;

P-17 : Résumé d'une rencontre tenue le 5 mars 2009 entre Messieurs Pierre Tremblay, Humberto Juan Rivarola et Jean-Jacques Després et Mesdames Luce Raymond, enquêteur et Mme Carole Chauvin, syndic;

[9] Brièvement résumés, les faits à l'origine des dossiers sont les suivants :

- En mai 2006, les clients de l'intimé Rivarola achètent une nouvelle maison et confient le mandat à celui-ci de leur fournir une couverture d'assurance propriétaire-occupant;
- À la même époque, M. Rivarola transmet à la Promutuel, par courriel, la proposition d'assurance sans toutefois assurer un suivi de son dossier;
- Le 24 juillet 2006, les clients sont l'objet d'un vol par effraction et c'est alors que les parties constatent que la police d'assurance n'a jamais été émise;

2009-04-02 (C)
2009-04-03 (C)

PAGE : 8

- Dans les faits, les clients demeureront sans protection d'assurance durant presque deux (2) ans, soit de mai 2006 à avril 2008;
- La réclamation des clients fut payée par l'intimé Tremblay le 25 avril 2008, par un chèque personnel de 3 087 \$ et une police d'assurance fut finalement émise en faveur des clients.

B) Par les intimés

[10] L'intimé Tremblay invita les membres du Comité à prendre connaissance de sa déclaration assermentée transmise au syndic le 3 septembre 2008 (pages 9 et 10 de P-14);

[11] À l'époque des faits reprochés, il semble que plusieurs propositions d'assurance transmises à la Promotuel ne lui sont jamais parvenues en raison d'un problème de gestion du courrier électronique;

[12] Dès que la situation fut constatée, les parties, conjointement avec la Promotuel, ont mis en place une nouvelle procédure pour la transmission des propositions à l'assureur;

[13] M. Tremblay exerce dans le domaine de l'assurance depuis trente (30) ans, il s'agit de sa première plainte disciplinaire et il regrette sincèrement les inconvénients causés aux clients de M. Rivarola;

[14] M. Rivarola, pour sa part, a tenu à souligner au Comité que sa clientèle est composée majoritairement de personnes dont la langue première est l'espagnol ou le portugais et qu'il est le seul courtier de première ligne en mesure de leur assurer un service adéquat;

[15] Il admet ne pas avoir réagi dans un délai normal en laissant ses clients sans couverture d'assurance durant une période de deux (2) ans;

[16] Il souhaite éviter une radiation, car ses clients se retrouveront sans courtier puisqu'il est propriétaire unique et qu'il n'a pas encore trouvé un acheteur pour sa clientèle malgré le fait qu'il désire se retirer maintenant qu'il est âgé de soixante-cinq (65) ans;

[17] Il suggère plutôt une supervision, mais la syndic et lui ne s'entendent pas sur l'étendue de cette supervision;

[18] À cet égard, plusieurs documents sont déposés en preuve, soit :

- I-1 : Lettre de M. Després;
- I-2 : Déclaration de M. Rivarola;
- I-3 : Échange de courriels entre les parties;
- I-4 : Engagement de supervision (projet).

2009-04-02 (C)
2009-04-03 (C)

PAGE : 9

[19] Il ressort de cette preuve documentaire :

- Que la syndic exige une supervision étroite de tous les actes professionnels posés par M. Rivarola;
- Que M. Després, président de Courtiers Multi Plus Inc., n'a pas le temps ni le personnel nécessaire pour assurer une supervision quotidienne de tous les actes posés par l'intimé Rivarola;
- Que M. Rivarola n'a pas de relève pour assurer un suivi adéquat de sa clientèle espagnole et portugaise;

II. ARGUMENTATION

A) Dans le cas de l'intimé Tremblay :

[20] Me Morin suggère, pour l'intimé Tremblay, les sanctions suivantes :

- Chef n° 1: une amende de 600 \$;
- Chefs n°s 2, 3 et 4 : une suspension temporaire de trois (3) mois ;
- Chef n° 6: une amende de 1 000 \$.

[21] La syndic suggère également que l'intimé Tremblay soit condamné aux frais de publication de l'avis de suspension en plus de tous les déboursés;

[22] Il y a lieu de préciser qu'il s'agit d'une recommandation commune dans le cas de l'intimé Tremblay;

[23] Au soutien de cette proposition, Me Morin dépose plusieurs précédents jurisprudentiels, soit :

- *Chauvin c. Le Vaguerèze* [2004] CanLii 66414 (QC C.D.C.H.A.D.);
- *Chauvin c. Bernard* [2007] CanLii 26743 (QC C.D.C.H.A.D.) confirmée par [2008] QC C.Q.) 9077 (CanLii);

[24] Enfin, Me Morin souligne certains facteurs atténuants en faveur de l'intimé Tremblay :

- Dès le début de l'enquête, M. Tremblay a reconnu sa responsabilité;

2009-04-02 (C)
2009-04-03 (C)

PAGE : 10

- Il a plaidé coupable à la première occasion;
- Il a personnellement indemnisé les assurés;
- Il s'agit d'une première infraction en trente (30) ans de pratique;
- Au moment des faits reprochés, l'épouse de M. Tremblay était gravement malade et il devait prendre soin d'elle.

[25] M. Tremblay regrette profondément les inconvénients causés à ses clients et il a pris les moyens nécessaires pour éviter la répétition de tels gestes;

[26] Pour M. Rivarola, la situation est un peu plus complexe et on ne peut qualifier celle-ci de recommandations communes;

[27] La syndic suggère pour le dossier de M. Rivarola les sanctions suivantes :

Chef n° 1 : une amende de 6 000 \$;

Chef n° 2 : une amende de 6 000 \$;

Chef n° 3 : une amende de 1 000 \$.

[28] En plus des amendes, la syndic insiste pour que M. Rivarola soit sujet à une limitation d'exercice;

[29] Cette limitation d'exercice prendrait la forme d'une supervision quotidienne de tous et chacun des actes professionnels de l'intimé Rivarola par un courtier en assurance de dommages ayant au moins dix (10) ans d'expérience¹;

[30] La durée de la limitation d'exercice serait d'une période minimale de 12 mois;

[31] Me Morin souligne que l'intimé a déjà fait l'objet de deux (2) condamnations disciplinaires (voir P-2), soit :

- En 1994, pour négligence en s'appropriant notamment l'argent d'un client et pour avoir fait défaut d'agir en conseiller consciencieux, il fut alors condamné à verser des amendes totalisant 7 000 \$;
- En 2000, pour avoir fait défaut de rendre compte de l'exécution de son mandat. Le Comité lui imposa alors une amende de 1 000 \$ et recommanda l'imposition d'un cours de perfectionnement.

¹ Voir à titre d'exemple l'affaire Chauvin c. Desrochers [2008] CanLii 15293 (Qc C.D.C.H.A.D.)

2009-04-02 (C)
2009-04-03 (C)

PAGE : 11

[32] Me Morin précise que les fortes amendes et la période de limitation de douze (12) mois ont pour objet d'éviter une radiation à M. Rivarola afin de permettre à sa clientèle allophone de pouvoir continuer à obtenir ses services, à défaut de quoi, la syndic aurait plutôt suggéré une suspension de douze (12) mois;

[33] Pour sa part, M. Rivarola souligne au Comité qu'il accepte la suggestion des amendes mais qu'il ne peut consentir à une limitation d'exercice aussi sévère que celle suggérée par la syndic;

[34] À cet égard, il réfère le Comité à la lettre de M. Després (pièce I-1) et aux conditions et modalités suggérées par celui-ci;

[35] En aucun cas lui sera-t-il possible de se soumettre à des conditions aussi astreignantes que celles proposées par la syndic puisqu'il n'est pas en mesure de trouver un superviseur apte à assurer cette lourde responsabilité;

[36] En dernier lieu, M. Rivarola réitère son intention de vendre sa clientèle et de prendre sa retraite mais sujet à une supervision suivant les conditions exposées par M. Després dans sa lettre du 8 juin 2009 (pièce I-1) :

« Nous avons pensé à ce qui suit : initialement, nous réitérons à M. Rivarola les diverses politiques de notre propre bureau. Il s'agit de procédures que nous imposons à nos propres employés. Nous pourrions revoir avec M. Rivarola les communiqués plus récents et pertinents adressés aux producteurs.

De plus, compte tenu du travail déjà accompli par des employés de M. Rivarola auxquels nous n'aurons pas à superviser comme tel si ce n'est l'étude des propositions présentées aux assureurs, nous analyserons aussi celles provenant de M. Rivarola pour qu'elles soient complètes et remises avec diligence de même que les demandes d'avenant. Nous ferons aussi en sorte que le travail de ses employés occupe une place plus grande dans le Cabinet de M. Rivarola. Nous pourrions auditer au hasard des dossiers pour nous assurer que les lettres de fin de mandat sont effectuées, que des lettres d'accompagnement, notamment pour confirmations de protections réduites, s'il y a lieu sont effectuées. Nous pourrions faire les mêmes vérifications que pour un employé. Nous pourrions aussi nous assurer que les couvertures disponibles et/ou pertinentes ont été offertes lors de nouvelles affaires ou lors de changements. Nous pourrions vérifier les états de compte pour déceler les erreurs s'il y a lieu, vérifier que les crédits sont remboursés aux assurés. En ce qui concerne l'une des

2009-04-02 (C)
2009-04-03 (C)

PAGE : 12

fautes reprochées, nous insisterons sur le fait de prendre des notes à l'écran pour résumer des conversations ou entrevues. Nous mettrons aussi l'accent sur la bonne tenue du dossier physique. Vous comprendrez que l'utilisation du personnel de M. Rivarola et/ou la nôtre est implicite à notre démarche. »

[37] Enfin, M. Rivarola s'engage à prendre tous les moyens nécessaires pour éviter la répétition d'une telle situation;

III. ANALYSE ET DÉCISION

3.1 Dans le cas de l'intimé Tremblay

[38] Le Comité considère que les recommandations communes suggérées par les parties, dans le dossier de M. Tremblay, sont justes et raisonnables et qu'elles reflètent adéquatement les circonstances particulières du dossier;

[39] En effet, celles-ci tiennent compte des circonstances atténuantes propres au cas de M. Tremblay, soit :

- Une pratique professionnelle sans tache durant trente (30) ans;
- L'indemnisation des clients;
- Un plaidoyer de culpabilité dès la première occasion;
- La mise en place de nouvelles procédures afin d'éviter la répétition de tels gestes.

[40] D'autre part, la suspension de trois (3) mois suggérées pour les chefs n^{os} 2, 3 et 4 reflètent la gravité objective des infractions reprochées et assure adéquatement la protection du public;

[41] Pour ces motifs, les recommandations communes des parties dans le dossier Tremblay seront acceptées par le Comité;

3.2 Dans le cas de l'intimé Rivarola

A) La parité des sanctions

2009-04-02 (C)
2009-04-03 (C)

PAGE : 13

[42] Suivant le principe de la parité des sanctions, le Comité doit imposer aux professionnels ayant été reconnus coupables d'une même faute une sanction semblable sauf si les conditions particulières d'un cas exigent une sanction différente²;

[43] Le Comité estime que le cas de M. Rivarola exige une sanction plus forte compte tenu qu'il agissait à titre de courtier de première ligne et qu'il était de son devoir d'assurer un suivi adéquat de ses dossiers;

[44] D'ailleurs, les représentations de la syndic de même que celles de M. Rivarola reflètent les conditions particulières du dossier de l'intimé;

[45] Par contre, les parties divergent d'opinion quant à l'étendue de la limitation d'exercice;

B) Circonstances aggravantes et atténuantes

[46] Parmi les facteurs objectifs et aggravants dont le Comité tiendra compte, soulignons les suivants :

- La gravité objective des infractions;
- La mise en péril de la protection du public;
- Les antécédents disciplinaires de l'intimé Rivarola;
- La durée des infractions;
- Le lien direct entre les infractions et l'exercice de la profession;
- Les conséquences des actes commis;
- L'exemplarité;
- La gradation des sanctions;

[47] Parmi les facteurs atténuants, le Comité retiendra les suivants :

- Le plaidoyer de culpabilité de l'intimé dès sa première comparution devant le Comité;

² *Saine c. Médecins* [1998] D.D.O.P. 268 (T.P.)
Ingénieurs c. Plante [1992] D.D.C.P. 254 (T.P.)

2009-04-02 (C)
2009-04-03 (C)

PAGE : 14

- Sa collaboration à l'enquête de la syndic;
- Son âge;
- Sa volonté de s'amender;
- Son repentir et ses regrets clairement exprimés lors de l'audition;

C) Objectifs de la sanction

[48] Il est bien établi que la sanction a comme premier objectif d'assurer la protection du public et qu'elle doit, d'autre part, satisfaire aux critères de dissuasion et d'exemplarité³ sans punir, outre mesure, le professionnel concerné⁴;

[49] Devant les circonstances particulières du dossier de l'intimé Rivarola, le Comité estime que la supervision suggérée par M. Rivarola, telle que décrite dans la lettre de M. Després (pièce I-1), n'est pas suffisante pour assurer adéquatement la protection du public;

[50] Il y a lieu de rappeler que la Chambre de l'assurance de dommages a pour principale fonction d'assurer la protection du public⁵;

[51] À cet égard, malgré toute la sympathie que le Comité peut éprouver pour le cas de l'intimé Rivarola, il se doit de faire primer les intérêts du public sur les intérêts économiques de l'intimé⁶;

[52] À cet égard, il est clair que devant l'impossibilité de trouver un superviseur apte à assurer une surveillance de tous les instants sur la pratique professionnelle de l'intimé, que seules une radiation ou une suspension pourront assurer, pour l'avenir, la protection du public;

[53] Cependant, afin de permettre, d'une part, aux clients de l'intimé de se replacer auprès d'un autre courtier et, d'autre part, à l'intimé de se trouver une relève ou même un éventuel acheteur, le Comité, tel que lui permet l'article 158(4) du *Code des professions*, rendra sa décision exécutoire dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la signification de celle-ci;

D) Les sanctions pour l'intimé Rivarola

³ *Pigeon c. Daigneault* [2003] R.J.Q. 1090 (C.A.)

⁴ *Royer c. Chambre de la Sécurité Financière* REJB 2004-69042

⁵ *Chauvin c. Beaucage* [2008] QCCA 922 (CanLii), par. 80 et ss.

⁶ *Ibid.*

2009-04-02 (C)
2009-04-03 (C)

PAGE : 15

[54] Rappelons que la syndic suggérait, qu'à défaut d'une limitation d'exercice de douze (12) mois, que l'intimé Rivarola devait se voir imposer une radiation d'une année;

[55] Or, à moins de faire fi du principe de la parité des sanctions⁷, le Comité n'est pas à l'aise avec l'idée d'imposer à M. Rivarola une suspension d'une durée quatre (4) fois plus longue que celle imposée à M. Tremblay pour les mêmes infractions;

[56] Par contre, les antécédents disciplinaires de l'intimé Rivarola ainsi que sa position de courtier de première ligne pour ses clients justifient l'imposition d'une sanction plus sévère;

[57] Cette sanction ne doit pas toutefois être accablante ni trop sévère au point de devenir déraisonnable et injuste;

[58] Dans les circonstances, le Comité s'inspirera de la décision *Bernard*⁸ laquelle fut confirmée en appel⁹;

[59] En l'espèce, l'intimée Bernard avait été radiée pour une période de six (6) mois pour des infractions semblables¹⁰.

[60] En conséquence, l'intimé Rivarola se verra imposer les sanctions suivantes :

Chef n° 1 : une suspension temporaire de six (6) mois;

Chef n° 2 : une suspension temporaire de six (6) mois;

Chef n° 3 : une amende de 1 000 \$.

[61] Les périodes de suspension temporaire seront purgées de façon concurrente et entreront en vigueur dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivants la signification de la décision;

PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :

- Dans le cas de l'intimé Tremblay :

[62] **AUTORISE** le retrait des chefs n^{os} 5 et 7 de la plainte n° 2009-04-02 (C);

[63] **PREND ACTE** du plaidoyer de culpabilité sur les chefs n^{os} 1, 2, 3, 4 et 6;

⁷ *Supra* note 2.

⁸ [2007] CanLii 26743 (QC C.D.C.H.A.D.).

⁹ [2008] QC C.Q. 9077 (CanLii)

¹⁰ *Ibid.*, voir chefs nos. 1, 10 et 17.

2009-04-02 (C)
2009-04-03 (C)

PAGE : 16

[64] **DÉCLARE** l'intimé coupable des chefs n^{os} 1, 2, 3, 4 et 6;

[65] **IMPOSE** à l'intimé Pierre Tremblay les sanctions suivantes :

Chef n^o 1 : une amende de 600 \$;

Chef n^o 2 : une suspension temporaire de trois (3) mois;

Chef n^o 3 : une suspension temporaire de trois (3) mois;

Chef n^o 4 : une suspension temporaire de trois (3) mois;

Chef n^o 6 : une amende de 1 000 \$.

[66] **DÉCLARE** que les périodes de suspension imposées sur les chefs n^{os} 2, 3 et 4 seront purgées de façon concurrente;

[67] **ORDONNE** à la secrétaire du Comité de discipline de faire publier dans un journal circulant dans le lieu où l'intimé a son domicile professionnel un avis de la présente décision;

[68] **CONDAMNE** l'intimé au paiement de 50 % des déboursés mais à 100 % des frais de publication de son avis de suspension temporaire;

[69] **ACCORDE** à l'intimé un délai de quatre-vingt-dix (90) jours pour acquitter le montant des amendes et des déboursés, calculé à compter de la signification de la présente décision;

- **Dans le cas de l'intimé Humberto Juan Rivarola :**

[70] **PREND ACTE** du plaidoyer de culpabilité de l'intimé;

[71] **DÉCLARE** l'intimé coupable des chefs n^{os} 1, 2, 3;

[72] **IMPOSE** à l'intimé Humberto Juan Rivarola les sanctions suivantes :

Chef n^o 1 : une suspension temporaire de six (6) mois;

Chef n^o 2 : une suspension temporaire de six (6) mois;

Chef n^o 3 : une amende de 1 000 \$.

[73] **DÉCLARE** que les périodes de suspension imposées sur les chefs n^{os} 1 et 2 seront purgées de façon concurrente;

2009-04-02 (C)
2009-04-03 (C)

PAGE : 17

[74] **ORDONNE** à la secrétaire du Comité de discipline de faire publier dans un journal circulant dans le lieu où l'intimé a son domicile professionnel un avis de la présente décision;

[75] **CONDAMNE** l'intimé au paiement de 50 % des déboursés mais à 100 % des frais de publication de son avis de suspension temporaire;

[76] **ACCORDE** à l'intimé un délai de quatre-vingt-dix (90) jours pour acquitter le montant des amendes et déboursés calculés à compter de la signification de la présente décision;

[77] **DÉCLARE** que la suspension temporaire de six (6) mois imposée à l'intimé Rivarola sera exécutoire le 90^e jour suivant la signification de la présente décision.

Me Patrick de Niverville, avocat
Président du comité de discipline

M. Marc-Henri Germain, C. d'A.A., A.V.A.,
courtier en assurance de dommages
Membre du comité de discipline

M. Benoît Ménard, C. d'A.Ass.,
courtier en assurance de dommages
Membre du comité de discipline

Me Jean-Pierre Morin
Procureur de la plaignante

M. Pierre Tremblay
M. Humberto Juan Rivarola
(se représentant seuls)
Intimés

Date d'audience : 22 juin 2009

3.7.3.3 OCRCVM

Aucune information.

3.7.3.4 Bourse de Montréal Inc.

Aucune information.

3.8 AUTRES DÉCISIONS

3.8.1 Dispenses

Régime du passeport

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet www.canlii.org/fr/advancedsearch.htm, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour à l'étape 3 - Date de décision, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées à l'étape 4 – Compétences, cocher le choix « aucune » à l'étape 5 – Législation, cocher le choix « aucune » à l'étape 6 – Cours, cocher le choix « valeurs mobilières » à l'étape 7 – Tribunaux administratifs et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

Dispense d'exercer leur fonction à temps plein.

- Mahbub, Monjur
TD Waterhouse Canada inc.
- Morsky, Randolph Frank
BMO Nesbitt Burns Inc.

Ces personnes sont dispensées de l'application de l'article 53 de l'*Instruction générale* n° Q-9 afin de leur permettre d'exercer une autre activité.

Le bénéfice de cette dispense est assorti des restrictions ou conditions suivantes :

- le représentant exerce une autre activité en dehors de la période habituelle de travail ou d'une façon qui, de l'avis du chef de l'inscription, n'interfère pas avec ses fonctions de représentant;
- le fait pour le représentant d'exercer une autre activité ne crée pas, de l'avis du chef de l'inscription, de conflit d'intérêts ni d'apparence de conflit d'intérêts avec ses fonctions de représentant;
- le courtier en valeurs auprès duquel le représentant est inscrit consent à ce que celui-ci exerce une autre activité;
- le représentant souscrit auprès de l'OCRCVM l'engagement d'informer le chef de l'inscription.

3.8.2 Exercice d'une autre activité

Aucune information.

3.8.3 Approbation d'un projet d'entente de partage de commissions, approbation d'une prise de position importante, emprunt ou remboursement autorisés

Aucune information.

3.8.4 Autres

Aucune information.

4.

Indemnisation

- 4.1 Avis et communiqués
 - 4.2 Réglementation
 - 4.3 Autres consultations
 - 4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers
 - 4.5 Fonds d'assurance-dépôts
 - 4.6 Autres décisions
-

4.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

4.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

4.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

4.4 FONDS D'INDEMNISATION DES SERVICES FINANCIERS

Les informations présentées ci-après résument les décisions rendues relativement aux demandes de réclamations adressées à l'Autorité des marchés financiers dans le cadre de l'administration qu'elle effectue du fonds d'indemnisation des services financiers. Ces informations sont publiées en application de l'article 193 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2).

Numéro de décision	Représentant et cabinet impliqué	Discipline du représentant ou du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2009-IND-0055	Rocco Di Stefano	Assurance de personnes, assurance collective de personnes et courtier en épargne collective	Rejetée	7 mai 2009	0,00\$
2009-IND-0056	Rocco Di Stefano	Assurance de personnes, assurance collective de personnes et courtier en épargne collective	Rejetée	7 mai 2009	0,00\$
2009-IND-0057	Rocco Di Stefano	Assurance de personnes, assurance collective de personnes et courtier en épargne collective	Rejetée	7 mai 2009	0,00\$
2009-IND-0054	Martin Tremblay et London Life, Compagnie d'assurance vie	Assurance de personnes, assurance collective de personnes et courtier en épargne collective	Accueillie	7 mai 2009	19500,00\$
2009-IND-0058	Rocco Di Stefano	Assurance de personnes, assurance collective de personnes et courtier en épargne collective	Rejetée	7 mai 2009	0,00\$

Numéro de décision	Représentant et cabinet impliqué	Discipline du représentant ou du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2009-IND-0059	Rocco Di Stefano	Assurance de personnes, assurance collective de personnes et courtier en épargne collective	Rejetée	7 mai 2009	0,00\$
2009-IND-0070	Rocco Di Stefano	Assurance de personnes, assurance collective de personnes et courtier en épargne collective	Accueillie	22 mai 2009	15000,00\$
2009-IND-0081	Rocco Di Stefano	Assurance de personnes, assurance collective de personnes et courtier en épargne collective	Rejetée	16 juin 2009	0,00\$
2009-IND-0082	Rocco Di Stefano	Assurance de personnes, assurance collective de personnes et courtier en épargne collective	Rejetée	16 juin 2009	0,00\$
2009-IND-0083	Yves Tardif / Corporation Mount Real / Investissements Real Vest Ltée / Balanced Return Fund Limited / Cardinal International Corporation Limited	Courtier en valeurs de plein exercice	Rejetée	16 juin 2009	0,00\$
2009-IND-0084	Martin Beaulé, Steeve Poulin, Robert Bourassa et 9086-6385 Québec inc. / f/a Groupe conseil M. Beaulé et associés	Assurance de personnes, assurance collective de personnes et courtage en épargne collective	Rejetée	16 juin 2009	0,00\$

Numéro de décision	Représentant et cabinet impliqué	Discipline du représentant ou du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
--------------------	----------------------------------	--	----------	---------------------	---------------

Quarante-trois (43) décisions de « non-admissibilité » ont été rendues par la directrice de l'indemnisation pendant cette période.

4.5 FONDS D'ASSURANCE-DÉPÔTS

Aucune information.

4.6 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

5.

Institutions financières

- 5.1 Avis et communiqués
 - 5.2 Réglementation et lignes directrices
 - 5.3 Autres consultations
 - 5.4 Modifications aux registres de permis des assureurs, des sociétés de fiducie et sociétés d'épargne et des statuts des coopératives de services financiers
 - 5.5 Sanctions administratives
 - 5.6 Autres décisions
-

5.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Avis relatif à la prise d'effet au 1^{er} février 2010 de formulaires d'assurance automobile approuvés par l'Autorité des marchés financiers (article 422 de la Loi sur les assurances)

En vertu de l'article 422 de la *Loi sur les assurances*, L.R.Q., c. A-32, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») doit approuver la forme et les conditions des polices d'assurance relatives à la propriété des véhicules automobiles ou à leur utilisation.

À cet effet, l'Autorité a approuvé des modifications au formulaire d'assurance automobile F.A.Q. no 21b. Des modifications ont aussi été apportées au formulaire F.A.Q. no 21a, en concordance avec les modifications apportées au formulaire F.A.Q. no 21b.

Les formulaires modifiés sont les suivants :

- F.A.Q. no 21a – Assurance des parcs automobiles (avec ajustement mensuel de la prime);
- F.A.Q. no 21b – Assurance des parcs automobiles (avec ajustement annuel de la prime).

Nous attirons votre attention sur les modifications suivantes :

- avenant F.A.Q. no 21a : ajout d'un tableau permettant de décrire les protections accordées;
- avenant F.A.Q. no 21b : ajout d'une option supplémentaire concernant les méthodes d'ajustement pour établir la prime annuelle réelle de la flotte de véhicules et ajout de deux tableaux afin de consigner les informations nécessaires à l'émission de cet avenant.

Ces avenants devront être utilisés pour les nouvelles polices d'assurance et les renouvellements, et ce, à compter du 1^{er} février 2010.

En ce qui concerne les contrats qui auront été transmis aux assurés avant le 1^{er} février 2010 et qui prendront effet à compter de cette date, les assureurs devront donner à ces contrats la portée de l'avenant révisé.

Dans l'éventualité où l'avenant révisé n'aurait pu être transmis à l'assuré, les assureurs ne pourront pas opposer une réduction de leurs engagements à l'assuré ou un accroissement des obligations de l'assuré qui pourraient s'appliquer.

Les textes de ces formulaires modifiés sont disponibles sur le site Internet de l'Autorité, au www.lautorite.qc.ca, sous la section « Vous êtes : Un intervenant du secteur financier – Assureurs », sous la rubrique « Assurance automobile ». Veuillez sélectionner « Formulaires d'assurance automobile approuvés par l'Autorité ».

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Monsieur Benoit Vaillancourt
 Direction des normes et vigie
 Autorité des marchés financiers
 Téléphone : (418) 525-0337, poste 4593
 Courriel électronique : benoit.vaillancourt@lautorite.qc.ca

Erratum

Formulaires d'assurance automobile approuvés par l'Autorité des marchés financiers
(article 422 de la Loi sur les assurances)

Un avis a été publié à la section 5.1 du bulletin du 26 juin 2009 (Vol. 6, no 25) annonçant la prise d'effet au 1er février 2010 de plusieurs modifications aux formulaires d'assurance automobile.

Veillez prendre note qu'une erreur s'est glissée lors de la publication des formulaires d'assurance automobile sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers, au www.lautorite.qc.ca, dans la section « Vous êtes : un intervenant du secteur financier – Assureurs », sous la rubrique « Assurance automobile », dans la section « Formulaires d'assurance automobile approuvés par l'Autorité ».

Les formulaires F.A.Q. No. 32 – Véhicules à but uniquement récréatifs et F.A.Q. No. 37(A-B) – Modification de la garantie sur les accessoires électroniques n'ont pas été publiés dans leur bonne version et ils ont été remplacés par ceux qui doivent entrer en vigueur à compter du 1er février 2010. Ce changement concerne uniquement la version française de ces deux formulaires.

5.2 RÉGLEMENTATION ET LIGNES DIRECTRICES

Aucune information.

5.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

5.4 MODIFICATIONS AUX REGISTRES DE PERMIS DES ASSUREURS, DES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE ET DES STATUTS DES COOPÉRATIVES DE SERVICES FINANCIERS

Aucune information.

5.5 SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Aucune information.

5.6 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.

Marchés des valeurs et des instruments dérivés

- 6.1 Avis et communiqués
 - 6.2 Réglementation et instructions générales
 - 6.3 Autres consultations
 - 6.4 Sanctions administratives pécuniaires
 - 6.5 Interdictions
 - 6.6 Placements
 - 6.7 Régime de l'autorité principale
 - 6.8 Offres publiques
 - 6.9 Information sur les valeurs en circulation
 - 6.10 Autres décisions
 - 6.11 Annexes et autres renseignements
-

6.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

6.2.1 Consultation

Avis de publication

Règlements concordants au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription

(Voir section 3.2.1.1 du présent bulletin)

6.2.2 Publication

Avis de publication

Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription

(Voir section 3.2.2.1 du présent bulletin)

Avis de publication

Règlements concordants au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription

(Voir section 3.2.2.2 du présent bulletin)

Avis de publication

Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription Règlement modifiant le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription

(Voir section 3.2.2.3 du présent bulletin)

Règlement modifiant le Règlement 11-102 sur le régime de passeport et ses concordants

[Avis réglementaires](#)

[Avis de publication](#)

[Règlement modifiant le Règlement 11-102 sur le régime de passeport](#)

[Instruction générale relative au Règlement 11-102 sur le régime de passeport \(en version soulignée\)](#)

[Modification de l'Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires](#)

[Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispenses dans plusieurs territoires \(en version soulignée\)](#)

[Instruction générale 11-204 relative à l'inscription dans plusieurs territoires](#)

[Règlement abrogeant le Règlement 31-101 sur le régime d'inscription canadien](#)

[Regulatory Notices](#)

[Notice of publication](#)

[Regulation to amend Regulation 11-102 respecting Passport System](#)

[Policy Statement to Regulation 11-102 respecting Passport System \(blackline version\)](#)

[Amendment to Policy Statement 11-202 respecting Process for Prospectus Reviews in Multiple Jurisdictions](#)

[Policy Statement 11-203 respecting Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions \(blackline version\)](#)

[Policy Statement 11-204 respecting Process for Registration in Multiple Jurisdictions](#)

[Regulation to repeal Regulation 31-101 respecting National Registration System](#)

Règlement modifiant le Règlement 11-102 sur le régime de passeport

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie le texte révisé, en versions française et anglaise, du règlement suivant :

- *Règlement modifiant le Règlement 11-102 sur le régime de passeport.*

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, le texte révisé, en versions française et anglaise, de l'*Instruction générale relative au Règlement 11-102 sur le régime de passeport*.

Au Québec, le règlement sera pris en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et sera approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Le règlement entrera en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'il indique, tandis que l'instruction générale sera adoptée sous forme d'instruction et prendra effet de façon concomitante à l'entrée en vigueur du règlement.

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Sylvia Pateras
Avocate
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 2536
Numéro sans frais : 1 877 525-0337, ext. 2536
Courriel : sylvia.pateras@lautorite.qc.ca

Le 17 juillet 2009

Règlement concordant au Règlement 11-102 sur le régime de passeport

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie le texte révisé, en versions anglaise et française, du règlement suivant :

- *Règlement abrogeant le Règlement 31-101 sur le Régime d'inscription canadien.*

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, l'*Instruction générale 11-204 relative à l'inscription dans plusieurs territoires* et les projets de modification suivants :

- *Modification de l'Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires;*
- *Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires* en version soulignée à partir du texte publié en décembre 2008.

Au Québec, le règlement sera pris en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et sera approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Le règlement entrera en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'il indique, tandis que les instructions générales seront adoptées sous forme d'instruction et prendront effet de façon concomitante à l'entrée en vigueur du règlement.

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Sylvia Pateras
Avocate
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 2536
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
sylvia.pateras@lautorite.qc.ca

Le 17 juillet 2009

Avis de publication

Instruction générale 11-204 relative à l'inscription dans plusieurs territoires

Règlement modifiant le Règlement 11-102 sur le régime de passeport

Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 11-102 sur le régime de passeport

Modification de l'Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires

Modification de l'Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires

Introduction — Régime de passeport et modes d'interaction

Les membres des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous »), exception faite de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO) (les « autorités sous le régime de passeport »), mettront en œuvre la phase suivante du régime de passeport pour les personnes inscrites et modifieront la deuxième phase du passeport pour les émetteurs le 28 septembre 2009, lors de la mise en œuvre du *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription* (le « Règlement 31-103 »). La deuxième phase du passeport pour les émetteurs porte sur l'information continue, le prospectus et les demandes de dispenses discrétionnaires. Les modifications résolvent les problèmes rencontrés depuis l'entrée en vigueur en mars 2008.

Tous les membres des ACVM, y compris la CVMO, établiront une nouvelle instruction générale indiquant les procédures d'inscription dans plusieurs territoires (l'« Instruction générale 11-204 ») et modifieront les instructions générales relatives au dépôt et à l'examen du prospectus (l'« Instruction générale 11-202 ») et aux demandes de dispense (l'« Instruction générale 11-203 »). Les membres des ACVM abrogeront également le *Règlement 31-101 sur le Régime d'inscription canadien* (le « Règlement 31-101 ») ainsi que l'instruction générale y relative.

Le 19 décembre 2008, les ACVM ont publié un avis indiquant que les autorités sous le régime de passeport entendaient mettre en œuvre le passeport pour les personnes inscrites et modifier le passeport pour les émetteurs, et que les ACVM avaient l'intention d'adopter l'Instruction générale 11-204 et de modifier l'Instruction générale 11-202 et l'Instruction générale 11-203. Nous publions à nouveau les documents, car nous les avons modifiés en fonction de la version finale du Règlement 31-103 et des divers règlements sur l'inscription.

Régime de passeport

Le règlement modifiant le *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « Règlement 11-102 ») et la modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (l'« Instruction générale 11-102 ») sont des projets des autorités sous le régime de passeport.

Chacune des autorités sous le régime de passeport apportera les modifications au Règlement 11-102 et à l'Instruction générale 11-102. Ces textes de modification accompagnent le présent avis.

Le Règlement 11-102 et l'Instruction générale 11-102 instaurent, dans les principaux domaines de la réglementation des valeurs mobilières, un régime qui permet aux participants au marché d'accéder aux marchés des capitaux de plusieurs territoires en ne traitant qu'avec leur autorité principale et en respectant les dispositions d'un ensemble de

lois harmonisées. Le règlement modifiant le Règlement 11-102 et la modification de l'Instruction générale 11-102 mettent en œuvre la phase suivante du régime de passeport pour les personnes inscrites et résolvent les problèmes rencontrés depuis l'entrée en vigueur de la deuxième phase du passeport pour les émetteurs.

La CVMO ne prend pas le Règlement 11-102 et n'apporte pas les modifications mais elle peut être autorité principale en vertu de ce règlement, ce qui permet aux participants au marché de l'Ontario d'accéder aux marchés des capitaux des territoires sous le régime de passeport en ne traitant qu'avec la CVMO.

Instruction générale relative aux procédures d'inscription dans plusieurs territoires

L'Instruction générale 11-204 est un projet des ACVM et sera établie par chacun de leurs membres. Le texte de cette instruction générale accompagne le présent avis.

L'Instruction générale 11-204 et le Règlement 11-102 remplacent le Règlement 31-101 et l'instruction générale y relative. Chaque membre des ACVM abrogera les textes suivants (ensemble, le « RIC ») :

- le Règlement 31-101, dont l'*Annexe 31-101A1, Choix de se prévaloir du RIC et détermination de l'autorité principale*, et l'*Annexe 31-101A2, Avis de changement*;
- l'*Instruction générale 31-201 relative au Régime d'inscription canadien*.

Le texte du règlement abrogeant le Règlement 31-101 accompagne le présent avis.

L'instruction générale 11-204 indique les procédures que les sociétés et les personnes physiques doivent suivre pour s'inscrire dans plusieurs territoires. Elle prévoit un mode d'interaction analogue au RIC qui permet aux personnes inscrites dans les territoires sous le régime de passeport d'accéder au marché ontarien. Le règlement modifiant le Règlement 11-102 donne aux personnes inscrites en Ontario un accès direct aux territoires sous le régime de passeport.

En vertu du Règlement 11-102 et de l'Instruction générale 11-204, l'autorité principale d'une société est généralement l'autorité en valeurs mobilières du territoire dans lequel son siège se situe. Dans le cas d'une personne physique, il s'agit de l'autorité en valeurs mobilières du territoire où son bureau principal se situe. Les sociétés et personnes physiques qui s'inscrivent dans leur territoire principal par l'entremise de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières continueront de le faire.

Modifications corrélatives

Tous les membres des ACVM apportent également des modifications corrélatives aux textes suivants :

- l'Instruction générale 11-202;
- l'Instruction générale 11-203.

Ces textes de modification accompagnent le présent avis.

En outre, des modifications corrélatives sont apportées au Règlement 31-103 et à l'instruction générale y relative, ainsi qu'aux règlements modifiant le *Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription* (le « Règlement 31-102 ») et le *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription* (le « Règlement 33-109 »).

Obligations locales non harmonisées et RIC

La plupart des obligations réglementaires des personnes inscrites seront harmonisées grâce au Règlement 31-103. Cependant, les personnes inscrites seront assujetties aux quelques obligations locales qui existent encore dans certains territoires. L'Instruction générale 11-102 donne des indications à cet égard.

Par ailleurs, les dispositions transitoires du Règlement 31-103 permettent aux personnes inscrites de poursuivre leurs activités en vertu des obligations en matière de capital et d'assurance qui s'appliquent actuellement dans leur territoire principal sous le RIC. Après la période de transition, les personnes inscrites devront se conformer aux nouvelles obligations harmonisées du Règlement 31-103 en la matière. Le Règlement 31-103 harmonise en outre les obligations de compétence dans l'ensemble du pays afin que les candidats à l'inscription n'aient plus à demander une dispense de ces obligations dans les territoires autres que le territoire principal. Prière de se reporter au Règlement 31-103 pour de plus amples informations.

Date d'entrée en vigueur et transition

Le régime de passeport repose essentiellement sur un ensemble de dispositions réglementaires harmonisées qui s'interprètent et s'appliquent de manière uniforme dans l'ensemble du Canada. La mise en œuvre du passeport pour les personnes inscrites dépend de l'entrée en vigueur du Règlement 31-103. Nous prévoyons apporter des modifications corrélatives à certains règlements d'application pancanadienne et locale lorsque nous prendrons ce règlement. Le gouvernement de certains territoires devra également promulguer des modifications législatives harmonisant les obligations d'inscription. Nous mettrons en œuvre les modifications décrites dans le présent avis le 28 septembre 2009, lors de la mise en œuvre du Règlement 31-103.

Le règlement modifiant le Règlement 11-102 s'applique à la personne physique ou à la société qui demande à s'inscrire à l'extérieur de son territoire principal à compter de la date d'entrée en vigueur du Règlement 31-103. Il s'applique aussi à la personne physique ou à la société inscrite dans plusieurs territoires à cette date qui ne bénéficie pas d'une dispense en vertu du paragraphe 2 de l'article 4A.9 du Règlement 11-102.

Les modifications du passeport pour les émetteurs s'appliquent aux prospectus déposés en vertu de la Norme canadienne 71-101, *Régime d'information multinational* à compter du 28 septembre 2009.

Le règlement modifiant le Règlement 11-102 et la modification de l'Instruction générale 11-102 renvoient à des règlements (par exemple, le Règlement 31-103) et à des dispositions législatives qui devraient avoir pris effet à la date d'entrée en vigueur.

Contexte

Le 18 juillet 2008, les ACVM ont publié des propositions de simplification de la procédure d'inscription. Tous les membres des ACVM ont publié l'Instruction générale 11-204, les modifications de l'Instruction générale 11-202 et de l'Instruction générale 11-203 ainsi que les textes abrogeant le RIC. Parallèlement, les autorités sous le régime de passeport ont publié le règlement modifiant le Règlement 11-102 et la modification de l'Instruction générale 11-102.

Le 19 décembre 2008, les ACVM ont publié un avis indiquant leur intention de mettre en œuvre le passeport pour les personnes inscrites et de modifier le passeport pour les émetteurs lorsqu'elles prendraient le Règlement 31-101. Elles ont également publié un résumé des commentaires reçus dans le cadre de la consultation lancée en juillet 2008 qui contenait leurs réponses.

Nous avons terminé nos travaux sur le Règlement 31-103, le Règlement 33-102 et le Règlement 33-109 et avons publié aujourd'hui un avis faisant part de notre intention de

prendre ces règlements. Depuis la publication de décembre 2008, nous n'avons apporté que des changements mineurs aux documents. Nous les avons modifiés en fonction de la version finale du Règlement 31-103, du Règlement 31-102 et du Règlement 33-109 ainsi que des modifications législatives en matière d'inscription de chaque territoire. De plus, nous avons renuméroté les dispositions du passeport concernant l'inscription du Règlement 11-102, la partie 6 étant devenue la partie 4A.

Questions

Pour toute question, prière de vous adresser aux personnes suivantes :

Sylvia Pateras
 Avocate
 Autorité des marchés financiers
 514-395-0337, poste 2536
 sylvia.pateras@lautorite.qc.ca

Anne Hamilton
 Senior Legal Counsel
 British Columbia Securities Commission
 604-899-6716
 ahamilton@bcsc.bc.ca

Gary Crowe
 Senior Legal Counsel
 Alberta Securities Commission
 403-297-2067
 gary.crowe@asc.ca

Barbara Shourounis
 Director
 Saskatchewan Financial Services Commission
 306-787-5842
 bshourounis@sfsc.gov.sk.ca

Doug Brown
 Directeur
 Commission des valeurs mobilières du Manitoba
 204-945-0605
 doug.brown@gov.mb.ca

Dirk de Lint
 Senior Legal Counsel
 Ontario Securities Commission
 416-593-8090
 ddelint@osc.gov.on.ca

Susan W. Powell
 Avocate
 Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
 506-643-7697
 susan.powell@nbsc-cvmnb.ca

Shirley Lee
 Securities Analyst
 Nova Scotia Securities Commission
 902-424-5441
 leesp@gov.ns.ca

Katharine Tummon
Director
Consumer, Corporate and Insurance Services
Prince Edward Island Securities Office
902-368-4542
kptummon@gov.pe.ca

Doug Connolly
Deputy Superintendent of Securities
Government of Newfoundland & Labrador
Department of Government Services
Financial Services Regulation Division
709-729-4909
connolly@gov.nl.ca

Rhonda Horte
Registraire adjointe
Registraire des valeurs mobilières, Yukon
867-667-5005
rhonda.horte@gov.yk.ca

Donn MacDougall
Deputy Superintendent, Legal and Enforcement
Securities Office, Territoires du Nord-Ouest
867-873-8984
donald_macdougall@gov.nt.ca

Louis Arki
Director, Legal Registries
Registraire des valeurs mobilières, Nunavut
867-975-6587
larki@gov.nu.ca

Le 17 juillet 2009

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 11-102 SUR LE RÉGIME DE PASSEPORT*

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c.V-1.1; 2009, c. 25)

1. L'article 1.1 du Règlement 11-102 sur le régime de passeport est modifié :
 - 1° par le remplacement, dans la définition de « autorité principale », de « 3 ou 4 » par « 3, 4 ou 4A »;
 - 2° par l'insertion, après la définition de « autorité principale », des définitions suivantes :

« bureau principal » : le bureau de la société parrainante où une personne physique exerce la majorité de ses activités;

« catégorie » : toute catégorie d'inscription prévue par le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription; »;
 - 3° par l'insertion, après la définition de « disposition équivalente », de la définition suivante :

« personne physique étrangère » : toute personne physique dont le bureau principal est situé à l'extérieur du Canada; »;
 - 4° par l'insertion, après le paragraphe *d* de la définition de « règlement canadien sur le prospectus », du paragraphe suivant :

« *d.1)* la Norme canadienne 71-101, Régime d'information multinational; »;
 - 5° par l'insertion, après la définition de « SEDAR », des définitions suivantes :

« société » : toute personne inscrite ou demandant à s'inscrire à titre de courtier, de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement;

« société étrangère » : toute société dont le siège est situé à l'extérieur du Canada;

« société parrainante » : une société parrainante au sens du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription; ».
2. L'intitulé de la partie 2 et l'article 2.1 de ce règlement sont abrogés.
3. L'article 3.4 de ce règlement est abrogé.
4. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 4.4, de l'article suivant :

« 4.4.1. Autorité principale pour une demande de dispense discrétionnaire présentée avec une demande d'inscription

Malgré l'article 4.4, si une société ou une personne physique demande une dispense de l'application d'une disposition visée au paragraphe *a* ou *b* relativement à une demande d'inscription dans le territoire principal, l'autorité principale pour la demande de dispense est déterminée conformément à l'article 4A.1 :

* Le Règlement 11-102 sur le régime de passeport, approuvé par l'arrêté ministériel n° 2008-04 du 4 mars 2008 (2008, G.O. 2, 1053), n'a pas subi de modification depuis son approbation.

a) les parties 3 et 12 du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription;

b) la partie 2 du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription.

5. L'article 4.5 de ce règlement est modifié :

1° dans le paragraphe 1, par le remplacement du mot « Si » par les mots « Malgré les articles 4.4 et 4.4.1, si » et de « 4.2, 4.3 ou 4.4 » par « 4.2, 4.3, 4.4 ou 4.4.1 »;

2° dans le paragraphe 2, par l'insertion, après les mots « Malgré le paragraphe 1, », des mots « et les articles 4.4 et 4.4.1 » et par le remplacement de « 4.2, 4.3 ou 4.4 » par « 4.2, 4.3, 4.4 ou 4.4.1 ».

6. L'article 4.6 de ce règlement est modifié par le remplacement du mot « Si » par les mots « Malgré les articles 4.4 et 4.4.1 et les paragraphes 1 et 2 de l'article 4.5, si ».

7. L'article 4.7 de ce règlement est modifié par l'insertion, dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 et après les mots « la dispense », des mots « et celle-ci est valide ».

8. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 4.8, de ce qui suit :

« PARTIE 4A INSCRIPTION

« 4A.1. Autorité principale pour l'inscription

1) Pour l'application des dispositions de la présente partie, l'autorité principale est l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire suivant :

a) dans le cas d'une société, celui dans lequel son siège est situé;

b) dans le cas d'une personne physique, celui dans lequel son bureau principal est situé.

2) Malgré le paragraphe 1, l'autorité principale d'une société étrangère est l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire du Canada que cette société a désigné dans le dernier des formulaires suivants qu'elle a présenté :

a) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription, au paragraphe *b* de la rubrique 2.2;

b) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5 de ce règlement, si la modification indiquée dans ce formulaire concerne le paragraphe *b* de la rubrique 2.2 du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 de ce règlement.

3) Malgré le paragraphe 1, l'autorité principale d'une personne physique étrangère est celle de sa société parrainante.

« 4A.2. Changement discrétionnaire d'autorité principale pour l'inscription

Malgré le paragraphe 1 de l'article 4A.1, si l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable donne un avis écrit désignant l'autorité principale d'une société ou d'une personne physique, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable désigné dans l'avis est l'autorité principale à compter de la plus éloignée des dates suivantes :

a) la date à laquelle la société ou la personne physique reçoit l'avis;

- b)* la date d'effet indiquée dans l'avis, le cas échéant.

« 4A.3. Inscription des sociétés

1) Toute société est, dans le territoire intéressé, inscrite dans la même catégorie que dans son territoire principal lorsqu'elle remplit les conditions suivantes :

a) elle a présenté le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6, dûment rempli, conformément au Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription;

b) elle est membre d'un organisme d'autoréglementation si la législation en valeurs mobilières l'exige pour cette catégorie ou est dispensée de cette obligation.

2) La société doit payer les droits exigibles lorsqu'elle présente le formulaire visé au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1.

3) Pour l'application du paragraphe 1, la société peut présenter le formulaire à l'autorité principale.

4) Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux sociétés inscrites dans la catégorie de courtier d'exercice restreint.

« 4A.4. Inscription des personnes physiques

1) La personne physique qui agit pour le compte de sa société parrainante est, dans le territoire intéressé, inscrite dans la même catégorie que dans son territoire principal lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) la société parrainante est inscrite dans le territoire intéressé dans la même catégorie que dans son territoire principal;

b) la personne physique a présenté le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2 ou à l'Annexe 33-109A4, dûment rempli, conformément au Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription;

c) la personne physique est membre ou une personne autorisée d'un organisme d'autoréglementation si la législation en valeurs mobilières l'exige pour cette catégorie ou est dispensée de cette obligation.

2) La personne physique doit payer les droits exigibles lorsqu'elle présente le formulaire visé au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1.

« 4A.5. Conditions de l'inscription

1) La société ou la personne physique qui est, dans le territoire intéressé, inscrite dans la même catégorie que dans le territoire principal est assujettie aux conditions, restrictions ou obligations auxquelles son inscription est subordonnée dans le territoire principal comme si elles étaient imposées dans le territoire intéressé.

2) Les conditions, restrictions ou obligations visées au paragraphe 1 s'appliquent jusqu'à la plus rapprochée des dates suivantes :

a) la date à laquelle l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable qui les a imposées les annule;

b) leur date d'expiration.

« **4A.6. Suspension**

La suspension de l'inscription d'une société ou d'une personne physique dans le territoire principal entraîne sa suspension dans le territoire intéressé.

« **4A.7. Radiation d'office**

La radiation d'office de l'inscription d'une société ou d'une personne physique dans le territoire principal entraîne sa radiation dans le territoire intéressé.

« **4A.8. Radiation sur demande**

L'inscription d'une société ou d'une personne physique qui est, dans le territoire intéressé, inscrite dans la même catégorie que dans le territoire principal et qui, à sa demande, obtient dans ce dernier la radiation de son inscription par l'autorité principale est radiée dans le territoire intéressé.

« **4A.9. Disposition transitoire – Conditions en vigueur dans les territoires autres que le territoire principal**

1) L'article 4A.5 ne s'applique pas avant le 28 octobre 2009 aux sociétés et personnes physiques inscrites dans le territoire intéressé avant le 28 septembre 2009.

2) Malgré le paragraphe 1, l'article 4A.5 ne s'applique pas à une société ou à une personne physique après le 28 octobre 2009 lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) la société ou la personne physique demande une dispense de l'application de cet article à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable au plus tard le 28 octobre 2009;

b) l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable n'a pas rejeté la demande et celle-ci n'a pas été retirée.

3) Les conditions, restrictions ou obligations auxquelles l'inscription d'une société ou d'une personne physique, inscrite dans la même catégorie dans le territoire principal et le territoire intéressé avant le 28 septembre 2009, était subordonnée, le cas échéant, dans le territoire intéressé avant le 28 octobre 2009 cessent de s'appliquer à compter de cette date, sauf les suivantes :

a) celles qui sont prévues par un règlement amiable intervenu entre la société ou la personne physique et l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable;

b) celles qui sont prévues par une décision relative à la société ou à la personne physique rendue par l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable à l'issue d'une audience.

4) Le paragraphe 3 ne s'applique pas à la société ni à la personne physique qui demande une dispense conformément au paragraphe 2, sauf dans les cas suivants :

a) l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable a rejeté la demande;

b) la demande a été retirée.

« 4A.10. Avis désignant l'autorité principale d'une société étrangère

1) La société étrangère qui était inscrite dans une catégorie dans le territoire intéressé et un autre territoire du Canada avant le 28 septembre 2009 présente, au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5, les renseignements visés au paragraphe *b* de la rubrique 2.2 de l'Annexe 33-109A6 au plus tard le 28 octobre 2009.

2) Pour l'application du paragraphe 1, la société étrangère peut présenter les renseignements à l'autorité principale. ».

9. L'Annexe A de ce règlement est abrogée.

10. L'Annexe B de ce règlement est modifiée :

1° par le remplacement du paragraphe vis-à-vis de l'Île-du-Prince-Édouard par le suivant :

« Articles 94 (*Prospectus required*) et 95 (*Filing prospectus without distribution*) »;

2° par le remplacement du paragraphe vis-à-vis du Yukon par le suivant :

« Articles 94 (Prospectus obligatoire) et 95 (Dépôt de prospectus sans placement) »;

3° par le remplacement du paragraphe vis-à-vis des Territoires du Nord-Ouest par le suivant :

« Articles 94 (Prospectus obligatoire) et 95 (Dépôt de prospectus sans placement) »;

4° par le remplacement du paragraphe vis-à-vis du Nunavut par le suivant :

« Articles 94 (Prospectus obligatoire) et 95 (Dépôt de prospectus sans placement) ».

11. L'Annexe C de ce règlement est abrogée.

12. L'Annexe D de ce règlement est remplacée par la suivante :

ANNEXE D

DISPOSITIONS ÉQUIVALENTES

Sauf indication contraire, les dispositions indiquées sont celles de la Loi sur les valeurs mobilières du territoire concerné.

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
SEDAR													
Fonctionnement du marché													
Règles de négociation													
Paievements au moyen des courtages													
Appariement et règlement des opérations institutionnelles													
Base de données nationale d'inscription (BDNI)													
Obligations d'inscription													

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Catégorie de représentant de courtier	sous-par. a du par. 1 de l'art. 2.1 du Règlement 31-103												Sous-par. b du par. 1 de l'art. 25
Catégorie de représentant-conseil	sous-par. b du par. 1 de l'art. 2.1 du Règlement 31-103												Sous-par. b du par. 3 de l'art. 25
Catégorie de représentant-conseil adjoint	sous-par. c du par. 1 de l'art. 2.1 du Règlement 31-103												Sous-par. c du par. 3 de l'art. 25
Inscription de la personne désignée responsable	sous-par. d du par. 1 de l'art. 2.1 du Règlement 31-103	sous-par. c du par. 2 de l'art. 75 du <i>Securities Act</i> et sous-par. d du par. 1 de l'art. 2.1 du Règlement 31-103	par. 3 de l'art. 27 du <i>Securities Act</i> et sous-par. d du par. 1 de l'art. 2.1 du Règlement 31-103	2 ^e alinéa de l'art. 149 de la Loi sur les valeurs mobilières et sous-par. d du par. 1 de l'art. 2.1 du Règlement 31-103	sous-par. d du par. 1 de l'art. 2.1 du Règlement 31-103	art. 87 du <i>Securities Act</i> et sous-par. d du par. 1 de l'art. 2.1 du Règlement 31-103	sous-par. c du par. 2 de l'art. 26 et art. 26.1 du <i>Securities Act</i> et sous-par. d du par. 1 de l'art. 2.1 du Règlement 31-103	art. 87 du <i>Securities Act</i> et sous-par. d du par. 1 de l'art. 2.1 du Règlement 31-103	art. 87 du <i>Securities Act</i> et sous-par. d du par. 1 de l'art. 2.1 du Règlement 31-103	art. 87 du <i>Securities Act</i> et sous-par. d du par. 1 de l'art. 2.1 du Règlement 31-103	art. 87 du <i>Securities Act</i> et sous-par. d du par. 1 de l'art. 2.1 du Règlement 31-103	par. 5 de l'art. 25	

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Inscription du chef de la conformité	sous-par. e du par. 1 de l'art. 2.1 du Règlement 31-103	sous-par. c du par. 2 de l'art. 75 et art. 75.1 du <i>Securities Act</i> et sous-par. e du par. 1 de l'art. 2.1 du Règlement 31-103	par. 3 de l'art. 27 du <i>Securities Act</i> et sous-par. e du par. 1 de l'art. 2.1 du Règlement 31-103		2 ^e alinéa de l'art. 149 de la Loi sur les valeurs mobilières et sous-par. e du par. 1 de l'art. 2.1 du Règlement 31-103	sous-par. e du par. 1 de l'art. 2.1 du Règlement 31-103		art. 87 du <i>Securities Act</i> et sous-par. e du par. 1 de l'art. 2.1 du Règlement 31-103	sous-par. c du par. 2 de l'art. 26 et art. 26.1 du <i>Securities Act</i> et sous-par. e du par. 1 de l'art. 2.1 du Règlement 31-103	art. 87 du <i>Securities Act</i> et sous-par. e du par. 1 de l'art. 2.1 du Règlement 31-103	art. 87 du <i>Securities Act</i> et sous-par. e du par. 1 de l'art. 2.1 du Règlement 31-103	art. 87 du <i>Securities Act</i> et sous-par. e du par. 1 de l'art. 2.1 du Règlement 31-103	par. 6 de l'art. 25
Représentant de courtier d'un OPC doit être une personne autorisée	par. 2 de l'art. 3.15 du Règlement 31-103				s.o.	par. 2 de l'art. 3.15 du Règlement 31-103							
Cessation de la relation à titre de salarié, d'associé ou de mandataire	art. 6.1 du Règlement 31-103												par. 3 de l'art. 29
Suspension par l'OCRCVM de l'autorisation d'une personne physique	art. 6.2 du Règlement 31-103												sous-par. 3 du par. 1 de l'art. 29

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Suspension par l'ACCFM de l'autorisation d'une personne physique	art. 6.3 du Règlement 31-103				s.o.	art. 6.3 du Règlement 31-103						sous-par. 3 du par. 1 de l'art. 29	
Suspension de l'inscription de la société parrainante	art. 6.4 du Règlement 31-103												par. 2 de l'art. 29
Radiation d'office de l'inscription suspendue – personnes physiques	art. 6.6 du Règlement 31-103												par. 5 de l'art. 29
Exception pour les personnes physiques convoquées à une audience	art. 6.7 du Règlement 31-103												par. 6 de l'art. 29
Catégories de courtier et de placeur	par. 1 de l'art. 7.1 du Règlement 31-103												par. 2 de l'art. 26
Catégories de conseiller	par. 1 de l'art. 7.2 du Règlement 31-103												par. 6 de l'art. 26
Catégorie de gestionnaire de fonds d'investissement	art. 7.3 du Règlement 31-103												par. 4 de l'art. 25

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Adhésion du courtier en épargne collective à l'ACCFM	art. 9.2 du Règlement 31-103				s.o.	art. 9.2 du Règlement 31-103							
Révocation ou suspension de l'adhésion à l'OCRCVM	art. 10.2 du Règlement 31-103												sous-par. 2 du par. 1 de l'art. 29
Suspension de l'adhésion à l'ACCFM	art. 10.3 du Règlement 31-103				s.o.	art. 10.3 du Règlement 31-103						sous-par. 2 du par. 1 de l'art. 29	
Radiation d'office de l'inscription suspendue – sociétés	art. 10.5 du Règlement 31-103												par. 5 de l'art. 29
Exception pour les sociétés convoquées à une audience	art. 10.6 du Règlement 31-103												par. 6 de l'art. 29
Fourmiture de dossiers à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable	sous-par. c du par. 1 de l'art. 11.6 du Règlement 31-103												par. 3 de l'art. 19

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Assurance – courtier en plan de bourses d'études seulement	art. 12.3 du Règlement 31-103				s.o.	art. 12.3 du Règlement 31-103							
Traitement des plaintes	art. 13.15 du Règlement 31-103				art. 168.1.1 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 13.15 du Règlement 31-103	art. 13.15 du Règlement 31-103							
Service de règlement des différends	art. 13.16 du Règlement 31-103				art. 168.1.3 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 13.16 du Règlement 31-103	art. 13.16 du Règlement 31-103							
Conflits d'intérêts chez les placeurs	Règlement 33-105												
Renseignements sur l'inscription	Règlement 33-109												
Information à fournir dans le prospectus	Règlement 41-101 (sauf dispositions ci-dessous)												
Attestation de l'émetteur	par. 1 de l'art. 5.3 du Règlement 41-101											art. 58	

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Attestation de l'émetteur constitué sous forme de société par actions													art. 58
Attestation de l'émetteur visé par une prise de contrôle inversée													s.o.
Attestation du placeur													par. 1 de l'art. 59
Attestation du promoteur													art. 58
Transmission de la modification													par. 3 de l'art. 57
Modification du prospectus provisoire													par. 1 de l'art. 57
Modification du prospectus définitif													par. 1 de l'art. 57
Modification du prospectus définitif													par. 2 de l'art. 57
Obligation de viser le prospectus													par. 2.1 de l'art. 57

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Interdiction de refuser le visa	par. 4 de l'art. 6.6 du Règlement 41-101												par. 2.1 de l'art. 57 et par. 3 de l'art. 61
Interdiction de placer des titres	par. 5 de l'art. 6.6 du Règlement 41-101												par. 2.2 de l'art. 57
Transmission du prospectus provisoire et liste de distribution	art. 16.1 du Règlement 41-101												art. 66 et 67
Date de caducité	art. 17.2 du Règlement 41-101												art. 62
Information sur les droits	art. 18.1 du Règlement 41-101												art. 60
Information concernant les projets miniers	Règlement 43-101												
Obligations relatives au placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié	Règlement 44-101												
Obligations relatives au placement de titres au moyen d'un prospectus préalable	Règlement 44-102												

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Fixation du prix après le visa	Règlement 44-103												
Obligations relatives aux placements de droits de souscription, d'échange ou de conversion	Règlement 45-101												
Revente de titres	Règlement 45-102												
Information concernant les activités pétrolières et gazières	Règlement 51-101												
Obligations d'information continue	Règlement 51-102 (sauf dispositions ci-dessous)												
Annonce publique du changement important	art. 7.1 du Règlement 51-102												art. 75 de la Loi sur les valeurs mobilières et par. 1.1 de l'art. 3 du <i>Regulation 1015 (General)</i>

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Principes comptables, normes de vérification et monnaies de présentation	Règlement 52-107 (sauf dispositions ci-dessous)												
Principes comptables acceptables	art. 3.1 du Règlement 52-107												par. 1 de l'art. 2 du <i>Regulation 1015 (General)</i> et art. 3.1 du Règlement 52-107
Surveillance des vérificateurs	Règlement 52-108												
Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires	Règlement 52-109												
Comité de vérification	Règlement 52-110												
Communication avec les propriétaires véritables	Règlement 54-101												

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Système électronique de déclaration des initiés (SEDI)	Norme canadienne 55-102												
Déclarations d'initiés pour certaines opérations sur dérivés (MA) – Exigence de déclaration	par. 2, 5 et 6 de l'art. 87												art. 2.1 du Règlement 55-103
MA – Contrats demeurant en vigueur	art. 87.1												art. 2.3 du Règlement 55-103
MA – Contrats en vigueur conclus avant de devenir initié	par. 2 et 6 de l'art. 87												art. 2.4 du Règlement 55-103
MA – Forme et moment de la déclaration	par. 2, 5 et 6 de l'art. 87 du <i>Securities Act</i> et par. 1 à 3 de l'art. 155.1 des <i>Securities Rules</i>												art. 3.1 du Règlement 55-103

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
MA – Forme et moment de la déclaration pour les contrats en vigueur	art. 87.1 du <i>Securities Act</i> et par. 4 de l'art. 155.1 des <i>Securities Rules</i>	art. 3.2 du Règlement 55-103											
MA – Forme et moment de la déclaration pour les contrats en vigueur conclus avant de devenir initié	par. 2 et 6 de l'art. 87 du <i>Securities Act</i> et par. 1 et 3 de l'art. 155.1 des <i>Securities Rules</i>	art. 3.3 du Règlement 55-103											
Information concernant les pratiques en matière de gouvernance	Règlement 58-101												
Mesures de protection des porteurs minoritaires lors d'opérations particulières	s.o.				Règlement 61-101	s.o.						Règlement 61-101	

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Système d'alerte et questions connexes touchant les offres publiques et les déclarations d'initiés	Règlement 62-103												
Obligations relatives aux offres publiques d'achat et de rachat (OPA/OPR) – Restrictions sur les acquisitions pendant la durée d'une offre publique d'achat	par. 1 de l'art. 2.2 du Règlement 62-104											par. 1 de l'art. 93.1	
OPA/OPR – Restrictions sur les acquisitions pendant la durée d'une offre publique de rachat	par. 1 de l'art. 2.3 du Règlement 62-104											par. 4 de l'art. 93.1	

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Restrictions sur les acquisitions antérieures à une offre publique d'achat					par. 1 de l'art. 2.4 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 93.2
OPA/OPR – Restrictions sur les acquisitions postérieures à une offre					art. 2.5 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 93.3
OPA/OPR – Restrictions sur les ventes pendant la durée de l'offre					par. 1 de l'art. 2.7 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 97.3
OPA/OPR – Offre ouverte à tous les porteurs					art. 2.8 du Règlement 62-104								art. 94
OPA/OPR – Lancement de l'offre					art. 2.9 du Règlement 62-104								par. 1 et 2 de l'art. 94.1

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Note d'information													par. 1 à 4 de l'art. 94.2 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Changement dans l'information													par. 1 de l'art. 94.3
OPA/OPR – Avis de changement													par. 4 de l'art. 94.3 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.4 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Modification des conditions													par. 1 de l'art. 94.4

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Avis de modification					par. 2 de l'art. 2.12 du Règlement 62-104								par. 2 de l'art. 94.4 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.4 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Date d'expiration de l'offre en cas d'avis de modification					par. 3 de l'art. 2.12 du Règlement 62-104								par. 3 de l'art. 94.4
OPA/OPR – Aucune modification après la clôture de l'offre					par. 5 de l'art. 2.12 du Règlement 62-104								par. 5 de l'art. 94.4
OPA/OPR – Dépôt et transmission de l'avis de changement ou de modification					art. 2.13 du Règlement 62-104								art. 94.5

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Changement ou modification à l'offre publique d'achat annoncée					par. 1 de l'art. 2.14 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 94.6
OPA/OPR – Consentement de l'expert – note d'information					par. 2 de l'art. 2.15 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 94.7
OPA/OPR – Transmission et date des documents d'offre					par. 1 de l'art. 2.16 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 94.8
OPA/OPR – Établissement et transmission de la circulaire des administrateurs					art. 2.17 du Règlement 62-104								par. 1 à 4 de l'art. 95 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.2 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Avis de changement					art. 2.18 du Règlement 62-104								par. 1 et 2 de l'art. 95.1 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.4 du <i>Rule</i> 62-504 de la CVMO
OPA/OPR – Dépôt de la circulaire des administrateurs ou de l'avis de changement					art. 2.19 du Règlement 62-104								art. 95.2
OPA/OPR – Changement dans l'information de la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant ou de l'avis de changement					par. 2 de l'art. 2.20 du Règlement 62-104								par. 2 de l'art. 96

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Forme de la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant ou de l'avis de changement					par. 3 de l'art. 2.20 du Règlement 62-104								par. 3 de l'art. 96 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.3 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Envoi de la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant ou de l'avis de changement aux porteurs					par. 5 de l'art. 2.20 du Règlement 62-104								par. 5 de l'art. 96
OPA/OPR – Envoi à l'initiateur et dépôt de la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant ou de l'avis de changement					par. 6 de l'art. 2.20 du Règlement 62-104								par. 6 de l'art. 96

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Forme de l'avis de changement relatif à la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant					par. 7 de l'art. 2.20 du Règlement 62-104								par. 7 de l'art. 96 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.4 du <i>Rule</i> 62-504 de la CVMO
OPA/OPR – Consentement de l'expert – circulaire des administrateurs etc.					art. 2.21 du Règlement 62-104								art. 96.1
OPA/OPR – Transmission et date des documents de l'émetteur visé					par. 1 de l'art. 2.22 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 96.2
OPA/OPR – Contrepartie					par. 1 de l'art. 2.23 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 97
OPA/OPR – Surenchère					par. 3 de l'art. 2.23 du Règlement 62-104								par. 3 de l'art. 97
OPA/OPR – Interdiction de conclure une convention accessoire					art. 2.24 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 97.1

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Réduction proportionnelle, prise de livraison et règlement					par. 1 de l'art. 2.26 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 97.2
OPA/OPR – Financement					par. 1 de l'art. 2.27 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 97.3
OPA/OPR – Délai minimal pour le dépôt					art. 2.28 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 98
OPA/OPR – Interdiction de prendre livraison					art. 2.29 du Règlement 62-104								par. 2 de l'art. 98
OPA/OPR – Prise de livraison et règlement des titres déposés					art. 2.32 du Règlement 62-104								art. 98.3
OPA/OPR – Retour des titres déposés					art. 2.33 du Règlement 62-104								art. 98.5
OPA/OPR – Communiqué à la clôture de l'offre					art. 2.34 du Règlement 62-104								art. 98.6
OPA/OPR – Langue des documents d'offre					art. 3.1 du Règlement 62-104								s.o.

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Dépôt des documents par l'initiateur					par. 1 de l'art. 3.2 du Règlement 62-104								art. 98.7 de la Loi sur les valeurs mobilières et par. 1 de l'art. 5.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Dépôt des documents par l'émetteur visé					par. 2 de l'art. 3.2 du Règlement 62-104								par. 2 de l'art. 5.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Délai de dépôt					par. 3 de l'art. 3.2 du Règlement 62-104								par. 3 de l'art. 5.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Dépôt des conventions subséquentes					par. 4 de l'art. 3.2 du Règlement 62-104								par. 4 de l'art. 5.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Attestation de la note d'information					par. 1 de l'art. 3.3 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 99

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Signature de tous les administrateurs et dirigeants					par. 2 de l'art. 3.3 du Règlement 62-104								par. 2 de l'art. 99
OPA/OPR – Attestation de la circulaire des administrateurs					par. 3 de l'art. 3.3 du Règlement 62-104								par. 3 de l'art. 99
OPA/OPR – Attestation de la circulaire d'un dirigeant ou d'un administrateur					par. 4 de l'art. 3.3 du Règlement 62-104								par. 4 de l'art. 99
OPA/OPR – Obligation de fournir la liste des porteurs					par. 1 de l'art. 3.4 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 99.1
OPA/OPR – Application de la Loi canadienne sur les sociétés par actions					par. 2 de l'art. 3.4 du Règlement 62-104								par. 2 de l'art. 99.1

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Système d'alerte													par. 1 à 4 de l'art. 102.1 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 7.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Acquisitions pendant la durée de l'offre													par. 1 et 2 de l'art. 102.2 de la Loi sur les valeurs mobilières et par. 1 de l'art. 7.2 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Exemplaires du communiqué et de la déclaration													par. 3 de l'art. 7.2 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
Régime d'information multinational													Norme canadienne 71-101

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Régime de prospectus des organismes de placement collectif	Règlement 81-101 (sauf dispositions ci-dessous)												
Modification du prospectus simplifié provisoire	par. 1 de l'art. 2.2.1 du Règlement 81-101												par. 1 de l'art. 57
Transmission de la modification	art. 2.2.2 du Règlement 81-101												par. 3 de l'art. 57
Modification du prospectus simplifié	par. 1 de l'art. 2.2.3 du Règlement 81-101												par. 1 de l'art. 57
Modification du prospectus simplifié	par. 2 de l'art. 2.2.3 du Règlement 81-101												par. 2 de l'art. 57
Obligation de viser le prospectus	par. 3 de l'art. 2.2.3 du Règlement 81-101												par. 2.1 de l'art. 57
Interdiction de refuser le visa	par. 4 de l'art. 2.2.3 du Règlement 81-101												par. 2.1 de l'art. 57 et 3 de l'art. 61
Date de caducité	art. 2.5 du Règlement 81-101												art. 62
Information sur les droits	art. 2.8 du Règlement 81-101												art. 60

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Transmission du prospectus simplifié provisoire et liste de distribution					par. 3 de l'art. 3.2 du Règlement 81-101								art. 66 et 67
Attestation de l'OPC					par. 1 de l'art. 5.1.3 du Règlement 81-101								art. 58
Attestation du promoteur					par. 1 de l'art. 5.1.6 du Règlement 81-101								art. 58
Attestation de l'OPC constitué en personne morale					par. 1 de l'art. 5.1.7 du Règlement 81-101								art. 58
Obligations des organismes de placement collectif					Règlement 81-102								
Fonds marché à terme					Règlement 81-104								
Pratiques commerciales des organismes de placement collectif					Règlement 81-105								
Information continue des fonds d'investissement					Règlement 81-106								

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Comité d'examen indépendant	Règlement 81-107												
Inscription													
Obligation d'inscription à titre de courtier ou de placeur	sous-par. a et d du par. 1 de l'art. 34	sous-par. a des par. 1 et 2 de l'art. 75	sous-par. a du par. 2 de l'art. 27	sous-par. a et d du par. 1 de l'art. 6	art. 148 et 149	par. 1 et 4 de l'art. 31	par. a et d de l'art. 45	sous-par. a du par. 1 et par. 2 de l'art. 86	sous-par. a du par. 1 de l'art. 26	sous-par. a du par. 1 et par. 2 de l'art. 86			par. 1 et 2 de l'art. 25
Obligation d'inscription à titre de conseiller	sous-par. b du par. 1 de l'art. 34	sous-par. b des par. 1 et 2 de l'art. 75	sous-par. b du par. 2 de l'art. 27	sous-par. b du par. 1 de l'art. 6	art. 148 et 149	par. 2 et 4 de l'art. 31	par. b de l'art. 45	sous-par. b du par. 1 de l'art. 86	sous-par. b du par. 1 de l'art. 26	sous-par. b du par. 1 de l'art. 86			par. 3 de l'art. 25
Obligation d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement	sous-par. c du par. 1 de l'art. 34	sous-par. c du par. 1 de l'art. 75	sous-par. c du par. 2 de l'art. 27	sous-par. c du par. 1 de l'art. 6	art. 148	par. 3 et 4 de l'art. 31	par. c de l'art. 45	par. 3 de l'art. 86	sous-par. c du par. 1 de l'art. 26	par. 3 de l'art. 86			par. 4 de l'art. 25
Fonds de garantie	art. 23 des <i>Securities Rules</i>	art. 28 des <i>ASC Rules (General)</i>	art. 23 des <i>Regulations</i>	s.o.	art. 196 du Règlement sur les valeurs mobilières	art. 27 des <i>General Securities Rules</i>	s.o.		art. 98 du <i>Regulation</i>	s.o.			art. 110 du <i>Regulation 1015 (General)</i>

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Obligations relatives aux dispenses d'inscription													
Notice d'offre en la forme prévue	par. 5 de l'art. 3.9 du Règlement 45-106												s.o.
Obligation de déposer la notice d'offre dans les délais prévus	par. 14 de l'art. 3.9 du Règlement 45-106												s.o.
Opérations sur titres – dispositions générales													
Courtier inscrit agissant pour son propre compte	art. 51	s.o.	s.o.	art. 70	s.o.	s.o.	s.o.	art. 40	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	art. 39
Information sur les activités de relations avec les investisseurs	art. 52	s.o.					art. 62	s.o.					
Utilisation du nom d'une autre personne inscrite	art. 53	art. 99	art. 49	art. 73	s.o.	art. 49	art. 63	s.o.	art. 44	s.o.	s.o.	s.o.	art. 43

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Opérations sur contrats négociables (exchange contracts)													
Opération boursière sur contrats négociables dans le territoire	art. 58	art. 106 et 107	art. 40		s.o.		art. 70.1				s.o.		
Opération boursière sur contrats négociables hors du territoire	art. 59	art. 108 et 109	art. 41		s.o.		art. 70.2				s.o.		
Prospectus													
Obligation de prospectus	art. 61	art. 110	art. 58	art. 37	art. 11 et 12	art. 58	par. 1 de l'art. 71	art. 94	art. 54		art. 94		art. 53
Contenu du prospectus (exposé complet, véridique et clair)	art. 63	art. 113	art. 61	art. 41	art. 13 et 20	art. 61	art. 74	art. 99	art. 57		art. 99		art. 56
Communications pendant la période d'attente	art. 78	art. 123	art. 73	art. 38	art. 21 et 22	art. 70	art. 82	art. 97	art. 66		art. 97		par. 2 de l'art. 65
Obligation de transmettre le prospectus	art. 83	art. 129	art. 79	art. 64	art. 29, 30, 31 et 32	art. 76	art. 88	par. 1 de l'art. 101	art. 72		par. 1 de l'art. 101		par. 1 de l'art. 71

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Obligations relatives aux dispenses de prospectus													
Notice d'offre en la forme prévue	par. 5 de l'art. 2.9 du Règlement 45-106												s.o.
Obligation de déposer la notice d'offre dans les délais prévus	par. 14 de l'art. 2.9 du Règlement 45-106												s.o.
Dépôt d'une déclaration de placement avec dispense	art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106	art. 129.1 des <i>ASC Rules (General)</i> et art. 6.1. et 6.3 du Règl. 45-106	art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106	art. 7 du Règlement et art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106	art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106								
Information continue													
Vote par procuration	art. 118	art. 157	art. 96	art. 105	s.o.	art. 93	art. 102 et par. 2 de l'art. 103	s.o.	art. 88	s.o.			art. 87
Exercice du droit de vote	art. 182 des <i>Securities Rules</i>	art. 104	art. 55	art. 79	art. 164 et 165	art. 55	par. 3 à 7 de l'art. 103	art. 163	art. 50	art. 163			art. 49

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Déclarations d'initiés													
Déclaration d'initié à déposer par la personne qui devient initiée à l'égard d'un émetteur assujéti	par. 2 de l'art. 87, sauf en ce qui concerne les instruments financiers liés	par. 1 de l'art. 182	par. 1 de l'art. 116	art. 109	art. 96	par. 1 de l'art. 113 du <i>Securities Act</i> et art. 172 des <i>General Securities Rules</i>	par. 1 de l'art. 135	par. 1 de l'art. 1 du <i>Local Rule 55-501</i>	par. 1 de l'art. 108	par. 1 de l'art. 1 du Règlement 55-501	par. 1 de l'art. 2 du Règlement 55-501	Règlement 55-501	par. 1 de l'art. 107
Déclaration d'initié à déposer lors de l'acquisition de titres ou d'un changement dans ceux-ci	par. 5 de l'art. 87, sauf en ce qui concerne les instruments financiers liés	par. 2 de l'art. 182	par. 2 de l'art. 116	art. 109	art. 97	par. 2 de l'art. 113	par. 2 de l'art. 135	par. 2 de l'art. 1 du <i>Local Rule 55-501</i>	par. 2 de l'art. 108	par. 2 de l'art. 1 du Règlement 55-501	par. 2 de l'art. 2 du Règlement 55-501	Règlement 55-501	par. 2 de l'art. 107
Déclaration d'initié à déposer par la personne qui est réputée initiée	par. 6 de l'art. 87, sauf en ce qui concerne les instruments financiers liés	par. 3 de l'art. 182	par. 3 de l'art. 116	art. 109	art. 98	par. 4 de l'art. 113	par. 3 de l'art. 135	par. 3 de l'art. 1 du <i>Local Rule 55-501</i>	par. 3 de l'art. 108	par. 3 de l'art. 1 du Règlement 55-501	par. 3 de l'art. 2 du Règlement 55-101	Règlement 55-501	par. 3 de l'art. 107
Délai de dépôt de la déclaration d'initié	art. 155.1 des <i>Securities Rules</i> , sauf en ce qui concerne les instruments financiers liés	art. 190 des <i>ASC Rules (General)</i>	par. 1 de l'art. 165 des <i>Regulations</i>	art. 109	art. 171, 171.1, 172 et 174 du Règlement sur les valeurs mobilières	art. 113	art. 5 de la Règle locale 11-502	art. 1 du <i>Local Rule 55-501</i>	art. 108	art. 1 du Règlement 55-501	art. 2 du Règlement 55-501	Règlement 55-501	art. 107

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Déclaration de transfert	s.o.	par. 2 de l'art. 182	art. 117	s.o.	art. 102	art. 116	art. 136	s.o.	art. 109	s.o.	par. 4 de l'art. 2 du Règlement 55-501	s.o.	art. 108 de la Loi sur les valeurs mobilières et 167 du <i>Regulation 1015 (General)</i>
Déclaration du prête-nom	s.o.	art. 183	art. 118	s.o.	art. 103	art. 117	s.o.	s.o.	art. 110	s.o.	par. 5 de l'art. 2 du Règlement 55-501	s.o.	art. 109 de la Loi sur les valeurs mobilières et 168 du <i>Regulation 1015 (General)</i>
Offres publiques d'achat et de rachat													
Recommandation du conseil d'administration	par. 1 de l'art. 99	art. 160	art. 100	art. 90	art. 113 et 114	art. 97	art. 124	par.1 de l'art. 108	art. 92	par.1 de l'art. 108	par.1 de l'art. 108	art. 108	art. 95 et 96
Fonds d'investissement – opérations intéressées													
Placements des organismes de placement collectif	art. 121	art. 185	art. 120	s.o.	s.o.	art. 119	art. 137	s.o.	art. 112	s.o.	s.o.	s.o.	art. 111
Placements indirects	art. 122	art. 186	art. 121	s.o.	s.o.	art. 120	art. 138	s.o.	art. 113	s.o.	s.o.	s.o.	art. 112

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Frais de souscription de titres d'organismes de placement collectif	art. 124	art. 189	art. 124		s.o.	art. 123	art. 141	s.o.	art. 116		s.o.		art. 115
Rapport du gestionnaire de l'organisme de placement collectif	art. 126	art. 191	art. 126		s.o.	art. 125	art. 143	s.o.	art. 118		s.o.		art. 117
Restrictions aux opérations avec des personnes responsables			s.o.			art. 126	s.o.		art. 119		s.o.		
Interdictions d'opérations pour compte propre	s.o.	art. 193	art. 128	s.o.		art. 127	s.o.		art. 120		s.o.		art. 119
Divers													
Inspection des documents par le public	par 3 de l'art. 169	par. 3 de l'art. 221	par. 2 de l'art. 152	art. 134	s.o.	par. 1 de l'art. 148	par. 3 de l'art. 198	par. 1 de l'art. 26	par. 1 de l'art. 140	par. 1 de l'art. 26	par. 1 de l'art. 26	par. 1 de l'art. 26	par. 1 de l'art. 140

13. L'Annexe E de ce règlement est modifiée :

1° par l'insertion, après les mots « Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription approuvé par l'arrêté ministériel n° 2007-04 du 11 juillet 2007 », des suivants :

« Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription approuvé par l'arrêté ministériel (*indiquer ici le numéro et la date de l'arrêté ministériel approuvant ce règlement*); »;

2° par le remplacement, après les mots « Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus », des mots « (*indiquer ici le numéro et la date de l'arrêté ministériel approuvant ce règlement*) » par « n° 2008-05 du 4 mars 2008 ».

14. Le présent règlement entre en vigueur le 28 septembre 2009.

INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 11-102 SUR LE RÉGIME DE PASSEPORT

PARTIE 1 OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1.1. Définitions

Dans la présente instruction générale, on entend par :

« Annexe 33-109A2 » : l'Annexe 33-109A2, Modification ou ~~abandon~~radiation de catégories ~~d'inscription de personnes physiques~~ du Règlement 33-109 ~~sur les renseignements concernant l'inscription~~;

« Annexe 33-109A4 » : ~~L'~~Annexe 33-109A4, ~~Demande d'inscription~~Inscription d'une personne physique et examen d'une personne physique autorisée du Règlement 33-109;

« Annexe 33-109A5 » : l'Annexe 33-109A5, Modification des renseignements ~~contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou à l'Annexe 33-109A6~~concernant l'inscription du Règlement 33-109;

« Annexe 33-109A6 » : l'Annexe 33-109A6, ~~Inscription à titre de courtier, de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement (valeurs mobilières et (ou) dérivés)~~d'une société du Règlement 33-109;

« autorité autre que l'autorité principale » : par rapport à une personne, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable d'un autre territoire que le territoire principal;

« BDNI » : la Base de données nationale d'inscription au sens du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription;

« conditions » : les conditions, restrictions ou obligations auxquelles l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable subordonne l'inscription d'une société ou d'une personne physique;

« format BDNI » : le format BDNI au sens du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription;

« Instruction générale 11-202 » : l'Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires;

« Instruction générale 11-203 » : l'Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires;

« Instruction générale 11-204 » : l'Instruction générale 11-204 relative à l'inscription dans plusieurs territoires;

« Instruction générale 33-109 » : l'Instruction générale relative au Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription;

« OAR » : un organisme d'autoréglementation;

« personne physique canadienne » : toute personne physique dont le bureau principal est situé au Canada;

« Règlement 11-101 » : le Règlement 11-101 sur le régime de l'autorité principale;

« Règlement 31-103 » : le *Règlement 31-103 sur les obligations [et dispenses d'inscription](#)*;

« Règlement 33-109 » : le *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*;

« société canadienne » : toute société dont le siège est situé au Canada;

« territoire autre que le territoire principal » : par rapport à une personne, un autre territoire que le territoire principal.

1.2. Définitions supplémentaires

Les expressions employées dans la présente instruction générale et définies dans l'Instruction générale 11-202, l'Instruction générale 11-203 et l'Instruction générale 11-204 s'entendent au sens défini dans celles-ci.

1.3. Objet

1) Observations générales

Le *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « règlement ») et la présente instruction générale mettent en œuvre le régime de passeport prévu par le protocole d'entente provincial-territorial sur la réglementation des valeurs mobilières.

Le règlement offre à tous les participants au marché un guichet unique pour accéder aux marchés des capitaux dans plusieurs territoires. Sous son régime, toute personne peut obtenir ce qui suit dans d'autres territoires (sauf l'Ontario) en ne traitant qu'avec sa propre autorité principale :

- un visa réputé octroyé pour le prospectus provisoire et le prospectus;
- des dispenses automatiques équivalentes à la plupart des types de dispenses discrétionnaires accordées par l'autorité principale;
- l'inscription automatique.

2) Procédure

L'Instruction générale 11-202, l'Instruction générale 11-203 et l'Instruction générale 11-204 énoncent les procédures en vertu desquelles les participants au marché de tout territoire peuvent bénéficier d'un visa réputé octroyé, d'une dispense automatique ou de l'inscription automatique dans un territoire sous le régime de passeport. Elles décrivent également les mécanismes dont les participants au marché peuvent se prévaloir dans un territoire sous le régime de passeport pour obtenir de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO) un visa de prospectus ou une dispense discrétionnaire ou bien s'inscrire en Ontario.

L'Instruction générale 11-203 énonce également la procédure applicable aux demandes de dispense faites dans plusieurs territoires qui échappent au champ d'application du règlement. Elle s'applique à une grande variété de demandes de dispenses, et non aux seules demandes de dispenses discrétionnaires de l'application des dispositions indiquées à l'Annexe D du règlement. Par exemple, elle englobe les demandes de désignation comme émetteur assujetti, fonds d'investissement à capital fixe, organisme de placement collectif ou initié. Elle s'applique aussi aux demandes de dispenses discrétionnaires de l'application des dispositions non mentionnées à l'Annexe D du règlement.

Prière de se reporter à l'Instruction générale 11-202, à l'Instruction générale 11-203 et à l'Instruction générale 11-204 pour connaître les détails de ces procédures.

3) **Interprétation du règlement**

Comme tous les autres règlements, le règlement doit être abordé du point de vue du territoire intéressé dans lequel on souhaite que le visa du prospectus soit réputé octroyé ou qu'une dispense discrétionnaire automatique ou l'inscription automatique soit accordée. Par exemple, si le règlement ne précise pas le lieu où un document doit être déposé, le dépôt doit se faire dans le territoire intéressé. Dans la présente instruction générale, l'expression « territoire autre que le territoire principal » signifie généralement « territoire intéressé ».

Pour que le prospectus soit réputé visé dans le territoire autre que le territoire principal, le déposant doit l'y déposer au moyen de SEDAR. De même, pour obtenir automatiquement une dispense correspondant à une dispense discrétionnaire accordée dans le territoire principal, le déposant doit donner l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable du territoire autre que le territoire principal. En vertu du paragraphe 2 de cet article, le déposant peut remplir cette obligation en donnant l'avis à l'autorité principale à la place.

Pour s'inscrire dans le territoire autre que le territoire principal, la société ou la personne physique doit présenter les renseignements exigés dans ce territoire. Pour simplifier la procédure, le paragraphe 3 de l'article ~~6-34A.3~~ du règlement permet à la société de présenter les renseignements à l'autorité principale au lieu de l'autorité autre que l'autorité principale. Les renseignements des personnes physiques sont présentés à la BDNI. Si l'autorité principale subordonne l'inscription d'une société ou d'une personne physique à des conditions, la suspend ou la radie, d'office ou sur demande, la décision s'applique automatiquement dans le territoire autre que le territoire principal, que la société ou la personne physique y soit inscrite ou non en vertu du règlement.

4) **Effet de la loi**

Les dispositions du règlement qui portent sur le visa du prospectus, les dispenses discrétionnaires et l'inscription produisent, dans le territoire autre que le territoire principal, des effets juridiques automatiques qui découlent d'une décision prise par l'autorité principale. Elles font que les règles juridiques du territoire autre que le territoire principal s'appliquent au participant au marché comme si l'autorité autre que l'autorité principale avait pris la même décision que l'autorité principale.

5) **Obligations applicables**

Les participants au marché doivent se conformer aux lois de chaque territoire dans lequel ils déposent un prospectus, sont émetteurs assujettis, demandent l'inscription ou sont inscrits.

- La plupart des obligations de prospectus, d'information continue et d'inscription sont harmonisées et prévues par des règlements d'application pancanadienne. Les autorités en valeurs mobilières et agents responsables comptent les interpréter et les appliquer de façon uniforme et ont adopté des pratiques et des procédures à cet effet.

- Dans certains territoires, la loi sur les valeurs mobilières et les règlements d'application locale énoncent des obligations non harmonisées. En outre, certains règlements d'application pancanadienne prévoient des dispositions ou des exceptions qui ne s'appliquent que dans certains territoires en particulier.

- Les obligations non harmonisées auxquelles les personnes inscrites sont assujetties ne sont pas nombreuses. Prière de se reporter à l'article ~~6-5.4A.5~~.

6) **Ontario**

La CVMO n'a pas pris le règlement, mais celui-ci prévoit qu'elle peut être l'autorité principale pour le dépôt du prospectus en vertu de la partie 3, pour une demande de dispense discrétionnaire en vertu de la partie 4 ou pour l'inscription en vertu de la partie ~~6.4A~~. Par conséquent, les participants au marché de l'Ontario ont accès direct au régime de passeport comme suit :

- lorsque la CVMO vise le prospectus d'un émetteur dont le territoire principal est l'Ontario, le visa est réputé octroyé automatiquement dans chaque territoire sous le régime de passeport où le participant au marché dépose le prospectus en vertu du règlement;
- lorsque la CVMO accorde une dispense discrétionnaire à un participant au marché dont le territoire principal est l'Ontario, cette personne obtient une dispense automatique de la disposition équivalente de la législation en valeurs mobilières de chaque territoire sous le régime de passeport dans lequel elle donne l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement;
- la société ou la personne physique dont le territoire principal est l'Ontario et qui y est inscrite dans une catégorie est automatiquement inscrite dans la même catégorie dans tout territoire sous le régime de passeport lorsqu'elle présente les renseignements prévus par le règlement.

1.4. Langue des documents – Québec

Le règlement ne relève pas les émetteurs qui déposent des documents au Québec des obligations linguistiques prévues par la législation québécoise, notamment celles prévues par la *Loi sur les valeurs mobilières* (comme à l'article 40.1). Par exemple, tout prospectus déposé dans plusieurs territoires, dont le Québec, doit être établi en français ou en français et en anglais.

PARTIE 2 INFORMATION CONTINUE (supprimée)

PARTIE 3 PROSPECTUS

3.1. Autorité principale pour le prospectus

Pour le dépôt d'un prospectus en vertu de la partie 3 du règlement, l'autorité principale est désignée conformément à l'article 3.1, selon lequel l'autorité principale doit être l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable d'un territoire déterminé. Pour l'application de cet article, les territoires déterminés sont, conformément à son paragraphe 1, la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, le Québec, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse.

L'article 3.4 de l'Instruction générale 11-202 indique les modalités de désignation de l'autorité principale pour le dépôt du prospectus visé à la partie 3 du règlement.

3.2. Changement discrétionnaire d'autorité principale pour le prospectus

En vertu de l'article 3.2 du règlement, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable peut changer d'office ou sur demande l'autorité principale pour le dépôt d'un prospectus en vertu de la partie 3 du règlement. L'article 3.5 de l'Instruction générale 11-202 indique la procédure et les motifs de changement discrétionnaire d'autorité principale pour ce prospectus.

3.3. Octroi réputé du visa

En vertu de l'article 3.3 du règlement, le prospectus provisoire ou le prospectus est réputé visé dans le territoire autre que le territoire principal si certaines conditions sont réunies. Le visa qui est réputé octroyé dans le territoire autre que le territoire principal a le même effet juridique que le visa octroyé dans le territoire principal.

Pour se prévaloir de l'article 3.3 du règlement dans le territoire autre que le territoire principal, le déposant doit déposer le prospectus provisoire ou le projet de prospectus au moyen de SEDAR ainsi que le prospectus à la fois dans le territoire autre que le territoire principal et dans le territoire principal. Lorsqu'il fait le dépôt, il doit aussi indiquer qu'il dépose le prospectus provisoire ou le projet de prospectus conformément au règlement. En vertu de la législation du territoire autre que le territoire principal, ce dépôt emporte obligation de déposer des documents justificatifs (par exemple, les consentements et les contrats importants) et de payer les droits exigibles.

L'Instruction générale 11-202 énonce la procédure de demande de dérogation pour le dépôt d'un prospectus en vertu de la partie 3 du règlement.

Si l'autorité principale refuse de viser un prospectus, elle en avise le déposant et les autorités autres que l'autorité principale en envoyant une lettre de refus au moyen de SEDAR. Dans ce cas, le règlement ne s'applique plus à ce dépôt et le déposant peut traiter séparément avec l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de tout territoire autre que le territoire principal dans lequel il a déposé le prospectus pour savoir si cette autorité ou cet agent responsable entend octroyer un visa local.

3.4. Dispense de l'application des dispositions relatives au prospectus non harmonisées (supprimé)

3.5. Disposition transitoire pour l'application de l'article 3.3

L'article 3.3 du règlement s'applique à tout prospectus provisoire ou projet de prospectus, au prospectus auquel il se rapporte et à toute modification de prospectus déposés le 17 mars 2008 ou après cette date.

Le paragraphe 1 de l'article 3.5 du règlement dispose que le visa qui serait réputé octroyé dans le territoire autre que le territoire principal en vertu de l'article 3.3 du règlement ne l'est pas s'il s'agit du visa d'une modification de prospectus provisoire déposée après le 17 mars 2008 et que le prospectus provisoire a été déposé avant cette date.

Le paragraphe 2 de l'article 3.5 du règlement dispense de l'obligation, selon le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 3.3 du règlement, d'indiquer sur SEDAR que le prospectus provisoire ou le projet de prospectus est déposé en vertu du règlement, lors de son dépôt. Il en ressort que la modification d'un prospectus est réputée visée dans le territoire autre que le territoire principal si le prospectus provisoire ou le projet de prospectus auquel le prospectus se rapporte a été déposé avant le 17 mars 2008 et si le déposant a indiqué sur SEDAR qu'il a déposé cette modification en vertu du règlement lors de son dépôt.

PARTIE 4 DISPENSES DISCRÉTIONNAIRES

4.1. Champ d'application

La partie 4 du règlement s'applique aux demandes de dispenses discrétionnaires de l'application des dispositions indiquées à l'Annexe D du règlement. Elle ne s'applique pas aux demandes de dispenses discrétionnaires de l'application de dispositions qui ne sont pas indiquées à cette annexe ni aux autres types de demandes de dispenses, telles que les demandes visant à faire désigner une personne comme émetteur assujéti, organisme de placement collectif, fonds d'investissement à capital fixe ou initié.

4.2. Autorité principale pour les demandes de dispenses discrétionnaires

Pour toute demande de dispense discrétionnaire visée à la partie 4 du règlement, l'autorité principale est désignée conformément aux articles 4.1 à 4.5, selon lesquels (exception faite de l'article 4.4.1) l'autorité principale doit être l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable d'un territoire déterminé. À cet effet, les territoires

déterminés sont, conformément à l'article 4.1, la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, le Québec, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse.

L'article 4.4.1 du règlement prévoit que l'autorité principale pour une demande de dispense de l'application d'une disposition prévue ~~à la partie 4~~ aux parties 3 et 12 du Règlement 31-103 ou à la partie 2 du Règlement 33-109 qui est présentée relativement à une demande d'inscription dans le territoire principal est déterminée conformément à l'article ~~6-14A.1~~ du règlement. L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de tout territoire peut être autorité principale en vertu de cet article.

L'article 3.6 de l'Instruction générale 11-203 indique les modalités de désignation de l'autorité principale pour une demande de dispense discrétionnaire en vertu de la partie 4 du règlement.

4.3. Changement discrétionnaire d'autorité principale pour les demandes de dispenses discrétionnaires

En vertu de l'article 4.6 du règlement, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable peut changer d'office ou sur demande l'autorité principale pour une demande de dispense discrétionnaire visée à la partie 4 du règlement. L'article 3.7 de l'Instruction générale 11-203 indique la procédure et les motifs de changement discrétionnaire d'autorité principale pour cette demande de dispense.

4.4. Application des dispenses discrétionnaires sous le régime de passeport

En vertu du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement, toute personne est dispensée de l'application d'une disposition équivalente de la législation en valeurs mobilières du territoire autre que le territoire principal lorsque l'autorité principale pour la demande accorde la dispense discrétionnaire, que le déposant donne l'avis prévu au sous-paragraphe *c* de ce paragraphe et que d'autres conditions sont remplies. Les dispositions équivalentes auxquelles s'applique la dispense automatique énoncée à ce paragraphe sont indiquées à l'Annexe D du règlement.

Lorsqu'une dispense discrétionnaire est révoquée ou annulée par l'autorité principale ou qu'elle expire en vertu d'une disposition de temporisation, il n'est plus possible de se prévaloir de la dispense visée à l'article 4.7 dans le territoire autre que le territoire principal.

Les dispenses discrétionnaires visées au paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement sont ouvertes dans les territoires sous le régime de passeport à l'égard desquels le déposant donne l'avis prescrit lors de la demande. Elles peuvent toutefois l'être par la suite dans d'autres territoires sous le régime de passeport si les circonstances le justifient. Par exemple, l'émetteur assujéti qui, en 2008, obtient une dispense discrétionnaire d'une obligation d'information continue canadienne dans son territoire principal ainsi qu'une dispense automatique en vertu de ce paragraphe du règlement dans trois autres territoires, puis qui, en 2009, devient émetteur assujéti dans un quatrième territoire autre que le territoire principal peut bénéficier d'une dispense automatique dans le nouveau territoire. Pour ce faire, il doit donner l'avis prévu au sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement à l'égard du nouveau territoire et satisfaire aux autres conditions auxquelles la dispense est subordonnée.

Le paragraphe 2 de l'article 4.7 du règlement prévoit que le déposant peut donner l'avis prescrit à l'autorité principale plutôt qu'à l'autorité autre que l'autorité principale.

Dans sa demande, le déposant devrait indiquer toutes les dispenses demandées et donner avis de tous les territoires où il compte se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement. L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable d'un territoire autre que le territoire principal prend les mesures qui s'imposent dans le cas où, au moment du dépôt d'une demande, le déposant doit obtenir la dispense discrétionnaire dans ce territoire,

mais ne donne pas à son égard l'avis prescrit avant que l'autorité principale n'accorde la dispense. La mesure prise pourrait notamment consister à retirer la dispense, auquel cas le déposant peut avoir la possibilité d'être entendu dans ce territoire selon les circonstances.

La décision de l'autorité principale de modifier une dispense d'une disposition indiquée à l'Annexe D du règlement qu'elle a accordée antérieurement à une personne prend automatiquement effet dans tout territoire autre que le territoire principal lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- la personne a demandé dans le territoire principal que la décision soit modifiée et a donné l'avis prévu au sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement à l'égard du territoire autre que le territoire principal;
- l'autorité principale accorde la dispense et celle-ci est valide;
- les autres conditions prévues au paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement sont remplies.

Si l'autorité principale pour une demande de dispense d'une obligation de dépôt prévue à l'article 6.1 du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription* (le « Règlement 45-106 ») octroie une dispense en vertu du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement, la personne ne jouit d'une dispense automatique dans tout territoire autre que le territoire principal que si les conditions suivantes sont réunies :

- la personne est soumise à l'obligation de dépôt parce qu'elle se prévaut d'une des dispositions visées à l'article 6.1 du Règlement 45-106 dans le territoire principal;
- la personne se prévaut de la dispense équivalente dans le territoire autre que le territoire principal;
- la personne remplit les conditions prévues au paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement.

Puisqu'en vertu du règlement, il suffit de déposer une demande de dispense discrétionnaire dans le territoire principal pour obtenir une dispense automatique dans plusieurs territoires, le déposant n'est tenu de payer les droits que dans le territoire principal.

L'Instruction générale 11-203 indique la procédure de demande de dispense dans plusieurs territoires, et notamment la procédure de demande de dispense discrétionnaire en vertu de la partie 4 du règlement.

4.5. Recours au régime de passeport pour les dispenses discrétionnaires demandées avant le 17 mars 2008

Le paragraphe 1 de l'article 4.8 du règlement dispose qu'il est possible d'obtenir automatiquement une dispense de la disposition équivalente dans le territoire intéressé lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- une dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières actuellement indiquée à l'Annexe D du règlement a été demandée dans un territoire déterminé avant le 17 mars 2008;
- l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire déterminé a accordé la dispense, quelle que soit la date de la décision;
- certaines autres conditions sont remplies.

L'une de ces conditions consiste à donner l'avis prévu au sous-paragraphe *c* de ce paragraphe. Le paragraphe 2 de cet article autorise le déposant à donner l'avis à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable qui serait l'autorité principale pour la demande en vertu de la partie 4 du règlement s'il présentait la demande conformément à cette partie au moment où il donne l'avis, au lieu de le donner à l'autorité autre que l'autorité principale.

En vertu de l'article 4.1 du règlement, les territoires déterminés sont la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, le Québec, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse.

Un territoire déterminé pour l'application de l'article 4.8 du règlement est le territoire principal selon le Règlement 11-101.

L'effet conjugué des paragraphes 1 et 3 de l'article 4.8 du règlement est qu'il est possible de se prévaloir automatiquement dans le territoire autre que le territoire principal de toute dispense d'une obligation d'information continue accordée par l'autorité principale en vertu du Règlement 11-101 avant le 17 mars 2008 même si la décision ne mentionne pas le territoire autre que le territoire principal. Pour en bénéficier, l'émetteur assujetti doit cependant respecter les conditions de la décision rendue par l'autorité principale sous le régime du Règlement 11-101. On ne peut être dispensé selon ces modalités dans le territoire autre que le territoire principal que des obligations d'information continue indiquées à l'Annexe D du règlement.

L'Annexe A de la présente instruction générale indique les obligations d'information continue dont l'émetteur assujetti pouvait être dispensé en vertu de l'article 3.2 du Règlement 11-101. L'Annexe D du règlement énonce les dispositions équivalentes.

~~PARTIE 5 — DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR~~

~~5.1. — Date d'entrée en vigueur~~

~~Le règlement s'applique aux documents d'information continue, aux prospectus et aux demandes de dispenses discrétionnaires déposés le 17 mars 2008 ou après cette date.~~

PARTIE 64A INSCRIPTION

6.1.4A.1. Champ d'application

Le règlement permet aux sociétés et aux personnes physiques de s'inscrire automatiquement dans un territoire autre que le territoire principal du seul fait qu'elles sont déjà inscrites dans leur territoire principal. Il entraîne également l'application automatique de certaines décisions de l'autorité principale dans chaque territoire autre que le territoire principal où elles sont inscrites, qu'elles y soient inscrites automatiquement ou non en vertu du règlement.

Personnes physiques autorisées

Le règlement ne s'applique pas aux « personnes physiques autorisées » au sens du Règlement 33-109 parce que ces personnes ne sont pas inscrites en vertu de la législation en valeurs mobilières. Il ne s'applique à ces personnes que si elles s'inscrivent dans une catégorie dans leur territoire principal et demandent à s'inscrire dans la même catégorie dans un territoire autre que le territoire principal.

Courtiers d'exercice restreint et leurs représentants

L'article ~~6.34A.3~~ du règlement ne s'applique pas à la société inscrite dans la catégorie de « courtier d'exercice restreint » au sens du Règlement 31-103. Pour s'inscrire dans un territoire autre que le territoire principal, le courtier d'exercice restreint doit en faire la demande directement auprès de l'autorité autre que l'autorité principale.

L'inscription automatique en vertu du règlement ne lui est pas ouverte parce que cette catégorie n'est pas assortie d'obligations uniformisées et que la plupart des sociétés inscrites à ce titre n'exercent leurs activités que dans un territoire. Le courtier d'exercice restreint qui s'inscrit directement dans la même catégorie dans un territoire autre que le territoire principal est toutefois soumis aux dispositions du règlement relatives aux conditions (article ~~6.5~~4A.5), à la suspension (article ~~6.6~~4A.6), à la radiation d'office (article ~~6.7~~4A.7) et à la radiation sur demande (article ~~6.8~~4A.8).

Toutes les dispositions du règlement s'appliquent aux représentants des courtiers d'exercice restreint. Ces personnes peuvent s'inscrire automatiquement en vertu de l'article ~~6.4~~4A.4 du règlement si leur société parrainante est inscrite comme courtier d'exercice restreint dans leur territoire principal et dans le territoire autre que le territoire principal dans lequel elles demandent à s'inscrire. Elles sont notamment soumises aux dispositions du règlement relatives aux conditions (article ~~6.5~~4A.5), à la suspension (article ~~6.6~~4A.6), à la radiation d'office (article ~~6.7~~4A.7) et à la radiation sur demande (article ~~6.8~~4A.8).

~~6.2~~4A.2 Inscription par un OAR

L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de certains territoires a délégué ou conféré tout ou partie de ses fonctions d'inscription à un OAR ou l'a autorisé à en exercer. Le règlement s'applique aux décisions prises par l'OAR selon ces modalités. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter à l'article 3.5 de l'Instruction générale 11-204.

~~6.3~~4A.3 Autorité principale pour l'inscription

L'autorité principale d'une société ou d'une personne physique est l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable désigné conformément à l'article ~~6.1~~4A.1 du règlement. L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de tout territoire peut être autorité principale pour l'inscription.

L'article 3.6 de l'Instruction générale 11-204 indique les modalités de désignation de l'autorité principale d'une société ou d'une personne physique en vertu de la partie ~~6.4~~4A du règlement.

~~6.4~~4A.4 Changement discrétionnaire d'autorité principale pour l'inscription

L'article ~~6.2~~4A.2 du règlement permet à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable de changer l'autorité principale pour l'application de la partie ~~6.4~~4A du règlement. L'article 3.7 de l'Instruction générale 11-204 indique la procédure de changement discrétionnaire d'autorité principale pour l'inscription en vertu de cette partie.

~~6.5~~4A.5 Inscription

Les sociétés et les personnes physiques tenues de s'inscrire en vertu du Règlement 31-103 peuvent se prévaloir des articles ~~6.3~~4A.3 et ~~6.4~~4A.4 du règlement, exception faite des sociétés qui s'inscrivent comme courtier d'exercice restreint.

La société ou la personne physique qui s'inscrit dans un territoire autre que le territoire principal en vertu de l'article ~~6.3~~4A.3 ou ~~6.4~~4A.4 du règlement doit se conformer à toutes les dispositions applicables dans ce territoire, et notamment à l'obligation de payer les droits exigibles et aux éventuelles obligations non harmonisées.

Au Québec, les sociétés et les personnes physiques du secteur des organismes de placement collectif et des plans de bourse d'études sont assujetties à un cadre réglementaire particulier qui s'applique également sous le régime de passeport :

- les courtiers en épargne collective et en plans de bourse d'études inscrits au Québec ne sont pas tenus d'être membres de l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels (ACCFM) mais relèvent directement de l'Autorité des marchés financiers;

- les personnes physiques du secteur des organismes de placement collectif et des plans de bourse d'études sont tenues d'être membres de la Chambre de la sécurité financière;
- les sociétés et les personnes physiques doivent souscrire une assurance responsabilité professionnelle;
- les sociétés doivent verser une cotisation au Fonds d'indemnisation des services financiers en vue d'offrir une indemnisation financière aux investisseurs victimes de manœuvres dolosives ou de détournements de fonds commis par ces sociétés ou ces personnes physiques.

En outre, au Québec, le représentant d'un courtier en placement ne peut à la fois être à l'emploi d'une institution financière et exercer des activités à ce titre dans une succursale au Québec, sauf s'il est un représentant spécialisé en épargne collective ou en plan de bourses d'études.

En Colombie-Britannique, les courtiers en placement qui réalisent des opérations sur les marchés hors cote aux États-Unis doivent se conformer aux dispositions locales les obligeant à gérer les risques, à conserver des dossiers et à faire rapport à la Commission tous les trimestres.

Inscription dans un territoire autre que le territoire principal

Avant de présenter des renseignements conformément à l'article [6.34A.3](#) ou [6.44A.4](#) du règlement, les sociétés et les personnes physiques devraient vérifier que leur territoire principal est bien indiqué dans les derniers renseignements présentés en vertu du Règlement 33-109.

Sociétés

Conformément au paragraphe 1 de l'article [6.34A.3](#) du règlement, la société qui est inscrite dans son territoire principal dans une catégorie prévue par le Règlement 31-103, sauf celle de « courtier d'exercice restreint », est inscrite dans la même catégorie dans le territoire autre que le territoire principal lorsqu'elle remplit les conditions suivantes :

- a) elle a présenté le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 conformément au Règlement 33-109;
- b) elle est membre d'un OAR si cela est obligatoire pour cette catégorie d'inscription.

Les sociétés trouveront à la partie 4 et à l'article 5.2 de l'Instruction générale 11-204 des indications sur la façon de présenter ce formulaire en vertu du règlement.

Conformément au paragraphe 3 de l'article [6.34A.3](#) du règlement, la société peut présenter le formulaire à son autorité principale au lieu de l'autorité autre que l'autorité principale. Dans les territoires où l'autorité principale a délégué ou conféré des fonctions d'inscription à un OAR ou l'a autorisé à en exercer, la société devrait présenter le formulaire au bureau compétent de l'OAR.

Pour s'inscrire en vertu du paragraphe 1 de l'article [6.34A.3](#) du règlement, la société doit être membre d'un OAR si cela est exigé dans le territoire intéressé pour cette catégorie d'inscription. Cette condition ne s'applique pas à la société dispensée de cette obligation dans ce territoire. Les courtiers en placement sont, dans tous les territoires, tenus d'être membres de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières. Hormis au Québec, tous les courtiers en épargne collective doivent être membres de l'ACCFM. Les courtiers en épargne collective dont le Québec est le territoire principal doivent être membres de l'ACCFM pour s'inscrire dans un autre territoire.

Personnes physiques

En vertu de l'article [6.44A.4](#) du règlement, la personne physique agissant pour le compte de sa société parrainante et qui est inscrite dans une catégorie prévue par le Règlement 31-103 dans son territoire principal est inscrite dans la même catégorie dans le territoire autre que le territoire principal lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) la société parrainante est inscrite dans le territoire autre que le territoire principal dans la même catégorie que dans le territoire principal;
- b) la personne physique a présenté le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2 ou à l'Annexe 33-109A4 conformément au Règlement 33-109;
- c) la personne physique est membre ou une personne autorisée d'un OAR si cela est obligatoire pour cette catégorie d'inscription.

L'article 5.2 de l'Instruction générale 11-204 donne des indications sur la façon de présenter ce formulaire.

Pour s'inscrire en vertu de l'article [6.44A.4](#) du règlement, la personne physique doit être membre ou une personne autorisée d'un OAR si cela est exigé dans le territoire intéressé pour cette catégorie d'inscription. Cette condition ne s'applique pas à la personne physique dispensée de cette obligation dans ce territoire. En vertu de la législation du Québec, les représentants de courtiers en épargne collective ou en plans de bourse d'études doivent être membres de la Chambre de la sécurité financière. ~~Aucune obligation analogue ne s'applique dans les autres territoires.~~ Les autres territoires exigent que les personnes physiques qui sont des représentants de courtiers en épargne collective soient des personnes autorisées en vertu des règles de l'ACCFM.

Si une personne physique est inscrite dans une catégorie dans son territoire principal auprès de plusieurs sociétés parrainantes, ces sociétés doivent être inscrites dans la même catégorie dans le territoire autre que le territoire principal où la personne demande à s'inscrire en vertu de l'article [6.44A.4](#) du règlement.

6.6.4A.6. Conditions de l'inscription

En vertu du paragraphe 1 de l'article [6.54A.5](#) du règlement, la société ou la personne physique qui est inscrite dans la même catégorie dans le territoire principal et dans le territoire autre que le territoire principal est assujettie aux conditions auxquelles son inscription est subordonnée dans le territoire principal comme si elles étaient imposées dans le territoire autre que le territoire principal (par effet de la loi). Conformément au paragraphe 2 de cet article, les conditions s'appliquent jusqu'à ce que l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable les annule ou qu'elles arrivent à expiration, selon la plus rapprochée de ces dates.

En vertu de l'article [6.54A.5](#) du règlement, toute condition de l'inscription d'une société ou d'une personne physique dans une catégorie que l'autorité principale modifie ou qu'elle ajoute s'applique automatiquement à son inscription dans la même catégorie dans le territoire autre que le territoire principal.

En cas de changement d'autorité principale, toutes les catégories dans lesquelles la société ou la personne physique est inscrite dans le territoire autre que le territoire principal en vertu de l'article [6.34A.3](#) ou [6.44A.4](#) du règlement font l'objet des mesures suivantes :

- l'ancienne autorité principale annule les conditions qu'elle a imposées;
- la nouvelle autorité principale adopte des conditions appropriées.

De cette façon, la nouvelle autorité principale peut modifier selon les besoins les conditions auxquelles la société ou la personne physique est assujettie, et les conditions modifiées s'appliquent automatiquement dans le territoire autre que le territoire principal comme si elles y étaient imposées (par effet de la loi).

6.7.4A.7. Suspension

En vertu de l'article ~~6.64A.6~~ du règlement, la suspension de l'inscription d'une société ou d'une personne physique dans le territoire principal entraîne automatiquement sa suspension dans tout territoire autre que le territoire principal où elle est inscrite. La suspension de l'inscription entraîne la suspension des droits qu'elle confère à la société ou à la personne physique en matière de courtage ou de conseil, mais l'inscription demeure valide en vertu de la législation en valeurs mobilières. L'inscription est suspendue en même temps dans le territoire principal et le territoire autre que le territoire principal. La BDNI indique la même date de suspension dans chaque territoire pertinent.

L'inscription est suspendue dans le territoire autre que le territoire principal tant qu'elle le demeure dans le territoire principal. Si l'autorité principale lève la suspension, la société ou la personne physique peut reprendre ses activités de courtage ou de conseil dans le territoire autre que le territoire principal à la date de levée indiquée par la BDNI. Toute condition imposée par l'autorité principale à la levée de la suspension s'applique automatiquement dans le territoire autre que le territoire principal en vertu de l'article ~~6.5.4A.5~~ du règlement.

6.8.4A.8. Radiation d'office

En vertu de l'article ~~6.74A.7~~ du règlement, la radiation d'office de l'inscription d'une société ou d'une personne physique dans le territoire principal entraîne automatiquement sa radiation dans le territoire autre que le territoire principal. L'inscription est radiée en même temps dans le territoire principal et le territoire autre que le territoire principal. La BDNI indique la même date de radiation dans chaque territoire pertinent.

6.9.4A.9. Radiation sur demande

En vertu de l'article ~~6.84A.8~~ du règlement, l'inscription d'une société ou d'une personne physique dans une catégorie est automatiquement radiée dans tous les territoires autres que le territoire principal dans lesquels elle est inscrite si, à sa demande, l'autorité principale radie son inscription dans son territoire principal.

La société devrait présenter sa demande de radiation de son inscription dans une ou plusieurs catégories dans le territoire principal ~~dans un format différent du format BDNI, en indiquant et en Ontario, si l'Ontario est un territoire autre que le territoire principal. Elle devrait indiquer dans sa demande~~ tout territoire autre que le territoire principal dans lequel elle est inscrite dans la ou les mêmes catégories. Dans les territoires où l'autorité principale a délégué ou conféré des fonctions d'inscription à un OAR ou l'a autorisé à en exercer, la société devrait présenter sa demande au bureau compétent de l'OAR. L'Annexe B de l'Instruction générale 33-109 indique la façon de présenter une demande de radiation à l'autorité principale ou au bureau compétent de l'OAR ~~dans un format différent du format BDNI.~~

La personne physique devrait faire la présentation de renseignements à la BDNI prévue par le Règlement 33-109 pour demander la radiation de son inscription.

Lorsque la société ou la personne physique demande la radiation de son inscription dans une catégorie dans le territoire principal, l'autorité principale peut suspendre l'inscription pendant l'étude de la demande ou l'assortir de conditions. On trouvera à l'article ~~6.7.4A.7~~ des indications sur la suspension de l'inscription.

Lorsque l'autorité principale subordonne l'inscription à des conditions, l'article ~~6.5.4A.5~~ du règlement prévoit que les conditions s'appliquent dans chaque territoire autre

que le territoire principal où la société ou la personne physique est inscrite dans la même catégorie comme si les conditions y étaient imposées.

Le règlement ne traite pas du cas de la société ou de la personne physique qui ne demande la radiation de son inscription dans une catégorie que dans un territoire autre que le territoire principal. Dans ce cas, sauf en Ontario :

- la société peut toujours ne présenter sa demande qu'à l'autorité principale ou, si l'autorité principale a délégué ou conféré des fonctions d'inscription à un OAR ou l'a autorisé à en exercer, au bureau compétent de l'OAR dans le territoire principal;
- la personne physique devrait faire la présentation de renseignements à la BDNI prévue par le Règlement 33-109;
- la demande de la société ou de la personne physique devrait indiquer le territoire autre que le territoire principal dans lequel la radiation est demandée;
- le fait que l'autorité en valeurs mobilières, l'agent responsable ou l'OAR accède à la demande dans le territoire autre que le territoire principal n'a pas d'incidence sur l'inscription dans d'autres territoires.

6.10.4A.10. Disposition transitoire – Conditions en vigueur dans le territoire autre que le territoire principal

Le paragraphe 1 de l'article 6.94A.9 du règlement a pour objet de reporter au ~~{indiquer la date qui tombe 30 jours après l'entrée en vigueur de la partie 6 du règlement}~~ 28 octobre 2009 l'application automatique de l'article 6.54A.5 du règlement dans le territoire autre que le territoire principal dans lequel la société ou la personne physique est inscrite au ~~{indiquer la date d'entrée en vigueur de la partie 6 du règlement}~~ 28 septembre 2009. De cette façon, la société ou la personne physique a le temps de demander, en vertu du paragraphe 2 de l'article 6.94A.9 du règlement, à être dispensée de l'application automatique des conditions imposées par l'autorité principale dans le territoire autre que le territoire principal.

La société ou la personne physique devrait demander la dispense prévue au paragraphe 2 de l'article 6.94A.9 du règlement séparément dans chaque territoire autre que le territoire principal parce que le but de la demande est de lui donner l'occasion d'être entendue au sujet de l'application automatique, dans le territoire autre que le territoire principal, de conditions imposées par l'autorité principale. Elle ne devrait donc pas présenter sa demande en vertu de l'Instruction générale 11-203.

Si la société ou la personne physique ne demande pas de dispense en vertu du paragraphe 2 de l'article 6.94A.9 du règlement dans un territoire autre que le territoire principal :

- les conditions imposées par l'autorité principale s'appliquent automatiquement le ~~{indiquer la date qui tombe 30 jours après l'entrée en vigueur de la partie 6 du règlement}~~ 28 octobre 2009 dans le territoire autre que le territoire principal;
- les conditions imposées précédemment par l'autorité autre que l'autorité principale cessent de s'appliquer, à moins qu'elles n'aient pour objet l'application de la loi.

6.11.4A.11. Disposition transitoire – Avis désignant l'autorité principale d'une société étrangère

En vertu du paragraphe 1 de l'article 6.104A.10 du règlement, la société étrangère inscrite dans une catégorie dans plusieurs territoires avant le ~~{indiquer la date d'entrée en vigueur de la partie 6 du règlement}~~ 28 septembre 2009 doit présenter, dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109 A5, les renseignements visés ~~{au paragraphe b de la rubrique 2.2 de l'Annexe 33-~~

109A6 ~~relativement à pour désigner~~ son territoire principal ~~au plus tard le 28 octobre 2009~~. Ces renseignements désignent son autorité principale conformément à l'article ~~6-4A.1~~ du règlement

Le paragraphe 2 de l'article ~~6-104A.10~~ du règlement permet à la société étrangère de présenter ces renseignements à une autorité autre que l'autorité principale en ne les fournissant qu'à son autorité principale. ~~Les renseignements devraient être présentés dans un format différent du format BDNI.~~ Dans les territoires dont l'autorité principale a délégué ou conféré des fonctions d'inscription à un OAR ou l'a autorisé à en exercer, la société étrangère devrait présenter les renseignements au bureau compétent de l'OAR. L'Annexe B de l'Instruction générale 33-109 indique la façon de présenter des renseignements ~~dans un format différent du format BDNI.~~

Étant donné que l'autorité principale de la personne physique étrangère est la même que celle de sa société parrainante, le règlement n'oblige pas cette personne à présenter des renseignements pour désigner l'autorité principale de cette personne.

PARTIE 5 DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

5.1. Date d'entrée en vigueur

Le règlement s'applique aux documents d'information continue, aux prospectus et aux demandes de dispenses discrétionnaires déposés le 17 mars 2008 ou après cette date.

Le règlement s'applique à la personne physique ou à la société qui demande à s'inscrire à l'extérieur de son territoire principal le 28 septembre 2009 ou après cette date. Il s'applique en outre à la personne physique ou à la société qui est inscrite à cette date, à moins que celle-ci ne bénéficie d'une dispense en vertu du paragraphe 2 de l'article 4A.9.

ANNEXE A**OBLIGATIONS D'INFORMATION CONTINUE EN VERTU DU RÈGLEMENT 11-101**

Pour faciliter la consultation, la présente annexe reproduit la définition d'« obligation d'information continue » prévue par le Règlement 11-101, même si certaines références ne sont plus pertinentes parce que les articles en cause ont été abrogés après le 19 septembre 2005, date d'entrée en vigueur du Règlement 11-101.

Colombie-Britannique

Securities Act : articles 85 et 117;

Securities Rules : articles 2 et 3 en ce qui concerne un dépôt en vertu d'une autre obligation d'information continue au sens du Règlement 11-101, articles 144 et 145 (sauf en ce qui concerne les droits), articles 152 et 153, et article 189 en ce qui concerne un dépôt en vertu d'une autre obligation d'information continue au sens du Règlement 11-101.

Alberta

Securities Act : articles 146, 149 (sauf en ce qui concerne les droits), 150, 152 et 157.1;

Rules (General) de l'*Alberta Securities Commission* : articles 143 à 169, 196 et 197 (sauf en ce qui concerne le prospectus).

Saskatchewan

The Securities Act, 1988 : articles 84, 86 à 88, 90, 94 et 95;

The Securities Regulations : articles 117 à 138.1 et 175 en ce qui concerne un dépôt en vertu d'une autre obligation d'information continue au sens du Règlement 11-101.

Manitoba

Loi sur les valeurs mobilières : paragraphe 1 des articles 101 et 102, article 104, paragraphe 3 de l'article 106, articles 119, 120 (sauf en ce qui concerne les droits) et 121 à 130;

Règlement sur les valeurs mobilières : articles 38 à 40 et 80 à 87.

Québec

Loi sur les valeurs mobilières : articles 73 (sauf l'obligation de dépôt d'une déclaration de changement important), 75 (sauf l'obligation de dépôt), 76, 77 (sauf l'obligation de dépôt), 78, 80 à 82.1, 83.1, 87, 105 (sauf l'obligation de dépôt), 106 et 107 (sauf l'obligation de dépôt);

Règlement sur les valeurs mobilières : articles 115.1 à 119, 119.4, 120 à 138 et 141 à 161;

Règlements : C-14, C-48, Q-11, Q-17 (titre quatrième) et 62 à 102.

Tout document déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers ou transmis à celle-ci, transmis aux porteurs au Québec ou diffusé au Québec en vertu de l'article 3.2 du règlement est réputé, pour l'application de la législation en valeurs mobilières du Québec, être un document déposé, transmis ou diffusé en vertu du chapitre II du titre III ou de l'article 84 de la Loi sur les valeurs mobilières.

Nouveau-Brunswick

Loi sur les valeurs mobilières : paragraphes 1 à 4 de l'article 89 et articles 90, 91, 100 et 101.

Nouvelle-Écosse

Securities Act : articles 81, 83, 84 et 91;

General Securities Rules : article 9, paragraphes 2 et 3 de l'article 140 et article 141.

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities Act : articles 76, 78 à 80, 82, 86 et 87 (sauf en ce qui concerne les droits);

Securities Regulations : articles 4 à 14 et 71 à 80.

Yukon

Loi sur les valeurs mobilières : paragraphe 5 de l'article 22 (sauf en ce qui concerne le dépôt d'un prospectus ou d'une modification du prospectus).

Tous les territoires

a) *Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers*, sauf en ce qui concerne le prospectus;

b) *Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières*, sauf en ce qui concerne le prospectus;

c) *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*;

d) *Règlement 52-107 sur les principes comptables, normes de vérification et monnaies de présentation acceptables*, en ce qui concerne les documents déposés en vertu du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*;

e) *Règlement 52-108 sur la surveillance des vérificateurs*;

f) *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*;

g) *Règlement 52-110 sur le comité de vérification*, sauf en Colombie-Britannique;

h) *BC Instrument 52-509 Audit Committees*, uniquement en Colombie-Britannique;

i) *Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti*;

j) *Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance*;

k) article 8.5 du *Règlement 81-104 sur les fonds marché à terme*;

l) *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement*.

Document comparison done by DeltaView on 13 juillet, 2009 07:31:03

Input:	
Document 1	file:///F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-102/Modif 2008-09 Inscription/Final 12-08/AMF/11-102 Modif IG 08-12-08 QF.doc
Document 2	file:///F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-102/Modif 2008-09 Inscription/Final 07-09/AMF/11-102 Modif IG 08-07-09 QF.doc
Rendering set	Standard

Legend:	
	<u>Insertion</u>
	Deletion
	Moved from
	<u>Moved to</u>
	Style change
	Format change
	Moved deletion
Inserted cell	
Deleted cell	
Moved cell	
Split/Merged cell	
Padding cell	

Statistics:		
	Count	
Insertions	91	
Deletions	90	
Moved from	4	
Moved to	4	
Style change	0	
Format changed	0	
Total changes	189	

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE 11-202 RELATIVE À L'EXAMEN DU PROSPECTUS DANS PLUSIEURS TERRITOIRES

1. L'article 4.1 de l'*Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires* est modifié par l'insertion des mots « et du Règlement 11-102 » après les mots « la présente instruction générale ».

2. L'article 7.1 de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement de la dernière phrase du paragraphe 1 par la suivante :

« Pour aider les déposants, l'autorité principale indique dans le visa les territoires sous le régime de passeport dans lesquels le prospectus a été déposé en vertu du Règlement 11-102 et y précise que le visa est réputé octroyé dans chacun de ces territoires si les conditions prévues par le Règlement 11-102 sont respectées. ».

2° par l'insertion, après le paragraphe 2, du paragraphe suivant :

« 3) Lorsqu'un projet de prospectus ou une version modifiée d'un prospectus provisoire est déposé dans le territoire principal et un prospectus provisoire, dans un territoire autre que le territoire principal, l'autorité principale délivre un document attestant que l'autorité du territoire autre que le territoire principal a visé le prospectus provisoire. ».

INSTRUCTION GÉNÉRALE 11-203 RELATIVE AU TRAITEMENT DES DEMANDES DE DISPENSE DANS PLUSIEURS TERRITOIRES

PARTIE 1 CHAMP D'APPLICATION

1.1. Champ d'application

La présente instruction générale décrit les procédures de dépôt et d'examen des demandes de dispense dans plusieurs territoires canadiens.

PARTIE 2 DÉFINITIONS

2.1. Définitions

Dans la présente instruction générale, on entend par :

« autorité » : toute autorité en valeurs mobilières ou tout agent responsable;

« AMF » : l'autorité au Québec;

« autorité sous le régime de passeport » : toute autorité ayant pris le Règlement 11-102;

« CVMO » : l'autorité en Ontario;

« demande » : toute demande de dispense, à l'exclusion d'un dépôt préalable ou d'une demande de dérogation au sens de l'Instruction générale 11-202;

« demande mixte » : toute demande composée de ce qui suit :

a) une demande sous le régime de passeport ou une demande sous régime double;

b) une demande sous examen coordonné;

« demande sous examen coordonné » : toute demande visée à l'article 3.4;

« demande sous le régime de passeport » : toute demande visée à l'article 3.2;

« demande sous régime double » : toute demande visée à l'article 3.3;

« déposant » :

a) la personne qui dépose une demande;

b) tout mandataire de la personne visée au paragraphe a);

« dépôt préalable » : toute consultation de l'autorité principale à propos d'une demande, engagée avant le dépôt de la demande et portant sur l'interprétation de la législation en valeurs mobilières ou des directives en valeurs mobilières ou sur leur application à une opération ou question particulière ou envisagée;

« dispense » : toute dispense, notamment toute approbation, décision, déclaration, désignation, détermination, dispense discrétionnaire, prolongation, ordonnance, permission, reconnaissance, révocation ou dérogation, demandée en vertu de la législation en valeurs mobilières ou des directives en valeurs mobilières;

« dispense discrétionnaire » : toute dispense discrétionnaire visée à la partie 4 du Règlement 11-102;

~~« examen coordonné » : l'examen d'une demande sous examen coordonné en application de la présente instruction générale;~~

« examen sous régime double » : l'examen d'une demande sous régime double en application de la présente instruction générale;

~~« examen coordonné » : l'examen d'une demande sous examen coordonné en application de la présente instruction générale;~~

« Instruction générale 11-102 » : l'*Instruction générale relative au Règlement 11-102 sur le régime de passeport*;

« Instruction générale 11-202 » : l'*Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires*;

« Instruction générale 11-204 » : l'*Instruction générale 11-204 relative à l'inscription dans plusieurs territoires*;

« Règlement 11-102 » : le *Règlement 11-102 sur le régime de passeport*;

« Règlement 31-103 » : le *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription*;

« Règlement 33-109 » : le *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*;

« territoire de notification » : tout territoire sous le régime de passeport à l'égard duquel le déposant a donné l'avis prévu au sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102;

« territoire sous le régime de passeport » : le territoire d'une autorité sous le régime de passeport.

2.2. Définitions supplémentaires

Les expressions employées dans la présente instruction générale et définies par le Règlement 11-102 et du *Règlement 14-101 sur les définitions* s'entendent au sens défini dans ces règlements.

PARTIE 3 SURVOL, AUTORITÉ PRINCIPALE ET PRINCIPES GÉNÉRAUX

3.1. Survol

La présente instruction générale s'applique à toute demande de dispense faite dans plusieurs territoires. Voici les types de demandes :

a) l'autorité principale est une autorité sous le régime de passeport et le déposant ne souhaite pas obtenir de dispense discrétionnaire en Ontario; il s'agit d'une « demande sous le régime de passeport »;

b) l'autorité principale est la CVMO et le déposant souhaite également obtenir une dispense discrétionnaire dans un territoire sous le régime de passeport; il s'agit également d'une « demande sous le régime de passeport »;

c) l'autorité principale est une autorité sous le régime de passeport et le déposant souhaite également obtenir une dispense discrétionnaire en Ontario; il s'agit d'une « demande sous régime double »;

d) toute demande en vue d'obtenir une dispense échappant au champ d'application de la partie 4 du Règlement 11-102; il s'agit d'une « demande sous examen coordonné ».

3.2. Demande sous le régime de passeport

1) Le déposant ne dépose sa demande et n'acquiesce les droits qu'auprès de l'autorité principale lorsqu'elle est autorité sous le régime de passeport et que le déposant ne souhaite pas obtenir de dispense discrétionnaire en Ontario. L'autorité principale examine seule la demande et sa décision d'accorder la dispense discrétionnaire emporte automatiquement dispense équivalente dans les territoires de notification.

2) Le déposant ne dépose sa demande et n'acquiesce les droits qu'auprès de la CVMO lorsqu'elle est l'autorité principale et que le déposant souhaite également obtenir une dispense discrétionnaire équivalente dans un territoire sous le régime de passeport. La CVMO examine seule la demande et sa décision d'accorder la dispense discrétionnaire emporte automatiquement dispense équivalente dans les territoires de notification.

3.3. Demande sous régime double

Le déposant dépose sa demande et acquiesce les droits auprès de l'autorité principale et de la CVMO lorsque l'autorité principale est autorité sous le régime de passeport et que le déposant souhaite également obtenir une dispense discrétionnaire en Ontario. L'autorité principale examine la demande et la CVMO, agissant comme autorité autre que l'autorité principale, coordonne son examen avec celui de l'autorité principale. La décision de l'autorité principale d'accorder la dispense discrétionnaire emporte automatiquement dispense équivalente dans les territoires de notification et fait foi de la décision prise par la CVMO, si elle est identique.

3.4. Demande sous examen coordonné

Le déposant dépose sa demande et acquiesce les droits dans chaque territoire où la dispense est requise lorsque la demande échappe au champ d'application du Règlement 11-102 (pour connaître les types de demandes en question, se reporter à l'article 4.1 de l'Instruction générale 11-102). L'autorité principale examine la demande et chaque autorité autre que l'autorité principale coordonne son examen avec celui de l'autorité principale. La décision de l'autorité principale d'accorder la dispense fait foi de la décision de chaque autorité autre que l'autorité principale qui a pris la même décision qu'elle.

3.5. Demande mixte

Les procédures applicables aux demandes sous le régime de passeport, aux demandes sous régime double et aux demandes sous examen coordonné en vertu de la présente instruction générale ainsi que leur résultat sont les mêmes pour les demandes mixtes. Le déposant devrait, dans le cas d'une demande mixte, suivre à la fois les procédures applicables aux demandes sous examen coordonné et celles applicables, selon le cas, aux demandes sous le régime de passeport ou aux demandes sous régime double.

3.6. Autorité principale

1) L'autorité principale à l'égard d'une demande visée par la présente instruction générale est désignée conformément aux articles 4.1 à 4.5 du Règlement 11-102. Le présent article résume ces articles et fournit des indications sur la désignation de l'autorité principale à l'égard d'une demande faite conformément à la présente instruction générale.

2) Pour l'application du présent article, le territoire déterminé est la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, le Québec, le Nouveau-Brunswick ou la Nouvelle-Écosse.

3) Sous réserve des paragraphes 4 à 9 et de l'article 3.7, l'autorité principale pour une demande de dispense est la suivante :

a) dans le cas d'une demande concernant un fonds d'investissement, l'autorité du territoire dans lequel le siège du gestionnaire de fonds d'investissement est situé;

b) dans le cas d'une demande concernant une personne qui n'est pas un fonds d'investissement, l'autorité du territoire dans lequel le siège de la personne est situé.

4) Sous réserve des paragraphes 6 à 9 et de l'article 3.7, l'autorité principale pour une demande de dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières relative aux déclarations d'initiés est l'autorité du territoire où est situé le siège de l'émetteur assujéti, et non celui de l'initié.

5) Sous réserve des paragraphes 6 à 9 et de l'article 3.7, l'autorité principale pour une demande de dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières relative aux offres publiques d'achat est l'autorité du territoire où est situé le siège de l'émetteur visé par l'offre, et non celui de l'initiateur.

6) Sous réserve des paragraphes 7 à 9 et de l'article 3.7, si le territoire visé au paragraphe 3, 4 ou 5 n'est pas un territoire déterminé, l'autorité principale pour la demande est l'autorité du territoire déterminé suivant :

a) dans le cas d'une demande de dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières relative aux déclarations d'initiés, celui avec lequel l'émetteur assujéti a le rattachement le plus significatif;

b) dans le cas d'une demande de dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières relative aux offres publiques d'achat, celui avec lequel l'émetteur visé par l'offre a le rattachement le plus significatif;

c) dans tout autre cas, celui avec lequel la personne ou, dans le cas d'un fonds d'investissement, le gestionnaire de fonds d'investissement a le rattachement le plus significatif.

7) Sous réserve des paragraphes 8 et 9 et de l'article 3.7, si une société ou une personne physique demande une dispense de l'application d'une disposition prévue ~~à la partie 4~~[aux parties 3 et 12](#) du Règlement 31-103 ou à la partie 2 du Règlement 33-109 relativement à une demande d'inscription dans le territoire principal, l'autorité principale pour la demande de dispense est déterminée conformément à l'article 3.6 de l'Instruction générale 11-204. En vertu de cet article, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de tout territoire peut être autorité principale.

8) Sous réserve du paragraphe 9 et de l'article 3.7, si une personne ne souhaite pas obtenir de dispense dans le territoire de l'autorité principale désignée conformément au paragraphe 3, 4, 5, 6 ou 7, l'autorité principale pour la demande est l'autorité du territoire déterminé qui réunit les conditions suivantes :

a) il est celui dans lequel la personne souhaite obtenir la dispense;

b) il est :

i) dans le cas d'une demande de dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières relative aux déclarations d'initiés, celui avec lequel l'émetteur assujéti a le rattachement le plus significatif;

ii) dans le cas d'une demande de dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières relative aux offres publiques d'achat, celui avec lequel l'émetteur visé par l'offre a le rattachement le plus significatif;

iii) dans tout autre cas, celui avec lequel la personne ou, dans le cas d'un fonds d'investissement, le gestionnaire de fonds d'investissement a le rattachement le plus significatif.

9) Sous réserve de l'article 3.7, la personne qui souhaite obtenir plusieurs dispenses simultanément dont certaines ne sont pas nécessaires dans le territoire de l'autorité principale désignée conformément au paragraphe 3, 4, 5, 6, 7 ou 8 peut présenter la demande à l'autorité du territoire déterminé qui réunit les conditions suivantes :

a) il est celui dans lequel la personne souhaite obtenir toutes les dispenses;

b) il est :

i) dans le cas d'une demande de dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières relative aux déclarations d'initiés, celui avec lequel l'émetteur assujéti a le rattachement le plus significatif;

ii) dans le cas d'une demande de dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières relative aux offres publiques d'achat, celui avec lequel l'émetteur visé par l'offre a le rattachement le plus significatif;

iii) dans tout autre cas, celui avec lequel la personne ou, dans le cas d'un fonds d'investissement, le gestionnaire de fonds d'investissement a le rattachement le plus significatif.

Cette autorité est l'autorité principale pour la demande.

10) Les facteurs que le déposant doit prendre en considération pour désigner l'autorité principale pour la demande en fonction du rattachement le plus significatif sont les suivants, par ordre de prépondérance :

a) le lieu où l'émetteur est assujéti ou la personne est inscrite;

b) le lieu où la direction est située;

c) le lieu où les actifs sont situés et les activités d'exploitation sont exercées;

d) le lieu où la majorité des porteurs de titres ou des clients est située;

e) le lieu où le marché boursier ou le système de cotation est situé au Canada.

3.7. Changement discrétionnaire d'autorité principale

1) L'autorité principale désignée en vertu de l'article 3.6 qui estime ne pas être l'autorité principale appropriée consulte d'abord le déposant et l'autorité appropriée, puis avise le déposant par écrit de la nouvelle autorité principale et des motifs du changement.

2) Le déposant peut demander un changement discrétionnaire d'autorité principale pour une demande dans les cas suivants :

a) le déposant estime que l'autorité principale désignée en vertu de l'article 3.6 ne convient pas;

b) le siège change de lieu pendant l'étude de la demande;

c) le rattachement le plus significatif à un territoire déterminé change pendant l'étude de la demande;

d) le déposant retire sa demande dans le territoire principal parce qu'il n'a pas besoin de dispense dans ce territoire.

- 3) Les autorités ne prévoient changer l'autorité principale que dans des cas exceptionnels.
- 4) Le déposant devrait présenter sa demande de changement d'autorité principale par écrit à l'autorité principale actuelle et indiquer les motifs de sa demande.

3.8. Principes généraux

- 1) Le déposant devrait déterminer la dispense qui est appropriée et nécessaire dans le territoire principal et tout territoire autre que le territoire principal où il la demande ou à l'égard duquel il donne avis conformément au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102.
- 2) Les modalités, conditions, restrictions et obligations prévues par la décision sont conformes à la législation en valeurs mobilières et aux directives en valeurs mobilières du territoire principal.
- 3) Une décision prévoit généralement une dispense pour la totalité de l'opération ou de l'affaire qui est visée par la demande. On s'assure ainsi du traitement uniforme de l'opération ou de l'affaire dans tous les territoires. Par conséquent, si l'opération ou l'affaire comporte une série d'opérations, la décision porte généralement sur toutes les opérations de la série, et le déposant ne s'appuie pas sur des dispenses réglementaires pour certaines opérations et sur la décision pour d'autres.
- 4) Les autorités ne sont pas disposées à étendre les dispenses non harmonisées prévues par le *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription* (le « Règlement 45-106 ») à un territoire autre que le territoire principal dans lequel on ne peut pas se prévaloir de ces dispenses en vertu de ce règlement. L'autorité principale exigera de tout déposant qui effectue une demande sous le régime de passeport ou une demande sous régime double qui aurait cet effet de déclarer qu'aucune personne ne se prévaudra de la dispense dans le territoire autre que le territoire principal. Par exemple, les autorités ont prévu dans ce règlement deux types de dispenses pour la notice d'offre. L'autorité principale n'accordera pas de dispense discrétionnaire qui aurait pour effet d'accorder au déposant un type de dispense pour la notice d'offre dont il ne pourrait se prévaloir conformément au Règlement 45-106 dans un territoire autre que le territoire principal, à moins qu'il ne déclare qu'aucune personne ne placera de titres sous le régime de ce type de dispense dans ce territoire.
- 5) Les autorités transmettent généralement leurs communications aux déposants par courrier électronique ou télécopieur.

PARTIE 4 DÉPÔTS PRÉALABLES

4.1. Observations générales

- 1) Le déposant devrait faire un dépôt préalable suffisamment longtemps avant la demande pour éviter tout retard dans la délivrance de la décision de l'autorité principale.
- 2) L'autorité principale traite tout dépôt préalable dans la confidentialité, sous les réserves suivantes :
 - a) elle peut fournir des copies ou une description du dépôt préalable à d'autres autorités à des fins de discussion si le dépôt préalable soulève une nouvelle question de fond ou de principe;
 - b) elle peut être tenue de divulguer le dépôt préalable en vertu de la législation sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels.

4.2. Procédure relative au dépôt préalable concernant une demande sous le régime de passeport

Le déposant devrait faire tout dépôt préalable concernant une demande sous le régime de passeport auprès de l'autorité principale par lettre et suivre la procédure suivante :

- a) désigner dans le dépôt préalable l'autorité principale pour la demande et y indiquer chaque territoire sous le régime de passeport à l'égard duquel il entend donner l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102;
- b) ne faire le dépôt préalable qu'auprès de l'autorité principale.

4.3. Procédure relative au dépôt préalable concernant une demande sous régime double

1) Le déposant qui fait un dépôt préalable concernant une demande sous régime double devrait y désigner l'autorité principale ainsi qu'y indiquer chaque territoire sous le régime de passeport à l'égard duquel il entend donner l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102 et l'Ontario.

2) Le déposant ne devrait faire le dépôt préalable qu'auprès de l'autorité principale. S'il s'agit d'un dépôt préalable de nature courante, le déposant ne traite qu'avec l'autorité principale pour régler les questions relatives au dépôt.

3) L'autorité principale qui juge qu'un dépôt préalable présenté comme étant de nature courante soulève une nouvelle question de fond ou de principe en avise le déposant et lui demande de faire le dépôt préalable auprès de la CVMO.

4) S'il apparaît au déposant qu'un dépôt préalable soulève une nouvelle question de fond ou de principe, il peut accélérer la présente procédure en faisant le dépôt préalable tant auprès de l'autorité principale que de la CVMO.

5) Si le dépôt préalable soulève une nouvelle question de fond ou de principe, l'autorité principale prend des dispositions avec la CVMO pour en discuter dans un délai de sept jours ouvrables, ou dès que possible après que la CVMO a reçu le dépôt préalable.

4.4. Procédure relative au dépôt préalable concernant une demande sous examen coordonné

1) Le déposant qui fait un dépôt préalable concernant une demande sous examen coordonné devrait y désigner l'autorité principale et y indiquer chaque territoire autre que le territoire principal où il compte déposer sa demande.

2) Le déposant ne devrait faire le dépôt préalable qu'auprès de l'autorité principale. S'il s'agit d'un dépôt préalable de nature courante, le déposant ne traite qu'avec l'autorité principale pour régler les questions relatives au dépôt.

3) L'autorité principale qui juge qu'un dépôt préalable présenté comme étant de nature courante soulève une nouvelle question de fond ou de principe en avise le déposant et lui demande de faire le dépôt préalable auprès de chaque autorité autre que l'autorité principale.

4) S'il apparaît au déposant qu'un dépôt préalable soulève une nouvelle question de fond ou de principe, il peut accélérer la présente procédure en faisant le dépôt préalable auprès de l'autorité principale et de chaque autorité autre que l'autorité principale auprès de laquelle il compte déposer sa demande.

5) Si le dépôt préalable soulève une nouvelle question de fond ou de principe, l'autorité principale prend des dispositions avec les autorités autres que l'autorité principale pour discuter du dépôt préalable dans un délai de sept jours ouvrables, ou dès que possible après que toutes les autorités autres que l'autorité principale l'ont reçu.

4.5. Information à fournir dans la demande concernée

Le déposant devrait inclure ce qui suit dans la demande faisant suite à un dépôt préalable :

- a) une description de l'objet du dépôt préalable et de la position prise par l'autorité principale;
- b) toute autre position proposée par une autorité autre que l'autorité principale qui participait aux discussions et qui était en désaccord avec l'autorité principale.

PARTIE 5 DÉPÔT DE DOCUMENTS

5.1. Choix de déposer la demande en vertu de l'instruction générale et désignation de l'autorité principale

Dans sa demande, le déposant devrait indiquer qu'il dépose, selon le cas, une demande sous le régime de passeport, une demande sous régime double, une demande sous examen coordonné ou une demande mixte conformément à la présente instruction générale et désigner son autorité principale à l'égard de la demande. Dans le cas de la demande mixte, il devrait préciser si elle contient une demande sous le régime de passeport ou une demande sous régime double.

5.2. Documents à déposer avec la demande

1) Dans le cas d'une demande sous le régime de passeport, le déposant devrait payer à l'autorité principale les droits exigibles dans le territoire principal en vertu de la législation en valeurs mobilières de cette autorité et déposer uniquement auprès d'elle les documents suivants :

a) une demande écrite rédigée conformément aux procédures de l'autorité principale quant à la forme et au contenu, dans laquelle le déposant :

i) indique le motif de la désignation de l'autorité principale aux termes de l'article 3.6;

ii) indique si une autre demande a été déposée relativement à la même opération ou question dans un ou plusieurs territoires, et précise les raisons du dépôt de cette demande ainsi que l'autorité principale à l'égard de celle-ci;

iii) fournit, pour tout dépôt préalable concerné, l'information visée à l'article 4.5;

iv) énonce sous des rubriques distinctes chaque disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée à l'Annexe D du Règlement 11-102 sous le nom du territoire principal à l'égard de laquelle il demande, ainsi que toute autre partie concernée, une dispense discrétionnaire;

v) donne avis des territoires sous le régime de passeport autres que le territoire principal à l'égard desquels le paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102 est invoqué pour chaque disposition équivalente du territoire intéressé;

vi) présente toute requête de confidentialité;

vii) fait renvoi aux décisions antérieures de l'autorité principale ou d'autres autorités qui justifieraient l'octroi de la dispense discrétionnaire ou indique que la dispense discrétionnaire souhaitée est nouvelle et n'a jamais été octroyée;

viii) inclut une déclaration autorisant le dépôt de la demande et attestant la véracité des faits exposés dans la demande;

ix) déclare que ni lui ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, précise la nature de la contravention;

b) les documents justificatifs;

c) un projet de décision prévoyant des modalités, conditions, restrictions ou obligations, notamment :

i) une déclaration selon laquelle ni le déposant ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, précisant la nature de la contravention;

ii) des restrictions à la revente, s'il y a lieu, selon la législation en valeurs mobilières et les directives en valeurs mobilières du territoire principal.

2) Dans le cas d'une demande sous régime double, le déposant devrait payer à l'autorité principale et à la CVMO les droits exigibles en vertu de leur législation en valeurs mobilières et déposer auprès d'elles les documents suivants :

a) une demande écrite rédigée conformément aux procédures de l'autorité principale quant à la forme et au contenu, dans laquelle le déposant :

i) indique le motif de la désignation de l'autorité principale aux termes de l'article 3.6;

ii) indique si une autre demande a été déposée relativement à la même opération ou question dans un ou plusieurs territoires, et précise les raisons du dépôt de cette demande ainsi que l'autorité principale à l'égard de celle-ci;

iii) fournit, pour tout dépôt préalable concerné, l'information visée à l'article 4.5;

iv) énonce sous des rubriques distinctes chaque disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée à l'Annexe D du Règlement 11-102 sous le nom du territoire principal à l'égard de laquelle il demande, ainsi que toute autre partie concernée, une dispense discrétionnaire, de même que les dispositions applicables de la législation en valeurs mobilières de l'Ontario, et donne une analyse des éventuelles différences entre les dispositions applicables dans le territoire principal et en Ontario;

v) donne avis des territoires sous le régime de passeport autres que le territoire principal à l'égard desquels le paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102 est invoqué pour chaque disposition équivalente du territoire intéressé;

vi) présente toute requête de confidentialité;

vii) formule toute demande d'abrègement soit du délai d'examen (voir le paragraphe 3 de l'article 6.2), soit du délai de signification du retrait (voir le paragraphe 4 de l'article 7.2) ainsi que les motifs à l'appui;

viii) fait renvoi aux décisions antérieures de l'autorité principale ou d'autres autorités qui justifieraient l'octroi de la dispense discrétionnaire ou indique que la dispense discrétionnaire souhaitée est nouvelle et n'a jamais été octroyée;

ix) inclut une déclaration autorisant le dépôt de la demande et attestant la véracité des faits exposés dans la demande;

x) déclare que ni lui ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, précise la nature de la contravention;

b) les documents justificatifs;

c) un projet de décision prévoyant des modalités, conditions, restrictions ou obligations, notamment :

i) une déclaration selon laquelle ni le déposant ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, précisant la nature de la contravention;

ii) des restrictions à la revente, s'il y a lieu, selon la législation en valeurs mobilières et les directives en valeurs mobilières du territoire principal.

3) Dans le cas d'une demande sous examen coordonné, le déposant devrait acquitter les droits exigibles en vertu de la législation en valeurs mobilières de l'autorité principale et de chaque autorité autre que l'autorité principale dont il souhaite, ainsi que toute autre partie concernée, obtenir une dispense et déposer auprès d'elles les documents suivants :

a) une demande écrite rédigée conformément aux procédures de l'autorité principale quant à la forme et au contenu, dans laquelle le déposant :

i) indique le motif de la désignation de l'autorité principale aux termes de l'article 3.6;

ii) indique si une autre demande a été déposée relativement à la même opération ou question dans un ou plusieurs territoires, et précise les raisons du dépôt de cette demande ainsi que l'autorité principale à l'égard de celle-ci;

iii) fournit, pour tout dépôt préalable concerné, l'information visée à l'article 4.5;

iv) énonce sous des rubriques distinctes chaque disposition de la législation en valeurs mobilières du territoire principal à l'égard de laquelle il demande, ainsi que toute autre partie concernée, une dispense, de même que les dispositions applicables de la législation en valeurs mobilières de chaque territoire autre que le territoire principal, et donne une analyse des éventuelles différences entre les dispositions applicables dans le territoire principal et dans chaque territoire autre que le territoire principal;

v) présente toute requête de confidentialité;

vi) formule toute demande d'abrègement soit du délai d'examen (voir le paragraphe 3 de l'article 6.2), soit du délai de signification du retrait (voir le paragraphe 4 de l'article 7.2) ainsi que les motifs à l'appui;

vii) fait renvoi aux décisions antérieures de l'autorité principale ou d'autres autorités qui justifieraient l'octroi de la dispense ou indique que la dispense souhaitée est nouvelle et n'a jamais été octroyée;

viii) inclut une déclaration autorisant le dépôt de la demande et attestant la véracité des faits exposés dans la demande;

ix) déclare que ni lui ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, précise la nature de la contravention;

b) les documents justificatifs;

c) un projet de décision prévoyant des modalités, conditions, restrictions ou obligations, notamment :

i) une déclaration selon laquelle ni le déposant ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, précisant la nature de la contravention;

ii) des restrictions à la revente, s'il y a lieu, selon la législation en valeurs mobilières et les directives en valeurs mobilières du territoire principal.

4) Dans le cas d'une demande mixte, le déposant devrait acquitter les droits et déposer sa demande auprès de chaque autorité et pour chaque type de demande, énoncer la dispense ou la dispense discrétionnaire qu'il souhaite obtenir et fournir l'information et les documents pertinents, conformément au présent article.

5) Le déposant devrait déposer sa demande suffisamment longtemps avant toute échéance pour que le personnel ait le temps de l'examiner et de faire ses recommandations en vue d'une décision.

6) Le déposant qui présente une demande sous le régime de passeport ou une demande sous régime double devrait y indiquer toutes les dispenses discrétionnaires requises et donner avis de tous les territoires sous le régime de passeport à l'égard desquels il compte se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102. L'avis donné conformément à la disposition *v* du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 ou 2 satisfait à l'obligation d'avis prévue au sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102.

7) Le déposant qui souhaite obtenir une dispense au Québec devrait déposer la version française du projet de décision lorsque l'AMF agit à titre d'autorité principale.

5.3. Documents à déposer pour étendre une dispense discrétionnaire à un nouveau territoire sous le régime de passeport en vertu des articles 4.7 et 4.8 du Règlement 11-102

1) En vertu du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102, le déposant qui a obtenu de son autorité principale une dispense discrétionnaire de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée à l'Annexe D de ce règlement en présentant une demande sous le régime de passeport ou une demande sous régime double peut se prévaloir de la dispense dans un autre territoire sous le régime de passeport que le territoire principal à l'égard duquel il n'a pas donné dans sa demande l'avis prévu à la disposition *v* du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 ou 2 de l'article 5.2, pour autant que certaines conditions soient remplies. Il doit notamment donner à l'égard du nouveau territoire l'avis prévu au sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102.

2) Selon le paragraphe 1 de l'article 4.8 du Règlement 11-102, le déposant qui a obtenu de l'autorité d'un territoire déterminé, au sens de cet article, une dispense discrétionnaire de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée à l'Annexe D de ce règlement avant le 17 mars 2008 peut aussi bénéficier de la dispense dans un autre territoire sous le régime de passeport que le territoire principal, pourvu que certaines conditions soient remplies. Il doit notamment donner à l'égard du nouveau territoire l'avis prévu au sous-paragraphe *c* de ce paragraphe. Conformément au paragraphe 3 de l'article 4.8 du Règlement 11-102, le déposant n'est pas tenu de donner l'avis s'il s'agit d'une dispense discrétionnaire d'une obligation d'information continue, au sens du *Règlement 11-101 sur le régime de l'autorité principale*, qui est indiquée à l'Annexe D du Règlement 11-102 et que certaines autres conditions sont remplies. On trouvera de plus amples indications sur le paragraphe 1 de l'article 4.8 du Règlement 11-102 à l'article 9.3 de la présente instruction générale et à l'article 4.5 de l'Instruction générale 11-102.

3) Il y a lieu de préciser que le déposant ne peut se prévaloir des articles 4.7 et 4.8 du Règlement 11-102 pour obtenir automatiquement une dispense discrétionnaire de

l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières ontarienne indiquée à l'Annexe D de ce règlement. Il ne peut bénéficier de ces articles que dans les territoires sous le régime de passeport.

4) Le déposant devrait donner l'avis mentionné au paragraphe 1 à l'autorité principale à l'égard de la demande d'origine et l'avis visé au paragraphe 2 à l'autorité qui serait l'autorité principale en vertu de la partie 4 du Règlement 11-102 s'il présentait la demande conformément à cette partie au moment où il donne l'avis. L'avis devrait contenir les éléments suivants :

a) la liste de tous les territoires concernés à l'égard desquels le déposant donne avis qu'il compte se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4.7 ou 4.8 du Règlement 11-102;

b) la date de la décision :

i) de l'autorité principale sur la demande d'origine, dans le cas de l'avis donné selon le sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.7 susmentionné;

ii) de l'autorité du territoire déterminé qui a accordé la dispense, dans le cas de l'avis donné selon le sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.8 susmentionné;

c) la référence de la décision de l'autorité;

d) une description de la dispense discrétionnaire accordée par l'autorité;

e) la confirmation que la dispense est toujours valide.

5) L'autorité d'un territoire autre que le territoire principal prend les mesures qui s'imposent dans le cas où, au moment du dépôt d'une demande sous le régime de passeport ou sous régime double, le déposant nécessite une dispense discrétionnaire dans ce territoire, mais ne donne à son égard l'avis prévu au sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102 qu'après que l'autorité principale a accordé cette dispense. L'autorité du territoire autre que le territoire principal pourrait notamment retirer la dispense discrétionnaire, auquel cas le déposant aurait la possibilité d'être entendu dans ce territoire selon les circonstances.

6) L'autorité qui reçoit l'avis mentionné au paragraphe 1 ou 2 transmet une copie de l'avis et de sa décision à l'autorité du nouveau territoire autre que le territoire principal.

5.4. Requête de confidentialité

1) Le déposant qui requiert la confidentialité de la demande et des documents justificatifs pendant l'examen de la demande devrait fournir une raison valable comme fondement de sa requête.

2) Le déposant qui requiert le maintien de la confidentialité de la demande, des documents justificatifs ou de la décision au-delà de la date d'effet de la décision devrait présenter sa requête de confidentialité sous une rubrique distincte de la demande et payer les droits exigibles dans les territoires suivants :

a) dans le territoire principal, s'il fait une demande sous le régime de passeport;

b) dans le territoire principal et en Ontario, s'il fait une demande sous régime double;

c) dans chaque territoire, s'il fait une demande sous examen coordonné.

3) Toute requête de confidentialité devrait exposer en quoi elle est raisonnable dans les circonstances et ne porte pas préjudice à l'intérêt public et indiquer la date à laquelle la décision accordant la confidentialité pourrait expirer.

4) Les communications relatives aux requêtes de confidentialité se font normalement par courrier électronique. Si le déposant a des réserves sur ce mode de communication, il peut préciser dans sa demande qu'il souhaite que toutes les communications soient faites par télécopieur ou par téléphone.

5.5. Dépôt

Le déposant devrait transmettre les documents de demande sur papier, accompagnés des droits exigibles, aux autorités en valeurs mobilières ou agents responsables suivants :

- a) l'autorité principale, dans le cas d'une demande sous le régime de passeport;
- b) l'autorité principale et la CVMO, dans le cas d'une demande sous régime double;
- c) chaque autorité dont le déposant souhaite obtenir une dispense, dans le cas d'une demande sous examen coordonné.

Le déposant devrait également fournir une copie électronique des documents de demande, y compris le projet de décision, par courrier électronique ou sur CD-ROM. Le dépôt de la demande simultanément dans tous les territoires concernés permet à l'autorité principale et, le cas échéant, aux autorités autres que l'autorité principale de traiter la demande dans les meilleurs délais. En Colombie-Britannique, un système de dépôt électronique permet de déposer les demandes de dispense et d'en faire le suivi. Les déposants devraient déposer leur demande en Colombie-Britannique au moyen de ce système plutôt que par courrier électronique. Les déposants devraient déposer les demandes relatives au *Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif* au moyen de SEDAR. [Les déposants devraient déposer les demandes relatives aux obligations de compétence des personnes physiques prévues par le Règlement 31-103 dans la BDNL.](#)

Les déposants devraient transmettre tout dépôt préalable et tout document de demande par courrier électronique aux adresses suivantes :

Colombie-Britannique	www.bcsc.bc.ca (cliquer sur « BCSC e-services » et suivre les indications)
Alberta	legalapplications@seccom.ab.ca
Saskatchewan	exemptions@gov.sk.ca
Manitoba	exemptions.msc@gov.mb.ca
Ontario	applications@osc.gov.on.ca
Québec	Dispenses-Passeport@lautorite.qc.ca
Nouveau-Brunswick	Passport-passeport@nbsc-cvmnb.ca
Nouvelle-Écosse	nsscexemptions@gov.ns.ca
Île-du-Prince-Édouard	CCIS@gov.pe.ca
Terre-Neuve-et-Labrador	securitiesexemptions@gov.nl.ca
Yukon	Corporateaffairs@gov.yk.ca
Territoires du Nord-Ouest	SecuritiesRegistry@gov.nt.ca
Nunavut	legal.registries@gov.nu.ca

5.6. Documents incomplets ou non conformes

Si les documents du déposant sont incomplets ou non conformes, l'autorité principale peut lui demander de déposer une demande modifiée, ce qui risque de retarder l'examen de la demande.

5.7. Accusé de réception du dépôt

1) Sur réception d'une demande complète et conforme, l'autorité principale transmet au déposant un accusé de réception ainsi qu'une copie de celui-ci à toute autorité auprès de laquelle le déposant a déposé la demande. L'accusé de réception indique les nom, numéro de téléphone, numéro de télécopieur et adresse électronique de la personne qui examine la demande.

2) Dans le cas d'une demande sous régime double, d'une demande sous examen coordonné ou d'une demande mixte, l'autorité principale informe le déposant, dans l'accusé de réception, de l'échéance du délai d'examen prévu au paragraphe 3 de l'article 6.2.

5.8. Retrait ou abandon de la demande

1) Le déposant qui retire sa demande au cours de l'examen doit en aviser l'autorité principale ainsi que toute autorité autre que l'autorité principale auprès de laquelle il a déposé la demande, et fournir une explication.

2) Si l'autorité principale détermine, au cours de l'examen, que le déposant a abandonné la demande, elle l'avise que la mention « abandonnée » y sera apposée. Dans ce cas, l'autorité principale ferme le dossier sans autre avis, à moins que le déposant ne lui fournisse par écrit dans un délai de dix jours ouvrables des raisons acceptables de ne pas fermer le dossier. Si le déposant omet de le faire, l'autorité principale l'avise, ainsi que toute autorité autre que l'autorité principale auprès de laquelle il a déposé la demande, de la fermeture du dossier.

PARTIE 6 EXAMEN DES DOCUMENTS

6.1. Examen des demandes sous le régime de passeport

1) L'autorité principale examine toute demande sous le régime de passeport conformément à sa législation en valeurs mobilières et à ses directives en valeurs mobilières, selon ses procédures d'examen et d'analyse et compte tenu de ses précédents.

2) Le déposant ne traite qu'avec l'autorité principale, qui lui transmet des observations et recueille ses réponses.

6.2. Examen et traitement des demandes sous régime double et des demandes sous examen coordonné

1) L'autorité principale examine toute demande sous régime double ou demande sous examen coordonné conformément à sa législation en valeurs mobilières et à ses directives en valeurs mobilières, selon ses procédures d'examen et d'analyse et compte tenu de ses précédents. Elle prend en considération les observations reçues des autorités autres que l'autorité principale auprès desquelles le déposant a déposé sa demande. On trouvera des indications sur les autorités autres que l'autorité principale auprès desquelles le déposant devrait déposer une demande sous régime double au paragraphe 2 de l'article 5.2 et une demande sous examen coordonné au paragraphe 3 de cet article.

2) En général, le déposant ne traite qu'avec l'autorité principale, qui a la responsabilité de lui transmettre des observations après avoir étudié celles des autorités autres que l'autorité principale et conclu son examen. L'autorité principale peut cependant, dans des circonstances exceptionnelles, adresser le déposant à une autorité autre que l'autorité principale auprès de laquelle il a déposé sa demande.

3) Toute autorité autre que l'autorité principale auprès de laquelle le déposant a déposé sa demande dispose d'un délai de sept jours ouvrables suivant la réception de l'accusé de réception visé au paragraphe 1 de l'article 5.7 pour examiner la demande. L'autorité principale peut abréger le délai d'examen dans certaines circonstances exceptionnelles, si le déposant a déposé une demande sous régime double ou une demande sous examen coordonné simultanément dans les territoires autres que le territoire principal et démontre qu'il est nécessaire et raisonnable dans les circonstances d'y porter une attention immédiate.

Toute autorité autre que l'autorité principale qui est contre l'abrègement du délai d'examen peut en aviser le déposant et l'autorité principale et exiger que le déposant retire sa demande dans le territoire concerné. Dans ce cas, la demande devient une demande locale sans qu'il soit nécessaire de déposer de nouvelle demande ni de payer d'autres droits y afférents.

4) Les circonstances exceptionnelles dans lesquelles l'autorité principale peut abrèger le délai d'examen sont notamment les suivantes :

a) le déposant demande une dispense en vue d'une offre publique d'achat contestée et un délai lui serait préjudiciable;

b) le déposant réagit à un évènement critique qui ne dépend pas de sa volonté et il n'aurait pas pu demander la dispense plus tôt.

5) À moins que le déposant ne fournisse des raisons probantes pour lesquelles il n'a pas amorcé la procédure de demande plus tôt, l'autorité principale considère que les situations suivantes ne sont pas des circonstances exceptionnelles :

a) la mise à la poste d'une circulaire de sollicitation de procurations en vue d'une assemblée régulière des porteurs qui portera sur une opération;

b) le dépôt d'un prospectus dont le visa ne peut faire foi de la dispense;

c) la conclusion d'une opération;

d) le dépôt d'un document d'information continue peu de temps avant la date limite du dépôt;

e) toute autre situation où le déposant avait connaissance d'une échéance avant le dépôt de la demande et aurait pu déposer la demande plus tôt.

Le personnel tente dans la mesure du possible de composer avec les dates des opérations. Toutefois, le déposant qui compte effectuer des opérations dont les délais sont critiques devrait prévoir dans son échéancier le temps nécessaire aux approbations réglementaires.

Le fait qu'une demande est de nature courante selon le déposant ne saurait constituer une raison probante pour solliciter l'abrègement du délai.

6) Le déposant devrait fournir dans sa demande suffisamment d'information pour permettre au personnel de déterminer la vitesse à laquelle il convient de la traiter. Par exemple, si le déposant doit honorer certains engagements avant une date donnée et obtenir l'opinion du personnel ou la décision avant cette échéance, il devrait expliquer les raisons pour lesquelles il lui faut l'opinion ou la décision avant cette date et indiquer ces contraintes de temps dans sa demande.

7) Avant l'échéance du délai d'examen, toute autorité autre que l'autorité principale auprès de laquelle le déposant a déposé une demande sous régime double ou une demande sous examen coordonné avise l'autorité principale de toute question de fond qui, si elle n'était pas résolue, amènerait son personnel à lui recommander de se retirer de l'examen. L'autorité principale peut considérer que l'autorité autre que l'autorité principale qui ne lui fait pas parvenir d'observations sur la demande dans le délai d'examen n'en a pas.

8) L'autorité autre que l'autorité principale auprès de laquelle le déposant a déposé une demande sous régime double ou une demande sous examen coordonné et dont le personnel estime qu'aucune dispense n'est nécessaire en vertu de sa législation en valeurs mobilières en avise l'autorité principale et le déposant et demande à celui-ci de retirer sa demande.

PARTIE 7 PROCESSUS DÉCISIONNEL

7.1. Demande sous le régime de passeport

- 1) À l'issue de l'examen, l'autorité principale accorde ou refuse la dispense discrétionnaire sollicitée dans une demande sous le régime de passeport, compte tenu de la recommandation de son personnel.
- 2) Si l'autorité principale n'est pas disposée à accorder la dispense discrétionnaire sollicitée dans la demande sous le régime de passeport sur le fondement des informations qui lui ont été présentées, elle en avise le déposant.
- 3) Le déposant qui reçoit l'avis prévu au paragraphe 2 peut demander à comparaître devant l'autorité principale pour lui présenter des observations si cette procédure est prévue dans le territoire principal.

7.2. Demande sous régime double et demande sous examen coordonné

- 1) À l'issue de l'examen, l'autorité principale accorde ou refuse la dispense discrétionnaire sollicitée dans une demande sous régime double ou la dispense sollicitée dans une demande sous examen coordonné, compte tenu de la recommandation de son personnel, et communique immédiatement sa décision aux autorités autres que l'autorité principale auprès desquelles le déposant a déposé sa demande.
- 2) Toute autorité autre que l'autorité principale auprès de laquelle le déposant a déposé une demande sous régime double ou une demande sous examen coordonné dispose d'un délai de cinq jours ouvrables suivant la réception de la décision de l'autorité principale pour confirmer si elle a rendu la même décision et si elle participe à l'examen sous régime double ou à l'examen coordonné ou s'en retire.
- 3) L'autorité principale considère que l'autorité autre que l'autorité principale qui garde le silence s'est retirée de l'examen sous régime double ou de l'examen coordonné.
- 4) L'autorité principale peut demander aux autorités autres que l'autorité principale, sans l'exiger, d'abrèger le délai de signification du retrait, si le déposant démontre que l'abrègement est nécessaire et raisonnable dans les circonstances. Dans certaines circonstances, l'abrègement est impossible. Par exemple, dans bon nombre de territoires, certains types de décisions sont de la compétence exclusive d'un comité de l'autorité qui se réunit selon un calendrier déterminé.
- 5) L'autorité principale envoie au déposant la décision rendue sur une demande sous régime double ou sur une demande sous examen coordonné au plus tôt à la première des dates suivantes :
 - a) la date d'échéance du délai de signification du retrait;
 - b) la date à laquelle l'autorité principale reçoit la confirmation visée au paragraphe 2 d'une autorité autre que l'autorité principale auprès de laquelle le déposant a déposé sa demande.
- 6) Si l'autorité principale n'est pas disposée à accorder au déposant la dispense discrétionnaire souhaitée dans une demande sous régime double ou la dispense souhaitée dans une demande sous examen coordonné sur le fondement des informations qui lui ont été présentées, elle en avise le déposant et toutes les autorités autres que l'autorité principale auprès desquelles il a déposé sa demande.
- 7) Le déposant qui reçoit l'avis prévu au paragraphe 6 peut demander à comparaître devant l'autorité principale pour lui présenter des observations si cette procédure est prévue dans le territoire principal. L'autorité principale peut tenir une audience seule ou encore conjointement ou en parallèle avec les autorités autres que l'autorité principale auprès desquelles le déposant a déposé sa demande. À l'issue de l'audience, l'autorité principale

transmet une copie de la décision au déposant et à toutes les autorités autres que l'autorité principale auprès desquelles celui-ci a déposé sa demande.

8) Toute autorité autre que l'autorité principale qui choisit de se retirer de l'examen sous régime double ou de l'examen coordonné en avise le déposant, l'autorité principale et toutes les autorités autres que l'autorité principale auprès desquelles le déposant a déposé sa demande, et elle fournit les motifs de son retrait. Le déposant peut traiter directement avec l'autorité autre que l'autorité principale afin de résoudre les questions en suspens et d'obtenir une décision sans avoir à déposer de nouvelle demande ni à payer d'autres droits y afférents. Si le déposant et l'autorité autre que l'autorité principale résolvent toutes les questions en suspens, celle-ci peut choisir de participer de nouveau à l'examen sous régime double ou à l'examen coordonné en avisant l'autorité principale et toutes les autorités autres que l'autorité principale auprès desquelles le déposant a déposé sa demande durant le délai de signification du retrait prévu au paragraphe 2.

PARTIE 8 DÉCISION

8.1. Effet de la décision rendue sur une demande sous le régime de passeport

1) La décision de l'autorité principale, rendue sur une demande sous le régime de passeport, d'accorder une dispense discrétionnaire de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée à l'Annexe D du Règlement 11-102 sous le nom du territoire principal est celle de l'autorité principale. En vertu du Règlement 11-102, cette dispense emporte automatiquement, pour le déposant, dispense de l'application de la disposition équivalente de chaque territoire de notification.

2) Sauf dans les cas visés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 5.3, la dispense discrétionnaire prend effet dans chaque territoire de notification à la date de la décision de l'autorité principale (même si les bureaux de l'autorité du territoire de notification sont fermés à cette date). Dans le cas visé au paragraphe 1 de l'article 5.3, la dispense discrétionnaire prend effet dans le nouveau territoire à la date où le déposant donne à l'égard de ce territoire l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.7 ou 4.8 du Règlement 11-102 (même si les bureaux de l'autorité de ce territoire sont fermés à cette date).

8.2. Effet de la décision rendue sur une demande sous régime double

1) La décision de l'autorité principale, rendue sur une demande sous régime double, d'accorder une dispense discrétionnaire de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée à l'Annexe D du Règlement 11-102 sous le nom du territoire principal est celle de l'autorité principale. En vertu du Règlement 11-102, cette dispense emporte automatiquement, pour le déposant, dispense de l'application de la disposition équivalente de chaque territoire de notification, et elle fait foi de la décision de la CVMO, si celle-ci a confirmé qu'elle a pris la même décision.

2) L'autorité principale délivre sa décision au plus tôt à la première des dates suivantes :

a) la date à laquelle la CVMO confirme qu'elle a pris la même décision;

b) la date d'échéance du délai de signification du retrait prévu au paragraphe 2 de l'article 7.2.

8.3. Effet de la décision rendue sur une demande sous examen coordonné

1) La décision de l'autorité principale, rendue sur une demande sous examen coordonné, d'accorder une dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières du territoire principal est celle de l'autorité principale, et elle fait foi de la décision de toute autorité autre que l'autorité principale ayant confirmé qu'elle a pris la même décision.

2) L'autorité principale délivre sa décision au plus tôt à la première des dates suivantes :

a) la date à laquelle l'autorité principale a reçu de chaque autorité autre que l'autorité principale la confirmation que celle-ci a pris la même décision;

b) la date d'échéance du délai de signification du retrait prévu au paragraphe 2 de l'article 7.2.

8.4. Liste des territoires autres que le territoire principal

1) Par commodité, la décision de l'autorité principale sur une demande sous le régime de passeport ou une demande sous régime double mentionne les territoires de notification, mais le déposant a la responsabilité de donner l'avis prescrit concernant chaque territoire à l'égard duquel il compte se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102.

2) La décision de l'autorité principale sur une demande sous régime double ou une demande sous examen coordonné indique explicitement qu'elle énonce la décision de chaque autorité autre que l'autorité principale ayant pris la même décision que l'autorité principale, et qu'elle en fait foi.

3) Dans le cas d'une demande sous examen coordonné à l'égard de laquelle le Québec n'est pas le territoire principal, l'AMF délivre en même temps que la décision de l'autorité principale une décision locale qui s'y ajoute. La décision de l'AMF énonce les mêmes modalités que celle de l'autorité principale. Aucune autre autorité locale ne délivre de décision locale.

8.5. Forme de la décision

1) Sous réserve du paragraphe 2, la décision prend la forme suivante :

a) dans le cas d'une demande sous le régime de passeport, la forme prévue à l'Annexe A;

b) dans le cas d'une demande sous régime double, la forme prévue à l'Annexe B;

c) dans le cas d'une demande sous examen coordonné, la forme prévue à l'Annexe C;

d) dans le cas d'une demande mixte, la forme prévue à l'Annexe D.

2) L'autorité principale peut délivrer sa décision sous une forme moins officielle, s'il y a lieu.

3) Si la décision est un refus de la dispense demandée, elle fait état des motifs.

8.6. Délivrance de la décision

L'autorité principale envoie la décision au déposant et à toutes les autorités autres que l'autorité principale.

PARTIE 9 DATE DE PRISE D'EFFET ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES

9.1. Date de prise d'effet

La présente instruction générale prend effet le 17 mars 2008.

9.2. Demandes de dispense déposées avant le 17 mars 2008

La procédure énoncée dans l'*Avis 12-201 relatif au régime d'examen concerté des demandes de dispense* (REC) continue de s'appliquer à toute demande de dispense et à tout dépôt préalable connexe déposés dans plusieurs territoires avant le 17 mars 2008.

9.3. Recours au régime de passeport pour les dispenses discrétionnaires demandées avant le 17 mars 2008

1) Conformément au paragraphe 1 de l'article 4.8 du Règlement 11-102, une dispense discrétionnaire de l'application de la disposition équivalente du territoire intéressé s'applique automatiquement lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) une dispense discrétionnaire de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée à l'Annexe D du Règlement 11-102 a été demandée dans un territoire déterminé avant le 17 mars 2008;

b) l'autorité du territoire déterminé a accordé la dispense, quelle que soit la date de la décision;

c) certaines autres conditions sont remplies, notamment la remise de l'avis à l'égard du nouveau territoire autre que le territoire principal sous le régime de passeport; on trouvera à l'article 5.3 de la présente instruction générale de plus amples indications sur les autorisés à aviser et l'information à fournir dans l'avis.

2) Un territoire déterminé pour l'application de l'article 4.8 du Règlement 11-102 est le territoire principal selon le *Règlement 11-101 sur le régime de l'autorité principale*. Ainsi, le paragraphe 1 de l'article susmentionné s'applique à toute dispense discrétionnaire d'une obligation d'information continue, au sens du *Règlement 11-101 sur le régime de l'autorité principale*, que l'autorité principale désignée selon ce règlement a accordée à un émetteur assujéti avant le 17 mars 2008 si l'obligation d'information continue pertinente est indiquée à l'Annexe D du Règlement 11-102. Toutefois, en pareil cas, le paragraphe 3 de l'article 4.8 du Règlement 11-102 dispense l'émetteur assujéti de l'obligation d'avis prévue au sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de cet article. On trouvera de plus amples indications sur l'effet de cet article à l'article 4.5 de l'Instruction générale 11-102.

3) Il y a lieu de préciser que le déposant ne peut se prévaloir de l'article 4.8 du Règlement 11-102 pour obtenir automatiquement une dispense discrétionnaire de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières ontarienne indiquée à l'Annexe D de ce règlement. Il ne peut bénéficier de cet article que dans les territoires sous le régime de passeport.

9.4. Révocation ou modification des décisions REC rendues avant le 17 mars 2008

1) Le déposant qui souhaite que les autorités révoquent une décision REC rendue avant le 17 mars 2008 devrait présenter une demande sous examen coordonné.

2) Le déposant qui souhaite que les autorités modifient une décision REC rendue avant le 17 mars 2008 devrait présenter une demande sous examen coordonné. Cependant, dans le cas d'une décision REC accordant une dispense d'une disposition visée à l'Annexe D du Règlement 11-102, il devrait plutôt demander une nouvelle dispense en présentant une demande sous le régime de passeport ou une demande sous régime double et en citant la décision REC dans la nouvelle demande et dans le projet de décision.

3) Le déposant qui présente une demande sous le régime de passeport ou une demande sous régime double en vertu du paragraphe 2 doit donner l'avis prévu au sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102 et respecter les autres conditions prévues par cet article pour que la décision de l'autorité principale s'applique

automatiquement dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal. Il peut donner l'avis dans la demande qu'il dépose auprès de l'autorité principale.

Annexe A**Forme de la décision relative à une demande sous le régime de passeport**

[Référence : [référence neutre]

[Date de la décision]]

Dans l'affaire de
la législation en valeurs mobilières (de/du)
[nom du territoire principal] (le « territoire »)

et

du **traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires**

et

de [nom(s) du(des) déposant(s) et des autres parties concernées, avec définitions s'il y a lieu] (le(s) « déposant(s) »)

Décision**Contexte**

L'autorité principale du territoire a reçu du(des) déposant(s) une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières du territoire de l'autorité principale (la « législation ») lui(leur) accordant **[décrire la dispense discrétionnaire souhaitée (la « dispense souhaitée ») en faisant renvoi aux dispositions applicables indiquées dans la première colonne de l'Annexe D du Règlement 11-102.]**

Dans le cadre du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires (demandes sous le régime de passeport) :

a) [nom de l'autorité principale] est l'autorité principale pour la présente demande;

b) le(s) déposant(s) a(ont) donné avis qu'il(s) compte(nt) se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4.7 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « Règlement 11-102 ») dans les territoires suivants : **[noms des territoires autres que le territoire principal en vertu du régime de passeport].**

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions* et le Règlement 11-102 ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition. **[ajouter ici les définitions supplémentaires]**

Déclarations

La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes du(des) déposant(s) :

[Intégrer les déclarations importantes nécessaires pour expliquer les motifs de la décision. Indiquer le lieu du siège du déposant et, s'il y a lieu, les facteurs de rattachement selon lesquels il a désigné l'autorité principale à l'égard de la demande. Déclarer que ni le déposant ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, préciser la nature de la contravention.]

Décision

L'autorité principale estime que la décision respecte les critères prévus par la législation qui lui permettent de la prendre.

La décision de l'autorité principale en vertu de la législation est d'accorder la dispense souhaitée aux conditions suivantes :

[Indiquer, en les numérotant, les modalités, conditions, restrictions ou obligations à respecter, en faisant renvoi aux dispositions applicables indiquées dans la première colonne de l'Annexe D du Règlement 11-102.]

[Si la date d'effet d'une dispense discrétionnaire accordée est postérieure à celle de la décision, l'indiquer ici.]

_____ (nom du signataire pour l'autorité principale)

_____ (titre)

_____ (nom de l'autorité principale)
(justifier la signature)

Annexe B**Forme de la décision relative à une demande sous régime double**

[Référence : [référence neutre]]

[Date de la décision]]

Dans l'affaire de
la législation en valeurs mobilières (de/du)
[nom du territoire principal] et de l'Ontario (les « territoires »)

et

du **traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires**

et

de [nom(s) du(des) déposant(s) et des autres parties concernées, avec définitions s'il y a lieu] (le(s) « déposant(s) »)

Décision**Contexte**

L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de chaque territoire (les « décideurs ») a reçu du(des) déposant(s) une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières des territoires (la « législation ») lui(leur) accordant [décrire la dispense discrétionnaire souhaitée (la « dispense souhaitée ») en faisant renvoi aux dispositions applicables indiquées dans la première colonne de l'Annexe D du Règlement 11-102.]

Dans le cadre du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires (demandes sous régime double) :

a) [nom de l'autorité principale] est l'autorité principale pour la présente demande;

b) le(s) déposant(s) a(ont) donné avis qu'il(s) compte(nt) se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4.7 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « Règlement 11-102 ») dans les territoires suivants : [noms des territoires autres que le territoire principal en vertu du régime de passeport];

c) la décision est celle de l'autorité principale et fait foi de la décision de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable en Ontario.

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions* et le Règlement 11-102 ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition. [ajouter ici les définitions supplémentaires]

Déclarations

La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes du(des) déposant(s) :

[Intégrer les déclarations importantes nécessaires pour expliquer les motifs de la décision. Indiquer le lieu du siège du déposant et, s'il y a lieu, les facteurs de rattachement selon lesquels il a désigné l'autorité principale à l'égard de la demande. Déclarer que ni le déposant ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la

législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, préciser la nature de la contravention.]

Décision

Les décideurs estiment que la décision respecte les critères prévus par la législation qui leur permettent de la prendre.

La décision des décideurs en vertu de la législation est d'accorder la dispense souhaitée aux conditions suivantes :

[Indiquer, en les numérotant, les modalités, conditions, restrictions ou obligations à respecter, en faisant renvoi aux dispositions applicables indiquées dans la première colonne de l'Annexe D du Règlement 11-102.]

[Si la date d'effet d'une dispense discrétionnaire accordée est postérieure à celle de la décision, l'indiquer ici.]

_____ (nom du signataire pour l'autorité principale)

_____ (titre)

_____ (nom de l'autorité principale)

(justifier la signature)

Annexe C**Forme de la décision relative à une demande sous examen coordonné**

[Référence : [référence neutre]

[Date de la décision]]

Dans l'affaire de
la législation en valeurs mobilières (de/du)
[nom des territoires participant à la décision] (les « territoires »)

et

du **traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires**

et

de **[nom(s) du(des) déposant(s) et des autres parties concernées, avec définitions s'il y a lieu]** (le(s) « déposant(s) »)

Décision**Contexte**

Les autorités en valeurs mobilières ou les agents responsables des territoires (les « décideurs ») ont reçu du(des) déposant(s) une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières des territoires (la « législation ») lui(leur) accordant **[décrire la dispense souhaitée (la « dispense souhaitée ») (en indiquant par exemple que le déposant n'est pas émetteur assujetti). Ne pas renvoyer à des dispositions législatives. Inclure des expressions définies au besoin.]**

Dans le cadre du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires (demandes sous examen coordonné) :

a) **[nom de l'autorité principale]** est l'autorité principale pour la présente demande;

b) la décision est celle de l'autorité principale et fait foi de la décision des autres décideurs.

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions* ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition. **[ajouter ici les définitions supplémentaires]**

Déclarations

La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes du(des) déposant(s) :

[Intégrer les déclarations importantes nécessaires pour expliquer les motifs de la décision. Indiquer le lieu du siège du déposant et, s'il y a lieu, les facteurs de rattachement selon lesquels il a désigné l'autorité principale à l'égard de la demande. Déclarer que ni le déposant ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, préciser la nature de la contravention. Ne pas renvoyer à des dispositions législatives.]

Décision

Les décideurs estiment que la décision respecte les critères prévus par la législation qui leur permettent de la prendre.

La décision des décideurs en vertu de la législation est d'accorder la dispense souhaitée aux conditions suivantes :

[Indiquer, en les numérotant, les modalités, conditions, restrictions ou obligations à respecter. Elles doivent être génériques et dénuées de renvois à la législation des territoires.]

[Si la date d'effet d'une dispense accordée est postérieure à celle de la décision, l'indiquer ici.]

_____ (nom du signataire pour l'autorité principale)

_____ (titre)

_____ (nom de l'autorité principale)
(justifier la signature)

Annexe D**Forme de la décision relative à une demande mixte**

[Référence : [référence neutre]

[Date de la décision]]

Dans l'affaire de
la législation en valeurs mobilières (de/du)
**[nom du territoire principal (dans le cas d'une demande sous le régime de passeport)
ou du territoire principal et l'Ontario (dans le cas d'une demande sous régime
double), et nom de chaque territoire participant à la décision sur la demande sous
examen coordonné]**

et

du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires

et

de **[nom(s) du(des) déposant(s) et des autres parties concernées, avec définitions s'il y
a lieu]** (le(s) « déposant(s) »)

Décision**Contexte****[Dans le cas d'une demande sous le régime de passeport, insérer ce qui suit :]**

L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable (de/du) _____ a reçu du(des) déposant(s) une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières du territoire de l'autorité principale (la « législation ») lui(leur) accordant **[décrire la dispense discrétionnaire souhaitée (la « dispense sous le régime de passeport ») en faisant renvoi aux dispositions applicables indiquées dans la première colonne de l'Annexe D du Règlement 11-102.]**

OU**[Dans le cas d'une demande sous régime double, insérer ce qui suit :]**

L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable (de/du) _____ et de l'Ontario (les « décideurs à l'égard de la dispense sous régime double ») ont reçu du(des) déposant(s) une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières de ces territoires (la « législation ») lui(leur) accordant **[décrire la dispense discrétionnaire souhaitée (la « dispense sous régime double ») en faisant renvoi aux dispositions applicables indiquées dans la première colonne de l'Annexe D du Règlement 11-102.]**

ET**[Pour la demande sous examen coordonné, insérer ce qui suit :]**

Les autorités en valeurs mobilières ou les agents responsables (de/du) _____ (les « territoires ») (les « décideurs à l'égard de la dispense coordonnée ») ont reçu du(des) déposant(s) une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières des territoires (la « législation ») lui(leur) accordant **[décrire la dispense souhaitée (la « dispense coordonnée ») (en indiquant par exemple que le déposant n'est pas émetteur assujéti). Ne pas renvoyer à des dispositions législatives. Utiliser des expressions définies au besoin.]**

Dans le cadre du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires (demandes mixtes) :

a) **[nom de l'autorité principale]** est l'autorité principale pour la présente demande;

b) le(s) déposant(s) a(ont) donné avis qu'il(s) compte(nt) se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4.7 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « Règlement 11-102 ») dans les territoires suivants : **[noms des territoires autres que le territoire principal en vertu du régime de passeport]**;

c) la décision est celle de l'autorité principale **[dans le cas d'une demande sous régime double, insérer ce qui suit : « et elle fait foi de la décision de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable en Ontario »]**;

d) la décision fait foi de la décision des décideurs à l'égard de la dispense coordonnée.

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions* et le Règlement 11-102 ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition. **[ajouter ici les définitions supplémentaires]**

Déclarations

La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes du(des) déposant(s) :

[Intégrer les déclarations importantes nécessaires pour expliquer les motifs de la décision. Indiquer le lieu du siège du déposant et, s'il y a lieu, les facteurs de rattachement selon lesquels il a désigné l'autorité principale à l'égard de la demande. Déclarer que ni le déposant ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, préciser la nature de la contravention. Ne pas renvoyer à des dispositions législatives.]

Décision

L'autorité principale **[dans le cas d'une demande sous régime double, insérer « , l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable en Ontario »]** et les décideurs à l'égard de la dispense coordonnée estime[nt] que la décision respecte les critères prévus par la législation de l'autorité en valeurs mobilières compétente ou de l'agent responsable compétent qui leur permettent de la prendre.

[Dans le cas d'une demande sous le régime de passeport, insérer ce qui suit :]

La décision de l'autorité principale en vertu de la législation est d'accorder la dispense sous le régime de passeport aux conditions suivantes :

[Indiquer, en les numérotant, les modalités, conditions, restrictions ou obligations à respecter, en faisant renvoi aux dispositions applicables indiquées dans la première colonne de l'Annexe D du Règlement 11-102.]

OU

[Dans le cas d'une demande sous régime double, insérer ce qui suit :]

La décision des décideurs à l'égard de la dispense sous régime double en vertu de la législation est d'accorder la dispense aux conditions suivantes :

[Indiquer, en les numérotant, les modalités, conditions, restrictions ou obligations à respecter, en faisant renvoi aux dispositions applicables indiquées dans la première colonne de l'Annexe D du Règlement 11-102.]

ET

[Pour la demande sous examen coordonné, insérer ce qui suit :]

La décision des décideurs à l'égard de la dispense coordonnée en vertu de la législation est d'accorder la dispense aux conditions suivantes :

[Indiquer, en les numérotant, les modalités, conditions, restrictions ou obligations à respecter. Elles doivent être génériques et sans renvoi aux dispositions de la législation des territoires.]

[Si la date d'effet d'une dispense, notamment discrétionnaire, accordée est postérieure à celle de la décision, l'indiquer ici.]

_____ (nom du signataire pour l'autorité principale)

_____ (titre)

_____ (nom de l'autorité principale)
(justifier la signature)

Document comparison done by DeltaView on 13 juillet, 2009 07:36:22

Input:	
Document 1	file:///F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-202 11-203/Modif. 2008 Inscription/Final/AMF/11-203 IG ACVM (corr 11-102) 02-12-08 Q F.doc
Document 2	file:///F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-202 11-203/Publ. 2009/AMF/11-203 IG ACVM (corr 11-102) 08-06-09 Q F.doc
Rendering set	Standard

Legend:	
	<u>Insertion</u>
	Deletion
	Moved from
	<u>Moved to</u>
	Style change
	Format change
	Moved deletion
Inserted cell	
Deleted cell	
Moved cell	
Split/Merged cell	
Padding cell	

Statistics:	
	Count
Insertions	5
Deletions	3
Moved from	1
Moved to	1
Style change	0
Format changed	0
Total changes	10

INSTRUCTION GÉNÉRALE 11-204 RELATIVE À L'INSCRIPTION DANS PLUSIEURS TERRITOIRES

PARTIE 1 CHAMP D'APPLICATION

1.1. Champ d'application

La présente instruction générale décrit les procédures d'inscription d'une société ou d'une personne physique dans plusieurs territoires canadiens.

PARTIE 2 DÉFINITIONS

2.1. Définitions

Dans la présente instruction générale, on entend par :

« autorité » : toute autorité en valeurs mobilières ou tout agent responsable;

« autorité sous le régime de passeport » : toute autorité ayant pris le Règlement 11-102;

« BDNI » : la Base de données nationale d'inscription visée par le Règlement 31-102;

« CVMO » : l'autorité en Ontario;

« inscription sous le régime de passeport » : l'inscription décrite à l'article 3.2;

« inscription sous régime double » : l'inscription décrite à l'article 3.3;

« OAR » : tout organisme d'autoréglementation;

« OCRCVM » : l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières;

« personne physique autorisée » : une personne physique autorisée au sens du Règlement 33-109;

« présentation de renseignements à la BDNI » : la présentation de renseignements à la BDNI au sens du Règlement 31-102;

« Règlement 11-102 » : le *Règlement 11-102 sur le régime de passeport*;

« Règlement 31-102 » : le *Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription*;

« territoire sous le régime de passeport » : le territoire d'une autorité sous le régime de passeport.

2.2. Définitions supplémentaires

Les expressions employées dans la présente instruction générale et définies par le *Règlement 14-101 sur les définitions*, le Règlement 11-102 ou l'*Instruction générale relative au Règlement 11-102 sur le régime de passeport* s'entendent au sens défini dans ces textes.

2.3. Interprétation

À moins que le contexte n'indique un sens différent, toute mention dans la présente instruction générale d'une « autorité », d'une « autorité principale » ou de la CVMO désigne l'OAR auquel l'autorité, l'autorité principale ou la CVMO a délégué ou conféré tout ou partie de ses fonctions d'inscription ou qu'elle a autorisé à exercer ces fonctions ou le bureau de cet OAR pour le territoire de l'autorité ou de l'autorité principale.

PARTIE 3 SURVOL ET AUTORITÉ PRINCIPALE

3.1. Survol

La présente instruction générale porte sur l'inscription d'une société ou d'une personne physique dans plusieurs territoires dans les circonstances suivantes :

i) la société ou la personne physique demande à s'inscrire ou est inscrite dans son territoire principal (y compris l'Ontario) et demande à s'inscrire dans un autre territoire (sauf l'Ontario); il s'agit d'une « inscription sous le régime de passeport »;

ii) la société ou la personne physique demande à s'inscrire ou est inscrite dans son territoire principal, son autorité principale est une autorité sous le régime de passeport et elle demande à s'inscrire en Ontario; il s'agit d'une « inscription sous régime double ».

3.2. Inscription sous le régime de passeport

En vertu du Règlement 11-102, la société ou la personne physique qui demande à s'inscrire ou est inscrite dans son territoire principal (y compris l'Ontario) et demande à s'inscrire dans un autre territoire (sauf l'Ontario) présente des renseignements pour s'inscrire dans ce territoire. L'autorité principale examine seule la demande, et la société ne traite qu'avec son autorité principale ou la société parrainante d'une personne physique ne traite qu'avec l'autorité principale de cette dernière. L'autorité principale n'examine la demande d'inscription dans l'autre territoire que pour vérifier qu'elle est complète. L'autre autorité n'effectue aucun examen de la société ni de la personne physique.

3.3. Inscription sous régime double

La société ou la personne physique qui demande à s'inscrire ou est inscrite dans son territoire principal, dont l'autorité principale est une autorité sous le régime de passeport et qui demande à s'inscrire en Ontario présente une demande d'inscription dans cette province. L'autorité principale examine la demande et la CVMO décide de participer à la décision de l'autorité principale ou de s'en retirer. En règle générale, la société ne traite qu'avec son autorité principale et la société parrainante de la personne physique ne traite qu'avec l'autorité principale de cette dernière.

3.4. Inscription dans un territoire sous le régime de passeport et en Ontario

La société ou la personne physique dont l'autorité principale est une autorité sous le régime de passeport et qui demande à s'inscrire dans un territoire autre que le territoire principal et en Ontario devrait se conformer aux procédures d'inscription suivantes :

- l'inscription sous le régime de passeport, pour s'inscrire dans le territoire autre que le territoire principal;
- l'inscription sous régime double, pour s'inscrire en Ontario.

3.5. Inscription par un OAR

Dans certains territoires, l'autorité a délégué ou conféré tout ou partie de ses fonctions d'inscription à un OAR ou l'a autorisé à en exercer. L'OAR exerce encore ces fonctions dans ces territoires pour l'inscription sous le régime de passeport ou l'inscription

sous régime double en vertu de la présente instruction générale. Par conséquent, en date de la présente instruction générale, les modalités suivantes s'appliquent à l'inscription des sociétés membres de l'OCRCVM et de leurs représentants :

a) si l'Alberta, la Saskatchewan, la Colombie-Britannique ou Terre-Neuve-et-Labrador est le territoire principal d'une société ou d'une personne physique, la société ou la société parrainante devrait s'adresser au bureau de l'OCRCVM dans ce territoire ou responsable de ce territoire plutôt qu'à l'autorité;

b) si l'Ontario ou le Québec est le territoire principal d'une personne physique, la société parrainante devrait s'adresser au bureau de l'OCRCVM dans ce territoire ou responsable de ce territoire, plutôt qu'à l'autorité, à l'égard de la personne physique.

3.6. Autorité principale

1) L'autorité principale à l'égard de l'inscription d'une société ou d'une personne physique sous le régime de passeport et sous régime double en vertu de la présente instruction générale est désignée conformément à l'article 4A.1 du Règlement 11-102, que le présent article résume en indiquant la façon de procéder. L'autorité de tout territoire peut être autorité principale pour l'inscription en vertu de la présente instruction générale.

Lorsqu'une société ou une personne physique demande une dispense de l'application d'une disposition des parties 3 et 12 du Règlement 31-103 ou de la partie 2 du Règlement 33-109 relativement à une demande d'inscription dans le territoire principal, l'autorité principale pour la demande de dispense est désignée selon l'article 4.4.1 du Règlement 11-102. Pour tout autre demande de dispense d'une obligation d'inscription, l'autorité principale est désignée conformément aux articles 4.1 à 4.4 de ce règlement. Si la société ou la personne physique ne demande pas la dispense dans son territoire principal ou demande plusieurs dispenses dont certaines n'y sont pas nécessaires, l'autorité principale est désignée conformément à l'article 4.5 de ce règlement. On trouvera à l'article 3.6 de l'Instruction générale 11-203 des indications sur le mode de désignation de l'autorité principale pour les demandes de dispense.

2) Sous réserve du paragraphe 5 et de l'article 3.7, l'autorité principale d'une société est l'autorité du territoire où le siège de la société est situé, à moins qu'il ne soit situé à l'extérieur du Canada. La société indique l'adresse de son siège à la rubrique 2.1, *Adresse du siège*, du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 et ces renseignements figurent dans la BDNI.

3) Une société est une société canadienne si elle a la personnalité juridique et que son siège est situé au Canada. Par exemple, une filiale canadienne d'une société étrangère est une société canadienne, mais une succursale canadienne n'en est pas une.

4) Sous réserve du paragraphe 7 et de l'article 3.7, l'autorité principale d'une personne physique est l'autorité du territoire où son bureau principal est situé, à moins qu'il ne soit situé à l'extérieur du Canada. Le bureau principal d'une personne physique canadienne est le bureau de sa société parrainante où elle exerce la majorité de ses activités. La personne physique canadienne indique son bureau principal à la rubrique 9, *Établissement d'emploi*, du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 et ces renseignements figurent dans la BDNI.

5) Sous réserve de l'article 3.7, l'autorité principale de la société étrangère est l'autorité du territoire du Canada qu'elle a désigné comme son territoire principal dans le dernier formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5 ou 33-109A6 qu'elle a déposé. En vertu de ces annexes, la société étrangère doit désigner son territoire principal au Canada. Si la société étrangère n'est inscrite dans aucun territoire du Canada ou n'a pas terminé son premier exercice depuis son inscription, son territoire principal est le territoire du Canada dont la majorité de ses clients devraient être résidents à la fin de l'exercice en cours. Dans tous les autres cas, il est le territoire dont la majorité de ses clients étaient résidents à la fin de son dernier exercice.

6) Sous réserve de l'article 3.7, l'autorité principale de la personne physique étrangère est l'autorité principale de sa société parrainante.

7) La société qui se trouve dans l'une des situations suivantes devrait en aviser l'autorité en lui fournissant conformément au Règlement 33-109 les renseignements sur son siège ou son territoire principal visés à l'Annexe 33-109A6 :

- s'il s'agit d'une société canadienne, elle change le territoire de son siège;
- s'il s'agit d'une société étrangère, le territoire dont la majorité de ses clients étaient résidents à la fin de son dernier exercice change.

Le Règlement 33-109 prévoit que la société peut présenter ces renseignements à une autorité autre que l'autorité principale en ne les fournissant qu'à l'autorité principale. L'Annexe B de l'Instruction générale 33-109 indique la marche à suivre.

9) La personne physique canadienne dont le bureau principal change devrait faire une présentation de renseignements à la BDNI pour une *Modification de la succursale d'emploi* conformément au Règlement 33-109.

10) En vertu du Règlement 11-102, la société étrangère inscrite dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal avant le 28 septembre 2009 doit présenter, au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5, les renseignements visés au paragraphe *b* de la rubrique 2.2 de l'Annexe 33-109A6 au plus tard le 28 octobre 2009. Elle peut les présenter à une autorité sous le régime de passeport autre que l'autorité principale en ne les fournissant qu'à l'autorité principale. L'Annexe B de l'Instruction générale 33-109 indique la marche à suivre.

11) En vertu du Règlement 11-102, la personne physique étrangère n'est pas tenue de présenter de renseignements pour désigner son autorité principale, étant donné qu'il s'agit de celle de sa société parrainante.

3.7. Changement discrétionnaire d'autorité principale

1) Si une autorité estime que l'autorité principale désignée conformément à l'article 3.6 est inappropriée, elle avise la société ou la personne physique par écrit de l'autorité principale appropriée et des motifs du changement. L'autorité indiquée dans l'avis est l'autorité principale à compter de la date à laquelle la société ou la personne physique reçoit l'avis, sous réserve de la date d'effet indiquée dans celui-ci, le cas échéant. Pour simplifier la procédure, l'autorité donne l'avis écrit concernant l'autorité principale d'une personne physique à la société parrainante de celle-ci.

2) De manière générale, les autorités ne prévoient changer l'autorité principale d'aucune société canadienne ou personne physique canadienne. Elles ne prévoient changer l'autorité principale d'une société étrangère que dans des cas exceptionnels. Elles peuvent changer l'autorité principale d'une personne physique étrangère qui n'est pas inscrite dans le territoire principal de sa société parrainante ou dont l'autorité principale désignée conformément à la présente instruction générale ne correspond pas à l'autorité principale indiquée dans la BDNI. Les autorités avisent les intéressés par écrit de tout changement d'autorité principale.

PARTIE 4 INDICATIONS GÉNÉRALES POUR LES SOCIÉTÉS ET LES PERSONNES PHYSIQUES

4.1. Effet de la présentation de renseignements

1) Le fait qu'une personne physique fasse une présentation de renseignements à la BDNI en vue d'une inscription sous le régime de passeport ou d'une inscription sous régime double dans un territoire autre que le territoire principal entraîne la présentation des

renseignements à jour dans l'ensemble du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 dans ce territoire.

2) Étant donné que les sociétés ne déposent ni ne présentent le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 au moyen de la BDNI, elles sont plutôt tenues, en vertu de cette annexe, de déclarer solennellement, entre autres, ce qui suit :

- les renseignements fournis dans le formulaire sont véridiques et complets;
- en ce qui concerne les renseignements à l'égard d'un territoire autre que le territoire principal, à la date des renseignements :
 - elles ont déposé ou présenté tous les renseignements requis relativement à leur inscription dans le territoire principal;
 - les renseignements sont véridiques et complets.

En vertu de l'annexe, la société autorise également son autorité principale à donner à chaque autorité autre que l'autorité principale accès aux renseignements qu'elle a déposés auprès de l'autorité principale ou qu'elle lui a présentés en vertu de la législation en valeurs mobilières du territoire principal relativement à son inscription dans ce territoire.

La société qui fait de fausses déclarations s'expose à des mesures d'application de la loi de la part de l'autorité.

4.2. Droits

1) La société ou la personne physique doit acquitter les droits exigibles en vertu de la législation en valeurs mobilières applicable du territoire principal et du territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal lorsqu'elle présente les renseignements. La présentation de renseignements n'est pas jugée complète si les droits exigibles ne sont pas acquittés.

2) La société peut acquitter les droits pour la présentation de renseignements par chèque à l'ordre de l'autorité pertinente ou paiement direct à chaque autorité concernée au moyen de la BDNI. La personne physique canadienne doit acquitter les droits de présentation des renseignements à chaque autorité concernée au moyen de la BDNI. La personne physique étrangère doit les acquitter par chèque à l'ordre de l'autorité pertinente ou paiement direct à chaque autorité concernée au moyen de la BDNI.

4.3. Présentation de renseignements par les sociétés

Les sociétés devraient se reporter à l'Annexe B de l'Instruction générale 33-109 pour obtenir des indications sur la façon de présenter les renseignements visés aux paragraphes 1 à 3 de l'article 5.2 ou au paragraphe 1 ou 2 de l'article 6.2.

PARTIE 5 INSCRIPTION SOUS LE RÉGIME DE PASSEPORT

5.1. Champ d'application

1) La présente partie s'applique à toute société ou à toute personne physique qui demande à s'inscrire dans toute catégorie (sauf à la société qui demande à s'inscrire dans la catégorie de courtier d'exercice restreint) dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal. Pour s'inscrire dans un territoire autre que le territoire principal, le courtier d'exercice restreint doit en faire la demande directement auprès de l'autorité autre que l'autorité principale. La présente partie s'applique à la personne physique qui demande à s'inscrire dans ce territoire pour agir pour le compte d'un courtier d'exercice restreint qui est inscrit dans celui-ci et dans son territoire principal.

2) La société qui demande à s'inscrire comme courtier d'exercice restreint doit présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 et tous les documents justificatifs dans chaque territoire où elle demande l'inscription à ce titre.

5.2. Dépôt de documents

Sociétés

1) En vertu du Règlement 11-102, la société qui demande à s'inscrire dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal dans une catégorie dans laquelle elle est inscrite ou demande à s'inscrire simultanément dans son territoire principal (y compris l'Ontario) devrait présenter l'ensemble du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 ou les renseignements visés par les rubriques indiquées à la rubrique 1.3 de cette annexe qui correspondent à sa situation. Elle devrait présenter le formulaire ou les renseignements pertinents ainsi que tout document justificatif à l'autorité principale. De cette façon, elle remplit l'obligation, prévue par le Règlement 11-102, de les présenter à l'autorité du territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal.

Personnes physiques

2) En vertu du Règlement 11-102, la personne physique qui demande à s'inscrire dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal dans une catégorie dans laquelle elle est inscrite ou demande simultanément à s'inscrire dans son territoire principal (y compris l'Ontario) devrait présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou, selon le cas, à l'Annexe 33-109A2 conformément au Règlement 33-109.

3) En vertu du Règlement 33-109, le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou à l'Annexe 33-109A2 doit être présenté au moyen de la BDNI, qui le fait suivre automatiquement aux autorités compétentes. Dans certains cas, il n'est pas nécessaire de remplir le formulaire au complet, par exemple lorsque la personne physique demande à s'inscrire dans la même catégorie dans un autre territoire, à ajouter ou supprimer une catégorie d'inscription ou à s'inscrire dans une catégorie auprès d'une société parrainante supplémentaire ou nouvelle. La présentation de renseignements à la BDNI pertinente indique alors les rubriques du formulaire à remplir.

4) La présentation de renseignements à la BDNI faite en vertu du paragraphe 3 satisfait à l'obligation de la personne physique, prévue par le Règlement 11-102, de présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4.

Droits exigibles dans le territoire autre que le territoire principal

5) Les droits que la société ou la personne physique doit acquitter pour s'inscrire automatiquement dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal en vertu du Règlement 11-102 sont prescrits par le règlement sur les droits exigibles de chaque territoire. Si l'autorité principale refuse d'inscrire la société ou la personne physique, l'autorité de tout territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal dans lequel des renseignements ont été présentés rembourse les droits qui s'y rapportent.

5.3. Inscription

1) La BDNI indique la catégorie d'inscription de la société ou de la personne physique dans le territoire principal, les conditions imposées par l'autorité principale, le cas échéant, et toute dispense de l'application des parties 3 et 12 du Règlement 31-103 ou de la partie 2 du Règlement 33-109 que celle-ci a accordée.

2) En vertu du Règlement 11-102, toute société ou personne physique inscrite dans une catégorie dans son territoire principal est automatiquement inscrite dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal dans la même catégorie lorsqu'elle

présente le formulaire pertinent prévu par le Règlement 33-109 et qu'elle est membre ou une personne autorisée d'un OAR si cela est obligatoire pour cette catégorie d'inscription.

Les courtiers en épargne collective du Québec doivent être membres de l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels (ACCFM) pour s'inscrire dans un autre territoire, à moins de bénéficier d'une dispense.

Les représentants de courtiers en épargne collective ou en plans de bourses d'études dont le bureau principal est situé hors du Québec doivent être membres de la Chambre de la sécurité financière pour s'inscrire au Québec, à moins de bénéficier d'une dispense.

Les représentants de courtiers en épargne collective dont le bureau principal se trouve au Québec doivent être des personnes autorisées de l'ACCFM pour s'inscrire à l'extérieur du Québec, à moins de bénéficier d'une dispense.

Si la société ou la personne physique est inscrite dans la même catégorie dans le territoire principal et le territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal, le Règlement 11-102 prévoit qu'elle est assujettie aux conditions auxquelles son inscription est subordonnée dans le territoire principal comme si elles étaient imposées dans le territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal. Les conditions cessent de s'appliquer dès que l'autorité qui les a imposées les annule ou qu'elles arrivent à expiration.

3) La BDNI indique ce qui suit à l'égard de chaque territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal dans lequel la société ou la personne physique a présenté les renseignements pertinents :

- l'inscription automatique dans la même catégorie que dans le territoire principal;
- les conditions imposées par l'autorité principale qui s'appliquent automatiquement dans le territoire autre que le territoire principal, le cas échéant;
- toute dispense de l'application des parties 3 et 12 du Règlement 31-103 ou de la partie 2 du Règlement 33-109 accordée par l'autorité principale qui s'applique automatiquement dans le territoire autre que le territoire principal.

Si la société ou la personne physique a présenté les renseignements pertinents pour s'inscrire simultanément dans le territoire principal et dans un ou plusieurs territoires sous le régime de passeport autres que le territoire principal, la BDNI indique la même date d'inscription dans tous ces territoires.

Si la société ou la personne physique est déjà inscrite dans le territoire principal lorsqu'elle présente les renseignements pertinents à l'égard d'un territoire autre que le territoire principal, la BDNI indique, dans le cas de la personne physique, la date de présentation des renseignements comme date d'inscription dans cet autre territoire. Pour la société, la BDNI peut indiquer une date d'inscription différente dans le territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal. Si tel est le cas, la date d'inscription dans cet autre territoire est celle à laquelle les renseignements pertinents ont été présentés à son égard. L'autorité principale confirme par un autre moyen que la BDNI la date d'inscription de la société dans le territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal.

4) L'autorité principale peut accorder ou avoir accordé une dispense discrétionnaire de l'application d'une disposition prévue par les parties 3 et 12 du Règlement 31-103 ou la partie 2 du Règlement 33-109 relativement à une demande d'inscription dans le territoire principal. Dans ce cas, la dispense s'applique automatiquement dans le territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal dans lequel la société ou la personne physique est inscrite automatiquement en vertu du Règlement 11-102 si certaines conditions indiquées à l'article 4.7 de ce règlement sont réunies. En particulier, le sous-

paragraphe *c* du paragraphe 1 de cet article prévoit que le candidat doit donner avis de son intention de se prévaloir de la dispense dans le territoire autre que le territoire principal.

PARTIE 6 INSCRIPTION SOUS RÉGIME DOUBLE

6.1. Champ d'application

1) La présente partie s'applique à toute société ou à toute personne physique qui demande à s'inscrire dans toute catégorie (sauf à la société qui demande à s'inscrire dans la catégorie de courtier d'exercice restreint) en Ontario lorsque cette province est territoire autre que le territoire principal. Pour s'inscrire en Ontario, le courtier d'exercice restreint doit en faire la demande directement auprès de la CVMO. La présente partie s'applique à la personne physique qui demande à s'inscrire en Ontario pour agir pour le compte d'un courtier d'exercice restreint qui est inscrit dans cette province et dans son territoire principal.

2) La société qui demande à s'inscrire comme courtier d'exercice restreint en Ontario doit présenter l'ensemble du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 et tous les documents justificatifs directement à la CVMO, que l'Ontario soit son territoire principal ou non.

6.2. Dépôt de documents

Sociétés

1) La société qui demande à s'inscrire en Ontario dans une catégorie dans laquelle elle demande simultanément à s'inscrire dans son territoire principal devrait présenter à l'autorité principale et à la CVMO l'ensemble du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6. Elle peut présenter à la CVMO les documents justificatifs visés à l'Annexe 33-109A6 en les fournissant à l'autorité principale.

2) Si la société est inscrite dans une catégorie dans son territoire principal puis demande à s'inscrire dans la même catégorie en Ontario, elle devrait présenter à l'autorité principale et à la CVMO le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 en fournissant les renseignements visés par les rubriques indiquées à la rubrique 1.3 de cette annexe.

La société peut présenter à la CVMO les documents justificatifs visés à l'Annexe 33-109A6 en les fournissant à l'autorité principale.

3) La société qui demande d'ajouter une catégorie dans son territoire principal et en Ontario doit présenter à l'autorité principale et à la CVMO le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 en fournissant les renseignements visés par les rubriques indiquées à la rubrique 1.3 de cette annexe.

La société peut présenter à la CVMO les documents justificatifs visés à l'Annexe 33-109A6 en les fournissant à l'autorité principale.

Personnes physiques

4) En vertu du Règlement 33-109, la personne physique qui demande à s'inscrire est tenue de présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou, selon le cas, à l'Annexe 33-109A2 au moyen de la BDNI, qui le fait suivre automatiquement aux autorités compétentes. Dans certains cas, il n'est pas nécessaire de remplir le formulaire au complet, par exemple lorsque la personne physique demande à s'inscrire dans la même catégorie dans un autre territoire, à ajouter ou supprimer une catégorie d'inscription ou à s'inscrire dans une catégorie auprès d'une société parrainante supplémentaire ou nouvelle. La présentation de renseignements à la BDNI pertinente indique alors les rubriques du formulaire à remplir.

5) La présentation de renseignements à la BDNI faite en vertu du paragraphe 4 satisfait à l'obligation de la personne physique de présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4.

6.3. Processus décisionnel

1) Lorsqu'une société ou une personne physique demande l'inscription dans le territoire principal et en Ontario, la société ou la société parrainante de la personne physique ne traite généralement qu'avec l'autorité principale.

2) L'autorité principale présente un projet de décision sous régime double à la CVMO (ou au bureau de l'OCRCVM en Ontario dans le cas d'une personne physique qui demande à s'inscrire comme représentant de courtier en placement). La CVMO indique à l'autorité principale si elle souhaite participer à la décision ou s'en retirer habituellement dans un délai d'un jour ouvrable après la réception du projet. Le bureau de l'OCRCVM en Ontario répond généralement dans ce même délai.

3) La CVMO peut subordonner l'inscription de la société ou de la personne physique à des conditions d'application locale sans se retirer.

4) Si la CVMO se retire, elle indique ses motifs par écrit à l'autorité principale, qui les fait suivre à la société ou à la société parrainante de la personne physique et fait de son mieux pour régler les questions relatives au retrait avec cette société et la CVMO.

5) Si l'autorité principale règle avec la société ou la société parrainante de la personne physique les questions pour lesquelles la CVMO se retire de la décision avant que la BDNI n'indique que la société ou la personne physique est inscrite dans le territoire principal, la CVMO peut réintégrer le processus d'inscription sous régime double, auquel cas elle en avise l'autorité principale et la société ou la société parrainante de la personne physique. Si par contre l'autorité principale ne peut les régler, la société ou la société parrainante de la personne physique devrait s'adresser directement à la CVMO.

6.4. Décision

1) La BDNI indique la catégorie d'inscription de la société ou de la personne physique dans le territoire principal, les conditions qui s'y appliquent et, le cas échéant, toute dispense de l'application de la partie 4 du Règlement 31-103 ou de la partie 2 du Règlement 33-109 qui a été accordée par l'autorité principale. Si la CVMO participe à la décision, la BDNI indique également que la société ou la personne physique est inscrite dans la même catégorie en Ontario, en précisant la date de prise d'effet de l'inscription, et que la CVMO a adopté les mêmes conditions et accordé la même dispense de l'application des sections 1 et 2 des parties 3 et 12 du Règlement 31-103 ou de la partie 2 du Règlement 33-09 que l'autorité principale.

2) Si la CVMO subordonne l'inscription de la société ou de la personne physique à des conditions d'application locale, la BDNI indique également les conditions qui ne s'appliquent qu'en Ontario.

6.5. Occasion d'être entendu

1) Si l'autorité principale de la société ou de la personne physique qui demande l'inscription dans le territoire principal et en Ontario simultanément n'est pas disposée à l'inscrire ou si elle est disposée à le faire à certaines conditions, elle prend les mesures suivantes :

- elle envoie son projet de conditions à la société ou à la société parrainante de la personne physique, le cas échéant;
- elle informe la société ou la société parrainante de la personne physique de son droit de lui demander à être entendue.

Si la CVMO participe à la décision de l'autorité principale de refuser l'inscription ou d'imposer des conditions, l'autorité principale fait suivre à la société ou à la société parrainante de la personne physique l'avis de la CVMO indiquant que la société ou la personne physique a le droit de demander à la CVMO à être entendue.

2) Si la société ou la personne physique exerce son droit de demander à être entendue par l'autorité principale ou par celle-ci et la CVMO, l'autorité principale en avise la CVMO.

3) Si la société ou la société parrainante de la personne physique demande également à être entendue en Ontario, l'autorité principale et la CVMO décident s'il convient de tenir audience séparément, conjointement ou en parallèle. Une fois que la société ou la personne physique a eu l'occasion d'être entendue, l'autorité principale rend une décision et envoie à la CVMO un nouveau projet de décision sous régime double, le cas échéant.

4) Si la société ou la personne physique est inscrite dans le territoire principal puis demande l'inscription en Ontario et que la CVMO refuse l'inscription ou l'assortit de conditions d'application locale, la CVMO envoie à l'autorité principale de la société ou de la personne physique :

- un exemplaire du document exposant les conditions, le cas échéant;
- l'avis de la CVMO indiquant que la société ou la personne physique a le droit de demander à être entendue en Ontario.

L'autorité principale fait suivre ces documents à la société ou à la société parrainante de la personne physique, puis la société ou la personne physique traite directement avec la CVMO.

**RÈGLEMENT ABROGEANT LE RÈGLEMENT 31-101 SUR LE RÉGIME
D'INSCRIPTION CANADIEN***

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c.V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 11°, 25°, 26°, 33° et 34°)

1. Le Règlement 31-101 sur le régime d'inscription canadien est abrogé.
2. Le présent règlement entre en vigueur le 28 septembre 2009.

* Les dernières modifications au Règlement 31-101 sur le régime d'inscription canadien, approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-13 du 2 août 2005 (2005, *G.O.* 2, 4719), ont été apportées par le règlement modifiant ce règlement approuvé par l'arrêté ministériel n° 2006-01 du 31 juillet 2006 (2006, *G.O.* 2, 4091).

Regulation to amend Regulation 11-102 respecting Passport System

The *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") is publishing amended text, in English and French, of the following Regulation:

- *Regulation to amend Regulation 11-102 respecting Passport System.*

The Authority is also publishing in this Bulletin amended text, in English and French, of the *Policy Statement to Regulation 11-102 respecting Passport System*.

In Québec, the Regulation will be made under section 331.1 of the *Securities Act* and will be submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment. The Regulation will come into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on a later date indicated in the Regulation. The Policy Statement will be adopted as a policy and will take effect concomitantly with the Regulation.

Additional Information

Further information is available from:

Sylvia Pateras
Senior Legal Counsel
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, ext. 2536
Toll-free: 1 877 525-0337, ext. 2536
E-mail : sylvia.pateras@lautorite.qc.ca

July 17, 2009

Concordant Regulations to the Regulation 11-102 respecting Passport System

The *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") is publishing amended text, in English and French, of the following Regulation:

- *Regulation to repeal Regulation 31-101 respecting National Registration System.*

The Authority is also publishing in this Bulletin the draft of the *Policy Statement 11-204 respecting Process for Registration in Multiple Jurisdictions* and the following amendments :

- Amendment to *Policy Statement 11-202 respecting Process for Prospectus Reviews in Multiple Jurisdictions*;

- *Policy Statement 11-203 respecting Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions* in blackline version from the text who was published in December 2008.

In Québec, the Regulation will be made under section 331.1 of the *Securities Act* and will be submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment. The Regulation will come into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on a later date indicated in the Regulation. The Policy Statements will be adopted as policies and will take effect concomitantly with the Regulation.

Additional information

Further information is available from:

Sylvia Pateras
Senior Legal Counsel
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, ext. 2536
Toll-free: 1 877 525-0337
sylvia.pateras@lautorite.qc.ca

July 17, 2009

Notice of

Policy Statement 11-204 respecting Process for Registration in Multiple Jurisdictions

Regulation to amend Regulation 11-102 respecting Passport System

Amendment to Policy Statement to Regulation 11-102 respecting Passport System

Amendment to Policy Statement 11-202 respecting Process for Prospectus Reviews in Multiple Jurisdictions

Amendment to Policy Statement 11-203 respecting Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions

Introduction — Passport/Interface System

Members of the Canadian Securities Administrators (CSA or we), other than the Ontario Securities Commission (OSC), (passport regulators) will implement the next phase of the passport system for registrants and amend phase II of passport for issuers effective on September 28, 2009 when *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions* (Regulation 31-103) is implemented. Phase II of passport for issuers covers continuous disclosure, prospectuses and discretionary exemption applications. The amendments deal with issues that have arisen since implementation in March 2008.

All CSA members, including the OSC, will implement a new national policy setting out the processes for registration in multiple jurisdictions (Policy Statement 11-204) and amend the national policies for the filing and review of prospectuses (Policy Statement 11-202) and exemptive relief applications (Policy Statement 11-203). CSA members will also repeal *Regulation 31-101 respecting National Registration System* (Regulation 31-101) and its related policy.

On December 19, 2008, CSA published a notice that the passport regulators intended to implement the passport for registrants and amend the passport for issuers and CSA intended to adopt Policy Statement 11-204 and amend Policy Statement 11-202 and Policy Statement 11-203. We are republishing the documents because we revised them to reflect the final versions of Regulation 31-103 and the various registration rules.

Passport system

The amendments to *Regulation 11-102 respecting Passport System* (Regulation 11-102) and *Policy Statement to Regulation 11-102 respecting Passport System* (Policy Statement 11-102) are initiatives of the passport regulators.

Each of the passport regulators will make the amendments to Regulation 11-102 as a rule or regulation and will adopt the amendments to Policy Statement 11-102. The text of these amendments is published with this Notice.

Regulation 11-102 and Policy Statement 11-102 implement, in the main areas of securities regulation, a system that gives a market participant access to the capital markets in multiple jurisdictions by dealing only with its principal regulator and meeting the requirements of one set of harmonized laws. The amendments to Regulation 11-102 and Policy Statement 11-102 implement the next phase of the passport system for registrants and deal with issues that have arisen since the implementation of phase II of passport for issuers.

Although the OSC is not adopting Regulation 11-102 or the amendments to Regulation 11-102, it can be a principal regulator under the instrument, thereby giving

market participants in Ontario access to the capital markets in passport jurisdictions by dealing only with the OSC.

National policy on the process for registration in multiple jurisdictions

Policy Statement 11-204 is an initiative of the CSA. Each member of the CSA will adopt Policy Statement 11-204. The text of Policy Statement 11-204 is published with this Notice.

Policy Statement 11-204 and the amendments to Regulation 11-102 replace Regulation 31-101 and its related policy. Each CSA member will repeal:

- Regulation 31-101, including *Form 31-101F1 Election to use NRS and Determination of Principal Regulator* and *Form 31-101F2 Notice of Change*;

- *Policy Statement 31-201 respecting National Registration System*;

(collectively, NRS).

A regulation repealing Regulation 31-101 is published with this Notice.

Policy Statement 11-204 sets out the procedures for a firm or individual to register in more than one jurisdiction. It includes an interface similar to NRS for registrants in passport jurisdictions to gain access to the Ontario market. Ontario registrants get direct access to passport jurisdictions under the amendments to Regulation 11-102.

Under Regulation 11-102 and Policy Statement 11-204, the principal regulator for a firm will usually be the regulator of the jurisdiction where the firm's head office is located and for an individual will be the regulator of the jurisdiction where the individual's working office is located. Firms and individuals that register in their principal jurisdiction through the Investment Industry Regulatory Organization of Canada will continue to do so.

Consequential amendments

All CSA members will also adopt consequential amendments to the following policies:

- Policy Statement 11-202;
- Policy Statement 11-203;

The text of the amendments to Policy Statement 11-202 and Policy Statement 11-203 is published with this Notice.

In addition, consequential amendments related to passport are included in Regulation 31-103 and its policy statement and in the related amendments to *Regulation 31-102 respecting National Registration Database* (Regulation 31-102) and *Regulation 33-109 respecting Registration Information* (Regulation 33-109).

Local non-harmonized requirements and NRS

Most regulatory requirements for registrants will be harmonized through Regulation 31-103. However, registrants will be subject to a few additional local requirements that continue to exist in some jurisdictions. Policy Statement 11-102 includes a description of these requirements.

In addition, Regulation 31-103 transition provisions allow registrants to carry on their activities on the basis of the current capital and insurance requirements that apply in their principal jurisdiction under NRS. After the transition period, registrants must comply with the new, harmonized capital and insurance requirements in Regulation 31-103. Regulation 31-103 also harmonizes proficiency requirements across the country so

applicants for registration no longer need an exemption from the proficiency requirements in non-principal jurisdictions. Please refer to Regulation 31-103 for further details.

Effective date and transition

A key foundation for the passport system is a set of nationally harmonized regulatory requirements consistently interpreted and applied throughout Canada. Implementation of passport for registrants depends on the adoption of Regulation 31-103. CSA members expect to implement consequential amendments to national and local rules when we adopt Regulation 31-103. In addition, governments in some jurisdictions will need to proclaim act amendments to harmonize registration requirements. We will implement the changes described in this notice on September 28, 2009 when we implement Regulation 31-103.

The amendments to Regulation 11-102 apply to an individual or firm seeking registration outside the principal jurisdiction on or after the effective date of Regulation 31-103. In addition, the amendments apply to an individual or firm that is registered in more than one jurisdiction on that date unless the individual or firm requests and obtains an exemption under section 4A.9(2) of Regulation 11-102.

The amendments to passport for issuers apply to prospectuses filed under National Instrument 71-101 *The Multijurisdictional Disclosure System* on or after September 28, 2009.

The amendments to Regulation 11-102 and Policy Statement 11-102 refer to rules (e.g., Regulation 31-103) and Act provisions that CSA expects to be in force on the effective date.

Background

CSA published the proposal to streamline the process for registration on July 18, 2008. All CSA members published Policy Statement 11-204 and the amendments to Policy Statement 11-202 and Policy Statement 11-203 and the repeal of NRS. In the same publication, the passport regulators published the amendments to Regulation 11-102 and Policy Statement 11-102.

On December 19, 2008, CSA published notice that we intended to implement the passport for registrants and amend the passport for issuers when we adopt Regulation 31-103. We also published a summary of the comments we received in response to the request for comments published in July 2008 and noted the CSA responses to comments.

CSA has now completed its work on Regulation 31-103, Regulation 31-102 and Regulation 33-109 and today, published advance notice that we intend to adopt these regulations. Since the December 2008 publication, we made only minor changes to the documents. We revised them to reflect the final versions of Regulation 31-103, Regulation 31-102 and Regulation 33-109 and the registration act amendments in each jurisdiction. We also renumbered the passport for registration in Regulation 11-102 as Part 4A instead of Part 6.

Questions

Please refer your questions to any of:

Sylvia Pateras
Senior Legal Counsel
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, extension 2536
sylvia.pateras@lautorite.qc.ca

Anne Hamilton
Senior Legal Counsel
British Columbia Securities Commission
604-899-6716
ahamilton@bcsc.bc.ca

Gary Crowe
Senior Legal Counsel
Alberta Securities Commission
403-297-2067
gary.crowe@asc.ca

Barbara Shourounis
Director
Saskatchewan Financial Services Commission
306-787-5842
bshourounis@sfsc.gov.sk.ca

Doug Brown
Director
Manitoba Securities Commission
204-945-0605
doug.brown@gov.mb.ca

Dirk de Lint
Senior Legal Counsel
Ontario Securities Commission
416-593-8090
ddelint@osc.gov.on.ca

Susan W. Powell,
Senior Legal Counsel
New Brunswick Securities Commission
506-643-7697
Susan.Powell@nbsc-cvmnb.ca

Shirley Lee
Securities Analyst
Nova Scotia Securities Commission
902-424-5441
leesp@gov.ns.ca

Katharine Tummon
Director Consumer, Corporate and Insurance Services
Prince Edward Island Securities Office
902-368-4542
kptummon@gov.pe.ca

Doug Connolly
Deputy Superintendent of Securities
Government of Newfoundland & Labrador
Department of Government Services
Financial Services Regulation Division
709-729-4909
connolly@gov.nl.ca

Rhonda Horte
Deputy Registrar
Yukon Registrar of Securities
867-667-5005
rhonda.horte@gov.yk.ca

Donn MacDougall
Deputy Superintendent, Legal and Enforcement
Northwest Territories Securities Office
867-873-8984
donald_macdougall@gov.nt.ca

Louis Arki
Director, Legal Registries
Nunavut Securities Registry
867-975-6587
larki@gov.nu.ca

July 17, 2009

REGULATION TO AMEND REGULATION 11-102 RESPECTING PASSPORT SYSTEM*

Securities Act

(R.S.Q. c. V-1-1. s. 331.1, pars. (1), (2), (3), (4.1), (8), (11), (25), (26), (33), (33.5), (33.7), (33.8) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 11-102 respecting Passport System is amended:

(1) by replacing, in the definition of “principal regulator”, “Part 3 or 4,” and with “Part 3, 4 or 4A,”;

(2) by adding the following definition after the introducing paragraph:

““category” means a category of registration set out in Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions;”;

(3) by adding the following definitions after the definition of “equivalent provision”:

““firm” means a person that is registered, or is seeking registration, as a dealer, adviser or investment fund manager;

“foreign firm” means a firm that has its head office outside Canada;

“foreign individual” means an individual whose working office is outside Canada;”;

(4) by adding, after paragraph (d) of the definition of “national prospectus instrument”, the following paragraph and making the necessary changes:

“(d.1) National Instrument 71-101 The Multijurisdictional Disclosure System, or”;

(5) by adding the following definitions after the definition of “SEDAR”:

““sponsoring firm” has the same meaning as in Regulation 33-109 respecting Registration Information;

“working office” means the office of the sponsoring firm where an individual does most of his or her business.”.

2. The title of Part 2 and section 2.1 of the Regulation are repealed.

3. Section 3.4 of the Regulation is repealed.

4. The Regulation is amended by adding the following section after section 4.4:

4.4.1. Principal regulator for discretionary exemption application made with an application for registration

Despite section 4.4, if a firm or individual makes an application for exemption from a requirement listed below in connection with an application for registration in the principal jurisdiction, the principal regulator for the application for exemption is the principal regulator as determined under section 4A.1:

* Regulation 11-102 respecting Passport System, approved by Ministerial Order No. 2008-04 dated March 4, 2008 (2008, G.O. 2, 787), has not been amended since its approval.

(a) a requirement in Parts 3 and 12 of Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions;

(b) a requirement in Part 2 of Regulation 33-109 respecting Registration Information.”.

5. Section 4.5 of the Regulation is amended:

(1) in paragraph (1), by replacing the word “If” with the words “Despite sections 4.4 and 4.4.1, if”, and “4.2, 4.3 or 4.4” with “4.2, 4.3, 4.4 or 4.4.1”;

(2) in paragraph (2), by adding the words “and sections 4.4 and 4.4.1” after the words “Despite subsection (1)”, and by replacing “4.2, 4.3 or 4.4” with “4.2, 4.3, 4.4 or 4.4.1”.

6. Section 4.6 of the Regulation is amended by replacing the word “If” with the words “Despite sections 4.4 and 4.4.1 and subsections 4.5(1) and 4.5(2), if”.

7. Section 4.7 of the Regulation is amended by adding, in subparagraph (b) of paragraph (1) and after the words “the exemption”, the words “and the exemption is in effect”.

8. The Regulation is amended by adding the following after section 4.8:

“PART 4A REGISTRATION

“4A.1. Principal regulator for registration

(1) For the purposes of this Part, the principal regulator is the securities regulatory authority or regulator of the jurisdiction in which,

- (a) for a firm, the firm’s head office is located, or
- (b) for an individual, the individual’s working office is located.

(2) Despite subsection (1), the principal regulator for a foreign firm is the securities regulatory authority or regulator in the jurisdiction of Canada the firm identified

- (a) in item 2.2(b) of its most recently submitted Form 33-109F6, or
- (b) in its most recently submitted Form 33-109F5, if the change noted in that form relates to item 2.2(b) of Form 33-109F6.

(3) Despite subsection (1), the principal regulator for a foreign individual is the principal regulator for the individual’s sponsoring firm.

“4A.2. Discretionary change of principal regulator for registration

Despite subsection 4A.1(1), if a securities regulatory authority or regulator gives written notice that specifies a principal regulator for the firm or individual, the securities regulatory authority or regulator specified in the notice is the principal regulator for the firm or individual as of the later of

- (a) the date the firm or individual receives the notice, and
- (b) the effective date specified in the notice, if any.

“4A.3. Firm registration

(1) If a firm is registered in a category in its principal jurisdiction, the firm is registered in the same category in the local jurisdiction if

(a) the firm has submitted a completed Form 33-109F6 in accordance with Regulation 33-109 respecting Registration Information, and

(b) in the case of a category for which securities legislation requires that the firm be a member of a self-regulatory organization, the firm is a member of the self-regulatory organization or is exempt from the requirement.

(2) A firm that makes a submission under subsection (1)(a) must pay the required fee at the time it makes the submission.

(3) For the purpose of subsection (1), the firm may make the submission by giving it to the principal regulator.

(4) Subsection (1) does not apply to a firm registered in the category of restricted dealer.

“4A.4. Individual registration

(1) If an individual acting on behalf of a sponsoring firm is registered in a category in his or her principal jurisdiction, the individual is registered in the same category in the local jurisdiction if

(a) the sponsoring firm is registered in the local jurisdiction in the same category as in the firm's principal jurisdiction,

(b) the individual has submitted a completed Form 33-109F2 or a completed Form 33-109F4 in accordance with Regulation 33-109 respecting Registration Information, and

(c) in the case of a category for which securities legislation requires that the individual be a member or an approved person of a self-regulatory organization, the individual is a member or an approved person of the self-regulatory organization or is exempt from the requirement.

(2) An individual who makes a submission under subsection (1)(b) must pay the required fee at the time the individual makes the submission.

“4A.5. Terms and conditions of registration

(1) If a firm or individual is registered in the same category in the principal jurisdiction and in the local jurisdiction, a term, condition, restriction or requirement imposed on the registration in the principal jurisdiction applies as if it were imposed in the local jurisdiction.

(2) A term, condition, restriction or requirement that applies in the local jurisdiction under subsection (1) continues to apply until the earlier of the date

(a) the securities regulatory authority or regulator that imposed the term, condition, restriction or requirement cancels or revokes it, or

(b) the term, condition, restriction or requirement expires.

“4A.6. Suspension

If a firm's or individual's registration in the principal jurisdiction is suspended, the firm's or individual's registration in the local jurisdiction is suspended.

“4A.7. Termination

If a firm's or individual's registration in the principal jurisdiction is cancelled, revoked or terminated, as applicable, the firm's or individual's registration in the local jurisdiction is cancelled, revoked or terminated, as applicable.

“4A.8. Surrender

If a firm or individual is registered in the same category in the local jurisdiction and the principal jurisdiction, and the firm or individual applies to surrender the registration in the principal jurisdiction, the firm's or individual's registration in that category in the local jurisdiction is cancelled, revoked or terminated, as applicable, if the principal regulator accepts the firm's or individual's surrender of registration in the principal jurisdiction.

“4A.9. Transition – terms and conditions in non-principal jurisdictions

(1) Section 4A.5 does not apply to a firm or individual until October 28, 2009 if the firm or individual was registered in the local jurisdiction before September 28, 2009.

(2) Despite subsection (1), section 4A.5 does not apply to a firm or individual after October 28, 2009 if

(a) on or before October 28, 2009, the firm or individual applies to the securities regulatory authority or regulator for an exemption from section 4A.5, and

(b) the securities regulatory authority or regulator has not issued a decision rejecting the application and the application has not been withdrawn.

(3) If a firm or individual was registered in the same category in the principal jurisdiction and the local jurisdiction before September 28, 2009, a term, condition, restriction or requirement imposed on the registration in the local jurisdiction before October 28, 2009, if any, does not apply to the firm or individual on or after October 28, 2009 unless the term, condition, restriction or requirement was

(a) agreed to under a settlement agreement between the firm or individual and the securities regulatory authority or regulator, or

(b) imposed in a decision relating to the firm or individual made by the securities regulatory authority or regulator following a hearing.

(4) If a firm or individual applies for an exemption under subsection (2), subsection (3) does not apply unless

(a) the securities regulatory authority or regulator has issued a decision rejecting the application, or

(b) the application has been withdrawn.

“4A.10. Notice of principal regulator for foreign firm

(1) If a foreign firm was registered in a category in the local jurisdiction and another jurisdiction of Canada before September 28, 2009, the firm must submit the information required in item 2.2(b) of Form 33-109F6 by submitting a Form 33-109F5 on or before October 28, 2009.

(2) For the purposes of subsection (1), the foreign firm may make the submission by giving it to the principal regulator.”.

9. Appendix A of the Regulation is repealed.

10. Appendix B of the Regulation is amended:

(1) by replacing the paragraph opposite Prince Edward Island with the following:

“sections 94 (Prospectus required) and 95 (Filing prospectus without distribution)”;

(2) by replacing the paragraph opposite Yukon with the following:

“sections 94 (Prospectus required) and 95 (Filing prospectus without distribution)”;

(3) by replacing the paragraph opposite the Northwest Territories with the following:

“sections 94 (Prospectus required) and 95 (Filing prospectus without distribution)”;

(4) by replacing the paragraph opposite Nunavut with the following:

“sections 94 (Prospectus required) and 95 (Filing prospectus without distribution)”.

11. Appendix C of the Regulation is repealed.

12. Appendix D of the Regulation is replaced with the following:

APPENDIX D EQUIVALENT PROVISIONS

All references are to provisions of the Securities Act of the relevant jurisdiction unless otherwise noted.

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
SEDAR													
Marketplace operation													
Trading rules													
Use of client brokerage commissions													
Institutional trade matching and settlement													
National registration database (NRD)													
Registration requirements													
Dealing representative category													s.25(1)(b)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Advising representative category	s.2.1(1)(b) of Regulation 31-103												s.25(3)(b)
Associate advising representative category	s.2.1(1)(c) of Regulation 31-103												s.25(3)(c)
Ultimate designated person registration	s.2.1(1)(d) of Regulation 31-103	ss.75(2)(c) and 75.1 of <i>Securities Act</i> and s.2.1(1)(d) of Regulation 31-103	s.27(3) of <i>Securities Act</i> and s.2.1(1)(d) of Regulation 31-103	Paragraph 2 of s.149 of <i>Securities Act</i> and s. 2.1(1)(d) of Regulation 31-103	s.2.1(1)(d) of Regulation 31-103	s.87 of <i>Securities Act</i> and s.2.1(1)(d) of Regulation 31-103	ss.26(2)(c) and 26.1 of <i>Securities Act</i> and s.2.1(1)(d) of Regulation 31-103	s.87 of <i>Securities Act</i> and s.2.1(1)(d) of Regulation 31-103	s.87 of <i>Securities Act</i> and s.2.1(1)(d) of Regulation 31-103	s.87 of <i>Securities Act</i> and s.2.1(1)(d) of Regulation 31-103	s.25(5)		
Chief compliance officer registration	s.2.1(1)(e) of Regulation 31-103	ss.75(2)(c) and 75.1 of <i>Securities Act</i> and s.2.1(1)(e) of Regulation 31-103	s.27(3) of <i>Securities Act</i> and s.2.1(1)(e) of Regulation 31-103	Paragraph 2 of s.149 of <i>Securities Act</i> and s.2.1(1)(e) of Regulation 31-103	s.2.1(1)(e) of Regulation 31-103	s.87 of <i>Securities Act</i> and s.2.1(1)(e) of Regulation 31-103	ss.26(2)(c) and 26.1 of <i>Securities Act</i> and s.2.1(1)(e) of Regulation 31-103	s.87 of <i>Securities Act</i> and s.2.1(1)(e) of Regulation 31-103	s.87 of <i>Securities Act</i> and s.2.1(1)(e) of Regulation 31-103	s.87 of <i>Securities Act</i> and s.2.1(1)(e) of Regulation 31-103	s.25(6)		
Dealing representative of a mutual fund must be approved person	s.3.15(2) of Regulation 31-103				n/a	s.3.15(2) of Regulation 31-103							

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Employment, partnership or agency relationship ends	s. 6.1 of Regulation 31-103												s.29(3)
Suspension of IIROC approval for individual	s. 6.2 of Regulation 31-103												s. .29(1), paragraph 3
Suspension of MFDA approval for individual	s.6.3 of Regulation 31-103				n/a	s. 6.3 of Regulation 31-103						s.29(1), paragraph 3	
Sponsoring firm suspended	s. 6.4 of Regulation 31-103												s.29(2)
Revocation of a suspended registration – individual	s. 6.6 of Regulation 31-103												s.29(5)
Exception for individuals involved in a hearing	s. 6.7 of Regulation 31-103												s.29(6)
Dealer and underwriter categories	s.7.1(1) of Regulation 31-103												s.26(2)
Adviser categories	s.7.2(1) of Regulation 31-103												s.26(6)
Investment fund manager category	s.7.3 of Regulation 31-103												s.25(4)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
MFDA membership for mutual fund dealers	s.9.2 of Regulation 31-103				n/a	s.9.2 of Regulation 31-103							
Suspension or revocation of IIROC membership	s. 10.2 of Regulation 31-103											s.29(1) paragraph 2	
Suspension of MFDA firm membership	s.10.3 of Regulation 31-103				n/a	s.10.3 of Regulation 31-103						s.29(1), paragraph 2	
Revocation of a suspended registration – firm	s. 10.5 of Regulation 31-103											s.29(5)	
Exception for firms involved in a hearing	s. 10.6 of Regulation 31-103											s.29(6)	
Provide records to regulator	s.11.6(1)(c) of Regulation 31-103											s.19(3)	
Insurance – scholarship plan dealer only	s. 12.3 of Regulation 31-103				n/a	s.12.3 of Regulation 31-103							
Complaint handling	s. 13.15 of Regulation 31-103				s.168.1.1 of <i>Securities Act</i> and s.13.15 of Regulation 31-103	s.13.15 of Regulation 31-103							

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Dispute resolution service	s. 13.16 of Regulation 31-103				s.168.1.3 of <i>Securities Act</i> and s.13.16 of Regulation 31-103	s.13.16 of Regulation 31-103							
Underwriting conflicts	Regulation 33-105												
Registrant information	Regulation 33-109												
Prospectus disclosure requirements	Regulation 41-101 (except as noted below)												
Certificate of issuer	s.5.3(1) of Regulation 41-101											s.58	
Certificate of corporate issuer	s.5.4(1) of Regulation 41-101											s.58	
Certificate of issuer involved in reverse takeover	s.5.8 of Regulation 41-101											n/a	
Certificate of underwriter	s.5.9(1) of Regulation 41-101											s.59(1)	
Certificate of promoter	s.5.11(1) of Regulation 41-101											s.58	
Delivery of amendments	s.6.4 of Regulation 41-101											s.57(3)	
Amendment to a preliminary prospectus	s.6.5(1) of Regulation 41-101											s.57(1)	

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Amendment to a final prospectus						s.6.6(1) of Regulation 41-101							s.57(1)
Amendment to a final prospectus						s.6.6(2) of Regulation 41-101							s.57(2)
Regulator must issue receipt						s.6.6(3) of Regulation 41-101							s.57(2.1)
Regulator must not refuse a receipt						s.6.6(4) of Regulation 41-101							ss.57(2.1) and 61(3)
Prohibition against distribution						s.6.6(5) of Regulation 41-101							s.57(2.2)
Distribution of preliminary prospectus and distribution list						s.16.1 of Regulation 41-101							ss.66 and 67
Lapse date						s.17.2 of Regulation 41-101							s.62
Statement of rights						s.18.1 of Regulation 41-101							s.60
Disclosure standards for mineral projects						Regulation 43-101							
Short form prospectus distribution requirements						Regulation 44-101							
Shelf prospectus requirements						Regulation 44-102							
Post receipt pricing						Regulation 44-103							
Rights offering requirements						Regulation 45-101							
Resale of securities						Regulation 45-102							

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Standards of disclosure for oil and gas activities	Regulation 51-101												
Continuous disclosure obligations	Regulation 51-102 (except as noted below)												
Publication of material change	s. 7.1 of Regulation 51-102-											s.75 of <i>Securities Act</i> and s.3(1.1) of Regulation 1015 (General)	
Accounting principles, auditing standards and reporting currency requirements	Regulation 52-107 (except as noted below)												
Acceptable accounting principles	s.3.1 of Regulation 52-107											s.2(1) of Regulation 1015 (General) and s.3.1 of Regulation 52-107	
Auditor oversight	Regulation 52-108												

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Certification of disclosure in annual and interim filings	Regulation 52-109												
Audit committees	Regulation 52-110												
Communication with beneficial owners	Regulation 54-101												
System for electronic disclosure by insiders (SEDI)	Regulation 55-102												
Insider reporting for certain derivative transactions (EM) - Reporting requirement	ss. 87(2), (5) and (6)												s.2.1 of Regulation 55-103
EM – Existing agreements which continue in force	s.87.1												s.2.3 of Regulation 55-103
EM – Existing agreements entered into prior to becoming insider	s.87(2) and (6)												s.2.4 of Regulation 55-103

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
EM – Form and timing of report	s.87(2), (5) and (6) of <i>Securities Act</i> and s. 155.1(1), (2) and (3) of <i>Securities Rules</i>												s.3.1 of Regulation 55-103
EM – Form and timing of report for existing agreements	s.87.1 of <i>Securities Act</i> and s. 155.1(4) of <i>Securities Rules</i>												s.3.2 of Regulation 55-103
EM – Form and timing of report for existing agreements entered into prior to becoming insider	s.87 (2) and (6) of <i>Securities Act</i> and s. 155.1(1) and (3) of <i>Securities Rules</i>												s.3.3 of Regulation 55-103
Disclosure of corporate governance practices													Regulation 58-101

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario	
Protection of minority security holders in special transactions			n/a		Regulation 61-101					n/a			Regulation 61-101	
Early warning reports and other take-over bid and insider reporting requirements													Regulation 62-103-	
Take-over bids and issuer bid requirements (TOB/IB) – Restrictions on acquisitions during take-over bid													s.2.2(1) of Regulation 62-104	s.93.1(1)
TOB/IB – Restrictions on acquisitions during issuer bid													s.2.3(1) of Regulation 62-104	s.93.1(4)
TOB/IB – Restrictions on acquisitions before take-over bid													s.2.4(1) of Regulation 62-104	s.93.2(1)
TOB/IB – Restrictions on acquisitions after bid													s.2.5 of Regulation 62-104	s.93.3(1)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Restrictions on sales during formal bid													s.97.3(1)
TOB/IB – Duty to make bid to all security holders													s.94
TOB/IB – Commencement of bid													s.94.1(1) and (2)
TOB/IB – Offeror's circular													s.94.2(1) - (4) of <i>Securities Act</i> and s.3.1 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Change in information													s.94.3(1)
TOB/IB – Notice of change													s.94.3(4) of <i>Securities Act</i> and s.3.4 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Variation of terms													s.94.4(1)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Notice of variation													s.94.4(2) of <i>Securities Act</i> and s.3.4 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Expiry date of bid if notice of variation													s.94.4(3)
TOB/IB – No variation after expiry													s.94.4(5)
TOB/IB – Filing and sending notice of change or notice of variation													s.94.5
TOB/IB – Change or variation in advertised take-over bid													s.94.6(1)
TOB/IB – Consent of expert – bid circular													s.94.7(1)
TOB/IB – Delivery and date of bid documents													s.94.8(1)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Duty to prepare and send directors' circular													s.95(1) – (4) of <i>Securities Act</i> and s.3.2 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Notice of change													s.95.1(1) and (2) of <i>Securities Act</i> and s.3.4 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Filing directors' circular or notice of change													s.95.2
TOB/IB – Change in information in director's or officer's circular or notice of change													s.96(2)
TOB/IB – Form of director's or officer's circular													s.96(3) of <i>Securities Act</i> and s.3.3 of OSC Rule 62-504

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Send director's or officer's circular or notice of change to securityholders													s.96(5)
TOB/IB – File and send to offeror director's or officer's circular or notice of change													s.96(6)
TOB/IB – Form of notice of change for director's or officer's circular													s.96(7) of <i>Securities Act</i> and s.3.4 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Consent of expert, directors' circular, etc.													s.96.1
TOB/IB – Delivery and date of offeree issuer's documents													s.96.2(1)
TOB/IB – Consideration													s.97(1)
TOB/IB – Variation of consideration													s.97(3)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Prohibition against collateral agreements													s.97.1(1)
TOB/IB – Proportionate take up and payment													s.97.2(1)
TOB/IB – Financing arrangements													s.97.3(1)
TOB/IB – Minimum deposit period													s.98(1)
TOB/IB – Prohibition on take up													s.98(2)
TOB/IB – Obligation to take up and pay for deposited securities													s.98.3
TOB/IB – Return of deposited securities													s.98.5
TOB/IB – News release on expiry of bid													s.98.6
TOB/IB – Language of bid documents													n/a

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Filing of documents by offeror													s.98.7 of <i>Securities Act</i> and s.5.1(1) of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Filing of documents by offeree issuer													s.5.1(2) of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Time period for filing													s.5.1(3) of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Filing of subsequent agreement													s.5.1(4) of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Certification of bid circulars													s.99(1)
TOB/IB – All directors and officers sign													s.99(2)
TOB/IB – Certification of directors' circular													s.99(3)
TOB/IB – Certification of individual director's or officer's circular													s.99(4)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Obligation to provide security holder list													s.99.1(1)
TOB/IB – Application of <i>Canada Business Corporations Act</i>													s.99.1(2)
TOB/IB – Early Warning													s.102.1(1) – (4) of <i>Securities Act</i> and s.7.1 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Acquisitions during bid													s.102.2(1) and (2) of <i>Securities Act</i> and s.7.2(1) of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Copies of news release and report													s.7.2(3) of OSC Rule 62-504
Multi-jurisdictional disclosure system													Regulation 71-101
Mutual fund prospectus disclosure													Regulation 81-101 (except as noted below)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Amendment to a preliminary simplified prospectus													s.57(1)
Delivery of amendments													s.57(3)
Amendment to a simplified prospectus													s.57(1)
Amendment to a simplified prospectus													s.57(2)
Regulator must issue receipt													s.57(2.1)
Regulator must not refuse a receipt													ss.57(2.1) and 61(3)
Lapse date													s.62
Statement of rights													s.60
Distribution of preliminary simplified prospectus and distribution list													ss.66 and 67
Certificate of mutual fund													s.58
Certificate of promoter													s.58
Certificate of corporate mutual fund													s.58

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Mutual fund requirements	Regulation 81-102												
Commodity pools	Regulation 81-104												
Mutual fund sales practices	Regulation 81-105												
Investment fund continuous disclosure	Regulation 81-106												
Independent review committee	Regulation 81-107												
Registration													
Dealer/underwriter registration requirement	ss.34(1)(a) and 34(1)(d)	ss. 75(1) (a) and 75(2)(a)	s.27(2)(a)	ss.6(1)(a) and 6(1)(d)	ss.148 and 149	ss.31(1) and 31(4)	ss.45(a) and 45(d)	ss.86(1) (a) and 86(2)	s.26(1)(a)	ss. 86(1)(a) and 86(2)	ss.86(1)(a) and 86(2)	ss.86(1) (a) and 86(2)	ss.25(1) and (2)
Adviser registration requirement	s.34(1)(b)	ss. 75(1) (b) and 75(2)(b)	s.27(2)(b)	ss.6(1)(b)	ss.148 and 149	ss.31(2) and 31(4)	s.45(b)	s.86(1) (b)	s.26(1)(b)	s.86(1) (b)	s.86(1)(b)	s.86(1) (b)	s.25(3)
Investment fund manager registration requirement	s.34(1)(c)	s.75(1) (c)	s.27(2)(c)	s.6(1)(c)	s.148	ss.31(3) and 31(4)	s.45(c)	s.86(3)	s.26(1)(c)	s.86(3)	s.86(3)	s.86(3)	s.25(4)
Compensation or contingency trust fund	s.23 of Securities Rules	s.28 of ASC Rules (General)	s.23 of Regulations	n/a	s.196 of Securities Regulation	s.27 of General Securities Rules	n/a	n/a	s.98 of Regulation	n/a			s.110 of Regulation 1015 (General)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Requirements when using registration exemptions													
Offering memorandum in required form	s.3.9(5) of Regulation 45-106												n/a
Requirement to file offering memorandum within prescribed time	s.3.9(14) of Regulation 45-106												n/a
Trading in Securities Generally													
Registered dealer acting as principal	s.51	n/a	n/a	s.70	n/a	n/a	n/a	s.40	n/a	n/a	n/a	n/a	s.39
Disclosure of investor relations activities	s.52	n/a					s.62	n/a					
Use of name of another registrant	s.53	s.99	s.49	s.73	n/a	s.49	s.63	n/a	s.44	n/a	n/a	n/a	s.43
Trading in Exchange Contracts													
Trading exchange contracts on an exchange in jurisdiction	s.58	s.106 & 107	s.40	n/a			s.70.1	n/a					
Trading exchange contracts on an exchange outside jurisdiction	s.59	s.108 & 109	s.41	n/a			s.70.2	n/a					
Prospectus													
Prospectus requirement	s.61	s.110	s.58	s.37	ss.11 and 12	s.58	s.71(1)	s. 94	s.54	s.94	s.94	s.94	s.53

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Contents of prospectus (full, true & plain disclosure)	s.63	s.113	s.61	s.41	ss.13 and 20	s.61	s.74	s. 99	s.57	s.99	s.99	s.99	s.56
Waiting period communications	s.78	s.123	s.73	s.38	ss.21 & 22	s.70	s.82	s. 97	s.66	s.97	s.97	s.97	s.65(2)
Obligation to send prospectus	s.83	s.129	s.79	s.64	ss.29, 30, 31 and 32	s.76	s.88	s. 101(1)	s.72	s.101 (1)	s.101(1)	s.101(1)	s.71(1)
Requirements when using prospectus exemptions													
Offering memorandum in required form	s.2.9(5) of Regulation 45-106												n/a
Requirement to file offering memorandum within prescribed time	s. 2.9(14) of Regulation 45-106												n/a
Filing report of exempt distribution	ss. 6.1 and 6.3 of Regulation 45-106	s.129.1 of ASC Rules (General) and ss. 6.1 and 6.3 of Regulation 45-106	ss.6.1 and 6.3 of Regulation 45-106	s.7 of Regulation and ss. 6.1 and 6.3 of Regulation 45-106	ss.6.1 and 6.3 of Regulation 45-106								
Continuous Disclosure													
Voting if proxies provided	s.118	s.157	s.96	s.105	n/a	s.93	ss.102 and 103(2)	n/a	s.88	n/a		s 87	

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Shares in name of registrant not to be voted	s. 182 of Securities Rules	s.104	s.55	s.79	s.164 and 165	s.55	s.103(3) – (7)	s.163	s.50	s.163	s.163	s.163	s.49
Insider Reporting													
Insider reports – filing upon becoming an insider of a reporting issuer	s.87(2) other than as it applies to a related financial instrument	s.182(1)	s.116(1)	s.109	s.96	ss.113(1) of <i>Securities Act</i> and 172 of <i>General Securities Rules</i>	s.135(1)	s.1(1) of Local Rule 55-501	s.108(1)	s.1(1) of Local Rule 55-501	s. 2(1) of Local Rule 55-501	Local Rule 55-501	s.107(1)
Insider reports – filing upon acquisition or change in securities	s.87 (5) other than as it applies to a related financial instrument	s.182(2)	s.116(2)	s.109	s.97	s.113(2)	s.135(2)	s.1(2) of Local Rule 55-501	s.108(2)	s.1(2) of Local Rule 55-501	s. 2(2) of Local Rule 55-501	Local Rule 55-501	s.107(2)
Insider reports – filing upon being deemed an insider	s.87 (6) other than as it applies to a related financial instrument	s.182(3)	s.116(3)	s.109	s.98	s.113(4)	s.135(3)	s.1(3) of Local Rule 55-501	s.108(3)	s.1(3) of Local Rule 55-501	s.2(3) of Local Rule 55-501	Local Rule 55-501	s.107(3)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Time periods for filing insider reports	s.155.1 of Securities Rules other than as it applies to a related financial instrument	s.190 of ASC Rules (General)	s.165(1) of Regulations	s.109	ss.171, 171.1, 172 & 174 of Securities Regulation	s.113	s.5 of Local Rule 11-502	s.1 of Local Rule 55-501	s.108	s.1 of Local Rule 55-501	s. 2 of Local Rule 55-501	Local Rule 55-501	s.107
Transfer reports	n/a	s.182(2)	s.117	n/a	s.102	s.116	s.136	n/a	s.109	n/a	s.2(4) of Local Rule 55-501	n/a	s.108 of Securities Act and s. 167 of Regulation 1015 (General)
Nominee reports	n/a	s.183	s.118	n/a	s.103	s.117	n/a	s.110	n/a	s.2(5) of Local Rule 55-501	n/a	n/a	s.109 of Securities Act and s.168 of Regulation 1015 (General)
Take-Over Bids and Issuer Bids													
Directors must make recommendation on bid	s.99(1)	s.160	s.100	s.90	ss.113 & 114	s.97	s.124	s. 108(1)	s.92	s.108(1)	s.108(1)	s.108 (1)	ss.95 and 96

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Investment Funds – Self Dealing													
Investments of mutual funds	s.121	s.185	s.120	n/a	s.119	s.137	n/a	s.112	n/a	n/a	s.111		
Indirect investment	s.122	s.186	s.121	n/a	s.120	s.138	n/a	s.113	n/a	n/a	s.112		
Fees on investment for mutual fund	s.124	s.189	s.124	n/a	s.123	s.141	n/a	s.116	n/a	n/a	s.115		
Report of mutual fund manager	s.126	s.191	s.126	n/a	s.125	s.143	n/a	s.118	n/a	n/a	s.117		
Restrictions on transactions with responsible persons	n/a				s.126	n/a		s.119	n/a				
Principal Trading Prohibitions	n/a	s. 193	s. 128	n/a	s. 127	n/a		s. 120	n/a		s. 119		
General													
Public inspection of records	s.169(3)	s.221(3)	s.152(2)	s.134	n/a	s.148(1)	s.198(3)	s. 26(1)	s.140(1)	s.26(1)	s.26(1)	s.26(1)	s.140(1)

13. Appendix E of the Regulation is amended:

(1) by adding the following after “Regulation 31-102 respecting National Registration Database approved by Ministerial Order no. 2007-04 dated July 11, 2007”:

“Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions approved by Ministerial Order (*insert the number and date of the Ministerial Order approving this regulation*);”;

(2) by replacing, after the words “Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements approved by Ministerial Order no.”, the words “(*insert the number and date of the Ministerial Order approving this regulation*)” with “no. 2008-05 dated March 4, 2008”.

14. This Regulation comes into force on September 28, 2009.

POLICY STATEMENT TO REGULATION 11-102 RESPECTING PASSPORT SYSTEM

PART 1 GENERAL

1.1. Definitions

In this Policy Statement,

“domestic firm” means a firm whose head office is in Canada;

“domestic individual” means an individual whose working office is in Canada;

“Form 33-109F2” means *Form 33-109F2 Change or Surrender of Individual Categories*, under Regulation 33-109 ~~respecting Registration Information~~;

“Form 33-109F4” means *Form 33-109F4 Registration of Individuals and Review of Permitted Persons*; ~~Individuals under Regulation 33-109~~;

“Form 33-109F5” means *Form 33-109F5 Change of Registration Information* ~~Form under Regulation 33-109 F4 or Form 33-109F6~~;

“Form 33-109F6” means *Form 33-109F6 Registration as a Dealer, Adviser or Investment Fund Manager for Securities and/or Derivatives*; ~~Firm registration under Regulation 33-109~~;

“non-principal jurisdiction” means, for a person, a jurisdiction other than the principal jurisdiction;

“non-principal regulator” means, for a person, the securities regulatory authority or regulator of a jurisdiction other than the principal jurisdiction;

“NRD” has the same meaning as in *Regulation 31-102 respecting National Registration Database*;

“NRD format” has the same meaning as in *Regulation 31-102 respecting National Registration Database*;

“Policy Statement 11-202” means *Policy Statement 11-202 respecting Process for Prospectus Reviews in Multiple Jurisdictions*;

“Policy Statement 11-203” means *Policy Statement 11-203 respecting Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions*;

“Policy Statement 11-204” means *Policy Statement 11-204 respecting Process for Registration in Multiple Jurisdictions*;

“Policy Statement 33-109” means *Policy Statement to Regulation 33-109 respecting Registration Information*;

“Regulation 11-101” means *Regulation 11-101 respecting Principal Regulator System*;

“Regulation 31-103” means *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements*; ~~and Exemptions~~;

“Regulation 33-109” means *Regulation 33-109 respecting Registration Information*;

“SRO” means self-regulatory organization;

“T&C” means a term, condition, restriction or requirement imposed by a securities regulatory authority or regulator on the registration of a firm or an individual.

1.2. Additional definitions

Terms used in this Policy Statement and that are defined in Policy Statement 11-202, Policy Statement 11-203 and Policy Statement 11-204 have the same meanings as in those policy statements.

1.3. Purpose

(1) General

Regulation 11-102 respecting Passport System (the Regulation) and this Policy Statement implement the passport system contemplated by the Provincial/Territorial Memorandum of Understanding Regarding Securities Regulation.

The Regulation gives each market participant a single window of access to the capital markets in multiple jurisdictions. It enables a person to deal only with its principal regulator to

- get deemed receipts in other jurisdictions (except Ontario) for a preliminary prospectus and prospectus,
- obtain automatic exemptions in other jurisdictions (except Ontario) equivalent to most types of discretionary exemptions granted by the principal regulator, or
- register automatically in other jurisdictions (except Ontario).

(2) Process

Policy Statement 11-202, Policy Statement 11-203 and Policy Statement 11-204 set out the processes for a market participant in any jurisdiction to obtain a deemed prospectus receipt, an automatic exemption or automatic registration in a passport jurisdiction. These policy statements also set out processes for a market participant in a passport jurisdiction to get a prospectus receipt or a discretionary exemption from the Ontario Securities Commission (OSC) or to register in Ontario.

Policy Statement 11-203 also sets out the process for seeking exemptive relief in multiple jurisdictions that falls outside the scope of the Regulation. Policy Statement 11-203 applies to a broad range of exemptive relief applications, not just discretionary exemption applications from the provisions listed in Appendix D of the Regulation. For example, Policy Statement 11-203 applies to an application to be designated a reporting issuer, mutual fund, non-redeemable investment fund or insider. It also applies to an application for a discretionary exemption from a provision not listed in Appendix D of the Regulation.

Please refer to Policy Statement 11-202, Policy Statement 11-203 and Policy Statement 11-204 for more details on these processes.

(3) Interpretation of the Regulation

As with all regulations, you should read the Regulation from the perspective of the local jurisdiction in which you seek a deemed prospectus receipt or an automatic exemption or registration. For example, if the Regulation does not specify where you file a document, it means that you must file it in the local jurisdiction. In this Policy Statement, we generally use the term ‘non-principal jurisdiction’ instead of ‘local jurisdiction’.

To get a deemed receipt for a prospectus in the non-principal jurisdiction, a filer must file the prospectus in the jurisdiction through SEDAR. Similarly, to get an automatic exemption based on a discretionary exemption granted in the principal jurisdiction, a filer must give notice under section 4.7(1)(c) of the Regulation to the securities regulatory authority or regulator in the non-principal jurisdiction. Under section 4.7(2) of the Regulation, a filer can satisfy the latter requirement by giving notice to the principal regulator instead of the securities regulatory authority or regulator in the non-principal jurisdiction.

To register in the non-principal jurisdiction, a firm or individual must make the required submission in the non-principal jurisdiction. To streamline the process, section ~~6-34A.3~~(3) of the Regulation allows a firm to make its submission to the principal regulator instead of the non-principal regulator. Submissions for individuals are made through NRD. If the principal regulator imposes a T&C on a firm's or individual's registration, or suspends, terminates or accepts the surrender of registration of the firm or individual, that decision applies automatically in the non-principal jurisdiction, whether or not the firm or individual registered in the non-principal jurisdiction under the Regulation.

(4) **Operation of law**

The provisions of the Regulation on prospectus receipt, discretionary exemptions, and registration produce automatic legal outcomes in the non-principal jurisdiction that result from a decision made by the principal regulator. The effect is to make the law of the non-principal jurisdiction apply to a market participant as if the non-principal regulator had made the same decision as the principal regulator.

(5) **Applicable requirements**

A market participant must comply with the law of each jurisdiction in which it files a prospectus, is a reporting issuer, seeks registration or is registered.

- Most prospectus, continuous disclosure and registration requirements are harmonized and are in rules or regulations commonly referred to as 'national instruments'. The securities regulatory authorities and regulators intend to interpret and apply the harmonized requirements in national instruments in a consistent way, and we have put practices and procedures in place to achieve this objective.

- Some jurisdictions have non-harmonized requirements in Securities Acts or local rules or regulations. In addition, some national instruments contain requirements or carve-outs for specific jurisdictions, which are apparent on the face of the instruments.

- Registrants will be subject to a few non-harmonized requirements. Section ~~6-5~~ 4A.5 contains a description of these requirements.

(6) **Ontario**

The OSC has not adopted the Regulation, but the Regulation provides that the OSC can be a principal regulator for purposes of a prospectus filing under Part 3, a discretionary exemption application under Part 4 or registration under Part ~~6-4A~~. Consequently, Ontario market participants have direct access to passport as follows:

- When the OSC issues a receipt for a prospectus to an issuer whose principal jurisdiction is Ontario, a deemed receipt is automatically issued in each passport jurisdiction where the market participant filed the prospectus under the Regulation.

- When the OSC grants a discretionary exemption to a market participant whose principal jurisdiction is Ontario, the person obtains an automatic exemption from the equivalent provision of securities legislation of each passport jurisdiction for which the person gives the notice described in section 4.7(1)(c) of the Regulation.

- A firm or individual whose principal jurisdiction is Ontario and who is registered in a category in Ontario is automatically registered in the same category in a passport jurisdiction when the firm or individual makes the required submission under the Regulation.

1.4. Language of documents – Québec

The Regulation does not relieve issuers filing in Québec from the linguistic obligations prescribed by Québec law, including the specific obligations in the Québec Securities Act (e.g. section 40.1). For example, where a prospectus is filed in several jurisdictions including Québec, the prospectus must be in French or in French and English.

PART 2 CONTINUOUS DISCLOSURE (Repealed)

PART 3 PROSPECTUS

3.1. Principal regulator for prospectus

For a prospectus filing subject to Part 3 of the Regulation, the principal regulator is the principal regulator identified under section 3.1 of the Regulation. Under this section, the principal regulator must be the securities regulatory authority or regulator in a specified jurisdiction. Section 3.1(1) of the Regulation specifies the following jurisdictions for purposes of that section: British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, New Brunswick and Nova Scotia.

Section 3.4 of Policy Statement 11-202 gives guidance on how to identify the principal regulator for a prospectus filing subject to Part 3 of the Regulation.

3.2. Discretionary change in principal regulator for prospectus

Section 3.2 of the Regulation permits the securities regulatory authority or regulator to change the principal regulator for a prospectus filing subject to Part 3 of the Regulation on its own motion or on application. Section 3.5 of Policy Statement 11-202 gives guidance on the process for, and considerations leading to, a discretionary change in principal regulator for a prospectus filing subject to Part 3 of the Regulation.

3.3. Deemed issuance of receipt

Section 3.3 of the Regulation deems a receipt to be issued for a preliminary prospectus or prospectus in the non-principal jurisdiction if certain conditions are met. A deemed receipt in the non-principal jurisdiction has the same legal effect as a receipt issued in the principal jurisdiction.

To rely on section 3.3 of the Regulation in the non-principal jurisdiction, a filer must file on SEDAR the preliminary prospectus or the pro forma prospectus, and the prospectus, in both the non-principal jurisdiction and the principal jurisdiction. When filing, the filer must also indicate that it is filing the preliminary prospectus or pro forma prospectus under the Regulation. Under the law of the non-principal jurisdiction, these filings trigger the obligation to file supporting documents (e.g., consents and material contracts) and to pay required fees.

Policy Statement 11-202 sets out the process for making a waiver application for a prospectus filing subject to Part 3 of the Regulation.

If the principal regulator refuses to issue a receipt for a prospectus, it will notify the filer and the non-principal regulators by sending a refusal letter through SEDAR. In these circumstances, the Regulation will no longer apply to the filing and the filer may deal separately with the local securities regulatory authority or regulator in any non-principal jurisdiction in which the prospectus was filed to determine if the local securities regulatory authority or regulator would issue a local receipt.

3.4. Exemption from non-harmonized prospectus provisions (Repealed)

3.5. Transition for section 3.3

Section 3.3 of the Regulation applies to a preliminary prospectus or pro forma prospectus and their related prospectus, and to an amendment to a prospectus, filed on or after March 17, 2008.

Section 3.5(1) of the Regulation removes the deemed receipt that would otherwise be available in the non-principal jurisdiction under section 3.3 of the Regulation if a preliminary prospectus amendment is filed after March 17, 2008 and the related preliminary prospectus was filed before March 17, 2008.

Section 3.5(2) provides an exemption from the requirement in section 3.3(2)(b) of the Regulation to indicate on SEDAR, at the time of filing the preliminary prospectus or pro forma prospectus, that the preliminary prospectus or pro forma prospectus is filed under Regulation. This means there is a deemed receipt in the non-principal jurisdiction for a prospectus amendment if the related preliminary prospectus or pro forma prospectus was filed before March 17, 2008 and the filer indicated on SEDAR that it filed the amendment under the Regulation at the time of filing the amendment.

PART 4 DISCRETIONARY EXEMPTIONS

4.1. Application

Part 4 of the Regulation applies to an application for a discretionary exemption from a provision listed in Appendix D of the Regulation. Part 4 does not apply to a discretionary exemption application from a provision not listed in Appendix D of the Regulation or to other types of exemptive relief applications. For example, Part 4 does not apply to an application to designate a person to be a reporting issuer, mutual fund, non-redeemable investment fund or insider.

4.2. Principal regulator for discretionary exemption applications

For purposes of a discretionary exemption application under Part 4 of the Regulation, the principal regulator is the principal regulator identified under sections 4.1 to 4.5 of the Regulation. Except under section 4.4.1, the principal regulator must be the securities regulatory authority or regulator in a specified jurisdiction. Section 4.1 of the Regulation specifies the following jurisdictions for this purpose: British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, New Brunswick and Nova Scotia.

Section 4.4.1 of the Regulation provides that the principal regulator for an application for exemption from a requirement in ~~Part 4~~[Parts 3 and 12](#) of Regulation 31-103 and Part 2 of Regulation 33-109 made in connection with an application for registration in the principal jurisdiction is the principal regulator as determined under section ~~6-14A.1~~[6-14A.1](#) of the Regulation. The securities regulatory authority or regulator of each jurisdiction may be a principal regulator under section ~~6-14A.1~~[6-14A.1](#) of the Regulation.

Section 3.6 of Policy Statement 11-203 gives guidance on how to identify the principal regulator for a discretionary exemption application under Part 4 of the Regulation.

4.3. Discretionary change of principal regulator for discretionary exemption applications

Section 4.6 of the Regulation permits the securities regulatory authority or regulator to change the principal regulator for a discretionary exemption application under Part 4 of the Regulation on its own motion or on application. Section 3.7 of Policy Statement 11-203 gives guidance on the process for, and considerations leading to, a discretionary change in principal regulator for a discretionary exemption application under Part 4 of the Regulation.

4.4. Passport application of discretionary exemptions

Section 4.7(1) of the Regulation exempts a person from an equivalent provision of securities legislation in the non-principal jurisdiction if the principal regulator for the application grants the discretionary exemption, the filer gives the notice required under paragraph (c) of that section and other conditions are met. The equivalent provisions from which an automatic exemption is available under section 4.7(1) of the Regulation are set out in Appendix D of the Regulation.

If the principal regulator revokes or cancels the discretionary exemption or it expires under a sunset clause, the exemption in section 4.7 is no longer available in the non-principal jurisdiction.

A discretionary exemption under section 4.7(1) of the Regulation is available in the passport jurisdictions for which the filer gives the required notice when filing the application. However, the discretionary exemption can become available later in other passport jurisdictions if the circumstances warrant. For example, if a reporting issuer obtains a discretionary exemption from a national continuous disclosure requirement in its principal jurisdiction and an automatic exemption under section 4.7(1) in three non-principal jurisdictions in 2008 and the issuer becomes a reporting issuer in a fourth non-principal jurisdiction in 2009, the issuer could obtain an automatic exemption in the new jurisdiction. To obtain the automatic exemption in the new jurisdiction, the issuer would have to give the notice referred to in section 4.7(1)(c) of the Regulation in respect of that jurisdiction and meet the other condition of the exemption.

Under section 4.7(2) of the Regulation the filer may give the required notice to the principal regulator instead of the non-principal regulator.

A filer should identify in the application all the exemptions required and give notice for all the jurisdictions in which section 4.7(1) of the Regulation is intended to be relied upon. If an exemption is required in a non-principal jurisdiction when the filer files the application, but the filer does not give the required notice for that jurisdiction until after the principal regulator grants the exemption, the securities regulatory authority or regulator of the non-principal jurisdiction will take appropriate action. This could include removing the exemption, in which case the filer may have an opportunity to be heard in that jurisdiction in appropriate circumstances.

A principal regulator's decision to vary a decision the principal regulator previously made to exempt a person from a provision set out in Appendix D of the Regulation has automatic effect in a non-principal jurisdiction if

- the person applied in the principal jurisdiction to have the decision varied and gave the notice required under section 4.7(1)(c) of the Regulation in respect of the non-principal jurisdiction,
- the principal regulator grants the exemption and the exemption is in effect, and
- the other conditions of section 4.7(1) of the Regulation are met.

If the principal regulator for an application for exemption from a filing requirement under section 6.1 of *Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions* (Regulation 45-106) grants an exemption under section 4.7(1) of the Regulation, a person has an automatic exemption in a non-principal jurisdiction under the section only if

- the filing requirement arises from the person relying on one of the provisions referred to in section 6.1 of Regulation 45-106 in the principal jurisdiction,
- the person is relying on the equivalent exemption in the non-principal jurisdiction, and
- the person complies with the conditions of section 4.7(1) of the Regulation.

Because, under the Regulation, a person files an application for a discretionary exemption only in the principal jurisdiction to obtain an automatic exemption in multiple jurisdictions, the filer is required to pay fees only in the principal jurisdiction.

Policy Statement 11-203 sets out the process for seeking exemptive relief in multiple jurisdictions, including the process for seeking a discretionary exemption under Part 4 of the Regulation.

4.5. Availability of passport for discretionary exemptions applied for before March 17, 2008

Under section 4.8(1) of the Regulation, an exemption from the equivalent provision is automatically available in the local jurisdiction if

- an application was made in a specified jurisdiction before March 17, 2008 for an exemption from a provision of securities legislation that is now listed in Appendix D of the Regulation,
- the securities regulatory authority or regulator in the specified jurisdiction granted the exemption before, on or after March 17, 2008, and
- certain other conditions are met.

These conditions include giving the notice required under section 4.8(1)(c). Section 4.8(2) permits the filer to give the required notice to the securities regulatory authority or regulator that would be the principal regulator for the application under Part 4 if an application were to be made under that Part at the time the notice is given, instead of to the non-principal regulator.

Under section 4.1, the specified jurisdictions are British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, New Brunswick and Nova Scotia.

A specified jurisdiction for purposes of section 4.8 of the Regulation is a principal jurisdiction under Regulation 11-101.

The combined effect of sections 4.8(1) and 4.8(3) is to make an exemption from a CD requirement granted by the principal regulator before March 17, 2008 under Regulation 11-101 automatically available in the non-principal jurisdiction, even though the decision of the principal regulator under Regulation 11-101 does not refer to the non-principal jurisdiction. To benefit from this, however, the reporting issuer must comply with the terms and conditions of the decision of the principal regulator under Regulation 11-101. Only exemptions granted from CD requirements that are now listed in Appendix D of the Regulation become available in the non-principal jurisdiction in this way.

Appendix A of this Policy Statement lists the CD requirements from which a reporting issuer could get an exemption under section 3.2 of Regulation 11-101. Appendix D of the Regulation sets out the list of equivalent provisions.

PART 5 — EFFECTIVE DATE**5.1. — Effective date**

~~The Regulation applies to continuous disclosure documents, prospectuses and discretionary exemption applications filed on or after March 17, 2008. PART 64A~~

REGISTRATION**6.1.4A.1. Application**

The Regulation permits a firm or individual to register automatically in a non-principal jurisdiction based on its principal jurisdiction registration. It also makes some types of regulatory decisions by a firm's or individual's principal regulator apply automatically in each non-principal jurisdiction where the firm or individual is registered, whether or not the firm or individual is registered automatically under the Regulation.

Permitted individual

The Regulation does not apply to "permitted individuals" under Regulation 33-109 because these individuals are not registered under securities legislation. The Regulation applies to a permitted individual only if the permitted individual becomes registered in a category in his or her principal jurisdiction and seeks registration in the same category in a non-principal jurisdiction.

Restricted dealers and their representatives

Section ~~6.34A.3~~ of the Regulation does not apply to a firm registered in the category of "restricted dealer" under Regulation 31-103. To register in a non-principal jurisdiction, a restricted dealer must apply directly to the non-principal regulator. Automatic registration under the Regulation does not apply to restricted dealers because there are no standard requirements for this category and most firms registered as restricted dealers operate in a single jurisdiction. However, if a restricted dealer registers directly in the same category in a non-principal jurisdiction, the provisions of the Regulation relating to T&Cs (section ~~6.54A.5~~), suspension (section ~~6.64A.6~~), termination (section ~~6.74A.7~~) and surrender (section ~~6.84A.8~~) apply to the firm.

All the provisions of the Regulation apply to the dealing representatives of a restricted dealer. This includes automatic registration under section ~~6.44A.4~~ of the Regulation if the representative's sponsoring firm is registered as a restricted dealer in the representative's principal jurisdiction and the non-principal jurisdiction in which the representative seeks registration. It also includes the provisions of the Regulation relating to T&Cs (section ~~6.54A.5~~), suspension (section ~~6.64A.6~~), termination (section ~~6.74A.7~~) and surrender (section ~~6.84A.8~~).

6.2.4A.2. Registration by SRO

The securities regulatory authority or regulator in some jurisdictions has delegated, assigned or authorized an SRO to perform all or part of its registration function. The Regulation applies to the decisions made by SROs under these arrangements. For more details, refer to section 3.5 of Policy Statement 11-204.

6.3.4A.3. Principal regulator for registration

The principal regulator of a firm or individual is the securities regulatory authority or regulator identified under section ~~6.14A.1~~ of the Regulation. The securities regulatory authority or regulator of any jurisdiction can be a principal regulator for registration.

Section 3.6 of Policy Statement 11-204 gives guidance on how to identify the principal regulator of a firm or individual under Part ~~64A~~ of the Regulation.

6.4.4A.4. Discretionary change of principal regulator for registration

Section 6.24A.2 of the Regulation permits the securities regulatory authority or regulator to change the principal regulator for the purpose of Part 64A of the Regulation. Section 3.7 of Policy Statement 11-204 gives guidance on the process for a discretionary change of principal regulator for registration under Part 64A of the Regulation.

6.5.4A.5. Registration

Sections 6.34A.3 and 6.44A.4 of the Regulation are available for firms or individuals required to be registered under Regulation 31-103, except for firms registering as restricted dealers.

A firm or individual who registers in a non-principal jurisdiction under section 6.34A.3 or 6.44A.4 of the Regulation must comply with all applicable requirements of the non-principal jurisdiction, including the obligation to pay the required fees in that jurisdiction and any non-harmonized requirements.

In Québec, firms and individuals in the mutual fund and scholarship plan sectors are subject to a specific regulatory framework that also applies under passport:

- mutual fund firms registered in Québec are not required to be members of the Mutual Fund Dealers Association of Canada (MFDA) and are under the direct supervision of the Autorité des marchés financiers, as are scholarship plan firms,
- individuals in the mutual fund and scholarship plan sectors are required to be members of the Chambre de la sécurité financière,
- firms and individuals must maintain professional liability insurance, and
- firms must contribute to the Fonds d'indemnisation des services financiers which provides financial compensation to investors who are victims of fraudulent tactics or embezzlement committed by these firms or individuals.

In addition, in Québec, an individual who is a representative of an investment dealer cannot concurrently be employed by a financial institution and carry on business as a representative in a Québec branch of a financial institution unless he or she is a representative specialized in mutual funds or scholarship plans.

In British Columbia, investment dealers that trade in the U.S. over-the-counter markets must comply with local requirements to manage the risks of trading these securities, retain records and report quarterly to the Commission.

To register in a non-principal jurisdiction

Before making a submission under section 6.34A.3 or 6.44A.4, the firm or individual should ensure that the firm's or individual's principal jurisdiction is correctly identified in the firm's or individual's latest submission under Regulation 33-109.

Firm

Under section 6.34A.3(1) of the Regulation, if a firm is registered in its principal jurisdiction in a category set out in Regulation 31-103, other than the category of "restricted dealer", the firm is registered in the same category in a non-principal jurisdiction if the firm

- (a) has submitted a completed Form 33-109F6 in accordance with Regulation 33-109, and
- (b) is a member of an SRO if required for that category.

A firm should refer to Part 4 and section 5.2 of Policy Statement 11-204 for guidance on how to make its submission under the Regulation.

Under section ~~6-34A.3~~(3) of the Regulation, a firm may make the relevant submission by giving it to its principal regulator instead of the non-principal regulator. In a jurisdiction where the principal regulator has delegated, assigned or authorized an SRO to register firms, the firm should make the submission by giving it to the relevant office of the SRO.

To register under section ~~6-34A.3~~(1) of the Regulation, the firm must be a member of an SRO if required in the local jurisdiction for that category of registration. This condition does not apply if the firm has an exemption in the local jurisdiction from the requirement to be a member of the SRO. All jurisdictions require investment dealers to be members of the Investment Industry Regulatory Organization of Canada. All jurisdictions, except Québec, require mutual fund dealers to be members of the MFDA. A mutual fund dealer whose principal jurisdiction is Québec must be a member of the MFDA before it can register in another jurisdiction.

Individual

Under section ~~6-44A.4~~ of the Regulation, if an individual acting on behalf of a sponsoring firm is registered in his or her principal jurisdiction in a category set out in Regulation 31-103, the individual is registered in the same category in a non-principal jurisdiction if

- (a) the individual's sponsoring firm is registered in the non-principal jurisdiction in the same category as in the firm's principal jurisdiction,
- (b) the individual submitted a completed Form 33-109F2 or Form 33-109F4 in accordance with Regulation 33-109, and
- (c) the individual is a member or an approved person of an SRO if required for that category.

Section 5.2 of Policy Statement 11-204 provides guidance on how to make a submission.

To register under section ~~6-44A.4~~ of the Regulation, the individual must be a member or an approved person of an SRO if required in the local jurisdiction for that category of registration. This condition does not apply if the individual has an exemption in the local jurisdiction from the requirement to be a member or approved person of the SRO. Québec legislation requires individuals who are representatives of mutual fund or scholarship plan dealers to be members of the Chambre de la sécurité financière. Other jurisdictions ~~do not have an equivalent requirement~~ require individuals who are representatives of mutual fund dealers to be approved persons under the rules of the MFDA.

For greater certainty, if an individual is registered in a category in his or her principal jurisdiction for more than one sponsoring firm, each sponsoring firm must be registered in the same category in the non-principal jurisdiction in which the individual seeks registration under section ~~6-44A.4~~ of the Regulation.

~~6-6-4A.6.~~ **Terms and conditions of registration**

Section ~~6-5-4A.5~~(1) of the Regulation provides that, if a firm or individual is registered in the same category in the principal jurisdiction and in the non-principal jurisdiction, a T&C imposed on the registration in the principal jurisdiction applies to the firm or individual as if it were imposed in the non-principal jurisdiction (i.e., by operation of law). Under section ~~6-54A.5~~(2) of the Regulation, a T&C continues to apply until the

earlier of the date the securities regulatory authority or regulator that imposed it, cancels or revokes it, or it expires.

Under section [6.54A.5](#) of the Regulation, if the principal regulator amends or adds a T&C to a category in which a firm or individual is registered, the amended or additional T&C automatically applies to the firm's or individual's registration in the same category in the non-principal jurisdiction.

In the event of a change of principal regulator, and for each category in which a firm or an individual is registered in the non-principal jurisdiction under section [6.34A.3](#) or [6.44A.4](#) of the Regulation, the firm's or individual's

- original principal regulator will revoke any T&C it imposed, and
- new principal regulator will adopt any T&C's that are appropriate.

This will enable the new principal regulator to amend the firm's or individual's T&Cs in appropriate circumstances and result in any T&C amended by the new principal regulator applying automatically in a non-principal jurisdiction as if it had been imposed in that jurisdiction (i.e., by operation of law).

[6.7.4A.7.](#) Suspension

Under section [6.64A.6](#) of the Regulation, if a firm's or an individual's registration in the principal jurisdiction is suspended, the firm's or individual's registration is automatically suspended in any non-principal jurisdiction where the firm or individual is registered. For greater certainty, a suspension of registration is a suspension of a firm's or individual's trading or advising privileges and the firm or individual remains registered under securities legislation. A firm's or individual's registration is suspended on the same day in the principal jurisdiction and the non-principal jurisdiction. NRD will show the same suspension date in each relevant jurisdiction.

A firm's or individual's registration is suspended in the non-principal jurisdiction for as long as the firm's or individual's registration is suspended in the principal jurisdiction. If the principal regulator lifts a firm's or individual's suspension, the firm or individual may resume trading or advising in the non-principal jurisdiction on the date NRD shows that the suspension has been lifted. Any T&C imposed by the principal regulator when it lifts a suspension applies automatically in the non-principal jurisdiction under section [6.54A.5](#) of the Regulation.

[6.8.4A.8.](#) Termination

Under section [6.74A.7](#) of the Regulation, if a firm's or individual's registration in the principal jurisdiction is cancelled, revoked or terminated, as applicable, the firm's or individual's registration in the non-principal jurisdiction is automatically cancelled, revoked or terminated, as applicable. A firm's or individual's registration is terminated on the same date in the principal jurisdiction and the non-principal jurisdiction. NRD will show the same termination date in each relevant jurisdiction.

[6.9.4A.9.](#) Surrender

Under section [6.84A.8](#) of the Regulation, a firm's or individual's registration is automatically cancelled, revoked or terminated, as applicable, in a category in **all** non-principal jurisdictions in which the firm or individual is registered if the firm or individual applies to surrender registration in the category in its principal jurisdiction and the principal regulator accepts the surrender.

A firm should submit an application to surrender registration in one or more categories in the firm's principal jurisdiction ~~in a format other than NRD format~~ [and Ontario, if Ontario is a non-principal jurisdiction](#). The application should identify any non-

principal jurisdiction where the firm is registered in the same category(ies). In a jurisdiction where the principal regulator has delegated, assigned or authorized an SRO to perform registration functions, a firm should submit its application to surrender to the relevant office of the SRO. A firm should refer to Appendix B of Policy Statement 33-109 for guidance on how to submit its application for surrender to the principal regulator or the relevant office of the SRO ~~in a format other than NRD format.~~

An individual should make the relevant NRD submission under Regulation 33-109 to surrender registration.

If a firm or individual applies to surrender a category in the principal jurisdiction, the principal regulator may suspend registration in the category pending surrender, or impose a T&C. See section [6.74A.7](#) of this Policy Statement for guidance on suspension of registration.

If the principal regulator imposes a T&C, section [6.54A.5](#) of the Regulation provides that the T&C applies in each non-principal jurisdiction where a firm or individual is registered in the same category as if the T&C had been imposed in the non-principal jurisdiction.

The Regulation does not deal with a firm or individual that seeks to surrender a category in a non-principal jurisdiction only. If a firm or individual seeks to surrender a category in a non-principal jurisdiction, other than Ontario,

- the firm may still submit its application by giving it to the principal regulator only or, if the principal regulator has delegated, assigned or authorized an SRO to perform registration functions, the relevant office of the SRO in the principal jurisdiction,
- the individual should make the relevant NRD submission under Regulation 33-109,
- the firm's or individual's submission should indicate the non-principal jurisdiction where the firm or individual is applying to surrender registration, and
- the fact that a securities regulatory authority, regulator or SRO accepts the surrender of registration of a firm or individual in the non-principal jurisdiction does not affect the registration of the firm or individual in another jurisdiction.

[6.10.4A.10](#) Transition – terms and conditions in non-principal jurisdiction

The purpose of section [6.94A.9](#)(1) of the Regulation is to delay until ~~{insert the date 30 days after the effective date of Part 6 of the Regulation}~~[October 28, 2009](#) the automatic application of section [6.54A.5](#) of the Regulation in a non-principal jurisdiction in which a firm or individual is registered on ~~{insert effective date of Part 6 of the Regulation}~~[September 28, 2009](#). This gives the firm or individual time to make an application under section [6.94A.9](#)(2) of the Regulation for an exemption from having a T&C imposed by the principal regulator apply automatically in the non-principal jurisdiction.

A firm or individual should apply for the exemption contemplated in section [6.94A.9](#)(2) of the Regulation separately in each non-principal jurisdiction because the purpose of the exemption application is to give the firm or individual an opportunity to be heard on the automatic application in the non-principal jurisdiction of a T&C imposed by the principal regulator. For this reason, a firm or individual should not make the application under Policy Statement 11-203.

If a firm or individual does not apply for an exemption under section [6.94A.9](#)(2) of the Regulation in a non-principal jurisdiction,

- a T&C imposed by the principal regulator automatically applies on ~~insert the date 30 days after the effective date of Part 6 of the Regulation~~ October 28, 2009 in the non-principal jurisdiction , and
- a T&C previously imposed by the non-principal regulator ceases to apply unless it is enforcement related.

6.11.4A.11 Transition – notice of principal regulator for foreign firm

Under section ~~6.10~~4A.10(1) of the Regulation, a foreign firm registered in a category in multiple jurisdictions before ~~insert effective date of Part 6 of the Regulation~~ September 28, 2009 is required to ~~submit the information about~~ identify its principal jurisdiction in item 2.2(b) in Form 33-109F6 ~~in accordance with Regulation 33-109 by submitting a Form 33-109F5 on or before October 28, 2009~~. This information will determine the foreign firm's principal regulator under section ~~6.1~~4A.1 of the Regulation.

Section ~~6.10~~4A.10(2) of the Regulation permits the foreign firm to make this submission to a non-principal regulator by giving it only to its principal regulator. ~~The submission should be made in a format other than NRD format.~~ In a jurisdiction where the principal regulator has delegated, assigned or authorized an SRO to perform registration functions, the foreign firm should make the submission to the relevant office of the SRO. Foreign firms should refer to Appendix B of Policy Statement 33-109 for guidance on how to make a submission ~~in a format other than NRD format.~~

Because the principal regulator for a foreign individual is the same as the principal regulator for the individual's sponsoring firm, the Regulation does not require the foreign individual to make a submission to identify the individual's principal regulator.

PART 5 EFFECTIVE DATE

5.1 Effective date

The Regulation applies to continuous disclosure documents, prospectuses and discretionary exemption applications filed on or after March 17, 2008.

The Regulation applies to an individual seeking registration outside its principal jurisdiction on or after September 28, 2009. In addition, it applies to an individual that is registered on that date unless the individual requests and obtains an exemption under section 4A.9(2).

APPENDIX A**CD REQUIREMENTS UNDER REGULATION 11-101**

For ease of reference, this appendix reproduces the definition of CD requirements in Regulation 11-101 even though some references might no longer be relevant because sections were repealed after September 19, 2005 when Regulation 11-101 came into force.

British Columbia:

Securities Act: section 85 and 117

Securities Rules: section 144 (except as it relates to fees), 145 (except as it relates to fees), 152 and 153 sections 2, 3 and 189 as they relate to a filing under another CD requirement, as defined in Regulation 11-101

Alberta:

Securities Act: sections 146, 149 (except as it relates to fees), 150, 152 and 157.1

Securities Commission Rules (General): except as it relates to a prospectus, section 143 – 169, 196 and 197

Saskatchewan:

The Securities Act, 1988: section 84, 86 – 88, 90, 94 and 95

The Securities Regulations: section 117 – 138.1 and 175 as it relates to a filing under another CD requirement, as defined under Regulation 11-101

Manitoba:

Securities Act: sections 101(1), 102(1), 104, 106(3), 119, 120 (except as it relates to fees) and 121– 130

Securities Regulation: sections 38 – 40 and 80 – 87

Québec:

Securities Act: sections 73 excluding the filing requirement of a statement of material change, 75 excluding the filing requirement, 76, 77 excluding the filing requirement, 78, 80 – 82.1, 83.1, 87, 105 excluding the filing requirement, 106 and 107 excluding the filing requirement

Securities Regulation: sections 115.1 – 119, 119.4, 120 – 138 and 141 – 161

Regulations: No. 14, No. 48, Q-11, Q-17 (Title IV) and 62 – 102

A document filed with or delivered to the Autorité des marchés financiers, delivered to securityholder in Québec or disseminated in Québec under section 3.2 of the Regulation, is deemed, for the purposes of securities legislation in Québec, to be a document filed, delivered or disseminated under Chapter II of Title III or section 84 of the *Securities Act* (Québec).

New Brunswick:

Securities Act: sections 89(1) – (4), 90, 91, 100 and 101

Nova Scotia:

Securities Act: section 81, 83, 84 and 91

General Securities Rules: sections 9, 140(2), 140(3) and 141

Newfoundland and Labrador:

Securities Act: except as they relate to fees, sections 76, 78 – 80, 82, 86 and 87

Securities Regulations: sections 4 – 14 and 71 – 80

Yukon:

Securities Act: section 22(5) except as it relates to filing a new or amended prospectus

All jurisdictions:

- (a) *Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects*, except as it relates to a prospectus,
- (b) *Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities*, except as it relates to a prospectus,
- (c) *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*,
- (d) *Regulation 52-107 respecting Acceptable Accounting Principles, Auditing Standards and Reporting Currency* as it applies to a document filed under *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*,
- (e) *Regulation 52-108 respecting Auditor Oversight*,
- (f) *Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings*,
- (g) *Regulation 52-110 respecting Audit Committees*, except in British Columbia
- (h) BC Instrument 52-509 *Audit Committees*, only in British Columbia
- (i) *Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer*,
- (j) *Regulation 58-101 respecting Disclosure of Corporate Governance Practices*,
- (k) section 8.5 of *Regulation 81-104 respecting Commodity Pools*, and
- (l) *Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure*.

Document comparison done by DeltaView on 13 juillet, 2009 07:33:10

Input:	
Document 1	file:///F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-102/Modif 2008-09 Inscription/Final 12-08/AMF/11-102 Modif IG 08-12-08 QA.doc
Document 2	file:///F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-102/Modif 2008-09 Inscription/Final 07-09/AMF/11-102 Modif IG 08-07-09 %QA.doc
Rendering set	Standard

Legend:	
<u>Insertion</u>	
Deletion	
Moved from	
<u>Moved to</u>	
Style change	
Format change	
Moved deletion	
Inserted cell	
Deleted cell	
Moved cell	
Split/Merged cell	
Padding cell	

Statistics:	
	Count
Insertions	87
Deletions	87
Moved from	1
Moved to	1
Style change	0
Format changed	0
Total changes	176

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT 11-202 RESPECTING PROCESS FOR PROSPECTUS REVIEWS IN MULTIPLE JURISDICTIONS

1. Section 4.1 of *Policy Statement 11-202 respecting Process for Prospectus Reviews in Multiple Jurisdictions* is amended by replacing “under this policy statement” with “under this policy statement and Regulation 11-102”.

2. Section 7.1 of the Policy Statement is amended:

(1) by replacing the last sentence of paragraph (1) with the following:

“To assist filers, the principal regulator will list in its receipt the passport jurisdictions where the prospectus has been filed under Regulation 11-102 and indicate that a receipt is deemed to be issued in each of those jurisdictions, if the conditions of Regulation 11-102 have been satisfied.”;

(2) by adding the following paragraph after paragraph (2):

“(3) If a pro forma prospectus or an amended and restated preliminary prospectus is filed in the principal jurisdiction and a preliminary prospectus is filed in a non-principal jurisdiction, the principal regulator will issue a document that evidences that the regulator in the non-principal jurisdiction issued a receipt for the preliminary prospectus.”.

POLICY STATEMENT 11-203 RESPECTING PROCESS FOR EXEMPTIVE RELIEF APPLICATIONS IN MULTIPLE JURISDICTIONS

PART 1 APPLICATION

1.1. Application

This policy statement describes the process for the filing and review of an application for exemptive relief in more than one Canadian jurisdiction.

PART 2 DEFINITIONS

2.1. Definitions

In this policy statement

“AMF” means the regulator in Québec;

“application” means a request for exemptive relief other than a pre-filing or waiver application as those terms are defined in Policy Statement 11-202;

“coordinated review” means the review under this policy statement of a coordinated review application;

“coordinated review application” means an application described in section 3.4 of this policy statement;

“dual application” means an application described in section 3.3 of this policy statement;

“dual review” means the review under this policy statement of a dual application;

“exemption” means any discretionary exemption to which Part 4 of Regulation 11-102 applies;

“exemptive relief” means any approval, decision, declaration, designation, determination, exemption, extension, order, ruling, permission, recognition, revocation, waiver or other relief sought under securities legislation or securities directions;

“filer” means

- (a) a person filing an application, or
- (b) an agent of a person referred to in paragraph (a);

“hybrid application” means an application comprised of both

- (a) a passport application or dual application, and
- (b) a coordinated review application;

“notified passport jurisdiction” means a passport jurisdiction for which a filer gave the notice referred to in section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102

“OSC” means the regulator in Ontario;

“passport application” means an application described in section 3.2 of this policy statement;

“passport jurisdiction” means the jurisdiction of a passport regulator;

“passport regulator” means a regulator that has adopted Regulation 11-102;

“Policy Statement 11-102” means *Policy Statement to Regulation 11-102 respecting Passport System*;

“Policy Statement 11-202” means *Policy Statement 11-202 respecting Process for Prospectus Reviews in Multiple Jurisdictions*;

“Policy Statement 11-204” means *Policy Statement 11-204 respecting Process for Registration in Multiple Jurisdictions*;

“pre-filing” means a consultation with the principal regulator for an application, initiated before the filing of the application, regarding the interpretation of securities legislation or securities directions or their application to a particular transaction or matter or proposed transaction or matter; and

“Regulation 11-102” means *Regulation 11-102 respecting Passport System*;

“Regulation 31-103” means *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements; [and Exemptions](#)*;

“Regulation 33-109” means *Regulation 33-109 respecting Registration Information*;

“regulator” means a securities regulatory authority or regulator.

2.2. Further definitions

Terms used in this policy statement that are defined in Regulation 11-102 or *Regulation 14-101 respecting Definitions* have the same meanings as in those regulations.

PART 3 OVERVIEW, PRINCIPAL REGULATOR AND GENERAL GUIDELINES

3.1. Overview

This policy statement applies to any application for exemptive relief in multiple jurisdictions. These are the possible types of applications:

(a) The principal regulator is a passport regulator and the filer does not seek an exemption in Ontario. This is a “passport application.”

(b) The principal regulator is the OSC and the filer also seeks an exemption in a passport jurisdiction. This is also a “passport application.”

(c) The principal regulator is a passport regulator and the filer also seeks an exemption in Ontario. This is a “dual application.”

(d) An application for any type of exemptive relief not covered by Part 4 of Regulation 11-102. This is a “coordinated review application.”

3.2. Passport application

(1) If the principal regulator is a passport regulator and the filer does not seek an exemption in Ontario, the filer files the application only with, and pays fees only to, the principal regulator. Only the principal regulator reviews the application. The principal regulator’s decision to grant an exemption automatically results in an equivalent exemption in the notified passport jurisdictions.

(2) If the principal regulator is the OSC and the filer also seeks an equivalent exemption in a passport jurisdiction, the filer files the application only with, and pays fees only to, the OSC. Only the OSC reviews the application. The OSC's decision to grant the exemption automatically results in an equivalent exemption in the notified passport jurisdictions.

3.3. Dual application

If the principal regulator is a passport regulator and the filer also seeks an exemption in Ontario, the filer files the application with, and pays fees to, both the principal regulator and the OSC. The principal regulator reviews the application and the OSC, as a non-principal regulator, coordinates its review with the principal regulator. The principal regulator's decision to grant the exemption automatically results in an equivalent exemption in the notified passport jurisdictions and, if the OSC has made the same decision as the principal regulator, evidences the decision of the OSC.

3.4. Coordinated review application

If the application is outside the scope of Regulation 11-102 (see section 4.1 of Policy Statement 11-102 for details on the types of applications that fall outside the scope of Regulation 11-102), the filer files the application and pays fees in each jurisdiction where the exemptive relief is required. The principal regulator reviews the application, and each non-principal regulator coordinates its review with the principal regulator. The decision of the principal regulator to grant exemptive relief evidences the decision of each non-principal regulator that has made the same decision as the principal regulator.

3.5. Hybrid applications

The processes and outcomes applicable to a passport application, dual application or a coordinated review application under this policy statement also apply to a hybrid application. For a hybrid application, the filer should follow the processes for both a coordinated review application and either a passport application or dual application, as appropriate.

3.6. Principal regulator

(1) For any application under this policy statement, the principal regulator is identified in the same manner as in sections 4.1 to 4.5 of Regulation 11-102. This section summarizes sections 4.1 to 4.5 of Regulation 11-102 and provides guidance on identifying the principal regulator for an application under this policy statement.

(2) For the purpose of this section, a specified jurisdiction is one of British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, New Brunswick or Nova Scotia.

(3) Except as provided in subsections (4) to (9) of this section and in section 3.7 of this policy statement, the principal regulator for an exemptive relief application is

(a) for an application made for an investment fund, the regulator of the jurisdiction in which the investment fund manager's head office is located; or

(b) for an application made for a person other than an investment fund, the regulator of the jurisdiction in which the person's head office is located.

(4) Except as provided in subsection (6) to (9) of this section and in section 3.7 of this policy statement, the principal regulator for an application for exemptive relief from a provision of securities legislation related to insider reporting is the regulator in the jurisdiction in which the head office of the reporting issuer, not the insider, is located.

(5) Except as provided in subsection (6) to (9) of this section and in section 3.7 of this policy statement, the principal regulator for an application for exemptive relief from a provision of securities legislation related to take-over bids is the regulator in the jurisdiction

in which the head office of the issuer whose securities are subject to the take-over bid, not the person that is making the take-over bid, is located.

(6) Except as provided in subsections (7), (8) and (9) of this section and section 3.7 of this policy statement, if the jurisdiction identified under subsection (3), (4) or (5) is not a specified jurisdiction, the principal regulator for the application is the regulator of the specified jurisdiction with which

(a) in the case of an application for exemptive relief from a provision of securities legislation related to insider reporting, the reporting issuer has the most significant connection,

(b) in the case of an application for exemptive relief from a provision of securities legislation related to take-over bids, the issuer whose securities are subject to the take-over bid has the most significant connection, or

(c) in any other case, the person or, in the case of an investment fund, the investment fund manager, has the most significant connection.

(7) Except as provided in subsections (8) and (9) of this section and section 3.7 of this policy statement, if a firm or individual makes an application for exemptive relief from a requirement in ~~Part 4~~ [Parts 3 and 12](#) of Regulation 31-103 or Part 2 of Regulation 33-109 in connection with an application for registration in the principal jurisdiction, the principal regulator for the exemptive relief application is the principal regulator as determined under section 3.6 of Policy Statement 11-204. Under section 3.6 of Policy Statement 11-204 the securities regulatory authority or regulator of any jurisdiction can be a principal regulator.

(8) Except as provided in subsection (9) of this section and section 3.7 of this policy statement, if a person is not seeking exemptive relief in the jurisdiction of the principal regulator, as determined under subsections (3), (4), (5), (6) or (7), the principal regulator for the application is the regulator in the specified jurisdiction

(a) in which the person is seeking exemptive relief, and

(b) with which

(i) in the case of an application for exemptive relief from a provision of securities legislation related to insider reporting, the reporting issuer has the most significant connection,

(ii) in the case of an application for exemptive relief from a provision of securities legislation related to take-over bids, the issuer whose securities are subject to the take-over bid has the most significant connection, or

(iii) in any other case, the person or, in the case of an investment fund, the investment fund manager, has the most significant connection.

(9) Except as provided in section 3.7 of this policy statement, if at any one time a person is seeking more than one item of exemptive relief and not all of the exemptive relief is needed in the jurisdiction of the principal regulator, as determined under subsection (3), (4), (5), (6), (7) or (8), the person may make an application to the regulator in the specified jurisdiction

(a) in which the person is seeking all of the exemptive relief, and

(b) with which

(i) in the case of an application for exemptive relief from a provision of securities legislation related to insider reporting, the reporting issuer has the most significant connection,

(ii) in the case of an application for exemptive relief from a provision of securities legislation related to take-over bids, the issuer whose securities are subject to the take-over bid has the most significant connection, or

(iii) in any other case, the person or, in the case of an investment fund, the investment fund manager, has the most significant connection.

That regulator will be the principal regulator for the application.

(10) The factors a filer should consider in identifying the principal regulator for the application based on the most significant connection test are, in order of influential weight:

- (a) location of reporting issuer status or registration status,
- (b) location of management,
- (c) location of assets and operations,
- (d) location of majority of security holders or clients, and
- (e) location of trading market or quotation system in Canada.

3.7. Discretionary change in principal regulator

(1) If the principal regulator identified under section 3.6 of this policy statement thinks it is not the appropriate principal regulator, it will first consult with the filer and the appropriate regulator and then give the filer a written notice of the new principal regulator and the reasons for the change.

(2) A filer may request a discretionary change of principal regulator for an application if

- (a) the filer believes the principal regulator identified under section 3.6 of this policy statement is not the appropriate principal regulator,
- (b) the location of the head office changes over the course of the application,
- (c) the most significant connection to a specified jurisdiction changes over the course of the application, or
- (d) the filer withdraws its application in the principal jurisdiction because no exemptive relief is required in that jurisdiction.

(3) Regulators do not anticipate changing a principal regulator except in exceptional circumstances.

(4) A filer should submit a written request for a change in principal regulator to its current principal regulator and include the reasons for requesting the change.

3.8. General guidelines

(1) A filer should identify the exemptive relief that is appropriate and necessary in the principal jurisdiction and each non-principal jurisdiction to which the filer applies or for which it gives notice under section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102.

(2) The terms, conditions, restrictions and requirements of a decision will reflect the securities legislation and securities directions of the principal jurisdiction.

(3) A decision will generally provide exemptive relief for the entire transaction or matter that is the subject of the application to ensure the transaction or matter gets uniform treatment in all jurisdictions. This means that, if the transaction or matter is comprised of a series of trades, the decision will generally exempt all the trades in the series and the filer will not rely on statutory exemptions for some trades and on the decision for others.

(4) The regulators are not prepared to extend the availability of a non-harmonized exemption set out in *Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions* (Regulation 45-106) to a non-principal jurisdiction where the non-harmonized exemption is not available under that rule. If a filer makes a passport application or a dual application that would have that effect, the principal regulator will request that the filer provide a representation that no person will rely on the exemption in that non-principal jurisdiction. For example, jurisdictions have adopted two types of offering memorandum exemptions under Regulation 45-106. A principal regulator would not grant an exemption that would have the effect of allowing the use of a type of offering memorandum exemption that is not available under Regulation 45-106 in a non-principal jurisdiction, unless the filer gave a representation that no person would offer the securities relying on that type of offering memorandum exemption in the non-principal jurisdiction.

(5) Regulators will generally send communications to filers by e-mail or facsimile.

PART 4 PRE-FILINGS

4.1. General

(1) A filer should submit a pre-filing sufficiently in advance of an application to avoid any delays in the issuance of a decision on the application.

(2) The principal regulator will treat the pre-filing as confidential except that it:

(a) may provide copies or a description of the pre-filing to other regulators for discussion purposes if the pre-filing involves a novel and substantive issue or raises a novel policy concern, and

(b) may have to release the pre-filing under freedom of information and protection of privacy legislation.

4.2. Procedure for passport application pre-filing

A filer should submit a pre-filing for a passport application by letter to the principal regulator and should

(a) identify in the pre-filing the principal regulator for the application and each passport jurisdiction for which the filer intends to give the notice referred to in section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102, and

(b) submit the pre-filing to the principal regulator only.

4.3. Procedure for dual application pre-filing

(1) A filer submitting a pre-filing for a dual application should identify in the pre-filing the principal regulator, each passport jurisdiction for which the filer intends to give the notice referred to in section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102, and Ontario.

(2) The filer should submit the pre-filing only to the principal regulator. If the pre-filing is routine, the filer will deal only with the principal regulator to resolve the pre-filing.

(3) If the principal regulator determines that a pre-filing submitted as a routine pre-filing involves a novel and substantive issue or raises a novel policy concern, it will advise the filer and direct the filer to submit the pre-filing to the OSC.

(4) If it is apparent to the filer that a pre-filing involves a novel and substantive issue or raises a novel policy concern, the filer may accelerate this process by submitting the pre-filing to both the principal regulator and the OSC.

(5) If a pre-filing involves a novel and substantive issue or raises a novel policy concern, the principal regulator will arrange with the OSC to discuss it within seven business days, or as soon as practicable after the OSC receives the pre-filing.

4.4. Procedure for coordinated review application pre-filing

(1) A filer submitting a pre-filing for a coordinated review application should identify in the pre-filing the principal regulator and all non-principal jurisdictions where the filer intends to file the application.

(2) The filer should submit the pre-filing only to the principal regulator. If the pre-filing is routine, the filer will deal only with the principal regulator to resolve the pre-filing.

(3) If the principal regulator determines that a pre-filing submitted as a routine pre-filing involves a novel and substantive issue or raises a novel policy concern, it will advise the filer and direct the filer to submit the pre-filing to each non-principal regulator.

(4) If it is apparent to the filer that a pre-filing involves a novel and substantive issue or raises a novel policy concern, the filer may accelerate this process by submitting the pre-filing to the principal regulator and each non-principal regulator with whom the filer intends to file the application.

(5) If a pre-filing involves a novel and substantive issue or raises a novel policy concern, the principal regulator will arrange with the non-principal regulators to discuss the pre-filing within seven business days, or as soon as practicable after all non-principal regulators receive the pre-filing.

4.5. Disclosure in related application

The filer should include in the application that follows a pre-filing,

(a) a description of the subject matter of the pre-filing and the approach taken by the principal regulator, and

(b) any alternative approach proposed by a non-principal regulator that was involved in discussions and that disagreed with the principal regulator.

PART 5 FILING MATERIALS

5.1. Election to file under this policy statement and identification of principal regulator

In its application, the filer should indicate whether it is filing a passport application, dual application, coordinated review application or hybrid application under this policy statement and identify the principal regulator for the application. If submitting a hybrid application, the filer should indicate whether it includes a passport application or a dual application.

5.2. Materials to be filed with application

(1) For a passport application, the filer should remit to the principal regulator the fees payable under the securities legislation of the principal regulator, and file the following materials with the principal regulator only:

(a) a written application drafted in accordance with the procedures of the principal regulator as to format and content in which the filer:

(i) states the basis for identifying the principal regulator under section 3.6 of this policy statement,

(ii) identifies whether another application in connection with the same transaction or matter has been filed in one or more jurisdictions, the reasons for that application, and the principal regulator for that application,

(iii) sets out, for any related pre-filing, the information referred to in section 4.5 of this policy statement,

(iv) sets out, under separate headings, each provision of securities legislation listed in Appendix D of Regulation 11-102 below the name of the principal jurisdiction from which the filer and other relevant party seek an exemption,

(v) gives notice of the non-principal passport jurisdictions for which section 4.7(1) of Regulation 11-102 is intended to be relied upon for each equivalent provision of the local jurisdiction,

(vi) sets out any request for confidentiality,

(vii) sets out references to previous decisions of the principal regulator or other regulators that would support granting the exemption, or indicates that the exemption sought is novel and has not been previously granted;

(viii) includes a verification statement that authorizes the filing of the application and confirms the truth of the facts in the application; and

(ix) states that the filer and other relevant party is not in default of securities legislation in any jurisdiction or, if the filer is in default, the nature of the default;

(b) supporting materials; and

(c) a draft form of decision with terms, conditions, restrictions or requirements, including

(i) a representation stating that the filer and other relevant party are not in default of securities legislation in any jurisdiction or, if the filer or other relevant party is in default, the nature of the default; and

(ii) resale restrictions, if applicable, based on the securities legislation and securities directions of the principal jurisdiction.

(2) For a dual application, the filer should remit the fees payable under the securities legislation of the principal regulator and the OSC to each of them, as appropriate, and file the following materials with both the principal regulator and the OSC:

(a) a written application drafted in accordance with the procedures of the principal regulator as to format and content in which the filer:

(i) states the basis for identifying the principal regulator under section 3.6 of this policy statement,

(ii) identifies whether another application in connection with the same transaction or matter has been filed in one or more jurisdictions, the reasons for the application, and the principal regulator for that application,

(iii) sets out, for any related pre-filing, the information referred to in section 4.5 of this policy statement,

(iv) sets out, under separate headings, each provision of securities legislation listed in Appendix D of Regulation 11-102 below the name of the principal jurisdiction from which the filer and other relevant party seek an exemption, the relevant provisions of securities legislation in Ontario and an analysis of any differences between the applicable provisions in the principal jurisdiction and Ontario,

(v) gives notice of the non-principal passport jurisdictions for which section 4.7(1) of Regulation 11-102 is intended to be relied upon for each equivalent provision of the local jurisdiction,

(vi) sets out any request for confidentiality,

(vii) sets out any request to shorten the review period (see section 6.2(3) of this policy statement) or the opt-out period (see section 7.2(4) of this policy statement) and provides supporting reasons,

(viii) sets out references to previous decisions of the principal regulator or other regulators that would support granting the exemption, or indicates that the exemption sought is novel and has not been previously granted;

(ix) includes a verification statement that authorizes the filing of the application and confirms the truth of the facts in the application; and

(x) states that the filer and any relevant party are not in default of securities legislation in any jurisdiction or, if the filer or other relevant party is in default, the nature of the default;

(b) supporting materials; and

(c) a draft form of decision with terms, conditions, restrictions or requirements, including

(i) a representation stating that the filer and other relevant party are not in default of securities legislation in any jurisdiction or if the filer or relevant party is in default, the nature of the default; and

(ii) resale restrictions, if applicable, based on the securities legislation and securities directions of the principal jurisdiction.

(3) For a coordinated review application, the filer should remit the fees payable under the securities legislation of the principal regulator and each non-principal regulator from whom the filer or other relevant parties seek exemptive relief to each of them, as appropriate, and file the following materials with the principal regulator and each of the non-principal regulators:

(a) a written application drafted in accordance with the procedures of the principal regulator as to format and content in which the filer:

(i) states the basis for identifying the principal regulator section 3.6 of this policy statement,

(ii) identifies whether another application in connection with the same transaction or matter has been filed in one or more jurisdictions, the reasons for the application, and the principal regulator for that application,

(iii) sets out, for any related pre-filing, the information referred to in section 4.5 of this policy statement,

(iv) sets out, under separate headings, each provision of securities legislation in the principal jurisdiction from which the filer and other relevant party are seeking exemptive relief, the relevant provisions of securities legislation in each non-principal jurisdiction, and an analysis of any differences between the applicable provisions in the principal jurisdiction and each non-principal jurisdiction,

(v) sets out any request for confidentiality,

(vi) sets out any request to shorten the review period (see section 6.2(3) of this policy statement) or the opt-out period (see section 7.2(4) of this policy statement) and provides supporting reasons,

(vii) sets out references to previous decisions of the principal regulator or other regulators that would support granting the exemptive relief, or indicates that the exemptive relief sought is novel and has not been previously granted;

(viii) includes a verification statement that authorizes the filing of the application and confirms the truth of the facts in the application; and

(ix) states that the filer and any other relevant party are not in default of securities legislation in any jurisdiction or if the filer or other relevant party is in default, the nature of the default;

(b) supporting materials; and

(c) a draft form of decision with terms, conditions, restrictions or requirements, including

(i) a representation stating that the filer and any other relevant party are not in default of securities legislation in any jurisdiction or if the filer or other relevant party is in default, the nature of the default; and

(ii) resale restrictions, if applicable, based on the securities legislation and securities directions of the principal jurisdiction.

(4) For a hybrid application, the filer should pay the fees, file the application with each regulator and, for each type of application, set out the exemption or exemptive relief sought and submit the relevant information and materials, all as described in this section.

(5) A filer should file an application sufficiently in advance of any deadline to ensure that staff have a reasonable opportunity to complete the review and make recommendations for a decision.

(6) A filer making a passport application or a dual application should identify in the application all the exemptions required and give the required notice for all the passport jurisdictions for which section 4.7(1) of Regulation 11-102 is intended to be relied upon. The notice given under subsection (1)(a)(v) or (2)(a)(v) above satisfies the notice requirement of section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102.

(7) A filer seeking exemptive relief in Québec should file a French language version of the draft decision when the AMF is acting as principal regulator.

5.3. Materials to be filed to make an exemption available in an additional passport jurisdiction under sections 4.7 and 4.8 of Regulation 11-102

(1) Under section 4.7(1) of Regulation 11-102, an exemption from a provision of securities legislation listed in Appendix D of that Regulation granted by the principal regulator under a passport application or dual application can become available in a non-principal passport jurisdiction for which the filer did not give the notice referred to in

section 5.2(1)(a)(v) or 5.2(2)(a)(v) of this policy statement in the initial application if certain conditions are met. One of the conditions is that the filer give the notice under section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102 for the additional non-principal passport jurisdiction.

(2) Under section 4.8(1) of Regulation 11-102, an exemption from a provision of securities legislation that is now listed in Appendix D of that Regulation and that was granted before March 17, 2008 by the regulator in a specified jurisdiction, as defined in that section, can also become available in a non-principal passport jurisdiction if certain conditions are met. One of the conditions is that the filer gives the notice under section 4.8(1)(c) of Regulation 11-102 for the non-principal passport jurisdiction. Under section 4.8(3), the filer is not required to give this notice if the exemption relates to a CD requirement, as defined in *Regulation 11-101 respecting Principal Regulator System*, that is now listed in Appendix D of Regulation 11-102 and other conditions are met. For more guidance on section 4.8(1) of Regulation 11-102, refer to section 9.3 of this policy statement and section 4.5 of Policy Statement 11-102.

(3) For greater certainty, a filer may not rely on section 4.7 or 4.8 of Regulation 11-102 to obtain an automatic exemption from a provision of Ontario's securities legislation listed in Appendix D of Regulation 11-102. A filer may rely on section 4.7 and 4.8 of Regulation 11-102 only in a passport jurisdiction.

(4) The filer should give the notice referred to in subsection (1) to the principal regulator for the initial application and the notice referred to in subsection (2) to the regulator that would be the principal regulator under Part 4 of Regulation 11-102 if an application were to be made under that Part at the time the notice is given. The notice should

(a) list each relevant non-principal passport jurisdiction for which notice is given that section 4.7(1) or 4.8(1) of Regulation 11-102 is intended to be relied upon,

(b) include the date of the decision of

(i) the principal regulator for the initial application, if the notice is given under section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102, or

(ii) the regulator of the specified jurisdiction that granted the application, if the notice is given under section 4.8(1)(c) of Regulation 11-102,

(c) include the citation for the regulator's decision,

(d) describe the exemption the regulator granted, and

(e) confirm that the exemption is still in effect.

(5) If an exemption sought in a passport application or a dual application is required in a non-principal jurisdiction at the time the filer files the application, but the filer does not give the notice required under section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102 for that jurisdiction until after the principal regulator grants the exemption, the regulator of the non-principal passport jurisdiction will take appropriate action. This could include removing the exemption, in which case the filer would have an opportunity to be heard in that jurisdiction in appropriate circumstances.

(6) The regulator that receives the notice referred to in subsection (1) or (2) will send a copy of the notice and its decision to the regulator in the relevant non-principal passport jurisdiction.

5.4. Request for confidentiality

- (1) A filer requesting that the regulators hold an application and supporting materials in confidence during the application review process should provide a substantive reason for the request in its application.
- (2) If a filer is requesting that the regulators hold the application, supporting materials, or decision in confidence after the effective date of the decision, the filer should describe the request for confidentiality separately in its application, and pay any required fee:
- (a) in the principal jurisdiction, if the filer is making a passport application,
 - (b) in the principal jurisdiction and in Ontario, if the filer is making a dual application, or
 - (c) in each jurisdiction, if the filer is making a coordinated review application.
- (3) Any request for confidentiality should explain why the request is reasonable in the circumstances and not prejudicial to the public interest and when any decision granting confidentiality could expire.
- (4) Communications on requests for confidentiality will normally take place by e-mail. If a filer is concerned with this practice, the filer may request in the application that all communications take place by facsimile or telephone.

5.5. Filing

A filer should send the application materials in paper together with the fees to

- (a) the principal regulator, in the case of a passport application,
 - (b) the principal regulator and the OSC, in the case of a dual application,
- or
- (c) each regulator from which the filer seeks exemptive relief, in the case of a coordinated review application.

The filer should also provide an electronic copy of the application materials, including the draft decision document, by e-mail or on CD ROM. Filing the application concurrently in all required jurisdictions will make it easier for the principal regulator and non-principal regulators, if applicable, to process the application expeditiously. In British Columbia, an electronic filing system is available for filing and tracking exemptive relief applications. Filers should file an application in British Columbia using that system instead of e-mail. Filers should file applications related to *Regulation 81-102 respecting Mutual Funds* on SEDAR. [Filers should file applications related to individual proficiency requirements in Regulation 31-103 on NRD.](#)

Filers should send pre-filing and application materials by e-mail using the relevant address or addresses listed below:

British Columbia	www.bpsc.bc.ca (click on BCSC e-services and follow the steps)
Alberta	legalapplications@seccom.ab.ca
Saskatchewan	exemptions@gov.sk.ca
Manitoba	exemptions.msc@gov.mb.ca
Ontario	applications@osc.gov.on.ca
Québec	Dispenses-Passeport@lautorite.qc.ca
New Brunswick	Passport-passeport@nbpc-cvmb.ca
Nova Scotia	nsscexemptions@gov.ns.ca
Prince Edward Island	CCIS@gov.pe.ca
Newfoundland and Labrador	securitiesexemptions@gov.nl.ca

Yukon
Northwest Territories
Nunavut

Corporateaffairs@gov.yk.ca
SecuritiesRegistry@gov.nt.ca
legal.registries@gov.nu.ca

5.6. Incomplete or deficient material

If the filer's materials are deficient or incomplete, the principal regulator may ask the filer to file an amended application. This will likely delay the review of the application.

5.7. Acknowledgment of receipt of filing

(1) After the principal regulator receives a complete and adequate application, the principal regulator will send the filer an acknowledgment of receipt of the application. The principal regulator will send a copy of the acknowledgement to any other regulator with whom the filer has filed the application. The acknowledgement will identify the name, phone number, fax number and e-mail address of the individual reviewing the application.

(2) For a dual application, coordinated review application or hybrid application, the principal regulator will tell the filer, in the acknowledgement, the end date of the review period identified in section 6.2(3) of this policy statement.

5.8. Withdrawal or abandonment of application

(1) If a filer withdraws an application at any time during the process, the filer is responsible for notifying the principal regulator and any non-principal regulator with whom the filer filed the application and for providing an explanation of the withdrawal.

(2) If at any time during the review process, the principal regulator determines that a filer has abandoned an application, the principal regulator will notify the filer that it will mark the application as "abandoned". In that case, the principal regulator will close the file without further notice to the filer unless the filer provides acceptable reasons not to close the file in writing within 10 business days. If the filer does not, the principal regulator will notify the filer and any non-principal regulator with whom the filer filed the application that the principal regulator has closed the file.

PART 6 REVIEW OF MATERIALS

6.1. Review of passport application

(1) The principal regulator will review any passport application in accordance with its securities legislation and securities directions and based on its review procedures, analysis and considering previous decisions.

(2) The filer will deal only with the principal regulator, who will provide comments to and receive responses from the filer.

6.2. Review and processing of dual application or coordinated review application

(1) The principal regulator will review any dual application or coordinated review application in accordance with its securities legislation and securities directions, based on its review procedures, analysis and considering previous decisions. The principal regulator will consider any comments from a non-principal regulator with whom the filer filed the application. Please refer to section 5.2(2) of this policy statement for guidance on the non-principal regulator with whom a filer should file a dual application, and to section 5.2(3) for similar guidance for a coordinated review application.

(2) The filer will generally deal only with the principal regulator, who will be responsible for providing comments to the filer once it has considered the comments from the non-principal regulators and completed its own review. However, in exceptional

circumstances, the principal regulator may refer the filer to a non-principal regulator with whom the filer has filed the application.

(3) A non-principal regulator with whom the filer has filed the application will have seven business days from receiving the acknowledgement referred to in section 5.7(1) of this policy statement to review the application. In exceptional circumstances, if the filer filed the dual application or coordinated review application concurrently in the non-principal jurisdictions and shows that it is necessary and reasonable in the circumstances for the application to receive immediate attention, the principal regulator may abridge the review period. A non-principal regulator that disagrees with abridging the review period may notify the filer and the principal regulator and request the filer to withdraw the application in that jurisdiction. In that case, the application will proceed as a local application without the need to file a new application and pay any additional related fees.

(4) Exceptional circumstances when the principal regulator may abridge the review period include:

(a) where exemptive relief is sought for a contested take-over bid and delay would prejudice the filer's position, and

(b) other situations in which the filer is responding to a critical event beyond its control and could not have applied for the exemptive relief earlier.

(5) Unless the filer provides compelling reasons as to why it did not start the application process sooner, the principal regulator will not consider the following circumstances as exceptional:

(a) the mailing of a management information circular for a scheduled meeting of security holders to consider a transaction,

(b) the filing of a prospectus where the receipt for the prospectus cannot evidence the exemptive relief,

(c) the closing of a transaction,

(d) the filing of a continuous disclosure document shortly before the date on which its filing is required, or

(e) other situations in which the deadline was known before filing the application and the filer could have filed the application earlier.

While staff will attempt to accommodate transaction timing where possible, filers planning time-sensitive transactions should build sufficient regulatory approval time into their transaction schedules.

The fact that a filer may consider an application as routine is not a compelling argument for requesting an abridgement.

(6) Filers should provide sufficient information in an application to enable staff to assess how quickly they should handle the application. For example, if the filer has committed to take certain steps by a specific date and needs to have staff's view or a decision by that date, the filer should explain why staff's view or the exemptive relief is required by the specific date and identify these time constraints in its application.

(7) A non-principal regulator with whom the filer has filed the dual application or coordinated review application will advise the principal regulator, before the expiration of the review period, of any substantive issues that, if left unresolved, would cause staff to recommend that the non-principal regulator opt out of the review. The principal regulator may assume that a non-principal regulator does not have comments on the application if the principal regulator does not receive them within the review period.

(8) A non-principal regulator with whom the filer has filed the dual application or coordinated review application will notify the filer and the principal regulator and request that the filer withdraw the application if staff of the non-principal regulator think that no exemptive relief is required under its securities legislation.

PART 7 DECISION-MAKING PROCESS

7.1. Passport application

(1) After completing the review process and after considering the recommendation of its staff, the principal regulator will determine whether to grant or deny the exemption a filer sought in a passport application.

(2) If the principal regulator is not prepared to grant the exemption a filer sought in its passport application based on the information before it, it will notify the filer accordingly.

(3) If a filer receives a notice under subsection (2) and this process is available in the principal jurisdiction, the filer may request the opportunity to appear before, and make submissions to, the principal regulator.

7.2. Dual application or coordinated review application

(1) After completing the review process and after considering the recommendation of its staff, the principal regulator will determine whether to grant or deny the exemption a filer sought in a dual application or the exemptive relief the filer sought in a coordinated review application and immediately circulate its decision to the non-principal regulators with whom the filer filed the application.

(2) Each non-principal regulator with whom the filer filed the dual application or coordinated review application will have five business days from receipt of the principal regulator's decision to confirm whether it has made the same decision and is opting in or is opting out of the dual review or coordinated review.

(3) If the non-principal regulator is silent, the principal regulator will consider that the non-principal regulator has opted out.

(4) If the filer shows that it is necessary and reasonable in the circumstances, the principal regulator may request, but cannot require, the non-principal regulators to abridge the opt-out period. In some circumstances, abridging the opt-out period may not be feasible. For example, in many jurisdictions, only a panel of the regulator that convenes according to a schedule can make some types of decisions.

(5) The principal regulator will not send the filer a decision for a dual application or coordinated review application before the earlier of

(a) the expiry of the opt-out period, or

(b) receipt from a non-principal regulator with whom the filer filed the application of the confirmation referred to in subsection (2).

(6) If the principal regulator is not prepared to grant the exemption a filer sought in its dual application or the exemptive relief the filer sought in its coordinated review application based on the information before it, it will notify the filer and all non-principal regulators with whom the filer filed the application.

(7) If a filer receives a notice under subsection (6) and this process is available in the principal jurisdiction, the filer may request the opportunity to appear before, and make submissions to, the principal regulator. The principal regulator may hold a hearing on its own, or jointly or concurrently with the non-principal regulators with whom the filer filed

the application. After the hearing, the principal regulator will send a copy of the decision to the filer and all non-principal regulators with whom the filer filed the application.

(8) A non-principal regulator electing to opt out will notify the filer, the principal regulator and any other non-principal regulator with whom the filer filed the application and give its reasons for opting out. The filer may deal directly with the non-principal regulator to resolve outstanding issues and obtain a decision without having to file a new application or pay any additional related fees. If the filer and non-principal regulator resolve all outstanding issues, the non-principal regulator may opt back into the dual review or coordinated review by notifying the principal regulator and the other non-principal regulators with whom the filer filed the application within the opt-out period referred to in subsection (2).

PART 8 DECISION

8.1. Effect of decision made under passport application

(1) The decision of the principal regulator under a passport application to grant an exemption from a provision of securities legislation listed below the name of the principal jurisdiction in Appendix D of Regulation 11-102 is the decision of the principal regulator. Under Regulation 11-102, a filer is automatically exempt from the equivalent provision of each notified passport jurisdiction as a result of the principal regulator for the application granting the exemption.

(2) Except in the circumstances described in section 5.3(1) or (2) of this policy statement, the exemption is effective in each notified passport jurisdiction on the date of the principal regulator's decision (even if the regulator in the notified passport jurisdiction is closed on that date). In the circumstances described in section 5.3(1) of this policy statement, the exemption is effective in the relevant non-principal passport jurisdiction on the date the filer gives the notice under section 4.7(1)(c) or 4.8(1)(c) of Regulation 11-102 for that jurisdiction (even if the regulator in that jurisdiction is closed on that date).

8.2. Effect of decision made under dual application

(1) The decision of the principal regulator under a dual application to grant an exemption from a provision of securities legislation listed below the name of the principal jurisdiction in Appendix D of Regulation 11-102 is the decision of the principal regulator. Under Regulation 11-102, a filer is automatically exempt from an equivalent provision of each notified passport jurisdiction as a result of the principal regulator for the application granting the exemption. The decision of the principal regulator under a dual application also evidences the OSC's decision, if the OSC has confirmed that it has made the same decision as the principal regulator.

(2) The principal regulator will not issue the decision until the earlier of

(a) the date that the OSC confirms that it has made the same decision as the principal regulator, or

(b) the date the opt-out period referred to in section 7.2(2) of this policy statement has expired.

8.3. Effect of decision made under coordinated review application

(1) The decision of the principal regulator under a coordinated review application to grant exemptive relief from a provision of securities legislation in the principal jurisdiction is the decision of the principal regulator and evidences the decision of each non-principal regulator that has confirmed that it has made the same decision as the principal regulator.

(2) The principal regulator will not issue the decision until the earlier of

(a) the date that the principal regulator has received confirmation from each non-principal regulator that it has made the same decision as the principal regulator, or

(b) the date the opt-out period referred to in section 7.2(2) of this policy statement has expired.

8.4. Listing non-principal jurisdictions

(1) For convenience, the decision of the principal regulator on a passport application or a dual application will refer to the notified passport jurisdictions, but it is the filer's responsibility to ensure that it gives the required notice for each jurisdiction for which section 4.7(1) of Regulation 11-102 is intended to be relied upon.

(2) The decision of the principal regulator on a dual application or a coordinated review application will contain wording that makes it clear that the decision evidences and sets out the decision of each non-principal regulator that has made the same decision as the principal regulator.

(3) For a coordinated review application for which Québec is not the principal jurisdiction, the AMF will issue a local decision concurrently with and in addition to the principal regulator's decision. The AMF decision will contain the same terms and conditions as the principal regulator's decision. No other local regulator will issue a local decision.

8.5. Form of decision

(1) Except as described in subsection (2), the decision will be in the form set out in:

- (a) Annex A, for a passport application,
- (b) Annex B, for a dual application,
- (c) Annex C, for a coordinated review application, or
- (d) Annex D, for a hybrid application.

(2) A principal regulator may issue a less formal decision where it is appropriate.

(3) If the decision is to deny the exemptive relief, the decision will set out reasons.

8.6. Issuance of decision

The principal regulator will send the decision to the filer and to all non-principal regulators.

PART 9 EFFECTIVE DATE AND TRANSITION

9.1. Effective date

This policy statement comes into effect on March 17, 2008.

9.2. Exemptive relief applications filed before March 17, 2008

The process set out in *Notice 12-201 relating to the Mutual Reliance Review System for Exemptive Relief Applications (MRRS)* will continue to apply to an exemptive relief application and any related pre-filing filed in multiple jurisdictions before March 17, 2008.

9.3. Availability of passport for exemptions applied for before March 17, 2008

(1) Section 4.8(1) of Regulation 11-102 provides that an exemption from the equivalent provision is automatically available in the local jurisdiction if

(a) an application was made in a specified jurisdiction before March 17, 2008 for an exemption from a provision of securities legislation that is now listed in Appendix D of Regulation 11-102,

(b) the regulator in the specified jurisdiction granted the exemption before, on or after March 17, 2008, and

(c) certain other conditions are met, including giving the required notice for the additional non-principal passport jurisdiction; refer to section 5.3 of this policy statement for information on where to give the required notice and what information the notice should contain.

(2) A specified jurisdiction for purposes of section 4.8 of Regulation 11-102 is a principal jurisdiction under *Regulation 11-101 respecting Principal Regulator System*. Therefore, section 4.8(1) applies to an exemption from a CD requirement, as defined in *Regulation 11-101 respecting Principal Regulator System*, which the principal regulator under that Regulation granted to a reporting issuer before March 17, 2008 if the exemption relates to a CD requirement that is now listed in Appendix D of Regulation 11-102. In this case, however, section 4.8(3) exempts a reporting issuer from having to give the notice required in section 4.8(1)(c). Refer to section 4.5 of the Policy Statement 11-102 for guidance on the effect of section 4.8 of Regulation 11-102.

(3) For greater certainty, a filer may not rely on section 4.8 of Regulation 11-102 to obtain an automatic exemption from a provision of Ontario's securities legislation listed in Appendix D of Regulation 11-102. A filer may rely on section 4.8 of Regulation 11-102 only in a passport jurisdiction.

9.4. Revocation or variation of MRRS decisions made before March 17, 2008

(1) A filer that wants the regulators to revoke an MRRS decision made before March 17, 2008 should make a coordinated review application.

(2) A filer that wants the regulators to vary an MRRS decision made before March 17, 2008 should make a coordinated review application. However, in the case of an MRRS decision that gave exemptive relief from a provision set out in Appendix D of Regulation 11-102, the filer should instead request new relief by making a passport application or dual application and referencing the MRRS decision in the new application and the proposed decision document.

(3) If a filer makes a passport application or a dual application under subsection (2), the filer must give the notice required under section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102 and meet the other conditions of that section for the principal regulator's decision to have effect automatically in a non-principal passport jurisdiction. A filer may give the notice in the application it files with the principal regulator.

Annex A**Form of decision for passport application**

[Citation:[neutral citation]]

[Date of decision]]

In the Matter of
the Securities Legislation
of [name of principal jurisdiction] (the Jurisdiction)

and

In the Matter of
the Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions

and

In the Matter of [name(s) of filer(s) and other relevant parties,
including definitions as required] (the Filer(s))

Decision**Background**

The principal regulator in the Jurisdiction has received an application from the Filer(s) for a decision under the securities legislation of the Jurisdiction of the principal regulator (the Legislation) for [describe the exemption sought (the Exemption Sought) by referring to the relevant requirement(s) or provision(s) listed in the first column of Appendix D to Regulation 11-102.]

Under the Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions (for a passport application):

(a) the [name of the principal regulator] is the principal regulator for this application, and

(b) the Filer(s) has(have) provided notice that section 4.7(1) of *Regulation 11-102 respecting Passport System* (Regulation 11-102) is intended to be relied upon in [names of non-principal passport jurisdictions].

Interpretation

Terms defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions* and Regulation 11-102 have the same meaning if used in this decision, unless otherwise defined. [Add additional definitions here.]

Representations

This decision is based on the following facts represented by the Filer(s):

[Insert material representations necessary to explain why the principal regulator came to this decision. Include the location of the Filer's head office and, if appropriate, the connecting factor the filer used to identify the principal regulator for the application. State that the filer and any other relevant party is not in default of securities legislation in any jurisdiction or, if the filer or other relevant party is in default, set out the nature of the default.]

Decision

The principal regulator is satisfied that the decision meets the test set out in the Legislation for the principal regulator to make the decision.

The decision of the principal regulator under the Legislation is that the Exemption Sought is granted provided that:

[Insert numbered terms, conditions, restrictions or requirements. These should include references to the relevant requirement(s) or provision(s) listed in the first column of Appendix D to Regulation 11-102.]

[If any exemption has an effective date after the date of the decision, state here.]

_____ (Name of signatory for the principal regulator)

_____ (Title)

_____ (Name of principal regulator)

(justify signature block)

Annex B**Form of decision for a dual application**

[Citation:[neutral citation]]

[Date of decision]]

In the Matter of
the Securities Legislation
of [name of principal jurisdiction] and Ontario (the Jurisdictions)

and

In the Matter of
the Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions

and

In the Matter of [name(s) of filer(s) and other relevant parties,
including definitions as required] (the Filer(s))

Decision**Background**

The securities regulatory authority or regulator in each of the Jurisdictions (Decision Maker) has received an application from the Filer(s) for a decision under the securities legislation of the Jurisdictions (the Legislation) for **[describe the exemption sought (the Exemption Sought) by referring to the relevant requirement(s) or provision(s) listed in the first column of Appendix D to Regulation 11-102.]**

Under the Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions (for a dual application):

(a) the [name of the principal regulator] is the principal regulator for this application,

(b) the Filer(s) has(have) provided notice that section 4.7(1) of *Regulation 11-102 respecting Passport System* (Regulation 11-102) is intended to be relied upon in [names of non-principal passport jurisdictions], and

(c) the decision is the decision of the principal regulator and evidences the decision of the securities regulatory authority or regulator in Ontario.

Interpretation

Terms defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions* and Regulation 11-102 have the same meaning if used in this decision, unless otherwise defined. **[Add additional definitions here.]**

Representations

This decision is based on the following facts represented by the Filer(s):

[Insert material representations necessary to explain why the Decision Makers came to this decision. Include the location of the Filer's head office and, if appropriate, the connecting factor the filer used to identify the principal regulator for the application. State that the filer and any other relevant party is not in default of securities legislation in any jurisdiction or, if the filer or other relevant party is in default, set out the nature of the default.]

Decision

Each of the Decision Makers is satisfied that the decision meets the test set out in the Legislation for the Decision Maker to make the decision.

The decision of the Decision Makers under the Legislation is that the Exemption Sought is granted provided that:

[Insert numbered terms, conditions, restrictions or requirements. These should include references to the relevant requirement(s) or provision(s) listed in the first column of Appendix D to Regulation 11-102.]

[If any exemption has an effective date after the date of the decision, state here.]

_____ (Name of signatory for the principal regulator)

_____ (Title)

_____ (Name of principal regulator)

(justify signature block)

Annex C**Form of decision for coordinated review application**

[Citation:[neutral citation]]

[Date of decision]]

In the Matter of
the Securities Legislation
of [name of jurisdictions participating in decision] (the Jurisdictions)

and

In the Matter of
the Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions

and

In the Matter of [name(s) of filer(s) and other relevant parties,
including definitions as required] (the Filer(s))

Decision**Background**

The securities regulatory authority or regulator in each of the Jurisdictions (Decision Maker) has received an application from the Filer(s) for a decision under the securities legislation of the Jurisdictions (the Legislation) for **[describe the exemptive relief sought (the Exemptive Relief Sought) in words (e.g., that the filer is not a reporting issuer). Do not use statutory references. Include defined terms as necessary.]**

Under the Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions (for a coordinated review application):

(a) the [name of the principal regulator] is the principal regulator for this application, and

(b) the decision is the decision of the principal regulator and evidences the decision of each other Decision Maker.

Interpretation

Terms defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions* have the same meaning if used in this decision, unless otherwise defined. **[Add additional definitions here.]**

Representations

This decision is based on the following facts represented by the Filer(s):

[Insert material representations necessary to explain why the Decision Makers came to this decision. Include the location of the Filer's head office and, if appropriate, the connecting factor the filer used to identify the principal regulator for the application. State that the filer and any other relevant party is not in default of securities legislation in any jurisdiction or, if the filer or other relevant party is in default, set out the nature of the default. Do not use statutory references.]

Decision

Each of the Decision Makers is satisfied that the decision meets the test set out in the Legislation for the Decision Maker to make the decision.

The decision of the Decision Makers under the Legislation is that the Exemptive Relief Sought is granted provided that:

[Insert numbered terms, conditions, restrictions or requirements. These should be generic and without statutory references to the Legislation of the Jurisdictions.]

[If any exemptive relief has an effective date after the date of the decision, state here.]

_____ (Name of signatory for the principal regulator)

_____ (Title)

_____ (Name of principal regulator)

(justify signature block)

Annex D**Form of decision for hybrid application**

[Citation:[neutral citation]]

[Date of decision]]

In the Matter of
the Securities Legislation
of [name of principal jurisdiction (for a passport application), or of principal
jurisdiction and Ontario (for a dual application), and name of each jurisdiction
participating in coordinated review application decision]

and

In the Matter of
the Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions

and

In the Matter of [name(s) of filer(s) and other relevant parties,
including definitions as required,] (the Filer(s))

Decision**Background****[If you are making a passport application, insert:]**

The securities regulatory authority or regulator in _____ has received an application from the Filer(s) for a decision under the securities legislation of the jurisdiction of the principal regulator (the Legislation) for [**describe the exemption sought (the Passport Exemption) by referring to the relevant requirement(s) or provision(s) listed in the first column of Appendix D to Regulation 11-102.**]

OR**[If you are making a dual application, insert:]**

The securities regulatory authority or regulator in _____ and Ontario (Dual Exemption Decision Makers) have received an application from the Filer(s) for a decision under the securities legislation of those jurisdictions (the Legislation) for [**describe the exemption sought (the Dual Exemption) by referring to the relevant requirement(s) or provision(s) listed in the first column of Appendix D to Regulation 11-102.**]

AND**[For your coordinated review application, insert:]**

The securities regulatory authority or regulator in each of _____ (the Jurisdictions) (Coordinated Exemptive Relief Decision Makers) has received an application from the Filer(s) for a decision under the securities legislation of the Jurisdictions (the Legislation) for [**describe the exemptive relief sought (the Coordinated Exemptive Relief) in words (e.g., that the filer is not a reporting issuer). Do not use statutory references. Include defined terms as necessary.**]

Under the Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions (for a hybrid application):

(a) the [name of the principal regulator] is the principal regulator for this application,

(b) the Filer(s) has(ve) provided notice that section 4.7(1) of *Regulation 11-102 respecting Passport System* (Regulation 11-102) is intended to be relied upon in **[names of non-principal passport jurisdictions]**,

(c) the decision is the decision of the principal regulator, **[if you are making a dual application, insert: “and the decision evidences the decision of the securities regulatory authority or regulator in Ontario,”]** and

(d) the decision evidences the decision of each Coordinated Exemptive Relief Decision Maker.

Interpretation

Terms defined in Regulation 11-102 and *Regulation 14-101 respecting Definitions* have the same meaning if used in this decision, unless otherwise defined. **[Add additional definitions here.]**

Representations

This decision is based on the following facts represented by the Filer(s):

[Insert material representations necessary to explain why the Decision Makers came to this decision. Include the location of the Filer’s head office and, if appropriate, the connecting factor the filer used to identify the principal regulator for the application. State that the filer and any other relevant party is not in default of securities legislation in any jurisdiction or, if the filer or other relevant party is in default, set out the nature of the default. Do not use statutory references.]

Decision

Each of the principal regulator **[if you are making a dual application, insert: “, the securities regulatory authority or regulator in Ontario,”]** and the Coordinated Exemptive Relief Decision Makers is satisfied that the decision meets the test set out in the Legislation for the relevant regulator or securities regulatory authority to make the decision.

[If you are making a passport application, insert:]

The decision of the principal regulator under the Legislation is that the Passport Exemption is granted provided that:

[Insert numbered terms, conditions, restrictions or requirements. These should include references to the relevant requirement(s) or provision(s) listed in the first column of Appendix D to Regulation 11-102.]

OR

[If you are making a dual application, insert:]

The decision of the Dual Exemption Decision Makers under the Legislation is that the Dual Exemption is granted provided that:

[Insert numbered terms, conditions, restrictions or requirements. These should include references to the relevant requirement(s) or provision(s) listed in the first column of Appendix D to Regulation 11-102.]

AND

[For your coordinated application, insert:]

The decision of the Coordinated Review Decision Makers under the Legislation is that the Coordinated Exemptive Relief is granted provided that:

[Insert numbered terms, conditions, restrictions or requirements. These should be generic and without statutory references to the Legislation of the Jurisdictions.]

[If any exemption or exemptive relief has an effective date after the date of the decision, state here.]

_____ (Name of signatory for the principal regulator)

_____ (Title)

_____ (Name of principal regulator)
(justify signature block)

Document comparison done by DeltaView on 13 juillet 2009 08:35:53

Input:	
Document 1	file:///F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-202 11-203/Modif. 2008 Inscription/Final/AMF/11-203 IG ACVM (corr 11-102) 02-12- 08 Q A.doc
Document 2	file:///F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-202 11-203/Publ. 2009/AMF/11- 203 IG ACVM (corr 11-102) 08-06-09 %Q A.doc
Rendering set	Standard

Legend:	
	<u>Insertion</u>
	Deletion
	Moved from
	<u>Moved to</u>
	Style change
	Format change
	Moved deletion
Inserted cell	
Deleted cell	
Moved cell	
Split/Merged cell	
Padding cell	

Statistics:	
	Count
Insertions	5
Deletions	4
Moved from	0
Moved to	0
Style change	0
Format changed	0
Total changes	9

POLICY STATEMENT 11-204 RESPECTING PROCESS FOR REGISTRATION IN MULTIPLE JURISDICTIONS

PART 1 APPLICATION

1.1. Application

This Policy Statement describes procedures for a firm or individual to register in more than one Canadian jurisdiction.

PART 2 DEFINITIONS

2.1. Definitions

In this Policy Statement,

“IIROC” means the Investment Industry Regulatory Organization of Canada;

“interface registration” means a registration described in section 3.3 of this Policy Statement;

“NRD” has the same meaning as in Regulation 31-102;

“NRD submission” has the same meaning as in Regulation 31-102;

“OSC” means the regulator in Ontario;

“passport jurisdiction” means the jurisdiction of a passport regulator;

“passport registration” means a registration described in section 3.2 of this Policy Statement;

“passport regulator” means a regulator that has adopted Regulation 11-102;

“permitted individual” has the same meaning as in Regulation 33-109;

“Regulation 11-102” means *Regulation 11-102 respecting Passport System*;

“Regulation 31-102” means *Regulation 31-102 respecting National Registration Database*;

“regulator” means a securities regulatory authority or regulator; and

“SRO” means self-regulatory organization.

2.2. Further definitions

Terms used in this Policy Statement and that are defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions*, Regulation 11-102 or *Policy Statement to Regulation 11-102 respecting Passport System* have the same meanings as in those regulations and policy statement.

2.3. Interpretation

Unless the context indicates otherwise, a reference in this Policy Statement to a ‘regulator’, ‘principal regulator’, or the OSC is a reference to the SRO to whom the regulator, principal regulator, or OSC has delegated, assigned or authorized the performance of all or part of its registration function or to the relevant office of that SRO for the jurisdiction of the regulator or principal regulator.

PART 3 OVERVIEW AND PRINCIPAL REGULATOR

3.1. Overview

This Policy Statement deals with a firm's or individual's registration in multiple jurisdictions in the following circumstances:

- (i) The firm or individual is seeking registration or is registered in the firm's or individual's principal jurisdiction (including Ontario) and the firm or individual seeks registration in another jurisdiction (excluding Ontario). This is a "passport registration."
- (ii) The firm or individual is seeking registration or is registered in the firm's or individual's principal jurisdiction, the principal regulator is a passport regulator, and the firm or individual seeks registration in Ontario. This is an "interface registration."

3.2. Passport registration

Under Regulation 11-102, if a firm or individual seeks registration or is registered in the firm's or individual's principal jurisdiction (including Ontario) and seeks registration in another jurisdiction (excluding Ontario), the firm or individual makes a submission to register in the other jurisdiction. Only the principal regulator reviews the firm's or individual's submission and the firm or individual's sponsoring firm deals only with the firm's or individual's principal regulator. The principal regulator reviews the firm's or individual's submission to register in the other jurisdiction only to ensure that it is complete. The other regulator does not conduct a review of the firm or individual.

3.3. Interface registration

If a firm or individual seeks registration or is registered in the firm's or individual's principal jurisdiction, the principal regulator is a passport regulator, and the firm or individual seeks registration in Ontario, the firm or individual submits an application to register in Ontario. The principal regulator will review the firm's or individual's application to register in Ontario and the OSC will decide whether to opt in or opt out of the principal regulator's determination. The firm or the individual's sponsoring firm will generally deal only with the firm's or the individual's principal regulator.

3.4. Registration in passport jurisdictions and Ontario

If a firm or individual whose principal regulator is a passport regulator seeks registration in a non-principal passport jurisdiction and in Ontario, the firm or individual should refer to the processes for

- a passport registration, to register in the non-principal passport jurisdiction, and
- an interface registration, to register in Ontario.

3.5. Registration by SRO

In some jurisdictions, the regulator has delegated, assigned or authorized an SRO to perform all or part of its registration function. The SRO continues to perform these functions in the relevant jurisdictions for a passport registration or an interface registration under this Policy Statement. At the date of this Policy Statement, the following arrangements apply to registration of IIROC member firms and their representatives.

- (a) If Alberta, Saskatchewan, British Columbia or Newfoundland and Labrador is the principal jurisdiction of a firm or individual, the firm or the individual's sponsoring firm should deal with the office of IIROC, instead of the regulator, in or for that jurisdiction.

(b) If Ontario or Québec is the principal jurisdiction of an individual, the individual's sponsoring firm should deal with the office of IIROC, instead of the regulator, in or for that jurisdiction in respect of the individual.

3.6. Principal regulator

(1) For purposes of a passport registration and an interface registration under this Policy Statement, the principal regulator of a firm or individual is identified in the same manner as in section 4A.1 of Regulation 11-102. This section summarizes section 4A.1 of Regulation 11-102 and provides guidance for identifying a firm's or individual's principal regulator. The regulator of any jurisdiction can be a principal regulator for registration under this Policy Statement.

If a firm or individual makes an application for exemptive relief from a requirement in Parts 3 and 12 of Regulation 31-103 or Part 2 of Regulation 33-109 in connection with an application for registration in the principal jurisdiction, the principal regulator for the application for exemptive relief is identified in the same manner as in section 4.4.1 of Regulation 11-102. If a firm or individual makes any other application for exemptive relief from a registration requirement, the principal regulator is identified in the same manner as in sections 4.1 to 4.4 of Regulation 11-102. If a firm or individual is not seeking the relief, or is seeking more than one item of relief and not all of the items of relief, in its principal jurisdiction, the principal regulator is identified in the same manner as in section 4.5 of Regulation 11-102. A firm or individual should refer to section 3.6 of NP 11-203 for further guidance on how to identify the principal regulator for exemptive relief application purposes.

(2) Subject to subsection (5) of this section and section 3.7 of this Policy Statement, the principal regulator of a firm is the regulator in the jurisdiction where the firm has its head office, unless the firm's head office is outside Canada. A firm identifies its head office in item 2.1 *Head office address* of Form 33-109F6 and this information is reflected on NRD.

(3) For greater certainty, a firm is a domestic firm if it is a legal entity and has a head office in Canada. For example, a Canadian subsidiary of a foreign firm is a domestic firm. A Canadian branch office of a foreign firm is not.

(4) Subject to subsection (7) of this section and section 3.7 of this Policy Statement, the principal regulator of an individual is the regulator in the jurisdiction where the individual has his or her working office, unless the individual's working office is outside Canada. The working office of a domestic individual is the office of the sponsoring firm where the individual does most of his or her business. A domestic individual identifies his or her working office in item 9 *Location of Employment* of Form 33-109F4 and this information is reflected on NRD.

(5) Subject to section 3.7 of this Policy Statement, if the head office of a firm is outside Canada, the principal regulator for the foreign firm is the regulator in the jurisdiction of Canada the firm identified as its principal jurisdiction in its most recently filed Form 33-109F5 or Form 33-109F6. These forms require a foreign firm to identify its principal jurisdiction in Canada. If the foreign firm is not registered in a jurisdiction of Canada or has not completed its first financial year since being registered, the principal jurisdiction is the jurisdiction of Canada in which the firm expects most of its clients to be resident at the end of its current financial year. In all other circumstances, it is the jurisdiction in which most of the firm's clients were resident at the end of its most recently completed financial year.

(6) Subject to section 3.7 of this Policy Statement, if the working office of an individual is outside Canada, the principal regulator of the foreign individual is the principal regulator of the individual's sponsoring firm.

(7) A firm should notify the regulator by providing the information about its head office or principal jurisdiction in Form 33-109F6 in accordance with Regulation 33-109 if

- in the case of a domestic firm, the firm changes the jurisdiction of its head office,
- in the case of a foreign firm, the jurisdiction in which most of the firm's clients were resident at the end of its most recently completed financial year changes.

Regulation 33-109 provides that the firm may make this submission to a non-principal regulator by giving it only to its principal regulator. A firm should refer to Appendix B of Policy Statement 33-109 for guidance on how to make this submission.

(9) In the event of a change in a domestic individual's working office, the individual should make the NRD Submission for a *Location of Employment Change* in accordance with Regulation 33-109.

(10) Under Regulation 11-102, a foreign firm registered in a non-principal passport jurisdiction before September 28, 2009 must submit the information required in item 2.2(b) of Form 33-109F6 by submitting a Form 33-109F5 on or before October 28, 2009. A foreign firm may make its submission to a non-principal passport regulator by giving it only to its principal regulator. Foreign firms should refer to Appendix B of Policy Statement 33-109 for guidance on how to make this submission.

(11) Under Regulation 11-102, the principal regulator for a foreign individual is the same as the principal regulator for the individual's sponsoring firm. For that reason, the foreign individual is not required to make a submission to identify the individual's principal regulator.

3.7. Discretionary change of principal regulator

(1) If a regulator thinks that the principal regulator identified under section 3.6 of this Policy Statement is inappropriate, the regulator will give the firm or individual written notice of the appropriate principal regulator for the firm or individual and the reasons for the change. The regulator specified in the notice will be the firm or individual's principal regulator as of the later of the date the firm or individual receives the notice and the effective date specified in the notice, if any. To streamline the process, the regulators will give the written notice relating to the principal regulator of an individual to the individual's sponsoring firm.

(2) Regulators do not generally expect changing the principal regulator for a domestic firm or domestic individual. Regulators anticipate changing the principal regulator for a foreign firm only in exceptional circumstances. Regulators may change the principal regulator for a foreign individual if the foreign individual is not registered in his or her sponsoring firm's principal jurisdiction or if the individual's principal regulator under this Policy Statement does not correspond to his or her principal regulator as shown on NRD. Regulators will give written notice of a change in principal regulator.

PART 4 GENERAL GUIDANCE FOR FIRMS AND INDIVIDUALS

4.1. Effect of submission

(1) If an individual makes an NRD submission for the individual in relation to a passport registration or an interface registration in a non-principal jurisdiction, this has the effect of submitting the current information in the individual's entire Form 33-109F4 in the jurisdiction.

(2) Because firms do not file or submit their Form 33-109F6 on NRD, the form requires instead that the firm make a solemn declaration or affirmation that, among other things,

- the information provided on the form is true and complete, and
- with respect to a submission made in respect of a non-principal jurisdiction, at the date of the submission,

- the firm has filed or submitted all information required to be filed or submitted in relation to the firm's registration in its principal jurisdiction,
- the information is true and complete.

In addition, the form requires the firm to authorize its principal regulator to give each non-principal regulator access to any information the firm has filed or submitted to the principal regulator under securities legislation of the principal jurisdiction in relation to the firm's registration in that jurisdiction.

Should a regulator discover that a firm made a false declaration or affirmation, the regulator may take appropriate enforcement action against the firm.

4.2. Fees

(1) A firm or an individual must submit any required fees for the firm or the individual under applicable securities legislation in the principal jurisdiction and the non-principal passport jurisdiction when making the relevant submission. A submission is not considered complete unless the required fees are submitted under applicable securities legislation in relevant jurisdictions.

(2) A firm may pay the fee related to a submission by sending a cheque to the relevant regulator or submitting payment to each relevant regulator directly on NRD. A domestic individual must pay the fee related to a submission to each relevant regulator by submitting it on NRD. A foreign individual must pay the fee related to a submission by sending a cheque to the relevant regulator or submitting payment to each relevant regulator directly on NRD.

4.3. Firm submissions

A firm should refer to Appendix B of Policy Statement 33-109 for guidance on how to make a submission under section 5.2(1) to (3) or section 6.2(1) or (2) of this Policy Statement.

PART 5 PASSPORT REGISTRATION

5.1. Application

(1) This part applies to a firm or individual seeking registration in any category (other than a firm seeking registration as a restricted dealer) in a non-principal passport jurisdiction. To register in a non-principal jurisdiction, a restricted dealer must apply directly to the non-principal passport regulator. This part applies to an individual seeking registration in a non-principal passport jurisdiction to act on behalf of a restricted dealer if the restricted dealer is registered as such in that jurisdiction and its principal jurisdiction.

(2) A firm seeking registration as a restricted dealer must complete the entire Form 33-109F6 and submit it, along with all supporting materials, in each jurisdiction where it seeks registration as such.

5.2. Filing of materials

For a firm

(1) Under Regulation 11-102, a firm that seeks registration in a non-principal passport jurisdiction in a category for which the firm is registered or is concurrently seeking registration in its principal jurisdiction (including Ontario) should complete the entire Form 33-109F6 or the items of Form 33-109F6 specified in item 1.3 of the form for the firm's particular situation. The firm should submit the F6 or relevant items together with any supporting materials. Making the submission to the principal regulator

satisfies the firm's obligation under Regulation 11-102 to make the submission to the regulator in the non-principal passport jurisdiction.

For an individual

(2) Under Regulation 11-102, an individual who seeks registration in a non-principal passport jurisdiction in a category for which the individual is registered or is concurrently seeking registration in his or her principal jurisdiction (including Ontario) should submit a completed Form 33-109F4, or in some cases a completed Form 33-109F2, for the individual in accordance with Regulation 33-109.

(3) Regulation 33-109 requires a completed Form 33-109F4 or completed Form 33-109F2 to be submitted on NRD. NRD automatically submits the relevant form to the appropriate regulators. In some circumstances, it is not necessary to complete the entire form. For example, it is not necessary to complete the entire form for an individual to seek registration in the same category in an additional jurisdiction, to add or remove a category of registration, or to register in a category with an additional or a new sponsoring firm. In those circumstances, the relevant NRD submission indicates which items of the form to complete.

(4) Making an NRD submission under subsection (3) satisfies the individual's obligation under Regulation 11-102 to submit a completed Form 33-109F4.

Fees in non-principal jurisdiction

(5) Fees required for a firm or individual to register automatically in a non-principal passport jurisdiction under Regulation 11-102 are prescribed in the fee regulation of each jurisdiction. If the principal regulator refuses to register the firm or individual, the regulator in any non-principal passport jurisdiction in respect of which a submission was made will return the fees submitted in relation to the submission.

5.3. Registration

(1) NRD will record a firm's or an individual's category of registration in the principal jurisdiction, any T&C imposed by the principal regulator, and any exemption from Parts 3 and 12 of Regulation 31-103 or Part 2 of Regulation 33-109 granted by the principal regulator.

(2) Under Regulation 11-102, a firm or individual that is registered in a category in the firm's or individual's principal jurisdiction is automatically registered in a non-principal passport jurisdiction in the same category as in the firm's or the individual's principal jurisdiction if the firm or individual submitted the relevant completed Regulation 33-109 form and is a member or approved person of an SRO if that is required for that category of registration.

For a mutual fund dealer based in Québec, the SRO condition means that the firm must be a member of the Mutual Fund Dealers Association of Canada (MFDA) before it can register in another jurisdiction. However, this condition does not apply if the firm has an exemption in the local jurisdiction from the requirement to be a member of the MFDA.

For a representative of a mutual fund dealer or scholarship plan dealer whose working office is outside Québec, the SRO condition means that he or she must be a member of the Chambre de la sécurité financière before he or she can become registered in Québec. This condition does not apply if the individual has an exemption in Québec from the requirement to be a member of the Chambre.

For a representative of a mutual fund dealer whose working office is in Québec, the SRO conditions means that he or she must be an approved person of the MFDA before he or she can become registered outside of Québec. This condition does not apply if the individual has an exemption in the relevant jurisdiction from the requirement to be an approved person of the MFDA.

If a firm or individual is registered in the same category in the principal jurisdiction and in the non-principal passport jurisdiction, Regulation 11-102 provides that a T&C imposed on the registration in the principal jurisdiction applies as if it were imposed in the non-principal passport jurisdiction. The T&C applies until the earlier of the date that the regulator that imposed it cancels or revokes it, or the T&C expires.

(3) NRD will record for each non-principal passport jurisdiction in respect of which the firm or individual made the relevant submission

- the firm's or the individual's automatic registration in the same category as in the principal jurisdiction,
- any T&C imposed by the principal regulator that applies automatically to the firm or individual in the non-principal jurisdiction, and
- any exemption from Parts 3 and 12 of Regulation 31-103 or Part 2 of Regulation 33-109 granted by the principal regulator that applies automatically in the non-principal jurisdiction.

If a firm or individual made the relevant submission to register concurrently in the principal jurisdiction and one or more non-principal passport jurisdictions, NRD will show the same registration date in the principal jurisdiction and the non-principal passport jurisdiction(s).

If a firm or individual is already registered in the principal jurisdiction when the firm or individual makes the relevant submission in respect of a non-principal jurisdiction, NRD will show the date the submission is made in respect of the non-principal passport jurisdiction as the registration date in the non-principal passport jurisdiction for an individual. For a firm, NRD may show a different registration date in the non-principal passport jurisdiction. If that is the case, the registration date in the non-principal passport jurisdiction is the date on which the relevant submission was made in respect of the non-principal passport jurisdiction. The principal regulator will confirm the firm's registration date in the non-principal passport jurisdiction outside NRD.

(4) The principal regulator may grant or have granted a discretionary exemption application from a requirement of Parts 3 and 12 of Regulation 31-103 or Part 2 of Regulation 33-109 in connection with an application to register in the principal jurisdiction. In that case, the exemption applies automatically in the non-principal passport jurisdiction in which the firm or individual is registered automatically under Regulation 11-102 if certain conditions are met. The conditions are set out section 4.7 of Regulation 11-102. Among other things, section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102 requires the applicant to give notice of intention to rely on the exemption in the non-principal jurisdiction.

PART 6 INTERFACE REGISTRATION

6.1. Application

(1) This part applies to a firm or an individual seeking registration in any category (other than a firm seeking registration as a restricted dealer) in Ontario when Ontario is a non-principal jurisdiction. To register in Ontario, a restricted dealer must apply directly to the OSC. This part applies to an individual seeking registration in Ontario to act on behalf of a restricted dealer if the restricted dealer is registered as such in Ontario and its principal jurisdiction.

(2) A firm seeking registration as a restricted dealer in Ontario must complete the entire Form 33-109F6 and submit it, along with all supporting materials, directly to the OSC whether Ontario is the firm's principal jurisdiction or non-principal jurisdiction.

6.2. Filing materials

For a firm

(1) If a firm seeks registration in Ontario in a category for which it is concurrently seeking registration in its principal jurisdiction, the firm should complete the entire Form 33-109F6 and submit it to its principal regulator and the OSC. Supporting materials that are required under Form 33-109F6 may be submitted to the OSC by giving them to the principal regulator.

(2) If a firm is registered in a category in its principal jurisdiction and subsequently seeks registration in the same category in Ontario, the firm should complete the items of Form 33-109F6 specified in item 1.3 of the form and submit the form to the principal regulator and the OSC.

Supporting materials that are required under Form 33-109F6 may be submitted to the OSC by giving them to the principal regulator.

(3) If a firm seeks to add a category in its principal jurisdiction and in Ontario, the firm must complete the items of Form 33-109F6 specified in item 1.3 of the form and submit the form to its principal regulator and the OSC.

Supporting materials that are required under Form 33-109F6 may be submitted to the OSC by giving them to the principal regulator.

For an individual

(4) Under Regulation 33-109, an individual who seeks registration is required to submit a completed Form 33-109F4, or in some cases a completed Form 33-109F2, through NRD. NRD automatically submits the relevant form to the appropriate regulators. In some circumstances, it is not necessary to complete the entire form. For example, it is not necessary to complete the entire form for an individual to seek registration in the same category in an additional jurisdiction, to add or remove a category of registration, or to register in a category with an additional or a new sponsoring firm. In those circumstances, the relevant NRD submission indicates which items of the form to complete.

(5) Making an NRD submission under subsection (4) satisfies the individual's obligation to submit a completed Form 33-109F4.

6.3. Decision-making process

(1) If a firm or individual seeks registration in the principal jurisdiction and in Ontario, the firm or the individual's sponsoring firm will generally deal only with the principal regulator.

(2) The principal regulator will submit to the OSC (or the Ontario office of IIROC, for an individual seeking registration as a representative of an investment dealer) an interface document containing its proposed determination. The OSC will advise the principal regulator whether it opts in to, or opts out of, the principal regulator's proposed determination generally within one business day from receiving the interface document. The Ontario office of IIROC will generally do this within one business day from receiving the interface document.

(3) The OSC may impose a local T&C on a firm's or an individual's registration without opting out.

(4) If the OSC opts out, it will give the principal regulator written reasons for its decision and the principal regulator will forward the reasons to the firm or the individual's sponsoring firm and use its best efforts to resolve the opt-out issues with the firm or the sponsoring firm of the individual and the OSC.

(5) If the principal regulator is able to resolve the OSC's opt-out issues with the firm or the individual's sponsoring firm before NRD shows the firm or individual as being registered in the principal jurisdiction, the OSC may opt back into the interface registration. In that case, the OSC will notify the principal regulator and the firm or the individual's sponsoring firm that it has opted back in. If the principal regulator is unable to resolve the OSC's opt-out issues, the firm or individual's sponsoring firm should deal with the OSC directly to resolve them.

6.4. Decision

(1) NRD will record a firm or individual's category of registration in the principal jurisdiction, any T&C that applies in the principal jurisdiction, and any exemption from Part 4 of Regulation 31-103 or Part 2 of Regulation 33-109 granted by the principal regulator. If the OSC opts in, NRD will also record that the firm or individual is registered in the same category in Ontario, including the date when the registration takes effect, and that the OSC has adopted the same T&C and granted the same exemption from Divisions 1 and 2 of Part 3 and Part 12 of Regulation 31-103 or Part 2 of Regulation 33-109 as the principal regulator.

(2) If the OSC imposes a local T&C on a firm's or an individual's registration, NRD will also record any T&C applicable in Ontario only.

6.5. Opportunity to be heard

(1) If the principal regulator of a firm or an individual that seeks registration in the principal jurisdiction and, concurrently, in Ontario is not prepared to grant registration or is prepared to grant registration with a T&C, the principal regulator will

- send the firm or the individual's sponsoring firm a copy of the principal regulator's proposed T&C, if applicable, and
- notify the firm or the individual's sponsoring firm that it has the right to request an opportunity to be heard from the principal regulator.

If the OSC opts in to the determination of the principal regulator to refuse registration or impose a T&C, the principal regulator will forward to the firm or the individual's sponsoring firm the OSC's notification that the firm or individual has the right to request an opportunity to be heard from the OSC.

(2) If a firm or individual exercises the right to request an opportunity to be heard from the principal regulator or from the principal regulator and the OSC, the principal regulator will notify the OSC.

(3) If the firm or the individual's sponsoring firm also requests an opportunity to be heard in Ontario, the principal regulator and the OSC will decide whether to provide an opportunity to be heard separately, jointly or concurrently. After the firm or individual had an opportunity to be heard and the principal regulator makes a decision, the principal regulator will send to the OSC a new interface document setting out its proposed determination, if applicable.

(4) If a firm or individual is registered in the principal jurisdiction and, subsequently, applies to register in Ontario, and the OSC decides to refuse registration or impose a local T&C, the OSC will send the principal regulator for the firm or the individual

- a copy of the T&C, if applicable, and
- the OSC's notification that the firm or individual has the right to request an opportunity to be heard in Ontario.

The principal regulator will forward these documents to the firm or individual's sponsoring firm. Thereafter, the firm or individual will deal directly with the OSC.

REGULATION TO REPEAL REGULATION 31-101 RESPECTING NATIONAL REGISTRATION SYSTEM*

Securities Act

(R.S.Q. c.V-1.1, s. 331.1, pars. (1), (2), (3), (11), (25), (26), (33) and (34))

1. Regulation 31-101 respecting National Registration System is repealed.
2. This Regulation comes into force on September 28, 2009.

* Regulation 31-101 respecting National Registration System, approved by Ministerial Order No. 2005-13 dated August 2, 2005 (2005, G.O. 2, 3545), was last amended by the Regulation to amend the Regulation approved by Ministerial Order No. 2006-01 dated July 31, 2006 (2006, G.O. 2, 2945).

**Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription et concordants
Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres**

[Avis réglementaire – Règlement 45-106](#)

[Avis de publication](#)

[Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription](#)

[Instruction générale relative au Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription](#)

[Avis réglementaire – Règlements concordants au Règlement 45-106](#)

[Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue](#)

[Règlement modifiant le Règlement 33-105 sur les conflits d'intérêts chez les placeurs](#)

[Avis réglementaire - Règlement 45-102 sur la revente de titres](#)

[Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres](#)

[Instruction générale relative au Règlement 45-102 sur la revente de titres](#)

[Regulatory Notice](#)

[Publication Notice](#)

[Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration exemptions](#)

[Policy Statement to Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration exemptions](#)

[Regulatory Notice - Concordant Regulations](#)

[Regulation to amend Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations](#)

[Regulation 33-105 respecting Underwriting Conflicts](#)

[Regulatory Notice – Regulation 45-102](#)

[Regulation to amend Regulation 45-102 respecting Resale of Securities](#)

[Policy Statement to Regulation 45-102 respecting Resale of Securities](#)

Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie le texte révisé, en versions française et anglaise, du règlement suivant :

- *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription.*

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, le texte révisé, en versions française et anglaise, de l'*Instruction générale relative au Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription*.

Au Québec, le règlement sera pris en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et sera approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Le règlement entrera en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'il indique, tandis que l'instruction générale sera adoptée sous forme d'instruction et prendra effet de façon concomitante à l'entrée en vigueur du règlement.

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Sylvie Lalonde
Chef du Service de la réglementation
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 4461
Numéro sans frais : 1 877 525-0337, poste 4461
sylvie.lalonde@lautorite.qc.ca

Le 17 juillet 2009

Avis de publication

Remplacement du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription

Remplacement de l'Instruction générale relative au Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription

Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres

Remplacement de l'Instruction générale relative au Règlement 45-102 sur la revente de titres

Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») ont approuvé les textes suivants (collectivement, les « nouveaux textes ») :

- une version modifiée du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription*, y compris de l'*Annexe 45-106A1, Déclaration de placement avec dispense*, de l'*Annexe 45-106A2, Notice d'offre de l'émetteur non admissible*, de l'*Annexe 45-106A3, Notice d'offre de l'émetteur admissible*, de l'*Annexe 45-106A4, Reconnaissance de risque*, et de l'*Annexe 45-106A5, Reconnaissance de risque concernant le placement de titres auprès d'amis très proches et de proches partenaires – Saskatchewan* (le « Règlement 45-106 »), qui remplace la version actuellement en vigueur;
- une version modifiée de l'*Instruction générale relative au Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription* (l'« Instruction générale 45-106 ») qui remplace la version actuellement applicable;
- un règlement modifiant le *Règlement 45-102 sur la revente de titres*, y compris l'*Annexe 45-102A1, Avis d'intention de placer des titres en vertu de l'article 2.8 du Règlement 45-102 sur la revente de titres* (le « Règlement 45-102 »);
- une version modifiée de l'*Instruction générale 45-102 relative au Règlement 45-102 sur la revente de titres* (l'« Instruction générale 45-102 »).

Sous réserve de l'approbation des ministres compétents, le Règlement 45-106 et le règlement modifiant le Règlement 45-102 entreront en vigueur le 28 septembre 2009 dans tous les territoires représentés au sein des ACVM, sauf en Ontario, où, sous réserve de l'approbation du ministre compétent, ils entreront en vigueur à la plus éloignée des dates suivantes : a) le 28 septembre 2009, et b) le jour de l'entrée en vigueur par proclamation des articles 5 et 11, du paragraphe 1 de l'article 12, et de l'article 13 de l'Annexe 26 de la *Loi de 2009 sur les mesures budgétaires*.

L'Instruction générale 45-106 et l'Instruction générale 45-102 prendront effet à la même date que l'entrée en vigueur du Règlement 45-106 et du règlement modifiant le Règlement 45-102.

Contenu de l'avis

Le présent avis comprend les sections suivantes :

1. Objet des nouveaux textes
2. Résumé des commentaires reçus
3. Résumé des modifications apportées au projet de 2008
4. Modifications corrélatives

5. Avis du personnel
6. Modifications de règlements d'application locale
7. Contexte
8. Renseignements complémentaires

Le présent avis contient également les annexes suivantes :

- Annexe A, *Liste des intervenants*;
- Annexe B, *Résumé des commentaires écrits sur le projet de 2008*.

1. Objet des nouveaux textes

Règlement 45-106 et Instruction générale 45-106

Les nouveaux textes introduisent des modifications de fond visant à améliorer l'efficacité du Règlement 45-106 et de l'Instruction générale 45-106. Ces modifications :

- clarifient certaines dispositions du Règlement 45-106 et de l'Instruction générale 45-106;
- intègrent des décisions de principe que nous avons prises à l'occasion des dispenses discrétionnaires que nous avons accordées;
- fournissent aux participants aux marchés de plus amples indications sur l'applicabilité des dispenses prévues par le Règlement 45-106;
- harmonisent des dispenses qui étaient prévues par des règlements d'application locale.

En outre, les nouveaux textes aident à la mise en œuvre du *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription* (le « Règlement 31-103 »). Le Règlement 45-106 a été réorganisé de manière à placer les dispenses de prospectus dans la partie 2 et les dispenses d'inscription dans la partie 3. Il ne sera plus possible de se prévaloir des dispenses d'inscription de la partie 3 après le sixième mois suivant l'entrée en vigueur du Règlement 31-103. Un groupe de dispenses d'inscription a été transféré vers le Règlement 31-103.

Règlement 45-102 et Instruction générale 45-102

Le règlement modifiant le Règlement 45-102 et l'Instruction générale 45-102 visent :

- à clarifier certaines dispositions du Règlement 45-102 et de l'Instruction générale 45-102;
- à actualiser les obligations de mention de restriction applicables aux cas dans lesquels un système électronique d'inscription en compte est utilisé ou dans lesquels les souscripteurs ou les acquéreurs ne reçoivent pas de certificat papier de l'émetteur.

2. Résumé des commentaires reçus

Projet de 2008

Le 29 février 2008, nous avons publié les nouveaux textes pour une période de consultation de 90 jours (le « projet de 2008 »). Au cours de la période de consultation, qui s'est terminée le 29 mai 2008, nous avons reçu 12 mémoires sur le projet de 2008.

Nous remercions les intervenants de leur participation. Leurs mémoires sont diffusés sur le site Web de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO), au www.osc.gov.on.ca. On peut également en obtenir une copie auprès de tout membre des ACVM. On trouvera la liste des intervenants à l'Annexe A du présent avis, de même que le résumé de leurs commentaires sur le projet de 2008, accompagné de nos réponses, à l'Annexe B.

Nous avons étudié tous les commentaires reçus et avons apporté des modifications aux nouveaux textes en conséquence. Or, comme ces modifications ne sont pas importantes, nous ne lançons pas de nouvelle consultation sur les nouveaux textes. On trouvera à la partie 3 du présent avis le résumé des principales modifications apportées au projet de 2008.

Projet ontarien de 2009

Le 22 mai 2009, la CVMO a publié des modifications aux nouveaux textes pour une autre période de consultation de 30 jours qui s'est terminée le 22 juin 2009. Aucun commentaire écrit n'a été reçu durant cette période. On trouvera des renseignements complémentaires sur la proposition ontarienne de 2009 en annexe I du présent avis publié en Ontario le 17 juillet 2009 par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario.

3. Résumé des modifications apportées au projet de 2008

Dispenses d'inscription

Ainsi que nous le mentionnons ci-dessus, nous avons réorganisé le Règlement 45-106 de manière à ce que les dispenses de prospectus soient indépendantes des dispenses d'inscription. Les dispenses de prospectus sont prévues à la partie 2 et les dispenses d'inscription, à la partie 3.

Dans le Règlement 45-106 publié pour consultation, il était prévu que les dispenses d'inscription de la partie 3 seraient supprimées six mois après l'entrée en vigueur du Règlement 31-103 dans la plupart des territoires représentés au sein des ACVM. Au terme de cette période de transition, les dispenses d'inscription de la partie 3 ne seraient ouvertes que dans les cas où la personne effectuant l'opération visée serait située en Colombie-Britannique ou au Manitoba et ne serait inscrite dans aucun territoire des ACVM.

Après réflexion et étude des commentaires reçus, nous avons décidé de supprimer toutes les dispenses d'inscription du Règlement 45-106 au terme de la période de transition.

La British Columbia Securities Commission, l'Alberta Securities Commission, la Commission des valeurs mobilières du Manitoba, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (Office of the Superintendent of Securities), le gouvernement du Nunavut (ministère de la Justice) et le gouvernement du Yukon (Services aux collectivités) ont décidé d'accorder les dispenses suivantes de l'obligation d'inscription à titre de courtier après la période de transition :

- investisseur qualifié;
- parents, amis et partenaires;
- investissement d'une somme minimale;

- notice d'offre.

Ces dispenses d'inscription à titre de courtier seront subordonnées à de nouvelles conditions établissant les circonstances dans lesquelles il sera permis de se prévaloir des dispenses. Les membres concernés des ACVM les mettront en œuvre par voie de décision générale.

La Saskatchewan envisage la possibilité d'adopter cette démarche et publiera un avis distinct lorsqu'elle aura pris sa décision.

Par conséquent, après la période de transition, il ne sera plus possible de se prévaloir des dispenses d'inscription prévues par le Règlement 45-106 et toutes les dispenses d'inscription applicables seront énoncées dans le Règlement 31-103, les règlements d'application locale et les décisions générales d'application locale.

Pour en savoir davantage sur les dispenses d'inscription applicables après la mise en œuvre du Règlement 31-103, consulter l'avis de publication de ce règlement, publié le 17 juillet 2009.

Obligations de mention de la restriction sur la revente

Nous avons demandé des commentaires spécifiques sur la proposition de modification des obligations de mention de restriction prescrites à l'article 2.5 du Règlement 45-102. Nous en avons reçu relativement aux cas dans lesquels un système électronique d'inscription en compte est utilisé ou dans lesquels les souscripteurs ou les acquéreurs ne reçoivent pas de certificat papier de l'émetteur.

Après réflexion et étude des commentaires reçus, nous avons apporté des éclaircissements à l'article 2.5 du Règlement 45-102. Pour pouvoir revendre les titres conformément à cet article, l'« acquéreur » ou le « souscripteur » (plutôt que le « propriétaire véritable » en particulier) doit avoir reçu un avis écrit contenant la mention de restriction. Nous avons précisé, dans l'Instruction générale 45-102, que le « souscripteur » ou l'« acquéreur » s'entend de la personne qui prend la décision d'acquérir un titre comme décision d'investissement. Nous estimons que cette personne sera le propriétaire véritable du titre dans la plupart des cas. Nous croyons que les modifications apportées aux obligations de mention de restriction du Règlement 45-102 augmenteront l'efficacité des opérations réalisées sur le marché dispensé, tout en préservant la protection des investisseurs.

4. Modifications corrélatives

Corrélativement aux nouveaux textes, nous apportons des modifications au *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* (le « Règlement 51-102 ») et au *Règlement 33-105 sur les conflits d'intérêts chez les placeurs* (le « Règlement 33-105 »). En particulier, nous avons mis à jour les renvois aux dispositions énumérées à l'Annexe A du Règlement 33-105 et un renvoi au Règlement 45-106 contenu dans le Règlement 51-102. Les modifications corrélatives sont publiées avec le présent avis.

En outre, certains membres des ACVM publient séparément un avis local relatif aux modifications corrélatives apportées à certains règlements d'application locale.

5. Avis du personnel

Nous retirerons les avis du personnel suivants à l'entrée en vigueur des nouveaux textes :

- le *CSA Staff Notice 45-302 Frequently Asked Questions Regarding the Resale Rules* (cet avis sera retiré par les autorités autres que celle du Québec, celle-ci n'ayant pas publié l'avis);

- *l'Avis 45-305 du personnel des ACVM, Questions fréquemment posées à propos du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription.*

Les notes interprétatives qui y sont énoncées ont été intégrées dans l'Instruction générale 45-106 et l'Instruction générale 45-102.

En outre, nous actualiserons *l'Avis 45-304 du personnel des ACVM, Dispenses locales non prévues par le Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription.*

6. Modifications de règlements d'application locale

Certains membres des ACVM publient séparément un avis local relatif aux modifications apportées à certains règlements d'application locale. Ces modifications portent notamment sur les changements effectués dans les dispenses locales ou la suppression de dispenses locales devenues inutiles ou inappropriées.

7. Contexte

Coûts et avantages prévus

Les ACVM estiment que les nouveaux textes, une fois mis en œuvre, procureront des avantages aux participants aux marchés et réduiront leurs coûts pour les raisons exposées ci-dessous.

i) Dispenses harmonisées

Le Règlement 45-106 et le Règlement 31-103 harmonisent bon nombre de dispenses de prospectus et d'inscription actuellement applicables au Canada. Les nouveaux textes codifient des dispenses qui étaient jusqu'à présent accordées par les ACVM. En outre, ils harmonisent dans un règlement d'application pancanadienne des dispenses qui étaient d'application locale jusqu'à présent. Le Règlement 45-106 demeurera, pour les participants aux marchés souhaitant procéder à un placement avec dispense, la référence principale en matière de dispenses de prospectus et, jusqu'à la mise en œuvre du Règlement 31-103, de dispenses d'inscription, ce qui est susceptible de simplifier le respect des dispenses applicables.

ii) Pas d'augmentation des obligations de dépôt et d'information

Les nouveaux textes n'introduisent pas de nouvelles obligations de dépôt et d'information significatives.

iii) Aide à la mise en œuvre du Règlement 31-103

Les nouveaux textes faciliteront la mise en œuvre du Règlement 31-103, lequel vise à harmoniser les obligations d'inscription dans l'ensemble des territoires représentés au sein des ACVM. On trouvera dans l'avis de consultation sur le Règlement 31-103 publié par les ACVM le 29 février 2008 une analyse des coûts et des avantages prévus de ce règlement.

8. Renseignements complémentaires

Les nouveaux textes et les modifications corrélatives sont diffusés sur les sites Web de divers membres des ACVM, dont les suivants :

www.lautorite.qc.ca

www.albertasecurities.com

www.bsc.bc.ca

www.gov.ns.ca/nssc

www.nbsc-cvmnb.ca

www.osc.gov.on.ca

www.sfsc.gov.sk.ca

Questions

Pour toute question, prière de s'adresser à l'une des personnes suivantes :

Sylvie Lalonde (Règlement 45-106)
 Chef du Service de la réglementation
 Autorité des marchés financiers
 514-395-0337, poste 4461
sylvie.lalonde@lautorite.qc.ca

Rosetta Gagliardi (Règlement 45-102)
 Conseillère en réglementation
 Autorité des marchés financiers
 514-395-0337, poste 4462
rosetta.gagliardi@lautorite.qc.ca

Gordon Smith
 Senior Legal Counsel, Corporate Finance
 British Columbia Securities Commission
 604-899-6656
gsmith@bcsc.bc.ca

Taryn Montgomery
 Legal Counsel
 Alberta Securities Commission
 403-297-4968
Taryn.Montgomery@asc.ca

Tracy Clark
 Legal Counsel
 Alberta Securities Commission
 403-355-4424
Tracy.Clark@asc.ca

Dean Murrison
 Deputy Director, Legal/Registration
 Securities Division
 Saskatchewan Financial Services Commission
 306-787-5879
Dean.Murrison@gov.sk.ca

Chris Besko
 Directeur adjoint et conseiller juridique
 Commission des valeurs mobilières du Manitoba
 204-945-2561
cbesko@gov.mb.ca

Jo-Anne Matear
 Assistant Manager, Corporate Finance Branch
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario

416-593-2323
jmatear@osc.gov.on.ca

Jason Koskela
Legal Counsel, Corporate Finance
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
416-595-8922
jkoskela@osc.gov.on.ca

Robert F. Kohl (Règlement 31-103)
Senior Legal Counsel
Registrant Regulation
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
416-593-8233
rkohl@osc.gov.on.ca

Darren McKall
Senior Legal Counsel, Investment Funds
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
416-593-8118
dmckall@osc.gov.on.ca

Shirley Lee
Securities Analyst
Nova Scotia Securities Commission
902-424-5441
leesp@gov.ns.ca

Susan Powell
Conseillère juridique principale, Direction des affaires réglementaires
Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
506-643-7697
susan.powell@nbsec-cvmnb.ca

Steve Dowling
Superintendent of Securities
Île-du-Prince-Édouard
902-368-4552
sddowling@gov.pe.ca

Don Boyles
Program & Policy Development
Securities Commission of Newfoundland and Labrador
Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador
709-729-4501
dboyles@gov.nl.ca

Louis Arki, Director, Legal Registries
Ministère de la Justice, gouvernement du Nunavut
867-975-6587
larki@gov.nu.ca

Donn MacDougall
Deputy Superintendent, Legal & Enforcement
Office of the Superintendent of Securities
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
PO Box 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9
Téléphone : 867-920-8984
Télécopieur : 867-873-0243

donald_macdougall@gov.nt.ca

Frederik J. Pretorius
Manager Corporate Affairs (C-6)
Ministère des services aux collectivités
Gouvernement du Yukon
867-667-5225
Fred.Pretorius@gov.yk.ca

Le 17 juillet 2009

Annexe A**Liste des intervenants**

1.	Ogilvy Renault
2.	Banque européenne d'investissement
3.	Carevest Capital Inc.
4.	Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes inc.
5.	ACARR/ACPM
6.	Fraser Milner Casgrain S.E.N.C.R.L.
7.	Gowlings
8.	Borden Ladner Gervais
9.	Stikeman Elliott
10.	Morbank Financial Inc.
11.	Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l.
12.	Davies Ward Phillips & Vineberg S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Annexe B**Résumé des commentaires reçus et réponses des ACVM**
Projet de Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription (le « Règlement 45-106 »)
Projet de Règlement 45-102 sur la revente de titres (le « Règlement 45-102 »)**Table des matières****1. Commentaires généraux**

1. Appui général à l'égard des modifications apportées au Règlement 45-106
2. Préoccupations générales à l'égard des modifications apportées au Règlement 45-106

2. Commentaires des intervenants du secteur

1. Article 2.9 du *Rule 45-501 Ontario Prospectus and Registration Exemptions* de la CVMO (le « Rule 45-501 de la CVMO ») et état de la dispense relative aux régimes de capitalisation
2. Exactitude des renvois aux termes définis d'autres lois
3. Dispenses relatives aux contrats d'assurance-vie traditionnels

3. Commentaires sur le Règlement 45-106

1. Commentaires généraux concernant l'incidence de l'application du projet de Règlement 31-103 sur le Règlement 45-106
2. Article 1.1 – Définition du terme « investisseur qualifié » au paragraphe q)
3. Article 1.1 – Définition du terme « investisseur qualifié » au paragraphe t)
4. Article 1.1 – Ajout des fiducies principales dans la définition du terme « investisseur qualifié »
5. Article 1.1 – Définition du terme « note approuvée »
6. Article 1.1 – Définition du terme « fondateur »
7. Article 2.4 – Émetteur fermé : ajout d'une catégorie de personnes
8. Article 2.4 – Émetteur fermé : correction de renvois
9. Articles 2.4 et 3.4 – Émetteur fermé : ajout d'opérations
10. Article 2.7 – Fondateurs, personnes participant au contrôle et parents – Ontario : ajout d'une catégorie de personnes

11. Article 2.8 – Sociétés du même groupe : ajout des titres émis par les sociétés du même groupe que l'émetteur
12. Article 2.14 – Titres émis en règlement d'une dette : ajout des émetteurs non assujettis
13. Article 2.22 – Définition du terme « consultant » : ajout d'une catégorie de personnes
14. Article 2.32 – Placement effectué par une personne participant au contrôle en vue de la constitution d'une garantie : élargissement de la portée de la dispense
15. Article 2.34 – Dette déterminée : ajout d'une catégorie d'entités
16. Articles 2.36 et 3.36 – Créance hypothécaire : exclusion de l'Alberta pour les opérations visées sur des créances hypothécaires syndiquées
17. Paragraphe 2) de l'article 6.1 – Déclaration de placement avec dispense : incompatibilités avec l'Annexe 45-106A1 et demande de justification
18. Annexe A – Révision des renvois

4. Instruction générale relative au Règlement 45-106

1. Paragraphe 3) de l'article 4.2 – Regroupement et réorganisation d'entreprises – Actions échangeables : éclaircissements demandés

5. Commentaires sur l'Annexe 45-106A2

1. Rubrique 3.1 – Rémunération et participation : ajout du terme « partie apparentée »
2. Rubrique 8 – Autres faits importants : éclaircissements demandés
3. Partie B – États financiers – Instructions générales : obligation de vérification des états financiers

6. Commentaires sur le Règlement 45-102

1. Paragraphes 2) et 3) de l'article 2.5 – Période de restriction : préoccupation concernant la mention de restriction à la revente
2. Disposition ii) du sous-paragraphe 3) du paragraphe 2) de l'article 2.5 – Période de restriction : mention de restriction obligatoire pour les émetteurs non assujettis
3. Sous-paragraphes 5) et 6) du paragraphe 2) de l'article 2.5 – Période de restriction : objectif réglementaire justifiant les obligations
4. Paragraphes 4) et 5) de l'article 2.8 – Dispense pour une opération visée effectuée par une personne participant au contrôle : délai à respecter avant la réalisation de l'opération
5. Articles 2.10, 2.11 et 2.12 – Dispenses pour certaines opérations : obligations relatives à la revente
6. Article 2.14 – Première opération visée sur les titres d'un émetteur non assujetti placés sous le régime d'une dispense de prospectus : pourcentages à respecter

N°	Thème	Commentaires	Réponses
1. COMMENTAIRES GÉNÉRAUX			
1.	Appui général à l'égard des modifications apportées au Règlement 45-106	Trois intervenants manifestent de façon générale leur appui à l'égard de l'harmonisation des dispenses et de l'amélioration de la qualité et de la transparence des titres placés sur les marchés dispensés.	Nous remercions les intervenants de leur appui.
2.	Préoccupations générales à l'égard des modifications apportées au Règlement 45-106	Deux intervenants se disent préoccupés par le fait que des parties importantes de la réglementation en valeurs mobilières au Canada ne sont pas harmonisées. Un intervenant affirme que les modifications contiennent des dispositions complexes visant à prendre en considération les différents points de vue concernant la réforme du régime d'inscription adoptée par certains territoires, comme la Colombie-Britannique et le Manitoba.	Nous avons harmonisé notre approche à l'égard des dispenses d'inscription prévues à la partie 3 du Règlement 45-106. Pour obtenir un exposé des différents points de vue concernant la réforme du régime d'inscription, veuillez consulter les réponses données dans le sommaire des commentaires reçus au sujet du <i>Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription</i> (le « Règlement 31-103 »).
2. COMMENTAIRES DES INTERVENANTS DU SECTEUR			
1.	Article 2.9 du <i>Rule 45-501 Ontario Prospectus and Registration Exemptions</i> de la CVMO (le « Rule 45-501 de la CVMO ») et état de la dispense relative aux régimes de capitalisation	Un intervenant demande pourquoi l'article 2.9 du Rule 45-501 de la CVMO ne s'applique qu'en Ontario et non à l'échelle canadienne. Deux intervenants souhaitent savoir ce qu'il advient de la dispense relative aux régimes de capitalisation, dont il a été question en octobre 2005 et qui devait être incluse dans le Règlement 45-106. Ils invitent instamment les ACVM à mettre la touche finale à cette dispense et à l'intégrer au Règlement 45-106.	Le projet de dispense de prospectus et d'inscription pour les régimes de capitalisation n'a pas été intégré au projet de Règlement 45-106 (pas plus que ne l'a été la dispense d'inscription correspondante pour les régimes de capitalisation incluse dans le projet de Règlement 31-103). Les ACVM réaliseront à part les projets de dispenses relatives aux régimes de capitalisation.
2.	Exactitude des renvois aux termes définis d'autres lois	Un intervenant recommande aux ACVM d'adopter une procédure pour s'assurer que les renvois aux termes définis d'autres lois demeurent à jour.	Nous examinons et mettons à jour régulièrement les renvois aux termes définis d'autres lois.
3.	Dispenses relatives aux contrats d'assurance-vie traditionnels	Un intervenant indique que les articles 2.39 et 3.39 prévoient des dispenses à l'égard des « contrats à capital variable ». Il ajoute cependant que les contrats individuels à capital variable de rentes différées comportant une garantie d'au moins 75 % et les contrats de rente établis par les compagnies d'assurances sont exclus de la définition du terme « titre » dans diverses lois provinciales sur les valeurs mobilières. Cet intervenant recommande fortement de maintenir les dispenses usuelles relatives aux contrats d'assurance-vie dans la définition du terme « titre ».	La modification de la définition du terme « titre » n'entre pas dans le champ du présent projet.

N°	Thème	Commentaires	Réponses
3. COMMENTAIRES SUR LE RÈGLEMENT 45-106			
1.	Commentaires généraux concernant l'incidence de l'application du projet de Règlement 31-103 sur le Règlement 45-106	<p>Un intervenant formule les observations suivantes concernant l'incidence de l'application du projet de Règlement 31-103 sur le Règlement 45-106 :</p> <p>i. Le Règlement 31-103 prévoit un délai de six mois à compter de la date de son entrée en vigueur pour demander à s'inscrire dans la catégorie appropriée. Dans certains cas, les obligations d'inscription prévues dans ce règlement ne s'appliqueront pas aux personnes qui font une demande d'inscription au cours du délai de six mois tant que leur demande ne sera pas acceptée ou rejetée. Si le Règlement 45-106 entre en vigueur six mois après la prise d'effet du Règlement 31-103, il se peut que, entre le moment de la suppression des dispenses d'inscription prévues dans le Règlement 45-106 et le moment de leur inscription en vertu du Règlement 31-103, certaines personnes qui s'inscrivent en vertu du Règlement 31-103 ne puissent se prévaloir d'aucune dispense tant que leur demande d'inscription ne sera pas acceptée ou rejetée.</p> <p>ii. Puisque les restrictions relatives à l'applicabilité de la partie 3 du Règlement 45-106 ne prendront effet que six mois après la date d'entrée en vigueur du Règlement 31-103, l'article 6.6 devrait entrer en vigueur en même temps que ces restrictions étant donné que, en Colombie-Britannique, une personne qui se prévaut d'une dispense d'inscription serait assujettie aux dispositions actuelles du Règlement 45-106 jusqu'à l'expiration du délai de six mois.</p> <p>iii. Il est proposé que la partie 3 ne s'applique qu'en Colombie-Britannique et au Manitoba à compter du sixième mois suivant la date d'entrée en vigueur du Règlement 31-103, mais il semble que le paragraphe 3.03 continuera de s'appliquer au Nouveau-Brunswick. Cette province devrait-elle être mentionnée à la partie 1 – Introduction de l'Instruction générale relative au Règlement 45-106?</p> <p>iv. Étant donné l'obligation d'inscription proposée en vertu du Règlement 31-103, devrait-on conserver le libellé de l'article 3.2 de l'Instruction générale relative au Règlement 45-106 (soit « Le démarchage –</p>	<p>i. Nous estimons que la période de transition de six mois laisse suffisamment de temps pour demander l'inscription dans la catégorie appropriée.</p> <p>ii. Nous sommes d'accord avec ce commentaire et avons modifié l'article 6.6 du Règlement 45-106 en conséquence. Nous avons supprimé cet article du Règlement 45-106 pour l'intégrer au Règlement 31-103, que vous êtes invités à consulter.</p> <p>iii. Le texte publié pour consultation comprenait à l'égard de cette question une dérogation prévoyant que, malgré l'application des dispenses d'inscription, la dispense relative à l'« obligation d'inscription en fonction de l'activité » s'appliquait en Colombie-Britannique et au Nouveau-Brunswick. Il n'a jamais été proposé que les dispenses d'inscription prévues à la partie 3 s'appliquent au Nouveau-Brunswick.</p> <p>Nous avons supprimé l'article 3.03 du Règlement 45-106 pour l'intégrer au Règlement 31-103.</p> <p>iv. Nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire de réviser l'article 3.2 de l'Instruction générale pour le moment. Le libellé continuera d'être pertinent pendant la période de transition, au cours de laquelle les dispenses d'inscription prévues au Règlement 45-106 demeureront en vigueur en Ontario et à Terre-Neuve-et-Labrador.</p>

N°	Thème	Commentaires	Réponses
		Terre-Neuve-et-Labrador et Ontario »)? Dans l'affirmative, le libellé devrait être conforme aux règles relatives à l'obligation d'inscription proposée que renfermera le Règlement 31-103.	
2.	Article 1.1 – Définition du terme « investisseur qualifié » au paragraphe q)	<p>Un intervenant affirme que les ACVM devraient réviser le paragraphe q) de la définition du terme « investisseur qualifié » en raison de l'obligation d'inscription proposée et d'autres modifications apportées aux obligations d'inscription prévues dans le projet de Règlement 31-103. Il estime que ce paragraphe devrait inclure les personnes dispensées de l'obligation d'inscription en vertu de la législation en valeurs mobilières d'un territoire étranger.</p> <p>Deux intervenants demandent à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (la « CVMO ») de supprimer la disposition excluant l'Ontario dans la définition du terme « investisseur qualifié » au sous-paragraphe ii) du paragraphe q), qui définit un investisseur qualifié comme une personne agissant pour un compte géré sous mandat discrétionnaire par elle si, « en Ontario, elle acquiert ou souscrit des titres qui ne sont pas des titres d'un fonds d'investissement ».</p>	<p>Nous avons examiné le paragraphe q) de la définition du terme « investisseur qualifié ». Ce paragraphe inclut déjà les personnes dispensées de l'obligation d'inscription en vertu de la législation en valeurs mobilières d'un territoire étranger puisqu'il comprend toute personne « autorisée à exercer l'activité » de conseiller ou l'équivalent.</p> <p>La CVMO demeure préoccupée par la possibilité que des titres de fonds de couverture ou de fonds en gestion commune fermés soient indirectement placés auprès d'investisseurs individuels conformément au sous-paragraphe ii) du paragraphe q) de la définition du terme « investisseur qualifié » et, par conséquent, elle maintient la disposition d'exclusion à l'égard des titres de fonds d'investissement en Ontario.</p>
3.	Article 1.1 – Définition du terme « investisseur qualifié » au paragraphe t)	<p>Un intervenant estime que le paragraphe t) de la définition du terme « investisseur qualifié » contient une erreur. Il demande si le passage « directe, indirecte <u>ou</u> véritable », qui suit immédiatement le passage « tous ceux qui ont la propriété de droits », ne devrait pas plutôt se lire comme suit : « directe, indirecte <u>et</u> véritable ».</p> <p>Un autre intervenant se dit préoccupé par le fait que les termes « directe, indirecte ou véritable » soient involontairement de portée trop générale, ce qui pourrait entraîner de la confusion ou des résultats imprévus. Cet intervenant est d'avis que la dispense devrait permettre à toute personne qui remplit les conditions pour être un investisseur qualifié d'établir une filiale en propriété exclusive par l'intermédiaire de laquelle elle pourrait faire un placement en vertu de cette dispense. À l'heure actuelle, la filiale en propriété exclusive ne remplit pas les conditions énoncées dans les autres paragraphes de la définition du terme « investisseur qualifié » ou, en conséquence de la restriction énoncée au paragraphe 5) de l'article 2.3, elle ne peut pas se fonder sur le paragraphe m) de cette définition. L'intervenant suggère de reformuler le texte de ce paragraphe, afin de le rendre conforme à la règle 501(a)(8) du règlement D (<i>Regulation D</i>) pris en application de la loi des États-Unis intitulée <i>Securities Act of 1933</i> et de le rédiger comme suit : [TRADUCTION] « une personne dans laquelle tous ceux qui ont la propriété de droits, à l'exception des titres comportant droit de vote que les administrateurs sont tenus de détenir en vertu de la loi, sont des</p>	Nous ne croyons pas qu'il faille réviser ce paragraphe et que les termes « directe, indirecte ou véritable » soient involontairement de portée trop générale. Tous les propriétaires dont il est question dans cette dispense doivent être des investisseurs qualifiés, quelle que soit la nature de leur droit de propriété.

N°	Thème	Commentaires	Réponses
		<i>investisseurs qualifiés</i> ».	
4.	Article 1.1 – Ajout des fiducies principales dans la définition du terme « investisseur qualifié »	Deux intervenants sont d'avis que les fiducies principales devraient avoir droit aux mêmes dispenses que les régimes de retraite sous-jacents. Les deux intervenants recommandent instamment aux ACVM d'ajouter les fiducies principales dans la définition du terme « investisseur qualifié », car ce sont des véhicules établis en vertu de la législation fiscale pour permettre aux caisses de retraite enregistrées de gérer leurs actifs de façon plus efficiente.	À l'heure actuelle, nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire de modifier la définition du terme « investisseur qualifié ». Il est à noter que, selon les circonstances, d'autres paragraphes de la définition du terme « investisseur qualifié » ou d'autres dispenses de prospectus ou d'inscription prévues dans le Règlement 45-106 peuvent s'appliquer aux fiducies principales.
5.	Article 1.1 – Définition du terme « note approuvée »	Un intervenant indique que la définition du terme « note approuvée », qui renvoie au <i>Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif</i> (le « Règlement 81-102 »), pose certaines difficultés en ce qui a trait au placement de billets de trésorerie, car la définition du terme « note approuvée » qui figure dans ce règlement exige notamment a) que la note attribuée à un titre soit « équivalente ou supérieure » à une certaine catégorie de notation et b) qu'aucune « agence de notation agréée » n'ait classé le titre dans une catégorie de notation qui ne correspond pas à une « note approuvée ». L'intervenant fait également valoir que les seuils requis dans le Règlement 45-106 ne sont pas équivalents d'une agence de notation à l'autre et que la corrélation entre les notes n'est pas parfaite, de sorte que certains émetteurs ont dû demander une dispense pour pouvoir placer des billets de trésorerie même si au moins une agence de notation agréée leur avait attribué la note approuvée requise. L'intervenant invite instamment les ACVM à modifier la définition de manière à ce que la dispense s'applique du moment que l'une des agences de notation agréées ou une société qui leur succède attribue au titre une note équivalente ou supérieure à la note approuvée requise.	Le <u>Document de consultation 11-405 des ACVM – Propositions concernant la réglementation des valeurs mobilières découlant des turbulences sur les marchés du crédit en 2007-2008 et de leur incidence sur le marché canadien des BTAA</u> a été publié pour consultation le 6 octobre 2008. La période de consultation s'est terminée le 16 février 2009. Dans le cadre d'un projet distinct, nous examinons les commentaires reçus au sujet de modifications éventuelles de la définition du terme « agence de notation agréée » ou de certaines dispenses.
6.	Article 1.1 – Définition du terme « fondateur »	Un intervenant estime que la définition du terme « fondateur » pose problème, car au moment de la constitution d'un émetteur, le fondateur ne participe pas activement à l'activité de l'émetteur du fait que celui-ci n'exerce pas d'activité. L'intervenant recommande aux ACVM de modifier la définition comme suit : « ... de fonder ou de constituer l'entreprise de l'émetteur ou de la réorganiser de manière importante <i>au moment de l'opération visée</i> ».	Nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire de modifier la définition du terme « fondateur ». Nous invitons l'intervenant à consulter l'article 2.4 de l'Instruction générale relative au Règlement 45-106 (au sujet du fondateur), qui présente des éclaircissements à cet égard.

N°	Thème	Commentaires	Réponses
7.	Article 2.4 – Émetteur fermé : ajout d'une catégorie de personnes	Un intervenant se dit satisfait de l'ajout de la catégorie « les salariés de l'émetteur ou d'une société du même groupe » au sous-paragraphe b) du paragraphe 2) de l'article 2.4. Toutefois, il demande aux ACVM d'élargir cette nouvelle catégorie pour qu'elle comprenne « les administrateurs et les dirigeants d'une société du même groupe que l'émetteur ».	Nous sommes d'accord avec cette recommandation et avons modifié le sous-paragraphe b) du paragraphe 2) de l'article 2.4 du Règlement 45-106 en conséquence.
8.	Article 2.4 – Émetteur fermé : correction de renvois	Un intervenant fait remarquer que les sous-paragraphe j) et k) du paragraphe 2) de l'article 2.4 devraient renvoyer à la disposition i) plutôt qu'à la disposition h).	Nous avons modifié ces sous-paragraphe du paragraphe 2) de l'article 2.4 du Règlement 45-106 en conséquence.
9.	Articles 2.4 et 3.4 – Émetteur fermé : ajout d'opérations	Un intervenant suggère aux ACVM d'élargir la portée de la dispense pour l'émetteur fermé en ajoutant un sous-paragraphe qui comprendrait non seulement les opérations de fermeture mais également tous les types d'opérations, notamment les offres publiques d'achat et les restructurations, par suite desquelles les personnes nommées au paragraphe 2) de l'article 2.4 ou 3.4 auraient la propriété exclusive des titres de l'émetteur, à l'exception des titres de créance non convertibles. L'intervenant fait également remarquer que les indications contenues dans l'Instruction générale relative au Règlement 45-106 devraient être formulées d'une manière suffisamment générale pour que ces types d'opérations puissent être interprétés comme faisant partie des opérations prévues dans la modification proposée.	Dans la modification proposée, le terme « opération » ne s'entend pas uniquement des opérations de fermeture. Le texte est formulé d'une manière suffisamment générale pour couvrir les types d'opérations dont il est question dans ce commentaire.
10.	Article 2.7 – Fondateurs, personnes participant au contrôle et parents – Ontario : ajout d'une catégorie de personnes	Deux intervenants demandent aux ACVM d'ajouter les petits-enfants au paragraphe c) de l'article 2.7.	Nous sommes d'accord avec cette recommandation et avons modifié le paragraphe c) de l'article 2.7 en conséquence.
11.	Article 2.8 – Sociétés du même groupe : ajout des titres émis par les sociétés du même groupe que l'émetteur	Un intervenant demande aux ACVM d'élargir la portée de la dispense prévue à l'article 2.8 afin de faciliter les transferts entre sociétés du même groupe en reformulant la phrase comme suit : « L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement, par un émetteur, de titres émis par lui ou par une société du même groupe auprès d'une autre société du même groupe qui les souscrit pour son propre compte. »	Nous n'avons pas actuellement l'intention d'élargir la portée de la dispense prévue à l'article 2.8 pour inclure les titres émis par les sociétés du même groupe.
12.	Article 2.14 – Titres émis en règlement d'une dette : ajout des émetteurs non assujettis	Un intervenant indique que la dispense pour les titres émis en règlement d'une dette ne devrait pas s'appliquer uniquement aux émetteurs assujettis et recommande aux ACVM d'élargir la portée de cette dispense pour que les émetteurs non assujettis puissent s'en prévaloir. L'intervenant ajoute que les émetteurs non assujettis doivent trouver une autre dispense pour pouvoir effectuer un placement auprès d'un créancier, mais qu'une telle dispense ne leur est pas toujours ouverte ou peut les	Nous n'avons pas l'intention d'élargir la portée de la dispense pour les titres émis en règlement d'une dette pour qu'elle s'applique aux émetteurs non assujettis. Nous accordons cette dispense uniquement aux émetteurs assujettis parce que nous sommes capables d'en examiner le recours à la lumière des états financiers que les émetteurs assujettis sont tenus de déposer sur SEDAR.

N°	Thème	Commentaires	Réponses
		obliger à déposer une déclaration de placement avec dispense et à payer des frais, ce qui peut représenter pour eux un fardeau financier indû.	
13.	Article 2.22 – Définition du terme « consultant » : ajout d'une catégorie de personnes	Un intervenant recommande aux ACVM d'ajouter les membres de la haute direction et les administrateurs du consultant au paragraphe e) de la définition du terme « consultant » par souci de cohérence avec l'énoncé d'introduction de cette définition.	Nous sommes d'accord avec ce commentaire et avons modifié le paragraphe e) de l'article 2.22 du Règlement 45-106 en conséquence.
14.	Article 2.32 – Placement effectué par une personne participant au contrôle en vue de la constitution d'une garantie : élargissement de la portée de la dispense	Un intervenant recommande aux ACVM d'élargir l'article 2.32 pour permettre le placement de titres qui appartiennent à une personne participant au contrôle dans le but de constituer une garantie pour une dette contractée de bonne foi par cette dernière <i>ou par l'émetteur</i> . Cette modification donnerait une plus grande souplesse et est compatible avec la plupart des lois sur les sûretés mobilières du Canada, qui prévoient qu'un débiteur s'entend notamment d'une personne qui donne un bien en garantie de la dette d'une autre personne.	Nous n'avons pas l'intention d'élargir la portée de la dispense prévue à l'article 2.32 du Règlement 45-106. L'objet et la teneur de la législation sur les sûretés mobilières sont très différents de ceux de la législation en valeurs mobilières.
15.	Article 2.34 – Dette déterminée : ajout d'une catégorie d'entités	Un intervenant se dit d'accord avec le fait que la dispense de prospectus prévue à l'article 2.34 s'applique aux titres de créance garantis par certains organismes supranationaux acceptés ou gouvernements étrangers dans la mesure où ces titres font l'objet d'une note approuvée, mais il demande aux ACVM d'ajouter comme catégorie d'entités les institutions <i>appartenant</i> à des gouvernements étrangers.	Nous n'avons pas l'intention d'ajouter une catégorie d'entités à l'article 2.34 du Règlement 45-106 pour permettre le placement de titres de créance émis ou garantis par des institutions appartenant à des gouvernements étrangers. Selon nous, le fait qu'une institution soit la propriété d'un gouvernement étranger ne constitue pas en soi un facteur suffisant pour justifier la dispense. Il est à noter que les titres de créance garantis par un gouvernement étranger qui font l'objet d'une note approuvée peuvent être placés en vertu de cette dispense.

N°	Thème	Commentaires	Réponses
16.	Articles 2.36 et 3.36 – Créance hypothécaire : exclusion de l'Alberta pour les opérations visées sur des créances hypothécaires syndiquées	Un intervenant demande pourquoi les courtiers hypothécaires inscrits ou titulaires d'un permis en Alberta ne pourront plus bénéficier des dispenses de prospectus et d'inscription pour les opérations visées sur des créances hypothécaires syndiquées comme le prévoient le paragraphe 3) de l'article 2.36 et de l'article 3.36.	Le personnel de l'Alberta Securities Commission (l'« ASC ») a constaté que l'utilisation de la dispense pour les créances hypothécaires avait dépassé le cadre de sa politique initiale sur laquelle cette dispense était fondée. Il craignait donc que le placement de titres liés à des créances hypothécaires syndiquées soit, pour l'essentiel, non réglementé. Il est à noter que les courtiers hypothécaires qui négocient des créances hypothécaires syndiquées ont actuellement et continueront d'avoir droit à diverses autres dispenses leur permettant de placer des titres de créance liés à des créances hypothécaires syndiquées (p. ex. investisseurs qualifiés, notices d'offre, montant minimal, etc.).
17.	Paragraphe 2) de l'article 6.1 – Déclaration de placement avec dispense : incompatibilités avec l'Annexe 45-106A1 et demande de justification	<p>Un intervenant est d'avis qu'il existe les incompatibilités suivantes entre le paragraphe 2) de l'article 6.1 et l'Annexe 45-106A1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • selon le paragraphe 2) de l'article 6.1, une déclaration de placement avec dispense doit être déposée dans le territoire où le placement a lieu; • selon l'instruction 1 de l'Annexe 45-106A1, si un placement est effectué dans plus d'un territoire, l'émetteur ou le preneur ferme ne doit remplir qu'une seule déclaration indiquant tous les souscripteurs ou acquéreurs et la déposer dans chacun des territoires en question; • la rubrique 7 de l'Annexe 45-106A1 précise qu'il faut remplir le tableau pour chaque territoire canadien et étranger où résident les souscripteurs ou acquéreurs des titres. <p>Deux intervenants ont examiné les obligations énoncées au paragraphe 2) de l'article 6.1 du Règlement 45-106 et dans l'Annexe 45-106A1 et s'interrogent sur l'opportunité d'exiger de l'information des souscripteurs ou acquéreurs qui se trouvent à l'extérieur du territoire intéressé dans lequel est déposée la déclaration aux termes de l'Annexe 45-106A1. Plus particulièrement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un intervenant donne comme exemple un émetteur étranger qui effectue un placement privé dans divers territoires étrangers, dont le Canada. Selon l'instruction 1 et la rubrique 7 de l'Annexe 45-106A1, cet émetteur étranger serait tenu de fournir de l'information au sujet de chaque souscripteur ou acquéreur étranger aux agents responsables canadiens compétents des territoires où a lieu un placement. L'intervenant demande aux ACVM d'expliquer pourquoi il faudrait fournir des renseignements au sujet de souscripteurs ou d'acquéreurs qui n'ont aucun lien avec le placement avec dispense qui a lieu dans un territoire canadien. 	<p>Selon nous, le texte du paragraphe 2) de l'article 6.1 n'est pas incompatible avec celui de l'Annexe 45-106A1. Il n'est pas obligatoire de déposer une déclaration de placement avec dispense dans un territoire canadien où aucun placement n'a eu lieu. Par conséquent, nous n'avons modifié ni le Règlement 45-106 ni l'Annexe 45-106A1.</p> <p>Pour des raisons de conformité, nous avons besoin de renseignements concernant les placements qui ont lieu dans des territoires canadiens, sans égard au lieu de résidence des souscripteurs ou acquéreurs. Pour savoir s'il doit déposer une déclaration, l'émetteur doit déterminer si le placement a lieu dans le territoire intéressé, selon les critères de la législation en valeurs mobilières du territoire en question. Il doit également déterminer si la dispense qu'il utilise nécessite le dépôt d'une déclaration.</p>

N°	Thème	Commentaires	Réponses
		<ul style="list-style-type: none"> Un intervenant se dit préoccupé par le fait que, bien que les renseignements fournis dans l'appendice I de l'Annexe 45-106A1 (qui contient la liste des souscripteurs et acquéreurs) ne soient pas rendus publics, il se peut qu'il soit obligatoire, en vertu de la législation relative à l'accès à l'information de certains territoires, de communiquer ces renseignements au public, sur demande. Par conséquent, le fait de déposer une seule déclaration dans plusieurs territoires, ainsi qu'il est prévu dans l'Annexe 45-106A1, peut accroître le risque que l'identité d'un souscripteur ou d'un acquéreur soit communiquée au public. L'intervenant recommande que les ACVM conservent le caractère facultatif de la formulation actuellement énoncée dans l'instruction 1 de l'Annexe 45-106A1 et n'adoptent pas la formulation proposée. 	<p>Nous prenons acte du commentaire; toutefois, il est important que les autorités en valeurs mobilières et agents responsables de chaque territoire canadien concernés par un placement avec dispense qui nécessite une déclaration en vertu de l'Annexe 45-106A1 aient des renseignements concernant les placements connexes qui ont lieu dans d'autres territoires canadiens.</p>
18.	Annexe A – Révision des renvois	<p>Un intervenant fait remarquer que, en Colombie-Britannique, l'expression « <i>life insurance</i> » a actuellement le sens qui lui est attribué dans la loi intitulée <i>Financial Institutions Act</i> (Colombie-Britannique) et non pas celui qui lui est attribué dans la loi intitulée <i>Insurance Act</i> (Colombie-Britannique). Le même intervenant souligne également que, en Ontario, le sens attribué au terme « assurance vie » est désormais établi par voie d'ordonnance du surintendant et que ce terme n'est pas défini à l'article 1 de la <i>Loi sur les assurances</i> (Ontario).</p>	<p>À la lumière de ce commentaire, nous avons révisé l'Annexe A.</p>
4. INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 45-106			
1.	Paragraphe 3) de l'article 4.2 – Regroupement et réorganisation d'entreprises – Actions échangeables : éclaircissements demandés	<p>Un intervenant recommande aux ACVM de modifier la dernière phrase de ce paragraphe pour qu'elle soit rédigée comme suit : « Il n'est donc pas nécessaire d'obtenir une autre dispense dans ces circonstances lorsque l'opération originale a été réalisée sous le régime de ces dispenses. » L'intervenant est d'avis que cette modification évitera d'avoir à se demander si la dispense est valable pour un échange d'actions échangeables qui survient après l'opération originale.</p>	<p>Nous sommes d'accord avec cette recommandation et avons modifié le paragraphe 3) de l'article 4.2 de l'Instruction générale relative au Règlement 45-106 en conséquence.</p>
5. COMMENTAIRES SUR L'ANNEXE 45-106A2			
1.	Rubrique 3.1 – Rémunération et participation : ajout du terme « partie apparentée »	<p>Un intervenant n'est pas d'accord pour ajouter la rémunération versée par une partie apparentée à certaines personnes désignées dans le tableau de la rubrique 3.1. Selon lui, cette information pourrait ne pas être une information pertinente dont l'investisseur éventuel a besoin pour prendre une décision d'investissement éclairée,</p>	<p>À la lumière de ce commentaires, nous avons ajouté des indications dans les instructions de l'annexe.</p>

N°	Thème	Commentaires	Réponses
		<p>sauf si l'émetteur verse la rémunération indirectement. L'intervenant soutient également que la formulation actuelle suggère que l'émetteur devra désormais déclarer la rémunération versée par un grand-parent à certaines personnes désignées dans le contexte d'une entreprise familiale non apparentée ou par une société contrôlée par un administrateur de l'émetteur qui n'est pas apparenté à l'émetteur et à son entreprise. L'intervenant recommande aux ACVM d'adopter une formulation plus restrictive et d'exiger que l'information concernant la rémunération versée directement ou indirectement par l'émetteur ou une personne apparentée ne soit communiquée que si l'émetteur tire un avantage direct de cette rémunération.</p>	
2.	<p>Rubrique 8 – Autres faits importants : éclaircissements demandés</p>	<p>Un intervenant est d'avis que l'information requise par les autres rubriques de l'Annexe 45-106A2 est complète et couvre toute l'information nécessaire qui devrait être communiquée dans une notice d'offre, et que toute information qui serait communiquée aux termes de la nouvelle rubrique 8 serait redondante. L'intervenant ajoute que, aux termes de la rubrique 14, l'émetteur doit inclure une attestation contenant la mention suivante : « La présente notice d'offre ne contient aucune information fautive ou trompeuse ». L'intervenant demande aux ACVM de préciser quels renseignements supplémentaires sont requis par la rubrique 8 et s'il est obligatoire de communiquer ces renseignements.</p>	<p>À la lumière de ce commentaire, nous avons éliminé la rubrique 8 de l'Annexe 45-106A2. Toutefois, nous avons ajouté des indications dans les instructions pour préciser qu'il est obligatoire d'inclure les détails concernant des faits importants qui n'ont pas été communiqués aux termes des autres rubriques et dont l'omission constituerait une information fautive ou trompeuse dans la notice d'offre.</p>
3.	<p>Partie B – États financiers – Instructions générales : obligation de vérification des états financiers</p>	<p>Un intervenant n'est pas d'accord avec la modification proposée par les ACVM qui consiste à ajouter à la partie B.9 l'obligation, pour les émetteurs qui n'ont pas terminé un exercice complet ou dont l'exercice se termine moins de 120 jours après la date de la notice d'offre, ainsi qu'on l'indique à la partie B.3, de faire vérifier leurs états financiers. Ses arguments sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Si un émetteur n'a pas terminé un exercice complet, les états financiers inclus dans la notice d'offre devraient être des états financiers intermédiaires non vérifiés. Le <i>Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue</i> (le « Règlement 51-102 ») autorise les émetteurs assujettis à déposer sur SEDAR des états financiers intermédiaires non vérifiés. La même obligation devrait s'appliquer aux émetteurs non admissibles. • La nouvelle obligation de vérification ne s'appliquera qu'aux émetteurs non admissibles étant donné que la modification n'a pas été faite dans l'Annexe 45-106A3 <i>Notice d'offre de l'émetteur admissible</i>. Les émetteurs non admissibles et les émetteurs admissibles devraient être assujettis aux mêmes 	<p>Nous prenons acte du commentaire, mais ne sommes pas d'accord avec l'intervenant. Un émetteur doit déposer des états financiers vérifiés lorsqu'il devient une société ouverte, même s'il n'a pas terminé un exercice complet. Lorsqu'un émetteur devient un émetteur assujetti il devient assujetti aux obligations d'information continue prévues dans le Règlement 51-102. Bien que le Règlement 51-102 autorise l'émetteur à déposer des états financiers intermédiaires non vérifiés, il l'oblige par ailleurs à déposer des états financiers annuels vérifiés.</p> <p>Comme il est expliqué ci-dessus, un émetteur est tenu de déposer des états financiers vérifiés pour devenir un émetteur admissible et, une fois qu'il est un émetteur admissible, il doit déposer des états financiers vérifiés chaque année.</p>

N°	Thème	Commentaires	Réponses
		<p>obligations en ce qui a trait aux états financiers, et la modification proposée est injustement préjudiciable aux émetteurs non admissibles.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Si les émetteurs non admissibles sont obligés de présenter des états financiers intermédiaires vérifiés, il leur en coûtera plus cher pour établir une notice d'offre et il leur sera plus difficile d'accéder au marché au moment opportun étant donné l'investissement supplémentaire en argent et en temps qu'entraînera la participation d'un vérificateur. • Bon nombre d'émetteurs qui utilisent l'annexe sont des entités à but unique, comme les sociétés en commandite, constituées ou organisées immédiatement avant le placement et qui n'ont pas d'antécédents d'exploitation ou d'actifs à la date du placement. Les états financiers inclus dans la notice d'offre de ces émetteurs sont des états financiers dont la valeur des postes est nulle et ne contiennent aucune information importante pour le souscripteur ou l'acquéreur éventuel. L'intervenant demande aux ACVM de ne pas exiger que ces états financiers soient vérifiés. • L'avis des ACVM indique que les modifications apportées aux obligations concernant les états financiers ont pour but d'apporter des éclaircissements et d'harmoniser ces obligations avec celles du Règlement 51-102. L'intervenant est d'avis que la nouvelle obligation de vérification va au-delà du simple éclaircissement. 	<p>Nous sommes conscients que l'exécution d'une vérification comporte des coûts. Toutefois, un émetteur qui a terminé un exercice complet est actuellement tenu de fournir des états financiers vérifiés dans une notice d'offre. Nous pensons que, par souci d'équité, les émetteurs qui n'ont pas terminé un exercice complet doivent être traités de la même manière que ceux qui ont terminé un exercice complet.</p> <p>Nous demeurons convaincus qu'il est relativement peu cher pour une entité à but unique n'ayant pas d'antécédents d'exploitation ou d'actifs de faire vérifier ses états financiers.</p> <p>Nous pensons que les modifications apportées aux obligations concernant les états financiers permettent de mieux harmoniser ces obligations avec celles du Règlement 51-102. Ainsi que nous l'avons précisé, un émetteur qui entreprend des démarches pour devenir un émetteur assujéti doit déposer des états financiers vérifiés et est par la suite tenu de produire des états financiers annuels vérifiés.</p>
6. COMMENTAIRES SUR LE RÈGLEMENT 45-102			
1.	Paragraphe 2) et 3) de l'article 2.5 – Période de restriction : préoccupation concernant la mention de restriction à la revente	<p>Un intervenant se dit préoccupé par le fait que les ACVM font de la mention de restriction à la revente une condition à la revente plutôt qu'une condition au placement avec dispense. Il est d'avis qu'un émetteur ne sera incité à s'assurer de l'inclusion de la mention ou du respect des restrictions sur la revente que pour répondre à la pression exercée par les acquéreurs ou les souscripteurs éventuels; par conséquent, l'investisseur sera exposé au risque que l'émetteur n'inclue pas de mention.</p> <p>Deux intervenants recommandent la suppression de l'obligation d'inclure une mention de restriction, car celle-ci est difficilement applicable en pratique. Ils soulignent qu'il pourrait être difficile, voire impossible, pour les émetteurs de</p>	<p>Nous prenons acte du commentaire, mais nous ne projetons pas de modifier les obligations relatives à l'inclusion de la mention de restriction. Il pourrait ne pas convenir d'inclure une telle mention dans les cas où il n'est pas prévu que les titres vendus sous le régime d'une dispense de prospectus se négocient ailleurs que sur le système fermé.</p> <p>Nous continuons de croire que l'inclusion d'une mention de restriction est la façon la plus pratique d'indiquer clairement les délais de conservation applicables et de mieux réglementer le marché dispensé. Il existe plusieurs autres manières, pour les</p>

N°	Thème	Commentaires	Réponses
		<p>remettre aux acquéreurs ou aux souscripteurs véritables des avis écrits concernant les restrictions sur la revente, notamment dans les cas où les titres sont dématérialisés, ne sont pas représentés par un certificat ou sont représentés uniquement par un certificat global.</p> <p>Les intervenants se disent notamment préoccupés par ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la manière dont un émetteur peut remettre un avis à un propriétaire véritable dans les cas où un gestionnaire de placements achète les titres pour un compte géré sous mandat discrétionnaire, étant donné que, dans de telles circonstances, le propriétaire véritable ne recevrait jamais de document d'information ou d'avis d'exécution; • les titres d'un propriétaire véritable qui ne reçoit pas d'avis de l'émetteur devront dans les faits être conservés de façon permanente; • les obligations relatives à la remise d'un avis qui sont proposées nuiront indûment à l'efficacité du transfert, de la négociation et du règlement de titres et de participations dans des titres qui sont effectuées au moyen de systèmes de règlement électroniques. <p>Comme solution à leurs préoccupations relatives à la remise de l'avis, ces intervenants proposent de modifier l'obligation de manière à prévoir que l'avis doit être remis à l'« acquéreur » ou au « souscripteur » plutôt qu'au « propriétaire véritable ». Les deux intervenants seraient d'accord pour que l'émetteur puisse inclure la mention de la restriction sur la revente applicable dans une convention de souscription, une notice d'offre ou un autre document.</p> <p>Un intervenant fait remarquer que, dans le cas d'opérations visées sur des titres</p>	<p>émetteurs, de satisfaire aux obligations relatives à l'inclusion d'une mention. Par exemple, pour s'acquitter de leur obligation de remettre un avis écrit, les émetteurs peuvent donner à l'acquéreur ou au souscripteur un avis écrit contenant la mention de la restriction sur la revente dans une convention de souscription ou une notice d'offre, ou inclure la mention dans une attestation de propriété délivrée directement à l'acquéreur ou au souscripteur au moyen d'un système d'inscription directe ou d'un autre système électronique d'inscription en compte. Il y a lieu de se reporter à l'article 1.6 de l'Instruction générale relative au Règlement 45-102.</p> <p>Nous sommes d'accord avec le commentaire et avons apporté la précision selon laquelle le gestionnaire d'un compte entièrement géré peut remplacer le propriétaire véritable (dorénavant appelé l'« acquéreur » ou le « souscripteur ») au sous-paragraphe 3.1) du paragraphe 2) de l'article 2.5.</p> <p>L'acquéreur ou le souscripteur peut demander à l'émetteur de lui remettre un avis écrit. L'émetteur peut aussi remettre un avis écrit contenant la mention de la restriction sur la revente ou inclure une mention sur le certificat représentant les titres après la vente des titres, après quoi l'acquéreur ou le souscripteur pourra vendre ses titres.</p> <p>Nous ne croyons pas que l'obligation de remettre un avis écrit nuira indûment à l'efficacité du transfert, de la négociation et du règlement de titres, car la remise d'un avis constitue une étape distincte des opérations réalisées au moyen des systèmes de règlement électroniques.</p> <p>Nous sommes d'accord avec les intervenants et avons remplacé l'expression « propriétaire véritable » par « acquéreur ou souscripteur ». Nous avons aussi donné des indications sur ce que nous entendons par le terme « acquéreur » ou « souscripteur » dans l'Instruction générale relative au Règlement 45-102. Plus précisément, nous croyons que l'acquéreur ou le souscripteur est la personne qui prend la décision d'acquiescer à un titre. Nous avons précisé que l'émetteur peut s'acquitter de son obligation de remettre un avis de plusieurs façons. Il y a lieu de se reporter à l'article 1.6 de l'Instruction générale relative au Règlement 45-102.</p> <p>Ainsi qu'il est indiqué à l'article 1.6 de l'Instruction générale relative au Règlement 45-102, nous encourageons les émetteurs à aider les acquéreurs et</p>

N°	Thème	Commentaires	Réponses
		<p>effectuées avant l'expiration de la période de restriction, il serait préférable d'utiliser le système électronique par l'intermédiaire duquel le transfert et le règlement sont effectués plutôt que de remettre l'avis écrit proposé dans le Règlement 45-102. L'intervenant propose notamment des solutions faisant appel à la technologie, telles que l'attribution d'un numéro CUSIP distinct ou l'utilisation de certaines désignations ou mentions employées par certains intermédiaires dans d'autres territoires.</p> <p>Deux intervenants proposent de modifier le Règlement 45-102 de manière à ce qu'il autorise expressément le retrait d'une mention de restriction apparaissant sur un certificat, ou l'échange d'un certificat portant une telle mention contre un autre certificat ne portant pas de mention dès l'expiration de la période de restriction dont il est question dans la mention.</p> <p>Un intervenant fait remarquer que la dispense de l'obligation d'inclure une mention de restriction ou de remettre un avis à l'égard des opérations effectuées sur des titres sous-jacents qui est prévue au paragraphe 3) de l'article 2.5 est vague et qu'elle ne tient pas adéquatement compte des différents modes d'émission de titres au Canada (lesquels peuvent être dématérialisés ou encore être représentés ou non par un certificat). Il propose que la dispense de l'obligation d'inclure une mention de restriction ou de remettre un avis qui est prévue aux sous-paragraphes 3) et 3.1) du paragraphe 3) de l'article 2.5 s'applique à une opération visée sur un titre sous-jacent qui est émis au moins quatre mois après la date du placement, quelle que soit la date de la délivrance du certificat représentant le titre ou de la remise d'un avis écrit concernant le titre sous-jacent.</p>	<p>souscripteurs de titres faisant l'objet de la restriction à respecter les restrictions prévues au sous-paragraphe 2) du paragraphe 2 de l'article 2.5. Pour ce faire, les émetteurs peuvent notamment demander que le système d'inscription directe ou le système électronique d'inscription en compte dans lequel le titre a été saisi attribue au titre un numéro CUSIP ou un numéro ISIN distinct pendant la période de restriction. Nous ne projetons pas d'imposer l'attribution d'un numéro CUSIP ou ISIN distinct pour ces titres, car ce ne sont pas tous les systèmes d'inscription directe ou systèmes électroniques d'inscription en compte qui ont la capacité d'attribuer un numéro distinct.</p> <p>Nous prenons acte du commentaire et avons apporté des précisions à l'article 1.7 de l'Instruction générale relative au Règlement 45-102. Si les obligations prévues aux paragraphes 2) et 3) de l'article 2.5 sont remplies, le Règlement 45-102 n'interdit pas aux émetteurs ni à leur agent des transferts de retirer une mention de restriction après l'expiration de la période de restriction.</p> <p>Nous avons apporté des précisions aux paragraphes 2) et 3) de l'article 2.5. Il y a lieu de se reporter à ces paragraphes.</p>
2.	Disposition ii) du sous-paragraphe 3) du paragraphe 2) de l'article 2.5 – Période de restriction : mention de restriction obligatoire pour les émetteurs non assujettis	Un intervenant fait remarquer que la mention de restriction pour les émetteurs non assujettis qui est prévue au paragraphe 2) de l'article 2.5 n'indique pas avec exactitude la période de restriction qui s'appliquera dans la plupart des cas, et il demande aux ACVM de revoir cette disposition. Il donne l'exemple suivant : si une société fermée dépose un prospectus dans l'un des territoires visés à l'annexe B du Règlement 45-102 et qu'un actionnaire détient ses titres depuis au moins quatre mois et un jour au moment du dépôt du prospectus, les titres de l'actionnaire seront librement négociables immédiatement après le dépôt du prospectus en vertu de l'article 2.7 du Règlement 45-102. Dans de telles circonstances, la mention selon	Nous avons examiné cette disposition et sommes en désaccord avec l'interprétation qu'en fait l'intervenant. L'article 2.7 prévoit une dispense du sous-paragraphe 1) du paragraphe 2) de l'article 2.5 si l'émetteur devient un émetteur assujetti après la date du placement par le dépôt d'un prospectus dans un territoire visé à l'Annexe B et qu'il est émetteur assujetti dans un territoire du Canada au moment de l'opération visée. Par conséquent, si l'émetteur satisfait aux obligations prévues à l'article 2.7, l'obligation selon laquelle il doit avoir été émetteur assujetti dans un territoire du Canada au cours des quatre mois précédant l'opération visée ne s'applique pas. La mention prescrite à la disposition ii) du sous-paragraphe 3) du paragraphe 2) de

N°	Thème	Commentaires	Réponses
		laquelle une période de restriction supplémentaire de quatre mois s'appliquera est incorrecte.	l'article 2.5 prévoit ce cas, car elle débute comme suit : « <i>Sauf disposition contraire de la législation en valeurs mobilières...</i> ».
3.	Sous-paragraphes 5) et 6) du paragraphe 2) de l'article 2.5 – Période de restriction : objectif réglementaire justifiant les obligations	Un intervenant se demande si un objectif réglementaire impose le maintien des obligations prévues aux sous-paragraphes 5) et 6) du paragraphe 2) de l'article 2.5. Il donne l'exemple suivant : si un actionnaire acquiert 6 % des actions d'un émetteur sur le marché et une autre tranche de 2 % à l'occasion d'un placement privé, les sous-paragraphes précités auraient pour effet de l'assujettir à des règles de revente différentes à l'égard de la totalité de sa participation de 8 %. L'actionnaire ne pourrait vendre que 6 % de ses actions par la vente d'un bloc de titres dans le cadre de laquelle une commission extraordinaire serait versée, et il devrait avoir recours à une autre méthode de vente pour sa participation restante de 2 %.	Nous ne projetons pas de supprimer les conditions 5 et 6 prévues au paragraphe 2) de l'article 2.5. Nous continuons de penser que ces conditions sont justifiées. Il y a lieu de se reporter à l'article 1.8 de l'Instruction générale relative au Règlement 45-102.
4.	Paragraphe 4) et 5) de l'article 2.8 – Dispense pour une opération visée effectuée par une personne participant au contrôle : délai à respecter avant la réalisation de l'opération	Un intervenant indique que, compte tenu de l'incidence des modifications qu'il est proposé d'apporter à l'article 2.8, l'obligation, pour une personne participant au contrôle, d'attendre sept jours après le dépôt d'un avis aux termes de l'Annexe 45-102A2 pour pouvoir réaliser une opération est indûment restrictive. Il propose plutôt un délai d'attente de deux jours.	Nous continuons de croire qu'un délai d'attente de sept jours applicable aux opérations visées effectuées par une personne participant au contrôle est nécessaire afin de donner au marché le temps voulu pour assimiler l'information.
5.	Articles 2.10, 2.11 et 2.12 – Dispenses pour certaines opérations : obligations relatives à la revente	Un intervenant indique que, dans certaines circonstances, le Règlement 45-102 impose une obligation relative à la revente selon laquelle l'émetteur doit être un « émetteur assujetti dans un territoire du Canada », tandis que, dans d'autres circonstances (notamment selon les articles 2.10, 2.11 et 2.12), la revente est assujettie à l'obligation selon laquelle l'émetteur doit être un « émetteur assujetti ». L'intervenant se demande si un objectif réglementaire est à l'origine de cette différence et recommande que les conditions relatives à la revente qui sont prévues aux articles 2.10, 2.11 et 2.12 soient modifiées afin d'y ajouter l'expression « dans un territoire du Canada » après les mentions d'« émetteur assujetti ».	À l'heure actuelle, nous ne projetons pas d'étendre le champ d'application des dispositions comme le suggère l'intervenant. Nous continuerons d'examiner au cas par cas les demandes de dispense discrétionnaire lorsque de telles dispenses ne sont pas prévues.

N°	Thème	Commentaires	Réponses
6.	Article 2.14 – Première opération visée sur les titres d'un émetteur non assujetti placés sous le régime d'une dispense de prospectus : pourcentages à respecter	Un intervenant indique que l'application de la dispense relative à la revente prévue au paragraphe 1) de l'article 2.14 pose certaines difficultés étant donné que, souvent, les émetteurs étrangers et les acquéreurs ou les souscripteurs canadiens de titres de tels émetteurs dans le cadre d'un placement privé ne savent pas avec certitude s'ils respectent les pourcentages relatifs à l'actionnariat et à la propriété prévus dans ce paragraphe à la date du placement, si le placement est réalisé. L'intervenant demande aux ACVM d'examiner la possibilité d'ajouter une nouvelle disposition au Règlement 45-102 afin de faciliter les reventes par des actionnaires canadiens de titres d'émetteurs étrangers qui ne sont pas des émetteurs assujettis. Il propose que les acquéreurs ou les souscripteurs canadiens qui achètent des titres d'un émetteur étranger sans lien avec le Canada, sauf les ventes à des investisseurs canadiens effectuées dans le cadre de placements privés, soient autorisés à revendre les titres à l'extérieur du Canada, à condition qu'il n'existe pas de « marché de négociation important » pour de tels titres au Canada.	Nous sommes d'avis que les pourcentages relatifs à l'actionnariat et à la propriété prévus au paragraphe 1) de l'article 2.14 donnent toute l'information nécessaire pour déterminer si un marché existe pour les titres au Canada. Nous croyons que l'article 1.15 de l'Instruction générale relative au Règlement 45-102 donne suffisamment d'indications pour permettre aux émetteurs de déterminer si les pourcentages sont respectés ou non.

RÈGLEMENT 45-106 SUR LES DISPENSES DE PROSPECTUS ET D'INSCRIPTION

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 3°, 4°, 7°, 8°, 10°, 11°, 11.1°, 12°, 14° et 34°)

PARTIE 1 DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1.1. Définitions

Dans le présent règlement, on entend par :

« actifs financiers » : l'un des éléments suivants :

- a) des espèces;
- b) des titres;
- c) un contrat d'assurance, un dépôt ou un titre représentatif d'un dépôt qui ne constitue pas une forme d'investissement assujettie à la législation en valeurs mobilières;

« administrateur » : selon le cas :

- a) dans le cas d'une société par actions, un membre du conseil d'administration ou la personne physique qui exerce des fonctions similaires pour une société par actions;
- b) dans le cas d'une entité autre qu'une société par actions, une personne physique qui exerce des fonctions analogues à celles d'administrateur d'une société par actions;

« agence de notation agréée » : une agence de notation agréée au sens du Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif adopté par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2001-C-0209 du 22 mai 2001;

« banque » : une banque figurant à l'annexe I ou à l'annexe II de la Loi sur les banques (Lois du Canada, 1991, chapitre 46);

« banque de l'annexe III » : une banque étrangère autorisée figurant à l'annexe III de la Loi sur les banques;

« CELI » : un compte d'épargne libre d'impôt au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. (1985), ch. 1 (5e suppl.));

« circulaire relative à une opération admissible » : une circulaire de sollicitation de procurations ou une déclaration de changement à l'inscription relative à une opération admissible pour une société de capital de démarrage déposée en vertu d'un texte relatif aux sociétés de capital de démarrage;

« compte géré sous mandat discrétionnaire » : tout compte d'un client pour lequel une personne prend les décisions d'investissement, dans la mesure où elle a le pouvoir discrétionnaire d'effectuer des opérations sur des titres, sans devoir obtenir le consentement du client pour chaque opération;

« conjoint » : par rapport à une personne physique, l'une des personnes physiques suivantes :

- a) une personne physique avec qui elle est mariée et qui ne vit pas séparément d'elle au sens de la Loi sur le divorce (L.R.C. (1985), ch. 3 (2° suppl.));

b) une personne physique avec qui elle vit dans une relation semblable au mariage, y compris une personne du même sexe;

c) en Alberta, en plus d'une personne visée au paragraphe *a* ou *b*, un partenaire adulte interdépendant de celle-ci au sens du *Adult Interdependent Relationships Act* (S.A. 2002, c. A-4.5);

« conseiller en matière d'admissibilité » : les personnes suivantes :

a) un courtier en placement inscrit qui est autorisé à donner des conseils à l'égard du type de titres faisant l'objet du placement;

b) en Saskatchewan ou au Manitoba, en plus de ce qui précède, un avocat en exercice qui est membre en règle du barreau d'un territoire du Canada ou un expert-comptable qui est membre en règle d'un ordre de comptables agréés, de comptables généraux licenciés ou de comptables en management accrédités dans un territoire du Canada, dans la mesure où il remplit les conditions suivantes :

i) il n'a pas de relation professionnelle, commerciale ou personnelle avec l'émetteur ou avec l'un de ses administrateurs, membres de la haute direction ou fondateurs ou des personnes participant au contrôle de celui-ci;

ii) il n'a pas agi pour le compte d'une personne ayant agi pour le compte de l'émetteur, de l'un des administrateurs, des membres de la haute direction ou des fondateurs de l'émetteur ou des personnes participant au contrôle de celui-ci ou ayant été engagée par l'un de ceux-ci au cours des 12 mois précédents, ni été engagé personnellement ou autrement à titre de salarié, membre de la haute direction ou administrateur d'une personne ayant agi pour le compte de l'émetteur, de l'un des administrateurs, des membres de la haute direction ou des fondateurs de l'émetteur ou des personnes participant au contrôle de celui-ci ou ayant été engagée par l'un de ceux-ci, d'une personne avec qui l'un de ceux-ci a des liens ou d'un associé de l'un de ceux-ci au cours des 12 mois précédents;

« déposant SEDAR » : un émetteur qui est un déposant par voie électronique en vertu du Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) adopté par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2001-C-0272 du 12 juin 2001;

« dettes correspondantes » : les dettes suivantes :

a) les dettes contractées ou prises en charge en vue de financer l'acquisition ou la propriété d'actifs financiers;

b) les dettes garanties par des actifs financiers;

« émetteur admissible » : un émetteur assujéti dans un territoire du Canada qui remplit les conditions suivantes :

a) il est un déposant SEDAR;

b) il a déposé tous les documents à déposer conformément à la législation en valeurs mobilières de ce territoire;

c) dans le cas où il n'est pas tenu de déposer une notice annuelle, il a déposé dans ce territoire les documents suivants :

i) une notice annuelle pour le dernier exercice pour lequel des états financiers devaient être déposés;

ii) des copies de tous les documents intégrés par renvoi dans la notice annuelle qui n'ont pas été déjà déposés;

« FERR » : un fonds enregistré de revenu de retraite au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu;

« filiale » : un émetteur qui est contrôlé directement ou indirectement par un autre émetteur et toute filiale de cette filiale;

« fondateur » : à l'égard d'un émetteur, une personne qui remplit les conditions suivantes :

a) agissant seule, en collaboration ou de concert avec une ou plusieurs autres personnes, elle prend l'initiative, directement ou indirectement, de fonder ou de constituer l'entreprise de l'émetteur ou de la réorganiser de manière importante;

b) au moment du placement ou de l'opération visée, elle participe activement à l'activité de l'émetteur;

« fonds d'investissement » : un fonds d'investissement au sens du Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-05 du 19 mai 2005;

« fonds d'investissement à capital fixe » : un fonds d'investissement à capital fixe au sens du Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement;

« institution financière canadienne » : les entités suivantes :

a) une association régie par la Loi sur les associations coopératives de crédit (Lois du Canada, 1991, chapitre 48) ou une coopérative de crédit centrale pour laquelle une ordonnance a été faite conformément au paragraphe 1 de l'article 473 de cette loi;

b) une banque, une société de prêt, une société de fiducie, une compagnie d'assurances, un *treasury branch*, une caisse de crédit, une caisse populaire, une coopérative de services financiers ou une fédération qui, dans chaque cas, est autorisé par une loi du Canada ou d'un territoire du Canada à exercer son activité au Canada ou dans un territoire du Canada;

« investisseur admissible » : les personnes suivantes :

a) une personne qui remplit l'une des conditions suivantes :

i) à elle seule ou, dans le cas d'une personne physique, avec son conjoint, elle possède un actif net de plus de 400 000 \$;

ii) elle a eu un revenu net avant impôt de plus de 75 000 \$ dans chacune des deux dernières années civiles et elle s'attend raisonnablement à excéder ce revenu dans l'année en cours;

iii) à elle seule ou, dans le cas d'une personne physique, avec son conjoint, elle a eu un revenu net avant impôt de plus de 125 000 \$ dans chacune des deux dernières années civiles et elle s'attend raisonnablement à excéder ce revenu dans l'année en cours;

b) une personne dont la majorité des titres comportant droit de vote est la propriété véritable d'investisseurs admissibles ou dont les administrateurs sont en majorité des investisseurs admissibles;

c) une société en nom collectif au sein de laquelle tous les associés sont des investisseurs admissibles;

d) une société en commandite dont les commandités sont en majorité des investisseurs admissibles;

e) une fiducie ou une succession dont tous les bénéficiaires ou une majorité des fiduciaires ou des liquidateurs sont des investisseurs admissibles;

f) un investisseur qualifié;

g) une personne visée à l'article 2.5;

h) une personne qui a été conseillée quant à la convenance de l'investissement et, dans le cas d'une personne qui a son domicile dans un territoire du Canada, par un conseiller en matière d'admissibilité;

« investisseur qualifié » : les personnes et entités suivantes :

a) une institution financière canadienne ou une banque de l'annexe III;

b) la Banque de développement du Canada constituée en vertu de la Loi sur la Banque de développement du Canada (Lois du Canada, 1995, chapitre 28);

c) une filiale d'une personne visée aux paragraphes *a* ou *b*, dans la mesure où celle-ci détient la totalité des actions comportant droit de vote de la filiale, à l'exception de celles que détiennent les administrateurs de la filiale en vertu de la loi;

d) une personne inscrite en vertu de la législation en valeurs mobilières d'un territoire du Canada à titre de conseiller ou de courtier, à l'exception d'une personne inscrite seulement à titre de *limited market dealer* en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.O., 1990, c. S.5) de l'Ontario ou du *Securities Act* (R.S.N.L. 1990, c. S-13) de Terre-Neuve-et-Labrador;

e) une personne physique inscrite ou antérieurement inscrite en vertu de la législation en valeurs mobilières d'un territoire du Canada à titre de représentant d'une personne visée au paragraphe *d*;

f) le gouvernement du Canada ou d'un territoire du Canada, ou une société d'État, un organisme public ou une entité en propriété exclusive du gouvernement du Canada ou d'un territoire du Canada;

g) une municipalité, un office ou une commission publics au Canada et une communauté métropolitaine, une commission scolaire, le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal ou une régie intermunicipale au Québec;

h) tout gouvernement national, fédéral, d'un État, d'une province, d'un territoire ou toute administration municipale d'un pays étranger ou dans un pays étranger, ou tout organisme d'un tel gouvernement ou d'une telle administration;

i) une caisse de retraite réglementée par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada, par une commission des régimes de retraite ou par une autorité de réglementation similaire d'un territoire du Canada;

j) une personne physique qui, à elle seule ou avec son conjoint, a la propriété véritable d'actifs financiers ayant une valeur de réalisation globale avant impôt de plus de 1 000 000 \$, déduction faite des dettes correspondantes;

k) une personne physique qui, dans chacune des deux dernières années civiles, a eu un revenu net avant impôt de plus de 200 000 \$ ou, avec son conjoint, de plus de 300 000 \$ et qui, dans l'un ou l'autre cas, s'attend raisonnablement à excéder ce revenu net dans l'année civile en cours;

- l)* une personne physique qui, à elle seule ou avec son conjoint, a un actif net d'au moins 5 000 000 \$;
- m)* une personne, à l'exception d'une personne physique ou d'un fonds d'investissement, qui a un actif net d'au moins 5 000 000 \$ selon ses derniers états financiers;
- n)* un fonds d'investissement qui place ou a placé ses titres exclusivement auprès des personnes suivantes :
- i)* une personne qui est ou était un investisseur qualifié au moment du placement;
- ii)* une personne qui souscrit ou a souscrit des titres conformément aux conditions prévues à l'article 2.10 ou 2.19;
- iii)* une personne visée au sous-paragraphe *i* ou *ii* qui souscrit ou a souscrit des titres en vertu de l'article 2.18;
- o)* un fonds d'investissement qui place ou a placé ses titres au moyen d'un prospectus visé par un agent responsable dans un territoire du Canada ou, au Québec, par l'autorité en valeurs mobilières;
- p)* une société de fiducie inscrite ou autorisée à exercer son activité en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt (Lois du Canada, 1991, chapitre 45) ou d'une loi équivalente dans un territoire du Canada ou dans un territoire étranger, et agissant pour un compte géré sous mandat discrétionnaire par elle;
- q)* une personne agissant pour un compte géré sous mandat discrétionnaire par elle si elle remplit les conditions suivantes :
- i)* elle est inscrite ou autorisée à exercer l'activité de conseiller ou l'équivalent en vertu de la législation en valeurs mobilières d'un territoire du Canada ou d'un territoire étranger;
- ii)* en Ontario, elle acquiert ou souscrit des titres qui ne sont pas des titres d'un fonds d'investissement;
- r)* un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu qui, à l'égard de l'opération visée, a obtenu les conseils d'un conseiller en matière d'admissibilité ou d'un conseiller inscrit en vertu de la législation du territoire de l'acquéreur pour donner des conseils sur les titres faisant l'objet de l'opération visée;
- s)* une entité constituée dans un territoire étranger dont la forme et la fonction sont analogues à l'une des entités visées aux paragraphes *a* à *d* ou *i*;
- t)* une personne à l'égard de laquelle tous ceux qui ont la propriété de droits, directe, indirecte ou véritable, à l'exception des titres comportant droit de vote que les administrateurs sont tenus de détenir en vertu de la loi, sont des investisseurs qualifiés;
- u)* un fonds d'investissement qui est conseillé par un conseiller inscrit ou une personne dispensée d'inscription à titre de conseiller;
- v)* une personne reconnue ou désignée par l'autorité en valeurs mobilières ou, sauf en Ontario et au Québec, par l'agent responsable comme investisseur qualifié;

« marché » : un marché au sens du Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché pris par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2001-C-0409 du 28 août 2001;

« membre de la haute direction » : à l'égard d'un émetteur, l'une des personnes physiques suivantes :

a) le président du conseil, le vice-président du conseil ou le président de l'émetteur;

b) un vice-président responsable d'une unité d'exploitation, d'une division ou d'une fonction principale, telle que les ventes, les finances ou la production;

c) une personne physique exerçant un pouvoir de décision à l'égard des grandes orientations de l'émetteur, à l'exclusion de celles visées aux paragraphes *a* et *b*;

« note approuvée » : une note approuvée au sens du Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif;

« notice annuelle » : les documents suivants :

a) une notice annuelle au sens du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-03 du 19 mai 2005;

b) un prospectus déposé dans un territoire, à l'exception d'un prospectus déposé en vertu d'un texte relatif aux sociétés de capital de démarrage, dans le cas où l'émetteur n'a pas encore déposé ou été tenu de déposer une notice annuelle ou des états financiers annuels en vertu du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;

c) une circulaire relative à une opération admissible, si l'émetteur n'a pas déposé ou été tenu de déposer des états financiers annuels en vertu du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue après le dépôt d'une circulaire relative à une opération admissible;

« personne » : notamment, les personnes et entités suivantes :

a) une personne physique;

b) une personne morale;

c) une société de personnes, une fiducie, un fonds, une association, un syndicat, un organisme ou tout autre groupement de personnes, constitué en personne morale ou non;

d) une personne physique ou une autre personne agissant en sa qualité de fiduciaire, de liquidateur, d'exécuteur ou de représentant légal;

« rapport de gestion » : un rapport de gestion au sens du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;

« REEE autogéré » : un régime d'épargne-études enregistré en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu et réunissant les conditions suivantes :

a) il est structuré de telle façon que les cotisations sont versées par le souscripteur directement dans un compte à son nom;

b) il prévoit que le souscripteur en conserve le contrôle de manière à décider de la façon dont les actifs du régime sont détenus, investis ou réinvestis, sous réserve des dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu;

« REER » : un régime enregistré d'épargne-retraite au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu;

« texte relatif aux sociétés de capital de démarrage » : une règle, un règlement ou une politique de la Bourse de croissance TSX Inc. qui s'applique seulement aux sociétés de capital de démarrage, et au Québec, notamment l'Instruction générale 41-601Q, Les sociétés de capital de démarrage;

« titre de créance » : une obligation, garantie ou non, y compris une débenture, un billet ou un titre similaire constatant une créance, garanti ou non.

1.2. Interprétation de droit indirect

Pour l'application du paragraphe *t* de l'article 1.1, en Colombie-Britannique, un droit indirect s'entend d'un droit financier dans la personne visée à ce paragraphe.

1.3. Sociétés du même groupe

Pour l'application du présent règlement, deux émetteurs sont des sociétés du même groupe dans les cas suivants :

- a) l'un est la filiale de l'autre;
- b) chacun est contrôlé par la même personne.

1.4. Contrôle

Pour l'application du présent règlement, à l'exception de la section 4 de la partie 2, une personne est considérée comme exerçant le contrôle d'une autre personne dans les cas suivants :

- a) elle a la propriété véritable de titres de cette autre personne lui assurant un nombre de votes suffisant pour élire la majorité des administrateurs de celle-ci ou exerce directement ou indirectement une emprise sur de tels titres, à moins qu'elle ne les détienne qu'en garantie d'une obligation;
- b) dans le cas d'une société de personnes autre qu'une société en commandite, elle détient plus de 50 % des parts sociales;
- c) dans le cas d'une société en commandite, elle en est le commandité.

1.5. Obligation d'inscription

- 1) Une dispense prévue par le présent règlement de l'obligation d'inscription à titre de courtier ou de l'obligation de prospectus qui fait mention d'un courtier inscrit n'est ouverte, relativement à une opération visée sur des titres, que si le courtier est inscrit dans une catégorie lui permettant d'effectuer l'opération visée prévue dans la dispense.
- 2) Dans le présent règlement, une dispense de l'obligation d'inscription à titre de courtier est une dispense de l'obligation d'inscription à titre de placeur.

1.6. Définition de « placement » au Manitoba

Pour l'application du présent règlement, au Manitoba, l'expression « placement » signifie le « premier placement auprès du public ».

1.7. Définition de « opération visée » au Québec

Pour l'application du présent règlement, au Québec, l'expression « opération visée » désigne les activités suivantes :

a) les activités visées à la définition de « courtier » prévue à l'article 5 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1.1), notamment les activités suivantes :

i) la vente ou la cession d'un titre à titre onéreux, que les modalités de paiement soient sur marge, en plusieurs versements ou de toute autre manière, à l'exclusion du transfert de titres ou du fait de donner des titres en garantie relativement à une dette ou à l'achat de titres, à l'exception de ce qui est prévu au paragraphe b;

ii) la participation, à titre de négociateur, à toute opération sur des titres effectuée par l'intermédiaire d'une bourse ou d'un système de cotation et de déclaration d'opérations;

iii) la réception par une personne inscrite d'un ordre d'achat ou de vente de titres;

b) le transfert de titres d'un émetteur ou le fait de donner en garantie des titres d'un émetteur qui sont détenus par une personne participant au contrôle relativement à une dette.

PARTIE 2 DISPENSES DE PROSPECTUS

Section 1 Dispenses relatives à la collecte de capitaux

2.1. Placement de droits

L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement, effectué par un émetteur auprès de l'un de ses porteurs, de droits octroyés par l'émetteur, d'acquérir des titres émis par lui lorsque sont réunies les conditions suivantes :

a) l'émetteur a notifié à l'avance par écrit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières la date, le montant, la nature et les conditions du placement, y compris le produit net approximatif qu'obtiendra l'émetteur dans l'hypothèse où les titres additionnels sont pris en livraison;

b) l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières ne s'est pas opposé par écrit au placement dans un délai de 10 jours à compter de la réception de l'avis prévu au sous-paragraphe *a* ou, si l'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières s'y est opposé, l'émetteur lui a fourni des renseignements relatifs aux titres qui donnent satisfaction à l'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières et sont acceptés par lui ou par elle;

c) l'émetteur s'est conformé aux dispositions applicables du Règlement 45-101 sur les placements de droits de souscription, d'échange ou de conversion adopté par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2001-C-0247 du 12 juin 2001.

2.2. Plan de réinvestissement

1) L'obligation de prospectus ne s'applique pas aux placements suivants effectués par un émetteur, ou par un fiduciaire, un dépositaire ou un administrateur agissant pour le compte de l'émetteur, auprès d'un porteur de l'émetteur s'ils sont autorisés par un plan de l'émetteur :

a) le placement de titres émis par l'émetteur si un dividende ou une distribution versé sur le bénéfice, le surplus, les capitaux propres ou d'autres sources payables à l'égard des titres de l'émetteur est affecté à la souscription des titres émis par celui-ci;

b) le placement de titres émis par l'émetteur si les porteurs ont fait un versement de fonds facultatif pour souscrire des titres de l'émetteur qui se négocient sur un marché.

2) Le paragraphe 1 ne s'applique que si, pendant l'exercice de l'émetteur au cours duquel le placement a lieu, le nombre global de titres émis en contrepartie du versement de fonds facultatif prévu au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 n'excède pas 2 % des titres émis et en circulation de la catégorie à laquelle se rapporte le plan au début de l'exercice.

3) Le plan qui autorise un placement visé au sous-paragraphe *a* ou *b* du paragraphe 1 est ouvert à tous les porteurs du Canada ayant droit au dividende ou à la distribution versé sur le bénéfice, le surplus, les capitaux propres ou d'autres sources.

4) Le paragraphe 1 ne s'applique pas au placement des titres d'un fonds d'investissement.

5) Si un titre placé en vertu d'un plan visé au paragraphe 1 est d'une catégorie ou d'une série différente de celle des titres auxquels le dividende ou la distribution est attribuable, l'émetteur, le fiduciaire, le dépositaire ou l'administrateur doit avoir fourni à chaque participant qui a le droit de recevoir des titres en vertu du plan une description des principales caractéristiques de ce titre ou un avis lui indiquant la façon d'obtenir ces renseignements sans frais.

2.3. Investisseur qualifié

1) L'obligation de prospectus ne s'applique pas à un placement si l'acquéreur ou le souscripteur acquiert ou souscrit les titres pour son propre compte et est investisseur qualifié.

2) Pour l'application du présent article, une société de fiducie visée au paragraphe *p* de la définition de « investisseur qualifié » prévue à l'article 1.1 est réputée souscrire ou acquérir les titres pour son propre compte.

3) Le paragraphe 2 ne s'applique pas à une société de fiducie inscrite en vertu d'une loi de l'Île-du-Prince-Édouard qui n'est pas inscrite ou autorisée en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt ou d'une loi équivalente dans un autre territoire du Canada.

4) Pour l'application du présent article, une personne visée au paragraphe *q* de la définition de « investisseur qualifié » prévue à l'article 1.1 est réputée souscrire ou acquérir les titres pour son propre compte.

5) Le présent article ne s'applique pas au placement de titres effectué auprès d'une personne créée ou dont on se sert uniquement pour acquérir, souscrire ou détenir des titres comme investisseur qualifié visé au paragraphe *m* de la définition de « investisseur qualifié » prévue à l'article 1.1.

2.4. Émetteur fermé

1) Dans le présent article, on entend par « émetteur fermé » l'émetteur qui remplit les conditions suivantes :

a) il n'est pas un émetteur assujéti ou un fonds d'investissement;

b) ses titres, à l'exception des titres de créance non convertibles, sont à la fois :

i) assujétis à des restrictions à la libre cession qui sont contenues dans les documents constitutifs de l'émetteur ou dans des conventions entre les porteurs;

ii) la propriété véritable d'au plus 50 personnes, à l'exception de celles qui sont ou ont été des salariés de l'émetteur ou des sociétés du même groupe, chaque

personne étant comptée comme un propriétaire véritable, à moins qu'elle soit créée ou qu'elle serve uniquement pour acquérir ou détenir des titres de l'émetteur, auquel cas chaque propriétaire véritable ou chaque bénéficiaire de la personne, selon le cas, est compté comme un propriétaire véritable;

c) il remplit l'une des conditions suivantes :

i) il n'a placé ses titres qu'auprès de personnes visées au paragraphe 2;

ii) il a réalisé une opération après laquelle ses titres n'étaient la propriété véritable que des personnes visées au paragraphe 2 et n'a depuis lors placé ses titres qu'auprès de ces personnes.

2) L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement de titres d'un émetteur fermé auprès d'un acquéreur qui acquiert les titres pour son propre compte et qui fait partie de l'une des catégories suivantes :

a) les dirigeants, administrateurs, salariés ou fondateurs de l'émetteur ou les personnes participant au contrôle de celui-ci;

b) les dirigeants, administrateurs ou salariés d'une société du même groupe que l'émetteur;

c) les conjoint, père et mère, grands-parents, frères, sœurs, enfants ou petits-enfants des administrateurs, membres de la haute direction, fondateurs ou personnes participant au contrôle de l'émetteur;

d) les père et mère, grands-parents, frères, sœurs, enfants ou petits-enfants du conjoint des administrateurs, membres de la haute direction, fondateurs ou personnes participant au contrôle de l'émetteur;

e) les amis très proches des administrateurs, membres de la haute direction, fondateurs ou personnes participant au contrôle de l'émetteur;

f) les proches partenaires des administrateurs, membres de la haute direction, fondateurs ou personnes participant au contrôle de l'émetteur;

g) les conjoint, père et mère, grands-parents, frères, sœurs, enfants ou petits-enfants du porteur vendeur ou du conjoint de celui-ci;

h) les porteurs de l'émetteur;

i) les investisseurs qualifiés;

j) une personne dont les titres comportant droit de vote sont en majorité la propriété véritable de personnes visées aux sous-paragraphe *a* à *i* ou dont les administrateurs sont en majorité des personnes visées aux sous-paragraphe *a* à *i*;

k) une fiducie ou une succession dont tous les bénéficiaires ou une majorité des fiduciaires ou des liquidateurs sont des personnes visées aux sous-paragraphe *a* à *i*;

l) une personne qui n'est pas du public.

3) Sauf dans le cas d'un placement auprès d'un investisseur qualifié, aucune commission, y compris une commission d'intermédiaire, ne peut être versée à un administrateur, un dirigeant, un fondateur ou une personne participant au contrôle de l'émetteur relativement au placement effectué conformément au paragraphe 2.

2.5. Parents, amis et partenaires

1) Sauf en Ontario, l'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement de titres auprès d'un acquéreur qui acquiert les titres pour son propre compte et qui fait partie de l'une des catégories suivantes :

a) les administrateurs ou membres de la haute direction de l'émetteur ou d'une société du même groupe, ou les personnes participant au contrôle de l'émetteur ou d'une société du même groupe;

b) les conjoint, père et mère, grands-parents, frères, sœurs, enfants ou petits-enfants des administrateurs ou membres de la haute direction de l'émetteur ou d'une société du même groupe, ou des personnes participant au contrôle de l'émetteur ou d'une société du même groupe;

c) les père et mère, grands-parents, frères, sœurs, enfants ou petits-enfants du conjoint des administrateurs ou membres de la haute direction de l'émetteur ou d'une société du même groupe, ou des personnes participant au contrôle de l'émetteur ou d'une société du même groupe;

d) les amis très proches des administrateurs ou membres de la haute direction de l'émetteur ou d'une société du même groupe, ou des personnes participant au contrôle de l'émetteur ou d'une société du même groupe;

e) les proches partenaires des administrateurs ou membres de la haute direction de l'émetteur ou d'une société du même groupe, ou des personnes participant au contrôle de l'émetteur ou d'une société du même groupe;

f) les fondateurs de l'émetteur ou les conjoint, père et mère, grands-parents, frères, sœurs, enfants, petits-enfants, amis très proches et proches partenaires d'un fondateur de l'émetteur;

g) les père et mère, grands-parents, frères, sœurs, enfants ou petits-enfants du conjoint d'un fondateur de l'émetteur;

h) une personne dont les titres comportant droit de vote sont en majorité la propriété véritable de personnes visées aux sous-paragraphes *a* à *g* ou dont les administrateurs sont en majorité des personnes visées aux sous-paragraphes *a* à *g*;

i) une fiducie ou une succession dont tous les bénéficiaires ou une majorité des fiduciaires ou des liquidateurs sont des personnes visées aux sous-paragraphes *a* à *g*.

2) Aucune commission, y compris une commission d'intermédiaire, ne peut être versée à un administrateur, dirigeant ou fondateur de l'émetteur ou d'une société du même groupe ou à une personne participant au contrôle de l'émetteur ou d'une société du même groupe relativement au placement effectué conformément au paragraphe 1.

2.6. Parents, amis et partenaires – Saskatchewan

1) En Saskatchewan, l'article 2.5 ne s'applique pas, à moins que la personne effectuant le placement obtienne de l'acquéreur un formulaire de reconnaissance de risque signé en la forme prévue au présent règlement dans le cas d'un placement auprès de l'une des personnes suivantes :

a) une personne visée aux sous-paragraphes *d* ou *e* du paragraphe 1 de l'article 2.5;

b) un ami très proche ou un proche partenaire d'un fondateur de l'émetteur;

c) une personne visée au sous-paragraphe *h* ou *i* du paragraphe 1 de l'article 2.5 si le placement est fondé, pour tout ou partie, sur la qualité d'ami très proche ou de proche partenaire.

2) La personne qui effectue le placement conserve le formulaire prévu au paragraphe 1 pendant un délai de 8 ans à compter du placement.

2.7. Fondateurs, personnes participant au contrôle et parents – Ontario

En Ontario, l'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement de titres auprès d'un acquéreur qui acquiert les titres pour son propre compte et qui fait partie de l'une des catégories suivantes :

a) les fondateurs de l'émetteur;

b) les sociétés du même groupe qu'un fondateur de l'émetteur;

c) les conjoint, père et mère, frères, sœurs, grands-parents, enfants ou petits-enfants des membres de la haute direction, administrateurs ou fondateurs de l'émetteur;

d) les personnes participant au contrôle de l'émetteur.

2.8. Sociétés du même groupe

L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement, par un émetteur, de titres émis par lui auprès d'une société du même groupe qui les souscrit pour son propre compte.

2.9. Notice d'offre

1) En Colombie-Britannique, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador, l'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement, par un émetteur, de titres émis par lui auprès d'un souscripteur lorsque sont remplies les conditions suivantes :

a) le souscripteur souscrit les titres pour son propre compte;

b) au moment où le souscripteur signe le contrat de souscription des titres ou auparavant, l'émetteur :

i) lui remet une notice d'offre conformément aux paragraphes 5 à 13;

ii) obtient de lui un formulaire de reconnaissance de risque signé conformément au paragraphe 15.

2) En Alberta, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Manitoba, au Nunavut, au Québec, en Saskatchewan, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, l'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement, par un émetteur, de titres émis par lui auprès d'un souscripteur lorsque sont remplies les conditions suivantes :

a) le souscripteur souscrit les titres pour son propre compte;

b) le souscripteur est un investisseur admissible ou le coût d'acquisition global pour le souscripteur n'excède pas 10 000 \$;

c) au moment où le souscripteur signe le contrat de souscription des titres ou auparavant, l'émetteur :

i) lui remet une notice d'offre conformément aux paragraphes 5 à 13;

ii) obtient de lui un formulaire de reconnaissance de risque signé conformément au paragraphe 15;

d) dans le cas où l'émetteur est un fonds d'investissement, il est :

i) soit un fonds d'investissement à capital fixe;

ii) soit un organisme de placement collectif qui est émetteur assujéti.

3) En Alberta, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Manitoba, au Nunavut, au Québec, en Saskatchewan, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, le présent article ne s'applique pas au placement de titres effectué auprès d'une personne visée au paragraphe *a* de la définition de « investisseur admissible » prévue à l'article 1.1 si la personne a été créée ou si elle sert uniquement pour souscrire ou détenir des titres sous le régime de la dispense de prospectus prévue au paragraphe 2.

4) Aucune commission, y compris une commission d'intermédiaire, ne peut être versée à une autre personne qu'un courtier inscrit relativement à un placement effectué auprès d'un souscripteur au Nunavut, en Saskatchewan, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon en vertu du paragraphe 2.

5) La notice d'offre transmise en application du présent article est établie en la forme prévue au présent règlement.

6) Si la législation en valeurs mobilières du lieu de résidence du souscripteur ne prévoit pas de droit équivalent, la notice d'offre transmise en application du présent article prévoit que le souscripteur détient un droit contractuel de résoudre le contrat de souscription des titres en transmettant un avis à l'émetteur au plus tard à minuit le deuxième jour ouvrable après la signature de ce contrat par le souscripteur.

7) Si la législation en valeurs mobilières du lieu de résidence du souscripteur ne prévoit pas de droits d'action pour informations fausses ou trompeuses contenues dans une notice d'offre transmise en application du présent article, la notice d'offre prévoit un droit d'action contractuel en nullité ou en dommages-intérêts contre l'émetteur qui peut être exercé selon les modalités suivantes :

a) il est ouvert au souscripteur si la notice d'offre, ou des renseignements ou documents intégrés ou réputés intégrés par renvoi dans la notice d'offre, contiennent des informations fausses ou trompeuses, sans égard au fait que le souscripteur se soit fié à ces informations;

b) le souscripteur peut l'exercer en transmettant un avis à l'émetteur :

i) dans le cas de l'action en nullité, dans un délai de 180 jours à compter de la signature du contrat de souscription des titres par le souscripteur;

ii) dans le cas de l'action en dommages-intérêts, dans le plus court des délais suivants :

A) 180 jours à compter du moment où le souscripteur a eu connaissance des faits donnant ouverture à l'action;

B) 3 ans à compter de la signature du contrat de souscription de titres par le souscripteur;

c) il est possible d'invoquer en défense que le souscripteur connaissait la nature fausse ou trompeuse des informations;

d) dans le cas de l'action en dommages-intérêts, la somme susceptible de recouvrement :

- i)* n'excède pas le prix auquel les titres ont été offerts;
 - ii)* ne comprend pas tout ou partie des dommages-intérêts dont l'émetteur prouve qu'ils ne correspondent pas à la diminution de valeur des titres résultant des informations fausses ou trompeuses;
 - e)* il s'ajoute aux autres droits du souscripteur sans les diminuer.
- 8) La notice d'offre transmise en application du présent article contient l'attestation suivante :

« La présente notice d'offre ne contient aucune information fausse ou trompeuse. ».
- 9) Dans le cas où l'émetteur est une société par actions, l'attestation prévue au paragraphe 8 est signée :
 - a)* par le chef de la direction et le chef des finances de l'émetteur ou, si l'émetteur n'a pas de dirigeant possédant l'un de ces titres, une personne physique exerçant les fonctions correspondantes;
 - b)* au nom du conseil d'administration de l'émetteur :
 - i)* soit par deux administrateurs autorisés à signer, à l'exception des personnes visées au sous-paragraphe *a*;
 - ii)* soit par tous les administrateurs de l'émetteur;
 - c)* par chaque promoteur de l'émetteur.
- 10) Dans le cas où l'émetteur est une fiducie, l'attestation prévue au paragraphe 8 est signée :
 - a)* par les personnes physiques qui remplissent pour le compte de l'émetteur des fonctions analogues à celles du chef de la direction et du chef des finances d'une société par actions;
 - b)* par chaque fiduciaire et le gestionnaire de l'émetteur.
- 10.1) Selon la nature du fiduciaire ou du gestionnaire signant l'attestation de l'émetteur, les personnes suivantes signent :
 - a)* dans le cas où le fiduciaire ou le gestionnaire est une personne physique, cette personne physique;
 - b)* dans le cas où le fiduciaire ou le gestionnaire est une société par actions, les personnes suivantes :
 - i)* le chef de la direction et le chef des finances du fiduciaire ou du gestionnaire;
 - ii)* au nom du conseil d'administration du fiduciaire ou du gestionnaire, les personnes suivantes :
 - A) soit deux administrateurs du fiduciaire ou du gestionnaire, autres que les personnes visées à la disposition *i*;
 - B) soit tous les administrateurs du fiduciaire ou du gestionnaire;

c) dans le cas où le fiduciaire ou le gestionnaire est une société en commandite, chaque commandité de cette société de la manière prévue au paragraphe 11.1 pour un émetteur constitué sous forme de société en commandite;

d) dans le cas où le fiduciaire ou le gestionnaire n'est pas visé au paragraphe *a*, *b* ou *c*, toute personne ayant le pouvoir d'agir au nom de celui-ci.

10.2) Malgré les paragraphes 10 et 10.1, dans le cas où l'émetteur est un fonds d'investissement et que la déclaration de fiducie, l'acte de fiducie ou la convention de fiducie établissant le fonds d'investissement délègue le pouvoir de le faire ou autorise d'une autre manière une personne physique ou une société par actions à le faire, l'attestation peut être signée par la personne physique ou la société par actions à qui le pouvoir est délégué ou qui est autorisée à signer.

10.3) Malgré les paragraphes 10 et 10.1, les fiduciaires de l'émetteur, à l'exception d'un fonds d'investissement, qui ne remplissent pas pour le compte de l'émetteur de fonctions analogues à celles des administrateurs d'une société par actions ne sont pas tenus de signer l'attestation de l'émetteur, si au moins deux personnes physiques qui remplissent de telles fonctions pour le compte de l'émetteur la signent.

11) Dans le cas où l'émetteur est une société en commandite, l'attestation prévue au paragraphe 8 est signée :

a) par chaque personne physique qui remplit pour le compte de l'émetteur des fonctions analogues à celles du chef de la direction ou du chef des finances d'une société par actions;

b) par chaque commandité de l'émetteur.

11.1) Selon la nature du commandité, les personnes suivantes signent l'attestation de l'émetteur :

a) dans le cas où le commandité est une personne physique, cette personne physique;

b) dans le cas où le commandité est une société par actions, les personnes suivantes :

i) le chef de la direction et le chef des finances du commandité;

ii) au nom du conseil d'administration du commandité, les personnes suivantes :

A) soit deux administrateurs du commandité, autres que les personnes visées à la disposition *i*;

B) soit tous les administrateurs du commandité;

c) dans le cas où le commandité est une société en commandite, chaque commandité de cette société, le présent paragraphe s'appliquant à chaque commandité tenu de signer;

d) dans le cas où le commandité est une fiducie, les fiduciaires du commandité de la manière prévue au paragraphe 10 pour un émetteur qui est une fiducie;

d) dans le cas où le commandité n'est pas visé au paragraphe *a*, *b*, *c* ou *d*, toute personne ayant le pouvoir d'agir au nom de celui-ci.

12) Dans le cas où l'émetteur n'est pas une société par actions, une fiducie ou une société en commandite, l'attestation prévue au paragraphe 8 est signée par les personnes

qui, par rapport à l'émetteur, sont dans une situation comparable ou exercent des fonctions comparables à celles des personnes visées aux paragraphes 9 à 11.1.

13) L'attestation prévue au paragraphe 8 fait foi des faits qu'elle atteste aux dates suivantes :

- a) la date de sa signature;
- b) la date où la notice d'offre est transmise au souscripteur.

14) Dans le cas où, après avoir été transmise au souscripteur, l'attestation prévue au paragraphe 8 cesse de faire foi des faits qu'elle atteste, l'émetteur ne peut accepter de contrat de souscription des titres d'un souscripteur, à moins que soient réunies les conditions suivantes :

- a) le souscripteur reçoit une mise à jour de la notice d'offre;
- b) la mise à jour de la notice d'offre contient une attestation portant une nouvelle date, signée conformément au paragraphe 9, 10, 10.1, 10.2, 10.3, 11 ou 11.1;
- c) le souscripteur signe de nouveau le contrat de souscription des titres.

15) Le formulaire de reconnaissance de risque prévu au paragraphe 1 ou 2 est établi en la forme prévue au présent règlement et l'émetteur se prévalant de l'un de ces paragraphes conserve le formulaire signé durant une période de 8 ans après le placement.

16) L'émetteur a les obligations suivantes :

- a) il conserve en fiducie la totalité de la contrepartie reçue du souscripteur à l'occasion du placement de titres effectué en vertu du paragraphe 1 ou 2 jusqu'à minuit le deuxième jour ouvrable suivant la signature de la souscription par le souscripteur;
- b) il retourne aussitôt la totalité de la contrepartie au souscripteur si ce dernier exerce son droit de résolution du contrat de souscription prévu au paragraphe 6.

17) L'émetteur dépose un exemplaire de la notice d'offre transmise conformément au présent article et de toute mise à jour de celle-ci auprès de l'autorité en valeurs mobilières au plus tard le dixième jour après le placement.

18) L'émetteur admissible qui utilise une forme de notice d'offre lui permettant d'y intégrer par renvoi l'information déjà déposée est dispensé de l'obligation, prévue par le Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-23 du 30 novembre 2005, de déposer un rapport technique appuyant l'information de nature scientifique ou technique au sujet du projet minier de l'émetteur admissible présentée dans la notice d'offre ou intégrée par renvoi dans celle-ci si cette information est contenue dans un rapport technique déposé auparavant en vertu de ce règlement.

2.10. Investissement d'une somme minimale

1) L'obligation de prospectus ne s'applique pas à un placement de titres lorsque sont réunies les conditions suivantes :

- a) l'acquéreur acquiert les titres pour son propre compte;
- b) les titres ont un coût d'acquisition pour l'acquéreur d'au moins 150 000 \$ payé comptant au moment du placement;
- c) les titres placés sont ceux d'un seul émetteur.

2) Le paragraphe 1 ne s'applique pas au placement de titres effectué auprès d'une personne créée ou dont on se sert uniquement pour souscrire ou détenir des titres sous le régime de la dispense de prospectus prévue à ce paragraphe.

Section 2 Dispenses relatives à des opérations

2.11. Regroupement et réorganisation d'entreprises

L'obligation de prospectus ne s'applique pas à un placement de titres à l'occasion :

a) d'une fusion, d'un regroupement, d'une réorganisation ou d'un arrangement conformément à une procédure légale;

b) d'une fusion, d'un regroupement, d'une réorganisation ou d'un arrangement qui remplit les conditions suivantes :

i) l'opération est décrite dans une circulaire de sollicitation de procurations établie conformément au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue ou dans un document d'information similaire, et la circulaire ou le document d'information similaire est transmis à chacun des porteurs dont l'approbation est nécessaire pour que l'opération en question puisse être réalisée;

ii) l'opération est approuvée par les porteurs visés à la disposition *i*;

c) de la dissolution ou de la liquidation de l'émetteur.

2.12. Acquisition d'actifs

L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement, par un émetteur, de titres émis par lui auprès d'une personne en contrepartie de l'acquisition, directe ou indirecte, d'actifs de cette personne, si ces actifs ont une juste valeur d'au moins 150 000 \$.

2.13. Terrains pétroliers, gazéifères et miniers

L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement, par un émetteur, de titres émis par lui en contrepartie de l'acquisition, directe ou indirecte, de terrains pétroliers, gazéifères ou miniers ou d'un droit sur ceux-ci.

2.14. Titres émis en règlement d'une dette

L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement, par un émetteur assujéti, de titres émis par lui auprès d'un créancier pour régler une dette contractée de bonne foi par cet émetteur.

2.15. Acquisition ou rachat par l'émetteur

L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement, auprès d'un émetteur, de titres émis par lui.

2.16. Offre publique d'achat ou de rachat

L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement de titres effectué relativement à une offre publique d'achat ou de rachat dans un territoire du Canada.

2.17. Offre d'acquisition faite à un porteur situé à l'extérieur du territoire intéressé

L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement de titres par un porteur situé à l'extérieur du territoire intéressé auprès d'une personne située dans le territoire intéressé, dans le cas où le placement aurait été effectué relativement à une offre publique d'achat ou de rachat faite par cette personne si ce n'était du fait que le porteur est situé dans un territoire à l'extérieur du territoire intéressé.

Section 3 Dispenses relatives aux fonds d'investissement

2.18. Réinvestissement dans un fonds d'investissement

1) L'obligation de prospectus ne s'applique pas aux placements suivants effectués par un fonds d'investissement, et le gestionnaire de fonds d'investissement de ce fonds, auprès d'un des porteurs du fonds s'ils sont autorisés par un plan du fonds d'investissement :

a) un placement de titres émis par le fonds d'investissement si un dividende ou une distribution versé sur le bénéfice, le surplus, les capitaux propres ou d'autres sources payables à l'égard des titres du fonds d'investissement est affecté à la souscription de titres qui sont de la même catégorie ou série que celle des titres auxquels est attribuable le dividende ou la distribution;

b) un placement de titres émis par le fonds d'investissement si les porteurs ont fait un versement de fonds facultatif pour souscrire des titres du fonds d'investissement qui sont de la même catégorie ou série que les titres visés au sous-paragraphe *a* et se négocient sur un marché.

2) Pendant l'exercice du fonds d'investissement au cours duquel le placement a lieu, le nombre global de titres émis en contrepartie du versement de fonds facultatif prévu au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 ne doit pas excéder 2 % des titres émis et en circulation de la catégorie à laquelle se rapporte le plan au début de l'exercice.

3) Le plan qui autorise les placements prévus au paragraphe 1 est ouvert à tous les porteurs du Canada ayant droit au dividende ou à la distribution versé sur le bénéfice, le surplus, les capitaux propres ou d'autres sources.

4) Une personne ne peut demander de frais pour effectuer le placement prévu au paragraphe 1.

5) Le fonds d'investissement qui est émetteur assujetti et qui procède au placement permanent de ses titres indique ce qui suit dans son prospectus courant :

a) les modalités de tous frais de souscription différés ou éventuels ou de tous frais de rachat payables au moment du rachat des titres;

b) le droit du porteur de choisir de recevoir des espèces plutôt que des titres en paiement du dividende ou de la distribution par le fonds d'investissement;

c) les instructions sur la façon d'exercer le droit visé au sous-paragraphe *b*.

6) Le fonds d'investissement qui est émetteur assujetti et ne procède pas au placement permanent de ses titres fournit l'information prévue au paragraphe 5 dans son prospectus, sa notice annuelle ou toute déclaration de changement important.

2.19. Investissement additionnel dans un fonds d'investissement

L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement, par un fonds d'investissement, ou par le gestionnaire de fonds d'investissement de ce fonds, de titres émis par le fonds auprès d'un de ses porteurs lorsque sont réunies les conditions suivantes :

a) le porteur a souscrit à l'origine pour son propre compte des titres du fonds d'investissement moyennant un coût d'acquisition global au moins égal à 150 000 \$ payé comptant au moment du placement;

b) le placement porte sur des titres de la même catégorie ou série que celle des titres souscrits à l'origine, visés au paragraphe *a*;

c) à la date du placement, le porteur détient des titres du fonds d'investissement dont, selon le cas :

i) le coût d'acquisition est au moins égal à 150 000 \$;

ii) la valeur liquidative est au moins égale à 150 000 \$.

2.20. Club d'investissement

L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement des titres d'un fonds d'investissement lorsque sont réunies les conditions suivantes :

a) le fonds d'investissement ne compte pas plus de 50 propriétaires véritables de ses titres;

b) il ne cherche pas et n'a jamais cherché à faire d'emprunt auprès du public;

c) il ne place pas de titres et n'en a jamais placé auprès du public;

d) il ne verse aucune rémunération pour la gestion du portefeuille ou des conseils sur l'administration à l'égard d'opérations sur des titres, sauf les courtages normaux;

e) les porteurs sont tenus de contribuer au financement de son fonctionnement en proportion de la valeur des titres qu'ils détiennent.

2.21. Fonds d'investissement privé - portefeuilles gérés par une société de fiducie

1) L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement des titres d'un fonds d'investissement qui réunit les conditions suivantes :

a) il est géré par une société de fiducie qui est autorisée à exercer son activité au Canada ou dans un territoire du Canada ou inscrite en vertu d'une loi du Canada ou d'un territoire du Canada;

b) il n'a pas d'autre promoteur ou gestionnaire de fonds d'investissement que la société de fiducie visée au sous-paragraphe *a*;

c) son portefeuille se compose de fonds provenant de diverses successions et fiducies qui sont regroupés en vue d'en faciliter le placement.

2) Malgré le paragraphe 1, une société de fiducie inscrite en vertu des lois de l'Île-du-Prince-Édouard qui n'est pas inscrite en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt ou d'une loi équivalente dans un autre territoire du Canada n'est pas considérée comme une société de fiducie pour l'application du sous-paragraphe *a* de ce paragraphe.

Section 4 Dispenses relatives aux salariés, aux membres de la haute direction, aux administrateurs et aux consultants

2.22. Définitions

Dans la présente section et dans la section 4 de la partie 3, on entend par :

« accord de soutien » : notamment un accord en vue de fournir une assistance au maintien ou au service de la dette de l'emprunteur et un accord de rémunération pour le maintien ou le service de la dette de l'emprunteur;

« activités de relations avec les investisseurs » : les activités ou les communications effectuées par un émetteur ou un porteur de l'émetteur, ou en son nom, et qui favorisent ou dont on peut raisonnablement espérer qu'elles favorisent la souscription, l'achat ou la vente de titres de l'émetteur, à l'exclusion des activités suivantes :

a) la diffusion d'information ou l'établissement de documents dans le cours normal de l'activité de l'émetteur qui visent les objectifs suivants, sans que l'on puisse raisonnablement considérer qu'ils favorisent la souscription, l'achat ou la vente de titres de l'émetteur :

- i)* favoriser la vente de produits ou services de l'émetteur;
- ii)* faire connaître l'émetteur au public;

b) les activités ou les communications nécessaires pour respecter les textes suivants :

- i)* la législation en valeurs mobilières d'un territoire du Canada;
- ii)* les lois sur les valeurs mobilières d'un territoire étranger régissant l'émetteur;
- iii)* les règles d'une bourse ou d'un marché sur lequel sont négociés les titres de l'émetteur;

c) les activités ou les communications nécessaires pour respecter les directives d'un territoire du Canada;

« approbation des porteurs » : l'approbation d'une émission de titres d'un émetteur aux fins de la rémunération ou dans le cadre d'un plan :

a) soit donnée par la majorité des voix exprimées à une assemblée des porteurs de l'émetteur, à l'exclusion des voix afférentes aux titres qui sont la propriété véritable de personnes apparentées en faveur de qui des titres peuvent être émis aux fins de la rémunération ou dans le cadre du plan;

b) soit constatée dans une résolution signée par tous les porteurs ayant le droit de voter à une assemblée, dans le cas où l'émetteur n'a pas l'obligation de tenir une assemblée;

« cessionnaire admissible » : par rapport à une personne qui est salarié, membre de la haute direction, administrateur ou consultant d'un émetteur ou d'une entité apparentée à l'émetteur, les personnes et entités suivantes :

- a)* un fiduciaire, un dépositaire ou un administrateur agissant pour le compte ou dans l'intérêt de la personne;
- b)* une entité de portefeuille de la personne;
- c)* un REER, un FERR ou un CELI de la personne;
- d)* le conjoint de la personne;
- e)* un fiduciaire, un dépositaire ou un administrateur agissant pour le compte ou dans l'intérêt du conjoint de la personne;

f) une entité de portefeuille du conjoint de la personne;

g) un REER, un FERR ou un CELI du conjoint de la personne;

« consultant » : par rapport à un émetteur, une personne, autre qu'un salarié, qu'un membre de la haute direction ou qu'un administrateur de l'émetteur ou d'une entité apparentée à l'émetteur, qui remplit les conditions suivantes :

a) elle est engagée pour fournir des services à l'émetteur ou à une entité apparentée à celui-ci, à l'exception de services fournis dans le cadre d'un placement;

b) elle fournit les services en vertu d'un contrat écrit conclu avec l'émetteur ou une entité apparentée à celui-ci;

c) elle consacre ou consacrera une partie significative de son temps et de son attention aux affaires et à l'activité de l'émetteur ou d'une entité apparentée à celui-ci;

et notamment les personnes suivantes :

d) dans le cas d'un consultant qui est une personne physique, la société par actions dont il est salarié ou actionnaire ou la société de personnes dont il est salarié ou au sein de laquelle il est associé;

e) dans le cas d'un consultant qui n'est pas une personne physique, tout salarié, membre de la haute direction ou administrateur à son service qui remplit la condition prévue au paragraphe c);

« consultant lié » : par rapport à un émetteur, un consultant de l'émetteur ou d'une entité apparentée à l'émetteur dans les cas suivants :

a) le consultant est une personne avec qui l'émetteur ou une entité apparentée à l'émetteur a des liens;

b) l'émetteur ou une entité apparentée à l'émetteur est une personne avec qui le consultant a des liens;

« émetteur coté » : un émetteur dont une valeur :

a) soit est inscrite à la cote de l'une des entités suivantes, sans faire l'objet d'une suspension de négociation ou d'une mesure équivalente :

- i) TSX Inc.;
- ii) la Bourse de croissance TSX Inc.;
- iii) le *NYSE Amex Equities*;
- iv) *The New York Stock Exchange*;
- v) le *London Stock Exchange*;

b) soit est cotée sur le *Nasdaq Stock Market*;

« entité apparentée » : par rapport à un émetteur, une personne qui contrôle l'émetteur, est contrôlée par lui ou est contrôlée par la même personne qui contrôle l'émetteur;

« entité de portefeuille » : une personne contrôlée par une personne physique;

« liens » : la relation entre une personne et les personnes suivantes :

a) un émetteur dans lequel, directement ou indirectement, elle a la propriété véritable de titres lui assurant plus de 10 % des droits de vote attachés à l'ensemble des titres comportant droit de vote de l'émetteur qui sont en circulation ou exerce une emprise sur de tels titres;

b) son associé;

c) une fiducie ou une succession dans laquelle elle a un droit appréciable de la nature de ceux du propriétaire ou à l'égard de laquelle elle remplit les fonctions de fiduciaire ou de liquidateur ou des fonctions analogues;

d) dans le cas d'une personne physique, un parent de celle-ci pour autant qu'il partage sa résidence, y compris :

i) son conjoint;

ii) un parent de son conjoint.

« personne apparentée » : par rapport à un émetteur :

a) un administrateur ou un membre de la haute direction de l'émetteur ou d'une entité apparentée à l'émetteur;

b) une personne avec qui un administrateur ou un membre de la haute direction de l'émetteur ou d'une entité apparentée à l'émetteur a des liens;

c) un cessionnaire admissible d'un administrateur ou d'un membre de la haute direction de l'émetteur ou d'une entité apparentée à l'émetteur;

« plan » : un plan ou un programme établi ou tenu par un émetteur prévoyant l'acquisition, aux fins de la rémunération, de titres de l'émetteur par des personnes visées au paragraphe 1 de l'article 2.24;

« professionnel des relations avec les investisseurs » : une personne qui est inscrite ou qui fournit des services comprenant des activités de relations avec les investisseurs;

« règles sur les offres publiques de rachat » : les règles de la législation en valeurs mobilières s'appliquant à une offre publique de rachat;

« rémunération » : une émission de titres en contrepartie des services fournis ou à fournir, y compris l'émission de titres pour fournir une incitation.

2.23. Interprétation

1) Dans la présente section, une personne est considérée comme contrôlant une autre personne si elle a le pouvoir, directement ou indirectement, de diriger cette autre personne et d'appliquer ses politiques du fait :

a) qu'elle exerce une emprise sur des titres comportant droit de vote de cette autre personne;

b) d'un contrat ou acte écrit;

c) de sa qualité de commandité de cette autre personne ou du contrôle de celui-ci;

d) de sa qualité de fiduciaire de cette autre personne.

2) Dans la présente section, la participation à un placement est considérée comme volontaire dans les cas suivants :

a) dans le cas d'un salarié, celui-ci ou son cessionnaire admissible n'est pas incité à participer au placement en vue d'obtenir un emploi ou de conserver son emploi auprès de l'émetteur ou d'une entité apparentée à ce dernier;

b) dans le cas d'un membre de la haute direction, celui-ci ou son cessionnaire admissible n'est pas incité à participer au placement en vue d'obtenir ou de conserver sa nomination ou un emploi auprès de l'émetteur ou de l'entité apparentée à ce dernier;

c) dans le cas d'un consultant, celui-ci ou son cessionnaire admissible n'est pas incité à participer au placement en vue d'obtenir un engagement ou de conserver son engagement afin de fournir des services à l'émetteur ou à une entité apparentée à ce dernier;

d) dans le cas d'un salarié d'un consultant, il n'est pas incité par l'émetteur, une entité apparentée à ce dernier ou le consultant à participer au placement en vue d'obtenir un emploi ou de conserver son emploi auprès du consultant.

2.24. Salariés, membres de la haute direction, administrateurs et consultants

1) L'obligation de prospectus ne s'applique pas dans le cadre de l'un des placements suivants :

a) un placement, par l'émetteur, de titres émis par lui;

b) un placement de titres d'un émetteur ou d'une option permettant d'acquérir des titres d'un émetteur effectué par une personne participant au contrôle de celui-ci;

auprès d'une des personnes suivantes, si la participation au placement est volontaire :

c) un salarié, un membre de la haute direction, un administrateur ou un consultant de l'émetteur;

d) un salarié, un membre de la haute direction, un administrateur ou un consultant d'une entité apparentée à l'émetteur;

e) un cessionnaire admissible d'une personne visée au sous-paragraphe *c* ou *d*.

2) Une personne visée au sous-paragraphe *c*, *d* ou *e* du paragraphe 1 comprend également un fiduciaire, un dépositaire ou un administrateur agissant à titre de mandataire d'une telle personne en vue de faciliter une opération visée.

2.25. Exception dans le cas de l'émetteur assujetti non coté

1) Pour l'application du présent article, l'expression « émetteur assujetti non coté » s'entend d'un émetteur assujetti dans un territoire du Canada qui n'est pas un émetteur coté.

2) L'article 2.24 ne s'applique pas à un placement auprès d'un salarié ou d'un consultant de l'émetteur assujetti non coté qui est un professionnel des relations avec les investisseurs de l'émetteur, un consultant lié à l'émetteur, un membre de la haute direction de l'émetteur, un administrateur de l'émetteur ou un cessionnaire admissible de ces personnes, dans le cas où, après le placement, l'une des conditions suivantes est remplie :

a) le nombre de titres, calculé sur une base diluée, réservés pour l'émission à l'exercice d'options consenties :

i) à des personnes apparentées excède 10 % des titres en circulation de l'émetteur;

ii) à une personne apparentée excède 5 % des titres en circulation de l'émetteur;

b) le nombre de titres, calculé sur une base diluée, émis au cours d'une période de 12 mois :

i) à des personnes apparentées excède 10 % des titres en circulation de l'émetteur;

ii) à une personne apparentée et aux personnes avec qui celle-ci a des liens excède 5 % des titres en circulation de l'émetteur.

3) Le paragraphe 2 ne s'applique pas à un placement si l'émetteur assujetti non coté remplit les conditions suivantes :

a) il obtient l'approbation des porteurs;

b) avant d'obtenir l'approbation des porteurs, il leur fournit l'information suivante de façon assez détaillée pour leur permettre d'avoir un jugement éclairé sur les fins de l'opération :

i) l'admissibilité des salariés, membres de la haute direction, administrateurs et consultants à se voir émettre ou attribuer des titres en guise de rémunération ou dans le cadre du plan;

ii) le nombre maximal de titres qui peuvent être émis ou, dans le cas d'options, le nombre de titres qui peuvent être émis à l'exercice des options, en guise de rémunération ou dans le cadre du plan;

iii) des renseignements relatifs à toute aide financière ou à tout accord de soutien que l'émetteur ou une entité apparentée à l'émetteur fournira pour faciliter la souscription de titres en guise de rémunération ou dans le cadre du plan, y compris des renseignements permettant de savoir si l'aide ou le soutien est fourni avec une garantie totale ou partielle de remboursement ou sans aucune garantie;

iv) dans le cas d'options, leur durée maximale et la base de détermination de leur prix d'exercice;

v) des renseignements relatifs aux options ou autres droits attribués en guise de rémunération ou dans le cadre du plan, notamment en ce qui concerne leur cessibilité;

vi) le nombre de droits de vote attachés aux titres qui, à la connaissance de l'émetteur au moment où il fournit l'information, ne seront pas pris en compte pour déterminer si l'approbation des porteurs a été obtenue.

2.26. Placements auprès de salariés, de membres de la haute direction, d'administrateurs ou de consultants actuels ou anciens d'un émetteur non assujetti

1) Sous réserve du paragraphe 2, l'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement de titres d'un émetteur par l'une des personnes suivantes :

a) un salarié, membre de la haute direction, administrateur ou consultant actuel ou ancien de l'émetteur ou d'une entité apparentée à l'émetteur;

b) un cessionnaire admissible d'une personne visée au sous-paragraphe *a*;

auprès des personnes suivantes :

c) soit un salarié, membre de la haute direction, administrateur ou consultant de l'émetteur ou d'une entité apparentée à l'émetteur;

d) soit un cessionnaire admissible d'un salarié, membre de la haute direction, administrateur ou consultant.

2) La dispense prévue au paragraphe 1 n'est ouverte que si les conditions suivantes sont réunies :

a) la participation au placement est volontaire;

b) l'émetteur des titres n'est émetteur assujéti dans aucun territoire du Canada;

c) le prix des titres faisant l'objet du placement est établi au moyen d'une formule d'application générale contenue dans un contrat écrit intervenu entre quelques-uns ou la totalité des porteurs de l'émetteur auquel le cessionnaire est ou deviendra partie.

2.27. Cessionnaires admissibles

1) L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement de titres d'un émetteur auprès d'une personne visée au paragraphe 1 de l'article 2.24 dans le cadre d'un plan de l'émetteur dans les cas suivants :

a) le placement intervient entre :

i) une personne qui est un salarié, un membre de la haute direction, un administrateur ou un consultant de l'émetteur ou d'une entité apparentée à l'émetteur;

ii) et le cessionnaire admissible de cette personne;

b) le placement intervient entre les cessionnaires admissibles de cette personne.

2) L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement de titres d'un émetteur par un fiduciaire, un dépositaire ou un administrateur agissant pour le compte ou dans l'intérêt de salariés, de membres de la haute direction, d'administrateurs ou de consultants de l'émetteur ou d'une entité apparentée à l'émetteur, auprès d'une des personnes suivantes :

a) un salarié, un membre de la haute direction, un administrateur ou un consultant de l'émetteur ou d'une entité apparentée à l'émetteur;

b) un cessionnaire admissible d'une personne visée au sous-paragraphe *a*;

lorsque les titres ont été acquis de l'une des personnes suivantes :

c) un salarié, un membre de la haute direction, un administrateur ou un consultant de l'émetteur ou d'une entité apparentée à l'émetteur;

d) le cessionnaire admissible d'une personne visée au sous-paragraphe *c*.

3) Pour l'application des dispenses prévues au paragraphe 1 et aux sous-paragraphe *c* et *d* du paragraphe 2, un ancien salarié, membre de la haute direction, administrateur ou consultant est assimilé à un salarié, membre de la haute direction, administrateur ou consultant.

2.28 Restriction applicable aux cessionnaires admissibles

La dispense de l'obligation de prospectus prévue au paragraphe 1 ou 2 de l'article 2.27 n'est ouverte que si les titres ont été acquis :

a) soit par une personne visée au paragraphe 1 de l'article 2.24 sous le régime d'une dispense qui assujettit la revente des titres à l'article 2.6 du Règlement 45-102 sur la revente de titres approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-21 du 12 août 2005;

b) soit, au Manitoba, par une personne visée au paragraphe 1 de l'article 2.24.

2.29. Offre publique de rachat

Les règles sur les offres publiques de rachat ne s'appliquent pas à l'acquisition par un émetteur de titres émis par lui qui ont été acquis par une personne visée au paragraphe 1 de l'article 2.24 lorsque sont réunies les conditions suivantes :

a) l'acquisition par l'émetteur vise :

i) soit à remplir ses obligations concernant la retenue d'impôt;

ii) soit à payer le prix d'exercice d'une option sur actions;

b) l'acquisition par l'émetteur est effectuée conformément aux conditions d'un plan qui établit le mode de détermination de la valeur des titres acquis par l'émetteur;

c) dans le cas de titres acquis en paiement du prix d'exercice d'une option sur actions, la date d'exercice de l'option est choisie par le titulaire de l'option;

d) le nombre total de titres acquis par l'émetteur au cours d'une période de 12 mois en vertu du présent article n'excède pas 5 % des titres de la catégorie ou série en circulation au début de la période.

Section 5 Dispenses diverses

2.30. Placement isolé effectué par l'émetteur

L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement, par un émetteur, de titres émis par lui lorsque le placement est isolé et réunit les conditions suivantes :

a) il ne fait pas partie d'une succession ininterrompue d'opérations de même nature;

b) il n'est pas effectué par une personne dont l'activité normale consiste à négocier des titres.

2.31. Dividendes et distributions

1) L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement, par un émetteur, de titres émis par lui auprès d'un de ses porteurs à titre de dividende ou de distribution versé sur le bénéfice, le surplus, les capitaux propres ou d'autres sources.

2) L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement, par un émetteur, auprès d'un de ses porteurs, de titres d'un émetteur assujetti attribués à titre de dividende ou de distribution en espèces versé sur le bénéfice ou le surplus.

2.32. Placement effectué par une personne participant au contrôle en vue de la constitution d'une garantie

L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement de titres d'un émetteur qui appartiennent à une personne participant au contrôle de l'émetteur effectué dans le but de constituer une garantie pour une dette contractée de bonne foi par cette dernière.

2.33. Personne agissant à titre de preneur ferme

L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement de titres entre une personne et un acquéreur agissant à titre de preneur ferme ou entre des personnes agissant comme preneurs fermes.

2.34. Dette déterminée

1) Dans le présent article, on entend par « organisme supranational accepté » :

a) la Banque africaine de développement établie par l'Accord portant création de la Banque africaine de développement, qui est entré en vigueur le 10 septembre 1964, et dont le Canada est membre depuis le 30 décembre 1982;

b) la Banque asiatique de développement établie en 1965 en vertu d'une résolution de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique;

c) la Banque de développement des Caraïbes établie par l'Accord portant création de la Banque de développement des Caraïbes, qui est entré en vigueur le 26 janvier 1970, modifié, et dont le Canada est membre fondateur;

d) la Banque européenne pour la reconstruction et le développement établie par l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement approuvé par la Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (L.C. (1991), ch. 12), dont le Canada est membre fondateur;

e) la Banque interaméricaine de développement établie par l'Accord constitutif de la Banque interaméricaine de développement, qui a pris effet le 30 décembre 1959, modifié, et dont le Canada est membre;

f) la Banque internationale pour la reconstruction et le développement établie par l'Accord relatif à la Banque pour la reconstruction et le développement approuvé par la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes (L.R.C. (1985), ch. B-7);

g) la Société Financière Internationale, dont les statuts sont approuvés par la Loi sur les Accords de Bretton Woods et des accords connexes.

2) L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement de titres de créance :

a) émis ou garantis par le gouvernement du Canada ou le gouvernement d'un territoire du Canada;

b) émis ou garantis par le gouvernement d'un territoire étranger dans la mesure où ils font l'objet d'une note approuvée attribuée par un organisme de notation approuvé;

c) émis ou garantis par une municipalité au Canada, garantis par les impôts qui sont prélevés en vertu d'une loi d'un territoire du Canada sur les biens-fonds de ce territoire et percevables par la municipalité où se trouvent les biens-fonds ou par l'entremise de cette municipalité, ou dont le remboursement est assuré par ces impôts;

d) émis ou garantis par une institution financière canadienne ou une banque de l'annexe III, à l'exception de titres de créance dont le remboursement n'est possible qu'après celui des dépôts détenus par l'émetteur ou le garant de ces titres de créance;

d.1) en Ontario, émis ou garanties par une société de prêt, une société de fiducie, une compagnie d'assurances, un *treasury branch*, une caisse de crédit, une caisse populaire, une coopérative de services financiers ou une fédération qui, dans chaque cas, est autorisé par une loi d'un territoire du Canada autre que l'Ontario à exercer son activité dans un territoire du Canada, à l'exception de titres de créance dont le remboursement n'est possible qu'après celui des dépôts détenus par l'émetteur ou le garant de ces titres de créance;

e) émis par le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal;

f) émis ou garantis par un organisme supranational accepté, à condition qu'ils soient remboursables dans la monnaie du Canada ou des États-Unis d'Amérique.

3) Les sous-paragraphes *a*, *c* et *d* du paragraphe 2 ne s'appliquent pas en Ontario.

2.35. Dette à court terme

L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement de billets à ordre ou de billets de trésorerie négociables dont l'échéance est prévue dans un an ou moins à compter de la date d'émission, pour autant qu'ils remplissent les conditions suivantes :

a) ils ne permettent pas d'acquérir par voie de conversion ou d'échange d'autres titres que ceux visés par le présent article ou ne sont pas accompagnés d'un droit de souscrire ces autres titres;

b) ils font l'objet d'une note approuvée attribuée par une agence de notation agréée.

2.36. Créance hypothécaire

1) Dans le présent article, on entend par « créance hypothécaire syndiquée » une créance hypothécaire à laquelle deux personnes ou plus sont parties, directement ou indirectement, à titre de prêteur et qui est garantie par l'hypothèque.

2) Sauf en Ontario, l'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement, dans un territoire du Canada, de créances hypothécaires sur des immeubles par une personne qui est inscrite, titulaire d'un permis ou dispensée de l'inscription ou de permis en vertu de la loi relative au courtage hypothécaire de ce territoire.

3) En Alberta, en Colombie-Britannique, au Manitoba, au Québec et en Saskatchewan, le paragraphe 2 ne s'applique pas au placement d'une créance hypothécaire syndiquée.

2.37. Législation sur les sûretés mobilières

Sauf en Ontario, l'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement, auprès d'une personne qui n'est pas une personne physique, de titres constatant une dette garantie par une sûreté fournie conformément à la loi relative aux sûretés mobilières d'un territoire du Canada qui prévoit la fourniture de ces sûretés.

2.38. Émetteur à but non lucratif

L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement, par un émetteur dont l'objet se rattache exclusivement à l'éducation, à la bienfaisance, au secours mutuel, à la charité, à la religion ou aux loisirs et qui est à but non lucratif, de titres émis par lui, pour autant que soient réunies les conditions suivantes :

a) aucune partie du bénéfice net ne profite à un porteur de l'émetteur;

b) aucune commission ou autre rémunération n'est versée pour le placement des titres.

2.39. Contrat à capital variable

1) Dans le présent article, on entend par :

a) « assurance collective », « assurance sur la vie », « compagnie d'assurance », « contrat » et « police » : ces expressions au sens de la loi relative aux assurances d'un territoire indiquée à l'annexe A;

b) « contrat à capital variable » : un contrat d'assurance-vie dans le cadre duquel les droits du souscripteur sont évalués, pour la transformation ou le rachat, en fonction de la valeur d'une quote-part d'un portefeuille d'actifs déterminés.

2) L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement d'un contrat à capital variable effectué par une compagnie d'assurance dans la mesure où le contrat à capital variable est :

a) un contrat d'assurance collective;

b) un contrat d'assurance sur la vie entière qui garantit le paiement à l'échéance d'une prestation au moins égale à 75 % des primes versées jusqu'à l'âge de 75 ans pour une prestation payable à l'échéance;

c) un mécanisme d'investissement de la participation aux bénéfices et de la somme assurée dans un fonds séparé et distinct dans lequel ne sont versées comme cotisations que cette participation et cette somme, en vertu de la police;

d) une rente viagère variable.

2.40. REER/FERR/CELI

L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement de titres effectué :

a) entre une personne physique ou une personne avec laquelle elle a des liens;

b) et un REER, un FERR ou un CELI :

i) établi pour ou par cette personne physique;

ii) ou en vertu duquel cette personne est bénéficiaire.

2.41. Banques de l'annexe III et associations coopératives - titres constatant un dépôt

Sauf en Ontario, l'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement de titres constatant un dépôt émis par une banque de l'annexe III ou une association régie par la Loi sur les associations coopératives de crédit.

2.42. Conversion, échange ou exercice

1) L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement effectué par un émetteur dans les cas suivants :

a) l'émetteur place des titres émis par lui auprès d'un porteur conformément aux conditions de titres émis antérieurement par cet émetteur;

b) l'émetteur place des titres d'un émetteur assujéti qu'il détient auprès d'un de ses porteurs conformément aux conditions de titres émis antérieurement par l'émetteur.

2) Le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 ne s'applique que si les conditions suivantes sont réunies :

a) l'émetteur a notifié à l'avance par écrit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières la date, le montant, la nature et les conditions du placement;

b) l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières ne s'est pas opposé par écrit au placement dans un délai de 10 jours à compter de la réception de l'avis prévu au sous-paragraphe *a* ou, si l'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières s'y oppose, l'émetteur doit lui fournir des renseignements relatifs aux titres que l'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières trouve satisfaisants et accepte.

2.43. Régime enregistré d'épargne-études autogéré

L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement de titres d'un REEE autogéré auprès d'un souscripteur lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) le placement est effectué par l'une des personnes suivantes :

i) un représentant de courtier en épargne collective agissant pour le compte du courtier;

ii) une institution financière canadienne;

iii) en Ontario, un intermédiaire financier;

b) le REEE autogéré limite ses placements aux titres que la personne qui a effectué le placement est autorisée à placer.

PARTIE 3 DISPENSES D'INSCRIPTION

3.0. Limitation des dispenses – intermédiaires de marché

1) Sous réserve du paragraphe 2, en Ontario et à Terre-Neuve-et-Labrador, les dispenses de l'obligation d'inscription à titre de courtier prévues aux articles suivants ne s'appliquent pas à l'intermédiaire de marché sauf si l'opération visée sur des titres est effectuée avec un courtier inscrit qui est une société du même groupe que l'intermédiaire de marché :

a) l'article 3.1;

b) l'article 3.3;

c) l'article 3.4;

d) l'article 3.7;

e) l'article 3.10;

f) l'article 3.11;

g) l'article 3.12;

h) l'article 3.14;

i) l'article 3.15;

- j)* l'article 3.16;
- k)* l'article 3.17;
- l)* l'article 3.19;
- m)* l'article 3.21;
- n)* l'article 3.29;
- o)* l'article 3.30;
- p)* l'article 3.31;
- q)* l'article 3.33;
- r)* l'article 3.34;
- s)* l'article 3.35;
- t)* l'article 3.39;
- u)* l'article 3.42.
- v)* l'article 3.44.

2) Le paragraphe 1 ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée sur des titres effectuée par un avocat ou un comptable si l'opération visée est accessoire à l'activité principale de l'avocat ou du comptable.

Section 1 Dispenses relatives à la collecte de capitaux

3.1. Placement de droits

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée par un émetteur avec l'un de ses porteurs sur un droit, octroyé par l'émetteur, d'acquérir des titres émis par lui lorsque sont réunies les conditions suivantes :

a) l'émetteur a notifié à l'avance par écrit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières la date, le montant, la nature et les conditions de l'opération visée, y compris le produit net approximatif qu'obtiendra l'émetteur dans l'hypothèse où les titres additionnels sont pris en livraison;

b) l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières ne s'est pas opposé par écrit à l'opération visée dans un délai de 10 jours à compter de la réception de l'avis prévu au sous-paragraphe *a* ou, si l'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières s'y est opposé, l'émetteur lui a fourni des renseignements relatifs aux titres qui donnent satisfaction à l'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières et sont acceptés par lui ou par elle;

c) l'émetteur s'est conformé aux dispositions applicables du Règlement 45-101 sur les placements de droits de souscription, d'échange ou de conversion.

3.2. Plan de réinvestissement

1) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre des opérations visées suivantes effectuées par un émetteur, ou par un fiduciaire, un dépositaire ou un administrateur agissant pour le compte de l'émetteur, avec un porteur de l'émetteur si elles sont autorisées par un plan de l'émetteur :

a) une opération visée portant sur des titres émis par l'émetteur si un dividende ou une distribution versé sur le bénéfice, le surplus, les capitaux propres ou d'autres sources payables à l'égard des titres de l'émetteur est affecté à la souscription des titres émis par celui-ci;

b) une opération visée portant sur des titres émis par l'émetteur si les porteurs ont fait un versement de fonds facultatif pour souscrire des titres de l'émetteur qui se négocient sur un marché.

2) Le paragraphe 1 ne s'applique que si, pendant l'exercice de l'émetteur au cours duquel l'opération visée a lieu, le nombre global de titres émis en contrepartie du versement de fonds facultatif prévu au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 n'excède pas 2 % des titres émis et en circulation de la catégorie à laquelle se rapporte le plan au début de l'exercice.

3) Le plan qui autorise les opérations visées prévues au sous-paragraphe *a* ou *b* du paragraphe 1 est ouvert à tous les porteurs du Canada ayant droit au dividende ou à la distribution versé sur le bénéfice, le surplus, les capitaux propres ou d'autres sources.

4) Le paragraphe 1 ne s'applique pas à une opération visée portant sur des titres d'un fonds d'investissement.

5) Si un titre faisant l'objet d'une opération visée en vertu d'un plan visé au paragraphe 1 est d'une catégorie ou d'une série différente de celle des titres auxquels le dividende ou la distribution est attribuable, l'émetteur, le fiduciaire, le dépositaire ou l'administrateur doit avoir fourni à chaque participant qui a le droit de recevoir des titres en vertu du plan une description des principales caractéristiques du titre faisant l'objet de l'opération visée ou un avis lui indiquant la façon d'obtenir ces renseignements sans frais.

3.3. Investisseur qualifié

1) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée si l'acquéreur ou le souscripteur acquiert ou souscrit les titres pour son propre compte et est investisseur qualifié.

2) Une société de fiducie visée au paragraphe *p* de la définition de « investisseur qualifié » prévue à l'article 1.1 est réputée souscrire ou acquérir les titres pour son propre compte.

3) Le paragraphe 2 ne s'applique pas à une société de fiducie inscrite en vertu d'une loi de l'Île-du-Prince-Édouard qui n'est pas inscrite ou autorisée en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt ou d'une loi équivalente dans un autre territoire du Canada.

4) Pour l'application du présent article, une personne visée au paragraphe *q* de la définition de « investisseur qualifié » prévue à l'article 1.1 est réputée souscrire ou acquérir les titres pour son propre compte.

5) Le présent article ne s'applique pas à une opération visée sur des titres effectuée avec une personne créée ou dont on se sert uniquement pour acquérir, souscrire ou détenir des titres en tant qu'investisseur qualifié, conformément au paragraphe *m* de la définition de « investisseur qualifié » prévue à l'article 1.1.

3.4. Émetteur fermé

1) Dans le présent article, on entend par « émetteur fermé » l'émetteur qui remplit les conditions suivantes :

a) il n'est pas un émetteur assujéti ou un fonds d'investissement;

b) ses titres, à l'exception des titres de créance non convertibles, sont à la fois :

i) assujettis à des restrictions à la libre cession qui sont contenues dans les documents constitutifs de l'émetteur ou dans des conventions entre les porteurs;

ii) la propriété véritable d'au plus 50 personnes, à l'exception de celles qui sont ou ont été des salariés de l'émetteur ou des sociétés du même groupe, chaque personne étant comptée comme un propriétaire véritable, à moins qu'elle soit créée ou qu'elle serve uniquement pour acquérir ou détenir des titres de l'émetteur, auquel cas chaque propriétaire véritable ou chaque bénéficiaire de la personne, selon le cas, est compté comme un propriétaire véritable;

c) il remplit l'une des conditions suivantes :

i) il n'a placé ses titres qu'auprès de personnes visées au paragraphe 2;

ii) il a réalisé une opération après laquelle ses titres n'étaient la propriété véritable que des personnes visées au paragraphe 2 et n'a depuis lors placé ses titres qu'auprès de ces personnes.

2) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée sur des titres d'un émetteur fermé avec un acquéreur qui acquiert les titres pour son propre compte et qui fait partie de l'une des catégories suivantes :

a) les dirigeants, administrateurs, salariés ou fondateurs de l'émetteur ou les personnes participant au contrôle de celui-ci;

b) les dirigeants, administrateurs ou salariés d'une société du même groupe que l'émetteur;

c) les conjoint, père et mère, grands-parents, frères, sœurs, enfants ou petits-enfants des administrateurs, membres de la haute direction, fondateurs ou personnes participant au contrôle de l'émetteur;

d) les père et mère, grands-parents, frères, sœurs, enfants ou petits-enfants du conjoint des administrateurs, membres de la haute direction, fondateurs ou personnes participant au contrôle de l'émetteur;

e) les amis très proches des administrateurs, membres de la haute direction, fondateurs ou personnes participant au contrôle de l'émetteur;

f) les proches partenaires des administrateurs, membres de la haute direction, fondateurs ou personnes participant au contrôle de l'émetteur;

g) les conjoint, père et mère, grands-parents, frères, sœurs, enfants ou petits-enfants du porteur vendeur ou du conjoint de celui-ci;

h) les porteurs de l'émetteur;

i) les investisseurs qualifiés;

j) une personne dont les titres comportant droit de vote sont en majorité la propriété véritable de personnes visées aux sous-paragraphes *a* à *h* ou dont les administrateurs sont en majorité des personnes visées aux sous-paragraphes *a* à *i*;

k) une fiducie ou une succession dont tous les bénéficiaires ou une majorité des fiduciaires ou des liquidateurs sont des personnes visées aux sous-paragraphes *a* à *i*;

l) une personne qui n'est pas du public.

3) Sauf dans le cas d'une opération visée effectuée avec un investisseur qualifié, aucune commission, y compris une commission d'intermédiaire, ne peut être versée à un administrateur, un dirigeant, un fondateur ou une personne participant au contrôle de l'émetteur relativement à une opération visée effectuée conformément au paragraphe 2.

3.5. Parents, amis et partenaires

1) Sauf en Ontario, l'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée sur des titres avec un acquéreur qui acquiert les titres pour son propre compte et qui fait partie de l'une des catégories suivantes :

a) les administrateurs ou membres de la haute direction de l'émetteur ou d'une société du même groupe, ou les personnes participant au contrôle de l'émetteur ou d'une société du même groupe;

b) les conjoint, père et mère, grands-parents, frères, sœurs, enfants ou petits-enfants des administrateurs ou membres de la haute direction de l'émetteur ou d'une société du même groupe, ou des personnes participant au contrôle de l'émetteur ou d'une société du même groupe;

c) les père et mère, grands-parents, frères, sœurs, enfants ou petits-enfants du conjoint des administrateurs ou membres de la haute direction de l'émetteur ou d'une société du même groupe, ou des personnes participant au contrôle de l'émetteur ou d'une société du même groupe;

d) les amis très proches des administrateurs ou membres de la haute direction de l'émetteur ou d'une société du même groupe, ou des personnes participant au contrôle de l'émetteur ou d'une société du même groupe;

e) les proches partenaires des administrateurs ou membres de la haute direction de l'émetteur ou d'une société du même groupe, ou des personnes participant au contrôle de l'émetteur ou d'une société du même groupe;

f) les fondateurs de l'émetteur ou les conjoint, père et mère, grands-parents, frères, sœurs, enfants, petits-enfants, amis très proches et proches partenaires d'un fondateur de l'émetteur;

g) les père et mère, grands-parents, frères, sœurs, enfants ou petits-enfants du conjoint d'un fondateur de l'émetteur;

h) une personne dont les titres comportant droit de vote sont en majorité la propriété véritable de personnes visées aux sous-paragraphe *a* à *g* ou dont les administrateurs sont en majorité des personnes visées aux sous-paragraphe *a* à *g*;

i) une fiducie ou une succession dont tous les bénéficiaires ou une majorité des fiduciaires ou des liquidateurs sont des personnes visées aux sous-paragraphe *a* à *g*.

2) Aucune commission, y compris une commission d'intermédiaire, ne peut être versée à un administrateur, dirigeant ou fondateur de l'émetteur ou d'une société du même groupe ou à une personne participant au contrôle de l'émetteur ou d'une société du même groupe relativement à une opération visée effectuée conformément au paragraphe 1.

3.6. Parents, amis et partenaires - Saskatchewan

1) En Saskatchewan, l'article 3.5 ne s'applique pas, à moins que la personne effectuant l'opération visée obtienne de l'acquéreur un formulaire de reconnaissance de risque signé en la forme prévue au présent règlement dans le cas d'une opération visée avec l'une des personnes suivantes :

- a) une personne visée aux sous-paragraphes *d* ou *e* du paragraphe 1 de l'article 3.5;
 - b) un ami très proche ou un proche partenaire d'un fondateur de l'émetteur;
 - c) une personne visée au sous-paragraphe *h* ou *i* du paragraphe 1 de l'article 3.5 si l'opération visée est fondée, pour tout ou partie, sur la qualité d'ami très proche ou de proche partenaire.
- 2) La personne qui effectue l'opération visée conserve le formulaire prévu au paragraphe 1 pendant un délai de 8 ans à compter de l'opération.

3.7. Fondateurs, personnes participant au contrôle et parents - Ontario

En Ontario, l'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée sur des titres avec un acquéreur qui acquiert les titres pour son propre compte et qui fait partie de l'une des catégories suivantes :

- a) les fondateurs de l'émetteur;
- b) les sociétés du même groupe qu'un fondateur de l'émetteur;
- c) les conjoint, père et mère, frères, sœurs, grands-parents, enfants ou petits-enfants des membres de la haute direction, administrateurs ou fondateurs de l'émetteur;
- d) les personnes participant au contrôle de l'émetteur.

3.8. Sociétés du même groupe

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée par un émetteur sur des titres émis par lui avec une société du même groupe qui les souscrit pour son propre compte.

3.9. Notice d'offre

1) En Colombie-Britannique, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador, l'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée par un émetteur sur des titres émis par lui avec un souscripteur lorsque sont remplies les conditions suivantes :

- a) le souscripteur souscrit les titres pour son propre compte;
- b) au moment où le souscripteur signe le contrat de souscription des titres ou auparavant, l'émetteur :
 - i)* lui remet une notice d'offre conformément aux paragraphes 5 à 13;
 - ii)* obtient de lui un formulaire de reconnaissance de risque signé conformément au paragraphe 15.

2) En Alberta, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Manitoba, au Nunavut, au Québec, en Saskatchewan, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, l'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée par un émetteur sur des titres émis par lui lorsque sont remplies les conditions suivantes :

- a) le souscripteur souscrit les titres pour son propre compte;
- b) le souscripteur est un investisseur admissible ou le coût d'acquisition global pour le souscripteur n'excède pas 10 000 \$;

c) au moment où le souscripteur signe le contrat de souscription des titres ou auparavant, l'émetteur :

i) lui remet une notice d'offre conformément aux paragraphes 5 à 13;

ii) obtient de lui un formulaire de reconnaissance de risque signé conformément au paragraphe 15;

d) dans le cas où l'émetteur est un fonds d'investissement, il est :

i) soit un fonds d'investissement à capital fixe;

ii) soit un organisme de placement collectif qui est émetteur assujéti.

3) En Alberta, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Manitoba, au Nunavut, au Québec, en Saskatchewan, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, le présent article ne s'applique pas à une opération visée effectuée sur des titres avec une personne visée au paragraphe *a* de la définition de « investisseur admissible » prévue à l'article 1.1 si la personne a été créée ou si elle sert uniquement pour souscrire ou détenir des titres sous le régime de la dispense d'inscription à titre de courtier prévue au paragraphe 2.

4) Aucune commission, y compris une commission d'intermédiaire, ne peut être versée à une personne autre qu'un courtier inscrit relativement à une opération visée effectuée avec un souscripteur au Nunavut, en Saskatchewan, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon en vertu du paragraphe 2.

5) La notice d'offre transmise en application du présent article est établie en la forme prévue au présent règlement.

6) Si la législation en valeurs mobilières du lieu de résidence du souscripteur ne prévoit pas de droit équivalent, la notice d'offre transmise en application du présent article prévoit que le souscripteur détient un droit contractuel de résoudre le contrat de souscription des titres en transmettant un avis à l'émetteur au plus tard à minuit le deuxième jour ouvrable après la signature de ce contrat par le souscripteur.

7) Si la législation en valeurs mobilières du lieu de résidence du souscripteur ne prévoit pas de droits d'action pour informations fausses ou trompeuses contenues dans une notice d'offre transmise en application du présent article, la notice d'offre prévoit un droit d'action contractuel en nullité ou en dommages-intérêts contre l'émetteur qui peut être exercé selon les modalités suivantes :

a) il est ouvert au souscripteur si la notice d'offre, ou des renseignements ou documents intégrés ou réputés intégrés par renvoi dans la notice d'offre, contiennent des informations fausses ou trompeuses, sans égard au fait que le souscripteur se soit fié à ces informations;

b) le souscripteur peut l'exercer en transmettant un avis à l'émetteur :

i) dans le cas de l'action en nullité, dans un délai de 180 jours à compter de la signature du contrat de souscription des titres par le souscripteur;

ii) dans le cas de l'action en dommages-intérêts, dans le plus court des délais suivants :

A) 180 jours à compter du moment où le souscripteur a eu connaissance des faits donnant ouverture à l'action;

B) 3 ans à compter de la signature du contrat de souscription de titres par le souscripteur;

c) il est possible d'invoquer en défense que le souscripteur connaissait la nature fautive ou trompeuse des informations;

d) dans le cas de l'action en dommages-intérêts, la somme susceptible de recouvrement :

i) n'excède pas le prix auquel les titres ont été offerts;

ii) ne comprend pas tout ou partie des dommages-intérêts dont l'émetteur prouve qu'ils ne correspondent pas à la diminution de valeur des titres résultant des informations fausses ou trompeuses;

e) il s'ajoute aux autres droits du souscripteur sans les diminuer.

8) La notice d'offre transmise en application du présent article contient l'attestation suivante :

« La présente notice d'offre ne contient aucune information fautive ou trompeuse. »

9) Dans le cas où l'émetteur est une société par actions, l'attestation prévue au paragraphe 8 est signée :

a) par le chef de la direction et le chef des finances de l'émetteur ou, si l'émetteur n'a pas de dirigeant possédant l'un de ces titres, une personne physique exerçant les fonctions correspondantes;

b) au nom du conseil d'administration de l'émetteur :

i) soit par deux administrateurs autorisés à signer, à l'exception des personnes visées au sous-paragraphe *a*;

ii) soit par tous les administrateurs de l'émetteur;

c) par chaque promoteur de l'émetteur.

10) Dans le cas où l'émetteur est une fiducie, l'attestation prévue au paragraphe 8 est signée :

a) par les personnes physiques qui remplissent pour le compte de l'émetteur des fonctions analogues à celles du chef de la direction et du chef des finances d'une société par actions;

b) par chaque fiduciaire et le gestionnaire de l'émetteur.

10.1) Selon la nature du fiduciaire ou du gestionnaire signant l'attestation de l'émetteur, les personnes suivantes signent :

a) dans le cas où le fiduciaire ou le gestionnaire est une personne physique, cette personne physique;

b) dans le cas où le fiduciaire ou le gestionnaire est une société par actions, les personnes suivantes :

i) le chef de la direction et le chef des finances du fiduciaire ou du gestionnaire;

ii) au nom du conseil d'administration du fiduciaire ou du gestionnaire, les personnes suivantes :

A) soit deux administrateurs du fiduciaire ou du gestionnaire, autres que les personnes visées à la disposition *i*;

B) soit tous les administrateurs du fiduciaire ou du gestionnaire;

c) dans le cas où le fiduciaire ou le gestionnaire est une société en commandite, chaque commandité de cette société de la manière prévue au paragraphe 11.1 pour un émetteur constitué sous forme de société en commandite;

d) dans le cas où le fiduciaire ou le gestionnaire n'est pas visé au paragraphe *a*, *b* ou *c*, toute personne ayant le pouvoir d'agir au nom de celui-ci.

10.2) Malgré les paragraphes 10 et 10.1, dans le cas où l'émetteur est un fonds d'investissement et que la déclaration de fiducie, l'acte de fiducie ou la convention de fiducie établissant le fonds d'investissement délègue le pouvoir de le faire ou autorise d'une autre manière une personne physique ou une société par actions à le faire, l'attestation peut être signée par la personne physique ou la société par actions à qui le pouvoir est délégué ou qui est autorisée à signer.

10.3) Malgré les paragraphes 10 et 10.1, les fiduciaires de l'émetteur, à l'exception d'un fonds d'investissement, qui ne remplissent pas pour le compte de l'émetteur de fonctions analogues à celles des administrateurs d'une société par actions ne sont pas tenus de signer l'attestation de l'émetteur, si au moins deux personnes physiques qui remplissent de telles fonctions pour le compte de l'émetteur la signent.

11) Dans le cas où l'émetteur est une société en commandite, l'attestation prévue au paragraphe 8 est signée :

a) par chaque personne physique qui remplit pour le compte de l'émetteur des fonctions analogues à celles du chef de la direction et du chef des finances d'une société par actions;

b) par chaque commandité de l'émetteur.

11.1) Selon la nature du commandité, les personnes suivantes signent l'attestation de l'émetteur :

a) dans le cas où le commandité est une personne physique, cette personne physique;

b) dans le cas où le commandité est une société par actions, les personnes suivantes :

i) le chef de la direction et le chef des finances du commandité;

ii) au nom du conseil d'administration du commandité, les personnes suivantes :

A) soit deux administrateurs du commandité, autres que les personnes visées à la disposition *i*;

B) soit tous les administrateurs du commandité;

c) dans le cas où le commandité est une société en commandite, chaque commandité de cette société, le présent paragraphe s'appliquant à chaque commandité tenu de signer;

d) dans le cas où le commandité est une fiducie, les fiduciaires du commandité de la manière prévue au paragraphe 10 pour un émetteur qui est une fiducie;

d) dans le cas où le commandité n'est pas visé au paragraphe *a, b, c* ou *d*, toute personne ayant le pouvoir d'agir au nom de celui-ci.

12) Dans le cas où l'émetteur n'est pas une société par actions, une fiducie ou une société en commandite, l'attestation prévue au paragraphe 8 est signée par les personnes qui, par rapport à l'émetteur, sont dans une situation comparable ou exercent des fonctions comparables à celles des personnes visées aux paragraphes 9 à 11.1.

13) L'attestation prévue au paragraphe 8 fait foi des faits qu'elle atteste aux dates suivantes :

a) la date de sa signature;

b) la date où la notice d'offre est transmise au souscripteur.

14) Dans le cas où, après avoir été transmise au souscripteur, l'attestation prévue au paragraphe 8 cesse de faire foi des faits qu'elle atteste, l'émetteur ne peut accepter de contrat de souscription des titres d'un souscripteur à moins que soient réunies les conditions suivantes :

a) le souscripteur reçoit une mise à jour de la notice d'offre;

b) la mise à jour de la notice d'offre contient une attestation portant une nouvelle date, signée conformément au paragraphe 9, 10, 10.1, 10.2, 10.3, 11 ou 11.1;

c) le souscripteur signe de nouveau le contrat de souscription des titres.

15) Le formulaire de reconnaissance de risque prévu au paragraphe 1 ou 2 est établi en la forme prévue au présent règlement et l'émetteur se prévalant de l'un de ces paragraphes conserve le formulaire signée durant une période de 8 ans après l'opération visée.

16) L'émetteur a les obligations suivantes :

a) il conserve en fiducie la totalité de la contrepartie reçue du souscripteur à l'occasion d'une opération visée effectuée sur des titres en vertu du paragraphe 1 ou 2 jusqu'à minuit le deuxième jour ouvrable suivant la signature de la souscription par le souscripteur;

b) il retourne aussitôt la totalité de la contrepartie au souscripteur si ce dernier exerce son droit de résolution du contrat de souscription prévu au paragraphe 6.

17) L'émetteur dépose un exemplaire de la notice d'offre transmise conformément au présent article et de toute mise à jour de celle-ci auprès de l'autorité en valeurs mobilières au plus tard le dixième jour après le placement.

18) L'émetteur admissible qui utilise une forme de notice d'offre lui permettant d'y intégrer par renvoi l'information déjà déposée est dispensé de l'obligation, prévue par le Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers, de déposer un rapport technique appuyant l'information de nature scientifique ou technique au sujet du projet minier de l'émetteur admissible présentée dans la notice d'offre ou intégrée par renvoi dans celle-ci si cette information est contenue dans un rapport technique déposé auparavant en vertu de ce règlement.

3.10. Investissement d'une somme minimale

1) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée sur des titres lorsque sont réunies les conditions suivantes :

a) l'acquéreur acquiert les titres pour son propre compte;

b) les titres ont un coût d'acquisition pour l'acquéreur d'au moins 150 000 \$ payé comptant au moment de l'opération visée;

c) l'opération visée est effectuée sur les titres d'un seul émetteur.

2) Le paragraphe 1 ne s'applique pas à une opération visée effectuée sur des titres avec une personne créée ou dont on se sert uniquement pour souscrire ou détenir des titres sous le régime de la dispense d'inscription à titre de courtier prévue à ce paragraphe.

Section 2 Dispenses relatives à des opérations

3.11. Regroupement et réorganisation d'entreprises

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée sur des titres à l'occasion :

a) d'une fusion, d'un regroupement, d'une réorganisation ou d'un arrangement conformément à une procédure légale;

b) d'une fusion, d'un regroupement, d'une réorganisation ou d'un arrangement qui remplit les conditions suivantes :

i) l'opération est décrite dans une circulaire de sollicitation de procurations établie conformément au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue ou dans un document d'information similaire, et la circulaire ou le document d'information similaire est transmis à chacun des porteurs dont l'approbation est nécessaire pour que l'opération en question puisse être réalisée;

ii) l'opération est approuvée par les porteurs visés à la disposition *i*;

c) de la dissolution ou de la liquidation de l'émetteur.

3.12. Acquisition d'actifs

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée par un émetteur sur des titres émis par lui avec une personne en contrepartie de l'acquisition, directe ou indirecte, d'actifs de cette personne, si ces actifs ont une juste valeur d'au moins 150 000 \$.

3.13. Terrains pétrolifères, gazéifères et miniers

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée par un émetteur sur des titres émis par lui en contrepartie de l'acquisition, directe ou indirecte, de terrains pétrolifères, gazéifères ou miniers ou d'un droit sur ceux-ci.

3.14. Titres émis en règlement d'une dette

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée par un émetteur assujetti sur des titres émis par lui avec un créancier pour régler une dette contractée de bonne foi par cet émetteur.

3.15. Acquisition ou rachat par l'émetteur

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée avec l'émetteur des titres sur lesquels porte l'opération.

3.16. Offre publique d'achat ou de rachat

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée sur des titres relativement à une offre publique d'achat ou de rachat dans un territoire du Canada.

3.17. Offre d'acquisition des titres faite à un porteur situé à l'extérieur du territoire intéressé

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée par un porteur situé à l'extérieur du territoire intéressé avec une personne située dans le territoire intéressé, dans le cas où l'opération visée aurait été effectuée relativement à une offre publique d'achat ou de rachat faite par cette personne si ce n'était du fait que le porteur est situé dans un territoire à l'extérieur du territoire intéressé.

Section 3 Dispenses relatives aux fonds d'investissement**3.18. Réinvestissement dans un fonds d'investissement**

1) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre des opérations visées suivantes effectuées par un fonds d'investissement, et le gestionnaire de fonds d'investissement de ce fonds, avec un des porteurs du fonds si elles sont autorisées par un plan du fonds d'investissement :

a) une opération visée portant sur des titres émis par le fonds d'investissement si un dividende ou une distribution versé sur le bénéfice, le surplus, les capitaux propres ou d'autres sources payables à l'égard des titres du fonds d'investissement est affecté à la souscription de titres qui sont de la même catégorie ou série que celle des titres auxquels est attribuable le dividende ou la distribution;

b) une opération visée portant sur des titres émis par le fonds d'investissement si les porteurs ont fait un versement de fonds facultatif pour souscrire des titres du fonds d'investissement qui sont de la même catégorie ou série que les titres visés au sous-paragraphe *a* et se négocient sur un marché.

2) Pendant l'exercice du fonds d'investissement au cours duquel l'opération visée a lieu, le nombre global de titres émis en contrepartie du versement de fonds facultatif prévu au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 ne doit pas excéder 2 % des titres émis et en circulation de la catégorie à laquelle se rapporte le plan au début de l'exercice.

3) Le plan qui autorise les opérations visées prévues au paragraphe 1 est ouvert à tous les porteurs du Canada ayant droit au dividende ou à la distribution versé sur le bénéfice, le surplus, les capitaux propres ou d'autres sources.

4) Une personne ne peut demander de frais pour effectuer l'opération visée prévue au paragraphe 1.

5) Le fonds d'investissement qui est émetteur assujetti et qui procède au placement permanent de ses titres indique ce qui suit dans son prospectus courant :

a) les modalités de tous frais de souscription différés ou éventuels ou de tous frais de rachat payables au moment du rachat des titres;

b) le droit du porteur de choisir de recevoir des espèces plutôt que des titres en paiement du dividende ou de la distribution par le fonds d'investissement;

c) les instructions sur la façon d'exercer le droit visé au sous-paragraphe *b*.

6) Le fonds d'investissement qui est émetteur assujéti et ne procède pas au placement permanent de ses titres fournit l'information prévue au paragraphe 5 dans son prospectus, sa notice annuelle ou toute déclaration de changement important.

3.19. Investissement additionnel dans un fonds d'investissement

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée par un fonds d'investissement, ou par le gestionnaire de fonds d'investissement de ce fonds, sur des titres émis par le fonds avec l'un de ses porteurs lorsque sont réunies les conditions suivantes :

a) le porteur a souscrit à l'origine pour son propre compte des titres du fonds d'investissement moyennant un coût d'acquisition global au moins égal à 150 000 \$ payé comptant au moment de l'opération visée;

b) l'opération visée porte sur des titres de la même catégorie ou série que celle des titres souscrits à l'origine, visés au paragraphe *a*;

c) à la date de l'opération visée, le porteur détient des titres du fonds d'investissement dont, selon le cas :

i) le coût d'acquisition est au moins égal à 150 000 \$;

ii) la valeur liquidative est au moins égale à 150 000 \$.

3.20. Club d'investissement

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée sur des titres d'un fonds d'investissement lorsque sont réunies les conditions suivantes :

a) le fonds d'investissement ne compte pas plus de 50 propriétaires véritables de ses titres;

b) il ne cherche pas et n'a jamais cherché à faire d'emprunt auprès du public;

c) il ne place pas de titres et n'en a jamais placé auprès du public;

d) il ne verse aucune rémunération pour la gestion du portefeuille ou des conseils sur l'administration à l'égard d'opérations sur des titres, sauf les courtages normaux;

e) les porteurs sont tenus de contribuer au financement de son fonctionnement en proportion de la valeur des titres qu'ils détiennent.

3.21. Fonds d'investissement privé - portefeuilles gérés par une société de fiducie

1) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée sur des titres d'un fonds d'investissement qui réunit les conditions suivantes :

a) il est géré par une société de fiducie qui est autorisée à exercer son activité au Canada ou dans un territoire du Canada ou inscrite en vertu d'une loi du Canada ou d'un territoire du Canada;

b) il n'a pas d'autre promoteur ou gestionnaire de fonds d'investissement que la société de fiducie visée au sous-paragraphe *a*;

c) son portefeuille se compose de fonds provenant de diverses successions et fiducies qui sont regroupés en vue d'en faciliter le placement.

2) Malgré le paragraphe 1, une société de fiducie inscrite en vertu des lois de l'Île-du-Prince-Édouard qui n'est pas inscrite en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt ou d'une loi équivalente dans un autre territoire du Canada n'est pas considérée comme une société de fiducie.

3) L'obligation d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement ne s'applique pas à la société de fiducie qui administre un fonds d'investissement visé au paragraphe 1.

Section 4 Dispenses relatives aux salariés, aux membres de la haute direction, aux administrateurs et aux consultants

3.22. Définitions

Les définitions prévues à l'article 2.22 s'appliquent également dans la présente section.

3.23. Interprétation

1) Dans la présente section, une personne est considérée comme contrôlant une autre personne si elle a le pouvoir, directement ou indirectement, de diriger cette autre personne et d'appliquer ses politiques du fait :

- a)* qu'elle exerce une emprise sur des titres comportant droit de vote de cette autre personne;
- b)* d'un contrat ou acte écrit;
- c)* de sa qualité de commandité de cette autre personne ou du contrôle de celui-ci;
- d)* de sa qualité de fiduciaire de cette autre personne.

2) Dans la présente section, la participation à une opération visée est considérée comme volontaire dans les cas suivants :

- a)* dans le cas d'un salarié, celui-ci ou son cessionnaire admissible n'est pas incité à participer à l'opération visée en vue d'obtenir un emploi ou de conserver son emploi auprès de l'émetteur ou d'une entité apparentée à ce dernier;
- b)* dans le cas d'un membre de la haute direction, celui-ci ou son cessionnaire admissible n'est pas incité à participer à l'opération visée en vue d'obtenir ou de conserver sa nomination ou un emploi auprès de l'émetteur ou de l'entité apparentée à ce dernier;
- c)* dans le cas d'un consultant, celui-ci ou son cessionnaire admissible n'est pas incité à participer à l'opération visée en vue d'obtenir un engagement ou de conserver son engagement afin de fournir des services à l'émetteur ou à une entité apparentée à ce dernier;
- d)* dans le cas d'un salarié d'un consultant, il n'est pas incité par l'émetteur, une entité apparentée à ce dernier ou le consultant à participer à l'opération visée en vue d'obtenir un emploi ou de conserver son emploi auprès du consultant.

3.24. Salariés, membres de la haute direction, administrateurs et consultants

1) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre de l'une des opérations suivantes :

- a)* une opération visée effectuée par un émetteur sur des titres émis par lui;

b) une opération visée effectuée sur des titres d'un émetteur ou sur une option permettant d'acquérir des titres d'un émetteur par une personne participant au contrôle de celui-ci;

avec l'une des personnes suivantes, si la participation à l'opération visée est volontaire :

c) un salarié, un membre de la haute direction, un administrateur ou un consultant de l'émetteur;

d) un salarié, un membre de la haute direction, un administrateur ou un consultant d'une entité apparentée à l'émetteur;

e) un cessionnaire admissible d'une personne visée au sous-paragraphe *c* ou *d*.

2) Une personne visée au sous-paragraphe *c*, *d* ou *e* du paragraphe 1 comprend également un fiduciaire, un dépositaire ou un administrateur agissant à titre de mandataire d'une telle personne en vue de faciliter une opération visée.

3) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une activité d'une entité apparentée à un émetteur visant la réalisation d'une opération visée prévue au paragraphe 1.

3.25. Exception dans le cas de l'émetteur assujetti non coté

1) Pour l'application du présent article, l'expression « émetteur assujetti non coté » s'entend d'un émetteur assujetti dans un territoire du Canada qui n'est pas un émetteur coté.

2) L'article 3.24 ne s'applique pas à une opération visée avec un salarié ou un consultant de l'émetteur assujetti non coté qui est un professionnel des relations avec les investisseurs de l'émetteur, un consultant lié à l'émetteur, un membre de la haute direction de l'émetteur, un administrateur de l'émetteur ou un cessionnaire admissible de ces personnes, dans le cas où, après l'opération, l'une des conditions suivantes est remplie :

a) le nombre de titres, calculé sur une base diluée, réservés pour l'émission à l'exercice d'options consenties :

i) à des personnes apparentées excède 10 % des titres en circulation de l'émetteur;

ii) à une personne apparentée excède 5 % des titres en circulation de l'émetteur;

b) le nombre de titres, calculé sur une base diluée, émis au cours d'une période de 12 mois :

i) à des personnes apparentées excède 10 % des titres en circulation de l'émetteur;

ii) à une personne apparentée et aux personnes avec qui celle-ci a des liens excède 5 % des titres en circulation de l'émetteur.

3) Le paragraphe 2 ne s'applique pas à une opération visée si l'émetteur assujetti non coté remplit les conditions suivantes :

a) il obtient l'approbation des porteurs;

b) avant d'obtenir l'approbation des porteurs, il leur fournit l'information suivante de façon assez détaillée pour leur permettre d'avoir un jugement éclairé sur les fins de l'opération :

i) l'admissibilité des salariés, membres de la haute direction, administrateurs et consultants à se voir émettre ou attribuer des titres en guise de rémunération ou dans le cadre du plan;

ii) le nombre maximal de titres qui peuvent être émis ou, dans le cas d'options, le nombre de titres qui peuvent être émis à l'exercice des options, en guise de rémunération ou dans le cadre du plan;

iii) des renseignements relatifs à toute aide financière ou à tout accord de soutien que l'émetteur ou une entité apparentée à l'émetteur fournira pour faciliter la souscription de titres en guise de rémunération ou dans le cadre du plan, y compris des renseignements permettant de savoir si l'aide ou le soutien est fourni avec une garantie totale ou partielle de remboursement ou sans aucune garantie;

iv) dans le cas d'options, leur durée maximale et la base de détermination de leur prix d'exercice;

v) des renseignements relatifs aux options ou autres droits attribués en guise de rémunération ou dans le cadre du plan, notamment en ce qui concerne leur cessibilité;

vi) le nombre de droits de vote attachés aux titres qui, à la connaissance de l'émetteur au moment où il fournit l'information, ne seront pas pris en compte pour déterminer si l'approbation des porteurs a été obtenue.

3.26. Opérations visées entre salariés, membres de la haute direction, administrateurs ou consultants actuels ou anciens d'un émetteur non assujetti

1) Sous réserve du paragraphe 2, l'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée sur les titres d'un émetteur par l'une des personnes suivantes :

a) un salarié, membre de la haute direction, administrateur ou consultant actuel ou ancien de l'émetteur ou d'une entité apparentée à l'émetteur;

b) un cessionnaire admissible d'une personne visée au sous-paragraphe *a*;

avec les personnes suivantes :

c) soit un salarié, membre de la haute direction, administrateur ou consultant de l'émetteur ou d'une entité apparentée à l'émetteur;

d) soit un cessionnaire admissible d'un salarié, membre de la haute direction, administrateur ou consultant.

2) La dispense prévue au paragraphe 1 n'est ouverte que si les conditions suivantes sont réunies :

a) la participation à l'opération visée est volontaire;

b) l'émetteur des titres n'est émetteur assujetti dans aucun territoire du Canada;

c) le prix des titres faisant l'objet de l'opération visée est établi au moyen d'une formule d'application générale contenue dans un contrat écrit intervenu entre quelques-uns ou la totalité des porteurs de l'émetteur auquel le cessionnaire est ou deviendra partie.

3.27. Cessionnaires admissibles

1) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée sur des titres d'un émetteur acquis par une personne visée au paragraphe 1 de l'article 3.24 dans le cadre d'un plan de l'émetteur dans les cas suivants :

- a) l'opération visée intervient entre :
 - i) une personne qui est un salarié, un membre de la haute direction, un administrateur ou un consultant de l'émetteur ou d'une entité apparentée à l'émetteur;
 - ii) et le cessionnaire admissible de cette personne;
- b) l'opération visée intervient entre les cessionnaires admissibles de cette personne.

2) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée sur les titres d'un émetteur effectuée par un fiduciaire, un dépositaire ou un administrateur agissant pour le compte, ou dans l'intérêt de salariés, de membres de la haute direction, d'administrateurs ou de consultants de l'émetteur ou d'une entité apparentée à l'émetteur, avec l'une des personnes suivantes :

- a) un salarié, un membre de la haute direction, un administrateur ou un consultant de l'émetteur ou d'une entité apparentée à l'émetteur;
- b) un cessionnaire admissible d'une personne visée au sous-paragraphe a;

lorsque les titres ont été acquis de l'une des personnes suivantes :

- c) un salarié, un membre de la haute direction, un administrateur ou un consultant de l'émetteur ou d'une entité apparentée à l'émetteur;
- d) le cessionnaire admissible d'une personne visée au sous-paragraphe c.

3) Pour l'application des dispenses prévues au paragraphe 1 et aux sous-paragraphe *c* et *d* du paragraphe 2, un ancien salarié, membre de la haute direction, administrateur ou consultant est assimilé à un salarié, membre de la haute direction, administrateur ou consultant.

3.28. Revente – titres d'un émetteur non assujetti

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre de la revente de titres acquis sous le régime de la présente section ou par une personne visée au paragraphe 1 de l'article 3.24 dans la mesure où les conditions prévues à l'article 2.14 du Règlement 45-102 sur la revente de titres sont remplies.

Section 5 Dispenses diverses**3.29. Opération visée isolée**

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée isolée effectuée sur des titres par une personne lorsque l'opération réunit les conditions suivantes :

- a) elle n'est pas effectuée par l'émetteur des titres;
- b) elle ne fait pas partie d'une succession ininterrompue d'opérations de même nature;

c) elle n'est pas effectuée par une personne dont l'activité normale consiste à négocier des titres.

3.30. Opération visée isolée effectuée par l'émetteur

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée isolée effectuée par un émetteur sur des titres émis par lui lorsque l'opération réunit les conditions suivantes :

a) elle ne fait pas partie d'une succession ininterrompue d'opérations de même nature;

b) elle n'est pas effectuée par une personne dont l'activité normale consiste à négocier des titres.

3.31. Dividendes et distributions

1) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée par un émetteur sur des titres émis par lui en faveur d'un de ses porteurs à titre de dividende ou de distribution versé sur le bénéfice, le surplus, les capitaux propres ou d'autres sources.

2) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée par un émetteur avec un de ses porteurs sur des titres d'un émetteur assujetti attribués à titre de dividende ou de distribution en espèces versé sur le bénéfice ou le surplus.

3.32. Opération visée effectuée par une personne participant au contrôle en vue de la constitution d'une garantie

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée sur des titres d'un émetteur qui appartiennent à une personne participant au contrôle de l'émetteur dans le but de constituer une garantie pour une dette contractée de bonne foi par cette dernière.

3.33. Personne agissant à titre de preneur ferme

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée sur des titres effectuée entre une personne et un acquéreur agissant à titre de preneur ferme ou entre des personnes agissant comme preneurs fermes.

3.34. Dette déterminée

1) Dans le présent article, on entend par « organisme supranational accepté » :

a) la Banque africaine de développement établie par l'Accord portant création de la Banque africaine de développement, qui est entré en vigueur le 10 septembre 1964, et dont le Canada est membre depuis le 30 décembre 1982;

b) la Banque asiatique de développement établie en 1965 en vertu d'une résolution de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique;

c) la Banque de développement des Caraïbes établie par l'Accord portant création de la Banque de développement des Caraïbes, qui est entré en vigueur le 26 janvier 1970, modifié, et dont le Canada est membre fondateur;

d) la Banque européenne pour la reconstruction et le développement établie par l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le

développement approuvé par la Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, dont le Canada est membre fondateur;

e) la Banque interaméricaine de développement établie par l'Accord constitutif de la Banque interaméricaine de développement, qui a pris effet le 30 décembre 1959, modifié, et dont le Canada est membre;

f) la Banque internationale pour la reconstruction et le développement établie par l'Accord relatif à la Banque pour la reconstruction et le développement approuvé par la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes;

g) la Société Financière Internationale, dont les statuts sont approuvés par la Loi sur les Accords de Bretton Woods et des accords connexes.

2) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée sur des titres de créance :

a) émis ou garantis par le gouvernement du Canada ou le gouvernement d'un territoire du Canada;

b) émis ou garantis par le gouvernement d'un territoire étranger dans la mesure où ils font l'objet d'une note approuvée attribuée par un organisme de notation approuvé;

c) émis ou garantis par une municipalité au Canada, garantis par les impôts qui sont prélevés en vertu d'une loi d'un territoire du Canada sur les biens-fonds de ce territoire et percevables par la municipalité où se trouvent les biens-fonds ou par l'entremise de cette municipalité, ou dont le remboursement est assuré par ces impôts;

d) émis ou garantis par une institution financière canadienne ou une banque de l'annexe III, à l'exception de titres de créance dont le remboursement n'est possible qu'après celui des dépôts détenus par l'émetteur ou le garant de ces titres de créance;

e) émis par le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal;

f) émis ou garantis par un organisme supranational accepté, à condition qu'ils soient remboursables dans la monnaie du Canada ou des États-Unis d'Amérique.

3) Les sous-paragraphes *a* et *c* du paragraphe 2 ne s'appliquent pas en Ontario.

3.35. Dette à court terme

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée sur des billets à ordre ou sur des billets de trésorerie négociables dont l'échéance est prévue dans un an ou moins à compter de la date d'émission, pour autant qu'ils remplissent les conditions suivantes :

a) ils ne permettent pas d'acquérir par voie de conversion ou d'échange d'autres titres que ceux visés par le présent article ou ne sont pas accompagnés d'un droit de souscrire ces autres titres;

b) ils font l'objet d'une note approuvée attribuée par une agence de notation agréée.

3.36. Créance hypothécaire

1) Dans le présent article, on entend par « créance hypothécaire syndiquée » une créance hypothécaire à laquelle deux personnes ou plus sont parties, directement ou indirectement, à titre de prêteur et qui est garantie par l'hypothèque.

2) Sauf en Ontario, l'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée dans un territoire du Canada sur des créances hypothécaires sur des immeubles par une personne qui est inscrite, titulaire d'un permis ou dispensée de l'inscription ou de permis en vertu de la loi relative au courtage hypothécaire de ce territoire.

3) En Alberta, en Colombie-Britannique, au Manitoba, au Québec et en Saskatchewan, le paragraphe 2 ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée sur une créance hypothécaire syndiquée.

3.37. Législation sur les sûretés mobilières

Sauf en Ontario, l'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas, dans le cadre d'une opération visée, avec une personne qui n'est pas une personne physique sur des titres constatant une dette garantie par une sûreté fournie conformément à la loi relative aux sûretés mobilières d'un territoire du Canada qui prévoit la fourniture de ces sûretés.

3.38. Émetteur à but non lucratif

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée par un émetteur dont l'objet se rattache exclusivement à l'éducation, à la bienfaisance, au secours mutuel, à la charité, à la religion ou aux loisirs et qui est à but non lucratif sur des titres émis par lui, pour autant que soient réunies les conditions suivantes :

- a) aucune partie du bénéfice net ne profite à un porteur de l'émetteur;
- b) aucune commission ou autre rémunération n'est versée pour le placement des titres.

3.39. Contrat à capital variable

1) Dans le présent article, on entend par :

a) « assurance collective », « assurance sur la vie », « compagnie d'assurance », « contrat » et « police » : ces expressions au sens de la loi relative aux assurances d'un territoire indiquée à l'annexe A;

b) « contrat à capital variable » : un contrat d'assurance-vie dans le cadre duquel les droits du souscripteur sont évalués, pour la transformation ou le rachat, en fonction de la valeur d'une quote-part d'un portefeuille d'actifs déterminé.

2) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée sur un contrat à capital variable effectuée par une compagnie d'assurance dans la mesure où le contrat à capital variable est :

- a) un contrat d'assurance collective;
- b) un contrat d'assurance sur la vie entière qui garantit le paiement à l'échéance d'une prestation au moins égale à 75 % des primes versées jusqu'à l'âge de 75 ans pour une prestation payable à l'échéance;
- c) un mécanisme d'investissement de la participation aux bénéfices et de la somme assurée dans un fonds séparé et distinct dans lequel ne sont versées comme cotisations que cette participation et cette somme, en vertu de la police;
- d) une rente viagère variable.

3.40. REER/FERR/CELI

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée sur des titres effectuée :

- a)* entre une personne physique ou une personne avec laquelle elle a des liens;
- b)* et un REER, un FERR ou un CELI :
 - i)* établi pour ou par cette personne physique;
 - ii)* ou en vertu duquel cette personne est bénéficiaire.

3.41. Banques de l'annexe III et associations coopératives – titres constatant un dépôt

Sauf en Ontario, l'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée portant sur des titres constatant un dépôt émis par une banque de l'annexe III ou une association régie par la Loi sur les associations coopératives de crédit.

3.42. Conversion, échange ou exercice

1) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée par un émetteur dans les cas suivants :

- a)* l'émetteur effectue l'opération visée sur des titres émis par lui avec un porteur conformément aux conditions de titres émis antérieurement par cet émetteur;
- b)* L'émetteur effectue l'opération sur des titres d'un émetteur assujetti qu'il détient avec un de ses porteurs conformément aux conditions de titres émis antérieurement par l'émetteur.

2) Le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 ne s'applique que si les conditions suivantes sont réunies :

- a)* l'émetteur a notifié à l'avance par écrit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières la date, le montant, la nature et les conditions de l'opération visée;
- b)* l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières ne s'est pas opposé par écrit à l'opération visée dans un délai de 10 jours à compter de la réception de l'avis prévu au sous-paragraphe *a* ou, si l'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières s'y oppose, l'émetteur doit lui fournir des renseignements relatifs aux titres que l'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières trouve satisfaisants et accepte.

3.43. Régime enregistré d'épargne-études autogéré

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée dans un REEE autogéré lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a)* l'opération visée est effectuée par l'une des personnes suivantes :
 - i)* un représentant de courtier en épargne collective agissant pour le compte du courtier;
 - ii)* une institution financière canadienne;
 - iii)* en Ontario, un intermédiaire financier;

b) le REEE autogéré limite ses placements aux titres que la personne qui effectue l'opération visée est autorisée à négocier.

3.44. Courtier inscrit

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée par une personne agissant strictement par l'entremise d'un mandataire qui est un courtier inscrit.

3.45. Contrats négociables

1) En Alberta, en Colombie-Britannique, au Québec et en Saskatchewan, l'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre des opérations visées suivantes sur des contrats négociables :

a) une opération visée effectuée par une personne agissant strictement par l'entremise d'un courtier inscrit;

b) Une opération visée résultant d'un ordre non sollicité passé auprès d'une personne physique qui ne réside pas dans le territoire et n'y exerce pas d'activité;

c) une opération qui peut être effectuée occasionnellement par des salariés d'un courtier inscrit remplissant les conditions suivantes :

i) ils n'effectuent habituellement pas d'opérations visées sur des contrats négociables;

ii) ils ont été désignés par l'agent responsable ou, au Québec, par l'autorité en valeurs mobilières comme salariés sans privilège de négociation, soit individuellement, soit en tant que membres d'une catégorie.

2) Pour l'application du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1, la personne physique :

a) ne fait pas de publicité ou d'activités de promotion visant les personnes se trouvant dans le territoire au cours des six mois précédant l'opération visée;

b) ne verse pas de commission, y compris une commission d'intermédiaire, à une personne se trouvant sur le territoire à l'occasion de l'opération visée.

3) Le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 ne s'applique pas en Saskatchewan.

3.46. Successions, faillites et liquidations

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée par une personne agissant en vertu des actes suivants, lors de l'exécution d'obligations légales ou de l'administration des affaires d'une autre personne :

a) une directive, une ordonnance ou un jugement d'un tribunal;

b) un testament;

c) une loi d'un territoire.

3.47. Salariés d'un courtier inscrit

L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée sur des titres par un salarié d'un courtier inscrit si le salarié n'effectue pas habituellement des opérations visées sur des titres et qu'il a été désigné ou accepté par l'agent responsable ou, au Québec, par l'autorité en valeurs mobilières comme

salarié sans privilège de négociation, soit individuellement, soit en tant que membre d'une catégorie.

3.48. Programmes de vente et d'achat pour les propriétaires de petits lots

1) Dans le présent article, on entend par :

« bourse » : l'une des bourses suivantes :

- a) TSX Inc.;
- b) la Bourse de croissance TSX Inc.;
- c) une bourse qui remplit les conditions suivantes :

i) elle a une politique dont l'essentiel est similaire à la politique de TSX Inc.;

ii) elle est désignée par l'autorité en valeurs mobilières pour l'application du présent article;

« politique » : les textes suivants :

a) dans le cas de TSX Inc., les articles 638 et 639 [*Programmes d'achat et de vente de lots irréguliers*] du Guide à l'intention des sociétés de la TSX, et ses modifications;

b) dans le cas de la Bourse de croissance TSX, la Politique 5.7, Programmes de vente ou d'achat pour les propriétaires de petits lots d'actions, et ses modifications;

c) dans la cas d'une bourse visée au paragraphe c de la définition de « bourse », la règle, la politique ou le texte analogue de la bourse relatif aux programmes d'achat et de vente pour les propriétaires de petits lots.

2) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée par un émetteur ou par son mandataire sur les titres de l'émetteur inscrits à la cote d'une bourse lorsque sont réunies les conditions suivantes :

a) l'opération visée a pour but de permettre aux porteurs de participer à un programme conforme à la politique de cette bourse;

b) l'émetteur et son mandataire ne donnent pas de conseils à un porteur au sujet de sa participation à un programme visé au sous-paragraphe a, si ce n'est une description du fonctionnement du programme ou de la procédure à suivre pour y participer, ou les deux à la fois;

c) l'opération visée est effectuée conformément à la politique de cette bourse, sans aucune dispense ou dérogation sur un élément important de la politique;

d) au moment de l'opération, compte tenu d'un achat effectué dans le cadre du programme, la valeur de marché du nombre maximal de titres qu'un porteur a le droit de détenir pour pouvoir participer au programme n'excède pas 25 000 \$.

3) Pour l'application du sous-paragraphe c du paragraphe 2, une dispense ou une dérogation relative au nombre maximal de titres qu'un porteur a le droit de détenir pour pouvoir participer au programme prévu dans la politique ne constitue pas une dispense ou une dérogation sur un élément important de la politique.

3.49. Conseiller

L'obligation d'inscription à titre de conseiller ne s'applique pas :

a) aux personnes suivantes à condition que les services de conseil ne soient fournis qu'à titre accessoire par rapport à leur activité ou profession principale :

i) une institution financière canadienne et une banque de l'annexe III;

ii) la Banque de développement du Canada prorogée en vertu de la Loi sur la Banque de développement du Canada;

iii) une société d'entraide économique ou la Fédération des sociétés d'entraide économique du Québec régie par la Loi sur les sociétés d'entraide économique (L.R.Q., c. S-25.1);

iv) un avocat, un comptable, un ingénieur, un enseignant ou, au Québec, un notaire, dans la mesure où il respecte les conditions suivantes :

A) il s'abstient de recommander les titres d'un émetteur dans lesquels il a une participation;

B) il ne reçoit pour ses services de conseil aucune rémunération distincte de celle qu'il reçoit normalement dans l'exercice de sa profession;

v) un courtier inscrit, un associé au sein d'un courtier inscrit ou un dirigeant ou salarié d'un courtier inscrit;

b) aux éditeurs ou rédacteurs d'un journal, d'un magazine d'actualité ou d'une revue ou d'un périodique commercial ou financier à grand tirage diffusés régulièrement à titre onéreux uniquement aux abonnés payants ou aux acheteurs de la publication, sans égard au mode de distribution, dans la mesure où :

i) ils ne donnent des conseils que par l'entremise de la publication;

ii) ils ne sont pas intéressés, directement ou indirectement, dans les titres sur lesquels ils donnent des conseils;

iii) ils ne reçoivent pour leurs conseils aucune commission ou autre rémunération distincte de celle qu'ils reçoivent à titre d'éditeur ou de rédacteur.

3.50. Courtier en placement agissant comme gestionnaire de portefeuille

1) L'obligation d'inscription à titre de conseiller ne s'applique pas au courtier en placement inscrit qui gère le portefeuille de ses clients en vertu d'un pouvoir discrétionnaire qui lui a été accordé par les clients, à condition qu'il soit membre de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières et que les activités de conseils soient exercées conformément aux règles de cet organisme.

2) L'associé, l'administrateur, le dirigeant ou le salarié du courtier en placement inscrit visé au paragraphe 1 qui gère un portefeuille pour le courtier est inscrit conformément à la législation en valeurs mobilières pour effectuer des opérations visées sur des titres.

PARTIE 4 PLACEMENTS DE BLOCS DE CONTRÔLE**4.1. Placements de blocs de contrôle**

1) Dans la présente partie, on entend par :

« placement d'un bloc de contrôle » : une opération visée à laquelle s'appliquent les dispositions de la législation en valeurs mobilières énumérées à l'Annexe B.

2) Les expressions définies ou interprétées dans le Règlement 62-103 sur le système d'alerte et questions connexes touchant les offres publiques et les déclarations d'initiés adopté par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2003-C-0109 du 18 mars 2003 ont la même signification dans le présent règlement.

3) L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement d'un bloc de contrôle de titres d'un émetteur assujéti effectué par un investisseur institutionnel admissible lorsque sont remplies les conditions suivantes :

a) l'investisseur institutionnel admissible :

i) a déposé les déclarations conformément aux règles du système d'alerte ou les dépose selon la partie 4 du Règlement 62-103 sur le système d'alerte et questions connexes touchant les offres publiques et les déclarations d'initiés;

ii) n'a connaissance d'aucun fait important ou changement important au sujet de l'émetteur assujéti qui n'ait pas encore été rendu public;

iii) n'est informé, dans le cours ordinaire de ses activités commerciales ou d'investissement, d'aucun fait important ou changement important au sujet de l'émetteur assujéti qui n'ait pas encore été rendu public;

iv) n'a pas, seul ou avec ses alliés, le contrôle effectif de l'émetteur assujéti;

b) aucun des administrateurs ou dirigeants de l'émetteur assujéti n'a été, ou ne peut raisonnablement être considéré comme ayant été, choisi, nommé ou désigné par l'investisseur institutionnel admissible ou par un de ses alliés;

c) le placement du bloc de contrôle est effectué dans le cours ordinaire des activités commerciales ou d'investissement de l'investisseur institutionnel admissible;

d) les titres ne seraient soumis à aucune obligation de conservation pendant un délai déterminé en vertu de la législation en valeurs mobilières si ce n'était du fait que l'opération constitue le placement d'un bloc de contrôle;

e) aucun effort inhabituel n'est fait en vue de préparer le marché ou de créer une demande pour les titres;

f) aucune commission ou rémunération extraordinaire n'est payée relativement au placement du bloc de contrôle.

4) L'investisseur institutionnel admissible qui effectue un placement en se prévalant de la dispense prévue au paragraphe 3 dépose, dans un délai de 10 jours à compter du placement, une lettre indiquant la date et le volume du placement, le marché sur lequel il a été effectué ainsi que le prix auquel les titres ont été vendus.

4.2. Placements effectués par une personne participant au contrôle après une offre publique d'achat

1) L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement de titres appartenant à une personne participant au contrôle et qui ont été acquis dans le cadre d'une offre publique d'achat pour laquelle une note d'information a été publiée et déposée, lorsque sont remplies les conditions suivantes :

a) l'émetteur dont les titres ont été acquis dans le cadre de l'offre était émetteur assujéti depuis au moins quatre mois à la date de l'offre;

b) la note d'information établie en vue de l'offre fait état de l'intention d'effectuer le placement;

c) le placement est effectué dans un délai de 20 jours à compter de la date d'expiration de l'offre;

d) un avis d'intention d'effectuer un placement établi conformément à l'Annexe 45-102A1, Avis d'intention de placer des titres, en vertu de l'article 2.8 du Règlement 45-102 sur la revente de titres est déposé avant le placement;

e) une déclaration d'initié relative au placement conforme au formulaire 55-102F2, Déclaration d'initié, ou 55-102F6, Déclaration d'initié, selon le cas, prévu par la Norme canadienne 55-102, Système électronique de déclaration des initiés (SEDI) adoptée par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2003-C-0069 du 3 mars 2003, est déposée dans un délai de trois jours après le placement;

f) aucun effort inhabituel n'est fait en vue de préparer le marché ou de créer une demande pour les titres;

g) aucune commission ou rémunération extraordinaire n'est payée relativement au placement.

2) La personne participant au contrôle visée au paragraphe 1 n'est pas tenue de se conformer au sous-paragraphe *b* de ce paragraphe lorsque les conditions suivantes sont remplies :

a) une autre personne fait une offre publique d'achat concurrente sur les titres de l'émetteur faisant l'objet de la note d'information;

b) la personne participant au contrôle vend ces titres à cette autre personne pour une contrepartie qui n'est pas supérieure à celle qui est offerte par cette autre personne dans le cadre de son offre.

PARTIE 5 PLACEMENTS AU MOYEN D'UN DOCUMENT D'OFFRE CONFORME À LA POLITIQUE DE LA BOURSE DE CROISSANCE TSX

5.1. Application et interprétation

1) La présente partie ne s'applique pas en Ontario.

2) Dans la présente partie, on entend par :

« bon de souscription » : un bon de souscription d'un émetteur placé au moyen d'un document d'offre conforme à la politique de la Bourse de croissance TSX et qui donne au porteur le droit d'acquérir un titre inscrit à la cote ou une portion d'un titre inscrit à la cote du même émetteur;

« Bourse de croissance TSX » : la Bourse de croissance TSX Inc.;

« déclaration relative à un changement postérieur » : une déclaration de changement important qui est déposée dans un délai de 10 jours après un changement important en vertu de la législation en valeurs mobilières par suite d'un changement important qui survient après la date où sont signées les attestations du document d'offre conforme à la politique de la Bourse de croissance TSX, mais avant qu'un souscripteur ne signe un contrat de souscription;

« document d'offre conforme à la politique de la Bourse de croissance TSX » : un document d'offre qui respecte les exigences de la politique de la Bourse;

« placement antérieur selon la politique de la Bourse » : un placement de titres effectué par un émetteur au moyen d'un document d'offre conforme à la politique de la Bourse de croissance TSX qui a été achevé au cours de la période de 12 mois précédant immédiatement la date de ce document;

« politique de la Bourse » : la Politique 4.6 - Appel public à l'épargne au moyen d'un document d'offre simplifié et du formulaire 4H - Document d'offre simplifié, de la Bourse de croissance TSX et leurs modifications;

« produit brut » : le produit brut devant être versé à l'émetteur pour des titres inscrits à la cote qui sont placés au moyen d'un document d'offre conforme à la politique de la Bourse de croissance TSX;

« titre inscrit à la cote » : un titre d'une catégorie inscrite à la cote de la Bourse de croissance TSX.

5.2. Placement au moyen d'un document d'offre conforme à la politique de la Bourse de croissance TSX

L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement, par un émetteur, de titres émis par lui lorsque sont remplies les conditions suivantes :

- a) l'émetteur a déposé une notice annuelle dans un territoire du Canada;
- b) l'émetteur est un déposant SEDAR;
- c) l'émetteur est un émetteur assujéti dans un territoire du Canada et a déposé dans ce territoire :
 - i) un document d'offre conforme à la politique de la Bourse de croissance TSX;
 - ii) tous les documents à déposer en vertu de la législation en valeurs mobilières de ce territoire;
 - iii) toute déclaration relative à un changement postérieur;
- d) le placement porte sur des titres inscrits à la cote ou sur des unités composées de titres inscrits à la cote et de bons de souscription;
- e) l'émetteur a déposé auprès de la Bourse de croissance TSX un document d'offre conforme à la politique de la Bourse de croissance TSX, à l'égard du placement, qui remplit les conditions suivantes :
 - i) il intègre par renvoi les documents suivants de l'émetteur déposés auprès de l'autorité en valeurs mobilières dans un territoire du Canada:
 - A) la notice annuelle;
 - B) les derniers états financiers annuels et le rapport de gestion qui s'y rapporte;
 - C) tous les états financiers intermédiaires non vérifiés et le rapport de gestion qui s'y rapporte qui ont été déposés entre la date de la notice annuelle et la date du document d'offre conforme à la politique de la Bourse de croissance TSX;
 - D) toutes les déclarations de changement important déposées entre la date de la notice annuelle et la date du document d'offre conforme à la politique de la Bourse de croissance TSX;

E) tous les documents prévus par le Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers et le Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-15 du 2 août 2005 qui ont été déposés entre la date de la notice annuelle et la date du document d'offre conforme à la politique de la Bourse de croissance TSX;

ii) il répute intégrée par renvoi toute déclaration relative à un changement postérieur qui est transmise à un souscripteur en vertu de la présente partie;

iii) il confère aux souscripteurs des droits d'action contractuels pour informations fausses ou trompeuses, ainsi que le prévoit la politique de la Bourse;

iv) il confère aux souscripteurs des droits contractuels de révocation, ainsi que le prévoit la politique de la Bourse;

v) il contient toutes les attestations prévues par la politique de la Bourse;

f) le placement est effectué conformément à la politique de la Bourse;

g) l'émetteur ou le placeur transmet le document d'offre conforme à la politique de la Bourse de croissance TSX et toute déclaration relative à un changement postérieur à chaque souscripteur :

i) avant que l'émetteur ou le placeur signe la confirmation de la souscription résultant d'un ordre ou de la souscription de titres placés au moyen du document d'offre conforme aux règles de la Bourse de croissance TSX;

ii) au plus tard à minuit le deuxième jour ouvrable après la signature du contrat de souscription;

h) les titres inscrits à la cote qui sont émis conformément au document d'offre conforme à la politique de la Bourse de croissance TSX, ajoutés aux titres inscrits à la cote de la même catégorie qui sont émis dans le cadre de placements antérieurs en vertu de la politique de la Bourse, n'excèdent pas l'un des nombres de titres suivants :

i) le nombre de titres de la même catégorie qui sont en circulation immédiatement avant que l'émetteur effectue le placement de titres de la même catégorie au moyen du document d'offre conforme à la politique de la Bourse de croissance TSX;

ii) le nombre de titres de la même catégorie qui sont en circulation immédiatement avant un placement antérieur en vertu de la politique de la Bourse;

i) le produit brut tiré du placement effectué au moyen du document d'offre conforme à la politique de la Bourse de croissance TSX, ajouté au produit brut des placements antérieurs en vertu de la politique de la Bourse, n'excède pas 2 millions de dollars;

j) aucun souscripteur ne peut acquérir plus de 20 % des titres placés au moyen du document d'offre conforme à la politique de la Bourse de croissance TSX;

k) au plus 50 % des titres placés au moyen du document d'offre conforme à la politique de la Bourse de croissance TSX sont assujettis à l'application de l'article 2.5 du Règlement 45-102 sur la revente de titres.

5.3. Obligations du placeur

Le placeur qui remplit les critères d'admissibilité au titre de « parrain » en vertu de la Politique 2.2 - Parrainage et exigences connexes de la Bourse de croissance TSX et ses

modifications signe le document d'offre conforme à la politique de la Bourse de croissance TSX et se conforme au *Appendix 4A - Due Diligence Report* de cette bourse.

PARTIE 6 DÉCLARATIONS

6.1. Déclaration de placement avec dispense

1) L'émetteur qui place ses propres titres ou le preneur ferme qui place des titres qu'il a acquis en vertu du paragraphe 2 de l'article 2.33 dépose une déclaration s'il se prévaut d'une dispense prévue aux dispositions suivantes :

- a) l'article 2.3;
- b) l'article 2.5;
- c) le paragraphe 1 ou 2 de l'article 2.9;
- d) l'article 2.10;
- e) l'article 2.12;
- f) l'article 2.13;
- g) l'article 2.14;
- h) l'article 2.19;
- i) l'article 2.30;
- j) l'article 5.2.

2) L'émetteur ou le preneur ferme dépose la déclaration dans le territoire où le placement a lieu dans un délai de 10 jours après celui-ci.

6.2. Exceptions à l'obligation de déclaration

1) L'émetteur n'est pas tenu de déposer la déclaration prévue à l'article 6.1, lors d'un placement de titres sous le régime de la dispense prévue au paragraphe *a* de cet article, dans le cas d'un placement de titres de créance émis par lui ou, en même temps que le placement de titres de créance, de titres de participation émis par lui, auprès d'une institution financière canadienne ou d'une banque de l'annexe III.

2) Un fonds d'investissement n'est pas tenu de déposer la déclaration prévue à l'article 6.1 pour un placement sous le régime d'une dispense prévue à l'article 2.3, 2.10 ou 2.19, lorsque la déclaration est déposée au plus tard 30 jours après la clôture de l'exercice financier du fonds d'investissement.

6.3. Forme de la déclaration de placement avec dispense

1) La déclaration prévue à l'article 6.1 est établie en la forme prévue à l'Annexe 45-106A1.

2) Sauf au Manitoba, l'émetteur qui effectue un placement sous le régime d'une dispense de prospectus qui n'est pas prévue par le présent règlement est dispensé de l'obligation, prévue dans la législation en valeurs mobilières, de déposer une déclaration des opérations visées ou des placements avec dispense en la forme prévue par cette législation, s'il dépose une déclaration de placement avec dispense établie conformément à l'Annexe 45-106A1.

6.4. Forme de la notice d'offre

- 1) La notice d'offre prévue à l'article 2.9 ou 3.9 est établie en la forme prévue à l'Annexe 45-106A2.
- 2) Malgré le paragraphe 1, l'émetteur admissible peut établir une notice d'offre en la forme prévue à l'Annexe 45-106A3.

6.5. Forme de la reconnaissance de risque

- 1) Le formulaire de reconnaissance de risque visé au paragraphe 12 de l'article 2.9 ou 3.9 est établi en la forme prévue à l'Annexe 45-106A4.
- 2) En Saskatchewan, le formulaire de reconnaissance de risque visé à l'article 2.6 ou 3.6 est établi en la forme prévue à l'Annexe 45-106A5.

PARTIE 7 DISPENSES

7.1. Dispenses

- 1) Sous réserve du paragraphe 2, l'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense de l'application de tout ou partie des dispositions du présent règlement, sous réserve des conditions ou restrictions prévues dans la dispense.
- 2) En Ontario, seul l'agent responsable peut accorder une telle dispense, et seulement à l'égard de la partie 6.
- 3) Sauf en Ontario, cette dispense est accordée conformément à la loi visée à l'Annexe B du Règlement 14-101 sur les définitions pris par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2001-C-0274 du 12 juin 2001, vis-à-vis du nom du territoire intéressé.

PARTIE 8 DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET ENTRÉE EN VIGUEUR

8.1. Investissement additionnel – fonds d'investissement – dispense de l'obligation de prospectus

L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement par un fonds d'investissement de titres émis par lui avec un souscripteur qui a souscrit les titres à l'origine pour son propre compte avant l'entrée en vigueur du présent règlement, lorsque sont remplies les conditions suivantes :

- a) à l'origine, le souscripteur a souscrit les titres en vertu de l'une des dispositions suivantes :
 - i) en Alberta, l'ancien paragraphe *e* de l'article 86 et l'ancien sous-paragraphe *d* du paragraphe 1 de l'article 131 du *Securities Act* (R.S.A. 2000, c. S-4), tels qu'ils étaient rédigés avant leur remplacement par le paragraphe *a* de l'article 9 et l'article 13 du *Securities Amendment Act 2003* (S.A. 2003, c.32), et les articles 66.2 et 122.2 du *Rules (General)* du *Alberta Securities Commission*;
 - ii) en Colombie-Britannique, les paragraphes 2, 5 et 22 de l'article 45 et les paragraphes 2, 4 et 19 de l'article 74 du *Securities Act* (R.S.B.C. 1996, ch. 418);
 - iii) à l'Île-du-Prince-Édouard, le sous-paragraphe *d* du paragraphe 3 de l'article 2 du *Securities Act* (R.S.P.E.I. 1988, c. S-3) et le *Prince Edward Island Local Rule 45-512 - Exempt Distributions - Exemption for Purchase of Mutual Fund Securities* du *Securities Office*;

iv) au Manitoba, le paragraphe 3 de l'article 19 et le sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 58 de la Loi sur les valeurs mobilières (C.P.L.M. c. S50) et l'article 90 du Règlement sur les valeurs mobilières (Règl. du Man. 491/88 R);

v) au Nouveau-Brunswick, l'article 2.8 de la Règle 45-501, *Exemptions relatives au prospectus et à l'inscription* de la Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick;

vi) en Nouvelle-Écosse, le sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 de l'article 41 et le sous-paragraphe *d* du paragraphe 1 de l'article 77 du *Securities Act* (R.S.N.S. 1989, c. 418);

vii) au Nunavut, les paragraphes *c* et *z* de l'article 3 du *Blanket Order No. 1* du Registraire des valeurs mobilières;

viii) en Ontario, le sous-paragraphe 5 du paragraphe 1 de l'article 35 et le sous-paragraphe *d* du paragraphe 1 de l'article 72 de la Loi sur les valeurs mobilières et l'article 2.12 du *Ontario Securities Commission Rule 45-501, Exempt Distributions* ((2004) 27 OSCB 433) entré en vigueur le 12 janvier 2004;

ix) au Québec, l'ancien article 51 et l'ancien paragraphe 2 de l'article 155.1 de la Loi sur les valeurs mobilières tels qu'ils étaient rédigés avant l'entrée en vigueur du présent règlement;

x) en Saskatchewan, le sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 de l'article 39 et le sous-paragraphe *d* du paragraphe 1 de l'article 81 du *The Securities Act, 1988* (S.S. 1988-89, c. S-42.2);

xi) à Terre-Neuve-et-Labrador, le sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 de l'article 36 et le sous-paragraphe *d* du paragraphe 1 de l'article 73 du *Securities Act*;

xii) dans les Territoires du Nord-Ouest, les paragraphes *c* et *z* de l'article 3 du *Blanket Order No. 1* du Registraire des valeurs mobilières;

b) le placement porte sur des titres de la même catégorie ou série que celle des titres placés à l'origine;

c) à la date du placement, le porteur détient des titres du fonds d'investissement dont, selon le cas :

i) le coût d'acquisition est au moins égal à la somme minimale prévue par la disposition de la législation en valeurs mobilières visée au sous-paragraphe *a* en vertu de laquelle le placement initial a été effectué;

ii) la valeur liquidative est au moins égale à la somme minimale prévue par la disposition de la législation en valeurs mobilières visée au sous-paragraphe *a* en vertu de laquelle le placement initial a été effectué.

8.1.1. Investissement additionnel – fonds d'investissement – dispense de l'obligation d'inscription

1) Le présent article cesse de s'appliquer dans tous les territoires après le 27 mars 2010.

2) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée effectuée par un fonds d'investissement sur des titres émis par lui avec un souscripteur qui a souscrit des titres à l'origine pour son propre compte avant l'entrée en vigueur du présent règlement, lorsque sont remplies les conditions suivantes :

a) à l'origine, le souscripteur a souscrit les titres en vertu de l'une des dispositions suivantes :

i) en Alberta, l'ancien paragraphe *e* de l'article 86 et l'ancien sous-paragraphe *d* du paragraphe 1 de l'article 131 du *Securities Act*, tels qu'ils étaient rédigés avant leur remplacement par le paragraphe *a* de l'article 9 et l'article 13 du *Securities Amendment Act 2003*, et les articles 66.2 et 122.2 du *Rules (General) du Alberta Securities Commission*;

ii) en Colombie-Britannique, les paragraphes 2, 5 et 22 de l'article 45 et les paragraphes 2, 4 et 19 de l'article 74 du *Securities Act*;

iii) à l'Île-du-Prince-Édouard, le sous-paragraphe *d* du paragraphe 3 de l'article 2 du *Securities Act* et le *Prince Edward Island Local Rule 45-512 - Exempt Distributions - Exemption for Purchase of Mutual Fund Securities* du *Securities Office*;

iv) au Manitoba, le paragraphe 3 de l'article 19 et le sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 58 de la Loi sur les valeurs mobilières et l'article 90 du Règlement sur les valeurs mobilières;

v) au Nouveau-Brunswick, l'article 2.8 de la Règle 45-501, *Exemptions relatives au prospectus et à l'inscription* de la Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick;

vi) en Nouvelle-Écosse, le sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 de l'article 41 et le sous-paragraphe *d* du paragraphe 1 de l'article 77 du *Securities Act*;

vii) au Nunavut, les paragraphes *c* et *z* de l'article 3 du *Blanket Order No. 1* du Registraire des valeurs mobilières;

viii) en Ontario, le sous-paragraphe 5 du paragraphe 1 de l'article 35 et le sous-paragraphe *d* du paragraphe 1 de l'article 72 de la Loi sur les valeurs mobilières et l'article 2.12 du *Ontario Securities Commission Rule 45-501, Exempt Distributions* entré en vigueur le 12 janvier 2004;

ix) au Québec, l'ancien article 51 et l'ancien paragraphe 2 de l'article 155.1 de la Loi sur les valeurs mobilières tels qu'ils étaient rédigés avant l'entrée en vigueur du présent règlement;

x) en Saskatchewan, le sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 de l'article 39 et le sous-paragraphe *d* du paragraphe 1 de l'article 81 du *The Securities Act, 1988*;

xi) à Terre-Neuve-et-Labrador, le sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 de l'article 36 et le sous-paragraphe *d* du paragraphe 1 de l'article 73 du *Securities Act*;

xii) dans les Territoires du Nord-Ouest, les paragraphes *c* et *z* de l'article 3 du *Blanket Order No. 1* du Registraire des valeurs mobilières;

b) l'opération visée est effectuée sur des titres de la même catégorie ou série que l'opération visée initiale;

c) à la date de l'opération visée, le porteur détient des titres du fonds d'investissement dont, selon le cas :

i) le coût d'acquisition est au moins égal à la somme minimale prévue par la disposition de la législation en valeurs mobilières visée au sous-paragraphe *a* en vertu de laquelle l'opération visée initiale a été effectuée;

ii) la valeur liquidative est au moins égale à la somme minimale prévue par la disposition de la législation en valeurs mobilières visée au sous-paragraphe *a* en vertu de laquelle l'opération visée initiale a été effectuée.

8.2. Définition de « investisseur qualifié » – fonds d'investissement

Le fonds d'investissement qui a placé des titres auprès de personnes en vertu de l'une des dispositions suivantes est un fonds d'investissement visé au sous-paragraphe *ii* du paragraphe *n* de la définition de « investisseur qualifié » :

a) en Alberta, l'ancien paragraphe *e* de l'article 86 et l'ancien sous-paragraphe *d* du paragraphe 1 de l'article 131 du *Securities Act*, tels qu'ils étaient rédigés avant leur remplacement par le paragraphe *a* de l'article 9 et l'article 13 du *Securities Amendment Act 2003*, et les articles 66.2 et 122.2 du *Rules (General) du Alberta Securities Commission* ;

b) en Colombie-Britannique, les paragraphes 2, 5 et 22 de l'article 45 et les paragraphes 2, 4 et 19 de l'article 74 du *Securities Act*;

c) à l'Île-du-Prince-Édouard, le sous-paragraphe *d* du paragraphe 3 de l'article 2 du *Securities Act* ou le *Local Rule 45-512 - Exempt Distributions - Exemption for Purchase of Mutual Fund Securities*;

d) au Manitoba, le paragraphe 3 de l'article 19 et le sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 58 de la Loi sur les valeurs mobilières et l'article 90 du Règlement sur les valeurs mobilières;

e) au Nouveau-Brunswick, l'article 2.8 de la Règle 45-501, Exemptions relatives au prospectus et à l'inscription;

f) en Nouvelle-Écosse, le sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 de l'article 41 et le sous-paragraphe *d* du paragraphe 1 de l'article 77 du *Securities Act*;

g) au Nunavut, les paragraphes *c* et *z* de l'article 3 du *Blanket Order No. 3*;

h) en Ontario, le sous-paragraphe 5 du paragraphe 1 de l'article 35 et le sous-paragraphe *d* du paragraphe 1 de l'article 72 de la Loi sur les valeurs mobilières et l'article 2.12 du *Ontario Securities Commission Rule 45-501, Exempt Distributions* de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario entré en vigueur le 12 janvier 2004;

i) au Québec, l'ancien article 51 et l'ancien paragraphe 2 de l'article 155.1 de la Loi sur les valeurs mobilières tels qu'ils étaient rédigés avant l'entrée en vigueur du présent règlement;

j) en Saskatchewan, le sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 de l'article 39 et le sous-paragraphe *d* du paragraphe 1 de l'article 81 de *The Securities Act, 1988*;

k) à Terre-Neuve-et-Labrador, le sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 de l'article 36 et le sous-paragraphe *d* du paragraphe 1 de l'article 73 du *Securities Act*;

l) dans les Territoires du Nord-Ouest, les paragraphes *c* et *z* de l'article 3 du *Blanket Order No. 2*.

8.3. Disposition transitoire – émetteur à peu d'actionnaires – dispense de l'obligation de prospectus

1) Dans le présent article, on entend par :

« émetteur à peu d'actionnaires » : le *closely-held issuer* défini dans le Rule 45-501 (2004) de la CVMO;

« Rule 45-501 (2001) de la CVMO » : le *Ontario Securities Commission Rule 45-501, Exempt Distributions* ((2001) 24 OSCB 7011) de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario entré en vigueur le 30 novembre 2001;

« Rule 45-501 (2004) de la CVMO » : le *Ontario Securities Commission Rule 45-501, Exempt Distributions* de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario entré en vigueur le 12 janvier 2004;

2) L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement de titres placés antérieurement par un émetteur à peu d'actionnaires en vertu de l'article 2.1 du Rule 45-501 (2001) de la CVMO ou de l'article 2.1 du Rule 45-501 (2004) de la CVMO auprès d'un souscripteur qui souscrit les titres pour son propre compte et entre dans l'une des catégories suivantes :

a) les administrateurs, dirigeants, salariés, fondateurs ou personnes participant au contrôle de l'émetteur;

b) les conjoint, père et mère, grands-parents, frères, sœurs ou enfants des administrateurs, membres de la haute direction, fondateurs ou personnes participant au contrôle de l'émetteur;

c) les père et mère, grands-parents, frères, sœurs ou enfants du conjoint des administrateurs, membres de la haute direction, fondateurs ou personnes participant au contrôle de l'émetteur;

d) les amis très proches des administrateurs, membres de la haute direction, fondateurs ou personnes participant au contrôle de l'émetteur;

e) les proches partenaires des administrateurs, membres de la haute direction, fondateurs ou personnes participant au contrôle de l'émetteur;

f) les conjoint, père et mère, grands-parents, frères, sœurs ou enfants du porteur vendeur ou du conjoint de ce dernier;

g) les porteurs actuels de l'émetteur;

h) les investisseurs qualifiés;

i) une personne dont les titres comportant droit de vote sont en majorité la propriété véritable de personnes visées aux sous-paragraphes a à h ou dont les administrateurs sont en majorité des personnes visées aux sous-paragraphes a à h;

j) une fiducie ou une succession dont tous les bénéficiaires ou une majorité des fiduciaires ou des liquidateurs sont des personnes visées aux sous-paragraphes a à h;

k) une personne qui n'est pas du public.

8.3.1. Disposition transitoire – émetteur à peu d'actionnaires – dispense de l'obligation d'inscription

1) Le présent article cesse de s'appliquer dans tous les territoires après le 27 mars 2010.

2) Dans le présent article, on entend par :

« émetteur à peu d'actionnaires » : le *closely-held issuer* défini dans le Rule 45-501 (2004) de la CVMO;

« Rule 45-501 (2001) de la CVMO » : le *Ontario Securities Commission Rule 45-501, Exempt Distributions* de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario entré en vigueur le 30 novembre 2001;

« Rule 45-501 (2004) de la CVMO » : le *Ontario Securities Commission Rule 45-501, Exempt Distributions* de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario entré en vigueur le 12 janvier 2004;

3) L'obligation d'inscription à titre de courtier ne s'applique pas dans le cadre d'une opération visée sur des titres placés antérieurement par un émetteur à peu d'actionnaires en vertu de l'article 2.1 du Rule 45-501 (2001) de la CVMO ou de l'article 2.1 du Rule 45-501 (2004) de la CVMO auprès d'un souscripteur qui souscrit les titres pour son propre compte et entre dans l'une des catégories suivantes :

a) les administrateurs, dirigeants, salariés, fondateurs ou personnes participant au contrôle de l'émetteur;

b) les conjoint, père et mère, grands-parents, frères, sœurs ou enfants des administrateurs, membres de la haute direction, fondateurs ou personnes participant au contrôle de l'émetteur;

c) les père et mère, grands-parents, frères, sœurs ou enfants du conjoint des administrateurs, membres de la haute direction, fondateurs ou personnes participant au contrôle de l'émetteur;

d) les amis très proches des administrateurs, membres de la haute direction, fondateurs ou personnes participant au contrôle de l'émetteur;

e) les proches partenaires des administrateurs, membres de la haute direction, fondateurs ou personnes participant au contrôle de l'émetteur;

f) les conjoint, père et mère, grands-parents, frères, sœurs ou enfants du porteur vendeur ou du conjoint de ce dernier;

g) les porteurs actuels de l'émetteur;

h) les investisseurs qualifiés;

i) une personne dont les titres comportant droit de vote sont en majorité la propriété véritable de personnes visées aux sous-paragraphes a à h ou dont les administrateurs sont en majorité des personnes visées aux sous-paragraphes a à h;

j) une fiducie ou une succession dont tous les bénéficiaires ou une majorité des fiduciaires ou des liquidateurs sont des personnes visées aux sous-paragraphes a à h;

k) une personne qui n'est pas du public.

8.4. Disposition transitoire – plan de réinvestissement

Malgré le paragraphe 5 de l'article 2.2 ou 3.2, si le plan de réinvestissement de l'émetteur a été établi avant le 28 septembre 2009 et prévoit le placement de titres d'une catégorie ou d'une série différente de celle des titres auxquels le dividende ou la distribution est attribuable, l'émetteur, le fiduciaire, le dépositaire ou l'administrateur du plan doit fournir à chaque personne qui est déjà un participant la description des principales caractéristiques des titres faisant l'objet d'une opération visée en vertu du plan ou un avis leur indiquant la façon d'obtenir ces renseignements, au plus tard 140 jours après la fin du premier exercice de l'émetteur se terminant le 28 septembre 2009 ou par la suite.

8.5. Application de la partie 3

La partie 3 cesse de s'appliquer dans tous les territoires à compter du 27 mars 2010.

8.6. Abrogation

Le Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription qui est entré en vigueur le 14 septembre 2005 est abrogé le 28 septembre 2009.

8.7. Entrée en vigueur

- 1) Sauf en Ontario, le présent règlement entre en vigueur le 28 septembre 2009.
- 2) En Ontario, le présent règlement entre en vigueur à la plus éloignée des dates suivantes :
 - a) le 28 septembre 2009;
 - b) le jour de l'entrée en vigueur par proclamation des articles 5 et 11, du paragraphe 1 de l'article 12, et de l'article 13 de l'Annexe 26 de la Loi de 2009 sur les mesures budgétaires.

ANNEXE A

DISPENSES POUR LES CONTRATS À CAPITAL VARIABLE

(article 2.39)

TERRITOIRE	RÉFÉRENCE DANS LA LÉGISLATION
ALBERTA	<p>Les expressions « <i>contract of insurance</i> », « <i>group insurance</i> », « <i>life insurance</i> » et « <i>policy</i> » ont le sens qui leur est attribué dans le <i>Insurance Act</i> (R.S.A. 2000, c. I-3) et le règlement d'application de cette loi.</p> <p>On entend par « <i>insurance company</i> » un assureur au sens du <i>Insurance Act</i> qui est titulaire d'un permis en vertu de cette loi.</p>
COLOMBIE-BRITANNIQUE	<p>Les expressions « <i>contract</i> », « <i>group insurance</i> » et « <i>policy</i> » ont le sens qui leur est attribué dans le <i>Insurance Act</i> (R.S.B.C. 1996, c. 226) et le règlement d'application de cette loi.</p> <p>L'expression « <i>life insurance</i> » a le sens qui lui est attribué dans le <i>Financial Institutions Act</i> (R.S.B.C. 1996, c. 141) et le règlement d'application de cette loi.</p> <p>On entend par « <i>insurance company</i> » une compagnie d'assurance, ou une compagnie d'assurance extraprovinciale, autorisée à exercer son activité en vertu du <i>Financial Institutions Act</i> (R.S.B.C. 1996, c. 141).</p>
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	<p>Les expressions « <i>contract</i> », « <i>group insurance</i> », « <i>insurer</i> », « <i>life insurance</i> » et « <i>policy</i> » ont le sens qui leur est attribué aux articles 1 et 174 du <i>Insurance Act</i> (R.S.P.E.I. 1998, c. I-4).</p> <p>On entend par « <i>insurance company</i> » une compagnie d'assurance titulaire d'un permis en vertu de l'<i>Insurance Act</i>.</p>
MANITOBA	<p>Les expressions « <i>contrat d'assurance</i> », « <i>assurance collective</i> », « <i>assurance-vie</i> » et « <i>police</i> » ont le sens qui leur est attribué dans la Loi sur les assurances (C.P.L.M. c. I40) et le règlement d'application de cette loi.</p> <p>On entend par « <i>société d'assurance</i> » un assureur au sens de la Loi sur les assurances titulaire d'une licence en vertu de cette loi.</p>
NOUVEAU-BRUNSWICK	<p>Les expressions « <i>assurance-groupe</i> », « <i>assurance-vie</i> » et « <i>contrat d'assurance</i> » et « <i>police</i> » ont le sens qui leur est attribué dans la Loi sur les assurances (L.R.N.-B. 1973, c. I-12) et le règlement d'application de cette loi.</p>

	<p>On entend par « compagnie d'assurance » un assureur au sens de la Loi sur les assurances titulaire d'un permis en vertu de cette loi.</p>
NOUVELLE-ÉCOSSE	<p>Les expressions « <i>contract</i> », « <i>group insurance</i> », « <i>life insurance</i> » et « <i>policy</i> » ont le sens qui leur est attribué dans le <i>Insurance Act</i> (R.S.N.S. 1989, c.231) et le règlement d'application de cette loi.</p> <p>L'expression « <i>insurance company</i> » a le sens qui lui est attribué au sous-paragraphe <i>a</i> du paragraphe 1 de l'article 3 du <i>General Securities Rules</i> (Nova Scotia).</p>
ONTARIO	<p>Les expressions « contrat », « assurance vie » et « police » ont le sens qui leur est attribué aux articles 1 ou 171 de la Loi sur les assurances (L.R.O. 1990, c. I-8).</p> <p>L'expression « <i>life insurance</i> » a le sens qui lui est attribué à l'Annexe 1 par ordre du surintendant, Services financiers.</p> <p>L'expression « <i>insurance company</i> » a le sens qui lui est attribué au paragraphe 2 de l'article 1 du <i>General Regulation</i> (R.R.O. 1990, Reg. 1015).</p>
QUÉBEC	<p>Les expressions « assurance collective », « assurance sur la vie », « contrat d'assurance » et « police » ont le sens qui est attribué par le Code civil du Québec (L.Q., 1991, c. 64).</p> <p>On entend par « compagnie d'assurance » un assureur titulaire d'un permis en vertu de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32).</p>
SASKATCHEWAN	<p>Les expressions « <i>contract</i> », « <i>life insurance</i> » et « <i>policy</i> » ont le sens qui leur est attribué à l'article 2 du <i>Saskatchewan Insurance Act</i> (S.S. 1978, c. S-26).</p> <p>L'expression « <i>group insurance</i> » a le sens qui lui est attribué à l'article 133 de cette loi.</p> <p>On entend par « <i>insurance company</i> » un assureur titulaire d'un permis en vertu du <i>Saskatchewan Insurance Act</i>.</p>
TERRITOIRES DU NORD-OUEST	<p>Les expressions « contrat », « assurance collective » et « police » ont le sens qui leur est attribué dans la Loi sur les assurances (L.R.T.N.-O. 1988, c. I-4).</p> <p>On entend par « compagnie d'assurance » un assureur au sens de la Loi sur les assurances qui est titulaire d'un permis en vertu de cette loi.</p>
YUKON	<p>Les expressions « contrat d'assurance », « assurance collective », « assurance sur la vie » et « police » ont le sens qui leur est attribué dans la Loi sur les assurances (L.R.Y. 2002, c. 119).</p>

On entend par « compagnie d'assurance » un assureur au sens de la Loi sur les assurances qui est titulaire d'un permis en vertu de cette loi.

ANNEXE B**PLACEMENT D'UN BLOC DE CONTRÔLE****(PARTIE 4)**

TERRITOIRE	RÉFÉRENCE DANS LA LÉGISLATION EN VALEURS MOBILIÈRES
ALBERTA	Sous-paragraphe <i>iii</i> du paragraphe <i>p</i> de l'article 1 du <i>Securities Act</i> .
COLOMBIE-BRITANNIQUE	Paragraphe <i>c</i> de la définition de « <i>distribution</i> » prévue à l'article 1 du <i>Securities Act</i> .
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	Sous-paragraphe <i>iii</i> du paragraphe <i>f</i> de l'article 1 du <i>Securities Act</i> .
MANITOBA	Paragraphe <i>b</i> de la définition de « premier placement auprès du public » prévue au paragraphe 1 de l'article 1 de la Loi sur les valeurs mobilières.
NOUVEAU-BRUNSWICK	Paragraphe <i>c</i> de la définition de « placement » prévue au paragraphe 1 de l'article 1 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.N.-B. 2004, ch. S-5.5).
NOUVELLE-ÉCOSSE	Disposition <i>iii</i> du sous-paragraphe 1 du paragraphe 1 de l'article 2 du <i>Securities Act</i> .
ONTARIO	Paragraphe <i>c</i> de la définition de « placement » prévue au paragraphe 1 de l'article 1 de la Loi sur les valeurs mobilières.
QUÉBEC	Paragraphe 9 de la définition de « placement » prévue à l'article 5 de la Loi sur les valeurs mobilières.
SASKATCHEWAN	Disposition <i>iii</i> du sous-paragraphe <i>r</i> du paragraphe 1 de l'article 2 de <i>The Securities Act, 1988</i> .
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR	Disposition <i>iii</i> du sous-paragraphe 1 du paragraphe 1 de l'article 2 du <i>Securities Act</i> .
TERRITOIRES DU NORD-OUEST	Sous-paragraphe <i>c</i> de la définition de « placement » prévue au paragraphe 1 de l'article 1 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.T.N.-O. 1988, c. S-5).
YUKON	Sous-paragraphe <i>c</i> de la définition de « placement » prévue au paragraphe 1 de l'article 1 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Y. 2002, c. 201).

ANNEXE 45-106A1 DÉCLARATION DE PLACEMENT AVEC DISPENSE

La déclaration de placement avec dispense prévue à l'article 6.1 par le Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription doit contenir les renseignements suivants.

Renseignements sur l'émetteur ou le preneur ferme

Rubrique 1 : Indiquer le nom de l'émetteur des titres placés ainsi que l'adresse et le numéro de téléphone de son siège. Si l'émetteur des titres placés est un fonds d'investissement, indiquer le nom du fonds d'investissement et fournir le nom du gestionnaire du fonds d'investissement ainsi que l'adresse et le numéro de téléphone de son siège. Donner aussi l'ancien nom de l'émetteur s'il a changé depuis la dernière déclaration. Si un preneur ferme fait la présente déclaration, indiquer également son nom ainsi que l'adresse et le numéro de téléphone de son siège.

Rubrique 2 : Indiquer si l'émetteur est émetteur assujéti ou non et, dans l'affirmative, chacun des territoires où il est assujéti.

Rubrique 3 : Indiquer le secteur d'activité de l'émetteur en cochant la case appropriée.

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Biotechnologie | <input type="checkbox"/> Mines |
| <input type="checkbox"/> Services financiers | <input type="checkbox"/> exploration et mise en valeur |
| <input type="checkbox"/> sociétés et fonds d'investissement | <input type="checkbox"/> exploitation |
| <input type="checkbox"/> sociétés de placements hypothécaires | <input type="checkbox"/> Pétrole et gaz |
| <input type="checkbox"/> Foresterie | <input type="checkbox"/> Immobilier |
| <input type="checkbox"/> Technologie de pointe | <input type="checkbox"/> Services publics |
| <input type="checkbox"/> Industrie | <input type="checkbox"/> Autre (préciser) _____ |

Modalités du placement

Rubrique 4 : Donner les renseignements demandés à l'Appendice I. Cet appendice est conçu pour aider à remplir la présente déclaration.

Rubrique 5 : Indiquer la date du placement. Si la déclaration concerne des titres placés à plusieurs dates, indiquer toutes les dates.

Rubrique 6 : Pour chaque titre placé :

- a) décrire le type;
- b) indiquer le nombre total des titres placés. Si le titre est convertible ou échangeable, décrire le type du titre sous-jacent ainsi que les modalités d'exercice ou de conversion et la date d'échéance, s'il y a lieu;
- c) indiquer la ou les dispenses invoquées.

Rubrique 7 : Remplir le tableau suivant pour chaque territoire canadien et étranger où résident les souscripteurs ou acquéreurs des titres. Ne pas tenir compte des titres émis en

paiement de commissions, y compris de commissions d'intermédiaires. Cette information est demandée à la rubrique 8, ci-après.

Territoires où les souscripteurs ou acquéreurs résident	Nombre de souscripteurs ou acquéreurs	Prix par titre (\$ CA) ¹	Produit du placement dans le territoire (\$ CA)
Nombre total de souscripteurs ou acquéreurs			
Produit du placement dans l'ensemble des territoires (\$ CA)			

Note 1 : Si les titres sont émis à différents prix, indiquer le prix le plus haut et le prix le plus bas.

Commissions et commissions d'intermédiaires

Rubrique 8 : Remplir le tableau suivant à propos de chaque personne qui a reçu ou recevra une rémunération dans le cadre du ou des placements. La rémunération comprend les commissions, les escomptes et les autres paiements de nature semblable. Ne pas inclure les paiements pour services connexes, tels que les services de bureau, l'impression et les services juridiques ou comptables.

Si les titres émis en rémunération sont, en tout ou en partie, des titres convertibles, comme des bons de souscription ou des options, décrire leurs modalités, dont l'échéance et le prix d'exercice ou de levée, dans une note de bas de page. Ne pas inclure le prix d'exercice ou de levée des titres convertibles dans le montant total de la rémunération, sauf s'ils ont été convertis.

Nom et adresse de la personne rémunérée	Rémunération versée ou à verser (espèces ou titres, ou les deux)				Montant total de la rémunération (\$ CA)
	Espèces (\$ CA)	Titres			
		Nombre et type des titres émis	Prix par titre	Dispense invoquée et date du placement	

Rubrique 9 : Dans le cas d'un placement effectué en Ontario, joindre l'Autorisation de collecte indirecte de renseignements personnels pour les placements en Ontario, ci-jointe. Ne déposer cette autorisation qu'auprès de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario.

Attestation

Au nom [de l'émetteur/du preneur ferme], j'atteste que les déclarations faites dans les présentes sont véridiques.

Date : _____

Nom [de l'émetteur/du preneur ferme] (en caractères d'imprimerie)

Nom, titre et n° de téléphone du signataire
(en caractères d'imprimerie)

Signature

Instructions

La personne qui dépose la déclaration doit effacer les mots entre crochets qui sont sans objet.

Rubrique 10 : Si la personne à qui s'adresser au sujet des renseignements fournis dans la déclaration n'est pas le signataire de l'attestation, indiquer son nom, son poste et son numéro de téléphone.

QUICONQUE FOURNIT DE L'INFORMATION FAUSSE OU TROMPEUSE DANS LA PRÉSENTE DÉCLARATION COMMET UNE INFRACTION.

Avis – Collecte et utilisation des renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir conformément à la présente annexe sont recueillis pour le compte des autorités en valeurs mobilières ou, s'il y a lieu, des agents responsables en vertu du pouvoir qui leur est conféré et utilisés par eux aux fins de l'application de la législation en valeurs mobilières.

Pour toute question relative à la collecte et à l'utilisation de ces renseignements, prière de communiquer avec l'autorité en valeurs mobilières ou, s'il y a lieu, l'agent responsable des territoires où la déclaration est déposée, aux adresses indiquées ci-après.

**Autorisation de collecte indirecte des renseignements personnels
pour les placements en Ontario**

L'Appendice I contient les renseignements personnels des souscripteurs ou des acquéreurs et les modalités des placements. Par les présentes, l'émetteur/le preneur ferme confirme que chaque souscripteur ou acquéreur dont le nom figure à l'Appendice I et qui réside en Ontario :

a) a été avisé par l'émetteur/le preneur ferme :

i) de la remise à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario des renseignements le concernant qui figurent à l'Appendice I;

ii) que la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario recueille indirectement ces renseignements en vertu du pouvoir qui lui est conféré par la législation en valeurs mobilières;

iii) que ces renseignements sont recueillis aux fins de l'application de la législation en valeurs mobilières de l'Ontario;

iv) du titre, de l'adresse et du numéro de téléphone de l'agent public du territoire intéressé, tels qu'ils sont indiqués ci-après, qui peut répondre aux questions concernant la collecte indirecte des renseignements par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario;

b) a autorisé la collecte indirecte des renseignements par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario .

Appendice I

Remplir le tableau suivant.

En ce qui concerne les déclarations déposées conformément au sous-paragraphe *j* du paragraphe 1 de l'article 6.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription, indiquer dans le tableau suivant le nombre total de souscripteurs ou d'acquéreurs par territoire au lieu des nom, adresse domiciliaire et numéro de téléphone de chaque souscripteur ou acquéreur.

Ne pas inclure dans ce tableau les titres émis en paiement de commissions, y compris de commissions d'intermédiaires, visés à la rubrique 8 de la présente déclaration.

Les renseignements fournis dans le présent appendice ne seront rendus publics par aucune autorité en valeurs mobilières ou, selon le cas, aucun agent responsable. Toutefois, la législation relative à l'accès à l'information de certains territoires peut obliger l'autorité en valeurs mobilières ou, s'il y a lieu, l'agent responsable à les fournir sur demande.

Nom, adresse domiciliaire et n° de téléphone du souscripteur ou de l'acquéreur	Nombre et type des titres souscrits ou acquis	Prix de souscription ou d'acquisition total (\$ CA)	Dispense invoquée	Date du placement

Instructions

1. Dans la présente déclaration, on entend par souscripteur ou acquéreur celui qui a la propriété véritable des titres.
2. Déposer la présente déclaration, accompagnée des droits exigibles, dans chaque territoire où un placement est effectué, aux adresses indiquées ci-après. Si le placement est effectué dans plus d'un territoire, l'émetteur/le preneur ferme ne doit remplir qu'une seule déclaration indiquant tous les souscripteurs ou acquéreurs et la déposer dans chacun des territoires en question. Le fait d'indiquer tous les souscripteurs ou acquéreurs dans une seule déclaration n'a pas d'incidence sur les droits de dépôt.
3. Si l'espace prévu pour répondre est insuffisant, joindre des pages supplémentaires faisant renvoi à la partie pertinente, les identifier en bonne et due forme et les faire signer par la personne qui a signé la déclaration.
4. Il est possible de ne remplir qu'une seule déclaration pour plusieurs placements ayant lieu dans une période de 10 jours, pourvu qu'elle soit déposée au plus tard 10 jours après la date du premier placement.
5. Il faut rapprocher l'information figurant aux rubriques 5 à 7 avec celle qui est fournie à l'Appendice I de la présente annexe. Tous les montants en dollars doivent être en dollars canadiens.
6. Pour déterminer les droits exigibles, consulter la législation en valeurs mobilières de chaque territoire où un placement est effectué.
7. La présente déclaration doit être déposée en français ou en anglais. Au Québec, l'émetteur/le preneur ferme doit respecter les obligations et droits linguistiques prescrits par la loi.

Autorités en valeurs mobilières et agents responsables**Autorité des marchés financiers**

800, square Victoria, 22e étage
 C.P. 246, tour de la Bourse
 Montréal (Québec) H4Z 1G3
 Téléphone : 514-395-0337
 ou 1-877-525-0337
 Télécopieur : 514-873-6155 (dépôts seulement)
 Télécopieur : 514-864-6381 (demandes confidentielles seulement)

British Columbia Securities Commission

P.O. Box 10142, Pacific Centre
 701 West Georgia Street
 Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2
 Téléphone : 604-899-6500
 Sans frais en Colombie-Britannique et en Alberta : 1-800-373-6393
 Télécopieur : 604-899-6506

Alberta Securities Commission

4th Floor, 300 – 5th Avenue SW
 Calgary (Alberta) T2P 3C4
 Téléphone : 403-297-6454
 Télécopieur : 403-297-6156

Saskatchewan Financial Services Commission

Suite 601 - 1919 Saskatchewan Drive
 Regina (Saskatchewan) S4P 4H2
 Téléphone 306-787-5879
 Télécopieur : 306-787-5899

Commission des valeurs mobilières du Manitoba

400, avenue St-Mary, bureau 500
 Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
 Téléphone : 204-945-2548
 Sans frais au Manitoba : 1-800-655-5244
 Télécopieur : 204-945-0330

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario

Suite 1903, C. P. 55
 20, rue Queen Ouest
 Toronto (Ontario) M5H 3S8
 Téléphone : 416-593- 8314
 Sans frais au Canada : 1-877-785-1555
 Télécopieur : 416-593-8122
 Agent public à joindre pour toute question relative
 à la collecte indirecte de renseignements :
 Administrative Support Clerk
 Téléphone : 416-593-3684

Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick

85, rue Charlotte, bureau 300
 Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
 Téléphone : 506-658-3060
 Sans frais au Nouveau-Brunswick : 1-866-933-2222
 Télécopieur : 506-658-3059

Nova Scotia Securities Commission

2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3J9
Téléphone : 902-424-7768
Télécopieur : 902-424-4625

Prince Edward Island Securities Office

95 Rochford Street, 4th Floor Shaw Building
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8
Téléphone : 902-368-4569
Télécopieur : 902-368-5283

Government of Newfoundland and Labrador

Financial Services Regulation Division
P.O. Box 8700
Confederation Building
2nd Floor, West Block
Prince Philip Drive
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1B 4J6
Attention : Director of Securities
Téléphone : 709-729-4189
Télécopieur : 709-729-6187

Gouvernement du Yukon

Department of Community Services
Law Centre, 3rd Floor
2130 Second Avenue
Whitehorse (Yukon) Y1A 5H6
Téléphone : 867-667-5314
Télécopieur : 867-393-6251

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Office of the Superintendent of Securities
P.O. Box 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9
Attention : Deputy Superintendent, Legal & Enforcement
Téléphone : 867-920-8984
Télécopieur : 867-873-0243

Gouvernement du Nunavut

Ministère de la Justice
Bureau d'enregistrement
P.O. Box 1000 – Station 570
1st Floor, Brown Building
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Téléphone : 867-975-6590
Télécopieur : 867-975-6594

ANNEXE 45-106A2
NOTICE D'OFFRE DE L'ÉMETTEUR NON ADMISSIBLE

Date/ [date de l'attestation]

L'émetteur

Nom :

Siège : Adresse :

Téléphone :

Courriel :

Télécopieur :

Actuellement inscrit à la cote d'une Bourse? [Dans la négative, inscrire en caractères gras « **Ces titres ne sont négociés sur aucune Bourse ni aucun marché** ». Dans l'affirmative, indiquer la Bourse, par ex. Bourse de Toronto/ Bourse de croissance TSX.]

Émetteur assujetti? [Oui/non. Si oui, indiquer le territoire.]

Déposant SEDAR? [Oui/non]

Le placement

Titres offerts :

Prix d'offre unitaire :

Montant minimum/maximum à recueillir : [S'il n'y a pas de minimum, inscrire en caractères gras « **Il n'y a pas de minimum** », et aussi en caractères gras « **Vous pouvez être l'unique souscripteur** ».]

Indiquer en caractères gras « **Les fonds disponibles par suite du placement peuvent ne pas être suffisants pour réaliser les objectifs visés.** ».

Souscription minimale : [Indiquer la somme minimale que chaque investisseur doit investir ou inscrire : « Aucune souscription minimale n'est requise de l'investisseur ».]

Modalités de paiement :

Date(s) de clôture proposée(s) :

Conséquences fiscales : « D'importantes conséquences fiscales découlent de la propriété de ces titres. Voir la rubrique 6. » [Si les conséquences fiscales ne sont pas importantes, supprimer cette rubrique.]

Agent de placement? [Oui/non. Si oui, inscrire « Voir la rubrique 7 ». On peut aussi indiquer le nom de l'agent de placement.]

Restrictions à la revente

Inscrire : « Vous ne pourrez pas revendre vos titres pendant [quatre mois et un jour / indéfiniment]. Voir la rubrique 10. »

Droits du souscripteur

Inscrire : « Vous pouvez exercer un droit de résolution du contrat de souscription dans les deux jours ouvrables. Si la notice d'offre contient de l'information fautive ou trompeuse, vous avez un droit d'action en dommages-intérêts ou vous pouvez demander d'annuler le contrat. Voir la rubrique 11. »

Inscrire la mention suivante en caractères gras :

« Aucune autorité en valeurs mobilières ni aucun agent responsable ne s'est prononcé sur la qualité de ces titres ni n'a examiné la présente notice d'offre. Quiconque donne à entendre le contraire commet une infraction. Le présent placement comporte des risques. Voir la rubrique 8. »

[L'ensemble de l'information ci-dessus doit figurer sur la page de présentation.]

Rubrique 1 Emploi des fonds disponibles

1.1. Fonds disponibles – Indiquer les fonds disponibles par suite du placement dans le tableau suivant. Le cas échéant, fournir des détails sur toute source de financement supplémentaire que l'émetteur compte ajouter aux fonds disponibles par suite du placement pour atteindre son principal objectif de collecte de capitaux. S'il n'y a pas de montant minimum, inscrire « 0 \$ » comme minimum.

Indiquer également, s'il y a lieu, le montant de toute insuffisance de fonds de roulement de l'émetteur 30 jours au plus tôt avant la date de la notice d'offre. Si les fonds disponibles ne permettront pas d'éliminer l'insuffisance, indiquer comment l'émetteur compte l'éliminer ou y remédier.

		Dans l'hypothèse d'un montant minimum	Dans l'hypothèse d'un montant maximum
A.	Montant à recueillir	\$	\$
B.	Commissions de placement et frais	\$	\$
C.	Frais estimatifs (avocats, comptables, vérificateurs)	\$	\$
D.	Fonds disponibles : $D = A - (B+C)$	\$	\$
E.	Sources de financement supplémentaires requises	\$	\$
F.	Insuffisance du fonds de roulement	\$	\$
G.	Total : $H = (D+E) - F$	\$	\$

1.2. Emploi des fonds disponibles – Ventiler de façon détaillée l'emploi prévu des fonds disponibles dans le tableau suivant. Si une partie des fonds disponibles doit être versée à une partie apparentée, indiquer dans une note accompagnant le tableau le nom de la personne, sa relation avec l'émetteur et le montant. Si l'émetteur a une insuffisance de fonds de roulement, indiquer, le cas échéant, la portion des fonds disponibles qui doit être portée en diminution de cette insuffisance. Si l'émetteur appliquera plus de 10 % des fonds disponibles au remboursement d'une dette contractée au cours des deux derniers exercices, indiquer les raisons de la dette.

Description de l'emploi prévu des fonds disponibles, par ordre de priorité	Dans l'hypothèse d'un montant minimum	Dans l'hypothèse d'un montant maximum
	\$	\$
	\$	\$
Total : égal à la ligne G du tableau ci-dessus	\$	\$

1.3. Réaffectation – Les fonds disponibles doivent être employés pour les objectifs indiqués dans la notice d'offre. Le conseil d'administration ne peut réaffecter les fonds que pour des motifs commerciaux valables. S'il se peut que les fonds soient réaffectés, inscrire la mention suivante :

« Nous avons l'intention d'employer les fonds disponibles pour les objectifs indiqués. Nous ne réaffecterons les fonds que pour des motifs commerciaux valables. »

Rubrique 2 Activité de [nom ou autre désignation de l'émetteur]

2.1. Structure – Préciser la structure de l'émetteur, par exemple une société de personnes, une société par actions ou une fiducie, la loi en vertu de laquelle il est constitué ou prorogé, ainsi que le lieu et la date de constitution ou de prorogation.

2.2. Activité – Décrire l'activité de l'émetteur. Fournir suffisamment d'information pour permettre à un souscripteur éventuel de prendre une décision d'investissement éclairée. Si l'émetteur n'est pas une entreprise du secteur primaire, l'information peut comprendre ses principaux produits ou services, son exploitation, son marché, ses projets et stratégies de commercialisation et des renseignements sur ses concurrents actuels et potentiels. S'il s'agit d'une entreprise du secteur primaire, fournir une description de ses principaux terrains, y compris les participations, et un résumé de l'information importante, notamment, le cas échéant, le stade d'aménagement, les réserves, la géologie, l'exploitation, la production et les réserves minérales ou les ressources minérales au stade de l'exploration ou de l'aménagement. L'émetteur du secteur primaire qui présente de l'information scientifique ou technique relative à un projet minier doit suivre l'instruction 8 de la partie A de la présente annexe. L'émetteur du secteur primaire qui donne de l'information sur ses activités pétrolières et gazières doit suivre l'instruction 9 de la partie A de la présente annexe.

2.3. Développement de l'activité – Décrire en un ou deux paragraphes le développement général de l'activité de l'émetteur, au moins au cours des deux derniers exercices et de toute période postérieure. Inclure les événements marquants ou les conditions qui ont influé favorablement ou non sur le développement de l'émetteur.

2.4. Objectifs à long terme – Décrire tous les événements significatifs qui doivent se produire afin que puissent être atteints les objectifs à long terme de l'émetteur, préciser la période au cours de laquelle chacun d'eux devrait se produire et indiquer les coûts associés à chacun d'eux.

2.5. Objectifs à court terme et réalisation

a) Indiquer les objectifs que l'émetteur s'est fixés pour les 12 prochains mois.

b) Indiquer dans le tableau suivant la manière dont l'émetteur entend atteindre ces objectifs.

Étapes nécessaires et démarche prévue	Date d'achèvement cible ou, si elle n'est pas connue, nombre de mois nécessaires	Coût de la réalisation
		\$
		\$

2.6. Fonds insuffisants – Indiquer, s'il y a lieu, que les fonds disponibles par suite du placement pourraient ne pas être ou ne seront pas suffisants pour réaliser tous les objectifs que l'émetteur s'est fixés et qu'il n'est pas sûr que d'autres sources de financement seront disponibles. Si un autre financement a été arrangé, indiquer le montant, la source et toutes les conditions à remplir.

2.7. Contrats importants – Indiquer les principales modalités de tous les contrats importants :

a) auxquels l'émetteur est partie;

b) conclus par l'émetteur avec une partie apparentée;

notamment l'information suivante :

- i)* le nom de la partie apparentée et la relation avec celle-ci, le cas échéant;
- ii)* une description des actifs, biens ou participations acquis, cédés, loués, faisant l'objet d'une option, etc.;
- iii)* une description des services fournis, le cas échéant;
- iv)* le prix d'achat et les modalités de paiement, par exemple par versements échelonnés ou paiement en espèces, au moyen de titres ou d'engagements de travail;
- v)* le principal, les modalités de remboursement, la garantie, l'échéance et le taux d'intérêt de toute débenture ou de tout prêt;
- vi)* la date du contrat;
- vii)* le montant des commissions d'intermédiaire payées ou payables à une partie apparentée, le cas échéant;
- viii)* les obligations importantes impayées conformément au contrat, le cas échéant;
- ix)* dans le cas d'une opération comprenant l'achat ou la vente d'actifs entre l'émetteur et une partie apparentée, le coût des actifs pour l'émetteur et le coût des actifs pour la partie apparentée.

Rubrique 3 Intérêts des administrateurs, des membres de la direction, des promoteurs et des porteurs principaux

3.1. Rémunération et participation – Fournir dans le tableau suivant l'information demandée sur chaque administrateur, dirigeant et promoteur de l'émetteur et sur chaque personne qui, directement ou indirectement, est propriétaire véritable de plus de 10 % des titres comportant droit de vote de l'émetteur ou exerce une emprise sur ceux-ci (ci-après un « porteur principal »). Si le porteur principal n'est pas une personne physique, indiquer dans une note accompagnant le tableau le nom de toute personne qui, directement ou indirectement, est propriétaire véritable de plus de 50 % des titres comportant droit de vote du porteur principal ou exerce une emprise sur ceux-ci. Si l'émetteur n'a pas terminé son premier exercice, indiquer la rémunération versée depuis sa création. La rémunération peut notamment se faire en espèces ou sous forme d'actions ou d'options.

Nom et municipalité de résidence principale	Poste (par ex. administrateur, dirigeant, promoteur et(ou) porteur principal) et date d'entrée en fonction	Rémunération versée par l'émetteur ou une partie apparentée au cours du dernier exercice et rémunération prévue pour l'exercice courant	Nombre, type et pourcentage de titres de l'émetteur détenus après le placement (montant minimum)	Nombre, type et pourcentage de titres de l'émetteur détenus après le placement (montant maximum)

3.2. Expérience des membres de la direction – Indiquer dans le tableau suivant les principales fonctions occupées par les administrateurs et les membres de la haute direction

au cours des cinq dernières années. Indiquer également l'expérience pertinente acquise dans une entreprise analogue à celle de l'émetteur.

Nom	Principales fonctions et expérience pertinente

3.3. Amendes, sanctions et faillites

a) Indiquer toute amende ou sanction, y compris les motifs, imposée au cours des dix dernières années, en précisant si elle est toujours en vigueur, ou toute interdiction d'opérations qui a été en vigueur plus de 30 jours consécutifs au cours des dix dernières années :

i) soit à l'encontre d'un administrateur, d'un membre de la haute direction ou d'une personne participant au contrôle de l'émetteur;

ii) soit à l'encontre d'un émetteur dont une personne visée au sous-paragraphe *i* était administrateur, membre de la haute direction ou personne participant au contrôle.

b) Indiquer les déclarations de faillite, cessions de biens volontaires, propositions concordataires faites en vertu de la législation relative à la faillite ou l'insolvabilité, poursuites, concordats ou compromis avec les créanciers ou la nomination d'un séquestre, d'un séquestre-gérant ou d'un syndic de faillite pour détenir des biens en vigueur depuis les dix dernières années :

i) soit d'un administrateur, d'un membre de la haute direction ou d'une personne participant au contrôle de l'émetteur;

ii) soit d'un émetteur dont une personne visée au sous-paragraphe *i* était administrateur, membre de la haute direction ou personne participant au contrôle.

3.4. Prêts – Indiquer le principal, les modalités de remboursement, la garantie, l'échéance et le taux d'intérêt de toute débenture ou de tout prêt consenti ou remboursable aux administrateurs, membres de la direction, promoteurs et porteurs principaux à une date tombant au plus tôt 30 jours avant celle de la notice d'offre.

Rubrique 4 Structure du capital

4.1. Capital-actions – Fournir dans le tableau suivant l'information demandée sur les titres en circulation de l'émetteur, y compris les options, les bons de souscription et les autres titres convertibles en actions. Au besoin, joindre au tableau des notes décrivant les modalités importantes des titres.

Description du titre	Nombre de titres pouvant être émis	Prix par titre	Nombre de titres en circulation au [date tombant au plus tôt 30 jours avant celle de la notice d'offre]	Nombre de titres en circulation après le placement (montant minimum)	Nombre de titres en circulation après le placement (montant maximum)

4.2. Dette à long terme – Fournir dans le tableau suivant l'information demandée sur la dette à long terme impayée de l'émetteur. Indiquer la tranche des dettes à long terme

échéant moins de 12 mois après la date de la notice d'offre. Si les titres offerts sont des titres de créance, ajouter au tableau une colonne indiquant le montant minimum et le montant maximum de l'encours après le placement. Indiquer dans une note accompagnant le tableau si les dettes ont été contractées auprès d'une partie apparentée et préciser l'identité de celle-ci.

Description des dettes à long terme (indiquer si elles sont garanties)	Taux d'intérêt	Modalités de remboursement	Encours au [date tombant au plus tôt 30 jours avant celle de la notice d'offre]
			\$
			\$

4.3. Placements antérieurs – Si l'émetteur a émis des titres de la catégorie des titres offerts, ou des titres convertibles ou échangeables permettant d'acquérir des titres de cette catégorie, au cours de 12 derniers mois, fournir dans le tableau suivant l'information demandée. Si les titres ont été émis en échange d'actifs ou de services, décrire ceux-ci dans une note.

Date d'émission	Type de titre émis	Nombre de titres émis	Prix d'émission	Produit total

Rubrique 5 Titres offerts

5.1. Modalités des titres – Décrire les modalités importantes des titres offerts, et notamment :

- a) les droits de vote ou les restrictions des droits de vote;
- b) le prix de conversion ou d'exercice et la date d'expiration;
- c) les droits de rachat ou d'encaissement par anticipation;
- d) les taux d'intérêt ou de dividendes.

5.2. Procédure de souscription

- a) Décrire la façon de souscrire les titres et le mode de paiement.
- b) Indiquer que les fonds seront détenus en fiducie et préciser la durée de détention comprenant au moins le délai obligatoire de deux jours.
- c) Indiquer les conditions de clôture, par exemple la réception de fonds supplémentaires d'autres sources. Dans le cas d'un montant minimum à recueillir, préciser le moment où les fonds seront remboursés aux souscripteurs si le montant minimum n'est pas obtenu et indiquer si l'émetteur paiera des intérêts sur ces fonds.

Rubrique 6 Conséquences fiscales et admissibilité à un REER

6.1. Inscrire :

« Consultez votre conseiller pour connaître les conséquences fiscales dans votre cas. ».

6.2. Si les conséquences fiscales sont un aspect important des titres offerts, par exemple des actions accréditatives, fournir :

- a) un résumé des conséquences fiscales significatives pour les résidents du Canada;
- b) le nom de l'auteur des renseignements fiscaux visés au paragraphe a.

6.3. Fournir une opinion concernant l'admissibilité des titres à un REER ainsi que le nom de son auteur ou inscrire :

« Tous les titres ne sont pas admissibles à un régime enregistré d'épargne-retraite (REER). Consultez votre conseiller pour connaître l'admissibilité de ces titres à un REER. ».

Rubrique 7 Rémunération des vendeurs et des intermédiaires

Lorsqu'une personne a touché ou doit toucher une rémunération, par exemple une commission, des frais de financement d'entreprise ou des commissions d'intermédiaire, dans le cadre du placement, fournir l'information suivante :

- a) une description de chaque type de rémunération et le montant estimatif à payer dans chaque cas;
- b) si une commission est payée, le pourcentage du produit brut qu'elle représente, dans l'hypothèse tant d'un montant minimum que d'un montant maximum à recueillir;
- c) les modalités de tout bon de souscription du courtier ou de toute option de l'agent, notamment le nombre de titres visés par l'option, le prix d'exercice et la date d'expiration;
- d) si la rémunération doit être partiellement versée sous forme de titres, les modalités des titres, notamment le nombre, le type et, dans le cas d'options ou de bons de souscription, le prix d'exercice et la date d'expiration.

Rubrique 8 Facteurs de risque

Décrire, par ordre d'importance, en commençant par le plus important, les facteurs de risque importants pour l'émetteur qui seraient jugés importants par un investisseur raisonnable envisageant de souscrire les titres offerts.

Les facteurs de risque entrent généralement dans l'une des trois catégories suivantes :

- a) Risques de placement – risques propres aux titres offerts, par exemple :
 - détermination arbitraire du prix;
 - absence de marché ou marché non liquide pour la négociation des titres;
 - restrictions à la revente;
 - titres de créance assortis d'une renonciation à concourir avec les autres créanciers.
- b) Risque relatifs à l'émetteur – risques propres à l'émetteur, par exemple :
 - insuffisance de fonds pour atteindre les objectifs commerciaux;
 - historique des ventes ou des bénéfices inexistant ou limité;

- manque d'expertise technique ou en gestion;
 - antécédents des membres de la direction à l'égard de la réglementation et en affaires;
 - essentiels;
 - dépendance à l'égard du personnel, de fournisseurs ou de contrats
 - dépendance à l'égard de la viabilité financière du garant;
 - litiges en instance;
 - facteurs de risque politiques.
- c) Risques sectoriels – risques propres au secteur d'activité de l'émetteur, par exemple :
- réglementation environnementale et sectorielle;
 - désuétude des produits;
 - concurrence.

Rubrique 9 Obligations d'information

9.1. Indiquer les documents qui seront transmis aux souscripteurs annuellement ou de façon continue, notamment toute information financière à fournir conformément à la législation sur les sociétés régissant l'émetteur, aux documents constitutifs de celui-ci ou à tout autre document en vertu duquel il est établi. Si l'émetteur n'est pas tenu de transmettre de documents aux souscripteurs annuellement ou de façon continue, inscrire en caractères gras « **Nous ne sommes pas tenus de vous transmettre de documents annuellement ou de façon continue.** ».

9.2. Si un organisme public, une autorité en valeurs mobilières ou un agent responsable, un OAR ou un système de cotation et de déclaration d'opérations dispose de renseignements sur l'émetteur ou ses titres, indiquer où l'on peut les obtenir, notamment des adresses de site Internet.

Rubrique 10 Restrictions à la revente

10.1. Mention générale – Dans le cas d'opérations visées effectuées en Alberta, en Colombie-Britannique, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, au Nunavut, au Québec, en Saskatchewan, à Terre-Neuve-et-Labrador, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, inscrire la mention suivante :

« Certaines restrictions, notamment l'interdiction d'effectuer des opérations, s'appliqueront à la revente des titres offerts. Vous ne pourrez effectuer d'opérations sur ces titres avant la levée de l'interdiction, à moins de vous conformer à une dispense de prospectus et d'inscription en vertu de la législation en valeurs mobilières. ».

10.2. Durée des restrictions – Dans le cas d'opérations visées effectuées en Alberta, en Colombie-Britannique, à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, au Nunavut, au Québec, en Saskatchewan, à Terre-Neuve-et-Labrador, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, inscrire l'une des mentions suivantes :

a) si l'émetteur n'est émetteur assujéti dans aucun territoire à la date du placement, inscrire :

« Sauf disposition contraire de la législation en valeurs mobilières, vous ne pourrez effectuer d'opérations sur les titres dans un délai de 4 mois plus un jour après la

date à laquelle [nom ou autre désignation de l'émetteur] devient émetteur assujéti dans une province ou un territoire du Canada. »;

b) si l'émetteur est émetteur assujéti dans un territoire à la date du placement, inscrire :

« Sauf disposition contraire de la législation en valeurs mobilières, vous ne pourrez effectuer d'opérations sur les titres dans un délai de 4 mois plus un jour après la date du placement. ».

10.3. Restrictions à la revente au Manitoba – Dans le cas d'opérations visées effectuées au Manitoba, si l'émetteur n'est émetteur assujéti dans aucun territoire lors de la souscription des titres, inscrire la mention suivante :

« Sauf disposition contraire de la législation en valeurs mobilières, vous ne pouvez effectuer d'opérations sur les titres sans obtenir au préalable le consentement écrit de l'agent responsable du Manitoba que si l'une des conditions suivantes est remplie :

a) [nom ou autre désignation de l'émetteur] a déposé un prospectus portant sur les titres que vous avez souscrits et l'agent responsable l'a visé;

b) vous détenez les titres depuis au moins 12 mois.

L'agent responsable consentira à l'opération que vous projetez s'il juge qu'elle n'est pas contraire à l'intérêt public. ».

Rubrique 11 Droits du souscripteur

Inscrire la mention suivante :

« Les titres offerts sont assortis de certains droits, notamment les suivants. Consultez un avocat pour connaître vos droits.

1) **Droit de résolution dans les deux jours** – Vous pouvez résoudre votre contrat de souscription de titres en nous faisant parvenir un avis au plus tard à minuit le deuxième jour ouvrable après la signature du contrat.

2) **Droits d'action prévus par la loi pour information fausse ou trompeuse** – [N'ajouter cette partie que si la législation en valeurs mobilières du territoire où l'opération a lieu confère au souscripteur un droit d'action pour information fausse ou trompeuse contenue dans la notice d'offre. Au besoin, reformuler le libellé conformément à ces droits.] Si la notice d'offre contient de l'information fausse ou trompeuse, vous avez, en vertu de la loi, un droit d'action contre :

a) [nom ou autre désignation de l'émetteur] pour demander d'annuler le contrat;

b) [nom ou autre désignation de l'émetteur et le titre de toute autre personne visée] en dommages-intérêts.

Vous pouvez exercer ces droits d'action même si vous ne vous êtes pas fondé sur l'information fausse ou trompeuse. Toutefois, le défendeur pourra faire échec à votre demande par divers moyens, notamment en prouvant que vous connaissiez la nature fausse ou trompeuse de l'information au moment de la souscription des titres.

Si vous comptez vous prévaloir de vos droits d'action visés aux sous-paragraphes *a* et *b*, vous devez le faire dans des délais de prescription stricts. Vous devez intenter une action en nullité dans les [indiquer le délai de prescription prévu par la législation en valeurs mobilières], et pour une action en dommages-intérêts, dans les [indiquer le délai de prescription prévu par la législation en valeurs mobilières].

3) **Droits d'action contractuels pour information fausse ou trompeuse** – [N'ajouter cette partie que si la législation en valeurs mobilières du territoire de résidence du souscripteur ne prévoit pas de droits d'action pour information fausse ou trompeuse contenue dans la notice d'offre.] Si la notice d'offre contient de l'information fausse ou trompeuse, vous avez, aux termes du contrat de souscription de titres, un droit d'action contre [nom ou autre désignation de l'émetteur] :

- a) pour demander d'annuler le contrat;
- b) en dommages-intérêts.

Vous pouvez exercer ces droits d'action même si vous ne vous êtes pas fondé sur l'information fausse ou trompeuse. Toutefois, dans le cas de l'action en dommages-intérêts, la somme que vous pourriez recouvrer n'excédera pas le prix payé pour les titres et ne comprendra pas la partie des dommages-intérêts dont [nom ou autre désignation de l'émetteur] prouve qu'elle ne correspond pas à la diminution de valeur des titres résultant de l'information fausse ou trompeuse. [Nom ou autre désignation de l'émetteur] peut faire échec à votre demande en prouvant que vous connaissiez la nature fausse ou trompeuse de l'information au moment de la souscription des titres.

Si vous comptez vous prévaloir de vos droits d'action visés aux sous-paragraphes *a* et *b*, vous devez le faire dans des délais de prescription stricts. Pour une action en nullité, vous disposez de 180 jours à compter de la signature du contrat de souscription des titres, et pour une action en dommages-intérêts, de 180 jours à compter du moment où vous avez connaissance de l'information fausse ou trompeuse, sous réserve d'un délai maximal de 3 ans à compter de la signature du contrat de souscription des titres. »

Rubrique 12 États financiers

Inclure dans la notice d'offre, immédiatement avant la page d'attestation, tous les états financiers à présenter conformément aux instructions.

Rubrique 13 Date et attestation

Inscrire la mention suivante sur la page d'attestation de la notice d'offre :

« En date du [inscrire la date de la signature de la page d'attestation de la notice d'offre].

La présente notice d'offre ne contient aucune information fausse ou trompeuse. ».

**Instructions pour l'application de
l'Annexe 45-106A2
Notice d'offre de l'émetteur non admissible**

A. Instructions générales

1. Rédiger la notice d'offre de manière à ce qu'elle soit facile à lire et à comprendre. Se servir d'un langage simple, clair et concis. Éviter les termes techniques et, s'ils sont nécessaires, les définir.

2. Présenter les rubriques dans l'ordre prévu par la présente annexe. Il n'est toutefois pas obligatoire de fournir l'information visée aux rubriques qui ne s'appliquent pas.

3. La notice d'offre peut présenter d'autres renseignements en plus de ceux prévus par la présente annexe. La portée et le degré de précision de l'information à fournir sont généralement moindres que dans le cas du prospectus. En règle générale, la description ne devrait pas dépasser deux pages. Toutefois, la notice d'offre doit fournir au souscripteur éventuel suffisamment d'information pour prendre une décision d'investissement éclairée.

4. La notice d'offre peut prendre la forme d'une chemise contenant un prospectus ou un document analogue. Cependant, toute l'information à fournir dans la notice d'offre doit être présentée et la notice d'offre doit faire un renvoi à la page ou à la rubrique du document sous chemise où l'information visée figure. Modifier l'attestation de la notice d'offre afin d'indiquer que ni celle-ci ni le document sous chemise ne contiennent d'information fausse ou trompeuse.

5. Quiconque présente de l'information fausse ou trompeuse dans la notice d'offre commet une infraction, ce qui vaut également pour l'information prévue par la présente annexe et pour tout autre renseignement fourni. Préciser tout fait important qui n'est indiqué sous aucune autre rubrique et dont l'omission donnerait lieu à la présentation d'information fausse ou trompeuse dans la notice d'offre. Se reporter également au paragraphe 3 de l'article 3.8 de l'Instruction générale relative au Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour de plus amples renseignements.

6. Dans la présente annexe, l'expression « partie apparentée » désigne :

a) un administrateur, un dirigeant, un promoteur ou une personne participant au contrôle de l'émetteur;

b) l'enfant, le père, la mère, les grands-parents, le frère, la sœur d'une personne physique visée au paragraphe *a* ou tout autre parent résidant à la même adresse qu'elle;

c) le conjoint ou la conjointe d'une personne physique visée au paragraphe *a* ou *b* ou la personne avec laquelle elle vit dans une relation de type conjugal;

d) un initié à l'égard de l'émetteur;

e) une société contrôlée par une ou plusieurs personnes physiques visées aux paragraphes *a* à *d*;

f) dans le cas d'un initié, d'un promoteur ou d'une personne participant au contrôle, à l'exception d'une personne physique, toute personne qui exerce un contrôle sur l'initié, le promoteur ou la personne participant au contrôle.

(Si l'émetteur n'est pas émetteur assujéti, l'expression « initié » désigne la personne qui serait initiée à son égard s'il était émetteur assujéti.)

7. À la rubrique 3.1, l'information sur la rémunération versée directement ou indirectement par l'émetteur ou une partie apparentée à un administrateur, à un dirigeant, à un promoteur ou à un porteur principal est à fournir si l'émetteur reçoit un avantage direct en échange de la rémunération.

8. Présenter l'information scientifique ou technique sur les projets miniers de l'émetteur conformément au Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers (ci-après, « Règlement 43-101 »).

9. L'émetteur exerçant des activités pétrolières et gazières qui donne de l'information sur ces activités doit veiller à le faire conformément aux dispositions des parties 4 et 5 du Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières. En vertu de l'article 5.3 de ce règlement, l'information présentée sur les réserves ou les ressources doit être conforme à la terminologie et aux catégories énoncées dans le manuel COGE. Pour l'application de la présente instruction, toute mention d'un émetteur assujetti aux parties 4 et 5 de ce règlement est réputée inclure tous les émetteurs.

10. La législation en valeurs mobilières limite ce qui peut être affirmé sur l'intention de l'émetteur d'inscrire des titres à la cote d'une bourse ou d'en demander la cotation sur un marché. Se reporter à la législation en valeurs mobilières applicable avant de faire une déclaration en ce sens.

11. Dans le cas d'un placement avec dispense autre que celle prévue à l'article 2.9 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription, adapter l'information prévue à la rubrique 11 pour décrire correctement les droits du souscripteur. Indiquer en caractères gras sur la page de présentation si le souscripteur n'a pas de droits d'action contractuels ou légaux pour information fautive ou trompeuse contenue dans la notice d'offre.

12. Dans le cadre d'un placement de titres, la seule information prospective importante pouvant être diffusée est celle qui est exposée dans la notice d'offre. Tout extrait ou résumé diffusé de l'information financière prospective, au sens du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue (ci-après, « Règlement 51-102 »), doit être raisonnable et pondéré, et doit comporter une mise en garde en caractères gras indiquant que l'information présentée n'est pas complète et que l'information financière prospective complète est contenue dans la notice d'offre.

B. États financiers – instructions générales

1. Tous les états financiers, états des résultats d'un terrain pétrolifère ou gazéifère qui est une entreprise acquise ou devant l'être et toute information financière résumée sur les actifs, les passifs et les résultats d'exploitation d'une entreprise se rapportant à une acquisition qui est ou sera un investissement comptabilisé à la valeur de consolidation qui sont inclus dans la notice d'offre doivent être conformes au Règlement 52-107 sur les principes comptables, normes de vérification et monnaies de présentation acceptables approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-07 du 19 mai 2005 (ci-après, « Règlement 52-107 »), que l'émetteur soit émetteur assujetti ou non. En vertu du Règlement 52-107, l'émetteur non-admissible qui applique les PCGR canadiens ne peut recourir à l'information différentielle prévue au Manuel de l'ICCA.

2. Inclure immédiatement avant la page d'attestation tous les états financiers à présenter dans la notice d'offre conformément aux présentes instructions.

3. Si l'émetteur n'a pas terminé un exercice complet ou si son premier exercice se termine moins de 120 jours avant la date de la notice d'offre, inclure dans la notice d'offre des états financiers comprenant :

a) l'état des résultats, l'état des bénéfices non répartis et l'état des flux de trésorerie de la période allant de sa création à une date tombant au plus tôt 90 jours avant la date de la notice d'offre;

- b) le bilan à la date de clôture de la période visée au paragraphe *a*;
- c) les notes afférentes aux états financiers.

4. Si l'émetteur a terminé un ou plusieurs exercices, inclure dans la notice d'offre des états financiers annuels comprenant :

a) l'état des résultats, l'état des bénéfices non répartis et l'état des flux de trésorerie des exercices suivants :

i) le dernier exercice terminé plus de 120 jours avant la date de la notice d'offre;

ii) l'exercice précédant l'exercice visé à la disposition *i*, le cas échéant;

b) le bilan à la date de clôture de chaque période visée au paragraphe *a*;

c) les notes afférentes aux états financiers.

5. Si l'émetteur a terminé un ou plusieurs exercices, inclure dans la notice d'offre des états financiers intermédiaires comprenant :

a) l'état des résultats, l'état des bénéfices non répartis et l'état des flux de trésorerie de la dernière période intermédiaire terminée :

i) plus de 60 jours avant la date de la notice d'offre;

ii) après la date de clôture des états financiers visés au sous-paragraphe *i* du paragraphe *a* de l'instruction 4, le cas échéant;

b) l'état des résultats, l'état des bénéfices non répartis et l'état des flux de trésorerie de la période correspondante de l'exercice précédent, le cas échéant;

c) le bilan à la date de clôture des périodes visées aux paragraphes *a* et *b*;

d) les notes afférentes aux états financiers.

6. L'émetteur n'est pas tenu d'inclure dans la notice d'offre l'information financière comparative visée au sous-paragraphe *ii* du paragraphe *a* de l'instruction 4 de la présente partie s'il y inclut les états financiers d'un exercice terminé moins de 120 jours avant la date de celle-ci.

7. Pour l'émetteur qui n'est pas un fonds d'investissement, l'expression « période intermédiaire » s'entend au sens du Règlement 51 102 sur les obligations d'information continue. Dans la plupart des cas, la période intermédiaire est une période qui se termine neuf, six ou trois mois avant la clôture de l'exercice. Pour l'émetteur qui est un fonds d'investissement, l'expression « période intermédiaire » s'entend au sens du Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement (ci-après, « Règlement 81-106 »).

8. L'information financière de la période correspondante de l'exercice précédent prévue aux paragraphes *b* et *c* de l'instruction 5 de la présente partie peut être omise si elle n'a pas été établie.

9. Les états financiers visés à l'instruction 3 et ceux de la dernière période comptable visée à l'instruction 4 de la présente partie doivent être vérifiés. Il n'est pas obligatoire de vérifier les états financiers visés aux instructions 5 et 6 ni l'information financière de la période correspondante de l'exercice précédent visée à l'instruction 4. Il faut toutefois

inclure dans la notice d'offre tout rapport de vérification sur ces états financiers s'ils ont été vérifiés.

10. Le Règlement 52-108 sur la surveillance des vérificateurs, approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-16 du 2 août 2005, prévoit les obligations des émetteurs assujettis et des cabinets comptables.

11. Le cas échéant, indiquer clairement que les états financiers, y compris ceux des périodes comparatives, n'ont pas été vérifiés.

12. Si la notice d'offre ne contient pas les états financiers vérifiés du dernier exercice de l'émetteur et que le placement est en cours, mettre à jour la notice d'offre en y intégrant les états financiers annuels vérifiés, ainsi que le rapport de vérification, dès que l'émetteur les a approuvés, mais au plus tard le 120^e jour suivant la date de clôture de l'exercice.

13. Il n'est pas nécessaire de mettre à jour la notice d'offre en y intégrant les états financiers intermédiaires des périodes terminées moins de 60 jours avant la date de la notice d'offre à moins que cela ne soit nécessaire pour que la notice d'offre ne contienne aucune information fautive ou trompeuse.

14. L'information prospective fournie dans la notice d'offre doit être conforme à l'article 4A.2 du Règlement 51-102 et comprendre l'information prévue à l'article 4A.3 de ce règlement. En outre, l'information financière prospective et les perspectives financières, au sens de ce règlement, qui sont présentées dans la notice d'offre doivent être conformes à la partie 4B de ce règlement. L'expression « émetteur assujetti », aux articles 4A.2 et 4A.3 et à la partie 4B de ce règlement s'entend également des émetteurs qui ne sont pas émetteurs assujettis. D'autres indications figurent dans l'Instruction générale relative au Règlement 51-102.

15. Si l'émetteur est une société en commandite, inclure dans la notice d'offre, outre les états financiers de l'émetteur, les états financiers du commandité et, si la société a des activités, ceux de la société conformément à la présente partie.

C. États financiers – Acquisitions d'entreprises

1. Inclure les états financiers de l'entreprise conformément à l'instruction 4 de la présente partie si l'un des critères énoncés à l'instruction 2 est respecté, quelle que soit la façon dont l'émetteur comptabilise ou comptabilisera l'acquisition, dans les cas suivants :

a) l'émetteur a acquis une entreprise au cours des deux derniers exercices et que ses états financiers, vérifiés, inclus dans la notice d'offre ne contiennent pas les résultats de l'entreprise sur 9 mois consécutifs;

b) l'émetteur se propose d'acquérir une entreprise et l'acquisition a progressé au point où une personne raisonnable jugerait la probabilité de sa réalisation élevée.

2. Inclure les états financiers prévus à l'instruction 4 de la présente partie de l'entreprise visée à l'instruction 1 dans les cas suivants :

a) la quote-part de l'émetteur dans l'actif consolidé de l'entreprise dépasse 40 % de son actif consolidé calculé au moyen des derniers états financiers annuels de l'émetteur et de l'entreprise terminé avant la date d'acquisition ou de la notice d'offre dans le cas d'une acquisition prévue;

b) les placements consolidés de l'émetteur dans l'entreprise et les avances qu'il lui consent à la date d'acquisition ou à la date d'acquisition prévue dépassent 40 % de son actif consolidé, compte non tenu des placements dans l'entreprise ou des avances consenties à celle-ci à la clôture du dernier exercice de l'émetteur terminé avant la date d'acquisition, ou la date de la notice d'offre dans le cas d'une acquisition prévue.

2.1. Dans la présente partie, l'expression « date d'acquisition » est la date d'acquisition aux fins de la comptabilité.

3. Lorsqu'un émetteur ou une entreprise n'a pas terminé un exercice complet ou a terminé son premier exercice au plus tard 120 jours avant la date de la notice d'offre, utiliser les états financiers visés à l'instruction 3 de la partie B pour effectuer les calculs visés à l'instruction 2 de la présente partie.

4. S'il faut inclure les états financiers d'une entreprise dans la notice d'offre en vertu de l'instruction 2 de la présente partie, inclure les états financiers suivants :

a) si l'entreprise n'a pas terminé un exercice complet ou si son premier exercice se termine moins de 120 jours avant la date de la notice d'offre :

i) l'état des résultats, l'état des bénéfices non répartis et l'état des flux de trésorerie :

A) soit de la période allant de sa création à une date tombant au plus tôt 90 jours avant la date de la notice d'offre;

B) soit de la période allant de sa création à la date d'acquisition ou à une date tombant au plus tôt 45 jours avant la date d'acquisition, si cette date précède la date de clôture de la période visée à la disposition *A*;

ii) le bilan à la date de clôture de la période visée au sous-paragraphe *i*;

iii) les notes afférentes aux états financiers;

b) si l'entreprise a terminé un ou plusieurs exercices :

i) des états financiers annuels comprenant :

A) l'état des résultats, l'état des bénéfices non répartis et l'état des flux de trésorerie des exercices suivants :

i. le dernier exercice terminé avant la date d'acquisition et plus de 120 jours avant la date de la notice d'offre;

ii. l'exercice précédant l'exercice visé à la sous-disposition *i*, le cas échéant;

B) le bilan à la date de clôture de chaque exercice visé à la disposition *A*;

C) les notes afférentes aux états financiers;

ii) des états financiers intermédiaires comprenant :

A) l'état des résultats, l'état des bénéfices non répartis et l'état des flux de trésorerie de l'une des périodes intermédiaires suivantes :

i. la dernière période intermédiaire cumulée depuis le début de l'exercice et la période de trois mois terminée le dernier jour de la période intermédiaire terminée avant la date d'acquisition, plus de 60 jours avant la date de la notice d'offre et après la date des états financiers visés à la sous-disposition *i* de la disposition *A* du sous-paragraphe *i*;

ii. la période allant du premier jour suivant l'exercice visé au sous-paragraphe *i* à une date tombant avant la date d'acquisition et après la fin de la période visée à la sous-disposition *i*;

- B) l'état des résultats, l'état des bénéfices non répartis et l'état des flux de trésorerie de la période correspondante de l'exercice précédent, le cas échéant;
- C) le bilan à la date de clôture de la période visée aux dispositions A et B;
- D) les notes afférentes aux états financiers.

Le sens de l'expression « période intermédiaire » est prévu à l'instruction 7 de la partie B.

5. L'information de la dernière période visée au sous-paragraphe *i* du paragraphe *b* de l'instruction 4 de la présente partie doit être vérifiée et accompagnée d'un rapport de vérification. Il n'est pas obligatoire de vérifier les états financiers visés au paragraphe *a* et au sous-paragraphe *ii* du paragraphe *b* de l'instruction 4 ni l'information financière de la période correspondante visée au sous-paragraphe *i* du paragraphe *b* de cette instruction. Il faut toutefois inclure dans la notice d'offre tout rapport de vérification sur ces états financiers ou cette information comparative s'ils ont été vérifiés.

6. Si la notice d'offre ne contient pas les états financiers vérifiés du dernier exercice terminé avant la date d'acquisition d'une entreprise visée à l'instruction 1 de la présente partie et si le placement est en cours, mettre à jour la notice d'offre en y intégrant ces états financiers et le rapport de vérification dès qu'ils sont disponibles, au plus tard 120 jours après la clôture de l'exercice.

7. L'expression « entreprise » s'interprète en fonction des faits et des circonstances. En règle générale, une entité distincte, une filiale ou une division d'une entité est une entreprise et, dans certains cas, une composante moindre d'une entité peut aussi constituer une entreprise, que l'entreprise faisant l'objet de l'acquisition ait déjà établi des états financiers ou non. L'entreprise faisant l'objet de l'acquisition doit être considéré comme une entreprise s'il y a ou si l'émetteur s'attend à ce qu'il y ait continuité de l'exploitation. L'émetteur doit se demander :

a) si la nature de l'activité génératrice de produits ou de l'activité génératrice de produits éventuels demeurera sensiblement la même après l'acquisition;

b) s'il acquiert les installations matérielles, les employés, les systèmes de commercialisation, le personnel de vente, les clients, les droits d'exploitation, les techniques de fabrication ou les appellations commerciales ou si le vendeur les conserve après l'acquisition.

8. Si l'opération ou le projet d'opération dont la probabilité de réalisation est élevée a été ou doit être comptabilisé comme une prise de contrôle inversée, au sens du Règlement 51-102, inclure les états financiers de la filiale dans la notice d'offre, conformément à la partie A. La société mère, au sens du Manuel de l'ICCA, est l'entreprise acquise. Ses états financiers peuvent aussi être exigés en vertu de l'instruction 1 de la présente partie.

9. L'émetteur qui inclut dans la notice d'offre les états financiers à fournir dans la déclaration d'acquisition d'entreprise conformément au Règlement 51-102 remplit les obligations prévues à l'instruction 4 de la présente partie.

D. États financiers – Dispenses

1. L'émetteur qui inclut dans la notice d'offre les états financiers à fournir dans le prospectus en vertu de la législation en valeurs mobilières remplit les obligations relatives aux états financiers prévues par la présente annexe.

2. Malgré le paragraphe *a* de l'article 3.2 du Règlement 52-107, le rapport de vérification sur les états financiers d'un émetteur ou d'une entreprise contenus dans la

notice d'offre d'un émetteur non assujéti peut exprimer une opinion avec réserve relativement aux stocks si les conditions suivantes sont réunies :

a) l'émetteur inclut dans la notice d'offre un bilan établi à une date postérieure à la date visée par la réserve;

b) le bilan visé au paragraphe *a* est accompagné d'un rapport de vérification qui n'exprime pas d'opinion avec réserve relativement aux stocks de clôture;

c) l'émetteur n'a pas encore déposé d'états financiers de la même entité accompagnés d'un rapport de vérification qui exprimait une opinion avec réserve relativement aux stocks.

3. L'émetteur qui a comptabilisé ou comptabilisera une entreprise visée à l'instruction 1 de la partie C à la valeur de consolidation n'est pas tenu d'inclure les états financiers de cette entreprise si les conditions suivantes sont réunies :

a) la notice d'offre contient de l'information concernant les périodes comptables pour lesquelles des états financiers sont normalement exigés en vertu de la partie C qui :

i) résume les données relatives à l'actif, au passif et aux résultats d'exploitation de l'entreprise;

ii) décrit la quote-part de l'émetteur dans l'entreprise et toute émission éventuelle de titres par l'entreprise qui pourrait avoir une incidence importante sur la quote-part du bénéfice qui revient à l'émetteur;

b) l'information financière visée au paragraphe *a* qui porte sur le dernier exercice a été vérifiée ou est tirée d'états financiers vérifiés de l'entreprise;

c) la notice d'offre :

i) indique que l'information financière visée au paragraphe *a* qui porte sur un exercice terminé a été vérifiée ou précise les états financiers vérifiés prévus au paragraphe *a* dont elle est extraite;

ii) indique que l'opinion du vérificateur sur l'information financière ou les états financiers visés au sous-paragraphe *i* ne comporte aucune restriction.

Si l'information financière fournie dans la notice d'offre en vertu du paragraphe *a* est tirée d'états financiers, établis conformément à des PCGR étrangers, d'une entreprise constituée à l'étranger, l'information doit être accompagnée d'une note expliquant et évaluant l'incidence des écarts importants entre les PCGR canadiens et les PCGR étrangers.

4. Il n'est pas obligatoire d'inclure dans la notice d'offre les états financiers relatifs à l'acquisition ou au projet d'acquisition d'une entreprise qui constitue une participation dans un terrain pétrolier ou gazéifier si l'acquisition est significative uniquement d'après le critère de l'actif ou lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) l'émetteur n'est pas en mesure de les fournir parce qu'ils n'existent pas ou qu'il n'y a pas accès;

b) l'acquisition n'a pas été ou ne sera pas comptabilisée comme une « prise de contrôle inversée », au sens du Règlement 51-102;

c) l'entreprise ne constitue pas un « secteur isolable » du vendeur, au sens du chapitre 1701 du Manuel de l'ICCA, au moment de l'acquisition;

d) la notice d'offre contient de l'information de remplacement sur l'entreprise, notamment :

i) l'état des résultats d'exploitation de chacune des périodes comptables dont les états financiers devraient normalement être présentés en vertu de l'instruction 4, présentant pour l'entreprise au moins les éléments suivants :

- A) les produits bruts;
- B) les charges liées aux redevances;
- C) les coûts de production;
- D) le bénéfice d'exploitation;

L'état des résultats du dernier exercice visé au sous-paragraphe *i* du paragraphe *b* de l'instruction 4 de la partie C doit être vérifié;

ii) une description du ou des terrains et de la participation acquise par l'émetteur;

iii) de l'information sur les réserves estimatives et les produits nets futurs afférents estimatifs attribuables à l'entreprise, les hypothèses importantes utilisées dans l'établissement des estimations, l'identité et la relation avec l'émetteur assujetti ou le vendeur de la personne qui a établi les estimations;

iv) les volumes de production réels du terrain au cours du dernier exercice terminé;

v) les volumes de production estimatifs du terrain pour le premier exercice compris dans l'estimation visée au sous-paragraphe *iv*.

5. Les états financiers de l'entreprise qui constitue une participation dans un terrain pétrolier ou gazifère ou de l'acquisition ou du projet d'acquisition d'un terrain par l'émetteur n'ont pas à être vérifiés si, au cours des 12 mois précédant la date d'acquisition ou la date d'acquisition projetée, la production moyenne quotidienne du terrain sur la base d'un baril d'équivalent pétrole, le gaz naturel étant converti en pétrole selon un ratio de six milles pieds cubes de gaz naturel par baril de pétrole, était inférieure à 20 % du total de la production moyenne quotidienne du vendeur pour la même période ou des périodes similaires et que les conditions suivantes sont réunies :

i) malgré des efforts raisonnables pendant les négociations relatives à l'acquisition, l'émetteur n'a pu faire inclure dans la convention d'achat les droits d'obtention d'un état des résultats d'exploitation vérifié du terrain;

ii) la convention d'achat contient des déclarations et garanties du vendeur selon lesquelles les montants présentés dans l'état des résultats d'exploitation correspondent à l'information consignée dans ses documents comptables;

iii) la notice d'offre indique :

1. que l'émetteur n'a pas pu obtenir d'état des résultats d'exploitation vérifié;
2. les motifs de cette incapacité;
3. que la convention d'achat contient les déclarations et garanties visées au sous-paragraphe *ii*;

4. que les résultats présentés dans l'état des résultats d'exploitation auraient pu différer de façon importante si cet état avait été vérifié.

**ANNEXE 45-106A3
NOTICE D'OFFRE DE L'ÉMETTEUR ADMISSIBLE**

Date : [date de l'attestation]

L'émetteur

Nom :

Siège : Adresse :

Téléphone :

Courriel :

Télécopieur :

Actuellement inscrit à la cote de quelle Bourse? [par ex., Bourse de Toronto/ Bourse de croissance TSX]

Territoires où l'émetteur est un émetteur assujéti :

Le placement

Titres offerts :

Prix d'offre unitaire :

Placement minimum/maximum : [S'il n'y a pas de minimum, inscrire en caractères gras « **Il n'y a pas de minimum.** », et aussi en caractères gras « **Vous pouvez être l'unique souscripteur.** ».]

Indiquer en caractères gras « **Les fonds disponibles par suite du placement peuvent ne pas être suffisants pour réaliser les objectifs visés.** ».

Souscription minimale : [Indiquer la somme minimale que chaque investisseur doit investir ou inscrire : « Aucune souscription minimale n'est requise de l'investisseur ».]

Modalités de paiement :

Date(s) de clôture proposée(s) :

Conséquences fiscales : « D'importantes conséquences fiscales découlent de la propriété de ces titres. Voir la rubrique 6. » [Si les conséquences fiscales ne sont pas importantes, supprimer cette rubrique.]

Agent de placement? [Oui/non. Si oui, inscrire « Voir la rubrique 7 ». On peut aussi indiquer le nom de l'agent de placement.]

Restrictions à la revente

Inscrire : « Vous ne pourrez pas revendre vos titres pendant 4 mois plus un jour. Voir la rubrique 10. »

Droits du souscripteur

Inscrire : « Vous pouvez exercer un droit de résolution du contrat de souscription dans les deux jours ouvrables. Si la notice d'offre contient de l'information fautive ou trompeuse, vous avez un droit d'action en dommages-intérêts ou vous pouvez demander d'annuler le contrat. Voir la rubrique 11. »

Inscrire la mention suivante en caractères gras :

« Aucune autorité en valeurs mobilières ni aucun agent responsable ne s'est prononcé sur la qualité de ces titres ni n'a examiné la présente notice d'offre. Quiconque donne à entendre le contraire commet une infraction. Le présent placement comporte des risques. Voir la rubrique 8. »

[L'ensemble de l'information ci-dessus doit figurer sur la page de présentation.]

Rubrique 1 Emploi des fonds disponibles

1.1. Fonds disponibles – Indiquer les fonds disponibles par suite du placement dans le tableau suivant. Le cas échéant, fournir des détails sur toute source de financement supplémentaire que l'émetteur compte ajouter aux fonds disponibles par suite du placement pour atteindre son principal objectif de collecte de capitaux. S'il n'y a pas de montant minimum, inscrire « 0 \$ » comme minimum.

Indiquer également, s'il y a lieu, le montant de toute insuffisance de fonds de roulement de l'émetteur au plus tôt 30 jours avant la date de la notice d'offre. Si les fonds disponibles ne permettront pas d'éliminer l'insuffisance, indiquer comment l'émetteur compte l'éliminer ou y remédier.

		Dans l'hypothèse d'un montant minimum	Dans l'hypothèse d'un montant maximum
A.	Montant à recueillir	\$	\$
B.	Commissions de placement et frais	\$	\$
C.	Frais estimatifs (avocats, comptables, vérificateurs)	\$	\$
D.	Fonds disponibles : $D = A - (B+C)$	\$	\$
E.	Sources de financement supplémentaires requises	\$	\$
F.	Insuffisance du fonds de roulement	\$	\$
G.	Total : $H = (D+E) - F$	\$	\$

1.2. Emploi des fonds disponibles – Ventiler de façon détaillée l'emploi prévu des fonds disponibles dans le tableau suivant. Si une partie des fonds disponibles doit être versée à une personne ayant des liens avec l'émetteur, à un membre du même groupe que lui ou à un initié à son égard, indiquer dans une note accompagnant le tableau le nom de la personne, du membre du groupe ou de l'initié, sa relation avec l'émetteur et le montant. Si l'émetteur a une insuffisance de fonds de roulement, indiquer, le cas échéant, la portion des fonds disponibles qui doit être portée en diminution de cette insuffisance. Si l'émetteur appliquera plus de 10 % des fonds disponibles au remboursement d'une dette contractée au cours des deux derniers exercices, indiquer les raisons de la dette.

Description de l'emploi prévu des fonds disponibles, par ordre de priorité	Dans l'hypothèse d'un montant minimum	Dans l'hypothèse d'un montant maximum
	\$	\$
	\$	\$
Total : égal à la ligne G du tableau ci-dessus	\$	\$

1.3. Réaffectation – Les fonds disponibles doivent être employés pour les objectifs énoncés dans la notice d'offre. Le conseil d'administration ne peut réaffecter les fonds que pour des motifs commerciaux valables. S'il se peut que les fonds soient réaffectés, inscrire la mention suivante :

« Nous avons l'intention d'employer les fonds disponibles pour les objectifs indiqués. Nous ne réaffecterons les fonds que pour des motifs commerciaux valables. ».

1.4. Fonds insuffisants – Indiquer, s'il y a lieu, que les fonds disponibles par suite du placement pourraient ne pas être ou ne seront pas suffisants pour réaliser tous les objectifs que l'émetteur s'est fixés et qu'il n'est pas certain que d'autres sources de financement seront disponibles. Si d'autres sources ont été prévues, en indiquer le montant, la provenance et toute condition demeurant à remplir.

Rubrique 2 Information sur [nom ou autre désignation de l'émetteur]

2.1. Sommaire de l'activité – Décrire brièvement en un ou deux paragraphes l'activité que l'émetteur entend exercer dans les 12 prochains mois. Fournir suffisamment d'information pour permettre à un souscripteur éventuel de prendre une décision d'investissement éclairée. Indiquer s'il s'agit d'un changement d'activité. Si l'émetteur n'est pas une entreprise du secteur primaire, décrire les produits qui sont ou seront mis au point ou fabriqués, ainsi que leur stade de développement respectif. S'il s'agit d'une entreprise du secteur primaire, préciser si ses principaux terrains sont essentiellement au stade de l'exploration, de l'aménagement, de la mise en valeur ou de la production, et indiquer les ressources visées et l'emplacement de ces terrains. L'émetteur du secteur primaire qui donne de l'information sur ses activités pétrolières et gazières doit suivre l'instruction 9 de la partie A de la présente annexe.

2.2. Documents existants intégrés par renvoi – Inscrire la mention suivante :

« L'information intégrée par renvoi dans la présente notice d'offre provient des documents figurant dans la liste suivante, déposés auprès des autorités en valeurs mobilières ou des agents responsables au Canada. On peut obtenir ces documents sur le site Internet de SEDAR, à l'adresse suivante : www.sedar.com. On peut également les obtenir gratuitement sur demande adressée à [indiquer l'adresse complète et le numéro de téléphone de la personne-ressource]. »

Les documents figurant dans la liste suivante et l'information qu'ils présentent ne sont pas intégrés par renvoi si leur contenu est modifié ou remplacé par une déclaration dans la présente notice d'offre ou dans tout autre document déposé par la suite qui y est également intégré par renvoi. »

Indiquer tous les documents intégrés par renvoi dans la liste suivante conformément à l'instruction 1 de la partie D :

Description du document (dans le cas des déclarations de changement important, décrire brièvement la nature du changement)	Date du document

2.3. Documents existants non intégrés par renvoi – Inscrire la mention suivante :

« Les autres documents figurant sur le site Internet de SEDAR, par exemple, la plupart des communiqués, les notes d'information, les prospectus et les notices d'offre pour le placement de droits, ne sont intégrés par renvoi dans la présente notice d'offre que s'ils figurent expressément dans la liste ci-dessus. Vos droits énoncés sous la rubrique 11 de la présente notice d'offre ne s'appliquent qu'à l'information contenue dans la présente notice d'offre et aux documents ou renseignements qui y sont intégrés par renvoi. »

2.4. Information existante non intégrée par renvoi – Il est permis de ne pas intégrer par renvoi dans la notice d'offre certains renseignements prévus à l'instruction 2 de la partie D et présentés dans les documents intégrés par renvoi. Le cas échéant, l'émetteur précise qu'il n'intègre pas ces renseignements et désigne dans la notice d'offre :

- a) l'information non intégrée par renvoi,
- b) les documents dans lesquels elle figure.

2.5. Documents ultérieurs non intégrés par renvoi – Inscrire la mention suivante :

« Les documents déposés après la date de la présente notice d'offre ne sont pas réputés intégrés dans celle-ci. Toutefois, si l'attestation de la présente notice d'offre cesse de faire foi des faits qu'elle atteste par suite d'un événement ou d'un changement dans notre activité ou nos affaires après votre souscription, nous vous transmettrons une mise à jour de la présente notice d'offre, notamment une nouvelle attestation datée et signée, et nous n'accepterons votre souscription que lorsque vous aurez signé de nouveau le contrat de souscription des titres. ».

Rubrique 3 Intérêts des administrateurs, des membres de la haute direction, des promoteurs et des porteurs principaux

3.1. Fournir dans le tableau suivant l'information sur chaque administrateur, membre de la haute direction et promoteur et sur chaque personne qui, directement ou indirectement, est propriétaire véritable de plus de 10 % des titres comportant droit de vote de l'émetteur ou exerce une emprise sur ceux-ci désigné (ci-après un « porteur principal »). Si le porteur principal n'est pas une personne physique, indiquer dans une note accompagnant le tableau le nom de toute personne qui, directement ou indirectement, est propriétaire véritable de plus de 50 % des titres comportant droit de vote du porteur principal ou exerce une emprise sur ceux-ci.

Nom et municipalité de résidence principale	Postes

3.2. Inscrire :

« On trouvera de plus amples renseignements sur les administrateurs et les membres de la haute direction dans [inscrire le nom et la date des documents contenant l'information la plus à jour, par exemple, la circulaire de sollicitation de procurations, la notice annuelle ou une déclaration de changement important]. ».

3.3. Inscrire :

« On trouvera de l'information à jour sur les titres détenus par les administrateurs, les membres de la haute direction et les porteurs principaux [sur/auprès de] [mentionner le site Internet de SEDI et en donner l'adresse (www.sedi.ca) ou, si l'information ne s'y trouve pas, désigner les autorités en valeurs mobilières ou les agents responsables qui peuvent la fournir, y compris l'adresse de leur site Internet]. [Nom ou autre désignation de l'émetteur] ne donne aucune assurance quant à l'exactitude de cette information. ».

3.4. Prêts – Indiquer le principal, les modalités de remboursement, la garantie, l'échéance et le taux d'intérêt de toute débenture ou de tout prêt consenti ou remboursable aux administrateurs, membres de la direction, promoteurs et porteurs principaux à une date tombant au plus tôt 30 jours avant celle de la notice d'offre.

Rubrique 4 Structure du capital

Fournir dans le tableau suivant l'information demandée sur les titres en circulation de l'émetteur, y compris les options, les bons de souscription et les autres titres convertibles en actions. Au besoin, joindre au tableau des notes décrivant les modalités importantes des titres.

Description du titre	Nombre de titres pouvant être émis	Prix par titre	Nombre de titres en circulation au [date tombant au plus tôt 30 jours avant celle de la notice d'offre]	Nombre de titres en circulation après le placement (montant minimum)	Nombre de titres en circulation après le placement (montant maximum)

Rubrique 5 Titres offerts

5.1. Modalités – Décrire les modalités importantes des titres offerts, et notamment :

- a) les droits de vote ou les restrictions des droits de vote;
- b) le prix de conversion ou d'exercice et la date d'expiration;
- c) les droits de rachat ou d'encaissement par anticipation;
- d) les taux d'intérêt ou de dividendes.

5.2. Procédure de souscription

- a) Décrire la façon de souscrire les titres et le mode de paiement.
- b) Indiquer que les fonds seront détenus en fiducie et préciser la durée de détention, au moins le délai obligatoire de deux jours.
- c) Indiquer les conditions de clôture, par exemple la réception de fonds supplémentaires d'autres sources. Dans le cas d'un placement minimum, préciser le moment où les fonds seront remboursés aux souscripteurs si le montant minimum n'est pas obtenu.

Rubrique 6 Conséquences fiscales et admissibilité à un REER

6.1. Inscrire :

« Consultez votre conseiller pour connaître les conséquences fiscales dans votre cas. ».

6.2. Si les conséquences fiscales sont un aspect important des titres offerts, par exemple des actions accréditatives, fournir :

- a) un résumé des conséquences fiscales significatives pour les résidents du Canada;
- b) le nom de l'auteur des renseignements fiscaux visés au paragraphe a).

6.3. Fournir une opinion concernant l'admissibilité des titres à un REER ainsi que le nom de son auteur ou inscrire :

« Tous les titres ne sont pas admissibles à un régime enregistré d'épargne-retraite (REER). Consultez votre conseiller pour connaître l'admissibilité de ces titres à un REER. ».

Rubrique 7 Rémunération des vendeurs et des intermédiaires

Lorsqu'une personne a touché ou doit toucher une rémunération, par exemple une commission, des frais de financement d'entreprise ou des commissions d'intermédiaire, dans le cadre du placement, fournir l'information suivante :

a) une description de chaque type de rémunération et le montant estimatif à payer dans chaque cas;

b) si la commission est payée, le pourcentage du produit brut qu'elle représente, dans l'hypothèse tant d'un placement minimum que d'un placement maximum;

c) les modalités de tout bon de souscription du courtier ou de toute option de l'agent, notamment le nombre de titres visés par l'option, le prix d'exercice et la date d'expiration;

d) si la rémunération doit être partiellement versée sous forme de titres, les modalités des titres, notamment le nombre, le type et, dans le cas d'options ou de bons de souscription, le prix d'exercice et la date d'expiration.

Rubrique 8 Facteurs de risque

Décrire, par ordre d'importance, en commençant par le plus important, les facteurs de risque importants pour l'émetteur qui seraient jugés importants par un investisseur raisonnable envisageant de souscrire les titres offerts.

Les facteurs de risque entrent généralement dans l'une des trois catégories suivantes :

a) Risques de placement – risques propres aux titres offerts, par exemple :

- détermination arbitraire du prix;
- absence de marché ou marché non liquide pour la négociation des titres;
- restrictions à la revente;
- titres de créance assortis d'une renonciation à concourir avec les autres créanciers.

b) Risques relatifs à l'émetteur – risques propres à l'émetteur, par exemple :

- insuffisance de fonds pour atteindre les objectifs commerciaux;
- historique des ventes ou des bénéfices inexistant ou limité;
- manque d'expertise technique ou en gestion;
- antécédents des membres de la direction à l'égard de la réglementation et en affaires;
- dépendance à l'égard du personnel, de fournisseurs ou de contrats essentiels;
- dépendance à l'égard de la viabilité financière du garant;
- litiges en instance;

- facteurs de risque politiques.
- c) Risques sectoriels – risques propres au secteur d'activité de l'émetteur, par exemple :

- réglementation environnementale et sectorielle;
- désuétude des produits;
- concurrence.

Rubrique 9 Obligations d'information

9.1. Indiquer les documents qui seront transmis aux souscripteurs annuellement ou de façon continue.

9.2. Si un organisme public, une autorité en valeurs mobilières ou un agent responsable, un OAR ou un système de cotation et de déclaration d'opérations dispose de renseignements sur l'émetteur ou ses titres, indiquer où l'on peut les obtenir, notamment les adresses de site Internet.

Rubrique 10 Restrictions à la revente

Dans le cas d'opérations visées effectuées en Alberta, en Colombie-Britannique, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, au Nunavut, au Québec, en Saskatchewan, à Terre-Neuve-et-Labrador, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, inscrire la mention suivante :

« Certaines restrictions, notamment l'interdiction d'effectuer des opérations, s'appliqueront à la revente des titres offerts. Vous ne pourrez effectuer d'opérations sur ces titres avant la levée de l'interdiction, à moins de vous conformer à une dispense de prospectus et d'inscription en vertu de la législation en valeurs mobilières.

Sauf disposition contraire de la législation en valeurs mobilières, vous ne pourrez effectuer d'opérations sur les titres dans un délai de 4 mois plus un jour après la date du placement. ».

Rubrique 11 Droits du souscripteur

Inscrire la mention suivante :

« Les titres offerts sont assortis de certains droits, notamment les suivants. Consultez un avocat pour connaître vos droits.

1) **Droit de résolution dans les deux jours** – Vous pouvez résoudre votre contrat de souscription de titres en nous faisant parvenir un avis au plus tard à minuit le deuxième jour ouvrable après la signature du contrat.

2) **Droits d'action prévus par la loi pour information fausse ou trompeuse** – [N'ajouter cette partie que si la législation en valeurs mobilières du territoire où l'opération a lieu confère au souscripteur un droit d'action pour information fausse ou trompeuse contenue dans la notice d'offre. Au besoin, reformuler le libellé conformément à ces droits.] Si la notice d'offre contient de l'information fausse ou trompeuse, vous avez, en vertu de la loi, un droit d'action contre :

a) [nom ou autre désignation de l'émetteur] pour demander d'annuler le contrat de souscription de titres;

b) [nom ou autre désignation de l'émetteur et le titre de toute autre personne visée] en dommages-intérêts.

Vous pouvez exercer ces droits d'action même si vous ne vous êtes pas fondé sur l'information fausse ou trompeuse. Toutefois, le défendeur pourra faire échec à votre demande par divers moyens, notamment en prouvant que vous connaissiez la nature fautive ou trompeuse de l'information au moment de la souscription des titres.

Si vous comptez vous prévaloir de vos droits d'action visés aux sous-paragraphes *a* et *b*, vous devez le faire dans des délais de prescription stricts. Vous devez intenter une action en nullité dans les [indiquer le délai de prescription prévu par la législation en valeurs mobilières], et pour une action en dommages-intérêts, dans les [indiquer le délai de prescription prévu par la législation en valeurs mobilières].

3) **Droits d'action contractuels pour information fausse ou trompeuse** – [N'ajouter cette partie que si la législation en valeurs mobilières du territoire de résidence du souscripteur ne prévoit pas de droits d'action pour information fausse ou trompeuse contenue dans la notice d'offre.] Si la notice d'offre contient de l'information fausse ou trompeuse, vous avez, aux termes du contrat de souscription de titres, un droit d'action contre [nom ou autre désignation de l'émetteur] :

- a)* pour demander d'annuler le contrat;
- b)* en dommages-intérêts.

Vous pouvez exercer ces droits d'action même si vous ne vous êtes pas fondé sur l'information fausse ou trompeuse. Toutefois, dans le cas de l'action en dommages-intérêts, la somme que vous pourriez recouvrer n'excédera pas le prix payé pour les titres et ne comprendra pas la partie des dommages-intérêts dont [nom ou autre désignation de l'émetteur] prouve qu'elle ne correspond pas à la diminution de valeur des titres résultant de l'information fausse ou trompeuse. [Nom ou autre désignation de l'émetteur] peut faire échec à votre demande en prouvant que vous connaissiez la nature fautive ou trompeuse de l'information au moment de la souscription des titres.

Si vous comptez vous prévaloir de vos droits d'action visés aux sous-paragraphes *a* et *b*, vous devez le faire dans des délais de prescription stricts. Pour une action en nullité, vous disposez de 180 jours à compter de la signature du contrat de souscription des titres, et pour une action en dommages-intérêts, de 180 jours à compter du moment où vous avez connaissance de l'information fausse ou trompeuse, sous réserve d'un délai maximal de 3 ans à compter de la signature du contrat de souscription des titres. ».

Rubrique 12 Date et attestation

Inscrire la mention suivante sur la page d'attestation de la notice d'offre :

« En date du [inscrire la date de la signature de la page d'attestation de la notice d'offre].

La présente notice d'offre ne contient aucune information fausse ou trompeuse. ».

**Instructions pour l'application de
l'Annexe 45-106A3
Notice d'offre de l'émetteur admissible**

A. Instructions générales

1. La présente annexe ne vise que les « émetteurs admissibles ».
2. L'émetteur qui établit une notice d'offre conformément à la présente annexe doit y intégrer par renvoi certains documents et éléments d'information continue existants. S'il s'y refuse, il doit se conformer à l'Annexe 45-106A2, Notice d'offre de l'émetteur non admissible.
3. Rédiger la notice d'offre de manière à ce qu'elle soit facile à lire et à comprendre. Se servir d'un langage simple, clair et concis. Éviter les termes techniques et, s'ils sont nécessaires, les définir.
4. Présenter les rubriques dans l'ordre prévu par la présente annexe. Il n'est toutefois pas obligatoire de fournir l'information visée aux rubriques qui ne s'appliquent pas.
5. La notice d'offre peut présenter d'autres renseignements en plus de ceux prévus par la présente annexe. La portée et le degré de précision de l'information à y fournir sont généralement moindres que dans le cas du prospectus. Toutefois, la notice d'offre doit fournir au souscripteur éventuel suffisamment d'information pour prendre une décision d'investissement éclairée.
6. La notice d'offre peut prendre la forme d'une chemise contenant un prospectus ou un document analogue. Cependant, toute l'information à fournir dans la notice d'offre doit être présentée et la notice d'offre doit faire un renvoi à la page ou à la rubrique du document sous chemise où l'information visée figure. Modifier l'attestation de la notice d'offre afin d'indiquer que ni celle-ci ni le document sous chemise ne contiennent d'information fausse ou trompeuse.
7. Quiconque présente de l'information fausse ou trompeuse dans la notice d'offre commet une infraction, ce qui vaut également pour l'information prévue par la présente annexe et pour tout autre renseignement fourni. Préciser tout fait important qui n'est indiqué sous aucune autre rubrique et dont l'omission donnerait lieu à la présentation d'information fausse ou trompeuse dans la notice d'offre. Se reporter également au paragraphe 3 de l'article 3.8 de l'Instruction générale relative au Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour de plus amples renseignements.
8. Présenter l'information scientifique ou technique sur les projets miniers de l'émetteur conformément au Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers (ci-après, « Règlement 43-101 »).
9. L'émetteur exerçant des activités pétrolières et gazières qui donne de l'information sur ces activités doit veiller à le faire conformément aux dispositions des parties 4 et 5 du Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières. En vertu de l'article 5.3 de ce règlement, l'information présentée sur les réserves ou les ressources doit être conforme à la terminologie et aux catégories énoncées dans le manuel COGE. Pour l'application de la présente instruction, toute mention d'un émetteur assujéti aux parties 4 et 5 de ce règlement est réputée inclure tous les émetteurs.
10. La législation en valeurs mobilières limite ce qui peut être affirmé sur l'intention de l'émetteur d'inscrire des titres à la cote d'une bourse ou d'en demander la cotation sur un marché. Se reporter à la législation en valeurs mobilières applicable avant de faire une déclaration en ce sens.

11. Dans le cas d'un placement avec dispense autre que celle prévue à l'article 2.9 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription, adapter l'information prévue à la rubrique 11 pour décrire correctement les droits du souscripteur. Indiquer en caractères gras sur la page de présentation si le souscripteur n'a pas de droits d'action contractuels ou légaux pour information fausse ou trompeuse contenue dans la notice d'offre.

12. Dans le cadre d'un placement de titres, la seule information prospective importante pouvant être diffusée est celle qui est exposée dans la notice d'offre. Tout extrait ou résumé diffusé de l'information financière prospective, au sens du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue (ci-après, « Règlement 51-102 »), doit être raisonnable et pondéré, et doit comporter une mise en garde en caractères gras indiquant que l'information présentée n'est pas complète et que l'information financière prospective complète est contenue dans la notice d'offre.

B. États financiers

1. Les états financiers intégrés par renvoi dans la notice d'offre doivent être conformes au Règlement 51-102 et au Règlement 52-107 sur les principes comptables, normes de vérification et monnaies de présentation acceptables.

2. L'information prospective fournie dans la notice d'offre doit être conforme à l'article 4A.2 du Règlement 51-102 et comprendre l'information prévue à l'article 4A.3 de ce règlement. En outre, l'information financière prospective et les perspectives financières, au sens de ce règlement, qui sont présentées dans la notice d'offre doivent être conformes à la partie 4B de ce règlement. D'autres indications figurent dans l'Instruction générale relative au Règlement 51-102.

C. Mises à jour de la notice d'offre

1. Si la notice d'offre n'intègre pas par renvoi la notice annuelle et les derniers états financiers annuels vérifiés de l'émetteur, la mettre à jour en y intégrant par renvoi les états financiers qui doivent être déposés avant le placement, dès leur dépôt au moyen de SEDAR.

2. Outre les documents visés à l'instruction 1 de la présente partie, il n'est pas obligatoire de mettre à jour la notice d'offre afin d'y intégrer par renvoi les états financiers intermédiaires ou les autres documents visés à l'instruction 1 de la partie D, sauf pour éviter qu'elle ne contienne de l'information fausse ou trompeuse.

D. Information sur l'émetteur

1. **Documents existants intégrés par renvoi** – Outre les autres documents que l'émetteur peut choisir d'intégrer par renvoi, l'émetteur doit intégrer par renvoi les documents suivants :

a) la notice annuelle de l'émetteur pour le dernier exercice dont les états financiers annuels sont à déposer ou l'ont été;

b) les déclarations de changement important, sauf celles qui sont de nature confidentielle, déposées depuis la fin de l'exercice dont la notice annuelle de l'émetteur est déposée;

c) les derniers états financiers intermédiaires de l'émetteur à déposer ou ayant été déposés à l'égard de la dernière période intermédiaire terminée après le dernier exercice visé au paragraphe *d*;

d) les états financiers annuels comparatifs du dernier exercice de l'émetteur qui doivent être déposés ou l'ont été, accompagnés du rapport de vérification;

e) si, avant le dépôt de la notice d'offre, l'émetteur publie ou fait publier un communiqué ou une autre communication exposant de l'information financière pour une période comptable plus récente que celles visées aux paragraphes *c* et *d*, le contenu du communiqué ou de la communication;

f) le rapport de gestion établi conformément au Règlement 51-102 pour la période comptable visée aux paragraphes *c* et *d*;

g) les déclarations d'acquisition d'entreprise à déposer conformément au Règlement 51-102 à l'égard des acquisitions réalisées depuis le début de l'exercice pour lequel la notice annuelle de l'émetteur est déposée, à moins que l'émetteur les ait intégrées par renvoi dans la notice annuelle de son dernier exercice dont les états financiers annuels sont à déposer ou l'ont été, ou bien qu'il ait comptabilisé dans ses derniers états financiers vérifiés au moins 9 mois de l'exploitation de l'entreprise acquise ou des entreprises reliées;

h) toute circulaire de sollicitation de procurations déposée depuis le début de l'exercice dont la dernière notice annuelle a été déposée, à l'exception de toute circulaire de sollicitation de procurations établie en vue d'une assemblée générale annuelle si l'émetteur a déposé une circulaire de sollicitation de procurations en vue d'une assemblée générale annuelle subséquente et l'a intégrée par renvoi;

i) si l'émetteur exerce des activités pétrolières et gazières au sens du Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières, les derniers relevés et rapports établis conformément aux Annexes 51-101A1, 51-101A2 et 51-101A3 et déposés par un émetteur inscrit auprès de la SEC, sauf dans les cas suivants :

i) la notice annuelle courante de l'émetteur est établie conformément à l'Annexe 51-102A2;

ii) l'émetteur est dispensé de l'application du Règlement 51-101.

j) tout autre document d'information que l'émetteur a déposé conformément à un engagement envers une autorité provinciale ou territoriale en valeurs mobilières ou un agent responsable depuis le début de l'exercice sur lequel porte la dernière notice annuelle déposée par l'émetteur;

k) tout autre document d'information du type indiqué ci-dessus que l'émetteur a déposé sous le régime d'une dispense de toute disposition de la législation en valeurs mobilières depuis le début de l'exercice sur lequel porte la dernière notice annuelle déposée par l'émetteur.

2. **Terrain minier** – Si une part importante des fonds disponibles par suite du placement doit être affecté à un terrain minier en particulier et que la dernière notice annuelle de l'émetteur ne contient pas l'information visée à la rubrique 5.4 de l'Annexe 51-102A2 à l'égard de ce terrain, ou que l'information est inadéquate ou incorrecte en raison de changements, fournir l'information visée à cette rubrique.

Il est permis d'intégrer par renvoi tout autre document, pour autant qu'on puisse l'obtenir au moyen du site Internet de SEDAR et que l'émetteur en transmette un exemplaire gratuitement à tout souscripteur qui en fait la demande.

ANNEXE 45-106A4

AVERTISSEMENT

Reconnaissance de risque

- Je reconnais qu'il s'agit d'un placement risqué.
- J'assume entièrement les risques associés à ce placement.
- Aucune autorité en valeurs mobilières ni aucun agent responsable n'a évalué ces titres ou l'information donnée dans la notice d'offre ni ne s'est prononcé sur leur qualité.
- La personne qui me vend les titres n'est inscrite auprès d'aucune autorité en valeurs mobilières ni aucun agent responsable et n'a pas l'obligation de me dire si ce placement me convient. *[Instruction : Supprimer si les titres sont placés par une personne inscrite.]*
- Je ne pourrai vendre ces titres que dans des circonstances très précises. Il est possible que je ne puisse jamais les vendre. *[Instruction : Supprimer si l'émetteur est assujéti.]*
- Les titres sont rachetables, mais je ne pourrai en demander le rachat que dans des circonstances précises. *[Instruction : Supprimer si les titres ne sont pas rachetables.]*
- Il me sera interdit de vendre les titres pendant quatre mois. *[Instruction : Supprimer si l'émetteur n'est pas assujéti ou si le souscripteur est un résident du Manitoba.]*
- Il est possible que je perde la totalité de l'argent investi.

J'investis au total _____ \$ [contrepartie totale]; ce montant inclut toute somme future à verser. Sur ce montant, _____ [nom de l'émetteur] versera _____ \$ [montant de la commission] à _____ [nom de la personne qui place les titres] à titre de commission ou de frais.

Je reconnais qu'il s'agit d'un placement risqué et qu'il est possible que je perde la totalité de l'argent investi.

Date

Signature du souscripteur

Nom du souscripteur (en caractères d'imprimerie)

Veillez signer deux exemplaires du présent formulaire et en conserver un pour vos dossiers.

Vous disposez de deux jours ouvrables pour annuler votre souscription *[Instruction : L'émetteur doit remplir cette partie avant de remettre le formulaire au souscripteur.]*

Il vous suffit d'envoyer à [nom de l'émetteur] un avis de votre décision de résoudre la souscription. Vous devez envoyer l'avis avant minuit le deuxième jour ouvrable suivant la signature de la convention de souscription des titres. L'avis peut être transmis par télécopieur ou par courriel ou remis en personne à [nom de l'émetteur] à son adresse d'affaires. Veuillez conserver un exemplaire de l'avis pour vos dossiers.

Nom et adresse de l'émetteur :

Télécopieur :

Courriel :

Vous souscrivez des titres du marché dispensé

On les appelle *titres du marché dispensé* parce qu'ils ne sont pas assujettis à deux obligations prévues par la législation en valeurs mobilières. Dans le cas d'un placement de *titres du marché dispensé* :

- l'émetteur n'est pas tenu de vous fournir un prospectus (document décrivant le placement en détail et vous offrant une certaine protection légale);
- la personne qui place les titres n'est pas tenue d'être un courtier en placement inscrit auprès d'une autorité en valeurs mobilières ou d'un agent responsable.

La revente de *titres du marché dispensé* est assujettie à des restrictions. *Les titres du marché dispensé* sont des placements plus risqués que d'autres.

Vous recevrez une notice d'offre Veuillez lire la notice d'offre attentivement, car elle contient des renseignements importants sur l'émetteur et ses titres. Conservez ce document étant donné qu'il vous confère des droits. Pour en savoir davantage, adressez-vous à un avocat.

Vous n'obtiendrez pas de conseils [*Instruction : Supprimer si les titres sont placés par une personne inscrite.*]

Vous n'obtiendrez pas d'avis professionnel sur la convenance de ce placement. Au besoin, vous pouvez vous adresser à un conseiller inscrit ou à un courtier inscrit. Au Québec, en Alberta, au Manitoba, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, à l'Île-du-Prince-Édouard, en Saskatchewan et au Yukon, vous pouvez avoir à obtenir cet avis pour être considéré comme un investisseur admissible.

Vous souscrivez des titres non inscrits à la cote [*Instruction : Supprimer si les titres sont inscrits à la cote ou cotés.*]

Les titres que vous souscrivez ne sont inscrits à la cote d'aucune bourse et pourraient bien ne jamais l'être. Il est possible que vous ne soyez jamais en mesure de les vendre.

L'émetteur des titres est un émetteur non assujetti [*Instruction : Supprimer si l'émetteur est assujetti.*]

Un émetteur non assujetti n'a pas l'obligation de publier d'information financière ou d'aviser le public des changements qui se produisent dans son entreprise. Il est possible que vous ne receviez pas d'information courante sur l'émetteur.

Vous obtiendrez de plus amples renseignements sur le marché dispensé en appelant votre autorité locale en valeurs mobilières ou votre agent responsable. [*Instruction : Inscrire le nom, le numéro de téléphone et l'adresse Internet de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable du territoire où vous placez les titres.*]

[*Instruction : Le souscripteur doit signer deux exemplaires du présent formulaire. Le souscripteur et l'émetteur doivent obtenir chacun un exemplaire signé.*]

ANNEXE 45-106A5

**Reconnaissance de risque
concernant le placement de titres auprès d'amis très proches et de
proches partenaires – Saskatchewan**

Je reconnais qu'il s'agit d'un placement risqué :

- J'assume entièrement les risques associés à ce placement.
- Aucune autorité en valeurs mobilières ni aucun agent responsable n'a évalué ces titres ni ne s'est prononcé sur leur qualité.
- La personne qui me vend les titres n'est inscrite auprès d'aucune autorité en valeurs mobilières ni aucun agent responsable et n'a pas l'obligation de me dire si ce placement me convient. *[Instruction : Supprimer si les titres sont placés par une personne inscrite.]*
- Je ne pourrai vendre ces titres que dans des circonstances très précises. Il est possible que je ne puisse jamais les vendre. *[Instruction : Supprimer si l'émetteur est assujéti.]*
- Les titres sont rachetables, mais je ne pourrai en demander le rachat que dans des circonstances précises. *[Instruction : Supprimer si les titres ne sont pas rachetables.]*
- Il me sera interdit de vendre les titres pendant quatre mois. *[Instruction : Supprimer si l'émetteur n'est pas assujéti.]*
- Il est possible que je perde la totalité de l'argent investi.
- Je ne bénéficie pas du droit de résoudre la souscription dans les deux jours ni des droits d'action pour information fausse ou trompeuse dont je pourrais me prévaloir si je souscrivais des titres dans le cadre d'un placement au moyen d'un prospectus. Je bénéficie cependant du droit de résoudre la souscription dans les deux jours si je reçois un document d'offre modifié.

J'investis au total _____ \$ [contrepartie totale]; ce montant inclut toute somme future à verser.

Je suis un ami très proche ou un proche partenaire de _____ [inscrire le nom], qui est _____ [indiquer le titre – fondateur, administrateur, membre de la haute direction ou personne participant au contrôle] de _____ [inscrire le nom de l'émetteur ou de la société du même groupe – s'il s'agit d'une société du même groupe, indiquer « société du même groupe que l'émetteur » et donner le nom de l'émetteur].

Je reconnais souscrire les titres en raison de mes liens étroits avec _____ [inscrire le nom du fondateur, de l'administrateur, du membre de la haute direction ou de la personne participant au contrôle], personne que je connais assez bien et depuis assez longtemps pour être en mesure de porter un jugement sur ses capacités et sa loyauté.

Je reconnais qu'il s'agit d'un placement risqué et qu'il est possible que je perde la totalité de l'argent investi.

Date

Signature du souscripteur

Nom du souscripteur (en caractères d'imprimerie)

Veuillez signer deux exemplaires du présent formulaire et en conserver un pour vos dossiers.

Vous souscrivez des titres du marché dispensé

On les appelle *titres du marché dispensé* parce qu'ils ne sont pas assujettis à deux obligations prévues par la législation en valeurs mobilières. Dans le cas d'un placement de *titres du marché dispensé* :

- l'émetteur n'est pas tenu de vous fournir un prospectus (document décrivant le placement en détail et vous offrant une certaine protection légale);
- la personne qui place les titres n'est pas tenue d'être un courtier en placement inscrit auprès d'une autorité en valeurs mobilières ou d'un agent responsable.

La revente de *titres du marché dispensé* est assujettie à des restrictions. Les *titres du marché dispensé* sont des placements plus risqués que d'autres.

Vous n'êtes pas certain d'obtenir de la documentation écrite sur l'émetteur ou son entreprise

Si vous avez des questions au sujet de l'émetteur ou de son entreprise, demandez des précisions par écrit avant de souscrire des titres. Vous auriez intérêt à consulter un conseiller professionnel avant d'investir.

Vous n'obtiendrez pas de conseils [*Instruction : Supprimer si les titres sont placés par une personne inscrite.*]

À moins d'obtenir un avis de votre propre conseiller, vous n'obtiendrez pas d'avis professionnel sur la convenance de ce placement.

L'émetteur des titres est un émetteur non assujetti [*Instruction : Supprimer si l'émetteur est assujetti.*]

Un *émetteur non assujetti* n'a pas l'obligation de publier d'information financière ou d'aviser le public des changements qui se produisent dans son entreprise. Il est possible que vous ne receviez pas d'information courante sur l'émetteur. Vous ne pouvez vendre les titres d'un *émetteur non assujetti* que dans des circonstances très précises. Il est possible que vous ne soyez jamais en mesure de les vendre.

Vous souscrivez des titres non inscrits à la cote [*Instruction : Supprimer si les titres sont inscrits à la cote ou cotés.*]

Les titres que vous souscrivez ne sont inscrits à la cote d'aucune bourse et pourraient bien ne jamais l'être. Il est possible qu'aucun marché n'existe pour ces titres et que vous ne puissiez jamais les vendre.

Vous trouverez de plus amples renseignements sur le marché dispensé sur le site Internet du *Saskatchewan Financial Services Commission* (www.sfsc.gov.sk.ca).

[*Instruction : Le souscripteur doit signer deux exemplaires du présent formulaire. Le souscripteur et l'émetteur doivent obtenir chacun un exemplaire signé.*]

INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 45-106 SUR LES DISPENSES DE PROSPECTUS ET D'INSCRIPTION

PARTIE 1 INTRODUCTION

Le *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription* (le « règlement ») prévoit *i*) des dispenses de l'obligation de prospectus, *ii*) des dispenses de l'obligation d'inscription et *iii*) une dispense de l'application des règles sur les offres publiques de rachat.

Les dispenses d'inscription prévues à la partie 3 du règlement cessent de s'appliquer six mois après l'entrée en vigueur du *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription* (le « Règlement 31-103 »). Un groupe de dispenses d'inscription continuera de s'appliquer après la période de transition de six mois et ces dispenses se trouveront dans le Règlement 31-103.

1.1. Objet

La présente instruction générale vise à aider à comprendre comment les autorités provinciales et territoriales en valeurs mobilières et les agents responsables interprètent ou appliquent certaines dispositions du règlement. Elle donne des explications sur diverses parties du règlement, des analyses à leur égard ainsi que des exemples de leur application.

1.2. Toutes opérations visées assujetties à la législation en valeurs mobilières

La législation en valeurs mobilières du territoire intéressé s'applique à toute opération visée sur des titres dans le territoire intéressé, sans égard au fait que l'émetteur des titres y soit ou non émetteur assujéti. De même, la définition de l'expression « opération visée » (« trade » en anglais) dans la législation en valeurs mobilières comprend toute activité, publicité, sollicitation, conduite ou négociation visant directement ou indirectement la réalisation d'une opération visée. La personne qui se livre à ces activités ou à d'autres activités relatives à une opération visée doit se conformer à la législation en valeurs mobilières de chaque territoire dans lequel l'opération est effectuée.

1.3. Placements multiterritoriaux

Un placement peut s'effectuer dans plus d'un territoire. Lorsque c'est le cas, la personne qui l'effectue doit se conformer à la législation en valeurs mobilières de chaque territoire dans lequel il a lieu. Par exemple, un placement effectué par une personne se trouvant en Alberta avec un souscripteur ou un acquéreur se trouvant en Colombie-Britannique peut être considéré comme constituant un placement dans les deux territoires.

1.4. Autres dispenses

Outre celles prévues par le règlement, d'autres dispenses peuvent être ouvertes en vertu de la législation en valeurs mobilières de chaque territoire intéressé. L'Avis 45-304 du personnel des ACVM contient la liste des autres dispenses prévues dans la législation en valeurs mobilières.

1.5. Dispenses discrétionnaires

Outre les dispenses contenues dans le règlement et celles qui sont prévues dans la législation en valeurs mobilières du territoire intéressé, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable dans chaque territoire a le pouvoir d'accorder des dispenses discrétionnaires de l'obligation de prospectus et des obligations d'inscription.

1.6. Conseillers

Le paragraphe 2 de l'article 1.5 du règlement porte qu'une dispense de l'obligation d'inscription à titre de courtier prévue par le règlement est réputée être une dispense de l'obligation d'inscription à titre de placeur, mais non une dispense de l'obligation d'inscription à titre de conseiller. L'obligation d'inscription à titre de conseiller est différente de l'obligation d'inscription à titre de courtier. En règle générale, les personnes qui exercent l'activité de conseil en valeurs mobilières ou qui se présentent comme l'exerçant doivent être inscrites ou dispensées de s'inscrire en vertu de la législation en valeurs mobilières applicable. Par conséquent, seuls les conseillers inscrits ou dispensés de l'inscription à titre de conseiller peuvent agir comme conseillers à l'égard d'une opération visée effectuée en vertu du règlement.

1.7. Preneurs fermes

Un preneur ferme ne devrait pas vendre de titres au public sans remettre de prospectus. Le preneur ferme qui souscrit des titres en vue d'un placement devrait se prévaloir de la dispense de l'obligation de prospectus prévue à l'article 2.33 du règlement. S'il souscrit des titres sous le régime de cette dispense, la première opération visée effectuée sur les titres constituera un placement. Par conséquent, le preneur ferme ne sera en mesure de revendre les titres que s'il peut se prévaloir d'une autre dispense de prospectus ou si un prospectus est remis aux acquéreurs des titres.

Il peut y avoir des cas où un courtier souscrit légitimement des titres sous le régime d'une autre dispense de prospectus que celle prévue à l'article 2.33 du règlement; toutefois, de telles opérations ne sauraient être effectuées que si le courtier souscrit les titres dans l'intention de faire un investissement et non en vue de les placer.

Dans le cas où un courtier souscrit des titres en effectuant une série d'opérations avec dispense afin de se soustraire à l'obligation de remettre un prospectus, les opérations seront considérées dans leur ensemble afin de déterminer si elles constituent un placement. Si une opération est effectivement un placement indirect, un prospectus visant la vente des titres sera requis, même si chaque étape de l'opération pourrait par ailleurs être effectuée sous le régime d'une dispense de prospectus. La structure de ces placements indirects n'est pas légitime en vertu du règlement.

1.8. Personnes créées en vue de se prévaloir d'une dispense (syndication)

Les paragraphes 5 des articles 2.3 et 3.3, 1 des articles 2.4 et 3.4, 3 des articles 2.9 et 3.9 et 2 des articles 2.10 et 3.10 du règlement interdisent expressément les syndications. Un placement de titres auprès d'une personne dépourvue d'objet préexistant et qui est créée ou dont on se sert uniquement pour souscrire, acquérir ou détenir des titres dans le cadre de dispenses (un syndicat), ou une opération visée avec une telle personne, peut être considéré comme un placement de titres auprès des personnes qui ont la propriété véritable ou le contrôle du syndicat (les propriétaires) ou une opération visée avec ces personnes.

Par exemple, une nouvelle société comptant 15 actionnaires est créée pour souscrire ou acquérir des titres d'une valeur de 150 000 \$ sous le régime d'une dispense pour investissement d'une somme minimale. Chacun de ses actionnaires verse 10 000 \$. Or, dans de telles circonstances, les actionnaires de la nouvelle société investissent indirectement 10 000 \$ alors qu'en vertu des conditions de la dispense, ils doivent investir chacun 150 000 \$. La nouvelle société et ses actionnaires pourraient donc être tenus de se conformer aux conditions de la dispense pour investissement d'une somme minimale, à moins de se prévaloir d'une autre dispense.

Ordinairement, on ne se préoccupera pas des questions reliées à la syndication si l'acquéreur des titres placés sous le régime d'une dispense est une société par actions, un syndicat, une société de personnes ou une autre entité qui préexiste et a un objet véritable autre que celui d'acquérir les titres. On abuse de ces dispenses lorsqu'on place indirectement des titres auprès des propriétaires ou que l'on fait indirectement des opérations visées avec eux alors qu'elles ne permettent pas de placer des titres directement

auprès de chaque propriétaire faisant partie du syndicat ni de faire des opérations visées directement avec eux.

1.9. Responsabilité à l'égard du respect des conditions d'une dispense

La personne qui effectue un placement de titres ou une opération visée sur des titres a la responsabilité de déterminer si une dispense est ouverte. Pour ce faire, elle peut s'appuyer sur les déclarations factuelles du souscripteur ou de l'acquéreur, à condition de ne pas avoir de motifs raisonnables de penser que ces déclarations sont fausses. Toutefois, il lui incombe toujours de déterminer si, sur le fondement de ces faits, la dispense est ouverte. En général, la personne qui effectue un placement ou une opération visée sous le régime d'une dispense devrait conserver tous les documents nécessaires établissant qu'elle s'est prévalu à bon droit de la dispense.

Par exemple, l'émetteur qui place des titres auprès d'un ami très proche d'un administrateur pourrait exiger du souscripteur une déclaration signée exposant la nature de sa relation avec l'administrateur. Sur le fondement de ces renseignements factuels, l'émetteur pourra déterminer si le souscripteur est un ami très proche de l'administrateur pour l'application de la dispense relative aux parents, amis et partenaires. Il ne devrait pas s'en remettre simplement à la déclaration « Je suis un ami très proche d'un administrateur ». De même, sous le régime des dispenses relatives aux investisseurs qualifiés, le vendeur doit être fondé à croire que le souscripteur comprend le sens de la définition de l'expression « investisseur qualifié ». Avant de discuter des détails du placement avec le souscripteur, le vendeur devrait s'entretenir avec lui des différents critères servant à déterminer si le souscripteur est un investisseur qualifié et établir si l'un ou l'autre de ces critères s'applique à lui.

On évitera de supposer qu'une dispense est ouverte. Par exemple, le vendeur ne devrait accepter aucun formulaire de souscription indiquant seulement que le souscripteur est un « investisseur qualifié ». Il devrait plutôt demander au souscripteur de préciser en quoi il satisfait à la définition de l'expression.

1.10. Activités interdites

La législation en valeurs mobilières de certains territoires interdit à toute personne de faire certaines déclarations à un acquéreur ou souscripteur de titres, notamment de s'engager au sujet de la valeur ou du prix futur des titres. Dans certains territoires, ces dispositions interdisent également à une personne de faire une déclaration qu'elle sait, ou devrait savoir, fausse ou trompeuse. Ces interdictions s'appliquent sans égard au fait que l'opération visée est effectuée sous le régime d'une dispense.

L'information fausse ou trompeuse est définie dans la législation en valeurs mobilières. Elle peut prendre la forme d'une exagération, d'une insinuation ou d'une ambiguïté dans une déclaration verbale ou écrite au sujet d'un fait important ou de tout autre comportement trompeur relatif à un fait important.

PARTIE 2 INTERPRÉTATION

2.1. Définitions

À moins qu'elles ne soient définies dans le texte, les expressions employées dans le règlement ont le sens qui leur est donné dans la législation en valeurs mobilières du territoire intéressé ou dans le *Règlement 14-101 sur les définitions*.

Dans la définition de l'expression « actifs financiers », l'expression « contrat d'assurance » s'entend au sens de la législation visée à l'Annexe A du règlement dans le territoire.

2.2. Membre de la haute direction (« pouvoir de décision à l'égard des grandes orientations »)

La définition de l'expression « membre de la haute direction » dans le règlement est fondée sur la définition contenue dans le *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* (le « Règlement 51-102 »).

Le paragraphe *c* de la définition de l'expression « membre de la haute direction » vise les personnes physiques qui ne sont pas salariées de l'émetteur ni de ses filiales, mais qui exercent un pouvoir de décision à l'égard des grandes orientations de l'émetteur.

La définition vise quiconque exerce « un pouvoir de décision à l'égard des grandes orientations de l'émetteur ». Les ACVM sont d'avis que la personne physique qui exerce « un pouvoir de décision à l'égard des grandes orientations de l'émetteur » est une personne qui, seule ou avec d'autres, est chargée de formuler les grandes orientations de l'émetteur et est suffisamment au fait de l'activité et des affaires de l'émetteur pour être en mesure de donner une réponse valable aux questions formulées par les investisseurs au sujet de l'émetteur.

2.3. Administrateurs, membres de la haute direction et dirigeants d'émetteurs non constitués en sociétés par actions

L'expression « administrateur » est définie dans le règlement et elle comprend, dans le cas d'émetteurs non constitués en sociétés par actions, toute personne physique qui exerce des fonctions analogues à celles de l'administrateur d'une société par actions.

Lorsque l'expression « dirigeant » est employée dans le règlement ou dans l'une de ses annexes, l'émetteur non constitué en société par actions devrait se reporter aux définitions contenues dans la législation en valeurs mobilières. Dans la plupart des territoires, la législation en valeurs mobilières définit l'expression « dirigeant » d'une manière qui inclut toute personne physique exerçant des fonctions analogues à celles d'un dirigeant d'une société par actions. Dans la plupart des territoires, les émetteurs non constitués en sociétés par actions doivent donc déterminer quelles personnes physiques exercent des fonctions similaires à celles des administrateurs et dirigeants des émetteurs constitués en sociétés par actions pour se conformer au règlement et à ses annexes.

Par exemple, il peut être important de déterminer qui exerce les fonctions d'administrateur ou de membre de la haute direction lorsqu'une personne entend effectuer un placement de titres de société en commandite ou une opération visée sur de tels titres en vertu d'une dispense comportant comme condition une relation avec un administrateur ou un membre de la haute direction. Il faut que la personne puisse conclure que le souscripteur ou l'acquéreur a la relation nécessaire avec une personne physique qui exerce à l'égard de la société en commandite des fonctions analogues à celles d'un administrateur ou d'un membre de la haute direction d'une société par actions.

2.4. Fondateur

La définition de l'expression « fondateur » prévoit notamment qu'au moment du placement ou de l'opération visée, il faut que la personne participe activement à l'activité de l'émetteur. Par conséquent, la personne qui prend l'initiative de fonder, de constituer ou de réorganiser de manière importante l'entreprise de l'émetteur au sens de la définition, mais qui cesse par la suite de participer activement aux activités quotidiennes de l'émetteur ne constituerait plus un « fondateur » pour l'application du règlement, quel qu'ait été son degré de participation antérieure à l'activité de l'émetteur ou quelle que soit sa participation actuelle dans l'émetteur.

2.5. Fonds d'investissement

En règle générale, n'entrerait pas dans la définition de « fonds d'investissement » une fiducie ou une autre entité émettant des titres qui donnent au porteur le droit aux flux de trésorerie nets générés par (i) une entreprise sous-jacente appartenant à la fiducie ou à l'autre entité, ou (ii) les biens productifs appartenant à la fiducie ou à l'autre entité. À titre

d'exemples de fiducies ou d'autres entités qui ne sont pas comprises dans la définition, on peut mentionner les fiducies de revenu d'entreprise, les sociétés de placement immobilier et les fiducies de redevances.

2.6. Société du même groupe, contrôle et entité apparentée

1) Société du même groupe

L'article 1.3 du règlement contient des règles pour déterminer si des personnes font partie du même groupe pour l'application du règlement; ces règles peuvent être différentes de celles contenues dans d'autres textes de la législation en valeurs mobilières.

2) Contrôle

Le règlement contient deux notions de « contrôle ». La première, prévue au paragraphe 1 de l'article 2.23 et de l'article 3.23, est limitée respectivement à la section 4 de la partie 2 et à la section 4 de la partie 3 (Dispenses relatives aux salariés, aux membres de la haute direction, aux administrateurs et aux consultants). La seconde, qui s'applique au reste du règlement, se trouve à l'article 1.4 du règlement. La raison justifiant ces deux notions différentes est qu'il faut, pour les dispenses pour placement auprès de salariés, de membres de la haute direction, d'administrateurs et de consultants et celles pour opération visée avec ces personnes, une notion du contrôle plus large que dans le reste du règlement pour tenir compte de l'émission de titres comme rémunération dans des entreprises de formes très variées.

2.7. Ami très proche

Pour l'application des dispenses pour l'émetteur fermé et des dispenses relatives aux parents, amis et partenaires, un « ami très proche » d'un administrateur, d'un membre de la haute direction ou d'un fondateur d'un émetteur, ou d'une personne participant au contrôle de celui-ci, est une personne physique qui connaît assez bien l'administrateur, le membre de la haute direction, le fondateur ou la personne participant au contrôle et depuis assez longtemps pour être en mesure d'apprécier ses capacités et sa loyauté. L'expression « ami très proche » peut comprendre un membre de la famille qui n'est pas expressément mentionné dans les dispenses, dans la mesure où celui-ci satisfait aux critères indiqués ci-dessus.

La relation entre la personne physique et l'administrateur, le membre de la haute direction, le fondateur ou la personne participant au contrôle doit être directe. Par exemple, la dispense n'est pas ouverte pour un ami très proche d'un ami très proche d'un administrateur de l'émetteur.

Une personne physique n'est pas un ami très proche du seul fait qu'elle est :

- a) un parent;
- b) un membre de la même organisation, de la même association ou du même groupe religieux;
- c) un client ou un ancien client.

2.8. Proche partenaire

Pour l'application des dispenses pour l'émetteur fermé et des dispenses relatives aux parents, amis et partenaires, un « proche partenaire » est une personne physique qui a déjà eu des relations d'affaires suffisantes avec un administrateur, un membre de la haute direction ou un fondateur de l'émetteur, ou une personne participant au contrôle de celui-ci, pour être en mesure d'apprécier ses capacités et sa loyauté.

Une personne physique n'est pas un proche partenaire du seul fait qu'elle est :

a) un membre de la même organisation, de la même association ou du même groupe religieux;

b) un client ou un ancien client.

La relation entre la personne physique et l'administrateur, le membre de la haute direction, le fondateur ou la personne participant au contrôle doit être directe. Par exemple, les dispenses ne sont pas ouvertes pour un proche partenaire d'un proche partenaire d'un administrateur de l'émetteur.

2.9. Droit indirect

Selon le paragraphe *t* de la définition de « investisseur qualifiée » prévue à l'article 1.1 du règlement, l'« investisseur qualifié » comprend la personne à l'égard de laquelle tous les titulaires de droits, directs, indirects ou véritables, sur cette personne sont des investisseurs qualifiés. La disposition d'interprétation prévue à l'article 1.2 du règlement est nécessaire pour confirmer le sens de « droit indirect » en Colombie-Britannique.

PARTIE 3 DISPENSES RELATIVES À LA COLLECTE DE CAPITAUX

3.1. Le démarchage

La section 1 de la partie 2 et de la partie 3 du règlement (Dispenses relatives à la collecte de capitaux) n'interdit pas de faire appel à des personnes inscrites ou à des démarcheurs ou d'utiliser la publicité sous une forme quelconque (par exemple, Internet, courriel, publipostage, journaux ou revues) pour solliciter des souscripteurs ou des acquéreurs dans le cadre de l'une ou l'autre des dispenses. Toutefois, l'emploi de l'un de ces moyens en vue de trouver des souscripteurs ou des acquéreurs dans le cadre des dispenses pour l'émetteur fermé prévues aux articles 2.4 et 3.4 du règlement ou des dispenses relatives aux parents, amis et partenaires prévues aux articles 2.5 et 3.5 peut laisser présumer que la relation nécessaire pour se prévaloir de ces dispenses n'existe pas. Par exemple, si un émetteur fait de la publicité ou paie à un tiers une commission, notamment une commission d'intermédiaire, pour trouver des souscripteurs ou acquéreurs sous le régime des dispenses relatives aux parents, amis et partenaires, cela donne à entendre qu'il n'y a peut-être pas de relation proche entre les acquéreurs ou les souscripteurs et l'émetteur, et que celui-ci ne peut donc se prévaloir des dispenses.

Par contre, le recours à un démarcheur par un émetteur fermé en vue de trouver un investisseur qualifié n'empêcherait pas l'émetteur fermé de se prévaloir des dispenses pour l'émetteur fermé, dans la mesure où toutes les autres conditions des dispenses sont respectées.

Toutes les activités de démarchage visant à trouver une catégorie particulière d'investisseurs devraient clairement indiquer le type d'investisseur recherché et les critères que les investisseurs doivent satisfaire. Par exemple, tous les documents imprimés utilisés dans la recherche d'investisseurs qualifiés devraient indiquer clairement et à un endroit bien en vue que seuls les investisseurs qualifiés devraient répondre au démarchage.

3.2. Le démarchage – Terre-Neuve-et-Labrador et Ontario

À Terre-Neuve-et-Labrador et en Ontario, les dispenses de l'obligation d'inscription à titre de courtier prévues à l'article 3.01 du règlement ne sont pas ouvertes à un « intermédiaire de marché », sauf disposition contraire du règlement (ou de la législation en valeurs mobilières locale, comme la *Rule 45-501 Ontario Prospectus and Registration Exemptions* de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario). De manière générale, une personne est un intermédiaire de marché si elle exerce l'activité consistant à effectuer des opérations visées pour son propre compte ou à titre de mandataire. En Ontario, l'expression « intermédiaire de marché » (*market intermediary*) est définie dans la *Rule 14-501 Definitions* de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario.

Selon la position de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, si un émetteur engage un salarié qui a pour fonction première de démarcher activement des

membres du public pour vendre des titres de l'émetteur, l'émetteur et son salarié exercent l'activité de vente de titres. En outre, si l'émetteur et ses salariés sont jugés exercer l'activité de vente de titres, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario considère que tant l'émetteur que ses salariés sont des intermédiaires de marché. Il en est ainsi sans égard au fait que l'émetteur et ses salariés se trouvent en Ontario et font du démarchage auprès de membres du public à l'extérieur de l'Ontario ou que l'émetteur et ses salariés se trouvent à l'extérieur de l'Ontario et font du démarchage auprès du public en Ontario. Par conséquent, pour se conformer à la législation en valeurs mobilières, ces émetteurs et leurs salariés devraient être inscrits dans la catégorie d'inscription appropriée en Ontario.

3.3. La publicité

Le règlement ne restreint pas l'utilisation de la publicité en vue de démarcher ou de trouver des souscripteurs ou des acquéreurs. Toutefois, les émetteurs et les porteurs vendeurs devraient tenir compte des autres dispositions de la législation en valeurs mobilières et des directives en valeurs mobilières qui contiennent des orientations, des limitations ou des interdictions relatives à la publicité visant à susciter l'intérêt pour un émetteur ou pour ses titres. Par exemple, les communications publicitaires ou de marketing ne doivent pas contenir d'information fausse ou trompeuse et devraient être conformes au dossier d'information public de l'émetteur.

3.4. Restrictions sur les commissions, notamment les commissions d'intermédiaire

Les restrictions suivantes s'appliquent à l'égard de certaines dispenses prévues par le règlement :

- 1) aucune commission, notamment aucune commission d'intermédiaire, ne peut être versée aux administrateurs, dirigeants ou fondateurs de l'émetteur ou à une personne participant au contrôle de celui-ci à l'occasion d'un placement ou d'une opération visée sous le régime des dispenses pour l'émetteur fermé ou des dispenses relatives aux parents, amis et partenaires, sauf à l'occasion d'un placement auprès d'un investisseur qualifié ou d'une opération visée avec lui sous le régime d'une dispense pour l'émetteur fermé;
- 2) au Nunavut, en Saskatchewan et dans les Territoires du Nord-Ouest, seul un courtier inscrit peut recevoir une commission, y compris une commission d'intermédiaire, à l'occasion d'un placement auprès d'un souscripteur ou d'un acquéreur résidant dans l'un de ces territoires ou d'une opération visée effectuée avec lui sous le régime d'une dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre.

3.4.1. Plans de réinvestissement

- 1) Dans quelles circonstances l'administrateur du plan agit-il « pour le compte de l'émetteur »?

Les articles 2.2 et 3.2 du règlement prévoient des dispenses de prospectus et d'inscription à titre de courtier pour les placements et les opérations visées effectués par un fiduciaire, un dépositaire ou un administrateur agissant pour le compte de l'émetteur. Si le fiduciaire, le dépositaire ou l'administrateur est engagé par l'émetteur, l'administrateur du plan agit « pour le compte de l'émetteur » et il est donc visé par le paragraphe 1 de l'article 2.2 ou 3.2 du règlement. Le fait que l'administrateur du plan peut, en vertu du plan, agir selon les instructions d'un participant ne l'empêche pas de se prévaloir de la dispense prévue à l'article 2.2 ou 3.2.

- 2) Description des principales caractéristiques des titres

À compter du 28 septembre 2009, les dispenses de prospectus et d'inscription à titre de courtier dans le cadre d'un plan de réinvestissement qui sont prévues au paragraphe 5 des articles 2.2 et 3.2 du règlement ajoutent une obligation selon laquelle l'émetteur ou le mandataire doit avoir fourni aux participants une description des principales caractéristiques des titres faisant l'objet d'un placement ou d'une opération visée en vertu d'un plan de réinvestissement s'ils sont d'une catégorie ou d'une série différente de celle des titres auxquels le dividende ou la distribution est attribuable. L'émetteur ou le

mandataire qui a déjà un plan de réinvestissement peut s'acquitter de cette obligation de différentes façons. Si les participants ont signé une convention établissant le plan ou reçu un exemplaire d'une telle convention qui contient cette information, l'émetteur ou le mandataire n'a pas besoin de prendre d'autres mesures à l'égard des participants actuels. (Les futurs participants devraient recevoir le même type d'information avant de faire leur première opération visée sur des titres en vertu du plan.)

Si les participants n'ont jamais reçu cette information, l'émetteur ou le mandataire peut fournir l'information exigée ou l'adresse d'un site Web qui la contient dans d'autres documents envoyés aux porteurs de cette catégorie de titres, par exemple la circulaire de sollicitation de procurations. L'article 8.3.1 du règlement prévoit une période de transition permettant aux émetteurs et mandataires de remplir cette obligation au plus tard 140 jours après la fin du premier exercice de l'émetteur se terminant le 28 septembre 2009 ou après cette date.

3) Paiement des intérêts

Il est possible de se prévaloir des dispenses prévues aux articles 2.2 et 3.2 du règlement pour placer les intérêts payables sur les débetures et les titres analogues dans d'autres titres de l'émetteur. Les mots « distribution versé[e] sur le bénéfice [...] ou d'autres sources » englobent les intérêts payables sur les débetures.

3.5. Investisseur qualifié

1) Personnes physiques – critères financiers

Une personne physique est un « investisseur qualifié » pour l'application du règlement si, à elle seule ou avec son conjoint, elle répond à l'un des trois critères suivants : le critère des actifs financiers prévu au paragraphe *j*, le critère du revenu net prévu au paragraphe *k* ou le critère de l'actif net prévu au paragraphe *l* de la définition d'« investisseur qualifié », à l'article 1.1 du règlement.

Ces branches de la définition visent à traiter les deux conjoints comme une seule unité investissante, de sorte que l'un ou l'autre des conjoints correspond à la définition si leurs actifs financiers, leur revenu net ou leur actif net combinés sont supérieurs aux seuils de 1 000 000 \$, 300 000 \$ ou 5 000 000 \$, respectivement.

Pour l'application du critère des actifs financiers prévu au paragraphe *j*, ces actifs sont, au sens du règlement, les espèces, les titres, les contrats d'assurance, les dépôts et les titres représentatifs d'un dépôt qui ne constitue pas une forme d'investissement assujettie à la législation en valeurs mobilières. Ces actifs financiers sont généralement liquides ou assez facilement disponibles. La valeur de la résidence personnelle du souscripteur ou de l'acquéreur n'entrerait pas dans le calcul des actifs financiers. Par comparaison, le critère de l'actif net prévu au paragraphe *l* consiste à calculer le total de l'actif moins le total du passif de l'acquéreur ou du souscripteur. Ainsi, pour l'application du critère de l'actif net, le calcul du total de l'actif inclurait la valeur de la résidence personnelle de l'acquéreur ou du souscripteur et celui du total du passif comprendrait tout passif (comme une créance hypothécaire) lié à la résidence.

Si le revenu net combiné des conjoints n'est pas supérieur à 300 000 \$, mais que le revenu net de l'un d'eux est supérieur à 200 000 \$, seul ce dernier correspond à la définition de l'investisseur qualifié.

2) Critères précis – personnes physiques

Les seuils financiers prévus par la définition d'« investisseur qualifié » sont des critères précis. Les investisseurs qui ne satisfont pas à ces critères financiers ne répondent pas au paragraphe applicable de la définition d'« investisseur qualifié ».

3) Propriété véritable d'actifs financiers

Le paragraphe *j* de la définition d'« investisseur qualifié » vise une personne physique qui, à elle seule ou avec son conjoint, a la propriété véritable d'actifs financiers ayant une valeur de réalisation globale avant impôt, mais déduction faite de toutes les dettes correspondantes, de plus de 1 000 000 \$. En règle générale, il ne devrait pas être difficile de déterminer si des actifs financiers sont la propriété véritable d'une personne physique, de son conjoint ou des deux conjoints, dans un cas particulier. Toutefois, les actifs financiers détenus dans une fiducie ou selon d'autres types de mécanismes de placement peuvent donner lieu à des questions sur le point de savoir si une personne physique en a la propriété véritable. Les facteurs suivants sont une indication de la propriété véritable d'actifs financiers :

- a) la possession réelle ou présumée d'un titre constatant la propriété de l'actif financier;
- b) le droit de recevoir le revenu produit par l'actif financier;
- c) le risque de perte de la valeur de l'actif financier;
- d) la faculté de disposer de l'actif financier ou de le traiter à sa guise.

Par exemple, les titres détenus dans un REER autogéré dans l'intérêt exclusif d'une personne physique sont la propriété véritable de celle-ci. En règle générale, les actifs financiers dans un REER de conjoint seraient également pris en compte pour l'application du critère financier parce que le paragraphe *j* inclut les actifs financiers qui sont la propriété véritable du conjoint. Par contre, les actifs financiers détenus dans un REER collectif dans le cadre duquel la personne physique n'a pas la faculté d'acquérir les actifs financiers et d'en disposer directement ne satisferaient pas à cette condition de la propriété véritable.

4) Calcul de l'actif net de l'acquéreur

Pour le calcul de l'actif net de l'acquéreur selon le paragraphe *l* de la définition d'« investisseur qualifié », il faut soustraire le passif total de l'acquéreur de son actif total. La valeur attribuée aux éléments d'actif devrait refléter de façon raisonnable leur juste valeur estimative. L'impôt sur le revenu est considéré comme un élément de passif si l'obligation de paiement est exigible au moment du placement ou de l'opération visée.

5) États financiers

L'actif net d'au moins 5 000 000 \$ prévu au paragraphe *m* de la définition d'« investisseur qualifié », dans le cas d'une entité autre qu'une personne physique, est établi selon « ses derniers états financiers ». Ces états financiers sont établis conformément aux principes comptables généralement reconnus.

6) Moment de l'application des critères

Les critères financiers prévus à la définition d'« investisseur qualifié » sont appliqués au moment du placement ou de l'opération visée. La personne n'est pas tenue de s'assurer que le souscripteur ou l'acquéreur continue d'être un investisseur qualifié une fois que le placement ou l'opération visée a été effectué.

7) Reconnaissance ou désignation comme « investisseur qualifié »

Le paragraphe *v* de la définition d'« investisseur qualifié », à l'article 1.1 du règlement, prévoit qu'une personne peut demander d'être reconnue ou désignée comme investisseur qualifié par l'autorité en valeurs mobilières ou, sauf en Ontario et au Québec, par l'agent responsable. Les autorités en valeurs mobilières et les agents responsables n'ont pas établi de critères particuliers pour reconnaître ou désigner des demandeurs comme investisseurs qualifiés, car ils estiment que la définition d'« investisseur qualifié » englobe de façon générale tous les types de personnes qui n'ont pas besoin de la protection assurée par le prospectus ou l'inscription à titre de courtier. Aussi s'attendent-ils à ce que les demandes de reconnaissance ou de désignation soient faites dans des cas très limités. Si une autorité en valeurs mobilières ou un agent responsable le juge approprié dans les

circonstances, il peut subordonner la reconnaissance ou la désignation comme investisseur qualifié à des conditions, notamment que la personne demande chaque année le renouvellement de la reconnaissance ou de la désignation comme investisseur qualifié.

3.6. Émetteur fermé

1) Signification de l'expression « public »

La question de savoir si une personne est un membre du public dépend des faits de chaque cas particulier. Les tribunaux ont donné une interprétation très large de la notion de « public » dans le contexte du commerce des valeurs mobilières et on répondra à la question de savoir si une personne fait partie du public en fonction des faits particuliers de chaque cas, sur le fondement des critères élaborés par la jurisprudence. La personne qui compte effectuer un placement de titres en se prévalant de la dispense de prospectus pour l'émetteur fermé prévue au paragraphe 2 de l'article 2.4 auprès d'une personne qui n'est pas énumérée aux sous-paragraphes *a* à *j* de ce paragraphe ou effectuer une opération visée sur des titres en vertu de la dispense d'inscription à titre de courtier pour l'émetteur fermé prévue au paragraphe 2 de l'article 3.4 du règlement avec une telle personne doit veiller à ce que le placement ne soit pas effectué auprès du public ni l'opération visée, avec celui-ci.

2) Signification des expressions « ami très proche » et « proche partenaire »

On trouvera aux articles 2.7 et 2.8 une analyse de la signification des expressions « ami très proche » et « proche partenaire ».

2.1) Signification de l'expression « titres de créance non convertibles »

Le paragraphe *b* de la définition d'« émetteur fermé » assujettit les titres de cet émetteur, à l'exception des titres de créance non convertibles, à plusieurs restrictions. Les titres de créance non convertibles sont des titres de créance qui ne sont assortis d'aucun droit ni obligation d'acquérir des titres de l'émetteur par conversion ou échange.

3) Regroupements d'émetteurs fermés

Le placement de titres dans le cadre d'une fusion, d'une réorganisation, d'un arrangement ou d'une autre procédure légale intéressant deux émetteurs fermés auprès des porteurs de titres de ces émetteurs ou une opération visée sur des titres avec ces porteurs ne constitue ni un placement auprès du public ni une opération visée effectuée avec le public dans la mesure où l'émetteur en résultant est un émetteur fermé.

De même, le placement de titres ou une opération visée sur des titres effectué par un émetteur fermé dans le cadre d'une offre publique d'échange sur un autre émetteur fermé ne constitue ni un placement auprès du public ni une opération visée effectuée avec le public dans la mesure où l'initiateur reste un émetteur fermé au terme de l'offre publique.

4) Acquisition d'un émetteur fermé

Les personnes se prévalant d'une dispense pour l'émetteur fermé en vertu du règlement doivent veiller à ce que le souscripteur ne soit pas membre du public. En règle générale, toutefois, si le propriétaire d'un émetteur fermé vend l'entreprise de ce dernier par la voie d'une vente de titres, plutôt que de son actif, à un tiers qui acquiert la totalité des titres, on ne considérera pas qu'il s'agit d'une vente au public.

5) Perte de la qualité d'émetteur fermé

L'expression « émetteur fermé » est définie au paragraphe 1 des articles 2.4 et 3.4 du règlement. L'émetteur fermé peut placer des titres seulement auprès de personnes énumérées au paragraphe 2 de l'article 2.4. Si l'émetteur fermé place des titres auprès d'une

personne non énumérée à ce paragraphe, même sous le régime d'une autre dispense, il ne sera plus un émetteur fermé et ne pourra continuer à se prévaloir de la dispense de prospectus pour l'émetteur fermé qui est prévue à ce paragraphe (ni de la dispense d'inscription à titre de courtier pour l'émetteur fermé qui est prévue au paragraphe 2 de l'article 3.4). Par exemple, l'émetteur fermé qui place des titres sous le régime de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre cesse d'être un émetteur fermé.

L'émetteur qui cesse d'être un émetteur fermé pourra continuer à se prévaloir d'autres dispenses pour placer des titres, par exemple la dispense de prospectus pour placement auprès de parents, amis et partenaires (sauf en Ontario) et la dispense de prospectus pour placement auprès d'investisseurs qualifiés. Toutefois, l'émetteur qui se prévaut de ces dispenses de prospectus doit déposer une déclaration de placement avec dispense auprès de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable dans chaque territoire où le placement est effectué.

L'émetteur qui réalise une opération de fermeture (par exemple, dans le cadre d'une fusion par éviction ou d'une offre publique d'achat suivie d'une acquisition forcée en vertu de la loi) peut toutefois se prévaloir de la dispense pour l'émetteur fermé après l'opération.

3.7. Parents, amis et partenaires

1) Nombre de souscripteurs

Il n'y a pas de restriction quant au nombre de personnes auprès de qui l'émetteur peut placer des titres sous le régime des dispenses relatives aux parents, amis et partenaires prévues aux articles 2.5 et 3.5 du règlement. Cependant, l'émetteur qui placerait des titres auprès d'un grand nombre de personnes sous le régime de cette dispense peut laisser présumer que les souscripteurs ne sont pas tous des parents, amis très proches ou proches partenaires et que la dispense ne lui est pas ouverte.

2) Signification des expressions « ami très proche » et « proche partenaire »

On trouvera aux articles 2.7 et 2.8 une analyse de la signification des expressions « ami très proche » et « proche partenaire ».

3) Reconnaissance de risque – Saskatchewan

En vertu des articles 2.6 et 3.6 du règlement, on ne peut, en Saskatchewan, se prévaloir de la dispense correspondante pour placement auprès de parents, amis et partenaires prévue aux articles 2.5 et 3.5 du règlement pour effectuer un placement ou une opération visée en se fondant sur une relation d'ami très proche ou de proche partenaire, à moins que le vendeur n'obtienne de l'acquéreur un formulaire de reconnaissance de risque signé et le conserve huit ans après le placement ou l'opération visée.

3.8. Notice d'offre

1) Critères d'admissibilité (Alberta, Île-du-Prince-Édouard, Manitoba, Nunavut, Québec, Saskatchewan et Territoires du Nord-Ouest)

L'Alberta, l'Île-du-Prince-Édouard, le Manitoba, le Nunavut, le Québec, la Saskatchewan, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon imposent des critères d'admissibilité aux personnes investissant sous le régime des dispenses pour placement au moyen d'une notice d'offre. Dans ces territoires, le souscripteur doit être un investisseur admissible si le coût d'acquisition global pour lui est supérieur à 10 000 \$.

Pour déterminer le coût d'acquisition global pour le souscripteur qui n'est pas un investisseur admissible, il faut inclure les paiements futurs que le souscripteur sera obligé de faire. Le produit qu'on peut obtenir à l'exercice de bons de souscription ou d'autres droits, ou à la conversion de titres convertibles, n'est pas considéré comme faisant partie du coût d'acquisition global, à moins que le souscripteur ne soit légalement obligé d'exercer ou de convertir les titres. Le coût d'acquisition global maximal de 10 000 \$ est calculé par placement ou opération visée.

Néanmoins, les titres placés en même temps ou à des moments rapprochés auprès du même souscripteur forment habituellement un placement ou une opération visée unique. Par conséquent, dans le calcul du coût d'acquisition global, tous ces titres placés par l'émetteur ou pour son compte auprès du même souscripteur qui n'est pas un investisseur admissible sont inclus. Il serait inopportun pour un émetteur de chercher à se soustraire au plafond de 10 000 \$ en divisant une souscription de plus de 10 000 \$ par un même souscripteur en plusieurs souscriptions de 10 000 \$ ou moins faites directement ou indirectement par le même souscripteur.

Il existe diverses catégories d'investisseur admissible, notamment la personne qui a et a eu dans les années précédentes un revenu net avant impôt de 75 000 \$ ou qui possède un actif net de 400 000 \$. Pour le calcul de l'actif net du souscripteur, il faut soustraire le passif total du souscripteur de son actif total. La valeur attribuée aux éléments d'actif devrait refléter de façon raisonnable leur juste valeur estimative. L'impôt sur le revenu est considéré comme un élément de passif si l'obligation de paiement est exigible au moment du placement ou de l'opération visée.

Un autre type d'investisseur admissible est celui qui a obtenu les conseils d'un conseiller en matière d'admissibilité. Le conseiller en matière d'admissibilité est une personne inscrite comme courtier en placement (ou inscrite dans une catégorie équivalente de courtier de plein exercice dans le territoire du souscripteur) qui est autorisée à donner des conseils à l'égard du type de titres faisant l'objet du placement ou de l'opération visée. Au Manitoba et en Saskatchewan, certains avocats et experts-comptables peuvent également agir comme conseillers en matière d'admissibilité.

Le courtier en placement inscrit donnant des conseils à un souscripteur dans ces circonstances devrait se conformer aux règles concernant la connaissance du client et la convenance au client contenues dans la législation en valeurs mobilières applicable et dans les règles et politiques des OAR. Certains courtiers ont obtenu des dispenses des règles concernant la connaissance du client et la convenance au client parce qu'ils ne donnent pas de conseils. L'évaluation de la convenance au client par ces courtiers ne suffit pas pour qu'un souscripteur soit considéré comme un investisseur admissible.

2) Forme de la notice d'offre

La notice d'offre peut prendre deux formes différentes, prévues à l'Annexe 45-106A3, qui s'adresse aux émetteurs admissibles, et à l'Annexe 45-106A2, pour tous les autres émetteurs. L'Annexe 45-106A3 oblige les émetteurs admissibles à y intégrer par renvoi leur notice annuelle, leur rapport de gestion, leurs états financiers annuels et certains documents d'information continue postérieurs prévus par le Règlement 51-102.

L'émetteur admissible est un émetteur assujéti qui a déposé une notice annuelle en vertu du Règlement 51-102 et qui a satisfait à toutes ses autres obligations d'information continue, notamment celles qui sont prévues par le Règlement 51-102, le *Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers* et le *Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières*. Selon le Règlement 51-102, les émetteurs émergents ne sont pas tenus de déposer une notice annuelle. Toutefois, si un émetteur émergent veut établir une notice d'offre selon l'Annexe 45-106A3, il doit déposer volontairement une notice annuelle en vertu du Règlement 51-102 de manière à pouvoir l'intégrer dans sa notice d'offre.

3) Date de l'attestation et signataires

L'émetteur doit veiller à ce que l'information fournie au souscripteur soit à jour et ne contienne pas d'information fautive ou trompeuse. Par exemple, s'il survient un changement important dans l'activité de l'émetteur après la remise de la notice d'offre à un souscripteur éventuel, l'émetteur doit lui fournir une mise à jour de la notice d'offre avant d'accepter le contrat de souscription des titres. La mise à jour de la notice d'offre peut prendre la forme d'une modification décrivant le changement important, d'une nouvelle notice d'offre contenant de l'information à jour ou d'une déclaration de changement important, selon la formule que l'émetteur juge la mieux adaptée pour informer efficacement les souscripteurs.

Quelle que soit la formule employée, la mise à jour doit contenir une nouvelle attestation, signée et datée, conformément au paragraphe 9, 10, 10.1, 10.2, 10.3, 11, 11.1, ou 12 de l'article 2.9 ou 3.9 du règlement, selon le cas.

On trouve diverses définitions de « promoteur » dans la législation provinciale et territoriale en valeurs mobilières en vigueur dans les territoires représentés au sein des ACVM. L'expression désigne généralement une personne qui a pris l'initiative de fonder, de constituer ou de réorganiser de manière importante l'entreprise de l'émetteur ou qui a reçu, à l'occasion de la fondation, de la constitution ou d'une réorganisation importante de l'émetteur, une contrepartie supérieure à un certain niveau pour des services ou des biens ou les deux. Au Québec, l'expression n'est pas définie dans la Loi sur les valeurs mobilières et on en donne une interprétation large.

Selon la législation en valeurs mobilières, les personnes qui reçoivent une contrepartie seulement à titre de commission de placement ou en contrepartie d'un apport en nature, mais qui ne participent pas autrement à la fondation, à la constitution ou à une réorganisation importante de l'émetteur, ne sont pas des promoteurs. Le simple fait de placer des titres ou de faciliter de quelque façon le placement de titres ne fait pas d'une personne un promoteur sous le régime des dispenses pour placement au moyen d'une notice d'offre.

4) Contrepartie à conserver en fiducie

Le souscripteur a ou doit avoir le droit de résoudre sa souscription jusqu'à minuit le deuxième jour ouvrable après la signature. Au cours de cette période, l'émetteur s'organise pour que la contrepartie soit conservée en fiducie pour le compte du souscripteur.

Il appartient à l'émetteur de décider des dispositions à prendre pour conserver la contrepartie reçue du souscripteur. L'émetteur peut décider, par exemple, de conserver le chèque du souscripteur, sans l'encaisser ni le déposer, jusqu'à l'expiration du délai de résolution de deux jours ouvrables.

Il incombe également à l'émetteur de veiller à ce que la personne qui conserve la contrepartie la retourne promptement au souscripteur si celui-ci résout la souscription.

5) Dépôt de la notice d'offre

L'émetteur est tenu de déposer la notice d'offre auprès de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable dans chaque territoire où il effectue un placement de titres ou une opération visée sur des titres sous le régime d'une dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre. Il doit la déposer au plus tard le 10^e jour après le placement.

Si l'émetteur procède à des clôtures multiples, il doit déposer la notice d'offre au plus tard le 10^e jour après la première clôture. Une fois la notice d'offre déposée, il n'y a pas lieu de la déposer de nouveau après les autres clôtures, à moins qu'elle n'ait été mise à jour.

6) Droits des souscripteurs

À moins que la législation en valeurs mobilières du territoire d'un souscripteur ne confère à celui-ci un droit de résolution comparable, l'émetteur doit donner à chaque souscripteur dans la notice d'offre un droit contractuel de résolution du contrat de souscription qui s'exerce en transmettant un avis à l'émetteur au plus tard à minuit le deuxième jour ouvrable après la signature du contrat.

À moins que la législation en valeurs mobilières du territoire d'un souscripteur ne prévoi des sanctions civiles comparables, l'émetteur doit aussi donner au souscripteur un droit d'action contractuel pour le cas où la notice d'offre contiendrait de l'information fautive ou trompeuse. Le droit d'action doit être ouvert au souscripteur sans égard au fait qu'il s'est fié à cette information lorsqu'il a décidé de souscrire les titres. Il s'agit d'un droit d'action analogue à celui que possède le souscripteur dans un placement effectué au moyen d'un prospectus. Le souscripteur peut demander des dommages-intérêts ou l'annulation du contrat. Pour annuler le contrat, il faut que le souscripteur intente son action dans les 180 jours après la signature du contrat de souscription. Pour demander des dommages-intérêts, il faut que le souscripteur intente son action dans les 180 jours à compter du moment où il a eu connaissance de l'information fautive ou trompeuse, sous réserve d'un délai maximal de 3 ans à compter de la signature du contrat de souscription.

L'émetteur est tenu d'indiquer dans la notice d'offre les droits d'action ouverts au souscripteur, qu'il s'agisse de droits contractuels que l'émetteur consent pour se prévaloir de la dispense ou de droits prévus par la législation en valeurs mobilières.

3.9. Investissement d'une somme minimale

Il se peut que l'émetteur souhaite placer plusieurs types de valeurs émises par lui, par exemple des actions et des titres de créance, ou effectuer une opération visée sur de telles valeurs dans le cadre d'une seule opération effectuée sous le régime d'une dispense pour investissement d'une somme minimale. Pour autant que les actions et les titres de créance soient placés sous forme d'unités qui ont un coût d'acquisition global d'au moins 150 000 \$ payé comptant au moment du placement ou de l'opération visée, l'émetteur peut se prévaloir des dispenses, lorsqu'elles sont ouvertes, malgré le fait que le coût d'acquisition des actions et le coût d'acquisition des titres de créance, pris séparément, sont tous deux inférieurs à 150 000 \$.

PARTIE 4 AUTRES DISPENSES

4.1. Dispenses relatives aux salariés, membres de la haute direction, administrateurs et consultants

Les fiduciaires, les dépositaires et les administrateurs exerçant des activités visées par les dispenses de prospectus et d'inscription à titre de courtier prévues aux articles 2.27 et 3.27 du règlement qui consistent à mettre en rapport acheteurs et vendeurs de titres devraient tenir compte des dispositions du *Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché* concernant les « marchés » et les « systèmes de négociation parallèles ».

Les dispenses relatives aux salariés, membres de la haute direction, administrateurs et consultants ont pour objet de concilier les intérêts financiers de l'émetteur et de ses salariés. Il est possible de s'en prévaloir, lorsqu'elles sont ouvertes, pour offrir aux salariés et aux personnes qui leur sont assimilées la possibilité de participer à la croissance de l'employeur et rémunérer des personnes pour les services qu'elles rendent à un émetteur. En règle générale, les autorités en valeurs mobilières ou les agents responsables n'octroient de dispenses comparables que dans un très petit nombre de cas.

4.2. Regroupement et réorganisation d'entreprises

1) Procédure légale

Les autorités en valeurs mobilières donnent une interprétation large de l'expression « procédure légale » et sont d'avis que les dispenses de prospectus et d'inscription à titre de courtier prévues aux articles 2.11 et 3.11 du règlement s'appliquent à tous les placements des titres d'un émetteur et à toutes les opérations visées sur de tels titres qui font partie de la procédure et sont nécessaires pour réaliser l'opération, sans égard au moment où ils ont lieu.

Les dispenses de prospectus et d'inscription à titre de courtier prévues aux articles 2.11 et 3.11 du règlement s'appliquent aux placements et aux opérations visées effectués à l'occasion d'une fusion, d'un regroupement, d'une réorganisation ou d'un arrangement à la condition d'être effectués « conformément à une procédure légale ». Les autorités en valeurs mobilières et les agents responsables sont d'avis que la formule s'entend d'une procédure conforme à la loi d'un territoire du Canada ou d'un territoire étranger en vertu de laquelle les entités intéressées ont été constituées ou créées et existent ou en vertu de laquelle l'opération est effectuée. Cela comprend, par exemple, un arrangement conclu conformément à la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada).

2) Fusions triangulaires

Certaines lois sur les sociétés permettent ce qu'on appelle une fusion ou un regroupement « triangulaire », opération aux termes de laquelle deux sociétés fusionnent ou se regroupent et leurs porteurs reçoivent les titres d'une société faisant partie du même groupe que l'une d'entre elles. Les dispenses de prospectus et d'inscription à titre de courtier prévues aux articles 2.11 et 3.11 du règlement s'y appliquent puisque ces articles concernent les placements ou opérations visées effectués à l'occasion d'une fusion ou d'un regroupement conformément à une procédure légale.

3) Actions échangeables

Une opération selon une procédure prévue à l'article 2.11 ou 3.11 du règlement concernant les dispenses de prospectus et d'inscription à titre de courtier peut faire appel à un montage avec des actions échangeables pour atteindre certains objectifs de planification fiscale. Par exemple, lorsqu'une société étrangère cherche à acquérir une société canadienne selon un plan d'arrangement, on peut faire appel à un montage avec des actions échangeables pour permettre aux actionnaires de la société canadienne de recevoir, dans les faits, des actions de la société étrangère tout en évitant les conséquences fiscales défavorables rattachées à l'échange d'actions d'une société canadienne contre des actions d'une société étrangère. Au lieu de recevoir directement les actions de la société étrangère, les actionnaires de la société canadienne reçoivent plutôt les actions d'une société canadienne qui, grâce à divers mécanismes contractuels, comportent des modalités financières et des droits de vote essentiellement identiques à ceux des actions de la société étrangère et permettent au porteur de les échanger, au moment de son choix, contre des actions de cette société.

Historiquement, le recours à un montage avec des actions échangeables à l'occasion d'une opération effectuée conformément à une procédure légale a soulevé la question de savoir si les dispenses prévues aux articles 2.11 et 3.11 du règlement s'appliquent à tous les placements et à toutes les opérations visées nécessaires pour réaliser l'opération. Par exemple, dans le cas de l'acquisition selon un plan d'arrangement mentionnée ci-dessus, le recours à un montage avec des actions échangeables peut entraîner un décalage de plusieurs mois ou même plusieurs années entre la date de l'arrangement et la date à laquelle les actions de la société étrangère sont placées auprès des anciens actionnaires de la société acquise. En raison de ce décalage, certains déposants se sont demandé si le placement des actions de la société étrangère lors de l'exercice des actions échangeables peut toujours être

considéré comme effectué « à l'occasion » de l'opération légale et ont demandé une dispense pour lever cette incertitude.

Les autorités en valeurs mobilières et les agents responsables sont d'avis que les dispenses relatives à la procédure légale prévues aux articles 2.11 et 3.11 du règlement englobent tous les placements et toutes les opérations visées nécessaires pour réaliser une opération avec actions échangeables faisant intervenir une procédure prévue à ces articles, même dans le cas de placements ou d'opérations visées effectués plusieurs mois ou années après l'opération. Dans le cas de l'acquisition mentionnée ci-dessus, la décision d'investissement des actionnaires de la société acquise au moment de l'arrangement représentait une décision d'échanger leurs actions contre des actions de la société étrangère. Le placement de ces actions au moment de l'exercice des actions échangeables ne suppose pas une nouvelle décision d'investissement, mais représente simplement la mise en œuvre de la décision d'investissement initiale. Il n'est donc pas nécessaire d'obtenir une autre dispense dans ces circonstances lorsque l'opération originale a été réalisée sous le régime de ces dispenses.

4.3. Acquisition d'actifs – nature des actifs à acquérir

Lorsqu'il émet des titres, l'émetteur doit se conformer aux dispositions de la législation sur les sociétés ou des autres lois applicables selon lesquelles les titres doivent être émis à leur juste valeur. Dans le cas où la contrepartie des titres est en nature et consiste par exemple dans des actifs ou des avoirs miniers, il incombe à l'émetteur et à son conseil d'administration de déterminer la juste valeur marchande des actifs ou des avoirs miniers et de conserver des dossiers pour démontrer la manière dont la juste valeur marchande a été déterminée. Dans certaines situations, on peut également prendre en compte dans le calcul de la juste valeur marchande les liquidités formant le fonds de roulement.

4.4. Titres émis en règlement d'une dette contractée de bonne foi

Une dette contractée de bonne foi est une dette contractée à titre onéreux, selon les modalités commerciales normales, et dont les parties prévoient, au moment où elle est contractée, qu'elle sera remboursée en espèces.

L'émetteur assujéti peut placer des titres en règlement d'une dette ou réaliser une opération visée sur des titres à cette fin seulement après que la dette est devenue exigible, ainsi que l'établit une facture, une demande de remboursement ou un autre document écrit envoyé à l'émetteur et indiquant que la dette est exigible. Un émetteur ne peut se prévaloir de ces dispenses pour garantir une dette qui ne sera pas éteinte après l'émission.

4.5. Offres publiques d'achat ou de rachat

1) Offres publiques d'achat ou de rachat avec dispense

Pour l'application de la dispense relative aux offres publiques prévue aux articles 2.16 et 3.16 du règlement, l'expression « offre publique d'achat » comprend une offre publique d'achat avec dispense et l'expression « offre publique de rachat » comprend une offre publique de rachat avec dispense.

2) Offres comportant des actions échangeables

Les dispenses relatives aux offres publiques s'appliquent à tous les placements et à toutes les opérations visées nécessaires pour réaliser une offre publique d'achat ou de rachat qui fait appel à un montage avec des actions échangeables (de la manière prévue à l'article 4.2 de la présente instruction générale), même quand les placements ou les opérations visées sont effectués plusieurs mois ou même plusieurs années après la réalisation de l'offre publique.

4.6. Placement ou opération visée isolé

Les dispenses prévues aux articles 2.30 et 3.30 du règlement sont limitées aux placements, par un émetteur, de titres émis par lui et aux opérations visées effectués par lui sur ces titres. L'article 3.29 du règlement prévoit également une dispense de l'obligation d'inscription à titre de courtier pour une opération visée isolée. Cette dernière dispense s'applique aux opérations visées sur tous les titres, à l'exception de celle qu'un émetteur effectue sur ses propres titres.

Ces dispenses sont conçues de telle sorte qu'on ne puisse s'en prévaloir que rarement et elles ne sont pas ouvertes aux personnes inscrites ou aux autres personnes dont l'activité consiste à effectuer des opérations sur des titres.

La dispense pour opération visée isolée pourrait par exemple convenir à la personne dont l'activité ne consiste pas à effectuer des opérations sur des titres et qui compte effectuer avec une autre personne une seule opération visée sur des titres qu'elle possède. La dispense ne lui serait plus ouverte pour des opérations visées ultérieures pendant une période suffisante pour que chaque opération soit vraiment isolée et non rattachée à une série d'opérations.

4.7. Créances hypothécaires

En Colombie-Britannique, en Alberta, au Manitoba, au Québec et en Saskatchewan, les dispenses de prospectus et d'inscription à titre de courtier relatives aux créances hypothécaires qui sont prévues aux articles 2.36 et 3.36 du règlement excluent expressément les créances hypothécaires syndiquées. Pour déterminer ce qu'est une créance hypothécaire syndiquée, les émetteurs se reporteront à la définition donnée au paragraphe 1 de ces articles.

Les dispenses relatives aux créances hypothécaires ne s'appliquent pas au placement d'un titre qui garantit une créance hypothécaire au moyen d'une obligation, garantie ou non (« débenture »), d'un acte constitutif d'hypothèque ou d'une obligation similaire, ni à une opération visée sur un tel titre. Elles ne s'appliquent pas non plus au placement d'un titre représentatif d'une quote-part dans un portefeuille de créances hypothécaires, comme un certificat de titres avec flux identiques émis par un émetteur de titres adossés à des créances, ni à une opération visée sur un tel titre.

4.8. Émetteur à but non lucratif

1) Droit aux dispenses

Ces dispenses s'appliquent aux placement des titres d'un émetteur dont l'objet se rattache exclusivement à l'éducation, à la bienfaisance, au secours mutuel, à la charité, à la religion ou aux loisirs et qui est à but non lucratif (un « émetteur à but non lucratif ») ainsi qu'aux opérations visées sur ses titres. Pour s'en prévaloir, l'émetteur doit être constitué exclusivement en vue d'un ou plusieurs des objets énumérés et employer les fonds collectés en vue de ces objets.

L'émetteur qui a été constitué exclusivement en vue de l'un des objets énumérés, mais dont la mission change, de sorte que son activité n'est plus fondamentalement centrée sur cet objet, peut ne plus être en mesure de se prévaloir de ces dispenses. Par exemple, l'émetteur constitué exclusivement en vue d'un objet rattaché à l'éducation qui consacre une partie de plus en plus grande de son activité au crédit, même s'il s'agit de crédit en faveur d'autres entités éducatives, peut ne pas être en mesure de s'en prévaloir. Il en irait de même si l'une des missions de l'émetteur était de fournir un mécanisme de placement à ses membres. L'émetteur qui émet des titres donnant droit à des dividendes ne pourrait pas non plus se prévaloir de ces dispenses, parce qu'aucune partie du bénéfice net de l'émetteur ne doit être versée à un porteur. En revanche, si les titres sont des titres de créance et que l'émetteur accepte de rembourser le principal avec ou sans intérêts, on ne considère pas que les porteurs touchent une partie du bénéfice net de l'émetteur. Les titres de créance peuvent être garantis ou non.

Les porteurs qui bénéficient d'un traitement spécial parce qu'ils ont souscrit des titres ne reçoivent généralement aucune partie du bénéfice net de l'émetteur. Dans ce cas, le

placement peut quand même être dispensé. Par exemple, l'émetteur à but non lucratif qui exploite un terrain de golf et exempté les porteurs de droits d'entrée pendant trois ans pourrait toujours se prévaloir de ces dispenses, pour autant que toutes les conditions soient remplies et que les dispenses demeurent ouvertes dans le ou les territoires pertinents.

Si, au moment du placement ou de l'opération visée, les investisseurs ont droit aux actifs de l'émetteur parce qu'ils peuvent recevoir une partie de son bénéfice net, la vente n'entre pas dans ces dispenses.

Au Québec, les émetteurs à but non lucratif peuvent continuer de se prévaloir de la dispense prévue à l'article 3 de la *Loi sur les valeurs mobilières*.

2) Signification de l'expression « aucune commission ou autre rémunération »

Conformément au sous-paragraphe *b* des articles 2.38 et 3.38, « aucune commission ou autre rémunération n'est versée pour le placement des titres ». Cette disposition vise à garantir que personne n'est payé pour solliciter des souscripteurs. Toutefois, l'émetteur peut payer ses avocats et ses comptables pour services rendus dans le cadre du placement.

4.9. Contrats négociables

Compte tenu de l'échéance prévue à l'article 3.0 du règlement, la dispense de l'obligation d'inscription à titre de courtier pour les contrats négociables prévue à l'article 3.45 du règlement ne s'applique qu'en Alberta, en Colombie-Britannique, au Québec et en Saskatchewan. Au Manitoba et en Ontario, les contrats négociables sont régis par la législation sur les contrats à terme sur marchandises.

Sauf en Saskatchewan, la dispense de l'obligation d'inscription à titre de courtier pour les contrats négociables prévue au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de l'article 3.45 du règlement s'applique, compte tenu de l'échéance prévue à l'article 3.0 du règlement, aux opérations visées résultant d'un ordre non sollicité passé auprès d'une personne physique qui ne réside pas dans le territoire. Toutefois, dès lors que la personne physique effectue des opérations subséquentes, elle est réputée exercer son activité dans le territoire et ne peut plus se prévaloir de la dispense.

PARTIE 5 ANNEXES

5.1. Déclaration de placement avec dispense

1) Obligation de dépôt

L'émetteur qui a placé des titres émis par lui sous le régime de l'une des dispenses de prospectus énumérées à l'article 6.1 du règlement est tenu de déposer la déclaration de placement avec dispense prévue à l'Annexe 45-106A1 dans un délai de 10 jours à compter du placement. Si un preneur ferme place des titres acquis en vertu de l'article 2.33 du règlement, l'émetteur ou le preneur ferme peut déposer la déclaration. S'il y a un syndicat financier, le chef de file peut déposer la déclaration au nom du syndicat ou chaque preneur ferme peut déposer une déclaration relative à la quote-part du placement dont il était responsable.

Pour déterminer s'il est tenu de déposer une déclaration dans un territoire donné, l'émetteur ou le preneur ferme répondra aux questions suivantes :

a) Un placement est-il effectué dans le territoire? S'il y a lieu, se reporter à la législation en valeurs mobilières du territoire pour connaître la façon de déterminer si un placement y est effectué.

b) Si un placement est effectué dans le territoire, de quelle dispense de prospectus l'émetteur se prévaut-il pour le placement des titres?

c) La dispense mentionnée au paragraphe *b* donne-t-elle lieu à une obligation de déclaration? Les déclarations de placement avec dispense sont obligatoires pour les

placements effectués sous le régime des dispenses de prospectus énumérées à l'article 6.1 du règlement.

Un placement peut se dérouler dans plus d'un territoire. Le cas échéant, l'émetteur est tenu de déposer une déclaration par territoire où le placement a lieu au Canada. La déclaration doit énoncer tous les placements effectués dans chacun de ces territoires.

2) Accès à l'information

La législation en valeurs mobilières de plusieurs provinces exige que l'information déposée auprès de l'autorité en valeurs mobilières ou, selon le cas, de l'agent responsable soit mise à la disposition du public pendant les heures ouvrables, sauf si l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable juge :

a) qu'elle contient des renseignements personnels ou de telle nature qu'il vaut mieux, dans l'intérêt des personnes physiques concernées, ne pas la communiquer, plutôt que respecter le principe de la mise à la disposition du public;

b) qu'il ne serait pas contraire à l'intérêt du public d'en maintenir la confidentialité (Alberta);

c) que l'accès à l'information risque de causer un préjudice grave (Québec).

Selon les dispositions ci-dessus de la législation en valeurs mobilières, les autorités en valeurs mobilières ou, selon le cas, les agents responsables ont déterminé que l'information prévue à l'Appendice I de l'Annexe 45-106A1, *Déclaration de placement avec dispense* (l'« Appendice I ») contient des renseignements personnels ou de telle nature qu'il est préférable de ne pas la communiquer, plutôt que de respecter le principe de la mise à la disposition du public. En Alberta, l'agent responsable juge qu'il ne serait pas contraire à l'intérêt du public de maintenir la confidentialité de l'information prévue à l'Appendice I. Au Québec, l'autorité en valeurs mobilières jugeant que l'accès à cette information risque de causer un préjudice grave, elle ne sera pas mise à la disposition du public.

3) Dépôts en Colombie-Britannique

En Colombie-Britannique, les émetteurs doivent déposer la déclaration prévue à l'Annexe 45-106A1 et payer les droits y afférents au moyen des services électroniques de la British Columbia Securities Commission (*BCSC e-services*). Cette obligation ne s'applique qu'aux dépôts de la déclaration devant être faits dans les dix jours du placement. Elle ne s'applique pas au dépôt annuel de la déclaration par les fonds d'investissement en vertu du paragraphe 2 de l'article 6.2 du règlement. On trouvera des renseignements complémentaires dans le *BC Instrument 13-502 Electronic Filing of Reports of Exempt Distribution*.

5.2. Forme des notices d'offre pour la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre

Le règlement prévoit deux formes de notice d'offre, l'une à l'Annexe 45-106A2, pour les émetteurs non admissibles, et l'autre à l'Annexe 45-106A3, pour les seuls émetteurs admissibles (au sens du règlement).

Quant au formulaire de reconnaissance de risque prévu aux paragraphes 1 et 2 des articles 2.9 et 3.9 du règlement, il est établi en la forme prévue à l'Annexe 45-106A4.

5.3. Titres immobiliers

Dans certains territoires, il existe des règles différentes ou additionnelles concernant l'information à fournir pour le placement de titres immobiliers au moyen d'une notice d'offre. On se reportera à la législation en valeurs mobilières des territoires où les titres sont placés.

5.4. Forme de la reconnaissance de risque concernant le placement de titres auprès d'amis très proches et de proches partenaires – Saskatchewan

En Saskatchewan, une reconnaissance de risque est aussi exigée en vertu du paragraphe 1 des articles 2.6 et 3.6 du règlement si l'émetteur ou le porteur vendeur compte se prévaloir de la dispense pour placement auprès des parents, amis et partenaires prévue à l'article 2.5 ou 3.5 du règlement, laquelle repose sur une relation d'ami très proche ou de proche partenaire. La reconnaissance de risque prévue dans ces circonstances est établie en la forme prévue à l'Annexe 45-106A5.

PARTIE 6 REVENTE DE TITRES ACQUIS SOUS LE RÉGIME D'UNE DISPENSE

6.1. Restrictions à la revente

Dans la plupart des territoires, les titres placés sous le régime d'une dispense de prospectus peuvent être soumis à des restrictions au moment de la revente. Les restrictions à la revente, ou à la « première opération visée », dépendent des parties au placement et de la dispense sous le régime de laquelle les titres ont été placés. Dans certaines circonstances, il n'y a aucune restriction à la revente et les titres acquis dans le cadre d'un placement avec dispense sont librement négociables.

Les restrictions à la revente sont définies dans le *Règlement 45-102 sur la revente de titres* (le « Règlement 45-102 »). Des encadrés ont été insérés dans le règlement pour donner des commentaires sur les restrictions à la revente, mais ce ne sont que des indications qui ne sauraient remplacer un examen des dispositions applicables du Règlement 45-102 pour déterminer les restrictions à la revente qui s'appliquent, le cas échéant, aux titres en cause.

Les restrictions à la revente opèrent en fonction de l'opération faisant naître l'obligation de prospectus, à moins que certaines conditions ne soient remplies. Les titres qui sont assujettis à de telles restrictions dans des situations où les conditions ne peuvent être remplies peuvent néanmoins faire l'objet d'un placement sous le régime d'une dispense de prospectus prévue par le règlement ou par d'autres textes de la législation en valeurs mobilières.

Règlements concordants au Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie les textes révisés, en versions anglaise et française, des règlements suivants :

- *Règlement 33-105 sur les conflits d'intérêts chez les placeur;*
- *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue.*

Au Québec, les règlements seront pris en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et seront approuvés, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Les règlements entreront en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'ils indiquent.

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Sylvie Lalonde
Chef du Service de la réglementation
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 4461
Numéro sans frais : 1 877 525-0337, poste 4461
sylvie.lalonde@lautorite.qc.ca

Le 17 juillet 2009

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 51-102 SUR LES OBLIGATIONS D'INFORMATION CONTINUE*

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 11° et 34°)

1. L'article 13.3 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue est modifié par le remplacement, dans la disposition *iv* du sous-paragraphe *c* du paragraphe 2 et du sous-paragraphe *e* du paragraphe 3, de « dispense de l'obligation d'inscription et de prospectus prévue à l'article 2.35 » par « dispense de prospectus prévue à l'article 2.35 et de la dispense d'inscription prévue à l'article 3.35 ».
2. L'article 13.4 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans la disposition *iv* du sous-paragraphe *c* du paragraphe 2, de « dispense de l'obligation d'inscription et de prospectus prévue à l'article 2.35 » par « dispense de prospectus prévue à l'article 2.35 et de la dispense d'inscription prévue à l'article 3.35 ».
3. Sauf en Ontario, le présent règlement entre en vigueur le 28 septembre 2009.
4. En Ontario, le présent règlement entre en vigueur à la plus éloignée des dates suivantes :
 - 1° le 28 septembre 2009;
 - 2° le jour de l'entrée en vigueur par proclamation des articles 5 et 11, du paragraphe 1 de l'article 12, et de l'article 13 de l'Annexe 26 de la Loi de 2009 sur les mesures budgétaires.

* Les dernières modifications au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue, approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-03 du 19 mai 2005 (2005, *G.O.* 2, 2264), ont été apportées par le règlement modifiant ce règlement approuvé par l'arrêté ministériel n° 2008-18 du 27 novembre 2008 (2008, *G.O.* 2, 6423). Pour les modifications antérieures, voir le « Tableau des modifications et Index sommaire », Éditeur officiel du Québec, 2009, à jour au 1^{er} mars 2009.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 33-105 SUR LES CONFLITS D'INTÉRÊTS CHEZ LES PLACEURS*

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 34°)

1. L'Annexe A du Règlement 33-105 sur les conflits d'intérêts chez les placeurs est remplacée par la suivante :

« ANNEXE A TITRES DISPENSÉS

Territoire	Dispositions de la législation en valeurs mobilières
TOUS	Articles 2.20, 2.21, 2.35, 2.38 et 2.39 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-20 du 12 août 2005
TOUS SAUF L'ONTARIO	Articles 2.34, 2.36 et 2.37 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription
ALBERTA	Paragraphes <i>h</i> , <i>h.1</i> et <i>h.2</i> de l'article 87 du <i>Securities Act</i> (R.S.A. 2000, c. S-4)
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	Sous-paragraphes <i>f</i> et <i>g</i> du paragraphe 4 de l'article 2 du <i>Securities Act</i> (R.S.P.E.I. 1988, c. S-3)
MANITOBA	Sous-paragraphes <i>g</i> et <i>h</i> du paragraphe 2 de l'article 19 de la Loi sur les valeurs mobilières (C.P.L.M. c. S50)
NOUVELLE-ÉCOSSE	Sous-paragraphe <i>i</i> du paragraphe 2 de l'article 41 du <i>Securities Act</i> (R.S.N.S. 1989, c. 418)
ONTARIO	Sous-paragraphes <i>a</i> et <i>b</i> du paragraphe 1 de l'article 73 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.O., 1990, c. S.5) Article 2.4 à 2.6 du <i>Rule 45-501 Ontario Prospectus and Registration Exemptions</i> de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario Sous-paragraphes <i>b</i> , <i>d.1</i> , <i>e</i> et <i>f</i> du paragraphe 2 de l'article 2.34 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription
QUÉBEC	Article 41 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1.1)
SASKATCHEWAN	Sous-paragraphes <i>i</i> et <i>j</i> du paragraphe 2 de l'article 39 du <i>The Securities Act, 1988</i> (S.S.

* Le Règlement 33-105 sur les conflits d'intérêts chez les placeurs, approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-14 du 2 août 2005 (2005, *G.O.* 2, 4726), n'a pas subi de modification depuis son approbation.

1988-89, c. S-42.2)

TERRE-NEUVE-ET-
LABRADOR

Sous-paragraphes *h* et *i* du paragraphe 2 de
l'article 36 du *Securities Act* (R.S.N.L. 1990, c.
S-13) ».

2. Sauf en Ontario, le présent règlement entre en vigueur le 28 septembre 2009.
3. En Ontario, le présent règlement entre en vigueur à la plus éloignée des dates suivantes :
 - 1° le 28 septembre 2009;
 - 2° le jour de l'entrée en vigueur par proclamation des articles 5 et 11, du paragraphe 1 de l'article 12, et de l'article 13 de l'Annexe 26 de la Loi de 2009 sur les mesures budgétaires.

Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie le texte révisé, en versions française et anglaise, du règlement suivant :

- *Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres.*

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, le texte révisé, en versions française et anglaise, de l'*Instruction générale relative au Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres*.

Au Québec, le règlement sera pris en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et sera approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Le règlement entrera en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'il indique, tandis que l'instruction générale sera adoptée sous forme d'instruction et prendra effet de façon concomitante à l'entrée en vigueur du règlement.

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Rosetta Gagliardi
Conseillère en réglementation
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 4462
Numéro sans frais : 1 877 525-0337, poste 4462
rosetta.gagliardi@lautorite.qc.ca

Le 17 juillet 2009

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 45-102 SUR LA REVENTE DE TITRES

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 4°, 8°, 11°, 14° et 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 45-102 sur la revente de titres est modifié par la suppression, dans le texte anglais de la disposition B du sous-paragraphe *ii* du paragraphe *c* de la définition de « private issuer », des mots « or companies ».

2. L'article 2.1 de ce règlement est modifié par la suppression des mots « et au Yukon ».

3. L'article 2.2 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « En Nouvelle-Écosse, en Ontario » par les mots « En Ontario ».

4. L'article 2.5 de ce règlement est modifié :

1° dans le paragraphe 2 :

a) par le remplacement du sous-paragraphe 3 par les suivants :

« 3. lorsque la date du placement tombe le 30 mars 2004 ou, au Québec, le 14 septembre 2005, ou à une date ultérieure, et que l'une des conditions suivantes s'applique :

i) si l'émetteur était émetteur assujéti à la date du placement, le certificat représentant le titre, lorsqu'il existe, porte la mention suivante :

« Sauf disposition contraire de la législation en valeurs mobilières, le porteur du titre doit le conserver jusqu'au [indiquer ici la date tombant quatre mois plus un jour après la date du placement]. »;

ii) si l'émetteur n'était pas émetteur assujéti à la date du placement, le certificat représentant le titre, lorsqu'il existe, porte la mention suivante :

« Sauf disposition contraire de la législation en valeurs mobilières, le porteur du titre doit le conserver durant un délai de quatre mois plus un jour après la plus éloignée des dates suivantes : *i)* [indiquer ici la date du placement]; *ii)* la date où l'émetteur est devenu émetteur assujéti dans une province ou un territoire. »;

« 3.1. lorsque le titre est saisi dans un système d'inscription directe ou un autre système électronique d'inscription en compte ou que le souscripteur ou l'acquéreur n'a pas reçu directement de certificat représentant le titre, le souscripteur ou l'acquéreur a reçu un avis écrit contenant la mention de restriction à la revente prévue à la disposition *i* ou *ii* du sous-paragraphe 3. »;

b) par la suppression, dans le texte anglais du sous-paragraphe 6, des mots « or company »;

2° par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant :

« 3) Les sous-paragraphe 3 et 3.1 du paragraphe 2 ne s'appliquent pas à l'opération visée sur un titre sous-jacent si ce titre est émis au moins quatre mois après la plus éloignée des dates suivantes :

a) la date du placement;

b) la date à laquelle l'émetteur est devenu émetteur assujéti dans un territoire du Canada. ».

5. L'article 2.8 de ce règlement est modifié :

1° par la suppression, dans le texte anglais du sous-paragraphe 4 du paragraphe 2, des mots « or company »;

2° par le remplacement des paragraphes 3 et 4 par les suivants :

« 3) Le porteur vendeur, ou le prêteur ou le créancier titulaire d'une sûreté dans le cas d'un placement visant à liquider une dette, qui respecte les conditions visées au paragraphe 2 a les obligations suivantes :

a) établir et signer l'avis prévu à l'Annexe 45-102A1 au plus tôt le jour ouvrable précédant le dépôt de l'avis;

b) déposer l'avis au moyen de SEDAR au plus tard sept jours avant la première opération visée sur le titre placé;

c) déposer, dans un délai de trois jours après la réalisation de toute opération visée, une déclaration d'initié établie conformément au Formulaire 55-102F2, Déclaration d'initié, ou au Formulaire 55-102F6, Déclaration d'initié, prévus par la Norme canadienne 55-102, Système électronique de déclaration des initiés (SEDI), adoptée par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2003-C-0069 du 3 mars 2003.

« 4) L'avis déposé conformément au paragraphe 3 expire à la première des dates suivantes :

a) le 30^e jour après la date du dépôt;

b) la date à laquelle le porteur vendeur, le prêteur ou le créancier titulaire d'une sûreté dépose la dernière déclaration d'initié portant sur la vente de tous les titres visés dans l'avis.

« 5) Le porteur vendeur, le prêteur ou le créancier titulaire d'une sûreté ne peut déposer de nouvel avis établi conformément à l'Annexe 45-102A1 et portant sur une catégorie de titres d'un émetteur assujéti tant que l'avis établi conformément à cette annexe à l'égard de cette catégorie qu'il a déposé antérieurement n'a pas expiré. ».

6. L'article 2.9 de ce règlement est modifié par le remplacement, partout où il se trouve dans le paragraphe 1, du mot « prorogation » par le mot « réorganisation ».

7. L'Annexe A de ce règlement est modifiée :

1) par le remplacement du paragraphe vis-à-vis de « Territoires du Nord-Ouest » par le suivant :

« Définition de « personne participant au contrôle » et sous-paragraphe *c* de la définition de « placement » prévus au paragraphe 1 de l'article 1 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.T.N.-O. 1988, c. S-5) »;

2) par l'addition, à la fin, de ce qui suit :

« Yukon Définition de « personne participant au contrôle » et sous-paragraphe *c* de la définition de « placement » prévus au paragraphe 1 de l'article 1 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Y. 2002, c. 201) ».

8. L'Annexe B de ce règlement est modifiée par l'insertion des mots « Nouveau-Brunswick » après « Manitoba ».

9. L'Annexe C de ce règlement est modifiée :

1° par la suppression de « Nouvelle-Écosse » et de « Paragraphes 5, 6, 7, 7A, 7B, 8, 9 et 11 et sous-paragraphe *a* du paragraphe 10 de l'article 77 du *Securities Act* de la Nouvelle-Écosse »;

2° par le remplacement du paragraphe vis-à-vis de « Ontario » par le suivant :

« Paragraphes 4 et 5 de l'article 72, paragraphe 6 en ce qui concerne le sous-paragraphe *r* du paragraphe 1 de l'article 72, et paragraphe 7 de l'article 72 de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario, dans chaque cas avant l'entrée en vigueur par proclamation de l'article 11 de l'Annexe 26 de la Loi de 2009 sur les mesures budgétaires ».

10. L'Annexe D de ce règlement est modifiée :

1° par le remplacement du texte précédant l'intitulé « Dispositions transitoires » par le suivant :

« Sauf au Manitoba, les dispenses de prospectus suivantes en vertu du Règlement 45 106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription :

- article 2.3 [Investisseur qualifié];
- article 2.5 [Parents, amis et partenaires] (sauf en Ontario);
- article 2.7 [Fondateurs, personnes participant au contrôle et parents] (Ontario);
- article 2.8 [Sociétés du même groupe];
- article 2.9 [Notice d'offre] (Alberta, Colombie-Britannique, Île-du-Prince-Édouard, Manitoba, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Nunavut, Québec, Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador, Territoires du Nord-Ouest et Yukon);
- article 2.10 [Investissement d'une somme minimale];
- article 2.12 [Acquisition d'actifs];
- article 2.13 [Terrains pétrolifères, gazéifères et miniers];
- article 2.14 [Titres émis en règlement d'une dette];
- article 2.19 [Investissement additionnel dans un fonds d'investissement];
- article 2.30 [Placement isolé effectué par l'émetteur];
- article 2.31 [Dividendes et distributions], si le titre a été souscrit dans les circonstances visées au paragraphe 2 et qu'il a été souscrit initialement par l'émetteur sous le régime de l'une des dispenses suivantes :
 - a)* toute dispense visée à la présente annexe;
 - b)* toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 du présent règlement;

c) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 du Multilateral Instrument 45-102, Resale of Securities entré en vigueur le 30 mars 2004, ci-après désigné comme la « norme multilatérale 45-102 », avant le 14 septembre 2005;

- article 2.40 [REER/FERR/CELI], si le titre souscrit en vertu de cet article l'a été initialement par une personne physique ou une personne avec laquelle elle a des liens, ou par un REER, un FERR ou un CELI établi pour ou par cette personne ou en vertu duquel cette personne est bénéficiaire, sous le régime de l'une des dispenses suivantes :

a) toute dispense visée à la présente annexe;

b) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 du présent règlement;

c) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102 avant le 14 septembre 2005;

- article 2.42 [Conversion, échange ou exercice], si le titre souscrit dans les conditions prévues au sous-paragraphe a du paragraphe 1 de cet article l'a été conformément aux conditions d'un titre émis antérieurement qui a été placé sous le régime de l'une des dispenses suivantes :

a) toute dispense visée à la présente annexe;

b) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 du présent règlement;

c) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102 avant le 14 septembre 2005;

- article 5.2 [Placement au moyen d'un document d'offre conforme à la politique de la Bourse de croissance TSX], si le titre souscrit en vertu de cet article l'a été par l'un des souscripteurs suivants :

a) tout souscripteur qui, au moment de la souscription du titre, était promoteur, placeur, membre du « groupe professionnel » (au sens du Règlement 33-105 sur les conflits d'intérêts chez les placeurs approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-14 du 2 août 2005) de l'émetteur ou initié à son égard;

b) tout autre souscripteur souscrivant des titres pour plus de 40 000 \$, en ce qui concerne l'excédent;

et les dispenses de prospectus d'application locale suivantes :

- article 3.1 du *Rule 72-501 Distributions to Purchasers Outside Alberta* de l'Alberta Securities Commission;

- sous-paragraphe u et w et dispositions ii et iii du sous-paragraphe ab du paragraphe 1 de l'article 77 du *Securities Act* de la Nouvelle-Écosse;

- toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 du présent règlement dans un territoire du Canada. »;

2° par le remplacement de l'intitulé « Dispositions transitoires » par « Dispositions transitoires et autres »;

3° dans la partie 3 sous l'intitulé « Dispositions transitoires » :

a) sous l'intitulé « Définitions » :

i) par le remplacement du paragraphe *a* de la définition de « opération visée de type 1 » par le suivant :

« *a*) sous-paragraphes *a, b, c, d, l, m, p* ou *q* du paragraphe 1 de l'article 72 de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario, dans chaque cas avant l'entrée en vigueur par proclamation de l'article 11 de l'Annexe 26 de la Loi de 2009 sur les mesures budgétaires; »;

ii) par l'insertion, après la définition de « *Rule 45-501 (2005)* de la CVMO », de la définition suivante :

« « *Rule 45-501 (2009)* de la CVMO » : le *Rule 45-501 Ontario Prospectus and Registration Exemptions* de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario entré en vigueur à la plus éloignée des dates suivantes : *a*) le 28 septembre 2009, et *b*) le jour de l'entrée en vigueur par proclamation des articles 5 et 11, du paragraphe 1 de l'article 12, et de l'article 13 de l'Annexe 26 de la Loi de 2009 sur les mesures budgétaires; »;

b) par le remplacement des parties *a* et *b* par les suivantes :

« ***a***) **Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario**

Sous-paragraphes *a, b, c, d, l, m, p* et *q* du paragraphe 1 de l'article 72 de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario et disposition *iii* du sous-paragraphe *f* du paragraphe 1 de l'article 72 de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario si le droit de souscription, de conversion ou d'échange a été acquis antérieurement sous le régime de l'une des dispenses susmentionnées prévues par la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario, dans chaque cas avant l'entrée en vigueur par proclamation de l'article 11 de l'Annexe 26 de la Loi de 2009 sur les mesures budgétaires, ou sous le régime d'une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102.

« ***b***) ***Rule 45-501 (2005)* de la CVMO et *Rule 45-501 (2009)* de la CVMO**

Article 2.1 du *Rule 45-501 (2005)* et du *Rule 45-501 (2009)* de la CVMO.

Article 2.2 du *Rule 45-501 (2005)* et du *Rule 45-501 (2009)* de la CVMO. »;

4° par l'addition, après la partie 3 sous l'intitulé « Dispositions transitoires », de la suivante :

« **4) Dispositions du Nouveau-Brunswick**

Dans la présente annexe, on entend par « Règle locale 45-501 (2004) du N-B » la Règle locale 45-501 de la Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick entrée en vigueur le 29 septembre 2004;

A. paragraphe 3 de l'article 2.3, paragraphe 2 de l'article 2.5, paragraphe 7 de l'article 2.6 et paragraphe 2 des articles 2.7, 2.8, 2.10 à 2.12 et 2.17 de la Règle locale 45-501 (2004) du N-B;

B. paragraphe 2 de l'article 2.41 de la Règle locale 45-501 (2004) du N-B (si le titre souscrit en vertu de l'article 2.4 l'a été initialement par une personne physique ou une personne avec laquelle elle a des liens, ou par un REER ou un

FERR établi pour ou par cette personne ou en vertu duquel cette personne est bénéficiaire, sous le régime de l'une des dispenses suivantes :

a) toute dispense prévue par la Règle locale 45-501 (2004) du N-B et visée au paragraphe A;

b) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102);

C. paragraphe 3 de l'article 2.43 (si le titre souscrit conformément au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 2.43 l'a été conformément aux conditions de titres émis antérieurement sous le régime de l'une des dispenses suivantes :

a) toute dispense prévue par la Règle locale 45-501 (2004) du N-B et visée au paragraphe A;

b) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102);

D. article 5.2 de la Règle locale 45-501 (2004) du N-B. »;

5° par la suppression, dans le texte anglais du septième, du huitième et du vingt-et-unième alinéas de la partie 1 sous l'intitulé « Transitional Provisions », des mots « or company ».

11. L'Annexe E de ce règlement est modifiée :

1° par le remplacement du texte précédant l'intitulé « Dispositions transitoires » par le suivant :

« Sauf au Manitoba, les dispenses de prospectus suivantes en vertu du Règlement 45 106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription :

- article 2.1 [Placement de droits];
- article 2.2 [Plan de réinvestissement];
- article 2.4 [Émetteur fermé];
- article 2.11 [Regroupement et réorganisation d'entreprises];
- article 2.16 [Offre publique d'achat ou de rachat];
- article 2.17 [Offre d'acquisition des titres faite à un porteur dans un territoire étranger];
- article 2.18 [Réinvestissement dans un fonds d'investissement];
- article 2.20 [Club d'investissement];
- article 2.21 [Fonds d'investissement privé – portefeuilles gérés par une société de fiducie];
- article 2.24 [Salariés, membres de la haute direction, administrateurs et consultants];
- article 2.26 [Placements auprès de salariés, de membres de la haute direction, d'administrateurs ou de consultants actuels ou anciens d'un émetteur non assujéti];

- article 2.27 [Cessionnaires admissibles];
- article 2.31 [Dividendes et distributions], si le titre a été souscrit dans les circonstances visées au paragraphe 2 et qu'il a été souscrit initialement par l'émetteur sous le régime de l'une des dispenses suivantes :
 - a) toute dispense visée à la présente annexe;
 - b) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 du présent règlement;
 - c) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 du Multilateral Instrument 45-102 Resale of Securities entré en vigueur le 30 mars 2004, ci-après désigné « norme multilatérale 45-102 », avant le 14 septembre 2005;
- article 2.40 [REER/FERR/CELI], si le titre souscrit en vertu de cet article l'a été initialement par une personne physique ou une personne avec laquelle elle a des liens, ou un REER, un FERR ou un CELI établi pour ou par cette personne ou en vertu duquel cette personne est bénéficiaire, sous le régime de l'une des dispenses suivantes :
 - a) toute dispense visée à la présente annexe;
 - b) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 du présent règlement;
 - c) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 de la norme multilatérale 45-102 avant le 14 septembre 2005;
- article 2.42 [Conversion, échange ou exercice - titres émis par l'émetteur], si le titre acquis dans les conditions prévues au sous-paragraphe a du paragraphe 1 l'a été conformément aux conditions de titres émis antérieurement qui ont été placés sous le régime de l'une des dispenses suivantes :
 - a) toute dispense visée à la présente annexe;
 - b) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 du présent règlement;
 - c) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 de la norme multilatérale 45-102 avant le 14 septembre 2005;
- article 2.42 [Conversion, échange ou exercice – titres émis par un émetteur assujéti] à l'égard d'un titre faisant l'objet d'une opération visée dans les conditions prévues au sous-paragraphe b du paragraphe 1;

et les dispenses de prospectus d'application locale suivantes :

 - *Rule 45-502 Trade with RESP* de l'Alberta Securities Commission s'il n'est pas visé à l'Annexe D;
 - *Local Rule 45-510 - Exempt Distributions - Exemptions for Trades Pursuant to Take-Over Bids and Issuer Bids* de l'Île-du-Prince-Édouard.
 - *Blanket Order No. 46* de la Nova Scotia Securities Commission;
 - toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 du présent règlement dans un territoire du Canada. »;

2° par le remplacement de l'intitulé « Dispositions transitoires » par « Dispositions transitoires et autres »;

3° dans la partie 3 sous l'intitulé « Dispositions transitoires » :

a) sous l'intitulé « Définitions » :

i) par le remplacement de la définition de « opération visée de type 1 » et de « opération visée de type 2 » par les suivantes :

« « opération visée de type 1 » : en Ontario, le placement d'un titre sous le régime d'une dispense de prospectus prévue par l'une des dispositions suivantes :

a) sous-paragraphe *a, b, c, d, l, m, p* ou *q* du paragraphe 1 de l'article 72 de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario, dans chaque cas avant l'entrée en vigueur par proclamation de l'article 11 de l'Annexe 26 de la Loi de 2009 sur les mesures budgétaires;

b) l'article 2.4, 2.5 ou 2.11 du *Rule 45-501* (1998) de la CVMO;

c) l'article 2.3, 2.12, 2.13 ou 2.14 du *Rule 45-501* (2001) de la CVMO;

d) l'article 2.3, 2.12, 2.13, 2.14 ou 2.16 du *Rule 45-501* (2004) de la CVMO;

« « opération visée de type 2 » : en Ontario, le placement d'un titre sous le régime d'une dispense de prospectus prévue par l'une des dispositions suivantes :

a) le sous-paragraphe *f* du paragraphe 1 de l'article 72 de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario, avant l'entrée en vigueur par proclamation de l'article 11 de l'Annexe 26 de la Loi de 2009 sur les mesures budgétaires, à l'exception du placement auprès d'un « *associated consultant* » ou d'un « *investor consultant* » au sens du *Rule 45-503* de la CVMO ou d'un placement auprès d'un « *associated consultant* » ou d'une « *investor relations person* » au sens de la norme multilatérale 45-105;

b) le sous-paragraphe *h, i, j, k* ou *n* du paragraphe 1 de l'article 72 de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario, dans chaque cas avant l'entrée en vigueur par proclamation de l'article 11 de l'Annexe 26 de la Loi de 2009 sur les mesures budgétaires;

c) l'article 2.5, 2.8 ou 2.15 du *Rule 45-501* (2001) de la CVMO;

d) l'article 2.5, 2.8 ou 2.15 du *Rule 45-501* (2004) de la CVMO; »;

ii) par la suppression de la définition de « *Rule 45-501* (2005) de la CVMO »;

b) par le remplacement de la partie *a* par la suivante :

« a) **Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario**

Sous-paragraphe *f, i* s'il n'est pas visé à l'Annexe F, *j, k* et *n* du paragraphe 1 de l'article 72 de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario, dans chaque cas avant l'entrée en vigueur par proclamation de l'article 11 de l'Annexe 26 de la

Loi de 2009 sur les mesures budgétaires, à l'exception des opérations visées effectuées en vertu de la disposition *iii* du sous-paragraphe *f* du paragraphe 1 de l'article 72 de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario, avant l'entrée en vigueur par proclamation de l'article 11 de l'Annexe 26 de la Loi de 2009 sur les mesures budgétaires, qui, selon le cas :

- i)* sont visés à l'Annexe D ou F;
- ii)* font l'objet de l'article 6.5 du *Rule 45-501* (2004) de la CVMO ;
- iii)* sont une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 de la norme multilatérale 45-102.

Sous-paragraphe *h* du paragraphe 1 de l'article 72 de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario, à l'exception de tout placement, en vertu de ce sous-paragraphe, d'un titre sous-jacent placé lors de la conversion ou de l'échange d'un titre convertible, d'un titre échangeable ou d'un titre convertible à répétition acquis dans le cadre d'une opération visée de type 1, dans chaque cas avant l'entrée en vigueur par proclamation de l'article 11 de l'Annexe 26 de la Loi de 2009 sur les mesures budgétaires. »;

4° par l'addition, après la partie 3 sous l'intitulé « Dispositions transitoires », de la suivante :

« 4) Dispositions du Nouveau-Brunswick

Dans la présente annexe, on entend par « Règle locale 45-501 (2004) du N-B » la Règle locale 45-501 de la Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick entrée en vigueur le 29 septembre 2004;

A. paragraphe 2 de l'article 2.1, paragraphe 3 de l'article 2.2, paragraphe 2 des articles 2.4, 2.9 et 2.14, paragraphe 3 de l'article 2.16, paragraphe 2 des articles 2.18 et 2.19, paragraphe 4 de l'article 2.22, paragraphe 3 de l'article 2.25, paragraphe 4 de l'article 2.26, paragraphe 3 de l'article 2.29, paragraphe 2 de l'article 2.30 et paragraphe 3 de l'article 2.31 de la Règle locale 45-501 (2004) du N-B;

B. paragraphe 2 de l'article 2.41 de la Règle locale 45-501 (2004) du N-B (si le titre souscrit en vertu de l'article 2.4 l'a été initialement par une personne physique ou une personne avec laquelle elle a des liens, ou par un REER ou un FERR établi pour ou par cette personne ou en vertu duquel cette personne est bénéficiaire, sous le régime de l'une des dispenses suivantes :

a) toute dispense prévue par la Règle locale 45-501 (2004) du N-B et visée au paragraphe A;

b) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102);

C. paragraphe 3 de l'article 2.43 (si le titre souscrit conformément au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 2.43 l'a été conformément aux conditions de titres émis antérieurement sous le régime de l'une des dispenses suivantes :

a) toute dispense prévue par la Règle locale 45-501 (2004) du N-B et visée au paragraphe A;

b) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102) »;

5° par la suppression, dans le texte anglais du cinquième alinéa de la partie 1

sous l'intitulé « Transitional Provisions », des mots « or company ».

12. L'Annexe F de ce règlement est remplacée par la suivante :

**« ANNEXE F
PLACEURS
(article 2.13)**

Article 2.33 [Preneur ferme] du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription et article 2.11 [Regroupement et réorganisation d'entreprises] ou paragraphe 1 de l'article 2.42 [Conversion, échange ou exercice] de ce règlement si le titre initial a été souscrit en vertu de l'article 2.33 de ce règlement ou sous le régime d'une dispense visant les placeurs selon les dispositions transitoires indiquées ci-dessous.

Dispositions transitoires

Sauf au Nouveau-Brunswick, toute dispense de prospectus indiquée dans l'Annexe F du *Multilateral Instrument 45-102 Resale of Securities* entré en vigueur au 30 mars 2004. Sauf au Nouveau-Brunswick, ces dispenses étaient prévues par les dispositions suivantes :

- sous-paragraphe 15 du paragraphe 2 de l'article 74 du *Securities Act* de la Colombie-Britannique, et sous-paragraphe 8 ou disposition *iii* du sous-paragraphe 11 du paragraphe 2 de l'article 74 du *Securities Act* de la Colombie-Britannique si le titre initial a été souscrit en vertu du sous-paragraphe 15 du paragraphe 2 de l'article 74 du *Securities Act* de la Colombie-Britannique;

- article 2.1 du *Rule 45-509 - Exempt Distributions - Securities Underwriters* de l'Île-du-Prince-Édouard, et disposition *iii* du sous-paragraphe *e* ou sous-paragraphe *f* du paragraphe 1 de l'article 13 du *Securities Act* de l'Île-du-Prince-Édouard, ou article 1.1 du *Rule 45-502 - Scholarship Plan Dealers - Disclosure of Sales Charges* de l'Île-du-Prince-Édouard si le titre initial a été souscrit en vertu de l'article 2.1 du *Rule 45-509* de l'Île-du-Prince-Édouard;

- sous-paragraphe *r* du paragraphe 1 de l'article 77 du *Securities Act* de la Nouvelle-Écosse, et disposition *iii* du sous-paragraphe *f* ou sous-paragraphe *i* du paragraphe 1 de l'article 77 du *Securities Act* de la Nouvelle-Écosse ou *Blanket Order No. 38* ou *45-503* si le titre initial a été souscrit en vertu du sous-paragraphe *r* du paragraphe 1 de l'article 77 du *Securities Act* de la Nouvelle-Écosse;

- paragraphe *v* de l'article 3 du *Blanket Order No. 1* du Registraire des valeurs mobilières du Nunavut, et sous-paragraphe *iii* du paragraphe *e* ou paragraphe *g* de l'article 3 du *Blanket Order No. 1* du Registraire des valeurs mobilières du Nunavut si le titre initial a été souscrit en vertu du paragraphe *v* de l'article 3 du *Blanket Order No. 1* du Registraire des valeurs mobilières du Nunavut;

- disposition *iii* du sous-paragraphe *f* du paragraphe 1 de l'article 72 de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario si le titre initial a été souscrit en vertu du sous-paragraphe *r* du paragraphe 1 de l'article 72 de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario, dans chaque cas avant l'entrée en vigueur par proclamation de l'article 11 de l'Annexe 26 de la Loi de 2009 sur les mesures budgétaires;

- sous-paragraphe *i* du paragraphe 1 de l'article 72 de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario si le titre initial a été souscrit en vertu du sous-paragraphe *r* du paragraphe 1 de l'article 72 de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario, dans chaque cas avant l'entrée en vigueur par proclamation de l'article 11 de l'Annexe 26 de la Loi de 2009 sur les mesures budgétaires;

- sous-paragraphe *r* du paragraphe 1 de l'article 72 de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario, avant l'entrée en vigueur par proclamation de l'article 11 de l'Annexe 26 de la Loi de 2009 sur les mesures budgétaires;

- l'ancien article 55 de la Loi sur les valeurs mobilières du Québec tel qu'il était rédigé avant son abrogation par l'article 8 de la Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives;

- sous-paragraphe *u* du paragraphe 1 de l'article 81 du *The Securities Act, 1988* de la Saskatchewan, et disposition *iii* du sous-paragraphe *f* ou sous-paragraphe *i* du paragraphe 1 de l'article 81 du *The Securities Act, 1988* de la Saskatchewan si le titre initial a été souscrit en vertu du sous-paragraphe *u* du paragraphe 1 de l'article 81 du *The Securities Act, 1988* de la Saskatchewan;

- sous-paragraphe *r* du paragraphe 1 de l'article 73 du *Securities Act* de Terre-Neuve-et-Labrador, et disposition *iii* du sous-paragraphe *f* ou sous-paragraphe *i* du paragraphe 1 de l'article 73 du *Securities Act* de Terre-Neuve-et-Labrador si le titre initial a été souscrit en vertu du sous-paragraphe *r* du paragraphe 1 de l'article 73 du *Securities Act* de Terre-Neuve-et-Labrador;

- paragraphe *v* de l'article 3 du *Blanket Order No. 1* du Registraire des valeurs mobilières des Territoires du Nord-Ouest, et sous-paragraphe *iii* du paragraphe *e* ou paragraphe *g* de l'article 3 du *Blanket Order No. 1* du Registraire des valeurs mobilières des Territoires du Nord-Ouest si le titre initial a été souscrit en vertu du paragraphe *v* de l'article 3 du *Blanket Order No. 1* du Registraire des valeurs mobilières des Territoires du Nord-Ouest.

Dispositions du Nouveau-Brunswick

Au Nouveau-Brunswick, toute dispense de prospectus indiquée dans la Règle locale 45-501 de la Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick en vigueur le 29 septembre 2004.

Au Nouveau-Brunswick, ces dispenses étaient prévues par les dispositions suivantes de cette règle locale :

- paragraphe 2 de l'article 2.33;
- paragraphe 3 de l'article 2.43 si le titre initial a été souscrit en vertu de l'article 2.09. ».

13. L'Annexe 45-102A1 de ce règlement est modifiée par le remplacement du texte sous l'intitulé « INSTRUCTIONS » par le suivant :

« Déposer le présent avis par voie électronique au moyen de SEDAR auprès de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable de chaque territoire où le placement a lieu et de la bourse canadienne où le titre est inscrit à la cote. Si le placement a lieu sur une bourse, déposer le présent avis dans tous les territoires au Canada.

« Avis au porteur vendeur – collecte et utilisation de renseignements personnels

« Les renseignements personnels à fournir dans le présent avis sont recueillis pour le compte des autorités en valeurs mobilières et des agents responsables désignés ci-après et utilisés par eux en vue de l'application de la législation en valeurs mobilières de leur territoire. Le présent avis est d'accès public en vertu du Règlement 45-102 sur la revente de titres et de la législation en valeurs mobilières de chaque territoire. Les renseignements personnels recueillis ne seront pas utilisés ni rendus publics à d'autres fins sans votre consentement préalable. Les sociétés déposantes doivent demander aux personnes physiques si elles consentent à ce que leurs renseignements personnels figurent dans le présent avis avant de le déposer.

« Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation de vos renseignements personnels ou de ceux de votre signataire autorisé aux autorités en valeurs mobilières et agents responsables ci-après.

« **British Columbia Securities Commission**

P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2
À l'attention de l'Assistant Manager, Financial Reporting
Téléphone : 604-899-6805 ou 1-800-373-6393 (en C.-B.)
Télécopieur : 604-899-6506

Alberta Securities Commission

4th Floor, 300 - 5th Avenue SW
Calgary (Alberta) T2P 3C4
À l'attention de l'Information Officer
Téléphone : 403-297-6454
Télécopieur : 403-297-6156

**Saskatchewan Financial Services Commission
Securities Division**

601 – 1919 Saskatchewan Drive
Regina (Saskatchewan) S4P 4H2
À l'attention du Deputy Director, Legal/Registration
Téléphone : 306-787-5879
Télécopieur : 306-787-5899

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario

Suite 1903, Box 55
20 Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
À l'attention de l'Administrative Support Clerk
Téléphone : 416-593-3684
Sans frais au Canada : 1-877-785-1555
Télécopieur : 416-593-8122

Autorité des marchés financiers

800, square Victoria, 22^e étage
C. P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à l'information
Téléphone : 514-395-0337
Sans frais : 1-877-525-0337
Télécopieur : 514-873-6155 (dépôts seulement)
Télécopieur : 514-864-6381 (demandes confidentielles seulement)
www.lautorite.qc.ca

Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick

85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
Téléphone : 506-658-3060
Sans frais au Nouveau-Brunswick : 1-866-933-2222
Télécopieur : 506-658-3059

Nova Scotia Securities Commission

2nd Floor, Joseph Howe Building
 1690 Hollis Street
 Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3J9
 À l'attention de Corporate Finance
 Téléphone : 902-424-7768
 Télécopieur : 902-424-4625

Prince Edward Island Securities Office

95 Rochford Street, P.O. Box 2000
 Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8
 Téléphone : 902-368-4569
 Télécopieur : 902-368-5283

Securities Commission of Newfoundland and Labrador

P.O. Box 8700
 2nd Floor, West Block
 Confederation Building
 75 O'Leary Avenue
 St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1B 4J6
 À l'attention du Director of Securities
 Téléphone : 709-729-4189
 Télécopieur : 709-729-6187

Gouvernement du Yukon

Department of Community Services
 Law Centre, 3rd Floor
 2130 Second Avenue
 Whitehorse (Yukon) Y1A 5H6
 Téléphone : 867-667-5314
 Télécopieur : 867-393-6251

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Office of the Superintendent of Securities
 Deputy Superintendent, Legal & Enforcement
 PO Box 1320
 Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9
 Téléphone : 867-920-8984
 Télécopieur : 867-873-0243

Ministère de la Justice, Nunavut

Bureau d'enregistrement
 C.P. 1000, succ. 570
 1st Floor, Brown Building
 Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
 À l'attention du Director, Legal Registries Division
 Téléphone : 867-975-6190
 Télécopieur : 867-975-6194 ».

14. Ce règlement est modifié par la suppression, partout où ils se trouvent dans le texte anglais, des mots « or company » et par le remplacement, partout où ils se trouvent dans le texte français, des mots « de la société visée » par « de l'émetteur visé ».

15. Sauf en Ontario, le présent règlement entre en vigueur le 28 septembre 2009.

16. En Ontario, le présent règlement entre en vigueur à la plus éloignée des dates suivantes :

1° le 28 septembre 2009;

2° le jour de l'entrée en vigueur par proclamation des articles 5 et 11, du paragraphe 1 de l'article 12, et de l'article 13 de l'Annexe 26 de la Loi de 2009 sur les mesures budgétaires.

INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 45-102 SUR LA REVENTE DE TITRES

1.1. Champ d'application

- 1) Le *Règlement 45-102 sur la revente de titres* (le « règlement ») est en vigueur dans tous les territoires du Canada.
- 2) À l'exception des articles 2.1, 2.8 et 2.9, la partie 2 du règlement ne s'applique pas au Manitoba.

1.2. Objet

1) Le règlement prévoit que la première opération visée sur des titres placés sous le régime de certaines dispenses de prospectus constitue un placement, à moins que certaines conditions restreignant la revente des titres ne soient remplies. Ainsi, si le placement initial a été fait en vertu de l'une des dispositions indiquées à l'Annexe D du règlement ou d'autres textes de la législation en valeurs mobilières qui assujettissent la première opération visée à l'article 2.5 du règlement, l'émetteur doit être émetteur assujetti et l'avoir été durant une période d'acclimatation de quatre mois, et une période de restriction de quatre mois doit s'être écoulée depuis le placement. En outre, si ce placement a été fait en vertu de l'une des dispositions indiquées à l'Annexe E du règlement ou d'autres textes de la législation en valeurs mobilières qui assujettissent la première opération visée à l'article 2.6 du règlement, l'émetteur doit être émetteur assujetti et l'avoir été durant une période d'acclimatation de quatre mois. Le règlement prévoit aussi une dispense pour le placement d'un bloc de contrôle, et pour la vente de titres grevés d'une sûreté par les créanciers titulaires de la sûreté lorsqu'elle constitue un placement en vertu de la législation en valeurs mobilières.

2) Les annexes D et E du règlement énumèrent les dispenses harmonisées prévues par le *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription* (le « Règlement 45-106 ») et les dispenses d'application locale assujetties à la restriction sur la revente prévue à l'article 2.5 ou 2.6 du règlement. L'annexe F indique les dispenses harmonisées visant les placeurs en vertu du Règlement 45-106. Chacune de ces annexes énonce des dispositions transitoires s'appliquant aux titres souscrits ou acquis sous le régime d'une dispense figurant dans les annexes D, E et F de la norme multilatérale 45-102 au 30 mars 2004. Dans le cas des dispenses locales ayant toujours effet, il faut vérifier si le règlement local assujettit les titres souscrits ou acquis à l'article 2.5 ou 2.6 du règlement et se reporter aux annexes D et E du règlement. Pour connaître les dispenses locales de prospectus et d'inscription en vigueur dans chaque territoire du Canada, on se reportera également à l'Avis 45-304 du personnel des ACVM, mis à jour périodiquement.

3) Le règlement ne vise d'aucune manière à limiter la capacité du souscripteur ou de l'acquéreur de revendre des titres au moyen d'un prospectus ou sous le régime d'une dispense de prospectus au cours de la période de restriction ou d'acclimatation. C'est notamment le cas de la dispense supplémentaire prévue à l'article 2.14. Par exemple, la personne qui a obtenu une dispense discrétionnaire assujettissant le titre visé à la restriction à la revente prévue à l'article 2.5, 2.6 ou 2.8 peut se prévaloir de l'article 2.14 pour revendre le titre.

1.3. Territoire sans restriction

Les articles 2.5 et 2.6 du règlement ne s'appliquent pas au Manitoba, car la première opération visée sur des titres placés sous le régime d'une dispense de prospectus n'y fait l'objet d'aucune restriction, sauf s'il s'agit du placement d'un bloc de contrôle.

1.4. Exemple d'application de l'article 2.5

L'émetteur qui effectue un placement en Colombie-Britannique doit déposer un prospectus ou se prévaloir d'une dispense de prospectus prévue par la loi sur les valeurs

mobilières de la province. S'il se prévaut d'une dispense de prospectus prévue en Colombie-Britannique et indiquée à l'annexe D du règlement, l'article 2.3 s'applique et la première opération visée sur les titres est assujettie à l'article 2.5. Celui-ci porte que la première opération visée constitue un placement, sauf, entre autres, si une période de restriction de quatre mois s'est écoulée. Si le souscripteur des titres en Colombie-Britannique veut les revendre en Ontario, il doit y déposer un prospectus ou en être dispensé, à moins que les conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 2.5 du règlement ne soient remplies.

1.5. Statut d'émetteur assujetti

L'émetteur qui est assujetti dans tout territoire satisfait à l'obligation prévue aux paragraphes 2 de l'article 2.5, 3 de l'article 2.6 et 2 de l'article 2.8 du règlement. L'article 1.11 fournit des indications concernant l'émetteur qui devient émetteur assujetti en déposant un prospectus après la date du placement.

1.6. Mention de la restriction sur la revente

1) Les sous-paragraphes 3 et 3.1 du paragraphe 2 de l'article 2.5 du règlement prévoient l'obligation d'inclure une mention de restriction sur la revente si les titres sont placés en vertu de l'une des dispositions indiquées dans l'annexe D du règlement ou sous le régime d'une autre dispense de prospectus dans un territoire où s'applique la restriction prévue par le paragraphe 2 de cet article. Cette obligation s'applique aux titres cédés pendant la période de restriction, que ce soit aux cessionnaires initiaux ou à des cessionnaires subséquents. Toutefois, étant donné la définition de « date du placement », dans la plupart des cas de revente, la période de restriction applicable aux acquéreurs subséquents expire quatre mois et un jour après la date du placement.

2) Lorsque le titre est saisi dans un système d'inscription directe ou un autre système électronique d'inscription en compte ou que le certificat représentant le titre n'est pas délivré directement au souscripteur ou à l'acquéreur, l'émetteur doit donner à ce dernier un avis écrit contenant la mention de la restriction sur la revente. Nous considérons qu'il est possible de remplir cette obligation en incluant la mention prescrite dans la convention de souscription ou l'attestation de propriété délivrée directement au souscripteur ou à l'acquéreur au moyen d'un système d'inscription directe ou d'un autre système électronique d'inscription en compte.

3) Outre l'avis écrit prévu au sous-paragraphe 3.1 du paragraphe 2 de l'article 2.5 du règlement, l'émetteur peut mettre en œuvre d'autres moyens pour aider les souscripteurs ou acquéreurs de titres faisant l'objet d'une restriction à respecter les conditions énoncées au sous-paragraphe 2 de ce paragraphe. Il peut notamment demander que le système d'inscription directe ou le système électronique d'inscription en compte dans lequel le titre est saisi applique toute procédure disponible permettant de signaler la restriction, comme l'attribution d'un numéro CUSIP ou ISIN distinct au titre pendant la période de restriction. D'autres procédures peuvent être utilisées selon les capacités du système en question.

4) L'émetteur peut ajouter d'autres mentions que celle prévue au sous-paragraphe 3 du paragraphe 2 de l'article 2.5 du règlement, mais, si elles figurent sur le certificat ou l'avis écrit, elles ne peuvent modifier le sens de la mention prescrite. On se reportera également à l'article 1.10 pour obtenir d'autres indications sur les mentions devant figurer sur le certificat représentant les titres convertibles ou sous-jacents, ou sur l'attestation de propriété de ces titres.

5) Aux sous-paragraphes 3 et 3.1 du paragraphe 2 de l'article 2.5 du règlement, le souscripteur ou l'acquéreur s'entend de la personne qui prend la décision d'acquérir un titre comme décision d'investissement. Cette personne est le propriétaire véritable du titre dans la plupart des cas, mais pas tous. Dans le cas d'un compte géré sous mandat discrétionnaire, il se peut que le gestionnaire prenne la décision d'investissement. Dans le cas d'une fiducie, il peut s'agir du fiduciaire. D'autres exemples dans lesquels la personne prenant la décision n'est pas le propriétaire véritable peuvent se rencontrer.

1.7. Suppression de la mention de restriction sur la revente

1) Le règlement n'interdit pas à l'émetteur ou à son agent des transferts de supprimer la mention de restriction après que les obligations prévues au sous-paragraphe 3 du paragraphe 2 de l'article 2.5 du règlement ont été remplies. Il serait permis aux parties à un transfert de titres d'effectuer le transfert même si la mention figurant sur le certificat était périmée. Le cédant devrait toutefois vérifier si, aux termes des règles de la bourse, la suppression de la mention est nécessaire pour qu'il y ait « bonne livraison ».

1.8. Détermination des périodes de restriction et d'acclimatation

La période de restriction fixée par le sous-paragraphe 2 du paragraphe 2 de l'article 2.5 du règlement débute à la date du placement, soit celle à laquelle l'émetteur ou la personne participant au contrôle a placé les titres sous le régime d'une dispense de prospectus. Par exemple, si l'émetteur ou la personne participant au contrôle place des titres auprès d'un souscripteur ou d'un acquéreur en Saskatchewan sous le régime d'une dispense pour placement privé et que ce dernier les revend à un acquéreur en Alberta sous le régime d'une autre dispense pour placement privé au cours de la période de restriction, l'acquéreur albertain déterminera si la période de restriction est échue en comptant le délai écoulé depuis la date du placement initial auprès du souscripteur ou de l'acquéreur de la Saskatchewan.

1.9. Effort inhabituel

Pour en savoir davantage sur la notion d'effort inhabituel prévue aux paragraphes 2 de l'article 2.5, 3 de l'article 2.6 et 2 de l'article 2.8 du règlement (« aucun effort inhabituel n'est fait en vue de préparer le marché ou de stimuler la demande pour le titre visé »), on se reportera à la jurisprudence, notamment à la décision rendue par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario le 24 avril 1985 dans l'affaire Daon Development Corporation et Daon Corporation, ainsi qu'à la définition du terme « unusual effort » à la partie 4 des *Alberta Securities Commission Rules*.

1.10. Titres sous-jacents

La période de restriction ou d'acclimatation applicable aux opérations visées sur un titre sous-jacent débute à la date du placement du titre convertible, du titre échangeable ou du titre convertible à répétition. Lorsque cette période a expiré avant la conversion ou l'échange, l'émetteur, conformément au paragraphe 3 de l'article 2.5, n'est pas tenu d'apposer la mention de restriction à la revente sur l'avis écrit.

1.11. Assujettissement par dépôt de prospectus après la date du placement

Conformément à l'article 2.7 du règlement, la période d'acclimatation de quatre mois prévue aux articles 2.5, 2.6 et 2.8 du règlement ne s'applique pas à l'émetteur qui, n'étant pas émetteur assujetti à la date du placement, le devient par la suite en déposant et en faisant viser un prospectus dans un territoire indiqué à l'annexe B. Les titres émis avant le dépôt du prospectus peuvent alors être revendus, pour autant que la période de restriction fixée par l'article 2.5 ou 2.8 du règlement soit échue.

Par exemple, si, le 28 septembre 2009, un émetteur qui n'est émetteur assujetti dans aucun territoire émet des titres visés à l'article 2.5 par voie de placement privé, puis le prospectus de son premier appel public à l'épargne est visé le 28 octobre 2009, les souscripteurs peuvent revendre les titres ayant fait l'objet du placement privé quatre mois et un jour après la date du placement, soit le 29 janvier 2010, pour autant que les conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 2.5 soient remplies.

1.12. Réalisation de titres grevés d'une sûreté

La dispense de prospectus prévue à l'article 2.8 du règlement est ouverte dans le cas de la réalisation, par vente ou par saisie, de titres grevés d'une sûreté. Ainsi, le créancier titulaire de la sûreté peut se prévaloir de cette dispense afin d'exercer son droit de revendre immédiatement les titres grevés d'une sûreté ou de les faire saisir et de les inscrire dans ses propres comptes pour revente ultérieure.

1.13. Offres publiques d'échange ou de rachat

Selon l'article 2.11 du règlement, la période d'acclimatation ne s'applique pas aux opérations visées sur des titres émis dans le cadre d'une offre publique d'échange ou de rachat, pour autant que l'initiateur ait déposé une note d'information en vertu de la législation en valeurs mobilières du territoire intéressé. Une note d'information peut être déposée dans le cas d'une offre formelle ou d'une offre effectuée sous le régime d'une dispense. La dispense d'application de la période d'acclimatation repose sur le principe selon lequel l'initiateur ou l'émetteur dont les titres sont offerts en échange des titres de l'émetteur visé doit présenter dans la note d'information relative à une offre formelle l'information qui figurerait dans un prospectus. Cette dispense s'applique à l'égard d'une offre effectuée sous le régime d'une dispense si la note d'information satisfait aux exigences de forme et de contenu de l'information à fournir dans une note d'information relative à une offre formelle d'échange ou de rachat, selon le cas, en vertu de la législation en valeurs mobilières.

1.14. Dispenses à l'égard de certaines opérations visées dans le territoire intéressé

La dispense prévue à l'article 2.10 du règlement n'est ouverte que si l'émetteur du titre sous-jacent était émetteur assujéti dans le territoire intéressé au moment de l'opération visée. Les dispenses prévues aux articles 2.11 et 2.12 ne sont ouvertes que si l'initiateur était émetteur assujéti dans le territoire intéressé à la date de la première prise de livraison des titres de l'émetteur visé dans le cadre de l'offre publique d'échange ou de rachat et également, dans le cas de la dispense prévue à l'article 2.12, que si l'émetteur du titre sous-jacent était émetteur assujéti dans le territoire intéressé au moment de l'opération visée. Ni l'émetteur ni l'initiateur ne peuvent remplir ces conditions en invoquant, respectivement, un prospectus ou une note d'information relative à une offre publique d'échange ou de rachat déposés dans un autre territoire.

1.15. Revente de titres d'un émetteur non assujéti

1) Pour l'application de l'article 2.14 du règlement, afin de déterminer le pourcentage de titres en circulation de la catégorie ou série qui sont la propriété directe ou indirecte de résidents du Canada et le nombre de propriétaires directs et indirects qui sont résidents du Canada, l'émetteur doit :

a) faire des efforts raisonnables pour déterminer les titres inscrits au nom de tout courtier, banque, société de fiducie ou prête-nom dans les comptes de clients qui sont résidents du Canada;

b) dénombrer les titres qui sont la propriété véritable de résidents du Canada selon les déclarations de propriété véritable;

c) supposer que le client réside dans le territoire ou le territoire étranger où le prête-nom a son établissement principal si, après une enquête diligente, il n'arrive pas à obtenir les renseignements concernant le territoire ou le territoire étranger où réside le client.

2) La liste des propriétaires véritables des titres tenue par les intermédiaires conformément à la *Rule 14a-13* de la SEC prise en vertu de la Loi de 1934 ou de lois sur les valeurs mobilières analogues ou conformément au *Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti* peut servir à déterminer le pourcentage prévu au paragraphe 1.

3) Pour bénéficier de la dispense prévue à l'article 2.14 du règlement, il n'y a pas d'obligation d'apposer de mention sur les titres.

1.16. Dépôt de l'avis établi conformément à l'Annexe 45-102A1

Selon l'article 2.8 du règlement, l'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement d'un bloc de contrôle lorsque les conditions prévues à cet article sont remplies. En vertu du paragraphe 3 de cet article, le porteur vendeur est tenu de déposer un avis d'intention de revendre ses titres, signé et établi conformément à l'Annexe 45-102A1. En vertu du paragraphe 4 de cet article, l'avis expire à la première des dates suivantes : la date à laquelle le porteur vendeur dépose la dernière déclaration d'initié portant sur la vente de tous les titres mentionnés dans l'avis, et le 30^e jour après le dépôt de l'avis. Le porteur vendeur qui souhaite poursuivre la revente de titres d'un bloc de contrôle doit déposer au moyen de SEDAR un nouvel avis dans le profil de l'émetteur sous « Information continue – Revente de titres (Règlement 45-102) – Annexe 45-102A1 », dans le territoire de l'autorité principale de l'émetteur au sens de l'*Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires*. Pour de plus amples renseignements sur le dépôt électronique de documents, se reporter au *Règlement 13-101 sur le système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR)* et au Manuel du déposant SEDAR à jour (y compris les mises à jour de codes).

1.17. Application de l'article 2.10

L'article 2.10 du règlement s'applique lorsque des titres placés au moyen d'un prospectus permettent d'acquérir, par conversion ou échange, des titres d'un émetteur assujéti qui n'est pas l'émetteur des titres convertibles ou échangeables. Il s'agit notamment des titres convertis ou échangés sous le régime de la dispense de prospectus prévue au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de l'article 2.42 du Règlement 45-106. Ces titres feraient l'objet d'une période d'acclimatation parce que les placements effectués en vertu du paragraphe 1 de l'article 2.42 du Règlement 45-106 dans les circonstances prévues au sous paragraphe *b* de ce paragraphe sont prévus à l'Annexe E du règlement. L'article 2.10 supprime la période d'acclimatation pour les titres sous-jacents pourvu que les conditions qui y sont prévues soient remplies.

Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions

The *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") is publishing amended text, in English and French, of the following Regulation:

- *Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions.*

The Authority is also publishing in this Bulletin amended text, in English and French, of the *Policy Statement to Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions*.

In Québec, the Regulation will be made under section 331.1 of the *Securities Act* and will be submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment. The Regulation will come into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on a later date indicated in the Regulation. The Policy Statement will be adopted as a policy and will take effect concomitantly with the Regulation.

Additional Information

Further information is available from:

Sylvie Lalonde
Manager, Policy Department
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, ext. 4461
Toll-free: 1 877 525-0337, ext. 4461
sylvie.lalonde@lautorite.qc.ca

July 17, 2009

Notice of Repeal and Replacement of***Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions******Policy Statement to Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions*****Notice of Amendments to*****Regulation 45-102 respecting Resale Of Securities******Policy Statement to Regulation 45-102 respecting Resale Of Securities*****Introduction**

The Canadian Securities Administrators (the CSA or we) have approved the following (together, the New Materials):

- amended and restated *Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions*, Form 45-106F1 *Report of Exempt Distribution*, Form 45-106F2 *Offering Memorandum for Non-Qualifying Issuers*, Form 45-106F3 *Offering Memorandum for Qualifying Issuers*, Form 45-106F4 *Risk Acknowledgement* and Form 45-106F5 *Risk Acknowledgement – Saskatchewan Close Personal Friends and Close Business Associates* (together, the Regulation 45-106), which replace the versions currently in force,
- amended and restated *Policy Statement to Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions* (Policy Statement 45-106), which replaces the version currently in force,
- amendments to *Regulation 45-102 respecting Resale of Securities* and Form 45-102F1 *Notice of Intention to Distribute Securities under Section 2.8 of Regulation 45-102 respecting Resale of Securities* (together, the Regulation 45-102), and
- amended and restated *Policy Statement to Regulation 45-102 respecting Resale of Securities* (Policy Statement 45-102).

Subject to Ministerial approval requirements, the Regulation 45-106 and the amendments to the Regulation 45-102 will come into force on September 28, 2009 in all CSA jurisdictions other than Ontario. In Ontario, subject to Ministerial approval requirements, the Regulation 45-106 and the amendments to the Regulation 45-102 will come into force on the later of: (a) September 28, 2009, and (b) the day on which sections 5 and 11, subsection 12(1) and section 13 of Schedule 26 of the *Budget Measures Act, 2009* are proclaimed in force.

The Policy Statement 45-106 and the Policy Statement 45-102 will come into force on the same date as the Regulation 45-106 and the amendments to the Regulation 45-102.

Contents of this Notice

This Notice consists of the following:

1. Substance and purpose of the New Materials
2. Summary of feedback received
3. Summary of changes to the 2008 Proposal
4. Consequential amendments

5. Staff notices
6. Amendments to local instruments
7. Background
8. Where to find more information

This Notice also contains the following appendices:

- Appendix A *List of Commenters*
- Appendix B *Summary of Written Comments on the 2008 Proposal*

1. Substance and purpose of the New Materials

Regulation 45-106 and Policy Statement 45-106

The New Materials reflect substantive changes which are designed to improve the effectiveness of the Regulation 45-106 and Policy Statement 45-106. These changes:

- clarify certain provisions of the Regulation 45-106 and Policy Statement 45-106,
- reflect policy decisions that we have made in the course of granting exemptive relief,
- provide additional guidance to market participants on the applicability of the exemptions contained in the Regulation 45-106, and
- harmonize exemptions previously found in local instruments.

In addition, the New Materials support the implementation of *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions* (Regulation 31-103). The Regulation 45-106 has been restructured so that the prospectus exemptions are in Part 2 and the registration exemptions are in Part 3. The registration exemptions in Part 3 will no longer be available six months after the coming into force of Regulation 31-103. A subset of these registration exemptions is included in Regulation 31-103.

Regulation 45-102 and Policy Statement 45-102

The amendments to the Regulation 45-102 and Policy Statement 45-102 are designed to:

- clarify certain provisions of the Regulation 45-102 and the Policy Statement 45-102, and
- update the legending requirements where an electronic book-entry system is used or where the purchasers of securities do not receive a paper certificate from the issuer.

2. Summary of feedback received

2008 Proposal

On February 29, 2008, we published the New Materials for a 90-day comment period (the 2008 Proposal). The comment period ended on May 29, 2008. During the comment period, we received 12 written submissions on the 2008 Proposal.

We thank everyone who provided comments. Copies of the comment letters are posted on the OSC website at www.osc.gov.on.ca. Copies are also available from any CSA

member. You can find a list of the names of the commenters and a summary of the comments we received on the 2008 Proposal, together with our responses, in Appendices A and B of this Notice.

We considered all comments received and have made changes to the New Materials in response to the comments. However, as these changes are not material, we are not republishing the New Materials for a further comment period. You can find a description of the key changes we have made to the 2008 Proposal in section 3 of this Notice.

Ontario 2009 Proposal

On May 22, 2009, the Ontario Securities Commission (OSC) published amendments to the New Materials for a further 30-day comment period (the Ontario 2009 Proposal). The comment period ended on June 22, 2009. No written submissions were received during the comment period. For more information on the Ontario 2009 Proposal, see the OSC notice dated July 17, 2009 in Appendix I of this Notice (as published in Ontario).

3. Summary of changes to the 2008 Proposal

Registration exemptions

As noted above, we restructured the Regulation 45-106 so that the prospectus exemptions and registration exemptions are independent from one another. The prospectus exemptions are in Part 2 and the registration exemptions are in Part 3.

When we published the Regulation 45-106 for comment, it was anticipated that the registration exemptions in Part 3 would not be available six months after the coming into force of Regulation 31-103 in most CSA jurisdictions. Following that transition period, the registration exemptions in Part 3 would only be available where the person effecting the trade was located in British Columbia or Manitoba and not registered in any CSA jurisdiction.

After further review and consideration of the comments received, we decided to remove the availability of all registration exemptions in the Regulation 45-106 following the six-month transition period.

The British Columbia Securities Commission, the Alberta Securities Commission, the Manitoba Securities Commission, Government of the Northwest Territories - Office of the Superintendent of Securities, Government of Nunavut - Department of Justice, and Government of the Yukon Territory - Community Services have decided to provide the following dealer registration exemptions after the end of the transition period:

- accredited investor exemption,
- family, friends, and business associates exemption,
- minimum amount investment exemption, and
- offering memorandum exemption.

These dealer registration exemptions will be subject to new conditions setting out the circumstances under which they can be used. These exemptions will be set out in blanket orders to be issued by the applicable CSA member.

Saskatchewan is considering whether it will adopt this approach and will release a separate notice when it has made its decision.

As a result, after the transition period, the registration exemptions in the Regulation 45-106 will be no longer be available and all applicable registration exemptions will be located in Regulation 31-103, local instruments or local blanket orders.

See the CSA notice dated July 17, 2009 accompanying Regulation 31-103 for a further discussion regarding the registration exemptions that will be available following the implementation of Regulation 31-103.

Legending requirements

We sought specific comment on the proposed amendments to the legending requirements set out in section 2.5 of the Regulation 45-102. We received comments on the proposed legending requirements where an electronic book-entry system is used or where the purchasers of securities do not receive a paper certificate from the issuer.

After further review and consideration of these comments, we have clarified section 2.5 of the Regulation 45-102. In order to be able to resell securities under that provision, the “purchaser” of a security (rather than, specifically, the “beneficial security holder”) must have received written notice of the legending restrictions. We have clarified in the Policy Statement 45-102 that the reference to a “purchaser” of a security means the person who makes the investment decision about the acquisition of the security. In most cases, we think that the person making the investment decision will be the beneficial owner of the security. We think that the amendments to the legending requirements in the Regulation 45-102 will improve the efficiency of prospectus-exempt market transactions while still maintaining investor protection.

4. Consequential amendments

In conjunction with the New Materials, we are making consequential amendments to *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations* (Regulation 51-102) and *Regulation 33-105 respecting Underwriting Conflicts* (Regulation 33-105). In particular, we have updated various section references in Appendix A of Regulation 33-105 and a section reference to the Regulation 45-106 contained in Regulation 51-102. The consequential amendments are published with this Notice.

CSA members in some jurisdictions are also publishing a separate local notice regarding consequential amendments to certain local rules.

5. Staff notices

We intend to withdraw the following staff notices when the New Materials come into force:

- CSA Staff Notice 45-302 *Frequently Asked Questions Regarding the Resale Rules* (this notice will be withdrawn by regulators other than Québec, as the regulator in Québec did not publish this notice), and
- CSA Staff Notice 45-305 *Frequently Asked Questions Regarding Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions*.

The relevant interpretive guidance in those notices has been incorporated into Policy Statement 45-106 and Policy Statement 45-102.

We also intend to update CSA Staff Notice 45-304 *Notice of Local Exemptions Related to NI 45-106 Prospectus and Registration Exemptions*.

6. Amendments to local rules

CSA members of some jurisdictions are publishing a separate local notice regarding amendments to certain local rules. These amendments include changes to local exemptions or the repeal of local exemptions that are no longer considered necessary or appropriate.

7. Background

Anticipated costs and benefits

The CSA believe that the New Materials will, when implemented, yield benefits and reduce costs to market participants for the reasons discussed below.

(i) *Harmonized exemptions*

The Regulation 45-106 and Regulation 31-103 harmonize many of the prospectus and registration exemptions currently available across Canada. The New Materials codify exemptive relief previously granted by the CSA. They also harmonize in a national rule certain exemptions which were previously local in application. Market participants wishing to effect an exempt distribution will continue to look primarily to the Regulation 45-106 for prospectus and, until the implementation of Regulation 31-103, registration exemptions, which may simplify compliance with the applicable exemptions.

(ii) *No increase in filing and disclosure requirements*

The New Materials do not introduce any significant new filing or disclosure requirements.

(iii) *Support implementation of Regulation 31-103*

The New Materials will facilitate the implementation of Regulation 31-103. Regulation 31-103 contemplates harmonized registration requirements across all CSA jurisdictions. See the CSA notice dated February 29, 2008 requesting comment on Regulation 31-103 for a discussion of the anticipated costs and benefits of Regulation 31-103.

8. Where to find more information

The New Materials and related consequential amendments are available on websites of CSA members, including:

www.lautorite.qc.ca
www.albertasecurities.com
www.bcsc.bc.ca
www.gov.ns.ca/nssc
www.nbsc-cvmb.ca
www.osc.gov.on.ca
www.sfsc.gov.sk.ca

Questions

Please refer your questions to any of the following CSA staff:

Sylvie Lalonde (for Regulation 45-106)
 Manager, Policy Department
 Autorité des marchés financiers
 (514) 395-0337, poste 4461
sylvie.lalonde@lautorite.qc.ca

Rosetta Gagliardi (for Regulation 45-102)
Senior Policy Advisor
Autorité des marchés financiers
(514) 395-0337 ext. 4462
rosetta.gagliardi@lautorite.qc.ca

Gordon Smith
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
British Columbia Securities Commission
(604) 899-6656
gsmith@bcsc.bc.ca

Taryn Montgomery
Legal Counsel
Alberta Securities Commission
(403) 297-4968
Taryn.Montgomery@asc.ca

Tracy Clark
Legal Counsel
Alberta Securities Commission
(403) 355-4424
Tracy.Clark@asc.ca

Dean Murrison
Deputy Director, Legal/Registration
Securities Division
Saskatchewan Financial Services Commission
(306) 787-5879
Dean.Murrison@gov.sk.ca

Chris Besko
Legal Counsel - Deputy Director
The Manitoba Securities Commission
(204) 945-2561
cbesko@gov.mb.ca

Jo-Anne Matear
Assistant Manager, Corporate Finance Branch
Ontario Securities Commission
(416) 593-2323
jmatear@osc.gov.on.ca

Jason Koskela
Legal Counsel, Corporate Finance
Ontario Securities Commission
(416) 595-8922
jkoskela@osc.gov.on.ca

Robert F. Kohl (for Regulation 31-103)
Senior Legal Counsel
Registrant Regulation
Ontario Securities Commission
(416) 593-8233
rkohl@osc.gov.on.ca

Darren McKall
Senior Legal Counsel, Investment Funds
Ontario Securities Commission
(416) 593-8118

dmckall@osc.gov.on.ca

Shirley Lee
Securities Analyst
Nova Scotia Securities Commission
(902) 424-5441
leesp@gov.ns.ca

Susan Powell
Legal Counsel, Corporate Finance
New Brunswick Securities Commission
(506) 643-7697
susan.powell@nbsc-cvmnb.ca

Steve Dowling
Superintendent of Securities
Prince Edward Island
(902) 368-4552
sddowling@gov.pe.ca

Don Boyles
Program & Policy Development
Securities Commission of Newfoundland and Labrador
Government of Newfoundland & Labrador
(709) 729-4501
dboyles@gov.nl.ca

Louis Arki, Director, Legal Registries
Department of Justice, Government of Nunavut
(867) 975-6587
larki@gov.nu.ca

Donn MacDougall
Deputy Superintendent, Legal & Enforcement
Office of the Superintendent of Securities
Government of the Northwest Territories
PO Box 1320
Yellowknife, NT X1A 2L9
Tel: (867) 920-8984
Fax: (867) 873-0243
E-mail: donald_macdougall@gov.nt.ca

Frederik J. Pretorius
Manager Corporate Affairs (C-6)
Dept of Community Services
Government of Yukon
(867) 667-5225
Fred.Pretorius@gov.yk.ca

July 17, 2009

Appendix A**List of Commenters**

1.	Ogilvy Renault
2.	European Investment Bank
3.	Carevest Capital Inc.
4.	Canadian Life and Health Insurance Association Inc.
5.	ACPM/ACARR
6.	Fraser Milner Casgrain LLP
7.	Gowlings
8.	Borden Ladner Gervais
9.	Stikeman Elliott
10.	Morbank Financial Inc.
11.	Osler Hoskin Harcourt LLP
12.	Davies Ward Phillips & Vineberg LLP

Appendix B

Summary of Comments and CSA Responses Draft Regulation 45-106 respecting Prospectus And Registration Exemptions (Regulation 45-106) Draft Regulation 45-102 respecting Resale of Securities (Regulation 45-102)

Table of Contents

1. General Comments

1. General support for the amendments to Regulation 45-106 as published
2. General concern regarding the amendments to Regulation 45-106 as published

2. Specific Comments from Industry

1. Section 2.9 of OSC Rule 45-501 *Ontario Prospectus and Registration Exemptions* (OSC Rule 45-501) and Status of the capital accumulation plan (CAP) exemption
2. Accurate cross references to defined terms in other legislation
3. Exemptions for traditional life insurance contracts

3. Regulation 45-106 Comments

1. General comments regarding the application of Draft *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements* (Regulation 31-103) to Regulation 45-106
2. Section 1.1 - Definition of “accredited investor” in paragraph (q)
3. Section 1.1 - Definition of “accredited investor” in paragraph (t)
4. Section 1.1 - Addition of master trust to the definition of “accredited investor”
5. Section 1.1 - Definition of “approved credit rating”
6. Section 1.1 - Definition of “founder”
7. Section 2.4 - Private issuer: Addition of category of persons
8. Section 2.4 - Private issuer: Correction of cross-references

9. Sections 2.4 & 3.4 Private issuer: Addition of transactions
10. Section 2.7 - Founder, control person and family - Ontario: Addition of category of persons
11. Section 2.8 - Affiliates: Addition of affiliates of the issuer
12. Section 2.14 - Securities for debt: Addition of non-reporting issuers
13. Section 2.22 - Definition of "consultant": Addition of category of persons
14. Section 2.32 - Distribution to lender by control person for collateral: Expansion of exemption
15. Section 2.34 - Specified debt: Addition of category of entities
16. Sections 2.36 & 3.36 - Mortgages: Exclusion of Alberta to trade syndicated mortgages
17. Subsection 6.1(2) - Report of exempt distribution: Inconsistencies with Form 45-106F1 (45-106F1) and request for policy reasons
18. Appendix A - Revisions to cross references

4. Policy Statement 45-106

1. Subsection 4.2(3) - Business combination and reorganization - exchangeable shares: Clarification required

5. Form 45-106F2 Comments

1. Item 3.1 - Compensation and securities held: Addition of related party
2. Item 8 - Other Material Facts: Clarification required
3. Part B - Financial Statements - General: Audited financial statement requirement

6. Regulation 45-102 Comments

1. Subsections 2.5(2) & 2.5(3) - Restricted Period: Concern with the legend requirements
2. Subparagraph 2.5(2)(3)(i) - Restricted Period: Prescribed legend for non-reporting issuers
3. Subparagraph 2.5(2)5 & 2.5(2)6 - Restricted Period: Policy reason for requirements
4. Subsections 2.8(4) & 2.8(5) - Exemption for a Trade by a Control Person: Time frame for trades
5. Sections 2.10, 2.11 & 2.12 - Exemptions for Specific Transactions: Resale requirements
6. Section 2.14 - First Trades in Securities of a Non-Reporting Issuer Distributed Under a Prospectus: Test requirements

#	Theme	Comments	Responses
1. GENERAL COMMENTS			
1.	General support for the amendments to Regulation 45-106 as published	Three commenters expressed general support for harmonizing the exemptions and improving the quality and transparency of securities distributed in the exempt markets.	We thank the commenters for their support.
2.	General concern for the amendments to Regulation 45-106 as published	Two commenters expressed concern that significant portions of securities regulation in Canada are not harmonized. A commenter stated that the amendments contain intricate legal drafting to accommodate the different philosophical views regarding registration reform adopted by certain jurisdictions, such as British Columbia and Manitoba.	We have harmonized our approach to the registration exemptions located in Part 3 of Regulation 45-106. For a discussion of any different philosophical views regarding registration reform, please refer to the responses in the summary of comments for <i>Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions</i> (Regulation 31-103).
2. SPECIFIC COMMENTS FROM INDUSTRY			
1.	Section 2.9 of OSC Rule 45-501 <i>Ontario Prospectus and Registration Exemptions</i> (OSC Rule 45-501) and Status of the capital accumulation plan (CAP) exemption	One commenter asked why section 2.9 of OSC Rule 45-501 is an Ontario only rule and not a national instrument. Two commenters asked about the status of the CAP exemption, which was last published in October 2005 and was intended to become part of Regulation 45-106. Both commenters urged the CSA to finalize the CAP exemption and incorporate it into Regulation 45-106.	The proposed prospectus and registration CAP exemption was not incorporated into draft Regulation 45-106 (nor was the corresponding registration CAP exemption incorporated into draft Regulation 31-103). The CSA will proceed with the proposed CAP exemptions as a separate initiative.
2.	Accurate cross references to defined terms in other legislation	One commenter recommended that the CSA adopt procedures to ensure that the cross references to defined terms in other legislation remain up-to-date.	We regularly review and update cross references to defined terms in other legislation.

#	Theme	Comments	Responses
3.	Exemptions for traditional life insurance contracts	One commenter indicated that sections 2.39 and 3.39 provide exemptions for “variable insurance contracts”. The commenter advised, however, that deferred annuity individual variable insurance contracts with at least a 75 per cent guarantee and insurance company issued annuity contracts are excluded from the definition of “security” in various provincial securities legislation. The commenter strongly recommended that, going forward, the traditional exemptions for life insurance contracts continue to be set out in the definition of a “security”.	Amendments to the definition of “security” are beyond the scope of this project.
3. Regulation 45-106 COMMENTS			
1.	General comments regarding the application of draft Regulation 31-103 to Regulation 45-106	<p>Once commenter made the following statements regarding the application of draft Regulation 31-103 to Regulation 45-106:</p> <p>i. Regulation 31-103 gives persons 6 months from the date when Regulation 31-103 comes into force to apply for the appropriate category of registration. In certain circumstances, the registration requirements under Regulation 31-103 will not apply to persons who apply within the 6-month period until their registration is either accepted or rejected. If Regulation 45-106 comes into force 6 months from the date when Regulation 31-103 comes into force, there may be a gap in the timeframe between the removal of the registration exemptions in Regulation 45-106 and the registration of certain persons under Regulation 31-103, which may leave them with no exemptions to rely upon until their registration is accepted or rejected.</p> <p>ii. Given that the restrictions on the availability of Part 3 of Regulation 45-106 will not take effect until 6 months from the date when Regulation 31-103 comes into force, section 6.6 should also take effect 6 months from the date when Regulation 31-103 comes into force because a person in British Columbia relying on a registration exemption would still be operating under the current framework of Regulation 45-106 until such time.</p>	<p>i. We think that the 6 month transition period provides a sufficient amount of time for certain persons to apply for the appropriate category of registration.</p> <p>ii. We agree and have revised section 6.6 of Regulation 45-106 to address this comment. We have moved section 6.6 to Regulation 31-103. Please see Regulation 31-103.</p>

#	Theme	Comments	Responses
		<p>iii. The application of Part 3 is proposed to be restricted only to British Columbia and Manitoba after 6 months from the date when Regulation 31-103 comes into force, but it appears that section 3.03 will also continue to apply in New Brunswick. Query whether New Brunswick should be referred to in Part 1 - Introduction of Policy Statement 45-106.</p> <p>iv. Given the proposed registration trigger under Regulation 31-103, query whether the commentary in section 3.2 of Policy Statement 45-106 (Soliciting purchasers – Newfoundland and Labrador and Ontario) should be retained. If it is retained, the wording should conform to the rules regarding the proposed registration trigger that will be contained in Regulation 31-103.</p>	<p>iii. The last publication for comment included a notwithstanding clause that dealt with this issue. The notwithstanding clause stated that despite the application of the registration exemptions, the “business trigger” exemption applied in B.C. and New Brunswick. The registration exemptions in Part 3 never were proposed to apply in New Brunswick.</p> <p>We have relocated section 3.03 to Regulation 31-103.</p> <p>iv. We do not think that it is necessary to revise section 3.2 of the Policy Statement at this time. The commentary will continue to be relevant during the transition period when the registration exemptions in Regulation 45-106 continue to be available in Ontario and Newfoundland and Labrador.</p>
2.	Section 1.1 - Definition of “accredited investor” in paragraph (q)	<p>One commenter stated that the CSA should review paragraph (q) in the definition of “accredited investor” because of the proposed registration trigger and other amendments to the registration requirements under the draft Regulation 31-103. The commenter noted that this paragraph should contemplate persons exempt from registration under the securities legislation of a foreign jurisdiction.</p> <p>Two commenters requested that the Ontario Securities Commission (OSC) to remove the carve-out for Ontario in the definition of “accredited investor” in subparagraph (q)(ii). This subparagraph provides that an accredited investor is defined as a person acting on behalf of a fully-managed account managed by that person if that person “in Ontario, is purchasing a security that is not a security of an investment fund.”</p>	<p>We have reviewed paragraph (q) in the definition of “accredited investor”. This paragraph already contemplates persons exempt from registration under the securities legislation of a foreign jurisdiction because it includes the words “authorized to carry on business”.</p> <p>The OSC remains concerned with the potential indirect distribution of private hedge and pooled funds to retail investors under subparagraph (q)(ii) of the definition of “accredited investor” and, as a result, the OSC will maintain the Ontario carve-out for securities of investment funds.</p>
3.	Section 1.1 -	One commenter believes that paragraph (t) in the definition of “accredited	We do not agree that it is necessary to revise this paragraph and do not think that

#	Theme	Comments	Responses
	Definition of “accredited investor” in paragraph (t)	<p>investor” contains a drafting error. The commenter asked if the phrase immediately after “all of the owners of interests” reading “direct, indirect or beneficial” should read “direct, indirect <u>and</u> beneficial”.</p> <p>Another commenter expressed concern that the words “direct, indirect or beneficial” are unintentionally over-broad and may result in confusion or unintended results. The commenter believes that the exemption should allow any person, which itself qualifies as an accredited investor, to establish a wholly-owned subsidiary through which it may make an investment in reliance on this exemption. The wholly-owned subsidiary currently does not qualify under any other paragraph in the definition of “accredited investor”, or, as a result of the restriction in section 2.3(5), it cannot rely upon paragraph (m) of this definition. This commenter suggested that the paragraph be redrafted as follows: “<i>a person in which all of the equity owners, except the voting securities required by law to be owned by directors, are accredited investors</i>” because this wording is consistent with Rule 501(a)(8) of Regulation D under the United States <i>Securities Act</i> of 1933.</p>	the words “direct, indirect or beneficial” are unintentionally overbroad. All of the owners contemplated in this exemption are required to be accredited investors regardless of their ownership interest.
4.	Section 1.1 - Addition of master trust to the definition of “accredited investor”	Two commenters believe that master trusts should be entitled to the same exemptive relief as the pension plans themselves. Both commenters urged the CSA to recognize that master trusts, which are vehicles established pursuant to income tax legislation to allow registered pension funds to manage their assets more efficiently, be added to the definition of “accredited investor”.	We do not think that any changes to the definition of “accredited investor” are needed at this time. We note that other paragraphs of the definition of “accredited investor”, or other prospectus and registration exemptions in Regulation 45-106, may apply to a master trust depending on the circumstances.
5.	Section 1.1 - Definition of “approved credit rating”	One commenter stated that the definition of “approved credit rating”, which refers to <i>Regulation 81-102 respecting Mutual Funds</i> (Regulation 81-102), has caused difficulties for the distribution of commercial paper because the definition of an “approved credit rating” in Regulation 81-102 requires, among other things, that (a) the rating assigned must be “at or above” certain ratings, and (b) the security must not have been assigned a rating by any “approved credit rating organization” that is not an “approved credit rating”. The commenter further stated that the requisite thresholds in Regulation 45-106 are not equivalent among the rating	CSA Consultation Paper 11-405 <i>Securities Regulatory Proposals Stemming from the 2007-08 Credit Market Turmoil and its Effect on the ABCP Market in Canada</i> was published for comment on October 6, 2008. The comment period ended on February 16, 2009. As part of a separate project, we are considering the comments received for any possible amendments to the definition of “approved credit rating” or to certain exemptions.

#	Theme	Comments	Responses
		agencies and correlation among ratings are imperfect; as a result, issuers have had to obtain exemptive relief in order to distribute commercial paper that has been assigned the requisite approved credit rating by at least one approved credit rating agency. The commenter urged the CSA to amend the definition to make the exemption available where a rating at or above the designated approved credit rating is issued by one of the approved credit rating agencies or any of their successors.	
6.	Section 1.1 - Definition of "founder"	One commenter believes that the definition of "founder" is problematic in that at the time of incorporation, the founder is not actively involved in the issuer's business because the issuer is not carrying on a business. The commenter recommended that the CSA change the definition as follows: "...founding, organizing or substantially reorganizing the business of the issuer <i>at the time of the trade</i> ".	We do not agree that it is necessary to revise the definition of "founder". We refer the commenter to section 2.4 of Policy Statement 45-106 (Founder) which provides further guidance.
7.	Section 2.4 - Private issuer: Addition of category of persons	One commenter appreciated the addition of "an employee of the issuer or an affiliate of the issuer" to paragraph 2.4(2)(b). However, the commenter asked that the CSA expand this new category by adding " <i>a director and officer of an affiliate of the issuer</i> " to this paragraph.	We agree with the recommendation and have revised paragraph 2.4(2)(b) of Regulation 45-106 to address this comment.
8.	Section 2.4 - Private issuer: Correction of cross-references	One commenter indicated that paragraphs 2.4(2)(j) and 2.4(2)(k) should refer to paragraph (i) instead of paragraph (h).	We have revised the applicable paragraphs in subsection 2.4(2) of Regulation 45-106 to address this comment.
9.	Sections 2.4 & 3.4 Private issuer: Addition of transactions	One commenter suggested that the CSA expand the private issuer exemption by adding a paragraph to include not only going private transactions but also any type of transaction, including takeover bids or reorganizations, resulting in the securities of the issuer, other than non-convertible debt securities, being owned solely by the persons listed in subsections 2.4(2) or 3.4(2). The commenter also stated that the guidance in Policy Statement 45-106 should be sufficiently broad so as not to preclude such an interpretation of this proposed amendment.	The word "transaction" in this proposed amendment is not limited to going private transactions. The text is sufficiently broad to capture the types of transactions contemplated in this comment.

#	Theme	Comments	Responses
10.	Section 2.7 - Founder, control person and family - Ontario: Addition of category of persons	Two commenters asked the CSA to expand subsection 2.7(c) by adding grandchildren.	We agree with the recommendation and have revised subsection 2.7(c) to address this comment.
11.	Section 2.8 - Affiliates: Addition of affiliates of the issuer	One commenter asked the CSA to expand the exemption in section 2.8 to facilitate transfers among affiliates by adding wording as follows: "The prospectus requirement does not apply to a distribution by an issuer of a security of its own issue <i>or of an affiliate of the issuer to another affiliate of the issuer that is purchasing as principal.</i> "	We do not propose to expand the scope of the exemption in section 2.8 to include securities of affiliates at this time.
12.	Section 2.14 - Securities for debt: Addition of non-reporting issuers	One commenter stated that the securities for debt exemption should not be restricted to reporting issuers and recommended that the CSA expand the exemption to include non-reporting issuers. The commenter added that non-reporting issuers must find another exemption for the purposes of making a distribution to creditors. Another exemption may not be available or may involve the filing of a report of exempt distribution and the payment of fees, which may place an undue financial burden on non-reporting issuers.	We do not propose to expand the securities for debt exemption to include non-reporting issuers. We have restricted this exemption to reporting issuers because we are able to review the use of this exemption in light of the financial statements that reporting issuers are required to file through SEDAR.
13.	Section 2.22 - Definition of "consultant": Addition of category of persons	One commenter suggested that the CSA expand paragraph (e) of the definition of "consultant" by adding " <i>an executive officer or director of the consultant</i> " in order to be consistent with the introductory wording of the definition of "consultant".	We agree with the comment and have revised paragraph (e) of section 2.22 of Regulation 45-106 to address this comment.
14.	Section 2.32 - Distribution to lender by control person for	One commenter recommended that the CSA expand section 2.32 to allow for the distribution of securities from the holdings of a control person for a bona fide debt of the control person <i>or of the issuer</i> . This change would provide greater flexibility and is consistent with most personal property security legislation in Canada, which	We do not propose to expand the exemption in section 2.32 of Regulation 45-106. The intent and substance of personal property security legislation is significantly different from that of securities legislation.

#	Theme	Comments	Responses
	collateral: Expansion of exemption	provides that a debtor includes a person who pledges collateral to secure a debt of another person.	
15.	Section 2.34 - Specified debt: Addition of category of entities	One commenter acknowledged that section 2.34 allows certain permitted supranational agencies and foreign government guaranteed debt securities with approved credit ratings to benefit from the prospectus exemption. However, the commenter asked that the CSA expand the category of entities by adding foreign government-owned institutions.	We do not propose to expand section 2.34 of Regulation 45-106 to permit distributions of debt securities of, or guaranteed by, foreign government-owned institutions. We do not think that foreign government ownership of an institution is itself a sufficient factor warranting exempt treatment. We note that debt securities guaranteed by a foreign government with an approved credit rating may be distributed under this exemption.
16.	Sections 2.36 & 3.36 - Mortgages: Exclusion of Alberta to trade syndicated mortgages	One commenter asked why registered or licensed mortgage brokers/dealers in Alberta will no longer benefit from the prospectus and registration exemptions to trade in syndicated mortgages as stipulated in subsections 2.36(3) and 3.36(3).	Alberta Securities Commission (ASC) staff became aware that the use of the mortgages exemption had expanded beyond the scope of the original policy rationale underlying this exemption. As a result, ASC staff were concerned that the distribution of securities in connection with syndicated mortgages was, essentially, unregulated. Please note that mortgage brokers/dealers who deal in syndicated mortgages currently have, and will continue to have, access to a variety of other exemptions under which they may distribute debt obligations that are associated with syndicated mortgages (e.g. accredited investor, offering memorandum, minimum amount, etc
17.	Subsection 6.1(2) - Report of exempt distribution: Inconsistencies with Form 45-106F1 and request for policy reasons	One commenter believes that there are inconsistencies between subsection 6.1(2) and Form 45-106F1. Inconsistencies cited include: <ul style="list-style-type: none"> • subsection 6.1(2) requires a report of exempt distribution to be filed where the distribution takes place; • instruction #1 in Form 45-106F1 states that if a distribution is made in more than one jurisdiction, the issuer or underwriter must complete a single report identifying all purchasers and file that report in each of the jurisdictions where the distribution is made; and • item 7 of Form 45-106F1 states the table must be completed for each Canadian and each foreign jurisdiction where purchasers of securities reside. 	We do not agree that the language in subsection 6.1(2) and Form 45-106F1 results in inconsistencies. A report of exempt distribution is not required to be filed in a Canadian jurisdiction if no distribution has taken place in that jurisdiction. Therefore, we have not revised either Regulation 45-106 or Form 45-106F1.

#	Theme	Comments	Responses
		<p>Two commenters considered the requirements of subsection 6.1(2) of Regulation 45-106 and Form 45-106F1 and questioned whether it is appropriate to require disclosure of purchasers outside of the local jurisdiction in which the Form 45-106F1 is filed. In particular:</p> <ul style="list-style-type: none"> • One commenter considered the example of a foreign issuer carrying out a private placement in various foreign jurisdictions, including Canada. By virtue of Instruction #1 and Item 7 of Form 45-106F1, the foreign issuer would be required to disclose information regarding each foreign purchaser to each applicable Canadian regulator in the jurisdictions where a distribution took place. The commenter asked the CSA to explain the policy reason for requiring disclosure about purchasers who do not have any connection to the exempt distribution that takes place in a Canadian jurisdiction. • One commenter expressed concern that, although Schedule 1 to Form 45-106F1 (which contains the list of purchasers) is not made public, freedom of information legislation in certain jurisdictions may require that such information be made available to the public if requested. As a result, submitting a common Form 45-106F1 report across jurisdictions may increase the likelihood of a purchaser's identity being divulged to the public. The commenter recommended that the CSA retain the permissive wording currently in Instruction #1 to 45-106F1 and not adopt the proposed wording. 	<p>We require information about distributions that occur in Canadian jurisdictions for compliance purposes regardless of where the purchasers are resident. To determine whether it needs to file a report, an issuer must determine if a distribution has occurred in the local jurisdiction; it may make this determination by referring to the securities legislation of the local jurisdiction. The issuer must also determine if the exemption it is using is one that requires a report be filed.</p> <p>We acknowledge the comment; however, it is important that the securities regulator or regulatory authority in each Canadian jurisdiction involved in an exempt distribution for which a Form 45-106F1 is required have information regarding related distributions in other Canadian jurisdictions.</p>
18.	Appendix A - Revisions to cross references	One commenter advised that in British Columbia the definition of "life insurance" is currently contained in the <i>Financial Institutions Act</i> (British Columbia) and not the <i>Insurance Act</i> (British Columbia). The same commenter advised that in Ontario the definition of "life insurance" is now made by way of Superintendent Order and is not contained in section 1 of the <i>Insurance Act</i> (Ontario).	We have revised Appendix A to address this comment.

#	Theme	Comments	Responses
4. POLICY STATEMENT 45-106			
1.	Subsection 4.2(3) - Business combination and reorganization - exchangeable shares: Clarification required	One commenter recommended that the CSA change the last sentence of this subsection to read as follow: "Accordingly, additional exemptive relief is not warranted in circumstances where <i>the original transaction was completed in reliance on these exemptions.</i> " The commenter believes that this change will prevent confusion as to whether the exemption is available for an exchange of exchangeable shares that occurs after the original transaction.	We agree with the recommendation and have revised subsection 4.2(3) of Policy Statement 45-106 to address this comment.
5. FORM 45-106F2 COMMENTS			
1.	Item 3.1 - Compensation and Securities Held: Addition of related party	One commenter disagrees with the addition of compensation paid by a related party to certain named persons in the table of Item 3.1. The commenter stated that such disclosure may not be relevant information needed by a potential investor to make an informed investment decision unless the issuer is indirectly paying the compensation. The commenter further stated that the current wording suggests the issuer will now have to disclose compensation paid by a grandparent to certain named persons in an unrelated family venture, or by a company controlled by a director of the issuer that is unrelated to the issuer and its business. The commenter recommended that the CSA limit the wording by requiring disclosure of compensation paid directly or indirectly by the issuer or by a related party if the issuer receives a direct benefit from such compensation.	We have added guidance in the instructions to the form to address this comment.
2.	Item 8 - Other Material Facts: Clarification required	One commenter stated that the disclosure required by the other items in Form 45-106F2 is comprehensive and captures all that should be necessary to disclose in an offering memorandum, and that any information that would be stated in the new Item 8 would already be disclosed under one of the other items. The commenter added that Item 14 requires an issuer to include a certificate stating: "This offering	We have addressed this comment by eliminating Item 8 from Form 45-106F2. We have, however, added guidance in the instructions indicating that particulars of any material facts, which have not been disclosed under any of the Item numbers and for which failure to disclose would constitute a misrepresentation in the offering memorandum must be included.

#	Theme	Comments	Responses
		<p>memorandum does not contain a misrepresentation.” The commenter asked the CSA to clarify what additional information is required by Item 8 and if it is a mandatory disclosure item.</p>	
3.	Part B - Financial Statements - General: Audited financial statement requirement	<p>One commenter disagrees with the CSA’s proposed amendment to add an audit requirement as now stipulated in Part B.9 for those issuers that have not completed one financial year, or have a financial year end less than 120 days from the date of the offering memorandum as described in Part B.3. Reasons cited include:</p> <ul style="list-style-type: none"> • If an issuer has not completed one financial year, the financial statements included in the offering memorandum should be unaudited interim financial statements. <i>Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations</i> (Regulation 51-102) allows reporting issuers to file unaudited interim financial statements on Sedar. The same requirement should apply to non-qualifying issuers. • The new audit requirement will only apply to non-qualifying issuers as this amendment has not been made to Form 45-106F3 <i>Offering Memorandum for Qualifying Issuers</i>. Non-qualifying and qualifying issuers should be subject to the same financial statement requirements and the proposed amendment is unfairly prejudicial to non-qualifying issuers. • Audited interim financial statements will greatly increase the cost of preparing an offering memorandum for non-qualifying issuers and will limit their ability to access the market in a timely manner because of the increased 	<p>We acknowledge the comment, but do not agree. An issuer has to file audited financial statements in conjunction with its going public transaction, even if it has not completed one financial year. When the issuer becomes a reporting issuer, it then becomes subject to continuous disclosure obligations under Regulation 51-102. Although Regulation 51-102 allows this issuer to file unaudited interim financial statements, Regulation 51-102 requires it to file audited annual financial statements.</p> <p>Similar to the above response, an issuer is required to file audited financial statements to become a qualifying issuer and is subsequently required to file audited financial statements on a yearly basis.</p> <p>We acknowledge that there are costs associated with conducting an audit. However, an issuer that has completed a financial year is currently required to provide audited financial statements in an offering memorandum. Therefore, issuers that have not completed a financial year should be treated the same as those that have completed a financial year. We think that this is the most equitable treatment.</p> <p>We maintain that it would be relatively inexpensive for a single purpose entity with no operation history or assets to obtain an audit.</p>

#	Theme	Comments	Responses
		<p>cost and time required to involve an auditor.</p> <ul style="list-style-type: none"> Many issuers using this Form are single purpose entities, such as limited partnerships, incorporated or organized immediately prior to the distribution and have no operational history or assets at the distribution date. The financial statements included in the offering memorandum for those issuers are nil financial statements and do not convey any material information to a prospective purchaser. The commenter requested the CSA to exempt such nil financial statements from the audit requirement. The CSA Notice stated that the changes to the financial statement requirements were clarifying changes to make the requirements more consistent with Regulation 51-102. The commenter stated that the new audit requirement is more than just a “clarifying change”. 	<p>We think that the changes to the financial statement requirements are more consistent with Regulation 51-102. As stated, an issuer that carries out a transaction to become a reporting issuer must file audited financial statements and is subsequently required to produce audited annual financial statements.</p>
6. Regulation-45-102 COMMENTS			
1.	Subsections 2.5(2) & 2.5(3) - Restricted Period: Concern with the legend requirements	<p>One commenter expressed concern with the CSA’s approach to legending requirements which is to make them a condition of resale rather than a condition of the exempt distribution. The commenter believes that an issuer has no incentive to ensure compliance with the legend requirements or the resale restrictions other than in response to pressure from prospective investors; as a result, the investor will bear the risk of the issuer’s failure to incorporate a legend.</p> <p>Two commenters recommended eliminating the legend requirement because it is difficult to comply with practically and operationally. Both commenters noted that it may be difficult or impossible for issuers to deliver written notification of resale</p>	<p>We acknowledge the comment but we do not propose to change the model for legending requirements. A legend may not be appropriate when securities sold under a prospectus exemption are never intended to leave the closed system.</p> <p>We continue to maintain that a legend is the most practical manner for providing certainty as to the applicable hold periods and of providing more effective regulation of the exempt market. We have provided issuers with alternative</p>

#	Theme	Comments	Responses
		<p>restrictions to beneficial purchasers, such as in circumstances where securities are dematerialized, uncertificated or in global form only.</p> <p>Specific concerns cited by the commenters include:</p> <ul style="list-style-type: none"> • how an issuer would deliver notice to a beneficial owner where an investment manager is purchasing the securities for a fully managed account since in these circumstances the beneficial owner will never see a disclosure document or trade confirmation; • if the beneficial owner does not receive notice from the issuer, then the beneficial owner's securities will effectively be subject to a permanent hold; and • that the proposed notification requirements will unduly hamper the efficient transfer, trading and settlement of securities and interests in securities through electronic settlement facilities. 	<p>methods for satisfying the legending requirements. For example, providing written notice of the legend restriction notation to the purchaser in a subscription agreement or offering memorandum, or including the legend restriction notation in an ownership statement issued under a direct registration system or other electronic book-entry system delivered directly to the purchaser are alternative methods of satisfying the written notice requirement. Please refer to section 1.6 of Policy Statement 45-102.</p> <p>We agree with the comment and have clarified that the manager of a fully managed account may be substituted for the beneficial owner (which now reads as purchaser) in Item 2.5(2)3.1.</p> <p>The purchaser may request written notice from the issuer. The issuer may also provide written notice of the legend restriction or place a legend on a securities certificate subsequent to the sale of the securities. The issuer must do so before the purchaser can sell his securities.</p> <p>We do not think that the written notification requirement will unduly hamper the efficient transfer, trading and settlement of securities because the notice requirement is a separate process from those transactions conducted through the electronic settlement facilities.</p>

#	Theme	Comments	Responses
		<p>These commenters proposed that changing the requirement to deliver the notice to the “purchaser” rather than the “beneficial owner” as a way to address delivery concerns. Both commenters supported approaches where the issuer could provide notice of applicable resale restrictions to “purchasers” through a subscription agreement, offering documentation or other disclosure.</p> <p>One commenter stated that trading of securities before the expiry of the restricted period would be more appropriately addressed through the facilities of the electronic system where transfer and settlement takes place, as opposed to the proposed paper-based notification model in Regulation 45-102. The commenter cites technological options such as separate CUSIP number identification or specific designations or markers used by intermediaries in other jurisdictions.</p> <p>Two commenters proposed that Regulation 45-102 be revised to clearly permit removal of a legend from a certificate, or the exchange of a legended certificate for a replacement certificate without a legend, upon expiry of the restricted period referred to in the legend.</p> <p>One commenter stated that the exemption from legending / notification requirements for trades of underlying securities in subsection 2.5(3) is vague does not adequately account for the various ways that securities may be issued in Canada (which may be dematerialized, uncertificated or certificated). The commenter proposed that the exemption from the legending / notification requirements in Items 3 and 3.1 of subsection 2.5(3) apply to a trade of an underlying security that is issued on a date at least four months after the distribution date, regardless of the date of issuance of a security certificate or delivery of written notification in respect of the underlying security.</p>	<p>We agree with the comment and have changed “beneficial owner” to “purchaser”. We have also provided guidance as to what we mean by purchaser in Policy Statement 45-102. Specifically, we think that the purchaser is the person who makes the investment decision about the acquisition of a security. We have clarified that the notice requirement may be satisfied in a variety of ways. Please see section 1.6 of Policy Statement 45-102.</p> <p>As indicated in section 1.6 of Policy Statement 45-102, we encourage issuers to assist purchasers of restricted securities with compliance with the resale restrictions in Item 2 of subsection 2.5(2). This may include assigning a separate CUSIP or ISIN number to the security for the duration of the restricted period in the direct registration or electronic book-entry system in which that security is entered. We do not propose to mandate the assignment of a separate CUSIP or ISIN number to restricted securities because not all direct registration or book-entry systems are able to accommodate this request.</p> <p>We acknowledge the comment and added guidance in section 1.7 of Policy Statement 45-102. Regulation 45-102 does not preclude an issuer or its transfer agent from removing a legend after the expiry of the restricted period referred to in the legend, after the requirements in subsection 2.5(2)(3) are satisfied</p> <p>We have clarified subsection 2.5(2)(3). Please see subsection 2.5(2)(3).</p>

#	Theme	Comments	Responses
2.	Subparagraph 2.5(2)3(ii) - Restricted Period: Prescribed legend for non-reporting issuers	One commenter submitted that the prescribed legend for non-reporting issuers in subsection 2.5(2) is not an accurate statement of the restricted period that will apply in most cases and asked the CSA to review this subsection. The commenter cited as an example that if a private company files a prospectus in one of the jurisdictions listed in Appendix B of Regulation 45-102, and the shareholder of the securities has held the securities for at least 4 months and a day prior to the filing of the prospectus, the shareholder's securities will be freely tradeable immediately following the filing of the prospectus by virtue of section 2.7 of Regulation 45-102. Therefore, in this circumstance the statement in the legend that there will be an additional four month restricted period is incorrect.	We reviewed this subsection and we disagree with the commenter's interpretation. Section 2.7 provides an exemption from Item 1 of subsection 2.5(2) if the issuer becomes a reporting issuer after the distribution date by filing a prospectus in a jurisdiction listed in Appendix B and is a reporting issuer in a jurisdiction of Canada at the time of the trade. Therefore, when an issuer satisfies the requirements in section 2.7, the requirement to have been a reporting issuer in a jurisdiction of Canada for the four months immediately preceding the trade does not apply. The prescribed language for the legend in subparagraph 2.5(2)3(ii) addresses this situation in that the opening words state: " <i>Unless permitted under securities legislation...</i> ".
3.	Paragraphs 2.5(2)5 & 2.5(2)6 - Restricted Period: Policy reason for requirements	One commenter questioned whether there remains a policy reason to retain the requirements in paragraphs 2.5(2)5 and 2.5(2)6. The commenter cited as an example that if a shareholder acquires 6% of an issuer's shares in the market and a further 2% by way of a private placement, the effect of these paragraphs is that the shareholder will be subject to different resale rules for its entire 8% position. The shareholder may only sell up to 6% in a block trade involving an extraordinary commission, and would be required to rely upon a different method to dispose of the remaining 2%.	We do not propose to remove conditions 5 and 6 from subsection 2.5(2). We continue to think that these conditions are appropriate. Please see section 1.8 of Policy Statement 45-102.
4.	Subsections 2.8(4) & 2.8(5) - Exemption for a Trade by Control Person: Time frame for trades	One commenter stated that, given the effect of the proposed amendments to section 2.8, the requirement that a control person must wait seven days from filing of a Form 45-102F1 before effecting a trade is unduly restrictive. The commenter proposed a wait period of two days instead.	We continue to think that a seven-day waiting period for trades by a control person is necessary to give the market sufficient time to absorb the information.
5.	Sections 2.10, 2.11 & 2.12 - Exemptions for Specific	One commenter noted that, in certain circumstances, Regulation 45-102 prescribes a resale requirement that the issuer is "a reporting issuer in any jurisdiction of Canada", whereas in other instances (such as under section 2.10, 2.11 and 2.12) the resale requirement is that the issuer is a "reporting issuer". The commenter	We do not propose to broaden the provisions as requested at this time. We will continue to review discretionary relief applications on a case-by-case basis where these exemptions are not available.

#	Theme	Comments	Responses
	Transactions: Resale requirements	questioned the policy rationale for this discrepancy and recommended that the applicable resale conditions in sections s. 2.10, 2.11 and 2.12 be amended to add the words “in a jurisdiction of Canada” after the references to “reporting issuer”.	
6.	Section 2.14 - First Trades in Securities of a Non-Reporting Issuer Distributed Under a Prospectus Exemption: Test requirements	One commenter identified difficulties with the application of the resale exemption in subsection 2.14(1) given that foreign issuers and the Canadian purchasers of their securities in a private placement often do not know with certainty whether the percentage shareholdings and ownership tests that subsection are satisfied on the distribution date after giving effect to the completion of the distribution. The commenter asked the CSA to consider adding a new provision to Regulation 45-102 to facilitate resales by Canadian shareholders of non-Canadian non-reporting issuers outside of Canada. The commenter proposed that Canadian purchasers of securities of a foreign issuer with no connection to Canada, other than private placement sales to Canadian investors, should be allowed to resell the securities outside of Canada as long as there is “no substantial trading market” for them in Canada.	We believe that the percentage shareholdings and ownership tests in subsection 2.14(1) provide the necessary information for determining if a market for the securities exists in Canada. We think that section 1.15 of Policy Statement 45-102 provides sufficient guidance to issuers for determining whether these tests are met.

REGULATION 45-106 RESPECTING PROSPECTUS AND REGISTRATION EXEMPTIONS

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, par. (1), (3), (4), (7), (8), (10), (11), (11.1), (12), (14) and (34))

PART 1 DEFINITIONS AND INTERPRETATION

1.1. Definitions

In this Regulation

“accredited investor” means

- (a) a Canadian financial institution, or a Schedule III bank;
- (b) the Business Development Bank of Canada incorporated under the Business Development Bank of Canada Act (Statutes of Canada, 1995, c. 28);
- (c) a subsidiary of any person referred to in paragraphs (a) or (b), if the person owns all of the voting securities of the subsidiary, except the voting securities required by law to be owned by directors of that subsidiary;
- (d) a person registered under the securities legislation of a jurisdiction of Canada as an adviser or dealer, other than a person registered solely as a limited market dealer under one or both of the Securities Act (R.S.O. 1990, c. S. 5) of Ontario or the Securities Act (R.S.N.L. 1990, c. S-13) of Newfoundland and Labrador;
- (e) an individual registered or formerly registered under the securities legislation of a jurisdiction of Canada as a representative of a person referred to in paragraph (d);
- (f) the Government of Canada or a jurisdiction of Canada, or any crown corporation, agency or wholly owned entity of the Government of Canada or a jurisdiction of Canada;
- (g) a municipality, public board or commission in Canada and a metropolitan community, school board, the Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal or an intermunicipal management board in Québec;
- (h) any national, federal, state, provincial, territorial or municipal government of or in any foreign jurisdiction, or any agency of that government;
- (i) a pension fund that is regulated by the Office of the Superintendent of Financial Institutions (Canada), a pension commission or similar regulatory authority of a jurisdiction of Canada;
- (j) an individual who, either alone or with a spouse, beneficially owns financial assets having an aggregate realizable value that before taxes, but net of any related liabilities, exceeds \$1 000 000;
- (k) an individual whose net income before taxes exceeded \$200 000 in each of the 2 most recent calendar years or whose net income before taxes combined with that of a spouse exceeded \$300 000 in each of the 2 most recent calendar years and who, in either case, reasonably expects to exceed that net income level in the current calendar year;

- (l) an individual who, either alone or with a spouse, has net assets of at least \$5 000 000;
- (m) a person, other than an individual or investment fund, that has net assets of at least \$5 000 000 as shown on its most recently prepared financial statements;
- (n) an investment fund that distributes or has distributed its securities only to
- (i) a person that is or was an accredited investor at the time of the distribution;
- (ii) a person that acquires or acquired securities in the circumstances referred to in sections 2.10 [Minimum amount investment], or 2.19 [Additional investment in investment funds], or
- (iii) a person described in paragraph (i) or (ii) that acquires or acquired securities under section 2.18 [*Investment fund reinvestment*];
- (o) an investment fund that distributes or has distributed securities under a prospectus in a jurisdiction of Canada for which the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, has issued a receipt;
- (p) a trust company or trust corporation registered or authorized to carry on business under the Trust and Loan Companies Act (Statutes of Canada, 1991, c. 45) or under comparable legislation in a jurisdiction of Canada or a foreign jurisdiction, acting on behalf of a fully managed account managed by the trust company or trust corporation, as the case may be;
- (q) a person acting on behalf of a fully managed account managed by that person, if that person
- (i) is registered or authorized to carry on business as an adviser or the equivalent under the securities legislation of a jurisdiction of Canada or a foreign jurisdiction, and
- (ii) in Ontario, is purchasing a security that is not a security of an investment fund;
- (r) a registered charity under the Income Tax Act (R.S.C. 1985, c. 1 (5th Supp.)) that, in regard to the trade, has obtained advice from an eligibility adviser or an adviser registered under the securities legislation of the jurisdiction of the registered charity to give advice on the securities being traded;
- (s) an entity organized in a foreign jurisdiction that is analogous to any of the entities referred to in paragraphs (a) to (d) or paragraph (i) in form and function;
- (t) a person in respect of which all of the owners of interests, direct, indirect or beneficial, except the voting securities required by law to be owned by directors, are persons that are accredited investors;
- (u) an investment fund that is advised by a person registered as an adviser or a person that is exempt from registration as an adviser, or
- (v) a person that is recognized or designated by the securities regulatory authority or, except in Ontario and Québec, the regulator as an accredited investor;
- “AIF” means
- (a) an AIF as defined in Regulation 51-102 respecting Continuous Obligations, approved by Ministerial Order No. 2005. 2005-03 dated May 19, 2005);

(b) a prospectus filed in a jurisdiction, other than a prospectus filed under a CPC instrument, if the issuer has not filed or been required to file an AIF or annual financial statements under Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations, or

(c) a QT circular if the issuer has not filed or been required to file annual financial statements under Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations subsequent to filing a QT circular;

“approved credit rating” has the same meaning as in Regulation 81-102 Mutual Funds, adopted by the Commission des valeurs mobilières du Québec pursuant to decision No. 2001-C-0209 dated May 22, 2001;

“approved credit rating organization” has the same meaning as in Regulation 81-102 respecting Mutual Funds;

“bank” means a bank named in Schedule I or II of the Bank Act (Statutes of Canada, 1991, c. 46);

“Canadian financial institution” means

(a) an association governed by the Cooperative Credit Associations Act (Statutes of Canada, 1991, c. 48) or a central cooperative credit society for which an order has been made under section 473(1) of that Act, or

(b) a bank, loan corporation, trust company, trust corporation, insurance company, treasury branch, credit union, caisse populaire, financial services cooperative, or league that, in each case, is authorized by an enactment of Canada or a jurisdiction of Canada to carry on business in Canada or a jurisdiction of Canada;

“CPC instrument” means a rule, regulation or policy of the TSX Venture Exchange Inc. that applies only to capital pool companies, and, in Quebec, includes Policy Statement 41-601Q, Capital Pool Companies;

“debt security” means any bond, debenture, note or similar instrument representing indebtedness, whether secured or unsecured;

“director” means

(a) a member of the board of directors of a company or an individual who performs similar functions for a company, and

(b) with respect to a person that is not a company, an individual who performs functions similar to those of a director of a company;

“eligibility adviser” means

(a) a person that is registered as an investment dealer and authorized to give advice with respect to the type of security being distributed, and

(b) in Saskatchewan or Manitoba, also means a lawyer who is a practicing member in good standing with a law society of a jurisdiction of Canada or a public accountant who is a member in good standing of an institute or association of chartered accountants, certified general accountants or certified management accountants in a jurisdiction of Canada provided that the lawyer or public accountant must not

(i) have a professional, business or personal relationship with the issuer, or any of its directors, executive officers, founders, or control persons, and

(ii) have acted for or been retained personally or otherwise as an employee, executive officer, director, associate or partner of a person that has acted for or been retained by the issuer or any of its directors, executive officers, founders or control persons within the previous 12 months;

“eligible investor” means

- (a) a person whose
 - (i) net assets, alone or with a spouse, in the case of an individual, exceed \$400 000,
 - (ii) net income before taxes exceeded \$75 000 in each of the 2 most recent calendar years and who reasonably expects to exceed that income level in the current calendar year, or
 - (iii) net income before taxes, alone or with a spouse, in the case of an individual, exceeded \$125 000 in each of the 2 most recent calendar years and who reasonably expects to exceed that income level in the current calendar year,
- (b) a person of which a majority of the voting securities are beneficially owned by eligible investors or a majority of the directors are eligible investors,
- (c) a general partnership of which all of the partners are eligible investors,
- (d) a limited partnership of which the majority of the general partners are eligible investors,
- (e) a trust or estate in which all of the beneficiaries or a majority of the trustees or executors are eligible investors,
- (f) an accredited investor,
- (g) a person described in section 2.5 [Family, friends and business associates], or
- (h) a person that has obtained advice regarding the suitability of the investment and, if the person is resident in a jurisdiction of Canada, that advice has been obtained from an eligibility adviser;

“executive officer” means, for an issuer, an individual who is

- (a) a chair, vice-chair or president,
- (b) a vice-president in charge of a principal business unit, division or function including sales, finance or production, or
- (c) performing a policy-making function in respect of the issuer, other than the individuals referred to in subparagraphs (a) to (c);

“financial assets” means

- (a) cash,
- (b) securities, or
- (c) a contract of insurance, a deposit or an evidence of a deposit that is not a security for the purposes of securities legislation;

“founder” means, in respect of an issuer, a person who,

(a) acting alone, in conjunction, or in concert with one or more persons, directly or indirectly, takes the initiative in founding, organizing or substantially reorganizing the business of the issuer, and

(b) at the time of the distribution or trade is actively involved in the business of the issuer;

“fully managed account” means an account of a client for which a person makes the investment decisions if that person has full discretion to trade in securities for the account without requiring the client’s express consent to a transaction;

“investment fund” has the same meaning as in Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure, approved by Ministerial Order No. 2005-05 dated May 19, 2005;

“marketplace” has the same meaning as in National Instrument 21-101, Marketplace Operation, adopted by the Commission des valeurs mobilières du Québec pursuant to decision No. 2001-C-0409 dated August 28, 2001;

“MD&A” has the same meaning as in Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations;

“non-redeemable investment fund” has the same meaning as in Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure;

“person” includes

(a) an individual,

(b) a legal person,

(c) a partnership, trust, fund and an association, syndicate, organization or other organized group of persons, whether constituted or not as a legal person, and

(d) an individual or other person in that person’s capacity as a trustee, executor, administrator or personal or other legal representative;

“QT circular” means an information circular or filing statement in respect of a qualifying transaction for a capital pool company filed under a CPC instrument;

“qualifying issuer” means a reporting issuer in a jurisdiction of Canada that

(a) is a SEDAR filer,

(b) has filed all documents required to be filed under the securities legislation of that jurisdiction, and

(c) if not required to file an AIF, has filed in the jurisdiction,

(i) an AIF for its most recently completed financial year for which annual statements are required to be filed, and

(ii) copies of all material incorporated by reference in the AIF not previously filed;

“related liabilities” means

(a) liabilities incurred or assumed for the purpose of financing the acquisition or ownership of financial assets, or

(b) liabilities that are secured by financial assets;

“RRIF” means a registered retirement income fund as defined in the Income Tax Act;

“RRSP” means a registered retirement savings plan as defined in the Income Tax Act;

“Schedule III bank” means an authorized foreign bank named in Schedule III of the Bank Act;

“SEDAR filer” means an issuer that is an electronic filer under Regulation 13-101 respecting the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR), adopted by the Commission des valeurs mobilières du Québec pursuant to decision No. 2001-C-0272 dated June 12, 2001;

“self-directed RESP” means an educational savings plan registered under the Income Tax Act

(a) that is structured so that a contribution by a subscriber to the plan is deposited directly into an account in the name of the subscriber, and

(b) under which the subscriber maintains control and direction over the plan to direct how the assets of the plan are to be held, invested or reinvested subject to compliance with the Income Tax Act;

“spouse” means, an individual who,

(a) is married to another individual and is not living separate and apart within the meaning of the Divorce Act (R.S.C. (1985), c. 3 (2nd Supp.)), from the other individual,

(b) is living with another individual in a marriage-like relationship, including a marriage-like relationship between individuals of the same gender, or

(c) in Alberta, is an individual referred to in paragraph (a) or (b), or is an adult interdependent partner within the meaning of the Adult Interdependent Relationships Act (S.A. 2002, c. A-4.5);

“subsidiary” means an issuer that is controlled directly or indirectly by another issuer and includes a subsidiary of that subsidiary;

“TFSA” means a tax-free savings account as described in the Income Tax Act.

Interpretation of indirect interest

1.2. For the purposes of paragraph 1.1(t), in British Columbia, an indirect interest means an economic interest in the person referred to in that paragraph.

1.3. Affiliate

For the purpose of this Regulation, an issuer is an affiliate of another issuer if

(a) one of them is the subsidiary of the other, or

(b) each of them is controlled by the same person.

1.4. Control

For the purpose of this Regulation, except in Part 2, Division 4, a person (first person) is considered to control another person (second person) if

(a) the first person beneficially owns or directly or indirectly exercises control or direction over securities of the second person carrying votes which, if exercised, would entitle the first person to elect a majority of the directors of the second person, unless that first person holds the voting securities only to secure an obligation,

(b) the second person is a partnership, other than a limited partnership, and the first person holds more than 50% of the interests of the partnership, or

(c) the second person is a limited partnership and the general partner of the limited partnership is the first person.

1.5. Registration requirement

(1) An exemption in this Regulation from the dealer registration requirement, or from the prospectus requirement, that refers to a registered dealer is only available for a trade in a security if the dealer is registered in a category that permits the trade described in the exemption.

(2) In this Regulation, an exemption from the dealer registration requirement is an exemption from the underwriter registration requirement.

1.6. Definition of distribution – Manitoba

For the purpose of this Regulation, in Manitoba, “distribution” means a primary distribution to the public.

1.7. Definition of trade – Québec

For the purpose of this Regulation, in Québec, “trade” refers to any of the following activities:

(a) the activities described in the definition of “dealer” in section 5 of the Securities Act (R.S.Q., c. V-1.1), including the following activities:

(i) the sale or disposition of a security by onerous title, whether the terms of payment be on margin, installment or otherwise, but does not include a transfer or the giving in guarantee of securities in connection with a debt or the purchase of a security, except as provided in paragraph (b);

(ii) participation as a trader in any transaction in a security through the facilities of an exchange or a quotation and trade reporting system;

(iii) the receipt by a registrant of an order to buy or sell a security;

(b) a transfer or the giving in guarantee of securities of an issuer from the holdings of a control person in connection with a debt.

PART 2 PROSPECTUS EXEMPTIONS

Division 1 Capital Raising Exemptions

2.1. Rights offering

The prospectus requirement does not apply to a distribution by an issuer of a right granted by the issuer to purchase a security of its own issue to a security holder of the issuer if

(a) the issuer has given the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, prior written notice stating the date, amount, nature and conditions of the distribution, including the approximate net proceeds to be derived by the issuer on the basis of the additional securities being fully taken up,

(b) the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, has not objected in writing to the distribution within 10 days of receipt of the notice referred to in paragraph (a) or, if the regulator or securities regulatory authority objects to the distribution, the issuer has delivered to the regulator or securities regulatory authority information relating to the securities that is satisfactory to and accepted by the regulator or securities regulatory authority, and

(c) the issuer has complied with the applicable requirements of Regulation 45-101 respecting Rights Offerings, adopted by the Commission des valeurs mobilières du Québec pursuant to decision No. 2001-C- 0247 dated June 12, 2001.

2.2. Reinvestment plan

(1) The prospectus requirement does not apply to the following distributions by an issuer, or by a trustee, custodian or administrator acting for or on behalf of the issuer, to a security holder of the issuer if the distributions are permitted by a plan of the issuer:

(a) a distribution of a security of the issuer's own issue if a dividend or distribution out of earnings, surplus, capital or other sources payable in respect of the issuer's securities is applied to the purchase of the security, and

(b) a distribution of a security of the issuer's own issue if the security holder makes an optional cash payment to purchase the security of the issuer that trades on a marketplace.

(2) Subsection (1) does not apply unless the aggregate number of securities issued under the optional cash payment referred to in subsection (1)(b) does not exceed, in the financial year of the issuer during which the distribution takes place, 2% of the issued and outstanding securities of the class to which the plan relates as at the beginning of the financial year.

(3) A plan that permits a distribution described in subsection (1)(a) or (b) must be available to every security holder in Canada to which the dividend or distribution out of earnings, surplus, capital or other sources is available.

(4) Subsection (1) does not apply to a distribution of a security of an investment fund.

(5) If the security distributed under a plan described in subsection (1) is of a different class or series than the class or series of the security to which the dividend or distribution is attributable, the issuer or the trustee, custodian or administrator must have provided to each participant that is eligible to receive a security under the plan either a description of the material attributes and characteristics of the security distributed under the plan or notice of a source from which the participant can obtain the information without charge.

2.3. Accredited investor

- (1) The prospectus requirement does not apply to a distribution of a security if the purchaser purchases the security as principal and is an accredited investor.
- (2) For the purpose of this section, a trust company or trust corporation described in paragraph (p) of the definition of “accredited investor” in section 1.1 [*Definitions*] is deemed to be purchasing as principal.
- (3) Subsection (2) does not apply to a trust company or trust corporation registered under the laws of Prince Edward Island that is not registered or authorized under the Trust and Loan Companies Act or under comparable legislation in another jurisdiction of Canada.
- (4) For the purpose of this section, a person described in paragraph (q) of the definition of “accredited investor” in section 1.1 [*Definitions*] is deemed to be purchasing as principal.
- (5) This section does not apply to a distribution of a security to a person if the person was created, or is used, solely to purchase or hold securities as an accredited investor described in paragraph (m) of the definition of “accredited investor” in section 1.1 [*Definitions*].

2.4. Private issuer

- (1) In this section,
- “private issuer” means an issuer
- (a) that is not a reporting issuer or an investment fund,
 - (b) the securities of which, other than non-convertible debt securities,
 - (i) are subject to restrictions on transfer that are contained in the issuer’s constating documents or security holders’ agreements, and
 - (ii) are beneficially owned by not more than 50 persons, not including employees and former employees of the issuer or its affiliates, provided that each person is counted as one beneficial owner unless the person is created or used solely to purchase or hold securities of the issuer in which case each beneficial owner or each beneficiary of the person, as the case may be, must be counted as a separate beneficial owner, and
 - (c) that
 - (i) has distributed its securities only to persons described in subsection (2), or
 - (ii) has completed a transaction and immediately following the completion of the transaction, its securities were beneficially owned only by persons described in subsection (2) and since the completion of the transaction has distributed its securities only to persons described in subsection (2).
- (2) The prospectus requirement does not apply to a distribution of a security of a private issuer to a person who purchases the security as principal and is
- (a) a director, officer, employee, founder or control person of the issuer,
 - (b) a director, officer or employee of an affiliate of the issuer,
 - (c) a spouse, parent, grandparent, brother, sister, child or grandchild of a director, executive officer, founder or control person of the issuer,

(d) a parent, grandparent, brother, sister, child or grandchild of the spouse of a director, executive officer, founder or control person of the issuer,

(e) a close personal friend of a director, executive officer, founder or control person of the issuer,

(f) a close business associate of a director, executive officer, founder or control person of the issuer,

(g) a spouse, parent, grandparent, brother, sister, child or grandchild of the selling security holder or of the selling security holder's spouse,

(h) a security holder of the issuer,

(i) an accredited investor,

(j) a person of which a majority of the voting securities are beneficially owned by, or a majority of the directors are, persons described in paragraphs (a) to (i),

(k) a trust or estate of which all of the beneficiaries or a majority of the trustees or executors are persons described in paragraphs (a) to (i), or

(l) a person that is not the public.

(3) Except for a distribution to an accredited investor, no commission or finder's fee may be paid to any director, officer, founder or control person of an issuer in connection with a distribution under subsection (2).

2.5. Family, friends and business associates

(1) Except in Ontario, the prospectus requirement does not apply to a distribution of a security to a person who purchases the security as principal and is

(a) a director, executive officer or control person of the issuer, or of an affiliate of the issuer,

(b) a spouse, parent, grandparent, brother, sister, child or grandchild of a director, executive officer or control person of the issuer, or of an affiliate of the issuer,

(c) a parent, grandparent, brother, sister, child or grandchild of the spouse of a director, executive officer or control person of the issuer or of an affiliate of the issuer,

(d) a close personal friend of a director, executive officer or control person of the issuer, or of an affiliate of the issuer,

(e) a close business associate of a director, executive officer or control person of the issuer, or of an affiliate of the issuer,

(f) a founder of the issuer or a spouse, parent, grandparent, brother, sister, child, grandchild, close personal friend or close business associate of a founder of the issuer,

(g) a parent, grandparent, brother, sister, child or grandchild of a spouse of a founder of the issuer,

(h) a person of which a majority of the voting securities are beneficially owned by, or a majority of the directors are, persons described in paragraphs (a) to (g), or

(i) a trust or estate of which all of the beneficiaries or a majority of the trustees or executors are persons described in paragraphs (a) to (g).

(2) No commission or finder's fee may be paid to any director, officer, founder, or control person of an issuer or an affiliate of the issuer in connection with a distribution under subsection (1).

2.6. Family, friends and business associates – Saskatchewan

(1) In Saskatchewan, section 2.5 [*Family, friends and business associates*] does not apply unless the person making the distribution obtains a signed risk acknowledgement from the purchaser in the required form for a distribution to

(a) a person described in section 2.5(1) (d) or (e) [*Family, friends and business associates*],

(b) a close personal friend or close business associate of a founder of the issuer, or

(c) a person described in section 2.5(1)(h) or (i) [*Family, friends and business associates*] if the distribution is based in whole or in part on a close personal friendship or close business association.

(2) The person making the distribution must retain the required form referred to in subsection (1) for 8 years after the distribution.

2.7. Founder, control person and family – Ontario

In Ontario, the prospectus requirement does not apply to a distribution to a person who purchases the security as principal and is

(a) a founder of the issuer,

(b) an affiliate of a founder of the issuer,

(c) a spouse, parent, brother, sister, grandparent, grandchild or child of an executive officer, director or founder of the issuer, or

(d) a person that is a control person of the issuer.

2.8. Affiliates

The prospectus requirement does not apply to a distribution by an issuer of a security of its own issue to an affiliate of the issuer that is purchasing as principal.

2.9. Offering memorandum

(1) In British Columbia, New Brunswick, Nova Scotia and Newfoundland and Labrador, the prospectus requirement does not apply to a distribution by an issuer of a security of its own issue to a purchaser if

(a) the purchaser purchases the security as principal, and

(b) at the same time or before the purchaser signs the agreement to purchase the security, the issuer

(i) delivers an offering memorandum to the purchaser in compliance with subsections (5) to (13), and

(ii) obtains a signed risk acknowledgement from the purchaser in compliance with subsection (15).

(2) In Alberta, Manitoba, Northwest Territories, Nunavut, Prince Edward Island, Québec, Saskatchewan and Yukon, the prospectus requirement does not apply to a distribution by an issuer of a security of its own issue to a purchaser if

- (a) the purchaser purchases the security as principal,
- (b) the purchaser is an eligible investor or the acquisition cost to the purchaser does not exceed \$10 000,

(c) at the same time or before the purchaser signs the agreement to purchase the security, the issuer

(i) delivers an offering memorandum to the purchaser in compliance with subsections (5) to (13), and

(ii) obtains a signed risk acknowledgement from the purchaser in compliance with subsection (15),

and

(d) if the issuer is an investment fund, the investment fund is

- (i) a non-redeemable investment fund, or
- (ii) a mutual fund that is a reporting issuer.

(3) In Alberta, Manitoba, Northwest Territories, Nunavut, Prince Edward Island, Québec, Saskatchewan and Yukon, this section does not apply to a distribution of a security to a person described in paragraph (a) of the definition of "eligible investor" in section 1.1 [Definitions] if that person was created, or is used, solely to purchase or hold securities in reliance on the exemption from the prospectus requirement set out in subsection (2).

(4) No commission or finder's fee may be paid to any person, other than a registered dealer, in connection with a distribution to a purchaser in the Northwest Territories, Nunavut, Saskatchewan and Yukon under subsection (2).

(5) An offering memorandum delivered under this section must be in the required form.

(6) If the securities legislation where the purchaser is resident does not provide a comparable right, an offering memorandum delivered under this section must provide the purchaser with a contractual right to cancel the agreement to purchase the security by delivering a notice to the issuer not later than midnight on the 2nd business day after the purchaser signs the agreement to purchase the security.

(7) If the securities legislation where the purchaser is resident does not provide statutory rights of action in the event of a misrepresentation in an offering memorandum delivered under this section, the offering memorandum must contain a contractual right of action against the issuer for rescission or damages that

(a) is available to the purchaser if the offering memorandum, or any information or documents incorporated or deemed to be incorporated by reference into the offering memorandum, contains a misrepresentation, without regard to whether the purchaser relied on the misrepresentation,

(b) is enforceable by the purchaser delivering a notice to the issuer

(i) in the case of an action for rescission, within 180 days after the purchaser signs the agreement to purchase the security, or

(ii) in the case of an action for damages, before the earlier of

A) 180 days after the purchaser first has knowledge of the facts giving rise to the cause of action, or

B) 3 years after the date the purchaser signs the agreement to purchase the security,

(c) is subject to the defence that the purchaser had knowledge of the misrepresentation,

(d) in the case of an action for damages, provides that the amount recoverable

(i) must not exceed the price at which the security was offered, and

(ii) does not include all or any part of the damages that the issuer proves does not represent the depreciation in value of the security resulting from the misrepresentation, and

(e) is in addition to, and does not detract from, any other right of the purchaser.

(8) An offering memorandum delivered under this section must contain a certificate that states the following:

“This offering memorandum does not contain a misrepresentation.”

(9) If the issuer is a company, a certificate under subsection (8) must be signed

(a) by the issuer's chief executive officer and chief financial officer or, if the issuer does not have a chief executive officer or chief financial officer, an individual acting in that capacity,

(b) on behalf of the directors of the issuer, by

(i) any 2 directors who are authorized to sign, other than the persons referred to in paragraph (a), or

(ii) all the directors of the issuer, and

(c) by each promoter of the issuer.

(10) If the issuer is a trust, a certificate under subsection (8) must be signed by

(a) the individuals who perform functions for the issuer similar to those performed by the chief executive officer and the chief financial officer of a company, and

(b) each trustee and the manager of the issuer.

(10.1) If a trustee or the manager that is signing the certificate of the issuer is

(a) an individual, the individual must sign the certificate,

(b) a company, the certificate must be signed

(i) by the chief executive officer and the chief financial officer of the trustee or the manager, and

(ii) on behalf of the board of directors of the trustee or the manager, by

(A) any two directors of the trustee or the manager, other than the persons referred to in subparagraph (i), or

(B) all of the directors of the trustee or the manager,

(c) a limited partnership, the certificate must be signed by each general partner of the limited partnership as described in subsection (11.1) in relation to an issuer that is a limited partnership, or

(d) not referred to in paragraphs (a), (b) or (c), the certificate may be signed by any person with authority to act on behalf of the trustee or the manager.

(10.2) Despite subsections (10) and (10.1), if the issuer is an investment fund and the declaration of trust, trust indenture or trust agreement establishing the investment fund delegates the authority to do so, or otherwise authorizes an individual or company to do so, the certificate may be signed by the individual or company to whom the authority is delegated or that is authorized to sign the certificate.

(10.3) Despite subsections (10) and (10.1), if the trustees of an issuer, other than an investment fund, do not perform functions for the issuer similar to those performed by the directors of a company, the trustees are not required to sign the certificate of the issuer if at least two individuals who perform functions for the issuer similar to those performed by the directors of a company sign the certificate.

(11) If the issuer is a limited partnership, a certificate under subsection (8) must be signed by

(a) each individual who performs a function for the issuer similar to any of those performed by the chief executive officer or the chief financial officer of a company, and

(b) each general partner of the issuer.

(11.1) If a general partner of the issuer is

(a) an individual, the individual must sign the certificate,

(b) a company, the certificate must be signed

(i) by the chief executive officer and the chief financial officer of the general partner, and

(ii) on behalf of the board of directors of the general partner, by

(A) any two directors of the general partner, other than the persons referred to in subparagraph (i), or

(B) all of the directors of the general partner,

(c) a limited partnership, the certificate must be signed by each general partner of the limited partnership and, for greater certainty, this subsection applies to each general partner required to sign,

(d) a trust, the certificate must be signed by the trustees of the general partner as described in subsection 10 in relation to an issuer that is a trust, or

(e) not referred to in paragraphs (a) to (d), the certificate may be signed by any person with authority to act on behalf of the general partner.

(12) If an issuer is not a company, trust or limited partnership, a certificate under subsection (8) must be signed by the persons that, in relation to the issuer, are in a similar

position or perform a similar function to any of the persons referred to in subsections (9), (10), (10.1), (10.2), (10.3), (11) and (11.1).

(13) A certificate under subsection (8) must be true

- (a) at the date the certificate is signed, and
- (b) at the date the offering memorandum is delivered to the purchaser.

(14) If a certificate under subsection (8) ceases to be true after it is delivered to the purchaser, the issuer cannot accept an agreement to purchase the security from the purchaser unless

- (a) the purchaser receives an update of the offering memorandum,
- (b) the update of the offering memorandum contains a newly dated certificate signed in compliance with subsection (9), (10), (10.1), (10.2), (10.3), (11) or (11.1) and
- (c) the purchaser re-signs the agreement to purchase the security.

(15) A risk acknowledgement under subsection (1) or (2) must be in the required form and an issuer relying on subsection (1) or (2) must retain the signed risk acknowledgment for 8 years after the distribution.

(16) The issuer must

- (a) hold in trust all consideration received from the purchaser in connection with a distribution of a security under subsection (1) or (2) until midnight on the 2nd business day after the purchaser signs the agreement to purchase the security, and
- (b) return all consideration to the purchaser promptly if the purchaser exercises the right to cancel the agreement to purchase the security described under subsection (6).

(17) The issuer must file a copy of an offering memorandum delivered under this section and any update of a previously filed offering memorandum with the securities regulatory authority on or before the 10th day after the distribution under the offering memorandum or update of the offering memorandum.

(18) If a qualifying issuer uses a form of offering memorandum that allows the qualifying issuer to incorporate previously filed information into the offering memorandum by reference, the qualifying issuer is exempt from the requirement under Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects, adopted by the Commission des valeurs mobilières du Québec pursuant to decision No. 2001-C-0199 dated May 22, 2001 to file a technical report to support scientific or technical information about the qualifying issuer's mineral project in the offering memorandum or incorporated by reference into the offering memorandum if the information about the mineral project is contained in a previously filed technical report under Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects.

2.10. Minimum amount investment

- (1) The prospectus requirement does not apply to a distribution of a security to a person if
- (a) that person purchases as principal,
 - (b) the security has an acquisition cost to the purchaser of not less than \$150 000 paid in cash at the time of the distribution, and
 - (c) the distribution is of a security of a single issuer.

(2) Subsection (1) does not apply to a distribution of a security to a person if the person was created, or is used, solely to purchase or hold securities in reliance on this exemption from the prospectus requirement set out in subsection (1).

Division 2 Transaction Exemptions

2.11. Business combination and reorganization

The prospectus requirement does not apply to a distribution of a security in connection with

(a) an amalgamation, merger, reorganization or arrangement that is under a statutory procedure,

(b) an amalgamation, merger, reorganization or arrangement that

(i) is described in an information circular made pursuant to Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations or in a similar disclosure record and the information circular or similar disclosure record is delivered to each security holder whose approval of the amalgamation, merger, reorganization or arrangement is required before it can proceed, and

(ii) is approved by the security holders referred to in subparagraph (i),

or

(c) a dissolution or winding-up of the issuer.

2.12. Asset acquisition

The prospectus requirement does not apply to a distribution by an issuer of a security of its own issue to a person as consideration for the acquisition, directly or indirectly, of the assets of the person, if those assets have a fair value of not less than \$150 000.

2.13. Petroleum, natural gas and mining properties

The prospectus requirement does not apply to a distribution by an issuer of a security of its own issue as consideration for the acquisition, directly or indirectly, of petroleum, natural gas or mining properties or any interest in them.

2.14. Securities for debt

The prospectus requirement does not apply to a distribution by a reporting issuer of a security of its own issue to a creditor to settle a bona fide debt of that reporting issuer.

2.15. Issuer acquisition or redemption

The prospectus requirement does not apply to a distribution of a security to the issuer of the security.

2.16 Take-over bid and issuer bid

The prospectus requirement does not apply to a distribution of a security in connection with a take-over bid in a jurisdiction of Canada or an issuer bid in a jurisdiction of Canada.

2.17. Offer to acquire to security holder outside local jurisdiction

The prospectus requirement does not apply to a distribution by a security holder outside the local jurisdiction to a person in the local jurisdiction if the distribution would have been in connection with a take-over bid or issuer bid made by that person were it not for the fact that the security holder is outside of the local jurisdiction.

Division 3 Investment Fund Exemptions**2.18. Investment fund reinvestment**

(1) The prospectus requirement does not apply to the following distributions by an investment fund, and the investment fund manager of the fund, to a security holder of the investment fund if the distributions are permitted by a plan of the investment fund:

(a) a distribution of a security of the investment fund's own issue if a dividend or distribution out of earnings, surplus, capital or other sources payable in respect of the investment fund's securities is applied to the purchase of the security that is of the same class or series as the securities to which the dividend or distribution out of earnings, surplus, capital or other sources is attributable, and

(b) a distribution of a security of the investment fund's own issue if the security holder makes an optional cash payment to purchase the security of the investment fund that is of the same class or series of securities described in paragraph (a) that trade on a marketplace.

(2) The aggregate number of securities issued under the optional cash payment referred to in subsection (1)(b) must not exceed, in any financial year of the investment fund during which the distribution takes place, 2% of the issued and outstanding securities of the class to which the plan relates as at the beginning of the financial year.

(3) A plan that permits the distributions described in subsection (1) must be available to every security holder in Canada to which the dividend or distribution out of earnings, surplus, capital or other sources is available.

(4) A person must not charge a fee for a distribution described in subsection (1).

(5) An investment fund that is a reporting issuer and in continuous distribution must set out in its current prospectus:

(a) details of any deferred or contingent sales charge or redemption fee that is payable at the time of the redemption of the security,

(b) any right that the security holder has to make an election to receive cash instead of securities on the payment of a dividend or making of a distribution by the investment fund, and

(c) instructions on how the right referred to in paragraph (b) can be exercised.

(6) An investment fund that is a reporting issuer and is not in continuous distribution must provide the information required by subsection (5) in its prospectus, annual information form or a material change report.

2.19. Additional investment in investment funds

The prospectus requirement does not apply to a distribution by an investment fund, or the investment fund manager of the fund, of a security of the investment fund's own issue to a security holder of the investment fund if

(a) the security holder initially acquired securities of the investment fund as principal for an acquisition cost of not less than \$150 000 paid in cash at the time of the distribution,

(b) the distribution is of a security of the same class or series as the securities initially acquired, as described in paragraph (a), and

(c) the security holder, as at the date of the distribution, holds securities of the investment fund that have

(i) an acquisition cost of not less than \$150 000, or

(ii) a net asset value of not less than \$150 000.

2.20. Private investment club

The prospectus requirement does not apply to a distribution of a security of an investment fund if the investment fund

(a) has no more than 50 beneficial security holders,

(b) does not seek and has never sought to borrow money from the public,

(c) does not and has never distributed its securities to the public,

(d) does not pay or give any remuneration for investment management or administration advice in respect of trades in securities, except normal brokerage fees, and

(e) for the purpose of financing the operations of the investment fund, requires security holders to make contributions in proportion to the value of the securities held by them.

2.21. Private investment fund - loan and trust pools

(1) The prospectus requirement does not apply to a distribution of a security of an investment fund if the investment fund

(a) is administered by a trust company or trust corporation that is registered or authorized by an enactment of Canada or a jurisdiction of Canada to carry on business in Canada or a jurisdiction of Canada,

(b) has no promoter or investment fund manager other than the trust company or trust corporation referred to in paragraph (a), and

(c) co-mingles the money of different estates and trusts for the purpose of facilitating investment.

(2) Despite subsection (1), a trust company or trust corporation registered under the laws of Prince Edward Island that is not registered under the Trust and Loan Companies Act or under comparable legislation in another jurisdiction of Canada is not a trust company or trust corporation for the purpose of subparagraph (1)(a).

Division 4 Employee, Executive Officer, Director and Consultant Exemptions

2.22. Definitions

In this Division and in Division 4 of Part 3 of this Regulation

“associate”, when used to indicate a relationship with a person, means

(a) an issuer of which the person beneficially owns or controls, directly or indirectly, voting securities entitling the person to more than 10% of the voting rights attached to outstanding voting securities of the issuer,

(b) any partner of the person,

(c) any trust or estate in which the person has a substantial beneficial interest or in respect of which the person serves as trustee or executor or in a similar capacity, or

(d) in the case of an individual, a relative of that individual, including

(i) a spouse of that individual, or

(ii) a relative of that individual's spouse

if the relative has the same home as that individual;

“associated consultant” means, for an issuer, a consultant of the issuer or of a related entity of the issuer if

(a) the consultant is an associate of the issuer or of a related entity of the issuer, or

(b) the issuer or a related entity of the issuer is an associate of the consultant;

“compensation” means an issuance of securities in exchange for services provided or to be provided and includes an issuance of securities for the purpose of providing an incentive;

“consultant” means, for an issuer, a person, other than an employee, executive officer, or director of the issuer or of a related entity of the issuer, that

(a) is engaged to provide services to the issuer or a related entity of the issuer, other than services provided in relation to a distribution,

(b) provides the services under a written contract with the issuer or a related entity of the issuer, and

(c) spends or will spend a significant amount of time and attention on the affairs and business of the issuer or a related entity of the issuer

and includes

(d) for an individual consultant, a corporation of which the individual consultant is an employee or shareholder, and a partnership of which the individual consultant is an employee or partner, and

(e) for a consultant that is not an individual, an employee, executive officer, or director of the consultant, provided that the individual employee, executive officer, or director spends or will spend a significant amount of time and attention on the affairs and business of the issuer or a related entity of the issuer.

“holding entity” means a person that is controlled by an individual;

“investor relations activities” means activities or communications, by or on behalf of an issuer or a security holder of the issuer, that promote or could reasonably be expected to promote the purchase or sale of securities of the issuer, but does not include

(a) the dissemination of information or preparation of records in the ordinary course of the business of the issuer

- (i) to promote the sale of products or services of the issuer, or
- (ii) to raise public awareness of the issuer

that cannot reasonably be considered to promote the purchase or sale of securities of the issuer,

(b) activities or communications necessary to comply with the requirements of

- (i) securities legislation of any jurisdiction of Canada,
- (ii) the securities laws of any foreign jurisdiction governing the issuer, or
- (iii) any exchange or market on which the issuer's securities trade, or

(c) activities or communications necessary to follow securities directions of any jurisdiction of Canada;

“investor relations person” means a person that is a registrant or that provides services that include investor relations activities;

“issuer bid requirements” means the requirements under securities legislation that apply to an issuer bid;

“listed issuer” means an issuer, any of the securities of which

(a) are listed and not suspended, or the equivalent, from trading on

- (i) TSX Inc.,
- (ii) TSX Venture Exchange Inc.,
- (iii) NYSE Amex Equities,
- (iv) The New York Stock Exchange,
- (v) the London Stock Exchange, or

(b) are quoted on the Nasdaq Stock Market;

“permitted assign” means, for a person that is an employee, executive officer, director or consultant of an issuer or of a related entity of the issuer,

(a) a trustee, custodian, or administrator acting on behalf of, or for the benefit of the person,

- (b) a holding entity of the person,
- (c) a RRSP, RRIF, or TFSA of the person,
- (d) a spouse of the person,

(e) a trustee, custodian, or administrator acting on behalf of, or for the benefit of the spouse of the person,

(f) a holding entity of the spouse of the person, or

(g) a RRSP, RRIF, or TFSA of the spouse of the person;

“plan” means a plan or program established or maintained by an issuer providing for the acquisition of securities of the issuer by persons described in section 2.24(1) [*Employee, executive officer, director and consultant*] as compensation;

“related entity” means, for an issuer, a person that controls or is controlled by the issuer or that is controlled by the same person that controls the issuer;

“related person” means, for an issuer,

(a) a director or executive officer of the issuer or of a related entity of the issuer,

(b) an associate of a director or executive officer of the issuer or of a related entity of the issuer, or

(c) a permitted assign of a director or executive officer of the issuer or of a related entity of the issuer;

“security holder approval” means an approval for the issuance of securities of an issuer as compensation or under a plan

(a) given by a majority of the votes cast at a meeting of security holders of the issuer other than votes attaching to securities beneficially owned by related persons to whom securities may be issued as compensation or under that plan, or

(b) evidenced by a resolution signed by all the security holders entitled to vote at a meeting, if the issuer is not required to hold a meeting; and

“support agreement” includes an agreement to provide assistance in the maintenance or servicing of indebtedness of the borrower and an agreement to provide consideration for the purpose of maintaining or servicing indebtedness of the borrower.

2.23. Interpretation

(1) In this Division, a person (first person) is considered to control another person (second person) if the first person, directly or indirectly, has the power to direct the management and policies of the second person by virtue of

(a) ownership of or direction over voting securities in the second person,

(b) a written agreement or indenture,

(c) being the general partner or controlling the general partner of the second person, or

(d) being a trustee of the second person.

(2) In this Division, participation in a distribution is considered voluntary if

(a) in the case of an employee or the employee’s permitted assign, the employee or the employee’s permitted assign is not induced to participate in the distribution by expectation of employment or continued employment of the employee with the issuer or a related entity of the issuer,

(b) in the case of an executive officer or the executive officer’s permitted assign, the executive officer or the executive officer’s permitted assign is not induced to participate in the distribution by expectation of appointment, employment, continued appointment or continued employment of the executive officer with the issuer or a related entity of the issuer,

(c) in the case of a consultant or the consultant's permitted assign, the consultant or the consultant's permitted assign is not induced to participate in the distribution by expectation of engagement of the consultant to provide services or continued engagement of the consultant to provide services to the issuer or a related entity of the issuer, and

(d) in the case of an employee of a consultant, the individual is not induced by the issuer, a related entity of the issuer, or the consultant to participate in the distribution by expectation of employment or continued employment with the consultant.

2.24. Employee, executive officer, director and consultant

(1) The prospectus requirement does not apply to a distribution

(a) by an issuer in a security of its own issue, or

(b) by a control person of an issuer of a security of the issuer or of an option to acquire a security of the issuer,

with

(c) an employee, executive officer, director or consultant of the issuer,

(d) an employee, executive officer, director or consultant of a related entity of the issuer, or

(e) a permitted assign of a person referred to in paragraphs (c) or (d)

if participation in the distribution is voluntary.

(2) For the purposes of subsection (1), a person referred to in paragraph (c), (d) or (e) includes a trustee, custodian or administrator acting as agent for that person for the purpose of facilitating a trade.

2.25. Unlisted reporting issuer exception

(1) For the purpose of this section, "unlisted reporting issuer" means a reporting issuer in a jurisdiction of Canada that is not a listed issuer.

(2) Section 2.24 [*Employee, executive officer, director and consultant*] does not apply to a distribution to an employee or consultant of the unlisted reporting issuer who is an investor relations person of the issuer, an associated consultant of the issuer, an executive officer of the issuer, a director of the issuer, or a permitted assign of those persons if, after the distribution,

(a) the number of securities, calculated on a fully diluted basis, reserved for issuance under options granted to

(i) related persons, exceeds 10% of the outstanding securities of the issuer, or

(ii) a related person, exceeds 5% of the outstanding securities of the issuer, or

(b) the number of securities, calculated on a fully diluted basis, issued within 12 months to

(i) related persons, exceeds 10% of the outstanding securities of the issuer, or

(ii) a related person and the associates of the related person, exceeds 5% of the outstanding securities of the issuer.

(3) Subsection (2) does not apply to a distribution if the unlisted reporting issuer

(a) obtains security holder approval, and

(b) before obtaining security holder approval, provides security holders with the following information in sufficient detail to permit security holders to form a reasoned judgment concerning the matter:

(i) the eligibility of employees, executive officers, directors, and consultants to be issued or granted securities as compensation or under a plan;

(ii) the maximum number of securities that may be issued, or in the case of options, the number of securities that may be issued on exercise of the options, as compensation or under a plan;

(iii) particulars relating to any financial assistance or support agreement to be provided to participants by the issuer or any related entity of the issuer to facilitate the purchase of securities as compensation or under a plan, including whether the assistance or support is to be provided on a full-, part-, or non-recourse basis;

(iv) in the case of options, the maximum term and the basis for the determination of the exercise price;

(v) particulars relating to the options or other entitlements to be granted as compensation or under a plan, including transferability; and

(vi) the number of votes attaching to securities that, to the issuer's knowledge at the time the information is provided, will not be included for the purpose of determining whether security holder approval has been obtained.

2.26. Distributions among current or former employees, executive officers, directors, or consultants of non-reporting issuer

(1) Subject to subsection (2), the prospectus requirement does not apply to a distribution of a security of an issuer by

(a) a current or former employee, executive officer, director, or consultant of the issuer or related entity of the issuer, or

(b) a permitted assign of a person referred to in paragraph (a),

to

(c) an employee, executive officer, director, or consultant of the issuer or a related entity of the issuer, or

(d) a permitted assign of the employee, executive officer, director, or consultant.

(2) The exemption in subsection (1) is only available if

(a) participation in the distribution is voluntary,

(b) the issuer of the security is not a reporting issuer in any jurisdiction of Canada, and

(c) the price of the security being distributed is established by a generally applicable formula contained in a written agreement among some or all of the security holders of the issuer to which the transferee is or will become a party.

2.27. Permitted transferees

(1) The prospectus requirement does not apply to a distribution of a security of an issuer acquired by a person described in section 2.24(1) [*Employee, executive officer, director and consultant*] under a plan of the issuer if the distribution

(a) is between

(i) a person who is an employee, executive officer, director or consultant of the issuer or a related entity of the issuer, and

(ii) the permitted assign of that person,

or

(b) is between permitted assigns of that person.

(2) The prospectus requirement does not apply to a distribution of a security of an issuer by a trustee, custodian or administrator acting on behalf, or for the benefit, of employees, executive officers, directors or consultants of the issuer or a related entity of the issuer, to

(a) an employee, executive officer, director or consultant of the issuer or a related entity of the issuer, or

(b) a permitted assign of a person referred to in paragraph (a),

if the security was acquired from

(c) an employee, executive officer, director or consultant of the issuer or a related entity of the issuer, or

(d) the permitted assign of a person referred to in paragraph (c).

(3) For the purposes of the exemptions in subsection (1) and paragraphs (2) (c) and (d), all references to employee, executive officer, director, or consultant include a former employee, executive officer, director, or consultant.

2.28. Limitation re: permitted transferees

The exemption from the prospectus requirement under subsection 2.27(1) or (2) is only available if the security was acquired

(a) by a person described in section 2.24(1) [*Employee, executive officer, director, and consultant*] under any exemption that makes the resale of the security subject to section 2.6 of Regulation 45-102 respecting Resale of Securities approved by Ministerial Order No. 2005-21 dated August 12, 2005, or

(b) in Manitoba, by a person described in section 2.24(1) [*Employee, executive officer, director, and consultant*].

2.29. Issuer bid

The issuer bid requirements do not apply to the acquisition by an issuer of a security of its own issue that was acquired by a person described in section 2.24(1) [*Employee, executive officer, director, and consultant*] if

- (a) the purpose of the acquisition by the issuer is to
 - (i) fulfill withholding tax obligations, or
 - (ii) provide payment of the exercise price of a stock option,
- (b) the acquisition by the issuer is made in accordance with the terms of a plan that specifies how the value of the securities acquired by the issuer is determined,
- (c) in the case of securities acquired as payment of the exercise price of a stock option, the date of exercise of the option is chosen by the option holder, and
- (d) the aggregate number of securities acquired by the issuer within a 12 month period under this section does not exceed 5% of the outstanding securities of the class or series at the beginning of the period.

Division 5 Miscellaneous Exemptions**2.30. Isolated distribution by issuer**

The prospectus requirement does not apply to a distribution by an issuer of a security of its own issue if the distribution is an isolated distribution and is not made

- (a) in the course of continued and successive transactions of a like nature, and
- (b) by a person whose usual business is trading in securities.

2.31. Dividends and distributions

(1) The prospectus requirement does not apply to a distribution by an issuer of a security of its own issue to a security holder of the issuer as a dividend or distribution out of earnings, surplus, capital or other sources.

(2) The prospectus requirement does not apply to a distribution by an issuer to a security holder of the issuer of a security of a reporting issuer as an in specie dividend or distribution out of earnings or surplus.

2.32. Distribution to lender by control person for collateral

The prospectus requirement does not apply to a distribution of a security of an issuer to a lender, pledgee, mortgagee or other encumbrancer from the holdings of a control person of the issuer for the purpose of giving collateral for a bona fide debt of the control person.

2.33. Acting as underwriter

The prospectus requirement does not apply to a distribution of a security between a person and a purchaser acting as an underwriter or between or among persons acting as underwriters.

2.34. Specified debt

- (1) In this section, “permitted supranational agency” means

(a) the African Development Bank, established by the Agreement Establishing the African Development Bank which came into force on September 10, 1964, that Canada became a member of on December 30, 1982;

(b) the Asian Development Bank, established under a resolution adopted by the United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific in 1965;

(c) the Caribbean Development Bank, established by the Agreement Establishing the Caribbean Development Bank which came into force on January 26, 1970, as amended, that Canada is a founding member of;

(d) the European Bank for Reconstruction and Development, established by the Agreement Establishing the European Bank for Reconstruction and Development and approved by the European Bank for Reconstruction and Development Agreement Act (L.C. (1991), c. 12), that Canada is a founding member of;

(e) the Inter-American Development Bank, established by the Agreement establishing the Inter-American Development Bank which became effective December 30, 1959, as amended from time to time, that Canada is a member of;

(f) the International Bank for Reconstruction and Development, established by the Agreement for an International Bank for Reconstruction and Development approved by the Bretton Woods and Related Agreements Act (R.S.C. (1985), c. B-7); and

(g) the International Finance Corporation, established by Articles of Agreement set out in Schedule IV of the Bretton Woods and Related Agreements Act.

(2) The prospectus requirement does not apply to a distribution of

(a) a debt security issued by or guaranteed by the Government of Canada or the government of a jurisdiction of Canada,

(b) a debt security issued by or guaranteed by a government of a foreign jurisdiction if the debt security has an approved credit rating from an approved credit rating organization,

(c) a debt security issued by or guaranteed by a municipal corporation in Canada, or secured by or payable out of rates or taxes levied under the law of a jurisdiction of Canada on property in the jurisdiction and collectable by or through the municipality in which the property is situated,

(d) a debt security issued by or guaranteed by a Canadian financial institution or a Schedule III bank, other than debt securities that are subordinate in right of payment to deposits held by the issuer or guarantor of those debt securities,

(d.1) in Ontario, a debt security issued by or guaranteed by a loan corporation, trust company, trust corporation, insurance company, treasury branch, credit union, caisse populaire, financial services cooperative, or league that, in each case, is authorized by an enactment of a jurisdiction of Canada other than Ontario to carry on business in a jurisdiction of Canada, other than debt securities that are subordinate in right of payment to deposits held by the issuer or guarantor of those debt securities,

(e) a debt security issued by the Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal, or

(f) a debt security issued by or guaranteed by a permitted supranational agency if the debt securities are payable in the currency of Canada or the United States of America.

(3) Paragraphs (2)(a), (c) and (d) do not apply in Ontario.

2.35. Short-term debt

The prospectus requirement does not apply to a distribution of a negotiable promissory note or commercial paper maturing not more than one year from the date of issue, if the note or commercial paper distributed

- (a) is not convertible or exchangeable into or accompanied by a right to purchase another security other than a security described in this section, and
- (b) has an approved credit rating from an approved credit rating organization.

2.36. Mortgages

(1) In this section, “syndicated mortgage” means a mortgage in which 2 or more persons participate, directly or indirectly, as a lender in a debt obligation that is secured by the mortgage.

(2) Except in Ontario, the prospectus requirement does not apply to a distribution of a mortgage on real property in a jurisdiction of Canada by a person who is registered or licensed, or exempted from registration or licensing, under mortgage brokerage or mortgage dealer legislation of that jurisdiction.

(3) In Alberta, British Columbia, Manitoba, Québec and Saskatchewan, subsection (2) does not apply to a distribution of a syndicated mortgage.

2.37. Personal property security legislation

Except in Ontario, the prospectus requirement does not apply to a distribution to a person, other than an individual, in a security evidencing indebtedness secured by or under a security agreement, secured in accordance with personal property security legislation of a jurisdiction of Canada that provides for the granting of security in personal property.

2.38. Not for profit issuer

The prospectus requirement does not apply to a distribution by an issuer that is organized exclusively for educational, benevolent, fraternal, charitable, religious or recreational purposes and not for profit in a security of its own issue if

- (a) no part of the net earnings benefit any security holder of the issuer, and
- (b) no commission or other remuneration is paid in connection with the sale of the security.

2.39. Variable insurance contract

(1) In this section,

(a) “contract” “group insurance”, “insurance company”, “life insurance” and “policy” have the respective meanings assigned to them in the legislation for a jurisdiction referenced in Appendix A.

(b) “variable insurance contract” means a contract of life insurance under which the interest of the purchaser is valued for purposes of conversion or surrender by reference to the value of a proportionate interest in a specified portfolio of assets.

(2) The prospectus requirement does not apply to a distribution of a variable insurance contract by an insurance company if the variable insurance contract is

- (a) a contract of group insurance,

(b) a whole life insurance contract providing for the payment at maturity of an amount not less than 75% of the premium paid up to age 75 years for a benefit payable at maturity,

(c) an arrangement for the investment of policy dividends and policy proceeds in a separate and distinct fund to which contributions are made only from policy dividends and policy proceeds, or

(d) a variable life annuity.

2.40. RRSP/RRIF/TFSA

The prospectus requirement does not apply to a distribution of a security between

(a) an individual or an associate of the individual, and

(b) a RRSP, RRIF, or TFSA

(i) established for or by the individual, or

(ii) under which the individual is a beneficiary.

2.41. Schedule III banks and cooperative associations - evidence of deposit

Except in Ontario, the prospectus requirement does not apply to a distribution of an evidence of deposit issued by a Schedule III bank or an association governed by the Cooperative Credit Associations Act.

2.42. Conversion, exchange, or exercise

(1) The prospectus requirement does not apply to a distribution by an issuer if

(a) the issuer distributes a security of its own issue to a security holder of the issuer in accordance with the terms and conditions of a security previously issued by that issuer, or

(b) the issuer distributes a security of a reporting issuer held by it to a security holder of the issuer in accordance with the terms and conditions of a security previously issued by that issuer.

(2) Subsection (1)(b) does not apply unless

(a) the issuer has given the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, prior written notice stating the date, amount, nature and conditions of the distribution, and

(b) the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, has not objected in writing to the distribution within 10 days of receipt of the notice referred to in paragraph (a) or, if the regulator or securities regulatory authority objects to the distribution, the issuer must deliver to the regulator or securities regulatory authority information relating to the securities that is satisfactory to and accepted by the regulator or securities regulatory authority.

2.43. Self-directed registered educational savings plans

The prospectus requirement does not apply to a distribution of a self-directed RESP to a subscriber if

(a) the distribution is conducted by

(i) a dealing representative of a mutual fund dealer who is acting on behalf of the mutual fund dealer,

(ii) a Canadian financial institution or,

(iii) in Ontario, a financial intermediary, and

(b) the self-directed RESP restricts its investments in securities to securities in which the person who distributes the self-directed RESP is permitted to distribute.

PART 3 REGISTRATION EXEMPTIONS

3.0. Removal of exemptions – market intermediaries

(1) Subject to subsection (2), in Ontario and Newfoundland and Labrador, the exemptions from the dealer registration requirement under the following sections are not available for a market intermediary except for a trade in a security with a registered dealer that is an affiliate of the market intermediary:

- (a) section 3.1 [*Rights offering*];
- (b) section 3.3 [*Accredited investor*];
- (c) section 3.4 [*Private issuer*];
- (d) section 3.7 [*Founder, control person and family - Ontario*];
- (e) section 3.10 [*Minimum amount investment*];
- (f) section 3.11 [*Business combination and reorganization*];
- (g) section 3.12 [*Asset acquisition*];
- (h) section 3.14 [*Securities for debt*];
- (i) section 3.15 [*Issuer acquisition or redemption*];
- (j) section 3.16 [*Take-over bid and issuer bid*];
- (k) section 3.17 [*Offer to acquire to security holder outside local jurisdiction*];
- (l) section 3.19 [*Additional investment in investment funds*];
- (m) section 3.21 [*Private investment fund - loan and trust pools*];
- (n) section 3.29 [*Isolated trade*];
- (o) section 3.30 [*Isolated trade by issuer*];
- (p) section 3.31 [*Dividends and distributions*];
- (q) section 3.33 [*Acting as underwriter*];
- (r) section 3.34 [*Specified debt*];
- (s) section 3.35 [*Short-term debt*];
- (t) section 3.39 [*Variable insurance contract*];
- (u) section 3.42 [*Conversion, exchange, or exercise*];

(v) section 3.44 [*Registered dealer*].

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a trade in a security by a lawyer or accountant if the trade is incidental to the principal business of that lawyer or accountant.

Division 1 Capital Raising Exemptions

3.1. Rights offering

The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade by an issuer in a right granted by the issuer to purchase a security of its own issue to a security holder of the issuer if

(a) the issuer has given the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, prior written notice stating the date, amount, nature and conditions of the trade, including the approximate net proceeds to be derived by the issuer on the basis of the additional securities being fully taken up,

(b) the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, has not objected in writing to the trade within 10 days of receipt of the notice referred to in paragraph (a) or, if the regulator or securities regulatory authority objects to the trade, the issuer has delivered to the regulator or securities regulatory authority information relating to the securities that is satisfactory to and accepted by the regulator or securities regulatory authority, and

(c) the issuer has complied with the applicable requirements of Regulation 45-101 respecting Rights Offerings.

3.2. Reinvestment plan

(1) The dealer registration requirement does not apply in respect of the following trades by an issuer, or by a trustee, custodian or administrator acting for or on behalf of the issuer, to a security holder of the issuer if the trades are permitted by a plan of the issuer:

(a) a trade in a security of the issuer's own issue if a dividend or distribution out of earnings, surplus, capital or other sources payable in respect of the issuer's securities is applied to the purchase of the security, and

(b) a trade in a security of the issuer's own issue if the security holder makes an optional cash payment to purchase the security of the issuer that trades on a marketplace.

(2) Subsection (1) does not apply unless the aggregate number of securities issued under the optional cash payment referred to in subsection (1)(b) does not exceed, in the financial year of the issuer during which the trade takes place, 2% of the issued and outstanding securities of the class to which the plan relates as at the beginning of the financial year.

(3) A plan that permits the trades described in subsection (1)(a) or (b) must be available to every security holder in Canada to which the dividend or distribution out of earnings, surplus, capital or other sources is available.

(4) Subsection (1) does not apply to a trade in a security of an investment fund.

(5) If the security traded under a plan described in subsection (1) is of a different class or series than the class or series of the security to which the dividend or distribution is attributable, the issuer or the trustee, custodian or administrator must have provided to each participant that is eligible to receive a security under the plan either a description of the material attributes and characteristics of the security traded under the plan or notice of a source from which the participant can obtain the information without charge.

3.3. Accredited investor

- (1) The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in a security if the purchaser purchases the security as principal and is an accredited investor.
- (2) For the purpose of this section, a trust company or trust corporation described in paragraph (p) of the definition of “accredited investor” in section 1.1 [*Definitions*] is deemed to be purchasing as principal.
- (3) Subsection (2) does not apply to a trust company or trust corporation registered under the laws of Prince Edward Island that is not registered or authorized under the Trust and Loan Companies Act or under comparable legislation in another jurisdiction of Canada.
- (4) For the purpose of this section, a person described in paragraph (q) of the definition of “accredited investor” in section 1.1 [*Definitions*] is deemed to be purchasing as principal.
- (5) This section does not apply to a trade in a security to a person if the person was created, or is used, solely to purchase or hold securities as an accredited investor as described in paragraph (m) of the definition of “accredited investor” in section 1.1 [*Definitions*].

3.4. Private issuer

- (1) In this section,
- “private issuer” means an issuer
- (a) that is not a reporting issuer or an investment fund,
- (b) the securities of which, other than non-convertible debt securities,
- (i) are subject to restrictions on transfer that are contained in the issuer’s constating documents or security holders’ agreements, and
- (ii) are beneficially owned by not more than 50 persons, not including employees and former employees of the issuer or its affiliates, provided that each person is counted as one beneficial owner unless the person is created or used solely to purchase or hold securities of the issuer in which case each beneficial owner or each beneficiary of the person, as the case may be, must be counted as a separate beneficial owner, and
- (c) that
- (i) has distributed its securities only to persons described in subsection (2), or
- (ii) has completed a transaction and immediately following the completion of the transaction, its securities were beneficially owned only by persons described in subsection (2) and since the completion of the transaction has distributed its securities only to persons described in subsection (2).
- (2) The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in a security of a private issuer to a person who purchases the security as principal and is
- (a) a director, officer, employee, founder or control person of the issuer,
- (b) a director, officer or employee of an affiliate of the issuer,
- (c) a spouse, parent, grandparent, brother, sister, child or grandchild of a director, executive officer, founder or control person of the issuer,

(d) a parent, grandparent, brother, sister, child or grandchild of the spouse of a director, executive officer, founder or control person of the issuer,

(e) a close personal friend of a director, executive officer, founder or control person of the issuer,

(f) a close business associate of a director, executive officer, founder or control person of the issuer,

(g) a spouse, parent, grandparent, brother, sister, child or grandchild of the selling security holder or of the selling security holder's spouse,

(h) a security holder of the issuer,

(i) an accredited investor,

(j) a person of which a majority of the voting securities are beneficially owned by, or a majority of the directors are, persons described in paragraphs (a) to (i),

(k) a trust or estate of which all of the beneficiaries or a majority of the trustees or executors are persons described in paragraphs (a) to (i), or

(l) a person that is not the public.

(3) Except for a trade to an accredited investor, no commission or finder's fee may be paid to any director, officer, founder or control person of an issuer in connection with a trade under subsection (2).

3.5. Family, friends and business associates

(1) Except in Ontario, the dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in a security to a person who purchases the security as principal and is

(a) a director, executive officer or control person of the issuer, or of an affiliate of the issuer,

(b) a spouse, parent, grandparent, brother, sister, child or grandchild of a director, executive officer or control person of the issuer, or of an affiliate of the issuer,

(c) a parent, grandparent, brother, sister, child or grandchild of the spouse of a director, executive officer or control person of the issuer or of an affiliate of the issuer,

(d) a close personal friend of a director, executive officer or control person of the issuer, or of an affiliate of the issuer,

(e) a close business associate of a director, executive officer or control person of the issuer, or of an affiliate of the issuer,

(f) a founder of the issuer or a spouse, parent, grandparent, brother, sister, child, grandchild, close personal friend or close business associate of a founder of the issuer,

(g) a parent, grandparent, brother, sister, child or grandchild of a spouse of a founder of the issuer,

(h) a person of which a majority of the voting securities are beneficially owned by, or a majority of the directors are, persons described in paragraphs (a) to (g), or

(i) a trust or estate of which all of the beneficiaries or a majority of the trustees or executors are persons described in paragraphs (a) to (g).

(2) No commission or finder's fee may be paid to any director, officer, founder, or control person of an issuer or an affiliate of the issuer in connection with a trade under subsection (1).

3.6. Family, friends and business associates – Saskatchewan

(1) In Saskatchewan, section 3.5 [*Family, friends and business associates*] does not apply unless the person making the trade obtains a signed risk acknowledgement from the purchaser in the required form for a trade to

(a) a person described in section 3.5(1)(d) or (e) [*Family, friends and business associates*],

(b) a close personal friend or close business associate of a founder of the issuer, or

(c) a person described in section 3.5(1)(h) or (i) [*Family, friends and business associates*] if the trade is based in whole or in part on a close personal friendship or close business association.

(2) The person making the trade must retain the required form referred to in subsection (1) for 8 years after the trade.

3.7. Founder, control person and family – Ontario

In Ontario, the dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in a security to a person who purchases the security as principal and is

(a) a founder of the issuer,

(b) an affiliate of a founder of the issuer,

(c) a spouse, parent, brother, sister, grandparent, grandchild or child of an executive officer, director or founder of the issuer, or

(d) a person that is a control person of the issuer.

3.8. Affiliates

The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade by an issuer in a security of its own issue to an affiliate of the issuer that is purchasing as principal.

3.9. Offering memorandum

(1) In British Columbia, New Brunswick, Nova Scotia and Newfoundland and Labrador, the dealer registration requirement does not apply in respect of a trade by an issuer in a security of its own issue to a purchaser if

(a) the purchaser purchases the security as principal, and

(b) at the same time or before the purchaser signs the agreement to purchase the security, the issuer

(i) delivers an offering memorandum to the purchaser in compliance with subsections (5) to (13), and

(ii) obtains a signed risk acknowledgement from the purchaser in compliance with subsection (15).

(2) In Alberta, Manitoba, Northwest Territories, Nunavut, Prince Edward Island, Québec, Saskatchewan and Yukon, the dealer registration requirement does not apply in respect of a trade by an issuer in a security of its own issue to a purchaser if

- (a) the purchaser purchases the security as principal,
 - (b) the purchaser is an eligible investor or the acquisition cost to the purchaser does not exceed \$10 000,
 - (c) at the same time or before the purchaser signs the agreement to purchase the security, the issuer
 - (i) delivers an offering memorandum to the purchaser in compliance with subsections (5) to (13), and
 - (ii) obtains a signed risk acknowledgement from the purchaser in compliance with subsection (15),
- and
- (d) if the issuer is an investment fund, the investment fund is
 - (i) a non-redeemable investment fund, or
 - (ii) a mutual fund that is a reporting issuer.

(3) In Alberta, Manitoba, Northwest Territories, Nunavut, Prince Edward Island, Québec, Saskatchewan and Yukon, this section does not apply to a trade in a security to a person described in paragraph (a) of the definition of “eligible investor” in section 1.1 [*Definitions*] if that person was created, or is used, solely to purchase or hold securities in reliance on an exemption from the dealer registration requirement set out in subsection (2).

(4) No commission or finder’s fee may be paid to any person, other than a registered dealer, in connection with a trade to a purchaser in Northwest Territories, Nunavut, Saskatchewan and Yukon under subsection (2).

(5) An offering memorandum delivered under this section must be in the required form.

(6) If the securities legislation where the purchaser is resident does not provide a comparable right, an offering memorandum delivered under this section must provide the purchaser with a contractual right to cancel the agreement to purchase the security by delivering a notice to the issuer not later than midnight on the 2nd business day after the purchaser signs the agreement to purchase the security.

(7) If the securities legislation where the purchaser is resident does not provide statutory rights of action in the event of a misrepresentation in an offering memorandum delivered under this section, the offering memorandum must contain a contractual right of action against the issuer for rescission or damages that

- (a) is available to the purchaser if the offering memorandum, or any information or documents incorporated or deemed to be incorporated by reference into the offering memorandum, contains a misrepresentation, without regard to whether the purchaser relied on the misrepresentation,
- (b) is enforceable by the purchaser delivering a notice to the issuer
 - (i) in the case of an action for rescission, within 180 days after the purchaser signs the agreement to purchase the security, or
 - (ii) in the case of an action for damages, before the earlier of

A) 180 days after the purchaser first has knowledge of the facts giving rise to the cause of action, or

B) 3 years after the date the purchaser signs the agreement to purchase the security,

(c) is subject to the defence that the purchaser had knowledge of the misrepresentation,

(d) in the case of an action for damages, provides that the amount recoverable

(i) must not exceed the price at which the security was offered, and

(ii) does not include all or any part of the damages that the issuer proves does not represent the depreciation in value of the security resulting from the misrepresentation, and

(e) is in addition to, and does not detract from, any other right of the purchaser.

(8) An offering memorandum delivered under this section must contain a certificate that states the following:

“This offering memorandum does not contain a misrepresentation.”

(9) If the issuer is a company, a certificate under subsection (8) must be signed

(a) by the issuer's chief executive officer and chief financial officer or, if the issuer does not have a chief executive officer or chief financial officer, an individual acting in that capacity,

(b) on behalf of the directors of the issuer by,

(i) any 2 directors who are authorized to sign, other than the persons referred to in paragraph (a), or

(ii) all the directors of the issuer and

(c) by each promoter of the issuer.

(10) If the issuer is a trust, a certificate under subsection (8) must be signed by

(a) the individuals who perform functions for the issuer similar to those performed by the chief executive officer and the chief financial officer of a company, and

(b) each trustee and the manager of the issuer.

(10.1) If a trustee or the manager that is signing the certificate of the issuer is

(a) an individual, the individual must sign the certificate,

(b) a company, the certificate must be signed

(i) by the chief executive officer and the chief financial officer of the trustee or the manager, and

(ii) on behalf of the board of directors of the trustee or the manager, by

(A) any two directors of the trustee or the manager, other than the persons referred to in subparagraph (i), or

(B) all of the directors of the trustee or the manager,

(c) a limited partnership, the certificate must be signed by each general partner of the limited partnership as described in subsection (11.1) in relation to an issuer that is a limited partnership, or

(d) not referred to in paragraphs (a), (b) or (c), the certificate may be signed by any person with authority to act on behalf of the trustee or the manager.

(10.2) Despite subsections (10) and (10.1), if the issuer is an investment fund and the declaration of trust, trust indenture or trust agreement establishing the investment fund delegates the authority to do so, or otherwise authorizes an individual or company to do so, the certificate may be signed by the individual or company to whom the authority is delegated or that is authorized to sign the certificate.

(10.3) Despite subsections (10) and (10.1), if the trustees of an issuer, other than an investment fund, do not perform functions for the issuer similar to those performed by the directors of a company, the trustees are not required to sign the certificate of the issuer provided that at least two individuals who do perform functions for the issuer similar to those performed by the directors of a company sign the certificate.

(11) If the issuer is a limited partnership, a certificate under subsection (8) must be signed by

(a) each individual who performs a function for the issuer similar to any of those performed by the chief executive officer or the chief financial officer of a company, and

(b) each general partner of the issuer.

(11.1) If a general partner of the issuer is

(a) an individual, the individual must sign the certificate,

(b) a company, the certificate must be signed

(i) by the chief executive officer and the chief financial officer of the general partner, and

(ii) on behalf of the board of directors of the general partner, by

(A) any two directors of the general partner, other than the persons referred to in subparagraph (i), or

(B) all of the directors of the general partner,

(c) a limited partnership, the certificate must be signed by each general partner of the limited partnership and, for greater certainty, this subsection applies to each general partner required to sign,

(d) a trust, the certificate must be signed by the trustees of the general partner as described in subsection 10 in relation to an issuer that is a trust, or

(e) not referred to in paragraphs (a) to (d), the certificate may be signed by any person with authority to act on behalf of the general partner.

(12) If an issuer is not a company, trust or limited partnership, a certificate under subsection (8) must be signed by the persons that, in relation to the issuer, are in a similar

position or perform a similar function to any of the persons referred to in subsections (9), (10), (10.1), (10.2), (10.3), (11) and (11.1).

(13) A certificate under subsection (8) must be true

- (a) at the date the certificate is signed, and
- (b) at the date the offering memorandum is delivered to the purchaser.

(14) If a certificate under subsection (8) ceases to be true after it is delivered to the purchaser, the issuer cannot accept an agreement to purchase the security from the purchaser unless

- (a) the purchaser receives an update of the offering memorandum,
- (b) the update of the offering memorandum contains a newly dated certificate signed in compliance with subsection (9), (10), (10.1), (10.2), (10.3), (11) or (11.1), and
- (c) the purchaser re-signs the agreement to purchase the security.

(15) A risk acknowledgement under subsection (1) or (2) must be in the required form and an issuer relying on subsection (1) or (2) must retain the signed risk acknowledgment for 8 years after the trade.

(16) The issuer must

- (a) hold in trust all consideration received from the purchaser in connection with a trade in a security under subsection (1) or (2) until midnight on the 2nd business day after the purchaser signs the agreement to purchase the security, and
- (b) return all consideration to the purchaser promptly if the purchaser exercises the right to cancel the agreement to purchase the security described under subsection (6).

(17) The issuer must file a copy of an offering memorandum delivered under this section and any update of a previously filed offering memorandum with the securities regulatory authority on or before the 10th day after the distribution under the offering memorandum or update of the offering memorandum.

(18) If a qualifying issuer uses a form of offering memorandum that allows the qualifying issuer to incorporate previously filed information into the offering memorandum by reference, the qualifying issuer is exempt from the requirement under Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects to file a technical report to support scientific or technical information about the qualifying issuer's mineral project in the offering memorandum or incorporated by reference into the offering memorandum if the information about the mineral project is contained in a previously filed technical report under Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects.

3.10. Minimum amount investment

(1) The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in a security to a person if

- (a) that person purchases as principal,
- (b) the security has an acquisition cost to the purchaser of not less than \$150 000 paid in cash at the time of the trade, and
- (c) the trade is in a security of a single issuer.

(2) Subsection (1) does not apply to a trade in a security to a person if the person was created, or is used, solely to purchase or hold securities in reliance on this exemption from the dealer registration requirement set out in subsection (1).

Division 2 Transaction Exemptions

3.11. Business combination and reorganization

The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in a security in connection with

(a) an amalgamation, merger, reorganization or arrangement that is under a statutory procedure,

(b) an amalgamation, merger, reorganization or arrangement that

(i) is described in an information circular made pursuant to Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations or in a similar disclosure record and the information circular or similar disclosure record is delivered to each security holder whose approval of the amalgamation, merger, reorganization or arrangement is required before it can proceed, and

(ii) is approved by the security holders referred to in subparagraph (i),

or

(c) a dissolution or winding-up of the issuer.

3.12. Asset acquisition

The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade by an issuer in a security of its own issue to a person as consideration for the acquisition, directly or indirectly, of the assets of the person, if those assets have a fair value of not less than \$150 000.

3.13. Petroleum, natural gas and mining properties

The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade by an issuer in a security of its own issue as consideration for the acquisition, directly or indirectly, of petroleum, natural gas or mining properties or any interest in them.

3.14. Securities for debt

The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade by a reporting issuer in a security of its own issue to a creditor to settle a bona fide debt of that reporting issuer.

3.15. Issuer acquisition or redemption

The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in a security to the issuer of the security.

3.16. Take-over bid and issuer bid

The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in a security in connection with a take-over bid in a jurisdiction of Canada or an issuer bid in a jurisdiction of Canada.

3.17. Offer to acquire to security holder outside local jurisdiction

The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade by a security holder outside the local jurisdiction to a person in the local jurisdiction if the trade would have been in connection with a take-over bid or issuer bid made by that person were it not for the fact that the security holder is outside of the local jurisdiction.

Division 3 Investment Fund Exemptions

3.18. Investment fund reinvestment

(1) The dealer registration requirement does not apply in respect of the following trades by an investment fund, and the investment fund manager of the fund, to a security holder of the investment fund if the trades are permitted by a plan of the investment fund:

(a) a trade in a security of the investment fund's own issue if a dividend or distribution out of earnings, surplus, capital or other sources payable in respect of the investment fund's securities is applied to the purchase of the security that is of the same class or series as the securities to which the dividend or distribution out of earnings, surplus, capital or other sources is attributable, and

(b) a trade in a security of the investment fund's own issue if the security holder makes an optional cash payment to purchase the security of the investment fund that is of the same class or series of securities described in paragraph (a) that trade on a marketplace.

(2) The aggregate number of securities issued under the optional cash payment referred to in subsection (1) (b) must not exceed, in any financial year of the investment fund during which the trade takes place, 2% of the issued and outstanding securities of the class to which the plan relates as at the beginning of the financial year.

(3) A plan that permits the trades described in subsection (1) must be available to every security holder in Canada to which the dividend or distribution out of earnings, surplus, capital or other sources is available.

(4) A person must not charge a fee for a trade described in subsection (1).

(5) An investment fund that is a reporting issuer and in continuous distribution must set out in its current prospectus:

(a) details of any deferred or contingent sales charge or redemption fee that is payable at the time of the redemption of the security,

(b) any right that the security holder has to make an election to receive cash instead of securities on the payment of a dividend or making of a distribution by the investment fund, and

(c) instructions on how the right referred to in paragraph (b) can be exercised.

(6) An investment fund that is a reporting issuer and is not in continuous distribution must provide the information required by subsection (5) in its prospectus, annual information form or a material change report.

3.19. Additional investment in investment funds

The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade by an investment fund, or the investment fund manager of the fund, in a security of the investment fund's own issue with a security holder of the investment fund if

(a) the security holder initially acquired securities of the investment fund as principal for an acquisition cost of not less than \$150 000 paid in cash at the time of the trade,

(b) the trade is in respect of a security of the same class or series as the securities initially acquired, as described in paragraph (a), and

(c) the security holder, as at the date of the trade, holds securities of the investment fund that have

(i) an acquisition cost of not less than \$150 000, or

(ii) a net asset value of not less than \$150 000.

3.20. Private investment club

The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in a security of an investment fund if the investment fund

(a) has no more than 50 beneficial security holders,

(b) does not seek and has never sought to borrow money from the public,

(c) does not and has never distributed its securities to the public,

(d) does not pay or give any remuneration for investment management or administration advice in respect of trades in securities, except normal brokerage fees, and

(e) for the purpose of financing the operations of the investment fund, requires security holders to make contributions in proportion to the value of the securities held by them.

3.21. Private investment fund - loan and trust pools

(1) The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in a security of an investment fund if the investment fund

(a) is administered by a trust company or trust corporation that is registered or authorized by an enactment of Canada or a jurisdiction of Canada to carry on business in Canada or a jurisdiction of Canada,

(b) has no promoter or investment fund manager other than the trust company or trust corporation referred to in paragraph (a), and

(c) co-mingles the money of different estates and trusts for the purpose of facilitating investment.

(2) Despite subsection (1), a trust company or trust corporation registered under the laws of Prince Edward Island that is not registered under the Trust and Loan Companies Act or under comparable legislation in another jurisdiction of Canada is not a trust company or trust corporation for the purpose of subparagraph (1)(a).

(3) The investment fund manager registration requirement does not apply to a trust company or trust corporation that administers an investment fund referred to in subsection (1).

Division 4 Employee, Executive Officer, Director and Consultant Exemptions

3.22. Definitions

The definitions in Division 4 of Part 2 of this Regulation have the same meaning in this Division.

3.23. Interpretation

(1) In this Division, a person (first person) is considered to control another person (second person) if the first person, directly or indirectly, has the power to direct the management and policies of the second person by virtue of

- (a) ownership of or direction over voting securities in the second person,
- (b) a written agreement or indenture,
- (c) being the general partner or controlling the general partner of the second person, or
- (d) being a trustee of the second person.

(2) In this Division, participation in a trade is considered voluntary if

(a) in the case of an employee or the employee's permitted assign, the employee or the employee's permitted assign is not induced to participate in the trade by expectation of employment or continued employment of the employee with the issuer or a related entity of the issuer,

(b) in the case of an executive officer or the executive officer's permitted assign, the executive officer or the executive officer's permitted assign is not induced to participate in the trade by expectation of appointment, employment, continued appointment or continued employment of the executive officer with the issuer or a related entity of the issuer,

(c) in the case of a consultant or the consultant's permitted assign, the consultant or the consultant's permitted assign is not induced to participate in the trade by expectation of engagement of the consultant to provide services or continued engagement of the consultant to provide services to the issuer or a related entity of the issuer, and

(d) in the case of an employee of a consultant, the individual is not induced by the issuer, a related entity of the issuer, or the consultant to participate in the trade by expectation of employment or continued employment with the consultant.

3.24. Employee, executive officer, director and consultant

(1) The dealer registration requirement does not apply in respect of

- (a) a trade by an issuer in a security of its own issue, or
- (b) a trade by a control person of an issuer in a security of the issuer or in an option to acquire a security of the issuer,

with

- (c) an employee, executive officer, director or consultant of the issuer,
 - (d) an employee, executive officer, director or consultant of a related entity of the issuer, or
 - (e) a permitted assign of a person referred to in paragraphs (c) or (d)
- if participation in the trade is voluntary.

(2) For the purposes of subsection (1), a person referred to in paragraph (c), (d) or (e) includes a trustee, custodian or administrator acting as agent for that person for the purpose of facilitating a trade.

(3) The dealer registration requirement does not apply in respect of an act by a related entity of an issuer in furtherance of a trade referred to in subsection (1).

3.25. Unlisted reporting issuer exception

(1) For the purpose of this section, “unlisted reporting issuer” means a reporting issuer in a jurisdiction of Canada that is not a listed issuer.

(2) Section 3.24 [*Employee, executive officer, director and consultant*] does not apply to a trade to an employee or consultant of the unlisted reporting issuer who is an investor relations person of the issuer, an associated consultant of the issuer, an executive officer of the issuer, a director of the issuer, or a permitted assign of those persons if, after the trade,

(a) the number of securities, calculated on a fully diluted basis, reserved for issuance under options granted to

- (i) related persons, exceeds 10% of the outstanding securities of the issuer, or
- (ii) a related person, exceeds 5% of the outstanding securities of the issuer, or

(b) the number of securities, calculated on a fully diluted basis, issued within 12 months to

- (i) related persons, exceeds 10% of the outstanding securities of the issuer, or
- (ii) a related person and the associates of the related person, exceeds 5% of the outstanding securities of the issuer.

(3) Subsection (2) does not apply to a trade if the unlisted reporting issuer

(a) obtains security holder approval, and

(b) before obtaining security holder approval, provides security holders with the following information in sufficient detail to permit security holders to form a reasoned judgment concerning the matter:

(i) the eligibility of employees, executive officers, directors, and consultants to be issued or granted securities as compensation or under a plan;

(ii) the maximum number of securities that may be issued, or in the case of options, the number of securities that may be issued on exercise of the options, as compensation or under a plan;

(iii) particulars relating to any financial assistance or support agreement to be provided to participants by the issuer or any related entity of the issuer to facilitate the purchase of securities as compensation or under a plan, including whether the assistance or support is to be provided on a full-, part-, or non-recourse basis;

(iv) in the case of options, the maximum term and the basis for the determination of the exercise price;

(v) particulars relating to the options or other entitlements to be granted as compensation or under a plan, including transferability; and

(vi) the number of votes attaching to securities that, to the issuer's knowledge at the time the information is provided, will not be included for the purpose of determining whether security holder approval has been obtained.

3.26. Trades among current or former employees, executive officers, directors, or consultants of non-reporting issuer

(1) Subject to subsection (2), the dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in a security of an issuer by

(a) a current or former employee, executive officer, director, or consultant of the issuer or related entity of the issuer, or

(b) a permitted assign of a person referred to in paragraph (a),

to

(c) an employee, executive officer, director, or consultant of the issuer or a related entity of the issuer, or

(d) a permitted assign of the employee, executive officer, director, or consultant.

(2) The exemption in subsection (1) is only available if

(a) participation in the trade is voluntary,

(b) the issuer of the security is not a reporting issuer in any jurisdiction of Canada, and

(c) the price of the security being traded is established by a generally applicable formula contained in a written agreement among some or all of the security holders of the issuer to which the transferee is or will become a party.

3.27. Permitted transferees

(1) The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in a security of an issuer acquired by a person described in section 3.24(1) [*Employee, executive officer, director and consultant*] under a plan of the issuer if the trade

(a) is between

(i) a person who is an employee, executive officer, director or consultant of the issuer or a related entity of the issuer, and

(ii) the permitted assign of that person,

or

(b) is between permitted assigns of that person.

(2) The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in a security of an issuer by a trustee, custodian or administrator acting on behalf, or for the benefit, of employees, executive officers, directors or consultants of the issuer or a related entity of the issuer, to

(a) an employee, executive officer, director or consultant of the issuer or a related entity of the issuer, or

(b) a permitted assign of a person referred to in paragraph (a),

if the security was acquired from

(c) an employee, executive officer, director or consultant of the issuer or a related entity of the issuer, or

(d) the permitted assign of a person referred to in paragraph (c).

(3) For the purposes of the exemptions in subsection (1) and paragraphs (2) (c) and (d), all references to employee, executive officer, director, or consultant include a former employee, executive officer, director, or consultant.

3.28. Resale - non-reporting issuer

The dealer registration requirement does not apply in respect of the resale of a security that was acquired under this Division or by a person described in section 3.24(1) [*Employee, executive officer, director, and consultant*] if the conditions in section 2.14 of Regulation 45-102 respecting Resale of Securities are satisfied.

Division 5 Miscellaneous Exemptions

3.29. Isolated trade

The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in a security by a person if the trade is an isolated trade and is not made

(a) by the issuer of the security,

(b) in the course of continued and successive transactions of a like nature, and

(c) by a person whose usual business is trading in securities.

3.30. Isolated trade by issuer

The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade by an issuer in a security of its own issue if the trade is an isolated trade and is not made

(a) in the course of continued and successive transactions of a like nature, and

(b) by a person whose usual business is trading in securities.

3.31. Dividends and distributions

(1) The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade by an issuer in a security of its own issue to a security holder of the issuer as a dividend or distribution out of earnings, surplus, capital or other sources.

(2) The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade by an issuer to a security holder of the issuer in a security of a reporting issuer as an in specie dividend or distribution out of earnings or surplus.

3.32. Trade to lender by control person for collateral

The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in a security of an issuer to a lender, pledgee, mortgagee or other encumbrancer from the holdings of a control person of the issuer for the purpose of giving collateral for a bona fide debt of the control person.

3.33. Acting as underwriter

The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in a security between a person and a purchaser acting as an underwriter or between or among persons acting as underwriters.

3.34. Specified debt

(1) In this section, “permitted supranational agency” means

(a) the African Development Bank, established by the Agreement Establishing the African Development Bank which came into force on September 10, 1964, that Canada became a member of on December 30, 1982;

(b) the Asian Development Bank, established under a resolution adopted by the United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific in 1965;

(c) the Caribbean Development Bank, established by the Agreement Establishing the Caribbean Development Bank which came into force on January 26, 1970, as amended, that Canada is a founding member of;

(d) the European Bank for Reconstruction and Development, established by the Agreement Establishing the European Bank for Reconstruction and Development and approved by the European Bank for Reconstruction and Development Agreement Act, that Canada is a founding member of;

(e) the Inter-American Development Bank, established by the Agreement establishing the Inter-American Development Bank which became effective December 30, 1959, as amended from time to time, that Canada is a member of;

(f) the International Bank for Reconstruction and Development, established by the Agreement for an International Bank for Reconstruction and Development approved by the Bretton Woods and Related Agreements Act; and

(g) the International Finance Corporation, established by Articles of Agreement approved by the Bretton Woods and Related Agreements Act.

(2) The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in

(a) a debt security issued by or guaranteed by the Government of Canada or the government of a jurisdiction of Canada,

(b) a debt security issued by or guaranteed by a government of a foreign jurisdiction if the debt security has an approved credit rating from an approved credit rating organization,

(c) a debt security issued by or guaranteed by a municipal corporation in Canada, or secured by or payable out of rates or taxes levied under the law of a jurisdiction of Canada on property in the jurisdiction and collectable by or through the municipality in which the property is situated,

(d) a debt security issued by or guaranteed by a Canadian financial institution or a Schedule III bank, other than debt securities that are subordinate in right of payment to deposits held by the issuer or guarantor of those debt securities,

(e) a debt security issued by the Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal, or

(f) a debt security issued by or guaranteed by a permitted supranational agency if the debt securities are payable in the currency of Canada or the United States of America.

(3) Paragraphs (2)(a) and (c) do not apply in Ontario.

3.35. Short-term debt

The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in a negotiable promissory note or commercial paper maturing not more than one year from the date of issue, if the note or commercial paper traded

(a) is not convertible or exchangeable into or accompanied by a right to purchase another security other than a security described in this section, and

(b) has an approved credit rating from an approved credit rating organization.

3.36. Mortgages

(1) In this section, “syndicated mortgage” means a mortgage in which 2 or more persons participate, directly or indirectly, as a lender in a debt obligation that is secured by the mortgage.

(2) Except in Ontario, the dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in a mortgage on real property in a jurisdiction of Canada by a person who is registered or licensed, or exempted from registration or licensing, under mortgage brokerage or mortgage dealer legislation of that jurisdiction.

(3) In Alberta, British Columbia, Manitoba, Québec and Saskatchewan, subsection (2) does not apply in respect of a trade in a syndicated mortgage.

3.37. Personal property security legislation

Except in Ontario, the dealer registration requirement does not apply in respect of a trade to a person, other than an individual in a security evidencing indebtedness secured by or under a security agreement, secured in accordance with personal property security legislation of a jurisdiction of Canada that provides for the granting of security in personal property.

3.38. Not for profit issuer

The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade by an issuer that is organized exclusively for educational, benevolent, fraternal, charitable, religious or recreational purposes and not for profit in a security of its own issue if

(a) no part of the net earnings benefit any security holder of the issuer, and

(b) no commission or other remuneration is paid in connection with the sale of the security.

3.39. Variable insurance contract

(1) In this section,

(a) “contract” “group insurance”, “insurance company”, “life insurance” and “policy” have the respective meanings assigned to them in the legislation for a jurisdiction referenced in Appendix A.

(b) “variable insurance contract” means a contract of life insurance under which the interest of the purchaser is valued for purposes of conversion or surrender by reference to the value of a proportionate interest in a specified portfolio of assets.

(2) The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in a variable insurance contract by an insurance company if the variable insurance contract is

- (a) a contract of group insurance,
- (b) a whole life insurance contract providing for the payment at maturity of an amount not less than 75% of the premium paid up to age 75 years for a benefit payable at maturity,
- (c) an arrangement for the investment of policy dividends and policy proceeds in a separate and distinct fund to which contributions are made only from policy dividends and policy proceeds, or
- (d) a variable life annuity.

3.40. RRSP/RRIF/TFSA

The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in a security between

- (a) an individual or an associate of the individual, and
- (b) a RRSP, RRIF, or TFSA
 - (i) established for or by the individual, or
 - (ii) under which the individual is a beneficiary.

3.41. Schedule III banks and cooperative associations – evidence of deposit

Except in Ontario, the dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in an evidence of deposit issued by a Schedule III bank or an association governed by the Cooperative Credit Associations Act.

3.42. Conversion, exchange, or exercise

- (1) The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade by an issuer if
 - (a) the issuer trades a security of its own issue to a security holder of the issuer in accordance with the terms and conditions of a security previously issued by that issuer, or
 - (b) the issuer trades a security of a reporting issuer held by it to a security holder of the issuer in accordance with the terms and conditions of a security previously issued by that issuer.
- (2) Subsection (1)(b) does not apply unless
 - (a) the issuer has given the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, prior written notice stating the date, amount, nature and conditions of the trade, and
 - (b) the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, has not objected in writing to the trade within 10 days of receipt of the notice referred to in paragraph (a) or, if the regulator or securities regulatory authority objects to the trade, the issuer must deliver to the regulator or securities regulatory authority information relating to the securities that is satisfactory to and accepted by the regulator or securities regulatory authority.

3.43. Self-directed registered educational savings plans

The dealer registration requirement does not apply to a trade in a self-directed RESP to a subscriber if

- (a) the trade is made by
 - (i) a dealing representative of a mutual fund dealer who is acting on behalf of the mutual fund dealer,
 - (ii) a Canadian financial institution, or,
 - (iii) in Ontario, a financial intermediary, and
- (b) the self-directed RESP restricts its investments in securities to securities in which the person who trades the self-directed RESP is permitted to trade.

3.44. Registered dealer

The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade by a person acting solely through an agent who is a registered dealer.

3.45. Exchange contract

(1) In Alberta, British Columbia, Québec and Saskatchewan, the dealer registration requirement does not apply in respect of the following trades in exchange contracts:

- (a) a trade by a person acting solely through a registered dealer;
- (b) a trade resulting from an unsolicited order placed with an individual who is not a resident of and does not carry on business in the jurisdiction;
- (c) a trade that may occasionally be transacted by employees of a registered dealer if the employees
 - (i) do not usually trade in exchange contracts, and
 - (ii) have been designated by the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, as “non-trading” employees, either individually or as a class.

(2) An individual referred to in subsection (1)(b) must not

- (a) advertise or engage in promotional activity that is directed to persons in the jurisdiction during the 6 months preceding the trade, and
- (b) pay any commission or finder’s fee to any person in the jurisdiction in connection with the trade.

(3) Subsection (1)(b) does not apply in Saskatchewan.

3.46. Estates, bankruptcies, and liquidations

The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade by a person acting under the authority of

- (a) a direction, order or judgment of a court,
- (b) a will, or
- (c) any law of a jurisdiction

in the course of enforcing legal obligations or administering the affairs of another person.

3.47. Employees of registered dealer

The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade by an employee of a registered dealer in a security if the employee does not usually trade in securities and has been designated or accepted by the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, as a “non-trading” employee, either individually or as a class.

3.48. Small security holder selling and purchase arrangements

(1) For the purposes of this section

“exchange” means

- (a) TSX Inc.,
- (b) the TSX Venture Exchange Inc., or
- (c) an exchange that
 - (i) has a policy that is substantially similar to the policy of the TSX Inc.,

and

(ii) is designated by the securities regulatory authority for the purpose of this section;

“policy” means

(a) in the case of the TSX Inc., sections 638 and 639 [*Odd lot selling and purchase arrangements*] of the TSX Company Manual as amended from time to time,

(b) in the case of the TSX Venture Exchange Inc., Policy 5.7 Small Shareholder Selling and Purchase Arrangements as amended from time to time, or

(c) in the case of an exchange referred to in paragraph (c) of the definition of “exchange”, the rule, policy or other similar instrument of the exchange on small shareholder selling and purchase arrangements.

(2) The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade by an issuer or its agent, in securities of the issuer that are listed on an exchange if

(a) the trade is an act in furtherance of participation by the holders of the securities in an arrangement that is in accordance with the policy of that exchange,

(b) the issuer and its agent do not provide advice to a security holder about the security holder’s participation in the arrangement referred to in paragraph (a), other than a description of the arrangement’s operation, procedures for participation in the arrangement, or both,

(c) the trade is made in accordance with the policy of that exchange, without resort to an exemption from, or variation of, the significant subject matter of the policy, and

(d) at the time of the trade after giving effect to a purchase under the arrangement, the market value of the maximum number of securities that a security holder is permitted to hold in order to be eligible to participate in the arrangement is not more than \$25 000.

(3) For the purposes of subsection (2)(c), an exemption from, or variation of, the maximum number of securities that a security holder is permitted to hold under a policy in order to be eligible to participate in the arrangement provided for in the policy is not an exemption from, or variation of, the significant subject matter of the policy.

3.49. Adviser

The adviser registration requirement does not apply to

(a) the following persons if performance of services as an adviser are incidental to their principal business or occupation:

(i) a Canadian financial institution and a Schedule III bank;

(ii) the Business Development Bank of Canada continued under the Business Development Bank of Canada Act;

(iii) a société d'entraide économique or the Fédération des sociétés d'entraide économique du Québec governed by the Act respecting the sociétés d'entraide économique (R.S.Q. c. S. 25.1);

(iv) a lawyer, accountant, engineer or teacher, or, in Québec, a notary, if that individual

A) does not recommend securities of an issuer in which that individual has an interest, and

B) does not receive remuneration for the performance of services as an adviser separate from remuneration received by that individual for practicing in their professions;

(v) a registered dealer or any partner, officer or employee of a registered dealer;

or

(b) a publisher or a writer for a newspaper, news magazine or business or financial journal or periodical, however delivered, that is of general and regular paid circulation, and only available to subscribers for value, or purchasers of it, if the publisher or writer

(i) gives advice only through the written publication,

(ii) has no interest either directly or indirectly in any of the securities on which that individual gives advice, and

(iii) receives no commission or other consideration for giving the advice other than for acting in that person's capacity as a publisher or writer.

3.50. Investment dealer acting as portfolio manager

(1) The adviser registration requirement does not apply to a registered investment dealer who manages the investment portfolios of its clients through discretionary authority granted by the clients if the investment dealer is a member of the Investment Industry Regulatory Organization of Canada and the advising activities are conducted in accordance with the rules of the Investment Industry Regulatory Organization of Canada.

(2) Any partner, director, officer or employee of a registered investment dealer referred to in subsection (1) who manages an investment portfolio for the registered investment

dealer must be registered under the securities legislation of the jurisdiction to trade in securities.

PART 4 CONTROL BLOCK DISTRIBUTIONS

4.1. Control block distributions

(1) In this Part

“control block distribution” means a trade to which the provisions of securities legislation listed in Appendix B apply.

(2) Terms defined or interpreted in Regulation 62-103 respecting the Early Warning System and Related Takeover Bid and Insider Reporting Issues, adopted by the Commission des valeurs mobilières du Québec pursuant to decision No. 2003-C-0109 dated March 18, 2003 and used in this Part have the same meaning as is assigned to them in that Regulation.

(3) The prospectus requirement does not apply to a control block distribution by an eligible institutional investor of a reporting issuer's securities if

(a) the eligible institutional investor

(i) has filed the reports required under the early warning requirements or files the reports required under Part 4 of Regulation 62-103 respecting the Early Warning System and Related Takeover Bid and Insider Reporting Issues,

(ii) does not have knowledge of any material fact or material change with respect to the reporting issuer that has not been generally disclosed,

(iii) does not receive in the ordinary course of its business and investment activities knowledge of any material fact or material change with respect to the reporting issuer that has not been generally disclosed, and

(iv) either alone or together with any joint actors, does not possess effective control of the reporting issuer,

(b) there are no directors or officers of the reporting issuer who were, or could reasonably be seen to have been, selected, nominated or designated by the eligible institutional investor or any joint actor,

(c) the control block distribution is made in the ordinary course of business or investment activity of the eligible institutional investor,

(d) securities legislation would not require the securities to be held for a specified period of time if the trade was not a control block distribution,

(e) no unusual effort is made to prepare the market or to create a demand for the securities, and

(f) no extraordinary commission or consideration is paid in respect of the control block distribution.

(4) An eligible institutional investor that makes a distribution in reliance on subsection (3) must file a letter within 10 days after the distribution that describes the date and size of the distribution, the market on which it was made and the price at which the securities being distributed were sold.

4.2. Distributions by a control person after a take-over bid

(1) The prospectus requirement does not apply to a distribution in a security from the holdings of a control person acquired under a take-over bid for which a take-over bid circular was issued and filed if

(a) the issuer whose securities are being acquired under the take-over bid has been a reporting issuer for at least 4 months at the date of the take-over bid,

(b) the intention to make the distribution is disclosed in the take-over bid circular issued in respect of the take-over bid,

(c) the distribution is made within the period beginning on the date of the expiry of the bid and ending 20 days after that date,

(d) a notice of intention to distribute securities in Form 45-102F1, Notice of Intention to Distribute Securities under Section 2.8 of Regulation 45-102 respecting Resale of Securities under Regulation 45-102 is filed before the distribution,

(e) an insider report of the distribution in Form 55-102F2, Insider Report or Form 55-102F6, Insider Report, as applicable, under National Instrument 55-102, System for Electronic Disclosure by Insiders (SEDI), adopted by the Commission des valeurs mobilières du Québec pursuant to decision No. 2003-C-0069 dated March 3, 2003, is filed within 3 days after the completion of the distribution,

(f) no unusual effort is made to prepare the market or to create a demand for the security, and

(g) no extraordinary commission or consideration is paid in respect of the distribution.

(2) A control person referred to in subsection (1) is not required to comply with subsection (1) (b) if

(a) another person makes a competing take-over bid for securities of the issuer for which the take-over bid circular is issued, and

(b) the control person sells those securities to that other person for a consideration that is not greater than the consideration offered by that other person under its take-over bid.

PART 5 OFFERINGS BY TSX VENTURE EXCHANGE OFFERING DOCUMENT

5.1. Application and interpretation

(1) This Part does not apply in Ontario.

(2) In this Part

“exchange policy” means Exchange Policy 4.6 - Public Offering by Short Form Offering Document and Exchange Form 4H - Short Form Offering Document, of the TSX Venture Exchange as amended from time to time;

“gross proceeds” means the gross proceeds that are required to be paid to the issuer for listed securities distributed under a TSX Venture exchange offering document;

“listed security” means a security of a class listed on the TSX Venture Exchange;

“prior exchange offering” means a distribution of securities by an issuer under a TSX Venture exchange offering document that was completed during the 12-month period immediately preceding the date of the TSX Venture exchange offering document;

“subsequently triggered report” means a material change report that must be filed no later than 10 days after a material change under securities legislation as a result of a material change that occurs after the date the TSX Venture exchange offering document is certified but before a purchaser enters into an agreement of purchase and sale;

“TSX Venture Exchange” means the TSX Venture Exchange Inc.;

“TSX Venture exchange offering document” means an offering document that complies with the exchange policy;

“warrant” means a warrant of an issuer distributed under a TSX Venture exchange offering document that entitles the holder to acquire a listed security or a portion of a listed security of the same issuer.

5.2. TSX Venture Exchange offering

The prospectus requirement does not apply to a distribution by an issuer in a security of its own issue if

- (a) the issuer has filed an AIF in a jurisdiction of Canada,
- (b) the issuer is a SEDAR filer,
- (c) the issuer is a reporting issuer in a jurisdiction of Canada and has filed in a jurisdiction of Canada
 - (i) a TSX Venture exchange offering document,
 - (ii) all documents required to be filed under the securities legislation of that jurisdiction, and
 - (iii) any subsequently triggered report,
- (d) the distribution is of listed securities or units consisting of listed securities and warrants,
- (e) the issuer has filed with the TSX Venture Exchange a TSX Venture exchange offering document in respect of the distribution, that
 - (i) incorporates by reference the following documents of the issuer filed with the securities regulatory authority in any jurisdiction of Canada:
 - A) the AIF,
 - B) the most recent annual financial statements and the MD&A relating to those financial statements,
 - C) all unaudited interim financial statements and the MD&A relating to those financial statements, filed after the date of the AIF but before or on the date of the TSX Venture exchange offering document,
 - D) all material change reports filed after the date of the AIF but before or on the date of the TSX Venture exchange offering document, and
 - E) all documents required under Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects and Regulation 51-101 respecting Standards

of Disclosure for Oil and Gas Activities, approved by Ministerial Order No. 2005-15 dated August 2, 2005, filed on or after the date of the AIF but before or on the date of the TSX Venture exchange offering document,

(ii) deems any subsequently triggered report required to be delivered to a purchaser under this Part to be incorporated by reference,

(iii) grants to purchasers contractual rights of action in the event of a misrepresentation, as required by the exchange policy,

(iv) grants to purchasers contractual rights of withdrawal, as required by the exchange policy, and

(v) contains all the certificates required by the exchange policy,

(f) the distribution is conducted in accordance with the exchange policy,

(g) the issuer or the underwriter delivers the TSX Venture exchange offering document and any subsequently triggered report to each purchaser

(i) before the issuer or the underwriter enters into the written confirmation of purchase and sale resulting from an order or subscription for securities being distributed under the TSX Venture exchange offering document, or

(ii) not later than midnight on the 2nd business day after the agreement of purchase and sale is entered into,

(h) the listed securities issued under the TSX Venture exchange offering document, when added to the listed securities of the same class issued under prior exchange offerings, do not exceed

(i) the number of securities of the same class outstanding immediately before the issuer distributes securities of the same class under the TSX Venture exchange offering document, or

(ii) the number of securities of the same class outstanding immediately before a prior exchange offering,

(i) the gross proceeds under the TSX Venture exchange offering document, when added to the gross proceeds from prior exchange offerings do not exceed \$2 million,

(j) no purchaser acquires more than 20% of the securities distributed under the TSX Venture exchange offering document, and

(k) no more than 50% of the securities distributed under the TSX Venture exchange offering document are subject to section 2.5 of Regulation 45-102 respecting Resale of Securities.

5.3. Underwriter obligations

An underwriter that qualifies as a “sponsor” under TSX Venture Exchange Policy 2.2 - Sponsorship and Sponsorship Requirements as amended from time to time must sign the TSX Venture exchange offering document and comply with TSX Venture Exchange Appendix 4A - Due Diligence Report in connection with the distribution.

PART 6 REPORTING REQUIREMENTS

6.1. Report of exempt distribution

(1) Issuers that distribute their own securities and underwriters that distribute securities they acquired under section 2.33 must file a report if they make the distribution under one or more of the following exemptions:

- (a) section 2.3 [*Accredited investor*];
- (b) section 2.5 [*Family, friends and business associates*];
- (c) subsection 2.9 (1) or (2) [*Offering memorandum for Alberta, B.C., Manitoba, New Brunswick, Nova Scotia, Newfoundland and Labrador, Northwest Territories, Nunavut, Prince Edward Island, Québec, Saskatchewan and Yukon*];
- (d) section 2.10 [*Minimum amount investment*];
- (e) section 2.12 [*Asset acquisition*];
- (f) section 2.13 [*Petroleum, natural gas and mining properties*];
- (g) section 2.14 [*Securities for debt*];
- (h) section 2.19 [*Additional investment in investment funds*];
- (i) section 2.30 [*Isolated distribution by issuer*];
- (j) section 5.2 [*TSX Venture Exchange offering*].

(2) The issuer or underwriter must file the report in the jurisdiction where the distribution takes place no later than 10 days after the distribution.

6.2. When report not required

(1) An issuer is not required to file a report under section 6.1(a) [*Report of exempt distribution*] for a distribution of a debt security of its own issue or, concurrently with the distribution of the debt security, an equity security of its own issue, to a Canadian financial institution or a Schedule III bank.

(2) An investment fund is not required to file a report under section 6.1 [*Report of exempt distribution*] for a distribution under section 2.3 [*Accredited investor*], section 2.10 [*Minimum amount*] or section 2.19 [*Additional investment in investment funds*] if the investment fund files the report not later than 30 days after the financial year-end of the investment fund.

6.3. Required form of report of exempt distribution

(1) The required form of report under section 6.1 [*Report of exempt distribution*] is Form 45-106F1.

(2) Except in Manitoba, an issuer that makes a distribution under an exemption from a prospectus requirement not provided for in this Regulation is exempt from the requirements in securities legislation to file a report of exempt trade or exempt distribution in the required form if the issuer files a report of exempt distribution in accordance with Form 45-106F1.

6.4. Required form of offering memorandum

(1) The required form of offering memorandum under section 2.9 or section 3.9 [*Offering memorandum*] is Form 45-106F2.

(2) Despite subsection (1), a qualifying issuer may prepare an offering memorandum in accordance with Form 45-106F3.

6.5. Required form of risk acknowledgement

(1) The required form of risk acknowledgement under subsection 2.9(12) or subsection 3.9(12) [*Offering memorandum*] is Form 45-106F4.

(2) In Saskatchewan, the required form of risk acknowledgement under section 2.6 or section 3.6 [*Family, friends and business associates*] is Form 45-106F5.

PART 7 EXEMPTION

7.1. Exemption

(1) Subject to subsection (2), the regulator or the securities regulatory authority may grant an exemption to this Regulation, in whole or in part, subject to such conditions or restrictions as may be imposed in the exemption.

(2) In Ontario, only the regulator may grant an exemption and only from Part 6, in whole or in part, subject to such conditions or restrictions as may be imposed in the exemption.

(3) Except in Ontario, an exemption referred to in subsection (1) is granted under the statute referred to in Appendix B of Regulation 14-101 respecting Definitions, adopted by the Commission des valeurs mobilières du Québec pursuant to decision No. 2001-C-0274 dated June 12, 2001, opposite the name of the local jurisdiction.

PART 8 TRANSITIONAL, COMING INTO FORCE

8.1. Additional investment – investment funds – exemption from prospectus requirement

(1) The prospectus requirement does not apply to a distribution by an investment fund in a security of its own issue to a purchaser that initially acquired the security as principal before this Instrument came into force if

(a) the security was initially acquired under any of the following provisions:

(i) in Alberta, sections 86(e) and 131(1)(d) of the Securities Act (R.S.A. 2000, c. S-4) as they existed prior to their repeal by sections 9(a) and 13 of the Securities Amendment Act (Alberta), 2003 SA c.32 and sections 66.2 and 122.2 of the Alberta Securities Commission Rules (General);

(ii) in British Columbia, sections 45(2) (5) and (22), and 74(2) (4) and (19) of the Securities Act (R.S.B.C. 1996, ch. 418),

(iii) in Manitoba, sections 19(3) and 58(1)(a) of the Securities Act (C.C.S.M. c. S50) and section 90 of the Securities Regulation MR 491/88R;

(iv) in New Brunswick, section 2.8 of Local Rule 45-501 Prospectus and Registration Exemptions;

(v) in Newfoundland and Labrador, sections 36(1)(e) and 73(1)(d) of the Securities Act;

(vi) in Nova Scotia, sections 41(1)(e) and 77(1)(d) of the Securities Act (R.S.N.S. 1989, c. 418);

(vii) in Northwest Territories, section 3(c) and (z) of Blanket Order No. 1;

(viii) in Nunavut, section 3(c) and (z) of Blanket Order No. 1;

(ix) in Ontario, sections 35(1)5 and 72(1)(d) of the Securities Act and section 2.12 of Ontario Securities Commission Rule 45-501 Exempt Distributions ((2004) 27 OSCB 433) that came into force on January 12, 2004;

(x) in Prince Edward Island, section 2(3)(d) of the Securities Act (R.S.P.E.I. 1988, c. S-3) and Prince Edward Island Local Rule 45-512 - Exempt Distributions - Exemption for Purchase of Mutual Fund Securities;

(xi) in Québec, section 51 and 155.1(2) of the Securities Act (Québec);

(xii) in Saskatchewan, sections 39(1)(e) and 81(1)(d) of the The Securities Act, 1988 (S.S. 1988, c. S-42.2);

(b) the distribution is of a security of the same class or series as the initial distribution, and

(c) the security holder, as at the date of the distribution, holds securities of the investment fund that have

(i) an acquisition cost of not less than the minimum amount prescribed by securities legislation referred to in paragraph (a) under which the initial distribution was conducted, or

(ii) a net asset value of not less than the minimum amount prescribed by securities legislation referred to in paragraph (a) under which the initial distribution was conducted.

8.1.1. Additional investment - investment funds – exemption from registration requirement

(1) After March 27, 2010, this section 8.1.1 does not apply in any jurisdiction.

(2) The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade by an investment fund in a security of its own issue to a purchaser that initially acquired the security as principal before this Regulation came into force if

(a) the security was initially acquired under any of the following provisions:

(i) in Alberta, sections 86(e) and 131(1)(d) of the Securities Act as they existed prior to their repeal by sections 9(a) and 13 of the Securities Amendment Act 2003 (S.A. 2003, c.32) and sections 66.2 and 122.2 of the Alberta Securities Commission Rules (General);

(ii) in British Columbia, sections 45(2) (5) and (22), and 74(2) (4) and (19) of the Securities Act;

(iii) in Manitoba, sections 19(3) and 58(1)(a) of the Securities Act and section 90 of the Securities Regulation MR 491/88R;

(iv) in New Brunswick, section 2.8 of Local Rule 45-501 Prospectus and Registration Exemptions;

(v) in Newfoundland and Labrador, sections 36(1)(e) and 73(1)(d) of the Securities Act;

(vi) in Nova Scotia, sections 41(1)(e) and 77(1)(d) of the Securities Act;

(vii) in Northwest Territories, section 3(c) and (z) of Blanket Order No. 1 of the Northwest Territories Securities Registry;

(viii) in Nunavut, section 3(c) and (z) of Blanket Order No. 1 of the Registrar of Securities;

(ix) in Ontario, sections 35(1)5 and 72(1)(d) of the Securities Act and section 2.12 of Ontario Securities Commission Rule 45-501 Exempt Distributions that came into force on January 12, 2004;

(x) in Prince Edward Island, section 2(3)(d) of the Securities Act and Prince Edward Island Local Rule 45-512 – Exempt Distributions – Exemption for Purchase of Mutual Fund Securities of the Securities Office;

(xi) in Québec, former section 51 and former paragraph 155.1(2) of the Securities Act;

(xii) in Saskatchewan, sections 39(1)(e) and 81(1)(d) of the The Securities Act, 1988;

(b) the trade is for a security of the same class or series as the initial trade, and

(c) the security holder, as at the date of the trade, holds securities of the investment fund that have

(i) an acquisition cost of not less than the minimum amount prescribed by securities legislation referred to in paragraph (a) under which the initial trade was conducted, or

(ii) a net asset value of not less than the minimum amount prescribed by securities legislation referred to in paragraph (a) under which the initial trade was conducted.

8.2. Definition of “accredited investor” – investment fund

An investment fund that distributed its securities to persons pursuant to any of the following provisions is an investment fund under paragraph (n)(ii) of the definition of “accredited investor”:

(a) in Alberta, sections 86(e) and 131(1)(d) of the Securities Act as they existed prior to their repeal by sections 9(a) and 13 of the Securities Amendment Act and sections 66.2 and 122.2 of the Alberta Securities Commission Rules (General);

(b) in British Columbia, sections 45(2) (5) and (22), and 74(2) (4) and (19) of the Securities Act;

(c) in Manitoba, sections 19(3) and 58(1)(a) of the Securities Act and section 90 of the Securities Regulation MR 491/88R;

(d) in New Brunswick, section 2.8 of Local Rule 45-501 Prospectus and Registration Exemptions;

(e) in Newfoundland and Labrador, sections 36(1)(e) and 73(1)(d) of the Securities Act;

- (f) in Nova Scotia, sections 41(1)(e) and 77(1)(d) of the Securities Act;
- (g) in Northwest Territories, section 3(c) and (z) of Blanket Order No. 2;
- (h) in Nunavut, section 3(c) and (z) of Blanket Order No. 3;
- (i) in Ontario, sections 35(1)5 and 72(1)(d) of the Securities Act and section 2.12 of Ontario Securities Commission Rule 45-501 Exempt Distributions that came into force on January 12, 2004;
- (j) in Prince Edward Island, section 2(3)(d) of the Securities Act (Prince Edward Island) and Prince Edward Island Local Rule 45-512 -Exempt Distributions - Exemption for Purchase of Mutual Fund Securities;
- (k) in Québec, former section 51 and former paragraph 155.1(2) of the Securities Act;
- (l) in Saskatchewan, sections 39(1)(e) and 81(1)(d) of the The Securities Act, 1988.

8.3. Transition – Closely-held issuer – exemption from prospectus requirement

(1) In this section,

“2001 OSC Rule 45-501” means the Ontario Securities Commission Rule 45-501 Exempt Distributions that came into force on November 30, 2001;

“2004 OSC Rule 45-501” means the Ontario Securities Commission Rule 45-501 Exempt Distributions that came into force on January 12, 2004;

“closely-held issuer” has the same meaning as in 2004 OSC Rule 45-501;

(2) The prospectus requirement does not apply to a distribution of a security that was previously distributed by a closely-held issuer under section 2.1 of 2001 OSC Rule 45-501, or under section 2.1 of 2004 OSC Rule 45-501, to a person who purchases the security as principal and is

- (a) a director, officer, employee, founder or control person of the issuer,
- (b) a spouse, parent, grandparent, brother, sister or child of a director, executive officer, founder or control person of the issuer,
- (c) a parent, grandparent, brother, sister or child of the spouse of a director, executive officer, founder or control person of the issuer,
- (d) a close personal friend of a director, executive officer, founder or control person of the issuer,
- (e) a close business associate of a director, executive officer, founder or control person of the issuer,
- (f) a spouse, parent, grandparent, brother, sister or child of the selling security holder or of the selling security holder’s spouse,
- (g) a security holder of the issuer,
- (h) an accredited investor,
- (i) a person of which a majority of the voting securities are beneficially owned by, or a majority of the directors are, persons described in paragraphs (a) to (h),

(j) a trust or estate of which all of the beneficiaries or a majority of the trustees or executors are persons described in paragraphs (a) to (h), or

(k) a person that is not the public.

8.3.1. Transition - Closely-held issuer – exemption from registration requirement

(1) After March 27, 2010, this section 8.3.1 does not apply in any jurisdiction.

(2) In this section,

“2001 OSC Rule 45-501” means the Ontario Securities Commission Rule 45-501 Exempt Distributions ((2001) 24 OSCB 7011) that came into force on November 30, 2001;

“2004 OSC Rule 45-501” means the Ontario Securities Commission Rule 45-501 Exempt Distributions that came into force on January 12, 2004;

“closely-held issuer” has the same meaning as in 2004 OSC Rule 45-501;

(3) The dealer registration requirement does not apply in respect of a trade in a security that was previously distributed by a closely-held issuer under section 2.1 of 2001 OSC Rule 45-501 or under section 2.1 of 2004 OSC Rule 45-501 to a person who purchases the security as principal and is

(a) a director, officer, employee, founder or control person of the issuer,

(b) a spouse, parent, grandparent, brother, sister or child of a director, executive officer, founder or control person of the issuer,

(c) a parent, grandparent, brother, sister or child of the spouse of a director, executive officer, founder or control person of the issuer,

(d) a close personal friend of a director, executive officer, founder or control person of the issuer,

(e) a close business associate of a director, executive officer, founder or control person of the issuer,

(f) a spouse, parent, grandparent, brother, sister or child of the selling security holder or of the selling security holder's spouse,

(g) a security holder of the issuer,

(h) an accredited investor,

(i) a person of which a majority of the voting securities are beneficially owned by, or a majority of the directors are, persons described in paragraphs (a) to (h),

(j) a trust or estate of which all of the beneficiaries or a majority of the trustees or executors are persons described in paragraphs (a) to (h), or

(k) a person that is not the public.

8.4. Transition – reinvestment plan

Despite subsection 2.2(5) or 3.2(5), if an issuer's reinvestment plan was established before September 28, 2009, and provides for the distribution of a security that is of a different class or series than the class or series of the security to which the dividend or distribution is attributable, the issuer or the trustee, custodian or administrator of the plan

must provide to each person who is already a participant the description of the material attributes and characteristics of the securities traded under the plan or notice of a source from which the participant can obtain the information not later than 140 days after the next financial year end of the issuer ending on or after September 28, 2009.

8.5. Application of Part 3 of this Regulation

On March 27, 2010, Part 3 does not apply in any jurisdiction.

8.6. Repeal of former regulation

Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions, which came into force on September 14, 2005, is repealed on September 28, 2009.

8.7. Effective date

- (1) Except in Ontario, this Regulation comes into force on September 28, 2009.
- (2) In Ontario, this Regulation comes into force on the later of the following:
 - (a) September 28, 2009;
 - (b) the day on which sections 5 and 11, subsection 12(1) and section 13 of Schedule 26 of the Budget Measures Act, 2009 are proclaimed into force.

**APPENDIX A
VARIABLE INSURANCE CONTRACT EXEMPTION**

(section 2.39)

JURISDICTION	LEGISLATION REFERENCE
ALBERTA	<p>“contract of insurance”, “group insurance”, “life insurance”, and “policy” have the respective meanings assigned to them under the Insurance Act (R.S.A. 2000, c. I-3) and the regulations under that Act.</p> <p>“insurance company” means an insurer as defined in the Insurance Act that is licensed under that Act.</p>
BRITISH COLUMBIA	<p>“contract”, “group insurance”, and “policy” have the respective meanings assigned to them under the Insurance Act (R.S.B.C. 1996, c. 226) and the regulations under that Act.</p> <p>“life insurance” has the respective meaning assigned to it under the Financial Institutions Act (R.S.B.C. 1996, c. 141) and the regulations under that Act.</p> <p>“insurance company” means an insurance company, or an extraprovincial insurance corporation, authorized to carry on insurance business under the Financial Institutions Act (R.S.B.C. 1996, c. 141).</p>
MANITOBA	<p>“contract of insurance”, “group insurance”, “life insurance”, and “policy” have the respective meanings assigned to them under the Insurance Act (C.C.S.M. c. I40) and the regulations under that Act.</p> <p>“insurance company” means an insurer as defined in the Insurance Act that is licensed under that Act.</p>
NEW BRUNSWICK	<p>“contract of insurance”, “group insurance”, “life insurance”, and “policy” have the respective meanings assigned to them under the Insurance Act (R.S.N.B. 1973, c. I-12) and the regulations under that Act.</p> <p>“insurance company” means an insurer as defined in the Insurance Act that is licensed under that Act.</p>
NORTHWEST TERRITORIES	<p>“contract”, “group insurance”, “life insurance”, and “policy” have the respective meanings assigned to them under the Insurance Act (R.S.N.W.T. 188, c. I-4).</p> <p>“insurance company” means an insurer as defined in the Insurance Act that is licensed under that Act.</p>
NOVA SCOTIA	<p>“contract”, “group insurance”, “life insurance”, and “policy” have the respective meanings assigned to them under the Insurance Act (R.S.N.S. 1989, c. 231) and the regulations under that Act.</p>

ONTARIO	<p>“insurance company” has the same meaning as in section 3(1)(a) of the General Securities Rules (Nova Scotia).</p> <p>“contract”, “group insurance”, and “policy” have the respective meanings assigned to them in section 1 and 171 of the Insurance Act (R.S.O. 1990, c. I-8).</p> <p>“life insurance” has the respective meaning assigned to it in Schedule 1 by Order of the Superintendent of Financial Services.</p>
QUÉBEC	<p>“insurance company” has the same meaning as in section 1(2) of the General Regulation (R.R.O. 1990, Reg. 1015).</p> <p>“contract of insurance”, “group insurance”, “life insurance”, and “policy” have the respective meanings assigned to them under the Civil Code of Québec (S.Q. 1991, c. 64).</p> <p>“insurance company” means an insurer holding a license under the Act respecting insurance (R.S.Q., c. A-32).</p>
PRINCE EDWARD ISLAND	<p>“contract”, “group insurance”, “insurer”, “life insurance” and “policy” have the respective meanings assigned to them in sections 1 and 174 of the Insurance Act (R.S.P.E.I. 1988, C. I-4).</p> <p>“insurance company” means an insurance company licensed under the Insurance Act.</p>
SASKATCHEWAN	<p>“contract”, “life insurance” and “policy” have the respective meanings assigned to them in section 2 of The Saskatchewan Insurance Act (S.S. 1978, c. S-26).</p> <p>“group insurance” has the respective meaning assigned to it in section 133 of The Saskatchewan Insurance Act.</p> <p>“insurance company” means an issuer licensed under The Saskatchewan Insurance Act.</p>
YUKON	<p>“contract”, “group”, “life insurance” and “policy” have the respective meanings assigned to them under the Insurance Act (R.S.Y. 2002, c. 119) and the regulations made under that Act.</p> <p>“insurance company” means an insurer as defined in the Insurance Act that is licensed under that Act.</p>

**APPENDIX B
CONTROL BLOCK DISTRIBUTIONS**

(Part 4)

JURISDICTION	SECURITIES LEGISLATION REFERENCE
ALBERTA	Section 1(p)(iii) of the Securities Act
BRITISH COLUMBIA	Paragraph (c) of the definition of “distribution” contained in section 1 of the Securities Act
MANITOBA	Section 1(b) of the definition of “primary distribution to the public” contained in subsection 1(1) of the Securities Act
NEW BRUNSWICK	Paragraph (c) of the definition of “distribution” contained in section 1(1) of the Securities Act (S.N.B. 2004, c. S-5.5)
NEWFOUNDLAND AND LABRADOR	Section 2(1)(1)(iii) of the Securities Act
NORTHWEST TERRITORIES	Paragraph (c) of the definition of “distribution” in subsection 1(1) of the Securities Act (R.S.N.W.T. 1988, c. S-5)
NOVA SCOTIA	Section 2(1)(1)(iii) of the Securities Act
ONTARIO	Paragraph (c) of the definition of “distribution” contained in subsection 1(1) of the Securities Act
PRINCE EDWARD ISLAND	Section 1(f)(iii) of the Securities Act
QUÉBEC	Paragraph 9 of the definition of “distribution” contained in section 5 of the Securities Act
SASKATCHEWAN	Section 2(1)(r)(iii) of The Securities Act, 1988
YUKON	Paragraph (c) of the definition of “distribution” in subsection 1(1) of the Securities Act (R.S.Y. 2002, c. 201)

**FORM 45-106F1
REPORT OF EXEMPT DISTRIBUTION**

This is the form required under section 6.1 of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions for a report of exempt distribution.

Issuer/underwriter information

Item 1: State the full name of the issuer of the security distributed and the address and telephone number of its head office. If the issuer of the security distributed is an investment fund, state the name of the fund as the issuer, and provide the full name of the manager of the investment fund and the address and telephone number of the head office of the manager. Include the former name of the issuer if its name has changed since last report. If an underwriter is completing this form, also state the full name of the underwriter and the address and telephone number of the head office of the underwriter.

Item 2: State whether the issuer is or is not a reporting issuer and, if reporting, each of the jurisdictions in which it is reporting.

Item 3: Indicate the industry of the issuer by checking the appropriate box next to one of the industries listed below.

- | | | |
|---|---|--|
| <input type="checkbox"/> Bio-tech | Mining | <input type="checkbox"/> exploration/development |
| Financial Services | | <input type="checkbox"/> production |
| <input type="checkbox"/> investment companies and funds | <input type="checkbox"/> Oil and gas | |
| <input type="checkbox"/> mortgage investment companies | <input type="checkbox"/> Real estate | |
| <input type="checkbox"/> Forestry | <input type="checkbox"/> Utilities | |
| <input type="checkbox"/> Hi-tech | <input type="checkbox"/> Other (describe) | |
| <input type="checkbox"/> Industrial | | |
-

Details of distribution

Item 4: Complete Schedule I to this report. Schedule I is designed to assist in completing the remainder of this report.

Item 5: State the distribution date. If the report is being filed for securities distributed on more than one distribution date, state all distribution dates.

Item 6: For each security distributed:

- (a) describe the type of security,
- (b) state the total number of securities distributed. If the security is convertible or exchangeable, describe the type of underlying security, the terms of exercise or conversion and any expiry date; and
- (c) state the exemption(s) relied on.

Item 7: Complete the following table for each Canadian and foreign jurisdiction where purchasers of the securities reside. Do not include in this table, securities issued as payment for commissions or finder's fees disclosed under item 8, below.

Each jurisdiction where purchasers reside	Number of purchasers	Price per security (Canadian \$) ¹	Total dollar value raised from purchasers in the jurisdiction (Canadian \$)
Total number of Purchasers			
Total dollar value of distribution in all jurisdictions (Canadian \$)			

Note 1: If securities are issued at different prices list the highest and lowest price the securities were sold for.

Commissions and finder's fees

Item 8: Complete the following table by providing information for each person who has received or will receive compensation in connection with the distribution(s). Compensation includes commissions, discounts or other fees or payments of a similar nature. Do not include payments for services incidental to the distribution, such as clerical, printing, legal or accounting services.

If the securities being issued as compensation are or include convertible securities, such as warrants or options, please add a footnote describing the terms of the convertible securities, including the term and exercise price. Do not include the exercise price of any convertible security in the total dollar value of the compensation unless the securities have been converted.

Full name and address of the person being compensated	Compensation paid or to be paid (cash and/or securities)				Total dollar value of compensation (Canadian \$)
	Cash (Canadian \$)	Securities			
		Number and type of securities issued	Price per security	Exemption relied on and date of distribution	

Item 9: If a distribution is made in Ontario, please include the attached "Authorization of Indirect Collection of Personal Information for Distributions in Ontario". The "Authorization of Indirect Collection of Personal Information for Distributions in Ontario" is only required to be filed with the Ontario Securities Commission.

Certificate

On behalf of the [issuer/underwriter], I certify that the statements made in this report are true.

Date: _____

Name of [issuer/underwriter] (please print)

Print name, title and telephone number of person signing

Signature

INSTRUCTION

The person filing the form must complete the bracketed information by deleting the inappropriate word.

Item 10: State the name, title and telephone number of the person who may be contacted with respect to any questions regarding the contents of this report, if different than the person signing the certificate.

IT IS AN OFFENCE TO MAKE A MISREPRESENTATION IN THIS REPORT.

Notice - Collection and use of personal information

The personal information required under this form is collected on behalf of and used by the securities regulatory authorities or, where applicable, the regulators under the authority granted in securities legislation for the purposes of the administration and enforcement of the securities legislation.

If you have any questions about the collection and use of this information, contact the securities regulatory authority or, where applicable, the regulator in the jurisdiction(s) where the form is filed, at the address(es) listed at the end of this report.

Authorization of Indirect Collection of Personal Information for Distributions in Ontario

The attached Schedule I contains personal information of purchasers and details of the distribution(s). The issuer/underwriter hereby confirms that each purchaser listed in Schedule I of this report who is resident in Ontario

- (a) has been notified by the issuer/underwriter
 - (i) of the delivery to the Ontario Securities Commission of the information pertaining to the person as set out in Schedule I,
 - (ii) that this information is being collected indirectly by the Ontario Securities Commission under the authority granted to it in securities legislation,
 - (iii) that this information is being collected for the purposes of the administration and enforcement of the securities legislation of Ontario, and
 - (iv) of the title, business address and business telephone number of the public official of the local jurisdiction, as set out in this report, who can answer questions about the Ontario Securities Commission's indirect collection of the information, and
- (b) has authorized the indirect collection of the information by the Ontario Securities Commission.

Schedule I

Complete the following table.

For reports filed under sub-section 6.1(1)(j) (TSX Venture Exchange offering) of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions the following table only needs to list the total number of purchasers by jurisdiction instead of including the name, residential address and telephone number of each purchaser.

Do not include in this table, securities issued as payment of commissions or finder's fees disclosed under item 8 of this report.

The information in this schedule will not be placed on the public file of any securities regulatory authority or, where applicable, regulator. However, freedom of information legislation in certain jurisdictions may require the securities regulatory authority or, where applicable, regulator to make this information available if requested.

Full name, residential address and telephone number of purchaser	Number and type of securities purchased	Total purchase price (Canadian \$)	Exemption relied on	Date of distribution

Instructions:

1. References to a purchaser in this report are to the beneficial owner of the securities.
2. File this report and the applicable fee in each jurisdiction in which a distribution is made at the addresses listed at the end of this report. If the distribution is made in more than one jurisdiction, the issuer/underwriter must complete a single report identifying all purchasers and file that report in each of the jurisdictions in which the distribution is made. Filing fees associated with the filing of the report are not affected by identifying all purchasers in a single report.
3. If the space provided for any answer is insufficient, additional sheets may be used and must be cross-referenced to the relevant part and properly identified and signed by the person whose signature appears on the report.
4. One report may be used for multiple distributions occurring within 10 days of each other provided that the report is filed on or before the 10th day following the first of such distributions.
5. The information in items 5, 6, and 7 must reconcile with the information in Schedule I of Form 45-106F1. All dollar amounts must be in Canadian dollars.
6. In order to determine the applicable fee, consult the securities legislation of each jurisdiction in which a distribution is made.
7. This report must be filed in English or in French. In Québec, the issuer/underwriter must comply with linguistic obligations and rights prescribed by Québec law.

Securities Regulatory Authorities and Regulators

British Columbia Securities Commission

P.O. Box 10142, Pacific Centre
 701 West Georgia Street
 Vancouver, British Columbia V7Y 1L2
 Telephone: 604-899-6500
 Toll free in British Columbia and Alberta 1-800-373-6393
 Facsimile: 604-899-6506

Alberta Securities Commission

4th Floor, 300 – 5th Avenue SW
 Calgary, Alberta T2P 3C4
 Telephone: 403-297-6454
 Facsimile: 403-297-6156

Saskatchewan Financial Services Commission

Suite 601 - 1919 Saskatchewan Drive
 Regina, Saskatchewan S4P 4H2
 Telephone: 306-787-5879
 Facsimile: 306-787-5899

The Manitoba Securities Commission

500 – 400 St Mary Avenue
 Winnipeg, Manitoba R3C 4K5
 Telephone: 204-945-2548
 Toll free in Manitoba 1-800-655-5244
 Facsimile: 204-945-0330

Ontario Securities Commission

Suite 1903, Box 55
 20 Queen Street West
 Toronto, Ontario M5H 3S8
 Telephone: (416) 593- 8314
 Toll free in Canada: 1-877-785-1555
 Facsimile: 416-593-8122
 Public official contact regarding indirect collection of information:
 Administrative Support Clerk
 Telephone: 416-593-3684

Autorité des marchés financiers

800, Square Victoria, 22^e étage
 C.P. 246, Tour de la Bourse
 Montréal, Québec H4Z 1G3
 Telephone: 514-395-0337
 Or 1-877-525-0337
 Facsimile: 514-873-6155 (For filing purposes only)
 Facsimile: 514-864-6381 (For privacy requests only)

New Brunswick Securities Commission

85 Charlotte Street, Suite 300
 Saint John, New Brunswick E2L 2J2
 Telephone: 506-658-3060
 Toll Free in New Brunswick 1-866-933-2222
 Facsimile: 506-658-3059

Nova Scotia Securities Commission

2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
Halifax, Nova Scotia B3J 3J9
Telephone: 902-424-7768
Facsimile: 902-424-4625

Prince Edward Island Securities Office

95 Rochford Street, 4th Floor Shaw Building
P.O. Box 2000
Charlottetown, Prince Edward Island C1A 7N8
Telephone: 902-368-4569
Facsimile: 902-368-5283

Government of Newfoundland and Labrador

Financial Services Regulation Division
P.O. Box 8700
Confederation Building
2nd Floor, West Block
Prince Philip Drive
St. John's, NFLD A1B 4J6
Attention: Director of Securities
Telephone: 709-729-4189
Facsimile: 709-729-6187

Government of Yukon

Department of Community Services
Law Centre, 3rd Floor
2130 Second Avenue
Whitehorse, YT Y1A 5H6
Telephone: 867-667-5314
Facsimile: 867-393-6251

Government of Northwest Territories

Government of the Northwest Territories
Office of the Superintendent of Securities
P.O. Box 1320
Yellowknife, NT X1A 2L9
Attention: Deputy Superintendent, Legal & Enforcement
Telephone: 867-920-8984
Facsimile: 867-873-0243

Government of Nunavut

Department of Justice
Legal Registries Division
P.O. Box 1000, Station 570
1st Floor, Brown Building
Iqaluit, Nunavut X0A 0H0
Telephone: 867-975-6590
Facsimile: 867-975-6594

**FORM 45-106F2
OFFERING MEMORANDUM FOR NON-QUALIFYING ISSUERS**

Date: [Insert the date from the certificate page.]

The Issuer

Name:

Head office: Address:
Phone #:
E-mail address:
Fax #:

Currently listed or quoted? [If no, state in bold type: “**These securities do not trade on any exchange or market**”. If yes, state where, e.g., TSX/TSX Venture Exchange.]

Reporting issuer? [Yes/No. If yes, state where.]

SEDAR filer? [Yes/No]

The Offering

Securities offered:

Price per security:

Minimum/Maximum offering: [If there is no minimum, state in bold type: “**There is no minimum**.” and also state in bold type: “**You may be the only purchaser**.”]

State in bold type: **Funds available under the offering may not be sufficient to accomplish our proposed objectives.**

Minimum subscription amount: [State the minimum amount each investor must invest, or state “There is no minimum subscription amount an investor must invest.”]

Payment terms:

Proposed closing date(s):

Income tax consequences: There are important tax consequences to these securities. See item 6. [If income tax consequences are not material, delete this item.]

Selling agent? [Yes/No. If yes, state “See item 7”. The name of the selling agent may also be stated.]

Resale restrictions

State: “You will be restricted from selling your securities for [4 months and a day/an indefinite period]. See item 10.”

Purchaser's rights

State: “You have 2 business days to cancel your agreement to purchase these securities. If there is a misrepresentation in this offering memorandum, you have the right to sue either for damages or to cancel the agreement. See item 11.”

State in bold type:

“No securities regulatory authority or regulator has assessed the merits of these securities or reviewed this offering memorandum. Any representation to the contrary is an offence. This is a risky investment. See item 8.”

[All of the above information must appear on a single cover page.]

Item 1 Use of Available Funds

1.1. Funds – Using the following table, disclose the funds available as a result of the offering. If the issuer plans to combine additional sources of funding with the available funds from the offering to achieve its principal capital-raising purpose, please provide details about each additional source of funding. If there is no minimum offering, state “\$0” as the minimum.

Disclose also the amount of any working capital deficiency, if any, of the issuer as at a date not more than 30 days prior to the date of the offering memorandum. If the working capital deficiency will not be eliminated by the use of available funds, state how the issuer intends to eliminate or manage the deficiency.

		Assuming min. offering	Assuming max. offering
A.	Amount to be raised by this offering	\$	\$
B.	Selling commissions and fees	\$	\$
C.	Estimated offering costs (e.g., legal, accounting, audit.)	\$	\$
D.	Available funds: $D = A - (B+C)$	\$	\$
E.	Additional sources of funding required	\$	\$
F.	Working capital deficiency	\$	\$
G.	Total: $H = (D+E) - F$	\$	\$

1.2. Use of Available Funds – Using the following table, provide a detailed breakdown of how the issuer will use the available funds. If any of the available funds will be paid to a related party, disclose in a note to the table the name of the related party, the relationship to the issuer, and the amount. If the issuer has a working capital deficiency, disclose the portion, if any, of the available funds to be applied against the working capital deficiency. If more than 10% of the available funds will be used by the issuer to pay debt and the issuer incurred the debt within the two preceding financial years, describe why the debt was incurred.

Description of intended use of available funds listed in order of priority	Assuming min. offering	Assuming max. offering
	\$	\$
	\$	\$
Total: Equal to G in the Funds table above	\$	\$

1.3. Reallocation – The available funds must be used for the purposes disclosed in the offering memorandum. The board of directors can reallocate the proceeds to other uses only for sound business reasons. If the available funds may be reallocated, include the following statement:

“We intend to spend the available funds as stated. We will reallocate funds only for sound business reasons.”

Item 2 Business of [name of issuer or other term used to refer to issuer]

2.1. Structure – State the business structure (e.g., partnership, corporation or trust), the statute and the province, state or other jurisdiction under which the issuer is incorporated, continued or organized, and the date of incorporation, continuance or organization.

2.2. Our Business – Describe the issuer's business. The disclosure must provide sufficient information to enable a prospective purchaser to make an informed investment decision. For a non-resource issuer this disclosure may include principal products or services, operations, market, marketing plans and strategies and a discussion of the issuer's current and prospective competitors. For a resource issuer this will require a description of principal properties (including interest held) and a summary of material information including, if applicable: the stage of development, reserves, geology, operations, production and mineral reserves or mineral resources being explored or developed. A resource issuer disclosing scientific or technical information for a mineral project must follow General Instruction A.8 of this Form. A resource

issuer disclosing information about its oil and gas activities must follow General Instruction A.9 of this Form.

2.3. Development of Business – Describe (generally, in one or two paragraphs) the general development of the issuer's business over at least its two most recently completed financial years and any subsequent period. Include the major events that have occurred or conditions that have influenced (favourably or unfavourably) the development of the issuer.

2.4. Long Term Objectives – Describe each significant event that must occur to accomplish the issuer's long term objectives, state the specific time period in which each event is expected to occur, and the costs related to each event.

2.5. Short Term Objectives and How We Intend to Achieve Them

(a) Disclose the issuer's objectives for the next 12 months.

(b) Using the following table, disclose how the issuer intends to meet those objectives for the next 12 months.

What we must do and how we will do it	Target completion date or, if not known, number of months to complete	Our cost to complete
		\$
		\$

2.6. Insufficient Funds

If applicable, disclose that the funds available as a result of the offering either may not or will not be sufficient to accomplish all of the issuer's proposed objectives and there is no assurance that alternative financing will be available. If alternative financing has been arranged, disclose the amount, source and all outstanding conditions that must be satisfied.

2.7. Material Agreements – Disclose the key terms of all material agreements

(a) to which the issuer is currently a party, or

(b) with a related party

including the following information:

(i) if the agreement is with a related party, the name of the related party and the relationship,

(ii) a description of any asset, property or interest acquired, disposed of, leased, under option, etc.,

(iii) a description of any service provided,

(iv) purchase price and payment terms (e.g., paid in instalments, cash, securities or work commitments),

(v) the principal amount of any debenture or loan, the repayment terms, security, due date and interest rate,

(vi) the date of the agreement,

(vii) the amount of any finder's fee or commission paid or payable to a related party in connection with the agreement,

(viii) any material outstanding obligations under the agreement, and

(ix) for any transaction involving the purchase of assets by or sale of assets to the issuer from a related party, state the cost of the assets to the related party, and the cost of the assets to the issuer.

Item 3 Interests of Directors, Management, Promoters and Principal Holders

3.1. Compensation and Securities Held – Using the following table, provide the specified information about each director, officer and promoter of the issuer and each person who, directly or indirectly, beneficially owns or controls 10% or more of any class of voting securities of the issuer (a “principal holder”). If the principal holder is not an individual, state in a note to the table the name of any person that, directly or indirectly, beneficially owns or controls more than 50% of the voting rights of the principal holder. If the issuer has not completed its first financial year, then include compensation paid since inception. Compensation includes any form of remuneration including cash, shares and options.

Name and municipality of principal residence	Positions held (e.g., director, officer, promoter and/or principal holder) and the date of obtaining that position	Compensation paid by issuer or related party in the most recently completed financial year and the compensation anticipated to be paid in the current financial year	Number, type and percentage of securities of the issuer held after completion of min. offering	Number, type and percentage of securities of the issuer held after completion of max. offering

3.2. Management Experience – Using the following table, disclose the principal occupations of the directors and executive officers over the past five years. In addition, for each individual, describe any relevant experience in a business similar to the issuer's.

Name	Principal occupation and related experience

3.3. Penalties, Sanctions and Bankruptcy

(a) Disclose any penalty or sanction (including the reason for it and whether it is currently in effect) that has been in effect during the last 10 years, or any cease trade order that has been in effect for a period of more than 30 consecutive days during the past 10 years against

- (i) a director, executive officer or control person of the issuer, or
- (ii) an issuer of which a person referred to in (i) above was a director, executive officer or control person at the time.

(b) Disclose any declaration of bankruptcy, voluntary assignment in bankruptcy, proposal under any bankruptcy or insolvency legislation, proceedings, arrangement or compromise with creditors or appointment of a receiver, receiver manager or trustee to hold assets, that has been in effect during the last 10 years with regard to any

- (i) director, executive officer or control person of the issuer, or
- (ii) issuer of which a person referred to in (i) above was a director, executive officer or control person at that time.

3.4. Loans – Disclose the principal amount of any debenture or loan, the repayment terms, security, due date and interest rate due to or from the directors, management, promoters and principal holders as at a date not more than 30 days prior to the date of the offering memorandum.

Item 4 Capital Structure

4.1. Share Capital – Using the following table, provide the required information about outstanding securities of the issuer (including options, warrants and other securities convertible into shares). If necessary, notes to the table may be added to describe the material terms of the securities.

Description of security	Number authorized to be issued	Price per security	Number outstanding as at [a date not more than 30 days prior to the offering memorandum date]	Number outstanding after min. offering	Number outstanding after max. offering

4.2. Long Term Debt – Using the following table, provide the required information about outstanding long term debt of the issuer. Disclose the current portion of the long-term debt due within 12 months of the date of the offering memorandum. If the securities being offered are debt securities, add a column to the table disclosing the amount of debt that will be outstanding after both the minimum and maximum offering. If the debt is owed to a related party, indicate that in a note to the table and identify the related party.

Description of long term debt (including whether secured)	Interest rate	Repayment terms	Amount outstanding at [a date not more than 30 days prior to the offering memorandum date]
			\$
			\$

4.3. Prior Sales – If the issuer has issued any securities of the class being offered under the offering memorandum (or convertible or exchangeable into the class being offered under the offering memorandum) within the last 12 months, use the following table to provide the information specified. If securities were issued in exchange for assets or services, describe in a note to the table the assets or services that were provided.

Date of issuance	Type of security issued	Number of securities issued	Price per security	Total funds received

Item 5 Securities Offered

5.1. Terms of Securities – Describe the material terms of the securities being offered, including:

- (a) voting rights or restrictions on voting,
- (b) conversion or exercise price and date of expiry,
- (c) rights of redemption or retraction, and
- (d) interest rates or dividend rates.

5.2. Subscription Procedure

- (a) Describe how a purchaser can subscribe for the securities and the method of payment.

(b) State that the consideration will be held in trust and the period that it will be held (refer at least to the mandatory two day period).

(c) Disclose any conditions to closing, e.g., receipt of additional funds from other sources. If there is a minimum offering, disclose when consideration will be returned to purchasers if the minimum is not met, and whether the issuer will pay the purchasers interest on consideration.

Item 6 Income Tax Consequences and RRSP Eligibility

6.1. State:

“You should consult your own professional advisers to obtain advice on the income tax consequences that apply to you.”

6.2. If income tax consequences are a material aspect of the securities being offered (e.g., flow-through shares), provide

- (a) a summary of the significant income tax consequences to Canadian residents, and
- (b) the name of the person providing the income tax disclosure in (a).

6.3. Provide advice regarding the RRSP eligibility of the securities and the name of the person providing the advice or state “Not all securities are eligible for investment in a registered retirement savings plan (RRSP). You should consult your own professional advisers to obtain advice on the RRSP eligibility of these securities.”

Item 7 Compensation Paid to Sellers and Finders

If any person has or will receive any compensation (e.g., commission, corporate finance fee or finder's fee) in connection with the offering, provide the following information to the extent applicable:

- (a) a description of each type of compensation and the estimated amount to be paid for each type,
- (b) if a commission is being paid, the percentage that the commission will represent of the gross proceeds of the offering (assuming both the minimum and maximum offering),
- (c) details of any broker's warrants or agent's option (including number of securities under option, exercise price and expiry date), and
- (d) if any portion of the compensation will be paid in securities, details of the securities (including number, type and, if options or warrants, the exercise price and expiry date).

Item 8 Risk Factors

Describe in order of importance, starting with the most important, the risk factors material to the issuer that a reasonable investor would consider important in deciding whether to buy the issuer's securities.

Risk factors will generally fall into the following three categories:

- (a) Investment Risk - risks that are specific to the securities being offered. Some examples include
 - arbitrary determination of price,
 - no market or an illiquid market for the securities,
 - resale restrictions, and

- subordination of debt securities.

(b) Issuer Risk - risks that are specific to the issuer. Some examples include

- insufficient funds to accomplish the issuer's business objectives,
- no history or a limited history of sales or profits,
- lack of specific management or technical expertise,
- management's regulatory and business track record,
- dependence on key employees, suppliers or agreements,
- dependence on financial viability of guarantor,
- pending and outstanding litigation, and
- political risk factors.

(c) Industry Risk - risks faced by the issuer because of the industry in which it operates. Some examples include

- environmental and industry regulation,
- product obsolescence, and
- competition.

Item 9 Reporting Obligations

9.1. Disclose the documents, including any financial information required by the issuer's corporate legislation, constating documents, or other documents under which the issuer is organized, that will be sent to purchasers on an annual or on-going basis. If the issuer is not required to send any documents to the purchasers on an annual or on-going basis, state in bold type: **"We are not required to send you any documents on an annual or ongoing basis."**

9.2. If corporate or securities information about the issuer is available from a government, securities regulatory authority or regulator, SRO or quotation and trade reporting system, disclose where that information can be located (including website address).

Item 10 Resale Restrictions

10.1. General Statement – For trades in Alberta, British Columbia, New Brunswick, Newfoundland and Labrador, Northwest Territories, Nova Scotia, Nunavut, Prince Edward Island, Québec, Saskatchewan and Yukon, state:

"These securities will be subject to a number of resale restrictions, including a restriction on trading. Until the restriction on trading expires, you will not be able to trade the securities unless you comply with an exemption from the prospectus and registration requirements under securities legislation."

10.2. Restricted Period – For trades in Alberta, British Columbia, New Brunswick, Newfoundland and Labrador, Northwest Territories, Nova Scotia, Nunavut, Prince Edward Island, Québec, Saskatchewan and Yukon state one of the following, as applicable:

(a) If the issuer is not a reporting issuer in a jurisdiction at the distribution date state:

“Unless permitted under securities legislation, you cannot trade the securities before the date that is 4 months and a day after the date [insert name of issuer or other term used to refer to the issuer] becomes a reporting issuer in any province or territory of Canada.”

- (b) If the issuer is a reporting issuer in a jurisdiction at the distribution date state:

“Unless permitted under securities legislation, you cannot trade the securities before the date that is 4 months and a day after the distribution date.”

10.3. Manitoba Resale Restrictions – For trades in Manitoba, if the issuer will not be a reporting issuer in a jurisdiction at the time the security is acquired by the purchaser state:

“Unless permitted under securities legislation, you must not trade the securities without the prior written consent of the regulator in Manitoba unless

(a) [name of issuer or other term used to refer to issuer] has filed a prospectus with the regulator in Manitoba with respect to the securities you have purchased and the regulator in Manitoba has issued a receipt for that prospectus, or

- (b) you have held the securities for at least 12 months.

The regulator in Manitoba will consent to your trade if the regulator is of the opinion that to do so is not prejudicial to the public interest.”

Item 11 Purchasers' Rights

State the following:

“If you purchase these securities you will have certain rights, some of which are described below. For information about your rights you should consult a lawyer.

(1) **Two Day Cancellation Right** – You can cancel your agreement to purchase these securities. To do so, you must send a notice to us by midnight on the 2nd business day after you sign the agreement to buy the securities.

(2) **Statutory Rights of Action in the Event of a Misrepresentation** – [Insert this section only if the securities legislation of the jurisdiction in which the trade occurs provides purchasers with statutory rights in the event of a misrepresentation in an offering memorandum. Modify the language, if necessary, to conform to the statutory rights.] If there is a misrepresentation in this offering memorandum, you have a statutory right to sue:

(a) [name of issuer or other term used to refer to issuer] to cancel your agreement to buy these securities, or

(b) for damages against [state the name of issuer or other term used to refer to issuer and the title of any other person against whom the rights are available].

This statutory right to sue is available to you whether or not you relied on the misrepresentation. However, there are various defences available to the persons or companies that you have a right to sue. In particular, they have a defence if you knew of the misrepresentation when you purchased the securities.

If you intend to rely on the rights described in (a) or (b) above, you must do so within strict time limitations. You must commence your action to cancel the agreement within [state time period provided by the securities legislation]. You must commence your action for damages within [state time period provided by the securities legislation].

(3) **Contractual Rights of Action in the Event of a Misrepresentation** – [Insert this section only if the securities legislation of the jurisdiction in which the purchaser is resident does not provide purchasers with statutory rights in the event of a misrepresentation in an offering memorandum.] If there is a misrepresentation in this offering memorandum, you have a contractual right to sue [name of issuer or other term used to refer to issuer]:

- (a) to cancel your agreement to buy these securities, or
- (b) for damages.

This contractual right to sue is available to you whether or not you relied on the misrepresentation. However, in an action for damages, the amount you may recover will not exceed the price that you paid for your securities and will not include any part of the damages that [name of issuer or other term used to refer to issuer] proves does not represent the depreciation in value of the securities resulting from the misrepresentation. [Name of issuer or other term used to refer to issuer] has a defence if it proves that you knew of the misrepresentation when you purchased the securities.

If you intend to rely on the rights described in (a) or (b) above, you must do so within strict time limitations. You must commence your action to cancel the agreement within 180 days after you signed the agreement to purchase the securities. You must commence your action for damages within the earlier of 180 days after learning of the misrepresentation and 3 years after you signed the agreement to purchase the securities.”

Item 12 Financial Statements

Include in the offering memorandum immediately before the certificate page of the offering memorandum all required financial statements as set out in the Instructions.

Item 13 Date and Certificate

State the following on the certificate page of the offering memorandum:

“Dated [insert the date the certificate page of the offering memorandum is signed].

This offering memorandum does not contain a misrepresentation.”

**Instructions for Completing
Form 45-106F2 Offering Memorandum for Non-Qualifying Issuers**

A. General Instructions

1. Draft the offering memorandum so that it is easy to read and understand. Be concise and use clear, plain language. Avoid technical terms. If technical terms are necessary, provide definitions.
2. Address the items required by the form in the order set out in the form. However, it is not necessary to provide disclosure about an item that does not apply.
3. The issuer may include additional information in the offering memorandum other than that specifically required by the form. An offering memorandum is generally not required to contain the level of detail and extent of disclosure required by a prospectus. Generally, this description should not exceed 2 pages. However, an offering memorandum must provide a prospective purchaser with sufficient information to make an informed investment decision.
4. The issuer may wrap the offering memorandum around a prospectus or similar document. However, all matters required to be disclosed by the offering memorandum must be addressed and the offering memorandum must provide a cross-reference to the page number or heading in the wrapped document where the relevant information is contained. The certificate to the offering memorandum must be modified to indicate that the offering memorandum, including the document around which it is wrapped, does not contain a misrepresentation.
5. It is an offence to make a misrepresentation in the offering memorandum. This applies both to information that is required by the form and to additional information that is provided. Include particulars of any material facts, which have not been disclosed under any of the Item numbers and for which failure to disclose would constitute a misrepresentation in the offering memorandum. Refer also to section 3.8(3) of Policy Statement to Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions for additional information.
6. When the term “related party” is used in this form, it refers to:
 - (a) a director, officer, promoter or control person of the issuer,
 - (b) in regard to a person referred to in (a), a child, parent, grandparent or sibling, or other relative living in the same residence,
 - (c) in regard to a person referred to in (a) or (b), his or her spouse or a person with whom he or she is living in a marriage-like relationship,
 - (d) an insider of the issuer,
 - (e) a company controlled by one or more individuals referred to in (a) to (d), and
 - (f) in the case of an insider, promoter or control person that is not an individual, any person that controls that insider, promoter or control person.

(If the issuer is not a reporting issuer, the reference to “insider” includes persons or companies who would be insiders of the issuer if that issuer were a reporting issuer.)
7. Disclosure is required in item 3.1 of compensation paid directly or indirectly by the issuer or a related party to a director, officer, promoter and/or principal holder if the issuer receives a direct benefit from such compensation paid.
8. Refer to Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects (Regulation 43-101) when disclosing scientific or technical information for a mineral project of the issuer.
9. If an oil and gas issuer is disclosing information about its oil and gas activities, it must ensure that the information is disclosed in accordance with Part 4 and Part 5 of Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities (Regulation 51-101). Under

section 5.3 of Regulation 51-101 disclosure of reserves or resources must be consistent with the reserves and resources terminology and categories set out in the Canadian Oil and Gas Evaluation Handbook. For the purposes of this instruction, references to reporting issuer in Part 4 and Part 5 of Regulation 51-101 will be deemed to include all issuers.

10. Securities legislation restricts what can be told to investors about the issuer's intent to list or quote securities on an exchange or market. Refer to applicable securities legislation before making any such statements.

11. If an issuer uses this form in connection with a distribution under an exemption other than section 2.9 (*offering memorandum*) of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions, the issuer must modify the disclosure in item 11 to correctly describe the purchaser's rights. If a purchaser does not have statutory or contractual rights of action in the event of a misrepresentation in the offering memorandum, that fact must be stated in bold on the face page.

12. During the course of a distribution of securities, any material forward-looking information disseminated must only be that which is set out in the offering memorandum. If an extract of FOFI, as defined in Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations (Regulation 51-102), is disseminated, the extract or summary must be reasonably balanced and have a cautionary note in boldface stating that the information presented is not complete and that complete FOFI is included in the offering memorandum.

B. Financial Statements - General

1. All financial statements, operating statements for an oil and gas property that is an acquired business or a business to be acquired and summarized financial information as to the assets, liabilities and results of operations of a business relating to an acquisition that is, or will be, an investment accounted for by the issuer using the equity method included in the offering memorandum must comply with Regulation 52-107 respecting Acceptable Accounting Principles, Auditing Standards and Reporting Currency approved by Ministerial Order No. 2005-07 dated May 19, 2005 (Regulation 52-107), regardless of whether the issuer is a reporting issuer or not. Under Regulation 52-107, a non-qualifying issuer that uses Canadian GAAP cannot use differential reporting as set out in the Handbook.

2. Include all financial statements required by these instructions in the offering memorandum immediately before the certificate page of the offering memorandum.

3. If the issuer has not completed one financial year or its first financial year end is less than 120 days from the date of the offering memorandum, include in the offering memorandum financial statements of the issuer consisting of:

(a) an income statement, a statement of retained earnings and a cash flow statement for the period from inception to a date not more than 90 days before the date of the offering memorandum,

(b) a balance sheet as at the end of the period referred to in paragraph (a), and

(c) notes to the financial statements.

4. If the issuer has completed one or more financial years, include in the offering memorandum annual financial statements of the issuer consisting of:

(a) an income statement, a statement of retained earnings and a cash flow statement for

(i) the most recently completed financial year that ended more than 120 days before the date of the offering memorandum, and

(ii) the financial year immediately preceding the financial year in clause (i), if any,

(b) a balance sheet as at the end of each of the periods referred to in paragraph (a), and

(c) notes to the financial statements.

5. If the issuer has completed one or more financial years, include in the offering memorandum interim financial statements of the issuer comprised of:

(a) an income statement, a statement of retained earnings and a cash flow statement for the most recently completed interim period that ended

(i) more than 60 days before the date of the offering memorandum, and

(ii) after the year-end date of the financial statements required under B.4(a)(i),

(b) an income statement, a statement of retained earnings and a cash flow statement for the corresponding period in the immediately preceding financial year, if any,

(c) a balance sheet as at the end of the periods required by paragraphs (a) and (b), and

(d) notes to the financial statements.

6. An issuer is not required to include the comparative financial information for the period in B.4(a)(ii) in an offering memorandum if the issuer includes financial statements for a financial year ended less than 120 days before the date of the offering memorandum.

7. For an issuer that is not an investment fund, the term "interim period" has the meaning set out in Regulation 51-102. In most cases, an interim period is a period ending nine, six, or three months before the end of a financial year. For an issuer that is an investment fund, the term "interim period" has the meaning set out in Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure (Regulation 81-106).

8. The comparative financial information required under B.5(b) and (c) may be omitted if not previously prepared.

9. The financial statements required by B.3 and the financial statements of the most recently completed financial period referred to in B.4 must be audited. The financial statements required under B.5, B.6 and the comparative financial information required by B.4 may be unaudited; however, if any of those financial statements have been audited, the auditor's report must be included in the offering memorandum.

10. Refer to Regulation 52-108 respecting Auditor Oversight approved by Ministerial Order No. 2005-16 dated August 2, 2005 for requirements relating to reporting issuers and public accounting firms.

11. All unaudited financial statements and unaudited comparatives must be clearly labelled as unaudited.

12. If the offering memorandum does not contain audited financial statements for the issuer's most recently completed financial year, and if the distribution is ongoing, update the offering memorandum to include the annual audited financial statements and the accompanying auditor's report as soon as the issuer has approved the audited financial statements, but in any event no later than the 120th day following the financial year end.

13. The offering memorandum does not have to be updated to include interim financial statements for periods completed after the date that is 60 days before the date of the offering memorandum unless it is necessary to prevent the offering memorandum from containing a misrepresentation.

14. Forward looking information included in an offering memorandum must comply with section 4A.2 of Regulation 51-102 and must include the disclosure described in section 4A.3 of Regulation 51-102. In addition to the foregoing, FOFI or a financial outlook, each as defined in Regulation 51-102, included in an offering memorandum must comply with Part 4B of Regulation 51-102. For an issuer that is not a reporting issuer, references to "reporting issuer" in section 4A.2, section 4A.3 and Part 4B of Regulation 51-102 should be read as references to an "issuer". Additional guidance may be found in the Policy Statement to Regulation 51-102.

15. If the issuer is a limited partnership, in addition to the financial statements required for the issuer, include in the offering memorandum the financial statements in accordance with Part B for the general partner and, if the limited partnership has active operations, for the limited partnership.

C. Financial Statements - Business Acquisitions

1. If the issuer

(a) has acquired a business during the past two years and the audited financial statements of the issuer included in the offering memorandum do not include the results of the acquired business for 9 consecutive months, or

(b) is proposing to acquire a business and the acquisition has progressed to a state where a reasonable person would believe that the likelihood of the acquisition being completed is high,

include the financial statements specified in C.4 for the business if either of the tests in C.2 is met, irrespective of how the issuer accounts, or will account, for the acquisition.

2. Include the financial statements specified in C.4 for a business referred to in C.1 if either:

(a) the issuer's proportionate share of the consolidated assets of the business exceeds 40% of the consolidated assets of the issuer calculated using the annual financial statements of each of the issuer and the business for the most recently completed financial year of each that ended before the date of acquisition or, for a proposed acquisition, the date of the offering memorandum or

(b) the issuer's consolidated investments in and advances to the business as at the date of acquisition or the proposed date of acquisition exceeds 40% of the consolidated assets of the issuer, excluding any investments in or advances to the business, as at the last day of the issuer's most recently completed financial year that ended before the date of acquisition or the date of the offering memorandum for a proposed acquisition.

2.1 In this Instruction C, the term "date of acquisition" means the date of acquisition used for accounting purposes.

3. If an issuer or a business has not yet completed a financial year, or its first financial year ended within 120 days of the offering memorandum date, use the financial statements referred to in B.3 to make the calculations in C.2.

4. If under C.2 you must include in an offering memorandum financial statements for a business, the financial statements must include:

(a) If the business has not completed one financial year or its first financial year end is less than 120 days from the date of the offering memorandum

(i) an income statement, a statement of retained earnings and a cash flow statement

(A) for the period from inception to a date not more than 90 days before the date of the offering memorandum, or

(B) if the date of acquisition precedes the ending date of the period referred to in (A), for the period from inception to the date of acquisition or a date not more than 45 days before the date of acquisition,

(i) a balance sheet dated as at the end of the period referred to in clause (i), and

(ii) notes to the financial statements.

(b) If the business has completed one or more financial years include

- (i) annual financial statements comprised of:
 - (A) an income statement, a statement of retained earnings and a cash flow statement for the following annual periods:
 - i. the most recently completed financial year that ended before the date of acquisition and more than 120 days before the date of the offering memorandum, and
 - ii. the financial year immediately preceding the most recently completed financial year specified in clause i, if any,
 - (B) a balance sheet as at the end of each of the periods specified in (A),
 - (C) notes to the financial statements, and
- (ii) interim financial statements comprised of:
 - (A) an income statement, a statement of retained earnings and a cash flow statement for either:
 - i. the most recently completed year-to-date interim period and the three month period ending on the last date of the interim period that ended before the date of acquisition and more than 60 days before the date of the offering memorandum and ended after the date of the financial statements required under C.4(b)(i)(A)i, or
 - ii. the period from the first day after the financial year referred to in C.4(b)(i) to a date before the date of acquisition and after the period end in C.4(b)(ii)(A)i, and
 - (B) an income statement, a statement of retained earnings and a cash flow statement for the corresponding period in the immediately preceding financial year, if any,
 - (C) a balance sheet as at the end of the periods required by (A) and (B), and
 - (D) notes to the financial statements.

Refer to Instruction B.7 for the meaning of “interim period”.

5. The information for the most recently completed financial period referred to in C.4(b)(i) must be audited and accompanied by an auditor’s report. The financial statements required under C.4(a), C.4(b)(ii) and the comparative financial information required by C.4(b)(i) may be unaudited; however, if those financial statements or comparative financial information have been audited, the auditor’s report must be included in the offering memorandum.

6. If the offering memorandum does not contain audited financial statements for a business referred to in C.1 for the business’s most recently completed financial year that ended before the date of acquisition and the distribution is ongoing, update the offering memorandum to include those financial statements accompanied by an auditor’s report when they are available, but in any event no later than the date 120 days following the year-end.

7. The term “business” should be evaluated in light of the facts and circumstances involved. Generally, a separate entity or a subsidiary or division of an entity is a business and, in certain circumstances, a lesser component of an entity may also constitute a business, whether or not the subject of the acquisition previously prepared financial statements. The subject of an acquisition should be considered a business where there is, or the issuer expects there will be, continuity of operations. The issuer should consider:

- (a) whether the nature of the revenue producing activity or potential revenue producing activity will remain generally the same after the acquisition, and

(b) whether any of the physical facilities, employees, marketing systems, sales forces, customers, operating rights, production techniques or trade names are acquired by the issuer instead of remaining with the vendor after the acquisition.

8. If a transaction or a proposed transaction for which the likelihood of the transaction being completed is high has been or will be accounted for as a reverse take-over as defined in Regulation 51-102, include financial statements for the legal subsidiary in the offering memorandum in accordance with Part A. The legal parent, as that term is defined in the CICA Handbook, is considered to be the business acquired. C.1 may also require financial statements of the legal parent.

9. An issuer satisfies the requirements in C.4 if the issuer includes in the offering memorandum the financial statements required in a business acquisition report under Regulation 51-102.

D. Financial Statement - Exemptions

1. An issuer will satisfy the financial statement requirements of this form if it includes the financial statements required by securities legislation for a prospectus.

2. Notwithstanding the requirements in section 3.2(a) of Regulation 52-107, an auditor's report that accompanies financial statements of an issuer or a business contained in an offering memorandum of a non-reporting issuer may contain a qualification of opinion relating to inventory if

(a) the issuer includes in the offering memorandum a balance sheet that is for a date that is subsequent to the date to which the qualification relates, and

(b) the balance sheet referred to in paragraph (a) is accompanied by an auditor's report that does not contain a qualification of opinion relating to closing inventory, and

(c) the issuer has not previously filed financial statements for the same entity accompanied by an auditor's report for a prior year that contained a qualification of opinion relating to inventory.

3. If an issuer has, or will account for a business referred to in C.1 using the equity method, then financial statements for a business required by Part C are not required to be included if:

(a) the offering memorandum includes disclosure for the periods for which financial statements are otherwise required under Part C that:

(i) summarizes information as to the assets, liabilities and results of operations of the business, and

(ii) describes the issuer's proportionate interest in the business and any contingent issuance of securities by the business that might significantly affect the issuer's share of earnings;

(b) the financial information provided under D.3(a) for the most recently completed financial year has been audited, or has been derived from audited financial statements of the business; and

(c) the offering memorandum discloses that:

(i) the financial information provided under D.3(a) for any completed financial year has been audited, or identifies the audited financial statements from which the financial information provided under D.3(a) has been derived; and

(ii) the audit opinion with respect to the financial information or financial statements referred to in D.3(c)(i) was issued without a reservation of opinion.

If the financial information included in an offering memorandum under D.3(a) has been derived from financial statements of a business incorporated or organized in a foreign jurisdiction that have been prepared in accordance with foreign GAAP, the information must be

accompanied by a note that explains and quantifies the effect of material differences between Canadian GAAP and the foreign GAAP.

4. Financial statements relating to the acquisition or proposed acquisition of a business that is an interest in an oil and gas property are not required to be included in an offering memorandum if the acquisition is significant based only on the asset test or:

(a) the issuer is unable to provide the financial statements in respect of the significant acquisition otherwise required because those financial statements do not exist or the issuer does not have access to those financial statements,

(b) the acquisition was not or will not be accounted for as a "reverse take-over" as defined in Regulation 51-102,

(c) the business did not or does not constitute a "reportable segment" of the seller, as defined in section 1701 of the CICA Handbook, at the time of acquisition, and

(d) the offering memorandum contains alternative disclosure for the business which includes:

(i) an operating statement for each of the financial periods for which financial statements would, but for this section, be required under C.4, presenting for the business, at a minimum, the following line items:

- A) gross revenue,
- B) royalty expenses,
- C) production costs, and
- D) operating income,

The operating statement for the most recently completed financial period referred to in C.4(b)(i) must be audited.

(ii) a description of the property or properties and the interest acquired by the issuer,

(iii) information with respect to the estimated reserves and related future net revenue attributable to the business, the material assumptions used in preparing the estimates and the identity and relationship to the issuer or to the seller of the person who prepared the estimates,

(iv) actual production volumes of the property for the most recently completed year, and

(v) estimated production volumes of the property for the first year reflected in the estimate disclosed under D.4(d)(iv).

5. Financial statements for a business that is an interest in an oil and gas property, or for the acquisition or proposed acquisition by an issuer of a property, are not required to be audited if during the 12 months preceding the date of acquisition or the proposed date of acquisition, the daily average production of the property on a barrel of oil equivalent basis (with gas converted to oil in the ratio of six thousand cubic feet of gas being the equivalent of one barrel of oil) is less than 20 per cent of the total daily average production of the seller for the same or similar periods and:

(i) despite reasonable efforts during the purchase negotiations, the issuer was prohibited from including in the purchase agreement the rights to obtain an audited operating statement of the property,

(ii) the purchase agreement includes representations and warranties by the seller that the amounts presented in the operating statement agree to the seller's books and records, and

(iii) the offering memorandum discloses

1. that the issuer was unable to obtain an audited operating statement,
2. the reasons for that inability,
3. the fact that the purchase agreement includes the representations and warranties referred to in D.5(b)(ii), and
4. that the results presented in the operating statements may have been materially different if the statements had been audited.

**FORM 45-106F3
OFFERING MEMORANDUM FOR QUALIFYING ISSUERS**

Date: [Insert the date from the certificate page.]

The Issuer

Name:
Head office: Address:
Phone #:
E-mail address:
Fax #:

Where currently listed or quoted? [e.g., TSX/TSX Venture Exchange]

Jurisdictions in which the issuer is a reporting issuer:

The Offering

Securities offered:

Price per security:

Minimum/Maximum offering: [If there is no minimum state in bold: "**There is no minimum.**" and also state in bold type: "**You may be the only purchaser.**"]

State in bold type: **Funds available under the offering may not be sufficient to accomplish our proposed objectives.**

Minimum subscription amount: [State the minimum amount each investor must invest, or state "There is no minimum subscription amount an investor must invest."]

Payment terms:

Proposed closing date(s):

Income Tax consequences: "There are important tax consequences to these securities. See item 6." [If income tax consequences are not material, delete this item.]

Selling agent? [Yes/No. If yes, state "See item 7". The name of the selling agent may also be stated.]

Resale restrictions

State: "You will be restricted from selling your securities for 4 months and a day. See item 10".

Purchaser's rights

State: "You have 2 business days to cancel your agreement to purchase these securities. If there is a misrepresentation in this offering memorandum, you have the right to sue either for damages or to cancel the agreement. See item 11."

State in bold type:

"No securities regulatory authority or regulator has assessed the merits of these securities or reviewed this offering memorandum. Any representation to the contrary is an offence. This is a risky investment. See item 8."

[All of the above information must appear on a single cover page.]

Item 1 Use of Available Funds

1.1. Available Funds – Using the following table, disclose the funds available as a result of the offering. If the issuer plans to combine additional sources of funding with the available funds from the offering to achieve its principal capital-raising purpose, please provide details about each additional source of funding. If there is no minimum offering, state “\$0” as the minimum.

Disclose also the amount of any working capital deficiency, if any, of the issuer as at a date not more than 30 days prior to the date of the offering memorandum. If the working capital deficiency will not be eliminated by the use of available funds, state how the issuer intends to eliminate or manage the deficiency.

		Assuming min. offering	Assuming max. offering
A	Amount to be raised by this offering	\$	\$
B	Selling commissions and fees	\$	\$
C	Estimated offering costs (e.g., legal, accounting, audit)	\$	\$
D	Available funds: $D = A - (B+C)$	\$	\$
E.	Additional sources of funding required	\$	\$
F.	Working capital deficiency	\$	\$
H.	Total: $H = (D+E) - F$	\$	\$

1.2. Use of Available Funds – Using the following table, provide a detailed breakdown of how the issuer will use the available funds. If any of the available funds will be paid to an insider, associate or affiliate of the issuer, disclose in a note to the table the name of the insider, associate or affiliate, the relationship to the issuer, and the amount. If the issuer has a working capital deficiency, disclose the portion, if any, of the available funds to be applied against the working capital deficiency. If more than 10% of the available funds will be used by the issuer to pay debt and the issuer incurred the debt within the two preceding financial years, describe why the debt was incurred.

Description of intended use of available funds listed in order of priority.	Assuming min. offering	Assuming max. offering
	\$	\$
	\$	\$
Total: Equal to G in the Funds table above	\$	\$

1.3. Reallocation – The available funds must be used for the purposes disclosed in the offering memorandum. The board of directors can reallocate the proceeds to other uses only for sound business reasons. If the available funds may be reallocated, include the following statement:

“We intend to spend the available funds as stated. We will reallocate funds only for sound business reasons.”

1.4. Insufficient Funds – If applicable, disclose that the funds available as a result of the offering either may not or will not be sufficient to accomplish all of the issuer’s proposed objectives and that there is no assurance that alternative financing will be available. If alternative

financing has been arranged, disclose the amount, source and any outstanding conditions that must be satisfied.

Item 2 Information About [name of issuer or other term used to refer to issuer]

2.1. Business Summary – Briefly (in one or two paragraphs) describe the business intended to be carried on by the issuer over the next 12 months. State whether this represents a change of business. The disclosure must provide sufficient information to enable a prospective purchaser to make an informed investment decision. If the issuer is a non-resource issuer, describe the products that the issuer is or will be developing or producing and the stage of development of each of the products. If the issuer is a resource issuer, state: whether the issuer's principal properties are primarily in the exploration or in the development or production stage; what resources the issuer is engaged in exploring, developing or producing; and the locations of the issuer's principal properties. A resource issuer who discloses information about its oil and gas activities must follow General Instruction A-9 of this Form.

2.2. Existing Documents Incorporated by Reference – State:

“Information has been incorporated by reference into this offering memorandum from documents listed in the table below, which have been filed with securities regulatory authorities or regulators in Canada. The documents incorporated by reference are available for viewing on the SEDAR website at www.sedar.com. In addition, copies of the documents may be obtained on request without charge from [insert complete address and telephone and the name of a contact person].

Documents listed in the table and information provided in those documents are not incorporated by reference to the extent that their contents are modified or superseded by a statement in this offering memorandum or in any other subsequently filed document that is also incorporated by reference in this offering memorandum.”

Using the following table, list all of the documents incorporated by reference (as required by Instruction D.1):

Description of document (In the case of material change reports, provide a brief description of the nature of the material change)	Date of document

2.3. Existing Documents Not Incorporated by Reference – State:

“Other documents available on the SEDAR website (for example, most press releases, take-over bid circulars, prospectuses and rights offering circulars) are not incorporated by reference into this offering memorandum unless they are specifically referenced in the table above. Your rights as described in item 11 of this offering memorandum apply only in respect of information contained in this offering memorandum and documents or information incorporated by reference.”

2.4. Existing Information Not Incorporated by Reference – Certain specified information (as outlined in Instruction D.2) contained in the documents incorporated by reference may be, but is not required to be, incorporated by reference into the offering memorandum. If the issuer does not wish to incorporate that information into the offering memorandum, the issuer must state that and include a statement in the offering memorandum identifying:

- (a) the information that is not being incorporated by reference, and
- (b) the document in which the information is contained.

2.5. Future Documents Not Incorporated by Reference – State:

“Documents filed after the date of this offering memorandum are not deemed to be incorporated into this offering memorandum. However, if you subscribe for securities and an event occurs, or there is a change in our business or affairs, that makes the certificate to this offering memorandum no longer true, we will provide you with an update of this offering memorandum, including a newly dated and signed certificate, and will not accept your subscription until you have re-signed the agreement to purchase the securities.”

Item 3 Interests of Directors, Executive Officers, Promoters and Principal Holders

3.1. Using the following table, provide information about each director, executive officer, promoter and each person who, directly or indirectly, beneficially owns or controls 10% or more of any class of voting securities of the issuer (a “principal holder”). If the principal holder is not an individual, state in a note to the table the name of any person that, directly or indirectly, beneficially owns or controls more than 50% of the voting rights of the principal holder.

Name and municipality of principal residence	Position(s) with the issuer

3.2. State: “You can obtain further information about directors and executive officers from [insert the name and date of the document(s) with the most current information, e.g., management information circular, annual information form or material change report].”

3.3. State: “Current information regarding the securities held by directors, executive officers and principal holders can be obtained from [refer to the SEDI website at www.sedi.ca or, if information cannot be obtained from the SEDI website, refer to the securities regulatory authority(ies) or regulator(s) from which the information can be obtained, including any website(s)]. [Name of issuer or other term used to refer to issuer] can not guarantee the accuracy of this information.”

3.4. Loans – Disclose the principal amount of any debenture or loan, the repayment terms, security, due date and interest rate due to or from the directors, management, promoters and principal holders as at a date not more than 30 days prior to the date of the offering memorandum.

Item 4 Capital Structure

Using the following table, provide the required information about outstanding securities of the issuer (including options, warrants and other securities convertible into shares). If necessary, notes to the table may be added to describe the material terms of the securities.

Description of security	Number authorized to be issued	Price per security	Number outstanding as at [a date not more than 30 days prior to the offering memorandum date]	Number outstanding after min. offering	Number outstanding after max. offering

Item 5 Securities Offered

5.1. Terms of Securities – Describe the material terms of the securities being offered, including:

- (a) voting rights or restrictions on voting,
- (b) conversion or exercise price and date of expiry,
- (c) rights of redemption or retraction, and
- (d) interest rates or dividend rates.

5.2. Subscription Procedure

- (a) Describe how a purchaser can subscribe for the securities and the method of payment.
- (b) State that the consideration will be held in trust and the period that it will be held (refer at least to the mandatory two day period).
- (c) Disclose any conditions to closing e.g., receipt of additional funds from other sources. If there is a minimum offering, disclose when consideration will be returned to purchasers if the minimum is not met.

Item 6 Income Tax Consequences and RRSP Eligibility

6.1. State: “You should consult your own professional advisers to obtain advice on the income tax consequences that apply to you”.

6.2. If income tax consequences are a material aspect of the securities being offered (e.g., flow-through shares), provide

- (a) a summary of the significant income tax consequences to Canadian residents, and
- (b) the name of the person providing the income tax disclosure in (a).

6.3. Provide advice regarding the RRSP eligibility of the securities and the name of the person providing the advice or state “Not all securities are eligible for investment in a registered retirement savings plan (RRSP). You should consult your own professional advisers to obtain advice on the RRSP eligibility of these securities.”

Item 7 Compensation Paid to Sellers and Finders

If any person has or will receive any compensation (e.g., commission, corporate finance fee or finder’s fee) in connection with the offering, provide the following information to the extent applicable:

- (a) a description of each type of compensation and the estimated amount to be paid for each type,
- (b) if a commission is being paid, the percentage that the commission will represent of the gross proceeds of the offering (assuming both the minimum and maximum offering),
- (c) details of any broker’s warrants or agent’s option (including number of securities under option, exercise price and expiry date), and
- (d) if any portion of the compensation will be paid in securities, details of the securities (including number, type and, if options or warrants, the exercise price and expiry date).

Item 8 Risk Factors

Describe in order of importance, starting with the most important, the risk factors material to the issuer that a reasonable investor would consider important in deciding whether to buy the issuer’s securities.

Risk factors will generally fall into the following three categories:

(a) Investment Risk - risks that are specific to the securities being offered. Some examples include

- arbitrary determination of price,
- no market or an illiquid market for the securities,
- resale restrictions, and
- subordination of debt securities.

(b) Issuer Risk - risks that are specific to the issuer. Some examples include

- insufficient funds to accomplish the issuer's business objectives,
- no history or a limited history of sales or profits,
- lack of specific management or technical expertise,
- management's regulatory and business track record,
- dependence on key employees, suppliers or agreements,
- dependence on financial viability of guarantor,
- pending and outstanding litigation, and
- political risk factors.

(c) Industry Risk - risks faced by the issuer because of the industry in which it operates. Some examples include

- environmental and industry regulation,
- product obsolescence, and
- competition.

Item 9 Reporting Obligations

9.1. Disclose the documents that will be sent to purchasers on an annual or on-going basis.

9.2. If corporate or securities information about the issuer is available from a government, securities regulatory authority or regulator, SRO or quotation and trade reporting system, disclose where that information can be located (including website address).

Item 10 Resale Restrictions

For trades in Alberta, British Columbia, New Brunswick, Newfoundland and Labrador, Northwest Territories, Nova Scotia, Nunavut, Prince Edward Island, Québec, Saskatchewan and Yukon, state:

“These securities will be subject to a number of resale restrictions, including a restriction on trading. Until the restriction on trading expires, you will not be able to trade the securities unless you comply with an exemption from the prospectus and registration requirements under securities legislation.

Unless permitted under securities legislation, you cannot trade the securities before the date that is 4 months and a day after the distribution date.”

Item 11 Purchasers' Rights

State the following:

“If you purchase these securities you will have certain rights, some of which are described below. For information about your rights you should consult a lawyer.

(1) **Two -Day Cancellation Right** – You can cancel your agreement to purchase these securities. To do so, you must send a notice to us by midnight on the 2nd business day after you sign the agreement to buy the securities.

(2) **Statutory Rights of Action in the Event of a Misrepresentation** – [Insert this section only if the securities legislation of the jurisdiction in which the trade occurs provides purchasers with statutory rights in the event of a misrepresentation in an offering memorandum. Modify the language, if necessary, to conform to the statutory rights.] If there is a misrepresentation in this offering memorandum, you have a statutory right to sue:

(a) [name of issuer or other term used to refer to issuer] to cancel your agreement to buy these securities, or

(b) for damages against [state the name of issuer or other term used to refer to issuer and the title of any other person against whom the rights are available].

This statutory right to sue is available to you whether or not you relied on the misrepresentation. However, there are various defences available to the persons or companies that you have a right to sue. In particular, they have a defence if you knew of the misrepresentation when you purchased the securities.

If you intend to rely on the rights described in (a) or (b) above, you must do so within strict time limitations. You must commence your action to cancel the agreement within [state time period provided by the securities legislation]. You must commence your action for damages within [state time period provided by the securities legislation].

(3) **Contractual Rights of Action in the Event of a Misrepresentation** - [Insert this section only if the securities legislation of the jurisdiction in which the purchaser is resident does not provide purchasers with statutory rights in the event of a misrepresentation in an offering memorandum.] If there is a misrepresentation in this offering memorandum, you have a contractual right to sue [name of issuer or other term used to refer to issuer]:

(a) to cancel your agreement to buy these securities, or

(b) for damages.

This contractual right to sue is available to you whether or not you relied on the misrepresentation. However, in an action for damages, the amount you may recover will not exceed the price that you paid for your securities and will not include any part of the damages that [name of issuer or other term used to refer to issuer] proves does not represent the depreciation in value of the securities resulting from the misrepresentation. [Name of issuer or other term used to refer to issuer] has a defence if it proves that you knew of the misrepresentation when you purchased the securities.

If you intend to rely on the rights described in (a) or (b) above, you must do so within strict time limitations. You must commence your action to cancel the agreement within 180 days after you signed the agreement to purchase the securities. You must commence your action for damages within the earlier of 180 days after learning of the misrepresentation and 3 years after you signed the agreement to purchase the securities.”

Item 12 Date and Certificate

State the following on the certificate page of the offering memorandum:

“Dated [insert the date the certificate page of the offering memorandum is signed].

This offering memorandum does not contain a misrepresentation.”

**Instructions for Completing
Form 45-106F3
*Offering Memorandum for Qualifying Issuers***

A. General Instructions

1. Only a “qualifying issuer” may use this form.
2. An issuer using this form to draft an offering memorandum must incorporate by reference certain parts of its existing continuous disclosure base. An issuer that does not want to do this must use Form 45-106F2 *Offering Memorandum for Non-Qualifying Issuers*.
3. Draft the offering memorandum so that it is easy to read and understand. Be concise and use clear, plain language. Avoid technical terms. If technical terms are necessary, provide definitions.
4. Address the items required by the form in the order set out in the form. However, it is not necessary to provide disclosure about an item that does not apply.
5. The issuer may include additional information in the offering memorandum other than that specifically required by the form. The offering memorandum is generally not required to contain the level of detail and extent of disclosure required by a prospectus. However, an offering memorandum must provide a prospective purchaser with sufficient information to make an informed investment decision.
6. The issuer may wrap the offering memorandum around a prospectus or similar document. However, all matters required to be disclosed by the offering memorandum must be addressed and the offering memorandum must provide a cross-reference to the page number or heading in the wrapped document where the relevant information is contained. The certificate to the offering memorandum must be modified to indicate that the offering memorandum, including the document around which it is wrapped, does not contain a misrepresentation.
7. It is an offence to make a misrepresentation in the offering memorandum. This applies both to information that is required by the form and to additional information that is provided. Include particulars of any material facts, which have not been disclosed under any of the Item numbers and for which failure to disclose would constitute a misrepresentation in the offering memorandum. Refer also to section 3.8(3) of Policy Statement to Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions for additional information.
8. Refer to Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects (Regulation 43-101) when disclosing scientific or technical information for a mineral project of the issuer.
9. If an oil and gas issuer is disclosing information about its oil and gas activities, it must ensure that the information is disclosed in accordance with Part 4 and Part 5 of Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities (Regulation 51-101). Under section 5.3 of Regulation 51-101 disclosure of reserves or resources must be consistent with the reserves and resources terminology and categories set out in the Canadian Oil and Gas Evaluation Handbook. For the purposes of this instruction, references to reporting issuer in Part 4 and Part 5 of Regulation 51-101 will be deemed to include all issuers.
10. Securities legislation restricts what can be told to investors about the issuer’s intent to list or quote securities on an exchange or market. Refer to applicable securities legislation before making any such statements.
11. If an issuer uses this form in connection with a distribution under an exemption other than section 2.9 (*offering memorandum*) of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions, the issuer must modify the disclosure in item 12 to correctly describe the purchaser’s rights. If a purchaser does not have statutory or contractual rights of action in the event of a misrepresentation in the offering memorandum, that fact must be stated in bold on the face page.

13. During the course of a distribution of securities, any material forward-looking information disseminated must only be that which is set out in the offering memorandum. If an extract of FOFI, as defined in Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations (Regulation 51-102), is disseminated, the extract or summary must be reasonably balanced and have a cautionary note in boldface stating that the information presented is not complete and that complete FOFI is included in the offering memorandum.

B. Financial Statements

1. All financial statements incorporated by reference into the offering memorandum must comply with Regulation 51-102 and Regulation 52-107 respecting Acceptable Accounting Principles, Auditing Standards and Reporting Currency.

2. Forward-looking information included in an offering memorandum must comply with section 4A.2 of Regulation 51-102 and must include the disclosure described in section 4A.3 of Regulation 51-102. In addition to the foregoing, FOFI or a financial outlook, each as defined in Regulation 51-102, included in an offering memorandum must comply with Part 4B of Regulation 51-102. Additional guidance may be found in the Policy Statement to Regulation 51-102.

C. Required Updates to the Offering Memorandum

1. If the offering memorandum does not incorporate by reference the issuer's AIF, and audited financial statements for its most recently completed financial year, update the offering memorandum for any financial statements that are required to be filed prior to the distribution to incorporate by reference the documents as soon as the documents are filed on SEDAR.

2. Except for documents referred to in C.1, the offering memorandum does not have to be updated to incorporate by reference interim financial statements or other documents referred to in D.1 unless it is necessary to do so to prevent the offering memorandum from containing a misrepresentation.

D. Information about the Issuer

1. *Existing Documents Incorporated by Reference* - In addition to any other document that an issuer may choose to incorporate by reference, the issuer must incorporate the following documents:

(a) the issuer's AIF for the issuer's most recently completed financial year for which annual financial statements are either required to be filed or have been filed,

(b) material change reports, except confidential material change reports, filed since the end of the financial year in respect of which the issuer's AIF is filed,

(c) the interim financial statements for the issuer's most recently completed interim period for which the issuer prepares interim financial statements that are required to be filed or have been filed and which ends after the most recently completed financial year referred to in (d),

(d) the comparative financial statements, together with the accompanying auditor's report, for the issuer's most recently completed financial year for which annual financial statements are required to be filed or have been filed,

(e) if, before the offering memorandum is filed, financial information about the issuer for a financial period more recent than the period for which financial statements are required under D.1(c) and (d) is publicly disseminated by, or on behalf of, the issuer through news release or otherwise, the content of the news release or public communication,

(f) management's discussion and analysis (MD&A) as required under Regulation 51-102 for the period specified in D.1(c) and D.1(d),

(g) each business acquisition report required to be filed under Regulation 51-102 for acquisitions completed since the beginning of the financial year in respect of which the issuer's AIF is filed, unless the issuer incorporated the business acquisition report by reference into its

AIF for its most recently completed financial year for which annual financial statements are either required to be filed or have been filed, or incorporated at least 9 months of the acquired business or related businesses operations into the issuer's most recent audited financial statements,

(h) any information circular filed by the issuer since the beginning of the financial year in respect of which the issuer's most recent AIF is filed, other than an information circular prepared in connection with an annual general meeting if the issuer has filed and incorporated by reference an information circular for a subsequent annual general meeting,

(i) if the issuer has oil and gas activities, as defined in Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities, the most recent Form 51-101F1, Form 51-101F2 and Form 51-101F3, filed by an SEC issuer, unless

(i) the issuer's current AIF is in the form of Form 51-102F2; or

(ii) the issuer is otherwise exempted from the requirements of Regulation 51-101,

(j) any other disclosure document which the issuer has filed pursuant to an undertaking to a provincial and territorial securities regulatory authority or regulator since the beginning of the financial year in respect of which the issuer's most recent AIF is filed, and

(k) any other disclosure document of the type listed above that the issuer has filed pursuant to an exemption from any requirement under securities legislation since the beginning of the financial year in respect of which the issuer's most recent AIF is filed.

2. **Mineral Property** – If a material part of the funds available as a result of the distribution is to be expended on a particular mineral property and if the issuer's most recent AIF does not contain the disclosure required under section 5.4 of Form 51-102F2 for the property or that disclosure is inadequate or incorrect due to changes, disclose the information required under section 5.4 of Form 51-102F2.

An issuer may incorporate any additional document provided that the document is available for viewing on the SEDAR website and that, on request by a purchaser, the issuer provides a copy of the document to the purchaser, without charge.

FORM 45-106F4**Risk Acknowledgement**

I acknowledge that this is a risky investment.

- I am investing entirely at my own risk.
- No securities regulatory authority or regulator has evaluated or endorsed the merits of these securities or the disclosure in the offering memorandum.
- The person selling me these securities is not registered with a securities regulatory authority or regulator and has no duty to tell me whether this investment is suitable for me. *[Instruction: Delete if sold by registrant]*
- I will not be able to sell these securities except in very limited circumstances. I may never be able to sell these securities. *[Instruction: Delete if issuer is reporting]*
- The securities are redeemable, but I may only be able to redeem them in limited circumstances. *[Instruction: Delete if securities are not redeemable]*
- I will not be able to sell these securities for 4 months. *[Instruction: Delete if issuer is not reporting or if the purchaser is a Manitoba resident]*
- I could lose all the money I invest.

I am investing \$ _____ [total consideration] in total; this includes any amount I am obliged to pay in future. _____ [name of issuer] will pay \$ _____ [amount of fee or commission] of this to _____ [name of person selling the securities] as a fee or commission.

I acknowledge that this is a risky investment and that I could lose all the money I invest.

Date Signature of Purchaser

Print name of Purchaser

Sign 2 copies of this document. Keep one copy for your records.

WARNING

You have 2 business days to cancel your purchase *[Instruction: The issuer must complete this section before giving the form to the purchaser.]*

To do so, send a notice to [name of issuer] stating that you want to cancel your purchase. You must send the notice before midnight on the 2nd business day after you sign the agreement to purchase the securities. You can send the notice by fax or email or deliver it in person to [name of issuer] at its business address. Keep a copy of the notice for your records.

Issuer Name and Address: _____
Fax: _____ E-mail: _____

You are buying Exempt Market Securities

They are called *exempt market securities* because two parts of securities law do not apply to them. If an issuer wants to sell *exempt market securities* to you:

- the issuer does not have to give you a prospectus (a document that describes the investment in detail and gives you some legal protections), and
- the securities do not have to be sold by an investment dealer registered with a securities regulatory authority or regulator.

There are restrictions on your ability to resell *exempt market securities*. *Exempt market securities* are more risky than other securities.

You will receive an offering memorandum Read the offering memorandum carefully because it has important information about the issuer and its securities. Keep the offering memorandum because you have rights based on it. Talk to a lawyer for details about these rights.

You will not receive advice [*Instruction: Delete if sold by registrant*]

You will not get professional advice about whether the investment is suitable for you. But you can still seek that advice from a registered adviser or registered dealer. In Alberta, Manitoba, Northwest Territories, Nunavut, Prince Edward Island, Québec, Saskatchewan and Yukon to qualify as an eligible investor, you may be required to obtain that advice.

The securities you are buying are not listed [*Instruction: Delete if securities are listed or quoted*]

The securities you are buying are not listed on any stock exchange, and they may never be listed. You may never be able to sell these securities.

The issuer of your securities is a non-reporting issuer [*Instruction: Delete if issuer is reporting*]

A *non-reporting issuer* does not have to publish financial information or notify the public of changes in its business. You may not receive ongoing information about this issuer.

For more information on the exempt market, call your local securities regulatory authority or regulator. [*Instruction: Insert the name, telephone number and website address of the securities regulatory authority or regulator in the jurisdiction in which you are selling these securities.*]

[*Instruction: The purchaser must sign 2 copies of this form. The purchaser and the issuer must each receive a signed copy.*]

FORM 45-106F5**Risk Acknowledgement
Saskatchewan Close Personal Friends and Close Business Associates**

I acknowledge that this is a risky investment:

- I am investing entirely at my own risk.
- No securities regulatory authority or regulator has evaluated or endorsed the merits of these securities.
- The person selling me these securities is not registered with a securities regulatory authority or regulator and has no duty to tell me whether this investment is suitable for me. *[Instruction: Delete if sold by registrant]*
- I will not be able to sell these securities except in very limited circumstances. I may never be able to sell these securities. *[Instruction: Delete if issuer is reporting]*
- The securities are redeemable, but I may only be able to redeem them in limited circumstances. *[Instruction: Delete if securities are not redeemable]*
- I will not be able to sell these securities for 4 months. *[Instruction: Delete if issuer is not reporting]*
- I could lose all the money I invest.
- I do not have a 2-day right to cancel my purchase of these securities or the statutory rights of action for misrepresentation I would have if I were purchasing the securities under a prospectus. I do have a 2-day right to cancel my purchase of these securities if I receive an amended offering document.

I am investing \$ _____ [total consideration] in total; this includes any amount I am obliged to pay in future.

I am a **close** personal friend or **close** business associate of _____ [state name], who is a _____ [state title - founder, director, executive officer or control person] of _____ [state name of issuer or its affiliate – if an affiliate state “an affiliate of the issuer” and give the issuer’s name].

I acknowledge that I am purchasing based on my close relationship with _____ [state name of founder, director, executive officer or control person] whom I know well enough and for a sufficient period of time to be able to assess her/his capabilities and trustworthiness.

I acknowledge that this is a risky investment and that I could lose all the money I invest.

Date Signature of Purchaser

Print name of Purchaser

Sign 2 copies of this document. Keep one copy for your records.

WARNING

You are buying Exempt Market Securities

They are called *exempt market securities* because two parts of securities law do not apply to them. If an issuer wants to sell *exempt market securities* to you:

- the issuer does not have to give you a prospectus (a document that describes the investment in detail and gives you some legal protections), and
- the securities do not have to be sold by an investment dealer registered with a securities regulatory authority or regulator.

There are restrictions on your ability to resell *exempt market securities*. Exempt market securities are more risky than other securities.

You may not receive any written information about the issuer or its business

If you have any questions about the issuer or its business, ask for written clarification before you purchase the securities. You should consult your own professional advisers before investing in the securities.

You will not receive advice [*Instruction: Delete if sold by registrant*]

Unless you consult your own professional advisers, you will not get professional advice about whether the investment is suitable for you.

The issuer of your securities is a non-reporting issuer [*Instruction: Delete if issuer is reporting*]

A *non-reporting issuer* does not have to publish financial information or notify the public of changes in its business. You may not receive ongoing information about this issuer. You can only sell the securities of a non-reporting issuer in very limited circumstances. You may never be able to sell these securities.

The securities you are buying are not listed [*Instruction: Delete if securities are listed or quoted*]

The securities you are buying are not listed on any stock exchange, and they may never be listed. There may be no market for these securities. You may never be able to sell these securities.

For more information on the exempt market, refer to the Saskatchewan Financial Services Commission's website at <http://www.sfsc.gov.sk.ca>.

[*Instruction: The purchaser must sign 2 copies of this form. The purchaser and the issuer must each receive a signed copy.*]

POLICY STATEMENT TO REGULATION 45-106 RESPECTING PROSPECTUS AND REGISTRATION EXEMPTIONS

PART 1 INTRODUCTION

Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions (“Regulation 45-106”) provides: (i) exemptions from the prospectus requirement; (ii) exemptions from registration requirements; and (iii) one exemption from the issuer bid requirements.

The registration exemptions in Part 3 of Regulation 45-106 will not apply in any jurisdiction six months after *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions* (“Regulation 31-103”) comes into force. A subset of registration exemptions will continue to apply after the six month transition period and will be located in Regulation 31-103.

1.1. Purpose

The purpose of this Policy Statement is to help users understand how the provincial and territorial securities regulatory authorities and regulators interpret or apply certain provisions of Regulation 45-106. This Policy Statement includes explanations, discussion and examples of the application of various parts of Regulation 45-106.

1.2. All trades are subject to securities legislation

The securities legislation of a local jurisdiction applies to any trade in a security in the local jurisdiction, whether or not the issuer of the security is a reporting issuer in that jurisdiction. Likewise, the definition of “trade” in securities legislation includes any act, advertisement, solicitation, conduct or negotiation directly or indirectly in furtherance of a trade. A person who engages in these activities, or other trading activities, must comply with the securities legislation of each jurisdiction in which the trade occurs.

1.3. Multi-jurisdictional distributions

A distribution can occur in more than one jurisdiction. If it does, the person conducting the distribution must comply with the securities legislation of each jurisdiction in which the distribution occurs. For example, a distribution from a person in Alberta to a purchaser in British Columbia may be considered a distribution in both jurisdictions.

1.4. Other exemptions

In addition to the exemptions in Regulation 45-106, exemptions may also be available to persons under securities legislation of each local jurisdiction. The CSA has issued CSA Staff Notice 45-304 that lists other exemptions available under securities legislation.

1.5. Discretionary relief

In addition to the exemptions contained in Regulation 45-106 and those available under securities legislation of a local jurisdiction, the securities regulatory authority or regulator in each jurisdiction has the discretion to grant exemptions from the prospectus requirement and the registration requirements.

1.6. Advisers

Subsection 1.5(2) of Regulation 45-106 provides that an exemption from the dealer registration requirement in Regulation 45-106 is deemed to be an exemption from the underwriter registration requirement. However, it is not deemed to be an exemption from the adviser registration requirement. The adviser registration requirement is distinct from the dealer registration requirement. In general terms, persons engaged in the business of, or

holding themselves out as being in the business of, providing investment advice are required to be registered, or exempted from registration, under applicable securities legislation. Accordingly, only advisers registered or exempted from registration as advisers may act as advisers in connection with a trade made under Regulation 45-106.

1.7. Underwriters

Underwriters should not sell securities to the public without providing a prospectus. If an underwriter purchases securities with a view to distribution, the underwriter should purchase the securities under the prospectus exemption in section 2.33 of Regulation 45-106. If the underwriter purchases securities under this exemption, the first trade in the securities will be a distribution. As a result, the underwriter will only be able to resell the securities if it can rely on another exemption from the prospectus requirement, or if a prospectus is delivered to the purchasers of the securities.

There may be legitimate transactions where a dealer purchases securities under a prospectus exemption other than the exemption in section 2.33 of Regulation 45-106; however, these transactions are only appropriate when the dealer purchases the securities with investment intent and not with a view to distribution.

If a dealer purchases securities through a series of exempt transactions in order to avoid the obligation to deliver a prospectus, the transactions will be viewed as a whole to determine if they constitute a distribution. If a transaction is in effect an indirect distribution, a prospectus will be required to qualify the sale of the securities despite the fact that each interim step in the transaction could otherwise be completed under a prospectus exemption. Such indirect distributions cannot be legitimately structured under Regulation 45-106.

1.8. Persons created to use exemptions (“syndication”)

Sections 2.3(5), 3.3(5), 2.4(1), 3.4(1), 2.9(3), 3.9(3), 2.10(2) and 3.10(2) of Regulation 45-106 specifically prohibit syndications. A distribution or a trade of securities to a person that had no pre-existing purpose and is created or used solely to purchase or hold securities under exemptions (a “syndicate”) may be considered a distribution of, or trade in, securities to the persons beneficially owning or controlling the syndicate.

For example, a newly formed company with 15 shareholders is set up with the intention of purchasing \$150 000 worth of securities under the minimum amount investment exemption. Each shareholder of the newly formed company contributes \$10 000. In this situation the shareholders of the newly formed company are indirectly investing \$10 000 when the exemption requires that they each invest \$150 000. Consequently, both the newly formed company and its shareholders may need to comply with the requirements of the minimum amount investment exemption, or find an alternative exemption to rely on.

Syndication related concerns should not ordinarily arise if the purchaser under the exemption is a corporation, syndicate, partnership or other form of entity that is pre-existing and has a bona fide purpose other than investing in the securities being sold. However, it is an inappropriate use of these exemptions to indirectly distribute or trade securities when the exemption is not available to directly distribute or trade securities to each person in the syndicate.

1.9. Responsibility for compliance

A person distributing or trading securities is responsible for determining when an exemption is available. In determining whether an exemption is available, a person may rely on factual representations by a purchaser, provided that the person has no reasonable grounds to believe that those representations are false. However, the person distributing or trading securities is responsible for determining whether, given the facts available, the exemption is available. Generally, a person distributing or trading securities under an

exemption should retain all necessary documents that show the person properly relied upon the exemption.

For example, an issuer distributing securities to a close personal friend of a director could require that the purchaser provide a signed statement describing the purchaser's relationship with the director. On the basis of that factual information, the issuer could determine whether the purchaser is a close personal friend of the director for the purposes of a family, friends and business associates exemption. The issuer should not rely merely on a representation: "I am a close personal friend of a director". Likewise, under the accredited investor exemptions, the seller must have a reasonable belief that the purchaser understands the meaning of the definition of "accredited investor". Prior to discussing the particulars of the investment with the purchaser, the seller should discuss with the purchaser the various criteria for qualifying as an accredited investor and whether the purchaser meets any of the criteria.

It is not appropriate for a person to assume an exemption is available. For instance a seller should not accept a form of subscription agreement that only states that the purchaser is an accredited investor. Rather the seller should request that the purchaser provide the details on how they fit within the accredited investor definition.

1.10. Prohibited activities

Securities legislation in certain jurisdictions prohibits any person from making certain representations to a purchaser of securities, including an undertaking about the future value or price of the securities. In certain jurisdictions, these provisions also prohibit a person from making any statement that the person knows or ought reasonably to know is a misrepresentation. These prohibitions apply whether or not a trade is made under an exemption.

Misrepresentation is defined in securities legislation. The use of exaggeration, innuendo or ambiguity in an oral or written representation about a material fact, or other deceptive behaviour relating to a material fact, might be a misrepresentation.

PART 2 INTERPRETATION

2.1. Definitions

Unless defined in Regulation 45-106, terms used in Regulation 45-106 have the meaning given to them in local securities legislation or in *Regulation 14-101 respecting Definitions*.

The term "contract of insurance" in the definition of "financial assets" has the meaning assigned to it in the legislation for the jurisdiction referenced in Appendix A of Regulation 45-106.

2.2. Executive officer ("policy making function")

The definition of "executive officer" in Regulation 45-106 is based on the definition of the same term contained in *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations* ("Regulation 51-102").

Paragraph (c) of the definition "executive officer" includes individuals that are not employed by the issuer or any of its subsidiaries, but who perform a policy-making function in respect of the issuer.

The definition includes someone who "performs a policy-making function" in respect of the issuer. The CSA is of the view that an individual who "performs a policy-making function" in respect of an issuer is someone who is responsible, solely or jointly with others, for setting the direction of the issuer and is sufficiently knowledgeable of the

business and affairs of the issuer so as to be able to respond meaningfully to inquiries from investors about the issuer.

2.3. Directors, executive officers and officers of non-corporate issuers

The term “director” is defined in Regulation 45-106 and it includes, for non-corporate issuers, individuals who perform functions similar to those of a director of a company.

When the term “officer” is used in Regulation 45-106, or any of the Regulation 45-106 forms, a non-corporate issuer should refer to the definitions in securities legislation. Securities legislation in most jurisdictions defines “officer” to include any individual acting in a capacity similar to that of an officer of a company. Therefore, in most jurisdictions, non-corporate issuers must determine which individuals are acting in capacities similar to that of directors and officers of corporate issuers, for the purposes of complying with Regulation 45-106 and its forms.

For example, the determination of who is acting in the capacity of a director or executive officer may be important where a person intends to distribute or trade securities of a limited partnership under an exemption that is conditional on a relationship with a director or executive officer. The person must conclude that the purchaser has the necessary relationship with an individual who is acting in a capacity with the limited partnership that is similar to that of a director or executive officer of a company.

2.4. Founder

The definition of “founder” includes a requirement that, at the time of the distribution of, or trade in, a security the person be actively involved in the business of the issuer. Accordingly, a person who takes the initiative in founding, organizing or substantially reorganizing the business of the issuer within the meaning of the definition but subsequently ceases to be actively engaged in the day to day operations of the business of the issuer would no longer be a “founder” for the purposes of Regulation 45-106, regardless of the person’s degree of prior involvement with the issuer or the extent of the person’s continued ownership interest in the issuer.

2.5. Investment fund

Generally, the definition of “investment fund” would not include a trust or other entity that issues securities that entitle the holder to net cash flows generated by: (i) an underlying business owned by the trust or other entity, or (ii) the income-producing properties owned by the trust or other entity. Examples of trusts or other entities that are not included in the definition are business income trusts, real estate investment trusts and royalty trusts.

2.6. Affiliate, control and related entity

(1) Affiliate

Section 1.3 of Regulation 45-106 contains rules for determining whether persons are affiliates for the purposes of Regulation 45-106, which may be different than those contained in other securities legislation.

(2) Control

The concept of control has two different interpretations in Regulation 45-106. For the purposes of Division 4 of Part 2 and Division 4 of Part 3 (trades to employees, executive officers, directors and consultants), the interpretation of control is contained in section 2.23(1) and section 3.23(1), respectively. For the purposes of the rest of Regulation 45-106, the interpretation of control is found in section 1.4 of Regulation 45-106. The reason for having two different interpretations of control is that the exemptions for

distributions of, and trades in, securities to employees, executive officers, directors and consultants require a broader concept of control than is considered necessary for the rest of Regulation 45-106 to accommodate the issuance of compensation securities in a wide variety of business structures.

2.7. Close personal friend

For the purposes of both the private issuer exemptions and the family, friends and business associates exemptions, a “close personal friend” of a director, executive officer, founder or control person of an issuer is an individual who knows the director, executive officer, founder or control person well enough and has known them for a sufficient period of time to be in a position to assess their capabilities and trustworthiness. The term “close personal friend” can include a family member who is not already specifically identified in the exemptions if the family member satisfies the criteria described above.

The relationship between the individual and the director, executive officer, founder or control person must be direct. For example, the exemption is not available to a close personal friend of a close personal friend of a director of the issuer.

An individual is not a close personal friend solely because the individual is:

- (a) a relative,
- (b) a member of the same organization, association or religious group, or
- (c) a client, customer, former client or former customer.

2.8. Close business associate

For the purposes of both the private issuer exemptions and the family, friends and business associates exemptions, a “close business associate” is an individual who has had sufficient prior business dealings with a director, executive officer, founder or control person of the issuer to be in a position to assess their capabilities and trustworthiness.

An individual is not a close business associate solely because the individual is:

- (a) a member of the same organization, association or religious group, or
- (b) a client, customer, former client or former customer.

The relationship between the individual and the director, executive officer, founder or control person must be direct. For example, the exemptions are not available for a close business associate of a close business associate of a director of the issuer.

2.9. Indirect interest

Under paragraph (t) of the definition of “accredited investor” in section 1.1 of Regulation 45-106, an “accredited investor” includes a person in respect of which all of the owners of interests in that person, direct, indirect or beneficial, are accredited investors. The interpretive provision in section 1.2 of Regulation 45-106 is needed to confirm the meaning of indirect interest in British Columbia.

PART 3 CAPITAL RAISING EXEMPTIONS

3.1. Soliciting purchasers

Part 2, Division 1, and Part 3, Division 1 (capital raising exemptions) in Regulation 45-106 do not prohibit the use of registrants, finders, or advertising in any form (for example, internet, e-mail, direct mail, newspaper or magazine) to solicit purchasers under any of the exemptions. However, use of any of these means to find purchasers under the

private issuer exemptions in sections 2.4 and 3.4 of Regulation 45-106, or under the family, friends and business associates exemptions in sections 2.5 and 3.5 of Regulation 45-106, may give rise to a presumption that the relationship required for use of these exemptions is not present. If, for example, an issuer advertises or pays a commission or finder's fee to a third party to find purchasers under the family, friends and business associates exemptions, it suggests that the precondition of a close relationship between the purchaser and the issuer may not exist and therefore the issuer cannot rely on these exemptions.

Use of a finder by a private issuer to find an accredited investor, however, would not preclude the private issuer from relying upon the private issuer exemptions, provided that all of the other conditions to those exemptions are met.

Any solicitation activities that aim to identify a particular category of investor should clearly state the kind of investor being sought and the criteria that investors will be required to meet. Any print materials used to find accredited investors, for example, should clearly and prominently state that only accredited investors should respond to the solicitation.

3.2. Soliciting purchasers – Newfoundland and Labrador and Ontario

In Newfoundland and Labrador and Ontario, the exemptions from the dealer registration requirement identified in section 3.01 of Regulation 45-106 are not available to a "market intermediary", except as therein provided (or as otherwise provided in local securities legislation – see, for instance, in the case of Ontario, OSC Rule 45-501 *Ontario Prospectus and Registration Exemptions*). Generally, a person is a market intermediary if the person is in the business of trading in securities as principal or agent. In Ontario, the term "market intermediary" is defined in Ontario Securities Commission Rule 14-501 *Definitions*.

The Ontario Securities Commission takes the position that if an issuer retains an employee whose primary job function is to actively solicit members of the public for the purposes of selling the issuer's securities, the issuer and its employee are in the business of selling securities. Further, if an issuer and its employees are deemed to be in the business of selling securities the Ontario Securities Commission considers both the issuer and its employees to be market intermediaries. This applies whether the issuer and its employees are located in Ontario and solicit members of the public outside of Ontario or whether the issuer and its employees are located outside of Ontario and solicit members of the public in Ontario. Accordingly, in order to be in compliance with securities legislation, these issuers and their employees should be registered under the appropriate category of registration in Ontario.

3.3. Advertising

Regulation 45-106 does not restrict the use of advertising to solicit or find purchasers. However, issuers and selling security holders should review other securities legislation and securities directions for guidelines, limitations and prohibitions on advertising intended to promote interest in an issuer or its securities. For example, any advertising or marketing communications must not contain a misrepresentation and should be consistent with the issuer's public disclosure record.

3.4. Restrictions on finder's fees or commissions

The following restrictions apply with respect to certain exemptions under Regulation 45-106:

- (1) no commissions or finder's fees may be paid to directors, officers, founders and control persons in connection with a distribution or a trade made under the private issuer exemptions or the family, friends and business associates exemptions, except in connection with a distribution of, or trade in, a security to an accredited investor under a private issuer exemption; and

(2) in Northwest Territories, Nunavut and Saskatchewan, only a registered dealer may be paid a commission or finder's fee in connection with a distribution of, or a trade in, a security to a purchaser in one of those jurisdictions under an offering memorandum exemption.

3.4.1. Reinvestment plans

(1) When is a plan administrator acting “for or on behalf of the issuer”?

Sections 2.2 and 3.2 of Regulation 45-106 contain prospectus and dealer registration exemptions for distributions of, and trades in, securities by a trustee, custodian or administrator acting for or on behalf of the issuer. If the trustee, custodian or administrator is engaged by the issuer, the plan administrator acts “for or on behalf of the issuer” and therefore falls within the language contained in sections 2.2(1) and 3.2(1) of Regulation 45-106. The fact that the plan administrator may act on or in accordance with instructions of a plan participant, under the plan, does not preclude the administrator from relying on the exemptions contained in sections 2.2 or 3.2 of Regulation 45-106.

(2) Providing a description of material attributes and characteristics of securities

The prospectus and dealer registration reinvestment plan exemptions in sections 2.2(5) and 3.2(5) of Regulation 45-106 add a requirement, effective September 28, 2009, that if the securities distributed or traded under a reinvestment plan, in reliance upon a reinvestment plan exemption, are of a different class or series than the securities to which the dividend or distribution is attributable, the issuer or plan agent must have provided the plan participants with a description of the material attributes and characteristics of the securities being distributed or traded. An issuer or plan agent with an existing reinvestment plan can satisfy this requirement in a number of ways. If plan participants have previously signed a plan agreement or received a copy of a reinvestment plan that included this information, the issuer or plan agent does not need to take any further action for current plan participants. (Future participants should receive the same type of information before their first trade of a security under the plan.)

If plan participants have not received this information in the past, the issuer or plan agent can provide the required information or a reference to a website where the information is available with other materials sent to holders of that class of securities, for example with proxy materials. Section 8.3.1 of Regulation 45-106 provides a transition period, allowing the issuer or plan agent to meet this requirement not later than 140 days after the next financial year end of the issuer ending on or after September 28, 2009.

(3) Interest payments

The exemptions in sections 2.2 and 3.2 of Regulation 45-106 may be available where a person invests interest payable on debentures or other similar securities into other securities of the issuer. The words “distributions out of earnings...or other sources” cover interest payable on debentures.

3.5. Accredited investor

(1) Individual qualification – financial tests

An individual is an “accredited investor” for the purposes of Regulation 45-106 if he or she satisfies, either alone or with a spouse, any of the financial asset test in paragraph (j), the net income test in paragraph (k) or the net asset test in paragraph (l) of the “accredited investor” definition in section 1.1 of Regulation 45-106.

These branches of the definition are designed to treat spouses as a single investing unit, so that either spouse qualifies as an “accredited investor” if the combined financial

assets, net income, or net assets of both spouses exceed the \$1 000 000, \$300 000, or \$5 000 000 thresholds, respectively.

For the purposes of the financial asset test in paragraph (j), “financial assets” are defined in Regulation 45-106 to mean cash, securities, or a contract of insurance, a deposit or an evidence of a deposit that is not a security for the purposes of securities legislation. These financial assets are generally liquid or relatively easy to liquidate. The value of a purchaser’s personal residence would not be included in a calculation of financial assets. By comparison, the net asset test under paragraph (l) involves a consideration of all of the purchaser’s total assets minus the purchaser’s total liabilities. Accordingly, for the purposes of the net asset test, the calculation of total assets would include the value of a purchaser’s personal residence and the calculation of total liabilities would include the amount of any liability (such as a mortgage) in respect of the purchaser’s personal residence.

If the combined net income of both spouses does not exceed \$300 000, but the net income of one of the spouses exceeds \$200 000, only the spouse whose net income exceeds \$200 000 qualifies as an accredited investor.

(2) Bright-line standards – individuals

The monetary thresholds in the “accredited investor” definition are intended to create “bright-line” standards. Investors who do not satisfy these monetary thresholds do not qualify as accredited investors under the applicable paragraph.

(3) Beneficial ownership of financial assets

Paragraph (j) of the “accredited investor” definition refers to an individual who, either alone or with a spouse, beneficially owns financial assets having an aggregate realizable value that, before taxes but net of any related liabilities, exceeds \$1 000 000. As a general matter, it should not be difficult to determine whether financial assets are beneficially owned by an individual, an individual’s spouse, or both, in any particular instance. However, financial assets held in a trust or in other types of investment vehicles for the benefit of an individual may raise questions as to whether the individual beneficially owns the financial assets in the circumstances. The following factors are indicative of beneficial ownership of financial assets:

- (a) physical or constructive possession of evidence of ownership of the financial asset;
- (b) entitlement to receipt of any income generated by the financial asset;
- (c) risk of loss of the value of the financial asset; and
- (d) the ability to dispose of the financial asset or otherwise deal with it as the individual sees fit.

For example, securities held in a self-directed RRSP, for the sole benefit of an individual, are beneficially owned by that individual. In general, financial assets in a spousal RRSP would also be included for the purposes of the threshold test because paragraph (j) takes into account financial assets owned beneficially by a spouse. However, financial assets held in a group RRSP under which the individual would not have the ability to acquire the financial assets and deal with them directly would not meet these beneficial ownership requirements.

(4) Calculation of purchaser’s net assets

To calculate a purchaser’s net assets under paragraph (l) of the “accredited investor” definition, subtract the purchaser’s total liabilities from the purchaser’s total assets. The value attributed to assets should reasonably reflect their estimated fair value. Income tax

should be considered a liability if the obligation to pay it is outstanding at the time of the distribution of, or trade in, the security.

(5) Financial statements

The minimum net asset threshold of \$5 000 000 specified in paragraph (m) of the “accredited investor” definition must, in the case of a non-individual entity, be shown on the entity’s “most recently prepared financial statements”. The financial statements must be prepared in accordance with applicable generally accepted accounting principles.

(6) Time for assessing qualification

The financial tests prescribed in the accredited investor definition are to be applied only at the time of the distribution of, or trade in, the security. The person is not required to monitor the purchaser’s continuing qualification as an accredited investor after the distribution of, or trade in, the security is completed.

(7) Recognition or Designation as an Accredited Investor

Paragraph (v) of the “accredited investor” definition in Regulation 45-106 contemplates that a person may apply to be recognized or designated as an accredited investor by the securities regulatory authorities or regulators, except in Ontario and Québec, the regulators. The securities regulatory authorities or regulators have not adopted any specific criteria for granting accredited investor recognition or designation to applicants, as the securities regulatory authorities or regulators believe that the “accredited investor” definition generally covers all types of persons that do not require the protection of the prospectus requirement or the dealer registration requirement. Accordingly, the securities regulatory authorities or regulators expect that applications for accredited investor recognition or designation will be utilized on a very limited basis. If a securities regulatory authority or regulator considers it appropriate in the circumstances, it may grant accredited investor recognition or designation to a person on terms and conditions, including a requirement that the person apply annually for renewal of accredited investor recognition or designation.

3.6. Private issuer

(1) Meaning of “the public”

Whether or not a person is a member of the public must be determined on the facts of each particular case. The courts have interpreted “the public” very broadly in the context of securities trading. Whether a person is a part of the public will be determined on the particular facts of each case, based on the tests that have developed under the relevant case law. A person who intends to distribute or trade securities, in reliance upon the private issuer prospectus exemption in section 2.4(2) or the private issuer dealer registration exemption in section 3.4(2) of Regulation 45-106, to a person not listed in paragraphs (a) through (j) of that section will have to satisfy itself that the distribution of, or trade in, the security is not to the public.

(2) Meaning of “close personal friends” and “close business associates”

See sections 2.7 and 2.8 of this Policy Statement for a discussion of the meaning of “close personal friend” and “close business associate”.

(2.1) Meaning of “non-convertible debt securities”

Paragraph (b) of the definition of private issuer has a number of restrictions that apply to the securities, other than non-convertible debt securities, of a private issuer. Non-convertible debt securities are debt securities that do not have a right or obligation to exchange or convert into another security of the issuer.

(3) Business combination of private issuers

A distribution of, or trade in, securities in connection with an amalgamation, merger, reorganization, arrangement or other statutory procedure involving two private issuers, to holders of securities of those issuers is not a distribution of, or trade in, a security to the public, provided that the resulting issuer is a private issuer.

Similarly, a distribution of, or trade in, securities by a private issuer in connection with a share exchange take-over bid for another private issuer is not a distribution of, or trade in, securities to the public, provided the offeror remains a private issuer after completion of the bid.

(4) Acquisition of a private issuer

Persons relying on a private issuer exemption in Regulation 45-106 must be satisfied that the purchaser is not a member of the public. Generally, however, if the owner of a private issuer sells the business of the private issuer by way of a sale of securities, rather than assets, to another party who acquires all of the securities, the sale will not be considered to have been to the public.

(5) Ceasing to be a private issuer

The term “private issuer” is defined in section 2.4(1) (with the same definition repeated in section 3.4(1) of Regulation 45-106). A private issuer can distribute securities only to the persons listed in section 2.4(2) of Regulation 45-106. If a private issuer distributes securities to a person not listed in section 2.4(2), even under another exemption, it will no longer be a private issuer and will not be able to continue to use the private issuer prospectus exemption in section 2.4(2) (or the private issuer dealer registration exemption in section 3.4(2)). For example, if a private issuer distributes securities under the offering memorandum exemption, it will no longer be a private issuer.

Issuers that cease to be private issuers will still be able to use other exemptions to distribute their securities. For example, such issuers could rely on the family, friends and business associates prospectus exemption (except in Ontario) or the accredited investor prospectus exemption. However, issuers that rely on these prospectus exemptions must file a report of exempt distribution with the securities regulatory authority or regulator in each jurisdiction in which the distribution took place.

An issuer that completes a going private transaction (for example, by way of an amalgamation squeeze out or a takeover bid with a subsequent statutory compulsory acquisition) can however use the private issuer exemption after a going private transaction.

3.7. Family, friends and business associates**(1) Number of purchasers**

There is no restriction on the number of persons that the issuer may sell securities to under the family, friends and business associates exemptions in sections 2.5 and 3.5 of Regulation 45-106. However, an issuer selling securities to a large number of persons under this exemption may give rise to a presumption that not all of the purchasers are family, close personal friends or close business associates and that the exemption may not be available.

(2) Meaning of “close personal friends” and “close business associates”

See sections 2.7 and 2.8 of this Policy Statement for a discussion of the meaning of “close personal friend” and “close business associate”.

(3) Risk acknowledgement - Saskatchewan

Under sections 2.6 and 3.6 of Regulation 45-106, the corresponding family, friends and business associates exemption in section 2.5 or 3.5 of Regulation 45-106 cannot be relied upon in Saskatchewan for a distribution of, or trade in, securities based on a close personal friendship or close business association unless the person obtains a signed "risk acknowledgement" in the required form from the purchaser and retains the form for eight years after the distribution of, or trade in, securities.

3.8. Offering memorandum

(1) Eligibility criteria - Alberta, Manitoba, Northwest Territories, Nunavut, Prince Edward Island, Québec and Saskatchewan

Alberta, Manitoba, Northwest Territories, Nunavut, Prince Edward Island, Québec, Saskatchewan, and Yukon impose eligibility criteria on persons investing under the offering memorandum exemptions. In these jurisdictions, the purchaser must be an eligible investor if the purchaser's acquisition cost is more than \$10 000.

In determining the acquisition cost to a purchaser who is not an eligible investor, include any future payments that the purchaser will be required to make. Proceeds which may be obtained on exercise of warrants or other rights, or on conversion of convertible securities, are not considered to be part of the acquisition cost unless the purchaser is legally obligated to exercise or convert the securities. The \$10 000 maximum acquisition cost is calculated per distribution of, or trade in, security.

Nevertheless, concurrent and consecutive, closely-timed offerings to the same purchaser will usually constitute one distribution of, or trade in, a security. Consequently, when calculating the acquisition cost, all of these offerings by or on behalf of the issuer to the same purchaser who is not an eligible investor would be included. It would be inappropriate for an issuer to try to circumvent the \$10 000 threshold by dividing a subscription in excess of \$10 000 by one purchaser into a number of smaller subscriptions of \$10 000 or less that are made directly or indirectly by the same purchaser.

A purchaser can qualify as an eligible investor under various categories of the definition, including if the purchaser has and has had in prior years either \$75 000 pre-tax net income or has \$400 000 worth of net assets. In calculating a purchaser's net assets, subtract the purchaser's total liabilities from the purchaser's total assets. The value attributed to assets should reasonably reflect their estimated fair value. Income tax should be considered a liability if the obligation to pay it is outstanding at the time of the distribution of, or trade in, a security.

Another way a purchaser can qualify as an eligible investor is to obtain advice from an eligibility adviser. An eligibility adviser is a person registered as an investment dealer (or in an equivalent category of unrestricted dealer in the purchaser's jurisdiction) that is authorized to give advice with respect to the type of security being distributed or traded. In Saskatchewan and Manitoba, certain lawyers and public accountants may also act as eligibility advisers.

A registered investment dealer providing advice to a purchaser in these circumstances is expected to comply with the "know your client" and suitability requirements under applicable securities legislation and SRO rules and policies. Some dealers have obtained exemptions from the "know your client" and suitability requirements because they do not provide advice. An assessment of suitability by these dealers is not sufficient to qualify a purchaser as an eligible investor.

(2) Form of offering memorandum

There are two forms of offering memorandum: Form 45-106F3, which may be used by qualifying issuers, and Form 45-106F2, which must be used by all other issuers. Form 45-106F3 requires qualifying issuers to incorporate by reference their annual information form (AIF), management's discussion and analysis (MD&A), annual financial statements

and subsequent specified continuous disclosure documents required under Regulation 51-102.

A qualifying issuer is a reporting issuer that has filed an AIF under Regulation 51-102 and has met all of its other continuous disclosure obligations, including those in Regulation 51-102, *Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects*, and *Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities*. Under Regulation 51-102, venture issuers are not required to file AIFs. However, if a venture issuer wants to use Form 45-106F3, the venture issuer must voluntarily file an AIF under Regulation 51-102 in order to incorporate that AIF into its offering memorandum.

(3) Date of certificate and required signatories

The issuer must ensure that the information provided to the purchaser is current and does not contain a misrepresentation. For example, if a material change occurs in the business of the issuer after delivery of an offering memorandum to a potential purchaser, the issuer must give the potential purchaser an update to the offering memorandum before the issuer accepts the agreement to purchase the securities. The update to the offering memorandum may take the form of an amendment describing the material change, a new offering memorandum containing up-to-date disclosure or a material change report, whichever the issuer decides will most effectively inform purchasers.

Whatever form of update the issuer uses, it must include a newly signed and dated certificate as required in the applicable subsection 2.9(9), (10), (10.1), (10.2), (10.3), (11), (11.1), or (12) or 3.9(9), (10), (10.1), (10.2), (10.3), (11), (11.1), or (12) of Regulation 45-106.

“Promoter” is defined differently in provincial and territorial securities legislation across CSA jurisdictions. It is generally defined as meaning a person who has taken the initiative in founding, organizing or substantially reorganizing the business of the issuer or who has received consideration over a prescribed amount for services or property or both in connection with founding, organizing or substantially reorganizing the issuer. “Promoter” has not been defined in the *Securities Act* (Québec) and a broad interpretation is taken in Québec in determining who would be considered a promoter.

Under securities legislation, persons who receive consideration solely as underwriting commissions or in consideration of property and who do not otherwise take part in the founding, organizing or substantially reorganizing the issuer are not promoters. Simply selling securities, or in some way facilitating sales in securities, does not make a person a promoter under the offering memorandum exemptions.

(4) Consideration to be held in trust

The purchaser has, or must be given, the right to cancel the agreement to purchase the securities until midnight on the 2nd business day after signing the agreement. During this period, the issuer must arrange for the consideration to be held in trust on behalf of the purchaser.

It is up to the issuer to decide what arrangements are necessary to preserve the consideration received from the purchaser. The requirement to hold the consideration in trust may be satisfied if, for example, the issuer keeps the purchaser’s cheque, without cashing or depositing it, until the expiration of the two business day cancellation period.

It is also the issuer’s responsibility to ensure that whoever is holding the consideration promptly returns it to the purchaser if the purchaser cancels the agreement to purchase the securities.

(5) Filing of offering memorandum

The issuer is required to file the offering memorandum with the securities regulatory authority or regulator in each of the jurisdictions in which the issuer distributes or trades securities under an offering memorandum exemption. The issuer must file the offering memorandum on or before the 10th day after the distribution.

If the issuer is conducting multiple closings, the offering memorandum must be filed on or before the 10th day after the first closing. Once the offering memorandum has been filed, there is no need to file it again after subsequent closings, unless it has been updated.

(6) Purchasers' rights

Unless securities legislation in a purchaser's jurisdiction provides a purchaser with a comparable right of cancellation or revocation, an issuer must give each purchaser under an offering memorandum a contractual right to cancel the agreement to purchase the securities by delivering a notice to the issuer not later than midnight on the 2nd business day after the purchaser signs the agreement.

Unless securities legislation in a purchaser's jurisdiction provides purchasers with comparable statutory rights, the issuer must also give the purchaser a contractual right of action against the issuer in the event the offering memorandum contains a misrepresentation. This contractual right of action must be available to the purchaser regardless of whether the purchaser relied on the misrepresentation when deciding to purchase the securities. This right is similar to that given to a purchaser under a prospectus. The purchaser may claim damages or ask that the agreement be cancelled. If the purchaser wants to cancel the agreement, the purchaser must commence the action within 180 days after signing the agreement to purchase the securities. If the purchaser is seeking damages, the purchaser must commence the action within the earlier of 180 days after learning of the misrepresentation or 3 years after signing the agreement to purchase the securities.

The issuer is required to describe in the offering memorandum any rights available to the purchaser, whether they are provided by the issuer contractually as a condition to the use of the exemption or provided under securities legislation.

3.9. Minimum amount investment

An issuer may wish to distribute or trade more than one kind of security of its own issue, such as shares and debt, in a single transaction under a minimum investment amount exemption. Provided that the shares and debt are sold in units that have a total acquisition cost of not less than \$150 000 paid in cash at the time of the distribution of, or trade in, a security, the exemptions can, if otherwise available, be used, notwithstanding that the acquisition cost of the shares and the acquisition cost of the debt, taken separately, are both less than \$150 000.

PART 4 OTHER EXEMPTIONS

4.1. Employee, executive officer, director and consultant exemptions

Trustees, custodians or administrators who engage in activities, contemplated in the prospectus and dealer registration exemptions in sections 2.27 and 3.27 of Regulation 45-106, that bring together purchasers and sellers of securities should have regard to the provisions of *Regulation 21-101 respecting Marketplace Operation* respecting "marketplaces" and "alternative trading systems".

The employee, executive officer, director and consultant exemptions are based on the alignment of economic interests between an issuer and its employees. They may, where available, be used to provide employees and other similar persons with an opportunity to participate in the growth of the employer's business and to compensate persons for the services they provide to an issuer. The securities regulatory authorities or regulators will

generally not grant exemptive relief analogous to these exemptions except in very limited circumstances.

4.2. Business combination and reorganization

(1) Statutory procedure

The securities regulatory authorities interpret the phrase “statutory procedure” broadly and are of the view that the prospectus and dealer registration exemptions contained in sections 2.11 and 3.11 of Regulation 45-106 apply to all distributions of, and trades in, securities of an issuer that are both part of the procedure and necessary to complete the transaction, regardless of when the distribution of, or trade in, a security occurs.

The prospectus and dealer registration exemptions contained in sections 2.11 and 3.11 of Regulation 45-106 exempt distributions of, and trades in, securities in connection with an amalgamation, merger, reorganization or arrangement if the same is done “under a statutory procedure”. The securities regulatory authorities or regulators are of the view that the references to statutory procedure in sections 2.11 and 3.11 of Regulation 45-106 are to any statute of a jurisdiction or foreign jurisdiction under which the entities involved have been incorporated or created and exist or under which the transaction is taking place. This would include, for example, an arrangement under the *Companies' Creditors Arrangement Act* (Canada).

(2) Three-cornered amalgamations

Certain corporate statutes permit a so-called “three-cornered merger or amalgamation” under which two companies will amalgamate or merge and security holders of the amalgamating or merging entities will receive securities of a third party affiliate of one amalgamating or merging entity. The prospectus and dealer registration exemptions contained in sections 2.11 and 3.11 of Regulation 45-106 refer to these distributions of, or trades in, a security when they refer to a distribution of, or a trade in, a security made in connection with an amalgamation or merger done under a statutory procedure.

(3) Exchangeable shares

A transaction involving a procedure described in the prospectus and dealer registration exemptions contained in sections 2.11 and 3.11 of Regulation 45-106 may include an exchangeable share structure to achieve certain tax-planning objectives. For example, where a non-Canadian company seeks to acquire a Canadian company under a plan of arrangement, an exchangeable share structure may be used to allow the Canadian shareholders of the company to be acquired to receive, in substance, shares of the non-Canadian company while avoiding the adverse tax consequences associated with exchanging shares of a Canadian company for shares of a non-Canadian company. Instead of receiving shares of the non-Canadian company directly, the Canadian shareholders receive shares of a Canadian company which, through various contractual arrangements, have economic terms and voting rights that are essentially identical to the shares of the non-Canadian company and permit the holder to exchange such shares, at a time of the holder's choosing, for shares of the non-Canadian company.

Historically, the use of an exchangeable share structure in connection with a statutory procedure has raised a question as to whether the exemptions now contained in sections 2.11 and 3.11 of Regulation 45-106 were available for all distributions or trades necessary to complete the transaction. For example, in the case of the acquisition under a plan of arrangement noted above, the use of an exchangeable share structure may result in a

delay of several months or even years between the date of the arrangement and the date the shares of the non-Canadian company are distributed to the former shareholders of the acquired company. As a result of this delay, some filers have questioned whether the distribution of the non-Canadian company's shares upon the exercise of the exchangeable shares may still be viewed as being "in connection with" the statutory transaction, and have made application for exemptive relief to address this uncertainty.

The securities regulatory authorities or regulators take the position that the statutory procedure exemptions contained in section 2.11 and section 3.11 of Regulation 45-106 refer to all distributions or trades of securities that are necessary to complete an exchangeable share transaction involving a procedure described in section 2.11 or section 3.11, even where such distributions or trades occur several months or years after the transaction. In the case of the acquisition noted above, the investment decision of the shareholders of the acquired company at the time of the arrangement represented a decision to, ultimately, exchange their shares for shares of the non-Canadian company. The distribution of such shares upon the exercise of the exchangeable shares does not represent a new investment decision, but merely represents the completion of that original investment decision. Accordingly, additional exemptive relief is not warranted in circumstances where the original transaction was completed in reliance on these exemptions.

4.3. Asset acquisition - character of assets to be acquired

When issuing securities, issuers must comply with the requirements under applicable corporate or other governing legislation that the securities be issued for fair value. Where securities are issued for non-cash consideration such as assets or resource properties, it is the responsibility of the issuer and its board of directors to determine the fair market value of the assets or resource properties and to retain records to demonstrate how that fair market value was determined. In some situations, cash assets that make up working capital could also be considered in the total calculation of the fair market value.

4.4. Securities for debt - *bona fide debt*

A bona fide debt is one that was incurred for value, on commercially reasonable terms and that on the date the debt was incurred the parties believed would be repaid in cash.

A reporting issuer may distribute or trade securities to settle a debt only after the debt becomes due, as evidenced by the creditor issuing an invoice, demand letter or other written statement to the issuer indicating that the debt is due. The securities for debt exemptions may not be relied on for the issuance of securities by an issuer to secure a debt that will remain outstanding after the issuance.

4.5. Take-over bid and issuer bid

(1) Exempt bids

The terms take-over bid and issuer bid, for the purposes of sections 2.16 and 3.16 of Regulation 45-106, include an exempt take-over bid and exempt issuer bid.

(2) Bids involving exchangeable shares

The take-over bid and issuer bid exemptions refer to all distributions or trades necessary to complete a take-over bid or an issuer bid that involves an exchangeable share structure (as described under section 4.2 of this Policy Statement), even where such distributions or trades may occur several months or even years after the bid is completed.

4.6. Isolated distribution or trade

The exemptions contained in section 2.30 and 3.30 of Regulation 45-106 are limited to distributions of, or trades in, a security made by an issuer in a security of its own issue.

There is also an additional isolated trade dealer registration exemption contained in section 3.29 of Regulation 45-106. While the latter exemption refers to trades in any security, it does not apply to any trades by an issuer in a security that is issued by the issuer.

It is intended that these exemptions will only be used rarely and are not available for registrants or others whose business is trading in securities.

Reliance upon the isolated trade exemption might, for example, be appropriate when a person who is not involved in the business of trading securities wishes to make a single trade of a security that the person owns to another person. The exemption would not be available to a person for any subsequent trades for a period of time adequate to ensure that each transaction was truly isolated and unconnected.

4.7. Mortgages

In British Columbia, Alberta, Manitoba, Québec and Saskatchewan, Regulation 45-106 specifically excludes syndicated mortgages from the mortgage prospectus and dealer registration exemptions in sections 2.36 and 3.36. In determining what constitutes a syndicated mortgage, issuers will need to refer to the corresponding definition provided in section 2.36(1) or 3.36(1) of Regulation 45-106.

The mortgage exemptions do not apply to distributions or trades in securities that secure mortgages by bond, debenture, trust deed or similar obligation. The mortgage exemptions also do not apply to a distribution of, or a trade in, a security that represents an undivided co-ownership interest in a pool of mortgages, such as a pass-through certificate issued by an issuer of asset-backed securities.

4.8. Not for profit issuer

(1) Eligibility to use these exemptions

These exemptions apply to distributions of, and trades in, securities of an issuer that is organized exclusively for educational, benevolent, fraternal, charitable, religious or recreational purposes and not for profit ("not for profit issuer"). To use these exemptions, an issuer must be organized exclusively for one or more of the listed purposes and use the funds raised for those purposes.

If an issuer is organized exclusively for one of the listed purposes, but its mandate changes so that it is no longer primarily engaged in the purpose it was organized for, the issuer may no longer be able to rely on these exemptions. For example, if an issuer organized exclusively for educational purposes over time devotes more and more of its efforts to lending money, even if it is only to other educational entities, the lending issuer *may* be unable to rely on these exemptions. The same would also be true if one of an issuer's mandates was to provide an investment vehicle for its members. An issuer that issues securities that pay dividends would also not be able to use these exemptions, because no part of the issuer's net earnings can go to any security holder. However, if the securities are debt securities and the issuer agrees to repay the principal amount with or without interest, the security holders are not considered to be receiving part of the net earnings of the issuer. The debt securities may be secured or unsecured.

If investors could receive any special treatment as a result of purchasing securities, the security holders are *not* typically receiving part of the net earnings of the issuer and the sale may still fit within these exemptions. For example, if the not for profit issuer runs a golf course and offers security holders a waiver of greens fees for three years, it could still rely on these exemptions, provided all other conditions are met (and the exemption remains available in the relevant jurisdiction(s)).

If, at the time of the distribution of, or trade in, the security, the purchaser has an entitlement to the assets of the issuer on the basis that they would be getting part of the net earnings of the issuer, then the sale would not fit within these exemptions.

In Québec, not for profit issuers may still rely on the broad exemption available for not for profit issuers under section 3 of the *Securities Act* (Québec).

(2) Meaning of “no commission or other remuneration”

Sections 2.38(b) and 3.38(b) provide that “no commission or other remuneration is paid in connection with the sale of the security”. This is intended to ensure that no one is paid to find purchasers of the securities. However, the issuer may pay its legal and accounting advisers for their legal or accounting services in connection with the sale.

4.9. Exchange contracts

The dealer registration exemption for exchange contracts contained in section 3.45 of Regulation 45-106 (and as limited by section 3.0 of Regulation 45-106) is only available in Alberta, British Columbia, Québec and Saskatchewan. In Manitoba and Ontario, exchange contracts are governed by commodity futures legislation.

Except in Saskatchewan, the dealer registration exemption for exchange contracts contained in section 3.45(1)(b) (and as limited by section 3.0) of Regulation 45-106 provides for trades resulting from unsolicited orders placed with an individual resident outside the jurisdiction. However, if the individual conducts further trades in the future, that individual will be deemed to be carrying on business in the jurisdiction and will not be able to rely on this exemption.

PART 5 FORMS

5.1. Report of Exempt Distribution

(1) Requirement to file

An issuer that has distributed a security of its own issue under any of the prospectus exemptions listed in section 6.1 of Regulation 45-106 is required to file Form 45-106F1 *Report of Exempt Distribution*, on or before the 10th day after the distribution. Alternatively, if an underwriter distributes securities acquired under section 2.33 of Regulation 45-106, either the issuer or the underwriter may complete and file the form. If there is a syndicate of underwriters, the lead underwriter may file the form on behalf of the syndicate or each underwriter may file a form relating to the portion of the distribution it was responsible for.

In determining if it is required to file a report in a particular jurisdiction, the issuer or underwriter should consider the following questions:

(a) Is there a distribution in the jurisdiction? (Please refer to the securities legislation of the jurisdiction for guidance, if any, on when a distribution occurs in the jurisdiction.)

(b) If there is a distribution in the jurisdiction, what exemption from the prospectus requirement is the issuer relying on for the distribution of the security?

(c) Does the exemption referred to in paragraph (b) trigger a reporting requirement? (Reports of exempt distribution are required for distributions made in reliance on the prospectus exemptions listed in section 6.1 of Regulation 45-106.)

A distribution may occur in more than one jurisdiction. In this case, the issuer is required to file a single report in each Canadian jurisdiction where the distribution has occurred. The report will set out all distributions in each Canadian jurisdiction.

(2) Access to information

The securities legislation of several provinces requires that information filed with the securities regulatory authority or, where applicable, the regulator under such securities legislation, be made available for public inspection during normal business hours except for information that the securities regulatory authority, or where applicable, the regulator,

(a) believes to be personal or other information of such a nature that the desirability of avoiding disclosure thereof in the interest of any affected individual outweighs the desirability of adhering to the principle that information filed with the securities regulatory authority or the regulator, as applicable, be available to the public for inspection,

(b) in Alberta, considers that it would not be prejudicial to the public interest to hold the information in confidence, and

(c) in Québec, considers that access to the information could result in serious prejudice.

Based on the above mentioned provisions of securities legislation, the securities regulatory authorities or regulators, as applicable, have determined that the information listed in Form 45-106F1 *Report of Exempt Distribution*, Schedule I ("Schedule I") discloses personal or other information of such a nature that the desirability of avoiding disclosure of this personal information outweighs the desirability of making the information available to the public for inspection. In addition, in Alberta, the regulator considers that it would not be prejudicial to the public interest to hold the information listed in Schedule I in confidence. In Québec, the securities regulatory authority considers that access to Schedule I by the public in general could result in serious prejudice and consequently, the information listed in Schedule I will not be made publicly available.

(3) Filings in British Columbia

For filings made in British Columbia, issuers are required to file Form 45-106F1 and pay the fees associated with that filing electronically using BCSC e-services. This requirement only applies to Form 45-106F1 filings that are required to be made within 10 days of the distribution. It does not apply to Form 45-106F1 filings made annually by investment funds under section 6.2(2) of Regulation 45-106. Please refer to BC Instrument 13-502 Electronic Filing of Reports of Exempt Distribution for further information.

5.2. Forms required under the offering memorandum exemption

Regulation 45-106 designates two forms of offering memorandum. The first, Form 45-106F2, is for non-qualifying issuers and the second, Form 45-106F3, can only be used by qualifying issuers (as defined in Regulation 45-106).

The required form of risk acknowledgment under sections 2.9(1), 3.9(1), 2.9(2) and 3.9(2) of Regulation 45-106 is Form 45-106F4.

5.3. Real estate securities

Certain jurisdictions impose alternative or additional disclosure requirements in relation to the distribution of real estate securities by offering memorandum. Refer to securities legislation in the jurisdictions where securities are being distributed.

5.4. Risk Acknowledgement Form Respecting Close Personal Friends and Close Business Associates – Saskatchewan

In Saskatchewan, a risk acknowledgment is also required under section 2.6(1) of Regulation 45-106 (and under section 3.6(1)) if the person intends to rely upon the "family,

friends and business associates exemption” in section 2.5 (or in section 3.5) of Regulation 45-106, which is based on a relationship of close personal friendship or close business association. The form of risk acknowledgement required in these circumstances is Form 45-106F5.

PART 6 RESALE OF SECURITIES ACQUIRED UNDER AN EXEMPTION

6.1. Resale restrictions

In most jurisdictions, securities distributed under a prospectus exemption may be subject to restrictions on their resale. The particular resale, or “first trade”, restrictions depend on the parties to the distribution and the particular exemption that was relied upon to distribute the securities. In certain circumstances, no resale restrictions will apply and the securities acquired under an exempt distribution will be freely tradable.

Resale restrictions are imposed under *Regulation 45-102 respecting Resale of Securities* (“Regulation 45-102”). While Regulation 45-106 contains text boxes providing commentary on resale, these text boxes are intended as guidance only and are not a substitute for reviewing the applicable provisions in Regulation 45-102 to determine what resale restrictions, if any, apply to the securities in question.

The resale restrictions operate by the resale transaction triggering the prospectus requirement unless certain conditions are satisfied. Securities that are subject to such restrictions in circumstances where the conditions cannot be satisfied may nevertheless be distributed under an exemption from the prospectus requirement, whether under Regulation 45-106 or other securities legislation.

Concordant Regulations to Regulation 45-106 respecting prospectus and registration exemptions

The *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") is publishing amended text, in English and French, of the following Regulation:

- *Regulation 33-105 respecting Underwriting Conflicts;*
- *Regulation to amend Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations.*

In Québec, the Regulation will be made under section 331.1 of the *Securities Act* and will be submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment. The Regulation will come into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on a later date indicated in the Regulation.

Additional information

Further information is available from:

Sylvie Lalonde
Manager, Policy Department
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, ext. 4461
Toll-free: 1 877 525-0337, ext. 4461
sylvie.lalonde@lautorite.qc.ca

July 17, 2009

REGULATION TO AMEND REGULATION 51-102 RESPECTING CONTINUOUS DISCLOSURE OBLIGATIONS*

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, par. (11) and (34))

1. Section 13.3 of Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations is amended by replacing, in subparagraph (iv) of subparagraph (c) of paragraph (2) and of subparagraph (e) of paragraph (3), "registration requirement and prospectus requirement in section 2.35" with "prospectus requirement in section 2.35 and registration requirement in section 3.35".
2. Section 13.4 of the Regulation is amended by replacing, in subparagraph (iv) of subparagraph (c) of paragraph (2), "registration requirement and prospectus requirement in section 2.35" with "prospectus requirement in section 2.35 and registration requirement in section 3.35".
3. Except in Ontario, this Regulation comes into force on September 28, 2009.
4. In Ontario, this Regulation comes into force on the later of the following:
 - (1) September 28, 2009;
 - (2) the day on which sections 5 and 11, subsection (1) of section 12, and section 13 of Schedule 26 of the Budget Measures Act, 2009 are proclaimed in force.

* Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations, approved by Ministerial Order No. 2005-03 dated May 19, 2005 (2005, G.O. 2, 1507), was last amended by the Regulation to amend the Regulation approved by Ministerial Order No. 2008-18 dated November 27, 2008 (2008, G.O. 2, 5493). For previous amendments, refer to the "Tableau des modifications et Index sommaire," *Éditeur officiel du Québec*, 2009, updated to March 1, 2009.

REGULATION TO AMEND REGULATION 33-105 RESPECTING UNDERWRITING CONFLICTS*

Securities Act
(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, par. (34))

1. Appendix A of Regulation 33-105 respecting Underwriting Conflicts is replaced with the following:

**“APPENDIX A
EXEMPT SECURITIES**

Jurisdiction	Section Legislation Reference
ALL	Sections 2.20, 2.21, 2.35, 2.38 and 2.39 of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions approved by Ministerial Order No. 2005-20 dated August 12, 2005
ALL EXCEPT ONTARIO	Sections 2.34, 2.36 and 2.37 of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions
ALBERTA	Section 87(h), (h.1) and (h.2) of the Securities Act (R.S.A. 2000, c. S-4)
MANITOBA	Subsection 19(2)(g) and (h) of the Securities Act (C.C.S.M. c. S50)
NEWFOUNDLAND AND LABRADOR	Subsections 36(2)(h) and (i) of the Securities Act (R.S.N.L. 1990, c. S-13)
NOVA SCOTIA	Clause 41(2)(i) of the Securities Act (R.S.N.S. 1989, c. 418)
ONTARIO	Paragraphs 73(1)(a) and (b) of the Securities Act (R.S.O. 1990, c. S.5) Sections 2.4 to 2.6 of OSC Rule 45-501 Paragraphs 2.34(2)(b),(d.1),(e) and (f) of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions
PRINCE EDWARD ISLAND	Subsection 2(4)(f) and (g) of the Securities Act (R.S.P.E.I. 1988, c. S-3)
QUÉBEC	Section 41 of the Securities Act (R.S.Q., c. V-1.1)
SASKATCHEWAN	Subsection 39(2)(i) and (j) of The Securities Act, 1988 (S.S. 1988-89, c. S-42.2)”.

2. Except in Ontario, this Regulation comes into force on September 28, 2009.

* Regulation 33-105 respecting Underwriting Conflicts, approved by Ministerial Order No. 2005-14 dated August 2, 2005 (2005, G.O. 2, 3551), has not been amended since its approval.

3. In Ontario, this Regulation comes into force on the later of the following:

- (1) September 28, 2009;
- (2) the day on which sections 5 and 11, subsection (1) of section 12, and section 13 of Schedule 26 of the Budget Measures Act, 2009 are proclaimed in force.

Regulation 45-102 respecting Resale Of Securities

The *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") is publishing amended text, in English and French, of the following Regulation:

- *Regulation 45-102 respecting Resale Of Securities.*

The Authority is also publishing in this Bulletin amended text, in English and French, of the *Policy Statement to Regulation 45-102 respecting Resale Of Securities*.

In Québec, the Regulation will be made under section 331.1 of the *Securities Act* and will be submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment. The Regulation will come into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on a later date indicated in the Regulation. The Policy Statement will be adopted as a policy and will take effect concomitantly with the Regulation.

Additional Information

Further information is available from:

Rosetta Gagliardi
Senior Policy Advisor
Autorité des marchés financiers
(514) 395-0337 ext. 4462
Toll-free: 1 877 525-0337, ext. 4462
rosetta.gagliardi@lautorite.qc.ca

July 17, 2009

REGULATION TO AMEND REGULATION 45-102 RESPECTING RESALE OF SECURITIES

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2), (3), (4), (8), (11), (14) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 45-102 respecting Resale of Securities is amended by deleting, in the English text of subparagraph (B) of subparagraph (ii) of paragraph (c) of the definition of “private issuer”, the words “or companies”.

2. Section 2.1 of the Regulation is amended by deleting the words “and Yukon”.

3. Section 2.2. of the Regulation is amended by replacing “, Nova Scotia and Ontario” With the words “and Ontario”.

4. Section 2.5 of the Regulation is amended:

(1) in paragraph (2):

(a) by replacing subparagraph 3 with the following:

“3. If the distribution date is on or after March 30, 2004, or, in Québec, on or after September 14, 2005, and either of the following apply:

(i) if the issuer was a reporting issuer on the distribution date, the certificate representing the security, if any, carries a legend stating:

“Unless permitted under securities legislation, the holder of this security must not trade the security before [*insert the date that is 4 months and a day after the distribution date*]”;

(ii) if the issuer was not a reporting issuer on the distribution date, the certificate representing the security, if any, carries a legend stating:

“Unless permitted under securities legislation, the holder of this security must not trade the security before the date that is 4 months and a day after the later of (i) [*insert the distribution date*], and (ii) the date the issuer became a reporting issuer in any province or territory.”;

“3.1. If the security is entered into a direct registration or other electronic book-entry system, or if the purchaser did not directly receive a certificate representing the security, the purchaser received written notice containing the legend restriction notation set out in subparagraphs (i) or (ii) of item 3.”;

(b) by deleting, in the English text of subparagraph 6, the words “or company”;

(2) by replacing paragraph (3) with the following:

“(3) Items 3 and 3.1 of subsection (2) do not apply to a trade of an underlying security if the underlying security is issued at least four months after the later of

(a) the distribution date, and

(b) the date the issuer became a reporting issuer in any jurisdiction of Canada.”.

5. Section 2.8 of the Regulation is amended:

(1) by deleting, in the English text of subparagraph 4 of paragraph (2), the words “or company”;

(2) by replacing paragraphs (3) and (4) with the following:

“(3) The selling security holder, or the lender, pledgee, mortgagee or other encumbrancer if the distribution is for the purpose of liquidating a debt, under subsection (2) must

(a) complete and sign a Form 45-102F1 no earlier than one business day before the Form 45-102F1 is filed;

(b) file the completed and signed Form 45-102F1 on SEDAR at least seven days before the first trade of the securities that is part of the distribution; and

(c) file, within three days after the completion of any trade, an insider report prepared in accordance with either Form 55-102F2 or Form 55-102F6 under National Instrument 55-102 System for Electronic Disclosure by Insiders (SEDI), adopted by the *Commission des valeurs mobilières du Québec* pursuant to decision no. 2003-C-0069 dated March 3, 2003.

“(4) A Form 45-102F1 filed under subsection (3) expires on the earlier of

(a) thirty days after the date the Form 45-102F1 was filed, and

(b) the date the selling security holder, or the lender, pledgee, mortgagee or other encumbrancer, files the last of the insider reports reflecting the sale of all securities referred to in the Form 45-102F1.

“(5) A selling security holder, or the lender, pledgee, mortgagee or other encumbrancer must not file a new Form 45-102F1 in respect of a class of securities of a reporting issuer until the Form 45-102F1 in respect of that class of securities previously filed by that person has expired.”.

6. Section 2.9 of the Regulation is amended by replacing, wherever it appears in paragraph (1), the word “continuation” with the word “reorganization”.

7. Appendix A of the Regulation is amended:

(1) by replacing the paragraph opposite “Northwest Territories” with the following:

“Definition of “control person” in subsection 1(1) and paragraph (c) of the definition of “distribution” contained in subsection 1(1) of the Securities Act (R.S.N.W.T. 1988, c. S-5)”;

(2) by adding, at the end, the following:

“Yukon Definition of “control person” in subsection 1(1) and paragraph (c) of the definition of “distribution” contained in subsection 1(1) of the Securities Act (R.S.Y. 2002, c. 201)”.

8. Appendix B of the Regulation is amended by adding “New Brunswick” below “Manitoba”.

9. Appendix C of the Regulation is amended:

(1) by deleting “Nova Scotia” and “Subsections 77(5), 77(6), 77(7), 77(7A), 77(7B), 77(8), 77(9), 77(10)(a) and 77(11) of the Securities Act (Nova Scotia)”;

(2) by replacing the paragraph opposite “Ontario” with the following:

“Subsections 72(4), 72(5), 72(6) as it relates to clause 72(1)(r), and 72(7) of the Securities Act (Ontario), in each case prior to section 11 of Schedule 26 of the Budget Measures Act, 2009 being proclaimed in force”.

10. Appendix D of the Regulation is amended:

(1) by replacing the text before the heading “Transitional Provisions” with the following:

“Except in Manitoba, the following exemptions from the prospectus requirement in Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions:

- section 2.3 [*Accredited investor*];
- section 2.5 [*Family, friends and business associates*] (except in Ontario);
- section 2.7 [*Founder, control person and family*] (Ontario);
- section 2.8 [*Affiliates*];
- section 2.9 [*Offering memorandum*] (in Alberta, British Columbia, Manitoba, New Brunswick, Newfoundland and Labrador, Northwest Territories, Nova Scotia, Nunavut, Prince Edward Island, Québec, Saskatchewan and Yukon);
- section 2.10 [*Minimum amount investment*];
- section 2.12 [*Asset acquisition*];
- section 2.13 [*Petroleum, natural gas and mining properties*];
- section 2.14 [*Securities for debt*];
- section 2.19 [*Additional investment in investment funds*];
- section 2.30 [*Isolated distribution by issuer*];
- section 2.31 [*Dividends and distributions*], if the security was acquired in the circumstances referred to in subsection 2.31(2) and that security was initially acquired by the issuer under
 - (a) one of the exemptions listed in this Appendix,
 - (b) an exemption from the prospectus requirement that specifies that the first trade is subject to section 2.5 of this Regulation, or
 - (c) an exemption from the prospectus requirement that specified prior to September 14, 2005 that the first trade was subject to section 2.5 of Multilateral Instrument 45-102, Resale of Securities in effect on March 30, 2004, hereafter referred to as “MI 45-102”;
- section 2.40 [*RRSP/RRIF/TFSA*], if the security acquired under section 2.40 was initially acquired by an individual or an associate of the individual or a RRSP, RRIF, or TFSA established for or by that individual or under which that individual is a beneficiary under
 - (a) one of the exemptions listed in this Appendix,
 - (b) an exemption from the prospectus requirement that specifies that the first trade is subject to section 2.5 of this Regulation, or

(c) an exemption from the prospectus requirement that specified prior to September 14, 2005 that the first trade was subject to section 2.5 of MI 45-102;

- section 2.42 [*Conversion, exchange or exercise*], if the security acquired in the circumstances referred to in paragraph 2.42(1)(a) was acquired in accordance with the terms and conditions of a previously issued security and that previously issued security was distributed under

(a) one of the exemptions listed in this Appendix,

(b) an exemption from the prospectus requirement that specifies that the first trade is subject to section 2.5 of this Regulation, or

(c) an exemption from the prospectus requirement that specified prior to September 14, 2005 that the first trade was subject to section 2.5 of MI 45-102;

- section 5.2 [*TSX Venture exchange offering*], if the security acquired under section 5.2 was acquired by

(a) a purchaser that, at the time the security was acquired, was an insider or promoter of the issuer of the security, the issuer's underwriter, or a member of the underwriter's "professional group" (as defined in Regulation 33-105 respecting Underwriting Conflicts approved by Ministerial Order no. 2005-14 dated August 2, 2005), or

(b) any other purchaser in excess of \$40,000 for the portion of the securities in excess of 40,000;

as well as the following local exemptions from the prospectus requirement:

- section 3.1 of Alberta Securities Commission Rule 72-501 *Distributions to Purchasers Outside Alberta*;

- clauses 77(1)(u) and (w) and subclauses 77(1)(ab)(ii) and (iii) of the *Securities Act* (Nova Scotia);

- an exemption from the prospectus requirement in a jurisdiction of Canada that specifies that the first trade is subject to section 2.5 of this Regulation.”;

(2) by replacing the heading “Transitional Provisions” with “Transitional and Other Provisions”;

(3) in Part 3, under the heading “Transitional Provisions”:

(a) under the heading “Definitions”:

(i) by replacing paragraph (a) of the definition of “Type 1 trade” with the following:

“(a) clause 72(1)(a), (b), (c), (d), (l), (m), (p) or (q) of the Securities Act (Ontario), in each case prior to section 11 of Schedule 26 of the Budget Measures Act, 2009 being proclaimed in force;”;

(ii) by adding the following definition after the definition of “(2005) OSC Rule 45-501”:

““2009 OSC Rule 45-501” means the Ontario Securities Commission Rule 45-501 Ontario Prospectus and Registration Exemptions that came into force on the later of (a) September 28, 2009 and (b) the day on which sections 5 and 11,

subsection 12(1) and section 13 of Schedule 26 of the Budget Measures Act, 2009 were proclaimed in force;”

(b) by replacing Parts (a) and (b) with the following:

“(a) Securities Act (Ontario)

Clauses 72(1)(a), (b), (c), (d), (l), (m), (p) and (q) of the Securities Act (Ontario) and subclause 72(1)(f)(iii) of the Securities Act (Ontario) if the right to purchase, convert or exchange was previously acquired under one of the above-listed exemptions under the Securities Act (Ontario), in each case prior to section 11 of Schedule 26 of the Budget Measures Act, 2009 being proclaimed in force, or an exemption from the prospectus requirement that specifies that the first trade is subject to section 2.5 of MI 45-102.

“(b) 2005 OSC Rule 45-501 and 2009 OSC Rule 45-501

Section 2.1 of the 2005 OSC Rule 45-501 and 2009 OSC Rule 45-501;

Section 2.2 of the 2005 OSC Rule 45-501 and 2009 OSC Rule 45-501.”;

(4) by adding, after Part 3 under the heading “Transitional Provisions”, the following:

“4. New Brunswick Provisions

In this Appendix

“2004 NB LR 45-501” means the New Brunswick Securities Commission Local Rule 45-501 that came into force on September 29, 2004;

A. Subsections 2.3(3), 2.5(2), 2.6(7), 2.7(2), 2.8(2), 2.10(2), 2.11(2), 2.12(2) and 2.17(2) of 2004 NB LR 45-501

B. Subsection 2.41(2) of 2004 NB LR 45-501 (if the security acquired under section 2.4 was initially acquired by an individual or an associate of the individual or an RRSP or RRIF established for or by that individual or under which that individual is a beneficiary under

(a) one of the exemptions in NB LR 45-501 listed in paragraph A, or

(b) an exemption from the prospectus requirement that specifies that the first trade is subject to section 2.5 of Multilateral Instrument 45-102 Resale of Securities)

C. Subsection 2.43(3) (if the security acquired under paragraph 2.43(1)(a) was acquired in accordance with the terms and conditions of a previously issued security under

(a) one of the exemptions in 2005 NB LR 45-501 listed in paragraph A, or

(b) an exemption from the prospectus requirement that specifies that the first trade is subject to section 2.5 of Multilateral Instrument, 45-102 Resale of Securities)

D. Section 5.2 of 2004 NB LR 45-501”;

(5) by deleting, in the English text of the seventh, eighth, and twenty-first paragraphs of Part 1 under the heading “Transitional Provisions”, the words “or company”.

11. Appendix E of the Regulation is amended:

(1) by replacing the text before the heading “Transitional Provisions” with the following:

“Except in Manitoba, the following exemptions from the prospectus requirement in Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions:

- section 2.1 [*Rights offering*];
- section 2.2 [*Reinvestment plan*];
- section 2.4 [*Private issuer*];
- section 2.11 [*Business combination and reorganization*];
- section 2.16 [*Take-over bid and issuer bid*];
- section 2.17 [*Offer to acquire to security holder outside local jurisdiction*];
- section 2.18 [*Investment fund reinvestment*];
- section 2.20 [*Private investment club*];
- section 2.21 [*Private investment fund - loan and trust pools*];
- section 2.24 [*Employee, executive officer, director and consultant*];
- section 2.26 [*Distributions among current or former employees, executive officers, directors or consultants of non-reporting issuer*];
- section 2.27 [*Permitted transferees*];
- section 2.31 [*Dividends and distributions*], if the security was acquired in the circumstances referred to in subsection 2.31(2), that security was initially acquired by the issuer under
 - (a) one of the exemptions listed in this Appendix,
 - (b) an exemption from the prospectus requirement that specifies that the first trade is subject to section 2.6 of this Regulation, or
 - (c) an exemption from the prospectus requirement that specified prior to September 14, 2005 that the first trade was subject to section 2.6 of Multilateral Instrument 45-102, Resale of Securities in effect on March 30, 2004, hereafter referred to as “MI 45-102”;
- section 2.40 [*RRSP/RRIF/TFSA*], if the security acquired under section 2.40 was initially acquired by an individual or an associate of the individual or a RRSP, RRIF, or TFSA established for or by that individual or under which that individual is a beneficiary under
 - (a) one of the exemptions listed in this Appendix,
 - (b) an exemption from the prospectus requirement that specifies that the first trade is subject to section 2.6 of this Regulation, or

(c) an exemption from the prospectus requirement that specified prior to September 14, 2005 that the first trade was subject to section 2.6 of MI 45-102;

- section 2.42 [*Conversion, exchange or exercise - security of own issue*], if the security acquired in the circumstances referred to in paragraph 2.42 (1)(a) was acquired in accordance with the terms and conditions of a previously issued security and that previously issued security was distributed under

(a) one of the exemptions listed in this Appendix,

(b) an exemption from the prospectus requirement that specifies that the first trade is subject to section 2.6 of this Regulation, or

(c) an exemption from the prospectus requirement that specified prior to September 14, 2005 that the first trade was subject to section 2.6 of MI 45-102;

- section 2.42 [*Conversion, exchange or exercise - security of a reporting issuer*] for a security being traded in the circumstances referred to in clause (b) of subsection 2.42(1);

as well as the following local exemptions from the prospectus requirement:

- Alberta Securities Commission Rule 45-502 *Trade with RESP*, if not included in Appendix D;

- Nova Scotia Securities Commission Blanket Order No. 46;

- Prince Edward Island Local Rule 45-510 - *Exempt Distributions - Exemptions for Trades Pursuant to Take-over Bids and Issuer Bids*;

- an exemption from the prospectus requirement in a jurisdiction of Canada that specifies that the first trade is subject to section 2.6 of this Regulation.”;

(2) by replacing the heading “Transitional Provisions” with the heading “Transitional and Other Provisions”;

(3) in Part 3, under the heading “Transitional Provisions”:

(a) under the heading “Definitions”:

(i) by replacing the definitions of “Type 1 trade” and “Type 2 trade” with the following:

“ “Type 1 trade” means, in Ontario, a distribution in a security under an exemption from the prospectus requirement in:

(a) clause 72(1)(a), (b), (c), (d), (l), (m), (p) or (q) of the Securities Act (Ontario), in each case prior to section 11 of Schedule 26 of the Budget Measures Act, 2009 being proclaimed in force;

(b) section 2.4, 2.5 or 2.11 of the 1998 OSC Rule 45-501;

(c) section 2.3, 2.12, 2.13 or 2.14 of the 2001 OSC Rule 45-501; or

(d) section 2.3, 2.12, 2.13, 2.14 or 2.16 of the 2004 OSC Rule 45-501; and

“Type 2 trade” means, in Ontario, a distribution in a security under an exemption from the prospectus requirement in:

(a) clause 72(1)(f) of the Securities Act (Ontario), prior to section 11 of Schedule 26 of the Budget Measures Act, 2009 being proclaimed in force, other than a distribution to an associated consultant or investor consultant as defined in OSC Rule 45-503 or a distribution to an associated consultant or investor relations person as defined in MI 45-105;

(b) clause 72(1)(h), (i), (j), (k) or (n) of the Securities Act (Ontario), in each case prior to section 11 of Schedule 26 of the Budget Measures Act, 2009 being proclaimed in force; or

(c) section 2.5, 2.8 or 2.15 of the 2001 OSC Rule 45-501;

or

(d) section 2.5, 2.8 or 2.15 of the 2004 OSC Rule 45-501;

and”;

(ii) by deleting the definition of “2005 OSC Rule 45-501”;

(b) by replacing Part (a) with the following:

“(a) Securities Act (Ontario)

Clauses 72(1)(f), (i) if not included in Appendix F, (j), (k) and (n) of the Securities Act (Ontario), in each case prior to section 11 of Schedule 26 of the Budget Measures Act, 2009 being proclaimed in force, except for a trade made under 72(1)(f)(iii) of the Securities Act (Ontario), prior to section 11 of Schedule 26 of the Budget Measures Act, 2009 being proclaimed in force, that is:

(i) included in Appendix D or F of this Regulation, or

(ii) contemplated by section 6.5 of 2004 OSC Rule 45-501; and

(iii) an exemption from the prospectus requirement that specifies that the first trade is subject to section 2.6 of MI 45-102

Clause 72(1)(h) of the Securities Act (Ontario) except for a distribution under clause 72(1)(h) of the Securities Act (Ontario) of an underlying security that was distributed on conversion or exchange of a multiple convertible security, convertible security or exchangeable security acquired in a Type 1 trade, in each case prior to section 11 of Schedule 26 of the Budget Measures Act, 2009 being proclaimed in force.”;

(4) by adding, after Part 3 under the heading “Transitional Provisions”, the following:

“4. New Brunswick Provisions

In this Appendix

2004 NB LR 45-501” means the New Brunswick Securities Commission Local Rule 45-501 that came into force on September 29, 2004;

A. Subsections 2.1(2), 2.2(3), 2.4(2), 2.9(2), 2.14(2), 2.16(3), 2.18(2), 2.19(2), 2.22(4), 2.25(3), 2.26(4), 2.29(3), 2.30(2) and 2.31(3) of 2004 NB LR 45-501

B. Subsection 2.41(2) of 2004 NB LR 45-501 (if the security acquired under section 2.4 was initially acquired by an individual or an associate of the individual or an RRSP or RRIF established for or by that individual or under which that individual is a beneficiary under

(a) one of the exemptions in NB LR 45-501 listed in paragraph A, or

(b) an exemption from the prospectus requirement that specifies that the first trade is subject to section 2.5 of Multilateral Instrument 45-102 Resale of Securities)

C. Subsection 2.43(3) (if the security acquired under paragraph 2.43(1)(a) was acquired in accordance with the terms and conditions of a previously issued security under

(a) one of the exemptions in 2005 NB LR 45-501 listed in paragraph A, or

(b) an exemption from the prospectus requirement that specifies that the first trade is subject to section 2.5 of Multilateral Instrument, 45-102 Resale of Securities”;

(5) by deleting, in the English text of the fifth paragraph of Part 1 under the heading “Transitional Provisions”, the words “or company”.

12. Appendix F of the Regulation is replaced with the following:

**“APPENDIX F
UNDERWRITERS
(Section 2.13)**

Section 2.33 [Acting as underwriter] of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions and section 2.11 [Business combination and reorganization] or subsection 2.42 (1) [Conversion, exchange or exercise] of Regulation 45-106, if the original security was acquired under section 2.33 of Regulation 45-106 or one of the underwriter exemptions in the transitional provisions listed below

Transitional Provisions:

Except in New Brunswick, an exemption from the prospectus requirement listed in Appendix F of MI 45-102 in effect on March 30, 2004. Except in New Brunswick, exemptions listed in Appendix F of MI 45-102 on March 30, 2004 were:

- Section 74(2)(15) of the Securities Act (British Columbia) and section 74(2)(8) or 74(2)(11)(iii) of the Securities Act (British Columbia) if the original security was acquired under section 74(2)(15) of the Securities Act (British Columbia);

- Clause 73(1)(r) of the Securities Act (Newfoundland and Labrador) and section 73(1)(i) or 73(1)(f)(iii) of the Securities Act (Newfoundland and Labrador) if the original security was acquired under section 73(1)(r) of the Securities Act (Newfoundland and Labrador);

- Paragraph 3(v) of Blanket Order No. 1 of the Registrar of Securities (Northwest Territories) and paragraph 3(g) or subparagraph 3(e)(iii) of Blanket Order No. 1 of the Registrar of Securities (Northwest Territories) if the original security was acquired under paragraph 3(v) of Blanket Order No. 1 of the Registrar of Securities (Northwest Territories);

- Clause 77(1)(r) of the Securities Act (Nova Scotia) and clause 77(1)(i) or 77(1)(f)(iii) of the Securities Act (Nova Scotia) or Blanket Order No. 38 or 45-503 if the original security was acquired under clause 77(1)(r) of the Securities Act (Nova Scotia);
- Paragraph 3(v) of Blanket Order No. 1 of the Registrar of Securities (Nunavut) and paragraph 3(g) or subparagraph 3(e)(iii) of Blanket Order No. 1 of the Registrar of Securities (Nunavut) if the original security was acquired under paragraph 3(v) of Blanket Order No. 1 of the Registrar of Securities (Nunavut);
- Clause 72(1)(f)(iii) of the Securities Act (Ontario) if the original security was acquired under clause 72(1)(r) of the Securities Act (Ontario), in each case prior to section 11 of Schedule 26 of the Budget Measures Act, 2009 being proclaimed in force;
- Clause 72(1)(i) of the Securities Act (Ontario) if the original security was acquired under clause 72(1)(r) of the Securities Act (Ontario), in each case prior to section 11 of Schedule 26 of the Budget Measures Act, 2009 being proclaimed in force,;
- Clause 72(1)(r) of the Securities Act (Ontario), prior to section 11 of Schedule 26 of the Budget Measures Act, 2009 being proclaimed in force;
- Section 2.1 of Prince Edward Island Rule 45-509 and subclause 13(1)(e) (iii) or clause 13(1)(f) of the Securities Act (Prince Edward Island) or section 1.1 of Prince Edward Island Rule 45-502 if the original security was acquired under section 2.1 of Prince Edward Island Rule 45-509;
- Section 55 of the Securities Act (Québec) as it read prior to its repeal by section 8 of An Act to amend the Securities Act and other legislative provisions; and
- Clause 81(1)(u) of The Securities Act, 1988 (Saskatchewan) and clause 81(1)(i) or subclause 81(1)(f)(iii) of The Securities Act, 1988 (Saskatchewan) if the original security was acquired under clause 81(1)(u) of The Securities Act, 1988 (Saskatchewan).

New Brunswick Provisions:

In New Brunswick, an exemption from the prospectus requirement listed in New Brunswick Securities Commission Local Rule 45-501 in effect on September 29, 2004 (2004 NB LR 45-501).

In New Brunswick, the exemptions listed in 2004 NB LR 45-501 were:

- Subsection 2.33(2); and
- Subsection 2.43(3) if the original security was acquired under section 2.09.”.

13. Form 45-102F1 of the Regulation is amended by replacing the text under the heading “INSTRUCTION” with the following:

“File this form electronically through SEDAR with the securities regulatory authority or regulator in each jurisdiction where you sell securities and with the Canadian exchange on which the securities are listed. If the securities are being sold on an exchange, the form should be filed in every jurisdiction across Canada.

Notice to selling security holders - collection and use of personal information

The personal information required in this form is collected for and used by the listed securities regulatory authorities or regulators to administer and enforce securities legislation in their jurisdictions. This form is publicly available by authority of Regulation 45-102 and the securities legislation in each of the jurisdictions. The personal information collected will not be used or disclosed other than for the stated purposes without first obtaining your

consent. Corporate filers should seek the consent of any individuals whose personal information appears in this form before filing this form.

If you have questions about the collection and use of your personal information, or the personal information of your authorized signatory, contact any of the securities regulatory authorities or regulators listed below.

British Columbia Securities Commission

P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver, BC V7Y 1L2
Attention: Assistant Manager, Financial Reporting
Telephone: (604) 899-6805 or (800) 373-6393 (in B.C.)
Facsimile: (604) 899-6506

Alberta Securities Commission

4th Floor, 300 - 5th Avenue SW
Calgary, AB T2P 3C4
Attention: Information Officer
Telephone: (403) 297-6454
Facsimile: (403) 297-6156

**Saskatchewan Financial Services Commission
Securities Division**

601 - 1919 Saskatchewan Drive
Regina, SK S4P 4H2
Attention: Deputy Director, Legal/Registration
Telephone: (306) 787-5879
Facsimile: (306) 787-5899

Ontario Securities Commission

Suite 1903, Box 55
20 Queen Street West
Toronto, ON M5H 3S8
Attention: Administrative Support Clerk
Telephone: (416) 593-3684
Toll free in Canada: 1-877-785-1555
Facsimile: (416) 593-8122

Autorité des marchés financiers

Tour de la Bourse
800 square Victoria
C.P. 246, 22e étage
Montréal, Québec H4Z 1G3
Attention: Responsable de l'accès à l'information
Telephone: (514) 395-0337
Toll free: 1-877-525-0337
Facsimile: (514) 873-6155 (For filing purposes only)
Facsimile: (514) 864-6381 (For privacy requests only)
www.lautorite.qc.ca

New Brunswick Securities Commission

85 Charlotte Street, Suite 300 Saint John, New Brunswick E2L 2J2
Telephone: (506) 658-3060
Toll Free in New Brunswick 1-866-933-2222
Facsimile: (506) 658-3059

Nova Scotia Securities Commission

2nd Floor, Joseph Howe Building
 1690 Hollis Street
 Halifax, NS B3J 3J9
 Attention: Corporate Finance
 Telephone: (902) 424-7768
 Facsimile: (902) 424-4625

Prince Edward Island Securities Office

95 Rochford Street, P.O. Box 2000
 Charlottetown, Prince Edward Island C1A 7N8
 Telephone: (902) 368-4569
 Facsimile: (902) 368-5283

Securities Commission Of Newfoundland And Labrador

P.O. Box 8700
 2nd Floor, West Block
 Confederation Building
 75 O'Leary Avenue
 St. John's, NFLD A1B 4J6
 Attention: Director of Securities
 Telephone: (709) 729-4189
 Facsimile: (709) 729-6187

Government of Yukon

Department of Community Services
 Law Centre, 3rd Floor
 2130 Second Avenue
 Whitehorse, YT Y1A 5H6
 Telephone: (867) 667-5314
 Facsimile: (867) 393-6251

Government of the Northwest Territories

Office of the Superintendent of Securities
 Deputy Superintendent, Legal & Enforcement
 PO Box 1320
 Yellowknife, NT X1A 2L9
 Tel: (867) 920-8984
 Fax: (867) 873-0243

Department Of Justice, Nunavut

Legal Registries Division
 P.O. Box 1000 - Station 570
 1st Floor, Brown Building
 Iqaluit, NT X0A 0H0
 Attention: Director, Legal Registries Division
 Telephone: (867) 975-6190
 Facsimile: (867) 975-6194".

14. The Regulation is amended by deleting the words "or company", wherever they appear in the English text, and replacing the words "de la société visée" by "de l'émetteur visé", wherever they appear in the French text.

15. Except in Ontario, this Regulation comes into force on September 28, 2009.

16. In Ontario, this Regulation comes into force on the later of the following:

- (1) September 28, 2009;

(2) the day on which sections 5 and 11, subsection 1 of section 12, and section 13 of Schedule 26 of the Budget Measures Act, 2009 are proclaimed in force.

POLICY STATEMENT TO REGULATION 45-102 RESPECTING RESALE OF SECURITIES

1.1. Application

- (1) *Regulation 45-102 respecting Resale Of Securities* (“Regulation 45-102”) has been implemented in all jurisdictions.
- (2) Except for sections 2.1, 2.8 and 2.9, Part 2 of Regulation 45-102 does not apply in Manitoba.

1.2. Purpose

- (1) Regulation 45-102 provides that first trades of securities distributed under certain exemptions from the prospectus requirement are distributions unless certain conditions are met. The conditions impose restrictions on the resale of the securities. If the securities were distributed under any of the provisions listed in Appendix D to Regulation 45-102 or under other securities legislation which specifies that the first trade is subject to section 2.5 of Regulation 45-102, the conditions include that the issuer is and has been a reporting issuer for a four month seasoning period and that a four month restricted period has elapsed from the date of the initial distribution. If the securities were distributed under any of the provisions listed in Appendix E to Regulation 45-102 or under other securities legislation which specifies that the first trade is subject to section 2.6 of Regulation 45-102, the conditions include that the issuer is and has been a reporting issuer for a four month seasoning period. Regulation 45-102 also provides an exemption for a control distribution and a sale by a pledgee of pledged securities if the sale would be a distribution for the purposes of securities legislation.
- (2) Appendices D and E to Regulation 45-102 list the harmonized exemptions in *Regulation 45-106 respecting Registration and Prospectus Exemptions* (“Regulation 45-106”) and local exemptions that are subject to the resale restrictions under section 2.5 or 2.6 of Regulation 45-102, while Appendix F lists the harmonized exemptions in Regulation 45-106 applicable to underwriters. Each of these appendices also contains transitional provisions applicable to securities acquired under exemptions listed in the Appendices to MI 45-102 as Appendices D, E and F read on March 30, 2004. For all local exemptions that remain in force, you should look to the local regulation itself to see if it specifies that the securities acquired are subject to section 2.5 or 2.6 of Regulation 45-102 as well as to Appendix D and E to Regulation 45-102. You may also wish to consult the CSA Staff Notice 45-304 listing local registration and prospectus exemptions in place in each jurisdiction of Canada, which the CSA will update periodically.
- (3) Nothing in Regulation 45-102 is intended to restrict the ability of a purchaser to resell securities during the restricted period or seasoning period under a prospectus or an exemption from the prospectus requirement. This includes the further exemption found in section 2.14. For example, if a person obtains a discretionary exemption order or ruling that imposes any of the resale restrictions contained in section 2.5, 2.6 or 2.8 on a security that is the subject of the order or ruling, the person may rely on section 2.14 to resell the security.

1.3. Open System Jurisdictions

Sections 2.5 and 2.6 of Regulation 45-102 do not apply in Manitoba, because Manitoba does not impose restrictions on first trades in securities distributed under an exemption from the prospectus requirement in those jurisdictions unless the trade is a control distribution.

1.4. Example of Application of Section 2.5

If an issuer distributes securities to a purchaser in British Columbia, the issuer must file a prospectus or rely upon a prospectus exemption under the securities legislation of British Columbia. If the issuer relies upon a British Columbia prospectus exemption listed in Appendix D to Regulation 45-102, section 2.3 of Regulation 45-102 applies and the first trade of the securities is subject to section 2.5 of Regulation 45-102. Section 2.5 provides that the first trade is a distribution unless, among other conditions, a four month restricted period has elapsed. If the British Columbia purchaser seeks to resell the securities into Ontario, a prospectus must be filed in Ontario or a prospectus exemption relied upon unless the conditions in subsection 2.5(2) of Regulation 45-102 are satisfied.

1.5. Reporting Issuer Status

Reporting issuer status in any jurisdiction will satisfy the reporting issuer requirements in subsections 2.5(2), 2.6(3) and 2.8(2) of Regulation 45-102. See section 1.11 for guidance if an issuer becomes a reporting issuer by filing a prospectus after the distribution date.

1.6. Legending of Securities

(1) Items 3 and 3.1 of subsection 2.5(2) of Regulation 45-102 impose legend or legend notation requirements for securities distributed under any of the provisions listed in Appendix D to Regulation 45-102 or another prospectus exemption of any jurisdiction subject to the resale restrictions in subsection 2.5(2) of Regulation 45-102. This requirement applies to securities transferred during the restricted period, whether to initial or subsequent transferees. However, because of the definition of “distribution date”, in the case of most resales, the subsequent purchaser’s restricted period will expire four months and a day after the original distribution date.

(2) If the security is entered into a direct registration or other electronic book-entry system, or where a certificate representing the security is not issued directly to a purchaser, the issuer must provide written notice of the legend restriction notation to the purchaser. We would consider providing written notice of the legend restriction notation to the purchaser in a subscription agreement or including the legend restriction notation in an ownership statement issued under a direct registration system or other electronic book-entry system delivered directly to the purchaser to be ways of meeting the written notice requirement.

(3) In addition to the written notice condition contemplated in item 3.1 of subsection 2.5(2), issuers may want to assist purchasers of restricted securities with compliance with the resale restrictions in item 2 of subsection 2.5(2) through other means. For example, issuers can request that the direct registration or electronic book-entry system in which the security is entered apply any available procedures to identify the restricted nature of the security, such as the assignment of a separate CUSIP or ISIN number to the security for the duration of the restricted period. There may be alternative procedures available depending on the capabilities of the particular direct registration system or other electronic book-entry system.

(4) Issuers may add additional wording to that found in item 3 of subsection 2.5(2) of Regulation 45-102. If you supplement the specified text of the legend on the certificate or the legend notation on the written notice, that additional wording cannot alter the meaning of the specified wording. You should also look to section 1.10 for further guidance on the legending of convertible and underlying securities.

(5) A reference to a purchaser of a security in items 3 and 3.1 of subsection 2.5(2) of Regulation 45-102 means a person who makes the investment decision about the acquisition of a security. In most cases, the person making the investment decision will be the beneficial owner of the security. In some cases, however, the person making the investment decision will not be the beneficial owner. In the case of a fully managed

account, the manager may be making the investment decision. In the case of a trust, the trustee may be making the investment decision. There may be other examples where the person making the investment decision is not the beneficial owner of the security.

1.7. Removal of Legend

Regulation 45-102 does not preclude an issuer or its transfer agent from removing a legend once the requirements in subsection 2.5(2)3 have been satisfied. The parties involved in a transfer of securities would not be prevented from transferring those securities even if the legend on the certificate was stale-dated. The transferor should, however, verify exchange rules to determine if removal of the legend is necessary to effect "good delivery".

1.8. Calculation of Restricted and Seasoning Periods

The restricted period in item 2 of subsection 2.5(2) of Regulation 45-102 is calculated from the distribution date, that is, the date the securities were distributed in reliance on an exemption from the prospectus requirement by the issuer or a control person. For example, if an issuer or control person distributes securities under a private placement exemption to a purchaser in Saskatchewan and the private placee resells the securities during the restricted period to a purchaser in Alberta under a further private placement exemption, upon resale by the Alberta purchaser, that purchaser will determine whether the restricted period has expired by calculating the time period from the date the issuer or control person distributed the securities to the Saskatchewan purchaser.

1.9. No Unusual Effort

Persons interested in the meaning of the concept of "no unusual effort is made to prepare the market or to create a demand for the security that is the subject of the trade found in subsections 2.5(2), 2.6(3) and 2.8(2) of Regulation 45-102 should look to the case law, in particular the order of the Ontario Securities Commission dated April 24, 1985 in the matter of Daon Development Corporation and Daon Corporation as well as to the definition of unusual effort in section 4 of the Alberta Securities Commission Rules.

1.10. Underlying Securities

The restricted period or seasoning period applicable to trades in underlying securities is calculated from the distribution date of the convertible security, exchangeable security or multiple convertible security. If the applicable restricted period or seasoning period expired prior to the conversion or exchange, subsection 2.5(3) provides that an issuer is not required to place a legend on the certificate representing the underlying securities or a legend restriction notation in the written notice.

1.11. Becoming a Reporting Issuer By Filing a Prospectus After the Distribution Date

If an issuer is not a reporting issuer at the distribution date but subsequently becomes a reporting issuer after the distribution date by filing and obtaining a receipt for a prospectus in one of the jurisdictions listed in Appendix B, section 2.7 of Regulation 45-102 provides that the four month seasoning requirement in sections 2.5, 2.6 and 2.8 of Regulation 45-102 does not apply. This means that the securities issued prior to the prospectus being filed may then be resold, provided however that the restricted period under section 2.5 or 2.8 of Regulation 45-102 has expired.

For example, if, on September 28, 2009, an issuer that is not a reporting issuer in any jurisdiction issues securities which are subject to section 2.5 to purchasers under a private placement and the issuer subsequently receives a receipt for its initial public offering prospectus on October 28, 2009, then those purchasers can resell the securities acquired under the private placement on January 29, 2010, being the date that is four months and a day from the original distribution date, provided that the conditions in subsection 2.5(2) are satisfied.

1.12. Realization of Pledged Securities

The prospectus exemption in section 2.8 of Regulation 45-102 is available for realizations of pledged securities under either a power of sale or by way of foreclosure. This means that a pledgee, mortgagee or other encumbrancer can rely on the exemption in section 2.8 of Regulation 45-102 to immediately effect a resale of pledged securities under a power of sale or to foreclose and take the securities on its own books for subsequent resale.

1.13. Securities Exchange Take-over Bid or Issuer Bid

Section 2.11 of Regulation 45-102 provides relief from the seasoning requirement for a trade of securities issued in connection with a securities exchange take-over bid or securities exchange issuer bid if a securities exchange take-over bid circular or securities exchange issuer bid circular is filed by the offeror under securities legislation of the local jurisdiction. A bid circular may be filed for either a formal bid or an exempt bid. The basis for this exemption is that a securities exchange take-over bid circular or securities exchange issuer bid circular for a formal bid is required to contain prospectus-level disclosure for the offeror or other issuer whose securities are being offered in exchange for the securities of the offeree issuer. If a take-over bid circular or issuer bid circular is prepared in connection with an exempt bid, the circular must meet the disclosure standards in securities legislation relating to the form and content of a take-over bid circular or issuer bid circular, as the case may be, for a formal bid for the exemption in section 2.11 to be available.

1.14. Exemptions for Certain Trades in the Local Jurisdiction

The exemption in section 2.10 of Regulation 45-102 is subject to a condition that the issuer of the underlying security was a reporting issuer in the local jurisdiction at the time of the trade. The exemptions in sections 2.11 and 2.12 of Regulation 45-102 are subject to a condition that the offeror was a reporting issuer in the local jurisdiction on the date securities of the offeree issuer are first taken up under the take-over bid or issuer bid and, in the case of the exemption in section 2.12, an additional condition that issuer of the underlying security was a reporting issuer in the local jurisdiction at the time of the trade. Issuers cannot rely on a prospectus filed in another jurisdiction nor can an offeror rely on a take-over bid circular or issuer bid circular filed in another jurisdiction to satisfy these conditions

1.15. Resales of Securities of a Non-Reporting Issuer

(1) For the purposes of section 2.14 of Regulation 45-102, in determining the percentage of the outstanding securities of the class or series that are directly or indirectly owned by residents of Canada and the number of owners directly or indirectly that are residents of Canada, an issuer should use reasonable efforts to

(a) determine securities held of record by a broker, dealer, bank, trust company or nominee for any of them for the accounts of customers resident in Canada;

(b) count securities beneficially owned by residents of Canada as reported on reports of beneficial ownership; and

(c) assume that a customer is a resident of the jurisdiction or foreign jurisdiction in which the nominee has its principal place of business if, after reasonable inquiry, information regarding the jurisdiction or foreign jurisdiction of residence of the customer is unavailable.

(2) Lists of beneficial owners of securities maintained by intermediaries under SEC Rule 14a-13 under the *1934 Act* or other securities law analogous to *Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer* may be useful in determining the percentages referred to in subsection (1).

(3) There is no requirement to place a legend on the securities in order to rely on the exemption in section 2.14 of Regulation 45-102.

1.16. Filing of Form 45-102F1

Section 2.8 of Regulation 45-102 provides that the prospectus requirement does not apply to a control distribution if the conditions in section 2.8 are met. Selling security holders are required to give advance notice of intention to resell their securities under subsection 2.8(3) of Regulation 45-102 by filing a completed and signed Form 45-102F1. Under subsection 2.8(4), the advance notice expires on the earlier of the date the selling security holder files the last of the insider reports reflecting the sale of all securities referred to in the Form and 30 days after the Form 45-102F1 is filed. A new Form 45-102F1 must be filed in accordance with subsection 2.8(3) if the selling security holder wishes to continue to resell securities from a control block. Form 45-102F1 should be filed through SEDAR under the issuer's profile under "Continuous Disclosure – Resale of Securities (Regulation 45-102) - Form 45-102F1" in the jurisdiction of the issuer's principal regulator under *Policy Statement 11-202 respecting Process for Prospectus Reviews in Multiple Jurisdictions*. Consult *Regulation 13-101 respecting System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR)* and the current CSA SEDAR Filer Manual (including code updates) for further information about filing documents electronically.

1.17. Application of section 2.10

Section 2.10 of Regulation 45-102 applies when securities qualified by a prospectus are convertible into or exchangeable for securities of a reporting issuer other than the issuer of the convertible or exchangeable securities. Those securities would be converted or exchanged in reliance on the prospectus exemption in paragraph 2.42(1)(b) of Regulation 45-106. As a result, those securities would be subject to a seasoning period requirement because distributions under subsection 2.42(1) of Regulation 45-106 for a security being distributed in the circumstances referred to in clause (b) of subsection 2.42(1) are listed in Appendix E of Regulation 45-102. Section 2.10 removes the seasoning period requirement for the underlying securities provided the requirements of that section are met.

6.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

6.4 SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES

Aucune information.

6.5 INTERDICTIONS

Aucune information.

6.6 PLACEMENTS

6.6.1 Visas de prospectus

6.6.1.1 Prospectus provisoires

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus provisoire pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus provisoires sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du premier paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds de revenu Great Lakes Hydro	10 juillet 2009	Québec <ul style="list-style-type: none"> - Colombie-Britannique - Alberta - Saskatchewan - Manitoba - Ontario - Nouveau-Brunswick - Nouvelle-Écosse - Île du Prince Édouard - Terre-Neuve et Labrador
Fonds des 20 premières actions Canada de ROI Fonds de retraite mondial ROI Fonds de supercycle mondial ROI.	14 juillet 2009	Ontario
Fonds Scotia d'obligations	15 juillet 2009	Ontario
Pembina Pipeline Income Fund	10 juillet 2009	Alberta
Sabretooth Energy Ltd.	13 juillet 2009	Alberta

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.2 Prospectus définitifs

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus sont

réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds Clic Objectif 2010 IA Clarington	9 juillet	Québec
Fonds Clic Objectif 2015 IA Clarington		- Colombie-Britannique
Fonds Clic Objectif 2020 IA Clarington		- Alberta
Fonds Clic Objectif 2025 IA Clarington		- Saskatchewan
Fonds Clic Objectif 2030 IA Clarington		- Manitoba
(parts de série A et de série F)		- Ontario
		- Nouveau-Brunswick
		- Nouvelle-Écosse
		- Île du Prince Édouard
		- Terre-Neuve et Labrador
		- Territoires du Nord-Ouest
		- Yukon
		- Nunavut
Fonds IA Clarington d'obligations (parts de séries A, F, I et X)	14 juillet 2009	Québec
Fonds IA Clarington marché monétaire (parts de séries A, B, I et X)		- Colombie-Britannique
Catégorie IA Clarington Revenu à court terme (actions de série A)		- Alberta
Fonds IA Clarington d'obligations rendement réel (auparavant, Sarbit Real Return Bond Trust) (parts de séries A, F et I)		- Saskatchewan
Fonds IA Clarington canadien de dividendes (parts de séries A, F, F6, I, T6 et X)		- Manitoba
Fonds IA Clarington canadien de revenu (parts de séries F8 et T8)		- Ontario
Fonds IA Clarington dividendes croissance (parts de séries F6, F10, I, T6 et T10)		- Nouveau-Brunswick
Catégorie IA Clarington dividendes croissance (actions de séries F6, F10, T6 et T10)		- Nouvelle-Écosse
Fonds IA Clarington à revenu de dividendes (parts de séries F6, I, T4 et T6)		- Île du Prince Édouard
Fonds IA Clarington tactique de revenu (auparavant, Fonds IA Clarington diversifié de revenu) (parts de séries A, F6, F8, I, T6 et T8)		- Terre-Neuve et Labrador
Catégorie IA Clarington tactique de revenu (actions de séries F6, F8, T6 et T8)		- Territoires du Nord-Ouest
Fonds IA Clarington équilibré à revenu		- Yukon
		- Nunavut

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
mensuel (parts de séries F6, F8, I, T6, T8 et X)		
Fonds IA Clarington mondial de dividendes (parts de séries F6, I, T6 et T8)		
Fonds IA Clarington mondial de revenu (parts de séries A, F6, F8, I, T6 et T8)		
Fonds IA Clarington canadien équilibré (parts de séries A, F et I)		
Fonds IA Clarington Actions canadiennes modéré (parts de séries A, F et I)		
Fonds IA Clarington canadien d'actions (parts de séries A, F et I)		
Catégorie IA Clarington Actions canadiennes (actions de série A)		
Fonds IA Clarington d'entreprises dominantes canadiennes (parts de séries A, F et I)		
Catégorie IA Clarington d'entreprises dominantes canadiennes (actions de séries A et F)		
Fonds IA Clarington de petites capitalisations canadiennes (parts de séries A, F, I et X)		
Catégorie IA Clarington de petites capitalisations canadiennes (actions de séries A et F)		
Fonds IA Clarington américain (parts de séries A, F et I)		
Fonds IA Clarington d'actions mondiales (parts de séries A, F et I)		
Catégorie IA Clarington Actions mondiales (actions de séries A et F)		
Fonds IA Clarington de petites capitalisations mondiales (parts de séries A, F et I)		
Fonds IA Clarington de valeur mondial (parts de séries A, F et I)		
Fonds Sarbit IA Clarington d'actions américaines		
(auparavant, Fonds Navellier IA Clarington de sociétés américaines toutes capitalisations) (parts de séries A, F, F6, I et T6)		
Portefeuille Prudent Distinction (parts de séries A, I et M)		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Catégorie Prudente Distinction (actions de séries A et M) Portefeuille Modéré Distinction (parts de séries A, I et M) Catégorie Modérée Distinction (actions de séries A et M) Portefeuille Équilibré Distinction (parts de séries A, I et M) Catégorie Équilibrée Distinction (actions de séries A et M) Portefeuille Croissance Distinction (parts de séries A, I et M) Catégorie Croissance Distinction (actions de séries A et M) Portefeuille Audacieux Distinction (parts de séries A, I et M) Catégorie Audacieuse Distinction (actions de séries A et M) Portefeuille Revenu mensuel Distinction (parts de séries I, M6, M8 et T6) Catégorie Revenu mensuel Distinction (actions de séries M6, M8 et T6)		
Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) (Le)	10 juillet 2009	Québec
ProSep inc.	14 juillet 2009	Québec - Colombie-Britannique - Alberta
Catégorie Actions internationales Investors Catégorie Portefeuille équilibré Allegro Catégorie Portefeuille de croissance équilibré Allegro Catégorie Portefeuille de croissance équilibré accent Canada Allegro Catégorie Portefeuille de croissance Allegro Catégorie Portefeuille de croissance accent Canada Allegro	10 juillet 2009	Manitoba
Fonds d'actions internationales Investors Portefeuille Pilier I Investors	10 juillet	Manitoba

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Portefeuille Pilier II Investors Portefeuille Pilier III Investors		
Fonds Folio prudent	13 juillet	Ontario
Fonds Folio modéré		
Fonds Folio équilibré		
Fonds Folio accéléré		
Fonds Folio énergétique		
Catégorie Société gestion de l'encaisse Quadrus		
Catégorie Société revenu fixe Quadrus		
Catégorie Société actions canadiennes Quadrus*		
Catégorie Société valeur canadienne Sionna Quadrus		
Catégorie Société valeur américaine Eaton Vance Quadrus		
Catégorie Société titres spécialisés nord- américains Quadrus		
Catégorie Société actions américaines et internationales Quadrus		
Catégorie Société titres spécialisés américains et internationaux Quadrus		
Catégorie Société dividendes mondiaux Setanta Quadrus		
Fonds du marché monétaire Quadrus		
Fonds d'obligations de sociétés SGIGWL		
Fonds d'obligations canadiennes Gestion des capitaux London		
Fonds de titres à revenu fixe Quadrus(3)		
Fonds de revenu fixe Laketon Quadrus		
Fonds de revenu plus Gestion des capitaux London(6)		
Fonds équilibré canadien Mackenzie Maxxum(1) Fonds de croissance canadien SGIGWL		
Fonds d'actions canadiennes diversifié Gestion des capitaux London(
Fonds de dividendes canadiens Gestion des		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
capitaux London Fonds Focus Canada Mackenzie Fonds de dividendes Mackenzie Maxxum(Fonds de croissance d'actions canadiennes Mackenzie Maxxum(Fonds de croissance d'actions canadiennes AIM Quadrus Fonds de valeur américain Gestion des capitaux London Catégorie Américain de croissance Mackenzie Universal) Fonds croissance maximale États-Unis Mackenzie Universal Fonds de sociétés nord-américaines à moyenne capitalisation SGIGWL Catégorie Focus Extrême-Orient Mackenzie Catégorie Européen Mackenzie Ivy Catégorie Marchés émergents Mackenzie Universal Fonds de croissance mondiale Mackenzie Universal(Fonds international d'actions Templeton Quadrus Fonds d'actions mondiales Trimark Quadrus Fonds immobilier mondial Gestion des capitaux London Fonds de ressources canadiennes Mackenzie Universal Fonds de métaux précieux Mackenzie Universal	15 juillet 2009	Ontario
Banque HSBC Canada	9 juillet 2009	Colombie-Britannique

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.3 Modifications de prospectus

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé une modification du prospectus pour laquelle un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de modifications du prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds obligations d'occasions FrontierAlt	15 juillet 2009	Ontario
Fonds catégorie capital de ressources FrontierAlt		

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.4 Dépôt de suppléments

Aucune information.

6.6.2 Dispenses de prospectus

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet www.canlii.org/fr/advancedsearch.htm, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour à l'étape 3 - Date de décision, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées à l'étape 4 – Compétences, cocher le choix « aucune » à l'étape 5 – Législation, cocher le choix « aucune » à l'étape 6 – Cours, cocher le choix « valeurs mobilières » à l'étape 7 – Tribunaux administratifs et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

6.6.3 Déclarations de placement avec dispense

Le personnel de l'Autorité tient à rappeler qu'il est de la responsabilité des émetteurs de s'assurer qu'ils bénéficient de la dispense statutaire prévue aux articles 43 ou 51 de la Loi, tels qu'ils se lisaient avant le 14 septembre 2005, ou des dispenses prévues au *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription* (« Règlement 45-106 »).

Le personnel rappelle également qu'il est de la responsabilité des émetteurs de s'assurer du respect des délais impartis pour déclarer les placements de même que de fournir une information exacte. Toute contravention aux dispositions législatives et réglementaires pertinentes constitue une infraction.

Veuillez prendre note que les informations contenues aux avis déposés en vertu de l'ancien article 46 de la Loi et aux déclarations de placement avec dispense déposées conformément au Règlement 45-106 sont publiées ci-dessous tel que fournies par les émetteurs concernés. Il est de la responsabilité des émetteurs de fournir une information adéquate et l'Autorité ne saurait être tenue responsable de quelque lacune ou erreur que ce soit dans ces déclarations.

SECTION RELATIVE AUX SOCIÉTÉS

Nom de l'émetteur	Date(s) du placement	Nombre et type de titre émis	Montant total du placement	Nombre de souscripteur(s) QC / Hors QC		Dispense(s) invoquée(s) (Règlement 45-106)
Exploration Nemaska Inc.	2009-06-19	1 100 000 actions ordinaires accréditives	165 000 \$	2	0	2.5
Maya Gold & Silver Inc.	2009-06-23 et 2009-06-29	1 611 500 unités	564 025 \$	10	3	2.3 / 2.5
Opsens Inc.	2009-06-25	2 916 667 actions ordinaires	1 750 000 \$	1	1	2.3
Osisko Mining Corporation	2009-06-26	1 216 000 actions ordinaires	10 640 000 \$	8	4	2.3 / 2.24
PCC Properties (Calgary) Ltd. et Arci Ltd.	2009-06-09	débetures	370 000 000 \$	1	10	2.3
Ressources Majescor Inc.	2009-06-17	3 000 000 d'unités	600 000 \$	8	24	2.3
Ressources Murgor Inc.	2009-06-23 et 2009-06-26	4 442 222 actions ordinaires et 4 442 222 bons de souscription	399 800 \$	2	2	2.3 / 2.10
Soltoro Ltd.	2009-06-24 et 2009-07-03	6 750 000 unités	1 350 000 \$	1	45	2.3

Nom de l'émetteur	Date(s) du placement	Nombre et type de titre émis	Montant total du placement	Nombre de souscripteur(s)		Dispense(s) invoquée(s) (Règlement 45-106)
				QC	Hors QC	
Stelmine Canada Ltd.	2009-06-15	3 250 000 unités	325 000 \$	23	3	2.3 / 2.5 / 2.24
Stornaway Diamond Corporation	2009-05-29 et 2009-06-03	8 421 276 actions ordinaires accréditives	1 431 617 \$	5	13	2.3
Sumitomo Mitsui Financial Group Inc.	2009-06-23	1 105 000 actions ordinaires	51 139 400 \$	1	1	2.3
The Medipattern Corporation	2009-06-23	1 355 213 actions ordinaires	271 043 \$	1	3	2.3
TTi Turner Technology Instruments Inc.	2009-06-15	débetures convertibles	9 131 800 \$	5	108	2.3
Walton GA Arcade Meadows 2 Investment Corporation	2009-06-23	100 721 actions ordinaires catégorie B	1 007 210 \$	2	40	2.3 / 2.9
Walton TX Garland Heights 1 Investment Corporation	2009-06-26	27 500 actions ordinaires catégorie B	275 000 \$	1	14	2.3 / 2.9

SECTION RELATIVE AUX FONDS D'INVESTISSEMENT

Aucune information.

Pour de plus amples renseignements relativement aux placements énumérés ci-dessus, veuillez consulter les dossiers disponibles à la salle des dossiers de l'Autorité.

6.6.4 Refus

Aucune information.

6.6.5 Divers

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser

les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet www.canlii.org/fr/advancedsearch.htm, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour à l'étape 3 - Date de décision, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées à l'étape 4 – Compétences, cocher le choix « aucune » à l'étape 5 – Législation, cocher le choix « aucune » à l'étape 6 – Cours, cocher le choix « valeurs mobilières » à l'étape 7 – Tribunaux administratifs et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

6.7 RÉGIME DE L'AUTORITÉ PRINCIPALE (RÈGLEMENT 11-101)

La section 6.7 du Bulletin ne contient désormais plus d'information vu l'entrée en vigueur du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport*.

6.8 OFFRES PUBLIQUES

6.8.1 Avis

Aucune information.

6.8.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet www.canlii.org/fr/advancedsearch.htm, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour à l'étape 3 - Date de décision, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées à l'étape 4 - Compétences, cocher le choix « aucune » à l'étape 5 - Législation, cocher le choix « aucune » à l'étape 6 - Cours, cocher le choix « valeurs mobilières » à l'étape 7 - Tribunaux administratifs et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

6.8.3 Refus

Aucune information.

6.8.4 Divers

Aucune information.

6.9 INFORMATION SUR LES VALEURS EN CIRCULATION

6.9.1 Actions déposées entre les mains d'un tiers

Aucune information.

6.9.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet www.canlii.org/fr/advancedsearch.htm, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour à l'étape 3 - Date de décision, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées à l'étape 4 - Compétences, cocher le choix « aucune » à l'étape 5 - Législation, cocher le choix « aucune » à l'étape 6 - Cours, cocher le choix « valeurs mobilières » à l'étape 7 - Tribunaux administratifs et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

6.9.3 Refus

Aucune information.

6.9.4 Révocations de l'état d'émetteur assujetti

Conporec Inc.

En conséquence, l'Autorité révoque l'état d'émetteur assujetti de Conporec Inc.

Décision n°: 2009-FIIC-0194

IDT Canada Inc.

En conséquence, l'Autorité révoque l'état d'émetteur assujetti de IDT Canada Inc.

La présente décision prend effet à compter de la date de la décision rendue par l'autorité principale, dans le cadre de l'examen coordonné.

Décision n°: 2009-FIIC-0197

Momentum Advanced Solutions Inc.

En conséquence, l'Autorité révoque l'état d'émetteur assujetti de Momentum Advanced Solutions Inc.

La présente décision prend effet à compter de la date de la décision rendue par l'autorité principale, dans le cadre de l'examen coordonné.

Décision n°: 2009-FIIC-0188

NAL Petroleum (ACE) Ltd.

En conséquence, l'Autorité révoque l'état d'émetteur assujetti de NAL Petroleum (ACE) Ltd.

La présente décision prend effet à compter de la date de la décision rendue par l'autorité principale, dans le cadre de l'examen coordonné.

Décision n°: 2009-FIIC-0196

R.P.M. Tech Inc.

En conséquence, l'Autorité révoque l'état d'émetteur assujetti de R.P.M. Tech Inc.

Décision n°: 2009-FIIC-0193

6.9.5 Divers

Aucune information.

6.10 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.11 ANNEXES ET AUTRES RENSEIGNEMENTS

ANNEXE 1 DÉPÔTS DE DOCUMENTS D'INFORMATION

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
ACASTI PHARMA INC.	2009-05-31
ASTRAL MEDIA INC.	2009-05-31
CANADIAN SATELLITE RADIO HOLDINGS INC.	2009-05-31
CANWEST GLOBAL COMMUNICATIONS CORP.	2009-05-31
CLINE MINING CORPORATION	2009-05-31
CNH CAPITAL CANADA WHOLESALE TRUST	2009-06-30
COGECO CABLE INC.	2009-05-31
COGECO INC.	2009-05-31
COREL CORPORATION	2009-05-31
CORUS ENTERTAINMENT INC.	2009-05-31
DEQ SYSTEMES CORP.	2009-05-31
DRAGONWAVE INC.	2009-05-31
EXPLORATION FIRST GOLD INC.	2009-05-31
EXPLORATION NQ INC.	2009-05-31
EXPLORATION TYPHON INC.	2009-05-31
FIDUCIE MANSFIELD	2009-06-30
FIRAN TECHNOLOGY GROUP CORPORATION	2009-05-29
FONDS DE REVENU COLABOR	2009-06-20
GLENDALE INTERNATIONAL CORP.	2009-05-29
GOODFELLOW INC.	2009-05-31
GROUPE DISTINCTION INC.	2009-05-31
GROUPE OPMEDIC INC.	2009-05-31
GROUPE SPORTSCENE INC.	2009-05-31
INTERCABLE ICH INC.	2009-03-31
MINES VIRGINIA INC.	2009-05-31
NAV CANADA	2009-05-31
NEPTUNE TECHNOLOGIES & BIORESSOURCES INC.	2009-05-31
NOVAGOLD RESOURCES INC.	2009-05-31
OSI GEOSPATIAL INC.	2009-05-31
PLATINUM GROUP METALS LIMITED	2009-05-31
QUINCAILLERIE RICHELIEU LTEE	2009-05-31
RUTTER INC.	2009-05-31
SANDVINE CORPORATION	2009-05-31
SCORE MEDIA INC.	2009-05-31
SOCIETE CALDWELL INTERNATIONALE INC. (LA)	2009-05-31
THALLION PHARMACEUTIQUES INC.	2009-05-31
VASOGEN INC.	2009-05-31
VELAN INC.	2009-05-31

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
COND'EAUTELS DU MANOIR	2005-12-31
COND'EAUTELS DU MANOIR	2006-12-31
COND'EAUTELS DU MANOIR	2007-12-31
COND'EAUTELS DU MANOIR	2008-12-31
DACHA CAPITAL INC.	2009-03-31
FONDS DE SOLIDARITE DES TRAVAILLEURS DU QUEBEC (F.T.Q.) (LE)	2009-05-31
MOSAID TECHNOLOGIES INCORPORATED	2009-04-30

RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
DACHA CAPITAL INC.	2009-03-31
FIDUCIE DE DEVELOPPEMENT IMMOBILIER ONE FINANCIAL (2008-1)	2008-12-31
FONDS DE SOLIDARITE DES TRAVAILLEURS DU QUEBEC (F.T.Q.) (LE)	2009-05-31
MOSAID TECHNOLOGIES INCORPORATED	2009-04-30

CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION

	Date du document
ACASTI PHARMA INC.	
EXPLORATION PUMA INC.	
INTERCABLE ICH INC.	
MINES J.A.G. LTEE (LES)	
RESSOURCES APPALACHES INC.	
RESSOURCES MINIERES PRO-OR INC.	
WEST TIMMINS MINING INC.	

NOTICE ANNUELLE

	Date du document
FONDS DE SOLIDARITE DES TRAVAILLEURS DU QUEBEC (F.T.Q.) (LE)	2009-05-31
MOSAID TECHNOLOGIES INCORPORATED	2009-04-30
RUSORO MINING LTD.	2008-12-31

Liste des symboles SEDI

RELATIONS AVEC L'ÉMETTEUR ASSUJETTI	
1 :	Émetteur assujetti ayant acquis ses propres titres
2 :	Filiale de l'émetteur assujetti
3 :	Porteur de titres qui détient en propriété véritable ou contrôle plus de % des titres d'un émetteur assujetti (Loi sur les valeurs mobilières du Québec – 10 % d'une catégorie d'actions) comportant le droit de vote ou droit de participer, sans limite, au bénéfice et au partage en cas de liquidation.
4 :	Administrateur d'un émetteur assujetti
5 :	Dirigeant d'un émetteur assujetti
6 :	Administrateur ou dirigeant d'un porteur de titres visé en 3
7 :	Administrateur ou dirigeant d'un initié à l'égard de l'émetteur assujetti ou d'une filiale de l'émetteur assujetti, autre que 4, 5 et 6
8 :	Initié présumé – six mois avant de devenir initié
NATURE DE L'OPÉRATION	
Généralités	
00 :	Solde d'ouverture – Déclaration initiale format SEDI
10 :	Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché
11 :	Acquisition ou aliénation effectuée privément
15 :	Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus
16 :	Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus
22 :	Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, un regroupement ou une acquisition
30 :	Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat
35 :	Dividende en actions
36 :	Conversion ou échange
37 :	Division ou regroupement d'actions
38 :	Rachat – annulation
40 :	Vente à découvert
45 :	Contrepartie d'un bien
46 :	Contrepartie de services
47 :	Acquisition ou aliénation par don
48 :	Acquisition par héritage ou aliénation par legs
Dérivés émis par l'émetteur	
50 :	Attribution d'options
51 :	Levée d'options
52 :	Expiration d'options
53 :	Attribution de bons de souscription
54 :	Exercice de bons de souscription
55 :	Expiration de bons de souscription
56 :	Attribution de droits de souscription
57 :	Exercice de droits de souscription
58 :	Expiration de droits de souscription
59 :	Exercice au comptant
Dérivés émis par un tiers	
70 :	Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers
71 :	Exercice d'un dérivé émis par un tiers
72 :	Autre règlement d'un dérivé émis par un tiers
73 :	Expiration d'un dérivé émis par un tiers
Divers	
90 :	Changements relatifs à la propriété
97 :	Autres
99 :	Correction d'information
NATURE DE L'EMPRISE	
D :	Propriété directe
I :	Propriété indirecte
C :	Contrôle
AUTRES MENTIONS	
O :	Opération originale
M :	Première modification
M' :	Deuxième modification
M" :	Troisième modification, etc.
R :	Opération déclarée hors délai (en retard).

* : L'astérisque en regard d'un solde de clôture signifie que l'initié ou son agent déposant a aussi indiqué un solde calculé par lui-même lorsque l'opération a été déposée.

AVIS

L'information publiée dans cette annexe est tirée du rapport hebdomadaire produit par le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI).

Les initiés ou leurs agents autorisés sont responsables des informations entrées dans le système et, par conséquent, de celles contenues dans le présent rapport. L'information entrée directement dans SEDI prévaut toutefois sur celle présentée cidessous. Certaines informations entrées par les initiés ou leurs agents, qui ne sont pas automatiquement traduites par le système, peuvent être publiées en français ou en anglais. Le personnel de l'Autorité rappelle aux initiés qu'ils doivent, en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières, déclarer leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti au Québec dans un délai de 10 jours, sauf dans certains cas précis. Ces opérations doivent être rapportées de façon exacte et claire. Pour informations, veuillez communiquer avec l'Autorité des marchés financiers.

Émetteur Titre	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
49 North Resource Fund Inc. (formerly 49 North Resource Fund Limited Partnership)									
<i>Actions ordinaires</i>									
49 North Resource Fund Inc.	1		O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	7 700	2.3000	32 740
			O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	2.2500	37 740
			O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	2.2000	42 740
			O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	2.1600	47 740
			O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	2.0000	57 740
MUNRO, BRADLEY R. Bittercreek Capital Corp	4 PI		O	2008-01-09	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-14	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 000	2.7500	5 000*
Rana, Sandip	4		O	2008-09-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2009-06-22	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	36 363	2.7500	36 363
<i>Warrants</i>									
Rana, Sandip	4		O	2008-09-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2009-06-22	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	36 363	2.7500	36 363
Absolute Software Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Chase, Robert George	5		O	2009-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 868	2.8100	643 101
MacCallum, James Mckenzie	5		O	2009-07-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 768	2.9700	
			M	2009-07-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 869	2.8100	4 860
ACTIVEnergy Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Activenergy Income Fund	1		O	2009-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	6.3200	18 940 680
			O	2009-06-26	D	38 - Rachat ou annulation	900	6.3500	18 941 580
			O	2009-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	6.3700	18 944 480
			O	2009-07-06	D	38 - Rachat ou annulation	700	6.2000	18 937 480
			O	2009-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	6.0200	18 939 480
			O	2009-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 700)	6.5400	18 936 780
			O	2009-07-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	5.8800	18 941 280
Addax Petroleum Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Codd, David Charles	5		O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(40 000)	49.3229	55 493
Ebsary, Michael Samuel	5		O	2009-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	49.8495	273 774
Pearce, James Charles	5		O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	49.4900	49 899
			O	2009-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	49.7941	29 899
Adventure Gold inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Everton Resources Inc.	1		O	2009-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			R	2009-07-01	D	46 - Contrepartie de services	133 227	0.1100	133 227
			R	2009-07-01	D	46 - Contrepartie de services	122 125	0.1200	255 352
Akela Pharma Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Williams III, Robert O.	5		O	2007-10-10	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(2 083 899)		347 226
ALAMOS GOLD INC									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Options</i>									
Porter, James	5	R	O	2009-07-03	D	51 - Exercice d'options	(10 100)	6.3500	237 900*
			O	2009-07-15	D	51 - Exercice d'options	(9 900)	6.3500	228 000*
Allen-Vanguard Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Makris, Aris	5		O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.1350	78 333
			O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	0.1400	108 333
Allied Nevada Gold Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Mingay, Cameron A.	4		O	2007-03-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-08	D	51 - Exercice d'options	66 666	4.3500USD	66 666
			O	2009-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(66 666)	7.9543USD	0
<i>Options</i>									
Mingay, Cameron A.	4		O	2009-07-08	D	51 - Exercice d'options	(66 666)		83 334
Alphinat inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Brown, John George McDonald	4		O	2006-03-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	7.0000	
			M	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.0700	50 000
Lemoine, Michel	4		O	2009-07-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	88 000	0.0600	1 332 000
Ste-Marie, Benoit	4		O	2009-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	0.0600	610 000
AltaCanada Energy Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Collins, James William	4		O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.0680	15 055 591
Altus Group Income Fund									
<i>Parts</i>									
McArthur, Alexander Bruce	4		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-02	D	46 - Contrepartie de services	418	7.4800	418
Amalgamated Income Limited Partnership									
<i>Parts de société en commandite</i>									
Amalgamated Income LP	1								
Amalgamated Income Limited Partnership	PI		O	2009-07-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	2.7000	177 100
			O	2009-07-06	I	38 - Rachat ou annulation	(6 800)		176 000
AMI Resources Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Pettigrew, William Curtis	4		O	2009-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.0500	952 550
Arsenal Energy Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Forth, Ronald Francis Carter	5		O	2009-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	18 000		220 461
Artis Real Estate Investment Trust									
<i>Parts</i>									
Artis Real Estate Investment Trust	1		O	2009-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	7.0950	3 000
			O	2009-07-13	D	38 - Rachat ou annulation	4 500	7.5170	7 500
			O	2009-07-14	D	38 - Rachat ou annulation	6 000	7.5275	13 500
Aston Hill Financial Inc. (formerly, Overlord Financial Inc.)									
<i>Actions ordinaires</i>									

Émetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Tremblay, Estate of Marcel	3		O	2009-07-06	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(32 500)	0.3600	3 662 500
ATLANTIS SYSTEMS CORP.									
<i>Options</i>									
Lewis, Christopher Victor	5		O	2009-05-15	D	97 - Autre	30 000	0.4200	
			M	2009-05-15	D	97 - Autre	(30 000)	0.4200	
			M'	2009-05-15	D	97 - Autre	(30 000)	0.4200	
			M''	2009-05-25	D	97 - Autre	(30 000)	0.4200	345 000
			O	2009-05-15	D	97 - Autre	(50 000)	0.4200	
			M	2009-05-25	D	97 - Autre	(50 000)	0.4200	295 000
			O	2009-05-15	D	97 - Autre	(25 000)	0.5100	
			M	2009-05-25	D	97 - Autre	(25 000)	0.5100	270 000
Atrium Innovations Inc.									
<i>Actions ordinaires redésignation des actions à droit de vote subalterne</i>									
Fonds de solidarité FTQ	3	R	O	2009-06-23	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	100 000	12.5500	4 983 684
Azure Dynamics Corporation									
<i>Droits Deferred Share Units</i>									
Brigstocke, Nicholas	4	R	O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 000	0.2000	58 333
Deacon, Donald Campbell	4	R	O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	87 500	0.2000	2 061 576
Gouin, James Christopher	4	R	O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 125	0.2000	65 625
Padilla, James Jerome	4	R	O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	105 397		519 387
Sharp, Dennis Ambrose	4	R	O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 000		148 810
BAM Investments Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
BAM Investments Corp.	1		O	2009-07-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	9.1480	1 000
			O	2009-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	9.2000	2 000
			O	2009-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	9.1970	3 000
			O	2009-07-14	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	8.7500	4 000
			O	2009-07-14	D	38 - Rachat ou annulation	(4 000)		0
Banque Nationale du Canada									
<i>Actions ordinaires</i>									
Swiderski, Lisa	5		O	2009-07-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			294
<i>Options</i>									
Swiderski, Lisa	5		O	2009-07-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
BCE Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Dagenais, Michel	7								
ESP	PI		O	2008-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	230	33.1400	
			M	2008-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	16	33.1400	230
DUTIL, Lucie	7								
ESP	PI		O	2009-01-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2009-01-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 264
<i>Share Units</i>									
Allen, Barry Keith	4		O	2009-05-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	312	24.0000	312
Bérard, André	4		O	2009-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	1 563	24.0000	29 050

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
						d'actionariat			
Brenneman, Ron A.	4		O	2009-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 563	24.0000	25 026
Fell, Anthony S.	4		O	2009-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 563	24.0000	30 330
Kaufman, Donna Soble	4		O	2009-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	781	24.0000	27 052
O'Neill, Thomas Charles	4		O	2009-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	781	24.0000	11 775
Tellier, Paul M.	4		O	2009-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 563	24.0000	39 892
Weiss, Paul Raymond	4		O	2009-05-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 417	24.0000	1 417
Biovail Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Melnyk, Eugene	3								
EM Holdings B.V.	PI		O	2009-07-10	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(5 000 000)	15.2500	11 085 758
<i>Droits Restricted Share Units (RSUs)</i>									
Albert, Richard Mark	5		O	2009-07-06	D	35 - Dividende en actions	7		1 042
Bovaird, Christopher Wayne	5		O	2009-07-06	D	35 - Dividende en actions	10		2 780
			O	2009-07-06	D	35 - Dividende en actions	8		2 788
Chouinard, Michel	5		O	2009-07-06	D	35 - Dividende en actions	25		8 252
			O	2009-07-06	D	35 - Dividende en actions	31		8 283
Durham, Mark	5		O	2009-07-06	D	35 - Dividende en actions	51		13 918
			O	2009-07-06	D	35 - Dividende en actions	44		13 962
Fibigir, Hans Christian	5		O	2009-07-06	D	35 - Dividende en actions	96		14 045
Godin, Gilbert	5		O	2009-07-06	D	35 - Dividende en actions	51		15 213
			O	2009-07-06	D	35 - Dividende en actions	53		15 266
Gubitz, Gregory David	5		O	2009-07-09	D	35 - Dividende en actions	51		13 962
			O	2009-07-06	D	35 - Dividende en actions	44		13 911
Isabel, Nelson Ferreira	5		O	2009-07-06	D	35 - Dividende en actions	10		2 521
			O	2009-07-06	D	35 - Dividende en actions	7		2 528
Kelley, Wendy Anne	5		O	2009-07-06	D	35 - Dividende en actions	51		13 918
			O	2009-07-06	D	35 - Dividende en actions	44		13 962
Mayer, Christine	5		O	2009-07-06	D	35 - Dividende en actions	51		13 918
			O	2009-07-06	D	35 - Dividende en actions	44		13 962
Mulligan, Margaret Jean	5		O	2009-07-06	D	35 - Dividende en actions	44		6 516
Sebben, John Charles	5		O	2009-07-06	D	35 - Dividende en actions	8		2 224
			O	2009-07-06	D	35 - Dividende en actions	7		2 231
Tindale, Jennifer Sara	5		O	2009-07-06	D	35 - Dividende en actions	28		7 404
			O	2009-07-06	D	35 - Dividende en actions	22		7 426
Wells, William McDowell	4		O	2009-07-06	D	35 - Dividende en actions	991		153 871
			O	2009-07-06	D	35 - Dividende en actions	67		153 938
Boardwalk Real Estate Investment Trust									
<i>Deferred Units (Convert to TU and/or cash)</i>									
Goodman, Gary Michael	4		O	2009-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 385
Breakwater Resources Ltd.									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Actions ordinaires CUSIP 106902307									
carreau, robert	5		O	2009-07-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	34 782	0.2300	246 545
Cuttriss, Robert Hartney	5		O	2009-07-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	26 087	0.2300	176 082
Doucet, Mario	7		O	2009-07-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	20 652	0.2300	111 109
Duncan, Lesley Ruth	5		O	2009-07-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 217	0.2300	33 791
Hermann, Frederick William	5		O	2009-07-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	48 913	0.2300	313 310
Laurie, John Veldon Earl	5		O	2009-07-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	39 130	0.2300	39 130
Pirie, George E.	5		O	2009-07-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	65 217	0.2300	423 865
Brompton Advantaged Oil & Gas Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Brompton Advantaged Oil & Gas Income Fund	1		O	2009-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.9500	3 000
			O	2009-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	3.9500	0
			O	2009-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.9500	3 000
			O	2009-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	3.9500	0
			O	2009-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.8500	3 000
			O	2009-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	3.8500	0
			O	2009-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.8000	3 000
			O	2009-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	3.8000	0
			O	2009-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.8500	3 000
			O	2009-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	3.8500	0
			O	2009-06-26	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.8500	3 000
			O	2009-06-26	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	3.8500	0
Brompton Oil & Gas Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Brompton Oil & Gas Income Fund	1		O	2009-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	3.9500	1 800
			O	2009-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	(1 800)	3.9500	0
			O	2009-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.9500	3 000
			O	2009-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	3.9500	0
			O	2009-06-05	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.9000	3 000
			O	2009-06-05	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	3.9000	0
			O	2009-06-10	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.9500	3 000
			O	2009-06-10	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	3.9500	0
			O	2009-06-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	3.9500	1 700
			O	2009-06-11	D	38 - Rachat ou annulation	(1 700)	3.9500	0
			O	2009-06-12	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	4.0300	3 000
			O	2009-06-12	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	4.0300	0
			O	2009-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	4.0000	3 000
			O	2009-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	4.0000	0
			O	2009-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.8500	3 000
			O	2009-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	3.8500	0
			O	2009-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.8000	3 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2009-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	3.8000	0
			O	2009-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.7000	3 000
			O	2009-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	3.7000	0
			O	2009-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.8500	3 000
			O	2009-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	3.8500	0
Brookfield Real Estate Services Fund									
<i>Parts</i>									
Brookfield Real Estate Services Fund	1		O	2009-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	8.3800	1 800
			O	2009-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	8.4000	3 600
			O	2009-07-06	D	38 - Rachat ou annulation	900	8.4433	4 500
			O	2009-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	8.3800	6 300
			O	2009-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	8.2415	7 600
			O	2009-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	900	8.2900	8 500
			O	2009-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	(8 500)		0
Calfrac Well Services Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Tuttle, Andrew Scott	5		O	2009-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	10.3000	2 400
Calloway Real Estate Investment Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Goldhar, Mitchell	3								
CWT Investments Limited	PI		O	2009-06-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 100	12.3700	
			M	2009-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 100	12.3700	10 988 541
			O	2009-06-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	12.3600	
			M	2009-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	12.3600	10 989 041
			O	2009-06-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 800	12.1500	
			M	2009-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 800	12.1500	10 992 841
			O	2009-06-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	12.1400	
			M	2009-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	12.1400	10 993 241
			O	2009-06-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	12.1300	
			M	2009-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	12.1300	10 993 741
Canadian Energy Services L.P.									
<i>Parts de société en commandite Class A</i>									
Canadian Fluid Systems Ltd.	3		O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	7.3000	1 471 976
Canadian Natural Resources Limited									
<i>Options</i>									
Stagg, Kendall W.	5		O	2009-07-06	D	59 - Exercice au comptant	(10 000)	26.2600	83 000
Canadian Oil Recovery & Remediation Enterprises Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lorenzo, John Michael	4		O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.2480	979 429
			O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.2300	982 429
			O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.2450	987 429
			O	2009-07-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 600	0.2590	989 029
			O	2009-07-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 500	0.2200	992 529
			O	2009-07-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.2200	997 529
			O	2009-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.2050	999 529
			O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.2300	984 429
			O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.2500	986 429

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Canadian Western Bank									
<i>Actions ordinaires</i>									
Garvey, Randell William	5		O	2009-07-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	19.6958	5 475
			O	2009-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 225	16.3169	6 700
			O	2009-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	950	15.6600	7 650
			O	2009-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 670	14.9482	9 320
<i>Actions privilégiées Series 3</i>									
Manning, Robert Adrian	4								
Cathton Investments Ltd.	PI		O	2009-07-10	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	100 000	26.5000	110 000
<i>Bons de souscription</i>									
Manning, Robert Adrian	4								
Cathton Investments Ltd.	PI		O	2009-07-10	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	100 000		117 800
Canexus Income Fund									
<i>Parts de société en commandite Exchangeable for Trust Units</i>									
Nexen Inc.	3		O	2009-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	774 765	3.6914	63 493 414
Capital Power Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bellstedt, Albrecht Wilhelm Albert	4		O	2009-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 500
Brassard, Robert Donald	5		O	2009-07-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			400
Brown, Graham	5		O	2009-06-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2009-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 200	22.6200	2 200*
Chisholm, Burness Kathryn	5		O	2009-07-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 500
Cole, Doreen Alexandra	6		O	2009-07-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			500
Davidson, Alexander Mackay	3		O	2009-07-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 000
Lachambre, Philip	4		O	2009-07-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 000
LOWRY, Donald James	4		O	2009-07-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 000
MacNeill, Brian F.	4		O	2009-07-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			5 000
Matyas, Steven Emanuel	6		O	2009-07-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2009-07-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 000
Oosterbaan, James Nicholas	4, 5		O	2009-07-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 500
Patterson, John David Harrison	5		O	2009-07-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 000
Percy, Michael	6		O	2009-07-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	23.0000	20 000
Petryk, Robert	6		O	2009-07-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 500
Phillips, Robert L.	4								
R. L. Phillips Investments Inc.	PI		O	2009-07-09	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2009-06-25	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-09	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	2 000	23.0000	2 000
Rennie, Janice Gaye	4		O	2009-07-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 000
Vaasjo, Brian Tellef	4, 5		O	2009-07-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			20 000
Weatherill, Sheila Christine	6		O	2009-07-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 000
<i>Exchangeable Common LP Units of Capital Power LP</i>									
EPCOR Utilities Inc.	3								
EPCOR Power Development Corporation	PI		O	2009-07-09	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			56 625 000
<i>Special Limited Voting Share</i>									
EPCOR Utilities Inc.	3		O	2009-07-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1

Émetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Special Voting Shares									
EPCOR Utilities Inc.	3								
EPCOR Power Development Corporation	PI		O	2009-07-09	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			56 625 000
Cargojet Income Fund									
Parts de fiducie									
Cargojet Income Fund	1		O	2009-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	(293 500)		0
Cascades inc.									
Options options d'achat d'actions ordinaires									
BOLDUC, HUBERT	5		O	2009-07-13	D	50 - Attribution d'options	18 816	2.2800	30 235
Lemaire, Alain	4, 5		O	2009-07-09	D	50 - Attribution d'options	440 175	2.2800	1 183 221
Plante, Maurice	7		O	2007-10-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-09	D	50 - Attribution d'options	23 578	2.2800	23 578
Cell-Loc Location Technologies Inc.									
Actions ordinaires									
Reid, Sheldon D	4, 5		O	2009-07-09	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(1 000 000)	0.0600	1 075 858
Celtic Exploration Ltd.									
Actions ordinaires									
Morgenstern, David Charles	5		O	2009-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	33	14.7200	2 068
Cheryl Ann Morgenstern	PI		O	2009-07-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	33	14.7200	1 165
Shea, Michael	5								
Employee Stock savings Plan(ESSP)	PI		O	2009-07-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	72	14.7200	3 867
Century Mining Corporation									
Actions ordinaires									
Kent, Margaret Meri	4, 5		O	2009-06-30	D	36 - Conversion ou échange	4 000 000	0.0500	4 007 000
			O	2009-06-30	D	54 - Exercice de bons de souscription	4 000 000	0.1000	8 007 000
			O	2009-07-07	D	97 - Autre	255 714	0.0900	8 262 714
Bons de souscription on p/plmt									
Kent, Margaret Meri	4, 5		O	2009-06-30	D	36 - Conversion ou échange	4 000 000		4 057 000
			O	2009-06-30	D	54 - Exercice de bons de souscription	(4 000 000)		57 000
Débetures convertibles									
Kent, Margaret Meri	4, 5		O	2003-10-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2008-09-17	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	\$ 200 000.00		\$ 200 000.00
			O	2009-06-30	D	36 - Conversion ou échange	(\$ 200 000.00)	0.0500	\$ 0.00
Chemin de Fer Canadien Pacifique Limitée									
Actions ordinaires									
Fleming, Karen Lynn	5	R	O	2009-05-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50	43.3400	693
Cineplex Galaxy Income Fund									
Parts									
Duncanson, Timothy Andrew Robert	4		O	2009-07-02	D	36 - Conversion ou échange	274		28 186
Parts de société en commandite Class B									
Duncanson, Timothy Andrew Robert	4								
1376653 Ontario Inc.	PI		O	2009-07-02	I	36 - Conversion ou échange	(274)		0
Cinram International Income Fund									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Parts</i>									
Armoian, George	4, 6								
Geosam Investments Limited	PI		O	2009-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(349 800)	1.8500	2 063 017
Clarke Inc.									
<i>Débitures convertibles 6 Dec 2012 (CKI.DB)</i>									
Clarke Inc.	1		O	2009-06-12	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 500 000.00	72.0000	\$ 500 000.00*
			O	2009-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 750 000.00	72.0000	\$ 1 250 000.00*
			O	2009-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 500 000.00)		\$ 750 000.00*
			O	2009-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 600 000.00	70.0000	\$ 1 350 000.00*
			O	2009-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 750 000.00)		\$ 600 000.00*
			O	2009-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 3 000.00	67.0000	\$ 603 000.00*
			O	2009-06-26	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 600 000.00)		\$ 3 000.00*
			O	2009-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 3 000.00	70.0000	\$ 6 000.00*
			O	2009-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 3 000.00)		\$ 3 000.00*
			O	2009-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 1 322 000.00	72.0000	\$ 1 325 000.00*
			O	2009-07-06	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 982 500.00	72.0000	\$ 2 307 500.00*
			O	2009-07-06	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 3 000.00)		\$ 2 304 500.00*
			O	2009-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 1 322 000.00)		\$ 982 500.00*
			O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 982 500.00)		\$ 0.00
Geosam Investments Limited	3		O	2009-07-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 1 800 000.00	72.0000	\$ 3 139 000.00
<i>Débitures convertibles 6 Dec 2013 (CKI.DB.A)</i>									
Clarke Inc.	1		O	2009-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 3 415 000.00	64.0000	\$ 3 415 000.00*
			O	2009-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 6 000.00	64.0000	\$ 3 421 000.00*
			O	2009-06-19	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 6 000.00	64.0000	\$ 3 427 000.00*
			O	2009-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 3 415 000.00)		\$ 12 000.00*
			O	2009-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 6 000.00	63.0000	\$ 18 000.00*
			O	2009-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 6 000.00	64.5000	\$ 24 000.00*
			O	2009-06-26	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 3 063 000.00	65.0000	\$ 3 087 000.00*
			O	2009-06-26	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 12 000.00)		\$ 3 075 000.00*

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2009-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 12 000.00)		\$ 3 063 000.00*
			O	2009-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 3 063 000.00)		\$ 0.00
Coast Wholesale Appliances Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Crump, Charles Kenneth	4		O	2009-07-10	D	46 - Contrepartie de services	24		11 572
Dennett, Patrick B.	4		O	2009-07-06	D	46 - Contrepartie de services	24		10 072
COMPASS Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
COMPASS Income Fund	1		O	2009-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	8.4500	17 761 656
			O	2009-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	700	8.5000	17 762 356
			O	2009-06-26	D	38 - Rachat ou annulation	900	8.5000	17 763 256
			O	2009-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	900	8.5000	17 764 156
			O	2009-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	8.3000	17 766 956
			O	2009-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	400	8.5500	17 764 556
			O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	8.2700	17 768 556
			O	2009-07-13	D	38 - Rachat ou annulation	600	8.3500	17 769 156
Compton Petroleum Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
HORN, DAVID B	5		O	2009-05-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	16 800	1.3600	16 800
			O	2009-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	36 800	1.3700	53 600
			O	2009-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	16 400	1.3800	70 000
			O	2009-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	18 300	1.3900	88 300
			O	2009-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	16 700	1.4000	105 000
			O	2009-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	700	1.3800	105 700
			O	2009-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	93 600	1.4000	199 300
			O	2009-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	700	1.2800	200 000
			O	2009-07-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	1.3600	300 000
Connacher Oil and Gas Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Evans, Colin Michael	4		O	2009-04-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	54 662	54662.0000	
			M	2009-04-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	54 662		70 635
			O	2009-07-09	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(25 000)	0.7600	45 635
			O	2009-07-09	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(7 640)	0.7600	37 995
RRSP	PI		O	2009-07-09	I	90 - Changements relatifs à la propriété	25 000	0.7600	47 390
Scott Evans RRSP	PI		O	2009-01-01	C	90 - Changements relatifs à la propriété	(6 600)		0
Whitney Lynn Evans RRSP	PI		O	2009-01-01	C	90 - Changements relatifs à la propriété	(6 600)		0
Todd, Cameron Murray	5		O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.7800	69 000
Corporation Big Red Diamond									
<i>Actions ordinaires</i>									
Ressources AntOro inc.	3		O	2009-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(261 000)	0.0250	7 136 012
			O	2009-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(325 000)	0.0200	6 811 012
Corporation Cott									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gibbons, David	4		O	2009-07-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	6 011	5.8300	278 282

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
Prozes, Andrew	4		O	2009-07-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 791	5.8300USD	130 789
Rosenfeld, Eric Stuart	4		O	2009-07-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 508	5.8300USD	141 621
Savage, Graham William	4		O	2009-07-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 576	5.8300USD	78 629
Corporation Hydrogenique									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cargnelli, Joseph	4, 5, 3		O	2009-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	0.5370	4 882 500
			O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(55 000)	0.5400	4 827 500
			O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	0.5510	4 812 500
General Motors Company	3		O	2009-07-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-10	D	97 - Autre	11 364 006		11 364 006
General Motors Corporation	3		O	2001-10-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			11 364 006
			O	2009-07-10	D	97 - Autre	(11 364 006)		0
<i>Bons de souscription</i>									
General Motors Corporation	3		O	2001-10-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 470 476
		R	O	2006-10-16	D	97 - Autre	(2 470 476)		0
Corporation Minière Osisko									
<i>Options</i>									
Leavenworth Bakali, Mustapha	4		O	2009-07-02	D	50 - Attribution d'options	75 000		150 000
Storm, Norman	4		O	2009-07-02	D	50 - Attribution d'options	75 000		140 000
Corporation Pharmaceutique Nymox									
<i>Options</i>									
Guy, Roger	4		O	2009-07-09	D	50 - Attribution d'options	10 000	4.8300USD	40 000
Lanham, Randall	4		O	2009-07-09	D	50 - Attribution d'options	10 000	4.8300USD	40 000
McDonald, Paul	4		O	2009-07-09	D	50 - Attribution d'options	10 000	4.8300USD	40 000
Morse, David	4		O	2009-07-09	D	50 - Attribution d'options	10 000	4.8300USD	40 000
Corporation Power Tech inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Murray, Carol	5								
Fiducie Murca	PI		O	2005-02-11	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-06	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	500 000	0.1000	500 000
<i>Bons de souscription</i>									
Murray, Carol	5								
Fiducie Murca	PI		O	2005-02-11	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-06	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	250 000		250 000
Corporation Uranium Quest									
<i>Actions ordinaires</i>									
Pesner, Michael	4		O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 000)	0.4700	76 472
			O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(22 000)	0.4650	54 472
			O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 500)	0.4550	38 972
			O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	0.4650	33 972
			O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(29 500)	0.4600	4 472
			O	2009-07-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	0.4200	3 972
			O	2009-07-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 972)	0.4150	0
Michael Pesner Enterprises Inc.	PI		O	2009-07-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(35 590)	0.4150	0
Corporation Vector Aérospatiale									

Émetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Options									
Options									
Diniz, John	5		O	2008-06-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-06	D	50 - Attribution d'options	11 486	5.5000	11 486
Levine, Randal	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	46 453	5.6000	
		R	M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	46 453	5.5000	212 753
			R	2008-06-15	D	50 - Attribution d'options	100 000	4.6300	166 300
O'Shea, Declan G.	4, 5	R	O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	168 919	5.5000	587 589
Corridor Resources Inc.									
Options									
Options									
Hachey, Lisette France	5		O	2009-07-14	D	50 - Attribution d'options	50 000	2.5600	122 000*
Martel, Albert Thomas	5		O	2009-07-14	D	50 - Attribution d'options	50 000	2.5600	(47 300)*
Crescent Point Energy Corp.									
Actions ordinaires									
Balutis, David	7		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			279 227
Bannister, Peter	4		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			522 385
Spouse	PI		O	2009-07-02	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 375
Colborne, Paul	4		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			201 783
Janice & Paul Colborne	PI		O	2009-07-02	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			36 560
Spousal RRSP	PI		O	2009-07-02	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			41 762
Cugnet, Kenney Frank	4		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			399 948
Valley View Petroleum	PI		O	2009-07-02	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			185 588
Eade, Mark Gordon	5		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			300
Gillard, D. Hugh	4		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			19 718
Saddleback Resources Ltd.	PI		O	2009-07-02	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 042
LAMONT, KENNETH	5		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			54 380
MacDonald, Tamara	7		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			76 138
ROMANZIN, GERALD A.	4		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			4 275
			O	2009-07-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	31.8000	3 275
			O	2009-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	33.2300	2 275
RRSP Account	PI		O	2009-07-02	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			8 100
Saxberg, Scott	4		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			351 831
RRSP	PI		O	2009-07-02	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			61 624
Spousal RRSP	PI		O	2009-07-02	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			38 300
Smith, Clifford Neil	7		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			157 178
Stangl, Trent Terry	5		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			16 398
RRSP	PI		O	2009-07-02	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			3 054
Three Dimes Inc.	PI		O	2009-07-02	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			8 000
TISDALE, GREGORY	5		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			85 645
RRSP	PI		O	2009-07-02	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			3 137
Spouse	PI		O	2009-07-02	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			15 000
Turnbull, Gregory George	4		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			27 113
Self-directed RRSP	PI		O	2009-07-02	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			7 500
Restricted Share Units									
Balutis, David	7		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			172 500
Bannister, Peter	4		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			11 000
Colborne, Paul	4		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			11 000
Cugnet, Kenney Frank	4		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			11 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Gillard, D. Hugh	4		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			11 000
LAMONT, KENNETH	5		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			105 000
MacDonald, Tamara	7		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			165 000
ROMANZIN, GERALD A.	4		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			11 000
Saxberg, Scott	4		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			319 000
Smith, Clifford Neil	7		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			172 500
Stangl, Trent Terry	5		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			48 904
TISDALE, GREGORY	5		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			180 000
Turnbull, Gregory George	4		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			11 000
Crescent Point Energy Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Colborne, Paul	7								
Janice & Paul Colborne	PI		O	2009-06-15	I	35 - Dividende en actions	260	30.9002	41 220
Spousal RRSP	PI		O	2009-06-15	I	35 - Dividende en actions	465	30.9002	42 827
Dacha Capital Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bharti, Stan	4		O	2009-07-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 501 551
moore, geoffrey scott	4		O	2009-07-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			151 515
<i>Bons de souscription</i>									
Bharti, Stan	4		O	2009-07-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 501 551
moore, geoffrey scott	4		O	2009-07-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			151 515
Decision Dynamics Technology Ltd.									
<i>Deferred Share Units</i>									
Baillie, James C.	4		O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	37 500		491 394
Bastable, Colum P.	4		O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	37 500		469 403
McDougald, Elson John	4		O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	37 500		491 394
Ditem Explorations Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lacasse, Richard-Marc	4		O	2002-08-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			300 000
			O	2003-12-18	D	51 - Exercice d'options	115 000	0.1800	415 000
<i>Options</i>									
Lacasse, Richard-Marc	4		O	2002-08-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			165 000
		R	O	2003-12-18	D	51 - Exercice d'options	(115 000)	0.1800	50 000
			O	2007-04-30	D	52 - Expiration d'options	(50 000)		200 000
		R	O	2007-02-09	D	50 - Attribution d'options	200 000	0.9700	250 000
diversiTrust Energy Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
diversiTrust Energy Income Fund	1	R	O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	2 800	4.6300	2 800
		R	O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	4.3900	1 500
		R	O	2008-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	4.2800	1 000
		R	O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	900	4.1500	900
		R	O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	10 100	3.8070	10 100
		R	O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	3.7100	1 800
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(1 800)	3.7100	0
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(10 100)	3.8070	0
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(900)	4.1500	0
			O	2008-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	4.2800	0

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	4.3900	0
			O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	(2 800)	4.6300	0
Dominion Citrus Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Dominion Citrus Income Fund	1		O	2009-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	2 651	0.3700	2 651
			O	2009-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	(2 651)	0.3700	0
			O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	2 651	0.3700	2 651
			O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(2 651)	0.3700	0
			O	2009-07-13	D	38 - Rachat ou annulation	2 651	0.3700	2 651
			O	2009-07-13	D	38 - Rachat ou annulation	(2 651)	0.3700	0
			O	2009-07-14	D	38 - Rachat ou annulation	2 651	0.3700	2 651
			O	2009-07-14	D	38 - Rachat ou annulation	(2 651)	0.3700	0
			O	2009-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	500	0.3600	500
			O	2009-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	0.3600	0
Dumont Nickel Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
clement, denis arthur	4		O	2009-06-30	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	400 000	0.0250	6 989 500*
<i>Bons de souscription</i>									
clement, denis arthur	4		O	2009-03-31	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1 000 000	0.0500	
			M	2009-03-31	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1 000 000	0.0500	2 740 000*
			O	2009-06-30	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	400 000	0.0500	3 140 000*
Dundee Corporation									
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A</i>									
Ferstman, Joanne Shari	5		O	2008-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 443	4.5220	95 693
			O	2008-12-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 884	4.7100	89 923
DundeeWealth Inc. (formerly Dundee Wealth Management Inc.)									
<i>Actions ordinaires</i>									
Dundee Corporation	3								
1360219 Ontario Limited, escrow agent	PI		O	2009-05-29	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(6 406)		2 023 290
Goodman, David Jason	4, 5		O	2009-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3 241	7.2900	354 589
<i>Droits Deferred Share Units</i>									
Anderson, Francis Bushe Blain	4	R	O	2009-04-01	D	46 - Contrepartie de services	140	5.0800	38 680
			O	2009-07-02	D	46 - Contrepartie de services	80	8.5300	38 760
Electrovaya Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hart, Paul L.	5		O	2003-03-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-06-29	D	51 - Exercice d'options	100 000	0.2900	100 000
		R	O	2009-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	1.0100	98 000
		R	O	2009-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(31 700)	1.0000	66 300
		R	O	2009-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 300)	0.9900	50 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
		R	O	2009-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 900)	0.9700	24 100
		R	O	2009-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(24 100)	0.9600	0
<i>Options</i>									
Hart, Paul L.	5	R	O	2009-06-29	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	0.2900	275 000
Ember Resources Inc.									
<i>Options</i>									
Rafuse, Quinton Marshall	5	R	O	2009-07-01	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.7100	258 750
<i>Performance Shares</i>									
Meek, Terence Stanley	5		O	2009-07-06	D	38 - Rachat ou annulation	(82 000)		0
Rafuse, Quinton Marshall	5		O	2009-07-06	D	38 - Rachat ou annulation	(32 000)		0
Endeavour Silver Corp.									
<i>Options</i>									
Cooke, Bradford	4, 5	R	O	2009-06-22	D	50 - Attribution d'options	150 000	1.8700	778 000
Enghouse Systems Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Enghouse Systems Limited	1		O	2009-07-13	D	38 - Rachat ou annulation	4 800	5.9000	4 800*
			O	2009-07-13	D	38 - Rachat ou annulation	(4 800)	5.9000	0
			O	2009-07-14	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	5.9000	2 000*
			O	2009-07-14	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	5.9000	0
Entreprises Minières Globex Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
STOCH, JACK	4, 5, 3								
Jack Stoch Geoconsultant Services	PI		O	2009-07-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	1.0000	1 873 262*
EPCOR Power L.P.									
<i>Parts de société en commandite</i>									
Capital Power Corporation	3								
EPLP Investments Inc.	PI		O	2009-07-09	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			16 513 504
EPCOR Utilities Inc.	3		O	2009-07-09	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(16 513 504)		0
EPLP Investments Inc.	PI		O	2005-09-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-09	I	90 - Changements relatifs à la propriété	16 513 504	12.1100	16 513 504
EPLP Investments Inc.	3		O	2009-07-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			16 511 104
EPCOR Power Services Ltd.	PI		O	2009-07-09	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 400
Petryk, Robert	6		O	2009-07-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			500
Ergoresearch Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Chapleau, Yvon	5								
REER	PI		O	2009-07-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.1200	325 000
EURO Ressources S.A.									
<i>Actions ordinaires</i>									
IAMGOLD Corporation	3		O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	17 800	1.2000EUR	49 962 542
			O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 015	1.2000EUR	49 965 557
			O	2009-07-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	13 200	1.2000EUR	49 978 757
Evertz Technologies Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Reed, Simon	7		O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	15.7500	17 405
Exploration Dia Bras inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									

Émetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
<i>Porteur inscrit</i>									
Arias Resource Capital Fund L.P.	3		O	2009-07-09	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	66 000 000	0.0550	155 324 727
<i>Bons de souscription</i>									
Arias Resource Capital Fund L.P.	3		O	2009-07-09	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	66 000 000	0.1000	144 781 227
Exploration Dios Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Doucet, Dominique	4, 5		O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(44 000)	0.1150	5 061
			O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	0.1200	61
Girard, Marie-José	4, 6, 5		O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(130 000)	0.1160	758 649
Exploration Fieldex inc.									
<i>Options</i>									
Lacasse, Donald	4		O	2009-07-03	D	50 - Attribution d'options	100 000		275 000
Exploration First Gold inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Ressources X-Ore inc.	3		O	2009-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(150 000)	0.1350	4 376 000
Exploration Knick inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Henriksen, Gordon Neil	4, 5	R	O	2009-06-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 000		322 315
Faircourt Gold Income Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Panagopoulos, Christopher	8		O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	320	7.7000	1 000*
			O	2009-07-09	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	1 000	9.0500	2 000*
			O	2009-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3	7.8500	2 003*
<i>Bons de souscription</i>									
Panagopoulos, Christopher	8		O	2007-11-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-09	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	1 000	9.0500	1 000*
Fairfax Financial Holdings Limited									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
Robertson, Mary Jane	7		O	2009-07-02	D	51 - Exercice d'options	1 217	251.0000USD	2 730
			O	2009-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(566)	251.0000USD	2 164
<i>Options</i>									
Robertson, Mary Jane	7		O	2009-07-02	D	51 - Exercice d'options	(1 217)	251.0000USD	0
Financière Sun Life inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gibara, Germaine	4		O	2009-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	52	30.4898	
			M	2009-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	50	30.4898	4 450
Flaherty & Crumrine Investment Grade Fixed Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Flaherty & Crumrine Investment Grade Fixed Income Fund	1		O	2009-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	7.2000	3 000
			O	2009-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	7.2000	0
			O	2009-06-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	7.2000	1 400
			O	2009-06-19	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)	7.2000	0
			O	2009-06-20	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	7.2000	
			M	2009-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	7.2000	3 000
			O	2009-06-20	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	7.2000	
			M	2009-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	7.2000	0

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2009-06-26	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	7.2000	3 000
			O	2009-06-26	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	7.2000	0
			O	2009-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	7.1500	3 000
			O	2009-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	7.1500	0
Fonds de Placement Immobilier InnVest									
<i>Parts de fiducie</i>									
Anderson, Francis Bushe Blain	4		O	2009-07-09	D	46 - Contrepartie de services	1 791	4.0100	80 883
Gross, Morton	5		O	2009-07-10	D	46 - Contrepartie de services	1 713	4.0100	22 248
Kitt, Michael	5		O	2009-07-10	D	46 - Contrepartie de services	1 402	4.0100	36 710
Mangalji, Fereed Sadrudin	4								
Westmont Hospitality Group	PI		O	2009-07-10	C	46 - Contrepartie de services	1 402	4.0100	2 259 533
Mangalji, Majid	5		O	2009-07-10	D	46 - Contrepartie de services	1 713	4.0100	23 170
Westmont Hospitality Group	PI		O	2009-07-10	C	46 - Contrepartie de services	1 402	4.0100	2 259 533
Mohamed, Minhas	4		O	2009-07-10	D	46 - Contrepartie de services	1 402	4.0100	18 927
Fonds de revenu Bell Aliant Communications régionales									
<i>Deferred Units employee plan</i>									
Rathbun, David	7		O	2009-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	468	24.5900	48 118
			O	2009-05-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	473	24.5900	48 591
			O	2009-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	448	26.2500	49 039
Redden, Zeda	5		O	2009-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	97	24.5900	9 915
			O	2009-05-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	97	24.5900	10 012
			O	2009-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	92	26.2500	10 104
Rignanesi, Catherina	7		O	2009-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	158	24.5900	16 206
			O	2009-05-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	159	24.5900	16 365
			O	2009-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	151	26.2500	16 516
Roberts, R. Michael	7		O	2009-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	193	24.5900	19 864
			O	2009-05-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	196	24.5900	20 060
			O	2009-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	184	26.2500	20 244
Sawler, Catherine	7		O	2009-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	135	24.5900	13 850
			O	2009-05-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	136	24.5900	13 986
			O	2009-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	129	26.2500	14 115
Sheriff, Karen	7		O	2009-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	656	24.5900	67 423
			O	2009-05-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	663	24.5900	68 086

Émetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2009-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	627	26.2500	68 713
Toledano, Jason	5		O	2009-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	124	24.5900	12 746
			O	2009-05-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	125	24.5900	12 871
			O	2009-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	119	26.2500	12 990
Toner, Ivan	7		O	2009-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	259	24.5900	26 607
			O	2009-05-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	261	24.5900	26 868
			O	2009-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	248	26.2500	27 116
Tulk, Heather	7		O	2009-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	354	24.5900	36 286
			O	2009-05-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	357	24.5900	36 643
			O	2009-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	337	26.2500	36 980
Fonds de revenu Benvest New Look									
<i>Parts</i>									
Benvest New Look Income Fund	1		O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	5.5000	10 100*
Fortune Minerals Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
China Mining Resources Group Limited	3								
Best Tone Holdings Limited	PI		O	2009-07-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			9 285 800
Fronsac Capital Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
LASSONDE, MICHEL	4, 5, 3								
HSBC Investdirect (pour le REER de Michel Lassonde)	PI		O	2009-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.1200	6 500
Gabriel Resources Ltd.									
<i>Droits DSUs</i>									
Sinclair, Alistair Murray	4		O	2009-07-07	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 181		46 565
Galleon Energy Inc.									
<i>Options</i>									
Carley, Glenn Robert	4, 5, 3		O	2009-07-13	D	38 - Rachat ou annulation	(35 000)		0
Crabtree, Shivon Maureen	5		O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(75 000)		0
Fenwick, Lawrence Earl	4		O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(75 000)		0
Gilbert, Daryl Harvey	4		O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(75 000)		0
MUNRO, BRADLEY R.	4		O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(75 000)	14.3100	
			M	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)	14.3100	75 000*
			O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(75 000)	20.7200	0
Orton, Dale John	5		O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(220 000)		36 000
Sugianto, Setiahardjono	4, 5		O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(75 000)		0
Tibbles, Christopher Frederick	5		O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(190 000)		30 000*
Wee, William	5		O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(180 000)		30 000
General Donlee Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Genworth MI Canada Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Genworth Financial, Inc.	3								
Brookfield Life Assurance Company Limited	PI		O	2009-06-29	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			112 000 000
			O	2009-07-07	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	(39 640 000)	19.0000	72 360 000
Horn, Sidney M.	4								
CIBC Trust Corporation as trustee of RRSP	PI		O	2009-07-07	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			3 000
			O	2009-07-07	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	1 000	19.0000	4 000
Kelly, Brian Michael	4, 7		O	2009-07-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	19.0000	2 500
Noonan, Susan Ellen	7		O	2009-07-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 000
Vukanovich, Peter Michael	4, 5								
Yvette Vukanovich	PI		O	2009-07-07	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2009-07-07	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 255
<i>Actions spéciales</i>									
Genworth Financial, Inc.	3								
Brookfield Life Assurance Company Limited	PI		O	2009-06-29	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1
<i>Options</i>									
Carbonelli, Cecilia	7		O	2009-07-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			15 000
Kirby, Robert	7		O	2009-07-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			15 000
Messier, Stephanie	7		O	2009-07-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			15 000
Noonan, Susan Ellen	7		O	2009-07-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			15 000
Gestion de fonds Mavrix inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Growth Works Capital Ltd. & Affiliates	3								
1796862 Ontario Ltd.	PI		O	2009-06-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			8 775 457
Rogers, Stephen J.	5								
MFMI Employee Partnership	PI		O	2009-06-30	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(30 000)	0.2500	0
Sarbu, Raluca	5								
MFMI Employee Partnership	PI		O	2009-06-30	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(30 000)	0.2500	0
Shaw, William	5								
MFMI Employee Partnership	PI		O	2009-06-30	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(30 000)	0.2500	0
Spooner, Malvin	4, 5								
MFMI Employee Partnership	PI		O	2009-06-30	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(30 000)	0.2500	0
Steele, Raymond	5								
MFMI Employee Partnership	PI		O	2009-06-30	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(30 000)	0.2500	0
Steele, Steven Michael	5								

Émetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
MFMI Employee Partnership	PI		O	2009-06-30	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(12 500)	0.2500	0
Gitennes Exploration Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Spong, Kerry Melbourne	5		O	2009-07-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	0.0900	139 000*
Global Uranium Fund Inc.									
<i>Equity Share</i>									
Global Uranium Fund Inc.	1		O	2009-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	3.0500	1 500
			O	2009-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	3.0500	0
			O	2009-06-12	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.1000	3 000
			O	2009-06-12	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	3.1000	0
			O	2009-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.1000	3 000
			O	2009-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	3.1000	0
			O	2009-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	700	3.0500	700
			O	2009-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	(700)	3.0500	0
			O	2009-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	2.8000	3 000
			O	2009-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	2.8000	0
			O	2009-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	2.8000	1 800
			O	2009-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	(1 800)	2.8000	0
			O	2009-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	2.7500	3 000
			O	2009-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	2.7500	0
			O	2009-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	2.7500	3 000
			O	2009-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	2.7500	0
Great Canadian Gaming Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bell, Thomas	5		O	2009-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	4.4300	6 951
			O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	4.5500	6 451
The TTRL Family Trust	PI	R	O	2008-04-11	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 100)	11.2600	108 500
		R	O	2008-05-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	10.5000	86 700
		R	O	2008-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 500)	9.9500	78 200
		R	O	2008-06-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 500)	9.7300	72 700
		R	O	2008-06-12	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 100)	9.3500	71 600
		R	O	2008-10-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 100)	5.1800	26 600
		R	O	2008-10-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 200)	4.8900	24 400
		R	O	2008-10-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 300)	4.8500	13 100
		R	O	2008-10-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 900)	5.1000	10 200
		R	O	2008-10-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 700)	5.1600	8 500
Groupe CVTech inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Chiasson, Serge	4								
REER	PI		O	2009-06-11	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2009-06-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	1.5600	5 000
Groupe SportsScene Inc.									
<i>Options</i>									
Bédard, Jean	4, 5, 3		O	2009-07-09	D	50 - Attribution d'options	20 000	9.5000	20 000
Bouchard, Pierre	4		O	2009-07-09	D	50 - Attribution d'options	1 000	9.5000	1 000
Descarie, François	4		O	2009-07-09	D	50 - Attribution d'options	1 000	9.5000	1 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Fillion, Joanne	4		O	2009-07-09	D	50 - Attribution d'options	1 000	9.5000	1 000
Gentiletti, Nelson	4		O	2009-07-09	D	50 - Attribution d'options	1 000	9.5000	4 000
Goyer, André	4		O	2009-07-09	D	50 - Attribution d'options	1 000	9.5000	1 000
Lacombe, Gilles	5		O	2009-07-09	D	50 - Attribution d'options	2 500	9.5000	12 500
St-Germain, Charles	3		O	2009-07-09	D	50 - Attribution d'options	2 500	9.5000	2 500
Vachon, René	4		O	2008-10-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-09	D	50 - Attribution d'options	4 000	9.5000	4 000
Halo Resources Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bloom, Lynda	4, 5		O	2009-07-10	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	738 000	0.0500	1 196 192
Carter, Andrew James Bowden	4		O	2009-07-10	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	80 000	0.0500	80 000
Cernovitch, Marc	5		O	2009-07-10	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	800 000	0.0500	892 800
DeMare, Nick	4		O	2009-07-10	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	20 000	0.0500	303 024
888 Capital Corp.	PI		O	2009-07-10	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	340 000	0.0500	348 866
Lee, William	4		O	2009-07-10	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	80 000	0.0500	85 300
Lim, Harvey	5		O	2009-07-10	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	100 000	0.0500	100 143
<i>Bons de souscription</i>									
Bloom, Lynda	4, 5		O	2009-07-10	D	53 - Attribution de bons de souscription	238 000		250 500
Carter, Andrew James Bowden	4		O	2009-07-10	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	80 000	0.0750	80 000
Cernovitch, Marc	5		O	2009-07-10	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	800 000	0.0750	800 000
DeMare, Nick	4								
888 Capital Corp.	PI		O	2002-06-06	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-10	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	340 000	0.0750	340 000
Lee, William	4		O	2009-07-10	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	80 000	0.0750	80 000
Lim, Harvey	5		O	2002-03-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-10	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	100 000		100 000
Héroux-Devtek Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bélanger, Réal	5		O	2009-07-14	D	99 - Correction d'information	(54 600)		60 875
161437 Canada Inc.	PI		O	2003-02-18	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-14	I	99 - Correction d'information	54 600		54 600
<i>Options</i>									
Bélanger, Réal	5		O	2003-02-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-14	D	99 - Correction d'information	238 653		238 653
161437 Canada Inc.	PI		O	2009-06-04	I	52 - Expiration d'options	(40 000)	9.7700	238 653
			O	2009-07-14	I	99 - Correction d'information	(238 653)		0
Brassard, Martin	5		O	2009-06-04	D	52 - Expiration d'options	(20 000)	9.7700	191 353
Gauvin, Patrice	5		O	2009-06-04	D	52 - Expiration d'options	(20 000)	9.7700	72 178

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Labbé, Gilles	4, 6, 5, 3		M	2006-08-18	D	50 - Attribution d'options	85 000	4.7900	261 037
			O	2009-06-04	D	52 - Expiration d'options	(60 000)	9.7700	291 037
2635-6246 Québec inc.	PI		O	2006-08-18	I	50 - Attribution d'options	85 000	4.7900	
Highpine Oil & Gas Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Waldner, Robert	4		O	2005-07-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2005-07-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			14 201
Hillsborough Resources Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Fitch, Michael Allen	4								
Hillsborough Resources Employee Share Purchase Plan	PI		O	2009-07-06	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	38 755	0.3000	131 324
Irvine, Arthur Barry	4								
Hillsborough Resources Employee Share Purchase Plan	PI		O	2009-07-06	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	22 503	0.3000	99 746
Kirk, Ian	5								
Hillsborough Employee Share Purchase Plan	PI		O	2009-07-06	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	21 461	0.3000	41 658
Slater, David John	4, 5								
Hillsborough Resources Employee Share Purchase Plan	PI		O	2009-07-06	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	31 254	0.3000	150 460
Stephenson, Herbert Gerald	4								
Hillsborough Resources Employee Share Purchase Plan	PI		O	2009-07-06	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	18 752	0.3000	48 344
Stuart, George William	4								
Hillsborough Resources Employee Share Purchase Plan	PI		O	2009-07-06	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	22 503	0.3000	96 886
<i>Convertible Note due July 9, 2011</i>									
Vitol Anker International B.V.	3		O	2009-06-30	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(10 000 000)	0.9300	0
<i>Options</i>									
McGrath, Emmet	4		O	2009-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-06	D	50 - Attribution d'options	50 000	0.3200	50 000
Home Capital Group Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Home Capital Group Inc.	1		O	2009-06-26	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	29.9500	2 500
			O	2009-06-26	D	38 - Rachat ou annulation	(2 500)	29.9500	0
			O	2009-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	30.1700	2 000
			O	2009-06-29	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	30.1700	0
			O	2009-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	300	30.0500	300
			O	2009-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	30.0500	0
			O	2009-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	100	30.8500	100
			O	2009-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	30.8500	0
			O	2009-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	30.9700	2 200
			O	2009-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(2 200)	30.9700	0
Reid, Martin	5		O	2009-06-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	48	30.1484	1 716
Soloway, Gerald M.	4, 5		O	2009-06-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	91	30.1484	443 204

Émetteur Titre	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
						d'actionariat			
Sutherland, Cathy A.	5		O	2009-06-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	38	30.1484	42 697
Horizon Sciences & Technologies Inc.									
<i>Options</i>									
Desbiens, Pierre-Yves	4		O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(15 000)		0
			O	2009-07-10	D	50 - Attribution d'options	15 000		15 000
Gosselin, René	4		O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(15 000)		0
			O	2009-07-10	D	50 - Attribution d'options	15 000		15 000
Martel-Pelletier, Johanne	4, 6, 5, 3		O	2000-08-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2000-08-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			625 000
			O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(625 000)		0
			O	2009-07-10	D	50 - Attribution d'options	625 000		625 000
Massé, Bertrand	5		O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		0
			O	2009-07-10	D	50 - Attribution d'options	50 000		50 000
Nakhleh, Faraj	4		O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(15 000)		0
			O	2009-07-10	D	50 - Attribution d'options	15 000		15 000
Pelletier, Jean-Pierre	4, 6, 5, 3		O	2000-08-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2000-08-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			625 000
			O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(625 000)		0
			O	2009-07-10	D	50 - Attribution d'options	625 000		625 000
Ponton, Gérald	4, 7		O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)		0
			O	2009-07-10	D	50 - Attribution d'options	20 000		20 000
HUMBOLDT CAPITAL CORPORATION									
<i>Actions ordinaires</i>									
Clark, Donald K. RRSP	4, 5 PI	R	O	2009-06-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	1.7100	13 100
		R	O	2009-06-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	1.6100	15 600
IAMGOLD Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Stothart, Peter Gordon	5		O	2008-05-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 743)	11.5800	
			M	2009-05-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 743)	11.5800	2 007
INDEXPLUS INCOME FUND									
<i>Parts de fiducie</i>									
IndexPlus Income Fund	1		O	2009-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	8.2300	24 703 724
			O	2009-06-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	8.3500	24 705 424
			O	2009-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	3 500	8.3900	24 708 924
			O	2009-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	700	8.4000	24 709 624
			O	2009-07-06	D	38 - Rachat ou annulation	900	8.2000	24 710 524
			O	2009-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	8.1800	24 712 324
			O	2009-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	7.9800	24 715 624
			O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	700	7.9500	24 716 324
International Datacasting Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Growth Works Capital Ltd. & Affiliates GrowthWorks Canadian Fund Ltd.	3 PI		O	2009-06-30	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			11 947 763

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
ISEE3D Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Mitchell, Thomas Norman	4, 5		O	2009-07-09	D	46 - Contrepartie de services	112 687		140 013
Romanica, Dwight	4, 5		O	2009-06-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	200 000	0.1500	266 667
			O	2009-06-30	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	166 667	0.1000	433 334
			O	2009-06-30	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	312 457	0.1500	745 791
<i>Bons de souscription</i>									
Romanica, Dwight	4, 5		O	2007-02-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-06-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	200 000	0.2000	200 000
Junex Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Aubert, Jacques	4, 5, 3								
Gestion Jaques Aubert	PI		O	2009-07-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 800)	1.3900	6 504 400
			O	2009-07-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	1.4000	6 503 200
Just Energy Exchange Corp. (formerly Universal Energy Group Ltd.)									
<i>Actions échangeables Series 1</i>									
Dym, Shawn	5		O	2009-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			67 804
SILVER, MARK	5		O	2009-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			74 594
1513549 Ontario	PI		O	2009-07-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			5 272
Shalcor Management Inc.	PI		O	2009-07-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 102 964
			O	2009-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(76 553)	11.3000	1 026 411
<i>Options Share Option Plan</i>									
Dym, Shawn	5		O	2009-07-01	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(40 000)		0
Just Energy Income Fund (formerly Energy Savings Income Fund)									
<i>Just Energy Exchange Corp. - Exchangeable Shares - Series 1</i>									
SILVER, MARK	5								
Shalcor Management Inc.	PI		O	2009-07-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 102 964
		R	O	2009-04-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(76 553)	11.3000	1 026 411
Katanga Mining Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Dhir, Anu	5		O	2009-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	0.4300	206 305
			O	2009-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	56 500	0.4350	262 805
Stoyell, Eric Hugh John	4, 5		O	2009-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	34 000	0.4500	38 638
<i>Droits</i>									
Cosaf Limited	3								
Lora Enterprises Limited	PI		O	2009-06-26	I	58 - Expiration de droits de souscription	(164 252 139)		0
RP Explorer Master Fund	PI		O	2009-06-26	I	58 - Expiration de droits de souscription	(28 695 126)		0
Ruwenzori Limited	PI		O	2009-06-26	I	58 - Expiration de droits de souscription	(15 325 000)		0
Keyera Facilities Income Fund									
<i>Long Term Incentive Plan Unit Awards</i>									
Balzun, Graham Charles	5		O	2009-07-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 695)		
			M	2009-07-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 695)		29 224
Bertram, James Vance	4, 5		O	2009-07-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	(21 000)		91 988
Freeman, Michael Andrew	7		O	2009-07-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 683)		24 685
Isotti, Marzio	5		O	2009-07-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 500)		43 198

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
Lock, Bradley Wayne	5		O	2009-07-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 500)		43 197
Sentes, David A.	5		O	2009-07-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 000)		38 825
Smith, David G.	5		O	2009-07-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	(17 000)		74 282
<i>Parts de fiducie</i>									
Balzun, Graham Charles	5		O	2009-07-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 296	19.8800	8 600
Bertram, James Vance	4, 5		O	2009-07-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	21 607	19.8800	242 284
Catell, Robert B.	4		O	2009-07-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	644	18.5800	22 892
Computershare Trust Company of Canada	PI		O	2009-07-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	644	19.5000	644
			O	2009-07-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(644)	19.4900	0
Davies, Michael Bruce Cook	4		O	2009-07-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	500	18.5800	7 354
Computershare Trust Company of Canada	PI		O	2009-07-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	500	19.5000	500
			O	2009-07-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(500)	19.5000	0
Freeman, Michael Andrew	7		O	2009-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 861	19.8800	26 127
Isotti, Marzio	5		O	2009-07-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	9 775	19.8800	45 674
Laird, Nancy M.	4		O	2009-07-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	417	19.5000	
			M	2009-07-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	417	18.5800	21 835
Computershare Trust Company of Canada	PI		O	2009-07-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	417	19.5000	417
			O	2009-07-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(417)	19.4700	0
Lock, Bradley Wayne	5		O	2009-07-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	9 775	19.8800	29 972
Nichols, H. Neil	4		O	2009-07-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	833	18.5800	24 746
Computershare Trust Company of Canada	PI		O	2009-07-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	833	19.5000	833
			O	2009-07-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(833)	19.4900	0
Sentes, David A.	5		O	2009-07-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	9 260	19.8800	18 301
Smith, David G.	5		O	2009-07-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	17 492	19.8800	147 273
Keystone North America Inc.									
<i>Deferred Share Units</i>									
Byrne, Robert Henry	4		O	2009-07-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	878		12 102
Cerrone, Frank	4		O	2009-07-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 038		9 924
Heen, John Henry	7		O	2009-07-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	818		7 844
Pierce, Robert Leon	7		O	2009-07-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3 819		24 375
Waisberg, Lorie	4		O	2009-07-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 058		7 703
Kokomo Enterprises Inc.									

Émetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
<i>Bons de souscription</i>									
Arenas, Maria	5		MP	2009-07-03	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	13 500		0
La Banque de Nouvelle - Ecosse									
<i>Options</i>									
Lomow, Deborah Michele	5	R	O	2007-12-11	D	50 - Attribution d'options	6 656		
			M	2007-12-11	D	50 - Attribution d'options	6 656		87 151
La Banque Toronto-Dominion									
<i>Actions ordinaires CUSIP 891160 50 9</i>									
Clark, William Edmund	4		O	2009-07-07	D	90 - Changements relatifs à la propriété	2 431		24 951
TD Waterhouse Canada Inc - ASDP	PI		O	2009-07-07	I	51 - Exercice d'options	50 000	36.5000	50 000
			O	2009-07-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(41 087)	57.9800	8 913
			O	2009-07-07	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(2 431)		6 482
			O	2009-07-10	I	47 - Acquisition ou aliénation par don	(6 482)	56.3100	0
Murphy, Stephen	5	R	O	2009-03-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	44.4400	200
<i>Options</i>									
Clark, William Edmund	4								
TD Waterhouse Canada Inc - ASDP	PI		O	2009-07-07	I	51 - Exercice d'options	(50 000)	36.5000	200 000
Reilly, Michael Edward	5		O	2009-07-06	D	51 - Exercice d'options	5 000	44.3000	74 492
			O	2009-07-06	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	57.9800	69 492
La Societe Canadian Tire Limitee									
<i>Actions sans droit de vote Class A</i>									
Collver, Robyn Anne	5, 3								
Trustees of Deferred Profit Sharing Plan	PI		O	2008-06-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	55.5000	
			M	2009-06-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	55.5000	1 000 635
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	994 219
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	994 319
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	994 419
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	994 519
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	994 619
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	994 719
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	994 819
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	994 919
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	995 019
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	995 119
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	995 219
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	995 319
			O	2009-06-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	
			M	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	995 419
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	50.1000	995 819
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	50.1000	996 319
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	50.1000	996 619
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	50.1000	997 119
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	50.1200	997 419
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	93	50.0600	997 512
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	50.0000	997 712
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	50.0000	997 912
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	50.0000	998 812

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	50.1400	999 212
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1400	999 312
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	50.1400	999 512
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.6000	999 612
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	50.6000	1 000 012
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	50.6000	1 000 212
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.6000	1 000 312
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	50.6000	1 000 512
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.2500	1 000 612
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.2500	1 000 712
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.2500	1 000 812
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.2500	1 000 912
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.2500	1 001 012
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.2500	1 001 112
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.2500	1 001 212
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	50.2500	1 001 712
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	50.2500	1 002 012
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	50.2500	1 002 512
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1900	1 002 612
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	75	50.1900	1 002 687
Pasternak, Stanley William	7, 5, 3								
Trustees of Deferred Profit Sharing Plan	PI		O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	994 219
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	994 319
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	50.1000	
			M	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	50.1000	994 719
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	994 819
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	50.1000	995 319
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	995 419
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	50.1000	995 719
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	995 819
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	995 919
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	996 019
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	996 119
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	996 219
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	996 319
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	996 419
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	996 519
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	996 619
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	50.1000	997 119
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	50.1200	997 419
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	93	50.0600	997 512
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	50.0000	997 712
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	50.0000	997 912
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	50.0000	998 812
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	50.1400	999 212
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1400	999 312
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	20.1400	999 512

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.6000	999 612
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	50.6000	1 000 012
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	50.6000	1 000 212
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.6000	1 000 312
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	50.6000	1 000 512
			O	2009-06-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.2500	
			M	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.2500	1 000 612
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.2500	1 000 712
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.2500	1 000 812
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.2500	1 000 912
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.2500	1 001 012
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	50.2500	1 001 512
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	50.2500	1 001 812
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.2500	1 001 912
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.2500	1 002 012
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	50.2500	1 002 512
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1900	1 002 612
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	75	50.1900	1 002 687
Peters, William Lee	3								
Trustees of Deferred Profit Sharing Plan	PI		O	2009-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	55.0000	996 108
			O	2009-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	55.0000	995 908
			O	2009-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	55.0000	995 808
			O	2009-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	55.0000	995 608
			O	2009-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	55.0000	995 508
			O	2009-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	55.0000	995 408
			O	2009-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	55.0000	995 308
			O	2009-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	55.0000	995 208
			O	2009-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	55.0000	995 108
			O	2009-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	55.0000	995 008
			O	2009-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	54.5100	994 308
			O	2009-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	54.5500	994 208
			O	2009-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(89)	54.5000	994 119
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	994 219
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	994 319
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	994 419
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	994 519
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	994 619
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	994 719
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	994 819
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	994 919
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	995 019
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	995 119
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	995 219
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	995 319
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1000	995 419
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	50.1000	995 819
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	50.1000	996 319

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	50.1000	996 619
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	93	50.0600	996 712
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	50.0000	997 712
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	50.0000	997 912
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	50.0000	998 812
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	50.1400	999 212
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1400	999 312
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	50.1400	999 512
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.6000	999 612
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	50.6000	1 000 012
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	50.6000	1 000 212
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.6000	1 000 312
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	50.6000	1 000 512
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.2500	1 000 612
			O	2009-06-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.2500	
			M	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.2500	1 000 712
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.2500	1 000 812
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.2500	1 000 912
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.2500	1 001 012
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.2500	1 001 112
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.2500	1 001 212
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	50.2500	1 001 712
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	50.2500	1 002 012
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	50.2500	1 002 512
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	50.1900	1 002 612
			O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	75	50.1900	1 002 687
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	50.1000	997 212
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	50.1200	997 512
Turner, Mary Louise	7		O	2009-07-07	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(2 000)	52.1000	0
La Societe de Gestioin AGF Limitee									
<i>Actions ordinaires ESOP - Cash</i>									
Hughes, Christine	5		O	2009-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 209		7 435
			O	2009-03-31	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(7 435)		0
BMO Nesbitt	PI		O	2002-06-10	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-03-31	I	90 - Changements relatifs à la propriété	7 435		7 435
			O	2009-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 435)	12.8200	0
<i>Actions ordinaires ESOP - RRSP</i>									
Hughes, Christine	5								
BMO Nesbitt	PI		O	2002-06-10	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
LAB International Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Williams III, Robert O.	5		O	2007-01-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2007-01-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M'	2007-01-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M''	2007-01-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 431 125
Le Groupe Forzani Ltee									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Actions ordinaires</i>									
burnet, richard	5		O	2009-07-15	D	51 - Exercice d'options	7 200	10.2500	7 200
			O	2009-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 200)	14.1500	0
Gass, Donald	4								
Donald E Gass in trust for Creighton Hopper	PI		O	2009-06-10	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2009-06-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	14.0400	800
Donald E Gass in trust for Ellen Gass	PI		O	2009-06-10	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2009-06-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	14.0400	800
Donald E Gass in trust for Hannah Gass	PI		O	2009-06-10	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2009-06-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	13.9400	300
		R	O	2009-06-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	13.9500	400
		R	O	2009-06-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	14.0300	800
Donald E Gass in trust for Paige Hopper	PI		O	2009-06-10	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2009-06-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	14.0400	800
Tremblay, Jean-Stéphane	5		O	2009-07-10	D	51 - Exercice d'options	500	10.2500	4 051
			O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	13.6500	3 551
			O	2009-07-13	D	51 - Exercice d'options	1 000	13.8000	
			M	2009-07-13	D	51 - Exercice d'options	1 000	10.2500	4 551
			O	2009-07-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	13.8000	3 551
			O	2009-07-15	D	51 - Exercice d'options	1 000	10.2500	4 551
			O	2009-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	14.1500	3 551
<i>Options</i>									
burnet, richard	5		O	2009-07-15	D	51 - Exercice d'options	(7 200)	10.2500	145 780
Tremblay, Jean-Stéphane	5		O	2009-07-10	D	51 - Exercice d'options	(500)	10.2500	86 090
			O	2009-07-13	D	51 - Exercice d'options	(1 000)	10.2500	85 090
			O	2009-07-15	D	51 - Exercice d'options	(1 000)	10.2500	84 090
Le Groupe Intertape Polymer Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bunze, George J.	4		O	2007-06-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	4.8600	2 000
			O	2007-09-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 250	3.6100	5 250
			O	2009-04-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.5400	25 250
<i>Options</i>									
Bunze, George J.	4		O	2007-06-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-09-05	D	50 - Attribution d'options	30 000	3.4400	
			M	2007-09-05	D	50 - Attribution d'options	30 000	3.4400	30 000
			O	2009-04-01	D	50 - Attribution d'options	10 000	0.5500	
			M	2009-04-01	D	50 - Attribution d'options	10 000	0.5500	40 000
LE GROUPE NORWALL INC.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Patton, James Joseph	4, 5, 3	R	O	2008-12-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.5000	2 134 678
			O	2009-03-12	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(656 200)		1 478 478
Scottrade	PI		O	2002-03-25	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-03-12	I	90 - Changements relatifs à la propriété	656 200		656 200
Les Compagnies Loblaw Limitee									
<i>Options</i>									
Lovsin, Michael William	5								

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Stock Option SAR Plan	PI		O	2007-03-19	I	50 - Attribution d'options	11 978	47.4400	
			M	2007-03-19	I	50 - Attribution d'options	21 281	47.4400	21 281
Les Explosives Nordex Ltee									
<i>Actions ordinaires</i>									
Peterson, Andrew Timothy	4, 5, 3		O	2009-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.3500	
			M	2009-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	0.3500	994 300
			O	2009-07-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	0.3000	974 300
Les Industries Avcorp Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Growth Works Capital Ltd. & Affiliates	3								
Working Opportunity Fund (EVCC) Ltd.	PI		O	2009-06-30	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			5 132 617
<i>Bons de souscription</i>									
Growth Works Capital Ltd. & Affiliates	3								
Working Opportunity Fund (EVCC) Ltd.	PI		O	2009-06-30	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			100 000
Les Industries Dorel Inc.									
<i>Droits Deferred Share Units</i>									
Benedetti, Alain	4		O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	58		9 267
			O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	787		10 054
Cohen, Dian	4		O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	24		7 569
			O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	354		7 923
Duchesne, Rupert	4		O	2009-05-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	571		571
Gordon, Harold P.	4		O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	70		11 256
			O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	826		12 082
Markee, Richard Lemoine	4		O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	7		1 134
			O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	571		1 705
Tousson, Maurice	4		O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	76		12 224
			O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	994		13 218
<i>Droits Executive Deferred Share Units</i>									
Basile, Hani	5		O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	33		5 254
Rana, Franco	5		O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	33		5 254
Schwartz, Jeffrey	4, 5, 3		O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	33		5 254
Segel, Jeffrey	4, 5, 3		O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	33		5 254
Les mines d'argent ÉCU inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bélanger, Clifford	4		O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(32 500)	0.5200	100 000
Les Mines D'or Excel inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
harvey, martin	4	R	O	2009-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	750 000		1 750 000
Les Placements Montec Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Carrafiello, Marc	3		O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.0200	2 381 525
			O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 000	0.0200	2 392 525
			O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.0300	2 417 525
			O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 000	0.0300	2 431 525
			O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	0.0300	2 461 525
			O	2009-07-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.0300	2 466 525

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2009-07-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.0300	2 469 525
			O	2009-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 000	0.0600	2 476 525
<i>Options</i>									
Bélanger, Vincent	5		O	2008-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	52 500	0.0700	
			M	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(52 500)	0.0700	
			M'	2008-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(52 500)	0.0700	0
Les Ressources Campbell Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Blais, Alain	5		O	2006-11-20	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	62 867		
			M	2006-11-20	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	62 865		272 422
			O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(272 422)	0.0050	0
Les Ressources Yorbeau Inc.									
<i>Droits</i>									
Bodnar jr., Georges	4, 5		O	2000-11-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	110 000	0.2800	
			M	2009-07-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	110 000	0.2800	110 000
Groupe Penelope Inc.	PI		O	2000-11-06	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-06	I	56 - Attribution de droits de souscription	500 000	0.2800	500 000
RRSP	PI		O	2000-11-06	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-06	I	56 - Attribution de droits de souscription	750 000	0.2800	750 000
Société Minière Alta Inc.	PI		O	2000-11-06	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-06	I	56 - Attribution de droits de souscription	9 391 000	0.2800	9 391 000
Crevier, David	4, 5		O	2003-06-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 452 815	0.2800	10 452 815
3650022 Canada Inc.	PI		O	2003-06-06	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-06	I	56 - Attribution de droits de souscription	113 500	0.2800	113 500
RRSP	PI		O	2003-06-06	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-06	I	56 - Attribution de droits de souscription	457 000	0.2800	457 000
Miglia, Valérie	5		O	2003-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	26 679	0.2800	26 679
Renaud, Philip	4		O	2005-06-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 369 000	0.2800	7 369 000
Renaud, Richard J.	4		O	2003-04-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 636 382	0.2800	8 636 382
Northbrock Capital Inc.	PI		O	2003-04-03	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-06	I	56 - Attribution de droits de souscription	2 369 829	0.2800	2 369 829
RRSP	PI		O	2003-04-03	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-06	I	56 - Attribution de droits de souscription	552 000	0.2800	552 000
UGUR, ERCAN	5		O	2006-06-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	60 666	0.2800	60 666
Life & Banc Split Corp.									
<i>Actions privilégiées</i>									
Wong, Ann	5		O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	535	9.3200	535
TFSA	PI		O	2006-10-17	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
LIONS GATE ENTERTAINMENT CORP.									
<i>Actions ordinaires</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Feltheimer, Jon Henry	4, 5		O	2009-07-08	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	43 630		1 583 778
			O	2009-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	(20 266)	5.7300USD	1 563 512
Liquidation World Inc.									
<i>Options</i>									
Ardila, Daniel Joseph	5		O	2009-07-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-13	D	50 - Attribution d'options	400 000	0.6000	400 000
Wightman, Ken	5		O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(400 000)	1.0000	25 000
			O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(15 000)	2.2600	10 000
			O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)	1.4000	0
Look Communications Inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
Cytrynbaum, Michael	4, 5		O	2009-07-09	D	97 - Autre	2 493		37 663*
MALAGA INC.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Branchaud, René	4, 5		O	2009-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	28 000	0.0950	93 000
			O	2009-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	78 000	0.1000	171 000
March Networks Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Graham, Eric	5		O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	3.7000	10 000
Matrikon Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bolton, Hugh John	4		O	2009-07-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 500	2.2000	102 246
			O	2009-07-07	D	35 - Dividende en actions	701		102 947
Jespersen, Kent	4		O	2009-07-07	D	35 - Dividende en actions	701		80 277
			O	2009-07-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 500		84 777
Moore, Robert	4		O	2009-07-07	D	35 - Dividende en actions	701		138 100
			O	2009-07-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 500		142 600
Percy, Michael	4		O	2009-07-07	D	35 - Dividende en actions	701		10 069
			O	2009-07-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 500		14 569
Rennie, Janice Gaye	4		O	2009-07-07	D	35 - Dividende en actions	701		40 890
			O	2009-07-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 500		45 390
			O	2009-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 100	1.5200	46 490
			O	2009-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	1.5300	48 490
			O	2009-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 100	1.5500	52 590
			O	2009-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 800	1.5400	55 390
Rosenfeld, Eric Stuart	4, 3		O	2009-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	77 100	1.6700	81 968
			O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	23 200	1.7400	105 168
			O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 500	1.8000	120 668
			O	2009-07-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 700	1.8500	136 569
			O	2009-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 800	1.9000	142 369
			O	2009-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	21 600	1.9000	163 969
			O	2009-07-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	4 500		125 168

Émetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
						d'actionariat			
			O	2009-07-12	D	35 - Dividende en actions	701		125 869
Somji, Nizar Jaffer	4, 6, 5, 3		O	2009-07-07	D	35 - Dividende en actions	701		272 190
			O	2009-07-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 500		276 690
<i>Restricted Share Units</i>									
Bolton, Hugh John	4		O	2009-07-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 500)	2.2000	0
Jespersen, Kent	4		O	2009-07-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 500)		0
Moore, Robert	4		O	2009-07-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 500)		0
Percy, Michael	4		O	2009-07-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 500)		0
Rennie, Janice Gaye	4		O	2009-07-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 500)		0
Rosenfeld, Eric Stuart	4, 3		O	2009-07-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 500)		4 500
Somji, Nizar Jaffer	4, 6, 5, 3		O	2009-07-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 500)		0
MAYA OR & ARGENT INC.									
<i>Bons de souscription</i>									
Branchaud, René	4, 5		O	2009-07-02	D	55 - Expiration de bons de souscription	(20 000)	0.3500	14 285
Godin, Ghislaine	5		O	2009-07-02	D	55 - Expiration de bons de souscription	(10 000)	0.3500	25 000
Gosselin, Réjean	4, 5		O	2009-07-02	D	55 - Expiration de bons de souscription	(100 000)	0.3500	50 000
Goulet, Guy	4		O	2009-07-02	D	55 - Expiration de bons de souscription	(24 000)	0.3500	0
<i>Options</i>									
Wismer, Roland	4		O	2009-06-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-14	D	50 - Attribution d'options	50 000		50 000
MCAN Mortgage Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Misener, Michael	5								
CIBC Mellon Trust Company	PI		O	2009-01-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	64	9.1300	85
			O	2009-01-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	62	9.4418	147
			O	2009-02-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	61	9.6976	208
			O	2009-02-28	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	56	10.4800	264
			O	2009-03-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	61	10.2146	325
			O	2009-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	63	9.8000	388
			O	2009-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	17	10.4821	405
CIBC Wood Gundy TFSA Account (Michael Misener)	PI		O	2009-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	11	11.4900	540
Sutherland, Ian	4, 3								
Judy Sutherland	PI		O	2009-07-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	334	11.4900	123 234
MDC Partners Inc.									
<i>Actions ordinaires Class A Subordinate Voting Shares</i>									
Nadal, Miles S.	4, 7, 5, 3		O	2009-07-06	D	90 - Changements relatifs à la propriété	363 470		1 503 105

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2009-06-26	D	90 - Changements relatifs à la propriété	208 600		1 139 635
Miles S. Nadal RRSP	PI		O	2009-07-06	C	90 - Changements relatifs à la propriété	(363 470)		330
Nadal Investments Limited	PI		O	2009-06-26	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(208 600)		187 652
Medicago Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Des Marais II, Pierre	4		O	2009-05-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.3400	
			M	2009-06-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.3400	3 000
			O	2009-05-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	43 500	0.3400	
			M	2009-06-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	43 500	0.3400	100 000
Menu Foods Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Bras Family Trust I	3								
Jambras Inc.	PI		O	2009-07-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	1.4000	24 000
			O	2009-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	1.4000	22 000
			O	2009-07-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	1.4000	21 900
Bras, Jamie	3								
Jambras, Inc.	PI		O	2009-07-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	1.4000	24 000*
			O	2009-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	1.4000	22 000*
			O	2009-07-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	1.4000	21 900*
Reynolds, Margaret Anne	6								
Jambras Inc.	PI		O	2009-07-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	1.4000	24 000
			O	2009-07-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	1.4000	22 000
			O	2009-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	1.4000	21 900
Methanex Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Wiggins, Wade	7, 5		O	2009-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			4 877
<i>Options</i>									
Wiggins, Wade	7, 5		O	2009-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			28 020
Mines Aurizon Ltee									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gilbert, Michel	5		O	2009-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	4.4700	25 300
Mines d'Or Dynacor Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Devitre, Richard	4		O	2009-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	0.1750	75 827
MINES D'OR ET DE CUIVRE NEWBASKA LTÉE									
<i>Actions ordinaires</i>									
Turgeon, Robert	4		O	2009-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<i>Billets à ordre</i>									
Veilleux, Charles A.	4, 5, 3		O	2008-01-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2008-12-17	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	\$ 15 000.00		\$ 15 000.00
Mines Richmond Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cauchon, Sandra	5		O	2009-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	3.6500	500
Mines Virginia Inc.									
<i>Options</i>									
Archer, Paul	5		O	2009-07-10	D	50 - Attribution d'options	9 000	3.5700	190 000
Gaumont, André	4, 5		O	2009-07-10	D	50 - Attribution d'options	16 000	3.5700	433 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
MKS Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Jacob, Mario	4		O	2009-07-10	D	50 - Attribution d'options	4 000	3.5700	46 000
Labbé, Pierre	4		O	2009-07-10	D	50 - Attribution d'options	4 000	3.5700	23 000
Lemire, André	4		O	2009-07-10	D	50 - Attribution d'options	5 000	3.5700	65 000
St-Jacques, Claude	4		O	2009-07-10	D	50 - Attribution d'options	4 000	3.5700	46 000
Villeneuve, Robin	5		O	2009-07-10	D	50 - Attribution d'options	7 000	3.5700	118 000
<i>Options</i>									
Gibb, Robert	4		O	2009-07-14	D	50 - Attribution d'options	20 000	1.5400	175 000
Giffen, J. Ian	4		O	2009-07-14	D	50 - Attribution d'options	20 000	1.5400	175 000
Gwin, Howard	4		O	2009-07-14	D	50 - Attribution d'options	20 000	1.5400	150 000
Hoffmann, Christopher	4		O	2009-07-14	D	50 - Attribution d'options	20 000	1.5400	175 000
MOSAID Technologies Incorporated									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gillingham, Peter	5		O	2009-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	15.5300	15 130*
			O	2009-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	15.5500	14 130*
			O	2009-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	15.5100	13 130*
			O	2009-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	15.6000	12 130*
			O	2009-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 700)	15.8500	10 430*
			O	2009-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	15.8800	9 430*
NAL Oil & Gas Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Belliveau, Paul Emile	5		O	2004-07-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			500
			O	2004-11-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	13.6300	1 000
			O	2005-03-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	14.0100	500
Wiswell, Andrew B.	4		O	2009-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 893	8.9500	14 741
Ainsley Wiswell	PI		O	2009-07-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	553	8.9500	11 911
Graham Wiswell	PI		O	2009-07-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	553	8.9500	11 988
Newalta Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Riddell, Clayton H.	3								
Riddell Family Charitable Foundation	PI		O	2009-07-06	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 000)	5.6100	826 623
			O	2009-07-06	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	5.6200	816 623
			O	2009-07-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 200)	5.5000	809 423
			O	2009-07-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 100)	5.4300	806 323
<i>Débetures convertibles Due November 2012</i>									
Riddell, Clayton H.	3								
Riddell Family Charitable Foundation	PI		O	2009-07-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 38 000.00	89.9000	\$ 888 000.00
			O	2009-07-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 112 000.00	90.0000	\$ 1 000 000.00
Newco Bancorp Inc.									
<i>Actions sans droit de vote Class A</i>									
Rotstein, Nancy-Gay	4, 5, 3								
Municipal Bankers Corporation (1931) Limited	PI		O	2009-07-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	1.0000	1 262 139
NESBITT BURNS-RRSP A/C	PI		O	2009-07-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	1.0000	497 420

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Noront Resources Ltd.									
<i>Options common shares</i>									
Atkinson, James Robert	5		O	2008-07-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	250 000	0.6200	250 000
Graham, David Bruce	4		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	350 000	0.6200	590 000
Hanson, Wesley Clay	5		O	2009-06-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-06-29	D	50 - Attribution d'options	1 000 000	0.6200	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	1 000 000	0.6200	1 000 000
Harvey, John Dennis	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	500 000	0.6200	1 150 000
Jobin, Joanne	5		O	2009-06-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-06-29	D	50 - Attribution d'options	250 000	0.6200	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	250 000	0.6200	250 000
Mungall, James Edward	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	315 000	0.6200	415 000
North American Palladium Ltd.									
<i>Bons de souscription</i>									
Van Staveren, Gregory Joseph	4	R	O	2009-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	0.1500	60 000
Northern Star Mining Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Awde, Jonathan Charles Timothy	5	R	O	2009-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.5000	808 900
		R	O	2009-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.5100	813 900
		R	O	2009-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.5200	815 900
		R	O	2009-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.5200	825 900
		R	O	2009-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.5300	830 900
			O	2009-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 500	0.5100	836 400
			O	2009-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.5300	841 400
			O	2009-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 000	0.5100	849 400
			O	2009-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	0.5300	844 400
			O	2009-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.5300	849 400
			O	2009-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	0.5200	839 400
			O	2009-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.5200	849 400
			O	2009-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 500	0.5100	905 900
			O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.5100	931 900
			O	2009-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.5700	864 400
			O	2009-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.5200	867 400
			O	2009-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.5400	892 400
			O	2009-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.5300	897 400
			O	2009-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.5700	902 400
			O	2009-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.5200	915 900
			O	2009-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.5200	930 900
			O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.5300	956 900
			O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.4900	966 900
			O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.4900	967 900
			O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	0.4900	969 400
Northland Power Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Gloutney, Pierre Dorothy	4	PI	O	2009-07-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	10.1100	8 392

Émetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2009-07-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	10.4000	9 392
NOVA Chemicals Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
International Petroleum Investment Company	3								
NOVA Chemicals Holding GmbH	PI		O	2009-07-06	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	83 160 889	6.0000USD	83 160 889
			O	2009-07-06	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	25 000 000	6.0000USD	108 160 889
			O	2009-07-06	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	33 333 333	6.0000USD	141 494 222
Lesky, Mark Joseph	7								
B2B Trust, A subsidiary of Laurentian Bank	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(779)	6.0000USD	0
MacDonald, Lawrence Allan	5		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(3 935)	6.0000USD	0
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(6 725)	6.0000USD	0
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of U.S. Employee Savings & Profit Sharing Restoration Plan.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(5 328)	6.0000USD	0
Held by Margaret MacDonald (Spouse).	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(832)	6.0000USD	0
Held by RBC Action Direct	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 011)	6.0000USD	0
Held by the Trustee of NOVA Chemicals Corp. Employee Savings & Profit Sharing Plan.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(5 814)	6.0000USD	0
Magro, Charles Victor	7		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(752)	6.0000USD	0
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of U.S. Employee Savings & Profit Sharing Restoration Plan	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 187)	6.0000USD	0
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(3 536)	6.0000USD	0
Held by CIBC Imperial Services for personal account of C. Magro.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 210)	6.0000USD	0
Held by NatCity Investments	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(2 377)	6.0000USD	0
Manning, John (Jack) Earl	5								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(7 287)	6.0000USD	0
Mirosh, Walentin (Val)	5		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(163)	6.0000USD	0
Held by BMO Nesbitt Burns in Personal Account.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(3 601)	6.0000USD	0
Held by Spouse, Diane Mirosh in RRSP account with CIBC.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 500)	6.0000USD	0
Held in RRSP at TD Securities.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(100)	6.0000USD	0
Mitchell, William Charles	7								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(17 192)	6.0000USD	0
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings and Profit Sharing Restoration Plan.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(14 131)	6.0000USD	0

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre Initié Porteur inscrit									
Held by Fidelity Investments in personal IRA.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(5 700)	6.0000USD	0
Mustoe, Jack Stephen	5		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(18 846)	6.0000USD	0
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(3 410)	6.0000USD	0
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of U.S. Employee Savings & Profit Sharing Restoration Plan.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(6 244)	6.0000USD	0
Pappas, Christopher Daniel	7		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(18 750)	6.0000USD	0
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(16 880)	6.0000USD	0
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of U.S. Employee Savings & Profit Sharing Restoration Plan.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(35 760)	6.0000USD	0
Poole, Allan Edward	7								
Held by TD Waterhouse.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(5 500)	6.0000USD	0
Held by the Trustee of NOVA Chemicals Corp. Employee Savings & Profit Sharing Plan.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(9 808)	6.0000USD	0
Held in trust for Gavin Robert Mathers, Grandson.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(275)	6.0000USD	0
Held in trust for Leah Poole, Daughter.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(500)	6.0000USD	0
Held in trust for Spenser Poole, Son.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(600)	6.0000USD	0
Schuetzler, Angela Michelle	7								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 222)	6.0000USD	0
Held by Dion Heinsen (Spouse) in Fidelity brokerage account.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 500)	6.0000USD	0
Siegrist, John Thomas	7								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(29 435)	6.0000USD	0
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings and Profit Sharing Restoration Plan.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(5 041)	6.0000USD	0
Held by TD Ameritrade - personal IRA account	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(500)	6.0000USD	0
Snyder, Jr., Robert Stuart	7								
Held by Charles Schwab JTEN account held jointly with spouse Catherine Snyder.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(10 425)	6.0000USD	0
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(16 099)	6.0000USD	0
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings and Profit Sharing Restoration Plan.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(5 653)	6.0000USD	0
Stanford, James Mark	4								
Held by TD Greenline in brokerage account.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(3 000)	6.0000USD	0
Thompson, Thomas Arthur	5								
Held by the Trustee of NOVA Chemicals Corp. Employee Savings & Profit Sharing Plan	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(9 184)	6.0000USD	0

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Thomson, Grant Charles	7								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(9 577)	6.0000USD	0
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of U.S. Employee Savings & Profit Sharing Restoration Plan.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 007)	6.0000USD	0
Held by Colleen D. Thomson, Spouse.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(700)	6.0000USD	0
Held by National Bank Securities Trading Account	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(6 500)	6.0000USD	0
Torres, Antonio	7								
Held in IRA account with PNC Wealth Management.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 750)	6.0000USD	0
Held in personal account with PNC Wealth Management.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 750)	6.0000USD	
			M	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(5 984)	6.0000USD	0
Tulk, David Raymond	7								
Held by the Trustee of NOVA Chemicals Corp. Employee Savings & Profit Sharing Plan.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(2 977)	6.0000USD	0
Held in Spousal RRSP for Spouse Jane Tulk at MRS Trust Company.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(575)	6.0000USD	0
Van Hemmen, Richard Douglas	5								
Held by NOVA Chemicals Corp. Employee Savings & Profit Sharing Plan	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(2 480)	6.0000USD	0
Vermani, Rakesh	7								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 959)	6.0000USD	0
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of U.S. Employee Savings & Profit Sharing Restoration Plan	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(2 169)	6.0000USD	0
Held by UBS in account in the name of Ranju Vermani	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(2 335)	6.0000USD	0
UBS AG, Pittsburgh	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(11 631)	6.0000USD	0
Wade, William Eric	7								
Held by TD Waterhouse in discount brokerage account	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(11 000)	6.0000USD	0
Held by the Trustee of NOVA Chemicals Corp. Employee Savings & Profit Sharing Plan for Melinda Wade, spouse.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(4 679)	6.0000USD	0
Held by the Trustee of NOVA Chemicals Corp. Employee Savings & Profit Sharing Plan.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(6 832)	6.0000USD	0
Watson, Debra Pearl	7		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 080)	6.0000USD	0
Held by the Trustee of NOVA Chemicals Corp. Employee Savings & Profit Sharing Plan	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(3 352)	6.0000USD	0
Held by the Trustee of NOVA Chemicals Corp. Employee Savings & Profit Sharing Plan for Dave Watson - Spouse	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 230)	6.0000USD	0
Held in brokerage account with BMO	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(3 000)	6.0000USD	0
Watson, Kevin Robert	7								
Held by Trustee of NOVA Chemicals Corp. Employee Savings & Profit	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique	(3 771)	6.0000USD	0

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
Sharing Plan						d'achat, regroupement ou acquisition			
Wilkinson, Gregory	5								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian Employee Savings & Profit Sharing Plan	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(4 349)	6.0000USD	0
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Restoration Plan.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(725)	6.0000USD	0
Held in account with TD Ameritrade	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(4 414)	6.0000USD	0
Williams, Trevor Leigh	7								
Held by the Trustee of NOVA Chemicals Corporation Employee Savings & Profit Sharing Plan	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(2 214)	6.0000USD	0
Held in brokerage account, BMO	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(625)	6.0000USD	0
Held in RRSP account by BMO Investorline	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 500)	6.0000USD	0
Wolstencroft, Pamela	7								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Emp Svgs & Profit Svngs Plan for Warren Wolstencroft - spouse	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(805)	6.0000USD	0
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Saviangs & Profit Sharing Plan	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(5 514)	6.0000USD	0
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of U.S. Employee Savings & Profit Sharing Restoration Plan	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 829)	6.0000USD	0
Raymond James, Ltd. (SDRRSP)	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(235)	6.0000USD	0
Wong, Tim Ting Tin	7								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings and Profit Sharing Plan.	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(10 320)	6.0000USD	0
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings and Profit Sharing Restoration Plan	PI		O	2009-07-06	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(480)	6.0000USD	0
<i>Options Employee Stock Options to Purchase Common Shares</i>									
Lesky, Mark Joseph	7		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(13 500)		0
Ludwick, Arnold Martin	4		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(24 000)		0
MacDonald, Lawrence Allan	5		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(71 500)		0
Magro, Charles Victor	7		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(8 150)		0
Manning, John (Jack) Earl	5		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 100)		0
Mirosh, Walentin (Val)	5		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(53 600)		0
Mustoe, Jack Stephen	5		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(28 400)		0
Pappas, Christopher Daniel	7		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(10 400)		0
Poole, Allan Edward	7		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(24 450)		0
Schuetzler, Angela Michelle	7		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(4 850)		0

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Siegrist, John Thomas	7		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(18 950)		0
Stanford, James Mark	4		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(33 950)		0
Thompson, Thomas Arthur	5		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(9 600)		0
Thomson, Grant Charles	7		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(29 450)		0
Torres, Antonio	7		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(8 900)		0
Tulk, David Raymond	7		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(22 525)		0
Van Hemmen, Richard Douglas	5		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(5 050)		0
Vermani, Rakesh	7		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(13 100)		0
Wade, William Eric	7		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(20 250)		0
Watson, Debra Pearl	7		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(7 550)		0
Watson, Kevin Robert	7		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(6 500)		0
Wilkinson, Gregory	5		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(23 600)		0
Williams, Trevor Leigh	7		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 850)		0
Wolstencroft, Pamela	7		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(6 675)		0
Wong, Tim Ting Tin	7		O	2009-07-06	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(2 550)		0
Noveko International inc.									
<i>Actions ordinaires Class A</i>									
Parent, Jean-Guy	4		O	2009-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.6000	57 000
Nstein Technologies inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Benoit, Stéphanie	5		O	2009-07-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 757	0.2846	36 083
Desaulniers, Jean-François	7		O	2009-07-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 757	0.2846	816 180
Filiatreault, Luc	4, 5		O	2009-07-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 757	0.2846	7 602
Martel, Bruno	5								
Cibc Mellon - compte reer	PI		O	2009-07-09	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 757	0.2846	44 140
Texier, Jean-Michel	5		O	2009-07-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 757	0.2846	210 233
NUVISTA ENERGY LTD.									
<i>Options</i>									
Dalman, Steven Jon	5		O	2009-07-01	D	52 - Expiration d'options	12 500		
			M	2009-07-01	D	52 - Expiration d'options	(12 500)		222 725

Émetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2009-07-02	D	52 - Expiration d'options	(6 875)		215 850
Froese, Robert	5		O	2006-07-01	D	52 - Expiration d'options	10 000		
			M	2009-07-01	D	52 - Expiration d'options	(10 000)		266 000
Subscription Receipt									
Ontario Teachers' Pension Plan Board	3		O	2008-03-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-07	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 500 000	11.0000	1 500 000
Opta Minerals Inc.									
Actions ordinaires									
Beutel, Austin Cecil	4, 6								
Oakwest Corporation Limited	PI		O	2009-07-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	1.2000	3 158 200
			O	2009-07-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	1.2000	3 159 200
Orleans Energy Ltd.									
Actions ordinaires									
Bernhard, Dean	5		O	2009-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 504	2.0500	323 107
House, Calvin	5		O	2009-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 260	2.0500	21 874
Olson, Barry	4, 5		O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	1.9400	388 662
			O	2009-07-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	1.9300	386 162
			O	2009-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 504	2.0500	387 666
Schuster, Richard Alfred	5		O	2009-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 504	2.0500	229 825
Spice, Brent	5		O	2009-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	630	2.0500	7 457
Stephen, Mark Lindsay	5		O	2009-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	780	2.0500	16 864
Paramount Energy Trust									
Parts de fiducie									
Burnett, Evelyn Irene	5, 8		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			58 551
GRABAS, ALLAN VICTOR	5, 8		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			96 769
Orriss, Kevin Tracey	5, 8		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			96 511
Rumpf, Karlton Howard	5, 8		O	2009-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			61 421
Pason Systems Inc.									
Actions ordinaires									
Rodda, Robert Alexander	5		O	2008-06-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	24 000		
			M	2008-06-02	D	51 - Exercice d'options	24 000		46 645
Passport Metals Inc.									
Actions ordinaires									
SHAFFER, LAARA	4		O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	0.1700	160 000
			O	2009-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	0.1650	150 000
Patheon Inc.									
Restricted Voting Shares (Common Shares redesignated-Apr/07)									
JLL Patheon Holdings LLC	3		O	2009-07-08	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	400	2.0000USD	34 242 537
			O	2009-07-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	750	2.0000USD	34 243 287
			O	2009-07-14	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique	400	2.0000USD	34 243 687

Émetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit						d'achat, regroupement ou acquisition			
Pembina Pipeline Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Watkinson, Donald James	5								
DJW & DH Jointly	PI		O	2009-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	14.2700	400
			O	2009-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 700	14.2900	6 100
			O	2009-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	700	14.3100	6 800
Pengrowth Energy Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Webster, Christopher Geoffrey	5		O	2009-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3 965	8.4700	114 348
PEYTO Energy Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Braund, Rick	4		O	2009-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	8.8768	1 187 126
PharmaGap Inc. (formerly Sebring Resources Ltd.)									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bryden, Roderick M.	4								
SC Stormont Holdings Inc.	PI		O	2009-07-15	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(7 742 519)		20 858 493
<i>Common Shares on loan</i>									
Bryden, Roderick M.	4								
SC Stormont Holdings Inc.	PI		O	2009-07-15	C	97 - Autre	717 000		6 104 000
Phoenix Technology Income Fund									
<i>trust units</i>									
Shafer, Jeffery John	5		O	2009-04-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 500)	7.0000	
			M	2009-04-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(34 500)	7.0000	75 600*
RRSP	PI		O	2009-07-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	8.0100	3 400*
			O	2009-07-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	8.0000	900*
Pigboss suivi croissance inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Arsenault, Martin	4		O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			200 000
Pelletier, Serge	4, 5, 3		O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			225 000
Serge Pelletier Consultant inc.	PI		O	2008-06-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			125 000
Seguin, Gilles	4		O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			178 000
<i>Bons de souscription Prix d'exercice: 0,65\$; Date d'expiration: 30 juin 2010</i>									
Pelletier, Serge	4, 5, 3		O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			62 500
Seguin, Gilles	4		O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			76 500
<i>Options</i>									
Arsenault, Martin	4		O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			40 000
Pelletier, Serge	4, 5, 3		O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			185 726
Seguin, Gilles	4		O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			40 000
Platinum Group Metals Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Jones, R. Michael	4, 5		O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.9800	722 765
			O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 500	1.0100	727 265
			O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 500	1.0200	747 765
Plazacorp Retail Properties Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Zakuta, Michael Aaron	4, 5, 3								
Z-Corp Financial 2007 Ltd.	PI		O	2009-07-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	2.3500	155 700
PNI Digital Media Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hall, Thomas Kyle	4, 5	R	O	2009-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	1.5000	120 150
Scarth, Ian Peter Campbell	4		O	2009-07-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	1.4500	854 884
Polaris Minerals Corporation									
<i>Options</i>									
Lynch, Darlene	5		O	2009-07-07	D	50 - Attribution d'options	30 000	1.9900	138 000
Singleton, David Forster	4		O	2009-07-07	D	50 - Attribution d'options	75 000	1.9900	243 750
Westerlund, Mike	5		O	2009-07-07	D	50 - Attribution d'options	30 000	1.9900	117 750
WILSON, HERBERT GODFREY ANTHONY	4, 5		O	2009-07-07	D	50 - Attribution d'options	75 000	1.9900	319 792*
Precision Drilling Trust									
<i>Droits Deferred Trust Units</i>									
Brown, Frank Mallory	4		O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 578		17 389
Donovan, William T.	4		O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 599		7 063
Dunn, William Carmichael	7		O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 599		12 554
Felesky, Brian Arthur	4		O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 361		30 213
Gibson, Robert James Sinclair	4		O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 332		20 924
Hagerman, Allen R.	4		O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 657		26 457
Letwin, Stephen Joseph James	7		O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 145		25 755
Murray, Patrick M.	4		O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 599		10 744
Pheasey, Frederick W.	7		O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 903		32 077
Phillips, Robert L.	7		O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 599		14 593
Turbidy, Trevor Martin	4		O	2009-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 361		17 172
Profound Energy Inc. (formerly known as Cork Exploration Inc.)									
<i>Actions ordinaires</i>									
Paramount Energy Trust	3		O	2009-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			31 739 356
			O	2009-07-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	350 295	1.5700	32 089 651
			O	2009-07-14	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	127 645	1.5900	32 217 296
Progress Energy Resources Corp. (formerly ProEx Energy Ltd.)									
<i>Actions ordinaires</i>									
Archibald, Donald	4		O	2009-07-02	D	97 - Autre	7 922	9.6300	2 034 457
Brussa, John Albert	4		O	2009-07-02	D	97 - Autre	7 922	9.6300	197 526
Crone, Howard James	4		O	2009-07-02	D	46 - Contrepartie de services	7 922		808 588
Svarich, Terrance Donald	4		O	2009-07-10	D	51 - Exercice d'options	50 000	5.6500	216 498
<i>Options</i>									
Svarich, Terrance Donald	4		O	2009-07-10	D	51 - Exercice d'options	(50 000)	5.6500	0
<i>Options Performance Unit</i>									
Archibald, Donald	4		O	2009-07-02	D	97 - Autre	(5 281)	9.6300	13 000
Brussa, John Albert	4		O	2009-07-02	D	97 - Autre	(5 281)	9.6300	26 219
Crone, Howard James	4		O	2009-07-02	D	46 - Contrepartie de services	(5 281)		13 000
			O	2009-07-02	D	46 - Contrepartie de services	9 000		22 000
Perron, Gary	4		O	2009-07-02	D	97 - Autre	(5 281)	9.6300	31 281
<i>Options Share Unit Award</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Pure Energy Services Ltd.									
<i>Options</i>									
Allsopp, Harold	4		O	2009-07-08	D	50 - Attribution d'options	10 000		30 000
Buchanan, Ian Hamilton	7, 5		O	2009-07-08	D	50 - Attribution d'options	55 000		125 000
De Bonis, Michael Paul Jr.	7, 5		O	2009-07-08	D	50 - Attribution d'options	70 000		170 000
Delaney, James Kevin	4, 7, 5		O	2009-07-08	D	50 - Attribution d'options	70 000		170 000
Gabel, Bradley Warren	4, 5		O	2009-06-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-08	D	50 - Attribution d'options	70 000		70 000
Knutson, Harry Louis	4		O	2009-06-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-08	D	50 - Attribution d'options	10 000	1.7700	10 000
Lich, Miles	4		O	2009-06-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-08	D	50 - Attribution d'options	10 000		10 000
Niers, Rutger Carel Lodewijk	5		O	2009-07-08	D	50 - Attribution d'options	70 000		170 000
Peters, Brian Bruno	5		O	2009-07-08	D	50 - Attribution d'options	70 000		150 000
Pusch, Shari J.	7, 5		O	2009-07-08	D	50 - Attribution d'options	6 000		13 500
Simoneau, Troy Stephen	5		O	2009-06-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-08	D	50 - Attribution d'options	55 000		55 000
Smith, James Cameron	4		O	2009-07-08	D	50 - Attribution d'options	10 000	1.7700	30 000
WILKINSON, ROBERT	4		O	2009-07-08	D	50 - Attribution d'options	10 000		30 000
Quincaillerie Richelieu Ltée									
<i>Actions ordinaires</i>									
Dion, Christian	5		O	2009-07-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	22	17.8250	619
Giasson, Alain	5		O	2009-07-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	175	17.8250	8 895
Grenier, Guy	5		O	2009-07-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	81	17.8250	37 091
Guindon, NORmand	5		O	2009-07-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	155	17.8250	16 004
Lord, Richard	4, 5		O	2009-07-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	108	17.8250	1 407 282
Quevillon, Geneviève	5		O	2009-07-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	40	17.8250	576
RDM Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
RDM Corporation	1		O	2009-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	1.0000	500
			O	2009-06-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	1.0300	500
			O	2009-06-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	1.0300	500
			O	2009-06-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	1.0300	500
			O	2009-06-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	1.0100	500

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2009-06-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.9800	1 000
			O	2009-06-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.9700	1 000
			O	2009-06-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.9200	1 000
			O	2009-06-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.9000	1 000
			O	2009-06-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.9800	1 000
			O	2009-06-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.9500	1 000
			O	2009-06-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.9800	1 000
			O	2009-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.9800	1 000
			O	2009-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.9800	1 000
			O	2009-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	1.0000	0
			O	2009-06-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	1.0300	0
			O	2009-06-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	1.0300	0
			O	2009-06-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	1.0300	0
			O	2009-06-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	1.0100	0
			O	2009-06-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	0.9800	0
			O	2009-06-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	0.9700	0
			O	2009-06-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	0.9200	0
			O	2009-06-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	0.9000	0
			O	2009-06-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	0.9800	0
			O	2009-06-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	0.9500	0
			O	2009-06-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	0.9800	0
			O	2009-06-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	0.9800	0
			O	2009-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	0.9800	0
Redcliffe Exploration Inc.									
<i>Actions ordinaires Class A</i>									
Connolly, Daryl	4, 5		O	2009-07-09	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	37 000	0.2500	1 164 318
Research In Motion Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cotter, Francis	5		O	2009-06-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<i>Options</i>									
Cotter, Francis	5		O	2009-06-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Ressources Abitex inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bryce, Robert	4, 7, 5, 3		O	2009-07-10	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	57 143	0.1750	1 540 804
<i>Bons de souscription</i>									
Bryce, Robert	4, 7, 5, 3		O	2009-07-10	D	53 - Attribution de bons de souscription	28 572	0.2500	
			M	2009-07-10	D	53 - Attribution de bons de souscription	28 572		88 572
Ressources Cartier inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cloutier, Philippe	4, 5		O	2009-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	28 000	0.1800	105 000
Ressources d'Arianne Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Belisle, Denis	4		O	2009-07-03	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(296 800)		74 200
Forrest, Norman	5		O	2009-07-03	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(767 066)		191 767
Hébert, Lucie	5								

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Christian Tremblay Lapointe, Bernard	PI		O	2009-07-03	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(12 000)		3 000
	4		O	2009-07-15	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(405 302)		
			M	2009-07-03	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(405 302)		101 325
Intergestion GL	PI		O	2009-07-15	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(788 054)		
			M	2009-07-03	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(788 054)		197 013
Servant, Serge Vachon, Alain	4		O	2009-07-03	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(96 000)		24 000
	4		O	2009-07-03	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(66 000)		16 500
Bons de souscription									
Belisle, Denis	4		O	2009-07-03	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(77 600)		19 400
Forrest, Norman	5		O	2009-07-03	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(40 000)		10 000
Options									
Belisle, Denis	4		O	2009-07-03	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(880 000)		220 000
			O	2009-07-13	D	50 - Attribution d'options	50 000		270 000
Boivin, Luc	4		O	2009-07-03	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(680 000)		170 000
			O	2009-07-13	D	50 - Attribution d'options	50 000		220 000
Forrest, Norman	5		O	2009-07-03	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(900 000)		225 000
			O	2009-07-13	D	50 - Attribution d'options	50 000		275 000
Hébert, Lucie	5		O	2009-07-03	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(280 000)		70 000
			O	2009-07-13	D	50 - Attribution d'options	50 000		120 000
Christian Tremblay Lapointe, Bernard	PI		O	2009-07-03	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(40 000)		10 000
	4		O	2009-07-03	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(1 140 000)		285 000
			O	2009-07-13	D	50 - Attribution d'options	50 000		335 000
Servant, Serge	4		O	2009-07-03	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(600 000)		150 000
			O	2009-07-13	D	50 - Attribution d'options	50 000		200 000
TOLLARI, NADÈGE	5		O	2009-07-03	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(240 000)		60 000
			O	2009-07-13	D	50 - Attribution d'options	50 000		110 000
Vachon, Alain	4		O	2009-07-03	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(520 000)		130 000
			O	2009-07-13	D	50 - Attribution d'options	50 000		180 000
Ressources Golden Tag Ltee									
Actions ordinaires									
Tomasino, Antoinette	8		O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.1700	353 900
Ressources KWG inc.									
Actions ordinaires									
Smeenk, Frank Cornelius	4		O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	101 000	0.0250	2 523 000
Ressources Métanor Inc.									
Actions ordinaires									
Tremblay, André	5		O	2009-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			7 000
Options									
Tremblay, André	5		O	2009-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			265 000
			O	2009-07-01	D	50 - Attribution d'options	75 000		340 000
Ressources Pershimco inc.									
Actions ordinaires									
Bureau, Roger	4, 5, 3		O	2009-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.0850	1 293 085
Ressources Strateco inc.									
Actions ordinaires 119266432 en circulation au 20 octobre 2008									
Hebert, Guy	4, 5								
BBH Geo-Management inc.	PI		O	2009-07-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 000	0.8100	4 634 614

Émetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2009-07-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.8200	4 637 614
			O	2009-07-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.8300	4 640 614
Ressources Threegold Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Soares, Octavio	4		O	2009-07-14	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	100 000	0.1000	552 403
<i>Bons de souscription</i>									
Soares, Octavio	4		O	2008-07-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-14	D	53 - Attribution de bons de souscription	100 000		100 000
Ressources Thundermin Inc.									
<i>Options Incentive Stock Options</i>									
Suttie, Robert	5		O	2009-07-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-08	D	50 - Attribution d'options	50 000	0.1600	50 000
Retrocom Mid-Market Real Estate Investment Trust									
<i>Parts</i>									
dato, edward j	4		O	2009-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 500	7.5100	
			M	2009-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 500	2.5100	7 500
RIOCAN REAL ESTATE INVESTMENT TRUST									
<i>Parts de fiducie</i>									
Gelgoot, Raymond Michael	4		O	2009-04-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	240	12.2300	
			M	2009-04-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	287	12.2300	50 912
			O	2009-05-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	273	12.9800	51 185
			O	2009-06-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	246	14.5400	51 431
			O	2009-07-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	249	14.5000	51 680
Rogers Sugar Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Authier, Richard	5		O	2009-04-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	3.7600	3 000
Seacliff Construction Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
George, Phillip	4, 6		O	2009-07-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	7.5000	7 762 022
			O	2009-07-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 100	7.7500	7 764 122
Selwyn Resources Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Pan Pacific Metal Mining Corporation	3		O	2009-07-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
SemBioSys Genetics Inc.									
<i>Options</i>									
Brown, Dean	5		O	2009-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)	1.0300	215 000
Sentry Select Diversified Income Fund (previously Sentry Select Diversified Income Trust)									
<i>Parts de fiducie</i>									
Driscoll, John Fenbar	4, 7, 5								
Merrilyn Driscoll	PI		O	2009-07-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	497	2.8700	62 502

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
SHAW COMMUNICATIONS INC.									
<i>Actions sans droit de vote Class "B"</i>									
Ferras, Michael	5		O	2009-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	17.9000	100
Shaw, Bradley	4, 5								
ESPP - Employee Share Purchase Plan	PI		O	2009-07-14	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	397	17.9700	9 303
Shaw, Jim	4, 5								
ESPP	PI		O	2009-07-14	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	824	17.9700	26 406
Shaw, JR	4, 5, 3								
Employee Share Purchase Plan	PI		O	2009-07-14	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	653	19.9700	
			M	2009-07-14	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	653	17.9700	56 780
Shaw, Julie	5								
Employee Share Purchase Plan	PI		O	2009-07-14	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	196	19.9700	
			M	2009-07-14	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	196	17.9700	6 002
Yuill, Willard	4		O	2009-07-14	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(100)		897 564
<i>Options</i>									
Avis, Deb	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	80 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	80 000	19.5400	185 000
Bachand, Paul	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	10 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	10 000	19.5400	62 000
Baker, Steve	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	30 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	30 000	19.5400	112 500
Bashnick, Rhonda	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	80 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	80 000	19.5400	280 000
Bissonnette, Peter	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	350 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	350 000	19.5400	1 150 000
Brazeau, Jean	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	125 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	125 000	19.5400	555 000
Caron, Denise	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	30 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	30 000	19.5400	80 000
Cummins, Jim	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	60 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	60 000	19.5400	376 664
D'Avella, Michael	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	150 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	150 000	19.5400	513 336
Donnici, Shannon	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	145 000
English, Trevor	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	60 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	60 000	19.5400	200 000
Ferras, Michael	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	181 836
Fletcher, Donald	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	175 000
Hall, Michael	7		O	2009-06-29	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	
			M'	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	185 000
Ham, Michael	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	195 000
Johnson, Peter	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	228 000
Kernahan, Cam	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	228 000
Ki, Wai	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	175 000
Kucharski, Chris	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	30 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	30 000	19.5400	82 500
McEwen, Doug	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	122 000
Medd, Terrence	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	228 000
MEHR, JEFFREY	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	200 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	200 000	19.5400	388 000
Murray, Phil	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	185 000
Park, Alex	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	205 000
Pizante, Gary	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	30 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	30 000	19.5400	159 000
Porter, Mark	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	80 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	80 000	19.5400	510 000
Pultz, Greg	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	185 000
Rathwell, Cynthia	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	186 000
Shaw, Bradley	4, 5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	300 000	19054.0000	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	300 000	19.5400	850 000
Shaw, Jim	4, 5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	350 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	350 000	19.5400	1 050 000
Shaw, JR	4, 5, 3		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	400 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	400 000	19.5400	1 000 000
Shaw, Julie	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	125 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	125 000	19.5400	395 000
Stakic, Zoran	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	80 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	80 000	19.5400	260 000
Steiger, Dennis	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	80 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	80 000	19.5400	228 000
Stein, Ken C.	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	150 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	150 000	19.5400	525 000
Stuart, Ellamarja Elizabeth	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	19.5400	200 000
Taylor, Peter	5		O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	30 000	19.5400	

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Wilson, Stephen	5		M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	30 000	19.5400	69 500
			O	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	300 000	19.5400	
			M	2009-06-30	D	50 - Attribution d'options	300 000	19.5400	950 000
Sherritt International Corporation									
<i>Débetures 7.875 Senior Unsecured Series A due November 26, 2012</i>									
Owen, Daniel	4								
Molin Holdings Limited	PI		O	2009-07-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(\$ 800 000.00)	93.2500	\$ 776 150.00
			O	2009-07-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(\$ 76 150.00)	93.2500	\$ 700 000.00
			O	2009-07-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(\$ 700 000.00)	92.8750	\$ 0.00
Shore Gold Inc.									
<i>Options</i>									
Hillier, Arnie E.	4		O	2009-07-06	D	50 - Attribution d'options	75 000	0.4700	175 000
McCallum, Robert A.	4		O	2009-07-06	D	50 - Attribution d'options	75 000	0.4700	225 000
McMillan, Neil	4		O	2009-07-06	D	50 - Attribution d'options	75 000	0.4700	150 000
Menell, Brian Michael	4		O	2009-07-06	D	50 - Attribution d'options	75 000	0.4700	125 000
Rothwell, James R.	4		O	2009-07-06	D	50 - Attribution d'options	75 000	0.4700	373 500
Stanley, William	4		O	2009-07-06	D	50 - Attribution d'options	75 000	0.4700	322 250
Société Financière Manuvie									
<i>Deferred Share Units</i>									
Cassaday, John M.	4		O	2009-06-30	D	46 - Contrepartie de services	2 172	20.9400	39 783
Celeste, Lino Joseph	4		O	2009-06-30	D	46 - Contrepartie de services	1 026	20.9400	21 542
d'Aquino, Thomas Paul	4		O	2009-06-30	D	46 - Contrepartie de services	2 029	20.9400	22 329
DeWolfe, Richard B.	4		O	2009-06-30	D	46 - Contrepartie de services	3 125	20.9400	38 049
Ducros, Pierre	4		O	2009-06-30	D	46 - Contrepartie de services	961	20.9400ITL	34 302
Hand, Scott McKee	4		O	2009-06-30	D	46 - Contrepartie de services	984	20.9400	6 305
Harding, Robert J	4		O	2009-06-30	D	46 - Contrepartie de services	1 886	20.9400	6 700
Helms, Luther Sherman	4		O	2009-06-30	D	46 - Contrepartie de services	2 461	20.9400	15 355
Marsden, Lorna Ruth	4		O	2009-06-30	D	46 - Contrepartie de services	984	20.9400	19 916
Sloan, Hugh W.	4		O	2009-06-30	D	46 - Contrepartie de services	1 286	20.9400	29 248
Thiessen, Gordon George	4		O	2009-06-30	D	46 - Contrepartie de services	1 241	20.9400	29 766
Spectral Diagnostics Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Growth Works Capital Ltd. & Affiliates	3								
Mavrix Small Companies Fund	PI		O	2009-05-22	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-06-30	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 370 100		1 370 100
Mavrix Strategic Small Cap Fund	PI		O	2009-05-22	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-06-30	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	575 000		575 000
SPUR VENTURES INC.									
<i>Actions ordinaires</i>									
The Rule Family Trust	3		O	2009-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	471 000	0.1998USD	8 983 000
Stella-Jones Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Godin, Rémi	5		O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 885)	22.0000	13 000
			O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	22.2500	10 000
Stellar Pacific Ventures Inc.									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Options</i>									
Cloutier, Raymond	5		O	2008-07-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-02	D	50 - Attribution d'options	200 000		200 000
STELMINE CANADA LTÉE									
<i>Options</i>									
Lemay, Michel	4, 5		O	2008-06-04	D	50 - Attribution d'options	250 000	0.1600	
			M	2008-06-04	D	50 - Attribution d'options	250 000		250 000
STRATA Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Strata Income Fund	1		O	2009-06-26	D	38 - Rachat ou annulation	600	2.9500	8 447 492
			O	2009-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	400	3.0000	8 447 892
Suncor Energie Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Nelson, Murray Bruce	5								
Fidelity	PI		O	2009-07-14	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(4 257)		0
Sunlife Financial	PI		O	2003-06-16	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-14	I	90 - Changements relatifs à la propriété	4 257		4 257
Taseko Mines Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Armstrong, William Paul	4		O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	45 000	1.8800	55 000
TECSYS Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Sasser, Stephen	4		O	2009-04-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 700	1.8500	9 700
			O	2009-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 300	1.9000	12 000
Tekmira Pharmaceuticals Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Forrest, Kenneth Michael	4		O	2009-06-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	1.1615	
		R	M	2009-06-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	1.1615	63 500
			O	2009-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 100	1.1684	
		R	M	2009-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 100)	1.1684	52 400
			O	2009-07-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	44 500	1.1500	
			M	2009-07-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(44 500)	1.1500	7 900
			O	2009-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	1.1500	
			M	2009-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	1.1500	5 900
Growth Works Capital Ltd. & Affiliates	3								
GrowthWorks Canadian Fund Ltd.	PI		O	2009-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 511 099)	0.9509	0
TerraVest Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Armoyan, George	6		O	2009-07-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 500	2.3800	304 100*
			O	2009-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 400	2.3800	306 500*
			O	2009-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	23 300	2.3900	329 800*
			O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	31 500	2.3900	361 300*
			O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	18 300	2.3800	379 600*
Sethian, Raffi	5		O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	2.4000	186 800
			O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	2.3900	166 800
			O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	2.3800	146 800

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2009-07-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	2.3900	121 800
			O	2009-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(70 000)	2.3900	51 800
Tesco Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
CENTENNIAL ENERGY PARTNERS LLC	3								
Centennial Energy Partners V, L.P.	PI		O	2009-07-13	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(58 373)	7.4500USD	0
Centennial Energy Partners, L.P.	PI		O	2009-07-13	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(2 390 476)	7.4500USD	0
Hoyt Farm Partners, LP	PI		O	2009-07-13	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(1 943 754)	7.4500USD	0
Quadrennial Partners, L.P.	PI		O	2009-07-13	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(521 047)	7.4500USD	0
Seldin, Peter	4		O	2009-07-13	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(76 766)	7.4500USD	0
Thompson Creek Metals Company Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
McDonald, Ian James	4, 5		O	2009-07-09	D	51 - Exercice d'options	50 000	7.4200	313 247
			O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	11.8600	312 947
			O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	11.8500	311 147
			O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 300)	11.8400	307 847
			O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 900)	11.8000	293 947
			O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	11.8200	293 747
			O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	11.8100	292 847
			O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 100)	11.7800	291 747
			O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 900)	11.7700	282 847
			O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	11.7600	272 847
			O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 600)	11.7200	263 247
<i>Options</i>									
McDonald, Ian James	4, 5		O	2009-07-09	D	51 - Exercice d'options	(50 000)	7.4200	325 000
Transat A.T. inc.									
<i>Action à droit de vote de catégorie B</i>									
Bellefeuille, Michel	7		O	2009-01-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	89	18.3000	1 566
			O	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	14	9.6100	1 580
Bernatchez, Ronny	7		O	2009-01-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	77	18.3000	1 168
			O	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	9	9.6100	1 177
Bussièrès, Bernard	5		O	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	187	9.6100	29 033
Chayer, Lyne	7		O	2009-01-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	79	18.3000	1 043
			O	2009-02-02	D	35 - Dividende en actions	9	9.6100	
			M	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	9	9.6100	1 052
Codère, Denis	7		O	2009-01-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	79	18.3000	689
			O	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	6	9.6100	695
Côté, Jean	7		O	2008-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	37	35.2500	5 025
			O	2009-01-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	89	18.3000	6 432
			O	2009-02-02	D	35 - Dividende en actions	34	9.6100	
			M	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	34	9.6100	6 466
De Cesare, Lina	4, 7, 5		O	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	159	9.6100	62 576

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
De Cesare, Lucy	7		O	2009-01-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	112	18.3000	1 354
			O	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	12	9.6100	1 366
De Montigny, André	7, 5		O	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	112	9.6100	13 678
Dilollo, Michael	7		O	2009-01-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	149	18.3000	2 288
			O	2009-02-02	D	35 - Dividende en actions	21	9.6100	
			M	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	21	9.6100	2 309
Eustache, Jean-Marc	4, 7, 5		O	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	279	9.6100	401 766
Gagnon, Lise	7		O	2008-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	23	35.2500	548
			O	2009-01-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	45	18.3000	2 521
			O	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	9	9.6100	2 530
Gentiletti, Nelson	7, 5		O	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	105	9.6100	13 328
Godbout, Daniel	7		O	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	216	9.6100	38 371
Graham, Allen B.	7		O	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	150	9.6100	15 078
Guérard, Annick	7		O	2009-01-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	76	18.3000	725
			O	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	6	9.6100	731
Heffron, Denise	7		O	2008-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	38	35.2500	1 163
			O	2009-01-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	91	18.3000	1 974
			O	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	18	9.6100	1 992
Knowlton, William S.	7		O	2008-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	38	35.2500	981
			O	2009-01-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	89	18.3000	1 773
			O	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	16	9.6100	1 789
Lalumière, Yves	7		O	2008-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	34	35.2500	1 116
			O	2009-01-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	81	18.3000	1 830
			O	2009-02-02	D	35 - Dividende en actions	11	9.6100	
			M	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	11	9.6100	1 841
Lavoie, Simon	7		O	2009-01-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	49	35.2500	
			M	2009-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	49	35.2500	67
			O	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	5	9.6100	72
Lemay, Michel	5		O	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	34	9.6100	6 567
Malito, Anna	7		O	2009-01-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	157	18.3000	1 789
			O	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	16	9.6100	1 805
Nakhleh, Tawfiq	7		O	2008-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	58	35.2500	4 847
			O	2009-01-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	137	18.3000	4 750
			O	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	15	9.6100	4 765

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Païement, Jean-Luc	7		O	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	14	9.6100	1 208
Pellerin, Jean-Luk	5		O	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	26	9.6100	2 280
Pétrin, Denis	7		O	2009-01-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	128	18.3000	1 450
			O	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	13	9.6100	1 463
Roche, Paul	5		O	2009-01-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	103	18.3000	886
			O	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	7	9.6100	893
Scarfo, Joe	7		O	2008-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	26	35.2500	960
			O	2009-01-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	62	18.3000	2 114
			O	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	18	9.6100	2 132
Sureau, Philippe	4, 7, 5		O	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	112	9.6100	316 609
Viens, Suzanne	7		O	2008-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	41	35.2500	1 856
			O	2009-01-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	99	18.3000	2 731
			O	2009-02-09	D	35 - Dividende en actions	12	9.6100	2 743
Trimac Income Fund									
<i>Exchange Rights re: TTSI Exchangeable Shares, Series 2</i>									
Davy, Barry W.	7								
Trimac Holdings Ltd.	PI		O	2009-07-15	C	97 - Autre	509		45 840
McCaig, Maurice Wayne	4, 6								
Trimac Holdings Ltd. (THL) (Security controlled under THL Tracking Shares beneficially owned by Mo-Mac Investments Ltd.)	PI		O	2009-07-15	C	97 - Autre	887		79 844
TRIMAC HOLDINGS LTD.	3		O	2009-07-15	D	97 - Autre	1 396		125 684
<i>Exchange Rights re: TTSI Exchangeable Shares, Series 4</i>									
McCAIG HOLDINGS LIMITED	3								
Trimac Holdings Ltd.	PI		O	2009-07-15	C	97 - Autre	48 401		4 356 084
McCaig, Jeffrey James	4, 6								
Trimac Holdings Ltd.	PI		O	2009-07-15	C	97 - Autre	5 541		498 701
Trimac Holdings Ltd. (THL) (Security controlled under THL Tracking Shares bene. owned by McVestco Holdings Company)	PI		O	2009-07-15	C	97 - Autre	6 050		544 527
Trimac Holdings Ltd. (THL) (Security controlled under THL Tracking Shares beneficially owned by McCaig Holdings Limited)	PI		O	2009-07-15	C	97 - Autre	48 401		4 356 084
McCaig, Maurice Wayne	4, 6								
Trimac Holdings Ltd. (THL) (Security controlled under THL Tracking Shares beneficially owned by Mo-Mac Investments Ltd.)	PI		O	2009-07-15	C	97 - Autre	8 578		771 984
TRIMAC HOLDINGS LTD.	3		O	2009-07-15	D	97 - Autre	70 338		6 753 177
<i>Exchangeable Security Voting Rights</i>									
Davy, Barry W.	7								
Trimac Holdings Ltd.	PI		O	2009-07-15	C	97 - Autre	509		68 484
McCAIG HOLDINGS LIMITED	3								
Trimac Holdings Ltd.	PI		O	2009-07-15	C	97 - Autre	48 401		7 011 338
McCaig, Jeffrey James	4, 6								
Trimac Holdings Ltd. (THL) (Security controlled under THL Tracking Shares bene. owned by McVestco Holdings Company)	PI		O	2009-07-15	C	97 - Autre	6 050		544 527
Trimac Holdings Ltd. (THL) (Security controlled under THL Tracking Shares	PI		O	2009-07-15	C	97 - Autre	48 401		7 011 338

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Trinidad Drilling Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Heier, Michael Erskine	4		O	2009-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(24 000)		456 001
			O	2009-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 800)		442 201
CKL Exploration Ltd.	PI		O	2009-07-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(24 000)		483 237
			O	2009-07-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 800)		469 437
Schindle & Basin Oilfield Construction	PI		O	2009-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(72 000)		861 334
			O	2009-07-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(41 600)		819 734
Troy Resources NL									
<i>Actions ordinaires</i>									
Chambers, Gordon Robert	4								
CDS Inc.	PI		O	2009-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.1000	20 000
JONES, JOHN LOAD CECIL	4								
maciver	PI		O	2009-07-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(85 280)		13 144
Twin Butte Energy Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
SAUNDERS, JAMES MACLEO	4, 5		O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	33 600	0.7000	2 620 097*
Universal Energy Group Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Dym, Shawn	5		O	2007-05-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2007-05-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M'	2009-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 727
SILVER, MARK	5		O	2007-02-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2009-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<i>Droits Restricted Share Units</i>									
SILVER, MARK	5		O	2007-02-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2009-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<i>Options Share Option Plan</i>									
Dym, Shawn	5		O	2007-05-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2009-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
SILVER, MARK	5		O	2007-02-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2009-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Uranium Bay Resources Inc. (formerly Ressources Pro-Spect-Or Inc.)									
<i>Actions ordinaires</i>									
Drapeau, Noëlle	4								
6710018 Canada inc.	PI		O	2009-06-18	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2009-06-18	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			325 000
Velan Inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
Velan Inc.	1		O	2009-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	(2 300)	12.5000	
			M	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(2 300)		20 200
			O	2009-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	(2 300)	12.0600	

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			M	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(2 300)		17 900
			O	2009-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	11.8500	
			M	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)		15 900
			O	2009-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	(2 300)	11.9000	
			M	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(2 300)		13 600
			O	2009-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	(2 300)	11.9000	
			M	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(2 300)		11 300
			O	2009-06-10	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)	10.8500	
			M	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)		9 200
			O	2009-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	(2 300)	11.7500	
			M	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(2 300)		6 900
			O	2009-06-22	D	38 - Rachat ou annulation	(2 300)	11.2000	
			M	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(2 300)		4 600
			O	2009-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	(2 300)	10.8900	
			M	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(2 300)		2 300
			O	2009-06-19	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	11.4000	17 900
			O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(2 300)		0
Vermilion Energy Trust									
<i>Options</i>									
Beique, Paul	5		O	2009-07-13	D	51 - Exercice d'options	(900)	18.2700	24 100
Patel, Dhirajlal	5		O	2009-07-03	D	51 - Exercice d'options	(21 000)	8.1500	12 000
<i>Parts de fiducie</i>									
Beique, Paul	5		O	2009-07-13	D	51 - Exercice d'options	900		48 783
			O	2009-07-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	28.6100	47 883
Madison, William F.	4		O	2009-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	28.1200	43 725
			O	2009-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	27.8100	42 725
			O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	28.3900	41 725
			O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	28.3500	40 725
Patel, Dhirajlal	5		O	2009-07-03	D	51 - Exercice d'options	21 000	8.1500	52 256
Viterra Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Berger, Steven	5		O	2009-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	103	9.8895	2 810
Brooks, Mike A.	5		O	2009-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	74	9.8895	6 654
Cameron, Ronald Gordon	5		O	2009-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	151	9.8895	10 889
Chapman, Don	5		O	2009-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	190	9.8895	5 510
Dean, Raymond J.	5		O	2009-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	16	9.8895	10 184
Fox, Nick	5		O	2009-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	126	9.8895	3 079
Gerrand, Karl	5		O	2009-07-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	173	9.1977	24 035
Hallborg, Kevin	4		O	2009-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	149	9.8895	6 556
Jeworski, Kyle	5		O	2009-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	126	9.8895	5 985

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
						d'actionnariat			
Lokash, Katherine Julia	5		O	2009-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	61	9.8895	1 902
Malkoske, Brett William	5		O	2009-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	54	9.8895	1 071
McLennan, Rex John	5		O	2009-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	268	9.8895	8 542
McQueen, Dean	5		O	2009-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	126	9.8895	7 979
Miller, Robert Dana	5		O	2009-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	221	9.8895	2 054
Mooney, William	5		O	2009-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	158	9.8895	4 519
Muirhead, Andrew	5		O	2009-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	174	9.8895	4 125
Reifferscheid, David James	5		O	2009-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	34	9.8895	718
Schmidt, Mayo	5		O	2009-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	600	9.8895	304 623
Shipman, Noah Geoffrey	5		O	2009-04-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	44	9.8895	44
Smith, Kelley Jo	5		O	2009-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	85	9.8895	2 072
Theaker, Grant	5		O	2009-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	135	9.8895	3 279
Wansbutter, Richard	5		O	2009-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	139	9.8895	2 479
Wonnacott, Doug	5		O	2009-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	206	9.8895	1 571
Volta Resources Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bullock, Kevin	4, 5		O	2009-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 000	0.1900	
			M	2009-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 000	0.1900	106 138
			O	2009-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 000	0.1750	114 138
West Timmins Mining Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Wagner, Darin Walter	4, 5		O	2009-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 000)	1.5000	73 600
			O	2009-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	700	1.4600	74 300
			O	2009-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	1.5100	75 100
RRSP itf Darin Wagner	PI		O	2009-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	13 000	1.4500	118 258
<i>Options</i>									
Carlson, Eric	4		O	2009-07-09	D	50 - Attribution d'options	50 000	1.5500	450 000
Crossgrove, Peter Alexander	4		O	2009-07-09	D	50 - Attribution d'options	50 000	1.5500	200 000
Eaton, Thor	4								
THOR EATON	PI		O	2009-07-09	I	50 - Attribution d'options	50 000	1.5500	650 000
Hallam, Frank	4, 5		O	2009-07-09	D	50 - Attribution d'options	50 000	1.5500	550 000
Jones, R. Michael	4		O	2009-07-09	D	50 - Attribution d'options	50 000	1.5500	550 000
O'Connor, Wayne James	4, 5		O	2009-07-09	D	50 - Attribution d'options	50 000	1.5500	605 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Taddei, Larry	5		O	2009-07-09	D	50 - Attribution d'options	110 000	1.5500	410 000
Wagner, Darin Walter	4, 5		O	2009-07-09	D	50 - Attribution d'options	75 000	1.5500	975 000
Westshore Terminals Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Pattison, James A.	3								
0774327 BC Ltd.	PI		O	2009-06-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 500)	11.5143	10 652 773
			R	2009-06-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(74 500)	11.5563	10 578 273
			R	2009-06-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	11.5800	10 528 273
			R	2009-07-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(39 600)	11.5500	10 488 673
			R	2009-07-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 100)	11.6123	10 476 573
			R	2009-07-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(32 900)	11.5731	10 443 673
Wildcat Exploration Ltd.									
<i>Bons de souscription</i>									
Fillion, Denis	4	R	O	2008-05-20	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	100 000		
			M	2009-05-20	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	100 000		300 000
YIELDPLUS Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Yieldplus Income Fund	1		O	2009-06-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 900)	6.2100	30 716 469
			O	2009-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	6.2600	30 718 869
			O	2009-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	600	6.1600	30 719 469
			O	2009-07-06	D	38 - Rachat ou annulation	900	6.0500	30 720 369
			O	2009-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	900	6.0500	30 721 269
			O	2009-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	5.9100	30 722 869
			O	2009-07-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	5.9200	30 724 369
			O	2009-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	6.2200	30 725 969
YM BioSciences Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
ALLAN, DAVID G. P.	4								
Baric Systems Inc.	PI		O	2009-06-29	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(50 000)	3.4000	0
CURMUDGEON CORP.	PI		O	2009-06-29	I	90 - Changements relatifs à la propriété	50 000	3.4000	50 000
ZARGON ENERGY TRUST									
<i>Parts de fiducie</i>									
Baird, Henry Jacob	5		O	2009-07-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	220	15.7060	14 712
Dranchuk, Jason Brent	5								
BMO Nesbitt - RRSP	PI		O	2009-07-07	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	161	15.7060	3 088
Hansen, Craig Henry	4, 5		O	2009-07-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	316	15.7060	316
Heagy, Brent	5		O	2009-07-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	243	15.7060	4 357
Howard, Tracy Leigh	7								
BMO Nesbitt - RRSP	PI		O	2009-07-07	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	136	15.7060	3 825
Kergan, Brian	5								
BMO Nesbitt Burns	PI		O	2009-07-07	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	228	15.7060	9 457
Lake, Mark Ian	5								

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-	Date de	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre			ration	l'opération					
Initié									
Porteur inscrit									
RC Lake Spouse RRSP	PI		O	2009-07-07	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	164	15.7060	16 370
Roulston, Daniel Albert	5								
D.A. Roulston RRSP	PI		O	2009-07-07	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	237	15.7060	25 224
Schwetz, Lorne Douglas	5								
BMO Nesbitt Burns - RRSP	PI		O	2009-07-07	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	188	15.7060	4 496
Thorsen, Allen Dale	5		O	2009-07-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	223	15.7060	877
Zarlink Semiconductor Inc.									
<i>Actions privilégiées</i>									
Zarlink Semiconductor	1		O	2009-07-06	D	38 - Rachat ou annulation	200	18.1000	7 500
			O	2009-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	18.1000	8 500
			O	2009-07-14	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	18.1000	9 500

ANNEXE 3 LISTE DES OPÉRATIONS D'INITIÉS DÉCLARÉES HORS DÉLAI (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)

Vous trouverez, sous la présente annexe, une liste des opérations d'initiés déclarées hors délai dans le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI). Il s'agit de la liste des initiés qui n'ont pas déclaré leur emprise ou une modification à leur emprise à l'intérieur des délais prescrits par la Loi. Cette liste est publiée chaque semaine, mais les opérations déclarées hors délai n'y apparaissent qu'une seule fois.

Le détail des opérations déposées en retard est publié à l'Annexe B1 (Déclarations d'initiés SEDI). Ces opérations sont codifiées « R ».

L'information publiée dans cette annexe est tirée du rapport hebdomadaire produit par le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI).

Les initiés ou leurs agents autorisés sont responsables des informations entrées dans le système et, par conséquent, de celles contenues dans le présent rapport. L'information entrée directement dans SEDI prévaut toutefois sur celle présentée ci-dessous. Certaines informations entrées par les initiés ou leurs agents, qui ne sont pas automatiquement traduites par le système, peuvent être publiées en français ou en anglais.

Le personnel rappelle aux initiés qu'ils doivent, en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières (LVM), déclarer leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti au Québec de façon exacte et claire et ce, dans un délai de dix jours, sauf dans certains cas précis.

L'initié qui ne déclare pas, dans les délais requis, toute modification à son emprise sur les titres de l'émetteur à l'égard duquel il est initié peut être tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire ou être passible d'une amende à la suite d'une poursuite pénale.

La sanction administrative pécuniaire est prévue à l'article 274.1 LVM et à l'article 271.14 du Règlement sur les valeurs mobilières (RVM). Cette sanction administrative pécuniaire est imposée aux initiés des émetteurs assujettis pour lesquels le Québec agit à titre d'autorité principale. Afin de bien les identifier, les opérations de ces initiés apparaissent en caractère gras dans la présente Annexe. Cette sanction administrative pécuniaire est de 100 \$ par omission de déclarer pour chaque jour au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$.

L'infraction pouvant faire l'objet d'une poursuite pénale est prévue à l'article 202 LVM, avec référence à l'article 97 LVM et à l'article 174 RVM. Une telle infraction rend l'initié passible d'une amende de 1 000 \$ à 20 000 \$ dans le cas d'une personne physique et d'une amende de 1 000 \$ à 50 000 \$ dans les autres cas. Pour informations, veuillez communiquer avec l'Autorité des marchés financiers.

Opérations d'initiés déclarées hors délai				
Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
Anderson, Francis Bushe Blain	DundeeWealth Inc. (formerly Dundee Wealth Management Inc.)	2009-04-01	2009-07-13	ON
Awde, Jonathan Charles Timothy	Northern Star Mining Corp.	2009-07-02	2009-07-14	QC
	Northern Star Mining Corp.	2009-07-02	2009-07-14	QC
	Northern Star Mining Corp.	2009-07-02	2009-07-14	QC
	Northern Star Mining Corp.	2009-07-02	2009-07-14	QC
	Northern Star Mining Corp.	2009-07-02	2009-07-14	QC
Bell, Thomas	Great Canadian Gaming Corporation	2008-04-11	2009-07-09	BC
	Great Canadian Gaming Corporation	2008-05-26	2009-07-09	BC
	Great Canadian Gaming Corporation	2008-06-05	2009-07-09	BC
	Great Canadian Gaming Corporation	2008-06-10	2009-07-09	BC
	Great Canadian Gaming Corporation	2008-06-12	2009-07-09	BC
	Great Canadian Gaming Corporation	2008-10-09	2009-07-09	BC
	Great Canadian Gaming Corporation	2008-10-10	2009-07-09	BC
	Great Canadian Gaming Corporation	2008-10-14	2009-07-09	BC
	Great Canadian Gaming Corporation	2008-10-14	2009-07-09	BC
	Great Canadian Gaming Corporation	2008-10-14	2009-07-09	BC
Bowers, Peter R.	General Donlee Income Fund	2009-06-24	2009-07-13	ON
	General Donlee Income Fund	2009-06-24	2009-07-13	ON
	General Donlee Income Fund	2009-06-26	2009-07-13	ON
Brigstocke, Nicholas	Azure Dynamics Corporation	2009-06-30	2009-07-15	BC
Brown, Graham	Capital Power Corporation	2009-06-30	2009-07-16	AB
Chiasson, Serge	Groupe CVTech inc.	2009-06-16	2009-07-15	QC
Clark, Donald K.	HUMBOLDT CAPITAL CORPORATION	2009-06-04	2009-07-16	AB
	HUMBOLDT CAPITAL CORPORATION	2009-06-30	2009-07-16	AB
Cooke, Bradford	Endeavour Silver Corp.	2009-06-22	2009-07-13	BC
Deacon, Donald Campbell	Azure Dynamics Corporation	2009-06-30	2009-07-15	BC

Opérations d'initiés déclarées hors délai

Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
diversiTrust Energy Income Fund				
	diversiTrust Energy Income Fund	2008-11-05	2009-07-15	ON
	diversiTrust Energy Income Fund	2008-11-06	2009-07-15	ON
	diversiTrust Energy Income Fund	2008-11-11	2009-07-15	ON
	diversiTrust Energy Income Fund	2008-11-14	2009-07-15	ON
	diversiTrust Energy Income Fund	2008-11-20	2009-07-15	ON
	diversiTrust Energy Income Fund	2008-11-25	2009-07-15	ON
Everton Resources Inc.				
	Adventure Gold inc.	2009-07-01	2009-07-15	QC
	Adventure Gold inc.	2009-07-01	2009-07-15	QC
Fleming, Karen Lynn				
	Chemin de Fer Canadien Pacifique Limitée	2009-05-14	2009-07-15	AB
Fonds de solidarité FTQ				
	Atrium Innovations Inc.	2009-06-23	2009-07-09	QC
Forrest, Kenneth Michael				
	Tekmira Pharmaceuticals Corporation	2009-06-23	2009-07-13	BC
	Tekmira Pharmaceuticals Corporation	2009-06-30	2009-07-13	BC
Gass, Donald				
	Le Groupe Forzani Ltee	2009-06-15	2009-07-15	AB
	Le Groupe Forzani Ltee	2009-06-15	2009-07-15	AB
	Le Groupe Forzani Ltee	2009-06-15	2009-07-15	AB
	Le Groupe Forzani Ltee	2009-06-15	2009-07-15	AB
	Le Groupe Forzani Ltee	2009-06-15	2009-07-15	AB
	Le Groupe Forzani Ltee	2009-06-15	2009-07-15	AB
General Motors Corporation				
	Corporation Hydrogenique	2006-10-16	2009-07-10	ON
Gouin, James Christopher				
	Azure Dynamics Corporation	2009-06-30	2009-07-15	BC
Hall, Thomas Kyle				
	PNI Digital Media Inc.	2009-07-03	2009-07-14	BC
Hart, Paul L.				
	Electrovaya Inc.	2009-06-29	2009-07-10	ON
	Electrovaya Inc.	2009-06-29	2009-07-10	ON
	Electrovaya Inc.	2009-06-29	2009-07-10	ON
	Electrovaya Inc.	2009-06-29	2009-07-10	ON
	Electrovaya Inc.	2009-06-29	2009-07-10	ON
	Electrovaya Inc.	2009-06-29	2009-07-10	ON
harvey, martin				

Opérations d'initiés déclarées hors délai

Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
	Les Mines D'or Excel inc.	2009-07-03	2009-07-16	QC
Henriksen, Gordon Neil				
	Exploration Knick inc.	2009-06-26	2009-07-10	QC
Kent, Margaret Meri				
	Century Mining Corporation	2008-09-17	2009-07-10	BC
Lacasse, Richard-Marc				
	Ditem Explorations Inc.	2003-12-18	2009-07-16	QC
	Ditem Explorations Inc.	2007-02-09	2009-07-16	QC
Levine, Randal				
	Corporation Vector Aérospatiale	2008-06-15	2009-07-15	NF
	Corporation Vector Aérospatiale	2009-06-30	2009-07-15	NF
Murphy, Stephen				
	La Banque Toronto-Dominion	2009-03-24	2009-07-14	ON
O'Shea, Declan G.				
	Corporation Vector Aérospatiale	2009-06-30	2009-07-15	NF
Padilla, James Jerome				
	Azure Dynamics Corporation	2009-06-30	2009-07-15	BC
Pattison, James A.				
	Westshore Terminals Income Fund	2009-06-30	2009-07-14	BC
	Westshore Terminals Income Fund	2009-06-30	2009-07-14	BC
	Westshore Terminals Income Fund	2009-07-02	2009-07-14	BC
	Westshore Terminals Income Fund	2009-07-02	2009-07-14	BC
	Westshore Terminals Income Fund	2009-07-03	2009-07-14	BC
Patton, James Joseph				
	LE GROUPE NORWALL INC.	2008-12-12	2009-07-13	ON
Porter, James				
	ALAMOS GOLD INC	2009-07-03	2009-07-16	BC
Rafuse, Quinton Marshall				
	Ember Resources Inc.	2009-07-01	2009-07-13	AB
Rana, Sandip				
	49 North Resource Fund Inc. (formerly 49 North Resource Fund Limited Partnership)	2009-06-22	2009-07-15	
	49 North Resource Fund Inc. (formerly 49 North Resource Fund Limited Partnership)	2009-06-22	2009-07-15	
Sharp, Dennis Ambrose				
	Azure Dynamics Corporation	2009-06-30	2009-07-15	BC
SILVER, MARK				
	Just Energy Income Fund (formerly Energy Savings Income Fund)	2009-04-01	2009-07-10	ON
Van Staveren, Gregory Joseph				

Opérations d'initiés déclarées hors délai

Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
	North American Palladium Ltd.	2009-06-30	2009-07-11	ON
Veilleux, Charles A.	MINES D'OR ET DE CUIVRE NEWBASKA LTÉE	2008-12-17	2009-07-13	QC

ANNEXE 4 LISTE DES SOCIÉTÉS ADMISSIBLES AU RÉGIME D'ÉPARGNE-ACTIONS

Aucune information.

7.

Bourses, chambres de compensation, organismes d'autoréglementation et autres entités réglementées

- 7.1 Avis et communiqués
 - 7.2 Réglementation de l'Autorité
 - 7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées
 - 7.4 Autres consultations
 - 7.5 Autres décisions
-

7.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Services de dépôt et de compensation CDS inc. (« CDS ») – Modifications d'ordre technique apportées aux procédés et méthodes de la CDS – Nouvelle fonction de gestion des utilisateurs Web

L'Autorité des marchés financiers publie le projet, déposé par la CDS, de modifications d'ordre technique apportées aux procédés et méthodes de la CDS concernant une nouvelle fonction de gestion des utilisateurs Web. Les modifications proposées visent à décrire la nouvelle fonction de gestion des utilisateurs requise pour utiliser les nouvelles infrastructures des services Web de la CDS, comme le Service d'avertissement électronique (SAE) et le Service de gestion des responsabilités liées aux événements de marché (SGREM).

(Les textes sont reproduits ci-après.)

Commentaires

Les personnes intéressées à soumettre des commentaires doivent en transmettre une copie, au plus tard le 17 août 2009, à :

M^e Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire de l'Autorité
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Télécopieur : 514.864.6381
Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Information complémentaire

Pour de plus amples renseignements, on peut s'adresser à :

M^e Emmanuelle Létourneau
Analyste
Direction de la supervision des OAR
Autorité des marchés financiers
Téléphone : 514.395.0337, poste 4355
Numéro sans frais : 1.877.525.0337, poste 4355
Télécopieur : 514.873.7455
Courrier électronique : emmanuelle.letourneau@lautorite.qc.ca

Eurex Frankfurt AG et Eurex Deutschland – Demande de dispense de reconnaissance à titre de bourse

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie la demande, déposée par Eurex Frankfurt AG et Eurex Deutschland, de dispense de reconnaissance à titre de bourse en vertu de la *Loi sur les instruments dérivés*, L.R.Q., c. I-14.01. L'Autorité invite toutes les personnes intéressées à lui présenter leurs observations relativement à cette demande.

(Les textes sont reproduits ci-après.)

Commentaires

Toute personne désirant soumettre des commentaires est invitée à les faire parvenir par écrit, au plus tard le 17 août 2009, à l'attention de :

M^e Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire de l'Autorité
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Télécopieur : 514.864.6381
Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Information complémentaire

Pour de plus amples renseignements, on peut s'adresser à :

Élaine Lanouette
Analyste
Direction de la supervision des OAR
Autorité des marchés financiers
Téléphone : 514.395.0337, poste 4356
Numéro sans frais : 1.877.525.0337, poste 4356
Télécopieur : 514.873.7455
Courrier électronique : elaine.lanouette@lautorite.qc.ca

Monique Viranyi
Analyste
Direction de la supervision des OAR
Autorité des marchés financiers
Téléphone : 514.395.0337, poste 4359
Numéro sans frais : 1.877.525.0337, poste 4359
Télécopieur : 514.873.7455
Courrier électronique : monique.viranyi@lautorite.qc.ca

**Avis de modifications d'ordre technique apportées aux Procédés et méthodes de la CDS –
nouvelle fonction de gestion des utilisateurs Web**

Services de dépôt et de compensation CDS inc. (« CDS »^{MD})

**MODIFICATIONS D'ORDRE TECHNIQUE APPORTÉES AUX
PROCÉDÉS ET MÉTHODES DE LA CDS**

NOUVELLE FONCTION DE GESTION DES UTILISATEURS WEB

AVIS D'ENTRÉE EN VIGUEUR

**A. DESCRIPTION DES MODIFICATIONS PROPOSÉES AUX PROCÉDÉS ET MÉTHODES DE
LA CDS**

Contexte

Les modifications proposées visent à décrire la nouvelle fonction de gestion des utilisateurs requise pour utiliser les nouvelles infrastructures des services Web de la CDS, comme le Service d'avertissement électronique (SAE) et le Service de gestion des responsabilités liées aux événements de marché (SGREM).

L'accès des utilisateurs externes aux nouveaux services Web de la CDS sera géré par les adhérents. Lors de l'abonnement à un service Web, une société devra désigner un ou plusieurs gestionnaires des utilisateurs Web (« GUW »). La CDS établira des ID pour les gestionnaires d'utilisateurs Web et leur attribuera le rôle d'administrateurs de la société (semblable à celui du gestionnaire de la sécurité interne du CDSX). Ce rôle permettra à un GUW de créer de nouveaux ID d'utilisateurs et de mettre à jour les ID d'utilisateurs existant au sein de sa société.

De plus, la société désignera un ou plusieurs administrateurs Web (« AW »). La CDS établira également des ID d'utilisateurs pour ces administrateurs Web et leur attribuera le rôle d'administrateurs des accès (semblable à celui de l'administrateur de l'accès aux services du CDSX). Ce rôle permettra à un AW d'attribuer des rôles pour chacun des services Web à des ID d'utilisateurs existant au sein de sa société.

Collectivement, les rôles du GUW et de l'AW constitueront la fonction d'administrateur Web.

Les Procédés et méthodes avec marques de changement peuvent être consultés à partir du site Web de la CDS, aux adresses suivantes :

français : <http://www.cds.ca/cdsclearinghome.nsf/Pages/-FR-modifications?Open>

anglais : <http://www.cds.ca/cdsclearinghome.nsf/Pages/-EN-blacklined?Open>

Description des modifications proposées

Les modifications proposées décrivent les services Web de la CDS et la fonction d'administrateur Web.

Adhésion aux services de la CDS (version 5.8)

Chapitre 3 : « Services Web » (nouveau)

De plus, le formulaire suivant sera ajouté :

Demande d'administrateurs Web (CDSX842F)

Les modifications proposées aux Procédés et méthodes de la CDS sont étudiées et approuvées par le Comité d'analyse du développement stratégique. Le Comité d'analyse du développement stratégique détermine ou étudie, surveille et établit l'ordre de priorité des projets de développement des systèmes de

Avis de modifications d'ordre technique apportées aux Procédés et méthodes de la CDS – nouvelle fonction de gestion des utilisateurs Web

la CDS et l'apport d'autres modifications proposées par les adhérents et la CDS. Ce comité compte, parmi ses membres, des représentants des adhérents de la CDS et il se réunit tous les mois.

Ces modifications ont été étudiées et approuvées par le Comité d'analyse du développement stratégique le 25 juin 2009.

B. CLASSEMENT – MODIFICATIONS D'ORDRE TECHNIQUE

Les modifications proposées dans le cadre du présent avis sont considérées comme étant d'ordre technique, car la question de la gestion des utilisateurs Web est traitée aux Règles 3.1.1 « Fondés de pouvoir » et 3.1.2 « Accès aux services ».

La section 3.1.1 (b) définit le gestionnaire des utilisateurs comme suit : « Le fondé de pouvoir est responsable de la nomination ou de l'annulation de la nomination d'un gestionnaire des utilisateurs pour l'adhérent. Le gestionnaire des utilisateurs est responsable de la nomination ou de l'annulation de la nomination des particuliers (au nombre desquels il peut figurer) agissant à titre d'utilisateurs pour l'adhérent et fournit les mécanismes d'authentification à chaque utilisateur. » Le gestionnaire d'utilisateurs Web (GUW) et l'administrateur Web (AW) sont tous deux des types de gestionnaires des utilisateurs et agissent à ce titre.

La section 3.1.2 indique : « La CDS attribue à chaque adhérent des mécanismes d'authentification ou leur fournit le moyen de créer des mécanismes d'authentification qui servent à identifier l'adhérent et les utilisateurs qu'il nomme ainsi que les accès au réseau qu'il choisit. La CDS établit les types de fonctions qui pourront servir à accéder au réseau et les normes qu'elles doivent respecter. » L'accès Web est un autre mécanisme d'accès aux services de la CDS.

C. DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR DES MODIFICATIONS PROPOSÉES AUX PROCÉDÉS ET MÉTHODES DE LA CDS

Conformément à l'Annexe A (intitulée « *Rule Protocol Regarding The Review And Approval Of CDS Rules By The OSC* ») de l'ordonnance de reconnaissance et de désignation de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, telle que modifiée le 1^{er} novembre 2006, et à l'Annexe A (intitulée « *Protocole d'examen et d'approbation des Règles de Services de dépôt et de compensation CDS inc. par l'Autorité des marchés financiers* ») de la décision 2006-PDG-0180 de l'Autorité des marchés financiers qui est entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2006, la CDS a établi que ces modifications entreront en vigueur à une date ultérieure déterminée par la CDS et comme l'indique le bulletin de la CDS afférent.

D. QUESTIONS

Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet du présent avis, veuillez communiquer avec :

Laura Ellick
Directrice, Système de gestion
Services de dépôt et de compensation CDS inc.
85, rue Richmond Ouest
Toronto (Ontario) M5H 2C9

Téléphone : 416 365-3872
Télécopieur : 416 365-9625
Courriel : lellick@cds.ca

CHAPITRE 3

Services Web

En vue d'utiliser les services Web de la CDS, une société doit être reconnue comme adhérent au moyen de l'approbation de sa Demande d'adhésion par le Conseil d'administration de la CDS.

Les adhérents peuvent s'inscrire aux services Web de la CDS en sélectionnant les choix appropriés dans le formulaire Demande d'accès aux services Web à l'intention des adhérents de la CDS (CDSX843F).

Lorsqu'elle inscrit un adhérent à ses services Web, la CDS établit la société dans le système selon les exigences de cette dernière. Cet établissement initial ne comprend pas celui des utilisateurs. L'adhérent doit lui-même établir ses utilisateurs dans le système et leur donner accès aux unités appropriées.

La CDS désigne un gestionnaire des utilisateurs Web (un « G UW ») et un administrateur Web (un « AW ») selon les instructions de la société. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Administrateurs Web](#) à la page 41.

Chaque utilisateur peut demander un accès aux services Web de la CDS en remplissant le formulaire d'inscription en ligne accessible à l'adresse <https://www.cdsservices.ca>. La demande est soumise au G UW de la société qui en examine les détails et qui l'approuve ou la refuse.

Pour obtenir une assistance au moment de vous inscrire aux services Web de la CDS ou de vous en retirer, veuillez communiquer avec le Service à la clientèle de la CDS.

Avis de non-responsabilité

Les retards liés à l'utilisation d'Internet et les pannes de réseau ne sont pas du ressort ou de la responsabilité de la CDS. En conséquence, l'accès aux services Web de la CDS et la réception des avis par le Web et par courriel créés par ces services peuvent faire l'objet de retards et d'interruptions. Les adhérents sont donc responsables de la maintenance de leurs connexions à Internet, s'ils reçoivent les avis par le Web, ou de la maintenance et du suivi des adresses de courriel désignées afin d'assurer la réception des avis par courriel.

Les avis par courriel provenant de la CDS ne sont pas encodés. Ainsi, la confidentialité et la sécurité des renseignements ne fait l'objet d'aucune garantie.

CHAPITRE 3 SERVICES WEB
IBM Tivoli Identity Manager**3.1 IBM Tivoli Identity Manager**

La CDS utilise le logiciel IBM Tivoli Identity Manager pour la gestion de l'accès des utilisateurs aux services Web de la CDS et des privilèges des utilisateurs relatifs à ces services Web. Lesdits utilisateurs ont accès aux interfaces suivantes afin d'effectuer leurs tâches :

- Interface en libre service – Fournit un sous-ensemble de tâches destinées à un utilisateur final donné. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Interface en libre service](#) à la page 40.
- Console d'administration – Fournit un ensemble complet de tâches administratives destinées aux GUW et aux AW. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Console d'administration](#) à la page 41.

3.2 ID et mots de passe de l'utilisateur des services Web

Pour donner accès aux services Web, chaque utilisateur se voit attribuer un ID de l'utilisateur unique (p. ex., AAABCC99) qui est composé de la façon suivante :

- AAA : code de la société
- B : première lettre du prénom de l'utilisateur
- CC : deux premières lettres du nom de famille de l'utilisateur
- 99 : code d'identification unique à deux chiffres

Chaque utilisateur doit modifier son mot de passe la première fois qu'il ouvre une session. Selon la norme en vigueur à la CDS, un mot de passe doit contenir un minimum de six caractères dont au moins une lettre et un chiffre.

3.2.1 Interface en libre service

Les utilisateurs finaux accèdent à l'interface en libre service pour effectuer les tâches suivantes :

- Modification de mot de passe : modification du mot de passe
- Accès au formulaire de demande : demande d'accès aux services Web offerts par la CDS
- Consultation ou modification du profil : mise à jour des renseignements personnels, d'affaires et des renseignements relatifs aux personnes-ressources
- Consultation des demandes : consultation d'une liste des demandes récemment soumises

Pour accéder à l'interface en libservice, rendez-vous sur le site <https://www.cdsservices.ca/itim/self>. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter l'aide en ligne.

CHAPITRE 3 SERVICES WEB
Administrateurs Web**3.2.2 Console d'administration**

Les G UW et les AW accèdent à la console d'administration pour effectuer les tâches suivantes :

- Modification de mot de passe : modification ou réinitialisation de mots de passe d'utilisateurs
- Gestion des utilisateurs : création, modification, suppression et suspension d'utilisateurs
- Rapports : production de rapports de vérification et de sécurité
- Consultation des demandes : consultation d'une liste des demandes de chaque utilisateur
- Gestion des activités : approbation et refus de demandes de nouveaux ID de l'utilisateur ou de demandes d'accès aux diverses applications

Pour obtenir une liste des tâches particulières au G UW et à l'AW, veuillez consulter la section [Tâches du Gestionnaire des utilisateurs Web](#) à la page 42 et la section [Tâches de l'Administrateur Web](#) à la page 43. Pour accéder à la console d'administration, rendez-vous sur le site <https://www.cdsservices.ca/itim/console>. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter l'aide en ligne.

3.3 Administrateurs Web

Les administrateurs sont responsables des tâches suivantes :

- Le G UW crée un ID de l'utilisateur et un mot de passe pour chaque utilisateur. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Tâches du Gestionnaire des utilisateurs Web](#) à la page 42.
- L'AW donne accès à l'utilisateur aux diverses applications Web de la CDS. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Tâches de l'Administrateur Web](#) à la page 43.

Les adhérents doivent déterminer comment ils assigneront ces tâches, c.-à-d. à un G UW et à un AW ou l'ensemble de ces tâches à une seule et même personne. De plus, une société peut décider de se doter de plusieurs G UW et AW.

Pour établir un G UW ou un AW, veuillez remplir le formulaire Demande d'administrateurs Web (CDSX842F) et l'envoyer au Service à la clientèle de la CDS.

La CDS crée un ID de l'utilisateur et un mot de passe provisoire, et coordonne la remise de chacun dans une enveloppe scellée. Le mot de passe est remis au G UW ou à l'AW alors que le ID de l'utilisateur est remis au fondé de pouvoir. Si, pour quelque raison que ce soit, l'enveloppe est endommagée ou ouverte, veuillez la retourner immédiatement à la CDS. Si l'enveloppe est intacte, lancez une session et modifiez le mot de passe provisoire.

CHAPITRE 3 SERVICES WEB
Tâches du Gestionnaire des utilisateurs Web**3.4 Tâches du Gestionnaire des utilisateurs Web**

Parmi les tâches du G UW, relativement à l'établissement des utilisateurs, on compte les suivantes :

- Approbation et refus des demandes de nouveaux ID de l'utilisateur
- Création de nouveaux ID de l'utilisateur (demandes provenant d'un utilisateur ou du G UW)
- Suspension, suppression et rétablissement d'utilisateurs
- Modification et réinitialisation de mots de passe d'utilisateurs
- Liaison du mot de passe au code RACF des utilisateurs
- Consultation et mise à jour des renseignements des profils d'utilisateurs
- Production de rapports

Ces tâches sont effectuées au moyen de la console d'administration du logiciel IBM Tivoli Identity Manager (<https://www.cdsservices.ca/itim/console>). Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter l'aide en ligne.

Codes RACF

Dans le cadre de l'approbation de demandes de nouveaux ID de l'utilisateur, le G UW doit vérifier si l'utilisateur dispose déjà d'un code RACF. Si c'est le cas, le G UW doit mettre à jour les renseignements du profil de l'utilisateur afin de faire état de cette information au moyen de la console d'administration du logiciel IBM Tivoli Identity Manager. Le mot de passe doit être réinitialisé pour que les mots de passe soient les mêmes. Afin de supprimer un code RACF au profil de l'utilisateur, veuillez communiquer avec le Service à la clientèle de la CDS.

3.4.1 Production de rapports par le Gestionnaire des utilisateurs Web

À l'aide du logiciel IBM Tivoli Identity Manager, les G UW peuvent produire les rapports suivants en format PDF ou CSV :

- Audit Events report – Dresse la liste de tous les utilisateurs qui ont été ajoutés ou supprimés, ou ceux dont le profil a été modifié.
- Password Lock Out report – Dresse la liste des utilisateurs dont l'accès a été révoqué en raison de l'entrée de mots de passe erronés.

Les G UW peuvent mettre des filtres en place afin de réduire le nombre de données incluses dans les rapports. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter l'aide en ligne.

3.5 Tâches de l'Administrateur Web

L'AW est responsable de la gestion de l'accès aux fonctions. Parmi ses tâches, on compte les suivantes :

- Gestion de l'accès aux services Web (demande faite par un utilisateur ou un AW)
- Ajout ou suppression de rôles des utilisateurs dans le cadre d'un service Web (p. ex., supervision, utilisation, consultation)
- Consultation des accès accordés actuellement à tous les utilisateurs d'une société.

Ces tâches sont effectuées au moyen de la console d'administration du logiciel IBM Tivoli Identity Manager (<https://www.cdsservices.ca/itim/console>). Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter l'aide en ligne.

Examen externe



Blake, Cassels & Graydon LLP
 Barristers & Solicitors
 Patent & Trade-mark Agents
 199 Bay Street
 Suite 2800, Commerce Court West
 Toronto ON M5L 1A9 Canada
 Tel: 416-863-2400 Fax: 416-863-2653

BY COURIER

Pamela Hughes

July 15, 2009

Dir: 416-863-2226
 pamela.hughes@blakes.com

Reference: 72278/2

Autorité des marchés financiers
 800, square Victoria 22^e étage
 C.P. 246, tour de la Bourse
 Montréal, QC H4Z 1G3

Attention: Jacinthe Bouffard, SRO Oversight Director

Dear Madame:

Re: Eurex Frankfurt AG – Application for Exemption from Recognition Under Section 12 of the Derivatives Act

We are acting as counsel to and are filing this application with the Autorité des marchés financiers (the "AMF") on behalf of Eurex Deutschland ("Eurex") and Eurex Frankfurt AG ("EFAG") for the following decisions:

- (a) a decision under section 86 of the *Derivatives Act* (Québec) (the "Act") exempting Eurex and EFAG (together, the "Applicants") from the requirement to be recognized under section 12 of the Act;
- (b) a decision under section 86 of the Act exempting any member of Eurex and its representatives who execute trades on Eurex and do not operate an establishment in Québec from the registration requirements of sections 54 and 56 of the Act;
- (c) a decision under section 86 of the Act exempting Eurex and EFAG from the requirement of section 82 of the Act to be qualified by the AMF;
- (d) a decision under section 86 of the Act exempting Eurex and EFAG from Regulation 21-101 respecting Marketplace Operation ("21-101"); and
- (e) a decision under section 86 of the Act exempting Eurex and EFAG from National Instrument 23-101 respecting Trading Rules ("23-101").

The Act and all regulations, rules, policies and notices of the AMF made thereunder are collectively referred to as the "Legislation".

Part I of this application addresses the request for exemptions from the requirements for Eurex and EFAG to be recognized or qualified in order for Eurex to operate as a derivatives exchange in Québec and from the requirement for derivatives created or marketed by them to be authorized by the AMF. It also seeks exemptions from certain provisions that would result in duplicative regulation.



Part II of this application discusses the access of various types of entities in Québec to trading on Eurex. Dealers whose registrations with the AMF permit them to trade derivatives would be able to trade as members of Eurex either as principal or as agent for their clients. Other dealers registered with the AMF, advisers registered with the AMF acting on behalf of fully managed accounts, banks, proprietary trading firms and hedge funds would be able to trade on Eurex as members if they are “accredited investors” (“**Accredited Investors**”) as defined in section 1.1 of National Instrument 45-106 *Prospectus and Registration Exemptions* (“**45-106**”), as in force on February 1, 2009, and they trade as principal. Accredited Investors resident in Québec also would be able to route their orders for execution on Eurex as clients of any Eurex member. The Applicants understand that the AMF does not grant a discretionary exemption in circumstances in which a legislative exemption is available.

PART I Operation of Eurex as an Exchange in Québec

A. Background

1. Eurex is a futures and options exchange, which is jointly owned by Deutsche Börse AG and SIX Swiss Exchange. A chart showing its corporate structure can be found at http://www.eurexchange.com/about/corporate_structure_en.html. The annual financial information for Eurex for 2008 is contained in the annual report for Deutsche Börse Group, which is available at http://deutsche-boerse.com/dbag/dispatch/en/binary/gdb_navigation/investor_relations/30_Reports_and_Figures/30_Annual_Reports/10_Annual_Report_2008/Content_Files/10_complete_version/GB_Text_2008.pdf.
2. Eurex is a public law entity and self-regulatory organization (“**SRO**”) governed by the *German Exchange Act*. Under the *German Exchange Act*, Eurex is subject to supervision by the Exchange Supervisory Authority (the “**ESA**”) of the State of Hesse, Germany.
3. Eurex is operated by EFAG, which is an “Aktiengesellschaft” (stock corporation) incorporated under German law and the direct owner of Eurex. EFAG provides the human, material and financial resources that enable Eurex to render its services to its participants (the “**Members**”). EFAG is responsible for all liabilities arising from its functions as a service provider. EFAG does not have any legal relationship with the Members arising from their memberships in Eurex.
4. Eurex is responsible for regulation and market surveillance, while EFAG is responsible for exchange operations. This division of responsibility between the exchange and its operating company is one of the core principles of the *German Exchange Act*. It combines the advantages of private enterprise with the delegation of legislative authority and comprehensive enforcement powers of an SRO.
5. Eurex is a futures and options exchange under public law operated through an electronic trading platform. Eurex is one of the world’s largest futures and options exchanges. Members are connected to Eurex from about 700 locations around the world. Transactions on Eurex are cleared through Eurex Clearing AG (“**ECAG**”), a German wholly-owned subsidiary of EFAG.
6. The Eurex market platform is fully computerized, with Members being linked by a dedicated communications network. Members might have access to the exchange from any location, thereby creating a global liquidity network. To facilitate access to Eurex outside Germany, access points



have so far been installed in a number of financial centres such as Amsterdam, Dublin, Frankfurt, Gibraltar, Helsinki, London, Madrid, Paris, Vienna, Zurich, Singapore, Dublin, New York and Chicago.

7. Eurex offers trading in a wide array of liquid products that are listed for trading on Eurex ("**Eurex Contracts**").
8. Eurex Contracts are purchased by a Member by inserting the order into Eurex's central order book, where all orders are automatically sorted by type, price and entry time. Market orders always have the highest matching priority. Limit orders and quotes are sorted with the highest bids and lowest offers ranked first.
9. The ten best bid and ask prices and their respective bid and offer sizes can be called up at any time, allowing Members to constantly monitor market depth and to keep abreast of the latest price trends on a real-time basis. Under the *German Exchange Act*, prices of trades and turn-over must be promptly notified to trading participants. In addition, trading participants must be informed of the highest bid price and lowest ask price.
10. In addition to operating as an exchange in Germany, Eurex has secured relevant regulatory approvals or statements of non-objection, or has satisfied itself that it does not require regulatory approvals, to allow direct access to Eurex from Switzerland, Australia, Singapore, Hong Kong, Japan, Taiwan, Dubai Financial Center, United Arab Emirates, Israel and the United States. No jurisdiction has denied a request by Eurex for an approval or a statement of non-objection of this type. Member States of the European Union (the "**EU**") have also incorporated into their domestic laws the European Investment Services Directive (Council Directive 93/22/EC) and the European Markets in Financial Instruments Directive (Council Directive 2004/39/EC). Under these directives, Eurex and other regulated markets within the EU are authorized to admit members having their offices in other EU countries without having to obtain the clearance of foreign regulators under a concept known as "passporting". Article 16 of the European Investment Services Directive authorizes each member state to compile a list of the regulated markets for which it is the home member state and which comply with its regulations. The Official Journal of the European Union lists Eurex as a regulated market in Germany under the directive and lists EFAG as its operating entity.

B. Approval Criteria

The discussion in this part of the application is based on criteria that have previously been applied in considering applications by foreign-based commodity futures exchanges for exemption from registration, which are set out in Schedule "A" to this application. The criteria fall under the following headings:

1. Regulation and Oversight of the Exchange
2. Corporate Governance
3. Fees
4. Regulation of Products



5. Access
6. Rulemaking
7. Systems and Technology
8. Financial Viability
9. Clearing and Settlement
10. Trading Practices
11. Compliance, Surveillance and Enforcement
12. Information Sharing and Oversight Arrangements
13. IOSCO Principles

C. Application of Approval Criteria to Eurex

1. REGULATION AND OVERSIGHT

1.1 **Regulation of the Exchange – The Exchange is regulated in an appropriate manner in another jurisdiction by a Foreign Regulator. The regulatory scheme of the Foreign Regulator is transparent and generally comparable to those in Québec.**

1.1.1 EFAG is approved to operate Eurex as a futures and options exchange under the *German Exchange Act* pursuant to the decision of the ESA in the State of Hesse dated May 26, 1998 (the "**Market Authorization**"). Eurex has never been declared to be in breach of its regulatory responsibilities by the ESA. The Market Authorization authorizes EFAG to operate Eurex under the *German Exchange Act* and German law.

1.1.2 The German regulatory regime is highly structured and clearly articulated. The relevant legislative, regulatory and policy instruments are available in written form in English. Information about the nature of the regime and the bodies that are responsible for its oversight is readily available from public sources. Participants in the regime are able to ascertain and understand their relevant rights and remedies under its precepts. We further understand that it is consistently applied and not subject to capricious change or arbitrary discretion.

1.2 **Authority of the Foreign Regulator – The Foreign Regulator has the appropriate authority and procedures for oversight of the Exchange. This oversight includes regular, periodic regulatory examinations of the Exchange by the Foreign Regulator.**

1.2.1 Standard of Regulation in Germany

1.2.2 Eurex is under the supervision of the ESA pursuant to the *German Exchange Act*. The Market Authorization sets out the conditions for EFAG to maintain its authorization to operate Eurex.



- 1.2.3 Broadly, there are three levels of rules and regulations of German exchanges:
- (i) the *German Exchange Act* and the *German Securities Trading Act* as well as the federal rules and regulations thereunder;
 - (ii) state regulations in relation to stock exchanges that have been adopted under the purview of the *German Exchange Act* (e.g., regulations concerning the election of the exchange council, and the establishment, composition and proceedings of an exchange's disciplinary committee); and
 - (iii) the rules and regulations of each exchange, in particular the constitution containing the particular exchange's essential operational rules.
- 1.2.4 The legal structure of the German capital market involves the close interaction of federal and state legislation and exchange rules and regulations. The federal regulator is responsible for the control of market activities and the monitoring of financial services institutions for the protection of clients, while the state regulators are responsible for supervising the exchanges. The following is a summary of the German regulatory regime.
- 1.2.5 Federal Regulation -- Federal Financial Supervisory Authority
- 1.2.6 In general, the business activities of the trading participants (banks, investment firms and other financial companies) are covered by federal law, with responsibility for regulatory oversight allocated to Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht ("**BaFin**").
- 1.2.7 An enterprise that intends to commence activities in Germany for clients in the securities business must file an application for a licence with BaFin pursuant to the provisions of the German *Banking Act*. After a license has been granted, the entity must be in continuous compliance with the capital and organizational requirements of the German *Banking Act*.
- 1.2.8 All trading activities of these enterprises are subject to the provisions of the German *Securities Trading Act*, including trade reporting obligations, insider trading rules, public disclosure rules and rules of conduct. The rationale behind the German *Securities Trading Act* is to establish a comprehensive regulatory scheme covering all business activities of investment services enterprises in order to maintain fair and orderly markets and ensure investor protection.
- 1.2.9 As provided in the German *Banking Act*, the supervisory powers of BaFin include:
- (a) licensing of German enterprises intending to provide securities services as well as ensuring that the admitted enterprises comply with the capital and organizational requirements of the German *Banking Act*;
 - (b) enforcing the German *Securities Trading Act*, having the general task to counter any irregularities that may impair the orderly conduct of securities trading, investment services or ancillary investment services, or that may significantly disrupt the securities market; and



- (c) the authority to request information and to compel the production of documents from exchange trading participants and their personnel in insider or market manipulation cases and to request information and documents from Members that are credit institutions or financial services institutions in other instances, such as disclosure of voting rights, rules of conduct and solvency.

1.2.10 BaFin is exclusively responsible for ensuring cooperation with competent supervisory authorities of other countries both within and outside the EU. Collaboration between BaFin and the ESA at the state level ensures that the ESA's expertise is provided to BaFin for use at the international level.

1.2.11 State Regulation -- ESA

1.2.12 In the State of Hesse, where Eurex is based, the ESA supervises Eurex under the *German Exchange Act*. The *German Exchange Act* is designed to provide the means and measures necessary to maintain efficient and orderly trading and to protect investors and the public. To meet these objectives, the *German Exchange Act* establishes rules governing the establishment, organization and supervision of exchanges, delegates self-regulatory authority to the exchanges, and regulates the admission of trading participants and securities to exchange trading.

1.2.13 The ESA has a wide range of powers including:

- (a) overseeing compliance by operating and administering bodies and exchange trading participants with the *German Exchange Act* and other relevant laws and regulations and, in part, enforcing state regulations adopted under the purview of the *German Exchange Act* (e.g., regulations concerning the election of an exchange council, and the establishment, composition and proceedings of an exchange disciplinary committee);
- (b) determining the criteria that must be satisfied by an applicant to operate an exchange;
- (c) determining the minimum requirements for the content of an exchange's operating rules and procedures (including approving the exchange's rules as a pre-condition to their implementation by the exchange), and the ability to demand the amendment of those rules and procedures; and
- (d) the right to (i) demand, without giving specific reason, information and documents from the exchange and its members and to conduct its own inspections; and (ii) give orders to the exchange or its members to eliminate or prevent breaches of regulations or abuses that may impair orderly trading and settlement of transactions.

1.2.14 The *German Exchange Act* prescribes numerous criteria that have to be met by an applicant making an application for establishment of an exchange to the ESA, including:

- the minimum content for the exchange's rules (section 16) and fee regulations (section 17);
- appropriate procedures for admission of participants to the exchange (section 19);



- appropriate security measures (section 20) (dealt with at the clearinghouse level for Eurex); and
- suitable disciplinary mechanisms (section 22).

1.2.15 When making an application for establishment of an exchange to the ESA, the applicant must demonstrate that it will have in place the structures, resources, procedures and mechanisms to ensure that the matters listed above will be properly implemented.

1.2.16 We are not aware of any conflict between legislation in Germany applicable to members of Eurex and Canadian SRO regulation. The provisions of the German *Banking Act* and German *Securities Trading Act* would not apply to members of Canadian SRO's that are domiciled in Canada and whose clients are residents of Canada. The *German Exchange Act* regulates exchanges, exchange bodies and electronic trading systems, the determination of exchange prices, and the admission of securities to trading.

2. CORPORATE GOVERNANCE

2.1 Fair Representation – The governance structure of the Exchange provides for:

- i appropriate, fair and meaningful representation on its Board and any committee thereof; and
- ii appropriate representation by independent directors on the Board and any committee thereof.

2.1.1 Eurex is an SRO that is responsible for regulation, while EFAG is a separate entity responsible for exchange operations. The *German Exchange Act* requires Eurex to be organized according to the principle of internal “checks and balances”. The management of Eurex is divided between two bodies, (i) the Exchange Council and (ii) the Board of Management. The management of EFAG is similarly divided between two bodies: (i) the Supervisory Board and (ii) the Executive Board.

2.1.2 Exchange Council

2.1.3 The highest executive body of Eurex is the Exchange Council, composed of up to 18 representatives of Members, issuers and investors. The Exchange Council represents the interests of both the public and the trading community and is involved in material decisions related to exchange regulation. It is responsible for all decisions of major importance, including the adoption of Eurex's rules and regulations, the appointment and supervision of the Board of Management, and the introduction of new trading and settlement systems. The members of the Exchange Council are elected to a three-year term. Exchange Council members include nominees of banks, financial services institutions, other issuers and investors. Its diverse composition ensures that the interests of a broad range of Members and other stakeholders are taken into account when material policy decisions concerning Eurex are made. The current members of the Exchange Council are listed at http://www.eurexchange.com/about/corporate/exchange_council_en.html.



2.1.4 Board of Management

2.1.5 Ongoing exchange management is delegated to the Board of Management, which carries out its duties under the discretion it has been given pursuant to the *German Exchange Act* and the exchange rules for Eurex (the “**Exchange Rules**”). Members of the Board of Management are appointed for a term of up to five years. The Board of Management’s responsibilities include, among others, admission of Members, determination of the operating conditions of the exchange (such as trading hours and trading halts) and maintenance of order at Eurex. The current members of the Board of Management are listed at http://www.eurexchange.com/about/corporate/general_managers_en.html.

2.1.6 In order to maintain its status as an exchange, Eurex must continue to comply with exchange laws. The ESA monitors Eurex on an ongoing basis to confirm compliance with this requirement by reviewing the effectiveness of Eurex’s management in overseeing regulatory functions, and avenues of communication between the Exchange Council and the Board of Management.

2.1.7 Supervisory Board and Executive Board of EFAG

2.1.8 The Supervisory Board of EFAG has 12 members who are elected for a term of three years by its members. The members of the Supervisory Board of EFAG are the same as the members of the supervisory boards of ECAG and of Eurex Zürich AG, an affiliate of EFAG. The Supervisory Board oversees the work of the Executive Board and appoints its members, and also approves important corporate decisions and company planning. The current members of the Supervisory Board and Executive Board of EFAG are listed at http://www.eurexchange.com/about/corporate/eurex_frankfurt_en.html.

2.2 **Appropriate Provisions for Directors and Officers – There are appropriate qualifications, remuneration, limitation of liability and indemnity provisions for directors and officers.**

2.2.1 The members of the Exchange Council are elected by members of the groups represented on the Exchange Council. The members of the Board of Management are appointed by the Exchange Council. The directors of EFAG are elected by the Supervisory Board of EFAG. The officers of EFAG are appointed by its directors.

2.2.2 The remuneration of the members of the Board of Management is in general determined by the operating institution of Eurex.

2.2.3 The global insurance program of the Deutsche Börse group provides coverage to members of the Exchange Council and Board of Management and the directors and officers of EFAG.

2.3 **Fitness – The Exchange takes reasonable steps to ensure that each officer and director is a fit and proper person and past conduct of each officer or director affords reasonable grounds for belief that the officer or director will perform his or her duties with integrity.**

2.3.1 Nominees to the Exchange Council are scrutinized by the ESA to ensure that all members have adequate levels of competence and integrity so that Eurex will continue to meet the *German Exchange Act* requirements. The ESA conducts a due diligence investigation of each candidate’s



past conduct, including, with respect to former employees of Members, a review of any disciplinary history under Exchange Rules.

2.3.2 All appointees to the Board of Management, employees and officers of Eurex are subject to detailed pre-screening, which includes, *inter alia*, credit review, verification of academic qualifications and employment history and a review of the information supplied in support of the individual's application (including references). In addition, senior management appointees are subject to further checks on their professional memberships, qualifications and directorships and, where appropriate, checks of any criminal records.

2.4 Conflicts of Interest – The Exchange has appropriate conflict of interest provisions for all directors, officers and employees.

2.4.1 Eurex is subject to the ESA's guidance on the management of conflicts of interest. Factors subject to the ESA's scrutiny include the size and composition of the Exchange Council and relevant committees; responsibilities of key individuals, especially where they also have responsibilities in other organizations; arrangements for transferring decisions or responsibilities to alternates; and arrangements to exclude individuals with a permanent conflict of interest from the process of making regulatory decisions about matters in which the conflict of interest would be relevant.

3. FEES

3.1 The Exchange's process for setting fees is fair, transparent and appropriate. Any and all fees imposed by the Exchange on its participants are equitably allocated, do not have the effect of creating barriers to access and are balanced with the criteria that the Exchange has sufficient revenues to satisfy its responsibilities.

3.1.1 Changes in fee levels (including incentive schemes or market-making arrangements) are approved by the Board of Management. Fees are applied equally across all Members trading the same Eurex Contract. All proposed changes to fees and incentives are communicated in advance by a circular distributed to all Members and to the ESA. A full list of transaction charges, subscriptions, entrance fees and other relevant charges is located on Eurex's website at http://www.eurexchange.com/download/documents/regulations/price_list/price_list_frankfurt_en.pdf and http://www.eurexchange.com/download/documents/regulations/price_list/price_list_clearing_en.pdf. A list of the fees Eurex charges to the members for client business can be found at http://www.eurexchange.com/trading/fees_en.html.

4. REGULATION OF PRODUCTS

4.1 Approval of Products – The products traded on the Exchange are approved by the appropriate authority.

4.1.1 Eurex Contracts consist mainly of interest rate options and futures; individual equity options and single stock futures; equity index options and futures, and exchange traded fund options and futures. Other Eurex Contracts are credit futures, equity index dividend futures, volatility index futures, inflation-linked futures, commodity derivatives, property index futures and weather



derivatives. The following summary of Eurex Contracts is provided as of July 1, 2009. Current information about Eurex Contracts is available at http://www.eurexchange.com/trading/products_en.html and the links available on the left side of that page to descriptions of the various Eurex Contracts. The references in parentheses show whether a particular product falls within former paragraph 4 or 5 of section 1 of the Securities Act (Québec) ("QSA") or former section 1.1 of the Regulation made under the QSA as these provisions existed prior to February 1, 2009. The absence of parentheses indicates that a product did not fall under any of these provisions.

4.1.2 Interest rate options and futures listed for trading on Eurex are as follows:

- (a) Futures based on notional short, medium and long-term debt instruments issued by the German and Swiss governments (s. 1.1).
- (b) Options on futures based on notional short, medium and long-term debt instruments issued by the German and Swiss governments (para. 5).
- (c) Futures based on the average rate of the effective overnight reference rate for the Euro (s. 1.1).
- (d) Futures based on the European Interbank Offered Rate (EURIBOR) for three-month euro term deposits (s. 1.1).
- (e) Options on futures based on EURIBOR for three-month euro term deposits (para. 5).

4.1.3 Individual equities for which Eurex provides options are all equities issued by European companies and listed for trading on a stock exchange in a country that is a member of the European Union ("EU") (para. 4). Individual equities for which Eurex provides single stock futures include (i) such European equities, and (ii) equities issued by U.S. companies, nearly 95% of which are components of the S&P 500 index. The underlying individual equities for both options and futures include equities of Russian companies, all of which are listed for trading on the London Stock Exchange. The underlying equities also are constituents of an index when selected for launch on Eurex.

4.1.4 Equity indices on which Eurex provides options (para. 4) and futures (s. 1.1) are:

- (a) Indices comprised of equities representing the German, Swiss, Finnish and Russian markets, including various subsets of the German and Swiss markets.
- (b) Various Dow Jones indices comprised of equities issued by companies from various European countries, including sector and size indices.
- (c) A Dow Jones index of internationally based, globally oriented companies and various Dow Jones global indices of market leaders in certain sectors.

4.1.5 Exchange traded funds on which Eurex provides options and futures are based on German and Swiss market indices and an index comprised of equities issued by 50 of the largest European companies (para. 4).



- 4.1.6 Eurex provides three credit futures based on credit default swap indices comprised of the most liquid names in the European market (s. 1.1): a portfolio of sub-investment grade entities, a portfolio of investment grade credit default swap entities, and a portfolio of entities with the highest spread from an index. These products are the world's first exchange-traded credit derivatives contracts. They closely mimic the risk structure of credit default swaps traded in the over-the-counter ("OTC") market.
- 4.1.7 Eurex offers equity index dividend futures, which are based on dividends of indices comprised of equities issued by 50 of the largest European companies and equities listed on the Deutsche Börse and the SIX Swiss Exchange (para. 4). Eurex created the first exchange-traded product that represents only the dividend component of a blue chip index.
- 4.1.8 The volatility index on which Eurex provides futures is based on option prices of a recognized index comprised of 50 of the largest European companies (s. 1.1). Volatility index futures enable investors to hedge the volatility exposure of a portfolio.
- 4.1.9 The inflation-linked future listed for trading on Eurex is based on the unrevised Harmonized Index of Consumer Prices excluding tobacco, which measures inflation in the Eurozone (s. 1.1). They enable an investor to hedge against short-term risks arising from inflation-linked products or to speculate on changes in the Eurozone inflation rate in a targeted manner, as well as to actively implement the investor's own views on inflation.
- 4.1.10 The commodity derivatives traded on Eurex are futures on commodity indices (s. 1.1), gold and silver futures (s. 1.1), and gold and silver options. The gold and silver derivatives traded on Eurex are US dollar denominated contracts based on the spot price of gold on the London Bullion Market and the spot price of silver on the London Silver Market, respectively, on the settlement date and settled in cash.
- 4.1.11 The property futures (s. 1.1) traded on Eurex are annual contracts based on the total returns of the IPD[®] UK Annual All Property index for individual calendar years. They are settled in cash.
- 4.1.12 The weather derivative traded on Eurex is hurricane futures. Hurricane futures settle based on industry-wide insurance loss estimates that reference insurance damage caused by single wind catastrophes occurring in a specific region of the United States.
- 4.1.13 Eurex follows a stringent and consistent product development process that involves both internal and external resources. Prior to listing any new Eurex Contract, Eurex conducts a substantial market review to confirm that there will be a "proper market" for the product. It engages in a consultation process with the Members, industry specialists and other interested parties, both on the buy side and on the sell side, including banks, brokers, proprietary traders, options market makers and algorithmic traders.
- 4.1.14 In analyzing a potential new product, Eurex considers (i) the size, liquidity and volatility of the underlying market, (ii) the competitive environment, including offerings on other exchanges, any splitting of liquidity, and complementary OTC markets, (iii) the market access of potential clients, (iv) the regulatory environment, (v) the standardization of existing products, (vi) the availability of a market price (*i.e.*, access to trading data from the home market), (vii) the basis of liquidity, (viii)



Eurex's system capability, and (ix) contract pricing. If the Eurex Contract is an option or future on a product traded on another exchange, Eurex relies on the other exchange and its regulator for the regulation of the underlying product, including the determination of whether the listing criteria are met.

- 4.1.15 More specifically, all individual equities for which Eurex provides options and the great majority of equities for which Eurex provides single stock futures are listed on exchanges in the EU, which subjects the underlying equity to the minimum criteria applicable in the EU and allows passporting throughout the EU. Issuers of the underlying equities are required to comply with the legislation in member countries of the EU, which is derived from EU directives and therefore is generally harmonized with the EU based on "minimum levels". The remaining equities on which Eurex provides single stock futures are listed on an exchange in the United States, which subjects the underlying equity to regulation under U.S. securities legislation. In all cases an exchange of information capability is available on a regulatory level pursuant to IOSCO principles. Market capitalization, volatility and liquidity are among the criteria Eurex considers in determining which options on individual equities and single stock futures to list. Eurex generally selects underlying equities that are components of a recognized index, which adds another level of evaluation by a third party.
- 4.1.16 The selection of an index or exchange-traded fund for which Eurex provides options or futures involves similar considerations. Eurex selects the index or exchange-traded fund, but does not select its components.
- 4.1.17 Pursuant to section 4.1 of the Exchange Rules, admission of a product is permitted only if Eurex expects that orderly options and futures trading will be maintained. The Board of Management of Eurex is responsible for determining which options and futures contracts are admitted to trading on Eurex. Eurex distributes a circular to all Members and the ESA regarding any proposed new contract. Approval by the ESA is required for new categories of products. Any changes to Exchange Rules as a result of a new Eurex Contract are also subject to a consultation process with the Members and must be approved by the Board of Management.

4.2 Product Specifications – The terms and conditions of trading the products are in conformity with normal commercial business practices for the trade in the product.

- 4.2.1 Once Eurex identifies a new product or service, it sets up product specifications, does a cost/benefit analysis and prepares a business plan. Any new product specifications and proposed system changes are then verified by Eurex's interest rate committee or equity market practice committees. This verification includes consideration that terms and conditions of trading proposed products are in conformity with best business practices for trade in the products, the Exchange Rules and applicable law. The membership of these committees includes investor representatives and extensive market consultation also is done with the investment community, both the buy side and the sell side, outside the memberships of these committees.
- 4.2.2 Extensive market consultation and Board of Management approval processes to which all Eurex Contracts are subject ensures that the terms and conditions of Eurex Contracts are in conformity with best business practices for trades in such products, that they meet the needs of the relevant sector and have widely accepted specifications.



4.3 Risks Associated with Trading Products – The Exchange maintains adequate provisions to measure, manage and mitigate the risks associated with trading products on the Exchange, including, but not limited to, margin requirements, intra-day margin calls, daily trading limits, price limits, position limits, and internal controls.

4.3.1 All Eurex Contracts are cleared by ECAG, which is recognized by BaFin, as central counterparty under the German *Banking Act*. ECAG acts as counterparty and guarantor to each transaction executed on Eurex. Eurex cooperates with ECAG when developing new Eurex Contracts to ensure that all potential risks have been thoroughly evaluated and can be managed. ECAG sets margin requirements for and makes margin calls of its clearing members, which might also be Members ("**Clearing Members**"). In addition to transactions executed on Eurex, ECAG clears transactions on the Frankfurt Stock Exchange, Eurex Bonds GmbH trading platform, Eurex Repo GmbH trading platform, Irish Stock Exchange, European Energy Exchange and certain energy transactions executed on the German Energy Exchange in Leipzig. ECAG also clears OTC transactions based on Eurex look-alike products. Among other internal controls, Eurex carries out daily stress tests. Further information about the clearing of Eurex Contracts can be found at <http://www.eurexclearing.com/index.html>.

4.3.2 Clearing Members must have risk management procedures in place that comply with the ECAG Rules, including procedures that confirm qualification to clear. Clearing Members may set trading, price and position limits for those Eurex Members that have entered into arrangements with them ("**Non-Clearing Members**") using specific web-based clearing support functionalities. Clearing Members have access to user guides and circulars published by ECAG to assist them in carrying out their internal risk management. Clearing Members set margin requirements for the Non-Clearing Members in connection with transactions on Eurex by Non-Clearing Members, which must be at least as high as the margin requirements set by ECAG. These transactions are cleared by Clearing Members together with ECAG acting as central counterparty.

4.3.3 ECAG prescribes default rules applicable to Clearing Members that set out the circumstances under which a Member may be declared in default and the actions that may be taken in the event of default. ECAG rules take precedence in relation to Eurex Contracts to which ECAG is a party in the event of a default.

5. ACCESS

5.1 Fair Access – The requirements of the Exchange relating to access to the facilities of the Exchange, the imposition of limitations or conditions on access and denial of access are approved by the Foreign Regulator and are fair and reasonable, including in respect of notice, an opportunity to be heard or make representations, the keeping of records, the giving of reasons and the provisions for appeals.

5.1.1 As a recognized exchange, Eurex is required under the *German Exchange Act* to ensure that access to Eurex is subject to criteria designed to protect the orderly functioning of its market and the interests of investors. In assessing whether Eurex's access criteria satisfy these requirements, the ESA evaluates, among other things, whether its membership criteria are objective and applied in an objective and non-discriminatory manner. Eurex has developed a rigorous membership approval process supervised by the Board of Management, the details of which are outlined in sections 5.2.2–



5.2.4 below. This process is designed to ensure that all Members are appropriately identified, are qualified to trade in commodity futures in their jurisdiction, have adequate financial resources and have exhibited proper conduct in other capital markets activities.

- 5.1.2 The requirements for Eurex membership are provided at http://www.eurexchange.com/trading/exchange_membership/faq/general_en.html?id=4. These requirements include proficiency requirements for traders. Application packages are available at http://www.eurexchange.com/documents/forms/trading_derivatives/packages_en.html. A list of Members is available at http://www.eurexchange.com/documents/lists/members_en.html.
- 5.1.3 Any applicant that is denied membership to Eurex and any Member whose membership or access to the exchange is suspended is entitled to an explanation/reasons for the decision, and the opportunity to make representations and to appeal the decision. The Board of Management maintains records of its membership application reviews and any resulting hearings or appeals.
- 5.1.4 There is no obligation under German law or regulations that would require Members resident in Québec to be registered or licensed with any German government body or governmental agency or to become a member of any SRO or entity in Germany other than Eurex.

5.2 Details of Access Criteria – In particular, the Exchange:

- i **has written standards for granting access to trading on its facilities to ensure users have appropriate integrity and fitness;**
 - ii **has and enforces financial integrity standards for those persons who enter orders for execution on the system, including, but not limited to, credit or position limits and clearing membership;**
 - iii **does not unreasonably prohibit or limit access by a person or company to services offered by it;**
 - iv **keeps records of each grant and each denial or limitation of access, including reasons for granting, denying or limiting access; and**
 - v **restricts access to adequately trained system users who have demonstrated competence in the functions that they perform.**
- 5.2.1 Eurex has developed rigorous membership criteria that must be complied with by all applicants before their applications are considered by the Board of Management. Section 3 of the Exchange Rules provides that each applicant for Eurex membership must:
- (a) Conduct derivatives trading in a commercial manner and provide evidence that it is subject to banking or exchange regulation in its country of origin, provided that there are arrangements for the exchange of information between the exchange supervisory authorities in Germany and the country of origin.
 - (b) Have at least one registered Exchange Trader (with sufficient professional experience).



- (c) Register at least one qualified back office staff member.
- (d) Have minimum equity capital of €50,000, unless the applicant is a bank.
- (e) Comply with mandatory technical requirements for connection to the Eurex system.

- 5.2.2 Eurex applies its membership criteria by subjecting each applying enterprise to an intensive due diligence process, including review of constituent documentation and financial statements, and confirmation that all Exchange Traders (see section 5.2.6 below) have appropriate qualifications in place (including any registration or licensing requirements for trading in commodity futures). Where appropriate, a third party agency may be commissioned to prepare a company report regarding an applicant. Once the due diligence review is complete, each enterprise applicant and each of its Exchange Traders must be approved by the Board of Management.
- 5.2.3 Members must obtain a “**General Clearing Licence**” in order to clear and settle transactions on the market as Clearing Members. The prerequisite for obtaining a General Clearing Licence is a liable equity capital in an amount determined by ECAG, which is at least €125 million. If an institution has insufficient funds to provide such a deposit, ECAG may determine that the shortfall can be made up by a bank guarantee or collateral in cash and securities or both. ECAG determines the type, content and form of acceptable bank guarantees. Nevertheless, they must be from a third party and must contain an unconditional and irrevocable obligation to provide for payment for the guaranteed amount into an account specified by ECAG.
- 5.2.4 Enterprises may become Non-Clearing Members without having a General Clearing License. Non-Clearing Members must conclude a clearing agreement with a Clearing Member. Clearing Members may handle their own transactions as well as those executed on behalf of their clients and the trades of Non-Clearing Members. Non-Clearing Members may enter their own and their clients’ orders as well as exercise and perform trade and position management functions online, and at all times be able to maintain a system-side overview of the payment and delivery obligations that result from their trading activities. Under the requested relief, it is proposed that all Members of Eurex resident in Canada would be Non-Clearing Members.
- 5.2.5 Since Non-Clearing Members have no contractual relationship with ECAG, transactions are essentially concluded between ECAG and a given Clearing Member, and in turn between that Clearing Member and the specific Non-Clearing Member. Margin deposits and fee payments are made to the clearing house via the contractually stipulated Clearing Member.
- 5.2.6 The authorization of persons to enter into options and futures transactions on Eurex on behalf of a Member (“**Exchange Traders**”) are addressed in the Exchange Rules and in the Admission Regulations for Exchange Traders at Eurex Deutschland, which are available at http://www.eurexchange.com/download/documents/regulations/admission_regulations/admission_reg_en.pdf. Exchange Traders are required to be reliable and have the necessary professional qualifications, which are the expertise and practical knowledge necessary for trading on Eurex. The requisite expertise is demonstrated by passing the Eurex Exchange Trader examination within the two year period before the date of application or comparable evidence. The requisite practical knowledge is successful participation in a functional Eurex system training program or participation in a multilateral trading system for at least six months within the preceding two years.



5.2.7 The Exchange Rules contain specific rules relating to Members and applicants, including requirements to disclose in advance the locations of all screens and order routing arrangements and applying for the consent of Eurex. Eurex will grant approval if Eurex screens and order routing systems are located in jurisdictions that have granted approval or provided a statement of non-objection, or in relation to which Eurex has obtained a legal opinion with respect to the trading of Eurex Contracts in that jurisdiction.

5.3 Access for Persons in Québec – The Exchange provides direct access, either through terminals, data feeds or third party provided interfaces, to only those persons in Québec that are duly registered or licensed under the laws of Québec.

5.3.1 Market participants of Eurex in Québec seeking access to trade Eurex Contracts would have to apply to become Members or enter into an order routing arrangement with a Member. In order for an applicant in Québec to become a Member, under existing requirements the applicant would be required to confirm to Eurex that (a) it is subject to banking or exchange regulation in its home jurisdiction, (b) it only concludes options and futures transactions for its own account (proprietary transactions) or in its own name for the account of third parties (client transactions) on a commercial basis; and (c) its business operations are of such nature and scale that it meets the criteria of a commercially organized business establishment that may be admitted to options and futures trading in accordance with section 3.1.1.1 of the Exchange Rules.

5.3.2 In addition to dealers, Members include banks, as well as proprietary trading firms and hedge funds, some of which are registered in their home jurisdictions as advisers. The Applicants are not seeking an exemption to permit dealers registered under the QSA, advisers registered under the Act or under the QSA acting on behalf of fully managed accounts, banks, proprietary trading firms and hedge funds to become Members based on the Applicants' understanding that, pursuant to section 232 of the Act, if such entities purchased derivatives as principal and were Accredited Investors, they could avail themselves of section 2.3 of 45-106 (as in force on February 1, 2009).

5.3.3 Otherwise residents of Québec would be able to access Eurex only indirectly as clients of Members through Eurex's order routing procedures. The Applicants are not seeking an exemption to permit residents of Québec that are Accredited Investors to trade Eurex Contracts through any Member based on the Applicants' understanding that, pursuant to section 232 of the Act, Members and Accredited Investors could avail themselves of section 2.3 of 45-106 (as in force on February 1, 2009). Residents of Québec that are not Accredited Investors would be able to trade Eurex Contracts only through Members having a registration with the AMF that permits them to trade derivatives.

5.3.4 The Applicants understand that the reliance on 45-106 set out in paragraphs 5.3.2 and 5.3.3 above will continue to apply until a regulation on the same matter is made and brought into force in accordance with the Act, notwithstanding the implementation of National Instrument 31-103 *Registration Requirements* under the QSA and subsequent amendment to 45-106.

5.3.5 Applicants for membership resident in Québec would only be entitled to become Non-Clearing Members because ECAG does not intend to seek to be entitled to approve them as Clearing Members.



5.3.6 We are not aware of any conflict between the Exchange Rules and Canadian SRO regulation. The Exchange Rules contain some provisions that would apply directly to Canadian SRO members that become Members, such as minimum capital requirements, but these would not conflict with Canadian SRO regulation.

6. RULEMAKING

6.1 **Purpose of Rules – The Exchange maintains rules, policies and other similar instruments as are necessary or appropriate to govern and regulate all aspects of its business and affairs and that such rules are designed to, in particular:**

- i ensure compliance with the rules of the Exchange and securities legislation;
- ii prevent fraudulent and manipulative acts and practices;
- iii promote just and equitable principles of trade;
- iv foster cooperation and coordination with persons or companies engaged in regulating, clearing, settling, processing information with respect to, and facilitating transactions in, the products traded on the Exchange;
- v provide for appropriate discipline;
- vi ensure a fair and orderly market; and
- vii ensure that the Exchange business is conducted in a manner so as to afford protection to investors.

6.1.1 All trading in Eurex Contracts is conducted in accordance with the Exchange Rules and the Conditions for Trading at Eurex Deutschland ("**Conditions for Trading**" and together with the Exchange Rules, the "**Eurex Rules**"). The Eurex Rules are applicable to Members without regard to jurisdictional boundaries as such obligations arise by virtue of the contractual relationship between Eurex and the Members. Eurex Rules contain substantive provisions relating to membership requirements, training and competence, trading procedures, and business conduct standards. Members are required to act in accordance with the spirit as well as the letter of the Eurex Rules. The Conditions of Trading can be found at http://www.eurexchange.com/download/documents/regulations/trading_conditions/trading_conditions_en.pdf and the Exchange Rules can be found at http://www.eurexchange.com/download/documents/regulations/exchange/exchange_en.pdf.

6.1.2 Eurex Rules are designed to enable Eurex to provide a fair and orderly market that is operated with due regard to investor protection.

6.1.3 Members and their Exchange Traders are both subject to disciplinary action for the violation of Eurex Rules, orders or established principles of commercial trust. Disciplinary action may result in suspension or fines of up to €250,000. Members are accountable for the actions of their Exchange Traders relating to trades executed on Eurex.



6.1.4 The independent Trading Surveillance Office (“**TSO**”) of Eurex is in charge of monitoring trading on Eurex and the settlement of exchange transactions. The TSO systematically records all data regarding trading and settlement and evaluates that data. It conducts investigations in cases where circumstances indicate a violation of the Exchange Rules. The TSO regularly reports to the ESA. If the TSO discovers that violations of the Exchange Rules are occurring or that other conditions exist that may impair the orderly conduct of the trading or settlement of transactions, it must report the violations to the Board of Management of Eurex and the ESA. In cases of detection of breaches of securities trading laws within the purview of BaFin, the TSO must promptly inform BaFin of such facts. If manipulation, fraud, insider trading or other illegal activities to which criminal sanctions may potentially attach are detected, the TSO is required to inform BaFin and BaFin, in turn, is required to inform the public prosecutor. Among other investigatory means at its disposal, the TSO observes Member positions. Unusual trading activities can be identified and reconstructed through the Eurex databank and through the day-to-day monitoring of Eurex. The TSO has access to the electronic trading system of Eurex and is thereby able to monitor exchange trading on-line in real time. The ESA approves the appointment and dismissal of the head of the TSO. If the Board of Management is of the opinion that a rule breach likely happened, the TSO might recommend that the case be brought to the Disciplinary Committee, which is an independent body. The Disciplinary Committee assesses the penalty, which can include a reprimand, fine or exclusion from trading for up to 30 days. If facts revealed during proceedings before the Disciplinary Committee might justify the withdrawal or revocation of the admission of a trading participant, the proceedings are transferred to the Management Board.

6.2 No Discrimination or Burden on Competition – The rules of the Exchange do not:

- i permit unreasonable discrimination among issuers and participants; or**
- ii impose any burden on competition that is not reasonably necessary or appropriate.**

6.2.1 The Eurex Rules apply equally to all Members.

6.2.2 The Exchange Council is responsible for reviewing certain Eurex Rules to ensure they are compliant with Eurex’s legal and regulatory obligations under the *German Exchange Act*. The Exchange Council is comprised of representatives from a cross-section of Members. This structure ensures that all constituents in Eurex’s trading community are represented in order to benefit from the widest possible range of expertise and also to avoid discrimination or any burden on competition when considering an applicant for Eurex Membership. Members may submit a complaint in regard to regulatory functions, contracts or business of Eurex to the TSO. Once the TSO has completed an investigation, a report and recommendations are forwarded to the Board of Management and a copy is provided to the ESA. The recommendations may, among other things, call upon Eurex to make a compensatory payment to the complainant or call for some form of remedial action.



7. SYSTEMS AND TECHNOLOGY

7.1 System Capability/Scalability – For each of its systems that support order entry, order routing, execution, data feeds, trade reporting and trade comparison, capacity and integrity requirements, the Exchange:

- i makes reasonable current and future capacity estimates;
- ii conducts capacity stress tests of critical systems to determine the ability of those systems to process transactions in an accurate, timely and efficient manner;
- iii reviews the vulnerability of those systems and data centre computer operations to internal and external threats, including physical hazards and natural disasters;
- iv ensures that safeguards which protect a system against unauthorized access, internal failures, human errors, attacks and natural catastrophes that might cause improper disclosures, modification, destruction or denial of service are subject to an independent and ongoing audit which should include the physical environment, system capacity, operating system testing, documentation, internal controls and contingency plans;
- v ensures that the configuration of the system has been reviewed to identify potential points of failure, lack of back-up and redundant capabilities;
- vi maintains reasonable procedures to review and keep current the development and testing methodology of those systems; and
- vii maintains reasonable back-up, contingency and business continuity plans, disaster recovery plans and internal controls.

7.1.1 All Eurex Contracts are traded solely electronically on the Eurex platform, which is operated by EFAG. EFAG has subcontracted with Deutsche Börse System AG, a subsidiary within Deutsche Börse Group. Further information on the Eurex platform is available at http://www.eurexchange.com/technology_en.html.

7.1.2 The Eurex platform technology was developed in compliance with the Principles for the Oversight of Screen-Based Trading Systems for Derivative Products developed by the Technical Committee of IOSCO.

7.1.3 The operational integrity of the Eurex platform has been thoroughly tested. The ESA has rigorously evaluated the capability of the Eurex platform prior to its launch to ensure that it adequately supports order entry, order routing, execution, data feeds, trade reporting and trade comparison, capacity and integrity requirements.

7.1.4 The Board of Management regularly reviews the performance of the Eurex platform and its systems, backup and disaster recovery arrangements.



7.1.5 Eurex subjects the Eurex platform's critical systems to regular stress tests based on reasonable current and future capacity estimates. The Eurex platform is also tested for a range of externalities that may damage or impair the operation of the system, including but not limited to vulnerability to internal and external threats (including physical hazards and natural disasters), and it is safeguarded against unauthorized access, internal failures, human errors, attacks and natural catastrophes that might cause improper disclosures, modification, destruction or denial of service. The Eurex platform is subject to independent and ongoing audit review by EFAG's auditors and an annual Statement of Auditing Standards 70 (SAS 70) review by an independent auditing firm. These reviews cover the physical environment, system capacity, operating system testing, documentation, internal controls and contingency plans, business contingency/disaster recovery arrangements and other matters.

7.2 Information Technology Risk Management Procedures – Procedures are in place that:

- i handle trading errors, trading halts and circuit breakers;**
- ii ensure the competence, integrity and authority of system users;**
- iii ensure that the system users are adequately supervised; and**
- iv ensure the competence, integrity and authority of system users, to ensure that system users are adequately supervised.**

7.2.1 The risk management procedures referred to in section 4.3.2 above set out processes to effectively deal with trading errors, trading halts and circuit breakers, ensure the competence, integrity and authority of users on the Eurex platform and ensure that users on the Eurex platform are adequately supervised. In addition, Eurex's mistrade rules include a range of system functionalities and procedures in order to prevent and, if necessary, handle trading errors. Routing Members are required to control and supervise all access to the Eurex platform and must be able to check all orders entered on the Eurex platform.

7.2.2 Eurex Rules impose appropriate sanctions for breaches of the Trading Procedures.

8. FINANCIAL VIABILITY

8.1 The Exchange has sufficient financial resources for the proper performance of its functions.

8.1.1 In accordance with section 5(1) of the *German Exchange Act*, EFAG must provide to Eurex the financial resources, staff and facilities necessary for the operation of the exchange. This is monitored by the ESA. Eurex and EFAG must satisfy the ESA on request that they have sufficient liquid financial resources.

8.1.2 In determining whether Eurex has financial resources sufficient for the proper performance of its functions, the ESA may assess at any time, among other things, the operational and other risks to which Eurex is exposed; the amount and composition of its capital, liquid financial assets and other financial resources; and the financial benefits, liabilities, risks and exposures arising from Eurex's connection with any person.



9. CLEARING AND SETTLEMENT

9.1 Relationship with Clearing House – The Exchange has a clearing relationship with an established clearing house (“Clearing House”) and all transactions executed on the Exchange are cleared through the Clearing House.

9.1.1 As described in section 4.3.1 above, all trades in Eurex Contracts executed on Eurex are settled and cleared through ECAG. All Members must be members of ECAG or have clearing agreements in place with Clearing Members. ECAG acts as counterparty and guarantor to each transaction executed on Eurex.

9.1.2 Each Clearing Member is also required to pay a contribution to the “**Clearing Fund**”. ECAG determines the amount of the contribution to be provided by each Clearing Member. The contribution is to be provided by bank guarantee and/or cash or securities collateral. ECAG may also use funds from its annual surplus to set aside reserves for the Clearing Fund. If a Clearing Member fails to comply with its obligations, and compensation has to be provided for the damage suffered, ECAG will realize the securities in the following order: (a) collateral provided by the defaulting Clearing Member (other than the contribution to the Clearing Fund); (b) the defaulting Clearing Member’s contribution to the Clearing Fund; (c) the reserves of ECAG in the Clearing Fund; and (d) the contributions of all other Clearing Members to the Clearing Fund (on a pro-rata basis). Clearing Members have an obligation to increase their contributions to the Clearing Fund back to their original amounts within ten business days of these funds being used due to default of a Clearing Member.

9.2 Regulation of the Clearing House – The Clearing House and direct clearing members are subject to acceptable regulation.

9.2.1 As described in section 4.3.1 above, ECAG is recognized by BaFin as a central counterparty under the German *Banking Act* and is subject to the regulation and oversight of BaFin.

9.3 Authority of the Foreign Regulator – The Foreign Regulator has the appropriate authority and procedures for oversight of the Clearing House. This oversight includes regular, periodic regulatory examinations of the Clearing House by the Foreign Regulator.

9.3.1 ECAG is subject to oversight by BaFin, and ECAG is required to provide regular and periodic reports to BaFin. BaFin may make examinations of ECAG at any time.

9.3.2 Sections 33-38 of the German *Banking Act* empower BaFin to enforce the ongoing compliance requirements applicable to clearing houses to ensure compliance by recognized clearing houses, such as ECAG. BaFin discharges this responsibility by conducting ongoing assessment of ECAG’s regulations, procedures and practices to confirm that they are adequate for the protection of investors and the maintenance of an orderly market.



9.4 Restrictions on Access to a Foreign Member– Any restrictions on access to the clearing system by a foreign member are adequately disclosed and justified by the legislation of the home jurisdiction, are not anticompetitive and do not unreasonably impose barriers to access.

9.4.1 A foreign applicant seeking membership to ECAG is subject to the same application process and requirements as German applicants, including financial resource, capital, risk management and fitness requirements, as well as requirements to confirm regulatory status and compliance.

9.5 Sophistication of Technology of Clearing House – The Exchange has assured itself that the information technology used by the Clearing House has been adequately reviewed and tested and provides at least the same level of safeguards as required of the Exchange.

9.5.1 Because Eurex and ECAG are both recognised bodies regulated by the ESA or BaFin, Eurex takes comfort that the ESA and BaFin subject the technology and risk management systems of ECAG to the same degree of scrutiny and oversight to which the technology and risk management systems of Eurex are subject.

9.5.2 As part of the software testing program leading up to the launch of each new Eurex Contract, Eurex arranges for joint system tests with ECAG to ensure that the matching and clearing systems used when processing trades in Eurex Contracts work appropriately in relation to the new Eurex Contract. Eurex works with ECAG to resolve any technical problems or other difficulties that are uncovered as a result of this advance testing program.

9.5.3 ECAG is a subsidiary of EFAG, the operator of Eurex. All Eurex entities are consolidated within the Deutsche Börse Group.

9.6 Risk Management of Clearing House – The Exchange has assured itself that the Clearing House has established appropriate risk management policies and procedures, contingency plans, default procedures and internal controls.

9.6.1 As described in section 9.5.1 above, Eurex takes comfort that BaFin subjects the risk management systems of ECAG, including policies and procedures, contingency plans, default procedures and internal controls, to the same degree of scrutiny and oversight to which the risk management systems of Eurex are subject.

10. TRADING PRACTICES

10.1 Trading practices are fair, properly supervised and not contrary to the public interest.

10.1.1 The ESA monitors trading practices on Eurex to confirm compliance with the *German Exchange Act*.

10.1.2 The Conditions for Trading set out in the Eurex Rules ensure that all trades are fair, properly supervised and not contrary to the public interest. The Conditions for Trading prescribe specific requirements applicable to market orders, limit orders, combination orders, stop orders on future contacts and orders for closing auction to ensure that market integrity is maintained.



10.2 Market Making Provisions – Market making provisions and other provisions to ensure market liquidity, if any, are fair and equitable to all market participants.

10.2.1 All Members are authorized to act as market makers without further application. The required terminal functionality is available to all Members.

10.3 Orders – Rules pertaining to order size and limits are fair and equitable to all market participants and the system for accepting and distinguishing between and executing different types of orders is fair, equitable and transparent.

10.3.1 The Eurex platform's order-handling functionality was thoroughly assessed for fairness, robustness and transparency by the ESA prior to its launch in 1998.

10.3.2 The ESA approves all rules pertaining to order size and limits. All proposed rule changes are described in a circular distributed to Members. Eurex typically consults with industry specialists prior to developing or revising order rules.

10.3.3 Eurex also provides OTC trade entry facilities through ECAG with bilateral agreement of price and quantities. These facilities enable Members to enter off-order book trades in the Eurex system. An OTC trade is required to be entered into the Eurex clearing system immediately after conclusion. A period of up to 30 minutes is available between the entry of an OTC trade made by the Member initializing the transaction and the acceptance of that OTC trade by another Member. The contract price of OTC trades entered into the Eurex clearing system using one of the OTC trade entry facilities must lie within the price range of the daily high and low prices for the Eurex Contract on the day on which the OTC trade is made.

10.3.4 The OTC trade entry facilities are:

- (a) Exchange for Physicals (EFP) Trade Facilities for fixed income, inflation and credit and for index futures. In connection with the simultaneous purchase of an underlying asset and sale of futures contracts, or vice versa, concluded off-exchange, each of these facilities enables a Member to enter into the Eurex clearing system futures contracts admitted to the facility. In the case of the EFP for index futures, the underlying asset is a specified basket of shares.
- (b) An Exchange for Swaps (EFS) Trade Facility for fixed income, inflation and credit. This facility enables a Member to enter futures contracts into the Eurex clearing system concluded off-exchange that concern the simultaneous transaction of an interest rate swap and the sale or purchase of futures contracts admitted to the facility.
- (c) A Block Trade Facility. This facility enables a Member to enter transactions concluded off-exchange concerning Eurex Contracts that are admitted to the facility into the Eurex clearing system.
- (d) A Vola Trade Facility. After the conclusion of an options transaction that exists in the Eurex clearing system with a transaction number, this facility enables a Member to enter transactions concluded off-exchange concerning futures contracts pursuant to specified combinations into the Eurex clearing system.



- (e) A Flexible Options and Futures Facility. This facility enables a Member to enter and have cleared off-exchange transactions of Eurex Contracts that have been admitted to the facility.
- (f) A Block Auction Request Facility. This facility enables Members to enter requests for extra-large block transactions in a particular contract or strategy anonymously into the Eurex system. Such a request automatically triggers an auction, which allows other Members to enter quotes, also on an anonymous basis. The indicative auction price is visible on both sides, for all participants involved. This facility is available only for equity options on Dow Jones EURO STOXX 50 Index components listed on Eurex.

10.4 Transparency – Adequate provision has been made to record and publish details of pricing and trading.

10.4.1 All direct users of Eurex have access on a real-time basis via information vendors such as Reuters, Bloomberg, Comstock and Telerate to the following information: Eurex Contract bid/offer (including depth of market), daily high/low, last traded price (including volume and type of trade, *i.e.*, whether it was part of a spread or an outright trade) and weighted-average price. This data is also provided to information subscribers through the Consolidated Exchange Feed CEF. Globally, there are approximately 120,000 quote vendor screens that receive Eurex trading information. Post-trade information, including end-of day price and settlement volumes, is located on the Eurex website at http://www.eurexchange.com/market/quotes/overview_en.html.

10.5 Market Limits – Market limits have been established as to ensure the integrity of the Exchange during times of volatility.

- 10.5.1 Eurex may set or alter position limits in order to ensure orderly options and futures trading and to avoid risks for the spot market. A reasonable period of notice must be given of any such determination of position limits.
- 10.5.2 Eurex sets price and volume reasonability limits to reduce the likelihood of erroneous trades, prevent the execution of trades at unrepresentative prices and reduce the market impact of such trades. Eurex platform users may also configure their systems to provide pre-confirmation messages that appear before the execution of all trades and to designate quantities, rather than trading the total quantity that is available at a specified price.
- 10.5.3 If the last effected price of a futures contract is outside one of the price ranges with respect to specific time frames, the trading period in that futures product is interrupted (volatility interruption). Options and futures trading with respect to that futures product would resume with a pre-trading period and an opening period in price ranges and time frames determined by the Board of Management.



11. COMPLIANCE, SURVEILLANCE AND ENFORCEMENT

11.1 Jurisdiction – The Exchange or the Foreign Regulator has the jurisdiction to perform member and market regulation, including the ability to set rules, conduct compliance reviews and perform surveillance and enforcement.

11.1.1 Eurex is a "front-line regulator" with jurisdiction over its markets and the Members, extending to rulemaking, compliance, market supervision and enforcement. As described in section 6.1.1 above, Eurex Rules are applicable to all Members without regard to jurisdictional boundaries, as such obligations arise by virtue of the contractual relationship between Eurex and the Members.

11.2 Member and Market Regulation – The Exchange or its Foreign Regulator maintains appropriate systems, resources and procedures for evaluating compliance with the Exchange and legislative requirements and disciplining participants.

11.2.1 Trading on Eurex is monitored in real time by the TSO. Market surveillance is conducted by analysing the positions of Members on a constant, random basis to identify any unusual exposure, reviewing daily reports on the exposure of clients of Members, and reviewing reports of Members regarding their open interests in all Eurex Contracts. In addition, Market Supervision of Eurex conducts trade audits of and routine visits to Members. Moreover, ECAG monitors the delivery process of deliverable Eurex Contracts and the settlement of large orders on the EFP/EFS facility.

11.2.2 The TSO investigates reports of suspected misconduct and also carries out real-time monitoring on Eurex to identify suspicious trades or patterns of trading. In order to facilitate its investigations, the TSO produces a suite of daily reports that analyze possible price spikes, settlement trading and/or questionable trading or other business conduct practices. The data used to generate these daily reports is sourced from Eurex's databases, the trade registration system, Members' trading documentation and, where relevant, audio and telephone records. Upon detecting evidence of misconduct, Eurex Compliance will commence a formal investigation.

11.2.3 The TSO reports directly to the Board of Management. The TSO also reports directly to the ESA.

11.2.4 The Exchange Council supervises the compliance and regulatory functions of Eurex. Representatives of Members on the Exchange Council include legal and compliance specialists as well as market practitioners. The Exchange Council receives regular reports regarding the discharge of Eurex's regulatory and compliance functions.

11.2.5 The TSO considers the results of investigations and determines appropriate next steps, which may include the initiation of further investigation or a direct report of its findings to the Board of Management as well as to the ESA. The Disciplinary Committee of Eurex is empowered to conduct disciplinary proceedings. Sanctions for breach of Eurex Rules or exchange law provisions or orders range from a reprimand to a fine to suspension and, in extreme cases, revocation of Eurex membership, as set out in section 22 of the *German Exchange Act*.

11.2.6 In the event of a breach of a Eurex Rule or the *German Exchange Act*, the TSO will refer the case to the Board of Management as well as to the ESA under the *German Exchange Act*.



11.3 Record Keeping – The Exchange maintains adequate provisions for keeping of books and records, including operations of the Exchange, audit trail information on all trades and compliance and/or violations of the Exchange requirements and securities legislation.

11.3.1 Eurex ensures that satisfactory arrangements are made for recording transactions effected by, or cleared through, its facilities. When considering whether arrangements are satisfactory, the ESA considers whether arrangements are in place to create, maintain and safeguard an audit trail of transactions for a minimum of three years, and the quality and extent of the information recorded.

11.3.2 Members are required to maintain various records pursuant to the German *Securities Trading Act*. Members also must comply with certain disclosure requirements, reporting rules, insider trading prohibitions and rules of conduct. Members and ECAG must notify BaFin of each transaction in securities or derivatives traded on an organized market in a member state of the European Union or European Economic Area. Transactions executed on Eurex are cleared and settled by ECAG and Clearstream Banking AG, which are both banking institutions within the meaning of the German *Banking Act* and are regulated by BaFin. Both institutions have implemented anti-money laundering procedures.

11.4 Availability of Information to Regulator – The Exchange has mechanisms in place to ensure that the information necessary to conduct adequate surveillance of the system for supervisory and enforcement purposes is available to the relevant regulatory authorities on a timely basis.

11.4.1 BaFin imposes numerous reporting obligations on Members. The Disciplinary Committee of Eurex is required to advise the ESA of disciplinary actions taken against any Members. The ESA also has access, upon request, to all records maintained by Eurex.

11.4.2 As the central counterparty of Eurex, ECAG reports all transactions on Eurex to BaFin.

11.4.3 In certain jurisdictions, Eurex is required as a condition of authorization to provide the local regulatory authority with regular reports regarding the trading activities of Members in their jurisdiction.

12. INFORMATION SHARING AND OVERSIGHT ARRANGEMENTS

12.1 Satisfactory information sharing and oversight agreements exist between the AMF and the Foreign Regulator.

12.1.1 The German *Securities Trading Act* requires BaFin to cooperate with any other regulatory authority, including making arrangements for information sharing.

12.1.2 BaFin and the AMF are both signatories to the Declaration on Cooperation and Supervision of International Futures Markets and Clearing Organisations, as amended, of March 1998 (commonly known as the "Boca Declaration"). BaFin and the AMF also are signatories to the IOSCO Multilateral Memorandum of Understanding Concerning Consultation and Cooperation and the Exchange of Information. BaFin is a signatory to the Tokyo Communique on Supervision of Commodity Futures Markets, which provides best practice guidance for exchanges and regulators in



relation to information sharing (including international information sharing) and a framework for undertaking market surveillance.

- 12.1.3 Eurex confirms that it has the power to co-operate and share information through the TSO with an SRO in Québec and it undertakes to furnish information on request in respect of its powers.

13. IOSCO PRINCIPLES

13.1 The Exchange adheres to the IOSCO principles to the extent consistent with the law of the foreign jurisdiction.

- 13.1.1 Eurex adheres to IOSCO principles.

D. Exemption from the Requirement to Be Recognized and Related Relief

Exemption from the Requirement to be Recognized Under Section 12 of the Act

1. Eurex satisfies the criteria for recognition or exemption from recognition as an exchange set out in Schedule "A", as described in Section C above. Market participants in Québec that trade derivatives would benefit from the ability to trade on Eurex, as they would have access to a range of exchange-traded derivatives that are not currently available in Québec. To the extent they can currently trade those products, it is through more costly and cumbersome arrangements under which the trade is made indirectly through intermediaries located outside of Canada that are Members. More direct access to Eurex could reduce costs, enhance market visibility and transparency for Québec firms, improve competition and reduce customer risk.
2. The range of products traded on Eurex expands the products generally available to investors in Québec in two ways. For some classes of products traded on Eurex, there are no equivalent products traded in Québec. For example, Eurex has developed equity index dividend derivatives that represent the pure dividend component of blue chip indices. These products enable investors to take a view on the total dividends that are announced and paid by the individual constituents of the reference equity index in each contract period. Separate trading of the dividend element can improve risk management and increase the ability of investors to focus on the fundamentals that determine equity values.
3. The other way in which Eurex expands the product range available to investors in Québec is through products equivalent to those that are currently traded in Québec, but for which the underlying securities are different. For example, large numbers of futures and options on single stocks listed on European stock exchanges are traded on Eurex. Futures and options on these stocks are not traded on the Montreal Exchange or other Canadian exchanges.
4. A greater portion of derivatives trading on regulated, liquid markets such as Eurex rather than in alternative settings increases the transparency of the participants trading derivatives.
5. Eurex offers a transparent, efficient and liquid market for investors in Québec to trade Eurex Contracts. Stringent ESA oversight of Eurex, as well as the sophisticated information systems, regulations and compliance functions that have been adopted by Eurex, will ensure that users of



Eurex in Québec are adequately protected in accordance with international standards set by IOSCO.

6. As set out in section 12.1.2 above, BaFin has entered into two information-sharing and cooperation agreements with the AMF and BaFin also is a signatory to the Tokyo Communique on Supervision of Commodity Futures Markets dealing with the exchange of information among commodity futures exchanges. Eurex confirms that the TSO, which is an independent body of Eurex, has the power to co-operate and share information with SROs in Québec.
7. As a condition to a decision of the AMF authorizing it to operate as a foreign-based exchange, Eurex would accept compliance with the requirements set out in section 5(E) of the Policy Statement Respecting the Authorization of Foreign-Based Exchanges of the AMF (the "**Authorization Policy Statement**").
8. Eurex confirms that it has the power to co-operate fully with the AMF and to provide information and documents respecting its operations, including the following:
 - (a) the annual report of Deutsche Börse Group, which includes its financial information;
 - (b) any amendment to the laws or regulations governing its activities in its home jurisdiction;
 - (c) any amendment to its internal by-laws, rules, policies or other similar instruments;
 - (d) any change respecting its right to operate in Germany;
 - (e) notice of any situation that could have an impact on its financial viability or its ability to operate and may result, in particular, from the bankruptcy or financial difficulties of a Member; and
 - (f) any disciplinary or administrative action taken by Eurex.
9. Based on the foregoing, Eurex seeks an exemption from the requirement of section 12 of the Act allowing it to carry on derivatives activities in Québec without being recognized by the AMF as an exchange, a published market or otherwise.
10. There are not yet any precedents under the Act. In respect of stock exchanges, on March 20, 2007, the AMF issued to London Stock Exchange plc a decision under section 169 of the QSA authorizing it as a foreign-based exchange.

Related Relief

11. Section 82 of the Act states that a person, other than a recognized regulated entity, who creates or markets a derivative must be qualified by the AMF before the derivative is offered to the public. Eurex further requests that it be exempted from the requirement to be qualified by the AMF in order for it to carry on derivatives activities within the conditions set out in this application. This relief would be conditional on Eurex informing its Members of their obligation to deliver to their clients in



Québec a copy of the Risk Information Document for Derivatives set out in Schedule A of the Derivatives Regulation enacted under the Act (the “**Risk Information Document**”).

12. Following exemption from recognition of Eurex by the AMF, a Member resident outside Québec without an establishment in Québec will be able to execute trades on Eurex with residents in Québec (see Part II below). The execution of a trade with a resident in Québec could be construed as carrying on business in Québec for the Member resident outside Québec, which could subject the Member resident outside Québec and its representatives to the registration requirements of sections 54 and 56 of the Act. We submit that it would not be detrimental to the protection of investors for the Member resident outside Québec and its representatives who execute trades on Eurex and do not operate an establishment in Québec to be granted an exemption from the requirements to register as a dealer and its representatives under sections 54 and 56 of the Act. The AMF granted a similar exemption under the QSA to the London Stock Exchange on March 20, 2007.

Exemptions from 21-101 and 23-101

13. Compliance by Eurex with the requirements set out in 21-101 and 23-101 would result in duplication of the German regulatory framework to which Eurex is subject. Exempting Eurex from the application of those provisions would further the policy concern set out in the Authorization Policy Statement over “burdensome and inefficient duplication where a foreign-based exchange is already subject to an equivalent process in its home jurisdiction (the jurisdiction in which the exchange mainly operates), particularly when the measures in place to ensure investor protection are equivalent to those in Québec”. Eurex seeks an exemption from the provisions of 21-101 and 23-101 so that it may continue to operate in accordance with its current regulatory framework without the need to separately comply with duplicative regulation.
14. Notwithstanding the preceding paragraph, EFAG and Eurex have submitted to the AMF Form 21-101F1.

PART II: Trading on Eurex by Entities Resident in Québec

The Applicants propose that investors resident in Québec would be able to trade on Eurex as follows:

- (a) Dealers registered under the Act would be able to become Members and trade on Eurex as principal or as agent for their clients under their registrations. Members resident in Québec would only be entitled to become Non-Clearing Members.
- (b) The Applicants consider membership on Eurex to trade as principal to be appropriate for registered dealers, registered advisers acting on behalf of fully managed accounts, banks, proprietary trading firms and hedge funds. They are not seeking an exemption to permit such entities to become Members based on the Applicants’ understanding that, pursuant to section 232 of the Act, if such entities purchased derivatives as principal and were Accredited Investors, they could avail themselves of section 2.3 of 45-106 (as in force on February 1, 2009).



- (c) Residents of Québec that are Accredited Investors would be able to trade Eurex Contracts through any Member. The Applicants are not seeking an exemption to permit such trading based on the Applicants' understanding that, pursuant to section 232 of the Act, Members and Accredited Investors could avail themselves of section 2.3 45-106 (as in force on February 1, 2009).
- (d) Residents of Québec that are not Accredited Investors would be able to trade Eurex Contracts only through Members having a registration with the AMF that permits them to trade derivatives.

A. Access as Members

1. Entities wishing to trade on Eurex directly on its integrated trading and clearing system must be admitted as Members. The Applicants consider membership in Eurex to be appropriate for the following:
 - (a) A dealer registered under the Act or under the QSA.
 - (b) An adviser registered under the Act or under the QSA acting on behalf of accounts fully managed by it.
 - (c) A bank listed in Schedule I, II or III to the Bank Act (Canada).
 - (d) Proprietary trading firms.
 - (e) Hedge funds.
2. Any applicant for membership in Eurex would be subject to the requirements and procedures for becoming a Member. The requirements currently applicable are outlined in section 5.2 in Part I.C above.
3. Traditionally membership in an exchange has been viewed as being within the purview of dealers who act as intermediaries for their clients wishing to trade the products listed on the exchange. With the growth of algorithmic (program) trading and a far greater array of products, such as derivative products and exchange-traded funds, that lend themselves to complex trading strategies in which instantaneous execution is of increasing importance, the Applicants take the view that limiting membership in exchanges to firms whose role is to act as intermediaries has become outdated.
4. In acting as intermediaries, dealers fulfill the following roles:
 - (a) They provide the technological connection to a marketplace.
 - (b) They act as gatekeepers in assessing such factors as credit risk and suitability of investments.
 - (c) They advise and guide their clients in their trading activities.



5. For a derivatives marketplace such as Eurex, these roles of dealers can be fulfilled in other ways for certain other types of entities if those other entities are themselves permitted to become members of exchanges directly without being required to trade through intermediaries:
 - (a) Technological advances obviate the need to limit direct connections to an exclusive group of dealers.
 - (b) The gatekeeper role of dealers can be performed in other ways. In the case of Eurex, there are two main classes of Members: Clearing Members and Non-Clearing Members. Non-Clearing Members are subject to the risk management procedures put in place by their Clearing Members through web-based clearing support functionalities, including trading, price and position limits, and margin requirements. The Clearing Member with which a Non-Clearing Member seeks to open an account for the purpose of trading on Eurex will complete credit, know-your-client and anti-money laundering checks, suitability analyses and other account supervision procedures prior to entering into clearing agreements with all clients and on an ongoing basis as required by applicable law. Under the requested relief, entities resident in Québec will be limited to becoming Non-Clearing Members.
 - (c) As discussed in greater detail in paragraphs 8 and 9 below, other types of entities with trading specialists can be as sophisticated as dealers in their trading activities, or even more sophisticated. All Members would be subject to the same proficiency requirements, whether or not they are dealers, including providing evidence of expertise, generally by passing the Eurex Exchange Trader examination, and the practical knowledge necessary for trading on Eurex.
6. Membership in Eurex does not itself permit an entity to trade as agent. Whether an entity is permitted to trade as agent or is restricted to trading as principal is a matter for the law of the jurisdiction in which it trades. Membership in Eurex is itself only a way to facilitate access. This is an important difference from the traditional model, which equates membership in an exchange with trading as agent for clients. That is no longer the case.
7. Eurex Products include interest rate options and futures that relate directly to the business of banking. Banks could be expected to have greater sophistication in understanding and trading these types of products than dealers.
8. Advisers in Québec with discretionary management authority over portfolios are subject to proficiency requirements at least as stringent as dealers. By becoming Members, advisers could enhance their ability to trade and reduce their trading costs, to the benefit of the portfolios they manage. Trading by hedge funds would be done by the advisers managing their portfolios. If hedge funds themselves become Members, bookkeeping and administration would additionally be facilitated because the order could be placed in the name of the hedge fund rather than in the name of its adviser that could be the manager for multiple hedge funds.
9. Proprietary trading firms, many of which specialize in low risk algorithmic trading, similarly can have greater sophistication in trading Eurex Contracts than dealers. Membership in Eurex can enable them to trade more efficiently at lower cost. Proprietary trading firms do not act for clients whose assets can be put at risk.



10. In enforcing the Eurex Rules, the status of an entity as a Member enables enforcement action to be taken directly against the entity and sanctions can be imposed against it.
11. In order to become a Member, a proprietary trading firm or hedge fund will be required to agree to submit to the jurisdiction of the AMF with respect to activities conducted as a Member and to provide, upon the request of the AMF, prompt access to its books and records.

B. Access by Order Routing Through Members

1. Entities that are not Members would have to access trading on Eurex by becoming a client of a Member. Access can take the form of automated order routing, which is an electronic order forwarding system under which client orders are routed to Eurex via the trader mnemonic of an Exchange Trader registered with the Member. Order routing systems may be connected to the Member's Front End System via a defined interface so that the orders transmitted via this system can be channelled directly into the Eurex trading system.
2. Section 3 of the Exchange Rules requires Members to ensure that the order routing facility is used properly, for the designated purpose and in accordance with the applicable requirements. The Member takes responsibility for such trades and accepts all contingent liabilities for those orders when routed onto the Eurex platform. The Member conducts its own due diligence of prospective order routing clients under applicable law to ensure that they satisfy relevant regulatory, financial, risk and anti-money laundering standards. The Member is responsible for the acts and conduct on Eurex of its order routing clients. The Member must satisfy the following prerequisites in order to use the order routing system:
 - (a) Before being channelled into the trading system, the orders transmitted via the order routing system must pass an electronic filter installed in the Member's Front End System. The filter is required to check and release orders for further transmission according to parameters defined by the Member, including that the structure of the order is consistent with the Eurex Rules.
 - (b) The Member must ensure that all users of the order routing system operated by it have access to the Exchange Rules and are informed about their obligation to comply with the Exchange Rules.
 - (c) In the event of a violation of the Exchange Rules, the Member must immediately give a written warning concerning the violation. In the event of a second violation, the Member must immediately exclude the user from usage of the order routing system for at least 20 Eurex trading days.
3. Eurex will be required to notify its Members whose address is not in Canada that those Members are entitled to provide order routing access to Eurex for clients resident in Québec so long as the clients are Accredited Investors and the Members provide them with the form of circular set out in Schedule "B" and a copy of the Risk Information Document.



PART III Other Matters

1. Enclosed is a certificate of an authorized signatory of Eurex certifying the truth of the facts contained herein and authorizing us to prepare and file this application.
2. Also enclosed are:
 - (a) English translations of the Market Authorization, approving Eurex to operate as a futures and options exchange in Germany, and the transfer of the Market Authorization to EFAG;
 - (b) a letter from the ESA confirming that Eurex is authorized in good standing as an exchange; and
 - (c) a cheque in payment of the applicable fee of \$500.
3. EFAG consents to the publication of this application for public comment in the AMF Bulletin.

Thank you for your assistance with this matter.

Please do not hesitate to contact Dr. Ekkehard M. Jaskulla, Director, Legal Affairs, Section Markets and Regulatory at 49-69-211-15133, the undersigned at 416-863-2226 or Ralph Lindzon at 416-863-2535 for any further information you may require in connection with this application.

Yours truly,

Pamela Hughes

Enclosures

c: Éleine Lanouette
SRO Oversight, Autorité des marchés financiers

Monique Viranyi,
Analyst, SRO Oversight, Autorité des marchés financiers

Dr. Ekkehard M. Jaskulla
Director, Legal Affairs, Section Markets and Regulatory
Deutsche Börse AG / Eurex Deutschland

Lothar Kloster
Senior Vice President, Institutional Investor Business Development
Eurex Deutschland

Ralph Lindzon, Blake, Cassels & Graydon LLP

SCHEDULE "A"**Criteria for Exemption from Recognition as an Exchange****PART 1 REGULATION AND OVERSIGHT OF THE EXCHANGE****1.1 Regulation of the Exchange**

The Exchange is regulated in an appropriate manner in another jurisdiction by a Foreign Regulator. The regulatory scheme of the Foreign Regulator is transparent and generally comparable to that in Québec.

1.2 Authority of the Foreign Regulator

The Foreign Regulator has the appropriate authority and procedures for oversight of the Exchange. This oversight includes regular, periodic regulatory examinations of the Exchange by the Foreign Regulator.

PART 2 CORPORATE GOVERNANCE**2.1 Fair Representation**

The governance structure of the Exchange provides for:

- (i) appropriate, fair and meaningful representation on its Board and any committee thereof, and
- (ii) appropriate representation by independent directors on the Board and any committee thereof.

2.2 Appropriate Provisions for Directors and Officers

There are appropriate qualifications, remuneration, limitation of liability and indemnity provisions for directors and officers.

2.3 Fitness

The Exchange takes reasonable steps to ensure that each officer and director is a fit and proper person and past conduct of each officer or director affords reasonable grounds for belief that the officer or director will perform his or her duties with integrity.

2.4 Conflicts of Interest

The Exchange has appropriate conflict of interest provisions for all directors, officers and employees.

PART 3 FEES**3.1 Fees**

The Exchange's process for setting fees is fair, transparent and appropriate. Any and all fees imposed by the Exchange on its participants are equitably allocated, do not have the effect of creating barriers to access and are balanced with the criteria that the Exchange has sufficient revenues to satisfy its responsibilities.

PART 4 REGULATION OF PRODUCTS**4.1 Approval of Products**

The products traded on the Exchange are approved by the appropriate authority.

4.2 Product Specifications

The terms and conditions of trading the products are in conformity with normal commercial business practices for the trade in the product.

4.3 Risks Associated with Trading Products

The Exchange maintains adequate provisions to measure, manage and mitigate the risks associated with trading products on the Exchange, including, but not limited to, margin requirements, intra-day margin calls, daily trading limits, price limits, position limits, and internal controls.

PART 5 ACCESS

5.1 Fair Access

The requirements of the Exchange relating to access to the facilities of the Exchange, the imposition of limitations or conditions on access and denial of access are approved by the Foreign Regulator and are fair and reasonable, including in respect of notice, an opportunity to be heard or make representations, the keeping of records, the giving of reasons and the provisions for appeals.

5.2 Details of Access Criteria

In particular, the Exchange:

- (i) has written standards for granting access to trading on its facilities to ensure users have appropriate integrity and fitness;
- (ii) has and enforces financial integrity standards for those persons who enter orders for execution on the system, including, but not limited to, credit or position limits and clearing membership;
- (iii) does not unreasonably prohibit or limit access by a person or company to services offered by it;
- (iv) keeps records of each grant and each denial or limitation of access, including reasons for granting, denying or limiting access; and
- (v) restricts access to adequately trained system users who have demonstrated competence in the functions that they perform.

5.3 Access for Persons in Québec

The Exchange provides direct access, either through terminals, data feeds or third party provided interfaces, to only those persons in Québec that are duly registered or licensed under the laws of Québec.

PART 6 RULEMAKING

6.1 Purpose of Rules

The Exchange maintains rules, policies and other similar instruments as are necessary or appropriate to govern and regulate all aspects of its business and affairs and such rules are designed to, in particular:

- (i) ensure compliance with the rules of the Exchange and securities legislation;
- (ii) prevent fraudulent and manipulative acts and practices;
- (iii) promote just and equitable principles of trade;

- (iv) foster cooperation and coordination with persons or companies engaged in regulating, clearing, settling, processing information with respect to, and facilitating transactions in, the products traded on the Exchange;
- (v) provide for appropriate discipline;
- (vi) ensure a fair and orderly market; and
- (vii) ensure that the Exchange business is conducted in a manner so as to afford protection to investors.

6.2 No Discrimination or Burden on Competition

The rules of the Exchange do not:

- (i) permit unreasonable discrimination among issuers, if applicable, and participants; or
- (ii) impose any burden on competition that is not reasonably necessary or appropriate.

PART 7 SYSTEMS AND TECHNOLOGY

7.1 System Capability/Scalability

For each of its systems that support order entry, order routing, execution, data feeds, trade reporting and trade comparison, capacity and integrity requirements, the Exchange:

- (i) makes reasonable current and future capacity estimates;
- (ii) conducts capacity stress tests of critical systems to determine the ability of those systems to process transactions in an accurate, timely and efficient manner;
- (iii) reviews the vulnerability of those systems and data centre computer operations to internal and external threats, including physical hazards and natural disasters;
- (iv) ensures that safeguards which protect a system against unauthorized access, internal failures, human errors, attacks and natural catastrophes that might cause improper disclosures, modification, destruction or denial of service are subject to an independent and ongoing audit which should include the physical environment. system capacity, operating system testing, documentation, internal controls and contingency plans;
- (v) ensures that the configuration of the system has been reviewed to identify potential points of failure, lack of back-up and redundant capabilities;
- (vi) maintains reasonable procedures to review and keep current the development and testing methodology of those systems; and
- (vii) maintains reasonable back-up, contingency and business continuity plans, disaster recovery plans and internal controls.

7.2 Information Technology Risk Management Procedures are in place that

- (i) handle trading errors, trading halts and circuit breakers;
- (ii) ensure the competence, integrity and authority of system users;
- (iii) ensure that the system users are adequately supervised; and
- (iv) ensure the competence, integrity and authority of system users, to ensure that system users are adequately supervised.

PART 8 FINANCIAL VIABILITY**8.1 Financial Viability**

The Exchange has sufficient financial resources for the proper performance of its functions.

PART 9 CLEARING AND SETTLEMENT**9.1 Relationship with Clearing House**

The Exchange has a clearing relationship with an established Clearing House and all transactions executed on the Exchange are cleared through the Clearing House.

9.2 Regulation of the Clearing House

The Clearing House and direct clearing members are subject to acceptable regulation.

9.3 Authority of the Foreign Regulator

The Foreign Regulator has the appropriate authority and procedures for oversight of the Clearing House. This oversight includes regular, periodic regulatory examinations of the Clearing House by the Foreign Regulator.

9.4 Restrictions on Access to a Foreign Member

Any restrictions on access to the clearing system by a foreign member are adequately disclosed and justified by the legislation of the home jurisdiction, are not anti-competitive and do not unreasonably impose barriers to access.

9.5 Sophistication of Technology of Clearing House

The Exchange has assured itself that the information technology used by the Clearing House has been adequately reviewed and tested and provides at least the same level of safeguards as required of the Exchange.

9.6 Risk Management of Clearing House

The Exchange has assured itself that the Clearing House has established appropriate risk management policies and procedures, contingency plans, default procedures and internal controls.

PART 10 TRADING PRACTICES**10.1 Trading Practices**

Trading practices are fair, properly supervised and not contrary to the public interest.

10.2 Market Making Provisions

Market making provisions and other provisions to ensure market liquidity, if any, are fair and equitable to all market participants.

10.3 Orders

Rules pertaining to order size and limits are fair and equitable to all market participants and the system for accepting and distinguishing between and executing different types of orders is fair, equitable and transparent.

10.4 Transparency

Adequate provision has been made to record and publish details of pricing and trading.

10.5 Market Limits

Market limits have been established as to ensure the integrity of the Exchange during times of volatility.

PART 11 COMPLIANCE, SURVEILLANCE AND ENFORCEMENT

11.1 Jurisdiction

The Exchange or the Foreign Regulator has the jurisdiction to perform member and market regulation, including the ability to set rules, conduct compliance reviews and perform surveillance and enforcement.

11.2 Member and Market Regulation

The Exchange or its Foreign Regulator maintains appropriate systems, resources and procedures for evaluating compliance with Exchange and legislative requirements and disciplining participants.

11.3 Record Keeping

The Exchange maintains adequate provisions for keeping books and records, including operations of the exchange, audit trail information on all trades and compliance and/or violations of Exchange requirements and securities legislation.

11.4 Availability of Information to Regulator

The Exchange has mechanisms in place to ensure that the information necessary to conduct adequate surveillance of the system for supervisory and enforcement purposes is available to the relevant regulatory authorities on a timely basis.

PART 12 INFORMATION SHARING AND OVERSIGHT ARRANGEMENTS

12.1 Information Sharing and Oversight Agreement

Satisfactory information sharing and oversight agreements exist among the AMF and the Foreign Regulator.

PART 13 IOSCO PRINCIPLES

13.1 IOSCO Principles

The Exchange adheres to the IOSCO principles to the extent consistent with the law of the foreign jurisdiction.

SCHEDULE "B"**Form of Canadian Circular****Circular for Clients in Québec Who Trade on Eurex Deutschland**

[Name of Eurex member] _____ is permitted to provide access to accredited investors in Québec for trading on Eurex Deutschland. In order for you to be provided with access, you will need to complete, sign and return the attached certification.

In doing so, you will represent that you are an accredited investor in the category listed in the certification. Should you cease to fall within the category indicated in your certification, you are required to notify us before you place your next order on Eurex Deutschland.

We are also providing you with a Risk Information Document concerning certain risks and other significant aspects of trading in futures contracts, options or other derivatives.

There may be difficulty in enforcing any legal rights against us or any or our directors, officers or employees because we reside outside of Canada and all or substantially all of our assets are situated outside of Canada. We are not registered under the *Derivatives Act* (Québec) and, accordingly, the protection available to clients of a dealer under that statute will not be available to you.

Certification by Residents of Québec Who Trade on Eurex Deutschland

To: _____ [Name of Eurex Member]:

I/we represent that I/we fall within the indicated category of accredited investor as follows:

[Please put a √ in the appropriate box.]

- 1) A bank named in Schedule I (domestic banks), Schedule II (subsidiaries of foreign banks) or Schedule III (foreign banks) of the Bank Act (Canada)
- 2) A loan corporation, trust company, trust corporation, insurance company, treasury branch, credit union, caisse populaire, financial services cooperative, or league that, in each case, is authorized by an enactment of Canada or a jurisdiction of Canada to carry on business in Canada or a jurisdiction of Canada
- 3) An association governed by the Cooperative Credit Associations Act (Canada) or a central cooperative society for which an order has been made under section 473(1) of that Act
- 4) The Business Development Bank of Canada incorporated under the Business Development Bank of Canada Act (Canada)
- 5) A subsidiary of any of the above companies, if the company owns all voting securities of the subsidiary, except the voting securities required by law to be owned by directors of that subsidiary
- 6) A person or company registered under the securities legislation of a jurisdiction of Canada as an adviser or dealer, other than a limited market dealer under one or both of the Ontario Act or the Securities Act (Newfoundland and Labrador)
- 7) An individual registered or formerly registered under the securities legislation of a jurisdiction of Canada as a representative of a person referred to in no. 6
- 8) The Government of Canada or a jurisdiction of Canada, or any crown corporation, agency or wholly owned entity of the Government of Canada or a jurisdiction of Canada
- 9) A municipality, public board or commission in Canada and a metropolitan, community, school board, the Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal or an intermunicipal management board in Québec
- 10) A national, federal, state, provincial, territorial or municipal government of or in any foreign jurisdiction, or an agency of that government
- 11) A pension fund that is regulated by either the Office of the Superintendent of Financial Institutions (Canada) or a pension commission or similar regulatory authority or a jurisdiction of Canada
- 12) An individual who, either alone or with a spouse, beneficially owns, directly or indirectly, financial assets (which includes the value of the individual's and the spouse's registered retirement savings plans) having an aggregate realizable value that before taxes, but net of any related liabilities, exceeds Cdn\$1 million
- 13) An individual whose net income before taxes exceeded Cdn\$200,000 in each of the two most recent calendar years or whose net income before taxes combined with that of a spouse exceeded Cdn\$300,000 if including a spouse) in each of the last two calendar years and who, in either case, reasonably expects to exceed that net income level in the

current calendar year

- 14) An individual who, either alone or with a spouse, has net assets of at least Cdn\$5 million
- 15) A person or company, other than an individual or investment fund, that has net assets of at least Cdn\$5 million as shown in its most recently prepared financial statements
- 16) A mutual fund or non-redeemable investment fund that distributes its securities or has distributed its securities only to a person or company that is or was an accredited investor at the time of the distribution or a person or company that acquires or acquired securities under the minimum amount investment exemption or certain other specified exemptions
- 17) A mutual fund or non-redeemable investment fund that distributes or has distributed securities under a prospectus in a jurisdiction for which the regulator has issued a receipt
- 18) A trust company or trust corporation registered or authorized to carry on business under the Trust and Loan Companies Act (Canada) or under comparable legislation in a jurisdiction of Canada or a foreign jurisdiction, acting on behalf of a fully managed account managed by the trust company or trust corporation
- 19) A person or company acting on behalf of a fully managed account managed by that person or company, if that person or company is registered or authorized to carry on business as an adviser or the equivalent under the securities legislation of a jurisdiction of Canada or a foreign jurisdiction, provided that, in Ontario, the person or company is purchasing a security that is not a security of a mutual fund or non-redeemable investment fund
- 20) A registered charity under the Income Tax Act (Canada) that, in regard to the trade, has obtained advice from a person or company that is registered as an investment dealer or in an equivalent category or registration under the securities legislation of the jurisdiction of a purchaser and authorized to give advice with respect to the type of security being distributed, or from an adviser registered under the securities legislation of the jurisdiction of the registered charity to give advice on the securities being traded
- 21) An entity organized in a foreign jurisdiction that is analogous to any of the entities referred to in nos. 1 through 6 or no. 11 above in form and function
- 22) A person or company in respect of which all of the owners of interests, direct, indirect or beneficial, except voting securities required by law to be owned by directors, are persons or companies that are accredited investors
- 23) A mutual fund or non-redeemable investment fund that is advised by a person or company registered as an adviser or a person or company that is exempt from registration as an adviser
- 24) A person or company recognized by the Autorité des marchés financiers as an accredited investor

I/We do not fall within one of the above categories, but an exemption from the registration requirement is otherwise available with respect to my/our trading on Eurex Deutschland. Please describe the exemption and, if applicable, provide a copy of the order granting the exemption: _____

* * * * *

Should there be a change in these representations, I/we will notify you before placing my/our next order on Eurex Deutschland. Should I/we cease to be an accredited investor, I/we will cancel any open orders and notify you that I/we are no longer an accredited investor.

Name of investor: _____

Signature of investor: _____
(or authorized signatory)

Title of authorized signatory: _____

Date: _____

7.2 RÉGLEMENTATION DE L'AUTORITÉ

Aucune information.

7.3 RÉGLEMENTATION DES BOURSES, DES CHAMBRES DE COMPENSATION, DES OAR ET D'AUTRES ENTITÉS RÉGLEMENTÉES

Aucune information.

7.4 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

7.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.